Tagblatt / Journal

Tagblatt des Grossen Rates des Kantons Bern

Journal du Grand Conseil du canton de Berne

Session vom 4. bis 13. Juni 2018

Session du 4 au 13 juin 2018

Jahrgang 2018 / Heft 2

Année 2018 / Cahier 2

www.be.ch/tagblatt
www.be.ch/journaldugrandconseil

ISSN 1662-9272

Constitution

2017.RRGR.459 Ouverture de la séance par le doyen d'âge parmi les doyens ou doyennes de fonction (doyen d'âge)..... 553
2017.RRGR.466 Constatation de la présence..... 553
2018.RRGR.12 Allocution du doyen d'âge..... 554
2018.RRGR.110 Désignation de 5 scrutateurs et scrutatrices provisoires..... 555
2018.STA.708 Elections cantonales de 2018. Election de renouvellement général du Grand Conseil et du Conseil-exécutif du 25 mars 2018..... 555
2018.RRGR.115 Election du président du Grand Conseil..... 557
2018.RRGR.117 Assermentation du président du Grand Conseil..... 560
2018.RRGR.129 Allocution du président du Grand Conseil..... 560
2018.RRGR.237 Assermentation des membres du Grand Conseil.....561, 581
2018.STA.654 Elections du Grand Conseil du 25 mars 2018. Election au Grand Conseil de M. Christoph Zimmerli, Berne ; *voir affaire 2018.RRGR.237*..... 561
2018.STA.665 Elections du Grand Conseil du 25 mars 2018. Election au Grand Conseil de M. Daniel Klauser, Berne ; *voir affaire 2018.RRGR.237*..... 561
2018.RRGR.240 Assermentation des membres du Conseil-exécutif..... 561
2018.RRGR.238 Election du premier vice-président..... 562
2018.RRGR.239 Election du deuxième vice-président ou de la deuxième vice-présidente..... 562
2018.STA.707 Election du président du Conseil-exécutif..... 562
2018.STA.707 Election du vice-président du Conseil-exécutif..... 562
2018.RRGR.241 Réélection du secrétaire général du Grand Conseil..... 562
2018.RRGR.242 Réélection du chancelier..... 562
2018.RRGR.152 Election des 5 scrutateurs et scrutatrices..... 573
2018.RRGR.243 Election des 17 membres de la Commission des finances (CFin)..... 573
2018.RRGR.244 Election des 17 membres de la Commission de gestion (CGes)..... 573
2018.RRGR.245 Election des 17 membres de la Commission de justice (CJus)..... 573
2018.RRGR.246 Election des 17 membres de la Commission des institutions politiques et des relations extérieures (CIRE)..... 573
2018.RRGR.247 Election des 17 membres de la Commission de la formation (CFor)..... 573
2018.RRGR.248 Election des 17 membres de la Commission de la santé et des affaires sociales..... 573
2018.RRGR.249 Election des 17 membres de la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire..... 573
2018.RRGR.250 Election des 17 membres de la Commission de la sécurité (Cséc)..... 573
2018.RRGR.251 Election des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission des institutions politiques et des relations extérieures (CIRE)..... 573
2018.RRGR.252 Election des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission de la formation (CFOR)..... 573
2018.RRGR.254 Election des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission de la santé et des affaires sociales (CSoc)..... 573
2018.RRGR.255 Election des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire (CIAT)..... 573
2018.RRGR.256 Election des membres-suppléants et membres-suppléantes de la Commission de la sécurité (Cséc)..... 574
2018.RRGR.267 Election du président ou de la présidente de la Commission des finances (CFin)..... 574
2018.RRGR.268 Election du président ou de la présidente de la Commission de gestion

(CGes) 574
2018.RRGR.269 Election du président ou de la présidente de la Commission de justice (CJus) 574
2018.RRGR.270 Election du président ou de la présidente de la Commission des institutions politiques et des relations extérieures (CIRE) 611, 741
2018.RRGR.271 Election du président ou de la présidente de la Commission de la formation (CFor) 611
2018.RRGR.272 Election du président ou de la présidente de la Commission de la santé et des affaires sociales (CSoc) 611
2018.RRGR.157 Election du président ou de la présidente de la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire 574
2018.RRGR.153 Election du président ou de la présidente de la Commission de la sécurité (Csséc) 611
2018.RRGR.341 Election d'un membre UDF à la section IV de la CJus 611

Généralités

Allocutions du président 669, 741, 912
Motions d'ordre 570, 571, 581
2018.STA.843 Entrée d'un nouveau membre du Grand Conseil : Marianne Burkhard (PS) 581
Hommage à un membre du Grand Conseil : Adrian Wüthrich (SP) 571

Actes législatifs

2016.RRGR.945 Loi sur le commerce et l'industrie (LCI) (Modification)
1e lecture 652
Vote final 662
2017.RRGR.413 Loi cantonale sur l'agriculture (LCAB) (Modification)
1e lecture 662, 669
Vote final 672
2017.RRGR.15 Loi sur le droit foncier rural et le bail à ferme agricole (Modification)
1e lecture 672
2018.RRGR.285 Loi sur la pêche (LPê) (Modification)
1e lecture 684
Vote final 685
2017.POM.593 Loi sur les prestations des entreprises de sécurité privées (LPESP)
1e lecture 856, 859
Vote final 872
2018.RRGR.286 Loi sur la police et l'industrie (LCI) (Modification)
1e lecture 872
Vote final 876
2018.RRGR.284 Loi cantonale sur les allocations familiales (LCAFam) (Modification)
1e lecture 985
Vote final 906
2017.RRGR.148 Loi sur le personnel (LPers) (Modification)
1e lecture 907
Vote final 909

Rapports

2018.RRGR.273 Rapport d'activité 2017 de la Commission des finances 583
2018.RRGR.277 Rapport d'activité 2017 de la Commission de gestion 584
2018.RRGR.253 Rapport d'activité 2017 de la Commission de justice 585
2018.RRGR.145 Rapport d'activité 2017 des Services parlementaires 586
2017.STA.1728 Rapport d'activité 2017 du Contrôle des finances 586
2018.RRGR.124 Rapport d'activité 2017 du Bureau pour la surveillance de la protection des données du canton de Berne 587
2018.RRGR.66 Rapport d'activité 2017 des autorités judiciaires et du Ministère public du canton de Berne 592
2018.RRGR.151 Rapport de la Commission de justice sur le rapport d'activité 2017 des autorités judiciaires et du Ministère public et les inspections 2018 593
2015.STA.10452 Introduction d'un frein à la réglementation au niveau cantonal. Rapport du Conseil-exécutif sur la mise en œuvre du postulat 183-2015 Lanz (Thoune, UDC) 594
2017.STA.1430 Les relations extérieures du canton de Berne en 2017 599
2016.GEF.2317 La violence sur ordonnance. Rapport du Conseil-exécutif concernant la motion 162-2015, Seiler (Trubschachen, Les Verts) 772, 775

Elections

2018.STA.790 Reconduction de la nomination du chef du Contrôle des finances par le Conseil-exécutif. Confirmation par le Grand Conseil 611
Résultat 627
2018.RRGR.259 Election du délégué à la protection des données pour la période de fonction allant du 1er mars 2019 au 28 février 2023 611
Résultat 627
Assermentation 628
2018.RRGR.76 Election d'un ou d'une juge germanophone du Tribunal cantonal des mesures de contrainte 100% pour la période jusqu'au 31.12.2022 615
Résultat 632
2018.RRGR.138 Election d'un ou d'une juge francophone de tribunal régional à 100% pour la période jusqu'au 31.12.2022 615
Résultat 632
2018.RRGR.159 Election d'un ou d'une juge germanophone de tribunal régional à 100% pour la période jusqu'au 31.12.2022 615
Résultat 633
2018.RRGR.141 Election 'un juge spécialisé ou d'une juge spécialisée germanophone de tribunal régional dans les litiges relavant du droit du travail pour la période jusqu'au 31.12.2022 616
Résultat 633

Motions

2017.RRGR.737 277-2017 PBD (Luginbühl-Bachmann, Krattigen). Pas de session supplémentaire sans vote du parlement 589
2017.RRGR.446 167-2017 Guggisberg (Kirchlindach, UDC). « Art et architecture : il faut savoir raison garder 603
2017.RRGR.580 228-2017 PDB (Luginbühl-Bachmann, Krattigen). L'offre de services publics régionaux de conseils en énergie est-elle toujours pertinente ? 620

2017.RRGR.682 252-2017 Moser (Biel/Bienne, PLR). Autoroute de contournement Bienne/axe ouest : vérification des faits pour la proposition « mieux comme ça »..... 628, 635
2017.RRGR.751 288-2017 Gerber (Hinterkappelen, Les Verts). Pour limiter la vitesse à 50 km/h dans les localités ! Motion ayant valeur de directive 644
2018.RRGR.33 005-2018 Stampfli (Berne, PS). Exploiter la gare RER Europaplatz pour mieux desservir l'Hôpital de l'Ile 647
2017.RRGR.449 170-2017 Berger (Aeschi, UDC). Réguler la population de lynx dans le canton de Berne. Motion ayant valeur de directive 689, 693
2017.RRGR.523 180-2017 Les Verts (Boss, Saxeten). Le tourisme durable à l'heure du changement climatique 695
2017.RRGR.545 202-2017 Linder (Bern, Grüne). Usage de vaisselle réutilisable lors de grandes manifestations soumises à l'autorisation se déroulant sur le domaine public dans tout le canton de Berne. Motion ayant valeur de directive *Retirée* 700
2017.RRGR.553 208-2017 Hebeisen-Christen (Münchenbuchsee, UDC). Pas de libre-échange pour l'huile de palme en provenance de Malaisie 701
2017.RRGR.559 214-2017 Rudin (Lyss, pvl). Création d'un village numérique dans l'Oberland bernois *Reportée* 708
2017.RRGR.570 218-2017 Graf (Interlaken, PS). Des conditions équitables pour l'hôtellerie dans les régions de vacances du canton de Berne par rapport à l'hôtellerie des autres cantons de tourisme 708
2017.RRGR.572 220-2017 Köpfli (Bern, pvl). Du papier pour du papier : abolition du certificat de capacité d'hôtellerie et de restauration 717
2017.RRGR.579 227-2017 Gabi Schönenberger (Schwarzenburg, PS). Prendre des mesures concrètes contre le chômage de longue durée et la fin des prestations pour éviter un transfert à l'aide sociale 717, 723
2018.RRGR.34 006-2018 PS-JS-PSA (Näf, Muri). Fonds pour l'avenir – pour un canton de Berne innovant 733
2018.RRGR.148 033-2018 Mühlheim (Berne, pvl). Plus de transparence dans les finances des entreprises au bénéfice de subventions cantonales 742
2018.RRGR.180 046-2018 PS-JS-PSA (Marti, Berne). Durcissement de l'obligation de communiquer les indemnités subventionnées 742
2017.RRGR.669 244-2017 PS-JS-PSA (Näf, Muri). « Paradise Papers » – le fisc bernois se réveille ! 749
2017.RRGR.715 270-2017 Mentha (Liebefeld, PS). Faciliter la procédure de remise d'impôt pour les bénéficiaires de prestations complémentaires et éviter que l'administration piétine *Retirée* 753
2017.RRGR.721 275-2017 Pfister (Zweisimmen, PLR). Pas de cadeaux fiscaux ! Motion ayant valeur de directive 753
2017.RRGR.525 182-2017 pvl (Schöni-Affolter, Bremgarten). Adapter le nombre de sièges de la Députation du Jura bernois à la réalité 754
2017.RRGR.696 265-2017 Güntensperger (Biel/Bienne, pvl). Garantir un siège au Conseil-exécutif pour la population francophone 763
2017.RRGR.544 201-2017 Sancar (Berne, Les Verts). Améliorer les soins de santé fournis aux requérantes d'asile 779
2017.RRGR.675 247-2017 Zybach (Spiez, PS). Avenir de la santé : mesures destinées à améliorer les compétences en matière de santé de la population bernoise 785
2018.RRGR.58 018-2018 Mühlheim (Berne, pvl). Séparation des pouvoirs dans nos hôpitaux 792
2017.RRGR.677 248-2017 PS-JS-PSA (Jordi, Berne). Avenir de la santé : Encourager les innovations dans le domaine des soins 798, 803
2017.RRGR.679 249-2017 PS-JS-PSA (Schindler, Berne). Avenir de la santé : éliminer les incitations négatives dans le domaine de la santé 804

2018.RRGR.147 032-2018 Junker Burkhard (Lyss, PS). Mettre à profit le potentiel d'économie dans l'aide sociale et conserver la structure tarifaire actuelle pour les frais dentaires 817

2017.RRGR.610 234-2017 Sancar (Berne, Les Verts). Droit à la formation et au travail 821

2017.RRGR.638 239-2017 Imboden (Berne, Les Verts). Introduire un salaire minimum dans le canton de Berne..... 826

2017.RRGR.736 276-2017 Wüthrich (Huttwil, PS). Les personnes exerçant une activité lucrative à plein temps ne doivent pas avoir besoin de l'aide sociale (rapport sur le salaire minimum)..... 826

2018.RRGR.185 051-2018 Striffeler-Mürset (Münsingen, PS). L'avenir du secteur de la santé passe par les soins ambulatoires solides.....834, 837

2017.RRGR.666 241-2017 Müller (Bowil, UDC). Aide et soins à domicile – mission de l'Etat et viabilité économique des soins ambulatoires *Retirée*..... 845

2017.RRGR.684 254-2017 Schöni-Affolter (Bremgarten, pvl). Transparence dans la prise en charge institutionnelle des personnes âgées *Retirée*..... 846

2018.RRGR.43 014-2018 Dunning (Biel/Bienne, PS). Des cours de suisse-allemand à l'école ! 849

2017.RRGR.718 273-2017 Aebischer (Riffenmatt, UDC). Il faut respecter la paix des morts ! *Retirée*..... 850

2017.RRGR.743 280-2017 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC). Economies : quid de la capacité de subir la peine ou la mesure ?..... 880

2018.RRGR.64 020-2018 Rüegsegger (Riggisberg, UDC). Convois exceptionnels dans l'Oberland bernois occidental..... 881

2017.RRGR.681 251-2017 Fuchs (Berne, UDC). Décongestion des services de contrôle automobile : certificat de réparation au lieu d'un contrôle subséquent 886

2017.RRGR.576 224-2017 Hügli (Biel/Bienne, PS). Acquis de la grève générale de 1918 : réhabiliter les grévistes..... 893

Motion financière

2018.RRGR.188 054-2018 Imboden (Berne, Les Verts). Atténuer les effets des réductions de prestations du PA 2018 grâce aux excédents comptables et aux bénéfices supplémentaires de la Banque nationale..... 727

Postulats

2017.RRGR.574 222-2017 de Meuron (Thoune, Les Verts). Moins de bouchons, des transports moins coûteux et une plus grande attractivité grâce à la gestion de la mobilité *Retiré*..... 647

2018.RRGR.46 017-2018 Graber (La Neuveville, UDC). Elimination des passages à niveau sur les routes cantonales du Jura bernois..... 648

2017.RRGR.746 283-2017 PS-JS-PSA (Gullotti, Tramelan). Intelligence artificielle : le canton de Berne est-il pro actif ?..... 685

2017.RRGR.747 284-2017 Machado Rebmann (Bern, LAVerte). « Industrie 4.0 » : à quoi le canton de Berne doit-il s'attendre ? 726

2017.RRGR.694 263-2017 PS-JS-PSA (Gullotti, Tramelan). Quel avenir pour la DAJ ? *Retiré*..... 771

2017.RRGR.537 194-2017 PS-JS-PSA (Dunning, Biel/Bienne). Hausse des primes d'assurance-maladie : que le canton de Berne agisse en faveur de sa population !..... 809

2018.RRGR.10 001-2018 Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC). Les hautes écoles spécialisées doivent renouer des liens avec la pratique et l'économie 850

Autres affaires

2018.RRGR.160 Fonds d'encouragement des activités culturelles. Comptes annuels 2017 847

2018.POM.25 Fonds de loterie : approbation des comptes annuels 2017 878

2018.POM.26 Fonds du sport : approbation des comptes annuels 2017 880

Demandes de crédit

Travaux publics, transports et énergie

2018.RRGR.146 Berne, Ostermundigenstrasse 99 : site de remplacement pour l'OPM (POM) et l'OAS (SAP), division Intégration. Crédit d'engagement pour le loyer, les charges, les aménagements locatifs et l'équipement 601

2018.RRGR.113 Zollikofen, Länggasse 85, HESB-HAFL, bâtiment B, réfection de l'enveloppe du bâtiment. Crédit d'engagement pour la réalisation 602

Police et affaires militaires

2018.POM.66 Police cantonale bernoise (POCA) ;exploitation, maintenance et développement des prestations de base TIC et des applications spécialisées de la POCA (y c. consultation d'experts). Autorisation de dépenses, crédit d'engagement 2019 – 2020 (crédit-cadre) 877

2018.POM.88 Police cantonale bernoise (POCA) ; fonctionnement et entretien du réseau radio de sécurité POLYCOM. Autorisation de dépenses, crédit d'engagement 2019-2023 (crédit d'objet) 877

Justice, affaires communales et affaires ecclésiastiques

2015.RRGR.614 Aide financière du canton aux mesures prises et aux indemnités versées dans le cadre de l'aménagement du territoire ; subventions cantonales. Crédit-cadre 2016-2019. Crédit complémentaire 909

Affaires de la session de juin 2018 traitées en procédure écrite

Les affaires traitées en procédure écrite (interpellations et questions) se trouvent dans les annexes.

Annexes de la session de juin 2018

Les documents se rapportant aux affaires sont publiées sur Internet :
www.gr.be.ch/gr/fr > Sessions & procès-verbaux > Sessions 2018 > Session de juin 2018

Montag (Nachmittag) 4. Juni 2018, 13.35–16.50 Uhr

Erste Sitzung

Vorsitz: Alterspräsident Peter Moser, Biel/Bienne (FDP); Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP).
Präsenz: Anwesend sind 159 Mitglieder. Entschuldigt abwesend ist: Blum Christine.

Geschäft 2017.RRGR.466

Feststellung der Anwesenheit der Ratsmitglieder

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP), Alterspräsident. Liebe Ratskolleginnen, liebe Ratskollegen, liebe Regierungsmitglieder, liebe Besucher. Als Erstes möchte ich direkt die Anwesenheit der Ratsmitglieder feststellen. Wir tun dies mithilfe der Anlage. Die neuen Ratsmitglieder können bei den Nachbarn sehen, wie das funktioniert. Wir wollen feststellen, wer da ist und drücken hierfür den grünen Knopf. Und jetzt muss ich noch wissen, wo ich drücken muss. *(Auf der Anzeigetafel erscheinen zu wenige Anwesende.)* Ich glaube, die Emotionen kochen noch hoch, und es haben noch nicht alle den richtigen Knopf gedrückt. Es haben sich nur 149 Anwesende anmelden können. Das erscheint mir bei 160 Mitgliedern etwas wenig. Wir wiederholen den Vorgang. *(Auf der Anzeigetafel erscheinen die aktivierten Sitze in Blau statt in Grün. Auch wird nicht die richtige Anzahl Anwesende angezeigt.)* Jetzt haben wir nur blaue Sitze, das ist ja noch schöner. *(Heiterkeit)*

Die Sitzung wird kurz unterbrochen.

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP), Alterspräsident. Die Fachleute sagen, es seien wieder zu wenig Anwesende angemeldet. Es fehlen immer noch Anwesende. Wir machen noch einmal einen Versuch. Bitte drücken Sie die grüne Taste, und lassen Sie sich nicht verwirren, wenn es auf dem Display dann blau angezeigt wird. *(Heiterkeit. Auf der Anzeigetafel wird immer noch nicht die richtige Anzahl Anwesende angezeigt.)* Gut. Die Fachleute sagen, sie würden die elektronische Zählung nun abbrechen. Wir werden nachher auf der Namensliste nachschauen. Wir haben eine Entschuldigung von Christine Blum vorliegen. Ansonsten ist uns nichts bekannt. Nun werden wir mit der Namensliste abgleichen und werden dann feststellen können, wer vielleicht nicht oder falsch gedrückt hat.

Geschäft 2017.RRGR.459

Eröffnung der Sitzung durch das älteste der anwesenden amtsältesten Ratsmitglieder (Alterspräsident)

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP), Alterspräsident. Ich komme jetzt zur offiziellen Begrüssung. Nochmals: Liebe Ratskolleginnen und -kollegen, liebe Regierungsratsmitglieder, liebe Besucherinnen und Besucher, ich begrüsse Sie recht herzlich zur Eröffnung der 44. Legislaturperiode des bernischen Grossen Rats. Als dienstältestes Grossratsmitglied habe ich die Ehre, die neue Legislatur zu eröffnen und bis zur Wahl des neuen Grossratspräsidenten oder der neuen Grossratspräsidentin den Rat auch zu leiten. Die ersten Versuche habe ich gemacht. Aber Sie haben es gesehen, diese waren noch nicht so gut. Ich muss noch etwas nachsitzen. Aber im Gegensatz zum richtigen Grossratspräsidenten, der dies lernen konnte, wurde ich einfach ins kalte Wasser geworfen.

En tant que Biennois, je salue bien cordialement toutes les personnes francophones ici présentes. Egalement en tant que Biennois alémanique, je continuerai en dialecte, comme nous pratiquons souvent le bilinguisme à Bienne. Si possible, chacun parle dans sa langue maternelle, sachant que l'autre le comprendra.

Geschäft 2018.RRGR.12

Rede des Alterspräsidenten

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP), Alterspräsident. Man sagte mir, ich hätte keine Redezeitbeschränkung und geniesse Narrenfreiheit bei dem, was ich jetzt sage. Und über meine Ausführungen wird es nachher auch keine Debatte geben, und es können auch keine Planungserklärungen eingereicht werden. Nur, damit Sie es von Anfang an wissen.
Zu Beginn ein paar Worte zum Grossen Rat. Was ist der Grosse Rat eigentlich? Ist er ein artenreiches Biotop oder ein abwechslungsreicher Garten? Das sind Vergleiche, die meine Vorgänger vor vier und vor acht Jahren an dieser Stelle in ihren Reden gezogen haben. Ich bin etwas nüchterner; dies entspricht mir mehr, und ich betrachte den Rat eher aus empirisch-quantitativer Perspektive. Dazu habe ich ein paar Kennzahlen zur neuen Zusammensetzung des Grossen Rats recherchiert: Sie wissen, dass der Grosse Rat heute 160 Mitglieder umfasst, 34 davon sind neu gewählt; das entspricht rund 21 Prozent des Plenums. Es sind etwas weniger neu Gewählte als bei den Wahlen in den Jahren 2014 und 2010. Des Weiteren sind 57 Grossratsmitglieder weiblich, was 35,6 Prozent entspricht. Das sind 3,7 Prozent mehr als in der vergangenen Legislatur. Der Altersdurchschnitt im Grossen Rat beträgt ungefähr 50 Jahre. Die Jüngsten unter uns haben einen 1990er-Jahrgang: Sie sind jung, unverbraucht und voller Tatendrang. Am anderen Ende, wo ich und andere sich befinden, sind die Ratsmitglieder mit den 1940er- und 1950er-Jahrgängen. Sie bringen dafür ihre reichhaltige Erfahrung und hoffentlich auch ein wenig Weisheit in diesen Grossen Rat. Das hoffe ich.
Der Grosse Rat des Kantons Bern ist ein Milizparlament. Dementsprechend vielfältig ist der berufliche Hintergrund seiner Mitglieder: Die grösste Gruppe bilden die Landwirtinnen und Landwirte mit knapp 20 Prozent, gefolgt von Personen aus der Verwaltung mit 13 Prozent, der Privatwirtschaft mit 12 Prozent und dem Bildungsbereich mit 10 Prozent. Auch hinsichtlich des beruflichen Hintergrunds ist die Vielfalt im Grossen Rat ziemlich beachtlich. Persönlich bedaure ich, dass nicht mehr KMU-Vertreter im Grossen Rat sind. Schliesslich werden KMU doch als das Rückgrat des wirtschaftlichen Erfolgsmodells Schweiz bezeichnet. Aber was nicht ist, kann noch werden. Im Grossen Rat sitzen 160 verschiedene Charakter, Biografien und Ansichten mit zwei Sprachkulturen. 145 Mitglieder des Grossen Rats sprechen deutsch, 15 französisch. Wir müssen uns bewusst sein, was uns einzigartig macht und was uns voneinander verschieden macht – ohne dass wir dabei das vergessen, was uns eint, nämlich der Wille, den Kanton Bern gemeinsam vorwärtszubringen, über die Sprachgrenzen hinaus. Dazu ein Zitat aus den Medien: «Bern, der schönste und unregierbarste Kanton der Schweiz», Zitat Ende. Das Erste kann ich unterschreiben, Sie wohl auch, und beim Zweiten wollen wir heute, anlässlich der heute beginnenden Legislaturperiode, zeigen, dass dem nicht so ist, sondern dass man den Kanton auch regieren kann. Das zeigt auch, dass unsere Aufgabe anspruchsvoll und interessant ist. Über 2000 Bernerinnen und Berner haben im vergangenen März für den Grossen Rat kandidiert. Geschafft haben es die anwesenden 160 respektive die 146 an der Tafel Angezeigten, zusammen mit mir sind dies 147. Von diesen sind 34 neu gewählt. Ihnen gratuliere ich an dieser Stelle nochmals zu ihrer Wahl.
Neben Statistik und Zahlenvergleichen möchte ich zum Schluss noch ein paar persönliche Gedanken mit auf den Weg geben. Die Politkultur hat sich in den vergangenen Jahren stark oder sogar sehr stark verändert. Der Ton ist rauer geworden, die Bereitschaft, von seiner eigenen Position abzuweichen, ist immer seltener. Polarisierung wird das heute genannt. Da ist es auch kein Wunder, dass praktisch jeder Grossratsbeschluss und jedes Gesetz mit einem Referendum bekämpft wird, in der Hoffnung, dass man das politische Geschäft doch noch erfolgreich auf seine Seite ziehen kann. Ist das zielführend? Oder blockiert es unsere Entwicklung? – Dies zu beurteilen, überlasse ich Ihnen. Eine Schwarz-Weiss-Denkweise ist allgegenwärtig. Differenzierte Haltungen sind unsexy, sind medial schlecht zu kommunizieren und seitens der Medien zumeist auch nicht sonderlich gefragt. Hier kommt die unmissverständliche «Holzhacker-Kommunikation» besser an, auch wenn sie der Sache oft nicht dient, sondern ihr vielmehr schadet. Natürlich sind wir unseren Wählern verpflichtet! Aber wir

sind es auch dem Kanton schuldig, Sachlichkeit zu pflegen und die Inhalte in den Vordergrund zu stellen. Nur so können wir das Vertrauen in die Politik zurückgewinnen. Hier stelle ich persönlich ein Manko fest. Doch verlieren wir den Blick auf das grosse Ganze nicht.
Hören wir unseren politischen Widersachern zu und versuchen wir, ihre Argumente zu verstehen. Suchen wir doch gemeinsam einen Weg zur Lösung der anstehenden Probleme. Diese sind nicht klein. Besinnen wir uns auf unsere Stärken. Das sind unsere Lebensqualität, die Solidarität mit Schwächergestellten, Toleranz und Offenheit gegenüber Andersdenkenden. Aber auch der Wille, unsere Grundwerte zu schützen, wie Freiheit, Selbstbestimmung und Eigenverantwortung. Gemeinsam um die richtigen Lösungen zu ringen, bedingt eine Politik, die sich diesen Zielen unterordnet. Und last, but not least: Nehmen wir unsere Arbeit wichtig! Sie ist wichtig. Aber stellen wir uns doch nicht dauernd selber in den Mittelpunkt. Wir sind nur ein Sandkorn in der Wüste oder ein Tropfen Wasser im Ozean oder ein paar Menschen in einem Parlament auf diesem grossen Planeten. Auch dieses Zitat entstammt einer Zeitung, ich sage nicht aus welcher, die es pointiert formuliert hat, ich zitiere: «Bern ist in Asien ein Nonvaleur.» Das stellt uns wieder auf die richtige Ebene. Ich wünsche den Mitgliedern des Grossen Rats und des Regierungsrats viel Erfolg und Befriedigung in ihrem Amt und erkläre die 44. Legislaturperiode des Grossen Rats für eröffnet.

(Anhaltender Applaus)

Geschäft 2018.RRGR.110

Ernennung der 5 provisorischen Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP), Alterspräsident. Wir kommen zur Ernennung der fünf provisorischen Stimmenzähler. Diese fünf hier vorne sind nicht die Leibgarde des Grossen Rats oder die des Grossratspräsidenten, sondern es sind die provisorisch ernannten Stimmenzähler. Ich lese Ihnen der Parteistärke nach deren Namen vor, so wie sie provisorisch bestimmt worden sind: Ueli Abplanalp, SVP, Meret Schindler, SP, Peter Sommer, FDP, Michel Seiler, Grüne, und Vania Kohli, BDP. Es wird keine Abstimmung über die vorgeschlagenen Mitglieder durchgeführt.

Geschäft 2018.STA.708

Kantonale Wahlen 2018. Gesamterneuerungswahlen des Grossen Rates und des Regierungsrates vom 25. März 2018

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP), Alterspräsident. Somit sind wir schon beim nächsten Punkt angelangt, der Kenntnisnahme des Berichts des Regierungsrats über die Gesamterneuerungswahlen und der erwahrten Ergebnisse der Regierungsratswahlen vom 25. März 2018 sowie der Feststellung des Wahlergebnisses der Grossratswahlen. Für die JuKo spricht, so viel ich weiss, Monika Gygax.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (BDP), bisherige Präsidentin der JuKo. Bekanntlich haben am 25. März dieses Jahres Gesamterneuerungswahlen für den Grossen Rat und für den Regierungsrat stattgefunden. Der Bericht des Regierungsrats hierzu liegt vor, und wir danken bestens dafür. Allgemein darf ich kurz erwähnen, dass es im Wahljahr 2018 einen Rekord gab: Wieder haben sich deutlich mehr Kandidierende für den Grossen Rat zur Verfügung gestellt als im bisherigen Rekordjahr 2010. Das ist grundsätzlich erfreulich, und man könnte es so deuten, dass das Interesse der Bevölkerung an Politik doch da ist und die zahlrechen Kandidierenden sich auch vorstellen könnten, im bernischen Parlament mitzuarbeiten, sich zu engagieren und damit Verantwortung zu übernehmen. Wenn ich von einem neuen Rekord spreche, dann heisst das 2111 Bernerinnen und Berner auf 146 Listen beziehungsweise 730 Frauen und 1381 Männer, oder anders gesagt, ziemlich genau ein Drittel Frauen und zwei Drittel Männer. Der Anteil gewählter Frauen ist schlussendlich mit 57 von 160

Grossratsmitgliedern natürlich zusätzlich erfreulich, der Herr Alterspräsident hat es bereits erwähnt. Wenn wir in der Zusammenstellung sehen, dass erstmals der Anteil gewählter Frauen höher ist als Frauen prozentmässig kandidiert hatten, ist das erwähnenswert.
Noch eine persönliche Bemerkung: Als Frau freut mich das. Zu den Regierungsratswahlen sind 16 Kandidatinnen und Kandidaten angetreten. Mit der Wahl der vier Bisherigen, Frau Beatrice Simon, Herr Christoph Ammann, Herr Christoph Neuhaus und Herr Pierre Alain Schnegg, und der drei neuen Regierungsräten, Frau Evi Allemann, Herr Philippe Müller und Frau Christine Häsler, hat sich die parteipolitische Zusammensetzung des Regierungsrats gegenüber der vorherigen Legislatur hingegen nicht verändert. Die Wahlbeteiligung ist allerdings erneut kleiner geworden. Waren es 2014 noch fast 32 Prozent Stimmberechtigte, die gewählt hatten, ist dieser Anteil bei den Grossratswahlen dieses Jahr auf 30,5 Prozent gefallen, und bei den Regierungsratswahlen ist er noch tiefer gesunken, nämlich auf 29,5 Prozent. Im Bericht kann man lesen, dass bei dieser Wahl nur gerade bei einem Mitglied, und zwar bei Herrn Peter Salzmann aus Mülchi, eine Unvereinbarkeit festgestellt wurde. Diese deshalb, weil er in diesem Fall als Mitglied der zentralen kantonalen Verwaltung nicht gleichzeitig dem Grossen Rat angehören darf. Als Sachbearbeiter beim Veterinärdienst des Amts für Landwirtschaft und Natur (LANAT) hat er aber bestätigt, dass er sein Arbeitsverhältnis spätestens auf Ende der möglichen Übergangsfrist, bis zum 30. November dieses Jahres, auflösen wird. Die Durchführung des Urnengangs, angefangen bei den Vorbereitungen über die Ausmittlung der Resultate am Wahlwochenende bis zur Nachbereitung, ist dieses Mal problemlos verlaufen. Das ist der Verdienst einer guten, erfreulichen und gewissenhaften Zusammenarbeit zwischen der Staatskanzlei, den Regierungsstatthalterämtern und allen bernischen Gemeinden. An dieser Stelle darf man auch einmal Danke sagen für die grosse und zusätzliche Arbeit, die da über eine längere Zeit landauf und landab in allen Ämtern und Büros geleistet wurde.
Um zum Schluss zu kommen: Im Namen der JuKo beantrage ich Ihnen einerseits den Bericht des Regierungsrats zu den Gesamterneuerungswahlen vom 25. März sowie andererseits das durch den Regierungsrat mit Beschluss vom 25. April 2018 amtlich festgestellte Ergebnis der Regierungsratswahlen zur Kenntnis zu nehmen. Gleichzeitig ist dies in den kantonalen Amtsblättern vom 11. April publizierten Ergebnissen der Grossratswahlen gestützt auf das Gesetz über die politischen Rechte vom Juni 2012 (PRG) amtlich festzustellen. Jetzt wünsche ich allen Ratskolleginnen und -kollegen sowie allen Regierungsrätinnen und Regierungsräten einen guten Start in die neue Legislatur und danke für Ihr Zuhören.

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP), Alterspräsident. Danke, Monika Gygax. Ich sehe, dass noch jemand aufstehen möchte. Wird der Bericht vom Rat bestritten? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Grossrat Löffel, Sie haben das Wort.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Die EVP bestreitet den Bericht nicht und nimmt ihn zur Kenntnis. Aber ich habe eine Bemerkung dazu: Dies, weil wir mit der Durchführung der Wahlen, so wie auf Seite 4 kurz beschrieben, nicht restlos zufrieden sind. Weshalb dies? – Als Bürger und Politiker erwarte ich von der Verwaltung eine dienstleistende Grundhaltung. Als Wahlverantwortlicher einer Berner Kantonalpartei erwarte ich von der Staatskanzlei ein gutes und konstruktives Miteinander für eine möglichst effiziente und reibungslose Durchführung der Wahlen. Nein, die Erwartungen wurden diesmal nicht erfüllt. Seit 1990 habe ich zum achten Mal für die EVP die Wahlen organisiert, und ich muss feststellen, dass wir als Partei noch nie mit so viel unnötigem Zusatzaufwand schikaniert worden sind wie dieses Mal. Um ein Scheinproblem zu lösen, nämlich die Wählbarkeit der Kandidierenden zu beweisen, mussten die Parteien tagelang Stimmrechtsbescheinigungen einholen – tagelang! Keine Partei ist so dumm, Kandidierende aufzustellen, die gar nicht wählbar sind. Das würde nämlich zu ungültigen Stimmen führen. Ich bin überzeugt, dass man im Gespräch mit den Parteien eine Lösung gefunden hätte, ohne einen solchen Zusatzaufwand zu produzieren. Im Hinblick auf zukünftige Wahlen bitte ich den Staatsschreiber, mit seinen Leuten dafür zu sorgen, dass man nicht am Schreibtisch neue Vorgaben erfindet, sondern mit den Parteien nach konstruktiven Lösungen sucht, wenn mögliche Probleme auftauchen. Im Fall der Wählbarkeit wäre zum Beispiel eine Lösung via Unterschrift der Listenverantwortlichen denkbar gewesen. Analog wie wir bei der Steuererklärung dafür unterschreiben müssen, dass alle Angaben in Ordnung sind und man ein Problem bekäme, wenn sich herausstellte, dass man falsche Angaben gemacht hat. Das wäre meiner Meinung nach auch hier möglich. Ähnlich wäre in Zukunft das Problem lösbar, indem die Kandidierenden beweisen müssen, dass sie überhaupt kandidieren wollen: Auch hier bin ich der Meinung, dass man mit den Parteien zusammen eine konstruktive und einfache Lösung finden wird.

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP), Alterspräsident. Wenn ich das Votum richtig verstanden habe, wird der Bericht von Ihnen nicht bestritten. Ich frage nochmals: Wird der Bericht aus dem Plenum bestritten? – Das scheint nicht der Fall zu sein. So haben Sie den Bericht stillschweigend respektive mit einem Votum zur Kenntnis genommen.

Geschäft 2018.RRGR.115

Wahl des Grossratspräsidenten

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP), Alterspräsident. Wir kommen zur wichtigsten Wahl dieses Nachmittags, der Wahl des Grossratspräsidenten. Offenbar ist in meinen Notizen schon etwas vorweggenommen worden, ich verrate zwar nicht was, aber in diesen heisst es nicht Grossratspräsidentin, sondern Grossratspräsident. Jetzt haben die Fraktionsvertreter das Wort. Das Wort erhält Madeleine Amstutz für die SVP.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (SVP). Vorab wünsche ich allen Gewählten eine erfolgreiche Legislatur. Ich will es nicht unterlassen, Ursula Zybach als abtretender Grossratspräsidentin für ihren Einsatz zu danken. Wir sind froh, konnten Sie sich auf das Grossratspräsidium konzentrieren und waren im letzten Jahr nicht im Regierungswahlkampf, weil das Grossratspräsidium viel Arbeit verursacht. Ursula Zybach hat sich diese Zeit genommen. Sie hat alle Aufgaben und Termine pflichtbewusst wahrgenommen. Wir wünschen Ihnen, Ursula Zybach, zurück als einfaches Grossratsmitglied, alles Gute!
Für die SVP-Fraktion ist es eine Ehre, heute Jürg Iseli als erfahrenen Kantonspolitiker für die Wahl zum Grossratspräsidenten zu empfehlen. Schon als Grossratsvizepräsident hat sich Jürg Iseli für den Ratsbetrieb und für die Sache im Kanton Bern eingesetzt. Er hatte als Vizepräsident im letzten Jahr wenige Möglichkeiten, ganz oben zu sitzen. Und trotzdem hat er uns beweisen, dass er es versteht, Grossratsdebatten zu führen. Seit 2005 sitzt Jürg Iseli im Grossen Rat. Einen Namen hat er sich als FiKo-Präsident gemacht. Er kennt den Parlamentsbetrieb, er kennt Gesetze, Abläufe, aber auch die Verwaltung und die Direktionen bestens. Jürg Iseli ist pflichtbewusst, kompetent und ein seriöser Schaffer. Mit seinem gesunden Menschenerstand wird er Grossratsdebatten führen und den Kanton Bern gut bei repräsentativen Aufgaben vertreten. Ich bitte alle Grossratsmitglieder, die Wahl von Jürg Iseli zu unterstützen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Ich will auch zuerst der abtretenden Grossratspräsidentin Ursula Zybach für das Jahr als Präsidentin des Grossen Rats, als oberste Bernerin, herzlich danken. Ursula Zybach hat eine steile Lernkurve hinter sich. Sie wurde frisch in den Grossen Rat gewählt und wurde relativ schnell als zweite Vizepräsidentin vorgeschlagen worden. Sie hat, wie gesagt, eine steile Lernkurve hinter sich. Ich sehe aber vor allem auch Vorteile. Ursula Zybach ist ziemlich unvoreingenommen an das Amt herangetreten, hat dadurch auch langjährige Gewohnheiten beiseite legen können und das Ganze mal von einer andere Seite angeschaut. Dadurch konnte sie vielleicht auch den einen oder anderen neuen Blickwinkel einbringen. Also, nochmals ganz herzlichen Dank, liebe Ursula Zybach.
Ich komme zur Wahl des neuen Grossratspräsidenten. Vorgeschlagen ist von der SVP Jürg Iseli, wie Madleine Amstutz eben gesagt hat. Für mich sind die Ansprüche an einen Grossratspräsidenten klar: Er muss den Kanton Bern vertreten, er muss gegen aussen und gegen innen den Rat im Griff haben, und er muss für dieses Jahr sein Parteibuch beiseite legen. Für mich sind alle Kriterien bei Jürg Iseli erfüllt. Dazu kommt noch, dass die SVP natürlich unbestritten Anspruch auf dieses Amt hat. Er ist ein erfahrener Parlamentarier. Ich habe ihn als Präsidenten der FiKo erlebt; diese Kommission hat er mit Bravour geleitet. Schliesslich traue ich ihm zu, nachdem er den «Flohhaufen FiKo» sehr gut geleitet hat, diesen «Flohhaufen Grossrat» ebenfalls mit Bravour zu leiten. Wir unterstützen diese Kandidatur einstimmig.

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP), Alterspräsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Elisabeth Striffeler-Mürset.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (SP). Es freut mich, dass Ursula Zybach so viele schöne Worte entgegennehmen darf. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion respektiert den Anspruch der SVP, das Grossratspräsidium zu übernehmen. Wir erwarten, dass Jürg Iseli den Rat politisch neutral und mit Umsicht führen wird, dass er sich auf die Unterstützung des Vizegrossratspräsidiums verlassen kann und dass diese beiden ihre Aufgaben nicht nur kennen, sondern auch wahrnehmen. Wir wünschen uns eine konstruktive Zusammenarbeit, die auf gegenseitigem Respekt beruht.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Ich möchte namens der BDP allen hier im Saal einen guten Legislaturstart wünschen und danke besonders dem Alterspräsidenten für seine Worte, die er vorhin an uns gerichtet hat. Weiter möchte auch ich der abtretenden Grossratspräsidentin Ursula Zybach am Ende ihres Präsidialjahres bestens für ihre Arbeit und ihr Wirken danken. Es ist eine Vielzahl von Vorstössen zur Behandlung in den Rat gekommen. Wie es der Turnus eben auch will, gibt es fast mit Regelmässigkeit auch ein Entlastungspaket unter der Regie des SP-Präsidiums zu verabschieden, und es finden immer gleichzeitig auch Wahlen statt in diesem Jahr. Diese Kombination ist eine besondere und auch eine anspruchsvolle. Ich denke, nicht jeder hier im Saal würde sich dieser Herausforderung gleichermassen stellen wollen. Zum Abschluss der Legislatur haben Sie Ihre vielen Tätigkeiten, Termine und Geschäfte Revue passieren lassen und wir vom Büro konnten erfahren, wie geballt auch die Repräsentationspflichten für Grossratspräsidien sein können. Wir waren zum Abschluss noch in Dresden, zu Besuch beim 60. Landtag, und wenn wir uns jeweils schon entspannen konnten, hat Ursula Zybach noch irgendwo eine Rede halten, Danke sagen und Geschenke organisieren müssen. Wir wünschen Ihnen, Ursula Zybach, eine ganz gute Rückkehr in Ihre Fraktion und danken Ihnen für Ihre Arbeit. Ob man das Amt des Grossratspräsidiums als relativ neue Grossrätin mit einem Parlament im vierten Jahr der Legislatur einfacher ausüben kann, denn als erfahrener, langjähriger Grossrat mit einem blutjungen Parlament in der ersten Legislatur? – Sie beide können sich dann in einem Jahr austauschen.
Somit bin ich bei der Wahl des Grossratspräsidiums. Jürg Iseli ist ein erfahrener, langjähriger Grossrat. Wir kennen ihn. Wir brauchen dazu eigentlich gar nicht mehr viel zu sagen. Die Vorrednerinnen haben dies bereits getan. Jürg Iseli, Sie haben einstimmig die Unterstützung der BDP-Fraktion. Wir wünschen Ihnen im Namen der BDP ein gutes Präsidialjahr mit guten und fairen Beratungen, mit einem konstruktiven Parlament und – das gehört eben auch zu einem Grossratspräsidium – ein Jahr mit guten Begegnungen im ganzen Kantonsgebiet und darüber hinaus. Wir wünschen Ihnen viel Erfolg.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Liebe Ursula Zybach, im Namen der Fraktion der Grünen danken auch wir Ihnen für Ihren enormen Einsatz als Grossratspräsidentin. Sie haben den Kanton Bern in Ihrem Amtsjahr würdig und mit sehr viel Stil repräsentiert. Wenn man Ihnen bei einem öffentlichen Anlass zugehört hat, dann wurde rasch klar, dass Sie bei Ihren Reden nicht nur gut vorbereitet waren, sondern Sie gingen stets auf Ihr Gegenüber ein. Si nécessaire aussi en français: chapeau! Nicht nur Ihrer Repräsentationsarbeit, sondern auch Ihrer Ratsleitung gebührt grosser Respekt. Hier denke ich vor allem an die Novembersession mit der Spardebatte, und ich habe auch noch Ihre Abschiedsworte der Märzsession im Ohr. Man kann vermuten, dass Sie nicht immer die nötige Unterstützung – und damit meine ich jetzt ausdrücklich nicht die politische – gefunden haben. Das ist bedauerlich. Ich denke, man müsste eigentlich davon ausgehen dürfen, dass man auch von Parlamentsseite her in dem Jahr, in dem man so stark engagiert ist, Unterstützung bekommt. Aber sicher ist: Das wird sich jetzt ändern für Sie. Weil an Ihrem zukünftigen Sitzplatz, an dem Sie jetzt sind, haben Sie ganz klar Sitznachbarn, die Sie unterstützen werden. So gesehen kann es nur besser werden.
Jetzt komme ich zu Jürg Iseli. Wo sitzt er? Danke vielmals. Lieber Jürg Iseli, die letzte Stufe der «Vize-Leiter» haben Sie jetzt hinter sich. Heute werden Sie zum Grossratspräsidenten gewählt. Es scheint so, dass unsere Region am Thunersee lauter Polittalente hervorbringt. Zum Glück ist Zwieselberg noch eine eigenständige Gemeinde. Denn wir wissen: Ein dritter Thuner, das wäre wahrscheinlich ein bisschen problematisch geworden. Aber vielleicht gehört ja dieses Zwieselberg irgendwann mal zu Thun. Ich weiss gar nicht, ob ich das hier sagen darf, denn was Gemeindefusionen anbelangt, hatte ich ein bisschen den Eindruck, Sie hätten sich in Dresden so verlauten lassen, dass Sie hier die Haltung der Grünen teilen. Ich denke: Das hilft sicher auch dabei, dass Sie unsere volle Unterstützung bei Ihrer Wahl haben. Aber ich will nicht aus dem Nähkästchen plaudern oder Sie in die Nesseln setzten. Wir wünschen Ihnen auf jeden Fall viel Freude und Energie, und wir hoffen sehr, dass Ihnen genug Zeit bleibt für Ihre Landwirtschaft und für das Käsen. Denn so gut wie Sie diesbezüglich auch unsere Kolleginnen und Kollegen hier im Rat bedienen, könnte ich mir vorstellen, dass

hier sonst jemand einmal «Entzug» verspürt. Das wäre dann nicht eine «Unterhopfung», sondern wahrscheinlich eine «Unterkäsung». Sie müssten darum zusehen, dass dies nicht passiert. Wir wünschen Ihnen auf jeden Fall alles Gute und werden, wie gesagt, Ihre Wahl ganz klar unterstützen.

Christine Schnegg, Lyss (EVP). Auch die Fraktion EVP bedankt sich ganz herzlich bei unserer scheidenden Präsidentin für Ihr Engagement im letzten Jahr. Liebe Ursula Zybach, Sie hatten die nicht immer einfache Aufgabe, das Parlament durch die Geschäfte, Diskussionen und Abstimmungen zu manövrieren. Das haben Sie gut gemeistert. Sie haben besonders lange Sessionen mit uns ausgesessen und dabei den Humor trotzdem nicht verloren. Gerne erinnere ich mich auch an die gemeinsamen Erlebnisse bei unseren Besuchen in andern Kantonsparlamenten – sogar, wie es zu hören war, bis in den «grossen Kanton» über unsere Landesgrenzen hinaus. Ich wünsche Ihnen, liebe Ursula Zybach, dass Sie die spannungsvollen und manchmal nicht ganz konfliktfreien Momente Ihres Präsidialjahres ein bisschen vergessen können, auch, dass Sie sich gerne an all die guten, interessanten und schönen Erlebnisse und Begegnungen erinnern können und diese auch in bester Erinnerung behalten.
Die Fraktion EVP unterstützt die Wahl von Jürg Iseli zum Grossratspräsidenten. Als ehemaliger FiKo-Präsident ist Jürg Iseli das Präsidieren gewohnt. Wir zweifeln auch nicht daran, dass er sich in den letzten zwei Jahren gut auf seine neue Aufgabe vorbereiten konnte. Er wird sicherlich auch keine Mühe haben, sich mit allen Pflichten und Aufgaben, die den Grossratspräsidenten in seinem Amtsjahr erwarten, auseinanderzusetzen und diese bestens zu erfüllen. Wir wünschen Ihnen, Jürg Iseli, schon jetzt viel Freude, Erfüllung, spannende Begegnungen im ganzen Kanton und eine gute Zusammenarbeit mit Ihrem Präsidiumsteam im kommenden Präsidialjahr.

Adrian Haas, Bern (FDP). Zunächst danke ich Ursula Zybach für die gute Ratsführung und ihren grossen Einsatz. Ganz positiv in Erinnerung geblieben sind sicher die individuellen Verabschiedungen, die Sie sehr einfühlsam gemacht haben. Vielen Dank.
Nun zu Jürg Iseli. Er ist zwar als Vizepräsident nicht sehr häufig zum Einsatz gekommen, aber wir kennen ihn bestens als Präsidenten der FiKo. Dort hat er einen brillanten Job gemacht, und er hat – ich muss es zugeben – auch sehr geschickt agiert und viel Respekt für Minderheiten gezeigt. Wir trauen ihm eine neutrale und supergute Ratsführung ohne Weiteres zu. Darum unterstützen wir ihn einstimmig.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Ich kann es im Namen der EDU-Fraktion kurz machen. Wir möchten uns dem Dank an die bisherige Präsidentin Ursula Zybach anschliessen. Ein solches Amt bedeutet einen riesengrossen persönlichen zeitlichen Aufwand, ein Riesenengagement. Sei es hier im Rat, der auch nicht immer einfach zu führen ist, sei es auch ausserhalb, wo es den Kanton würdig zu vertreten gilt. Und das haben Sie gemacht. Vielen Dank.
Den vorgeschlagenen Jürg Iseli von der SVP werden wir seitens der Fraktion einstimmig unterstützen. Die SVP hat Anspruch darauf, und Jürg Iseli ist sehr geeignet für dieses Amt.

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP), Alterspräsident. Nun haben wir alle Fraktionen gehört. Damit kommen wir zur Wahl des neuen Grossratspräsidenten Jürg Iseli, wie Sie gehört haben. Ich bitte die provisorischen Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler die Kuverts mit dem Wahlzettel zu verteilen.

(Die provisorischen Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler verteilen die Wahlkuverts.)

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP), Alterspräsident. Darf ich die Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler bitten, die Kuverts wieder einzusammeln? – Liebe Leute, die Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler walten ihres Amtes. Sie gehen die Stimmen zählen. Wir machen eine kleine Pause, einen Sitzungsunterbruch und treffen uns um 14.30 Uhr hier im Rat wieder, um die Resultate zu verkünden.

(Die provisorischen Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler sammeln die Wahlkuverts wieder ein. Bis zum Vorliegen des Wahlergebnisses wird die Sitzung unterbrochen.)

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP), Alterspräsident. Wir kommen zur Verkündung des Wahlergebnisses.

Wahlergebnis Geschäft 2018.RRGR.115

Bei 159 ausgeteilten und 159 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 24 und ungültig 0, in Betracht fallend 135, wird mit einem absoluten Mehr von 68 gewählt:

Jürg Iseli mit 135 Stimmen.

(Anhaltender Applaus)

Geschäft 2018.RRGR.117

Vereidigung des Grossratspräsidenten

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP), Alterspräsident. Wir kommen nun zur Vereidigung des neuen Grossratspräsidenten. Dazu bitte ich alle Personen im Saal, sich zu erheben. Darf ich den Generalsekretär bitten, die Eidesformel vorzulesen?

Der Generalsekretär liest die Eidesformel in deutscher Sprache vor. Grossratspräsident Jürg Iseli leistet den Eid.

Geschäft 2018.RRGR.129

Rede des Grossratspräsidenten

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP), Alterspräsident. Als Nächstes folgt die Rede des Grossratspräsidenten. Er ist eingetroffen. Sie dürfen sich alle wieder setzen.

Präsident. Herr Alterspräsident, werte Regierungsräte, werte Regierungsrätinnen, werte Kolleginnen und Kollegen, geschätzte Gäste. Chers collègues et chers amis du Jura bernois, je vous remercie de vos souhaits. Pour moi, une bonne coopération pendant mon année présidentielle est importante. Vielen Dank für die Wahl zum Grossratspräsidenten. Ich bin ja nicht das erste Mal bei diesem Wahlprozedere mit dabei, aber trotzdem berührt es mich. Als die Voten abgegeben wurden, konnte ich mich gehen und Revue passieren lassen, was ich während der letzten zwölf Jahren erlebt habe. Ich trete das Amt an und habe grossen Respekt vor dem, was auf mich zukommen wird. Ich hoffe, dem, was von mir verlangt wird, gerecht zu werden. Aber ich bin überzeugt, dass ich zumindest den Willen habe, dies zu tun. Ich weiss, dass viele Repräsentationen und Einladungen auf mich zukommen, nebst dem Ratsbetrieb. Aber ich bitte an dieser Stelle diejenigen, denen ich *nicht* die Ehre werde erweisen können zu kommen, schon jetzt um Entschuldigung. Sie müssen wissen: Ich bin auch als Grossratspräsident Milizparlamentarier und habe nebenbei noch andere Verpflichtungen.
Wir beginnen die zweite Legislatur gemäss dem neuen Gesetz über den Grossen Rat vom 4. Juni 2013 (Grossratsgesetz, GRG). Geben Sie mir die Möglichkeit, kurz Rückschau auf die vergangenen vier Jahre zu halten. Wir sind vor vier Jahren mit einem neuen Gesetz gestartet, das ziemlich einschneidende Veränderungen mit sich gebracht hat. Wir wollten das Parlament stärken, es gegenüber dem Regierungsrat stärken. Wir haben Sachbereichskommissionen geschaffen. Wir haben neue Beratungsformen hier im Parlament gehabt. Wie sieht das Fazit aus? Was ist passiert in dieser Zeit? – Zur Stärkung des Parlaments gegenüber dem Regierungsrat: Diesbezüglich musste man sich eingangs finden. Ich glaube, wir haben es im Verlauf dieser vier Jahre geschafft, mit der Regierung Dinge zu klären und diese in ein anderes Licht zu rücken. Es war vor allem auch in finanzieller Hinsicht, bei den gebundenen Ausgaben, wo man sich finden musste. Aber ich meine, dass wir heute diesbezüglich auf einem guten Weg sind. Die Sachbereichskommissionen sind neu geschaffen worden. Vorher hatte man Ad-hoc-Kommissionen gebildet. Die Sachbereichskommissionen sind natürlich

näher bei den Direktionen der Regierung. Das hat man auch gemerkt: Eingangs brachten diese meiner Meinung nach das, was sie bringen sollten. Die Debatten wurden eher kürzer. Im Laufe der Zeit dünkte mich allerdings, auch dort bestehe noch Handlungsbedarf. Wenn Sachbereichskommissionen Anträge diskutieren, sollte nicht alles eins zu ein hier in den Rat gebracht werden. Ich glaube, dies steht auf der Pendenzenliste für eine allfällige Revision des GRG. Man wird dort nachsehen können.
Dann zu den Debattenformen: Wir führten Debatten als freie, reduzierte oder organisierte Debatten. Und man hat gemerkt, dass die einzelnen Vorstösse tatsächlich so debattiert worden sind. Das hat eine gewisse Reduktion der Debattenzeit ergeben, aber es ist auch hier noch weiteres, machbares Verbesserungspotenzial. Ich habe es schon gesagt: Irgendwann innerhalb der nächsten vier Jahre wird das GRG wahrscheinlich überarbeitet. Man wird sich diesen Fragen stellen und die Pendenzenliste abarbeiten. Ich glaube, dieses Gesetz hat ein klein wenig Justierung nötig.
Heute starten wir in eine neue Legislatur. 34 Mitglieder sind neu. 126 Köpfe hier im Saal sind bekannt. Die entsprechenden Ratsmitglieder sitzen nicht mehr alle am bisherigen Platz. Somit ist es gar nicht so einfach, vom Präsidentenstuhl aus zu erkennen, wer jetzt wo sitzt. Aber ich werde mir Mühe geben, alle zu finden. Wir werden hoffentlich sachlich diskutieren können. Ich hoffe auch, dass hier vorne Voten gehalten werden, die sich um die Sache drehen und nicht um Personen oder Befindlichkeiten. Ich als Präsident kann hier vorne höchstens dirigieren, aber das Konzert machen Sie. Ich bin überzeugt, dass wir einen guten Chor abgeben werden. An dieser Stelle sage ich: Annahme der Wahl. Ich hoffe, dass wir die neue Legislatur gut und gemeinsam starten können.

(Anhaltender Applaus)

Geschäft 2018.RRGR.237

Vereidigung der Ratsmitglieder

Präsident. Ich glaube, es wird während meiner Amtszeit nie mehr so rührselig zugehen. Deshalb habe ich direkt etwas genossen, dass Sie seitens des Parlaments gespannt auf das gewartet haben, was kommt. Geben Sie mir Zeit, mich rasch zu installieren. Der Alterspräsident ist gegangen, und jetzt geht es weiter.
Wir kommen jetzt zur Vereidigung des Parlaments. Ich bitte alle Anwesenden hier im Saal aufzustehen. Vorab ist zu sagen: Alle müssen sich vereidigen lassen. Wer sich nicht vereidigen lassen will, darf das Amt als Grossrat hier und jetzt nicht antreten. Ich nehme an, dass alle Anwesenden hierbei mitmachen. Die Reihenfolge ist folgende: Zuerst kommt der Eid auf Deutsch, dann das Gelübde auf Deutsch, anschliessend le serment en français und la promesse en français. Ich bitte den Generalsekretär, die Eides- und die Gelübdeformel in deutscher und französischer Sprache vorzulesen.

Der Generalsekretär liest die Eides- sowie die Gelübdeformel in deutscher und in französischer Sprache vor. Anschliessend leisten alle anwesenden Ratsmitglieder den Eid oder legen das Gelübde ab.

Präsident. Ich wünsche allen Grossrätinnen und Grossräten alles Gute. Ich hoffe auf eine gute und faire Zusammenarbeit. Somit ist die Vereidigung des Parlaments beendet.

(Anhaltender Applaus)

Geschäft 2018.RRGR.240

Vereidigung der Mitglieder des Regierungsrates

Präsident. Ich bitte alle Grossratsmitglieder, noch im Saal zu bleiben. Wir kommen zur Vereidigung des Regierungsrats. Ich bitte die Regierungsräte, Frau Simon, Frau Häsler, Herrn Neuhaus, Herrn

Müller, Frau Allemann, Herrn Ammann und Herrn Schnegg, sich hier vorne hinzustellen. Ich bitte wiederum das Parlament und die Gäste auf der Tribüne, aufzustehen. Bitte schauen Sie in meine Richtung, werte Regierungsrätinnen und Regierungsräte. Die Reihenfolge ist die Folgende: Frau Simon, Frau Häsler, Herr Neuhaus und Herr Müller leisten den Eid; Frau Allemann und Herr Ammann legen das Gelübde in deutscher Sprache ab, Herr Schnegg in französischer Sprache. Ich bitte den Generalsekretär, die Eides- und die Gelübdeformel in deutscher und französischer Sprache vorzulesen.

Der Generalsekretär liest die Eides- sowie die Gelübdeformel in deutscher und in französischer Sprache vor. Anschliessend leisten die Regierungsratsmitglieder den Eid oder legen das Gelübde ab.

Präsident. Hiermit ist die Vereidigung des Regierungsrats abgeschlossen**.** Ich wünsche den Regierungsräten alles Gute in ihrem neuen Amt, viel Erfolg und eine gute Hand. Die Regierungsmitglieder dürfen mit Ausnahme der Kandidaten für das Präsidium und das Vizepräsidium den Saal verlassen.

(Anhaltender Applaus)

Geschäft 2018.RRGR.238

Wahl des ersten Vizepräsidenten

Geschäft 2018.RRGR.239

Wahl der zweiten Vizepräsidentin oder des zweiten Vizepräsidenten

Geschäft 2018.STA.707

Wahl des Präsidenten des Regierungsrates

Geschäft 2018.STA.707

Wahl des Vizepräsidenten des Regierungsrates

Geschäft 2018.RRGR.241

Wiederwahl des Generalsekretärs des Grossen Rates

Geschäft 2018.RRGR.242

Wiederwahl des Staatsschreibers

Gemeinsame Beratung der Wahlgeschäfte 2018.RRGR.238, 2018.RRGR.239, 2018.STA.707 (Traktandum 13), 2018.STA.707 (Traktandum 14), 2018.RRGR.241 und 2018.RRGR.242 sowie der Ordnungsanträge betreffend die Geschäfte 2018.STA.843, 2018.RRGR.341 und 2017.RRGR.669.

Wahlresultate siehe Geschäft 2018.RRGR.157.

Präsident. Wir fahren weiter mit der Traktandenliste. Wir kommen zur Wahl des ersten Vizepräsidenten des Grossen Rats, dann zur Wahl des zweiten Vizepräsidenten des Grossen Rats, des Präsidenten des Regierungsrats, des Vizepräsidenten des Regierungsrats sowie zur Wiederwahl des Generalsekretärs des Grossen Rats und des Staatsschreibers. Die Fraktionen haben das Wort. Bitte loggen Sie sich ein. Für die glp hat Frau Schöni das Wort.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Ich will zuerst dem neuen Grossratspräsidenten Jürg Iseli ganz herzlich zu seiner Wahl gratulieren. Sie haben etwas Wichtiges gesagt: Ein Orchester ist nur so gut wie sein Dirigent. Ich wünsche Ihnen einen guten Dirigentenstab, viel Schönes in diesem Jahr und gutes Gelingen. Sie werden das sehr gut machen, davon bin ich überzeugt.
Ich komme zum ersten Vizepräsidenten. Die glp schlägt Ihnen Hannes Zaugg als ersten Vizepräsidenten vor. Er ist ein erfahrener Grossrat. Er hat Erfahrung in zahlreichen Kommissionen, als Mitglied des Ratsbüros und früher als Stimmenzähler. Er hat aber auch Erfahrung als Gemeindepräsident einer mittelgrossen Gemeinde. Er bringt es fertig, im Umgang mit unterschiedlichen Parteien immer wieder Lösungen zu finden. Ich möchte ihn als Lösungsdesigner charakterisieren. Die glp schägt ihn Ihnen als ersten Vizepräsidenten vor.
Ich komme zum zweiten Vizepräsidium: Offensichtlich gibt es zum zweiten Mal innert kürzester Zeit eine Zweierkandidatur. Was da aufgekommen ist, so musste ich auch lernen, ist seit Langem wieder mal etwas Neues. Früher waren die drei Jahre festgelegt, und das vierte Jahr stand quasi den kleinen Parteien zum Aushandeln zur Verfügung. Das hat sich jetzt offensichtlich ein bisschen verändert. Offensichtlich, denn es gibt jetzt schon das zweite Mal eine Zweierkandidatur für das zweite Vizepräsidium. Das hat sich deshalb geändert, weil sich auch die Parteienlandschaft in den letzten Jahren ein wenig verändert hat. Wir haben keine befriedigende Lösung mehr. Ich muss Ihnen aus eigener Erfahrung sagen: Als bei uns die Idee aufkam, dass wir gerne ein zweites Vizepräsidium hätten, musste ich mich überall durchfragen. Es gibt keine Gesetze, keine gesetzliche Regelungen, nichts. Ich musste im Nebel stochern. Und zuletzt haben wir Hannes Zaugg vorgeschlagen. Er hat ebenfalls in einer Zweierkandidatur das Rennen gemacht. Es ist also Zeit, dass man hier eine neue Lösung findet. Ich glaube, das ist von allen Fraktionen gut aufgenommen worden. Wir hatten mehrere Sitzungen, in denen wir versucht haben, einen neuen Lösungsansatz zu finden. Einen Ansatz, der auch ein etwas langfristigeres Planen gestattet. Wir haben verschiedene Modellierungen gemacht. Es gibt gewisse Modellierungsansätze, die bei der Mehrheit aller Fraktionspräsidentinnen und Fraktionspräsidenten auf Echo gestossen sind. Aber grundsätzlich sind wir dafür, dass hier eine neue Lösung gefunden wird. Ein neuer Modus Vivendi quasi. Wir haben jetzt so etwas wie eine Übergangslösung. Die eine Kandidatur, jene der FDP, ist gleichsam nach Gewohnheitsrecht zustande gekommen, die Kandidatur der BDP ist quasi das Resultat unserer Findungsversuche in den verschiedenen Sitzungen, die wir hatten. Die glp hat das ganz genau studiert. Wir als die, die immer noch im Nebel stochern mussten für das «Grossratsvizevizepräsidium» von Hannes Zaugg, haben ein grosses Bedürfnis, dass hier eine neue Regelung gefunden wird. Wir werden zugunsten einer solchen neuen Regelung die BDP-Kandidatur unterstützen. Wir sind uns bewusst, dass keiner besser ist als der andere. Das will ich hier am Rednerpult gesagt haben. Beide Kandidaten erfüllen alle Kriterien, die ich vorhin erwähnt habe, mit Bravour. Wir wollen aber dadurch zeigen, dass wir für eine neue Lösung sehr offen sind. Darum ziehen wir die BDP-Kandidatur vor.
Ich komme zum Regierungsratspräsident und zum Regierungsratsvizepräsident. Wir haben als Regierungsratspräsidenten Christoph Neuhaus vorgeschlagen. Er hat die neue Herausforderung angenommen, von der JGK- zur BVE-Direktion zu wechseln. Das finden wir sehr gut. Wir unterstützen diese Kandidatur für das Regierungsratspräsidium selbstverständlich. Als Vizeregierungsratspräsidenten schlagen wir Christoph Ammann vor. Beide heissen Christoph, das macht es auch noch etwas einfacher. Er will in seiner Direktion bleiben als VOL-Direktor. Er macht seine Sache sehr gut. Wir unterstützen selbstverständlich auch seine Kandidatur für das erste Vizepräsidium.
Dann komme ich zur Wiederwahl des Ratssekretärs. Die glp begrüsst das System respektive die Umstellung, wonach man die Gewalten besser trennt. Jürg Iseli hat das neue Gesetz über den Grossen Rat vom 4. Juni 2013 (Grossratsgesetz, GRG) schon erwähnt. Diese Umstellung ergab einen gewissen Wechsel, sodass man die Gewalten besser trennen kann, das heisst weg von der Personalunion des Staatsschreibers. Um die Gewalten stärker zu trennen, hat man vielmehr jemanden als Ratssekretär und jemand anderen als Staatsschreiber, der nur für die Regierung da ist. Wir haben das sehr unterstützt und finden das gut. Denn wir als Parlamentarierinnen und Parlamentarier sind extrem auf diese Unterstützung angewiesen. Wir sind ein Milizparlament und können nicht alles einfach so wissen. Diese Unterstützung wird vom Ratssekretariat sehr gut wahrgenommen. Deshalb möchte ich hier auch einmal herzlich danken. Wir unterstützen daher auch die Wiederwahl von Patrick Trees. Als Letztes geht es noch um Christoph Auer als Staatsschreiber. Selbstverständlich werden wir auch diese Kandidatur klar unterstützen.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Zuerst gratuliert die BDP Jürg Iseli zum glanzvollen Resultat. Wir wünschen Ihnen nur das Beste für dieses Jahr.

Ich komme zum ersten Grossratsvizepräsidium. Die BDP unterstützt auch die Wahl von Hannes Zaugg. Hannes Zaugg hat langjährige Erfahrung im Führen von politischen Gremien. Er ist als langjähriger Grossrat hier im Rat tätig und hat als zweiter Grossratsvizepräsident das erste Einführungsjahr im Hinblick auf das erste Vizepräsidium hinter sich. Hannes Zaugg, Sie haben alle Stimmen der BDP. Haben Sie aber Verständnis, dass wir 159 Grossräte uns wirklich Mühe geben, wenn jeweils gefordert ist, «so hoch wie möglich» deutsch zu sprechen, und dass wir nicht in Ihre Liga aufsteigen können oder vielleicht nicht wollen und kein Bühnenhochdeutsch verwenden. Auch Ihnen wünschen wir herzlich viel Erfolg.
Die folgenden Wahlen ziehe ich gerne vor: Christoph Neuhaus als Regierungsratspräsidenten, Christoph Ammann als Regierungsvizepräsidenten. Die Wiederwahl des Generalsekretärs des Grossen Rats, Patrick Trees, und die Wiederwahl des Staatsschreibers, Christoph Auer, unterstützen wir seitens der BDP einstimmig. Wir wünschen allen vier alles Gute für die kommende Zeit.
Ich komme zum zweiten Grossratsvizepräsidium. Weshalb stellt die BDP heute einen Kandidaten? Nach den Wahlen zum zweiten Grossratsvizepräsidium vor einem Jahr verlangten die Grünen, das bisherige System mit fixen Zuteilungen des Grossratspräsidiums an die drei grössten Fraktionen und ein Jahr an eine kleine Fraktion, zu überarbeiten. Die gesetzlichen Grundlagen sehen eine angemessene Vertretung der Fraktionen vor. Ende November 2017 verabschiedete das Büro des Grossen Rats den Zeitplan zur Vorbereitung der Wahlen. Im Januar 2018 waren wir uns im Büro über die Fraktionen hinweg einig, dass eine weitere Diskussion zum Thema erst nach den Wahlen Sinn macht. Der Termin wurde auf den 8. Mai 2018 festgelegt. Alle Fraktionspräsidien haben sich an den Zeitplan gehalten. Wir haben intern über etwaige Turnusänderungen diskutiert. Diverse Varianten wurden ausgearbeitet. Die FDP hat für sich einen anderen Weg gewählt. Sie hat die Entscheidung eigentlich vorweggenommen. Am Donnerstag der zweiten Woche nach den Wahlen, Ende März, haben wir via Medien erfahren, dass Stefan Costa für das zweite Grossratsvizepräsidium nominiert wurde. Das kann man so machen. Aber wir waren wirklich überrascht. Das muss ich hier betonen. Alle haben sich an die Abmachungen gehalten. Und die FDP hat, wie erwähnt, einen anderen Weg gewählt. Die weiteren Sitzungen haben stattgefunden. Wir anderen Fraktionen waren uns grossmehrheitlich einig, dass jetzt, nach dem alle Fraktionen nach acht Jahren, während derer die Fraktionen jetzt schon so sind, somit zwei Legislaturen lang in etwa gleich gross geblieben sind, über eine Turnusänderung im Plenum beschlossen werden sollte. Die BDP favorisiert die Variante mit – ich sage es jetzt hier – Jakob Schwarz. Das war die eine. Und zwar war die Grundlage diese: Pro Legislatur einmal die SP, einmal die SVP, die restlichen sechs Fraktionen werden in zwei Gruppen eingeteilt: glp, Grüne und EVP respektive FDP, BDP und EDU. Das war so in etwa die Grundlage. Das hat den Vorteil, dass immer zweimal pro Legislatur die Bürgerlichen und zweimal die links-grünen Fraktionen an der Reihe sind. Da die FDP vor zwei Jahren das Grossratspräsidium mit Carlos Reinhard für sich beansprucht hat, ist die BDP klar der Meinung, jetzt an der Reihe zu sein. Dies umso mehr, als sich die Grünen dahingegen geäussert haben, dass sie aktuell keine Kandidatin respektive keinen Kandidaten stellen. Der Grosse Rat kann also heute entscheiden, ob neu die übrigen Fraktionen alle acht Jahre ein Grossratspräsidium stellen können, oder ob wir beim alten Modus bleiben wollen, nämlich beim System, dass die übrigen Fraktionen alle zwölf Jahre in diesen Genuss kommen. Darum schlägt die BDP-Fraktion Jakob Etter zur Wahl zum zweiten Grossratsvizepräsidenten vor. Mit dieser Kandidatur sind wir aber erst letzten Freitag in die Medien gelangt, weil dann der letzte Sitzungstermin der Fraktionspräsidenten stattgefunden hat. Viele von Ihnen kennen Jakob Etter schon lange. Jakob Etter ist langjähriger Grossrat. Er ist seit 2006 Mitglied des Grossen Rats und Mitglied der FiKo. Er wohnt im Seeland, nicht im Oberland, in Treiten. Jakob Etter kennt den Kanton und die politischen Wege sehr gut. Er hat eine grosse politische Erfahrung in den Grossen Rat mitgebracht, war er doch früher Gemeinderat und Gemeindepräsident. Er hat als Unternehmer zudem gute Führungserfahrungen. Sie wissen es: Jakob Etter ist «fit wie ein Turnschuh». Er hat ein stilsicheres Auftreten, ist wortgewandt, pflichtbewusst und äusserst verlässlich. Wir sind überzeugt, dass es jetzt der richtige Zeitpunkt ist, die angemessene Vertretung des Parlaments neu zu definieren, und dass wir mit der Wahl von Jakob Etter diesen Schritt machen können. Ich danke Ihnen für die Unterstützung unseres Kandidaten.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (SP). Ich gratuliere Jürg Iseli zu seiner Wahl und wünsche ihm in seinem Präsidialjahr alles Gute. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion war vor einem Jahr klar der Meinung, dass die Grünen Anrecht auf das Grossratspräsidium im Jahr 2019 und 2020 haben. Vom Grossen Rat gewählt worden ist aber der glp-Kandidat. Wir akzeptieren die Wahl des glp-Kandidaten, weil sie vor einem Jahr in die Wege geleitet wurde. Es gibt heute, nicht mehr wie früher drei grosse

Fraktionen, die regelmässig Anspruch auf das Präsidium geltend machen können, sondern nur noch zwei. Zwei der kleinen Fraktionen, die EVP und die FDP, haben in der vergangenen Legislatur die Möglichkeit gehabt, das Grossratspräsidium zu stellen. Es ist jetzt an der Zeit, die etablierte Rotation den neuen Verhältnissen anzupassen.
Ich komme zum zweiten Vizepräsidium. Die Diskussion darüber, wie und wann welche Partei Anspruch auf das Grossratspräsidium erheben kann, ist, wie Sie vorhin haben vernehmen können, schon im Januar mit allen Fraktionspräsidien aufgenommen worden. Obschon sich die Mehrheit bei diesen Gesprächen vor den Wahlen einig war, dass die FDP nicht mehr jede Legislatur Anspruch erheben kann, hat sie im März eine Kandidatur gestellt. Nach den Wahlen haben drei Sitzungen mit den Fraktionsleitungen stattgefunden. Die verschiedenen Modelle sind intensiv diskutiert worden. Dass die SVP und die SP jeweils einmal pro Legislatur das Präsidium übernehmen können, war unbestritten. Mit dem Modell von Grossrat Jakob Schwarz, dass im einen Jahr die eher linken der kleineren Parteien das Grossratspräsidium untereinander vereinbaren können, im anderen Jahr die eher rechten, und sie so die beiden mittleren Jahre besetzen, damit waren eigentlich die meisten Fraktionspräsidien einverstanden. Die SVP und die glp besetzen jetzt die ersten beiden Jahre in dieser Legislatur. Weil die FDP in der letzten Legislatur schon das Präsidium inne gehabt hat, ist jetzt eine andere Partei aus dem Topf der kleinen rechten Parteien an der Reihe. Wichtig ist uns, dass wir mit dieser Wahl klar zeigen, dass wir die etablierte Rotation ändern wollen und damit auch erwarten, dass künftig nach diesem Schema vorgegangen wird. Das heisst, dass nach der SP und der SVP im Jahr 2023 und 2024 die Grünen das Präsidium stellen werden. Wir würden es sehr begrüssen, wenn bei den internen Fraktionsausmarchungen nicht vergessen geht, dass auch Frauen gewählt werden können, dürfen und sollen. Natürlich hätten wir Stefan Costa als Kandidaten unterstützt – wenn die FDP einen Anspruch gehabt hätte. Das hat sie aber ganz und gar nicht. Das Vorpreschen und das Schaffen von Tatsachen erachten wir nicht als förderlich beim Finden von fairen Lösungen. Wir anerkennen den Anspruch der BDP und unterstützen die Kandidatur von Jakob Etter.
Im Weiteren unterstützen wir die Wahl von Christoph Neuhaus als Regierungsratspräsident und von Christoph Ammann als Regierungsratsvizepräsident. Zudem unterstützen wir auch den Staatsschreiber Christoph Auer.
Ich komme zum Generalsekretär des Grossen Rats. Seit vier Jahren arbeitet der Grosse Rat auf der Basis des neuen Parlamentsrechts. Eine der wichtigsten Änderungen ist die systematische Gewaltentrennung zwischen der Exekutive und der Legislative. Mit der Schaffung der Stelle des Generalsekretärs des Grossen Rats und der zugeordneten Stellen ist die Trennung auch auf personaler Ebene vollzogen worden. Patrick Trees hat diese Stelle seit vier Jahren inne. Jetzt kommt es zur Wiederwahl durch den Grossen Rat. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird ihm ihre Stimmen nicht geben können, weil seine Arbeitsleistung nicht unserer Erwartung an eine professionelle parlamentarische Dienstleistung entspricht. Im Parlamentsrecht ist der Aufgabenbereich des Generalsekretärs nicht genügend klar formuliert. Unsere Erwartungen an einen Generalsekretär sind, dass die Arbeit in einer hohen Qualität und politisch neutral ausgeübt wird. Äusserst wichtige Eigenschaften wie Diskretion und Loyalität gegenüber dem Grossratspräsidium, der Wille zur Zusammenarbeit und für einen offenen Austausch, eine professionelle Dienstleistungsbereitschaft beim Ausführen des Gesamtamts sind aus unserer Sicht zurzeit nicht gegeben. Solange ein verbindliches Pflichtenheft für den Generalsekretär des Grossen Rats nicht einsehbar ist oder nicht besteht, sind wir nicht bereit, diese Wiederwahl zu unterstützen. Mit der heute eingereichten Motion «Teilrevision des Parlamentsrechts» *(M 103-2018)* möchte die SP-JUSO-PSA-Fraktion auf bestehende Mängel aufmerksam machen.

Adrian Haas, Bern (FDP). Zunächst gratuliere ich Jürg Iseli herzlich zu seiner Wahl. Wir freuen uns auf die gute Zusammenarbeit. Bezüglich des ersten Ratsvizepräsidenten unterstützen wir Hannes Zaugg. Ich glaube, er hat es bis jetzt in diesem Präsidium gut gemacht. Danke auch für seine Arbeit.
Ich komme jetzt zum zweiten Vizepräsidium. Bis anhin war es so, dass jeweils die drittgrösste Partei nach den Wahlen das zweite Vizepräsidium stellen konnte. Allerdings war dies kein geschriebenes Gesetz. Das GRG sagt nur, aber immerhin: «Der Stärke der Fraktionen ist angemessen Rechnung zu tragen.». Wir sind durchaus dafür zu haben, dass man ein anderes System als das heutige wählt, damit die kleinen Parteien stärker berücksichtigt werden. Auch halten wir es ohne Weiteres für denkbar, einmal auf ein Präsidium zu verzichten, zum Beispiel zugunsten der Grünen. Das Problem heute ist, dass man sich bisher nicht auf ein System einigen konnte. Das haben auch die Vorbesprechungen unter den Fraktionspräsidien gezeigt. Das gilt auch für das, worauf sich die BDP heute bezieht. Das System ist gewissermassen willkürlich. Es verteilt verschiedene Parteien in Töpfe, weswegen weiss niemand genau. Weshalb kommt die glp mit den Grünen und der EVP in einen Topf? Weshalb

genau die FDP, die BDP und die EDU in einen andern? Das GRG verlangt ja eine angemessene Vertretung der Fraktionen. Schon im Hinblick auf die kommende Legislatur wird es nicht unwahrscheinlich sein, dass die BDP schrumpft, wer weiss. Es könnte ja sein. Wir wünschen das nicht. Wäre dies aber der Fall, würde der Topf schon wieder auseinanderfallen. Dann müsste man direkt in der nächsten Legislatur schon wieder ein neues Modell erfinden. Solche Übungen sind nicht nachhaltig, zumal es auch kein Gremium gibt, das verbindlich ein neues Modell beschlossen hat. Es gab Gespräche zwischen den Fraktionspräsidien, die nachher durch Indiskretionen an die Öffentlichkeit gelangt sind. Töpfe hin oder her: Letztlich ist es die Aufgabe des Grossen Rats, die Personen zu wählen, die er möchte. Er schaut sie sich an, wägt ab und schenkt jemandem das Vertrauen. Das war bis vor Kurzem so, und es wird wohl auch in Zukunft so bleiben. Der Grosse Rat entscheidet heute nicht über ein Modell, sondern über Personen. Eine dieser Personen möchte ich Ihnen jetzt vorstellen: Stefan Costa. Er ist 50 Jahre alt, in Langenthal aufgewachsen, hat nachher auf dem Generalsekretariat der FDP Schweiz gearbeitet, an der Universität Bern Geschichte und Politikwissenschaften studiert, war als persönlicher Mitarbeiter zweier Bundesräte tätig und ist seit August 2010 Geschäftsführer der «Region Oberaargau». Er macht dort einen sehr guten Job, auch im Sinn aller politischen Parteien. Er hat aber auch schon Erfahrung in verschiedenen Parlamenten gesammelt, so etwa im Stadtrat von Langenthal. Dort war er übrigens auch einmal Präsident. Er war Mitglied der GPK und so weiter. Aus dem Grossen Rat kennen wir ihn auch. Von 2006 bis 2008 war er im Grossen Rat. Dann machte er eine kurze Pause wegen seiner Engagements für die Bundesräte. Er hat danach wieder kandidiert und ist seit Anfang 2015 wieder im Rat, als Mitglied der SAK, in der er sehr geschätzt wird. Stefan Costa ist verheiratet, Vater zweier Töchter. Seine Hobbys sind Sport, Kochen und Fasnacht, wie ich gelesen habe. Damit passt er natürlich gut zum ersten Vizepräsidenten. Jetzt bitte ich Sie also, Stefan Costa in das zweite Vizepräsidium zu wählen.
Zum Regierungspräsidium und zum Vizeregierungspräsidium: Hier wählen wir die beiden «Christophs». Sie haben es gut gemacht. Darum haben sie es verdient. Für den Staatsschreiber gilt dasselbe.
Jetzt komme ich noch schnell zum Generalsekretär des Rats. Hier muss ich noch etwas loswerden. Bis jetzt ist die Arbeit von Patrick Trees seitens des Büros nie in irgendeiner Form kritisiert worden. Darum erstaunt es mich ein bisschen, dass man dies hier bei dieser Wahl anbringt. Die Traktandenliste für diese Session ist nicht bestritten worden. Man hat von niemandem gehört, er passe einem nicht. Ich bitte Sie: Wenn man etwas gegen eine Person hat, sollte man dies auch melden. Meine Vermutung ist, dass es nicht die Arbeit von Patrick Trees betrifft. Wir sind sehr zufrieden mit seiner Arbeit. Er macht sie neutral, auch gegenüber uns, denn ich weiss, dass er ein Freisinniger ist. Aber er sagt uns nicht, wenn er von anderen Parteien etwas hört. Er macht seine Arbeit sehr seriös und sehr neutral. Darum verstehe ich nicht, weshalb man jetzt versucht, ihn infrage zu stellen. Ich glaube, das ist eher eine persönliche Angelegenheit, die jetzt via SP-Fraktion ausgetragen wird. Ich bitte darum, ihn hier mit grossem Mehr zu wählen.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (SVP). Vorab unsere herzliche Gratulation an Jürg Iseli zur glanzvollen Wahl zum Grossratspräsidenten! Viel Erfolg im Amt. Auf Ihre Wahl werden wir hoffentlich alle am Donnerstagabend zusammen anstossen.
Jetzt komme ich zur Wahl des ersten Vizepräsidenten und zu jener des zweiten Vizepräsidenten. Vor einem Jahr wurde Hannes Zaugg zum zweiten Vizepräsidenten gewählt. Hannes Zaugg hat sich engagiert und für den Ratsbetrieb eingesetzt. Er ist seinen Aufgaben pflichtbewusst nachgegangen. Darum wird die SVP-Fraktion heute vollzählig Hannes Zaugg zum ersten Grossratsvizepräsidenten wählen. Beim zweiten Grossratsvizepräsidium kommt es, wie schon vor einem Jahr, zu einer echten Auswahl. Wie schon gehört: Die Fraktionspräsidien haben sich getroffen und letzten Freitag auch noch die betroffenen Parteien dieser Präsidien. Wir kennen alle das System, wie es in der Vergangenheit war. Es gibt jetzt mehr Mitte-Parteien, was sicher ein Grund ist für diese Diskussion. Es wird ein Systemwechsel gewünscht. Wir wissen: Nach dem alten System wäre die FDP dran, nach dem neuen jemand aus der FDP, der BDP oder der EDU. Wenn wir diesen Systemwechsel heute machen, gehe ich davon aus, dass es auch in Zukunft vermehrt Wahlen geben wird mit mehreren Kandidierenden für das Vizepräsidium. Die SVP-Fraktion sieht, dass die FDP in den letzten Jahren eher übervertreten war. Aber sicher ist auch, dass die SVP-Fraktion in den letzten Jahren eher untervertreten war. Und das hat es auch immer wieder ein bisschen ausgeglichen. Die Fraktion hat diskutiert, ob wir dem Systemwechsel zustimmen, oder ob wir am bisherigen System festhalten. Das Wichtigste ist für uns, dass im Präsidium mit der politischen Ausrichtung rechts/links abgewechselt wird, so wie das bisher der Fall gewesen ist. Jedes System, das man hat, bringt Vor- und Nachteile. Das Gerechteste wäre aus meiner Sicht – das ist meine persönliche Sicht –, wenn das Grossratspräsidium nach dem

effektiven Wähleranteil vergeben würde, so wie das andere Kantone machen. Wichtig sind aber auch die Personen, die wir wählen. Sicher sind beide Kandidaten, Stefan Costa und Jakob Etter, fähig, das Grossratsvizepräsidium auszuüben. Beide sind langjährige und erfahrene Grossräte. Die SVP-Fraktion hat nach Diskussionen die Tendenz festgelegt, am bisherigen System festzuhalten, und wählt darum mehrheitlich Stefan Costa. Die SVP-Fraktion freut es, dass der dienstälteste Regierungsrat, Christoph Neuhaus, heute zum zweiten Mal zum Regierungsratspräsidenten gewählt werden kann. Christoph Neuhaus hat bereits bewiesen, dass er sich als Regierungspräsident erfolgreich für die Sache des Kantons Bern einsetzen kann. Wir machen beliebt, dass Sie alle turnusgemäss Christoph Neuhaus zum Regierungspräsidenten 2018/19 wählen. Als Regierungsvizepräsident ist auch hier turnusgemäss Christoph Ammann an der Reihe. Er ist seit rund zwei Jahren im Regierungsrat und wird schon Regierungsvizepräsident. Das ist sicher ein schneller Weg zum Regierungspräsidium. Die SVP-Fraktion steht hinter dem Turnus, auch hinter der Kandidatur von Christoph Ammann, und wird ihn heute zum Regierungsvizepräsidenten wählen.
Patrick Trees, unser Generalsekretär, ist verantwortlich für den Ratsbetrieb und setzt sich für einen funktionierenden Ratsbetrieb sowie für die Führung der Parlamentsdienste ein. Jederzeit können wir Grossratsmitglieder bei Patrick Trees anfragen und bekommen umgehend und kompetent eine Rückmeldung. Ich war auch erstaunt über die stillosen Äusserungen der SP. Ich frage mich wirklich, ob es angebracht ist, wenn man vorher kein Problem hatte, erst heute darüber zu diskutieren. Wir von der SVP-Fraktion danken Patrik Trees für seinen Einsatz und werden ihn heute geschlossen wiederwählen.
Christoph Auer, unser Staatsschreiber, ist im Grossen Rat aber auch an vielen anderen Sitzungen vertreten. Er vertritt dort die Regierung. Für uns Mitglieder des Grossen Rats ist auch er immer bereit, speditiv eine Rückmeldung zu geben. Er hilft uns, wenn wir Anliegen haben. Die SVP-Fraktion wird auch den Staatsschreiber, Christoph Auer, geschlossen wiederwählen.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Werter Grossratspräsident, ich gratuliere Ihnen auch ganz herzlich zur Wahl. Zum ersten Vizepräsidium: Lieber Hannes Zaugg, Sie haben vor einem Jahr die Wahl auf die erste Stufe der Grossratspräsidentenleiter geschafft und haben den Platz, der aus unserer Sicht anspruchsmässig bei uns gewesen wäre, besetzt. Aber seien Sie gewiss: Wir sind nicht nachtragend, ganz sicher nicht. Es hat auch alles, wie so oft im Leben, zwei Seiten: Die positive Seite Ihrer Wahl ist, dass dank ihr jetzt wohl die längst überfälligen, nötigen Gespräche stattgefunden haben. In diesen hat man sich darum gekümmert, wie man für die Zukunft, oder zumindest für die nächsten sechs Jahre einen Turnus finden kann, der ein bisschen mehr Klarheit und Planbarkeit für die Fraktionen mit sich bringt. Denn wir werden in dieser Legislatur auch wieder Ende Legislatur das erste und zweite Vizepräsidium wählen, die über die Wahlen hinausgehen. Vor diesem Hintergrund ist auch klar, dass wir Grünen Ihre Wahl unterstützen. Das ist ganz klar. Und wir wünschen Ihnen viel Freude bei der Ausübung dieses Amts, jetzt eine Treppe weiter oben.
Jetzt kommen wir zum zweiten Vizepräsidium – die Qual der Wahl. Wir Grünen haben die Frage des zweiten Vizepräsidiums lange diskutiert. Grundsätzlich sind wir auch froh, denn da habe ich eine andere Auffassung als das, was ich vorhin gehört habe, wonach man jetzt eigentlich einen Turnus gefunden habe, der dem GRG und der angemessenen Vertretung der Fraktionen viel besser Rechnung trage. Wir Grünen wären da im Topf mit der glp und der EVP. Wir verzichten – das ist mir wichtig festzuhalten – trotz überfälligem Anspruch zugunsten der Sache. Dafür haben wir aber jetzt mit dem System die Wahl zwischen der FDP und der BDP. Das bei einem solchen System auch eine kleinere Partei wie die EDU die Chance hat, einmal einen Kandidaten zu stellen, ist ein weiterer Pluspunkt, der für ein solches System sprechen würde. Jetzt haben die beiden Fraktionen mit ihren Kandidaten einen Anspruch angemeldet. Wir haben diskutiert. Für die BDP spricht die Vergangenheitsbetrachtung. Sie waren nämlich länger nicht dran. Ihr Anspruch käme, wenn man jetzt ganz genau rechnen würde, klar vor der FDP, wenn man dies so betrachten wollte. Hier gibt es ja Grossrat Kullmann, der es einmal ganz genau ausgerechnet hat. Wenig hilfreich – das ist jetzt mehr die emotionale Seite der ganzen Geschichte – war, dass die FDP bereits vor der Festlegung des Turnus eine Kandidatur kommuniziert hat. Hier möchte ich auch festhalten: Wir Grünen haben ganz klar gesagt, man solle den Turnus vorher festlegen, bevor nicht schon wieder erste Leute im Rennen sind. Denn es wird immer anspruchsvoller, wenn um Personen herum organisiert werden muss, um gute Lösungen zu finden. Dem hat man so nicht Rechnung getragen. Man wollte warten. Wir hätten es gut gefunden, den Turnus festzulegen und ihn nach den Wahlen zu bestätigen, weil die Welt sich inzwischen nicht gross verändern würde. So war es dann auch. Jetzt haben wir das von uns auch favorisierte «Topfmodell»; hier hat es wiederum Platz für eine FDP-Kandidatur. Also muss man dort die Emotionen

wieder etwas beiseite schieben. Wenn man für die FDP noch Argumente finden will, muss man sagen, dass sie bei den Wahlen zugelegt hat. Der Proporz spricht also für die FDP. Das ist auch ein Grund, weshalb wir als Grüne gefunden haben, dass wir jetzt keine Gegenkandidatur stellen wollen. Wir haben immer auch mit dem Proporz argumentiert. Das wird jetzt relativ schwierig für uns. Denn wir haben gesagt, dass für beide Fraktionen grundsätzlich gute Gründe sprechen. Für uns ist ganz klar, dass diese Person respektive Fraktion, die jetzt diesen Sitz holen wird, dann 2024 eben nicht drankommt. Dies scheint uns ganz wichtig festzuhalten. Wir haben auch aus diesem Grund mit beiden Kandidaten Gespräche geführt. Wir haben sie zu uns in die Fraktion eingeladen. Die Gespräche haben uns bestätigt: Beide bringen das nötige Rüstzeug mit. Das ist ganz klar. Beide bringen politische Erfahrung mit. Beide können in der zweiten Kantonssprache wunderbar parlieren. Ich durfte erfahren, dass sie auch mit anderen Parteien in ihrer Vergangenheit in unterschiedlichen Funktionen zu tun hatten, was sicher auch hilfreich ist für ein solches Amt hier vorne. Abschliessend lässt sich sagen, dass beide Kandidaten grüne Stimmen bekommen werden, weil wir bei beiden auch Gründe sehen, die für die eine oder andere Fraktion sprechen. Wir wünschen dem, der das Rennen macht, alles Gute.
Nun kommen wir noch zum Regierungsratspräsidenten. Zum zweiten Mal wird Regierungsrat Christoph Neuhaus das Amt des Präsidenten übernehmen dürfen. Wir Grünen werden selbstverständlich seine Wahl unterstützen. Wir wünschen Ihnen, Christoph Neuhaus, gutes Gelingen. Sie haben bezüglich dieses Amts bereits Erfahrung. Doch dieses Mal wird es sicher anders. Nicht, weil die Zeit einfach eine andere ist, sondern Sie haben eine andere Direktionsleitung, und Sie werden auch mit neuen Kolleginnen und Kollegen in der Regierung zusammenarbeiten dürfen. Die Fraktion der Grünen wird ebenfalls die Wahl von Regierungsrat Christoph Ammann zum Vizeregierungsratspräsidenten unterstützen. Wir wünschen auch Ihnen viel Freude und Energie.
Bezüglich der Wiederwahl des Generalsekretärs des Grossen Rats, Patrick Trees, und der Wiederwahl des Staatsschreibers, Christoph Auer, kann ich sagen, dass unsere Fraktion die Vorschläge der Regierung unterstützt.

Christine Schnegg, Lyss (EVP). Zuerst gratuliere ich Ihnen, lieber Jürg Iseli, ganz herzlich zu Ihrer Wahl und wünsche Ihnen für Ihr Amt dieses Jahr alles Gute und – unser Parteinamen erlaubt mir das – auch Gottes Segen für alles, was es mit sich bringt. Für das erste Vizepräsidium unterstützt die Fraktion EVP die Wahl von Hannes Zaugg. Wir sind überzeugt, dass er den Aufgaben als erster Vizepräsident bestens gewachsen sein wird.
Für die Wahl ins zweite Vizepräsidium sehen wir uns auch in diesem Jahr wieder vor der Herausforderung einer Kampfwahl. Man könnte meinen, dass dies unser Parlament belebt. Aber die Fraktion EVP bedauert die Situation ein bisschen. Wir hätten es mehr begrüsst, wenn es nicht zu einer Kampfwahl gekommen wäre, wenn man sich unter den Fraktionen einig gewesen wäre. Nach all den Vorgesprächen unter den Fraktionspräsidien war eigentlich klar, dass wir einen neuen Turnus betreffend das Präsidium einführen und dass sich die Präsidien einigen werden. Nachher ist die FDP vorgeprescht und hat aus unserer Sicht diese Abmachung ein Stück weit verletzt. Ich will in diesem Zusammenhang vor allem den Grünen einen Kranz winden. Obwohl sie die viertgrösste Fraktion sind, haben sie das letzte Mal vor zehn Jahren ein Grossratspräsidium gehabt. Sie verzichten jetzt eben weitere Jahre auf ihren Anspruch, und zwar dem neuen Turnus zuliebe, den die Fraktionspräsidien miteinander vereinbart hatten. Aufgrund eben dieser Abmachung steht jetzt für uns von der EVP das zweite Vizepräsidium ganz klar der BDP zu. Nur dies entspricht Artikel 19 Absatz 3 GRG, wo es eben heisst: «Der Stärke der Fraktionen ist angemessen Rechnung zu tragen.». Aus diesem Grund wird die Fraktion EVP Jakob Etter auf den Wahlzettel schreiben, obwohl auch wir nicht an der Eignung von Stefan Costa für das Amt zweifeln. Wir bitten die Fraktionen, sich in Zukunft an die neue Abmachung zu halten, die Diskussionen um Anspruch und Personen vor dem Wahltag zu führen und sich dann auch vorher zu einigen.
Unbestritten sind für uns die Wahlen für das Regierungspräsidium. Wir unterstützen Christoph Neuhaus für das Amt des Regierungspräsidenten und Christoph Ammann für das Amt des Regierungsratsvizepräsidenten. Wir wünschen allen neuen Amtsträgern alles Gute in ihrem Amtsjahr. Ebenfalls werden wir Patrick Trees als Generalsekretär und Christoph Auer als Staatsschreiber bestätigen.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Vorweg auch unsere Gratulation an Jürg Iseli als neuen Präsidenten. Wir wünschen Ihnen gutes Gelingen bei Ihren Aufgaben.
Zuerst zur Wahl zum Grossratsvizepräsidenten: Die EDU-Fraktion unterstützt auch einstimmig Hannes Zaugg. Sie, Hannes Zaugg, hatten bereits Gelegenheit während eines Jahres, und Sie werden nochmals ein Jahr lang Gelegenheit haben, die Sprache zu verstehen, also «Adelbodner Deutsch»:

Wenn ich «nätt» sage, heisst das nicht «nett», sondern dass ich etwas *nicht* will. *(Heiterkeit)* Sie haben ja gesagt, sie verstünden mich ansonsten gut, aber damit hätten Sie immer noch etwas Mühe. Das werden Sie bis in einem Jahr sicher geschafft haben. Ich überspringe die dritte Wahl zum Grossratsvizepräsidenten, weil ich dazu dann etwas ausholen werde.
Ich komme zur vierten Wahl, zu jener des Regierungspräsidenten und zur fünften des Regierungsvizepräsidenten. Hier unterstützen wir die vorgeschlagenen Christoph Neuhaus und Christoph Ammann. Wir wünschen ihnen auch gerade im Hinblick auf die neu zusammengesetzte Regierung gutes Gelingen, eine gute Hand, damit Sie als Team unterwegs sein und als Team auftreten werden.
Zur sechsten Wahl, jener des Generalsekretärs des Grossen Rats, Patrick Trees: An dieser Stelle wollen wir uns ganz herzlich bei Patrick Trees bedanken. Ich denke, die Kritik, die hier geäussert wurde, wird dem nicht gerecht, was er und sein Team rund um die Wahlen, aber auch nach den Wahlen geleistet haben. Herzlichen Dank Ihnen. Wir werden ihn wiederwählen.
Die siebte Wahl, jene des Staatsschreibers, Christoph Auer, ist für uns unbestritten. Er ist wertvoll. Wir schätzen ihn und unterstützen ihn.
Zur dritten Wahl, jener des zweiten Grossratsvizepräsidiums: Hierzu ist schon relativ viel gesagt worden. Ich kann auch von unserer Seite sagen: Es stehen zwei hervorragende Kandidaten zur Verfügung. Beide, sowohl Stefan Costa als auch Jakob Etter, bringen die Voraussetzungen mit, um dieses Amt auszuüben. Wie aber auch schon erwähnt wurde, haben wir vor den Wahlen intensive Gespräche geführt unter den Fraktionspräsidien. Die Rolle der EDU war es hierbei, einige Vorschläge zu unterbreiten. Wir, die wir eigentlich keinen grossen Anspruch auf das Amt und auch kein grosses Verlangen danach haben, konnten von einer neutraleren Position aus Vorschläge machen, und wir haben hiervon auch Gebrauch gemacht. Ein Modell war – es kam zwar nicht von uns, aber ich kann es trotzdem sagen – ein Proporz. Dieser wäre dann aber ohne SP und SVP gerechnet worden. Das wäre dann auch kein echter Proporz. Das hätte bedeutet, dass etwa die EDU auf Lebzeiten hinaus nie kandidieren könnte und auch keinen Anspruch hätte auf ein Amt. Das fanden wir auch nicht ganz gerecht. Ein zweites Modell funktioniert rein rechnerisch mit dem Aufaddieren von Wähleranteilen. Das ist mathematisch sauber, hieb- und stichfest. Es hätte aber dazu geführt, dass die SVP natürlich auch mal in einer Legislatur zwei Mal an die Reihe kommen könnte. Wir denken pro Legislatur und dass das nicht unbedingt gut wäre. Auch den Übergang zu realisieren wäre schwierig. Wir hätten mit diesem Modell zementiert, dass die Partie einen sakrosankten Anspruch hat. So hätte die Partei nominiert, wen sie will. Diese Nominierten hätten wir dann auch mehr oder weniger wählen müssen, wenn wir uns für diese System entschieden hätten. Auch das finden wir nicht gut. Es sollte doch noch möglich sein, eine Auswahl zu haben, auch wenn es Nominationen geben sollte, die dem Rat nicht passen. Darum kam ein Modell, es wurde schon angetönt, das auf meinem Mist gewachsen ist. Das bietet im Gegensatz zu dem, was Adrian Haas gesagt hat, ein ziemlich korrektes politisches Abbild. Wir haben die beiden grossen Blöcke. Die SVP, vertreten durch 46 Ratsmitglieder, ist leicht untervertreten mit dem Modell, aber ich denke Sie werden das verschmerzen, wenn dafür vielleicht einmal die EDU zum Zug käme. Die SP ist mit 40 Grossratsmitgliedern eigentlich haargenau alle vier Jahre im Grossratspräsidium vertreten. Wir haben einen Mitte-Rechts-Block. Wir reden immerhin auch manchmal von Mitte-Rechts. Das sind nicht zig Zusammengewürfelte, vielmehr sind es FDP, BDP und EDU, die 38 Mandate vereinen, und Mitte-Links, also Grüne, glp und EVP, die 36 Mandate vereinen und auch zu einem ähnlichen Spektrum gehören. Aus diesem Grund finden wir das Modell gut. Wir finden es eine gute Diskussionsgrundlage. Wir von der EDU-Fraktion waren sehr irritiert, dass die FDP, bevor weitere Absprachen stattgefunden haben, bereits mit der Nomination überrascht hat – in Kenntnis davon, dass eine Änderung bevorsteht. Das hat man also gewusst. Es war ganz klar, dass es eine Änderung geben wird. Das bisherige System mit SP, SVP, und FDP fix und dazu noch eine andere Fraktion, wird geändert. Wir haben das bedauert. Deshalb sind wir jetzt auch der Meinung, dass die Reihe an der BDP ist. Denn aus diesem «Päckchen», so nenne ich es jetzt mal, mit FDP, BDP und EDU, war die FDP letztes Mal dran. Jetzt ist die BDP an der Reihe. Darum wird eine Mehrheit der EDU-Fraktion den BDP-Kandidaten unterstützen.

Präsident. Wir kommen zur Wahl des ersten Vizepräsidenten und des zweiten Vizepräsidenten des Grossen Rats, zudem zur Wahl des Regierungspräsidenten, des Regierungsvizepräsidenten, zur Bestätigung des Generalsekretärs des Grossen Rats und des Staatsschreibers. Es gibt vorgedruckte Wahlzettel für den ersten Vizepräsidenten, für den Regierungspräsidenten, für den Regierungsvizepräsidenten sowie für den Generalsekretär des Grossen Rats und den Staatsschreiber. Ein leerer Wahlzettel ist, weil eine Zweierkandidatur vorliegt, für das zweite Vizepräsidium vorhanden. Ich bitte die Stimmenzähler, die Kuverts auszuteilen.

(Die provisorischen Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler verteilen die Wahlkuverts. An dieser Stelle wird die Sitzung unterbrochen.)

Präsident. Haben alle das Wahlkuvert bekommen und die Zettel ausgefüllt? Dann werden die Stimmenzähler die Kuverts wieder einsammeln. Ich bitte die Leute, im Saal zu bleiben, weil wir noch drei Geschäfte abhandeln müssen sowie eine Verabschiedung.

(Die provisorischen Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler sammeln die Wahlkuverts wieder ein. Die Sitzung wird erneut kurz unterbrochen.)

Präsident. Darf ich die Grossrätinnen und Grossräte bitten, wieder Platz zu nehmen? Wir haben noch drei Geschäfte zu erledigen und die Verabschiedung eines Ratsmitglieds. Grundsächlich wäre ich froh, wenn jetzt Ruhe einkehrte. Dann können wir zum Geschäft übergehen. Wir haben drei Ordnungsanträge, die wir jetzt behandeln werden. Ich bitte die Ordnungsantragsteller kurz ihren Ordnungsantrag vorne am Mikrofon zu begründen. Zuerst gebe ich für die SP-JUSO-PSA-Fraktion der Fraktionspräsidentin, Frau Striffeler, das Wort. – Ich gebe Grossrat Wüthrich das Wort für den Ordnungsantrag.

Ordnungsanträge

Antrag SP-JUSO-PSA (Striffeler-Mürset, Münsingen)
Aufnahme eines zusätzlichen Traktandums: «Eintritt eines neuen Mitglieds in den Grossen Rat, Frau Marianne Burkhard (SP).
Das Geschäft ist fix am Dienstag, 5. Juni 2018 zu traktandieren.

Adrian Wüthrich, Huttwil (SP). Sie haben den Ordnungsantrag meiner Fraktion bekommen. Es ist Christine Blum aus beruflichen Gründen nicht möglich, heute hier zu sein. Dementsprechend muss sie morgen vereidigt werden. Gleichzeitig wird morgen auch die Vereidigung meiner Nachfolgerin im Grossen Rat, Frau Marianne Burkhard, stattfinden, die ebenfalls zu vereidigen ist. Deshalb bittet Sie meine Fraktion, diesem Ordnungsantrag zuzustimmen, damit dies morgen um 9 Uhr möglich ist.

Präsident. Gibt es Wortmeldungen zu diesem Ordnungsantrag? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Dann stimmen wir darüber ab. Wer dem Ordnungsantrag SP-JUSO-PSA/Striffeler zustimmen will, soll dies mit einem Ja zeigen, wer ihn ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag SP-JUSO-PSA [Striffeler-Mürset, Münsingen])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	137
Nein	1
Enthalten	1

Präsident. Sie haben dem Ordnungsantrag zugestimmt mit 137 Ja-Stimmen, 1 Nein-Stimme und 1 Enthaltung.
Wir kommen zum zweiten Ordnungsantrag, EDU/Schwarz betreffend ein Traktandum. Ich bitte Grossrat Schwarz, den Ordnungsantrag kurz zu begründen. Jakob Schwarz, bitte melden Sie sich noch an.

Antrag EDU (Schwarz, Adelboden)
Aufnahme eines zusätzlichen Traktandums:
Wahl eines Grossratsmitglieds der EDU als Mitglied in den Ausschuss IV der JuKo

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Der Präsident hat mich sozusagen auf dem falschen Fuss erwischt. Ich hatte nichts vorbereitet. Es geht darum, dass ein Traktandum vergessen worden ist. Es

geht um die Wahl eines Mitglieds in den Ausschusses IV der JuKo, wo wir ein Mitglied zugute haben. Wir sind in der JuKo nicht vertreten, aber im Ausschuss IV haben wir gemäss Reglement Anrecht auf diesen Sitz. Im Titel des Antrags findet sich noch ein Schreibfehler. Sie sollten die EDU nicht, dass Sie die EDU nicht «aus Mitleid» wählen, sondern «als Mitglied». *(Heiterkeit)*

Präsident. Gibt es Wortmeldungen zu diesem Ordnungsantrag? – Wenn nicht, befinden wir nun auch hierüber. Wer dem Ordnungsantrag zustimmt, stimmt Ja, wird diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag EDU [Schwarz, Adelboden])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	142
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben dem Ordnungsantrag zugestimmt mit 142 Ja-Stimmen, ohne Gegenstimmen und Enthaltungen.
Wir haben noch einen dritten Ordnungsantrag zum Traktandum 79. Dieser wurde von Grossrat Gasser, PSA, gestellt. Député Gasser, vous avez la parole.

Antrag Gasser (Bévilard, PSA)
Das Geschäft Nr. 79 ist in freier Debatte zu beraten.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). Comme vous avez pu le constater, le bureau a prévu un débat réduit pour cet objet. Au nom du groupe PS-JS-PSA, je vous recommande vivement d'accepter cette motion d'ordre, et donc de transformer la forme des délibérations en débat libre. A notre avis, la problématique soulevée par le motionnaire est très importante. Et qui plus est, elle suscite de vives réactions au sein de la population. Il est primordial que non seulement les groupes, mais aussi les individus, puissent s'exprimer sur ce sujet. En fait, si personnellement, vous estimez qu'il n'est pas nécessaire de parler plus abondamment, vous n'êtes nullement tenus, même dans un débat libre, de venir prendre la parole. Par contre, pour tous ceux qui aimeraient pouvoir s'exprimer à titre personnel sur ce sujet, eh bien, le débat réduit leur enlève cette possibilité, et ils sont ainsi réduits malheureusement au silence. Cet hémicycle représente le Saint Graal du débat parlementaire. En acceptant le débat libre, vous empêcherez ainsi la transformation en chambre d'enregistrement. Au nom du groupe PS-JS-PSA je vous remercie pour votre soutien.

Präsident. Gibt es Wortmeldungen zu diesem Ordnungsantrag? – Wenn nicht, werden wir auch hierüber befinden. Wer diesem Ordnungsantrag auf freie Debatte zustimmt, soll es mit Ja bezeugen, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag Gasser [Bévilard, PSA])

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	62
Nein	76
Enthalten	4

Präsident. Mit 76 Nein- zu 62 Ja-Stimmen bei 4 Enthaltungen haben Sie diesen Ordnungsantrag abgelehnt.
Wir kommen zur Verabschiedung eines Ratskollegen. Lieber Adrian Wüthrich, Sie werden in die Geschichte des Grossen Rats eingehen als derjenige mit der kürzesten Legislatur, zu der jemals jemand

angetreten ist. Sie sind kurzum nicht ganz zwei Stunden vereidigt und verlassen uns schon wieder in Richtung Nationalrat. Ich weiss, und Sie haben es in Ihrem Rücktrittsschreiben auch bekannt gegeben, dass dieser Wechsel vom Kantonsparlament ins nationale Parlament nicht ganz dem entspricht, was Sie und eigentlich wir alle hier im Saal wollen. Wenn man für einen Nationalrat oder für ein Ratsmitglied, das aus dem Leben scheidet, nachrücken darf oder muss, tut man dies nicht mit der gleichen Freude wie bei einer Wahl oder bei einem normalen Abgang, oder vielleicht wenn bei der Vereidigung der abtretende Nationalrat auch mit dabei ist. Ich glaube, und Sie haben dem auch so Ausdruck gegeben, dass dem so ist. Aber es beweist einmal mehr, dass das Leben einfach das Leben ist. Wenn ein Platz frei wird, so ist dieser morgen bereits wieder besetzt. Sie haben Ihren Entscheid getroffen. Sie gehen ins nationale Parlament und werden dort Ihr Wissen und Ihre Kraft einsetzen. In Ihrem Rücktrittsschreiben haben Sie geschrieben, dass Sie vor allem das Präsidium des ÖV-Angebots-Beschlusses sowie des ÖV-Investitionsrahmenkredits gefordert haben und dass Sie dies als gute, bleibende Erinnerung haben. Das Vizepräsidium der SAK hat Sie in den letzten vier Jahren mit viel Freude erfüllt, und Sie haben das gerne gemacht. Anhand der Rückmeldungen von der SAK hat man auch gesehen und gehört, dass dies so ist. Im Schlussabschnitt – diesen will ich hier kurz vorlesen – haben Sie geschrieben: «Für die kommenden Debatte und die kommende Legislatur wünsche ich den Mitgliedern des Grossen Rates die nötige politische Kultur. Nur mit Vertrauen kann die Zusammenarbeit mit der Regierung und der Verwaltung gelingen. Dieses Vertrauen habe ich in den letzten acht Jahren immer gespürt. Dafür danke ich allen, mit denen ich in den letzten acht Jahren zusammenarbeiten durfte. Ich kann Ihnen versichern, dass ich mich auf nationaler Ebene weiterhin mit bestem Wissen und Gewissen für unseren Kanton einsetzen werde.» Wir glauben Ihnen das und hoffen, es sei so.

Aus Ihrem politischen Steckbrief, Ihrem politischen Lebenslauf, den Sie auf kantonaler Ebene hinter sich haben, kann ich ein paar Eckwerte herauslesen. Am 1. Juni 2010, also ziemlich genau vor acht Jahren, wurden Sie hier als Grossrat vereidigt. Sie haben 32 Motionen eingereicht, 3 Postulate und 8 Interpellationen. Man sieht: Adrian Wüthrich hat sein politisches Mandat genutzt, um seine Ideen einzubringen. Sie haben in der Legislatur 2010–2014 in 17 Ad-hoc-Kommissionen mitgemacht und haben das eine oder andere Vizepräsidium inne gehabt. In den letzten vier Jahren waren Sie Vizepräsident der SAK, Mitglied der JuKo bis zum 31. August 2017 und wechselten dann in die FiKo. Danach waren Sie noch Ersatzmitglied der SiK. Also, Sie sehen, Adrian Wüthrich hat sich hier im Parlament engagiert, er hat seine Fähigkeiten und seine Meinung einzubringen versucht – genau dort, wo es wichtig ist, in der Kommissionsarbeit. Er war auch nicht verlegen, wenn es einmal in Bezug auf die SP-JUSO-PSA-Fraktion zu reagieren galt. Er ist ans Rednerpult gegangen und hat seine Meinung kundgetan. Ich habe Adrian Wüthrich ausserhalb des Rats auch als guten Skifahrer kennengelernt. Er war immer einer von denen, die am Parlamentarier-Skitag mitgemacht haben. Es sind ihm für den Oberaargau immer gute Klassierungen gelungen. Und er hat somit diesen «Landesteil» auch hier gut vertreten. Adrian Wüthrich, ich wünsche Ihnen für Ihre Zukunft auf nationaler Ebene alles Gute, gutes Gelingen sowie einen schönen, guten Einsatz und eine gute Zeit. Danke vielmals für Ihre Arbeit für den Kanton Bern! *(Applaus)*

Das weitere Programm sieht folgendermassen aus: Wir haben noch einen Wahlgang zu tätigen, und zwar zwingend heute Abend. Es betrifft die Wahl der fünf Stimmenzähler sowie die Wahl der Mitglieder und Ersatzmitglieder der ständigen Kommissionen. Anschliessend wählen wir noch die Präsidien der Aufsichtskommissionen FiKo, GPK und JuKo und dazu noch das BaK-Präsidium. Ich nehme an, dass die Voten der Fraktionen auch ein wenig Zeit in Anspruch nehmen werden. Deshalb beantrage ich einen Sitzungsunterbruch von 15 Minuten, sodass wir um 16.10 Uhr mit den Voten anfangen können, jedoch ohne die Ergebnisse schon vorliegen zu haben. Denn es kann sein, dass es 16.15 Uhr oder 16.20 Uhr wird, bis wir die Ergebnisse der Wahlen des ersten und des zweiten Vizepräsidenten vorliegen haben. Ansonsten würden wir überziehen. Hat jemand das Gefühl, dieses Vorgehen sei nicht richtig und man solle erst nach der Bekanntgabe der Resultate der Präsidien der Vizepräsidenten weiterfahren? Sind Sie mit diesem Vorgehen so einverstanden? – Da wir sowieso eine Pause einlegen müssen, machen wir sie jetzt, dann sind wir ungefähr um 16.30 Uhr fertig. Die Sitzung ist bis 16.10 Uhr unterbrochen.

(Die Sitzung wird an dieser Stelle für 15 Minuten unterbrochen.)

Geschäft 2018.RRGR.152

Wahl der 5 Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler

Geschäft 2018.RRGR.243

Wahl der 17 Mitglieder der Finanzkommission (FiKo)

Geschäft 2018.RRGR.244

Wahl der 17 Mitglieder der Geschäftsprüfungskommission (GPK)

Geschäft 2018.RRGR.245

Wahl der 17 Mitglieder der Justizkommission (JuKo)

Geschäft 2018.RRGR.246

Wahl der 17 Mitglieder der Kommission für Staatspolitik und Aussenbeziehungen (SAK)

Geschäft 2018.RRGR.247

Wahl der 17 Mitglieder der Bildungskommission (BiK)

Geschäft 2018.RRGR.248

Wahl der 17 Mitglieder der Gesundheits- und Sozialkommission (GSoK)

Geschäft 2018.RRGR.249

Wahl der 17 Mitglieder der Bau-, Energie-, Verkehrs- und Raumplanungskommission (BaK)

Geschäft 2018.RRGR.250

Wahl der 17 Mitglieder der Sicherheitskommission (SiK)

Geschäft 2018.RRGR.251

Wahl der Ersatzmitglieder der Kommission für Staatspolitik und Aussenbeziehungen (SAK)

Geschäft 2018.RRGR.252

Wahl der Ersatzmitglieder der Bildungskommission (BiK)

Geschäft 2018.RRGR.254

Wahl der Ersatzmitglieder der Gesundheits- und Sozialkommission (GSoK)

Geschäft 2018.RRGR.255

Wahl der Ersatzmitglieder der Bau-, Energie-, Verkehrs- und Raumplanungskommission (BaK)

Geschäft 2018.RRGR.256

Wahl der Ersatzmitglieder der Sicherheitskommission (SiK)

Geschäft 2018.RRGR.267

Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Finanzkommission (FiKo)

Geschäft 2018.RRGR.268

Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Geschäftsprüfungskommission (GPK)

Geschäft 2018.RRGR.269

Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Justizkommission (JuKo)

Geschäft 2018.RRGR.157

Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Bau-, Energie-, Verkehrs- und Raumplanungskommission (BaK)

Gemeinsame Beratung der Wahlgeschäfte 2018.RRGR.152, 2018.RRGR.243, 2018.RRGR.244, 2018.RRGR.245, 2018.RRGR.246, 2018.RRGR.247, 2018.RRGR.248, 2018.RRGR.249, 2018.RRGR.250, 2018.RRGR.251, 2018.RRGR.252, 2018.RRGR.254, 2018.RRGR.255, 2018.RRGR.256, 2018.RRGR.267, 2018.RRGR.268, 2018.RRGR.269 und 2018.RRGR.157.

Wahlresultate siehe Vormittagssitzung vom 5. Juni 2018, Geschäft 2018.STA.843.

Präsident. Darf ich Sie bitten, Platz zu nehmen? Wie ich gesagt habe, würde ich gerne die Fraktionserklärungen zu den fünf Stimmenzählern, den Mitgliedern der ständigen Kommissionen und den Ersatzmitgliedern sowie zu den Präsidien FiKo, GPK, JuKo und BaK drannehmen. Das sind die Wahlen, die wir heute Abend noch erledigen müssen, genauso wie die Bekanntgabe der Resultate des vorherigen Wahlgangs. Darf ich den Fraktionen das Wort geben? – Für die SVP-Fraktion spricht Madeleine Amstutz.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (SVP). Zu den nächsten wichtigen Wahlen von heute: Die SVP-Fraktion wird die fünf als Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler Vorgeschlagenen wählen. Es sind dies die vier Bisherigen, und anstelle von Hugo Kummer bitte ich Sie, Ueli Abplanalp zu wählen. Bei den ständigen Kommissionen sind die Sitze nach dem Proporzschlüssel verteilt. Heute geht es darum, die Mitglieder und Ersatzmitglieder zu wählen. Die SVP-Fraktion empfiehlt, die Grossratsmitglieder nach den Vorschlägen der Fraktionen zu wählen. Wir machen dies grossmehrheitlich so.
Weiter zu den Präsidiumswahlen: Die drei Grossratsmitglieder, die die Aufsichtskommissionen bisher präsidiert haben, stehen zur Wiederwahl. Mit Daniel Bichsel stellt die SVP-Fraktion einen kompetenten und sachbezogenen Grossrat mit Sozialkompetenz zur Wiederwahl. Er hat bewiesen, dass er sich über die Parteigrenzen für die Sache und für die Finanzen des Kantons Bern einsetzt. Wir sind stolz, dass Daniel Bichsel die FiKo von Jürg Iseli zielführend übernommen und weitergeführt hat. Als Finanzfachmann immer gut vorbereitet und informiert über die Geschäfte, soll Daniel Bichsel die FiKo auch in der neuen Legislatur präsidieren. Ich bitte Sie, Daniel Bichsel geschlossen zu wählen. Peter Siegenthaler steht als GPK-Präsident zur Wiederwahl. Es ist richtig, dass es zwischen Kommissionen und Grossem Rat Diskussionen gibt. Alle setzen sich für die Sache ein. Peter Siegenthaler hat es als GPK-Präsident bewiesen, seine Kommission kompetent und mit viel Erfahrung zu führen. Wir werden heute Peter Siegenthaler geschlossen als GPK-Präsidenten wiederwählen. Monika Gygax hat als JuKo-Präsidentin die Kommission geführt und die dortigen Geschäfte erfolgreich abgearbeitet. Erwähnenswert sind sicher auch die vielen Wahlen von Richterinnen und Richtern, die wir hier drin jeweils

vornehmen. Die SVP-Fraktion wird Monika Gygax geschlossen wählen, sodass sie die Geschäfte der JuKo auch während der neuen Legislatur als Kommissionspräsidentin pflichtbewusst führt.
Jetzt komme ich zur Wahl des BaK-Präsidiums. Dieses Präsidium war schon vor vier Jahren eines mit zwei Kandidaturen, und eines, das sehr beliebt ist. Es hat natürlich auch eine grosse Bedeutung. Aus bekannten Gründen hat die SVP die Wahl des BaK-Präsidiums vor vier Jahren ganz knapp nicht geschafft. Heute ist der Zeitpunkt für die Korrektur gekommen. Es ist auch eine neue Ausgangslage. Der ehemalige Kommissionspräsident, Blaise Kropf, und der Vizepräsident, Gerhard Fischer, sind beide nicht mehr im Grossen Rat. Mit Lars Guggisberg können wir heute einen erfahrenen und kompetenten Nachfolger wählen. Die SVP hat meistens Recht bekommen, dass es besser ist, in so wichtige Ämter erfahrene Grossräte zu wählen. Wir verstehen auch, dass die Grünen, die das Präsidium vor vier Jahren bekommen haben, es auch behalten wollen. Weniger verständlich ist die Kandidatur von jemandem, der bisher nicht einmal Kommissionsmitglied war. Daniel Klauser ist seit knapp zwei Jahren im Grossen Rat und war Mitglied der SAK. Lars Guggisberg ist seit 2010 im Grossen Rat und kennt den Ratsbetrieb bestens. Er hat auch in der BaK Erfahrungen gesammelt und beispielsweise als Sprecher bewiesen, dass er sich für die Sache in der Kommission einsetzt. Nicht nur als Politiker, sondern auch im Berufsleben hat sich Lars Guggisberg seit 15 Jahren ein grosses Wissen aneignen können: in den Bereichen seiner ehemaligen Tätigkeiten als Mitglied der Entwicklungskommission der Gemeinde Kirchlindach, als Kammerschreiber am Verwaltungsgericht des Kantons Bern mit Schwergewicht Bau- und Raumplanung, als Sachjurist im Bundesamt für Verkehr (BAV) sowie als Leiter Genehmigungsverfahren in den Bereichen öffentlicher Verkehr, Bau und Umwelt. Lars Guggisberg ist also bestens ausgewiesen und prädestiniert, das BaK-Präsidium zu übernehmen und sich für die Themen Bau, Verkehr und Energie einzusetzen, aber auch für den ganzen Bereich der Raumplanung. Eine gute Zusammenarbeit und ein Austausch auf Augenhöhe ist mit beiden Direktionen, BVE und JGK, möglich. Lars Guggisberg wird die Kommission kompetent führen und alle Kommissionsmitglieder gleich behandeln. Neben ausgewiesenen Fachkompetenzen hat er auch gute Sozialkompetenzen. Die SVP-Fraktion hofft, dass Sie das gleich beurteilen und bittet, geschlossen Lars Guggisberg auf den Wahlzettel zu schreiben.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Die Fraktion der Grünen wird die fünf Stimmenzähler unterstützen, da sie ihre Arbeit gut machen. Dass sie zählen können, haben sie bereits bewiesen. Wir trauen dies sehr wohl auch dem neuen Mitglied der SVP, Ueli Abplanalp, zu. Wir werden auch die Wahl der Mitglieder und Ersatzmitglieder der ständigen Kommissionen so unterstützen.
Ich komme zu den Präsidien FiKo, GPK und JuKo: Die Fraktionspräsidentinnen und -präsidenten haben die Verteilung der Kommissionspräsidien besprochen. Die vorgedruckten Wahlzettel zeigen, dass man auf Kontinuität setzt. Die SVP stellt mit Daniel Bichsel den Kandidaten für die gewichtige FiKo. Der Anspruch der grössten Fraktion ist hier sicher gerechtfertigt, sodass Sie die FiKo weiterhin haben dürfen. Wir werden diese Wahl unterstützen. Wir anerkennen den Anspruch. Die SP will mit Peter Siegenthaler das Präsidium der GPK fortsetzen. Auch diese Wahl werden wir selbstverständlich unterstützen. Ich habe mir sogar überlegt, wie man sich jemand anderen vorstellen könnte. Es wird dann vermutlich in Zukunft schwierig, wenn Leute Kommissionen gleichsam ein Gesicht geben. Bei der BDP ist es mir fast gleich gegangen. Auch die Grünen werden Monika Gygax in ihrer Wahl unterstützen, damit sie die JuKo weiter präsidieren kann. Wir erkennen damit die Kompetenz und die Leitungserfahrung der Kandidaten und der Kandidatin und unterstützen sie, wie gesagt, einstimmig.
Jetzt komme ich zu BaK-Präsidium: Fast alle der anspruchsberechtigten Fraktionen haben ihre Wunschkommission zugesprochen bekommen. Alle, ausser wir Grünen bei der BaK. Hier gibt es zwei Kandidaten. Ich führe gerne die Argumente aus, die für die Wahl unseres Kandidaten, Daniel Klauser, sprechen. Er ist übrigens bereits Ersatzmitglied der BaK. Er ist also nicht irgendwie neu in dieser Kommission. Jene, die in der Kommission waren, haben ihn dort auch schon kennengelernt und gesehen, wie er seine Haltungen vertritt. Ganz grundsächlich: Es entspricht einem ungeschriebenen Gesetz, dass die Kommissionen von einer anderen Partei präsidiert wird als der entsprechende Bereich von der die Regierung. Dass der Grosse Rat diesem ungeschriebenen Gesetz Rechnung trägt und man es so handhabt, zeigt die Zuteilung bei allen anderen Kommissionen. Schauen Sie doch mal genau hin! Wenn dann ein Argument käme, es komme noch ein wenig Raumplanung hinzu und diese sei bereits in SP-Hand, so zählt das aus unserer Sicht nicht. Denn das ist die SP, wir sind die Grünen. Wir sind eine andere Partei. Es geht also auch nicht um links oder rechts. Es geht um den Grundsatz: nicht die gleiche Partei. Denn mit dieser Argumentation dürfte die FDP ansonsten auch nicht das GSoK-Präsidium haben. Dieses dürfte auch nicht bestritten sein, ohne vorgreifen zu wollen. Wir Grünen haben in der letzten Legislatur bewiesen, dass wir kompetente Leute haben. Daniel

Klauser wird mit seiner vorbildlichen Kommissionsleitung, da bin ich überzeugt, die Arbeit Blaise Kropfs weiterführen. Diese darf, so glaube ich, auch anerkannt werden, und sie wird von all jenen geschätzt, die ihn hier im Rat kennengelernt haben. Daniel Klauser bringt zudem mehr als zehn Jahre politische Erfahrung mit. Er war im Berner Stadtrat. Dieser ist auch nicht gerade der kleinste Rat. Dort hat er bereits die mit der BaK vergleichbare Kommission, die Kommission für Planung, Verkehr und Stadtgrün (PVS), geleitet. Er ist ehemaliger Fraktionschef der GFL-EVP-Fraktion und weiss also auch, was es heisst, unterschiedliche Haltungen zu berücksichtigen, die Sache in den Vordergrund zu stellen und einen gemeinsamen Nenner zu finden. Auch dürfte seine Neutralität gewährleistet sein, weil er beruflich keine Verbandsinteressen vertreten muss. Ansonsten sind hier Interessenskonflikte manchmal vorprogrammiert. Ich danke allen Grossrätinnen und Grossräten, die mit ihrer Stimme für Daniel Klauser zum Ausdruck bringen, dass bei der Aufgabenverteilung der Kommissionsleitungen nicht Machtpolitik im Vordergrund stehen sollte, sondern Gerechtigkeit und ein Blick aufs Ganze.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). In Anbetracht der vorgerückten Zeit mache ich es relativ kurz. Die fünf Stimmenzähler sowie sämtliche Mitglieder und Ersatzmitglieder der ständigen Kommissionen werden von der BDP einstimmig unterstützt, ebenso das FiKo-Präsidium von Daniel Bichsel von der SVP und das SP-GPK-Präsidium von Peter Siegenthaler. Hier sagen auch wir, dass der Anspruch der beiden Fraktionen auf diese Ämter gegeben ist, und Sie beide machen einen guten Job. Ich will Ihnen an dieser Stelle herzlich danken für Ihre herausfordernde Arbeit und wünsche Ihnen weiterhin alles Gute. Ich komme zum JuKo-Präsidium. Für das JuKo-Präsidium stellt die BDP mit Monika Gygax-Böninger eine erfahrene bisherige Persönlichkeit. Es haben schon Vorrednerinnen gesagt: Monika Gygax führt die JuKo seit sechs Jahren sehr gut, sie hat auch von den Justizbehörden immer beste Zeugnisse erhalten. Wir sind wirklich stolz, mit Monika Gygax eine so integre und zuverlässige Person in diesem Amt zu haben. Ich danke Ihnen herzlich, wenn Sie auch dieses Mal die Wahl von Monika Gygax für das JuKo-Präsidium unterstützen.
Wir gehen zum BaK-Präsidium über. Das ist ein sehr begehrtes Präsidium. Auch vor vier Jahren war es so, auch stellen wieder SVP und Grüne eine Kandidatur. Die BDP hat beide Kandidaturen intensiv und ausgiebig diskutiert. Auch wenn die BDP ebenfalls der Meinung ist, dass es nur suboptimal ist, wenn das Kommissionspräsidium und die Direktion parteilich in den gleichen Händen sind, wird die Kandidatur der SVP von Lars Guggisberg unterstützt. Neben vielen Kreditgeschäften wird uns in der nächsten Legislatur auch die Raumplanung stark beschäftigen. Es ist zwar so, dass die Raumplanung eben nicht bei der BaK angesiedelt ist, sondern bei der JGK. Wir sagen aber, dass das Präsidium in linken Händen ist. So ist für uns ein gewisser Ausgleich vorhanden. Zudem wird die Neueinteilung der Direktionen noch zu weiteren Wechseln führen, wobei wir dort davon ausgehen, dass die angezogene Handbremse gelöst wird. Eine Klärung der folgenden Situation möchten wir aber trotzdem in Auftrag geben, sollte Lars Guggisberg gewählt werden: Das Kantonale Energiegesetz vom 15. Mai 2011 (KEnG) ist sowohl von der BaK als auch hier seitens des Plenums genehmigt worden. Der Arbeitgeber von Lars Guggisberg, der Handels- und Industrieverein des Kantons Bern (HIV), hat mit anderen Wirtschaftsverbänden das Referendum ergriffen. Sollte es zu Veranstaltungen zur Vorlage kommen, wenn das Referendum zustande kommt, müsste aus unserer Sicht vorgängig abgeklärt werden, welche Rolle der Präsident der BaK dann einnimmt. Vielleicht wäre es der Sache am dienlichsten, wenn er dann für dieses Geschäft politisch in den Ausstand treten würde.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (SP). Wir unterstützen die Wahl der fünf Stimmenzählenden, jene der vier bisherigen und jene des neuen Mitglieds. Wir unterstützen und anerkennen den Anspruch der grössten Partei, der SVP, das FiKo-Präsidium zu behalten, und als zweitgrösste Fraktion nehmen wir das Präsidium der GPK in Anspruch. Ich danke Daniel Bichsel und Peter Siegenthaler für ihre sehr gute Arbeit, die sie leisten. Für uns ist das JuKo-Präsidium mit der Wahl von Monika Gygax sicher. Beim BaK-Präsidium sind wir der Meinung, dass es ein ungeschriebenes Gesetz gibt, wonach das Kommissionspräsidium nicht der derselben Partei angehören soll wie der Regierungsrat. Darum unterstützen wir hier Daniel Klauser. Im Übrigen wird wahrscheinlich morgen als 17. SiK-Mitglied unsere Marianne Burkhard noch gewählt werden.

Adrian Haas, Bern (FDP). Wir bestreiten selbstverständlich sämtliche Stimmenzähler. Nein, Spass beiseite, wir wählen sie natürlich! Bezüglich der anderen Vorgeschlagenen, wählen wir diejenigen, die auf dem vorgedruckten Zettel aufgeführt sind. Zunächst noch eine spezielle Erwähnung zu den Präsidien: Den FiKo-Präsidenten Bichsel wählen wir selbstverständlich mit Überzeugung. Er hat seine

Sache gut gemacht, auch Peter Siegenthaler, obwohl er uns nicht immer Freude bereitet hat. Aber wir sind ja schliesslich liberal und grosszügig. Monika Gygax hat ihren Job in der JuKo auch sehr gut gemacht, darum wählen wir sie.
Es bleibt noch die Frage des BaK-Präsidiums: Hier haben wir uns etwas schwergetan. Wir sind uns diesbezüglich nicht einig geworden. Beiden Kandidaten trauen wir das Präsidium grundsätzlich zu. Daniel Klauser war zwar nur zwei Jahre Ersatzmitglied. Er war aber sechs Jahre in der vergleichbaren Kommission im Berner Stadtrat und verfügt als ehemaliger Mitarbeiter der ElCom und von Meteotest ebenfalls über die relevanten Fachkenntnisse. Lars Guggisberg kann sich als langjähriger Jurist beim BAV in den Bereichen Raumplanung, Verkehr und Umwelt, als BaK-Ersatzmitglied und auch als ständiges Mitglied bestens ausweisen und ist sehr qualifiziert für das Präsidium. Übrigens: Seine Verbandstätigkeit stellt überhaupt kein Problem dar in diesem Zusammenhang, denn Lars Guggisberg ist in seiner politischen Arbeit völlig frei. Er darf jederzeit auch gegen den Verband entscheiden. Das würde ihm niemand übel nehmen. Weshalb konnten wir uns nicht einigen? – Das hat mit der bereits angesprochenen Governance zu tun. Für einen Teil der Fraktion ist sie wichtig, sprich, dass der Präsident nicht in derselben Partei ist wie der Regierungsrat, obwohl es in diesem Fall ja nur halb zutrifft wegen der Raumplanung. Aber für einen Teil der Fraktion ist das von Bedeutung, auch wenn die Governance keinen Gesetzescharakter hat. In diesem Sinn konnten wir uns nicht einigen und haben Stimmfreigabe beschlossen. Im Übrigen sollte man in dieser Legislatur das BaK-Präsidium nicht überbewerten. Es stehen weniger umstrittene Geschäfte an als in der vorherigen Legislatur. Sehen Sie mal in der Vorlagenplanung des Grossen Rats nach.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Danke, Adrian Haas, Sie haben mir das Votum eigentlich schon abgelesen. Ich sage nur ganz kurz etwas zum BaK-Präsidium. Ansonsten unterstützen wir alle Kandidaturen inklusive Präsidien von JuKo, GPK und FiKo. Ich kenne Daniel Bichsel sehr gut, so auch Peter Siegenthaler und Monika Gygax.
Also zum BaK-Präsidium: Wir haben ein Luxusproblem. Es präsentieren sich zwei ausgezeichnete Kandidaturen. Wir haben jetzt wieder eine Zweierkandidatur, sagen wir es so, denn ich habe ein Problem mit dem Wort Kampfwahl. Für einen Teil unserer Fraktionsmitglieder hat das Kriterium als Argument überwogen, wonach die BVE-Direktion nicht in der gleichen Parteihand sein sollte wie das Kommissionspräsidium. Die anderen sagen, dass Lars Guggisberg wegen seiner Erfahrung vielleicht ein bisschen besser aufgestellt ist. Wir haben es frei gelassen. Ein Teil wird für Lars Guggisberg stimmen, ein anderer Teil für Daniel Klauser.

Präsident. Es gibt keine weiteren Fraktionssprecher. Dann kommen wir zur Wahl der fünf Stimmenzähler, der Mitglieder und Ersatzmitglieder der ständigen Kommissionen, des Präsidiums der FiKo, der GPK und der JuKo. Für diese alle gibt es vorgedruckte Wahlzettel. Zudem gibt es einen leeren Wahlzettel für das BaK-Präsidium. Ich bitte die Stimmenzähler, die Kuverts auszuteilen.

(Die provisorischen Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler verteilen die Wahlkuverts.)

Präsident. Ich bitte Sie, bei Ihren Kuverts zu bleiben, sonst sammeln wir sie nicht ein. Haben alle ihre Wahlen gemacht? Denn ich will nicht, dass die Stimmenzähler die Kuverts einsammeln, während die Leute noch am Ausfüllen sind. Sind wir so weit? Noch nicht? – Also: einpacken! Die Stimmenzähler sammeln die Kuverts ein.

(Die provisorischen Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler sammeln die Wahlkuverts nach erfolgter Wahl ein.)

Präsident. Sobald die Kuverts alle eingesammelt und hier vorne ausgezählt sind, gebe ich die Wahlergebnisse des Vizepräsidiums des Regierungsrats bekannt, aber erst, wenn hier vorne alles ausgezählt ist. Ich bitte Sie, noch im Ratssaal zu bleiben.
Ich möchte an dieser Stelle den Parlamentsdiensten recht herzlich danken für die Vorbereitung dieser Wahlen. Denn diese waren mit einem relativ grossen Aufwand verbunden, um all die Kommissionssitze, die von den Fraktionen gemeldet wurden, auf die Wahlzettel zu bringen, sodass es reibungslos abläuft. Wir hoffen, dass wir morgen Vormittag dann die Ergebnisse der Wahlen haben, die wir jetzt getätigt haben. In diesem Sinn: Vielen Dank für Ihren Einsatz!
Ich komme zur Bekanntgabe der Resultate der Wahl des ersten und zweiten Vizepräsidenten des Grossen Rats, des Präsidenten des Regierungsrats, des Vizepräsidenten des Regierungsrats, des

Generalsekretärs und des Staatsschreibers. Es sind immer jeweils 159 Wahlzettel ausgeteilt worden. Es sind zwischen 155 und 159 Wahlzettel zurückgekommen. Es hat fehlende und leere Wahlzettel gehabt. Ich gebe von den einzelnen Wahlen jetzt das absolute Mehr und das Wahlergebnis bekannt.

Wahlresultate

Resultate der Wahlgeschäfte 2018.RRGR.238, 2018.RRGR.239, 2018.STA.707 (Traktandum 13), 2018.STA.707 (Traktandum 14), 2018.RRGR.241 und 2018.RRGR.242.

Wahlergebnis Geschäft 2018.RRGR.238
(Wahl des ersten Vizepräsidenten)

Bei 159 ausgeteilten und 159 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 9 und ungültig 0, wird bei einem absoluten Mehr von 75 gewählt:

Hannes Zaugg-Graf mit 146 Stimmen

Diverse erhielten 2 Stimmen

(Applaus)

Wahlergebnis Geschäft 2018.RRGR.239
(Wahl der zweiten Vizepräsidentin oder des zweiten Vizepräsidenten)

Bei 159 ausgeteilten und 159 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 0 und ungültig 0, wird bei einem absoluten Mehr von 80 gewählt:

Stefan Costa mit 80 Stimmen

Jakob Etter erhielt 78 Stimmen

Diverse erhielten 1 Stimme

(Applaus)

Wahlergebnis Geschäft 2018.STA.707
(Wahl des Präsidenten des Regierungsrates)

Bei 159 ausgeteilten und 159 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 6 und ungültig 0, wird bei einem absoluten Mehr von 77 gewählt:

Christoph Neuhaus mit 153 Stimmen

(Applaus)

Wahlergebnis Geschäft 2018.STA.707
(Wahl des Vizepräsidenten des Regierungsrates)

Bei 159 ausgeteilten und 159 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 3 und ungültig 0, wird bei einem absoluten Mehr von 79 gewählt:

Christoph Ammann mit 155 Stimmen

Diverse erhielten 1 Stimme

(Applaus)

Wahlergebnis Geschäft 2018.RRGR.241
(Wiederwahl des Generalsekretärs des Grossen Rates)

Bei 159 ausgeteilten und 159 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 35 und ungültig 0, wird bei einem absoluten Mehr von 61 gewählt:

Patrick Trees mit 120 Stimmen

(Applaus. Mitarbeitende der Parlamentsdienste betreten den Saal und gratulieren dem Generalsekretär des Grossen Rates zur Wiederwahl.)

Wahlergebnis Geschäft 2018.RRGR.242
(Wiederwahl des Staatsschreibers)

Bei 159 ausgeteilten und 159 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 2 und ungültig 0, wird bei einem absoluten Mehr von 79 gewählt:

Christoph Auer mit 157 Stimmen

(Applaus)

Den Gewählten und Wiedergewählten werden Blumen überreicht.

Präsident. Ich gratuliere allen Gewählten und wünsche ihnen viel Befriedigung in ihrem neuen Amt. Morgen Vormittag um 9 Uhr werden wir zunächst zwei Vereidigungen vornehmen. Nachher werden die Ergebnisse der Wahlen, die wir vorhin durchgeführt haben, bekannt gegeben. Ich wünsche Ihnen einen schönen Abend. Die Sitzung ist geschlossen.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 16.50 Uhr.

Die Redaktorinnen:
Ruth Jahn (d)
Sara Ferraro (f)

Dienstag (Vormittag) 5. Juni 2018, 09.00–11.40 Uhr

Zweite Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 157 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Linder Anna-Magdalena, Schmidhauser Corinne, Teuscher-Abts Marianne.

Geschäft 2018.STA.843

Eintritt eines neuen Mitglieds in den Grossen Rat
Frau Marianne Burkhard (SP)

Präsident. Ich begrüsse Sie zur heutigen Sitzung und hoffe, dass sie nach dem gestrigen Marathonwahltag eine angenehme Nachtruhe genossen haben.
Wir kommen zu Beginn des heutigen Sessionstages zu zwei Vereidigungen. Ich bitte Christine Blum und Marianne Burkhard, nach vorne zu kommen. Ich bitte die restlichen Grossratsmitglieder und die Zuschauer auf der Tribüne, sich zu erheben.

Der Generalsekretär des Grossen Rats verliest die Gelübdeformel.

Christine Blum und Marianne Burkhard legen das Gelübde ab.

Präsident. Ich wünsche Frau Blum und Frau Burkhard gute Geschäfte und alles Gute und heisse sie im Grossen Rat herzlich willkommen. *(Applaus)*

Ordnungsantrag

Antrag Jost, Thun (EVP)
Verschiebung Traktandum 70 (Motion Rudin «Schaffung eines digitalen Dorfes im Berner Oberland»). Der Vorstoss «Schaffung eines digitalen Dorfes im Berner Oberland» wird in die Septembersession verschoben, da Gespräche mit neuen potenziellen Partnern weitergeführt werden, damit konkretere Angaben zu Interesse und Rahmenbedingungen für die Debatte vorliegen.

Präsident. Wir haben einen Ordnungsantrag von Grossrat Jost, EVP, erhalten. Ich bitte Grossrat Jost, seinen Ordnungsantrag zu erläutern. Ist er anwesend? Andernfalls ist die nächste Sprecherin Grossrätin de Meuron.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Gerne begründe ich den Ordnungsantrag. Wir haben diesen Vorstoss zum Teil schon in den Fraktionen diskutiert. Es zeigt sich wenig Verständnis für das Anliegen, vor allem mit der Begründung, dass solche Anliegen von den Gemeinden oder allenfalls von den potentiell interessierten Kreisen eingebracht werden müssten. Wir möchten gerne die Gespräche führen, um genügende Argumente sammeln und diesen Vorstoss in der Septembersession besprechen zu können. Ich danke Ihnen für die Unterstützung dieses Ordnungsantrags auf eine Verschiebung.

Präsident. Ich danke Grossrätin de Meuron, mich darauf aufmerksam gemacht zu haben, dass im Grossen Rat zwecks automatischer Protokollierung heute Morgen hochdeutsch gesprochen wird. Ab morgen werden wir wieder auf Mundart wechseln. Gibt es Wortmeldungen zum Ordnungsantrag? Falls nicht, befinden wir darüber. Wer den Ordnungsantrag annimmt, stimmt Ja, wer ihn ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag Jost [Thun, EVP])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	124
Nein	14
Enthalten	5

Präsident. Sie haben dem Ordnungsantrag mit 124 Ja bei 14 Nein und 5 Enthaltungen stattgegeben. Bevor wir zur Traktandenliste wechseln, gebe ich die Wahlergebnisse des gestrigen Tages bekannt. Wir haben die Kommissionen mit den Ersatzmitgliedern sowie die Präsidien der Aufsichtskommissionen bestellt. Mit der Verkündigung der Wahl werden die Daten der Kommissionswahlen im Internet aufgeschaltet. Sie können selber nachschauen, welche Stimmenzahl Sie erhalten haben. Es sind alle vorgeschlagenen Mitglieder in die entsprechenden Kommissionen gewählt worden.

Wahlergebnis Geschäft 2018.RRGR.267
(Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Finanzkommission [FiKo])

Bei 157 ausgeteilten und 157 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 1 und ungültig 0, in Betracht fallend 156, wird bei einem absoluten Mehr von 79 gewählt:

Daniel Bichsel mit 156 Stimmen

(Applaus)

Wahlergebnis Geschäft 2018.RRGR.268
(Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Geschäftsprüfungskommission (GPK)

Bei 157 ausgeteilten und 157 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 7 und ungültig 0, in Betracht fallend 150, wird bei einem absoluten Mehr von 76 gewählt:

Peter Siegenthaler mit 150 Stimmen

(Applaus)

Wahlergebnis Geschäft 2018.RRGR.269
(Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Justizkommission [JuKo])

Bei 157 ausgeteilten und 157 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 3 und ungültig 0, in Betracht fallend 154, wird bei einem absoluten Mehr von 78 gewählt:

Monika Gygax-Böninger mit 154 Stimmen

(Applaus)

Wahlergebnis Geschäft 2018.RRGR.157
(Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Bau-, Energie-, Verkehrs- und Raumplanungskommission [BaK])

Bei ausgeteilten 157 und 157 eingegangenen Wahlzetteln, wovon 1 leer und ungültig 0, in Betracht fallend 156, wird bei einem absoluten Mehr von 79 gewählt:

Daniel Klauser mit 89 Stimmen

Lars Guggisberg erhielt 67 Stimmen.

(Applaus)

Präsident. Ich gratuliere den Kommissionspräsidenten zu ihrer Wahl und wünsche ihnen viel Befriedigung im Amt. Die Wahlen der restlichen Kommissionspräsidien und die Ersatzwahl in die SiK – ein Mitglied fehlt noch – werden morgen Mittwoch unter den ordentlichen Wahltraktanden durchgeführt.
Ich habe noch eine Mitteilung unseres Übersetzungsdienstes zu machen. Die Übersetzenden wären froh darüber, wenn die Grossrätinnen und Grossräte ihnen die vorbereiteten Manuskripte abgeben könnten, damit sie für die Dolmetschung darauf ablesen können.

Geschäft 2018.RRGR.273

Tätigkeitsbericht 2017 der Finanzkommission

Präsident. Somit wechseln wir zur Traktandenliste und kommen zum Traktandum 41: «Tätigkeitsbericht […] der Finanzkommission». Ich übergebe das Wort dem Sprecher der FiKo, Grossrat Bichsel.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Der Tätigkeitsbericht 2017 der FiKo liegt Ihnen in schriftlicher Form vor. Inhaltlich hervorheben möchte ich einzig die Einführung des Harmonisierten Rechnungslegungsmodells (HRM2). Dieses neue Rechnungslegungsmodell gilt für den Kanton Bern seit der Jahresrechnung 2017. Bereits im Zusammenhang mit der Einführung und den Probeläufen zeigten sich verschiedene Schwierigkeiten und Hindernisse. Die FiKo hat diese bereits früh aufgegriffen und transparent gemacht. Der Grosse Rat hat dies auch auf Antrag der FiKo mit einer Planungserklärung zum Voranschlag 2017 verdeutlicht, wonach er alle involvierten Akteure, namentlich die Regierung, die federführende FIN und die Finanzdienste der Direktionen, der STA und der Justiz aufforderte, sich nach Kräften dafür einzusetzen, dass der Geschäftsbericht mit Jahresrechnung 2017 ordnungsgemäss und nach den Grundsätzen von HRM2 und International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) erstellt, testiert und vom Grossen Rat genehmigt werden kann. Die Erstellung des ersten Rechnungsabschlusses beanspruchte verständlicherweise mehr Zeit, als dies in regulären Jahren der Fall ist. So wird die Beratung des Geschäftsberichts 2017 von der Juni- in die Septembersession 2018 verschoben, was die FiKo ausdrücklich begrüsst hat. Zwischenzeitlich ist allseits bekannt, dass die von der Regierung verabschiedete Jahresrechnung ein negatives Prüfurteil der Finanzkontrolle zur Folge hatte. Gegenwärtig führt die FiKo intensive Gespräche mit der Regierung und der Finanzkontrolle mit dem Ziel, einen Ausweg aus dieser misslichen Lage zu finden, der vorerwähnten Planungserklärung Nachdruck zu verleihen und Ihnen, sehr verehrte Grossrätinnen und Grossräte, eine Jahresrechnung vorzulegen, welche allseits zur Genehmigung empfohlen werden kann.
Ein Jahresbericht ist auch immer eine Gelegenheit, Danke zu sagen. An dieser Stelle bedanke ich mich bei meinen Kolleginnen und Kollegen der FiKo. Die Zusammenarbeit beurteile ich trotz aller parteipolitischen Kontroversen, die in der Finanzpolitik in der Natur der Sache liegen, als von Sachlichkeit und grosser Kollegialität geprägt. Die Arbeit im Berichtsjahr war mit dem Entlastungspaket (EP) und der erwähnten Einführung von HRM2 nebst allen übrigen ordentlichen Geschäften ausserordentlich hoch. In den Dank schliesse ich auch das Kommissionssekretariat unter der Leitung von Dominique Clémençon ein. Ohne seine guten Dienste wären die Führung und die Mitarbeit in der FiKo für uns Grossräte im Milizsystem kaum möglich. Im Namen der FiKo beantrage ich Ihnen, den Tätigkeitsbericht 2017 zur Kenntnis zu nehmen.

Präsident. Gibt es Fraktionssprecher? – Das ist nicht der Fall. Somit kommen wir zur Abstimmung über die Genehmigung des Tätigkeitsberichts der FiKo. Wer den Bericht zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:
Kenntnisnahme

Ja	144
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Bericht mit 144 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung zur Kenntnis genommen.

Geschäft 2018.RRGR.277

Tätigkeitsbericht 2017 der Geschäftsprüfungskommission

Präsident. Wir kommen zum Bericht der GPK, Traktandum 42. Der Sprecher der GPK hat das Wort. (*Kurze Unterbrechung.)* Der Vizepräsident der GPK wünscht das Wort. Ich bitte darum, ihn auf der Rednerliste anzumelden. Ich bitte die Sprecher, sich bereitzuhalten. Herr Ruchti, Sie haben das Wort.

Fritz Ruchti, Seewil (SVP), Kommissionssprecher der GPK. Es tut mir leid, Ihnen zu sagen, dass ich mich nicht auf die Vorstellung dieses Berichts habe vorbereiten können. Grossrat Siegenthaler, der für diese Aufgabe heute Morgen vorgesehen war, ist nicht anwesend. Trotzdem versuche ich, Ihnen einen Tour d'Horizon zur Tätigkeit der GPK zu bieten. Die GPK ist das höchste Organ innerhalb der Aufsicht. Sie hat die Oberaufsicht über die Regierung, über die Verwaltung und über die Geschäfte des Grossen Rats. Im Jahr 2017 beschäftigte uns vor allem das Ausmass der Vorgänge rund um die Kiesbranche, wie sie im Bericht ersichtlich sind. Wir haben seit 2016 versucht, etwas Licht in die Angelegenheit zu bringen, indem wir selber Abklärungen zum Verdacht eines Kartells getroffen und der Finanzkontrolle einen Sonderprüfungsauftrag erteilt haben. Nebst dem «Aarewasser» war dies für mich als Präsident des Ausschusses BVE/JGK/STA eigentlich das grösste Geschäft. Betreffend den Ausschuss GEF/POM gilt es zu erwähnen, dass es bezüglich der IMSI-Catcher, also der Geräte zur Ortung von Mobilfunkgeräten, und deren Gebrauch durch die Polizei zu heftigen Diskussionen und Kontroversen gekommen ist. Auch im Ausschuss GEF/POM wurde das gesamte Polycom nochmals mit der SiK besprochen und dort eine Lösung gefunden.
Im Ausschuss FIN/VOL ging es unter anderem um Standortförderung. Wir haben diesbezüglich die finanziellen Abläufe im Zusammenhang mit dem Flughafen Belp untersucht und dabei trotz unterschiedlicher Meinungen gemeinsam festgestellt, dass wir einen Flughafen in der Region und Agglomeration Bern brauchen. Dies, weil sich von Belp aus etliche Geschäftsleute in die gesamte Welt begeben und damit ihre Geschäfte von Bern aus weltweit ausdehnen. Soviel kann ich in einem abgekürzten Verfahren aufgrund meiner fehlenden Vorbereitung wiedergeben. Die GPK empfiehlt Ihnen die Kenntnisnahme dieses Berichtes.

Präsident. Gibt es Fraktionserklärungen? – Damit kommen wir zur Kenntnisnahme des GPK-Berichts. Wer den Bericht zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme

Ja	139
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Bericht mit 139 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung zur Kenntnis genommen.

Geschäft 2018.RRGR.253

Tätigkeitsbericht 2017 der Justizkommission

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 43, dem Tätigkeitsbericht der JuKo. Ich gebe der Präsidentin der JuKo, Grossrätin Gygax-Böninger, das Wort.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (BDP), Kommissionspräsidentin der JuKo. Ich komme zuerst auf die Wahlen von gestern zurück. Dass ich weiterhin die JuKo präsidieren darf, freut mich sehr. Ich versichere Ihnen, dass ich diese Tätigkeit weiterhin mit viel Respekt und Freude ausüben werde. Danke für die Wahl.
Nun komme ich zum Bericht. Im vorliegenden Bericht orientiert die JuKo über ihre Arbeit im vergangenen Jahr 2017. Der Bericht ist einmal mehr nicht sehr umfangreich. Einmal mehr konnte die JuKo im vergangenen Berichtsjahr im gewohnten Rahmen tätig sein und die Aufsicht über die Geschäftsführung der obersten kantonalen Gerichte, also des Obergerichts, des Verwaltungsgerichts sowie der Generalstaatsanwaltschaft, wahrnehmen. Als Information für die neuen Grossratsmitglieder darf ich an dieser Stelle festhalten, dass die Würdigung der Rechtsprechung der Gerichte ausdrücklich nicht Bestandteil dieser Aufsicht ist. Vielmehr gilt die Aufsicht der Kontrolle, ob die Geschäftsführung der genannten Justizbehörden gesetzeskonform erfolgt. Gleichzeitig muss im Rahmen der Aufsicht sichergestellt werden, dass die Behörden über die nötigen Ressourcen und adäquate Arbeitsbedingungen verfügen, um den Anspruch der Bürgerinnen und Bürger auf Rechtsprechung innerhalb der gesetzlichen Fristen erfüllen zu können. Die beaufsichtigten Gerichtsbehörden wurden von den zuständigen Kommissionsausschüssen im Berichtsjahr einmal besucht. Die Berichterstattung über diese Besuche floss in die Berichte der JuKo über den Geschäfts- und Tätigkeitsbericht 2016 der Justiz ein und wurde im Juni 2017 im Grossen Rat behandelt.
Im normalen Rahmen befassten wir uns im vergangenen Berichtsjahr mit den Finanzen beziehungsweise dem Voranschlag und dem Aufgaben- und Finanzplan, den Nebenbeschäftigungen der Richter sowie der Beratung der Eingaben und Petitionen. Auch verschiedene Richterwahlen wurden durch den ständigen Ausschuss IV vorbereitet. Dies ist eigentlich eine Daueraufgabe. Im Ausschuss IV ist jede grossrätliche Fraktion mit einem Mitglied vertreten. Hauptaufgabe des Ausschusses IV ist die Abgabe der Wahlempfehlung. So beurteilt er sämtliche Bewerberinnen und Bewerber gestützt auf die Bewerbungsdossiers, die eingeholten Stellungnahmen, die Vorselektion und die Bewerbungsgespräche. In diesem Zusammenhang ist gerade die Einholung von Stellungnahmen bei den entsprechenden Gerichtsbehörden sowie weiteren Instanzen ein wesentliches Kriterium im gesamten Wahlvorbereitungsverfahren. Dabei ist der Ausschuss IV darauf angewiesen, dass die Instanzen ihre Stellungnahmen klar und begründet verfassen. Dies funktionierte im Berichtsjahr einmal mehr gut.
Im komme zum Schluss. Ich bedanke mich bei meinen Kolleginnen und Kollegen der JuKo für die angenehme und konstruktive Zusammenarbeit. Auch bei Hannah Kauz, unserer juristischen Sekretärin, bedanke ich mich persönlich und im Namen der JuKo herzlich für die ausnahmslos sehr wertvolle Unterstützung während des vergangenen Jahres. Ich beantrage Ihnen, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen.

Präsident. Gibt es Fraktionsmeinungen? – Dies scheint nicht der Fall zu sein. Wir kommen zur Kenntnisnahme des Berichts. Wer den Bericht zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme

Ja	141
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Bericht mit 141 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung zur Kenntnis genommen.

Geschäft 2018.RRGR.145

Tätigkeitsbericht der Parlamentsdienste des Grossen Rates für das Jahr 2017

Präsident. Der Tätigkeitsbericht der Parlamentsdienste wurde von der GPK beraten. Ich gebe dem Präsidenten der GPK das Wort. – Er wünscht es nicht. Gibt es Wortmeldungen zum Bericht? – Dann kommen wir zur Kenntnisnahme. Wer den «Tätigkeitsbericht der Parlamentsdienste des Grossen Rates […]» zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme

Ja	144
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Bericht mit 144 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung zur Kenntnis genommen.

Geschäft 2017.STA.1728

Tätigkeitsbericht 2017 der Finanzkontrolle

Präsident. Der Tätigkeitsbericht 2017 der Finanzkontrolle wurde von der FiKo beraten. Der Präsident der FiKo hat das Wort.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Der Tätigkeitbericht 2017 der Finanzkontrolle liegt ebenfalls in schriftlicher Form vor. Gegenüber den Vorjahresberichten, welche vor allem System- und Statistikinformationen enthielten, kann dem neuen Bericht wesentlich mehr Inhaltliches aus der Prüftätigkeit entnommen werden. Die neue Aufmachung wird seitens der FiKo ausdrücklich begrüsst. Die Finanzkontrolle ist innerhalb des Kantons ein unabhängiges Organ, das seine Arbeit aufgrund des Gesetzes über die Finanzkontrolle vom 1. Dezember 1999 (Kantonales Finanzkontrollgesetz, KFKG) verrichtet. Der Finanzkontrolle obliegt primär die unabhängige Prüfung der Haushalt- und Rechnungsführung der Behörden, der Verwaltung und der Anstalten des Kantons Bern. Anlässlich der ordentlichen Prüfung setzt die Finanzkontrolle Schwerpunkte und zeigt Schwachpunkte, Risiken und/oder Optimierungspotenzial auf. Nebst der Prüfung der Jahresrechnung führt die Finanzkontrolle auch Bau-, Dienststellen-, Informatik-, Staatsbeitragsprüfungen und weitere Sonderprüfungen durch. Die Geprüften erhalten von der Finanzkontrolle eine direkte Berichterstattung. Die wesentlichen Feststellungen werden im Quartalsbericht gegenüber der Regierung, der FiKo und der GPK offengelegt. Die Finanzkontrolle ist überdies die Anlaufstelle für Whistleblowing und steht den Aufsichtskommissionen für spezielle Fragestellungen zur Verfügung.
Die Finanzkontrolle beschäftigte sich nebst der Einführung von HRM2 vor allem auch mit der Ordnungsmässigkeit der Buchführung beim Amt für Grundstücke und Gebäude (AGG) der BVE. Die Aufarbeitung der bestehenden Mängel war für die Mitarbeitenden im Finanzbereich des AGG sowie für die beigezogenen externen Berater zeitaufwendig und komplex. Die FIN, der Regierungsrat sowie die FiKo haben den Prozess engmaschig begleitet, und die Finanzkontrolle hat in Zusammenarbeit mit externen Prüfgesellschaften erneut viel Zeit für die notwendigen Nachprüfungen inklusive einer ausführlichen Berichterstattung aufgewendet. Zudem engagierte sich die Finanzkontrolle im Projekt zur Überarbeitung des KFKG, welches mittlerweile beinahe zwanzigjährig ist. Das Projekt bietet die Chance,

die Unabhängigkeit der Finanzkontrolle weiter zu stärken und die Beschreibung der Aufgaben sowie der Pflichten dem aktuellen Umfeld beziehungsweise der Entwicklung der Revisionsbranche anzupassen und nach den heutigen Bedürfnissen der politischen Gremien auszurichten. Mit einem Stellenetat von 23,9 Vollzeiteinheiten und 27 Mitarbeitenden schliesst die Finanzkontrolle ihre Rechnung mit einem Nettoaufwand von 4,2 Mio. Franken und einer Budgetunterschreitung von 366 000 Franken ab. Die Finanzkontrolle ihrerseits wird von der BDO Visura, einer weiteren Treuhandfirma, kontrolliert. Das bedeutet, dass regelmässige Qualitäts- und Leistungsbeurteilungen stattfinden und die Rechnungsführung von Externen revidiert wird. Dieses Prüfurteil verzögert sich in diesem Jahr ebenfalls, wird aber bei der Genehmigung der Jahresrechnung 2017 vorliegen. Mit ihren Prüfungen will die Finanzkontrolle letztlich auch einen Nutzen und Mehrwert verschaffen. Mit über tausend Empfehlungen konnte in qualitativer und quantitativer Hinsicht eine hohe Wirkung für die Verwaltung erzielt werden. 2017 belief sich das durch die Finanzkontrolle geschätzte Sparpotenzial auf rund 20 Mio. Franken, berechnet auf Jahresbasis. Ich nehme deshalb die Gelegenheit gerne wahr, um hier dem Vorsteher, Herrn Thomas Remund, und seinem Team unseren besten Dank auszusprechen. Im Namen der FiKo beantrage ich Ihnen, den Tätigkeitsbericht 2017 zur Kenntnis zu nehmen.

Präsident. Gibt es Fraktionsmeinungen? – Dann kommen wir zur Kenntnisnahme. Wer den Bericht der Finanzkontrolle zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme	
Ja	141
Nein	0
Enthalten	1

Präsident. Sie haben den Bericht mit 141 Stimmen ohne Gegenstimme und 1 Enthaltung zur Kenntnis genommen.

Geschäft 2018.RRGR.124

Bericht 2017 der Datenschutzaufsichtsstelle des Kantons Bern

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 46, dem Bericht der Datenschutzaufsichtsstelle des Kantons Bern. Der Sprecher der GPK hat das Wort.

Fritz Ruchti, Seewil (SVP), Kommissionssprecher der GPK. Die kantonale Datenschutzaufsichtsstelle (DSA) hat gemäss Artikel 37 des Datenschutzgesetzes vom 19. Februar 1986 (KDSG) die Pflicht, dem Grossen Rat und dem Regierungsrat jährlich Bericht über ihre Tätigkeit zu erstatten. Darin muss sie besonders auf erkannte Mängel und wünschbare Änderungen hinweisen. Die GPK, die gemäss Artikel 38 Absatz 1 Buchstabe d des Personalgesetzes vom 16. September 2004 (PG) beziehungsweise Artikel 37 Absatz 5 der Geschäftsordnung des Grossen Rats vom 4. Juni 2013 (GO) die Aufsicht über den Beauftragten für Datenschutz wahrnimmt, ist für den Bericht die vorberatende Kommission.
Auf einen Blick: Wie schon in den Vorjahren legt die DSA im Bericht dar, welche Massnahmen sie ergriffen hat, um trotz ihrer beschränkten Ressourcen ihrem gesetzlichen Auftrag einigermassen nachzukommen: Anwendung unterschiedlicher Qualitätsstandards, variabler Abtiefungsgrad bei Vorabkontrollen und so weiter. Ein besonderes Gewicht wird im Bericht dem sogenannten Blackbox-Prinzip beigemessen. Darunter versteht die DSA, dass der Informatikarbeitsplatz, die mit ihm möglichen Datenverbindungen und auch die verschiedenen Informatiklösungen für die Amtsstellen oftmals

eine Blackbox darstellen. Nun weist aber das KDSG den Amtsstellen gleichzeitig die Verantwortung für den Umgang mit den Daten zu. Gemäss der neuen Verordnung über die Informations- und Telekommunikationstechnik der Kantonsverwaltung vom 24. Januar 2018 (ICTV) soll die DSA ihre begründeten Empfehlungen einzig an das für die IT-Grundversorgung zuständige Kantonale Amt für Informatik und Organisation (KAIO) richten. Dies auch dann, wenn die technische Ausgestaltung der IT-Grundversorgung Grund für die Beanstandung ist. Die DSA erachtet diese Regelung als problematisch. Das künftige, an die europäischen Vorgaben angepasste Datenschutzrecht verlangt von den Amtsstellen, dass sie den datenschutzkonformen Ist-Zustand ihrer Datenbearbeitungen nachweisen können. Verantwortlich ist diejenige Stelle, die die Daten für ihre Aufgabenerfüllung bearbeitet, also die Direktion mit ihren Amtsstellen. Gemäss KDSG liegt die Verantwortung für den Umgang mit den Daten bei den Amtsstellen. Der Datenschutzbeauftragte weist darauf hin, dass den Amtsstellen mit der neuen ICTV diese umfassende Verantwortung entzogen wird. Die DSA hält fest, dass der Schutz der Personendaten damit nicht mehr gewährleistet ist.
Personelles: Die DSA hält fest, dass ihre personellen Ressourcen nicht genügen. Grund dafür ist unter anderem, dass die Personalressourcen nicht auf Personalausfälle und auch nicht auf ausserordentliche Projekte und Ereignisse ausgerichtet sind. Treten solche Ereignisse ein, kann die DSA nur durch die Leistung von Überstunden ihrem Auftrag nachkommen. Sie verfügt über 5,15 Vollstellen, davon 0,2 für das Sekretariat. Ausfälle führten 2017 dazu, dass während mehr als acht Monaten eine 100-Prozent-Stelle unbesetzt blieb. Einer Negativentwicklung gilt es hier vorzubeugen.
Wirkungsprüfungen: Gestützt auf die überwiesene Motion 180-2012 «Stopp der teuren Entmündigung durch externe Beratung» führt die DSA keine Wirkungsanalysen mehr durch. Eine einheitliche Informationsklassifizierung, wie sie dem Grossen Rat bei der Behandlung des Kreditgeschäfts für BEGEVER DGA in Aussicht gestellt worden war, fehlt bislang. In der Folge muss die DSA die Direktionen jeweils darauf hinweisen, dass direktionsübergreifende Zugriffsrechte nicht zulässig sind. Die DSA weist darauf hin, dass das Bestehen auf eine entsprechende Klassifizierung durch den Grossen Rat die Arbeit der DSA unterstützen und erleichtern könnte. Änderungen im übergeordneten Recht, die Umsetzung der Motion «Lockerungen im Datenschutz – für Regelungen mit Augenmass» *(M 224-2016)* sind ebenso wie das geltende Recht des Kantons Bern an die EU-Datenschutzreform sowie die Modernisierung der Europaratskonvention 108 anzupassen. Zudem soll der Entwurf zu einem totalrevidierten Bundesgesetz über den Datenschutz (DSG) Berücksichtigung finden.
Videoüberwachung: Nach einer Petition unterbreitete eine Gemeinde der Aufsichtsstelle Fragen zu der von ihr auf dem Schulhaus installierten Webcam. Auf Hinweise der Aufsichtsstelle hin wurde die Webcam neu so eingestellt, dass sich die Bilder von öffentlichen Strassen und Plätzen, von Hauseingängen, Fenstern und privaten Vorplätzen verpixelt präsentierten. Sie konnten nur beschränkt gezoomt und nicht individuell bearbeitet werden. Damit genügte die Webcam auf Antrag der DSA neu dem Datenschutzgesetz.
Vorabkontrollen von Informatikprojekten: Per 1. Januar 2017 wurden die drei staatlichen psychiatrischen Kliniken verselbstständigt. Sie unterstehen ungeachtet ihrer neuen Rechtsform aber weiterhin dem KDSG. Aus technischer Sicht bedeutet die Verselbstständigung, dass die kantonalen IT-Dienstleistungen nicht mehr zur Verfügung stehen und dafür die eigene IT-Infrastruktur auf- respektive ausgebaut werden muss. Entgegen dem Vorschlag der Aufsichtsstelle entschieden sich die Kliniken, statt eines gemeinsamen Informationssicherheits- und Datenschutzkonzepts (ISDS) je eines pro Standort zu erstellen. Dieses muss auf die besonderen Risiken des psychiatrischen Umfeldes abgestimmt sein und einem angemessenen Grundschutz entsprechen.
Praxis: Folgender Sachverhalt gibt einen Eindruck über die zahlreichen Anfragen an die DSA: Ein Hinweis einer Privatperson veranlasste die Aufsichtsstelle zu prüfen, ob die Kuverts, welche die Finanzverwaltung des Kantons Bern für das Busseninkasso verwendet, den datenschutzrechtlichen Anforderungen genügen. Dritte – mit anderen Worten der Postbeamte – konnten der Adressierung entnehmen, dass es sich um ein Busseninkasso handelt. Auf Empfehlung der Aufsichtsstelle wurden die Versandpraxis angepasst und die Kuverts dem Empfänger neutral zugestellt.
Soweit die Arbeiten, von denen im Datenschutzbericht 2017 zu lesen ist. Die GPK als vorberatende Kommission dieses Berichts empfiehlt dem Grossen Rat dessen Kenntnisnahme.

Präsident. Gibt es Fraktionsmeinungen? – Dann kommen wir zur Abstimmung. Wer den Bericht der DSA zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:
Kenntnisnahme

Ja	138
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Bericht mit 138 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung zur Kenntnis genommen.
Ich habe eine Mitteilung zu machen: Der Präsident der FiKo möchte seine Kommission um 10 Uhr in der Wandelhalle treffen.

Geschäft 2017.RRGR.737

Motion 277-2017 BDP (Luginbühl-Bachmann, Krattigen)
Keine zusätzliche Session ohne Abstimmung im Parlament

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 47, einer Motion der BDP: «Keine zusätzliche Session ohne Abstimmung im Parlament». Die Motionärin ist mit der Antwort des Büros zufrieden und wandelt in ein Postulat. Ist das Postulat bestritten? – Die Urheberin, Grossrätin Luginbühl, hat das Wort.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Dieser Vorstoss fusst ja auf dem Vorgehen im Zusammenhang mit der Januarsession. Wir erinnern uns alle daran, dass das Büro beschloss, die Januarsession abzusetzen. Darauf folgte der Antrag der rot-grünen Minderheit, die Januarsession trotzdem stattfinden zu lassen. Wir alle konnten uns nicht mehr dazu äussern und hatten uns einfach zu organisieren. Aus diesem Grund sind wir mit der Antwort des Büros einverstanden, dieses Thema gesamtheitlich zu betrachten. Wenn wir weiterhin auch gute Vertretungen verschiedener Berufsgattungen wünschen, ist es wichtig, dass die Sessionen planbar sind. Gerade für KMU-Vertreter und Gewerbler ist es nicht so einfach, sich innert zwei bis drei Wochen zu organisieren. Deshalb sind wir bereit zu wandeln und froh über Ihre Unterstützung. Ich freue mich auf die Diskussion.

Präsident. Für die Grünen als Fraktionssprecher Grossrat Vanoni.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Grossrätin Luginbühl hat es gesagt: Der Vorstoss der BDP-Fraktion ist aus dem Affekt heraus entstanden. Am 5. Dezember 2017 wurde er als Reaktion auf die Zeitnöte, die wir damals hatten, und die zunehmenden Beschränkungen der Rederechte durch die Ratsmehrheit eingereicht. Damals machten 42 Grossratsmitglieder von ihrem Recht Gebrauch und verlangten die Einberufung einer zusätzlichen Session oder – wie man auch sagen könnte – zusätzlicher Sitzungen zum Abbau der Pendenzen. Im Rückblick wird wohl niemand behaupten, es sei falsch gewesen, im Januar – also zu einer Zeit, als ursprünglich ohnehin eine Session geplant war – zusätzliche Sitzungen abzuhalten. Ohne diese hätte der Grosse Rat in seiner alten Zusammensetzung nicht sauberen Tisch für das neue Parlament machen können. Als Reaktion auf die damaligen Vorgänge und die Aufregung ist die Motion einigermassen verständlich. Man kann den damaligen Vorgang ja auch als kreative Umgehung eines Ordnungsantrags interpretieren. Daher wäre es logisch zu prüfen, ob zusätzliche Sitzungen oder zusätzliche Sessionen auch während einer laufenden Session von einer Ratsminderheit verlangt und durchgesetzt werden können. Aber darum geht es heute nicht: Die Motion verlangt, die Einberufung einer zusätzlichen Session der Genehmigung durch die Ratsmehrheit zu unterstellen. Auch die Wandlung in ein Postulat ändert nichts an dieser klaren Stossrichtung. Diese Stossrichtung aber verstösst gegen einen zentralen Grundsatz des Parlamentsrechts. Ich bin erstaunt, dass dies in der Antwort des Büros nicht erwähnt wird. Es ist ein zentrales Prinzip aller Parlamente weltweit, dass eine bestimmte Minderheit die Einberufung des Parlaments verlangen kann. Das ist ein Grundsatz, den andere Kantone und andere Länder in ihren Verfassungen festgeschrieben

haben. Zum Beispiel steht er im deutschen Grundgesetz, also in der Verfassung Deutschlands, eines Landes, das mit der Missachtung von Minderheitsrechten in der Vergangenheit äusserst schlechte Erfahrungen gemacht hat. Es steht beispielsweise auch in der Verfassung des Kantons Appenzell Innerrhoden, den wir wegen seiner Landsgemeindedemokratie immer gerne als urdemokratischen Kanton wahrnehmen. Wie gross eine Minderheit sein soll, die das Einberufungsrecht hat, kann natürlich diskutiert und verschieden festgelegt werden. Aber am Grundsatz darf nicht gerüttelt werden. Deshalb geht es nicht an, diesen Minderheitenschutz beziehungsweise diese Minderheitenrechte durch eine nachträgliche Genehmigung per Mehrheitsbeschluss faktisch abzuschaffen. Das Quorum von 40 Ratsmitgliedern, das im Kanton Bern verlangt wird, entspricht genau dem Quorum, das es zur Einberufung ausserordentlicher Sessionen auch auf Bundesebene braucht. Auch dort kann ein Viertel der Mitglieder des National- oder des Ständerats die Einberufung des Parlaments verlangen. Das gleiche Quorum gilt auch in verschiedenen Gemeindeparlamenten, zum Beispiel im Grossen Gemeinderat von Zollikofen. In verschiedenen Kantonen ist die Hürde noch tiefer angesetzt. Im Kanton Freiburg oder im Herkunftskanton meiner Frau, Appenzell Innerrhoden, den ich deshalb so verehre, reicht schon ein Fünftel aller Parlamentsmitglieder; im grossen Kanton Zürich kann sogar ein Sechstel die Einberufung einer Sitzung verlangen. Was das Büro in seiner Antwort als problematisch hinstellt, nämlich dass eine grosse Fraktion allein über zusätzliche Sessionen entscheiden könnte, ist in den erwähnten Kantonen offensichtlich kein Problem. Aus diesem Grund bittet die grüne Fraktion insbesondere die bürgerliche Mehrheit in diesem Rat, die Hände von diesem Minderheitenrecht zu lassen und den Vorstoss auch nicht als Postulat entgegenzunehmen, sondern diesen ein für alle Mal abzulehnen. Ich wiederhole: Es geht um ein zentrales Instrument des Minderheitenschutzes, von dem Sie alle profitieren, nämlich als Mitglieder von irgendwelchen Vereinen. In den Vereinen gilt der Grundsatz des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs vom 10. Dezember 1907 (ZGB). Darin heisst es unmissverständlich, dass in jedem Verein von Gesetzes wegen ein Fünftel der Mitglieder die Einberufung der Vereinsversammlung verlangen kann. Das steht übrigens auch in den Statuten der BDP des Kantons Bern. *(Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen.)* Auch dort heisst es, dass ein Fünftel der Sektionen – das sind die Mitglieder der BDP – die Einberufung der obersten Parteiversammlung verlangen kann. Ich bitte Sie nochmals im Namen der grünen Fraktion, dieses Postulat abzulehnen.

Präsident. Ich bitte Sie, die Redezeiten einzuhalten. Das nächste Mal werde ich Sie unterbrechen. Kurz vor Ablauf der erlaubten fünf Minuten Redezeit leuchtet die Lampe, und fünfzehn Sekunden danach werde ich Ihnen das Mikrofon abschalten. Wir haben klare Regelungen, die ich von Anfang an anwenden werde. Für die Grünliberalen hat Grossrat Köpfli das Wort.

Michael Köpfli, Bern (glp). Ich verspreche Ihnen, dass Sie bei mir die Lampe und die Abschaltung des Mikrofons nicht benötigen werden. Wir haben sowohl Verständnis für den Vorstoss als auch für das Votum von Grossrat Vanoni. Wir sind bereit, diesen Vorstoss als Postulat entgegenzunehmen, hätten eine Motion aber klar abgelehnt. Weshalb? Wir fanden die Geschichte mit der Januarsession auch äusserst unglücklich. Zuerst wurde diese abgesagt, dann kurzfristig doch einberufen. Das war für viele Leute, die familiäre oder berufliche Verpflichtungen hatten, extrem schwierig zu organisieren, und ist sicher nicht vorbildlich. Gleichzeitig sehen wir aber auch das potenzielle Risiko, dass bei der kompletten Abschaffung dieser Regelung eine Ratsmehrheit traktandierungsreife Geschäfte verzögern könnte, obwohl diese anstünden, was unter anderem eine Verschiebung derselben in eine neue Legislatur bewirken könnte. Auf diese Weise könnten taktische Spiele auf Kosten oder zuungunsten einer Ratsminderheit entstehen. Wir finden es deshalb richtig, wenn das Büro und danach auch der Grosse Rat diese Frage noch einmal eingehend anschauen und sich überlegen, weswegen diese Regelung ursprünglich ins Gesetz geschrieben wurde. Dies hatte wahrscheinlich seine Gründe, vielleicht eben den potenziellen Missbrauch. Nach dieser Auslegeordnung könnte entschieden werden, ob und wie das Gesetz angepasst werden soll. Das ist auch die Stossrichtung der Antwort des Büros, welcher wir uns anschliessen. Deshalb nehmen wir das Postulat an; es wurde ja bereits gewandelt.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Striffeler das Wort.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (SP). Eine zusätzliche Session einzuberufen, ist ein demokratisches Mittel, welches auch in Vereinen, in anderen Kantonen und auf nationaler Ebene angewendet werden kann. Ich kann mich voll und ganz dem Votum von Bruno Vanoni anschliessen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist nicht bereit, den Artikel 10 des Gesetzes über den Grossen Rat vom

4. Juni 2013 (GRG) als grundsätzlichen Rechtsgrundsatz weiter zu verschärfen, und lehnt auch das Postulat ab.

Carlos Reinhard, Thun (FDP). Die FDP beziehungsweise die Liberalen sind froh, dass diese Motion in ein Postulat gewandelt worden ist. Sie wird dieses einstimmig unterstützen. Die Motionärin hat den Grund für die Einreichung ihres Vorstosses erklärt. Ich glaube, dass es nicht die Meinung war, den gesamten Artikel 10 Absatz 2 GRG zu verändern, sondern es sollte die Möglichkeit bestehen, dass der Grossratspräsident beziehungsweise künftig allenfalls die Grossratspräsidentin oder das Büro je nach Geschäftsplanung zusätzlich eine Session einberufen kann. Was wir im Januar erlebt haben, war sehr spontan. Hierin stimme ich meinem Vorredner Grossrat Köpfli zu. Es war vielleicht auch etwas der Wahlkampftaktik zuzuschreiben. Wir finden es prüfenswert zu überlegen, ob der Artikel anders formuliert werden könnte, damit solche spontane Einberufungen von Sessionen nicht möglich sind. Es soll nicht darum gehen, dass bei tatsächlichem Bedarf oder Notfällen nicht getagt werden kann. Deshalb kann eine einzelne Person eine Session einberufen, nämlich der Grossratspräsident. Welche politische Institution auf der Welt kennt diese Möglichkeit ebenfalls, ausser vielleicht diktatorischen Regierungen? – Deshalb sind wir überzeugt, dass die Idee prüfenswert ist. Die FDP wird ein Postulat einstimmig unterstützen.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Wenn man den Motionstext durchliest, stellt man fest, dass ein Minderheitenrecht mit einem Mehrheitenrecht getauscht werden soll. Dies unterstützt die EVP-Fraktion nicht. Hingegen haben wir erlebt, dass im Januar viele Probleme auf uns zukamen. Es nahm eine Dynamik an, die nicht nur für uns als KMU-Grossräte nicht einfach war, sondern auch für Mütter, die das Kinderhüten organisieren mussten. Solche und ähnliche Umstände sind nicht ganz einfach. Wir stellen fest, dass es trotz dieses Minderheitenrechts, das ich verteidigen möchte und will, Sinn macht, diese Thematik nochmals gründlich anzuschauen. Genau für diese Absicht, sie nochmals zu hinterfragen, ist das Postulat die richtige Lösung. Deshalb wird die EVP-Fraktion der in ein Postulat gewandelten Motion einstimmig zustimmen.

Markus Aebi, Hellsau (SVP). Es ist bereits viel diskutiert worden. Ich möchte meine Äusserungen kurzhalten. Die SVP hätte den Vorstoss als Motion einstimmig abgelehnt. Betreffend das Postulat, welches nun vorliegt, wird die SVP geteilter Meinung sein. Für einen Teil unserer Fraktion ist auch dieses keine Lösung, ein anderer Teil wird dem Prüfungsauftrag zustimmen.

Präsident. Gibt es noch Fraktionssprecher? – Als Einzelsprecher Grossrat Haas.

Adrian Haas, Bern (FDP). Der Vorstoss wurde ja eingereicht, weil man nur noch eine Session zur Verfügung hatte, die zur Auswahl stand, und man deshalb gezwungen war, die Januarsession durchzuführen. Normalerweise ist dies aber nicht der Fall, sondern die Minderheit kann verlangen, dass eine Session durchgeführt wird. In der Folge entscheidet das Büro über den Zeitpunkt. Wenn das Büro die Handlungsfreiheit hat, zu entscheiden, wann die Session stattfinden soll, sehe ich in der heutigen Regelung kein Problem. Man kann den Sachverhalt einmal anschauen; dann können wir neu beurteilen, ob etwas geändert werden soll oder nicht. Grundsätzlich ist es so, wie Grossrat Vanoni gesagt hat. Bei Vereinen und bei Aktiengesellschaften gibt es Minoritäten, die die Einberufung einer Versammlung verlangen können. Die Fixierung des Termins und die Einladung sind dann aber Sache des Vorstands oder des Verwaltungsrats. Dies ist ein grundsätzlich bekannter Prozess.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer dem Postulat zustimmen will, stimmt Ja, wer dieses ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	79
Nein	64
Enthalten	3

Präsident. Sie haben das Postulat mit 79 Ja- gegen 64 Nein-Stimmen und 3 Enthaltungen angenommen.

Geschäft 2018.RRGR.666

Tätigkeitsbericht 2017 der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft des Kantons Bern

Präsident. Ich begrüsse Thomas Müller, den Vorsitzenden der Berner Justizleitung. Wir kommen zum Traktandum 48, «Tätigkeitsbericht 2017 der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft des Kantons Bern». Die Sprecherin der JuKo, Grossrätin Gygax-Böninger, hat das Wort.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (BDP), Kommissionspräsidentin der JuKo. Ich erlaube mir, die Haltung der JuKo zu den Traktanden 49 und 50 zusammenzufassen und demnach nur einmal zu sprechen. Sie alle haben die Berichte erhalten. Sie sind umfangreich, interessant und aussagekräftig. Wer sie gelesen hat, kann dies bestätigen. Die JuKo hat ihren drei Ausschüssen sowie der Geschäftsleitung den Auftrag erteilt, Aufsichtsbesuche bei den obersten Gerichtsbehörden, der Generalstaatsanwaltschaft sowie der Justizleitung durchzuführen. In offenen und konstruktiven Gesprächen wurden anlässlich dieser Besuche aktuelle Fragen beantwortet und Informationen zum Tätigkeitsbericht 2017 ergänzt. Die Informationen über Neuerungen, Probleme und Tendenzen ermöglichten einen guten Einblick in die bernische Justiz. Bei allen Aufsichtsbesuchen wurden Fragen zum Personal gestellt. Speziell möchte ich erwähnen, dass sich auch die Justizbehörden zum flexiblen und ortsunabhängigen Arbeiten, also zum sogenannten Homeoffice, bekannt haben und dies entsprechend fördern, soweit es die betrieblichen Bedürfnisse zulassen. Ein durchgeführter Pilotversuch ist inzwischen abgeschlossen worden. Die Erfahrungen waren sehr positiv, auch wenn gewisse Einschränkungen notwendig sind. Eine gewisse Einschränkung ist insbesondere aufgrund des Sicherheitsaspekts gegeben. Die Arbeit darf aus Gründen der Vertraulichkeit natürlich nicht überall erledigt werden, namentlich nicht im öffentlichen Raum wie in einem Zug oder in einem Café. Die verwendeten Computer müssen passwortgeschützt sein. Die Justizleitung hat die Einführung von Homeoffice im April 2018 aber definitiv bewilligt. Die entsprechenden Weisungen sind per 1. Mai 2018 in Kraft gesetzt worden. Trotzdem gilt es zu beachten, dass im Grundsatz die Arbeit im Büro zu erledigen ist und ein Anspruch auf Homeoffice nicht automatisch gegeben ist.
Die spezielle Situation insbesondere bei der Generalstaatsanwaltschaft war indessen einmal mehr ein wichtiges Thema. Die Personaldotationsanalyse nach der Justizreform hat bekanntlich Handlungsbedarf aufgezeigt. Der Grosse Rat bewilligte 2016 deshalb zusätzlich 15,3 Stellen, doch die gewünschte Entlastung ist anscheinend nicht nachhaltig. Die Generalstaatsanwaltschaft wird nun in Absprache mit der Justizleitung die personelle Situation weiter analysieren, weitere Entlastungsmassnahmen prüfen und bei Bedarf ergreifen. Die JuKo nimmt vorläufig davon Kenntnis.
Im Informatikbereich liess sich die JuKo ebenfalls ausführlich informieren. Die Einführung der neuen Fachapplikation «NeVo/Rialto» ist ein gemeinsames Projekt mit der Kantonspolizei. Der Abschluss des Projekts ist für das Jahr 2019 vorgesehen. Zusätzlich wird das sogenannte eDossier, die elektronische Justizakte, eine nächste und unumgängliche Herausforderung darstellen. Gesamtschweizerisch ist dieses eDossier ein Thema. Der Aufbau und die Umsetzung werden eine entsprechende Koordination voraussetzen. Die JuKo nimmt die Ausführungen zur Informatik im Allgemeinen und im Speziellen betreffend die grossen, umfassenden und weitreichenden Änderungen zur Kenntnis. Weiterhin wird die JuKo ein Auge auf die Entwicklungen und auf diesbezügliche Kosten werfen.
Die JuKo konnte feststellen, dass die Justizleitung nach wie vor sehr gut zusammenarbeitet. Am Aufsichtsbesuch bei der Justizleitung kam nochmals das Entlastungspaket 2018 (EP 18) zur Sprache, welches vom Grossen Rat in der letzten Novembersession behandelt wurde. Da sich die Justiz als Teil des Kantons sieht, beteiligte sie sich auch im Rahmen des für sie Möglichen am EP 18. Die JuKo unterstützte diese Haltung ausdrücklich. Die Justizleitung wies aber nochmals darauf hin, dass ihr Sparpotenzial sehr beschränkt sei. Dies liegt insbesondere auch daran, dass die Erfüllung ihrer Aufgaben vor allem durch das Bundesrecht gesteuert wird und der Kanton damit nicht viele Einflussmöglichkeiten hat. Als mögliches Sparpotenzial auf kantonaler Ebene wurde eine Reduktion der amtlichen Honorare für die unentgeltliche Rechtspflege genannt, für welche die Rechtsprechung des Bundesgerichts entsprechenden Spielraum gewähren würde, also eine Reduktion des Stundenansatzes von

200 auf 180 Franken. Die Höhe des Honorars ist in der Verordnung über die Entschädigung der amtlichen Anwältinnen und Anwälte vom 20. Oktober 2010 (EAV) geregelt. Für die Anpassung dieser Verordnung ist hingegen der Regierungsrat zuständig.
Abschliessend kann die JuKo für alle Aufsichtsbesuche feststellen, dass das Berichtsjahr grundsätzlich sowohl für die Zivil- und die Strafgerichtsbarkeit als auch für die Verwaltungsgerichtsbarkeit und die Generalstaatsanwaltschaft insgesamt gut verlaufen ist. Mit dieser kurzen Stellungnahme werden wir hier der Tätigkeit unserer Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft nicht gerecht. Hierin sind wir von der JuKo als Aufsichtsbehörde sicher nicht alleine. Deshalb ermuntere ich Sie dazu, die Berichte zu diesen beiden Traktanden zu lesen. Trotzdem oder gerade deshalb danke ich im Namen der JuKo bei dieser Gelegenheit allen Mitarbeitenden sämtlicher Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft für ihre wertvolle Arbeit. Die Ausschüsse werden zudem während der jährlichen Besuche jeweils umfassend und transparent informiert. Der offene Austausch, der auch auf die umfangreichen Fragekataloge zurückzuführen ist, wird unsererseits sehr geschätzt. Wir danken an dieser Stelle allen Verantwortlichen bestens. Die JuKo beantragt Kenntnisnahme der beiden Traktanden, das heisst Kenntnisnahme des Tätigkeitsberichts 2017 der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft sowie des Berichts der JuKo zum Tätigkeitsbericht 2017 der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft und zu den Aufsichtsbesuchen 2018.

Präsident. Gibt es Fraktionssprecher? – Dann kommen wir zur Abstimmung. Wer den Bericht zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme	
Ja	121
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Bericht mit 121 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung zur Kenntnis genommen.

Geschäft 2018.RRGR.151

Bericht der Justizkommission zum Tätigkeitsbericht 2017 der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft sowie zu den Aufsichtsbesuchen 2018

Präsident. Wir kommen zu Traktandum 49. Die Sprecherin der JuKo hat auch diesen Bericht bereits erläutert. Gibt es zu diesem Bericht Fraktionserklärungen? – Dann kommen wir auch hier zur Kenntnisnahme. Wer den Bericht der JuKo zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme	
Ja	122
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Bericht mit 122 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung zur Kenntnis genommen. Ich bedanke mich bei Herrn Müller, dem Vorsitzenden der Justizleitung, für seine Anwesenheit und wünsche ihm einen schönen Tag.

Geschäft 2015.STA.10452

Einführung einer Regulierungsbremse auf Kantonsebene. Bericht des Regierungsrates zur Umsetzung des Postulats 183-2015 Lanz (Thun, SVP)

Präsident. Ich begrüsse für das Traktandum 50 Herrn Christoph Auer. Der Bericht wurde von der SAK vorberaten. Grossrat Bauen hat das Wort.

Planungserklärung 1 SAK (Bauen, Grüne
Der Regierungsrat berichtet in seinem Vortrag zu den jeweiligen Vorlagen unter dem Kapitel «Regulierungsfolgenabschätzung/Auswirkungen auf die Volkswirtschaft» über das Ergebnis der Checkliste oder begründet die Nichtanwendung der Checkliste auf einfache und einheitliche Weise.

Planungserklärung 2 Luginbühl-Bachmann (Krattigen, BDP) / Reinhard (Thun, FDP)
Der Regierungsrat evaluiert die Anwendung der Regulierungs-Checkliste nach Ablauf von 3 Jahren seit deren Inkraftsetzung und erstattet dem Grossen Rat in geeigneter Form Bericht.

Antonio Bauen, Münsingen (Grüne), Kommissionssprecher der SAK. Am 16. November 2015 überwies der Grosse Rat das Postulat Lanz «Einführung einer Regulierungsbremse auf Kantonsebene» *(P 183-2015)*. Darin wird der Regierungsrat beauftragt, die Einführung einer Regulierungsbremse zu prüfen. Im vorliegenden Bericht nimmt der Regierungsrat eine Auslegeordnung vor, gibt einen Überblick über mögliche Lösungen und macht am Schluss einen Vorschlag zu einer pragmatischen Lösung, die mehr Qualität und Aussagekraft gewährleistet, ohne einen übermässigen Mehraufwand zu generieren. Im Bericht zeigt der Regierungsrat auf, wie im Kanton Bern im Rechtsetzungsprozess die volkswirtschaftlichen Auswirkungen eines Erlasses bereits heute berücksichtigt und dargestellt werden. Daraus wird ersichtlich, dass die Rechtsetzungsrichtlinien des Kantons Bern im Modul 8 bereits vorsehen, dass im jeweiligen Vortrag zu einem Erlass die absehbaren wirtschaftlichen Auswirkungen in den Wirkungsbereichen Beschäftigungswirkung, Kostenfolgen für die Wirtschaft, Regelungsbedarf sowie administrativer Zusatzaufwand für die Wirtschaft dargelegt werden müssen. Der Kanton ist also nicht untätig geblieben und hat bereits jetzt eine Regelung zur Beurteilung dieser Frage getroffen.
Weiter wird auf die Regulierungsversuche und -methoden anderer Kantone eingegangen. Gemäss einer Erhebung des Bundes existieren in fünf Kantonen gesetzliche Grundlagen, die eine administrative Entlastung der Wirtschaft zum Ziel haben, so in den Kantonen Aargau, Basel-Landschaft, Basel-Stadt, Solothurn und Zürich. Konkrete Instrumente zur Erreichung dieses Ziels sind allerdings nicht weit verbreitet. Es gibt einzelne Kantone, in welchen solche Kontaktgremien zu KMU bestehen, aber eine wirkliche Methode existiert auch da nicht. Der Bericht zeigt weiter die Ergebnisse zusätzlicher Abklärungen und Evaluationen verschiedener Instrumente sowie einer wissenschaftlichen Studie auf, so auch die Ergebnisse einer Studie von Avenir Suisse. Die fundierte und breitgefächerte Recherche gelangt zur Erkenntnis, dass die Komplexität und der daraus erwachsende Aufwand zur Beurteilung von neuen Regulierungen sehr hoch wäre. Sollte die Beurteilung einer geplanten Regulierung zudem durch eine verwaltungsunabhängige Stelle erfolgen – was zu einem neutraleren Ergebnis führen würde –, würde dies voraussetzen, dass das themenspezifische Know-how zu sämtlichen Regulierungsbereichen in diesen unabhängigen Kontrollgremien aufgebaut und gehalten werden müsste. Es ist leicht erkennbar, dass dies definitiv zu einem unverhältnismässigen Aufwand führen würde. Wie so oft gibt es auch hier keine einfache und pragmatische Methodik zur Bereitstellung dieser an sich wünschenswerten Informationen.
Fazit: Der Bericht kommt zum Schluss, dass für den Kanton Bern nicht neue Massnahmen geschaffen werden sollen, sondern vielmehr die bereits vorhandene Regulierungsfolgenabschätzung ergänzt werden soll. Dabei wäre anzustreben, dass die betroffenen Direktionen und Ämter einheitliche und noch klarere Vorgaben zur Beurteilung der Regulierung erhalten, was ich sehr wichtig finde. Im Bericht wurde auch festgestellt, dass die Beurteilung oft sehr unterschiedlich vorgenommen und nicht von allen Direktionen durchgeführt wird. Der Regierungsrat will jetzt das Postulat Lanz so umsetzen, dass das Kapitel 3.1.12 «Auswirkungen auf die Volkswirtschaft» des verbindlichen Moduls 8 der Rechtsetzungsrichtlinie des Kantons Bern mit einer Regulierungscheckliste ergänzt wird. Die Checkliste soll den zuständigen Direktionen und Ämtern im Rahmen der bestehenden Regulierungsfolgenabschätzung helfen, die volkswirtschaftlichen Auswirkungen eines Erlasses zielgerichtet abschätzen und darstellen zu können.

Die SAK hat den Bericht und den Vorgehensvorschlag der Regierung intensiv diskutiert. Unter Würdigung des Anliegens des Postulats und der dargestellten Sachverhalte erachtet sie den pragmatischen Vorgehensvorschlag der Regierung als sinnvoll und sachdienlich. Die SAK unterstützt die Ausarbeitung einer Regulierungscheckliste. Sie beantragt deshalb dem Grossen Rat einstimmig, den vorliegenden Bericht zur Kenntnis zu nehmen. Ich möchte an dieser Stelle auch der Verwaltung und insbesondere dem Staatsschreiber für seine Ausführungen und seine Unterstützung herzlich danken.
Sie haben gesehen, dass es zum Bericht noch zwei Planungserklärungen gibt. Eine ist die Planungserklärung der SAK mit dem Wortlaut «Der Regierungsrat berichtet in seinem Vortrag zu den jeweiligen Vorlagen unter dem Kapitel «Regulierungsfolgenabschätzung/Auswirkungen auf die Volkswirtschaft» über das Ergebnis der Checkliste oder begründet die Nichtanwendung der Checkliste auf einfache und einheitliche Weise.» Diese Planungserklärung wurde in der SAK diskutiert und mit 16 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung zur Annahme empfohlen.
In der Zwischenzeit ist noch eine zweite Planungserklärung Luginbühl/Reinhard mit folgendem Wortlaut eingetroffen: «Der Regierungsrat evaluiert die Anwendung der Regulierungs-Checkliste nach Ablauf von 3 Jahren seit deren Inkraftsetzung und erstattet dem Grossen Rat in geeigneter Form Bericht.» Diese Planungserklärung konnten wir in der SAK nicht besprechen. Wir hatten in der SAK eine ähnliche Planungserklärung. Sie forderte, dass alle vier Jahre ein Bericht über die Umsetzung des Gesetzescontrollings zu verfassen sei. Dies haben wir intensiv diskutiert und sind mit 16 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung zum Schluss gekommen, dass ein solches Controlling nicht sinnvoll ist und den Rahmen klar sprengen würde. Wir waren der Meinung, dass es hier eben nicht noch eine zusätzliche Regulierung braucht. Zudem sind von vielen Regulierungen gar keine Auswirkungen auf die Wirtschaft zu erwarten. Die vorliegende Planungserklärung fordert nun einmalig einen Bericht. Das konnten wir wie erwähnt nicht in der SAK diskutieren. Ich überlasse es deshalb Ihnen, zu beurteilen, ob eine solche Evaluation notwendig ist oder nicht.

Präsident. Die Urheberin der zweiten Planungserklärung, Grossrätin Luginbühl, hat das Wort.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Ich kann es vorwegnehmen: Die BDP nimmt den Bericht in vorliegender Form zur Kenntnis. Der Regierungsrat zeigt im Bericht auf, dass auch dort, wo ein Wille vorhanden ist, der entsprechende Weg nicht immer gegangen werden kann. Wir befinden uns in einem Themenfeld, in welchem viele Player am Werk sind. Sowohl die kantonalen als auch die nationalen Vorgaben setzen hier klare Grenzen. Auch die im Saal Anwesenden sind für die zunehmende Regulierung mitverantwortlich, indem sie gemäss ihrer politischen Ausrichtung möglichst vieles in ihrem Sinn geregelt haben wollen. Ein aktuelles Beispiel dafür ist das Gesetz über das Erbringen von Sicherheitsdienstleistungen durch Private (SDPG). Wir werden später darauf zurückkommen. Die BDP möchte deshalb drei Jahre nach Inkraftsetzung der Regulierungs-Checkliste vom Regierungsrat eine – ich betone: kurze und knappe – Evaluation darüber, was erreicht wurde, frei nach dem Motto: Bringt es etwas, ist es gut; bringt es nichts, haben wir den Mut, die Lücke wieder zu öffnen. Ich danke Ihnen, wenn Sie die Planungserklärung unterstützen. Die Planungserklärung der SAK wird von der BDP ebenfalls unterstützt.

Präsident. Die Fraktionen haben das Wort. Für die EVP-Fraktion Grossrat Jost. Wir befinden uns in einer reduzierten Debatte. Den Fraktionssprechenden stehen je zwei Minuten Redezeit zu.

Marc Jost, Thun (EVP). Ich komme zur Evaluation der EVP-Fraktion über die Regulierung der Regulierung. Wie wir bereits beim Vorstoss erwähnt haben, sieht auch die EVP eine zunehmende Bürokratisierung und Regulierungsdichte, will aber genau hinsehen, mit welchen Massnahmen hier die Regulierung reguliert werden soll. Konkrete Massnahmen sind aus unserer Sicht grundsätzlich sinnvoller, wie dies aus unseren Reihen beispielsweise beim Baubewilligungsverfahren geschehen ist, das sich jetzt in einer Verbesserung befindet und konkrete Vereinfachungen bringt. Auch wenn gemäss einer Untersuchung des Staatssekretariats für Wirtschaft (Seco) die jährlichen Regulierungskosten für die Wirtschaft auf 10 Mrd. Franken geschätzt werden, darf der Nutzen von Regulierungen nicht ausgeblendet werden. So verursachen beispielsweise Bestimmungen zur Arbeitsplatzsicherheit für die Unternehmen zusätzliche Kosten, aber sie vermeiden unter Umständen Unfälle und Invalidität bei Menschen. So gibt es weitere Beispiele, die zeigen, dass Regulierung sehr wohl sinnvoll sein kann. Bürokratie und Regulierung sind letztlich auch Synonyme für Verlässlichkeit und Stabilität sowie für den Rechtsstaat, in welchem wir leben; wir sind damit zufrieden, dass so vieles gut funktioniert. Wir wollen keine neuen Bürokratiemonster der Regulierung, aber wir wollen dabei helfen, die

Bürokratie dort abzubauen, wo sie nicht nötig ist. Deshalb sind wir auch mit dem Bericht der Regierung zu diesem Vorstoss zufrieden. Es wird darauf geachtet, die bestehenden Instrumente zu verbessern und zu ergänzen. In diesem Sinn begrüssen wir die Regulierungscheckliste und stimmen den beiden Planungserklärungen aus der SAK und aus den Fraktionen zu.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Wir von der grünen Fraktion danken dem Regierungsrat für die umfassende Prüfung der Idee, eine Regulierungsbremse einzuführen. Wir haben daraus entnommen, dass es nicht so einfach ist, mit simplen Rezepten die allenfalls unnötigen Regulierungen in Grenzen zu halten. Wir sind mit dem Vorschlag des Regierungsrats einverstanden, das heute schon praktizierte Instrument der Regulierungsfolgenabschätzung weiterzuentwickeln und eben vor jeder neuen Regulierung anhand der Liste zu prüfen, ob sie wirklich nötig ist. Vor allem wäre aus unserer Sicht wichtig zu prüfen, ob und wie der damit verursachte Aufwand möglichst gering gehalten werden kann. Damit meinen wir nicht nur den Aufwand für die Wirtschaft; man müsste bei den neuen Regulierungen auch prüfen, wie der Aufwand für die Verwaltung zum Beispiel in den Gemeinden, in den Schulen oder bei anderen Betroffenen ebenfalls möglichst begrenzt werden kann. Wir finden, dass dem bei der Ausarbeitung dieser Checkliste auch Rechnung getragen werden sollte.
Vor allem sind wir der Meinung, dass bei der Anwendung der Checkliste nicht nur die Auswirkungen auf die Wirtschaft als alleinige Richtschnur beurteilt werden sollten. Wir haben uns im Kanton Bern in den letzten Jahren immer wieder zu einer nachhaltigen Entwicklung bekannt und sind auch dazu verpflichtet. Dazu gehören bekanntlich drei Dimensionen, nämlich neben der volkswirtschaftlichen Entwicklung auch die ökologische und soziale Nachhaltigkeit. In diesem Sinn stimmen wir Grünen der Planungserklärung der SAK zu, weil wir davon ausgehen, dass die Auswirkungen neuer Regulierungen umfassend geprüft und dargelegt werden sollen, mit Blick auf die Wirtschaft, aber auch auf die gesamte Gesellschaft und die Umwelt.

Markus Aebi, Hellsau (SVP). Ich nehme es vorweg: Die SVP wird den Bericht genehmigen. Die Planungserklärungen SAK und Luginbühl/Reinhard werden wir grossmehrheitlich annehmen. Erlauben Sie mir aber trotzdem eine Bemerkung: Die Welt wird komplexer, globaler und vernetzter. Die damit einhergehende zunehmende Regulierung hemmt unsere Wirtschaft. Die Regulierungen finden auf allen Stufen statt. Wir sprechen hier nur vom Kanton Bern. Aber wir werden zusätzlich bereits relativ intensiv mit Regulierungen aus dem europäischen Wirtschaftsraum, des Bundes und der Gemeinden konfrontiert. Insbesondere betroffen sind aus meiner Sicht die KMUs und insbesondere Start-up-Unternehmen. Die Digitalisierung wird unsere Gesellschaft auch wirtschaftlich massiv verändern. In diesem Veränderungsprozess spielen die KMU und die Start-ups eine wichtige Rolle, um diesen Wandel erfolgreich vollziehen zu können. Deshalb erachte ich es als wichtig, dass wir uns unserer Verantwortung in diesem Saal bewusst sind und diese Regulierungen auf einem Niveau halten, auf welchem wirtschaftliche Entwicklungen noch stattfinden können.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Bachmann das Wort.

Christian Bachmann, Nidau (SP). Wir haben von der Regierung einen guten Überblick über die Möglichkeiten und Grenzen verschiedener Regulierungsbremsen erhalten. Mittels einer Checkliste soll einer Zunahme der Regulierungen entgegengewirkt werden. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist mit der Regierung einverstanden. Die beiden Anträge sind im Detail nicht diskutiert worden. Meiner Ansicht nach gibt es aber keine zwingenden Gründe, sie abzulehnen, im Gegenteil: Mit den beiden Anträgen wird dem Anliegen der Einschränkung der Regulierungsflut eine Ernsthaftigkeit verliehen.

Carlos Reinhard, Thun (FDP). Danke für den Umsetzungsbericht. Eine Umfrage 2017 hat ergeben, dass Regulierungen und Bürokratie für die meisten Unternehmen echte Probleme darstellen, die ihr Tagesgeschäft beeinflussen. Überregulierungen und Bürokratie bremsen Innovation und Wohlstand, wie immer wieder zu hören ist. Ich bin erstaunt, dass die Politik Innovationsprogramme wie Campus unterstützt und gleichzeitig bereits die daraus resultierenden Ergebnisse reguliert. Wir begrüssen die Einführung der Checkliste, welche der Regierungsrat bei Gesetzesvorlagen im Vortrag abbilden will.
Wir unterstützen auch beide Planungserklärungen. Die zweite Planungserklärung von Grossrätin Luginbühl und unserer Partei sieht vor, dass überprüft werden soll, ob die Regulierungscheckliste noch notwendig ist und tatsächlich eine Wirkung erzielt. Deshalb bitte ich Sie, beide Planungserklärungen zu unterstützen. Haben wir den Mut, nicht stets alle Eventualitäten schriftlich festzulegen und zu regulieren! Ich habe noch die Worte des Kollegen Löffel im Ohr, anlässlich welcher er einige Beispiele zu

den Wahlen erklärte. Deshalb wird die FDP-Fraktion den Bericht zur Kenntnis nehmen und beide Planungserklärungen unterstützen.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Die EDU-Fraktion bedankt sich ebenfalls für den vorgelegten Bericht, obwohl er für uns keine besonderen neuen Erkenntnisse gebracht hat. Für die meisten Regulierungen sind wir als Parlament verantwortlich oder mitverantwortlich, weil diese politisch so gewünscht werden. Auch wir Grossräte sollten uns selbstkritisch hinterfragen, ob wir wirklich für jedes Problem und für jeden irgendwo aufgetauchten Fall eine Regelung, ein Gesetz oder eine Regulierung fordern sollten. Die vorgeschlagene Umsetzung mittels einer Regulierungscheckliste betrachtet die EDU-Fraktion als genügend. Eine weitere periodische Evaluation zu beschliessen, was eine weitere Regulierung bedeutet, stellt aus unserer Sicht unnötige Bürokratie dar. So werden wir den Bericht zur Kenntnis nehmen, die Planungserklärung 1 annehmen und die Planungserklärung 2 ablehnen.

Präsident. Ich gebe das Wort dem Urheber des Berichts, Grossrat Lanz.

Raphael Lanz, Thun (SVP). Ich bin nicht Urheber des Berichts, sondern des Postulats, aufgrund dessen der Bericht erstellt wurde. Ich möchte mich herzlich beim Herrn Staatsschreiber und bei der Regierung für den Bericht bedanken. Ich finde ihn gut. Das Ziel bestand ja nicht darin, Regulierungen durch Überregulierung zu bekämpfen. Deshalb finde ich den vorgeschlagenen Weg pragmatisch und richtig. Es ist auch ein Signal an uns und an die Verwaltung, dass man mit Regulierungen und zusätzlichen Regulierungen zurückhaltend sein sollte. Das Resultat der Checkliste kann auch sein, auf eine Regulierung zu verzichten, was durchaus möglich wäre. Es ist aus meiner Optik auch richtig, wenn wir dieses Instrument nach drei Jahren evaluieren und beurteilen, ob wir allenfalls Anpassungen vornehmen müssen oder ob es die Erwartungen tatsächlich erfüllt. Dann können wir wieder darüber diskutieren, ob zusätzliche Massnahmen allenfalls notwendig sind oder ob wir etwas an der Checkliste ändern wollen. Herzlichen Dank, wenn Sie dem so zustimmen.

Präsident. Ich gebe das Wort dem Staatsschreiber Christoph Auer.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Für den Regierungsrat ist das von Grossrat Lanz aufgeworfene Thema wichtig. Es ist richtig, dass die Belastung, die sich aus den Regulierungen ergibt, für die KMU und die Wirtschaft im Allgemeinen zunimmt. Es ist nicht nur ein wichtiges, sondern auch ein schwieriges Thema, weil nicht jede Regulierung einfach um der Regulierung willen gemacht wird, wie es die vorherigen Redner erwähnt haben. Wenn Sie als Regulierender in ihrer Funktion als Parlamentarier eine Regelung erlassen, wollen Sie damit ein öffentliches Interesse verwirklichen. Sie wollen die Sicherheit erhöhen, die Natur schützen, denkmalpflegerisch tätig sein, die Zersiedelung verhindern und so weiter. Es steht immer ein öffentliches Interesse oder ein Sinn dahinter, der verwirklicht werden soll. Gleichzeitig ist es auch richtig, dass diese Regulierungen oftmals die Wirtschaft belasten. Deshalb ist es nötig und richtig, dass darauf geachtet wird, was optimiert werden kann. Der Regierungsrat nimmt dankbar zur Kenntnis, dass Sie seine Haltung teilen, dass es nicht richtig wäre, jetzt neue Instrumente, eine neue Stelle, einen Index oder ein Preisschild zu schaffen, sondern die bereits bestehenden Instrumente wie die Rechtsfolgenabschätzung zu optimieren. Mit der Checkliste ist gemeint, dass anstelle des Titels «Auswirkungen auf die Volkswirtschaft» neu ein gezieltes Prüfprogramm entwickelt werden soll, das der Verwaltung Schritt für Schritt zeigt, in welche Richtung sie diese Prüfung vornehmen muss, wo sie Alternativen prüfen kann und wie sie diese prüfen soll.
Der Regierungsrat ist mit der Planungserklärung der SAK einverstanden und erachtet sie insofern als gute Optimierung der Checkliste, als man bereits den Einstieg und die Grundfrage, ob diese Checkliste zur Anwendung kommt, systematisch überprüft. Er spricht sich hier auch für die Annahme der Planungserklärung der SAK aus. Mit der zweiten Planungserklärung Luginbühl/Reinhard konnte sich der Regierungsrat noch nicht befassen. Ich persönlich stehe der zweiten Planungserklärung etwas zwiespältig gegenüber. Ein erneuter Bericht hat natürlich zur Folge, dass zusätzlicher Aufwand erzeugt wird, wie Grossrat Schwarz erwähnt hat. Dennoch sehe ich auch gute Gründe dafür, zu sagen, es sei richtig in drei oder vier Jahren dieses Dauerthema wieder auf dem Parkett zu haben und sich zu fragen, ob dieses neue Instrument überhaupt etwas gebracht hat oder ob es optimiert werden kann. Die Verwaltung wird Grossrätin Luginbühl beim Wort nehmen und sich erlauben, einen kurzen und prägnanten Evaluationsbericht zu erstellen, um den bürokratischen Aufwand in Grenzen zu halten. Insofern gehe ich davon aus, dass der Regierungsrat auch mit der zweiten Planungserklärung leben kann.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Zuerst stimmen wir über die Planungserklärungen und danach über die Kenntnisnahme des Berichts ab. Zur ersten Abstimmung: Wer die Planungserklärung 1 SAK/Bauen annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung 1 SAK [Bauen, Grüne])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	144
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben die Planungserklärung mit 144 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung angenommen.
Wir kommen zur Planungserklärung 2 Luginbühl/BDP und Reinhard/FDP. Wer diese Planungserklärung annimmt, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung 2 Luginbühl-Bachmann [Krattigen, BDP] / Reinhard [Thun, FDP])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	125
Nein	19
Enthalten	4

Präsident. Sie haben auch diese Planungserklärung mit 125 Ja- gegen 19 Nein-Stimmen und 4 Enthaltungen angenommen.
Wir kommen zur Kenntnisnahme des Berichts. Wer den Bericht über die Einführung einer Regulierungsbremse auf Kantonsebene zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Kenntnisnahme des Berichts mit den überwiesenen Planungserklärungen)

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme mit Planungserklärungen	
Ja	145
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Bericht mit 145 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung angenommen.
Ich begrüsse nun eine Delegation des Wahlkreises Thun der SVP auf der Tribüne, die aufgrund einer Einladung von Grossrat Krähenbühl hier anwesend ist. Ich hoffe, dass Sie einen guten Einblick in unseren Parlamentsbetrieb erhalten und gute Eindrücke mit nach Hause nehmen. Herzlich willkommen! *(Applaus)* Im Weiteren haben wir zwei Geburtstagskinder unter uns. Zum einen handelt es sich um Nicola von Greyerz, zum anderen um Werner Moser. Ich wünsche Ihnen zum heutigen Wiegenfest alles Gute; geniessen Sie das Mittagessen zu einem guten Glas Rotwein. *(Applaus)*

Geschäft 2017.STA.1430

Die Aussenbeziehungen des Kantons Bern 2017

Präsident. Wir gehen weiter zum Traktandum 51, «Die Aussenbeziehungen des Kantons Bern 2017», einem Bericht, der in der SAK vorberaten wurde. Ich erteile dem Sprecher, Christian Bachmann, das Wort.

Christian Bachmann, Nidau (SP), Kommissionssprecher der SAK. Ich übernehme hier die Rolle von Philippe Messerli, welcher die Kommission für dieses Geschäft präsidiert hat. Sie haben den dritten Jahresbericht des Regierungsrats zu den Aussenbeziehungen des Kantons Bern erhalten. Darin gibt die Exekutive darüber Auskunft, was sich 2017 über die Kantonsgrenzen hinaus ereignet hat. Erwähnt wird die Beziehungspflege zu den Bundesparlamentariern und zu den anderen Kantonen in den verschiedenen Ausschüssen und Konferenzen, also die interkantonale Zusammenarbeit. Sie sehen ab Seite 19, in wie vielen Kommissionen die Regierungsmitglieder mitwirken. Ich habe deren 33 gezählt. Weiter werden die verschiedenen Stellungnahmen zu Geschäften und Vorlagen erwähnt, die unseren Kanton betreffen. So hat der Regierungsrat zu 85 Bundesvernehmlassungen Stellung genommen. Weiter wird erwähnt, dass auf internationaler Ebene ein Projekt zwischen dem Kanton Bern und der japanischen Präfektur Nara zustande gekommen ist. Mit einer Planungserklärung wurde der Regierungsrat im letzten Jahr von der SAK dazu aufgefordert, dass Bern einen direkten Nutzen aus der Beziehung mit Nara ziehen solle. Dazu gibt es laut Bericht erst gewisse Überlegungen im Zusammenhang mit künstlicher Intelligenz. Über die Fortsetzung eines interkantonalen Psychiatrieprojektes mit Bosnien-Herzegowina muss der Regierungsrat in diesem Jahr entscheiden.
Der Bericht geht in einem Ausblick auf fünf Schwerpunkte in den Aussenbeziehungen des Kantons Bern für das laufende Jahr ein. 1. Die Berner Interessen bei der Weiterentwicklung des Nationalen Finanzausgleichs (NFA) sollen eingebracht werden. 2. Der Kanton Bern bringt seine Interessen bei der Europapolitik des Bundes ein. 3. Die Aussenbeziehungen sollen in den Legislaturzielen 2018–2022 fixiert werden. 4. Mit dem Kanton Jura soll der Kantonswechsel von Moutier verhandelt werden. Ich bezweifle, dass dies noch in diesem Jahr gelingen wird. 5. Die Planungserklärung zur Präfektur Nara: Der direkte Nutzen soll möglichst umgesetzt werden. Alt Regierungsrat Käser hat den vorliegenden Bericht zu den Aussenbeziehungen des Kantons Bern der SAK am 19. Februar dieses Jahres vorgestellt. Er hat die guten Erfahrungen mit der SAK beim Dialog zu den Aussenbeziehungen betont. Das Verständnis für die Aussenbeziehungen sei gewachsen. Auch vonseiten der Kommission wird die Zusammenarbeit mit der Regierung betreffend die Aussenbeziehungen nach anfänglichen Schwierigkeiten als positiv bewertet. Die Überweisung von Vorträgen und weiteren Geschäften funktioniert gut. Die Regierung nimmt ihre Bringschuld wahr. Auf der Liste «Geschäftsplanung Grosser Rat» werden die Aussenbeziehungsgeschäfte publiziert. Die SAK betont allerdings den Wunsch, vor allem über heikle Geschäfte im Voraus direkt informiert zu werden. Diesem Wunsch will der Staatsschreiber nachkommen. Positiv wird auch bewertet, dass neben dem jährlichen Dialog im Februar nach den Sommerferien ein Zwischendialog stattfinden soll. Auf die Schwerpunkte angesprochen, betonte Regierungsrat Käser, dass Schwerpunkte aus den Vorjahren wiederholt, dafür aber je nach Bedarf gleichwohl weiterverfolgt werden, so zum Beispiel bei der Umsetzung des Pariser Klimaabkommens oder betreffend den Berner Medizinalstandort. Die SAK hat den Bericht mit 17 zu 0 Stimmen zur Kenntnis genommen. Ich bitte Sie, dies auch zu tun.

Präsident. Gibt es Wortmeldungen der Fraktionen? – Für die grüne Fraktion spricht Grossrat Vanoni.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Auch wir nehmen natürlich vom Bericht über die Aussenbeziehungen Kenntnis, aber bei der Lektüre ist uns etwas aufgefallen, das uns überrascht hat und das wir noch hervorheben möchten. Als Schlüsselgeschäft in den Aussenbeziehungen im letzten Jahr erwähnt der Bericht an erster Stelle und unterstrichen das Klimaabkommen von Paris. Weiter steht im Bericht: «Eine wirksame Klimapolitik ist für den Kanton Bern von zentraler Bedeutung.» Es steht auch darin, dass der Forschungs- und Werkplatz von einer aktiven Klimapolitik profitieren dürfte. Neben dem Hinweis auf die Chancen kommen aber auch die Warnungen. Der Bericht erinnert an den Rückgang der Gletscher, ans Auftauen der Permafrostböden im Gebirge und an andere Auswirkungen auf den Bergkanton Bern, an die hohen Kosten, die der Hochwasserschutz und Schutzbauten gegen Lawinen, Steinschlag und Rutschungen verursachen. Das müsste uns eigentlich alarmieren. Oder sind

wir schon so weit abgestumpft, dass wir das einfach wie den Bericht selber mit einem Schulterzucken zur Kenntnis nehmen? – In einer schönen Tabelle wird im Bericht die Zustimmung zum Klimaabkommen von Paris zu den Hauptinteressen des Kantons Bern gezählt. Was die Umsetzung dieses Abkommens bedeutet, wird auch aufgelistet: 1. Rasche Reduktion von CO_2-Emissionen, Reduktionsziel von 50 Prozent, und 2. langfristig: Ausdehnung der CO_2-Abgabe auf Treibstoffe. Dies alles steht im Bericht über die Aussenbeziehungen im Rückblick aufs vergangene Jahr. In den Schwerpunkten, die darin für das Jahr 2018 formuliert werden, kommt der Klimaschutz dann aber mit keinem Wort mehr vor. Wir finden, dass der Einsatz für den Klimaschutz auch im laufenden Jahr und in weiterer Zukunft ein zentrales Anliegen des Kantons Bern bleiben und sowohl in den Aussenbeziehungen als auch vor allem in unseren Hausaufgaben wahrgenommen werden muss, dies auch hier im Grossen Rat. Ich danke Ihnen, wenn Sie den Bericht in diesem Sinne auch als Bekenntnis zum Klimaschutz zur Kenntnis nehmen.

Präsident. Für die SVP-Fraktion Grossrätin Graber, Fraktionssprecherin. – Ich gebe das Wort Regierungsvizepräsident Christoph Ammann, der dieses Geschäft vonseiten des Regierungsrats vertritt, und begrüsse ihn an dieser Stelle herzlich.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Ich kann zunächst die Feststellung des Kommissionssprechers bestätigen: Der Dialog zwischen der Regierung und der SAK hat sich im Berichtsjahr etabliert. Insbesondere hat sich dieser Zwischendialog, welcher auf Wunsch der SAK stattfand, bewährt. In einem offenen Gespräch und Austausch konnten Fragen geklärt werden, und man konnte sich austauschen. Auf das Berichtsjahr zurückblickend, stellt die Regierung einen «Courant normal» fest, wie es auch im Bericht festgehalten worden ist. Neben verschiedenen Geschäften, wie sie in jedem Berichtsjahr anfallen, wie etwa Stellungnahmen der Regierung zu Bundesvernehmlassungen und so weiter gab es Schwerpunkte. Das Thema Klimapolitik ist vom Sprecher der Grünen erwähnt worden. Ich kann Grossrat Vanoni beruhigen: Das Thema Klimapolitik hatte für die Regierung einen grossen Stellenwert und wird es auch in Zukunft haben. Es wird nicht in jedem Berichtsjahr unter den Schwerpunkten der Aussenbeziehungen erwähnt, weil auch nicht in jedem Jahr entsprechende Aktivitäten vorgesehen sind, aber es spielt beispielsweise im Rahmen der Regierungsrichtlinien immer eine Rolle. Das ist ein Leitsatz der nachhaltigen Entwicklung, der dort festgeschrieben ist. Im Dreieck der Nachhaltigkeit spielt selbstverständlich die Ökologie und damit auch die Klimapolitik des Kantons Bern eine Rolle.
Ich verweise mit Blick aufs letzte Jahr auf ein Schwerpunktthema, das den Kanton Bern wie alle anderen Schweizer Kantone beschäftigt hat und beschäftigen wird. Ich spreche von der Umsetzung der «Masseneinwanderungsinitiative». Ich war gerade gestern an einer Sitzung mit Bundesrat Schneider-Ammann. Jetzt geht es um konkrete Vollzugsfragen und darum, nicht nur einen Zeitplan aufzustellen, sondern auch zu regeln, wie der Vollzug – das heisst die Kontrollen – ab 1. Juli 2018 geregelt wird, wie die Finanzierung, also die Mitbeteiligung des Bundes, etabliert beziehungsweise festgeschrieben wird. Ich kann Ihnen versichern, liebe Grossrätinnen und Grossräte, dass die Kantone geschlossen die Auffassung vertreten, dieses Thema sei ein Bundesthema und der Bund müsse so bald wie möglich eine Gesetzesgrundlage vorlegen und sich auch an der Finanzierung dieser zusätzlichen Kontrollen beteiligen.
Ein zweites Thema, das auch alle Kantone gleichermassen betrifft, also auch Bern, und bei welchem die Reihen der Kantone geschlossen sind, betrifft die Europapolitik des Bundes. Auch hier geht es um die Verhandlungen beispielsweise zum Thema Staatsbeihilfen, das sämtliche Kantone betrifft, etwa über die neue Regionalpolitik. Auch dies ist ein Thema, das im Verständnis der EU als Beihilfe verstanden beziehungsweise in den Vertragsverhandlungen angesprochen wird, die man aus Sicht der EU nicht gerne sieht beziehungsweise allenfalls eliminieren möchte. Auch hier haben die Kantone eine klare Haltung, und sie bringen sie auch regelmässig beim Bundesrat und bei der Verhandlungsdelegation in Brüssel ein. «Courant normal» wie die Treffen mit den Kantonsregierungen bedeutet nicht einfach freudige Reisen und Geselligkeit, sondern es geht um Netzwerkanlässe und darum, dass man sich zu konkreten Fragen austauscht. Dabei bietet sich eine jeweils sehr willkommene und wirkungsvolle Gelegenheit für die Regierung für Treffen in anderen Kantonen und den Austausch mit Regierungsmitgliedern.
Wenn ich einen Ausblick aufs nächste Jahr mache, sind folgende Schwerpunktthemen zu erwähnen: Die Europapolitik bleibt weiterhin ein Schwerpunkt, ebenso Themen wie der NFA. Hier gibt es eine abweichende Beurteilung der Neuregelung. Wir gehören zu den Nehmerkantonen und schliessen uns vorläufig noch nicht dem Kompromissvorschlag an. Er bringt für Bern zu grosse Nachteile. Ausserdem

möchte ich heute als letztes Schwerpunktthema das Thema Moutier und die Verhandlungen zu einem Kantonswechsel der Gemeinde aufgreifen und dabei zeigen, wie die Regierung diesem Thema auch im Zusammenhang mit Aussenbeziehungen das nötige und angemessene Gewicht verleiht. Ich kann Ihnen hier als neuste Nachricht die Zusammensetzung der Delegation für Aussenbeziehungen angeben. Die Regierung hat an der Sitzung von heute Morgen die drei Mitglieder dieser Delegation neu gewählt: den Gesundheitsdirektor, die Erziehungsdirektorin und den Volkswirtschaftsdirektor als Vorsitzenden. Ich bitte Sie, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen.

Präsident. Wir kommen zur Beschlussfassung über die Kenntnisnahme des Berichtes. Wer den Bericht zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme

Ja	141
Nein	0
Enthalten	2

Präsident. Sie haben den Bericht mit 141 Ja-Stimmen ohne Gegenstimme bei 2 Enthaltungen zur Kenntnis genommen. Ich wünsche dem Volkswirtschaftsdirektor einen schönen Tag.

Geschäft 2018.RRGR.146

Bern, Ostermundigenstrasse 99: Ersatzstandort für POM-MIP und GEF-SOA Integration. Verpflichtungskredit für Mietzins, Nebenkosten, Mieterausbau und Ausstattung

Präsident. Ich begrüsse Regierungspräsident Neuhaus. Wir kommen zu den Geschäften der BVE. Traktandum 52, «Bern, Ostermundigenstrasse 99: Ersatzstandort für POM-MIP und GEF-SOA Integration. Verpflichtungskredit für Mietzins, Nebenkosten, Mieterausbau und Ausstattung». Dieses Geschäft wurde von der BaK vorberaten. Der Sprecher der BaK ist Grossrat Sommer, und es besteht das fakultative Finanzreferendum. Grossrat Sommer hat das Wort.

Peter Sommer, Wynigen (FDP), Kommissionssprecher der BaK. Der Grund für die Notwendigkeit dieses Ersatzstandorts und damit Auslöser für dieses Kreditgeschäft ist die Neuorganisation im Asylbereich. Die GEF wird neu für die Unterbringung und Betreuung von vorläufig aufgenommenen Asylbewerbern zuständig sein, also von Menschen, die mit grosser Wahrscheinlichkeit längere Zeit in der Schweiz bleiben können. Die POM wird für den ganzen Bereich des Vollzugs, also die Wegweisung, die Nothilfe und so weiter zuständig sein. In Folge dieser Neuorganisation will man aus organisatorischen Gründen 17 Stellen aus dem Amt für Migration und Personenstand (MIP) – und damit dem Personalbestand der POM – neu der GEF zuordnen, weil diese beiden Bereiche eng verwandt sind. Räumlichkeiten in der GEF stehen keine zur Verfügung; diejenigen, die die Liegenschaft an der Rathausgasse kennen, wissen dies. Daher musste sich das zuständige Amt für Grundstücke und Gebäude (AGG) letztlich auf die Suche nach einem neuen Standort begeben und wurde am Standort Ostermundigenstrasse 99 fündig. Dieser Standortwechsel macht aus betrieblicher Sicht Sinn: Es wird ein gemeinsamer Schalter eingerichtet, an welchem die Flüchtlinge empfangen und triagiert werden. Die Nähe der beiden Bereiche mit den entsprechend kurzen Wegen ist sicher ein Vorteil in Bezug auf die interne Kommunikation. Es werden sich auch Synergien im Bereich der Sicherheit ergeben. Der Standort muss verschiedenen Anforderungen genügen. Es werden neben gewöhnlichen Büroräumen beispielsweise auch abschliessbare Räume gebraucht, um Menschen, die später ausgewiesen werden, für eine gewisse Zeit vor Ort festhalten zu können.
Das Objekt an der Ostermundigenstrasse 99 ist aus Sicht der BaK sehr geeignet. Es liegt nicht an zentralster Lage in der Stadt, wo der Betrieb allenfalls zu Problemen führen könnte, ist aber gleich-

wohl sehr gut an den öffentlichen Verkehr angebunden. Die Bausubstanz ist in sehr gutem Zustand. Das Gebäude wurde 1953 erbaut und ist im Jahr 2007 durch die Swisscom, die damalige Nutzerin, komplett saniert worden. Insgesamt beinhaltet der Kredit einmalige Baukosten im Umfang von 2,03 Mio. Franken, was sich zunächst nach viel anhört. Wir liessen uns jedoch in der BaK die Kosten nach dem Baukostenplan aufschlüsseln. Diese waren für uns plausibel. Die Höhe der Kosten ist vor allem darauf zurückzuführen, dass die ICT am neuen Standort komplett neu aufgebaut werden muss. Dieser Posten macht alleine schon gut 800 000 Franken aus. Noch ein Wort zu den Mietkosten, welche im vorliegenden Kreditgeschäft mit wiederkehrenden Kosten von circa 1 Mio. Franken ausgewiesen werden. Diese liegen mit 180 Franken pro Quadratmeter voll ausgebauter Hauptnutzfläche deutlich unter dem Durchschnitt und dem Ansatz, den die Wüest & Partner AG mit 210 Franken pro Quadratmeter für diese Region definiert. Die BaK hat diesem Kreditgeschäft mit 16 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen zugestimmt und empfiehlt dem Rat den Kredit ebenfalls zur Annahme.

Präsident. Gibt es Wortmeldungen der Fraktionen? Wünscht der Regierungspräsident das Wort? – Dann kommen wir zur Beschlussfassung. Wer dem Kredit zustimmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	132
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben dem Kredit mit 132 Ja-Stimmen ohne Gegenstimmen und ohne Enthaltungen zugestimmt.

Geschäft 2018.RRGR.113

Zollikofen, Länggasse 85, BFH HAFL, Gebäude B, Sanierung Gebäudehülle. Verpflichtungskredit für die Ausführung

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 53, «Zollikofen, Länggasse 85, BFH HAFL, Gebäude B, Sanierung Gebäudehülle. Verpflichtungskredit für die Ausführung». Das Kredit wurde von der BaK vorberaten und untersteht dem fakultativen Finanzreferendum. Der Sprecher der BaK, Grossrat Rüegsegger, hat das Wort.

Hans Jörg Rüegsegger, Riggisberg (SVP), Kommissionssprecher der BaK. In Zollikofen, Länggasse 85 bei der Berner Fachhochschule (BFH), Hochschule für Agrar-, Forst- und Lebensmittelwissenschaften (HAFL), geht es um eine Sanierung der Gebäudehülle von Gebäude B. Es liegt hier ein Verpflichtungskredit für die Ausführung vor. Der beantragte Kredit beträgt 5,91 Mio. Franken. Der Beschluss unterliegt dem fakultativen Finanzreferendum.
Ich komme zur Beschreibung des Geschäfts. Die Ausgangslage: Die HAFL ist seit dem Jahr 2012 Teil der BFH. Vor diesem Datum war eine Trägerschaft von Kantonen und des Fürstentums Liechtenstein für die Gebäude und den Betrieb der damaligen Schweizerischen Hochschule für Landwirtschaft (SHL), in Mundart «Tech», zuständig und verantwortlich. Die Immobilien wurden in das Eigentum des Kantons Bern überführt, auch das zu sanierende Gebäude B. Es besteht aber keine Verpflichtung der damaligen Trägerschaft, sich an den Sanierungskosten zu beteiligen. Das Gebäude B ist eines der ältesten Gebäude auf dem Campus, es wurde 1967 erstellt und 1992 um einen Drittel erweitert. Die Nutzung beinhaltet diverse Unterrichtsräume, 125 Arbeitsplätze und verschiedene Labors. Das Flachdach und die Fassade müssen renoviert und saniert werden, sie sind im Original-

zustand nicht mehr zu gebrauchen. Im Winter herrschen Kälte und Frost und im Sommer zu grosse Hitze.
Folgende Massnahmen sind geplant: Fenster- und Fassendensanierung – sämtliche Fassaden und Fenster werden saniert und neu bestückt; Anpassung der Elektro- und Heizverteilung, Dachsanierung und -dämmung, Fotovoltaik auf dem Dach. Die geplante Gebäudehüllensanierung wirkt sich auf den Heizungsbedarf des Gebäudes insofern aus, als 66 Prozent des Energiebedarfs eingespart werden können. Die geplante Fotovoltaik wird einen Anteil von 7,2 Prozent an den Elektrizitätsbedarf des Areals liefern können. Betreffend die Etappierung ist vorgesehen, dass alles bei laufendem Betrieb ausgeführt wird. Auch die Unterrichtsräume werden während der Sanierung ins Eidgenössische Hochschulinstitut für Berufsbildung (EHB) ausgelagert. Für die Büroarbeitsplätze wird innerhalb des Campus nach Lösungen gesucht.
Zur Kostenübersicht: Wir befinden hier über einen Kredit in der Höhe von 5,91 Mio. Franken. Es handelt sich um eine einmalige und neue Ausgabe, die auch 13 Prozent Reserve beinhaltet. Für diese Sanierung sind keine Beiträge Dritter vorgesehen. Die Ausführungsvorbereitung ist für den Zeitraum vom November 2018 bis Juni 2019 geplant, die Realisierung zwischen Juli 2019 und Mai 2020. Die BaK hat diesem Verpflichtungskredit von 5,91 Mio. Franken einstimmig zugestimmt und beantragt dem Plenum, dies auch zu tun.

Präsident. Gibt es Fraktionsmeinungen? – Regierungspräsident Neuhaus wünscht das Wort auch nicht. Dann kommen wir zur Beschlussfassung. Wer dem Kreditgeschäft zustimmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	137
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben dem Kreditgeschäft mit 137 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und keiner Enthaltung zugestimmt.

Geschäft 2017.RRGR.446

Motion 167-2017 Guggisberg (Kirchlindach, SVP)
«Kunst am Bau» mit Vernunft

Der Vizepräsident übernimmt den Vorsitz.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 54, «‹Kunst am Bau› mit Vernunft». Ich gebe dem Motionär, Grossrat Guggisberg, das Wort.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (SVP). Worum geht es in diesem Vorstoss, und worum geht es nicht? – Es geht nicht um die Abschaffung der «Kunst am Bau». Sonst wäre der Vorstoss nämlich ganz anders formuliert. Es geht aber darum, masszuhalten und Vernunft beim Geldausgeben walten zu lassen, um einen Grundsatz, der überall in jedem Bereich gelten sollte, eben auch bei der Kunst am Bau. Heute besteht keine gesetzliche Grundlage, die besagt, wie viele finanzielle Mittel bei welchen Projekten oder bei welcher Bausumme ausgegeben werden sollen. Für «Kunst am Bau» wird also gewissermassen nach Gutdünken und deshalb auch nicht frei von Willkür Geld ausgegeben. Dies finden wir in einer Zeit, in der es dem Kanton alles andere als rosig geht, unangemessen. Wir finden, dass eine Plafonierung dringend notwendig ist. Als Beispiel sei erwähnt, dass für den Campus

Biel sage und schreibe 1,3 Mio. Franken für «Kunst am Bau» ausgegeben werden sollen. Dies ist völlig übertrieben und unverhältnismässig, und – dies sei zusätzlich erwähnt – ohne gesetzliche Grundlage. Staatliches Handeln bedarf aber insbesondere beim Geldausgeben einer gesetzlichen Grundlage. In der Schweiz verdient ein Mensch durchschnittlich 60 000 Franken pro Jahr, wenn er Vollzeit arbeitet. 120 000 Franken entsprechen also dem doppelten Jahresdurchschnittslohn in unserem Land. Damit lässt sich schon einiges machen. Ohnehin sind wir der Überzeugung, dass gute, kreative Kunst nicht eine Frage des Preises sein muss. Wir danken für die wohlwollende Entgegennahme des Anliegens durch den Regierungsrat.
Bei Punkt 2 der Motion geht es um ein Anliegen formaler Natur. «Kunst am Bau» ist eine Form der Kunstförderung, die ganz klar in den Bereich der ERZ gehört. Daher wäre es konsequent und systemgerecht, wenn die Finanzierung von «Kunst am Bau» auch über das Budget der ERZ erfolgen würde. Wir halten vorerst in beiden Punkten an der Motion fest, sind gespannt auf die Diskussion und danken für die Unterstützung.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Das Wort hat Grossrat Aeschlimann.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP). Die Motionäre Guggisberg und Müller greifen ein Thema auf, das in der politischen Debatte mit Kreditbewilligungen für Bauvorhaben oft für Emotionen sorgt. In der BaK kam diese Position manchmal auch dann zur Sprache, wenn die übrigen Kostenelemente ohne Diskussion durchgewinkt worden waren. Die emotionale Diskussion verläuft meist entlang einer Argumentationslinie, die besagt, ein Kanton im Sparzwang könne sich solch übertriebene Beträge für eine überflüssige Zutat doch nicht leisten. Die Diskussion um den Stellenwert des Künstlerischen und die Frage nach Kosten und Nutzen sind nicht neu. Ich greife auf die Antike zurück, zu Vitruv, einem römischen Architekten und Architekturtheoretiker, der im letzten Jahrhundert vor Christus lebte. Er sprach von drei Prinzipien in der Architektur: «firmitas», die Festigkeit, «utilitas», die Nützlichkeit, und «venustas» – nun staunen Sie vielleicht –, die Schönheit. Er vertrat die Überzeugung, dass bei einem Bauwerk alle drei Prinzipien im Gleichgewicht stehen sollten. Das baukulturelle Handwerk sollte folglich nicht nur der Optimierung von Gebrauchstauglichkeit, Kosten und Nutzen entsprechen. Ein Bauwerk braucht auch den künstlerischen Schmuck, die bewusste Auseinandersetzung mit der Ästhetik, der Schönheit und der Gestaltung. Stellen Sie sich vor, unsere Städte und historischen Bauwerke wären nur nach der Kosten-/Nutzendiskussion gebaut worden. Gehen Sie mit diesem Gedanken und offenen Augen mal in einer Pause durch die Berner Altstadt, die zum Unesco-Weltkulturerbe gehört. Sie werden auf Schritt und Tritt auf Details stossen, die einen künstlerischen und gestalterischen Wert haben und nicht einem Kostenrechner oder einem Anschlag zweier Grossräte zum Opfer gefallen sind. Bedenken Sie auch Folgendes: Diese Generationen mussten ebenfalls haushälterisch mit ihren Mitteln umgehen. Ich argumentiere bewusst mit der Gestaltung eines Bauwerks, weil es keine exakte Grenze zwischen jener und der «Kunst am Bau» gibt. Beide sollten sich ergänzen und sind nicht überflüssig, sondern sollten in einem Verhältnis zu den beiden andern Prinzipien Festigkeit und Nützlichkeit stehen. Deshalb ist es auch schwierig, den finanziellen Aufwand zu definieren. Ich frage mich weiter, ob wir in einem nächsten Schritt auch die Mehrkosten begrenzen wollen, die aus einer guten Gestaltung resultieren. Lars Guggisberg, dies wäre noch eine Motion wert. Gerade in diesem Bereich leisten die öffentliche Hand, also Bund und Kantone, aber auch staatsnahe Betriebe wie die SBB einen unverzichtbaren, wertvollen baukulturellen und damit einen gesellschaftlichen Beitrag.
Die EVP-Fraktion hat grundsätzlich Mühe mit dem Angriff auf die Baukultur, der uns aus diesem Vorstoss entgegenweht. Wir wollen uns aber auch nicht grundsätzlich der Diskussion der finanziellen Möglichkeiten des Kantons verschliessen, insbesondere, wenn wir an die schmerzhaften Spardiskussionen denken. Wir unterstützen den Vorstoss in abgeschwächter Postulatsform, allerdings mit Einschränkungen. Der geforderte Kostendeckel von 120 000 Franken hat für uns nur Biertischcharakter, «no comment». Hinter dem Vorstoss steht die tiefere Frage, welchen Stellenwert für uns als finanzkompetentes Organ die Kunst insgesamt hat und mit welchen Mitteln wir diese fördern. Wir sollten diese Frage im Kontext der Kunst- und Kulturförderung betrachten und hier nicht eine isolierte Preisschilddiskussion führen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Zum ersten Mal hier vorne und schon ein Lapsus: Ich habe den Mitmotionär, Grossrat Mathias Müller, vergessen.

Mathias Müller, Orvin (SVP). Grossrat Guggisberg hat es vorher gesagt: Es geht bei unserem Vorstoss nicht grundsätzlich gegen die Kunst am Bau, obwohl diese zeitweise groteske Formen

annimmt. So hatte ich in der Kaserne in Bern ein Büro, über dessen Türe eine Videokassette als «Kunst am Bau» angenagelt war, was immer dies bedeuten soll. Es geht um die masslose finanzielle Unterstützung solcher Projekte. Wenn im Campus Biel für 1,3 Mio. Franken «Kunst am Bau» entstehen soll, wie schon erwähnt wurde, dann ist dies sehr schwer nachvollziehbar. Wenn Förderungsmittel gestrichen oder eingeschränkt werden, privilegierte Förderungsempfänger eine Einbusse erleiden und mit ihrem Schaffen wieder dem kalten Wind von Angebot und Nachfrage ausgesetzt sind, ist dies wahrlich kein Grund, den Untergang der Kultur zu proklamieren, wie dies in letzter Zeit in den Medien geschrieben wurde. Man könnte meinen, Kultur könne nur blühen, wenn sie staatlich finanziert wird.
Ein Blick in die Welt hinaus zeigt aber, dass genau das Gegenteil der Fall ist. Das Entscheidende ist auch in der Kulturpolitik die Offenhaltung des freien Marktes der Ideen, der Güter und der Dienstleistungen. Es darf keinen Zwang für oder gegen irgendjemanden oder irgendetwas geben, auch nicht im Namen einer wohlmeinenden Bevormundung. Wer als mündiger Mensch Dummheiten glauben will, soll dies tun; wer Kitsch konsumieren will, soll dies ebenfalls tun. Wer irgendwelche bizarre oder fäkalienverzierte Kunstperformances als Kultur geniessen will, soll dies tun, und wer sich am Nacktfestival in Biel erfreut, soll dies ebenfalls tun, aber bitte nicht steuerfinanziert und auch nicht mit kulturbehördlichem Segen. Der Staat soll sich darauf beschränken, die Einhaltung des rechtlichen Rahmens zu gewährleisten, und der Kultur freien Lauf lassen. Laisser-faire ist weniger gefährlich als eine von Behörden oder steuerfinanzierten Stiftungen organisierte Selektion dessen, was dumm oder klug, was kulturpolitisch korrekt und – vielleicht noch heikler – was schön ist oder nicht. Der Staat soll dafür besorgt sein, dass die künstlerische Freiheit in unserer Gesellschaft garantiert wird; es ist aber nicht Aufgabe des Staates, in exorbitanter Weise eine elitäre und undurchsichtige selektive Kulturförderung zu betreiben. Viel ehrlicher wäre es, wenn die Befürworter der Kulturförderung selber aktiv Kulturförderung betreiben würden, indem sie ins eigene Portemonnaie greifen und beispielsweise die 1,3 Mio. Franken für die «Kunst am Bau» beim Campus Biel selber finanzieren würden. Ich bitte Sie, den Vorstoss als Motion anzunehmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Als Nächstes für die Fraktion der FDP Grossrat Sommer.

Peter Sommer, Wynigen (FDP). Wir haben in diesem Rat in der Vergangenheit schon verschiedentlich über «Kunst am Bau» diskutiert, und jedes Mal ging es emotional hoch zu und her. Das Ziel der vorliegenden Motion ist es, die Ausgaben der «Kunst am Bau» zu beschränken, indem ein klarer Prozentsatz mit einem Plafond festgelegt wird. Weiter sollen die Ausgaben für die «Kunst am Bau» über das Budget der ERZ abgewickelt werden. Wir erachten diesen Vorstoss nicht als kulturfeindlich. Es steht für die FDP-Fraktion ausser Frage, dass es «Kunst am Bau» braucht, beispielsweise an einem Campus mit viel Publikumsverkehr. Aber ob «Kunst am Bau» bei einem kantonalen Werkhof wirklich angebracht ist, wagen wir zu bezweifeln. Die FDP-Fraktion will keinen Freipass für die Kultur. Und es geht uns auch darum, dass in der Zeit knapper Kantonsfinanzen eben auch bei der «Kunst am Bau» hingeschaut und allenfalls gespart wird. Allerdings ist die in der Motion geforderte gesetzliche Regulierung für uns nicht der richtige Weg, im Gegenteil: Wir befürchten, dass ein gesetzlich fixierter Prozentsatz falsche Anreize schaffen und zu einem Freipass führen könnte, sodass nicht nur bei Grossprojekten, sondern bei jedem Bauprojekt eben diese 0,25 Prozent für «Kunst am Bau» aufgewendet würden und damit wieder mehr Geld für «Kunst am Bau» ausgegeben würde.
Bis im Jahr 2012 war der Kanton Bern verpflichtet, bei Bauprojekten künstlerische Beiträge zu leisten. Die in der Motion geforderte Regelung geht ansatzweise wieder in dieselbe Richtung, und dies wollen wir verhindern. Wir sehen die Lösung vielmehr in einer strengeren und kritischeren Beurteilung durch die BaK. Diese steht in der Pflicht und muss bei jedem Baukredit genau hinterfragen, ob der budgetierte Betrag für «Kunst am Bau» gerechtfertigt ist oder nicht. Eigentlich darf kein Kredit wie beim Campus Bern genehmigt werden, solange noch nicht klar ist, wie viel für «Kunst am Bau» aufgewendet werden soll. Im Extremfall kann die BaK oder letztlich auch das Parlament einen Baukredit aus diesem Grund auch mal mit Auflagen zurückweisen oder gar ablehnen. Aus diesem Grund wollen wir auch, dass die Kosten für «Kunst am Bau» weiterhin über das Budget der BVE finanziert werden. Nur so haben wir einen Überblick über die Beiträge, welche via Baukredite in die «Kunst am Bau» fliessen. Wir sind froh, dass die Regierung in Anbetracht der grossen finanziellen Herausforderungen die Forderungen der Motionäre unterstützt und die Absicht hat, auch bei der «Kunst am Bau» hinzuschauen und zu sparen. Aus diesem Grund wird die FDP-Fraktion mit einer knappen Mehrheit dem Punkt 1 als Postulat zustimmen. Eine Motion bei Punkt 1 lehnen wir ab. Den Punkt 2 lehnen wir wie die Regierung sowohl als Motion als auch als Postulat grossmehrheitlich ab.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrat Mentha.

Luc Mentha, Liebefeld (SP). Sie wissen es aus dem Entlastungsprogramm: Die Kulturausgaben des Kantons sind im kantonalen Vergleich bescheiden, ja unterdurchschnittlich. Seit 2012 gilt die frühere gesetzliche Verpflichtung nicht mehr, dass kantonale Gebäude und Anlagen angemessen künstlerisch geschmückt werden müssen. Seit diesem Zeitpunkt sind die Ausgaben für «Kunst am Bau» nicht nur ein bisschen, sondern erklecklich gesunken, nämlich um 50 Prozent. In jedem Einzelfall eines Grossprojekts – und es geht nach der aktuellen Praxis im Kanton Bern nur noch um Grossprojekte – kann das kreditkompetente Organ festlegen, welche Summe für künstlerischen Schmuck ausgegeben werden darf. Die BaK als vorberatende Kommission für diese Bauprojekte kann dies jeweils beurteilen, wie mein Kollege Grossrat Sommer ausgeführt hat. Dies ist den Motionären offensichtlich noch nicht genug. Ebenso offensichtlich will auch der bürgerliche Regierungsrat mehr sparen. Dies ist bedauerlich. Ich kann verstehen, dass diese Abbaupolitik im Kulturbereich vielen kunstaffinen Menschen als kulturfeindlich erscheint. Mit Masshalten hat diese Motion definitiv nichts zu tun. Die SP-Fraktion wird den Vorstoss geschlossen ablehnen; sie wird ihn auch, und insbesondere Ziffer 1, als Postulat ablehnen, weil die Regierung in ihrer Antwort ausführt, für sie sei die Frage offen, ob es auf Gesetzes- oder auf Verordnungsstufe noch Änderungen brauche. Damit zeigt sie, dass sie das grundsätzliche Anliegen aufnehmen will.
Besonders stört uns aber die Ziffer 2. Die Übertragung der Kredite für «Kunst am Bau» der BVE an die ERZ wird zu administrativ komplizierten Abläufen führen. Betrachten Sie beispielsweise das Kunstobjekt in der Staatskanzlei mit dieser Klammer, die durch mehrere Stockwerke und das ganze Gebäude hindurchführt: Wenn wir die Staatskanzlei sanieren müssen, werden wir nicht nur die BVE am Tisch haben, die dieses Sanierungsprojekt vorantreiben muss, sondern zusätzlich die ERZ. Sie werden mit der Überweisung der entsprechenden Ziffer 2 eine Verkomplizierung der Abläufe in der Staatsverwaltung provozieren. Dies ist ein kompletter Fehler. Mich erstaunt, dass aus den Kreisen der SVP ein derartiger Vorschlag kommt. Unsere Fraktion wird diese Motion geschlossen ablehnen.

Bernhard Riem, Iffwil (BDP). Diese Motion hat bekanntlich bereits vor der Session für Aufregung gesorgt. «Kunst am Bau» ist ein immer wiederkehrendes Thema, obschon der Grosse Rat 2012 die gesetzliche Verpflichtung für «Kunst am Bau» aufgehoben und die dafür eingesetzten Mittel stark reduziert hat. Unsere Fraktion hat den Vorstoss intensiv diskutiert; es gibt verschiedene Meinungen zum Thema. Die Mehrheit stimmt der Motion zu, eine grössere Mehrheit dem Postulat. Die Zustimmung wird mit negativen Erfahrungen bei der Vergabe von «Kunst am Bau», zweifelhaften Projekten, dem Spardruck und der Befürchtung einer allgemeinen Subventionierung von Kunstschaffenden begründet. Es wird festgehalten, dass es auch andere Wege gebe, Kunstwerke zu installieren als über einen Baukredit, zum Beispiel über private Initiativen; hierin herrscht Einigkeit.
Die ablehnende Fraktionsminderheit empfindet die seit 2013 angewendete Praxis als richtig und wichtig. Sie würde es sehr bedauern, wenn «Kunst am Bau» mit den geforderten Limiten marginalisiert würde. Einigkeit herrscht bei der BDP-Fraktion hingegen betreffend Punkt 2. Die Finanzierung für «Kunst am Bau» soll nicht zur ERZ wechseln. Das Amt für Grundstücke und Gebäude (AGG) hat den Lead beim Bau inne; es ist nicht förderlich, wenn noch eine zweite Direktion in die Prozesse eingreifen muss.

Willy Marti, Kallnach (SVP). Mir und unserer gesamten Fraktion kommt diese Motion zweifellos sympathisch entgegen, mir speziell als Handwerker aus der Baubranche, der immer wieder das Gefühl hat, bereits die Handwerker erstellten eigentlich grosse Kunstwerke, mir aber auch als Unternehmer der Baubranche, der immer wieder sieht, wie die Arbeiten vergeben werden. Nur der Preis zählt; kleine Unterschiede entscheiden stets zugunsten des günstigsten Anbieters, eventuell auch zulasten eines besseren. Aber sie entspricht meiner Haltung auch als Steuerzahler oder mit Blick auf die Steuerbeträge, die ein Handwerker mit Familie pro Jahr zu bezahlen hat, der für jeden Steuerfranken rechnen muss. Wenn wir hier die aufgeführten Beträge sehen, die bereits bezahlt wurden und noch bezahlt werden sollen, sind diese teilweise schwierig nachzuvollziehen. Wenn ich in der Antwort des Regierungsrats lese «[die Kunst am Bau] wird von der Gebäudenutzung und öffentlichen Zugänglichkeit beziehungsweise der Aussenwirkung eines Gebäudes abhängig gemacht», kommt mir der Werkhof Münsingen in den Sinn. Dort fährt jeder daran vorbei und sieht nichts. Unsere Fraktion stimmt der Ziffer 1 einstimmig zu.
In Ziffer 2 geht es um die Zuständigkeit; Kultur ist nun mal der ERZ zugewiesen. Diese Kunst ist

zweifellos Kulturförderung. Hier scheint es uns logisch, dass die Finanzierung auch über die ERZ erfolgt. Der Motion stimmen wir mehrheitlich zu, dem Postulat praktisch einstimmig, was den Punkt 2 betrifft.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Für die glp zum ersten Mal am Rednerpult: Grossrätin Stucki.

Barbara Stucki, Stettlen (glp). Ich danke dem Vizepräsidenten für seine Ankündigung; diese hilft mir sehr dabei, meine Nervosität abzulegen. Unsere Fraktion hat die Motion beraten und geht mit dem Motionär Grossrat Guggisberg einig, dass die Ausgaben des Kantons Bern mit Blick auf die Finanzsituation massvoll sein müssen. Dennoch lehnt unsere Fraktion die Motion in dieser Form ab, weil sie die Ausgaben für «Kunst am Bau» fix auf 120 000 Franken plafonieren will. Damit wird ein gezielter Einsatz der Gelder verunmöglicht. Wir halten es für zielführender, bei Grossprojekten mit viel Publikumsverkehr mehr Geld zu investieren und dafür bei anderen Projekten ganz auf «Kunst am Bau» zu verzichten. Die Frage, ob die Plafonierung in Form eines Prozentsatzes an den Gesamtkosten einen gangbaren Weg darstellen würde, ist für die Grünliberalen im Gegensatz zur Festlegung eines fixen Betrags prüfenswert. Deshalb stimmt unsere Fraktion der Überweisung von Ziffer 1 als Postulat grossmehrheitlich zu. Bei Ziffer 2 folgt unsere Fraktion der Empfehlung des Regierungsrats und lehnt sie sowohl als Motion als auch als Postulat ab. Bleibt das Budget in der BVE, können die BaK und das Parlament mitentscheiden, wie viel vom gesamten Baubudget für «Kunst am Bau» eingesetzt wird. Dies erscheint uns sinnvoller.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Wir alle haben gestern ein schönes Geschenk erhalten, nämlich den Zytglogge-Turm in Miniatur, wie er hier steht. Hätten die Berner 1405 nach der Brandkatastrophe nicht den Mut gehabt, mit viel künstlerischem Gefühl diesen Turm zu bauen, kämen heute wohl nicht so viele Touristen nach Bern. Damals war das Geld ebenfalls sehr knapp bemessen. Fast alle Häuser wurden durch eine Brandkatastrophe zerstört. Dennoch hatten sie den Mut, dieses Gebäude zu bauen und den Zeitglockenturm mit einem einmaligen Uhrwerk zu versehen. Seien es die Griechen, die Römer, die Mayas, die Khmer in Kambodscha oder wir Berner: Alle haben etwas gemeinsam; sie verzieren die öffentlichen und sakralen Bauten reich. Auch die Bauernhäuser in unserem Kanton sind doch sehr kunstvoll verziert. Diese Bauten sind nicht als Zweckbauten entstanden, sondern durch Zimmerleute, die auch künstlerisch tätig waren. Auch die Altstadt von Bern ist voll von «Kunst am Bau». Sogar das Haus, in welchem wir uns gerade befinden, ist mit viel «Kunst am Bau» verziert. Dadurch wurde in der Vergangenheit die Wirkung der Häuser hervorgehoben, wenn sie sich nicht nur auf ihre Funktionalität beschränkten. Mit der «Kunst am Bau» werden auch die Lebensräume gestaltet. «Kunst am Bau» ist auch Lebenselixier, macht einen Bau lebendiger und zeigt seine Wichtigkeit. «Kunst am Bau» ist eine Tradition. Wir sind nicht bereit, in diesem Bereich weiter zu sparen. Daher lehnen die Grünen die Ziffer 1 sowohl als Motion als auch als Postulat ab. Wir sind auch gegen den Transfer der Kosten von der BVE zur ERZ. Deshalb lehnen wir auch die Ziffer 2 der Motion ab.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Als letzter Fraktionssprecher Grossrat Tanner. Wer als Einzelsprecherin oder Einzelsprecher noch am Rednerpult sprechen möchte, soll sich bitte jetzt eintragen; ich werde die Rednerliste in einer halben Minute schliessen.

Ernst Tanner, Ranflüh (EDU). Der EDU-Fraktion ist es ein Anliegen, mit den gesprochenen Krediten für Neu- und Umbauprojekte wirtschaftliche und praktische Bauten zu erstellen. Zu Punkt 1: «Kunst am Bau» ist für uns nicht zwingend notwendig. Deshalb sind wir für die Begrenzung auf höchstens 0,25 Prozent der Gesamtkosten und auf nicht mehr als 120 000 Franken. Die Ausgaben für «Kunst am Bau» können von uns aus gemäss Punkt 2 bei der ERZ bleiben. In Punkt 1 stimmen wir mehrheitlich für die Motion, und Punkt 2 lehnen wir ab.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Michel Seiler als Einzelsprecher.

Michel Seiler, Trubschachen (Grüne). Kunst ist wohl die wichtigste Gegenantwort auf Ohnmacht, Gewalt und Vandalismus. Kunst ist Nahrung für den Geist und, wenn sie berührt, auch für die Seele und das Wohlbefinden. Wir sollten also die «Kunst am Bau» in dieser materialistischen Welt nicht reduzieren, sondern sie sogar vermehren. Sie ist lebenswichtig wie eine Intensivstation. Ich bin aber damit einverstanden, dass nicht der Staat entscheiden sollte, welche Kunst für einen Bau die richtige

ist und zum Zuge kommen soll. Das müssen wir grundsätzlich aber in einem neuen Vorstoss diskutieren. Dies sollten wir aus meiner Sicht im Sinne von Joseph Beuys tun, wonach jeder Mensch ein Künstler ist und auch entscheiden soll, was Kunst für ihn ist. Ich lehne den Antrag in dieser Art ab.

Reto Müller, Langenthal (SP). Es gab bei der SP-JUSO-PSA verschiedene Einzelsprecherinnen und -sprecher. Man hat sich darauf geeinigt, dass ich das in Verantwortung für die SP-JUSO-PSA übernehmen soll, dies aber auch in Verantwortung für die Kultur, welcher wir uns verpflichtet fühlen. Man kann Kultur in einem Jodelverein oder bei der Teilnahme an einem Schwingfest leben, aber es gehört auch zu den christlich-abendländischen Werten unserer Kultur, werte Damen und Herren, dass wir unsere Kunst im öffentlichen Raum darstellen und ausstellen. Deswegen darf diese nicht marginalisiert werden, dies aus Verantwortung für die Gesellschaft.
Wir streben eine Verdichtung in unseren Räumen an und wollen in unseren Städten verdichteter bauen. Dazu gehört es auch, dass wir Verantwortung für den öffentlichen Raum wahrnehmen. Kunst definiert in diesem Teil auch den öffentlichen Raum und das entsprechende Bewusstsein für unsere Werte in dieser Gesellschaft. Lassen Sie uns diesen auch weiterhin gestalten. Es wurden Einzelbeispiele von schlechter Kunst im öffentlichen Raum genannt. Darf ich Ihnen zum Schluss an unserem Beispiel ein gutes nennen? – Wir sind von Kunst umgeben. Wir haben unten in der Halle in diesem Rathaus die zwei Gemälde «Alter Schweizerkrieger» und «Schwingerumzug» von Ferdinand Hodler. Wir haben über der Cafeteria das Schriftbild «Licht, Zeit und Raum» von Rudolf Mumprecht. Im ersten Stock haben wir das «Drachentier», in der Wandelhalle Ratstische von Mathäus Funk aus den Jahren 1745 und 1754, Gemälde von Ferdinand Hodler und Martin Lauterburg und an der Decke Stuckaturen zur Geschichte Berns. Hinter uns steht ein monumentales Wandbild von Karl Walser, welches den Bau der Stadt Bern zeigt. Wollten wir das missen? – Es geht weiter mit den Wappenscheiben und so weiter. Dies alles ist «Kunst am Bau», Kunst an diesem Bauwerk. Weder in der Vergangenheit noch in der Gegenwart und der Zukunft sollte man daran sparen. Deswegen bittet Sie die SP-JUSO-PSA-Fraktion ausdrücklich, die Punkte 1 und 2 als Postulat und Motion abzulehnen. Schliesslich ist das genannte Problem ein Vergabeproblem. Es wurde deutlich gesagt, es liege kein Problem mit «Kunst am Bau» vor; aber in diesem Fall liegt das Problem bei der Submission und nicht bei der Kunst. Bitte lehnen Sie diesen Vorstoss ab.

Antonio Bauen, Münsingen (Grüne). Meine Vorredner haben bereits gut ausgeführt, was Kunst ist. (*Der Redner spricht Mundart statt, wie anlässlich der Testung eines elektronischen Protokollierungssystems gefordert, Hochdeutsch.)*

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Hochdeutsch, bitte.

Antonio Bauen, Münsingen (Grüne). Genau, Hochdeutsch zu sprechen ist auch eine Kunst, wie wir jeden Tag feststellen. Ich muss nicht wiederholen, was meine Vorredner gesagt haben. Kunst prägt, Kunst fördert, Kunst fordert uns auch heraus, Kunst regt uns zum Denken an, Kunst entzückt, Kunst verwirrt zuweilen auch, Kunst regt an, Kunst macht froh; keine Kunst macht leer, keine Kunst macht krank.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Bevor ich dem Regierungspräsidenten das Wort erteile, möchte ich noch kurz Gäste begrüssen. On this occasion I would like to welcome the delegation of the national assembly of the Republic of Srpska. The delegation is interested in the function and the development of our parliament and the relations between the cantonal and the federal authorities of Switzerland. We are very pleased to meet you here in Bern. (*Applaus)*
Dann hat der Regierungspräsident Neuhaus das Wort.

Christoph Neuhaus, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor. Für einige von Ihnen mag die Diskussion über die Kunst an kantonalen Gebäuden eine rein schöngeistige und eigentlich völlig unnötige Übung sein. Aber ich bitte Sie, die Bedeutung der Kunstförderung im Zusammenhang mit dem kantonalen Hochbau nicht zu unterschätzen. Kunst lebt nur, wenn sie wahrgenommen, also gesehen wird. Sie wird dann am ehesten zum gemeinsamen Kulturgut, wenn sie einen Platz im öffentlichen Alltag bekommt, eben zum Beispiel bei oder an einem kantonalen Gebäude. Wir kennen in unserem Land leider keine Kultur des Mäzenentums, wie wir es aus anderen Staaten kennen. Kunstwerke sollen nicht nur wenigen vorbehalten sein, die sich private Sammlungen leisten können, sondern möglichst vielen Menschen Freude machen. Sie sollen auch nicht einfach in öffentlichen Archiven verschwinden

oder museal gepflegt werden, sondern uns im Alltag begleiten, weil sie nämlich genau im nüchternen Alltag am meisten bewirken, auch wenn sie manchmal nicht unbedingt allen gefallen. So viel zum Allgemeinen.
Nun zum Speziellen: Weil wir bei den Kunstkäufen natürlich Mass halten müssen, haben wir die Ausgaben für die «Kunst am Bau» in den vergangenen Jahren massiv reduziert. Wir sind seitens der Regierung auch bereit, sie weiter zu reduzieren. Erlauben Sie mir eine Klammerbemerkung: Im Kulturbereich wurde kein Abbau beschlossen. Vor Wochenfrist haben wir mehr Kosten beschlossen. Zurück zur «Kunst am Bau»: Für die Erfüllung des Anliegens der Motion brauchen wir aber nicht unbedingt schon wieder eine Änderung des Kantonalen Kulturförderungsgesetzes vom 12. Juni 2012 (KKFG); dies sollte auch auf Verordnungsstufe möglich sein. Deshalb beantragt Ihnen der Regierungsrat die Annahme der ersten Ziffer als Postulat, damit wir das zweckmässigste und zügigste Vorgehen wählen können.
Etwas anders sieht es bei Ziffer 2 mit der Forderung aus, Ausgaben für «Kunst am Bau» über das Budget der ERZ zu finanzieren. Dies wäre in der Praxis wenig sinnvoll. Wir sind bekanntlich dabei, die Direktionsreform (UDR) umzusetzen und sollen Schnittstellen eliminieren. Diese Änderung würde den Vorgang aber eher komplizieren und Ihnen auch den Überblick über die Gesamtkosten eines kantonalen Hochbauprojekts erschweren. Es wäre wohl auch unlogisch, wenn der Kunstkauf über die ERZ erfolgte, welche ihn bezahlen würde, der spätere Unterhalt aber von meiner Direktion, der BVE, beziehungsweise vom AGG bestritten würde. Bitte schaffen Sie mir hier keine neuen Schnittstellen. Ich bitte Sie deshalb, Ziffer 1 der Motion als Postulat anzunehmen und Ziffer 2 abzulehnen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Das Wort hat der Motionär, Grossrat Guggisberg.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (SVP). Ich möchte mich herzlich für die spannende und kontroverse Diskussion bedanken. Ich möchte noch kurz auf einige Voten eingehen, zuerst auf dasjenige von Grossrat Thomas Gerber. Dieser hat den Zytgloggeturm hierhin gebracht, ein wunderschönes Bauwerk. Ich hätte mir aber erhofft, dass er mit einer Miniaturvariante des Werkhofs Loveresse oder Münsingen hierhergekommen wäre, denn dies wäre passend gewesen. Dies sind die neuen Objekte, für welche im Rahmen von «Kunst am Bau» Geld ausgegeben wird. Ich wäre noch darauf gespannt, wie viele Touristen sich dort blicken lassen.
Im Übrigen erlaube ich mir noch zu erwähnen, dass die Antwort auf diesen Vorstoss noch unter der Leitung von Regierungsrätin Egger, sicher nicht einer Gegnerin von «Kunst am Bau», erfolgt ist. Diese hat scheinbar erkannt, dass die Ausgaben überschiessen und unverhältnismässig sind.
An Grossrat Müller: Genau darin dürfte der Unterschied zwischen uns liegen: Ich halte die genannten Beträge nicht für marginal. Für Sie mögen dies marginale Beträge sein; 1,3 Mio. Franken für «Kunst am Bau» ist für uns ebenfalls kein marginaler Betrag; es ist auch keine Marginalisierung der «Kunst am Bau», die hier erfolgt. Es ist keine Abschaffung der «Kunst am Bau», wie ich gerne nochmals wiederhole.
An Antonio Bauen: Mein Hochdeutsch klingt auch nicht so gut, ist aber auch Kunst. Der Unterschied liegt darin, dass sie gratis ist. Ich danke Ihnen für die Unterstützung. Wir werden beide Punkte der Motion in ein Postulat wandeln und hoffen auf Ihre Unterstützung.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Der Motionär hat gewandelt. Wir kommen zur Abstimmung. Es wird ziffernweise abgestimmt. Wer die Ziffer 1 der Motion als Postulat annimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	95
Nein	55
Enthalten	2

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben der Motion als Postulat mit 95 Ja zu 55 Nein bei 2 Enthaltungen zugestimmt.

Wir kommen zu Ziffer 2. Wer die Ziffer 2, die ebenfalls gewandelt wurde, als Postulat annimmt, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	44
Nein	101
Enthalten	4

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben diese Ziffer mit 101 Nein- gegen 44 Ja-Stimmen bei 4 Enthaltungen abgelehnt.

Der Präsident übernimmt wieder den Vorsitz.

Präsident. Angesichts der fortgeschrittenen Zeit unterbrechen wir die Sitzung hier und fahren morgen um 9.00 Uhr mit den Wahlen weiter. Ich wünsche Ihnen einen angenehmen Nachmittag. Die Sitzung ist geschlossen.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 11.40 Uhr.

Der Redaktor:
Daniel Zurflüh

Mittwoch (Vormittag) 6. Juni 2018, 09.00–11.45 Uhr

Dritte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 155 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Baumgartner Lydia, Jordi Stefan, Krähenbühl Samuel, Linder Anna-Magdalena, von Greyerz Nicola.

Geschäft 2018.RRGR.270

Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Kommission für Staatspolitik und Aussenbeziehungen (SAK)

Geschäft 2018.RRGR.271

Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Bildungskommission (BiK)

Geschäft 2018.RRGR.272

Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Gesundheits- und Sozialkommission (GSoK)

Geschäft 2018.RRGR.153

Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Sicherheitskommission (SiK)

Geschäft 2018.RRGR.341

Wahl eines Grossratsmitglieds der EDU als Mitglied in den Ausschuss IV der JuKo

Geschäft 2018.STA.790

Vorsteher Finanzkontrolle; Wiederernennung durch den Regierungsrat / Bestätigung durch den Grossen Rat

Geschäft 2018.RRGR.259

Wahl der Leitung der Datenschutzaufsichtsstelle für die Amtsdauer vom 1. März 2019 bis 28. Februar 2023

Gemeinsame Beratung der Wahlgeschäfte 2018.RRGR.270, 2018.RRGR.271, 2018.RRGR.272, 2018.RRGR.153, 2018.RRGR.341, 2018.STA.790 und 2018.RRGR.259.

Wahlresultate siehe Vormittagssitzung vom 6. Juni 2018, Geschäft 2017.RRGR.580, und Nachmittagssitzung vom 6. Juni 2018, Geschäft 682.

Präsident. *(Der Präsident läutet die Glocke.)* Ich hoffe, Sie haben die starken Regenfälle gut überstanden. Momentan befinden wir uns im Kanton Bern in einer Waschküche. Wir beginnen den heutigen Sessionstag mit den Wahlen. Es wäre gut, wenn Sie aufmerksam zuhören würden, da sich noch einige Differenzen ergeben haben. Wir beginnen mit den Wahlen zu den Traktanden 35, 36, 38, 116,

121 und 153. Ausgedeutscht: Traktandum 35: Wahl des Präsidenten der BiK; Traktandum 36: Wahl des Präsidenten der GSoK; Traktandum 38: Wahl des Präsidenten der SiK. Für den Präsidenten der SiK haben wir zwei Kandidaten, hierfür gibt es einen leeren Wahlzettel. Diese drei werden separat in einem Kuvert verteilt. Darauf folgen Traktandum 116, Vorsteher der Finanzkontrolle, und Traktandum 121 Datenschutzbeauftragter, Traktandum 30 Ersatzwahl in die SiK; Traktandum 153: ein Mitglied der EDU in den Ausschuss IV der JuKo. Das wäre der erste Umgang der Wahlen. Anschliessend kommen wir zum zweiten Umgang – zu den Richterwahlen. Die Wahl für das Präsidium der SAK findet heute nicht statt, da es keine Kandidaten gibt. Somit wählen wir zuerst das Kommissionspräsidium der anderen drei Sachbereichskommissionen. Die Wahl des Präsidenten der SAK wird voraussichtlich auf Montagnachmittag verschoben. Das Wort ist offen für die Fraktionen. Frau JuKo-Präsidentin, die Wahlen der Richter folgen im zweiten Umgang. Wir diskutieren jetzt nur über die Sachbereichskommissionen. Wünschen Sie trotzdem das Wort? – Das ist nicht der Fall. Dann gebe ich das Wort Grossrätin Amstutz für die SVP-Fraktion.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (SVP). Vorab wünsche ich der bisher gewählten Kommissionspräsidentin und den gewählten Kommissionspräsidenten viel Erfolg im Amt. Ich bin erstaunt über die Resultate, nachdem ich den Fraktionserläuterungen der letzten Wahlen zugehört habe. Um zum Beispiel noch kurz auf das BAK-Präsidium zurückzukommen: So hat die FDP beispielsweise Stimmfreigabe beschlossen und somit auch Grüne gewählt, währenddessen die Wirtschaftsverbände Unterschriften gegen das Kantonale Energiegesetz (KEnG) sammeln. Aber auch der gross diskutierte Systemwechsel für das Grossratsvizepräsidium ist von mir aus gesehen vom Tisch. Denn gerade die grüne Fraktion wollte diesen und hat im Votum auch klar gesagt, sie wollten dieses System und seien offen für beides, die grüne Fraktion werde beide Kandidaturen, vonseiten der FDP und der BDP, unterstützen. Dementsprechend haben sie auch nicht das neue System gewollt, sondern hier am alten festgehalten. Die SVP bedauert natürlich, dass unser ausgewiesener Kandidat Lars Guggisberg nicht gewählt worden ist, und somit die grösste Fraktion das prestigeträchtigste Kommissionspräsidium nicht erhalten hat. Es gibt heute aber auch Möglichkeiten für neue Chancen, und wir haben gestern ausführlich darüber diskutiert. Wenn man das Rechts-links-Schema der Kommissionspräsidien und Regierungsräte in Betracht ziehen will, wie es zum Teil auch erläutert wurde, so wäre klar, dass die SVP das BiK-Präsidium übernehmen müsste. Wir wissen aber auch, dass solche Argumente nur gelten, wenn sie im Eigeninteresse liegen. Obwohl das BiK-Präsidium für die SVP ein Thema gewesen wäre, haben wir gestern beschlossen, dass wir die bisherigen Kommissionspräsidenten im Sinne der Sache wieder bestätigen, und sie sollen ihre Arbeit weiter ausführen können.
Dementsprechend erhebt die SVP-Fraktion Anspruch auf das frei werdende SiK-Präsidium. Zur Wahl schlagen wir Ihnen Werner Moser vor. Er ist seit 2010 im Grossen Rat. Seit 2014 ist Werner Moser in der SiK und kennt somit die Geschäfte und Abläufe in der SiK bestens. Werner Moser ist auch Mitglied des SiK-Ausschusses Interparlamentarische Geschäftsprüfungskommission der Interkantonalen Polizeischule Hitzkirch (SiK-IPK-IPH). Von 2010–2014 hat Werner Moser in diversen Ad-hoc-Kommissionen mitgearbeitet, beispielsweise im Gremium für das Kantonale Bevölkerungsschutz- und Zivilschutzgesetz (KBZG). Neben dem Grossen Rat verfügt Werner Moser auch über eine langjährige Erfahrung in diversen Bereichen. Zum Beispiel gehörte er 29 Jahre der Feuerwehr an, 25 Jahre als Offizier, Vizekommandant, Kommandant, Chef des Gemeindeführungsstabs, und er war auch Mitglied des regionalen Führungsstabs. In diesen Bereichen hat sich Werner Moser klar ausgewiesen. Auch als Grossrat hat Werner Moser einen guten Leistungsausweis und setzt pflichtbewusst und zielstrebig seine Anliegen um. Thomas Brönnimann von der glp, der ebenfalls für das SiK-Präsidium kandidiert, hat weder als Kommissionsmitglied noch als Ersatzmitglied bisher in der SiK gewirkt. Es ist uns daher ein Anliegen, dass Sie die SVP-Kandidatur unterstützen und Werner Moser wählen. Wie ich bereits erwähnt habe, wird die SVP-Fraktion grossmehrheitlich Roland Näf zum BiK-Präsidenten wählen. Der GSoK-Präsident Hans-Peter Kohler wird von der SVP-Fraktion ebenfalls mehrheitlich gewählt.
Zur Bestätigung des Vorstehers der kantonalen Finanzkontrolle: Mit der gestrigen Genehmigung des Tätigkeitsberichts der FiKo haben wir einmal mehr gehört, was die Finanzkontrolle alles leistet und welchen Mehrwert sie hat. An dieser Stelle danke ich Thomas Remund und seinem Team für die Arbeit. Die SVP-Fraktion wird geschlossen Thomas Remund wählen.
Ueli Buri hat sich bei uns in der Fraktion vorgestellt und seine Vorstellungen als Leiter der Datenschutzaufsichtsstelle erläutert. Die SVP-Fraktion wird Ueli Buri wählen und wünscht schon im Voraus einen guten Start, wenn es dann soweit ist. Zu den anderen Wahlen: Betreffend den EDU-Ausschuss und die SiK, werden wir die Vorgeschlagenen wählen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Ich möchte Ihnen zunächst unseren Kandidaten für das SiK-Präsidium – Traktandum 38 –, den wir schon lange vorgeschlagen haben, nun noch im Plenum vorstellen. Es handelt sich um Thomas Brönnimann. Sie kennen ihn sicher alle sehr gut. Er ist fünfzigjährig, Vater von vier Kindern, ich glaube inzwischen Teenagern. Er wohnt mit seiner Familie in Mittelhäusern, ist von Beruf Jurist und hat das höhere Lehramt für Wirtschaft und Recht. Soweit zu seiner Person. Er ist seit acht Jahren für die glp im Grossen Rat. In unserer ersten Legislatur 2010–2014 war er in verschiedenen Ad-hoc-Kommissionen tätig und hatte Kommissionspräsidien inne. In unserer zweiten Legislaturperiode von 2014–2018 war er in der BiK. Er ist seit 2013 Gemeinderat von Köniz und heute Vizepräsident des Gemeinderats sowie Vorsteher der Direktion Sicherheit und Liegenschaften. Die Abteilung Sicherheit umfasst die Einwohnerdienste, das Polizeiinspektorat mit Gewerbe- und Verwaltungspolizei, die Feuerwehr, den Zivilschutz und, ich glaube, auch die «Badi». In der Abteilung Liegenschaft muss er gute und zeitgemässe Architektur umsetzen. Umweltgerechtes Bauen und Planen sowie der bewusste Umgang mit der Energie liegen in seiner Verantwortung. Dies zu seiner Person im Rahmen des Gemeinderats. Wir schlagen Ihnen Thomas Brönnimann als SiK-Präsidenten vor, weil wir überzeugt sind, dass er die Voraussetzungen für dieses wichtige Präsidium mitbringt.
Ich komme des Weiteren zu den anderen Kandidaturen. Diese unterstützen wir vorbehaltlos: Roland Näf in die BiK und Hans-Peter Kohler wie bisher in die GSoK. Die kantonale Finanzkontrolle ist ein wichtiges Organ. Wir sind froh, dass hier jemand von aussen hinschaut. Als FiKo-Mitglied kann ich das eins zu eins bestätigen, und ich möchte Herrn Remund ganz herzlich für seine Arbeit danken. Das ist eine grosse und wichtige Arbeit. Für die Finanzkontrolle unterstützen wir wieder Herrn Remund. Auch die anderen Kandidaten unterstützen wir wie vorgeschlagen.

Adrian Haas, Bern (FDP). Zum BiK-Präsidium: Wir unterstützen einstimmig Roland Näf. Er hat diese Arbeit als Präsident bisher sehr gut gemacht, zumindest haben wir diese Rückmeldungen von unseren Mitgliedern aus der BiK erhalten. Vielen Dank. Als Zweites und nicht ganz überraschend, unterstützen wir Hans-Peter Kohler. Als Mediziner und ehemals in leitender Position innerhalb der Spitalnetz Bern AG, ist er natürlich bestens dafür prädestiniert dieses Amt weiterzuführen. Bei der SiK wählen wir einstimmig Werner Moser. Er hat Erfahrung in dieser Kommission, und eine gewisse Erfahrung ist wichtig für die Ausübung eines solchen Amts als Präsident.
Bei der Finanzkontrolle unterstützen wir Thomas Remund. Er hat diese Arbeit bisher sehr gut gemacht, nicht immer zur Freude der Regierung, aber seine Hauptaufgabe besteht nicht darin, der Regierung und Verwaltung Freude zu bereiten, sondern eine Art Aufsichts- und Kontrollfunktion über die Verwaltung auszuüben. Der Datenschutzbeauftragte hat sich bei uns vorgestellt, er hat uns einen sehr guten Eindruck gemacht, und daher wählen wir ihn ebenfalls.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Zuerst zu den Vorschlägen der Regierung, die den Vorsteher Finanzkontrolle und den Leiter Datenaufsichtsstelle betreffen. Die grüne Fraktion wird diese Vorschläge unterstützen und die Kandidaten Herr Thomas Remund und als Leiter der Datenaufsichtsstelle Herrn Dr. Ueli Buri wählen. Wir wünschen ihnen viel Erfüllung bei ihren Aufgaben.
Die anderen Wahlen betreffen die Präsidien von BiK, GSoK und SiK: Bei der GSoK wird unsere Fraktion die Kandidatur von Hans-Peter Kohler ganz klar unterstützen. Als GSoK-Kommissionsmitglied habe ich mir selber ein Bild über seine kompetente Sitzungsleitung machen können. Wir Grünen sind froh, dass ein allfälliger Interessenkonflikt mit seinem früheren Arbeitgeber nun obsolet ist. Seitdem er Gemeinderat in Köniz ist, hat sich dies von selber erledigt. Wir wünschen viel Erfolg bei der Wahl und freuen uns auf die weitere Zusammenarbeit. Das Gleiche gilt für die BiK. Wir werden als grüne Fraktion ganz klar die Wahl von Roland Näf unterstützen. Aufgrund seines beruflichen Hintergrunds als Schulleiter bringt er neben der langjährigen politischen Erfahrung auch einen wichtigen Erfahrungsschatz mit und eignet sich für die weitere Amtsausübung sehr.
Betreffend die SiK möchte ich zuerst festhalten, dass ich erstaunt war über die Worte der Fraktionspräsidentin der SVP. In ihrem Votum hat sie gesagt, die BaK sei die prestigeträchtigste Kommission. Vielleicht liege ich hier falsch in der Annahme, dass man bisher immer von der FiKo als die prestigeträchtigste Kommission gesprochen hat, und dieser Anspruch war unbestritten. Die grüne Fraktion hat den Kandidaten der SVP ganz klar vollumfänglich unterstützt. Aber ich lasse mich hier gerne belehren, wenn es neu die BaK sein soll. So können wir vielleicht das nächste Mal darüber sprechen, wer das FiKo-Präsidium bekommt. Weiter gilt es auch zu sagen, dass wir bei der SiK eigentlich davon ausgegangen sind, dass wir uns auf die Gespräche stützen können. Wir haben uns als Fraktionspräsidien zusammengetan, und die glp hat ganz klar gesagt, sie habe bei der SiK neu Anspruch auf das Präsidium und werde hierfür eine Kandidatur stellen. Darum werden wir Thomas Brönnimann unterstützen.

Wir sind überzeugt, dass er dank seines Ressorts auf Gemeindeebene einen geeigneten Kandidaten darstellt und ihm seine langjährige politische Erfahrung helfen dürfte, seine Kandidatur abzurunden. An dieser Stelle möchte ich Markus Wenger danken, der die Kommission sehr gut geleitet hat. Dies war in Anbetracht der Themen und der teils diametral auseinanderliegenden Haltungen sicher nicht nur einfach.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Striffeler das Wort.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat gestern beziehungsweise vorgestern transparent ausgeführt, weshalb sie wen wählt und wen nicht. Dies, um auf das Votum von Madeleine Amstutz einzugehen. Wir werden für die BiK ganz sicher Roland Näf wählen. Er hat sehr gute Arbeit geleistet, und ich bin froh, dies von den anderen Kolleginnen und Kollegen auch so gehört zu haben. Selbstverständlich werden wir das GSoK-Präsidium mit Hans-Peter Kohler wiederwählen. Auch er hat sehr gute Arbeit geleistet, und wir konnten gut zusammenarbeiten. Die Finanzkontrolle werden wir ebenfalls so unterstützen. Wegen der Kurzfristigkeit konnte ich mich nicht mit der Fraktion besprechen, wer das SiK-Präsidium übernehmen soll. Ich gehe aber davon aus, dass die grosse Mehrheit Werner Moser wählen wird.

Präsident. Gibt es weitere Fraktionssprecher? – Wenn nicht, gebe ich das Wort dem Präsidenten der FiKo, Daniel Bichsel.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Ich möchte etwas zur Wiedererennung des Vorstehers der Finanzkontrolle sagen. Der Vorsteher der Finanzkontrolle wird grundsätzlich vom Regierungsrat ernannt, und der Grosse Rat bestätigt diese Ernennung. Der Regierungsrat hat nach Anhörung der FiKo den bisherigen Stelleninhaber, Thomas Remund, für eine weitere Amtsdauer von vier Jahren ernannt. Herr Remund ist seit Dezember 2010 im Amt und bringt als diplomierter Wirtschaftsprüfer und Treuhänder mit eidgenössischem Fachausweis die nötigen Revisionsfachkenntnisse mit. In letzter Zeit gab es verschiedentlich auch kritische Stimmen über die Art und Weise der Arbeitserledigung der Finanzkontrolle. Ohne dies vollständig ignorieren zu wollen, gilt es jedoch zu bedenken, dass es zu ihrem Auftrag gehört. Nebst der Ordnungsmässigkeit von Rechnungsführung und Rechnungslegung gehören auch die Überprüfung und Beurteilung einer Rechtmässigkeit von Sparsamkeit und Wirtschaftlichkeit zur Haushaltsführung. Es liegt auf der Hand, dass zwischendurch der Eindruck entstehen kann, die Finanzkontrolle mische sich in die Politik ein. Bei Sparsamkeit und Wirtschaftlichkeitsfragen gibt es nicht nur Schwarz oder Weiss, richtig oder falsch, sondern es geht hier oft um eine Frage der Verhältnismässigkeit und der Interessenabwägung. Damit befinden wir uns bereits mitten in der politischen Diskussion. Unterschiedliche Auffassungen zwischen der Prüfbehörde und den geprüften Stellen gehören bis zu einem gewissen Grad zum System und hängen mit der konzeptionellen Stellung sowie den Aufgaben der Finanzkontrolle als oberstes Finanzaufsichtsorgan zusammen. Trotzdem stufen wir den generierten Mehrwert – und wir konnten das gestern bereits zum Tätigkeitsbericht der Finanzkontrolle ausführen – und den Kundennutzen der Finanzkontrolle weit höher ein als die verursachten «Nebengeräusche». Zusammen mit der tagtäglich geleisteten professionellen Arbeit der Verwaltung führt das letztendlich zu einer hohen Qualität und auch Verlässlichkeit der Leistungen des Kantons Bern und trägt somit zum gerechtfertigten Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger gegenüber dem Staat bei. Ich empfehle Ihnen die Bestätigung von Thomas Remund für eine weitere Amtsperiode als Vorsteher der Finanzkontrolle sehr.

Präsident. Als Letztes gebe ich das Wort dem GPK-Präsidenten, Grossrat Siegenthaler.

Peter Siegenthaler, Thun (SP), Kommissionspräsident der GPK. Ich äussere mich nur zur Wahl des Leiters der Datenschutzaufsichtsstelle. Ich habe den Kandidaten, Herrn Buri, in fast alle Fraktionen begleiten dürfen. Ich habe nicht gehört, dass der Wahlvorschlag, den unsere Vierergruppe einstimmig zuhanden des Regierungsrats und somit auch des Grossen Rats verabschiedet hat, bestritten wäre. Ich komme nach vorne, um noch zwei Dinge zu sagen. Als Erstes möchte ich dem jetzigen Stelleninhaber, Markus Siegenthaler, für seine langjährige Arbeit danken. Die GPK und er hatten nicht immer ein konfliktfreies Verhältnis gehabt, aber wir schafften es doch, nach Auseinandersetzungen immer einen Weg zu finden, um weiterzufahren. Die Ära Siegenthaler endet nun nach vielen Jahren, und nun soll eine neue Ära, die Ära Buri, beginnen. Wir von der GPK danken Markus Siegenthaler und freuen uns, wenn Herr Buri für diese Stelle gewählt wird.

Zum Zweiten: Ich weiss nicht, ob alle in den Fraktionen Herrn Buri erlebt haben. Seine Auffassung, wie er das Amt ausüben möchte, hat uns und sehr wahrscheinlich auch Ihnen den Eindruck vermittelt, dass hier jemand seine Arbeit einerseits als Dienst am Staatswesen versteht, andererseits aber auch als Dienst an den Bürgerinnen und Bürgern. Oder um es einfacher auszudrücken: Es geht darum, nicht zu warten, bis eine Anfrage kommt, sondern proaktiv auf Fragesteller zuzugehen und somit diese in dieses wichtige Themenfeld des Datenschutzes mit einzubeziehen – ein Themenfeld, das nach meinem Dafürhalten und meiner Beurteilung zunehmend wichtiger wird. Wenn Sie Herrn Buri wählen, danke ich Ihnen sehr dafür.

Präsident. Somit kommen wir zu den Wahlen der Sachbereichskommissionspräsidenten. Das erste Kuvert, das ausgeteilt wird, beinhaltet vier Wahlzettel. Auf dem ersten gelben Wahlzettel steht «Präsident SAK». Diesen müssen Sie nicht ausfüllen, sondern können ihn gleich wegwerfen. Dann finden Sie noch einen hellgrünen, einen grünen und einen dunkelgrünen Wahlzettel. Sie müssen die Namen vom BiK-, GSoK- und SIK-Präsidium handschriftlich ausfüllen. Das ist das erste Kuvert, das Sie erhalten. Ich bitte die Stimmenzähler, die Wahlkuverts auszuteilen.

Die Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler verteilen die Wahlkuverts für die ersten drei Wahlgeschäfte und sammeln sie nach erfolgter Wahl wieder ein.

Präsident. Wir kommen zum nächsten Wahlkuvert. Dieses beinhaltet zwei Wahlzettel und betrifft den Vorsteher der Finanzkontrolle und den Leiter der Datenaufsichtsstelle. Beide Wahlzettel sind vorgedruckt. Ich bitte die Stimmenzähler, die Kuverts auszuteilen.

Die Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler verteilen die Wahlkuverts für die zwei weiteren Wahlgeschäfte und sammeln sie nach erfolgter Wahl wieder ein.

Präsident. Das nächste Wahlkuvert, das ausgeteilt wird, betrifft die Ersatzwahl des Mitglieds SiK von der SP. Ich bitte die Stimmenzähler, die Wahlkuverts auszuteilen. Noch etwas zur Handhabung der Wahlkuverts: Es ist nicht dringend nötig, diese zuzukleben und zu unterschreiben. Das können Sie unterlassen, vor allem das Zukleben ist nicht nötig.

Die Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler verteilen die Wahlkuverts für das weitere Wahlgeschäft und sammeln sie nach erfolgter Wahl wieder ein.

Präsident. Das letzte Kuvert ist für die Wahl eines Vertreters der EDU im Ausschuss IV der JuKo. Ich bitte die Stimmenzähler, die Kuverts auszuteilen.

Die Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler verteilen die Wahlkuverts für das letzte Wahlgeschäft und sammeln sie nach erfolgter Wahl wieder ein.

Geschäft 2018.RRGR.76

Wahl einer Richterin oder eines Richters deutscher Muttersprache für das kantonale Zwangsmassnahmengericht, mit Beschäftigungsgrad 100 %, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Geschäft 2018.RRGR.138

Wahl einer Richterin oder eines Richters französischer Muttersprache für die Regionalgerichte, mit Beschäftigungsgrad 100 %, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Geschäft 2018.RRGR.159

Wahl einer Richterin oder eines Richters deutscher Muttersprache für die Regionalgerichte, mit Beschäftigungsgrad 100 %, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Geschäft 2018.RRGR.141

Wahl einer Fachrichterin oder eines Fachrichters in arbeitsrechtlichen Streitigkeiten deutscher Muttersprache für die Regionalgerichte, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Gemeinsame Beratung der Wahlgeschäfte 2018.RRGR.76, 2018.RRGR.138, 2018.RRGR.159 und 2018.RRGR.141.

Wahlresultate siehe Vormittagssitzung vom 6. Juni 2018, Geschäft 2017.RRGR.682.

Präsident. Wir kommen zu den Richterwahlen. Ich erteile das Wort der Vorsitzenden der JuKo, Grossrätin Gygax-Böninger.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (BDP), Kommissionspräsidentin der JuKo. Heute Vormittag stehen einmal mehr Richterwahlen auf der Traktandenliste, die die JuKo vorbereitet hat. Wir haben auch heute wieder die Qual der Wahl. Der Ausschuss IV hat sehr gute Kandidatinnen und Kandidaten begrüssen und befragen dürfen, und ich danke an dieser Stelle allen, die sich beworben haben. Gleichzeitig danke ich herzlich allen abtretenden Richtern, die mit der heutigen Wahl ersetzt werden, für ihre langjährige Arbeit, die sie für die bernische Justiz und somit für den Kanton Bern geleistet haben.
Heute stehen folgende Vorschläge auf der Traktandenliste: Erstens die Wahl einer Richterin oder eines Richters deutscher Muttersprache für das kantonale Zwangsmassnahmengericht, mit einem Beschäftigungsgrad von 100 Prozent. Altershalber wird Herr Jürg Zinglé per Ende Juni 2018 demissionieren. Er ist Gerichtspräsident am kantonalen Zwangsmassnahmengericht. Wir wählen für eine Amtsdauer bis Ende 2022. Er war bis dahin gewählt, und daher braucht es jetzt einen Ersatz. Die JuKo kann folgende Kandidatinnen und Kandidaten zur Wahl empfehlen: Herr Markus D'Angelo, SP, Frau Karin Marti, parteilos, und Herr Marc-Oliver Nuspliger, FDP. Sie werden hierzu einen leeren Wahlzettel erhalten.
Bei der nächsten Wahl geht es um eine Richterin oder einen Richter französischer Muttersprache für das Regionalgericht, mit einem Beschäftigungsgrad von ebenfalls 100 Prozent. Altershalber wird Herr Michel Möckli von der SP per Ende Dezember 2018 demissionieren. Er ist Gerichtspräsident am bernischen Regionalgericht Jura-Seeland. Er ist ebenfalls für die Amtsdauer bis Ende 2022 gewählt, und daher braucht es einen Ersatz. Die JuKo kann folgende Kandidatin und folgenden Kandidaten vorschlagen: Herr Daniel Bäumlin, parteilos, und Frau Isabelle Miescher, ebenfalls parteilos. Auch hier erhalten Sie einen leeren Wahlzettel.
Die dritte Richterwahl betrifft eine Richterin oder einen Richter deutscher Muttersprache für das Regionalgericht, mit einem Beschäftigungsgrad von 100 Prozent. Herr Balz Oberle, SP, Richter am Regionalgericht Bern-Jura-Seeland wird auch auf Ende Dezember 2018 demissionieren. Er ist ebenfalls bis 2022 gewählt, und es braucht daher einen Ersatz. Die JuKo kann folgenden Kandidaten und folgende Kandidatin empfehlen: Herr Michael Erismann, SP, und Frau Denise Weingart-Schneider, SVP. Auch hier gibt es einen leeren Wahlzettel.
Bei der letzten Richterwahl geht es um die Wahl einer Fachrichterin oder eines Fachrichters in arbeitsrechtlichen Streitigkeiten deutscher Muttersprache für die Regionalgerichte. Herr Rappa hat aufgrund seiner Wahl in den Grossen Rat per Ende Mai 2018 demissioniert. Er war Fachrichter in arbeitsrechtlichen Streitigkeiten für das Regionalgericht Emmental-Oberaargau. Auch er war bis Ende 2022 gewesen, daher braucht es einen Ersatz. Dem Kantonal-Bernischen Gewerbeverband steht das Vorschlagsrecht zu, und hier geht es um einen Beschäftigungsrat im Nebenamt. Es gibt hier keinen Parteienproporz. Die JuKo kann aufgrund des Vorschlags des Kantonal-Bernischen Gewerbeverbands Herrn Christoph Wyss vorschlagen. Hier erhalten Sie einen vorgedruckten Wahlzettel.
Schlussendlich haben wir noch eine wichtige Wahl. Einige Fraktionen haben bereits dazu gesprochen. Es geht um die Wahl für die Leitung der Datenaufsichtsstelle für die Amtsdauer vom 1. März 2019 bis Ende Februar 2023. Bekanntlich geht der bisherige Datenschutzbeauftragte, Herr Siegenthaler, in Pension. Sie haben es gehört, die JuKo kann hier einstimmig dem Wahlvorschlag des Regierungsrats folgen und unterstützt Herrn Dr. Ueli Buri. Auch für ihn werden Sie einen vorgedruckten Zettel im Kuvert finden.

Präsident. Gibt es weitere Fraktionssprecher? Wenn nicht… Doch, für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrätin Hässig. Ich bitte Sie, sich frühzeitig zu melden.

Kornelia Hässig Vinzens, Zollikofen (SP). Ich komme zum letzten Mal hier nach vorne in Sachen Richterwahlen. Es ist nicht immer ein einfacher Gang gewesen, aber ich habe es immer gerne gemacht. Ich komme auch nicht nach vorne, um zu jammern oder um auszuteilen, ich komme zum letzten Mal nach vorne und versuche, Sie mit sachlichen Argumenten zu überzeugen. Ich gehe der Reihe nach, so wie wir wählen werden. Zum Zwangsmassnahmengericht: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird unseren Markus D'Angelo wählen. Als Leiter der Abteilung Straf- und Massnahmenvollzug kennt er die Materie in- und auswendig, und das Fachwissen stufen wir als gleichwertig ein wie die grössere richterliche Routine, über die Herr Nuspliger verfügt. Die Entscheide, die am Zwangsmassnahmengericht gefällt werden müssen, verlangen nicht nur «Speditivität» und Fingerspitzengefühl, sondern auch eine eingehende Kenntnis der Materie. Hier verfügt Herr D'Angelo sicher über viel mehr Erfahrung, die er gewinnbringend in seinen neuen Beruf einbringen könnte.
Ich komme zur Wahl der Richterin französischer Muttersprache. Wir unterstützen vonseiten unserer Fraktion grossmehrheitlich Frau Miescher, ein paar Stimmen wird auch Herr Bäumlin erhalten.
Nun komme ich zum Filetstück der heutigen Wahlen, man könnte es auch das Pièce de Résistance nennen: die Wahl der Richterin, des Richters deutscher Muttersprache. Die zu ersetzende Stelle ist die Stelle des SP-Richters Balz Oberle. Es ist also eine SP-Stelle, und es ist mir wichtig, dies hervorzuheben. Wenn wir diese Stelle mit einer SVP-Vertreterin besetzen würden, würde die Ausschöpfung des Proporzanspruchs der SVP von heute 80 Prozent auf 86 Prozent ansteigen. Jene der SP würde von heute 78 Prozent auf 71 Prozent absacken. Der BDP haben wir vor den Grossratswahlen gerade noch geholfen, eine Ausschöpfung von mehr als 100 Prozent zu erreichen. Die FDP ist ebenfalls übervertreten, und die Grünen und die EVP haben den Proporz quasi gerade so ausgeschöpft. Nur die glp ist noch weniger vertreten als die SP. Es ist in diesem Saal bei Richterwahlen immer und immer wieder betont worden, dass man den Proporz hochhalten soll. Ich habe es jetzt so oft gehört, wir halten ihn auch hoch. Die Stelle, die wir heute besetzen, ist eine SP-Stelle. Die SVP hat im Moment, wie gesagt, eine Ausschöpfung von 80 Prozent, wir eine von 78 Prozent. Somit kann ganz klar und deutlich gesagt werden, dass die SP einen höheren Anspruch hat. Wer etwas anderes behauptet, versteht schlicht und einfach nichts von Mathematik. In der nächsten Session stehen bereits wieder Wahlen an. Dann müssen wir eine SVP-Stelle ersetzen. Mit ein bisschen Gerechtigkeitssinn, meine Kolleginnen und Kollegen, ist es eigentlich klar, dass wir heute den SP-Kandidaten wählen müssen, und das nächste Mal wäre der SVP-Kandidat dran. Beide Kandidaten sind gut qualifiziert. Ich möchte sie nicht gegeneinander ausspielen. Wie Sie wissen, werden die Aufgabengebiete bei Neubesetzungen mit grösster Wahrscheinlichkeit sowieso neu zusammengewürfelt. Wie Sie dem Lebenslauf von Herrn Erismann entnehmen konnten, verfügt er über eine breite richterliche Erfahrung, was ihm helfen wird, und auch über eine längere richterliche Routine als Frau Weingart-Schneider. Somit ist er vielleicht sogar ein bisschen besser gerüstet für die neue Stelle, die definitiv oder sicher mit grosser Wahrscheinlichkeit neu zusammengewürfelt wird.
Die SP ist die zweitgrösste Fraktion in diesem Saal. Das sollte sich auch im Richteramt spiegeln. Auch eine SVP-Kandidatin kann einmal warten. Unsere Kandidaten und Kandidatinnen mussten immer mehrmals antreten. Das hat mich manchmal wirklich etwas genervt. Darum bleiben Sie doch Ihren Argumentationen treu, und halten wir am Proporz fest. Es liegt klar auf der Hand, wir haben hier heute den grösseren Anspruch. Es ist eine SP-Stelle, die wir ersetzen. Herr Erismann ist bestens qualifiziert, Frau Weingart-Schneider auch – das gebe ich zu. Wir wählen das nächste Mal ganz gerne eine SVP-Kandidatin.

Patrick Freudiger, Langenthal (SVP). Für mich ist es nicht der letzte Gang an das Rednerpult bei den Richterwahlen, ich bleibe noch etwas in der JuKo und möchte mich bei dieser Gelegenheit bei allen Kolleginnen und Kollegen für die Wahl bedanken. Zur Sache: Wir haben verschiedene Richterwahlen. Unbestritten ist die Wahl von Christoph Wyss, hier besteht ein Vorschlagsrecht der Verbände. Für das Zwangsmassnahmengericht hat der Ausschuss IV die Kandidaten begutachtet, und es haben sowohl Herr D'Angelo, Frau Marti als auch Herr Nuspliger allgemein gesprochen einen guten Eindruck hinterlassen. In der Qualifikation hat es von der Eignung her jedoch eine gewisse Nuance gegeben. Herr Nuspliger hat die beste Qualifikation erhalten; er hat Erfahrung als Vorsitzender der Schlichtungsbehörde, ist Gerichtsschreiber und hat auch Erfahrung als selbstständiger Rechtsanwalt. Vor diesem Hintergrund erachten wir ihn als am besten qualifiziert. Der Parteienproporz spielt beim Zwangsmassnahmengericht nicht, darum ist das hier auch ausser Betracht zu lassen. Selbstverständlich verfügt Herr D'Angelo ebenfalls über eine sehr gute Biografie und Erfahrung im Strafvollzug. Wir sind jedoch der Meinung, am Zwangsmassnahmengericht, wo man faktisch tagtäglich über sensible Fälle wie Untersuchungshaft entscheiden muss, brauche es jemanden, der trainiert ist zu entscheiden

und die entsprechende richterliche Erfahrung hat. Daher werden wir Herrn Nuspliger die Stimme geben. Bei der Wahl für die französischsprachige Richterstelle werden wir Frau Miescher die Stimme geben – wiederum aufgrund ihrer Erfahrung, über die sie in der bernischen Justiz verfügt, und im Übrigen auch aufgrund der sehr guten Rückmeldungen. Herr Bäumlin hat ebenfalls eine interessante Biografie, aber er hat etwas weniger Erfahrung innerhalb der bernischen Justiz als Frau Miescher. Darum hier die Stimme für Frau Miescher.
Nun noch das sogenannte Pièce de Résistance, wie es meine Vorrednerin genannt hat, die Wahl für die deutschsprachige Richterstelle: Beide Kandidaten haben ein «sehr geeignet» erhalten. Meine Vorrednerin hat proporztechnisch etwas zu dramatisieren versucht. Bei Lichte betrachtet haben beide einen vergleichbaren Anspruch; sowohl die SP als auch die SVP haben den Proporz *nicht* ausgeschöpft. Wenn man mit Prozenten rechnet, so liegt die SP ein klein wenig vorne. Wenn man die absoluten Zahlen anschaut, liegt heute die SVP etwas vorne. Man hat die diese Wahl heute zum Dreh- und Angelpunkt des Proporzes machen wollen. Wenn man nur ein paar Monate nach vorne schaut, wird bereits im September wieder eine nächste Stelle ausgeschrieben werden. Wenn die SP heute kürzer tritt, wird sie bereits den sehr deutlich ausgewiesenen Proporzanspruch haben. Diesen hat sie heute noch nicht, heute sind sowohl die SVP als auch die SP proporztechnisch klar untervertreten. Also kann man hier mit der Proporzüberlegung nicht so gut argumentieren.
Wir haben die Wahl zwischen einer Frau und einem Mann. Frau Weingart ist mehrfache Mutter. Für gewisse Fraktionen hier drinnen ist dies manchmal bereits Grund genug, die Frau zu wählen, da Frauen in den Gerichtsbehörden untervertreten sind. Wir nehmen heute zur Kenntnis, dass die SP-Fraktion sich gegen eine Frau stellt, obwohl Frauen untervertreten sind. Offenbar soll das Frauenargument immer nur dann gelten, wenn hinter der SP-Kandidatur eine Frau steht. Es stellt sich hier die Frage, wie glaubwürdig ein solches Argument ist. Ich möchte jedoch beliebt machen, Frau Weingart nicht aus Quotenüberlegungen zu wählen, sondern aus fachlichen Überlegungen. Frau Weingart hat ein «sehr geeignet» erhalten, die beste Qualifikation. Was bei ihr jedoch besonders hervorsticht, ist, dass sie eine Spezialistin im Schuldbetreibungs- und Konkursrecht ist, und sie hat auch auf diesem Gebiet doktoriert. Die zu besetzende Stelle in Biel ist eine Stelle mit Schwerpunkt Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. Sie ist die Idealbesetzung für diese Stelle, und darum ist diese Proporzdiskussion, durch die man mit 0,1 Prozent einen Mehranspruch zu begründen versucht, hier etwas deplatziert. Frau Weingart ist die richtige Person für diese Stelle. Ich möchte an dieser Stelle noch hervorheben, dass sie als Anwältin selbstständig tätig gewesen ist. Sie kennt das Gericht nicht nur von innen als Obergerichtsschreiberin, sondern auch von aussen als selbständige Anwältin, und das ist sehr wichtig. Ich kann Ihnen aus meiner Erfahrung als selbstständiger Anwalt sagen, dass es manchmal ein Problem ist, Leute ohne Aussenerfahrung zu haben. Es ist wichtig, dass man auch als Richter und Richterin die Sichtweise der Parteivertretungen kennt, um am Schluss wohl abgewogene Urteile zu fällen. Das spricht aus unserer Sicht besonders für Frau Weingart. Zum Schluss noch Folgendes: Sie nimmt regelmässig an Weiterbildungen teil, doktoriert hat sie bereits. Sie hat sich für einen CAS-Lehrgang angemeldet und im Übrigen auch für eine Veranstaltung «Prozesse am Runden Tisch», um sachangepasste Lösungen vorzulegen, die beim Zusammentreffen beider Seiten möglichst von diesen akzeptiert werden. Ich möchte Ihnen beliebt machen, Frau Weingart zu wählen. Herr Erismann ist zweifellos ebenfalls sehr geeignet. Aufgrund der Besonderheiten dieser Stelle und aufgrund der herausragenden Biografie von Frau Weingart-Schneider möchten wir Ihnen aber beliebt machen, dieses Mal Frau Weingart-Schneider zu unterstützen und bedanken uns bei Ihnen, wenn Sie dies tun.

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). Die BDP-Fraktion bedankt sich bei allen Bewerbern für das Interesse an den offenen Stellen. Wir befinden uns in der guten Situation, dass wir unter gut qualifizierten Kandidatinnen und Kandidaten auswählen können. Ich gebe gerne unser Wahlverhalten bekannt und erlaube mir, dies relativ kurz zu machen. Meine beiden Vorredner haben hierzu bereits genügend darüber diskutiert. Bei der Wahl zum Richter deutscher Muttersprache für das Zwangsmassnahmengericht unterstützen wir Herrn Marc-Olivier Nuspliger. Bei der Wahl einer Richterin, französische Muttersprache für die Regionalgerichte, Frau Isabelle Miescher, bei der Wahl Richterin deutsche Muttersprache für die Regionalgerichte Frau Denise Weingart-Schneider und bei der Wahl zum Fachrichter in arbeitsrechtlichen Streitigkeiten Herrn Christoph Wyss. Die BDP-Fraktion hat bei den Stellen, bei denen es mehrere Bewerbungen gegeben hat, Vorstellungsgespräche durchgeführt, und wir bedanken uns bei allen Teilnehmerinnen und Teilnehmern, dass sie bei uns waren.

Antonio Bauen, Münsingen (Grüne). Bei der Vorstellung der Richter für das Zwangsmassnahmengericht gab es auch eine Bewerbung von zwei Personen, die sich diese Stelle, die ja mit 100 Prozent

ausgeschrieben war, gerne im Verhältnis von 50 zu 50 Prozent, geteilt hätten. Wir haben diesen Personen Qualitäten attestieren können und festgestellt, dass auch diese beiden sehr geeignet gewesen wären. Leider kam man rein sachlich zum Schluss, dass diese beiden Personen, die sich die Stelle teilen wollten, keine Chance gehabt hätten, hier gewählt zu werden, da die Stelle klar als 100-Prozent-Stelle ausgeschrieben war. Das wäre – das gebe ich zu – gegenüber anderen Personen ungerecht, die sich vielleicht auch einen Teilzeitjob hätten vorstellen können, sich jedoch nicht gemeldet hatten, weil die Stelle mit 100 Prozent ausgeschrieben war. Fazit für mich: Wir sollten unbedingt darauf achten, dass man bei jeder Stelle die Thematik Teilzeitstelle, Teilzeitausschreibung oder Jobsharing wirklich dahingehend anschaut, ob 50 zu 50 Prozent möglich wären. Denn die Rückmeldungen, dass dergleichen grundsätzlich möglich wäre, waren sehr positiv. Wir sollten also in den nächsten Ausschreibungen klar definieren, ob allenfalls auch Teilzeitmöglichkeiten in Betracht gezogen werden können, auch wenn sie mit 100 Prozent ausgeschrieben sind. Soweit zu diesem Thema.
Zur eigentlichen Wahl an das Zwangsmassnahmengericht steht für uns klar Marc-Olivier Nuspliger im Vordergrund. Wir werden ihn wählen. Wir haben den Eindruck, er sei hierfür sehr gut qualifiziert. Bei der Wahl des Richters oder von Richterinnen französischer Muttersprache hatten wir ja mehrere Bewerbungen, und hier steht für uns Frau Isabelle Miescher im Vordergrund.
Bei der Wahl Richter und Richterinnen deutscher Muttersprache für das Regionalgericht haben wir ebenfalls zwei sehr qualifizierte Bewerbungen gehabt. Wir haben vorher im Detail die Erläuterungen betreffend die beiden Personen und ihre Qualifikationen gehört: Frau Weingart-Schneider von der SVP und Herr Erismann von der SP. Wie gesagt, bei beiden durften wir feststellen, dass sie sehr gut qualifiziert sind. Nach den Wahlen im Frühling haben sich die Proporzverhältnisse ganz leicht geändert. Der Vorredner oder Vorvorredner hat gesagt, der Unterschied sei ganz knapp, aber wenn ich es im Detail betrachte und wir pingelig sein wollen, hat die SVP 14,5 Stellen, aber Anspruch auf 18 Stellen. Das ergibt einen Erfüllungsgrad von 80,5 Prozent. Die SP hat 11,7 Stellen und einen Anspruch auf 15 Stellen und einen Erfüllungsgrad von 78 Prozent. Sie hat somit, auch wenn es knapp ist, eigentlich den etwas höheren Anspruch. Herr Erismann hat uns bei der Vorstellung in der Fraktion einen sehr guten Eindruck gemacht, und er hat sich schon das letzte Mal zugunsten von anderen zurückgezogen. Daher bezeichnen wir ihn heute klar als Favoriten und werden ihn auch wählen. Bei den nächsten Wahlen in der nächsten Session, auch dies wurde bereits gesagt, wird es wieder Richter und Richterinnen für die Regionalgerichte zu wählen geben. Wir werden dann sicher Frau Weingart-Schneider nochmals auf die Traktandenliste aufnehmen, und sie steht bei uns auch schon im Vordergrund. Zum Abschluss: Wir werden sicher Herrn Christoph Wyss wählen.

Adrian Haas, Bern (FDP). Ich mache es kurz. Beim Zwangsmassnahmengericht haben wir einen sehr gut qualifizierten Kandidaten: Marc-Olivier Nuspliger mit viel Erfahrung als Anwalt und Gerichtsschreiber sowie Vorsitzender der Schlichtungsbehörde Bern-Mittelland. Wir wählen natürlich ihn, nicht zuletzt auch, weil er unserer Partei angehört, aber er ist wirklich besser qualifiziert als die Gegenkandidaten.
Für das französischsprachige Regionalgericht wählen wir Isabelle Miescher. Sie verfügt über Erfahrung in der bernischen Justiz. Sie ist bei uns in der Fraktion als jung, dynamisch, bodenständig und offen rübergekommen. Wir wählen sie mit gutem Gewissen. Zum Regionalgericht und die deutschsprachige Stelle: Hier haben wir zwei sehr ausgewiesene Kandidatinnen beziehungsweise Kandidaten. Wir haben uns für Frau Weingart-Schneider entschieden, vor allem weil sie Spezialistin auf dem Gebiet des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG) ist, was sicher sehr gefragt ist. Worüber wir uns besonders gefreut haben, sind ihre wissenschaftlichen Publikationen, die sie als Hobby angegeben hat. Zudem ist sie eine Frau. Wie wir gehört haben, wäre es gut, bei gleicher Qualifikation die Frau zu wählen.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Ich mache es kurz. Die glp wird in der ersten Wahl bezüglich des Zwangsmassnahmengerichts Herrn Nuspliger unterstützen. Er ist ausgewiesener Fachmann, hat in der Zwischenzeit viel Erfahrung bei der Schlichtungsstelle und ist im ganzen Wahlprozedere sehr gut rübergekommen. Bezüglich der Richterinnen und Richter französischer Muttersprache unterstützen wir Frau Miescher.
Wichtig für uns ist dritte Wahl: Von den Kandidaten deutscher Muttersprache für das Regionalgericht unterstützen wir Frau Weingart-Schneider, dies aus drei Gründen: Ich muss klar sagen, dass sie, von all den Leuten, die sich vorgestellt haben, die besten Referenzen gehabt hat. Sie hat einen überzeugenden Eindruck hinterlassen, sie ist aufs SchKG spezialisiert – wie bereits erwähnt –, und sie ist eine Frau. Uns erstaunt die Argumentationslinie. Sonst sagt man immer, bei gleicher Qualifikation,

sollte es möglichst eine Frau sein. Bei der SP scheint das aber nur insoweit zu gelten, als es um eigene Parteileute geht und sie der SVP vorwirft, sie habe keine Frauen. Wenn diese einmal eine hochqualifizierte Frau bringt, unterstützen wir diese Kandidatin sehr gerne. Zur Argumentationslinie, wonach man Prozentzahlen innerhalb der Möglichkeiten aufzurechnen beginnt: Liebe SP-Kolleginnen und -Kollegen, dann müsste man in den nächsten vier Jahren bei gleicher Qualifikation eigentlich immer glp wählen – wenn das das ausschlaggebende Kriterien wäre. Wir mussten ein paarmal mit unseren Leuten vorbeikommen, obwohl wir im Rahmen des Proporzanspruchs immer den grössten Anteil gehabt hätten. Daher ist klar, dass wir bei der vierten Wahl Christoph Wyss unterstützen.

Christine Schnegg, Lyss (EVP). Auch ich mache es kurz. Für die erste Wahl für das Zwangsmassnahmengericht empfehlen wir Ihnen ganz herzlich Marc-Olivier Nuspliger. Wir werden ihn wählen. Für die Wahl einer Richterin oder eines Richters französischer Muttersprache für die Regionalgerichte unterstützen wir Isabelle Miescher. Für die Wahl Richterin oder Richter deutscher Muttersprache haben wir wirklich sehr gute Bewerbungen erhalten. Wir unterstützen Herrn Michael Erismann aufgrund des Proporzanspruchs, auch wenn dieser nur leicht höher ist als jener der SVP. Frau Weingart-Schneider ist eine sehr qualifizierte Kandidatin, und ich bin sicher, sie wird bei den nächsten Wahlen zum Zug kommen. Herzlich empfehlen wir Ihnen Herrn Christoph Wyss als Fachrichter bei arbeitsrechtlichen Streitigkeiten.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Ich gebe Ihnen das Wahlverhalten der EDU-Fraktion bekannt. Vorausschickend noch zuhanden der Kandidatinnen und Kandidaten: Als kleinste Fraktion verzichten wir jeweils darauf, Vorstellungsgespräche in unserer Fraktion zu organisieren, uns genügen die im Ausschuss IV der JuKo stattfindenden. Bei der ersten Wahl werden wir grossmehrheitlich Herrn Nuspliger unterstützen, es wird auch eine Sympathiestimme für Frau Marti geben. Für die zweite Wahl haben wir uns für Frau Miescher entschieden. Betreffend die dritte Wahl können wir uns vollumfänglich der Argumentation von Kollegin Mühlheim anschliessen und haben uns für Frau Denise Weingart-Schneider entschieden. Bei der vierten Wahl ist Herr Christoph Wyss auch bei uns unbestritten.

Präsident. Wir kommen zur Wahl der Richterinnen und Richter. Ich bitte die Stimmenzähler, die Wahlkuverts auszuteilen.

Die Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler verteilen die Wahlkuverts für sämtliche Richterinnen- und Richterwahlen und sammeln sie nach erfolgter Wahl wieder ein.

Präsident. Ich begrüsse Regierungspräsident Christoph Neuhaus. Wir fahren mit dem Detailprogramm fort. Noch zu den Wahlunterlagen: Sie haben mit dem Versand und auch hier Wahlunterlagen erhalten. Diese sind vertraulich zu behandeln, und es wäre gut, wenn Sie sie hier vorne bei den Parlamentsdiensten hinlegen würden, sodass diese separat entsorgt werden können. Ich danke Ihnen für Ihr Verständnis.

Geschäft 2017.RRGR.580

Motion 228-2017 BDP (Luginbühl-Bachmann, Krattigen)
Nicht mehr zeitgemässe öffentliche regionale Energieberatungen

Präsident. Wir fahren fort und kommen zum Traktandum 55, «Nicht mehr zeitgemässe öffentliche regionale Energieberatungen», einem Fraktionsvorstoss BDP/Luginbühl-Bachmann, Krattigen. Frau Grossrätin Luginbühl erhält das Wort als Motionärin.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Weshalb hat die BDP-Fraktion diesen Vorstoss eingereicht? Ich blende ein wenig zurück. Auf Stufe Bund ist die Energiestrategie mit einem erdrückenden Mehr vom Volk genehmigt worden. Das kantonale Energiegesetz vom 15. Mai 2011 (KEnG) haben wir vor kurzer Zeit hier drinnen im Saal genehmigt, ein Energiegesetz mit klaren Vorgaben, die wir immer unterstützt haben. Es sind zwar Zähne gezogen worden, ich erinnere explizit an die Gesetzes-

anpassung betreffend den Gebäudeenergieausweis der Kantone (GEAK). Noch weiter zurück: Nach Fukushima fand ein regelrechter Hype in der Energiefrage, aber auch zum Thema Atomkraft generell statt. Man ist ganz klar der Meinung, dass man aussteigen will. Das war nicht nur die Folge dieser Thematiken, aber Energiemessen, Beratungen, Sensibilisierung des Volkes und Weiterbildungen zu diesen Themen sind begehrt und werden immer wieder von grossen Publikumsmengen besucht, gerade die Messen. Alles hat also generell zugenommen, auch das Wissen im Volk. Wir haben in letzter Zeit verschiedene Sparpakete geschnürt und von vielen kantonalen Institutionen verlangt, sich nach der Decke zu strecken. Zudem haben wir eine Motion Kipfer *(M 165-2015)*, die verwaltungsinterne Arbeitsabläufe optimieren will, ebenfalls hier im Saal genehmigt und überwiesen, und bis dato, sieht man noch nicht wirklich, dass dies zum Tragen gekommen wäre.
Wenn ich den Begriff Energieberatung im Kanton Bern «google», erscheinen 47 600 Einträge. Auf der ersten Seite stehen 23 Einträge von Geschäften und Telefonnummern aus Bern und der Agglomeration sowie 121 Einträge unter yellow.local.ch. Es existiert also ausserhalb der kantonalen Beratung ein Markt. Die BDP ist dezidiert der Meinung, dass das, was der Markt, also die Wirtschaft und das Gewerbe, anbieten können, nicht zwingend von der öffentlichen Hand gemacht werden soll. Wenn zudem Stimmen aus Gemeinden gehört werden, oder man von den Gemeinden hört, dass pro Kopf Anteile für die Energieberatung gekürzt worden sind, weil die Nachfrage gesunken ist, oder man zum Gewerbe gegangen ist, so denke ich, dass es legitim ist, unsere drei Forderungen hier so zu stellen. Nämlich: Beratungsstellen zu analysieren, die Aufgaben anzupassen und wenn nötig, die Finanzierung zu reduzieren. Die Antwort der Regierung befriedigt uns nicht abschliessend, darum halten wir vorerst an der Motion fest. Es geht nicht darum, Fördergelder zu kürzen, nein gar nicht, es geht einfach darum, zu klären, wer was macht. Es geht auch nicht darum, die kantonalen Energieberatungen ersatzlos zu streichen. Aber allein die Tatsache, dass etwas gut läuft – und die Energieberatung läuft schon gut, es gibt einen Markt –, bedeutet nicht, dass man gewisse Sachen nicht optimieren soll oder kann, und zwar bevor die nächste Sparübung kommt, ganz nach dem Motto: Jetzt agieren, um dann später nicht reagieren zu müssen. Ich freue mich auf die Diskussion.

Präsident. Das Wort haben die Fraktionen, zuerst Grossrat Aeschlimann für die EVP.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP). Erstmal konnten wir den energiepolitischen Kurs der BDP bestaunen. In der Debatte zum Baugesetz vom 9. Juni 1985 (BauG) und zum KEnG hat diese Partei eine wichtige Rolle eingenommen. Umso erstaunter waren wir über diese rätselhafte Motion aus der Küche der BDP. Wir haben uns gefragt, ob die Partei nun eine energiepolitische Blackbox ist oder ob sie gegenüber ihrer Wählerschaft kalte Füsse bekommen hat. Sie haben es vorhin zu erklären versucht; ich konnte nicht jedem Punkt ganz folgen. Die grundsätzliche Zustimmung des Berner Stimmvolks zur Energiestrategie 2050 ist das eine, die Umsetzung und die Erreichung der Ziele etwas anderes. Im Vortrag zum KEnG ist nämlich zu lesen: «Der Bericht [zum Stand der Umsetzung der Energiestrategie] zeigt auf, dass beim Wärmebedarf und bei der Stromerzeugung die bestehenden Massnahmen noch nicht genügen, um die bis 2035 gesteckten Ziele zu erreichen.» Wir wissen alle, dass das KEnG auch noch nicht im Trockenen ist. Es gibt Kreise, die den globalen fossilen Energiesektor weiterhin bedienen und die einheimische technologische Entwicklung zurückbinden wollen. Sie haben das Referendum ergriffen. Selbst dann, wenn das neue KEnG rechtskräftig wird, wird die Erreichung der gesteckten Ziele nicht zum Selbstläufer. Liebe BDP-ler, gerade die neuen Vorschriften des KEnG, die neuen Förderangebote und die neuen technologischen Möglichkeiten, verlangen vermehrt die Beratung durch Fachleute.
Die BDP verweist in der Begründung auf die neuen Beratungen von Unternehmungen zu Geräteinstallationen. Alle, die die Branche kennen, wissen, dass im Energiebereich tätige Unternehmen gar nicht über die Kapazitäten für solche Beratungen verfügen. Für die Verbesserung der Gesamtenergieeffizienz genügt eine fachspezifische Beratung einfach nicht. Es braucht unabhängige Beratungen aus der nötigen Gesamtsicht. Ich mache immer noch die Erfahrung, dass die Architektin oder der Architekt, Bauunternehmerinnen und Bauunternehmer noch nicht einmal die Mindestanforderungen der aktuellen Kantonalen Energieverordnung vom 26. Oktober 2011 (KEnV) für die Sanierungen für einzelne Gebäudeteile kennen. Zudem, und das ist noch wichtig zu wissen, haben die Beratungen von diesen Unternehmen immer auch eine branchenspezifische Schlagseite. Ein Beispiel: Der Fassadenbauer empfiehlt Ihnen, die Fassade ganz einzupacken, doch die anstehende Sanierung des Dachs und der Heizung bleibt unerwähnt. Die BDP verweist im Weiteren auf das Know-how der Baukommissionen und der Bauverwaltungen. Sorry, aber auch dieses Argument greift einfach nicht. Von den erwähnten Personen aus den Gemeinden wird niemand ausrücken, um das Energiesparpotenzial

eines Gebäudes gründlich anzuschauen und zu identifizieren. Sonst zeigen Sie mir bitte die Gemeinde, die über solche Ressourcen verfügt. Die EVP-Fraktion lehnt aus den genannten Gründen und wegen der letzten Passage des Motionstextes den Vorstoss auch in eventuell gewandelter Form als Postulat ab. Die BVE hat bisher die zur Verfügung stehenden Mittel sehr geschickt eingesetzt und dabei fortlaufend, wirklich jährlich – das kann man nachschauen – die Angebote auf die energiepolitischen Ziele abgestimmt. Die bewährte Praxis soll weitergeführt werden.

Antonio Bauen, Münsingen (Grüne). Das KEnG und auch die Energiestrategie 2050 sind vom Volk deutlich angenommen worden. Die Schweiz hat das Klimaabkommen von Paris unterzeichnet. Handlungsbedarf und Zielsetzungen sind also klar. Das ist gut, bleibt aber ohne Wirkung, wenn es nicht oder nicht richtig umgesetzt wird. Gleichzeitig findet eine rasche, enorme technische Entwicklung statt. Diese verunsichert nicht nur die Privaten, sondern auch Gemeinden und sogar Fachleute, wie wir es vorhin schon gehört haben. Etwas Falsches zu machen, ist gerade in diesem Bereich fatal. Die Investitionen werden für zehn, zwanzig oder sogar vierzig Jahre getätigt. Es ist also äusserst wichtig, dass die Bauherren umfassend beraten werden und Hilfestellungen beim Vorgehen und den Massnahmen erhalten. Eine niederschwellige, unabhängige und umfassende Energieberatung ist darum von grösster Wichtigkeit. Acht regionale Energieberatungsstellen machen dies heute im Kanton Bern am Telefon, per E-Mail, vor Ort am Objekt. An dieser Stelle möchte ich all diesen Leuten für ihre gute Arbeit danken. Eine Statistik dokumentiert das Bedürfnis. Die Energieberatungsstelle Oberland-Ost, mit der ich viel zusammenarbeite, macht 200–400 Beratungen pro Jahr. Die Energieberatung Seeland kommt auf 1200–1800 Beratungen pro Jahr. Im Seeland hat es dieses Jahr bereits 783 Beratungen gegeben. Der Bedarf ist also mehr als nur ausgewiesen. So etwas kann eine einzelne kantonale Fachstelle überhaupt nicht leisten, und die Gemeinden durch die allgegenwärtigen Sparübungen leider auch nicht. Sie sind ja nicht einmal in der Lage, die energietechnischen Massnahmen am Bau auch wirklich zu kontrollieren. Die Erwartungen werden nicht nur an Private, sondern auch an Gemeinden und KMU abgegeben. Das ist ganz wichtig. Das Spektrum der Beratungen ist breit. Es ist eben nicht nur monokausal für die Fassade oder die Heizung, sondern es ist umfassend. Es gibt auch über die Förderprogramme, über die gesetzlichen Regelungen Auskunft. Für Kundinnen und Kunden sind solche Fragen nicht alltäglich, und sie sind alles andere als Spezialisten. Eine Unabhängigkeit und eine Produkteneutralität bei einer Beratung sind darum sehr wichtig. Zudem ist eine Beratung freiwillig; man muss nicht, man kann. Vielleicht ist es auch ein Fehler, vielleicht sollten wir heute sagen, es brauche eine obligatorische Beratung zumindest dann, wenn Fördergelder bezogen werden sollen. So könnten sicher einige Fehler und nicht zuletzt auch Fehlinvestitionen vermieden werden, die unter Umständen dann vierzig Jahre später noch wehtun. Ein Beispiel: Bei der Kontrolle der energietechnischen Massnahmennachweise durch die Energieberatungsstellen wurden im Seeland über oder rund 30 Prozent, im Oberland-Ost wesentlich mehr, teilweise bis 60 Prozent der Nachweise zurückgewiesen. Dies nicht wegen Lappalien, sondern wegen deutlichen, bedeutenden technischen Fehlern oder Unvollständigkeiten, notabene ausgeführt von Fachleuten.
Fazit: Die Wichtigkeit des Angebots der Energieberatungsstellen nimmt nicht ab, sondern wesentlich zu. Die heutige Finanzierung ist knapp, sie sollte eigentlich eher erhöht und nicht weiter reduziert werden. Die Aufgaben sind im Artikel 54 KEnV klar umschrieben. Eine Evaluation, wie sie in der Motion gefordert wird, ist bereits im Gang, und den Bericht hierzu werden wir demnächst erhalten. Dies muss also nicht nochmals gefordert werden. Aus all diesen Gründen lehnen wir Grüne die Motion einstimmig ab, auch wenn sie in ein Postulat gewandelt wird. Im Namen der heutigen und zukünftigen Kundinnen und Kunden der Energieberatungsstellen, lade ich Sie ein, dies ebenfalls zu tun.

Präsident. Ich bitte die Fraktionschefs, ihre Leute wieder zurückzuholen. Der Saal hat sich so sehr geleert, dass wir fast nicht mehr beschlussfähig sind. Als weiterer Fraktionssprecher hat Grossrat Trüssel für die glp-Fraktion das Wort.

Daniel Trüssel, Trimstein (glp). Die Anwesenheit im Saal zeigt eindeutig, wie wichtig hier drin die ganzen Anliegen in Bezug auf Energie und Energieeffizienz genommen werden – ich schliesse meine Fraktion davon nicht aus. *(Heiterkeit)* Ich erachte es als sinnvoll, von Zeit zu Zeit Aufgaben zu überprüfen, vor allem dort, wo es irgendwelche Überschneidungen zwischen dem privaten und dem öffentlichen Interesse gibt. Sie kennen meine Haltung zu diesem Thema. Die Forderung der Motionärin geht uns jedoch viel zu weit, vor allem, weil sie ganz klar fordert, die Finanzierung zu reduzieren. Hier kommen wir gar nicht in Versuchung, auch nur ansatzweise ein Ja zu drücken, sondern wir werden die Motion geschlossen ablehnen.

Im Hinblick auf die Energiewende, auf mehr Energieeffizienz und auf die Umsetzung des Energiegesetzes, das zweifelslos vom Volk angenommen werden wird, wird die ganze Forderung, Komplexität der Materie, die Integration von Gebäude zusammen mit intelligenter Technik immer wichtiger werden. Eine neutrale Beratung ist hier unglaublich wichtig. Wir betonen: eine *neutrale* Beratung. Neutrale Beratungen können von Unternehmern in der Regel schlecht oder nicht angeboten werden, weil sie produkte- oder technologiegebunden sind. Insofern möchten wir uns nicht gegen eine von Zeit zu Zeit vorzunehmende Aufgabenüberprüfung wehren. Wenn es daraus ein Postulat gibt, wird es wahrscheinlich vereinzelte Stimmen dafür geben.

Peter Flück, Interlaken (FDP). Grundsätzlich ist natürlich auch die FDP dafür, dass man Aufgaben überprüft. Ich glaube, das ist ein Dauerauftrag, den wir immer wieder einfordern müssen, auch bei der Verwaltung. Die Verwaltung macht es jedoch freiwillig, das wird in der Motionsantwort ebenfalls bereits aufgezeigt. Selbstverständlich sind auch wir der Meinung, dass man hier etwas an Private abgeben kann und auch soll und dass der Markt, das aufnimmt. Das ist teilweise geschehen. Anita Luginbühl hat das eindrücklich geschildert. Auf der anderen Seite ist auch klar, dass eine neutrale Energieberatung, wie Daniel Trüssel sie soeben erwähnt hat, zentral und sehr wichtig ist. In der heutigen, schnelllebigen Zeit, wo die Technik praktisch alle Monate irgendwelche Fortschritte macht, sind auch viele Unternehmen überfordert. Das stellen wir immer wieder fest. Ich stelle das in unserem eigenen Betrieb fest. Wir sind froh, dass wir zwischendurch an eine neutrale Stelle gelangen können und dort kurz abwägen: «Wie sehen Sie das? Ist dieses oder jenes richtig so, wie wir es einschätzen?». Dies stelle ich als Firma, aber auch als Präsident der Regionalkonferenz fest, die eine solche Energieberatungsstelle im Auftrag des Kantons zu betreiben hat. Das haben wir im Gesetz so verankert, das haben wir hier drinnen beschlossen. Nach wie vor nehmen sehr viele Private diesen Dienst in Anspruch, aber auch sehr viele Gemeinden, weil sie ebenfalls von der ganzen Thematik überrollt werden.
Wenn die Energiestrategie, die wir auf Bundesebene beschlossen haben, tatsächlich umgesetzt werden soll, sind wir der festen Überzeugung, dass es diese neutralen Energieberatungsstellen in Zukunft braucht. Wenn wir noch über die Kosten sprechen, so hat der Regierungsrat bereits den Betrag, den man an die Energieberatungsstellen ausschütten kann, auf das absolute Minimum reduziert. Es werden noch 80 Rappen ausbezahlt. Das sind in diesem Jahr rund 800 000 Franken, davon zahlt der Bund aus der CO_2-Abgabe 600 000 Franken. Die neutralen Energieberatungsstellen kosten den Kanton gerade noch 200 000 Franken. Ich weiss, das ist nach wie vor eine stolze Summe, aber wenn man es auf die Energieberatungsstellen verteilt, ist es doch nicht mehr eine so grosse Summe, die hier zur Verfügung steht. Insbesondere, weil auch die Gemeinden diesen Dienst jetzt und sicher auch in Zukunft in Anspruch nehmen wollen, bin ich der Meinung, man solle den Planungsregionen und Regionalkonferenzen, die diese Aufgabe per Gesetz erfüllen müssen, eine gewisse Planungssicherheit geben. Wir haben in der Regionalkonferenz Oberland-Ost neutrale Energieberater angestellt. Das gilt auch für die Planungsregionen Emmental und Oberaargau. Da macht es wenig Sinn, wenn wir in einem oder zwei Jahren bereits wieder über die Bücher gehen und ihnen allenfalls sagen müssen: Hört zu, ihr müsst euch eine andere Herausforderung suchen. Die FDP lehnt diesen Vorstoss einstimmig ab, und zwar als Motion wie auch als Postulat.

Walter Sutter, Langnau i. E. (SVP). Die Energie sowie auch der Umgang damit sind heute und auch in Zukunft wichtige Themen. Die SVP-Fraktion hat in der Frage, ob die öffentlichen regionalen Energieberatungen in der heutigen Form noch gebraucht werden, keine gemeinsame Haltung. Die Mehrheit der Fraktion schliesst sich aber der schlüssigen Antwort der Regierung an. Die Motion verlangt eine Analyse betreffend Angebot und Aufgaben der entsprechenden Beratungsstellen. Diese ist gemäss Regierungsrat bereits im letzten Jahr durchgeführt worden, und das erarbeitete angepasste Konzept wird die Grundlage für die neuen Leistungsverträge 2019 sein. Die explizite Forderung im Motionstext, wonach die Kostenbeteiligung des Kantons noch weiter reduziert werden müsse, lässt die Vermutung zu, dass die BDP den öffentlichen regionalen Energieberatungen die Luft abschnüren will.
Das Angebot der regional organisierten Beratungsstellen sowie die kantonale Kostenbeteiligung sind im KEnG festgeschrieben. Die Regionen nehmen die Verantwortung wahr und bieten diese Beratung an. In der Region Emmental, dort zumindest kann ich es beurteilen, funktioniert das Ganze sehr gut, und das Angebot wird geschätzt und genutzt. Im Rahmen der Angebots- und Strukturüberprüfung (ASP) 2014 wurde die kantonale Kostenbeteiligung schon von 1,50 Franken auf das gesetzlich verankerte Minimum von 80 Rappen pro Einwohner gekürzt. Die Mehrheit der SVP gewichtet die neutrale öffentliche Beratung in Energiefragen höher als das mögliche Sparpotenzial in der Staatskasse,

das nicht so wahnsinnig hoch ist. Wir befürchten, die öffentliche Aufgabe und die ganzen Kosten der Beratungen könnten plötzlich doch an den Gemeinden hängen bleiben, wenn sich der Kanton ganz zurückzieht. Aus diesen Gründen lehnt die Mehrheit der Fraktion SVP die Motion ab. Eine Minderheit findet, diese Beratung könne durchaus auch von Privaten angeboten werden, und stimmt der Motion zu. Sollte die Motion in ein Postulat gewandelt werden, wird das Stimmenverhältnis wahrscheinlich ähnlich ausfallen. Dies, wenngleich ich persönlich der Meinung bin, eine solche Forderung wie in Punkt 3 sei explizit kein Prüfauftrag.

Ueli Frutiger, Oberhofen (BDP). Wie wohl zu erwarten ist, unterstützt die BDP-Fraktion natürlich ihren eigenen Vorstoss. Wir erachten es als sinnvoll, die Rolle der öffentlichen Energieberatung zu überprüfen und die Tätigkeit zu analysieren. In diesem Bereich spricht niemand gleich von abschaffen. Hier sind viele unabhängige private Energieberatungsunternehmen und -büros unterwegs, die diese Beratungen ebenfalls umfassend und gut machen können. Will jemand heute eine Liegenschaft energietechnisch sanieren, braucht der Liegenschaftsbesitzer in den meisten Fällen eine umfassende Beratung, die über die eigentliche Energieberatung hinausgeht. Der Sanierungserfolg kann nur sichergestellt werden, indem alle Aspekte bei einer Sanierung angeschaut werden. Im einen Fall sind das sicher die Haustechnikplaner – ob Heizung, Sanitär oder Elektro, aber es müssen auch bauphysikalische und baubiologische Aspekte oder sogar statische Eingriffe in eine Liegenschaft überprüft werden. All diese Planungsfelder müssen von A bis Z geprüft werden und in ein allfälliges Sanierungskonzept einer Liegenschaft einfliessen. Damit wird garantiert, dass eine Sanierung schlussendlich gut abläuft und die Arbeiten zufriedenstellend ausgeführt werden können. Wenn man solch eine Planung durchführt, können die Arbeiten auch etabliert werden.
Die Fraktion der BDP ist der Meinung, dass die öffentliche regionale Energieberatung einen solchen Vollservice nicht anbieten kann. Eine kostenlose Erstberatung kann aus unserer Sicht die geschilderten Anforderungen, die hier angeschaut werden müssen, nicht erfüllen. Auch ein Privatplanungsbüro ist durchaus in den meisten Fällen bereit, eine Erstberatung kostenlos durchzuführen. Auch den Einwand wegen der Neutralität der Beratung sehen wir als nicht stichhaltig an. Ein guter Planer oder ein guter Unternehmer legt einem Bauherrn immer verschiedene Varianten mit Vor- und Nachteilen vor, wie er zum Beispiel seine Gebäudehülle oder die Heizung sanieren kann, und drückt ihm nicht einfach das Erstbeste aufs Auge. Aus all diesen Gründen sind wir der Meinung, dass man diese Motion annehmen sollte, um eine Überprüfung zu ermöglichen. Es spricht niemand von Abschaffen. Die Fraktion steht einstimmig hinter ihrer Motion.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Hässig das Wort.

Kornelia Hässig Vinzens, Zollikofen (SP). Ich gehe davon aus, dass wir uns in den nächsten vier Jahren noch häufig mit solchen von Abbau getriebenen Vorstössen beschäftigen müssen. Schade, wer nur ans Sparen denkt entwickelt sicher keine Visionen. Visionen wären eigentlich das, was unser Kanton brauchen könnte. Sie haben jetzt abzuschwächen versucht, man wolle diese gar nicht streichen, aber es steht klipp und klar, schwarz auf weiss: «[…] die Finanzierung [ist] zu reduzieren.», und das ist für mich eben Finanzierungsabbau. Die Antwort der Regierung zeigt auf, dass die Energieberatungsstellen nach wie vor zeitgemäss sind. Wir bedauern daher den unzeitgemässen Vorstoss der BDP.
Zuerst zu den Fakten. Ich nehme die Beratungsstelle der Regionalkonferenz Bern-Mittelland als Beispiel. Die Regionalkonferenz hat einen Leistungsvertrag mit dem Institut Bau und Energie (Ibe) abgeschlossen. Mit diesem Leistungsvertrag wird eine fachlich kompetente und neutrale Dienstleistung gewährleistet. Das Institut darf mit den Beratungen keine eigenen Aufträge generieren. Ein Team von drei bis vier Personen leistet 3500 Beratungsstunden, davon etwa 2100 Stunden für Objekt- und Projektberatungen. Jetzt zu den Motionären. Die Behauptungen, die in diesem Papier stehen, in welchem sie schreiben, bei den Gemeinden sei genug Know-how vorhanden, sind schlicht und einfach falsch. Der Anteil der Gemeinden, die die Energieberatungen aufsuchen, steigt in der Region Bern-Mittelland, und zwar sind sie seit 2014 von 51 auf 123 Beratungen im 2017 gestiegen. Gerade in den Gemeinden – das wissen wir doch genau –, sind die personellen Ressourcen in den Bauverwaltungen eher spärlich, sicher nicht luxuriös. Das vielseitige Know-how der Bauverwaltung, das sie haben muss, kann das Personal dort eigentlich gar nicht liefern. Darum auch die steigende Nachfrage, die zeigt, dass es ein klares Bedürfnis gibt. Die Gemeindeebene ist die wichtigste Ebene für die Umsetzung der Energiestrategie, und wir dürfen sie sicher nicht schwächen, indem wir den Gemeinden ein Angebot, das sie nutzen können, streichen, reduzieren oder was auch immer. Der Grossteil wird immer

noch von den Energieberatungsstellen geleistet. Sie schreiben, es seien die Gemeinden, es sind aber doch Privatpersonen. In der Region Bern-Mittelland werden jährlich 300 Hauseigentümer beraten. Wenn man diese motivieren kann, das Haus zu sanieren, dann ist das für mich definitiv jeden Rappen wert, den wir hier ausgeben. Den Kopf geschüttelt habe ich definitiv über Ihre Behauptung, in der Bevölkerung sei ein grosses Know-how vorhanden. Was vorhanden ist, ist ein hohes Bewusstsein, dringend umdenken zu müssen, was auch sehr wichtig ist, aber sonst ist dort sicher kein grosses Know-how vorhanden.
Eine Haussanierung ist eine komplexe Materie, und über dieses Know-how verfügt der durchschnittliche Hausbesitzer sicher nicht, das muss er auch gar nicht. Des Weiteren wird argumentiert, es gebe genügend private Unternehmen, die in diesem Bereich tätig seien. Ja, das stimmt sogar, aber sie leisten eben nicht – wie wir schon mehrmals gehört haben – eine neutrale und kostengünstige Erstberatung. Wir alle hier im Saal wissen, dass wir die Sanierungsraten dringend und zwingend erhöhen müssen, damit wir die Ziele der Energiestrategie erreichen. Wenn wir jetzt das Erstangebot reduzieren, streichen oder was auch immer Sie wollen und jeder Hausbesitzer erst viel Geld in die Hand nehmen muss, dann tut er eben das, was wir gerade nicht wollen: Er macht einfach eine Pinselsanierung. Denn es ist zu komplex. Darum braucht es eine gute Anlaufstelle. Dort erhält er eine Auslegeordnung und muss natürlich anschliessend noch zum Spezialisten, aber immerhin ist er dann schon motiviert, das Haus wirklich richtig zu sanieren. Es ist richtig, auch Private leisten Gratisberatungen, sicher auch die BKW. Aber wie gesagt: Es ist wie auch beim Versicherungsvertreter, er hat immer noch etwas anderes im Hintergrund. Ob dann all die Solarspeicher, die die BKW bei den Hausbesitzern installieren will, wirklich so sinnvoll sind, das lassen wir im Raum stehen.
Die Regierung hat die Hausaufgaben gemacht, das lesen wir aus dem Papier. Das, was Sie auch im ersten Teil wollen, ist eigentlich erledigt. Es ist alles vorhanden, um neue Leistungsverträge zu erstellen. Wir haben es gehört, und es macht mir jetzt nicht mehr so Angst. Diese 80 Rappen muss uns das Angebot wert sein. Unsere Fraktion lehnt die Motion oder auch das Postulat ab. Wir müssen mit den energetischen Sanierungen energisch vorwärts machen, und mit Abbau kommen wir sicher nicht ans Ziel. Zum Schluss noch Folgendes: Die Durchschnittstemperaturen steigen, Extremniederschläge und Trockenzeiten nehmen zu, die Polkappen schmelzen. – Wir müssen uns endlich Sorgen machen ums Klima und nicht immer nur ums Geld!

Ernst Tanner, Ranflüh (EDU). Die Berner Bürgerinnen und Bürger sind heutzutage sensibilisiert und unterstützen mehrheitlich fortschrittliche und erneuerbare Technologien. Dazu hat auch die öffentliche Beratung beigetragen. Die heutige Situation zeigt, dass sich immer mehr Unternehmer durch umfassende Energiekonzepte auszeichnen. Sie kennen die Begebenheiten und Möglichkeiten vor Ort. Nicht zuletzt im Hinblick auf die Kantonsfinanzen unterstützt die EDU-Fraktion das Anliegen, wonach der Umfang und die Gestaltung der öffentlichen Energieberatungsstellen überdacht werden soll. Wir stimmen der Motion zu.

Präsident. Als Einzelsprecher erhält Grossrat Wenger, EVP, das Wort.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Die Energiesituation bei Gebäudesanierungen ist relativ dynamisch. Es gibt immer wieder neue Systeme, es gibt Veränderungen in den Anforderungen, in den Gesetzen, insbesondere auch bei den Förderbeiträgen. Ich habe das aus nächster Nähe erlebt. Eine Familie, die ihr Einfamilienhaus umbauen wollte, kam zu mir und fragte mich, ob es wohl vernünftig sei, was der Planer ihnen vorgeschlagen hat. Daraufhin fragte ich, wie es mit dem GEAK aussehe. Der Planer habe gefunden, der GEAK sei nicht nötig. – Der Planer habe gefunden, der GEAK sei nicht nötig. Das zeigt doch deutlich auf, dass eine neutrale Energieberatungsstelle einem Kunden aufzeigen muss, was möglich ist. Sie sollte in einer kurzen Sequenz aufzeigen, wie man vorgehen sollte, wenn man ein Gebäude saniert. Denn ein grosser Teil der Fachleute ist mit den entsprechenden Förderabgaben überfordert. Vor zehn Tagen kam die betreffende Bauherrin zu mir und sagte: «Vielen Dank, dein Einwand, man müsse einen GEAK machen und solle das Gesamtkonzept überdenken, bringt uns 30 000 Franken.» Es ist doch an und für sich bedenklich, dass es genau in diesen Punkten Beratung braucht. Es braucht Leute, die man angehen kann, die den einzelnen Privatkunden beraten und ihm sagen: Schau, zuerst braucht es eine Gesamtbeurteilung und danach kannst du bauen. In der Energiestrategie 2050 ist der Gebäudepark ein wirklich bedeutender Faktor, dahingehend, ob es gelingt oder nicht. Darum muss man die Gebäude gesamtheitlich betrachten und nicht einfach mal hier ein Fenster auswechseln und mal dort irgendwo ein bisschen etwas vom Dach isolieren, um später festzustellen, dass diese Dinge nicht aufeinander abgestimmt wurden und man enttäuscht ist. Darum

brauchen wir – in welcher Form auch immer – Energieberatungsstellen, die einfach zugänglich sind und in der ersten Phase nichts kosten. Die Privaten braucht es genau gleich; das ist das, was nachher kommt. Der private Fachmann kümmert sich um den GEAK und hilft dort entsprechend weiter. Darum ist die Motion sicher nicht anzunehmen, diese kann nicht zielführend sein.

Präsident. Ich gebe den Regierungspräsidenten das Wort.

Christoph Neuhaus, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor. Ich habe Verständnis für die kritischen Fragen der BDP-Fraktion. Ich bin auch jemand, der dafür ist, dass man solche Einrichtungen von Zeit zu Zeit hinterfragt und nicht einfach nur aus Gewohnheit so weiter macht wie bisher. Es gilt also nicht immer, dass es so wie immer sein muss. Das ist auch den Fachleuten in der Verwaltung klar, darum haben sie das Angebot und die Aufgaben der öffentlichen regionalen Energieberatungsstellen im vergangenen Jahr bereits einer kritischen Analyse unterzogen. Sie arbeiten an einem neuen Konzept, das die Grundlage für die neuen Leistungsverträge ab dem kommenden Jahr sein wird. So gesehen hat der Regierungsrat also die Annahme der Motion mit einer gleichzeitigen Abschreibung beantragt, aber diese Motion verlangt auch eine Reduktion der Finanzierung. Von einer solchen Reduktion der Finanzierung, geschätzte Grossrätinnen und Grossräte, muss ich Ihnen dringend abraten, und zwar aus zwei Gründen. Erstens wissen Sie ja bereits, dass im Rahmen der ASP 2014 die Beiträge an die Beratungsstellen auf das gesetzliche Minimum reduziert wurden. Die Beratungsstellen mussten also bereits den Gürtel enger schnallen. Das haben sie so gut gemacht, dass die Beratungsqualität nicht darunter gelitten hat. Das ist nicht selbstverständlich. Eine weitere Reduktion würde jedoch Spuren hinterlassen und das Beratungsangebot, das – wie wir jetzt hier im Saal gehört haben – sehr beliebt ist und fleissig genutzt wird, müsste eingeschränkt werden. Diese Lücke können nachher die Beratungen der Unternehmer nicht füllen.
Der zweite Grund ist, dass Sie vor ein paar Wochen die Teilrevision des KEnG verabschiedet haben. In dieser Revisionsberatung stand eine Reduktion der Beiträge an die Energieberatungsstellen nie zur Diskussion. Im Gegenteil, Sie lehnten sogar die Reduktion der Förderbeiträge an die Gebäudesanierung klar ab. Damit man diese Förderbeiträge auch fair ausrichten kann und wirklich nachher auch alle Leute wissen, worauf sie Anspruch haben – dazu braucht es eben diese Beratungsstellen. Darum bitte ich Sie, die Finanzierung der Beratungsstellen unverändert zu belassen. Wir werden von unserer Seite als Regierungsrat dafür sorgen, dass die Beratungsstellen auch in Zukunft zeitgemäss aufgestellt sind. Ich bitte Sie, diese Motion abzulehnen.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Ich bin eigentlich nur erstaunt darüber, was man jetzt alles in diesen Vorstoss hineininterpretieren kann. Wir haben nirgends gesagt, dass wir die Beratungsstellen abschaffen wollen. Nirgends. Ich wehre mich wirklich mit grosser Deutlichkeit gegen diesen Vorwurf. Dieser stimmt überhaupt nicht. Wenn ich die Finanzierung nicht reingenommen hätte, hätte der Vorstoss wohl eher eine Chance gehabt. Martin Aeschlimann, Sie sind Architekt, und wenn Sie als Architekt hier drin stehen, und sagen, die Architekten hätten das Wissen nicht, sorry, dann stelle ich mir schon gewisse Fragen. Es ist doch Ihr Auftrag, das Wissen, das Sie haben, an Kunden, die mit Fragen zu Ihnen kommen, weiterzugeben. Sorry, wir probieren es.
Ich habe noch ein Beispiel aus dem «SpiezInfo». Die regionale Energieberatung, die Energiestadt Spiez, die BVE und EnergieSchweiz machen ein zweiseitiges Inserat zum Thema «Das Ende der Doppelverglasung». Das haben wir zum Beispiel auch als Fensterbauer vom Verband her – Grossrat Markus Wenger gibt mir hier sicher recht – bereits letztes Jahr allen mitgeteilt. Zu diesem Thema braucht es die Energieberatung nicht. Es ist ein Gesetz, das wir auf den 1. Januar 2018 umsetzen müssen, das haben wir schon lange gesagt. Das sind einfach ein paar Beispiele. Ein Drittes noch: Wir haben ein Elektroauto gekauft, wir sind in unserem Betrieb fast autark. Wir haben gefragt, ob es möglich sei, bei uns eine Tankstelle einzurichten, die wir direkt über das Dach anschliessen können. Die Beratung sagte, dies sei selbstverständlich kein Problem, es brauche kleine Anpassungen. Wir gingen anschliessend zum Anbieter, dieses Mal nicht die BKW, sondern Alpiq InTec, und jetzt braucht es trotzdem mehr, damit unsere Bude nicht zusammenfällt, wenn man für drei Autos Strom holen will. Genau um diese Details geht es. Es geht um diese Details, darum, zu klären, wer was macht. Noch einmal: Die Beratungsstellen sollen nicht abgeschafft werden, aber es muss analysiert werden, wer was macht. Ich wandle meine Motion in ein Postulat um und danke Ihnen, wenn Sie diese überweisen helfen.

Präsident. Herr Aeschlimann fühlt sich persönlich angegriffen, und er hat das Wort.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP). Ich fühle mich angesprochen, nicht angegriffen. Ich will nicht falsch verstanden werden. Ich wollte nicht meinen Berufsstand, nicht die Architektinnen und Architekten unseres Berufsstands, diskreditieren. Darum geht es nicht. Ich stelle fest, und das ist einfach so, dass die Leute, also die Bauherren, zum Beispiel bei einer Sanierung noch nicht wissen, welche Wärmedurchgangskoeffizienten – U-Werte – gelten. Sie sagen, dass sie einfach sanieren können, und hängen beispielsweise einfach etwas hin, ohne in der Bauverordnung nachzuschauen, wie hoch der geltende Mindestwert ist. Solche Erfahrungen mache ich. Das zeigt die Komplexität des Ganzen. Wir haben das früher einfach handhaben können. Heute sind so viele Systeme auf dem Markt, so viele Technologien, dass die Architektinnen und Architekten auch laufend dafür sorgen müssen, wie sie an das Know-how kommen. Das ist meine eigentliche Aussage gewesen.

Präsident. Wir kommen zum Befinden über den Vorstoss Luginbühl. Er ist in ein Postulat gewandelt worden. Wer dem Postulat von Grossrätin Luginbühl zustimmen will, stimmt Ja, wer dieses ablehnt stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	52
Nein	100
Enthalten	0

Präsident. Sie haben dieses Postulat abgelehnt mit 100 Nein- gegen 52 Ja-Stimmen bei keiner Enthaltung.
Bevor wir weiterfahren, begrüsse ich auf der Tribüne die Klasse 8a von der Oberstufe Hünibach mit der Lehrerin Seraina Fischer. Eingeladen wurde die Klasse von ihrem Klassenlehrer, Ueli Egger. Herzlich willkommen! *(Applaus)* Ich hoffe, Sie haben einen guten Eindruck vom Berner Parlament.
Ich komme zur Bekanntgabe von zwei Wahlen, zuerst zu jener des Vorstehers der Finanzkontrolle.

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.STA.790 – Wahl des Vorstehers Finanzkontrolle; Wiederernennung durch den Regierungsrat / Bestätigung durch den Grossen Rat

Bei 155 ausgeteilten und 152 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 31 und ungültig 0, in Betracht fallend 121, wird bei einem absoluten Mehr von 61 gewählt:

Thomas Remund mit 121 Stimmen

(Applaus)

Präsident. Ich gratuliere Herrn Remund und wünsche ihm auf dem Weg zur Finanzkontrolle alles Gute und weiterhin eine gute Hand.
Wir kommen zum Wahlergebnis des Leiters Datenaufsichtsstelle des Kantons Bern.

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.259 – Wahl der Leitung der Datenschutzaufsichtsstelle für die Amtsdauer vom 1. März 2019 bis 28. Februar 2023

Bei 155 ausgeteilten und 155 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 2 und ungültig 0, in Betracht fallend 153, wird bei einem absoluten Mehr von 77 gewählt:

Ueli Buri mit 153 Stimmen

(Applaus)

Vereidigung

Präsident. Herr Buri wird direkt vereidigt. Er ist im Ratssaal anwesend. Ich bitte die Ratsmitglieder und die Zuschauer auf der Tribüne, sich zu erheben. Herr Buri legt das Gelübde ab. Ich bitte den Generalsekretär, die Gelübdeformel zu verlesen.

Der Generalsekretär liest die Gelübdeformel in deutscher Sprache vor.

Herr Ueli Buri legt das Gelübde ab.

Präsident. Ich wünsche Herrn Buri in seiner neuen Tätigkeit alles Gute, eine gute Hand und viel Glück. Die Vereidigung ist damit abgeschlossen. *(Applaus)*

Geschäft 2017.RRGR.682

Motion 252-2017 Moser (Biel/Bienne, FDP)
Autobahnumfahrung Biel/Westast: Fakten-Check für den Vorschlag «Westast so besser»

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 56: «Autobahnumfahrung Biel/Westast: Fakten-Check für den Vorschlag ‹Westast so besser›». Es handelt sich um eine Motion von Peter Moser, FDP, die von der Regierung punktweise beantwortet worden ist. Der Motionär hat das Wort.

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP). Im Prinzip ist alles klar. Es geht um die Netzvollendung. Darum ist der Kanton Bern Bauherr und führt dies im Auftrag vom Bund durch. Das generelle Projekt ist vom Bundesrat genehmigt worden, und das Ausführungsprojekt wurde letztes Jahr im Mai aufgelegt. Danach hagelte es Einsprachen. Nun ist man daran, diese Einsprachen zu behandeln. Im Prinzip sollte es nachher weitergehen, man sollte bauen; die Finanzierung ist gesichert, das Geld ist vorhanden, es gibt keine Volksabstimmung. Weshalb kommt nun dieser Vorstoss? – Der Teufel steckt bekanntlich im Detail. Das heisst, mit dem Ausführungsprojekt ist den Leuten oder vielen Leuten erst bekannt oder bewusst geworden, worum es hier geht: ein Projekt oder ein Bauwerk von 2,2 Mrd. Franken mit 15–20 Jahren Bauzeit. Nun kommen für mich etwas spät die Befürchtungen der Leute. Man hatte schon lange über den Westast gesprochen. Die Opponenten bewirtschaften die Emotionen sehr gut und professionell, hier kann man ihnen nur ein Kompliment machen. Die Anzahl der Einsprachen macht mir nicht Angst. Ein grosser Teil von den zwei Dritteln – das steht auch in der Antwort – ist gar nicht einspracheberechtigt, sondern einfach fotokopiert. Aber immerhin muss jeder direkt betroffene Hausbesitzer Einsprache erheben, damit er seine Rechte für die Zukunft wahren kann. Bei den Opponenten gibt es zwei Lager. Einerseits die Fundamentalisten; sie wollen einfach keine Autos, keinen Verkehr, aber sie haben gerne den heutigen Komfort, und sie glauben, man könne alles mit dem Velo machen, auch wenn sie mit ihren Cargovelos heute schon mehr transportieren können. Aber das sind Leute, die wir nicht abholen können. Andererseits gibt es auch in unserem Lager eine grosse Anzahl Leute, die angesichts der Grösse des Bauvorhabens Angst oder zumindest Befürchtungen haben.
Nun hat ein Teil dieser Opponenten ein Alternativprojekt ausgearbeitet. Sie haben sich dahintergeklemmt, sie haben Ideen gehabt, diese sind zwar nicht unbedingt so neu, aber sie haben immerhin das Projekt «Westast so besser» vorgestellt. Sie haben sicher Geld hineingesteckt oder zumindest viel Zeit. Man hat das Projekt in der Anfangsphase mit vielen guten, emotionalen Schlagwörtern verkauft. Dabei hat man es mit der Wahrheit nicht unbedingt ganz genau genommen. Wenn man sagt, man könne einen 2 Kilometer langen Tunnel ohne Lastwagenverkehr bohren, dann stimmt etwas nicht. Oder wenn man Löcher in den Boden machen will, sei es für Notausgänge oder Anschlüsse, und behauptet, es müssten keine Häuser abgerissen und keine Bäume abgeholzt werden, dann stimmt das schlichtweg nicht. Aber das sind Argumente, die sich in den Köpfen der Leute festgesetzt haben und es immer noch sind. Man bringt diese fast nicht mehr aus den Köpfen, auch wenn in der Zwischenzeit das Projekt der Opponenten, nicht mehr halb so teuer, sondern nur noch einen Viertel billiger ist, uns dafür aber auch keinen Verkehr wegnimmt. Mit unserem Vorstoss haben wir einen Fakten-Check verlangt, der die beiden Varianten möglichst gut und neutral vergleicht, und dass dieser Vergleich anschliessend entsprechend kommuniziert wird.

Wir haben die Antwort vor uns. Das Resultat überrascht mich nicht. Zwei Anschlüsse saugen in Gottes Namen mehr Verkehr ab oder führen diesen wieder zu. Uns alle hätte jedoch interessiert, wie man zu diesen Resultaten gelangt ist, wie man zu diesen Aussagen kommt und wie man das Projekt geprüft hat – aber das steht nicht in der Antwort. Leider, leider hilft uns hier die Regierung nicht mit ihrem Prosatext. Wir wollten mit diesem Vorstoss die Lage beruhigen, aber die Antwort der Regierung hat das Gegenteil bewirkt, und mit der Art der Kommunikation hat man sogar Öl ins Feuer gegossen. Das ist fast eine Art Brandbeschleuniger. Der Zeitpunkt der Publikation, zwei Tage vor einer Debatte zum selben Thema im Bieler Stadtrat, war suboptimal. Mehr kann man hier nicht dazu sagen. Sie nimmt die Antwort der Opponenten nicht ernst, nach dem Motto «der Landvogt spricht». Eine Bieler Zeitung hat es sogar als arrogant bezeichnet. Dann publiziert man ein Medienkommuniqué, was man auch nicht zu jedem Vorstoss tut, danach ist aber die Auskunftsperson nicht erreichbar. Dann schreibt man in der Antwort von Überprüfung des Vorschlags durch Fachleute des Kantons und des Bundes. Laut den Medien – ich habe es auch über diese erfahren –wusste das Bundesamt für Strassen (ASTRA) nichts davon. Danach wurde relativiert und gesagt, man habe keine neuen Argumente. Mit anderen Worten: Viel Prosa, viel Gesagtes, aber unter Transparenz haben wir uns etwas anderes vorgestellt. Das Lämpchen blinkt bereits, ich spreche dann noch ein zweites Mal. Wir halten an der Motion fest: Punkt 1 nicht abschreiben und Punkt 2 als Motion überweisen. Dann werden wir sehen, was die Diskussion ergibt.

Präsident. Als Mitmotionär hat Grossrat Bachmann von der SP-JUSO-PSA-Fraktion das Wort.

Christian Bachmann, Nidau (SP). Ich kann mich Peter Moser weitgehend anschliessen. Seit sehr langer Zeit wird diese Autobahnumfahrung von Biel geplant. Alle möglichen und unmöglichen Varianten sind geprüft und wieder verworfen worden. Mit dem vom Bundesrat 2014 genehmigten generellen Projekt haben alle Beteiligten gehofft, es würde endlich ein Durchbruch erzielt. Gegen das Ausführungsprojekt, das daraufhin vorgelegt wurde, hat sich nun Widerstand aufgebaut, nicht nur in Form von 600 Einsprachen, sondern auch Form von verschiedenen Protestaktionen. Im November 2017 hat ein Komitee einen recht fundierten Gegenvorschlag zum vorhandenen Projekt präsentiert. Er sei billiger, ortsverträglicher; kurz, er soll besser sein. Ich habe mich selber als Gemeinderat von Nidau immer wieder mit dieser Planung des Westasts und der Begleitmassnahmen befassen dürfen oder müssen.
Die Antwort, die die Regierung hier auf diese Motion gibt, erachte ich als richtig, allerdings geht sie viel zu wenig in die Tiefe. Die Motion verlangt einen Fakten-Check. Das ist bei einem ausgearbeiteten Projekt gegenüber einem Projektentwurf nicht einfach. Aber es muss trotzdem gelingen, anhand von Fakten aufzuzeigen, was mit diesen beiden Varianten verändert wird. Aus diesem Grund ist die Motion anzunehmen und nicht abzuschreiben.

Präsident. Als Mitmotionär spricht Pierre-Yves Grivel.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (FDP). C'est comme comotionnaire et citoyen biennois depuis plus de 50 ans que je m'adresse à vous ce matin. J'allais encore à l'école lorsqu'on parlait déjà d'une autoroute à Bienne. Le temps a passé, et enfin, une première étape a été franchie en octobre 2017… à l'est. Une deuxième étape à venir est prévue à l'ouest au bord du lac en direction de Vigneules (Vingelz). Je veux que cette deuxième étape du contournement se réalise. Le projet actuel est accepté par les différentes instances, les plans sont prêts, le financement est assuré. Seulement, voilà! Le projet est dans une impasse sérieuse. La contestation populaire grandit.
Une autre variante, «Axe ouest: mieux comme ça!», propose de renoncer aux deux sorties «Bienne centre» et «Faubourg du Lac», et de construire un tunnel bidirectionnel sous la nappe phréatique des marais de Brügg jusqu'au faubourg du Lac pour poursuivre par le tunnel de Vigneules (Vingelz) comme prévu dans le projet initial. C'est pour cette raison, chers collègues, que nous avons déposé cette motion qui demande deux choses: la vérification factuelle des nouvelles propositions, et communiquer publiquement les résultats de cette vérification. Un réexamen en toute transparence, une prise en considération de nouveaux arguments pour créer un dialogue constructif comme dans toute démocratie qui se respecte, un nouveau projet digne d'être analysé et comparé.
Mais voilà – patatras! La réponse, très vite – trop vite – est tombée, et sans surprise: «A l'ouest, rien de nouveau». Le fait accompli, en quelque sorte. Et de plus sans les formes usuelles: réponse laconique, incomplète, insuffisante dans son argumentation. Même un peu irrespectueuse. Un courrier retour à l'expéditeur, empreint d'une arrogance certaine. La réponse de la direction des travaux publics, au lieu

d'apaiser les émotions déjà vives, a déclenché un tollé dans la population, qui s'est concrétisé par l'acceptation d'un postulat urgent au conseil de ville biennois. La réponse du gouvernement est choquante: «Cette variante est techniquement réalisable et serait moins coûteuse. Par contre, elle ne réduirait pas le trafic à la route de Berne ou au faubourg du Lac. En conséquence, l'étude ne doit pas être poursuivie», Punkt, Schluss! Monsieur le Conseiller d'état, nouveau responsable des travaux publiques, je vous prie de nous donner une réponse à nos interrogations, d'accepter le dialogue qui permettra de vaincre l'incompréhension engendrée par cette réponse incomplète et bâclée, comme pour finir le joli mois de mai de la dernière législature. Non, c'est définitivement «pas comme ça». Prenez le temps qu'il faudra pour nous donner des réponses complètes à notre motion. Il n'y a pas péril en la demeure, on sait attendre. Et vous, chers collègues, soutenez notre motion, et n'acceptez pas le classement.

Präsident. Als weiterer Mitmotionär spricht Grossrat Etter.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Stellen Sie sich vor, Sie stehen am Bubenbergplatz und blicken Richtung Loeb-Ecke. Dazwischen ist ein 18 Meter tiefer Graben ausgehoben worden. Auf einer Länge von 275 Metern und einer Breite von 45 Metern entsteht eine dreistöckige Autobahn mit Ein- und Ausfahrten und insgesamt 10 Fahrspuren. Die Gebäude von der BEKB bis zur UBS müssen alle abgerissen werden. Das wäre in etwa die Situation, die in Biel vor dem Bahnhof mit dem geplanten Westast entstehen soll. Ein ähnlich grosses Loch ist nochmals am See geplant. Mir ist keine andere Schweizer Stadt bekannt, die auf dem Stadtgebiet insgesamt 10 Autobahn Ein- und Ausfahrten hat. Dafür sollen Quartierstrassen, Durchgangsstrassen gesperrt und rückgebaut werden. Da soll mir jemand sagen, das sei das einzig machbare und gangbare Konzept. Wir sind der Meinung, dass es sich lohnt, bei einem Bauwerk von 2 Mrd. Franken nochmals genau hinzuschauen. Einen objektiven, neutralen Vergleich zwischen der Regierungs- und der Alternativvariante – oder man kann sagen der Oppositionsvariante – bringt Klarheit. Natürlich kostet dieser Fakten-Check etwas. Er bietet aber auch eine grosse Chance – die Chance, dass nachher Fakten vorhanden sind und diese objektiv miteinander verglichen werden können. Deshalb heisst es auch Fakten-Check.
Es geht uns Motionären in keiner Art und Weise darum, die Variante der Regierung zu verhindern oder gar abzuschiessen. Aber wenn mehr als 600 Einsprachen eingehen und die Bevölkerung auf die Strasse geht, um dagegen zu demonstrieren, lohnt es sich, nochmals eine Schlaufe zu machen und die Situation neutral beurteilen zu lassen. Stellen Sie sich vor, es müssen 74 Häuser abgebrochen, Grundstücke enteignet, Prozesse geführt werden. – Es sind jetzt schon Prozesse abgekündigt, die bis vor das Bundesgericht gehen. Das kostet auch Geld und gibt unangenehme Verzögerungen. Diese Chance für diesen Fakten-Check dürfen wir uns nicht entgehen lassen. Sonst haben wir unsere Hausaufgaben nicht gemacht. Die Politik darf nicht zum Selbstzweck werden. Wir Politikerinnen und Politiker sind dem Volk verpflichtet, und wir müssen die Stimme des Volkes ernst nehmen. Aus diesem und vielen weiteren Gründen bitten wir Sie, die Motion in beiden Punkten anzunehmen und nicht abzuschreiben.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Ich ziehe den Fraktionssprecher der FDP vor, weil er dem Wahlbüro angehört und nachher wieder an die Arbeit muss.

Peter Sommer, Wynigen (FDP). Vielen Dank, dass Sie mir hier den Vorrang lassen. Um es vorneweg zu nehmen, die FDP-Fraktion nimmt die Motion in beiden Punkten an und lehnt die Abschreibung ab. Kollege Moser hat vorhin gut dargelegt, worum es in diesem Vorstoss geht: Die Motionäre verlangen, dass der Vorschlag «Westast so besser» einem Fakten-Check unterzogen wird und die Resultate in geeigneter Form, für jedermann lesbar, einer breiten Öffentlichkeit zugänglich gemacht werden. In ihrer Antwort schreibt die Regierung, der Alternativvorschlag sei zwar grundsätzlich machbar, aber die Auswirkungen auf den Verkehr wären deutlich schlechter. Für den Rest bleibt die Regierung sehr unverbindlich, und die Antwort gibt leider nicht mehr her. Für die FDP sind qualitativ gute Verkehrsinfrastrukturen von grösster Bedeutung. Im Kanton Bern hinken wir vielerorts mit der Erschliessung noch hinterher.
Ähnlich wie bei den Verkehrsprojekten in Aarwangen und Burgdorf oder in Wilderswil sind wir der Meinung, dass auch in der Region Biel Nachholbedarf besteht, und wir nicht länger zuwarten können. Der Leidensdruck ist hoch, die Bevölkerung der Stadt Biel erwartet vom Kanton jetzt endlich eine Lösung. Gerade vor diesem Hintergrund ist es unverständlich, dass die Regierung die Öffentlichkeit anhand der vorliegenden Zahlen und Fakten nicht transparent informiert. Sie läuft somit Gefahr, noch

mehr Gegner auf den Plan zu rufen und noch mehr Brandbeschleuniger ins Feuer zu giessen, wie es Peter Moser vorhin treffend gesagt hat. Wenn der Regierungsrat der Meinung ist, das offizielle Ausführungsprojekt (AP) weise aus verschiedenen Gründen gegenüber dem Alternativvorschlag deutliche Vorteile auf, soll sie dies kundtun und sie der Öffentlichkeit vorlegen. Sonst muss sie sich den Vorwurf gefallen lassen, sie wolle sich nicht in die Karten blicken lassen. Das ist nicht die Art, wie wir uns eine konstruktive Zusammenarbeit mit der Bevölkerung von Biel vorstellen. Wir sind überzeugt, dass sich eine solche Politik auf allen Ebenen eher kontraproduktiv auswirkt. Fazit: Die FDP unterstützt die Motion in beiden Punkten und wird die Abschreibung bestreiten.

Julien Stocker, Biel/Bienne (glp). Wir Grünliberalen sind von der Antwort des Regierungsrats zutiefst enttäuscht. Sie ist viel zu rudimentär, es fehlen sämtliche Zahlen zur Verkehrsentlastung, und auf Themen wie zum Beispiel die Umwelt geht der Regierungsrat nicht einmal ein. Ausserdem wurden bei der groben Prüfung lediglich Gründe gegen den Alternativvorschlag aufgezählt. Dieser bringt aber auch viele Vorteile mit sich, die in keinster Weise erwähnt wurden. Unserer Meinung nach sieht ein Fakten-Check anders aus. Auch der Widerstand in der Bevölkerung wird immer grösser. 4000 Teilnehmer an der grössten Demonstration in Biel und eine Petition mit über 10 000 Unterschriften sind für ein kommunales Anliegen ziemlich beachtlich. Jetzt ist es an der Zeit, dass die Regierung ihre Bevölkerung endlich ernst nimmt. Mit dieser Begründung verlangen wir Grünliberalen vom Regierungsrat, dass der Alternativvorschlag im Detail geprüft wird, auch wenn er nicht die gleiche verkehrliche Entlastung mit sich bringen würde.

Samantha Dunning, Biel/Bienne (SP). Le groupe socialiste PS-JS-PSA soutient l'adoption des deux points de cette motion, sans classer le premier point. Le projet de réalisation du contournement ouest de Bienne, tel qu'il est prévu, soulève un certain nombre de questions, et une partie considérable de la population de l'agglomération biennoise se mobilise depuis plus de deux ans contre le projet dit «officiel».

Präsident. Entschuldigung, bitte warten Sie einen Moment, die Dolmetscherin hat keinen Ton. Auf irgendeinem Platz ist ein Kopfhörer eingesteckt, wo niemand registriert ist, das ist das Problem. Ich schalte das Mikrofon des Rednerpults direkt ein, und dann schauen wir, ob es funktioniert. Können Sie bitte weiterfahren?

Samantha Dunning, Biel/Bienne (SP). On continue? – Le groupe socialiste considère que cette opposition grandissante n'est pas un simple caprice de résidentes et résidents des quartiers touchés, mais au contraire, qu'elle doit nous amener à réfléchir sur la meilleure solution possible, prenant en compte non seulement la réduction et la fluidité du trafic, mais aussi les aspects environnementaux, économiques et sociaux. Construire une autoroute autour d'une ville doit se faire avec précaution. Avec ces jonctions à ciel ouvert dans le quartier de la gare et au bord du lac, l'espace urbain sera fortement bouleversé. Des maisons seront rasées, et les travaux qui prendront selon les estimations dix ans, restreindront l'accès au lac et dénatureront son aspect actuel, alors qu'il s'agit d'un lieu de promenade par excellence. Les problèmes de trafic au faubourg du Lac ne seront pas résolus, et les jonctions risquent d'augmenter la circulation à l'endroit où elles sont implantées – donc au quartier de la gare et au faubourg du Lac – ce qui aurait l'effet contraire de celui recherché. Bien que la connexion autoroutière entre le Seeland, Bienne et la Suisse romande, et entre Soleure, Bienne et la Suisse romande pourrait être effectuée – d'ailleurs, ce serait aussi le cas avec le projet alternatif – et certains quartiers et routes délestés du trafic, le projet actuel n'est pas optimal. Ce projet me fait curieusement penser au tronçon autoroutier à Morges, qui coupe la ville en deux. En 2018, ne pouvons-nous pas faire mieux? N'avons-nous pas les moyens techniques permettant d'améliorer la circulation, tout en préservant la qualité de vie en ville? Nous ne pouvons pas nous permettre d'imposer un tel projet à l'agglomération de Bienne sans prendre la peine d'étudier un projet alternatif qui pourrait mener à des améliorations. Wir können kein Projekt durchsetzen, das in Bezug auf die Lebensqualität in der Agglomeration Biel nicht optimal ist, ohne ein alternatives Projekt zu prüfen, das zu Verbesserungen führen könnte. Le projet élaboré de manière volontaire par le comité «Axe ouest – pas comme ça» mérite d'être étudié scrupuleusement, tout d'abord par respect envers le groupe de citoyennes et citoyens qui s'est engagé de manière proactive, mais aussi car la ville de Bienne, par le biais d'une large acceptation d'un postulat au conseil de ville, soutient un examen approfondi de cette alternative, afin d'assurer la meilleure solution possible pour notre ville.

La réponse du Conseil-exécutif pour le premier point nous laisse dubitatif. En effet, il nous répond que le projet alternatif est faisable, mais qu'il aurait de moins bons effets sur la circulation dans les quartiers, que l'exploitation du tunnel serait plus compliquée, et que le financement devrait être revu à la hausse. Cependant, il ne nous soumet aucune comparaison pour nous faire notre propre avis. Un examen sommaire devrait tout de même être agrémenté d'éléments quantifiables. De plus, le Conseil-exécutif nous annonce que l'Office fédéral des routes (OFROU) considère le rapport coût/utilité de la proposition alternative comme insuffisant, mais là aussi, nous n'avons aucun document exposant ses conclusions. Dans ces conditions, le groupe socialiste ne peut pas accepter cette réponse comme un examen sommaire et donc le classer. Il nous en faut plus. Ne serait-ce que par respect pour une grande partie de la population de l'agglomération biennoise, qui n'est actuellement pas convaincue du projet officiel. Sans oublier que dans leur demande, les motionnaires avaient précisé que le Conseil-exécutif devait travailler conjointement avec les communes concernées et l'OFROU et qu'il devait rendre les résultats de cette étude publique, ce qui visiblement n'a pas été fait. Imposer ce projet sans même inclure les communes concernées et les opposants, l'amènera forcément à sa perte.
Quant au second point, le groupe PS-JS-PSA est contre son rejet car nous n'avons actuellement aucune donnée qui nous démontre objectivement que le projet alternatif ne vaut pas la peine d'être étudié. Nous vous invitons donc à l'accepter comme motion. D'ailleurs, ce serait l'occasion pour le Conseil-exécutif de proposer d'éventuelles améliorations aux projets officiel et alternatif. Ce projet est d'envergure nationale, et il doit avancer afin d'améliorer l'état de la circulation dans et autour de l'agglomération. Mais ce projet se situe au cœur de la ville, et il est absolument nécessaire de mesurer les paramètres inhérents à l'espace urbain. *(Der Präsident bittet die Rednerin, zum Schluss zu kommen.)* Et je vous prie de prendre en compte avant tout la qualité de vie de la population et des résidents. Die Lebensqualität muss Priorität haben.

Präsident. Je m'excuse, mais j'ai donné cinq minutes en plus quand vous avez commencé.
Wir machen einen kurzen Unterbruch. Ich gebe gerne vor der Mittagspause noch die Resultate der Richterwahlen bekannt, und anschliessend schauen wir, welche zeitlichen Ressourcen wir noch haben. Wir haben die Resultate der Richterwahlen.

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.76 – Wahl einer Richterin oder eines Richters deutscher Muttersprache für das kantonale Zwangsmassnahmengericht, mit Beschäftigungsgrad 100 %, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Bei 154 ausgeteilten und 154 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 2, ungültig 0, in Betracht fallend 152, wird bei einem absoluten Mehr von 77 gewählt:

Marc-Oliver Nuspliger mit 112 Stimmen

Markus D'Angelo erhielt 38 Stimmen

Karin Marti erhielt 2 Stimmen

(Applaus)

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.138 – Wahl einer Richterin oder eines Richters französischer Muttersprache für die Regionalgerichte, mit Beschäftigungsgrad 100 %, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Bei 154 ausgeteilten und 154 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 1 und ungültig 0, in Betracht fallend 153, wird bei einem absoluten Mehr von 77 gewählt:

Isabelle Miescher mit 150 Stimmen

Daniel Bäumlin erhielt 3 Stimmen

(Applaus)

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.159 – Wahl einer Richterin oder eines Richters deutscher Muttersprache für die Regionalgerichte, mit Beschäftigungsgrad 100 %, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Bei 154 ausgeteilten und 154 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 0 und ungültig 0, in Betracht fallend 154, wird bei einem absoluten Mehr von 78 gewählt:

Denise Weingart-Schneider mit 95 Stimmen

Michael Erismann erhielt 58 Stimmen

Diverse erhielten 1 Stimme

(Applaus)

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.141 – Wahl einer Fachrichterin oder eines Fachrichters in arbeitsrechtlichen Streitigkeiten deutscher Muttersprache für die Regionalgerichte, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Bei 154 ausgeteilten und 154 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 0 und ungültig 0, in Betracht fallend 154, wird bei einem absoluten Mehr von 78 gewählt:

Christoph Wyss mit 154 Stimmen

(Applaus)

Präsident. Ich gratuliere allen gewählten Richterinnen und Richtern und wünsche ihnen in ihrem Amt viel Erfüllung.
Wir fahren weiter mit den Fraktionen. Für die SVP-Fraktion Grossrat Marti.

Willy Marti, Kallnach (SVP). Wir von der SVP sind grundsätzlich der Meinung, nach dieser jahrzehntelangen Planung solle möglichst bald auch die Verbindung zur Westschweiz entlang des Jura-Südfuss und dem Seeland gestartet werden können. Wir sind eigentlich auch der Meinung, nach den durchgeführten Konsultationen der direktbetroffenen Gemeinden könne ein gemeinsam erarbeitetes Ausführungsprojekt in den Grundsätzen akzeptiert werden. Wenn jetzt die Opposition – die ich aus dem Lager der meist grundsätzlich gegen das Auto politisierenden Ecken sehe – ein anderes Projekt präsentiert, ein Projekt, das, davon bin ich überzeugt, in Kürze aus der gleichen Ecke auch wieder torpediert wird, dann muss man das trotzdem ernst nehmen. Aber die PR dieses Komitees läuft. Sie haben Argumente gegen das offizielle Projekt und arbeiten sicher auch ein Stück weit mit der Angst. Zweifellos wird der Bau des Ausführungsprojekts, das wir jetzt eigentlich vor uns hätten, grosse Einschnitte in die Landschaft erfordern. Die Verkehrsbelastung wird während der Bauphase gross sein. Es geht mir nicht um die zu fällenden Bäume. Diese Bäume fallen wie alle anderen Bäume auch, die können wieder gesetzt werden. Aber die Eingriffe werden erheblich sein. Das Resultat mit der besseren Erschliessung vom offiziellen Projekt kann man natürlich auch als Nachteil sehen, wenn man es denn so will.
Wie jede Fraktion haben auch wir Mitglieder aus dem Berner Oberland und dem Emmental. Für sie kann Biel ziemlich weit weg sein. Sie kennen das Projekt weniger, nämlich ungefähr so, wie es viele Bieler bis zu dieser professionell geführten Kampagne auch gekannt haben. Aber das hat sich geändert. Wir sehen es eigentlich wie die Motionäre. Im Keim ersticken können wir diese Opposition nicht mehr, es brodelt. Wenn der Regierungsrat geltend macht, alle Varianten verglichen zu haben, dann müssen doch eigentlich Unterlagen vorhanden sein, die man noch ausarbeiten kann, und die Forderungen der Motionäre könnte man eigentlich ohne einen Riesenaufwand zu betreiben erfüllen. Die zusätzlich benötigte Zeit können wir von unserer Seite in Anbetracht der 40 Jahre Planung akzeptieren. Wenn dann die Unterlagen vorliegen, dann haben auch wir Grossräte Unterlagen, gestützt auf welche wir viel besser entscheiden können, in welche Richtung es gehen soll. Die SVP stimmt beiden Ziffern einstimmig zu, die Abschreibung wird abgelehnt.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Ich darf hier für die Grünen reden, ich möchte aber vorneweg noch eine Interessenbindung bekannt geben: Ich bin Bieler. Der Regierungsrat hat mit seiner

Information vom 16. Mai 2018 tatsächlich eine Pandora-Büchse geöffnet. Zusammen mit der Publikation der Antwort hat er gleichzeitig signalisiert, dass er am Ausführungsprojekt fix festhalten will. Die Überprüfung zum Fakten-Check, die die Motion fordert, ist in sehr kurzer Zeit und nur sehr oberflächlich erfolgt. Damit wird die Tragweite dieses anstehenden Bauwerks missachtet, und dies trägt paradoxerweise dazu bei, dass weder dem Anliegen der Motionäre noch dem der grossen und stetig wachsenden Opposition Rechnung getragen wird, nämlich so, dass man endlich Klarheit hätte. Weshalb nicht? – Die Überprüfung und Berichterstattung an den Grossen Rat liefert keine stichhaltigen Grundlagen, keine klaren Zahlen, zum Beispiel zum Umlagerungspotenzial, sondern falsche Angaben zu den Kosten und keinerlei Angaben zu den Auswirkungen auf Umwelt und Städtebau. Eine Prüfung durch das ASTRA, wie der Bericht stipuliert, hat so niemals stattgefunden.
Apropos Kosten: Auch die Überprüfung würde nicht einen zweistelligen Millionenbetrag kosten, sondern auf dem Niveau, das die Motionäre fordern, etwa eine halbe Million. Somit ist das Ziel der Motion verfehlt worden, Klarheit für die Region, für alle Beteiligten zu schaffen, und das sind nicht wenige. Allein auf der Seite der Gegnerschaft gibt es 2000 eingetragene Mitglieder. An einer Demonstration letzten Sommer haben 4000 Leute friedlich, aber dezidiert ihre Meinung kundgetan. Heute entscheiden wir darüber, ob man dem Regierungsrat folgen und Häuser, Bäume, ein Naherholungsgebiet für eine ganze Generation, opfern und nicht mehr zugänglich haben soll, oder ob man auf der anderen Seite eine seriöse, idealerweise unabhängige Prüfung ermöglicht, die die Sorgen der regionalen Bevölkerung ernst nimmt und der Alternative eine Türe öffnet. Ich habe mehrere Stimmen aus dieser Runde gehört, denen zufolge wir jetzt endlich vorwärts müssen, nicht noch weiter verzögern. Bis letzten Herbst habe ich auch gedacht, dieser Zug sei abgefahren. Jetzt müssen wir vorwärts machen und dafür sorgen, dass man das möglichst stadtverträglich gestalten und das Umlagerungsziel erreichen kann.
Dann kam dieses Alternativprojekt «Westast – so nicht!». Es schlägt vor, auf zwei Anschlüsse zu verzichten, notabene Nummer 9 und 10, für eine Stadt von nicht einmal 60 000 Einwohnern. Der Westast würde mit diesem neuen Projekt gänzlich unter dem Boden verschwinden. Auf diese zwei Schneisen von riesiger Tragweite, ungefähr ab hier, vom Rathaus, bis runter zur Nydeggbrücke und etwa die Breite der Altstadt, können wir verzichten. Die Auswirkungen auf Biel, auf die Verbindung zum See, zu Nidau, wären beim offiziellen Projekt während rund 15 Jahren schwierig bis unmöglich. Mit der Alternative müsste man auch nicht im Grundwasser baggern, man müsste das lose Material nicht eingefrieren, wie das sonst gemacht wird, sondern man könnte alles viel einfacher machen. Wenn weniger Bäume und vor allem weniger Häuser abgerissen werden, dann gibt es auch sicher niemals diese Einsprachen, und man könnte damit auch die Bauzeit massiv reduzieren. Man könnte ungefähr mit der halben Bauzeit rechnen. «Westast [Biel] so besser» bietet also eine interessante und darum sehr ernst zu nehmende Alternative. Sie wäre etwa eine halbe Mrd. Franken günstiger, und somit wäre sie auch nicht mehr die teuerste Autobahn, die in der Schweiz gebaut würde. Der Kilometer kostet mehr als viermal so viel wie die Gotthardautobahn pro Kilometer. So frage ich Sie: Kann man denn einen solchen Vorschlag einfach vom Tisch wischen, ihn mit einem Schulterzucken ablehnen, wie das in der Antwort vom Regierungsrat der Fall ist? – Im Bieler Stadtparlament haben wir vor drei Wochen darüber debattiert. Mit 43 zu 10 Stimmen war man der Meinung, man solle es nochmals ausführlich prüfen, bei der Regierung vorstellig werden, und die neutrale Prüfung vornehmen. Man kann sich natürlich schon fragen, weshalb das bis jetzt nicht erfolgt ist. Einer meiner Stadtratskollegen, Alfred Steinmann, hat gesagt, es sei halt so, dass jeder Bäcker seine Brötchen am liebsten habe. Wenn das Tiefbauamt diesen Bericht prüfen muss, dann kommt am Schluss das eben nicht wahnsinnig erstaunliche Resultat heraus, dass die eigene Variante halt doch viel besser ist. Ich fordere Sie auf und lade Sie ein, diese Motion nicht abzuschreiben, sie in beiden Punkten aufrechtzuerhalten und dieser Prüfung eine reelle Chance zu geben.

Präsident. Hiermit sind wir bei der Mittagspause angelangt. Ich wünsche allen einen guten Appetit.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 11.45 Uhr.

Die Redaktorinnen:
Tanja Steiger (d)
Sara Ferraro (f)

Mittwoch (Nachmittag) 6. Juni 2018, 13.30–16.30 Uhr

Vierte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 150 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aeschlimann Martin, Baumgartner Lydia, Berger Stefan, Blum Christine, Dütschler Peter, Jordi Stefan, Köpfli Michael, Krähenbühl Samuel, Linder Anna-Magdalena, Michel Andreas.

Geschäft 2017.RRGR.682

Motion 252-2017 Moser (Biel/Bienne, FDP)
Autobahnumfahrung Biel/Westast: Fakten-Check für den Vorschlag «Westast so besser»

Fortsetzung

Präsident. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, ich begrüsse Sie zur Nachmittagssitzung. Ich bitte Sie, Platz zu nehmen. Wir sind beim Traktandum 56 verblieben, «Autobahnumfahrung Biel/Westast». Wir sind bei den Fraktionssprechern. Sie sehen, dass die Sprecherliste relativ voll ist. Ich schliesse in fünf Minuten die Sprecherliste. Der Herr Regierungspräsident ist mittlerweile auch eingetroffen. Dann können wir starten. Ich gebe zuerst dem Fraktionssprecher der EDU, Grossrat Tanner, das Wort. Ich bitte Sie, Ihre Gesprächslautstärke entweder herunterzufahren oder hinaus in die Wandelhalle zu gehen. Danke.

Ernst Tanner, Ranflüh (EDU). Das abgeschlossene Ausführungsprojekt Westumfahrung Biel mit den zwei zusätzlichen Autobahnanschlüssen soll einem Fakten-Check unterzogen werden. Die zwei geplanten Bauwerke, die die Stadt mit der Autobahn im Tunnel erschliesst, ist für die EDU-Fraktion eine übertriebene Lösung. Dafür sollen in der Stadt zwei offene Schlitze von je 175 Meter Länge gebaut werden, die sehr viel Platz benötigen und für die viele Häuser abgerissen werden müssten. Das stört uns. Wir sind für den Fakten-Check und stimmen Punkt 1 der Motion zu und schreiben nicht ab. Punkt 2, die Resultate in geeigneter Form der Öffentlichkeit vorzustellen, unterstützen wir auch als Motion.

Christine Schnegg, Lyss (EVP). Ich wünsche Ihnen allen einen guten Nachmittag. Die Fakten, die dieser Motion zugrunde liegen, haben wir heute Vormittag mehrmals gehört. Nur sind sie jetzt noch nicht geprüft. Man kann getrost von einer Never-ending-Story sprechen, wenn es um die Vervollständigung des Autobahnnetzes in der Region Biel geht: Eine enorm lange Planung, viele Diskussionen, grosse Hoffnung auf die ersehnte Entlastung und riesige, jahrelange Baustellen haben die Geschichte geprägt. Und jetzt schreiben wir das letzte Kapitel in dieser Sache. Das letzte Stück, der Westast, soll jetzt gebaut werden. Dass das Projekt, das 2,2 Mrd. Franken kostet, eine riesige Schneise in die Stadt Biel reisst und unzählige Häuser und Bäume einfach verschluckt, nicht nur auf Gegenliebe stösst, ist doch absolut verständlich. Die Opposition ist unterdessen so stark angewachsen, dass man sie nicht einfach in den Wind schlagen kann. Seit der Projektierung haben sich die Verkehrszahlen geändert. Das Mobilitätsverhalten und die Ansprüche haben sich gewandelt.
Die EVP-Fraktion findet auch, dass die Argumente der Baudirektion gegen eine Prüfung des Alternativprojekts des Komitees wenig einleuchten. Wir bitten den neuen Baudirektor, die Forderung nach einem Fakten-Check entgegenzunehmen und das Projekt gemäss Punkt 1 und 2 der Forderung noch einmal genau zu prüfen und eben auch die Fakten zur Alternative auf den Tisch zu legen. Man kann die Alternative gut finden oder nicht. Aber man kann sie nicht einfach vom Tisch wischen. Das Projekt «Westast so nicht» hat eine seriöse Grundlage und eine nicht zu unterschätzende Anzahl von Sympathisanten. Die EVP-Fraktion stimmt der Motion in beiden Punkten ohne abzuschreiben zu.

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). Die ganze Westast-Thematik erhitzt die Gemüter in Biel und im Seeland. Es ist ein Thema, bei dem die Meinungen teilweise sehr weit auseinandergehen. Bezeichnend dafür ist die Anzahl der eingegangenen Einsprachen und stattgefundenen Demonstrationen, die eingereichte Petition, die emotionalen Diskussionen und natürlich auch der Gegenvorschlag des Bürgerkomitees «Westast so besser». Man kann beim Westast getrost von einem Riesenprojekt reden. Die Dimension und die Auswirkungen auf die Stadt Biel und ihre Bewohner sind gross.
Es wäre meiner Meinung nach unklug, die Sorgen und Bedenken der Bevölkerung nicht ernst zu nehmen. Das Westast-Umfahrungsprojekt muss breiter in der Bevölkerung abgestützt werden. Es erscheint mir schwierig, weiterzufahren, solange der Vorwurf im Raum steht, dass es günstigere und bessere Alternativen gegeben hätte. Die Politik muss darauf hören, was draussen passiert. Wir müssen die Leute mitnehmen. Das Projekt braucht eine breitere Akzeptanz. Die BDP-Fraktion wird aus diesem Grund der Motion in beiden Punkten zustimmen.

Sandra Hess, Nidau (FDP). Ich nehme es gerade vorweg. Auch ich empfehle Ihnen, die Motion anzunehmen und insbesondere den Punkt 1 nicht abzuschreiben. Ich stelle den Antrag als Grossrätin aus der Region Biel/Seeland und als Stadtpräsidentin von Nidau. Die Entwicklung unserer Region und unserer Stadt ist eng mit dem Projekt Westast verknüpft. Seit Jahrzehnten warten wir auf eine nachhaltige Verkehrsentlastung – seit mehr als fünfzig Jahren, um genau zu sein. Ja, es stimmt; das Autobahnteilstück entsteht mitten im dicht besiedelten Raum, mitten in der Stadt vor der eigenen Haustür oder sogar im eigenen Garten. Das schürt Emotionen; das weckt Widerstände; das überrascht nicht. Wenn jetzt eine Gruppe engagierter Bürger kommt und einen Weg zeigt, wie man die Autobahn günstiger, schneller und stadtverträglicher bauen könnte, dann weckt das natürlich Hoffnungen. Die Öffentlichkeit fragt sich allerdings, ob der Vorschlag Hand und Fuss hat, ob er realisierbar ist und ob er wirklich besser als das Ausführungsprojekt ist. Entsprechend breit wurde die Motion unterstützt, und entsprechend gespannt war man auf die Antwort des Regierungsrats. Entsprechend enttäuscht war man, als die Antwort vorlag. Statt eine transparente Faktenlage zu bekommen, wurden weiter Emotionen geschürt. Statt Antworten zu geben, sind neue Fragen aufgetaucht. Und die zentrale Frage, ob das Alternativprojekt die dringend nötige verkehrliche Entlastung im gleichen Mass wie das Ausführungsprojekt bringt, ist mit zwei, drei knappen Sätzen abgehandelt worden. Obwohl zweifellos die entsprechenden Berichte, die entsprechenden Grundlagen vorliegen, werden sie nicht der Öffentlichkeit – oder zumindest dem Grossen Rat – zugänglich gemacht. Und das ist sehr schade, weil es genau um die Frage nach der verkehrlichen Entlastung geht. Es ist einer der drei Angelpunkte dieser Motion.
Neue Fragen wirft auch das Bundesamt für Strassen (Astra) auf. Wie kann es sein, dass es in der Motionsantwort zitiert wird, aber dass es auf Presseanfragen zumindest im ersten Anlauf sagt, es sei nicht involviert gewesen? Die Antwort, meine Damen und Herren, die jetzt vorliegt, wird der Arbeit, die auf allen Seiten geleistet worden ist, nicht gerecht. Statt Fakten und Sicherheit zu vermitteln, wurden neue Zweifel geweckt. Dem müssen wir als Grosser Rat entgegentreten. Schliesslich geht es bei diesem Riesenprojekt nicht ums gute oder schlechte Bauchgefühl; es geht auch nicht um ein Nice-to-have-Projekt. Es geht um das wichtigste Verkehrsinfrastrukturprojekt der Region Biel/Seeland. Ich bitte Sie daher, die Motion anzunehmen und sicherzustellen, dass wir die Diskussion auf der Grundlage von Fakten und nicht von Emotionen führen können.

Präsident. Ich muss kurz unterbrechen. Ich gebe Ihnen noch die Resultate der Wahlen von heute Morgen bekannt. Da bereits die ersten Vorbereitungen für Kommissionssitzungen laufen, sollte man die Präsidien kennen. Bei allen Wahlgeschäften wurden 155 Wahlzettel ausgeteilt. Im Folgenden gebe ich nur die in Betracht fallenden Wahlzettel sowie das absolute Mehr allfälliger Resultate bekannt.

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.271 – Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Bildungskommission (BiK)

Bei 155 ausgeteilten und 155 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 16 und ungültig 5, in Betracht fallend 132, wird bei einem absoluten Mehr von 67 gewählt:

Roland Näf mit 130 Stimmen

Diverse erhielten 2 Stimmen

(Applaus)

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.272 – Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Gesundheits- und Sozialkommission (GSoK)

Bei 155 ausgeteilten und 155 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 13 und ungültig 0, in Betracht fallend 141, wird bei einem absoluten Mehr von 71 gewählt:
Hans-Peter Kohler mit 140 Stimmen

Diverse erhielten 1 Stimme

(Applaus)

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.153 – Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Sicherheitskommission (SiK)

Bei 155 ausgeteilten und 155 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 8 und ungültig 3, in Betracht fallend 144, wird bei einem absoluten Mehr von 73 gewählt:

Werner Moser mit 103 Stimmen

Thomas Brönnimann erhielt 41 Stimmen

(Applaus)

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.256 – Wahl der Ersatzmitglieder der Sicherheitskommission (SiK)

Gewählt sind:
Bösiger Beat, SVP, mit 157 Stimmen
Salzmann Peter, SVP, mit 157 Stimmen
Hamdaoui Mohamed, SP-JUSO-PSA, mit 154 Stimmen
Siegenthaler Peter, SP-JUSO-PSA, mit 155 Stimmen
Teuscher-Abts Marianne, FDP, mit 157 Stimmen
Vogt Hans Rudolf, FDP, mit 157 Stimmen
Ammann Christa, Grüne, mit 156 Stimmen
Leuenberger Samuel, BDP, mit 157 Stimmen
Grimm Christoph, glp, mit 157 Stimmen
Wenger Markus, EVP, mit 157 Stimmen
Tanner Ernst, EDU, mit 156 Stimmen

(Applaus)

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.269 – Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Justizkommission (JuKo)

Bei 157 ausgeteilten und 157 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 3 und ungültig 0, in Betracht fallend 154, wird bei einem absoluten Mehr von 78 gewählt:

Monika Gygax-Böninger mit 154 Stimmen

(Applaus)

Präsident. Ich gratuliere allen gewählten Kommissionspräsidenten und -mitgliedern und wünsche ihnen in ihrem Amt viel Befriedigung. Die Wahl des SAK-Präsidenten wird am Montagnachmittag nächster Woche stattfinden.
Jetzt fahren wir weiter. Als weiterer Einzelsprecherin gebe ich Grossrätin Zryd von der SP das Wort.

Andrea Zryd, Magglingen (SP). Meine Interessenbindung – ich bin Seeland-Oberländerin, in der Zwischenzeit in Biel und in Magglingen. Aber ich rede hier auch als Präsidentin von Fussverkehr Kanton

Bern. Wir sind einspracheberechtigt und haben auch davon Gebrauch gemacht. Ich finde, das vorliegende Projekt ist ein Schandfleck für die Stadt Biel. Es ist wenig attraktiv. Es fördert sicher auch nicht den Fussverkehr. Das ist aber auch nicht das Ziel des Projekts. Das ist mir klar. Aber jetzt geht es nicht darum, die Projekte gegeneinander auszuspielen. Es geht lediglich um eine Abklärung. Das finde ich ganz wichtig. Die Bevölkerung hat sich zur Wehr gesetzt – endlich. Sie hat wahrscheinlich relativ spät gemerkt, worum es geht. Aber sie hat es jetzt gemacht – mit Vehemenz. Darum, liebe Kolleginnen und Kollegen, denke ich, dass es wichtig ist, dass man das überprüft. Es kann sein, dass das neue Projekt auch nicht ganz stimmig ist. Aber dann wissen wir wenigstens, warum, und dann kann man immer noch das Nötige machen. Ich zitiere ganz gern unsere ehemalige Regierungsrätin, die ich persönlich sehr schätze, obwohl mich ihre Antwort auf die Motion sehr irritiert. Sie sagte 2010: «Heute würde man ganz anders planen.» und auch: «In einem so dicht besiedelten Gebiet nach unterirdischen Lösungen zu suchen […] Ob man heute durch Biel überhaupt eine Autobahn planen würde, bezweifele ich.» Im Jahr 2010, Kolleginnen und Kollegen!
Jetzt sind wieder einige Jahre vergangen. Also ist das Projekt wahrscheinlich noch veralteter. Ich setze grosse Hoffnung in Regierungsrat Neuhaus. Er hat Tür und Tor geöffnet, um das sauber abzuklären. Und ich habe das Gefühl – so wie es jetzt hier im Rat klingt –, dass wir uns einig sind. Wir geben der Motion eine Chance. Man wird das noch einmal überprüfen. Wir wissen, was Sache ist. Wir wollen etwas für die Bevölkerung tun und nicht ein Projekt durchboxen, das eventuell gar keinen Sinn macht. Ich muss nur gerade meinen Kolleginnen und Kollegen von der SP sagen: Wie die Fraktion abstimmen soll, ist vorhin nicht ganz klar gewesen. (lacht) Wir stimmen der Motion zu und lehnen die Abschreibung ab.

Christa Ammann, Bern (AL). Dass jede neue Strasse mehr Verkehr generiert und nicht zu einer Entlastung führt, ist ein Fakt, der schon länger bekannt ist. Dass unendliches Wachstum in einer endlichen Welt nicht möglich ist, ist eigentlich logisch. Darum ist die Gretchenfrage bei allen neuen Strassenprojekten, ob noch mehr Verkehr und damit eine noch höhere Belastung der Umwelt überhaupt tragbar ist. Die AL ist der Ansicht, dass das nicht der Fall ist. Die vorliegende Motion bietet bei der Überweisung verschiedene Chancen. Ein vertiefter Fakten-Check vom zweiten Vorschlag bietet die Chance, noch eine Alternative zu prüfen und das Westast-Projekt noch einmal grundsätzlich zu überdenken. Ein Fakten-Check bietet auch die Gelegenheit zu überprüfen, ob es Varianten gibt, die den Lebensraum der Bielerinnen und Bieler weniger zerstören und nicht nur dem Verkehr mehr Raum geben. Der Fakten-Check bietet Gelegenheit zu überprüfen, ob es denkbar wäre, ein weniger teures Projekt zu realisieren.
Mit ein bisschen Glück und mit einer Portion Optimismus wäre der Fakten-Check auch eine Chance, nicht nur einen Schritt zurück zum kleineren Übel zu gehen, sondern sogar zwei Schritte zurück zu machen und das Projekt gänzlich fallen zu lassen. Die AL wird beide Punkte dieser Motion unterstützen und die gleichzeitige Abschreibung von Punkt 1 ablehnen.

Mohamed Hamdaoui, Biel/Bienne (SP). Je crois que personne n'a envie que Bienne devienne un deuxième Kaiseraugst. Pour moi, cela fait 50 ans et dix mois que je vis à Bienne, et je n'ai jamais senti un tel sentiment, non pas forcément d'hostilité, mais d'incompréhension face à un projet urbain d'envergure. J'aimerais préciser une chose: L'immense majorité des biennoises et des biennois souhaitent le contournement autoroutier de Bienne pour une raison simple, et j'ai presque envie de dire «vitale»: c'est pour enfin délester complètement le centre-ville du trafic de transit qui pourrit la vie des gens, et aussi parfois leurs poumons. Mais lorsqu'ils ont découvert le projet d'axe ouest, ils sont tombés des nues, et ils se sont rendus compte qu'une partie de leur ville sera totalement transformée, sans parler des problèmes que cela va poser pendant la durée des travaux, pendant dix ou quinze ans.
Les gens qui se sont opposés, j'insiste pour dire que ce ne sont pas des agitateurs professionnels comme j'ai pu entendre, ce sont des simples citoyens qui se posent des questions et qui se disent, est-ce qu'on ne pourrait pas faire mieux pour atteindre le même objectif, qui est de nous rendre la vie meilleure? Et voilà qu'une alternative est proposée. Cette alternative n'est pas parfaite. Elle soulève des questions, que ce soit d'un point de vue juridique ou d'un point de vue technique ou technologique, mais il y a une alternative, et les gens ont envie d'en savoir davantage. Et nous sommes complètement consternés par la réponse du Conseil-exécutif, qui laisse entendre que «cette alternative, pourquoi pas? Mais finalement, non». Ce n'est pas une réponse digne des attentes de la population biennoise, raison pour laquelle je vous invite à accepter cette motion dans tous les points. Sinon, on ira droit dans le mur, et et en matière de politique des transports, je le déconseille vivement.

Luc Mentha, Liebefeld (SP). Meine Interessenbindung ist die, dass ich der Geschäftsleitung des Berner Heimatschutzes angehöre. Wir haben gegen das Projekt Beschwerde geführt. Ich will hier offenlegen, wie wir die Situation einschätzen. Bitte verstehen Sie das nicht als Drohung. Das generelle Bauprojekt Westast/Biel im Abschnitt Westast ist nach unserer Auffassung bundesrechtswidrig. Es widerspricht klar den Grundsätzen von der Notwendigkeit und Verhältnismässigkeit und wird der jetzt laufenden rechtlichen Überprüfung nicht standhalten. Ich kann mindestens für den Heimatschutz sagen, – aber wahrscheinlich auch für die anderen zwei Organisationen – dass wir bereit sind, bis zur höchsten Instanz zu gehen. Es scheint mir wichtig, dass Sie das wissen.
Der geplante Westast mit einer Länge von 2310 Metern generiert wegen Bauens im Baugrund und wegen der kostspieligen Anschlussbauwerke Kosten von über 700 000 Franken pro Meter – pro Meter, meine Damen und Herren! Das sind dreimal höhere Kosten, als sie der Gotthardbasistunnel generiert hat. Im Gesamten kostet das Projekt 2,16 Mrd. Franken. Der Unterhalt wird uns zudem jährlich, wenn man einen defensiven Unterhaltungsansatz von 2 Prozent annimmt, 43 Mio. Franken kosten. In diesem Abschnitt wird das Projekt Westast der Anforderung nach einer wirtschaftlichen Abwicklung des Nationalstrassenbaus nicht entsprechen. Die beiden ummauerten und sehr tiefen Öffnungen der Anschlussbauwerke benötigen wie bereits gesagt unwahrscheinlich viel Platz. Sie werden vom Jura-Südfuss aus weit herum und deutlich zu sehen sein. Das Auflageprojekt verstösst nach unserer Auffassung gegen das Naturschutz-, das Nationalstrassen- und das Natur- und Heimatschutzgesetz sowie gegen das Umweltschutz- und das Gewässerschutzgesetz. Zudem widerspricht es den fundamentalen Grundsätzen des Raumplanungsrechts. Wenn jetzt eine mildere Variante ins Spiel gebracht wird, ist es ein Gebot der Vernunft – schlicht und einfach ein Gebot der Vernunft –, dass man diese prüft und sich nicht versteift. Ich will darauf hinweisen, dass wir vonseiten der Verbände anerkennen, dass es die Umfahrung Richtung Westen braucht. Aus unserer Sicht ist der südliche Teil der Umfahrung bei Nidau im Süden des Bielersees unbestritten. Diesen kann man von uns aus sofort bis hin zum Brückmoos bauen. Aber das Auflageprojekt vom Brückmoos an den Bielersee ist aus unserer Sicht ein absolutes No-Go, das wir bekämpfen werden. Und das werden wir durchziehen. Ich will einfach, dass Sie das wissen und vor allem Regierungspräsident Neuhaus, der die Sache noch einmal anschauen muss.

Fritz Ruchti, Seewil (SVP). Rapperswil ist zwar am Rand des Seelands, gehört aber auch dazu. Und alle hier im Rat, die im Seeland wohnen, fühlen sich auch als Seeländer. Wir haben im Seeland mehrere Wirtschaftszentren wie Lyss und Aarberg im oberen Teil und die Stadt Biel als starkes Wirtschaftszentrum. Sie ist Standort der Uhrenindustrie, einer der wichtigsten Exportindustrien. Die Stadt kann nur florieren, wenn sich Industrie- und Wohngelände nahe beieinander befinden.
Wir wollen keinen Transitverkehr mitten durch die Stadt. Die Stadt Biel liegt an einem schönen Ort, dort am Bielersee. Gehen Sie doch mal hin und schauen vom Jura auf die Stadt hinunter. Deswegen muss man auch etwas zum Stadtbild Sorge tragen. Ich gehöre zu jenen, die sagen, dass es an Orten, an denen man wohnt, eine hohe Wohnqualität braucht.
Angesichts der breiten Unterstützung durch die meisten Parteien denke ich auch, dass man das Anliegen ernst nehmen muss. Wer 2 Mrd. Franken in ein solches Strassenprojekt investieren will, kann die über 600 Einsprachen nicht einfach beiseite legen. Man muss der Motion Folge leisten und das noch einmal prüfen. Wer schon einmal selber ein Haus gebaut hat, kennt das: Beim ersten Blick auf die Pläne sind Sie überzeugt, dass es das Richtige ist. Wenn Sie sich aber mit der Familie ein Bild machen – heute kann man sich ja am Computer das Haus von innen in 3D anschauen –, merkt man, dass es an der einen Stellen nicht stimmt. Und genau in diesem Sinn möchte ich Ihnen empfehlen, die Motion zu unterstützen. Denn wenn nicht wir, so werden unsere Nachfolger womöglich dankbar sein, weil es sich gelohnt hat, an diesem Punkt des Projekts innezuhalten. Wir haben heute eine gute Lebensqualität, und die Motion steht, glaube ich, für die Lebensqualität. Das muss man hier bedenken. Ich danke den Motionären für ihre Initiative und hoffe, dass sie die Mehrheit bekommen.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP). Ich habe mich in diesem Raum schon mehrmals kritisch zu Strassenprojekten geäussert. Die Massnahmen und Projekte im Strassenverkehr folgen immer dem gleichen Prinzip: Die hausgemachten Blechlawinen wachsen an, stauen sich und mit ihnen verbunden wachsen auch die Belastungen der betroffenen Bevölkerung. Das Problem wird mit neuen Abflusskanälen um oder durch das Siedlungsgebiet gelöst. Auch die Randbedingungen gleichen sich: Der Anteil des Aggloverkehrs beträgt bei den Strassenprojekten meistens 80 Prozent. Das können Sie nachlesen. Auch die milliardenschwere Investition in Biel wird der grundsätzlichen Frage, wie wir zu intelligenteren Formen finden, unsere Mobilitätsbedürfnisse abzudecken, nicht gerecht. Sie stellt

sich also auch nicht der Frage, mit welchen Anreizen der Anteil des hausgemachten Verkehrsaufkommens verringert werden kann und wo das Potenzial von neuen Mobilitätsmodellen liegt. Im städtischen Raum gibt es solche Potenziale.
Ich habe mich an den letzten Abenden in die Unterlagen eingelesen. Sie sind sehr gut auf der Internetseite des Projekts dokumentiert. Bauverkehrstechnisch haben die Leute von der BVE, vom Astra und die beauftragten Ingenieure solide Arbeit geleistet. Das musste ich auch als erklärter Gegner des Umfahrungsprojekts im Oberaargau der BVE zugestehen. Doch das Ausführungsprojekt in Biel erinnert an längst überwunden geglaubte Strassenbaufantasien aus den 1960er-Jahren. Da wird im grossen Massstab umgepflügt und massiv in den Stadtkörper eingegriffen. Als Beispiel erwähne ich die dreigeschossigen Infrastrukturbauwerke des Abschnitts Westast. Die geplanten Bauwerke erinnern an die Maxime der funktionalistischen Moderne, an die Epochen von Le Corbusier, an die internationalen Kongresse Moderner Architektur (CIAM) und an die Charta von Athen. Die städtebaulichen Implikationen oder anders gesagt die Langzeitfolgen, mit denen die Gemeinden zu leben haben, können heute nicht abgeschätzt werden. Auch wenn für die Planung bereits viele Jahre und Millionen aufgewendet worden sind, drängt sich ein Marschhalt, ein Fakten-Check dringend auf und damit die Chance, das Projekt stadtverträglicher zu gestalten. Die beteiligten Planerinnen und Planer, alle Ingenieure und alle Leute hier im Raum müssen eins bedenken: Die gebauten Tatsachen werden viele Jahrzehnte, gar Jahrhunderte die Struktur einer Stadt und ihre Bewohnerinnen und Bewohner prägen. Oder wie uns ein Dozent für Städtebau einmal gesagt hat: Häuser kommen und verschwinden wieder, die Strassen einer Stadt überdauern Generationen.

Roland Benoit, Corgémont (SVP). Habitants du Jura bernois, nous sommes également directement ou indirectement concernés par le contournement de la ville de Bienne. Je ne veux pas répéter ici à la tribune tout ce qui a été dit, mais il y a quelques éléments qui doivent être également relevés. En 1999, le projet général de contournement de l'axe ouest a été déposé au niveau de la Confédération. En 2014, le projet définitif a été accepté par la Confédération, c'est-à-dire quinze ans plus tard. Et durant ces quinze ans, il y eu x amendements ou modifications qui ont été demandés surtout par la ville de Bienne, et également par les communes alentours. Le projet définitif, contrairement à ce qui a été dit ici à la tribune, a été accepté par les communes environnantes et concernées par ce projet. Donc, toutes les communes étaient d'accord. Ensuite, il y a eu une levée de boucliers, notamment de groupes qui sont contre la construction en général d'autoroutes. En fonction de l'ampleur de cette opposition, je constate également qu'il est certainement utile et nécessaire d'accepter la motion telle qu'elle a été déposée, afin de pouvoir donner une réponse claire à ceux qui s'opposent à cette construction.
Ce n'est pas moi qui dit ceci, mais des spécialistes de la construction des autoroutes et des routes de contournement: vous ne pouvez pas construire une autoroute qui contourne une ville sans inclure des raccordements, afin de délester le trafic local. Or ici, il y a deux jonctions qui sont prévues: C'est une demi-jonction au faubourg du Lac, et une jonction complète derrière la gare. Sans ces deux jonctions, vous n'avez pas un délestement du trafic dans le cadre de la ville de Bienne. Ainsi, pour donner la possibilité à ce projet d'avancer et d'éviter qu'il soit bloqué par des oppositions, je vous invite également ici d'accepter la motion telle qu'elle a été déposée par M. Moser et consorts.

Präsident. Der Motionär, Grossrat Moser, wünscht das Wort vor dem Regierungsrat.

Peter Moser, Biel/Bienne (FDP). Ich spreche ganz bewusst vor dem Baudirektor. So lasse ich ihm nachher das letzte Wort. Die Diskussion hat für mich und die Mitunterzeichner erwartungsgemäss keine neuen Fakten gebracht. Aber sie hat die Unzufriedenheit über die Art und Weise, wie der Vorstoss beantwortet worden ist, deutlich gezeigt. Wir reden hier nicht darüber, welche Variante die Beste ist. Wir öffnen auch nicht den Fächer der Varianten. Vielmehr reden wir einzig darüber, wie der Fakten-Check gemacht werden sollte: transparent, aber auch ergebnisoffen. Wenn wir die Motion in beiden Punkten überweisen, dann hat es der neue Baudirektor in der Hand zu entscheiden, wie er vorgehen will. Er hat es auch in der Hand, den Dialog mit allen Parteien aufzunehmen und für grösstmögliche Transparenz zu sorgen. Die Überweisung der Motion in beiden Punkten ist nicht nur eine Chance für Christoph Neuhaus als neuer Baudirektor, sondern auch für das Westast-Projekt, damit es damit weitergeht. Gesprächsverweigerung provoziert Eskalation und hinterlässt nur Verlierer. Gegner und Befürworter sind sich im Prinzip in vielen Punkten einig. Der grösste Knackpunkt – und das ist auch der grösste Streitpunkt, wie wir heute gehört haben – ist natürlich die Anzahl der Anschlüsse.
Und noch eine ganz persönliche Schlussbemerkung: Mein Votum ist wie viele andere vorher keine Kritik an der abgetretenen Baudirektorin. Barbara Egger hat viel und fast alles gut gemacht. Wir haben

ihr viel zu verdanken. Einzig mit der Beantwortung des Vorstosses sind wir wirklich nicht zufrieden. Also: Westast verhindern: Nein, Westast optimieren: Ja. Potenzial ist vorhanden.

Präsident. Das Wort hat der Baudirektor.

Christoph Neuhaus, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor. Lassen Sie mich ein bisschen länger reden. Es geht nämlich um mehr als 2 Mrd. Franken. Deshalb habe ich, glaube ich, ein bisschen länger Zeit. Ich gliedere meine Ausführungen in drei Abschnitte.
Erstens zum Westast und zur Vorgeschichte. Peter Moser und seine Mitunterzeichner verlangen einen Fakten-Check zum Vorschlag «Westast so besser». Liebe Grossrätinnen, liebe Grossräte, am Anfang meines Votums erlaube ich mir kurz die Fakten zur Westumfahrung Biel aufzulisten. Das ist eines der letzten noch fehlenden Puzzleteile im Nationalstrassennetz. Wie wir gehört haben, ist es für die Verkehrsentlastung von Biel wichtig, da die Stadt seit Langem unter dem Verkehr leidet. Dieses Bauprojekt soll mit der Umfahrung hier Entlastung bringen. Das Zwillingsprojekt, der Ostast der Umfahrung Biel, hat man im vergangenen Jahr erfolgreich eröffnet. Was jetzt noch fehlt, ist die zugehörige Westumfahrung. Der Kanton Bern ist bei diesem Vorhaben von Gesetzes wegen Bauherr im Auftrag des Bundes. Der Bundesrat hat im September 2014 die Planung des generellen Projekts genehmigt. Gestützt darauf hat das kantonale Tiefbauamt das Bauausführungsprojekt erarbeitet und im letzten Jahr beim Bund zur Genehmigung eingereicht. Die Baukosten sind auf knapp 2,2 Mrd. Franken beziffert worden. Der Bund wird den Löwenanteil bezahlen; der Kanton trägt gut 13 Prozent dazu bei.
Das vorliegende Bauprojekt entspricht der Wunschlösung der Regionalen Arbeitsgruppe, die unter der Leitung von Hans Stöckli, dem damaligen Stadtpräsidenten von Biel, jetzt Ständerat, in einem langen und umfangreichen Partizipationsprozess dieses Projekt unter vielen Varianten auserkoren hat. Dennoch und etwas überraschend nach der intensiven Partizipation gibt es jetzt in Biel breiten Widerstand. Im Jahr 2016 formierte sich das Komitee «Westast so nicht». Mittlerweile hat es über 1900 Mitglieder. Das Komitee stört sich vor allem an den geplanten Autobahnanschlüssen mitten in der Stadt. Es ist auch gesagt worden, dass man Angst vor negativen Auswirkungen auf das Stadtbild habe. Es entstehen eben zwei Schlitze, die einige Redner vorhin gegeisselt haben. Aber die zwei Schlitze sind nicht von der BVE erfunden worden! Die Anschlüsse hat die Begleitgruppe unter der Leitung von Hans Stöckli ausdrücklich verlangt. Das Problem ist, dass ohne die Anschlüsse die Verkehrsentlastung für die Stadt nur gering bleibt, weil man den Lokalverkehr nicht auf die Umfahrung lenken kann. Die Stadt Bern ist eine ÖV-/Velo-Stadt, Biel tendenziell eher eine Autostadt. Im vergangenen November hat das Komitee den grob skizzierten Alternativvorschlag «Westast so besser» präsentiert. In diesem will man auf die zwei umstrittenen Stadtanschlüsse verzichten und diese durch einen nur zweispurigen Tunnel für den Durchgangsverkehr unter der Stadt ersetzen.
Damit kommen wir zweitens zur Motion und zur Abklärung des Regierungsrats. Die Motion Moser verlangt vom Regierungsrat einen Fakten-Check zum Alternativvorschlag in zwei Schritten. Erstens die grobe technische Machbarkeit und eine Abschätzung von den verkehrlichen Auswirkungen und nachher die technische Machbarkeit. Diese muss gegeben sein, die verkehrliche Entlastung für Biel muss man vergleichbar machen mit dem vorliegenden Bauprojekt, und gemäss Motionsauftrag sollen wir in zwei Schritten die technische Machbarkeit prüfen. So weit der Auftrag der Motion, geschätzte Damen und Herren.
Der Regierungsrat hat genau diesen Auftrag ausgeführt. Das Tiefbauamt hat die grobe Machbarkeit und die verkehrlichen Auswirkungen geprüft. Die Abklärung hat ergeben, dass das Alternativprojekt grundsätzlich technisch machbar ist, aber dass die verkehrliche Entlastung für Biel wesentlich geringer wäre. Weil die grobe Prüfung ergeben hat, dass der Alternativvorschlag bezüglich der verkehrlichen Entlastung schlechter ist als beim Bauprojekt, das wir jetzt haben, hat der Regierungsrat – wie in der Motion gefordert – auf eine detaillierte, technische Prüfung verzichtet. Sie sehen, dass der Regierungsrat den Auftrag haargenau ausgeführt hat – nicht mehr und nicht weniger. Ich glaube, dass es falsch ist, wenn jetzt von verschiedenen Seiten der Vorwurf kommt, der Regierungsrat sei renitent sei, er verweigere den Dialog oder kommuniziere schlecht. Mehr als den Auftrag der Motion zu erfüllen kann der Regierungsrat beim besten Willen bei diesem Geschäft nicht. Aber ich gebe zu, dass es durch den Wechsel in der Direktion ein bisschen schnell gegangen ist. Meine Vorgängerin hat mir ein aufgeräumtes Pult hinterlassen wollen. So viel zur Motion, zur Motionsantwort des Regierungsrats und zur Vorgeschichte.
Nun komme ich zur Haltung des Baudirektors des Kantons Bern sowie zum aktuellen und weiteren Vorgehen. Unabhängig von der Geschichte ist der Regierungsrat im Allgemeinen und ich als frisch

gebackener Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor im Speziellen gern und immer gesprächsbereit und dies – was wichtig ist – mit allen Betroffenen und allen Seiten. Ich werde mir selber kommende Woche ein detailliertes Bild über das Dossier machen. Ich will Gespräche mit Behörden und Delegationen der lokalen und regionalen Gemeinde- und Stadtpräsidenten führen, die bisher immer voll und ganz hinter dem Bauprojekt standen, und mit Befürwortern und Gegnern des Bauprojekts reden. Wir wollen Medien und Öffentlichkeit offen und transparent informieren. Wir werden auch publizieren, was die BVE abgeklärt und berechnet hat. Das kann und darf man publizieren. Ganz wichtig ist mir aber auch das Gespräch mit dem Astra, dem Hauptfinancier des Bauwerks, der langsam, aber sicher die Geduld zu verlieren droht. Ich habe Verständnis dafür. Denn wir müssen eines wissen: Bis heute haben die Projektarbeiten rund 65 Mio. Franken gekostet, obwohl wir noch keinen Spatenstich gemacht haben. Wie selten bei einem Bauprojekt hat man eine umfangreiche Partizipation betrieben – seit Jahren oder sogar seit Jahrzehnten, nicht wahr Herr Grossrat Grivel? Er war ein bisschen früher in die Schule als ich. Aber ich bin auch ein Seeländer und mag mich auch noch an die Schule erinnern. Das sind mehr als fünfzig Jahre. Man hat immer neue Varianten untersucht, sie mit der Region besprochen, vorbereitet, und am Schluss sagt man nachher: Ja, schon, aber das nicht. Das, was man vorgelegt, führt zu einer vehementen Opposition, einer Ablehnung aus der Region. Für mich ist es nachvollziehbar, wenn dem Astra langsam der Geduldsfaden reisst. Da verstehen Sie mich hoffentlich auch.
Ich schaue aber wie versprochen das Bauprojekt und vor allem den Alternativvorschlag an, werde Gespräche führen und nach Lösungsmöglichkeiten suchen. Hier braucht es etwas Arbeit. Denn man kann nicht einfach leichtfertig sagen, dass man das vorliegende Bauprojekt abbricht und alles neu macht. Das möchte ich hier gesagt haben. 65 Mio. Franken sind verplant. Wenn man die Alternative wählt, heisst das, dass wir zurück auf Feld null gehen. Darin müssen wir uns im Klaren sein. Denn es bräuchte ein neues generelles Projekt, das der Bundesrat genehmigen müsste, ein neues Ausführungsprojekt, das man in einem zeitaufwendigen Baugenehmigungsverfahren durch das Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK) genehmigen lassen müsste, und den erneuten Nachweis der Umweltverträglichkeit. Die Umweltverträglichkeit ist beim jetzigen Ausführungsprojekt bereits bestätigt. Danach müsste der Bundesrat wieder dem Projekt zustimmen. All das bisher investierte Geld von Bund und Kanton müsste man dann abschreiben. Eine Garantie für ein besseres oder breiter akzeptiertes Projekt gibt mir heute und in Zukunft wahrscheinlich niemand. Das muss uns allen klar sein.
Ich muss Ihnen auch noch die eine oder andere Illusion nehmen. Wenn man baut, gibt es Dreck, Verkehr und Lärm. Ich lade Sie zu mir ein. Auf einem benachbarten Grundstück wird ein längst nicht so grosses Bauprojekt realisiert. Aber die negativen Auswirkungen haben wir auch.
Le projet optimal n'existe pas. Es gibt kein optimales Projekt. Und auch ich werde es nicht schaffen, alle zu überzeugen. Klar ist aber auch, dass beim vorliegenden Ausführungsprojekt das letzte Detail noch nicht sakrosankt ist. Es gibt innerhalb des genehmigten Rahmens des generellen Projekts gewisse Gestaltungsspielräume, beispielsweise bei der Führung des Langsamverkehrs und bei der baulichen Ausgestaltung des Anschlussbereichs. Letztendlich wird es darum gehen, die Autobahnumfahrung von Biel durch zur Verfügung stehende Bundesgelder zu sichern und den Bund nicht zu frustrieren, sodass er die Prioritäten in andere Regionen verlegt. Ich werde das Gespräch aufnehmen. Sie werden von mir hören und umgekehrt – das ist wahrscheinlich auch die Gefahr – ich von Ihnen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wir stimmen punktweise ab, zuerst über Punkt 1. Wer Punkt 1 als Motion zustimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	144
Nein	1
Enthalten	1

Präsident. Sie haben die Motion in Punkt 1 mit 144 Ja-Stimmen angenommen, bei 1 Nein-Stimme und 1 Enthaltung.

Wir kommen zur Abschreibung von Punkt 1. Wer der Abschreibung von Punkt 1 zustimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	2
Nein	142
Enthalten	2

Präsident. Sie haben die Abschreibung mit 142 Nein-Stimmen abgelehnt, bei 2 Ja-Stimmen und 2 Enthaltungen.
Wer den Punkt 2 der Motion annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	148
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben Punkt 2 der Motion mit 148 Ja-Stimmen angenommen. Es hat keine Nein-Stimmen und Enthaltungen gegeben.
Bevor wir zum nächsten Traktandum kommen, möchte die Fraktionspräsidentin der glp kurz eine persönliche Erklärung abgeben. Frau Schöni, Sie haben das Wort.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Ich möchte kurz eine persönliche Erklärung zu den vorherigen Abstimmungen über die Präsidien abgeben. Die Würfel bei BiK, GSoK und SiK sind gefallen. Ich möchte allen Gewählten herzlich gratulieren, speziell natürlich Werner Moser, SVP. Herzliche Gratulation. Die SVP hat unter anderem ihr Wunschpräsidium bekommen. Das können wir akzeptieren. Die Polparteien sind sich da offensichtlich einig gewesen. Das ist für uns okay.
Für die SAK ist die Lösung noch nicht auf dem Tisch. Dabei hat die Mitte, unter anderem wir, immer noch ein Präsidium zugute. Ich möchte Ihnen schnell noch in Erinnerung rufen, was die SAK in den nächsten Jahren zu tun hat. Es sind alles Querschnittsthemen: E-Voting, Gemeindefusion, die Motion Müller «Wie könnte der Kanton Bern in nächster Zeit weiterkommen?», zu der der Bericht vorliegt, die Jurafrage. Sehr interessante Themen, die nicht zu unterschätzen sind. Wir können das Präsidium jetzt nicht in Anspruch nehmen. Wir haben sehr gute Leute, die das sicher perfekt könnten, wie zum Beispiel Hannes Zaugg-Graf. Aber aus verständlichen Gründen ist das im Moment nicht möglich. Wir bieten jetzt eine konstruktive Mitte-Lösung an. Dabei möchte ich betonen: eine Mitte-Lösung. Denn das Präsidium gehört den Mitte-Parteien. Wir wissen, wie wichtig es ist, der Sache verpflichtet zu sein. Daher haben wir zusammen mit der EVP in kurzer Zeit eine gute Lösung, so glaube ich, aus dem Hut gezaubert. In Absprache mit der EVP – dies möchte ich betonen – mache ich Ihnen einen konstruktiven Vorschlag für die wichtige Kommission SAK. Marc Jost hat sich für zwei Jahre zur Verfügung gestellt, das Präsidium zu übernehmen. Ich weiss, dass er das sehr gut machen wird. Sie kennen ihn alle. Er hat schon andere Probleme lösen müssen. Ebenfalls in Absprache mit der EVP wird die glp die anderen zwei Jahre abdecken. Unter dem Strich haben die Mitte-Parteien diesen Anspruch, und von diesem werden wir auch Gebrauch machen. In diesem Sinn möchte ich Sie bitten, diesen konstruktiven Lösungsvorschlag für eine nicht zu unterschätzende Sache, nämlich die SAK, zu unterstützen. Ich hoffe, dass wir – zusammen mit der EVP – Ihre Unterstützung erhalten.

Präsident. Danke, Frau Grossrätin Schöni. Fraktionspräsidien, Fraktionen und Grossräte haben diese Erklärung gehört und werden sie aufnehmen. Wie gesagt wird die Wahl am Montagnachmittag zu Beginn der zweiten Sessionswoche stattfinden.

Geschäft 2017.RRGR.751

Motion 288-2017 Gerber (Hinterkappelen, Grüne)
Innerorts generell 50 km/h als Höchstgeschwindigkeit
Richtlinienmotion

Präsident. Wir gehen weiter zu Traktandum 57, der Motion Gerber: «Innerorts generell 50 km/h als Höchstgeschwindigkeit». Es ist eine Richtlinienmotion, die die Regierung ablehnt. Der Motionär hat das Wort, wenn er sich dann in die Rednerliste eingeloggt hat. Könnte jemand Herrn Gerber einloggen? – Vielen Dank. Grossrat Gerber, Sie haben das Wort.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Eine Begrenzung der Geschwindigkeit ist eine wirksame Massnahme, um den Strassenlärm an einem Ort deutlich zu vermindern, an dem die Wohnbevölkerung einer zu hohen Lärmbelastung ausgesetzt ist. Auf diese Weise lässt sich der Lärm an der Quelle bekämpfen. Das habe nicht ich erfunden. Das steht so auf der Website des Bundesamts für Umwelt (BAFU). Seit 50 km/h als Höchstgeschwindigkeit innerorts eingeführt worden ist, gibt es die Möglichkeit, Ausnahmen zu bewilligen.
Allerdings gibt es heute sehr viele Ausnahmen. Oft wird innerorts Tempo 60 km/h signalisiert. Die angrenzenden Häuser werden mit Schallschutzfenstern versehen oder mit Schalldämmwänden geschützt. Oder es wird ein Flüsterbelag eingebaut. Die Kosten für Schalldämmwände sind hoch; gleichzeitig sind die Wände optisch sehr unattraktiv. Ein Flüsterbelag bringt circa 3 Dezibel, wenn er neu ist. Danach nimmt die Wirkung ab, sodass er nach 15 Jahren einem normalen Belag gleichwertig ist. Eine günstige Variante ist ganz einfach: nämlich Tempo 50 km/h. Das bringt 2 Dezibel gegenüber Tempo 60 km/h.
Und mal ehrlich: Wir regen uns doch immer wieder über unseren Signalisationswald auf. Im nahen Ausland gilt die definierte Innerortsgeschwindigkeit ab Ortstafel. Bei uns muss die Geschwindigkeit signalisiert werden. Die Motion sieht aber vor, dass in nicht bebautem Gebiet weiterhin eine höhere Geschwindigkeit als 50 km/h signalisiert werden kann. Bei Tempo 50 km/h ab Ortstafel geht es nicht um die Frage Stadt oder Land, sondern um lebenswerte Dörfer. Darum maximal Tempo 50 km/h innerorts für mehr Lebensqualität. Maximal Tempo 50 km/h innerorts, damit unsere Dörfer nicht zu Durchfahrtsschluchten verkommen. Die Freiheit des Einzelnen geht so weit, bis sie das Leben des anderen einschränkt. Genau das ist das Problem. Ein paar Sekunden, das ist ein kleines Opfer für den Autofahrer, aber für die Dorfbewohner ist es ein Riesengewinn. Darum: Stimmen Sie der Motion zu.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die EVP-Fraktion Grossrat Löffel-Wenger.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Ich rede als Mitmotionär und als Fraktionssprecher. Eine minimale Geschwindigkeitsreduktion ergibt eine maximale Lärmreduktion. Das ist das Motto dieses Vorstosses. Auch wenn schon viele Lärmschutzmassnahmen entlang unserer Strassen umgesetzt sind, können wir mit der Überweisung des Vorstosses einiges an Geld sparen und dies notabene ohne grosse Einschränkungen.
Die Ablehnungsbegründung der BVE ist wohl auch etwas schnell gegangen. Sie klingt in meinen Ohren ein bisschen lächerlich. Das Fazit ist nämlich – Sie können es lesen –, dass eine Signalisation von 50 km/h angefochten und gegebenenfalls nicht umgesetzt werden könnte. Das ist die Ablehnungsbegründung. Und was ist das Problem? – Wenn eine Höchstgeschwindigkeit von 50 km/h angefochten würde und gegebenenfalls nicht umgesetzt werden könnte, dann könnte sie halt nicht umgesetzt werden. Das ist kein Problem. Die EVP-Fraktion ist gespalten. Bei der Diskussion in der Fraktion stand es fünfzig zu fünfzig. Ich hoffe, dass Sie sich jetzt noch von mir Richtung Mehrheit überzeugen lassen. Ich nenne noch einmal den Grund für die Motion als Richtlinienmotion: Eine minimale Geschwindigkeitsreduktion ergibt eine maximale Lärmreduktion.

Francesco Marco Rappa, Burgdorf (BDP). Die Beratung des Geschäfts in der BDP-Fraktion war relativ kurz. Die Begründung der Motion, wonach eine Temporeduktion von 60 km/h auf 50 km/h zu einer Schallreduktion von 2 Dezibel führt, ist unserer Ansicht nach falsch. Sie greift dazu noch sehr kurz.
Um es anders auszudrücken: Es gibt bekanntlich für alles immer gute, aber auch wahre Gründe. Die guten Gründe sind hier im Vorstoss nicht korrekt und die wahren nicht erwähnt. Sie sind aber offensichtlich, geht es doch einmal mehr um einen Angriff auf den motorisierten Individualverkehr und somit

auf das Gewerbe. Tatsache ist, dass der Kanton bereits viel Geld für Massnahmen zur Lärmreduktion investiert. Bis 2014 sind rund 70 Mio. Franken dafür eingesetzt worden. Für die Jahre 2016 bis 2018 bewilligte der Grosse Rat in der Novembersession 2015 einen weiteren Kredit von 31 Mio. Franken. Ein Grossteil dieser Gelder wurde für den Einbau von lärmarmen Belägen eingesetzt. Der Belag erzielt eine weitaus grössere und belegbarere Wirkung als die Temporeduktion. Vergleicht man die neuen Beläge mit den herkömmlichen Belägen, werden Lärmreduktionen von bis zu 9 Dezibel erzielt. Und übrigens kann mit dieser Temporeduktion von 10 km/h, also von 60 km/h auf 50 km/h, laut BVE lediglich rund 1 Dezibel eingespart werden. Geschätzte Damen und Herren, das ist für das menschliche Ohr nicht einmal wahrnehmbar! Die BDP-Fraktion lehnt die Motion einstimmig ab, und ich bitte den Grossen Rat, sich uns anzuschliessen.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Die glp hat grosse Sympathien für das Anliegen der Motionäre. Es ist in der Tat so, dass man in einem Siedlungsgebiet nicht mit einer Geschwindigkeit von 60 km/h, sondern 50 km/h fahren sollte – aus unserer Sicht dies vornehmlich aus Sicherheitsgründen. Beim Lärmschutz, den die Motionäre ins Feld führen, sind wir inhaltlich anderer Meinung. Wollte man einen Lärmschutz über eine Geschwindigkeitsreduktion erreichen, ginge es unserer Schätzung nach nicht darum, die Geschwindigkeit von 60 km/h auf 50 km/h, sondern auf 30 km/h zu reduzieren. Da kann man nicht drum herum reden. Erst dann wären die Abrollgeräusche, die zwischen 60 km/h und 50 km/h sehr nahe hinkommen – 2 Dezibel, wie wir gehört haben –, gemäss akademisch isolierter Messung merklich tiefer.
Der Regierungsrat weist in seiner Antwort darauf hin, dass eine Geschwindigkeitsbegrenzung von 50 km/h in locker bebauten Gebieten als unverhältnismässig angefochten und gegebenenfalls nicht umgesetzt werden könnte, weil dies angeblich Bundesrecht widersprechen würde. Aus unserer Sicht muss man die Bedenken des Regierungsrats ernst nehmen. Uns lässt die Motion, aber auch die Antwort des Regierungsrats zu viel offen. Darum sind wir einstimmig für eine Überweisung der Motion als Postulat, welches inhaltlich geprüft werden sollte. Als Motion lehnen wir den Vorstoss wegen der Unsicherheit, die der Regierungsrat anspricht, grossmehrheitlich ab.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Uns liegt die Motion Gerber vor, die die generelle Geschwindigkeitsreduktion auf 50 km/h innerorts fordert. Als Gründe sind dort vor allem Lärmschutzgründe angegeben. Wie mein Vorredner möchte ich darauf hinweisen, dass Sicherheitsaspekte bei einer Temporeduktion mindestens ebenso wichtig sind. Wir lesen in der Antwort des Regierungsrats, dass die übergeordnete Bundesgesetzgebung dem Vorhaben im Weg steht. Sicherlich sind aber auch im gegebenen gesetzlichen Rahmen andere Regelungen möglich. Die Motionäre weisen zudem darauf hin, dass sie für Anpassungen sowohl gegen oben als auch gegen unten offen wären, wenn es im konkreten Fall sinnvoll erscheint. Ich denke, dass man sich mit ein bisschen gutem Willen von beiden Seiten treffen könnte.
Ausserdem ist mir noch Folgendes durch den Kopf gegangen: Der Regierungsrat spricht von erheblichen Investitionen in den Lärmschutz, welche auch bei Annahme des Vorstosses künftig ein Thema wären. Auch würden mit dem Vorstoss weitere Kosten bezüglich des Lärmschutzes generiert werden. Es gibt ein bewährtes Prinzip: Man soll für die Reduktion von Emissionen oder Störungen an die Quelle gehen. Das ist normalerweise das Einfachste und auch das Günstigste. Und das gilt auch für Lärmemissionen. Eine Tafel aufzustellen respektive zu verschieben, ist keine teure Lösung. Daher schlage ich vor, dass man künftig konsequent, bevor man Lärmschutzwände aufstellt, prüft, ob eine Temporeduktion sinnvoll wäre. Danke, wenn Sie diese Überlegung in Ihren Entscheid einfliessen lassen und dieser folgen.

Hans Jörg Rüegsegger, Riggisberg (SVP). Unsere Fraktion hat den Vorstoss kurz, aber heftig diskutiert. Die Antwort der Regierung auf die Richtlinienmotion erscheint uns schlüssig. Da die Regierung auch zukünftig bereit ist, geeignete Massnahmen für den Lärmschutz zu treffen und da wir der Meinung sind, dass man die bestehende Regelung auf Bundesebene einhalten sollte, standen bei uns die Argumente der Regierung höher als die Begehrlichkeiten der Motionäre.
Es ist richtig, dass die Zunahme des Verkehrs ein Problem ist. Das ist uns nicht egal. Hierbei muss man aber auch berücksichtigen, dass vermehrt Elektro- und Hybridautos unterwegs sind, die weniger Lärm verursachen. Ausserdem ist unserer Ansicht nach die erzielte Lärmreduktion von 1 oder 2 Dezibel für das menschliche Ohr normalerweise nicht wahrnehmbar. Daher lehnt unsere Fraktion den Vorstoss ab. Über ein Postulat haben wir nicht diskutiert. Ich gehe aber davon aus, dass auch ein Postulat grossmehrheitlich abgelehnt würde.

Ernst Tanner, Ranflüh (EDU). Innerorts generell 50 km/h als Höchstgeschwindigkeit kann in der Stadt oder Agglomeration eine Lösung sein. Ortstafeln stehen nicht immer im Siedlungsgebiet. Eine generelle Regelung ist nicht sinnvoll. Seitens der EDU-Fraktion sind wir mit dem Regierungsrat einig, dass nicht die Ortstafeln massgebend sind, sondern die konkreten Überbauungen entlang der Strasse. Wir lehnen die Motion ab.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Stampfli das Wort.

David Stampfli, Bern (SP). Es ist alles immer relativ. Wenn ich im Auto sitze und fahre, dann kommt es mir extrem langsam vor, wenn ich in der Stadt statt 60 km/h nur noch 50 km/h fahren darf. Aber wenn ich den Lärm höre, weil ich draussen bin oder dort wohne, dann spielt es eine Rolle. Abgesehen vom Sicherheitsaspekt, den Grossrat Alberucci erwähnt hat, geht es in diesem Vorstoss wirklich nur um den Lärm. Wenn ich daran denke, wie viel Geld wir für Lärmschutzmassnahmen wie für Lärmschutzwände oder für diesen Flüsterbelag ausgeben, dann scheint es mir eine viel günstigere Massnahme zu sein, das Tempo ein bisschen zu drosseln. Es geht bei diesem Vorstoss nicht darum, auf Strassen, die durch Gebiete ohne Siedlungen führen, die Höchstgeschwindigkeit auf 50 km/h zu senken. Denn dort müsste es auch nicht umgesetzt werden. Das steht explizit im Vorstoss. Damit erlaubt er durchaus Flexibilität in der Handhabung der neuen Regel. Aber sobald es auf der einen Strassenseite Häuser oder einzelne Häuser hat, dann müsste das entsprechend umgesetzt werden.
Ich bin ein bisschen erstaunt, wie viel Angst der Regierungsrat hat, dass ein entsprechender Entscheid des Grossen Rats durch das Bundesgericht aufgehoben werden könnte. Wir treffen hier im Grossen Rat viele Entscheide, ohne Angst zu haben, dass sie nachher von einer höheren Instanz sofort kassiert werden könnten. Es geht darum, dass die Höchstgeschwindigkeit von 50 km/h grundsätzlich in besiedeltem Gebiet gelten würde, auch wenn Häuser nur an der einen Strassenseite stehen. Selbstverständlich kann es dann auch Ausnahmen geben. Würde jemand erstreiten, dass diese Regelung genau auf seiner Strasse nicht gilt, dann wäre das hinzunehmen. Ich bitte Sie im Namen von der SP-JUSO-PSA-Fraktion, die Motion zu unterstützen.

Präsident. Ich gebe dem Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor das Wort.

Christoph Neuhaus, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor. So richtig ruhig, Herr Grossrat Löffel, wird es nur, wenn keiner oder keine mehr fährt. Die Konsequenz dieses Vorstosses wäre, dass man ab Wabern bis zum Helikopter-Baumann am Ende der Viehweide, wo man nachher zur Autobahn gelangt, nur 50 km/h fährt. Durch den Wald können Sie noch 60 km/h fahren, wobei Sie die Bauern dann nicht mehr überholen würden. Dementsprechend würden Sie auch die Fahrzeuge, die 40 km/h fahren, nicht mehr überholen, sondern es gäbe dann halt mehr Bussen.
Sie haben es auch gelesen: Die Motionsantwort zeigt auf, wie sich der Regierungsrat für den Lärmschutz einsetzt und was alles unternommen worden ist. Gleichwohl muss ich noch einmal Folgendes hervorheben: Will man generell 50 km/h signalisieren, dann brechen Sie einen Haufen von juristischen Händel vom Zaun. Als ehemaliger Justizdirektor habe ich durchaus Verständnis oder sogar Sympathien, wenn Sie den Anwälten und Gerichten Arbeit bescheren möchten. Aber hier schiesst man für 1 oder 2 Dezibel mit der Kanone auf Spatzen. Deshalb lehnen Sie diese Motion bitte ab.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer die vorliegende Motion annehmen möchte, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	54
Nein	81
Enthalten	3

Präsident. Sie haben die Motion mit 81 Nein-Stimmen abgelehnt, gegen 54 Ja-Stimmen und 3 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.33

Motion 005-2018 Stampfli (Bern, SP)
Inselspital besser erschliessen via S-Bahnhof Europaplatz

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 58, der Motion Stampfli/SP: «Inselspital besser erschliessen via S-Bahnhof Europaplatz». Der Motionär ist mit der Regierungsantwort einverstanden und wandelt sie in ein Postulat um. Ist das Postulat bestritten? – Dies scheint nicht der Fall zu sein. Dann kommen wir direkt zur Abstimmung über das Traktandum 58, Motion Stampfli, umgewandelt in ein Postulat. Wer das Postulat annimmt, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	84
Nein	54
Enthalten	1

Präsident. Sie haben das Postulat angenommen mit 84 Ja- zu 54 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Geschäft 2017.RRGR.574

Postulat 222-2017 de Meuron (Thun, Grüne)
Dank Mobilitätsmanagement weniger Stau, tiefere Verkehrskosten und eine Stärkung der Standortattraktivität!

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 59, dem Postulat de Meuron, Thun. Dieses Postulat ist zurückgezogen worden. Grossrätin de Meuron hat das Wort für eine Erklärung.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Wir sind mitten in den Verkehrsthemen. Wir haben in der letzten Session 70 Mio. Franken für die Umfahrungsstrasse Wilderswil gesprochen. Wir haben auch schon voraussichtlich 557 Mio. Franken reserviert für die Umfahrung Aarwangen oder für die Verkehrssanierung Burgdorf/Oberburg-Hasle. Was will ich sagen? Unsere Mobilität kostet uns Millionen im Bau und Unterhalt. Der Platz für weitere Ausbauprojekte fehlt – das haben wir heute auch schon gehört. Denn unsere Ressource Boden ist limitiert. Der Regierungsrat teilt die Einschätzung, dass das Mobilitätsmanagement einen wichtigen Beitrag zur Verkehrsbewältigung leisten kann und zudem relativ günstig ist. Umso irritierender ist es, dass er aufgrund von beschränkten kantonalen Ressourcen den Vorstoss zur Ablehnung empfiehlt. Er begründet dies mit bestehenden Mitgliedschaften am Bundesprogramm. Doch das allein reicht nicht. Es braucht eine Umsetzung, Daten und vor allem mehr Kommunikation sowie den Einbezug aller relevanten Verkehrsakteure.
Ich bedaure, dass in einem so wichtigen Bereich wie der Mobilität extrem kurzfristig gedacht wird. Denn wir sind uns einig: Das Bedürfnis nach Mobilität bleibt. Diesem gilt es Rechnung zu tragen. Aber niemand hier will mehr Stau, noch mehr Kosten oder noch weniger Lebensqualität. Wenn wir nicht die Chance nutzen, das Bedürfnis nach Mobilität clever in bestimmte Bahnen zu lenken, werden wir unter dem Strich einfach mehr zahlen. Ein anderes Verhalten kann schon nur durch die Anpassung eines Spesenreglements erreicht werden oder damit, dass es am Arbeitsorteine Dusche gibt, wenn man mit dem Velo zur Arbeit fährt. Zudem helfen uns gerade die Technologisierung und die Sharing Economy, unsere gelebte Mobilität zu revolutionieren. Was das heisst, erkläre ich gern abschliessend mit einem Beispiel, das ich einmal vom CEO des Gottlieb Duttweiler Instituts (GDI) gehört habe. Für die Befriedigung des Bedürfnisses Musikhören braucht es einen Tonträger. Beim

Bedürfnis nach Mobilität ist das ähnlich. Zu dessen Befriedigung benötigt man Verkehrsmittel. Vielleicht können Sie sich alle noch erinnern. Früher haben Sie, wenn Sie ein Musikstück gern gehört haben, eine Langspielplatte (LP) gekauft. Diese kostete ungefähr 28 Franken. Ich weiss nicht, ob der eine oder andere von Ihnen auch noch eine Plattensammlung hat. Diese nimmt viel Platz in Anspruch. Irgendwann sind CDs aufgekommen, die viel kleiner und ein bisschen günstiger waren. Und heute, frage ich Sie, wer kauft noch eine CD oder eine LP? Heute können Sie ihr Bedürfnis Musikhören mit iTunes oder Spotify lösen. Also, nutzen wir die Chance bei der Mobilität und machen wir es anders.
Dieses Anliegen ist mir zu wichtig, als dass wir eine Ablehnung riskieren wollen und darum ziehen wir den Vorstoss zurück. Aber wir bleiben am Thema dran.

Geschäft 2018.RRGR.46

Postulat 017-2018 Graber (La Neuveville, SVP)
Aufhebung der Niveauübergänge auf den Kantonsstrassen im Berner Jura

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 60, dem Postulat Graber, La Neuveville: «Aufhebung der Niveauübergänge auf den Kantonsstrassen im Berner Jura». Die Postulantin hat das Wort. Grossrätin Graber, vous avez la parole.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (SVP). Par le postulat dont nous débattons, je demande au Conseil-exécutif d'étudier, aussi bien sous l'angle technique que sous celui des possibilités financières du canton, la possibilité de supprimer les passages à niveau dans le Jura bernois sur les routes cantonales des catégories A et B, notamment ceux aménagés entre La Cibourg et Sonceboz, sur le Plateau d'Orange et aux Reussilles. Depuis une quinzaine d'années, le nombre des accidents survenus sur des passages à niveau gardés et non gardés de notre pays ne cessent de diminuer. C'est le cas aussi dans notre canton. Cette évolution est très réjouissante. Au cours des dernières années, les CFF, en étroite collaboration avec les cantons, ont amélioré la sécurité sur de nombreux passages à niveau. Cet effort doit être salué. Il n'en demeure pas moins que les passages à niveau continuent à provoquer des accidents graves, entraînant la mort ou les blessures sévères de plusieurs personnes. Ainsi, l'Office fédéral de la statistique nous apprend qu'en 2016, sept personnes sont décédées ou ont subi de graves blessures lors d'accidents survenus sur des passages à niveau. Neuf personnes ont été victimes de la même destinée en 2015. A Cormoret, quatre personnes ont pu s'extraire juste à temps de leur véhicule qui avait été projeté sur le croisement entre la route et la voie de chemin de fer au début de 2009. L'été passé, une femme, bloquée sur un passage à niveau à Wetzikon, a elle aussi pu quitter son véhicule juste avant que ce dernier ne soit percuté par un train. Ce ne sont là que deux exemples parmi d'autres.
Dans la gestion des affaires publiques, le bien ne doit jamais empêcher le mieux, surtout si le mieux est réalisable. La réduction du nombre de morts ou de blessés graves lors d'accidents survenus sur des passages à niveau, ne doit d'aucune manière nous interdire d'investir des fonds publiques pour améliorer encore la situation. Mais une sécurité accrue n'est de loin pas le seul argument qui milite en faveur de la suppression des passages à niveau sur les routes des catégories A, B ou C. Personne ne demande de supprimer des passages à niveau situés sur des routes très secondaires ou sur des chemins vicinaux. Mais la suppression des passages à niveau situés sur de grands axes routiers d'importance régionale et a fortiori suprarégionale autorisent également une fluidité du trafic nettement plus grande. Cela est loin d'être négligeable pour une route telle que la T30 qui relie Bienne à La-Chaux-de-Fonds. Sur cette route importante, les automobilistes peuvent même être interrompus par des passages à niveau deux fois en dix kilomètres, ce qui est fâcheux pour une route qui relie une agglomération de 50 000 habitants à une autre de 100 000 habitants. Je tiens aussi à dire que mon postulat ne s'inscrit absolument pas dans une démarche concurrentielle. Je suis tout-à-fait prête à soutenir une autre intervention parlementaire qui demanderait la même chose que la mienne dans n'importe quelle autre région de notre canton. En ce domaine, toutes les régions de notre canton méritent d'être logées à la même enseigne.
Abordons très brièvement la question financière: Il est vrai que notre canton a été contraint, au cours de dernières années, à assainir ses finances au travers de mesures parfois douloureuses. Mais convenons aussi que notre canton, et surtout nos communes, investissent plusieurs millions de

francs, même des dizaines de millions de francs, pour ralentir le trafic au moyen d'aménagements parfois luxueux, à l'efficacité hautement discutable. Dans cette affaire, tout est question d'idéologie, de priorité et de volonté politique. Au travers de mon postulat, je ne demande qu'une étude très brève, de quelques pages, sur la faisabilité technique et les coûts de la suppression des passages à niveau les plus importants du Jura bernois. Je vous demande, chers collègues, d'accepter mon postulat, et je vous remercie de l'attention que vous avez bien voulu porter à mes propos.

Präsident. Pour la Députation, je passe la parole au député Gasser.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). Au nom de la majorité de la députation francophone, je vous invite à accepter le postulat de notre collègue Anne-Caroline Graber. En préambule, je me permets de préciser un point important: Notre coreligionnaire fait allusion à quatre passages à niveau dans le Jura bernois. Toutefois, suite à un intense débat, la députation estime que c'est essentiellement celui de Cormoret qui devrait être étudié plus précisément. Nous sommes majoritairement d'avis que les autres passages sont, comme le précise le gouvernement dans sa réponse, globalement sûrs, donc nous renonçons à demander une étude ad-hoc. Par contre, nous aimerions que celui de Cormoret soit étudié de manière plus sérieuse.
Dans sa réponse, le gouvernement ne fait que répéter des arguments relativement anciens, soit la suppression des contributions fédérales pour l'amélioration de ces fameux passages. Par ailleurs, il ajoute encore qu'une telle modification serait techniquement difficile à réaliser, et par conséquent, fort coûteuse. Permettez-moi d'insister sur le fait que c'est un postulat et non une motion. Sans pour autant, se lancer dans une étude chronophage, nous pensons qu'il devrait être possible de se pencher de manière plus approfondie sur la problématique de Cormoret, et donc de pouvoir également préciser les diverses options possibles, ainsi qu'une estimation grossière des coûts. Nous ne contestons pas que ces croisements de trafic sont relativement sûrs. Toutefois, des accidents malheureux sont toujours possibles, comme vient de le rappeler la motionnaire.
Chers collègues, si par malheur, et Dieu merci ce ne fut pas le cas, il y avait eu quatre victimes lors de ce fameux incident, feriez-vous la même appréciation? Notre requête ne vise donc pas le lancement immédiat de travaux, mais de consacrer quelques heures pour obtenir une réponse plus détaillée. Il sera dès lors aisé de juger si cet investissement en vaudrait la peine. Nous pourrons alors, en toute connaissance de cause, estimer si le rapport coût/avantage et autant disproportionné que l'estime le gouvernement. Au nom de la majorité de la députation francophone, je vous encourage à accepter ce postulat, avec les restrictions émises.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die SVP spricht Grossrat Klopfenstein.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (SVP). Les passages à niveau sont des endroits dangereux et gênent la fluidité du trafic, comme le relève Anne-Caroline Graber avec son postulat. Elle demande une étude technique et financière qui pourrait à l'avenir servir de base pour une suppression de ces passages à niveau. Le Conseil-exécutif, dans sa réponse, rappelle que différentes interventions ont déjà été faites par le passé, et que la Confédération, pour des mesures d'assainissement de ses finances, avait supprimé les contributions fédérales pour les passages à niveau. Aujourd'hui, la situation financière de la Confédération ayant changé, donc elle est meilleure, peut-être qu'une entré en matière serait possible. Le groupe UDC soutient ce postulat à l'unanimité.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Gullotti das Wort.

Hervé Gullotti, Tramelan (SP). Dans ce dossier, le groupe socialiste vous invite à suivre la réponse du Conseil-exécutif et à rejeter le postulat de notre collègue Anne-Caroline Graber. N'y voyez pas une affaire partisane, un conflit gauche-droite servi tout cuit sur la table. La question ne se situe pas non plus dans la défense des intérêts du Jura bernois dans cet hémicycle, car l'opinion du Conseil-exécutif est strictement financière et technique. Le Conseil-exécutif pointe notamment du doigt le rapport défavorable coûts/avantages que la suppression des passages à niveau dans le Jura bernois sur les routes cantonales des catégories A et B engendreraient. La dépense serait disproportionnée par rapport aux effets voulus. Le résultat de l'étude que la motionnaire sollicite, je peux déjà dire qu'elle dépasse nos capacités financières cantonales.
Avec la motionnaire, nous sommes aussi d'avis que les passages à niveau présents dans le Jura bernois interrogent toutefois sur le plan sécuritaire. Mais pourquoi seul le Jura bernois pourrait-il

jouir du privilège d'une étude, alors que l'on sait que d'autres régions du canton de Berne connaissent des situations conflictuelles entre le train et la route bien plus élevés que nous? A gauche, nous ne serions pas opposés à soutenir toute initiative allant dans le sens de revoir, passage à niveau par passage à niveau, de manière séparée, distincte, les conditions de la coexistence route/rail en fonction de priorités à fixer. Je rappelle donc que nous appelons au rejet du postulat.

Beatrice Eichenberger, Biglen (BDP). Bei allem Verständnis für dieses Anliegen teilt die BDP-Fraktion die Argumentation des Regierungsrats. Eine allfällige Lösung dieses Problems muss über das zuständige Organ gemäss dem Regionalen Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzept (RGSK) eingegeben werden. Ich halte mich kurz. Die BDP-Fraktion lehnt das Postulat einstimmig ab.

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). Je fais aussi partie des automobilistes qui n'aiment pas être à l'arrêt derrière les barrières. Le postulat de notre collègue comprend tout de même quelques sous-entendus que j'aimerais corriger, même si en fait, elle dit que son postulat n'est pas orienté sur le Jura bernois, mais dans son intitulé, il est quand-même clair. Je ne pense pas que le Jura bernois me paraît dans la question de l'aménagement des routes, et notamment des passages à niveau dont il est question, traité différemment du reste du canton.
Si je défends volontiers ma région pour ses différences, pour ses particularités, je pense que les passages à niveau n'en sont pas une. Il y a donc lieu de traiter le Jura bernois de manière égalitaire avec le reste du canton, comme le mentionne le gouvernement dans sa réponse. D'autre part, pour ce qui est de la sécurité et des accidents, sans être aller fouiller les statistiques, je doute que les passages à niveau dont il est question sont particulièrement dangereux. D'ailleurs, je pense que les plus petits passages à niveau non gardés font souvent l'objet de plus d'accidents.
Notre groupe, qui a un regard critique sur les investissements routiers, ne peut pas accepter ce postulat. En connaissant les lieux, vous savez très bien que sans avoir fait de longues et coûteuses études, les montants qui devraient être investis ne sont pas en rapport avec les améliorations apportées. Peut-être il y aurait-il un potentiel d'amélioration dans les délais de fermeture des passages à niveau avant l'arrivée des trains, je ne me pose pas trop la question. Mais je doute qu'à l'heure actuelle, il y ait lieu de faire beaucoup plus que cela. Notre groupe va donc rejeter ce postulat.

Julien Stocker, Biel/Bienne (glp). Wie man in der Antwort des Regierungsrats lesen konnte, wurden die Niveauübergänge auf den Kantonsstrassen im Berner Jura sowohl von den SBB als auch vom Bund als sicher eingestuft. Zudem wäre die Aufhebung der Niveauübergänge technisch nur schwer realisierbar und mit enormen Kosten verbunden. Wir Grünliberalen sind der Meinung, dass es keine Luxusprojekte im Strassenbau braucht. Aus diesen Gründen werden wir dem Antrag des Regierungsrats folgen und dieses Postulat ablehnen.

Peter Sommer, Wynigen (FDP). Das Postulat verlangt, dass die Niveauübergänge im Berner Jura auf Kantonsstrassen der Kategorie A und B aufgehoben werden. Die FDP hat grundsätzlich Verständnis für das Anliegen. Auch uns ist eine höhere Verkehrssicherheit und eine gut funktionierende Verkehrsinfrastruktur mit möglichst wenig Verkehrsbehinderungen wichtig. Trotzdem muss das Kosten-Nutzen-Verhältnis stimmen. Die FDP lehnt wie die Regierung den Vorstoss ab. Die Begründung der Regierung ist für uns nachvollziehbar. Das Anliegen ist in der Vergangenheit zudem schon zwei Mal geprüft worden und man ist beide Male zum Schluss gekommen, dass die Kosten in keinem Verhältnis zum Nutzen stehen. Das Ganze wird ja noch verschärft durch die Bundesgelder, die nicht mehr fliessen werden. Durch die Kosten, die für den Kanton entstehen würden, wäre es noch unverhältnismässiger. Zudem hat die Prüfung des Bundes und der SBB ergeben, dass die Niveauübergänge unproblematisch und grundsätzlich sicher sind. Aus diesen Gründen besteht für die FDP-Fraktion kein Handlungsbedarf. Wir lehnen das Postulat grossmehrheitlich ab.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Die Grünen empfehlen das Postulat zur Ablehnung. Ich nehme es gerade vorweg und spreche nicht lange. Wir folgen dem Regierungsrat auf der ganzen Linie. Man muss sich vor Augen halten, was es heisst, die Niveauübergänge zu beseitigen: Man baut eine Brücke oder einen Tunnel respektive eine Unterführung. Beides sind normalerweise nach gängigen Normen Millionenbauwerke und daher aus unserer Sicht Verhältnisblödsinn. Dies gilt besonders, wenn man bedenkt, dass das Hauptargument im Postulat die Zeitersparnis für Automobilisten ist. Es geht da doch um ein paar Minuten, die man warten muss, wenn mal ab und zu ein Zug kommt. Wir empfehlen Ihnen, das Postulat abzulehnen.

Präsident. Das Wort hat der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor.

Christoph Neuhaus, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor. Vor knapp zwanzig Jahren und das letzte Mal vor drei Jahren hat man das Anliegen von Grossrätin Graber geprüft und wegen schlechtem Kosten-Nutzen-Verhältnis verworfen. Daran hat sich nichts geändert. Dafür ist auch kein Geld beim Kanton respektive bei der BVE reserviert. Zuständig ist sowieso die RGSK, und dort muss man anklopfen. Il faudrait s'adresser aux associations régionales Jura-Bienne et Centre-Jura. Aus dem Grund bin ich froh, wenn Sie das Postulat ablehnen.

Präsident. Die Postulantin wünscht nochmals das Wort. Madame Graber, vous avez la parole.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (SVP). Je vous remercie pour la discussion. Mon tempérament réaliste ne m'incline pas tellement à me faire des illusions, mais je voudrais quand-même vous répondre brièvement sur un ou deux points que je souhaite vraiment souligner. Mon postulat – et ce n'est pas une motion, mais un postulat – ne demande absolument pas une longue et coûteuse étude. Pas du tout! Une courte et simple estimation de la faisabilité technique et des coûts de la suppression des passages à niveau dans le Jura bernois, malgré les progrès qui ont été réalisés et que je nie pas, permettrait à tous les acteurs concernés de se prononcer en toute connaissance de cause. Et si, finalement, on en arrive à la conclusion qu'il n'y a qu'un seul passage à niveau qui est problématique, celui de Cormoret, où quatre personnes, deux adultes et deux enfants, ont failli mourir, perdre la vie en 2009 – si on ne change que ce passage à niveau-là, pour sauver des vies, pour moi, c'est suffisant. Et cela peut être fait en quelques pages, une simple et courte estimation.
Et finalement, par rapport à l'argument qui consiste à dire que ce n'est que pour le Jura bernois et pas pour l'ensemble du canton de Berne: Ce n'est pas du tout concurrentiel. Je soutiendrai n'importe quelle proposition de n'importe quel député du Grand Conseil pour une autre région du canton de Berne qui irait dans le même sens.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer diesem Postulat zustimmt, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	43
Nein	94
Enthalten	5

Präsident. Sie haben das Postulat abgelehnt mit 43 Ja- gegen 94 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen. Ich danke dem Bau-, Verkehr- und Energiedirektor für die Anwesenheit. Ich wünsche ihm einen schönen Tag. Wahrscheinlich sehen wir uns morgen wieder.
Ich habe folgende Mitteilung seitens des Präsidenten der Députation: La Députation francophone est priée de revenir à quinze heures dans la salle des pas perdus.

Geschäft 2016.RRGR.945

Gesetz über Handel und Gewerbe (HGG) (Änderung)

1. Lesung

Eintretensdebatte

Präsident. Wir warten auf den Regierungsvizepräsidenten, unseren Volkswirtschaftsdirektor. Ich begrüsse Christoph Ammann. Wir kommen nun zu den Geschäften der VOL. Als Erstes beraten wir das Traktandum 61, das Gesetz über Handel und Gewerbe (HGG).
Dieses Gesetz ist von der FiKo vorberaten worden, und es liegt ein Antrag auf Durchführung von nur einer Lesung vor. Ist bei diesem Gesetz die Durchführung von nur einer Lesung bestritten? Wenn im Verlauf der Beratungen eine Änderung beschlossen wird, wird es automatisch eine zweite Lesung geben. Ihrem Stillschweigen entnehme ich, dass Sie mit nur einer Lesung einverstanden sind. Ich erteile vorgängig der Sprecherin für die Kommissionsmehrheit, Grossrätin Stucki, das Wort. Kann sie bitte jemand für die Rednerliste anmelden? Danke. Grossrätin Stucki, Sie haben das Wort.

Béatrice Stucki, Bern (SP), Kommissionssprecherin der FiKo-Mehrheit. Betreffend das HGG werden wir zwei Änderungen diskutieren und dazu Beschlüsse fassen müssen. Unter diesem Traktandum geht es um die Ladenöffnungszeiten in der Unteren Altstadt und um Pfandleihgeschäfte. Später, unter dem Traktandum 104, werden wir über die Änderungen der Abgaben der Spielbanken diskutieren. Letzteres ist eine Massnahme aus dem Entlastungspaket, das wir im letzten November beschlossen haben.
Jetzt aber zum vorliegenden Geschäft. Kernpunkt dieser Gesetzesänderung ist eine Motion *(M 026-2015)*, die verlangt, dass die Untere Altstadt von Bern als Tourismusgebiet bezeichnet wird, wodurch längere Ladenöffnungszeiten sowie Sonntagsverkäufe möglich werden sollen. Eine weitere Änderung betrifft die Pfandleihe. Das Eintreten auf das Geschäft war in der FiKo nicht bestritten.
Zuerst möchte ich noch ein paar Sätze zu den betroffenen Artikeln 3, 8 und 11 sagen. In den letzten Jahren sind immer mehr Pfandleihgeschäfte eröffnet worden. Der Handel hat zugenommen. Gerät jemand in Not, kann er oder sie in der Pfandleihe einen Gegenstand – meistens ist es ein Schmuckstück oder eine Uhr – abgeben und bekommt dafür einen Kredit. Kann der Kredit inklusive Zinsen nicht rechtzeitig zurückgezahlt werden, kann der Pfandleiher den oder die abgegebenen Gegenstände veräussern. Den Gewinn, den der Pfandleiher dabei erzielt, muss dieser dem Kreditnehmer auszahlen. Mit den vorliegenden Änderungen im Gesetz präzisiert der Regierungsrat die bisherigen Regelungen, beispielsweise die Art der Veräusserung eines deponierten Gegenstands. Die vorliegenden Änderungen passen sich dem Bundesgesetz an. In der FiKo waren die Änderungen zur Pfandleihe in den Artikel 3 und 8 HGG unbestritten und sind stillschweigend angenommen worden.
Erwartungsgemäss hat die Motion über die geforderte Liberalisierung der Ladenöffnungszeiten in der Unteren Altstadt von Bern sehr viel mehr zu diskutieren gegeben. Wie gesagt, verlangt die Motion *(M 026-2015)*, dass die Untere Altstadt von Bern als Tourismusgebiet bezeichnet wird oder mindestens Ladenöffnungszeiten am Sonntag ermöglicht werden. Die Motionäre sehen darin eine Möglichkeit, die Attraktivität der Unteren Altstadt zu erhöhen, was besonders Geschenkeläden und Bijouterien zugute käme. Die Motion wurde im September 2015 mit 74 Ja- gegen 65 Nein-Stimmen und 7 Enthaltungen vom Grossen Rat überwiesen. Der Regierungsrat hat dann eine entsprechende Gesetzesänderung in eine breite Vernehmlassung geschickt.
Die Vorlage ist nicht auf positives Echo gestossen. Von 25 Vernehmlassungsantworten waren 9 positiv. Sie kamen von der FDP, der SVP und von den Arbeitgeberverbänden. 16 Antworten waren negativ. Diese kamen von Organisationen der Arbeitnehmenden, vom Synodalrat der Römisch-Katholischen Landeskirche und von verschiedenen Gemeinden. Die SP des Kantons Bern und der Stadt Bern haben die Vorlage ebenso abgelehnt wie das Grüne Bündnis, die Grünen und die EVP. Abgelehnt haben die Vorlage auch die Stadt Bern, die Vereinigten Altstadtleiste und Bern-City – also jene Organisationen, die von der Vorlage am direktesten betroffen wären. Sie betrachten die Vorlage als marktverzerrend und machten keinen besonderen Bedarf für Sonntagsverkäufe aus. Die Vernehmlassungsvorlage zeigte auch klar, dass die Untere Altstadt die Anforderungen für die vom Motionär gewollte Bezeichnung als Tourismusgebiet nicht erfüllen würde. Klar ist auch, dass das Bundesgesetz über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel (Arbeitsgesetz, ArG) keine Sonntagsverkäufe

zulässt, wenn andere als Familienangehörige im Verkauf arbeiten. Ein Familienbetrieb wäre kaum in der Lage, zusätzliches Personal für während der Woche einzustellen, damit Familienmitglieder, falls es überhaupt solche gibt, die Sonntagsverkäufe abdecken könnten. Die Wirtschaftlichkeit wäre also nicht gegeben. Der heutige Branchenmix wäre gefährdet. Die Vereinigten Altstadtleiste und Bern-City wollen nicht noch mehr Tourismusläden in der Altstadt. Keine Vernehmlassungsantwort reichten im Übrigen BDP, glp und EDU ein. Im Nachgang zur Vernehmlassung und angesichts mehrheitlich geäusserten Ablehnung der liberaleren Ladenverkaufszeiten hat der Regierungsrat beschlossen, diese nicht in die Gesetzesvorlage aufzunehmen.
Wie gesagt war das Eintreten in der FiKo unbestritten. Die FDP hat während der Diskussion in der FiKo an ihrer Forderung, die Ladenöffnungszeiten am Sonntag zu ermöglichen, festgehalten und eine neue Gesetzesformulierung vorgelegt. Demnach lautet Artikel 11 Absatz 1 – ich lese es genau vor: «Folgende Geschäfte dürfen an öffentlichen Feiertagen von 6 bis 18 Uhr offen halten:». Buchstabe c wird geändert in «Blumengeschäfte», und es wird mit Buchstabe d (neu) hinzugefügt: «alle weiteren Geschäfte in der Unteren Altstadt von Bern.». Die Bestimmung von Artikel 11 Absatz 1 Buchstabe d bedarf hinsichtlich der Erfahrung vier Jahren nach Inkrafttreten einer Evaluation. Der Regierungsrat stellt dem Grossen Rat gemeinsam mit dem Evaluationsbericht Antrag auf eine unbefristete Weitergeltung oder Aufhebung. Die Mehrheit der FiKo hat die beiden Anträge mit jeweils 7 zu 8 Stimmen bei keiner Enthaltung abgelehnt. Weil mit dem Resultat das Quorum für einen Minderheitsantrag gegeben war, wird Adrian Haas den Antrag anschliessend begründen. Weder die Altstadtleiste noch Bern-City noch die Stadt Bern wollen diese Gesetzesänderung. Bern-City hat das letzte Woche anlässlich eines Sozialpartnergesprächs noch einmal bestätigt. Sie wollen nicht, dass die Geschäfte in der Unteren Altstadt anders behandelt werden als jene in den übrigen Stadtgebieten, wo es auch für Touristinnen und Touristen interessante Geschäfte gäbe. Wenn also das Gewerbe die Änderung ablehnt, sollten wir das akzeptieren. Das ist die Haltung der FiKo-Mehrheit. Wir bitten Sie, dieser Haltung zu folgen und eine Erweiterung der Ladenöffnungszeiten abzulehnen. In der Schlussabstimmung ist der Gesetzesentwurf einstimmig angenommen worden.

Präsident. Ist das Eintreten auf die Gesetzesänderung bestritten? – Das Eintreten ist nicht bestritten. Dann gehen wir direkt zur Detailberatung über.

Detailberatung

I.
Ingress (geändert)
Angenommen

Art. 3 Abs. 1
Angenommen

Art. 8 Abs. 2 (neu)

Antrag FDP (Saxer, Gümligen)
Ergänzung am Schluss des Artikels: Der Höchstzinssatz darf den Zinssatz des Bundes für Konsumkredite nicht übersteigen.

Präsident. Zu Artikel 8 Absatz 2 liegt ein Antrag des Regierungsrats und der FiKo vor sowie ein Antrag FDP/Saxer. Wünscht die Kommissionsvizepräsidentin, sich zum Antrag zu äussern? – Grossrätin Stucki, Sie haben das Wort.

Béatrice Stucki, Bern (SP), Kommissionssprecherin der FiKo-Mehrheit. Ein Satz dazu: Die FiKo hat den Antrag der FDP einstimmig genehmigt. Wir halten diesen für problemlos umsetzbar.

(Grossrätin Imboden weist den Präsidenten darauf hin, dass sich auch die Fraktionen sollten äussern können.)

Präsident. Es war so: Ich habe der Kommissionsvizepräsidentin das Wort gegeben. Danach habe ich gefragt, ob das Eintreten bestritten ist. Jetzt gehen wir zur Detailberatung über. Nach dem Antrag

FDP kann man im Rahmen der Detailberatung noch über alles reden. Es werden auch noch die anderen Anträge beraten. Jetzt gebe ich Grossrat Saxer das Wort für den Antrag FDP.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP). Der Antrag der FDP betrifft Artikel 8 HGG. Mit Artikel 8 beantragt der Regierungsrat, dass man ihm die Kompetenz erteilt, den Höchstzinssatz im Pfandleihgewerbe festzulegen. Die FDP unterstützt die Kompetenzdelegation an den Regierungsrat. Im Vortrag schreibt der Regierungsrat, dass er sich bei der Festsetzung des Zinssatzes an den Zinssätzen des Bundesrats für Konsumkredite orientieren werde. In dem Punkt sind wir der Meinung, dass wir unsere Kompetenzdelegation leicht einschränken wollen. Wir möchten Artikel 8 Absatz 2 HGG mit dem Eckwert ergänzen, wonach der Höchstzinssatz im Pfandleihgewerbe den Zinssatz des Bundes für Konsumkredite nicht übersteigen darf.
Weshalb dieser Vorschlag? – Wir sind der Meinung, dass der Zinssatz für Pfandleihen aus einer wirtschaftlichen Optik eigentlich tiefer sein müsste als bei einem Konsumkredit. Denn bei einem Pfandleihgeschäft – die Sprecherin der FiKo hat es vorhin erwähnt – erhält der Gläubiger mit dem Pfandgegenstand zusätzliche Sicherheit. Damit ist das Gläubigerrisiko bei der Pfandleihe tiefer als bei einem Konsumkredit, wo es in aller Regel keine spezielle Sicherheit gibt. Aus diesem Grund wollen wir im HGG eine Höchstgrenze festsetzen, die dem Regierungsrat aber einen grossen Ermessensspielraum belässt. Mit unserer Bestimmung kann der Regierungsrat den Zinssatz tiefer festlegen als den Zinssatz des Bundes für Konsumkredite. Er kann aber auch mit entsprechender Begründung den Höchstzinssatz des Bundesrats übernehmen, dürfte diesen aber auf keinen Fall überschreiten. Das ist unsere Haltung aus einer wirtschaftlichen Optik. Wir empfehlen Ihnen, die Ergänzung von Artikel 8 so zu beschliessen.

Präsident. Als erste Fraktionssprecherin hat Grossrätin Imboden für die Grünen das Wort. Ich habe vorhin sehr bewusst zuerst die Kommissionssprecherin reden lassen. Über das elektronische System ist niemand angezeigt worden, der oder die hätte reden wollen. Zudem hat die Kommissionssprecherin klar gesagt, das Eintreten sei nicht bestritten. Deshalb hatte ich das Gefühl, dass niemand etwas sagen wollte. Wenn die Fraktionssprecher etwas zur Eintretensdebatte sagen wollen, müssen sie jeweils den Knopf drücken. So weiss ich, dass Sie etwas sagen wollen. Wenn nicht, folgt die Detailberatung. Sie haben immer noch die Möglichkeit, sich zu den einzelnen Anträgen zu äussern. Ich finde es auch sinnvoller, wenn der Antragsteller zuerst seinen Antrag begründen kann, bevor die Fraktionen in der Eintretensdebatte ihre Argumente vortragen. Ich hoffe, dieses Vorgehen sei für Sie so in Ordnung. Grossrätin Imboden, Sie haben das Wort für die Grünen.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich folge also dem vorgeschlagenen Vorgehen und äussere mich jetzt zu Artikel 8. Im Gesetz geht es ja um das Thema Pfandleihe, ein Geschäftsmodell, das wieder vermehrt Realität ist, auch wenn man es in den letzten Jahren nicht mehr so häufig gesehen hat. Es gibt solche Pfandhäuser auf dem Markt, und so ist auch eine Regulierung nötig. Die grüne Fraktion unterstützt darum den vorliegenden Gesetzesvorschlag zur Regulierung der Pfandleihe. Dabei sind wir uns sehr bewusst, dass es sich hier um eine heikles Geschäft handelt. Die Sprecherin der Kommission hat es gesagt: Menschen, die sich genötigt sehen, ihre Habseligkeiten wie die Uhr der Grossmutter zu verpfänden, sind häufig in einer schwierigen Lebenslage. Darum sind wir auch froh, dass der Regierungsrat hier reagiert hat und dies regeln will, so wie wir das jetzt im Gesetz machen. Auf Verordnungsstufe werden verschiedene Punkte im Detail angeschaut, und wir wären auch hier froh, wenn der Regierungsrat wirklich ein kritisches Auge hat darauf hielte. Denn, wie gesagt, die Uhr ist schnell verpfändet. Aber wenn man drei Wochen später das Geld noch immer nicht beschaffen konnte, ist das Familienerbstück weg. Ein zweites Mal kann man es nicht verpfänden. Der Antrag Saxer/FDP, in Artikel 8 den Zins zu begrenzen, erscheint uns nachvollziehbar. Als Grüne unterstützen wir diesen.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Die BDP unterstützt den Antrag der FDP zu Artikel 8 Absatz 2. Wir finden, der Zusatz sei eine sinnvolle und gute Ergänzung, das heisst, man nimmt den Zins im Konsumkreditgeschäft als Limite für die Festlegung des Zinssatzes im Pfandleihgeschäft. Die Argumente dafür hat die Vorrednerin bereits erläutert. Ich bitte Sie, dem Antrag zuzustimmen.

Barbara Streit-Stettler, Bern (EVP). Auch die EVP unterstützt die neuen Regelungen zum Pfandleihgewerbe, auch wenn es uns eher fremd ist. Aber scheinbar besteht eine Nachfrage. Darum sind auch Regeln für dieses Gewerbe notwendig. Und wir unterstützen ebenfalls den Antrag von Hans-

Rudolf Saxer im Sinne eines guten Konsumentenschutzes. Es ist heikel, wenn in diesem Bereich hohe Zinsen erhoben werden. Daher denken wir, dass ein Eckwert in diesem Fall sinnvoll ist.

Präsident. Wünscht der Herr Regierungsrat das Wort? – Zu diesem Antrag wünscht er das Wort nicht. Dann kommen wir direkt zu den Abstimmungen. Wir warten gerade noch kurz, bis sich die Grossrätinnen und Grossräte wieder eingefunden haben. Dann können wir darüber befinden. Ich bitte Sie, sich bei einer Gesetzesberatung nicht allzu weit von Ihren Plätzen zu entfernen. Es kann schnell zu einer Abstimmung kommen. Da können Sie nicht darauf vertrauen, dass die Klingel läutet. Denn die Verantwortung, dass Sie bei der Abstimmung dabei sind, liegt bei Ihnen und nicht bei uns.
Wir stimmen nun ab. Ich stelle dem Antrag von Regierungsrat und FiKo den Antrag FDP/Saxer gegenüber. Wer den Antrag von Regierungsrat/FiKo annehmen will, stimmt Ja, wer den Antrag Saxer/FDP annimmt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 8 Abs. 2; Antrag Regierungsrat/FiKo [Stucki, Bern] gegen Antrag FDP [Saxer, Gümligen])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Antrag FDP (Saxer, Gümligen)

Ja	0
Nein	139
Enthalten	1

Präsident. Sie haben dem Antrag FDP/Saxer mit 139 Stimmen zugestimmt. Es hat keine Stimmen für den Antrag Regierungsrat/FiKo gegeben, aber 1 Enthaltung.
Es ist fast schon obsolet, darüber abzustimmen, ob Sie den Zusatz gemäss dem Antrag FDP/Saxer ins Gesetz schreiben wollen. Aber der Richtigkeit halber tun wir das. Wer das Vorgeschlagene im Gesetz verankern will, soll das bitte mit der Ja-Taste bestätigen. Wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 8 Abs. 2; Antrag FDP [Saxer, Gümligen])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	137
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Mit 137 Stimmen haben Sie dem Antrag FDP ohne Gegenstimmen oder Enthaltungen zugestimmt.

Gemeinsame Beratung von Art. 11 Abs. 1 und der Übergangsbestimmungen.

Art. 11 Abs. 1

Antrag FiKo-Minderheit (Haas, Bern)

Folgende Geschäfte dürfen an öffentlichen Feiertagen von 06.00 bis 18.00 Uhr offen halten:
c (geändert) Blumengeschäfte.,
d (neu) alle weiteren Geschäfte in der Unteren Altstadt von Bern.

Übergangsbestimmungen

Antrag FiKo-Minderheit (Haas, Bern)

Titel nach Art. 36 (neu)

T1 Übergangsbestimmung der Änderung vom …

Art. T1-1 (neu) Abs. 1
Die Bestimmung von Artikel 11 Absatz 1 Buchstabe d bedarf hinsichtlich der Erfahrungen während vier Geltungsjahren seit Inkrafttreten einer Evaluation. Der Regierungsrat stellt dem Grossen Rat gemeinsam mit dem Evaluationsbericht Antrag auf eine unbefristete Weitergeltung oder Aufhebung.

Präsident. Wir kommen nun zu Artikel 11 Absatz 1. Dazu liegen Anträge der Kommissionsmehrheit und der Kommissionsminderheit vor. Ich gebe vorab dem Minderheitssprecher das Wort. Grossrat Haas, Sie haben das Wort. Würden Sie sich bitte noch anmelden? Danke.

Adrian Haas, Bern (FDP), Kommissionssprecher der FiKo-Minderheit. Ich begründe den Antrag der knappen FiKo-Minderheit zur Frage der Ladenöffnungszeiten. Dieser Antrag beinhaltet die Regelung, dass Familienbetriebe – diese sind im Bundesrecht und auch in der bundesgerichtlichen Rechtsprechung definiert, und es handelt sich nämlich entweder um den Familienbetriebsinhaber beziehungsweise die -inhaberin oder um Familienangehörige – in der Unteren Altstadt an öffentlichen Feiertagen, das heisst vor allem sonntags von 6 bis 18 Uhr, im Laden stehen beziehungsweise den Laden offen halten dürfen. Das Bundesrecht regelt, wer sonntags im Laden stehen darf. Es dürfen keine Angestellte sein, sondern es dürfen nur der Familienbetriebsinhaber und Familienangehörige sein. Damit wären familiengeführte Detailhandelsgeschäfte denen gleichgestellt, die das heute schon dürfen: Bäckereien, Konfiserien, Metzgereien, Milchhandlungen, aber auch Lebensmittelgeschäfte bis zu einer Ladenfläche von 120 Quadratmeter oder Blumengeschäfte. Die bestehende gesetzliche Regelung wird also nur mit den Familienbetrieben im Detailhandel ergänzt. Am Wochenende sind viele Touristen in der Unteren Altstadt. Damit gibt es einzelne Betriebe, die davon profitieren könnten – nicht extrem viele, aber es gibt sie. Zu einzelnen habe ich Kontakt gehabt.
Im Unterschied zu Bern Tourismus, der sich für die Regelung ausgesprochen hat, haben sich tatsächlich einige Innenstadtorganisationen kritisch geäussert. Das ist wie folgt zu erklären: Viele Leute haben nicht realisiert, dass das eidgenössische ArG Einschränkungen vorsieht und dass sich die Regelung nur auf Familienbetriebe bezieht. Diese haben zum Teil gemeint, die neue Regelung beziehe sich auf alle Geschäfte. Es ist so lustig: «TeleBärn» hat sogar Aktiengesellschaften wie die Münsterkellerei befragt, ob sie offen haben wollen. Auch diese waren verwirrt. Als Aktiengesellschaft könnten die Münsterkellerei dies gar nicht. Muss man auch sehen, dass in den beiden erwähnten Innenstadtorganisationen niemand von einem Inhaber geführten Laden im Vorstand sitzt und sich in die Vernehmlassung eingebracht hat. Bern-City vertritt vor allem Geschäfte in der Oberen Altstadt, die nicht von der Regelung betroffen wären. In den Altstadtleisten gibt es auch Immobilienmakler, Möbelhändler, Architekten und so weiter, alles gute Leute, aber diese haben kein Geschäft, das sich an Touristen richtet.
Der Gemeinderat der Stadt Bern hat übrigens damals, als die Motion zur Debatte stand, den stadtbernischen Grossrätinnen und Grossräten gesagt – das war am 1. September 2015 –, man solle positiv Stellung dazu nehmen. Es gibt auch im Berner Stadtrat einen Vorstoss von Henri-Charles Beuchat, SVP, und Claudia Meier, BDP, die der Gemeinderat seinerzeit als Richtlinienmotion befürwortet hat. Im Übrigen ist, wie gesagt, Bern Tourismus dafür sowie der Gewerbeverband der Stadt Bern. Sie haben auch gesehen, dass die FiKo-Minderheit im Sinne eines Kompromisses zusätzlich eine Klausel in den Übergangsbestimmungen einführen möchte. Diese besagt, dass der Regierungsrat nach vier Geltungsjahren die Regelung evaluieren und nachher den Antrag stellen soll, ob man diese weiterführen soll. Wir können dann schauen, wie die Erfahrungen sind. Übrigens ist die Bestimmung hieb- und stichfest, da sie von den Parlamentsdiensten verifiziert worden ist. Ich bitte Sie namens der FiKo-Minderheit und der Geschäfte, die gern von der Flexibilisierung und von der Belebung der Innenstadt an Sonntagen profitieren würden, der Bestimmung inklusive Übergangsbestimmung zuzustimmen.

Präsident. Jetzt lag der Fokus auf dem ganzen Artikel 11 Absatz 1 inklusive Übergangsbestimmungen. Ich wäre froh, wenn die Fraktionen das so fortführen könnten, beide Aspekte zusammen abzuhandeln. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrat Wyrsch.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (SP). Ich fasse mich kürzer als mein Vorredner, da es ähnlich klar ist wie vorher beim Antrag Saxer. Wir sind gegen die Änderung der Ladenöffnungszeiten in der Unteren Berner Altstadt. Die Gründe sind bekannt: einerseits die Marktverzerrung, andererseits die Arbeits-

belastung. Wir wollen nicht kontrollieren, wer der Familie angehört und wer nicht. Weiter geht es um die Arbeitsbelastung der Angestellten. Zudem ist zu berücksichtigen, dass die Altstadt auch Wohngebiet ist. Beim Trend zur Liberalisierung muss man sowieso aufpassen, dass sie nicht überhand nimmt. Auch hat sich die Mehrheit in der Vernehmlassung dagegen ausgesprochen. Da können Sie, Adrian Haas, noch lange aufzählen, wer dafür gewesen ist. Es waren mehr dagegen als dafür. Darum hält die SP-JUSO-PSA-Fraktion genauso wie die FiKo-Mehrheit am bisherigen Artikel fest. Wir wären froh, wenn Sie uns folgen würden.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Die Beurteilung des Artikels 11 ist etwas weniger einheitlich ausgefallen als in Bezug auf die Pfandleihe, über die wir vorhin abgestimmt haben. Es geht hier, wie gesagt, um die Öffnungszeiten an Sonn- und an öffentlichen Feiertagen und nur – in Anführungszeichen – um die Untere Altstadt, wobei das das Problematische am vorliegenden Antrag ist. Wir wissen, dass die Ladenöffnungszeiten im Kanton Bern bereits heute relativ liberal sind. Man kann am Donnerstag bis am Abend länger verkaufen. Man kann jeden Tag bis um acht die Läden geöffnet haben. Bereits heute sieht man auch seitens der Betriebe, dass diese Möglichkeit nicht ausgenutzt wird, dass es nicht immer rentiert und auch in Bezug auf das Personal die Randzeiten immer schwierig abzudecken sind.
Die Regierung und die FiKo-Mehrheit sind denn auch der Meinung, es brauche keine weitere Liberalisierung, und die Grünen teilen diese Einschätzung. Was die FiKo-Minderheit hier verankern will, ist eine «Lex Berner Altstadt». Aber Berner und Bernerinnen wollen es ja gar nicht – jedenfalls nicht die Institutionen, die sich in die Vernehmlassung eingebracht haben und die, wie ich denke, gewissermassen die Stadt repräsentieren. Der Vorschlag, die Regelung zu befristen – der so genannte Kompromiss –, ändert daran auch nichts, weil die Regelung meiner Meinung nach gar keinen Sinn macht. Die Grünen unterstützen, wie gesagt, die Haltung der Regierung.
Ich möchte gern zwei Punkte hervorheben: Es ist gesagt worden, dass das ArG als übergeordnetes Gesetz die Beschäftigung von Personal am Sonntag grundsätzlich verbietet. Aber es gibt bereits heute relativ viele Ausnahmen. In der Unteren Altstadt, die kein Tourismusgebiet ist, können einzelne Geschäfte wie Bäckereien schon heute aufmachen. Somit ist die Grundversorgung der Bevölkerung gewährleistet. Auch Kioske sind notabene geöffnet; diese verkaufen jeweils zusätzlich ein paar Souvenirartikel. Uns ist klar, dass die Berner Altstadt touristisch relevant und attraktiv ist, aber – und das erscheint mir wichtig – dafür müssen die Bijouterien am Sonntag nicht auch geöffnet sein. Das vorgeschlagene «Schlupfloch Haas» überzeugt die grüne Fraktion gar nicht. Familienmitglieder zu beschäftigen kann ja nicht das Geschäftsmodell sein, mit dem man nun in der Stadt Bern den Tourismus fördern will. Dabei möchte ich darauf hinweisen, dass Familienmitglieder sehr eng definiert sind. Dazu zählen nicht der Coucousin, sondern nur Familienangehörige in direkter auf- und absteigender Linie. So darf die Grossmutter oder der Enkel oder die Enkelin, wenn es vom Alter her möglich ist, im Laden stehen.
Ich glaube, dieses Geschäftsmodell ist nicht adäquat. Es ist zudem für uns ein wichtiges Argument, dass es keine Nachfrage seitens der Direktbetroffenen gibt. Sowohl die Stadt Bern als auch die Vereinigten Altstadtleiste und Bern-City haben sich negativ geäussert. Damit ist das betroffene Gewerbe mehrheitlich dagegen. Die Argumente sind genannt worden: Marktverzerrung, Ungleichbehandlung, Rechtunsicherheit, Rechtsungleichheit. Ich denke, dies sind gewichtige Argumente. Zudem ist es wichtig zu berücksichtigen, dass sich für andere Tourismusgebiete dann die Frage stellt, warum in der Berner Altstadt eine Bijouterie den Laden öffnen kann, aber in der Altstadt von Thun nicht. Da fängt das Problem an. Als letzten Punkt möchte ich noch die Befürchtung hervorheben, dass Mitarbeitende zum Einsatz kommen könnten. Diese Befürchtung ist nicht an den Haaren herbeigezogen. Und damit braucht es Kontrollen, die der Kanton durchführen müsste. Wir finden diesen bürokratischen Aufwand nicht sinnvoll. Auch stellt sich die Frage, ob eine Ladeninhaberin oder ein Ladeninhaber den Ansturm von Touristinnen und Touristen – und seien sie auch noch so kapitalkräftig – allein bewältigen kann, wenn wie in der Stadt Luzern ganze Wagenladungen von ihnen auf einmal ankommen. Das ist meiner Meinung nach auch nicht das richtige Geschäftsmodell.
Fazit: Die grüne Fraktion unterstützt die Revision so, wie die FiKo-Mehrheit und der Regierungsrat sie Ihnen vorschlägt. Wir sind der Meinung, die vorgeschlagene «Lex Altstadt» sei ein Gesetz, das antigewerblich ist. Wir bitten Sie, den Antrag Haas abzulehnen. Er ist sachlich nicht gerechtfertigt, aus Personalsicht heikel und aufwendig in der Kontrolle. Darin, dass wir uns das ersparen können, sind wir uns, glaube ich, einig.

Barbara Streit-Stettler, Bern (EVP). Die EVP-Fraktion ist sehr froh, dass der Regierungsrat nach der Vernehmlassung zum HGG einen Schritt zurück gemacht und eingesehen hat, dass die neuen

Ladenöffnungszeiten in der Unteren Altstadt keine gute Idee sind. Ganz sicher ist die Untere Berner Altstadt nicht mit Grindelwald oder Adelboden zu vergleichen. Denn einerseits gibt es dort eine höhere Dichte von Läden, die vom Tourismus profitieren oder die Touristen von ihnen, und andererseits ist dort die Saison auch klar abgegrenzt. In der Stadt Bern hingegen gibt es das ganze Jahr Touristen – nur durchschnittlich weniger als an den anderen beiden Orten. Und deswegen wollen wahrscheinlich die Ladenbesitzer in der Unteren Altstadt selber gar keine längeren Ladenöffnungszeiten. Auch wir haben uns zusammen mit anderen in der Vernehmlassung geäussert. Wir sind froh, dass der Regierungsrat die Bedenken aufgenommen und die langen Ladenöffnungszeiten kurzerhand gekippt hat. Wir danken ihm an dieser Stelle noch herzlich dafür.
Daraus wird auch klar, wie wir als EVP abstimmen werden. Wir werden den FiKo-Minderheitsantrag ablehnen. Wir empfinden es als Zwängerei, dass man nun über die FiKo noch einmal versucht, das abgedroschene Anliegen wieder einzubringen und die Ladenöffnungszeiten in der Unteren Altstadt zu verlängern, was die Direktbetroffenen bekanntlich nicht wollen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Die glp ist grundsätzlich offen für eine gewisse Liberalisierung der Ladenöffnungszeiten. Aber alle müssten im Grunde genommen gleich lange Spiesse haben. Es darf also keine Marktverzerrungen geben. Ausnahmeregelungen sind für uns nicht die maximal gute Lösung. In diesem Spannungsfeld hatten wir vor zwei Jahren schon die Motion von Adrian Haas (*M 026-2015*) besprochen. Jetzt stehen wir vor der Gesetzesänderung. Dabei befremdet es uns, dass die erweiterten Ladenöffnungszeiten begeistert aufgenommen worden sind. Die Vernehmlassungsantworten sind in dem Punkt eher ausgeglichen bis leicht negativ. Ein weiteres Problem ist, dass die Untere Altstadt die bundesrechtlichen Anforderungen an ein Tourismusgebiet nicht erfüllt. Angesichts dieses Spannungsfeldes haben wir in der Fraktion keine einheitliche Meinung bilden können. Ein Teil mag solche Sonderregelungen nicht unterstützen. Ein anderer sieht die Motion als einen Schritt in die richtige Richtung. Es spricht für die Variante Haas, dass die Regelung zeitlich beschränkt ist und nach vier Jahren evaluiert werden soll. Das finde ich noch sympathisch. Wir sind grundsätzlich für eine faire Liberalisierung, sei es auf kantonaler oder sei es auf nationaler Ebene. Für uns ist aber wichtig, dass damit keine aufwendige Bürokratie entsteht und dass grundsätzlich gleich lange Spiesse ohne Sonderregelungen gefunden werden. Unbestritten… – Ach so, das haben wir schon erwähnt. Dann ist es gut und damit alles zum Artikel 11.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Der Artikel 11 ist sicher das Filetstück dieser Gesetzesänderung. Es sollen für alle Geschäfte in der Unteren Altstadt dieselben Ladenöffnungszeiten gelten, weil es ein touristisch attraktives Gebiet ist, obwohl es nicht zu den Tourismusgebieten gezählt wird. Besteht überhaupt ausreichende Nachfrage? Die Vernehmlassung hat gezeigt, dass das nicht der Fall ist. Lohnt es sich für Geschäfte, am Sonntag offen zu haben? Besuchen Touristen oder Einheimische die geöffneten Geschäfte in der Unteren Altstadt am Sonntag? Mit der vorliegenden Gesetzesänderung schaffen wir wieder Ungleichheiten und Ungerechtigkeiten. Betriebe mit familieneigenen Arbeitskräften können öffnen, Betriebe mit Angestellten nicht. Ich bin kürzlich an einer Tagung mit Vertreterinnen und Vertretern von Warenhäusern und Grossverteilern in der Berner Innenstadt gewesen. Ich betone, dass es nicht um die Untere Altstadt, sondern generell um die Innenstadt ging. Dabei wurde klar der Wunsch geäussert, dass sie lieber am Samstag längere Öffnungszeiten hätten, beispielsweise bis acht statt bis um fünf. Das Bedürfnis nach zusätzlichen Ladenöffnungszeiten am Sonntag – ausser natürlich beim Dezemberverkauf – besteht angeblich nicht. In der BDP-Fraktion sind wir uns in diesem Punkt nicht einig. Eine Mehrheit schliesst sich dem Vorschlag des Regierungsrats an. Eine Minderheit unterstützt den FiKo-Minderheitsantrag und stimmt der Gesetzesänderung zu. Sollte die Änderung der Ladenöffnungszeiten angenommen werden, dann unterstützen wir einstimmig eine Evaluation nach vier Jahren, das heisst entsprechend der Übergangsbestimmung T1 (neu).
Ich komme zur Zusammenfassung: Für die BDP sind die erweiterten Ladenöffnungszeiten in der Unteren Altstadt nicht ganz klar. Eine Mehrheit lehnt die Änderung ab, eine Minderheit würde dieser zustimmen.

Raphael Lanz, Thun (SVP). In der SVP-Fraktion haben wir den Antrag ausführlich diskutiert und die Argumente, die auf dem Tisch liegen, gegeneinander abgewogen. Wir haben sie vorhin schon gehört. Schlussendlich hat sich in der Fraktion die liberale Sichtweise durchgesetzt, und wir werden für die Kommissionsminderheit stimmen. Wir wollen auch noch darauf hinweisen, dass es im Gesetz nicht heisst, dass man das Geschäft geöffnet haben muss. Wenn man das also nicht will, dann darf man den Laden auch geschlossen halten. Das ist der erste Punkt. Der zweite Punkt, der aus unserer Sicht

für die Gesetzesänderung spricht, ist die Evaluation nach vier Jahren, die uns sinnvoll erscheint. Wenn das Ganze negative Auswirkungen haben sollte, kann man das nachher in vier Jahren feststellen und entsprechend reagieren. Insgesamt haben wir darum das Gefühl, dass wir dem FiKo-Minderheitsantrag so zustimmen können.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU). Die Ladenöffnungszeiten in der Unteren Altstadt geben zu reden. Beruhigend ist, dass die Grundversorgung sichergestellt ist. Wir als EDU-Fraktion haben hin uns her diskutiert und konnten uns wie schon andere Fraktionen nicht einigen. Wir haben verschiedene Themen diskutiert wie die Sonntagsruhe. Wir geniessen die bisher relativ ruhige Altstadt, wollen die Gewerbetreibenden aber eigentlich nicht einschränken. Gleichzeitig gibt es eine Prägung, von der wir gar nicht wissen, wohin sie führt. Der Tourismus ist diskutiert worden, ebenso, was ein Tagesumsatz für solch einen Familienbetrieb bedeuten könnte. Wir haben arbeitsrechtliche Argumente gehört. Oder wollen wir lieber eine liberale Haltung einnehmen? – Fragen über Fragen. Darum haben wir Stimmfreigabe beschlossen. Wir werden für beide Vorschläge stimmen.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP). Ich bin vor ein paar Wochen mit einer Bekannten aus dem Ausland durch die Kramgasse und Gerechtigkeitsgasse spaziert. Es war ein wunderschöner Sonntag, viele Touristen und sämtliche Läden waren geschlossen. Meine Bekannte hat mich verwundert gefragt, weshalb die Geschäfte geschlossen seien. Ich habe ihr erklärt, dass das zurzeit gesetzlich nicht möglich sei. Als Reaktion hat sie mich mit so grossen Augen angeschaut.
Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, wir haben heute die Möglichkeit, den für eine freie Marktwirtschaft doch sehr komischen Zustand zu ändern. Weshalb sollen wir einem Familienbetrieb verbieten, das Geschäft am Sonntag aufzumachen? Ich kann beim besten Willen nicht erkennen, warum man das verbieten sollte. Denn erstens – Raphael Lanz hat es vorhin schon gesagt – wird kein einziger Betrieb gezwungen, sein Geschäft zu öffnen. Gestützt auf Bestimmungen im Bundesrecht ist zweitens sichergestellt, dass keine einzige Angestellte und kein einziger Angestellter am Sonntag in der Unteren Altstadt arbeiten muss. Drittens würden wir damit den Familienbetrieben die Möglichkeit zugestehen, zusätzliche Erträge zu erwirtschaften. Das würde schlussendlich in zusätzlichen Steuererträgen münden. Und viertens schlagen wir vor, dass man das nach vier Jahren evaluiert. Welches genau die Auswirkungen dieses Mikroliberalisierungsschritts sind, kann heute niemand abschliessend beurteilen. Und darum sind wir der Meinung, dass es Sinn macht, erst einmal Erfahrungen mit den erweiterten Ladenöffnungszeiten für Familienbetriebe zu sammeln, nach vier Jahre Bilanz und daraus entsprechend die Konsequenzen zu ziehen – in welche Richtung auch immer.
Vor den letzten Grossratswahlen haben eine Mehrheit der politischen Parteien landauf, landab das Hohelied auf die KMU gesungen. Ich bin der Meinung, dass man jetzt den Worten auch Taten folgen lassen sollte. Wir haben jetzt die Möglichkeit, in einem Mikrobereich den unternehmerischen Spielraum ein klein wenig zu erweitern, ohne jemandem wehzutun. Nach der Evaluation in vier Jahren entscheiden wir, ob wir es weiterführen oder abbrechen wollen. Dann können wir über Fakten reden. Ich würde es, ebenso wie meine Fraktion, sehr bedauern, wenn man diesen Versuch nicht wagte. Schäden wird es keine gebe, aber Chancen werden entstehen. Vielen Dank, wenn Sie dem Antrag der FiKo-Minderheit folgen und Artikel 11 Absatz 1 Buchstabe d ins HGG hineinschreiben.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprecherinnen und -sprechern. Als erste Einzelsprecherin hat Grossrätin Mühlheim das Wort.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Ich glaube, dass ich hier im Saal die Einzige bin, die betroffen ist. Ich habe nämlich einen Laden in der Altstadt an der Rathausgasse 40. Und wenn Sie aus den Stellungnahmen von Bern-City und von den Altstadtleisten den Schluss ziehen, dass wir kleinen Ladenbesitzer kein Interesse an den erweiterten Öffnungszeiten haben, dann schauen Sie doch einmal, wer dort im Vorstand sitzt. Da sind keine kleinen Ladenbesitzer mehr dabei. Aber seien wir nicht päpstlicher als der Papst. Geben Sie uns die Möglichkeit, unsere Geschäfte zu öffnen. Wir haben in der Altstadt massive Probleme mit dem Ladensterben. Geben wir denen, die es wollen, die Möglichkeit, an ganz speziellen Feiertagen aufzumachen. Worum geht es? Die kleinen Geschäfte in der Altstadt machen ungefähr 50 Prozent ihres Umsatzes zwischen Mitte November bis Ende Dezember. Weshalb? – Wegen der Weihnachtseinkäufe, für die sich die Leute Zeit zum Einkaufen nehmen. Geben wir ihnen doch eine Chance! Wir dürfen heute nur am ersten Sonntag im Dezember aufmachen. In der Zwischenzeit darf das auch die Oberstadt. Das erhöht die Konkurrenz enorm. Geben Sie uns kleinen Läden die Möglichkeit, an Feiertagen – sei das an allen Sonntagen vor Weihnachten, sei das am

Pfingstsonntag – unsere Geschäfte zu öffnen. Es schadet hier im Saal niemandem, aber es hilft denen, die dies wollen. Ich wehre mich dagegen, dass wir hier nur noch Gesetze nach dem Gusto irgendwelcher Stadtvereine machen, die uns nicht unbedingt vertreten. Geben Sie den kleinen Ladenbesitzern die Möglichkeit, ihre Geschäfte vermehrt zu öffnen. Die, die eine Chance sehen, etwas mehr zu verdienen, werden diese Möglichkeit nutzen. Danke, wenn Sie einsehen, dass die erweiterten Öffnungszeiten für die Untere Altstadt wegen der klaren Vorgaben niemandem wehtun, und den Antrag der FiKo-Minderheit unterstützen.

Peter Siegenthaler, Thun (SP). Ich beziehe mich in meinen Ausführungen auf die Gedanken, die Raphael Lanz, Hans-Rudolf Saxer und Barbara Mühlheim dargelegt haben. Hans-Rudolf Saxer, Sie haben gesagt, Sie seien mit einer Bekannten durch die Altstadt gelaufen und diese habe grosse Augen gemacht, als Sie ihr erklärt haben, wie das bei uns geregelt ist. Und ich kann Ihnen sagen, dass meine Frau auch solch grosse Augen macht, wenn ich heute Abend heim komme und erzähle, dass der Minderheitsantrag angenommen worden ist. Sie hat einen Laden – allerdings in Thun, nicht in Bern. Eigentlich arbeiten wir nämlich an einer «Lex Bern».
Mit dem Argument, man könne es ja einführen und niemand sei gezwungen mitzumachen, wurden auch die wunderbaren Abendverkäufe eingeführt. Man muss mittlerweile mitmachen, auch wenn es für uns ein Verlustgeschäft ist. Man muss, weil alle anderen Geschäfte geöffnet haben und weil man schräg angeschaut wird, wenn man es nicht macht. Von einer solchen Regelung sind weit mehr betroffen, als Sie denken, Frau Mühlheim. Ich bitte Sie wirklich sehr, dies zu bedenken.
Wenn wir in Bern wären, wäre meine Frau betroffen – und damit auch ich. Es trifft auch die Familienangehörigen, weil der Sonntag meiner Einschätzung nach noch ein wichtiger Tag ist, an dem Ruhe vom sonst hektischen Alltag einkehren kann. Wir gewinnen nichts damit. Im Gegenteil, wir vergeben uns viel. Ich bitte Sie im Namen der Familiengeschäfte, dem Antrag nicht zuzustimmen.

Präsident. Das Wort hat der Volkswirtschafsdirektor.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Erlauben Sie mir zuerst noch eine kurze Bemerkung zu Artikel 8 betreffend das Pfandleihgewerbe und den Antrag Saxer. Da ist die Regierung scheinbar sang- und klanglos untergegangen. Ich habe mich auch nicht gewehrt. Gern löse ich jetzt das Rätsel auf. Im Vortrag hat die Regierung dargelegt, dass sie sich grundsätzlich am Höchstzinssatz für Konsumkredite ausrichten wird. Und in diesem Sinn – und das nur als Erklärung – stellt der Antrag Saxer eine Präzisierung der Absicht der Regierung dar. Diese ist jetzt im Gesetz am richtigen Ort und schafft Klarheit. Die Änderungen zum Pfandleihgewerbe waren in der Vernehmlassung auch nicht bestritten, hingegen die Motion Haas (*M 026-2015*) mit ihrem Anliegen, und damit komme ich zum FiKo-Minderheitsantrag betreffend die Ladenöffnungszeiten in der Unteren Altstadt.
Dort haben wir eine gemeinsame Haltung von der FiKo-Mehrheit und von der Regierung, weil das Kernanliegen der Motion Haas, die Untere Altstadt als Tourismusgemeinde respektive als Tourismusquartier zu verstehen, nicht geltend gemacht werden kann. Das wäre bundesrechtswidrig. Die gängige Bundesgerichtspraxis zur Arbeitsgesetzgebung des Bundes verlangt für eine solche Einstufung als Tourismusgebiet, dass das Bruttosozialprodukt dieses Gebiets zu einem bedeutenden Teil in der Tourismusbranche erwirtschaftet wird. Ich glaube, es ist allen klar, dass dies in der Unteren Altstadt bei Weitem nicht erfüllt ist. Die direkte und indirekte Beschäftigung in der Unteren Altstadt liegt bei ein paar wenigen Prozenten der Gesamtbeschäftigung. Ohne diese Voraussetzung kommt die bundesrechtliche Gesetzgebung für die Angestellten im Detailverkauf zur Anwendung wie das Sonntagsarbeitsverbot. Wir haben noch den kantonalen Spielraum, den wir aufgezeigt haben: Familienbetriebe, in denen am Sonntag Familienmitglieder arbeiten, können am Sonntag ihr Geschäft von sechs am Morgen bis um sechs am Abend öffnen. Das ist mehrfach festgehalten worden.
Fast zwei Drittel, die an der Vernehmlassung teilgenommen haben, haben eine solche Lösung aus unterschiedlichen Gründen klar abgelehnt. Ich zähle hier die Argumente auf, die am häufigsten vorgebracht worden sind: Gefahr von Marktverzerrung. Diese ist beispielsweise dann gegeben, wenn ein Gebiet der Stadt etwas darf, das man in einem anderen Gebiet nicht darf oder das in anderen Städten wie Thun, Burgdorf, Langenthal oder Biel nicht möglich ist. Weiter wurde genannt: Beeinträchtigung der Sonntagsruhe, Belastung der Angestellten, die sieben Tage pro Woche arbeiten respektive zusätzliche Kosten, weil Leute angestellt werden müssten, die die Arbeitsleistungen von Familienmitglieder auffangen.
Dann als weitere Punkte wurden der Wohngebietscharakter des Stadtteils vorgebracht und das Argument, dass die Ladenöffnungszeiten so, wie sie heute gelten, bei Weitem nicht ausgeschöpft werden.

Darum hat sich sowohl die Regierung als auch die FiKo-Mehrheit gegen den Antrag der Kommissionsminderheit ausgesprochen. Stellt man jetzt die Evaluation in den Vordergrund oder hat man das Gefühl, wir seien schlauer, weil man es dann nach sechs Jahren sieht, wenn wir dann allenfalls über eine nächste Revision reden werden: Dann ist man vielleicht schlauer, aber es stellt sich die Frage, ob man die Veränderungen, die sich infolge dieser Gesetzesänderung im Stadtteil ergeben haben – beispielsweise Läden, die unter den neuen Voraussetzungen Standortattraktivität gefunden respektive die sich dort angesiedelt haben –, wieder rückgängig gemacht werden können. Die Regierung hat den Eindruck, dass das schwierig ist. Wollen wir dies über eine Gesetzesrevision tun? Die Regierung hat den Eindruck, eine entsprechende Entwicklung lasse sich nicht mehr rückgängig machen. Die Ungleichbehandlung von Berner Quartieren oder anderen Städten und Gemeinden habe ich schon erwähnt. Daher beantragt die Regierung zusammen mit der Kommissionsmehrheit, die Bestimmungen zu den Ladenöffnungszeiten so zu belassen, wie sie im Moment sind, und den Antrag abzulehnen.

Präsident. Wünscht die Sprecherin der Kommissionsmehrheit nochmals das Wort? – Das ist der Fall. Sie haben das Wort, Grossrätin Stucki.

Béatrice Stucki, Bern (SP), Kommissionssprecherin der FiKo-Mehrheit. Danke für die Diskussion und die verschiedenen Voten. Ich möchte einfach noch einmal wiederholen, dass die FiKo-Mehrheit die Haltung eingenommen hat, die sich in der Mehrheit der Vernehmlassungsantworten widerspiegelt. Ich finde, dass man auf die Wünsche des Gewerbes eingehen sollte, das sich zur Liberalisierung ablehnend geäussert hat, und bitte Sie dem zu folgen.

Präsident. Der Sprecher der Kommissionsminderheit verzichtet auf ein weiteres Votum. Dann kommen wir zur Abstimmung. Ich stelle den Antrag Regierungsrat/FiKo-Mehrheit – geltendes Recht – dem Antrag FiKo-Minderheit gegenüber. Wer den Antrag Regierungsrat/FiKo-Mehrheit annehmen will, stimmt Ja, wer den Antrag FiKo-Minderheit annehmen will, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 11 Abs. 1; Antrag Regierungsrat/FiKo-Mehrheit [Stucki, Bern] gegen Antrag FiKo-Minderheit [Haas, Bern])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Antrag FiKo-Minderheit (Haas, Bern)	
Ja	64
Nein	77
Enthalten	6

Präsident. Sie haben dem Antrag FiKo-Minderheit mit 77 gegen 64 Stimmen bei 6 Enthaltungen zugestimmt.
Somit stimmen wir über die Übergangsbestimmungen ab. Dort haben wir den Antrag Regierungsrat/FiKo-Mehrheit – geltendes Recht –, den wir dem Antrag FiKo-Minderheit – Evaluation nach vier Jahren – gegenüberstellen. Wer dem Antrag Regierungsrat/FiKo-Mehrheit zustimmt, stimmt Ja, wer den FiKo-Minderheitsantrag annehmen will, stimmt Nein.

Abstimmung (Übergangsbestimmungen; Antrag Regierungsrat/FiKo-Mehrheit [Stucki, Bern] gegen Antrag FiKo-Minderheit [Haas, Bern])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Antrag FiKo-Minderheit	
Ja	33
Nein	113
Enthalten	1

Präsident. Sie haben dem FiKo-Minderheitsantrag mit 113 Stimmen zugestimmt bei 33 Stimmen für den FiKo-Mehrheitsantrag und 1 Enthaltung.

II.
Angenommen

III.
Angenommen

IV.
Angenommen

Titel und Ingress
Angenommen

Präsident. Gibt es ein Rückkommen? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Wünscht die Kommissionssprecherin das Wort noch vor der Schlussabstimmung? Das Wort ist offen vor der Schlussabstimmung. Wird das Wort verlangt? – Für die grüne Fraktion, Grossrätin Imboden.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Jetzt ist das Gesetz ziemlich verdorben. Wir haben die Pfandleihe, bei der unbestritten ist, dass man sie regeln will. Wir haben aber auch eine «Lex Altstadt» gegen die Stadt und eine «Lex Antistadt», dann eine «Lex Antigewerbe» für die Altstadt und vor allem im Kanton eine Ungleichbehandlung von all denen, die irgendwo im Kanton einen kleinen Laden haben. Das ist, denke ich, keine gute Situation. Die grüne Fraktion wird das Gesetz aus diesen Gründen ablehnen, auch wenn wir bei der Pfandleihe nichts dagegen einzuwenden haben. Aber so ist das Gesetz nicht sinnvoll, und wir werden es nicht unterstützen.

Präsident. Da sich keine weiteren Fraktionssprechenden gemeldet haben, kommen wir zur Schlussabstimmung. Wer dem vorliegenden Gesetz so, wie wir es beraten haben, zustimmen kann, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Schlussabstimmung (1. und einzige Lesung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	89
Nein	56
Enthalten	3

Präsident. Sie haben dem Gesetz mit 89 Ja- gegen 56 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen zugestimmt.

Geschäft 2017.RRGR.413

Kantonales Landwirtschaftsgesetz (KLwG) (Änderung)

1. Lesung

Eintretensdebatte

Präsident. Wir fahren weiter und kommen zum Traktandum 62, dem Kantonalen Landwirtschaftsgesetz (KLwG). Das Gesetz ist von der FiKo vorberaten worden. Wir gehen hier gleich vor wie vorhin. Ich gebe zuerst dem Kommissionssprecher das Wort. Wenn dann das Eintreten unbestritten ist, gehen wir direkt zur Detailberatung über. Ich gebe dem Kommissionssprecher das Wort, Grossrat Bichsel.

Daniel Bichsel, Zollikofen (SVP), Kommissionspräsident der FiKo. Die Änderung des KLwG ergibt sich aus den folgenden zwei Gründen: Erstens sollen Belegstationen mit Schutzzonen für die Zucht von widerstandsfähigen Bienen eingerichtet werden können. Zweitens soll bei Bedarf eine Verwaltungsstelle in der VOL bei strafrechtlichen Tierschutzverfahren Parteirecht ausüben können. Dies sind die beiden Hauptinhalte dieser Vorlage. Nach wie vor sind Bienenvölker durch Krankheiten, Pestizide, aber auch durch die Varroamilbe, ein kleiner Bienenbeutekäfer, bedroht. Eine gezielte und überwachte Zucht von krankheitsresistenteren und gleichzeitig auch leistungsfähigen Bienenvölkern ist für deren Überleben von zentraler Bedeutung. Wir alle wissen, dass gesunde und leistungsfähige Bienenvölker für die Landwirtschaft und für die Ernährung der Bevölkerung wichtig sind, hauptsächlich durch ihre unentbehrliche Bestäubungsleistung von Obst- und Graskulturen, von Raps- und Sonnenblumenfeldern und so weiter. Ohne Schutzzonen ist eine gezielte Zucht von Bienenköniginnen wegen der genetischen Vermischung einfach nicht möglich.
Mit der Änderung des KLwG wird die Lücke in der gesetzlichen Grundlage geschlossen, die es für die Ausscheidung solcher Schutzzonen um Belegstationen für die Zucht von Bienenköniginnen braucht. Das entspricht auch dem Konzept Bienenförderung, das der Kanton Bern im Jahr 2009 in Kraft gesetzt hat. In diesem wird in der Massnahme Nummer 11 aufgeführt: «Schaffung der gesetzlichen Grundlage für die Schutzzonen um Belegstationen». Solche Schutzmassnahmen haben einen starken technischen Charakter. Sie sollen darum auch nicht im Detail im Gesetz geregelt werden. Die gesetzliche Grundlage ist vielmehr nötig, weil die Einrichtung von Schutzzonen einen gewissen Eingriff ins Eigentumsrecht sowie in die Handels- und Gewerbefreiheit bedeutet. Detailbestimmungen folgen dann auf Verordnungsstufe. Für die Ausarbeitung der Verordnung ist vorgesehen, dass Bienenzuchtorganisationen beigezogen werden. Denn diese Organisationen verfügen über das nötige Fachwissen, um die nötige Koordination vorzunehmen und sauber sicherzustellen, wenn Anträge zur Schaffung von Schutzzonen und Schutzgebieten vorliegen. Nur unter diesen Voraussetzungen wird es möglich sein, die neu geschaffene kantonale Aufgabe mit den bestehenden Ressourcen der kantonalen Fachstellen für Bienen zu vollziehen.
Ich komme zum zweiten Revisionspunkt dieser Vorlage. Hierbei geht um Strafverfahren betreffend Tierschutzdelikte. Der Anlass für diese Gesetzesrevision ist der Beschluss des Obergerichts des Kantons Bern vom letzten Sommer. Das Gericht kam dabei zum Schluss, dass der Dachverband Berner Tierschutzorganisationen (DBT) im Strafverfahren entgegen der geltenden gesetzlichen Regelungen von Artikel 13 Absatz 3 kein Parteirecht mehr ausüben darf. Der DBT hat den Beschluss vor dem Bundesgericht angefochten; das Verfahren ist noch hängig. Mit der jetzt vorgeschlagenen Regelung und Ergänzung wird die nötige Grundlage dafür geschaffen, dass das Parteirecht im Interesse des Tieres nötigenfalls durch eine Verwaltungsstelle wahrgenommen werden kann. Damit setzt der Regierungsrat die Aufträge aus dem Grossen Rat um, die ihm in der Novembersession 2017 mit den Motionen Zaugg-Graf (*M 190-2017)* und Stampfli (*M 191-2017*) übertragen worden sind. Die FiKo hat die Gesetzesrevision als zuständige Sachbereichskommission der VOL vorberaten und hatte zu den vorgeschlagenen Änderungen keine Fragen und Bemerkungen. Darum ist auch das Eintreten nicht bestritten. Somit ist die FiKo mit dem Vorgehen einverstanden, wonach es nur eine Lesung hier im Plenum geben soll. Die FiKo in ihrer bisherigen Zusammensetzung empfiehlt mit 14 zu 0 Stimmen die Annahme des KLwG.
Ich komme noch kurz zum Rückweisungsantrag. Die neu gewählte FiKo hat den Rückweisungsantrag anlässlich einer Wandelhallensitzung gestern beraten. Sie lehnt die Rückweisung mit 13 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung ab, weil es bei den Belegstationen nicht einzig um das Merkmal Gesundheit geht. Es sind eine Vielzahl von Merkmalen damit verbunden, die bei diesen Stationen berücksichtigt werden müssen. Ausserdem gilt es zu berücksichtigen, dass die Haltung von Bienen in den Schutzzonen nicht vollständig unterbunden wird. In den erweiterten Zonen um die Belegstationen ist die Haltung unter Bedingungen möglich, wenn es sich zum Beispiel um Schwächevölker der in der Schutzzone gezüchteten Bienenvölkern handelt. Wir lehnen den Rückweisungsantrag ab und beantragen, dieser Gesetzesänderung zuzustimmen.

Präsident. Ist das Eintreten bestritten? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Dann gebe ich dem Antragsteller des Rückweisungsantrags, Grossrat Alberucci, das Wort.

Antrag Alberucci, Ostermundigen (glp) / Egger, Frutigen (glp)
Rückweisung an den Regierungsrat mit folgenden Auflagen:
1. Eine Beschränkung des Besatzes von Bienenständen (gem. Art. 10 Abs. 3) soll nur zum Schutz der Bienengesundheit und der Artenvielfalt erfolgen.

2. Die reine Rassenzucht, welche durch die Einrichtung von Schutzzonen – wo die natürliche Bienenzucht verboten würde – gefördert wird, soll nicht durch das Gesetz als besonders schützenswert eingestuft werden.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Ich glaube, wir haben verstanden. Wir wollen alle nur das Beste für die Bienen und für deren Gesundheit. Unsere Aufgabe ist es, im Gesetz die richtigen Voraussetzungen zu schaffen, damit man nachher auf Verordnungsstufe unter Mitwirkung der Bienenzuchtverbände die richtigen Massnahmen trifft. Vielleicht meine Interessensbindung vorneweg: Ich bin dieses Jahr schon mehrfach am Bienenstand meiner Frau gestochen worden, die eine erfahrene Imkerin ist. In letzter Zeit habe ich mich mit vielen Imkerinnen und Imkern rege ausgetauscht und habe – eben erst jetzt – recht viel Irritation feststellen können. Weshalb? Lassen Sie mich kurz (*lacht*) einen biologischen Exkurs über die Fortpflanzung der Bienen machen. Das kennen wir ja alle. Wie kommt es zur Geburt eines Bienenvolkes? Es gibt immer drei Phasen: in der ersten züchten die Bienen eine neue Königin. Das machen die Bienen, und es folgt der natürlichen Selektion. Wenn die Königin von den Arbeiterbienen akzeptiert wird, schwärmt sie aus. In der dritten Phase geht die Königin auf den sagenumwobenen Königinnenflug, wo Drohnen kommen und die Königin begatten. So geht die natürliche Fortpflanzung bei den Bienen vonstatten. Die Naturimkerei – und das ist nicht eine Randgruppe, sondern die allermeisten Leute in der Schweiz betreiben diese Form der Imkerei – begleitet die Fortpflanzung und fördert so die genetische Vielfalt, die Biodiversität und vor allem auch die Resistenz der Bienen. Wenn eine neue Milbe kommt, so wie die Varroaraubmilbe aus Asien, können wir sicher sein, nicht nur ein oder zwei genetische Stämme zu haben, sondern eine resistente Gesamtpopulation.
Schutzzonen wollen genau das Gegenteil. Bei den Schutzzonen wird nicht nur das Schwärmen verhindert, was an und für sich in Ordnung ist. Es werden in der Regel dort auch Königinnen gezüchtet und dafür sichergestellt, dass die Königinnen durch genau die Drohnen, die die richtige genetische Information haben, begattet werden. Schutzzonen bedeuten somit den maximalen menschlichen Eingriff. Das ist okay. Es gibt aber ein kleines Problem: Die Drohnen können nichts. Bei den Bienen machen alles die Arbeiterinnen. Das Einzige, was die Drohnen können, ist 15 km weit fliegen. Das heisst, wenn wir sicherstellen wollen, dass in diesen Schutzzonen die Königinnen von den richtigen Drohnen begattet werden, dann müssen wir im Umkreis von 15 km um die Belegstationen sicherstellen, dass alle anderen Imker und Imkerinnen, die in der Vergangenheit dort natürlich geimkert und natürliche Vielfalt gefördert haben, genau dasselbe genetische Gut in ihrem Bienenstand haben wie die Belegstation. Auch das ist aus meiner Sicht zu rechtfertigen, wenn dies dem Erhalt von heimischen Bienenrassen wie zum Beispiel Carnica dient. Aber es darf nicht Selbstzweck sein. Mein Antrag zielt darauf ab, Schutzzonen zu ermöglichen, aber als Ausnahme, um Bienengesundheit zu schützen und eine gewisse Biodiversität zu gewährleisten, damit wir die heimischen Bienenrassen nicht verlieren. Aber noch einmal: Das Ziel kann nicht die reine Rassenzucht sein – gerade weil man bei der reinen Rassenzucht in einem Perimeter von 10, 15 km jegliche andere Imkerei verhindert. Schutzzonen sollen nicht grundsätzlich verhindert werden. Es geht vielmehr darum, dass wir im Gesetzgebungsprozess Verantwortung wahrnehmen und die richtigen Vorzeichen setzen: Schutzzonen Ja, aber zuoberst steht das Insekt, die Biene, und eine gewisse Artenvielfalt. Gemäss ProSpecieRara ist dies auch im öffentlichen Interesse, nämlich, dass man die historischen Bienenrassen erhält.
Also ich hoffe, dass Sie diesem Antrag wohlgesonnen sind, obwohl er recht spät gekommen ist. Ich glaube, wir vergeben uns nichts, wenn man das Gesetz in die Kommission zurückweist, dort die Klarstellung im Gesetz sicherstellt und das Geschäft nachher in diesem Sinn relativ rasch verabschiedet. Ich freue mich auf eine spannende Diskussion.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die grüne Fraktion, Grossrat Seiler.

Michel Seiler, Trubschachen (Grüne). Bienen haben ein grosses grundsätzliches Problem, das weder mit Zucht noch mit Belegstationen gelöst werden kann. Es sind die synthetischen Pestizide, die in Landwirtschaft und Privatgärten eingesetzt werden. Es sind gewisse Mähmethoden in der Landwirtschaft, die grosse Verluste in vielen Bienenvölkern verursachen. Es ist die Verarmung der Biodiversität und vieles mehr, was die Bienen in ihrer Gesamtheit schwächt. Bienen brauchen also Stärkung und Fürsorge – ganzheitliche. Dafür sollten wir das Bioland Kanton Bern anstreben. Alles andere ist eine Illusion. Wir Grünen unterstützen den Antrag von Luca Alberucci. Ich bitte Sie, im Sinne dieser Ganzheit zu handeln.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Zybach das Wort.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Manchmal geht es schneller, als man denkt. Ich möchte kurz etwas zur Rückweisung, zum Gesetz und auch zum Antrag sagen. Zuerst danken wir der VOL für die Vorlage, die sie ausgearbeitet hat. Ich habe den Eindruck, dies sehr überlegt gemacht worden. Ich möchte eigentlich auch nur über die Bienen sprechen, weil mir die Strafverfahren unbestritten zu sein scheinen. Im Kanton Bern haben wir mehr als 20 Prozent der Imkerinnen und Imker in der Schweiz – mit anderen Worten: Wir haben eine grosse Verantwortung mit dem, was wir hier machen.
Starke, gesunde Bienenvölker sind sehr wichtig, nicht nur für die Bestäubung der Pflanzen, sondern für uns, damit wir an die Honigtöpfe kommen. Und dazu braucht es aus meiner Sicht zweierlei: Das eine ist Zucht. Und dazu fällt mir etwas zu Ihrem Votum ein, Luca Alberucci: Vielleicht müsste Ihre Frau sich mehr auf sanftmütige Bienen ausrichten. Man kann verschiedene Rassen züchten, von denen es sanftmütigere gibt, aber auch solche, die mit Krankheiten besser umgehen können oder die grössere Erträge bringen. Zu einer professionellen Zucht gehört die Krankheitsprävention dazu. Wichtig ist auch, die Artenvielfalt zu erhalten und weiterzuentwickeln. Beides kann nebeneinander stattfinden. Wenn wir Belegstationen haben, müssen wir darauf achten, im Umkreis von 15 km nur diejenigen Bienenrassen zu haben, die man dort züchten will, damit sie die Königinnen befruchten können. Ich finde, dass das Gemeinwohl hierbei vor individuellen Interessen steht. Es gibt wenige Bienenzüchterinnen und Bienenzüchter in diesen Gegenden. Und ich bin überzeugt, dass der Berner Verband der Bienenzüchter mithelfen wird, Lösungen zu suchen, damit dort auch weiterhin geimkert werden kann. Die Schweiz ist kleinräumig. Der Klimawandel kommt auf uns zu. Darum bin ich und auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion ganz klar der Meinung, dass wir auf die Debatte eintreten, Rückweisung und Antrag ablehnen und nachher das Gesetz annehmen sollten.

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). Le présent changement législatif concerne particulièrement l'apiculture. Je crois que les autres modifications ne sont pas contestées. Je crois qu'ici, sur un point, nous sommes tous d'accord: c'est l'importance des abeilles et leur service à la population. Je pense que personne ici n'a envie de polliniser ses arbres fruitiers comme on a pu le voir dans le film «more than honey».
Deux questions auxquels nous devons répondre guident nos choix, et puis les réponses que nous allons donner aux amendements. Premièrement: quelles sont les mesures nécessaires pour protéger et puis encourager l'apiculture, et deuxièmement, quel est le rôle de l'Etat dans la mise en application de ces mesures? La mesure dont il est question est la possibilité d'effectuer de l'élevage sélectif de reines. Je suis agriculteur, je ne suis pas un spécialiste d'apiculture, je le dis clairement. J'ai eu contact avec un spécialiste. En tant qu'agriculteur, si je veux faire de l'élevage, ce que je dois faire, c'est d'abord une bonne barrière pour protéger mes bêtes, pour que ce ne soit pas le taureau de mon voisin qui vienne saillir mes bêtes. Cela suffit. Pour les abeilles, c'est un peu plus compliqué que cela. Pour les abeilles, pour pouvoir faire cet élevage, eh bien, il faut justement définir des zones de protection, pour rendre cet élevage sélectif possible. Notre groupe pense que cet élevage sélectif doit être possible, parce qu'il pourrait permettre d'améliorer des critères, comme la vitalité, la santé, la résistance aux maladies, mais encore d'autres. Mais il doit aussi permettre certains travaux de recherche. Il est évident que la création de ces zones de protection et puis les limitations qui en découlent peuvent être ressentis comme une assez forte entrave à la liberté individuelle.
Pour répondre aux questions posées: oui, la mise en place de zones de protection pour permettre cet élevage sélectif est une mesure appropriée, et le rôle de l'Etat est de la permettre. Nous souhaitons cependant que l'Etat ait une attitude restrictive quant au nombre de ces zones de protection; il est plus utile d'avoir quelques zones – les spécialistes parlent de trois à quatre zones bien contrôlées – qu'un grand nombre de zones qui le sont moins. Les propositions de renvoi et les propositions d'amendement, nous les comprenons comme voulant torpiller ou du moins diluer la possibilité de cet élevage sélectif, et c'est la raison pour laquelle nous les rejetterons majoritairement.

Bernhard Riem, Iffwil (BDP). Fast einstimmig haben wir 2014 die Motion Guggisberg (*M 167-2014*) überwiesen, die die Schutzzonen, die jetzt im Gesetz stehen, gefordert hat. Das Anliegen im KLwG betrifft ja nur einen winzig kleinen Teil des Ganzen. Er ist aber wirklich interessant und spannend. Ich habe durch die Motion, die damals eingereicht worden ist, selber viel gelernt. Ich nehme es vorweg: Die BDP lehnt die Rückweisung ab und will das Gesetz jetzt beraten. Der Regierungsrat schlägt die Gesetzesänderung für die Einrichtung solcher Schutzzonen vor. Im Gesetz wird festgeschrieben, dass der Regierungsrat die Bienenbestände auf Verordnungsstufe gebietsweise beschränken kann.

Erstens scheint der BDP-Fraktion das Vorgehen adäquat. Die Angelegenheit ist derart technisch, anspruchsvoll und komplex, dass die näheren Bestimmungen auf keinen Fall in ein Gesetz gehören.
Zweitens sind Beschränkungen im Schutzgebiet von einer gewissen Brisanz. Sie schränken tatsächlich ein. Die zwei vorgesehenen Täler beziehungsweise Landschaftskammern werden für andere Honigbienenrassen verboten. Die BDP-Fraktion vertraut den Angaben im Vortrag, wonach die vorgesehenen Schutzzonen für die Zucht von vitalen, krankheitstolerante und leistungsfähigen Bienenvölkern wichtig sind und nicht zur Zucht – es klingt ein bisschen überspitzt – von genveränderten, aggressiven Monsterkillerbienen mit Kampfgiftstachel. Zuchttechnisch wäre das auch möglich. Wir lehnen die Anträge Alberucci und Egger ab. Wir erachten die Rassenzucht als wichtig. In der ganzen Schweiz brummen schon viel zu viele gezüchtete Tierchen, ihre Nachkommen und Bastarde herum. Viertens ist der Zukauf von Bienenköniginnen aus ganz Europa im Internet für mich keine wünschbare Erweiterung der Artenvielfalt. Im Internet können Sie sehen, was da angeboten wird: künstlich besamte Königinnen, Belegstellenbegattete, Zuchtstationsbegattete, Inselbegattete oder begattet nach Bruder Adam, vorselektiert, leistungsgeprüft, schwarmträg, sanftmütig, leistungsstark und so weiter.
Wir begrüssen, dass der Kanton mit eigenen Zuchtstationen wenigstens etwas Ordnung schafft. Ich bin überzeugt, dass darauf geachtet wird, dass an den vorgesehenen Belegstationen eine sinnvolle und verträgliche Zucht betrieben wird. Wir erwarten, dass Imker, die sich einschränken müssen, angehört und angemessen einbezogen werden. Fünftens noch eine Bemerkung zur Artenvielfalt: Weniger als die verschiedenen Honigbienenrassen sind viele Wildbienen, so wie ich das verstanden habe, viel mehr gefährdet als gezüchtete Honigbienen. Ich lasse mich da gern noch vertieft belehren. Zusammengefasst: Die BDP-Fraktion ist mit den vorgelegten Artikeln einverstanden, wird der Gesetzesänderung zustimmen und lehnt alle Anträge ab.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Es wird nicht verwundern, dass die SVP die Gesetzesänderung, die auf die Motion Guggisberg (*M 167-2014*) zurückzuführen ist, selbstverständlich annehmen wird. Wir haben uns in der Vernehmlassung entsprechend geäussert. Ich will hier zur Protokoll geben, was eigentlich in der ganzen Vernehmlassung unser Hauptanliegen gewesen ist. Grundsätzlich gilt es skeptisch zu sein, wenn in einer Gesetzesvorlage relativ wenig geregelt wird. Aber wir vertrauen auf das, was im Vortrag steht, besonders darauf, dass die Verbände bei der Umsetzung auf Verordnungsstufe nachher so mitwirken können, dass im letzten Moment dann die Gesetzesvorlage für alle stimmt. Das, denke ich, ist das Entscheidende.
Würde man alle Details ins Gesetz schreiben, wäre das sicher hier nicht stufengerecht. Dementsprechend lehnen wir alle Anträge ab. Wir sind aber auch der Meinung, dass die geäusserte Kritik nicht grundlos ist. Insofern rate ich Luca Alberucci, die Kreise, durch die er auf die Angelegenheit aufmerksam gemacht worden ist, über den Verband in der Verordnungsphase mitwirken zu lassen. Die SVP wird wie gesagt das Gesetz in dieser Form annehmen.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (EDU). Wir wissen alle, dass Bienen wichtig sind. Jene, die Bienen haben, wissen, dass es heute mit der Varroamilbe, Sauerbrut, Faulbrut oder Pestiziden und so weiter nicht mehr ganz einfach ist. Vor vierzig Jahren, als ich angefangen habe mit dem Imkern, war es noch ganz einfach. Aus diesem Grund brauchen wir heute eine Zucht mit widerstandsfähigen Bienenrassen und auch Belegstationen mit Schutzzonen. Darum lehnt die EDU die Anträge Alberucci ab und stimmt dem Antrag der FiKo zu. Vielen Dank, wenn Sie das auch tun.

Martin Egger, Hünibach (glp). Herr Alberucci hat schon genug gesagt, besonders zu den technischen Aspekten. Für uns von der glp gibt es noch zwei, drei kleinere Sachen dazu zu sagen. Die glp unterstützt den Vorstoss vollumfänglich. Wir haben das Gefühl, dass der Artikel, so wie er jetzt formuliert ist, zu starke Einschränkungen ins Imkerhandwerk mit sich bringt – vor allem für viele Hobbyimker, die wir im Kanton Bern noch haben. Das bringt es mit sich, dass für verschiedene Schutzzonen Königinnen nur noch bei bestimmten Züchtern gekauft werden können, und zum Teil zeigt sich auch, dass sie auch zahlen müssen oder eingeschränkt sind. Weiter kann es sein, dass der Imker die Völker, die er über lange Jahre aufgebaut hat, aufgeben und mit neuen ersetzen muss. Wichtig ist uns auch die Artenvielfalt, die hierbei zu einem grossen Teil unterbunden wird. Dabei wird eine Schwierigkeit bei diesen Schutzzonen sicher sein, nämlich dass die Bienen nicht genau wissen, in welchen Schutzzonen sie herumfliegen dürfen, sodass sie sich noch relativ häufig mit anderen vermischen könnten. Das Gesetz ist fast nicht umsetzbar. Ich danke Ihnen für die Unterstützung.

Präsident. Es haben sich alle Fraktionen gemeldet. Wir gehen in die Pause. Einen guten Appetit!

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 16.30 Uhr.

Die Redaktorinnen:
Regine Duda (d)
Sara Ferraro (f)

Mittwoch (Abend) 6. Juni 2018, 17.05–19.00 Uhr

Fünfte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 144 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aeschlimann Martin, Arn Daniel, Baumgartner Lydia, Benoit Roland, Blum Christine, Dütschler Peter, Gasser Peter, Heyer Virginie, Jordi Stefan, Klopfenstein Etienne, Köpfli Michael, Linder Anna-Magdalena, Niederhauser Jean-Luc, Riesen Maurane, Schmidhauser Corinne, Striffeler-Mürset Elisabeth, von Wattenwyl Moussia.

Geschäft 2017.RRGR.413

Kantonales Landwirtschaftsgesetz (KLwG) (Änderung)

1. Lesung

Eintretensdebatte

Fortsetzung

Präsident. Ich begrüsse Sie zur ersten Abendsession in dieser Legislatur. Ich hoffe, Sie konnten sich in dieser halben Stunde austauschen, sodass wir unsere Debatte jetzt weiterführen können. Noch kurz etwas zum morgigen Tag: Dann findet ja die Grossratspräsidentenfeier statt, und zwar am Zwieselberg. Wie es der Name dieser Ortschaft schon sagt, handelt es sich um einen Berg. Ziehen Sie also gute Schuhe an, denn es geht aufwärts. Spass beiseite: Wir sind wohl ländlich und haben keinen geschlossenen Raum, in dem wir abendessen, aber bei den Temperaturen, die momentan herrschen, wird man warm genug haben. Allerdings ist es nicht ausgeschlossen, dass relativ heftige Gewitter über die Region ziehen. Ich hoffe schwer, dass wir den ersten Teil im Freien abhalten können. Sollte das nicht gelingen, haben wir genug Unterstand, beziehungsweise gehen wir direkt an den Ort, wo wir nachher nachtessen. Was die Kleidung anbelangt, können Sie so kommen, wie man an einen solchen Anlass kommt. Das überlasse ich Ihnen, egal ob im Minijupe oder in Bergschuhen. (*Heiterkeit*) Nein: Kommen Sie so, wie Sie sich wohlfühlen. Die Parkplätze befinden sich ungefähr einen Kilometer von jenem Ort entfernt, an dem wir abendessen. Zum Apéro wären es nur 50 Meter, wenn es normal läuft. Danach gehen wir zu Fuss zum Ort des Nachtessens. Der Rückmarsch zu den Autos wäre dann auch wieder individuell, sodass Sie wieder leicht ernüchtert sind und verdaut haben, wenn Sie beim Auto ankommen werden. Ich hoffe, das hilft Ihnen etwas für morgen, und ich freue mich auf die Feier am Zwieselberg.
Wir fahren mit der Beratung des Rückweisungsantrags Alberucci und Egger, glp, weiter. Ich erteile jetzt dem Volkswirtschaftsdirektor das Wort.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Ich spreche direkt zum Eintreten, gehe dann aber selbstverständlich auch auf den Rückweisungsantrag ein. Der Kommissionssprecher hat klar, verständlich und auch ausführlich dargelegt, weshalb die Regierung eine Änderung des Kantonalen Landwirtschaftsgesetzes (KLwG) beantragt, und zwar aus den folgenden beiden Gründen: Erstens sollen Schutzzonen für Belegstationen eingerichtet werden, um widerstandsfähige Bienen züchten zu können. Ich wurde in der Pause gefragt, von wie vielen Belegstationen man spreche. Es sind rund zehn angedacht. Diese Grössenordnung hat man je nach Entwicklung und je nach Ergebnis im Auge.

Zweitens soll bei Bedarf – ich sage ausdrücklich: bei Bedarf – eine Verwaltungsstelle bei der VOL eingerichtet werden, um in strafrechtlichen Tierschutzverfahren das Parteirecht wahrnehmen zu können. In der Vernehmlassung stiess die Vorlage auf eine sehr breite Zustimmung. Von 41 Eingaben hatten wir eine einzige, die sich grundsätzlich gegen die zwei Änderungen – oder jedenfalls gegen die eine Änderung – stellte. 40 Eingaben unterstützten beide Änderungen vorbehaltlos.
Bei den Schutzmassnahmen zugunsten der Bienenzucht geht die Revision – wie auch erwähnt worden ist – auf die Motion von Grossrat Guggisberg *(M 167-2014)* zurück. Dieser Vorstoss hat den Besatz von Bienenbeständen verlangt, das heisst, dass man in Stationen eine Belegung mit bestimmten Bienenrassen macht und dass man dies gebietsweise einschränken kann. Eine solche Einschränkung bezweckt, unerwünschte Paarungen zu vermeiden. Es sind gerade solche Schutzmassnahmen – und vielleicht hat das die Diskussion bisher auch ein wenig aufgezeigt –, die einen stark technischen Charakter haben und bei der Fachleute mitreden können müssen. Deshalb sieht die Regierung vor, die Einzelheiten auf Verordnungsstufe zu regeln. Es war eine verwaltungsinterne Arbeitsgruppe mit direktem Einbezug der Bienenzucht-Organisationen, die damit begonnen hatte, diese Detailregelungen vorzubereiten.
Auf das Parteirecht im Strafverfahren bei Tierschutzdelikten gehe ich hier nicht im Detail ein. Das ist ein Änderungsvorschlag, der grösstenteils unbestritten war. In der Novembersession hatten wir hier auch die Vorgeschichte besprochen respektive zwei Motionen debattiert. Im Moment haben wir ein hängiges Verfahren: Das Obergericht des Kantons Bern kam letzten Sommer zum Schluss, dass der Dachverband Berner Tierschutzorganisationen (DBT) in den Strafverfahren eigentlich entgegen der geltenden Regelungen, wie wir sie beispielsweise in Artikel 13 Absatz 3 KLwG haben, keine Parteirechte wahrnehmen darf. Der DBT hat diesen Beschluss zwar beim Bundesgericht angefochten, aber wir haben hier noch ein hängiges Verfahren. Mit den vorgeschlagenen Ergänzungen in Artikel 13 schaffen wir die Rechtsgrundlage, dass das Parteirecht im Interesse der Tiere – sollte es denn nötig sein – durch eine Verwaltungsstelle wahrgenommen werden könnte. Das entspricht auch der Vernehmlassungseingabe des Dachverbands. Wie angesprochen, werden damit auch die Motionen Zaugg-Graf *(M 190-2017)* und Stampfli *(M 191-2017)* erfüllt, die wir in der Novembersession mit grossem Mehr überwiesen haben.
Zum Rückweisungsantrag der Grossräte Alberucci und Egger: Belegstationen braucht man, um gezielte Paarungen von Bienenköniginnen herbeizuführen. Bienenköniginnen weisen eine Vielzahl von Merkmalen auf. Darauf haben Fachspezialistinnen und Fachspezialisten, die für die Fraktionen gesprochen haben, bereits hingewiesen. Deshalb ist es nicht möglich, eine Belegstation zu machen, die nur auf ein Merkmal ausgerichtet ist, beispielsweise auf die Bienengesundheit. Aber es ist klar: Die Hauptstossrichtung der Bienenzucht ist selbstverständlich die Gesundheit. Insbesondere steht im Vordergrund, dass man gegen die Varroamilbe tolerante oder resistente Bienen heranzüchten kann. Aber es gibt eben auch noch andere Leistungsmerkmale, wie vor der Pause bereits gesagt wurde. Wo wir als Laien zunächst mal nicht viel gesagt, aber gestaunt haben, ist, als plötzlich von «Sanftmut» die Rede war. Ich liess mir danach erklären, Rassenkreuzungen seien häufig sehr stechlustig. Wahrscheinlich war Grossrat Alberucci bei einem solchen Bienenstand. Eine Imkerei mit solchen Bienen führt für die Nachbarschaft unter Umständen zu gewissen Problemen. Weil wir grosse Paarungsdistanzen haben, ist es schwierig, auf der einerseits ursprüngliche, andererseits aber auch neu eingeführte Rassen reinzuhalten. Gerade für die Erhaltung der genetischen Vielfalt von Honigbienen brauchen wir deshalb solche Schutzzonen. Das sind eben auch diese Paarungsdistanzen, weshalb man auch nicht auf eine viel grössere Zahl als zehn kommt, wie ich bereits sagte. Deshalb müssen die Belegstationen in Gebieten sein mit einer geringen Dichte von Bienen. Zudem müssen sei sich in einem entsprechenden Abstand zueinander befinden. Wenn man auf die Kantonskarte schaut, sieht man relativ schnell, dass dafür nur wenige und sehr kleine Gebiete infrage kämen. Es ist also nicht zu befürchten, dass es zu spürbaren Einschränkungen einer natürlichen Bienenpaarung in den Gebieten kommt. Vor einem solchen Hintergrund schaut die Regierung die Rückweisung als nicht zielführend an.
Vorhin bin ich gefragt worden, ob man gewisse Anliegen der beiden Grossräte, die den Rückweisungsantrag eingereicht haben, allenfalls auf technischer Ebene, unter Umständen auf Verordnungsebene regeln könne. Ich kann Ihnen hier anbieten, dass wir die Anliegen, die noch in die Diskussion eingebracht werden müssten, selbstverständlich anschauen und sorgfältig prüfen würden.

Präsident. Wünscht der Antragssteller noch das Wort? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Wir befinden also über den Rückweisungsantrag Alberucci und Egger, glp. Wer diesem zustimmt, stimmt Ja, wer ihn ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag Alberucci, Ostermundigen [glp] und Egger, Frutigen [glp])

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	21
Nein	117
Enthalten	3

Präsident. Sie haben diesen Rückweisungsantrag mit 117 Nein-Stimmen abgelehnt, bei 21 Ja-Stimmen und 3 Enthaltungen.
Wir haben einen Antrag auf die Durchführung von nur einer einzigen Lesung. Wird dieser Antrag aus den Reihen des Rats bestritten? – Sie haben dem Antrag auf die Durchführung von nur einer Lesung stillschweigend zugestimmt. Somit kommen wir zur Detailberatung.

Detailberatung

I.

Titel nach Art. 9 (geändert)
2.2 ~~Viehhaltung~~Tierhaltung
Angenommen

Art. 10, Überschrift
Angenommen

Art. 10 Abs. 2 (Aufhebung)
Angenommen

Art. 10 Abs. 3 (neu)

Antrag Alberucci, Ostermundigen (glp)
~~Zum Schutz der Bienenzucht~~ Zur Förderung der Bienengesundheit und Artenvielfalt kann der Regierungsrat den Besatz von Bienenständen durch Verordnung gebietsweise beschränken.

Präsident. Hier liegt ein Antrag Regierungsrat/Fiko gegen einen Antrag Alberucci vor. Der Antrag Alberucci ist zurückgezogen worden. Möchte Grossrat Alberucci noch eine kurze Erklärung dazu abgeben? – Grossrat Alberucci hat das Wort.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Mein Antrag hat eigentlich darauf abgezielt, keine zweite Lesung abzuhalten, sondern die zuvor breit diskutierten Anliegen direkt ins Gesetz einzubringen. Ich bin Realpolitiker genug, um festzustellen, dass dies in keiner Art und Weise eine Mehrheit hätte. Die Diskussion an dieser Stelle weiterzuführen, ist nicht nötig und nicht zielführend. Deshalb ziehe ich diesen Antrag zurück.

Präsident. Ist Artikel 10 Absatz 3 (neu) bestritten? – Das ist nicht der Fall, so angenommen.

Art. 13 Abs. 3
Angenommen

Art. 49 Abs. 1 Bst. a und a1 (neu)
Angenommen

II., III.
Angenommen

IV.
Angenommen

Titel und Ingress
Angenommen

Präsident. Gibt es ein Rückkommen? Wünscht jemand das Wort vor der Schlussabstimmung? Der Kommissionspräsident wünscht das Wort nicht. Für die SVP hat Grossrat Guggisberg das Wort.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (SVP). Wie bereits gehört, geht die gesetzliche Grundlage auf einen Vorstoss *(M 167-2014)* zurück, den wir vor drei Jahren verabschiedet haben. Rita Haudenschild, die diesen damals als einzige Grossrätin ablehnte, ist nicht mehr hier. Deshalb hoffe ich auf eine einstimmige Zustimmung. Ich möchte es aber nicht unterlassen, an dieser Stelle auch noch dem Volkswirtschaftsdirektor zu danken. Er hat eine deutlich stärkere Motivation gezeigt, diese Sache an die Hand zu nehmen, als sein Vorgänger. Ich möchte auch der Verwaltung der VOL herzlich danken und dem Rechtsdienst unter der Leitung von Christoph Eberhard und Juristin Barbara Badertscher, vor allem auch den Bienenzucht-Organisationen, die bei der Erarbeitung dieser gesetzlichen Grundlage sehr tatkräftig mitgeholfen haben. Vier Jahre wurde daran gearbeitet, und jetzt können wir es zu Ende bringen. Ich danke Ihnen herzlich für die Unterstützung.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Wir kommen zur Schlussabstimmung über das Gesetz. Wer diesem in der vorliegenden Form zustimmen kann, soll dies mit der Ja-Taste tun. Wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Schlussabstimmung (1. und einzige Lesung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	138
Nein	0
Enthalten	3

Präsident. Sie haben dem Gesetz mit 138 Ja-Stimmen zugestimmt, ohne Nein-Stimme und bei 3 Enthaltungen. Wir gehen weiter zu Traktandum 63.

Geschäft 2017.RRGR.15

Gesetz über das bäuerliche Boden- und Pachtrecht (BPG) (Änderung)

1. Lesung

Eintretensdebatte

Präsident. Das Gesetz wurde von der FiKo vorberaten. Wir kommen zur Eintretensdebatte. Zuerst erteile ich dem Sprecher der Kommissionsmehrheit das Wort. Sofern gewünscht, erhält der Sprecher der Kommissionsminderheit ebenfalls das Wort. Danach kommt der Antragssteller zu Wort. Ich gebe dem Sprecher der Kommissionsmehrheit, Grossrat Wyss das Wort.

Antrag FiKo-Minderheit
Nichteintreten

Antrag BDP (Leuenberger, Trubschachen)
Nichteintreten

Fritz Wyss, Wengi (SVP), Kommissionssprecher der FiKo-Mehrheit. Erlauben Sie mir als Kommissionssprecher in der Eintretensdebatte zu diesem Gesetz etwas länger zu sprechen. Ich will versuchen, Ihnen die doch eher technische Gesetzesanpassung so wie möglich verständlich darzulegen. Dadurch sollte die eigentliche Gesetzesberatung für alle etwas einfacher und auch klarer sein. Anlass der vorliegenden Änderung des Gesetzes über das bäuerliche Boden- und Pachtrecht (BPG) ist die Umsetzung der Motion Graber *(M 218-2015):* «Gewerbegrenze generell auf 0,6 SAK festlegen». Der Regierungsrat hatte diese in der Junisession 2016 zur Ablehnung empfohlen. Vom Grossen Rat wurde sie danach trotzdem mit 69 Ja zu 58 Nein bei 18 Enthaltungen angenommen. Das eher knappe Resultat im Grossen Rat widerspiegelte sich dann auch in der Vernehmlassung zu dieser Gesetzesänderung. Eine wortgetreue Umsetzung der Motion Graber, die Gewerbegrenze für landwirtschaftliche Betriebe neu in allen Zonen bei 0,6 Standartarbeitskraft (SAK) anzusetzen, stiess in der Vernehmlassung nur auf beschränkte Zustimmung. Auch die Kompromissvariante des Regierungsrats, weiterhin 1,0 SAK im Talgebiet und 0,6 SAK gemäss der Motion Graber im Hügel- und Berggebiet fand nur beschränkten Anklang. Die Variante «Beibehaltung des Status quo» – 1,0 SAK in Talzonen und 0,75 SAK im Hügel- und Berggebiet – hatte Zustimmungspotenzial. Eine weitere Gruppe verlangte in der Vernehmlassung, die Gesetzesänderung zurückzuweisen und zusätzliche Abklärungen vorzunehmen. Die Vernehmlassung und weitere Abklärungen bestätigten den Regierungsrat in seiner Auffassung, wonach die Umsetzung der Motion Graber agrarpolitisch nicht gerechtfertigt sei. Deshalb hat der Regierungsrat mit Beschluss vom 7. Februar 2018 dem Grossen Rat in seinem Vortrag beantragt, auf die vorliegende Gesetzesänderung nicht einzutreten.
Danach kam diese Gesetzesänderung in die FiKo, weil sie für die Geschäfte der VOL die zuständige Sachbereichskommission ist. Es war ein relativ spezieller Start zu einer Gesetzesberatung, wenn der Regierungsrat zwar eine Gesetzesänderung beantragt, einen Vorschlag bringt, gleichzeitig aber selbst schon beantragt, nicht auf diese einzutreten. Diese spezielle Ausgangslage bewog ein Mitglied der FiKo, sich vor der Beratung in der Kommission eingehender mit der doch sehr komplexen Thematik auseinanderzusetzen und danach der FiKo eine eigene Kompromissvariante vorzuschlagen zu einer zonengerechten Umsetzung der Motion Graber. Der Vorschlag, der danach durch eine Mehrheit der FiKo zu einem klaren Mehrheitsantrag und damit zum Antrag der Kommission erhoben wurde, wie Sie im Gesetzesvortrag lesen können, ist Folgender: Die Motion Graber soll differenziert, das heisst zonengerecht umgesetzt werden, indem im Berg- und Hügelgebiet landwirtschaftliche Betriebe den Bestimmungen über das landwirtschaftliche Gewerbe unterstellt sind, wenn für ihre Bewirtschaftung mindestens 0,6 SAK nötig sind. Für alle anderen landwirtschaftlichen Betriebe – sprich: im Talgebiet – wären 0,85 SAK nötig. Gemäss Bundesgesetz über das bäuerliche Bodenrecht vom 4. Oktober 1991 (BGBB) gilt als landwirtschaftliches Gewerbe eine Gesamtheit von landwirtschaftlichen Grundstücken, Bauten und Anlagen, die als Grundlage der landwirtschaftlichen Produktion dient und zu deren Bewirtschaftung mindestens 1,0 SAK nötig ist. In Abweichung dazu können die Kantone nach Artikel 5 Buchstabe a BGBB Betriebe mit den Bestimmungen über die landwirtschaftlichen Gewerbe unterstellen, wenn sie weniger SAK aufweisen.
Bis zur Änderung des BGBB im Zuge der «Agrarpolitik 2014–2017 (AP 14–17)» durfte die minimale Betriebsgrösse von 0,75 SAK nicht unterschritten werden. Wie Sie wissen, hat der Kanton Bern von dieser Kompetenz Gebrauch gemacht, indem er in Artikel 1 Absatz 1 des vorliegenden BPG die minimale Betriebsgrösse für ein landwirtschaftliches Gewerbe im Berg- und Hügelgebiet auf 0,75 SAK festgelegt hat. Die bundesrätliche Absicht, im Rahmen der AP 14–17 SAK-Faktoren an die technische Entwicklung in der Landwirtschaft auf den 1. Januar 2014 anzupassen, hatte auch im Kanton Bern heftige Diskussionen mit politischen Vorstössen ausgelöst. Um den unterschiedlichen regionalen Bedürfnissen gerecht zu werden und den Anliegen der Betriebe mit landwirtschaftsnahen Tätigkeiten entgegenzukommen, hat das Bundesparlament den Kantonen mit der Änderung von Artikel 5 Buchstabe a BGBB ermöglicht, die Gewerbegrenze neu bis auf 0,6 SAK zu senken. Bis dahin waren es 0,75 SAK. Diese Gesetzesänderung wurde vor dem Entscheid des Bundesrats zu den Anpassungen der SAK-Faktoren beschlossen und trat am 1. Januar 2014 in Kraft.
Mit diesem Exkurs in die Bundespolitik habe ich versucht, Ihnen zu erklären, wo der Ursprung der Motion Graber liegt und dass sie nichts anderes verlangt, als dass auch bei dieser Anpassung auf Bundesebene der Kanton Bern von seine Kompetenz Gebrauch macht und die Gewerbegrenze gemäss Motion der Graber neu SAK in allen Zonen auf 0,6 senkt. Mit ihrem Vorschlag beantragt die

FiKo jetzt, die Motion Graber sei umzusetzen. Dies aber nicht wie in der Motion gefordert, indem die SAK in allen Zonen auf 0,6 gesenkt wird, sondern indem im Vergleich zum heute geltenden Gesetz die SAK in allen Zonen um 0,15 gesenkt wird. Das bedeutet, dass nach dieser Gesetzesrevision im Kanton Bern neu im Berg- und Hügelgebiet eine Gewerbegrenze von 0,6 SAK – bisher 0,75 SAK – gälte. Für alle übrigen Betriebe, sprich: fürs Talgebiet, gälte neu 0,85 SAK, anstatt bisher 1,0 SAK. Die Berechnungen des Amts für Landwirtschaft und Natur (LANAT), die aufgrund eines Antrags eines FiKo-Mitglied gemacht wurden und bei der Gesetzesberatung der FiKo bereits vorlagen, zeigen, dass mit diesem Kompromissvorschlag der FiKo erreicht wird, dass für praktisch alle Betriebe im Kanton Bern die letzte Anpassung der SAK-Faktoren neutralisiert und damit praktisch kein kleinerer oder mittlerer Betrieb im Kanton Bern nach dieser Gesetzesänderung noch sein Gewerbestatus verlieren würde, nur weil die Senkung der SAK-Faktoren auf Bundesebene beschlossen worden ist. Bei diesem Kompromissvorschlag der FiKo könnte man also von einer echten Status-quo-Variante sprechen im Vergleich zur Situation vor 2015.
Aus all diesen Gründen ist der Regierungsrat vermutlich auf seinen Entscheid zurückgekommen und beantragt Ihnen jetzt, anders als noch beim Verfassen des Vortrags, auf die Gesetzesänderung einzutreten. Ganz wichtig zu wissen ist, was diese Gesetzesänderung überhaupt bewirkt. Diese Anpassung, die wir hier vornehmen, hätte Einfluss auf folgende Bereiche. Beim bäuerlichen Bodenrecht: Landwirtschaftliche Gewerbe können von Nachkommen, die den Betrieb selbst bewirtschaften wollen und sich dazu eignen, zum sogenannten Ertragswert, das heisst zu einem Vorzugspreis, übernommen werden. Zudem dürfen von landwirtschaftlichen Gewerben nicht einzelne Grundstücke oder Grundstücksteile abgetrennt werden; das ist das sogenannte Realteilungsverbot.
Beim Raumplanungsrecht: Wohnbauten ausserhalb der Bauzone sind nur zonenkonform, wenn sie zu einem landwirtschaftlichen Gewerbe gemäss Artikel 7 BGBB gehören. Zudem können nichtlandwirtschaftliche Nebenbetriebe, beispielsweise für Agrartourismus oder Neubauten für Pferdehaltung, nur dann bewilligt werden, wenn es sich beim Betrieb um ein landwirtschaftliches Gewerbe handelt.
Auch auf das Pachtrecht hat es einen Einfluss: Für landwirtschaftliche Gewerbe werden Pachtzinse tiefer festgelegt als für Betriebe unter der Gewerbegrenze bei landwirtschaftlichen Grundstücken. Zudem hat eine Pächterin oder ein Pächter ein Vorkaufsrecht an den von ihr oder ihm gepachteten Grundstücken, wenn sie oder er über Eigentum an einem landwirtschaftlichen Gewerbe verfügt.
Die Gesetzesanpassung beim Gewerbestatus hat keine Auswirkungen auf folgende Bereiche: Auf die Direktzahlungen hat sie keinen Einfluss. Der Mindestwert für einen Bezug von Direktzahlungen beträgt 0,2 SAK. Sie hat auch keinen Einfluss bei Investitionshilfen. Der Mindestwert beträgt 1,0 SAK, ausser in den Gebieten, in denen Bewirtschaftung oder eine genügende Besiedelungsdichte gefährdet ist. Sie hat auch keinen Einfluss auf die Steuern. Dort werden nach dem kantonalen Steuerrecht Landwirtschaftsbetriebe ab einem Wert von 0,5 SAK begünstigt. Zu diesem Punkt werde ich mich später im Rahmen des Rückweisungsantrags noch kurz äussern.
Ich komme zum Schluss. Die neu zusammengesetzte FiKo hat anlässlich der gestrigen der Wandelhallensitzung unter all diesen neuen Gesichtspunkten einstimmig beschlossen, auf die Gesetzesänderung einzutreten. Sie empfiehlt Ihnen einstimmig, den Antrag Leuenberger, Trubschachen, BDP, auf Nichteintreten abzulehnen. Zugleich gebe ich hier das Resultat der FiKo-Abstimmung zum Eventualantrag nach erfolgtem Eintreten – ebenfalls Leuenberger/BDP – bekannt. Die FiKo lehnt die Rückweisung mit 1 Ja-Stimme bei 14 Nein-Stimmen und 1 Enthaltung klar ab. Grund für die Ablehnung dieser Rückweisung ist, dass in der Kommissionsberatung zu diesem Kompromissvorschlag die Auswirkungen auf die Betriebe in den verschiedenen Zonen von den Jahren 2015, 2016 und 2017 vom LANAT der Kommission bereits im Detail vorgelegt worden waren und die Kommissionsmitglieder also in Kenntnis der Auswirkungen auf die Betriebe im Kanton Bern bei der Annahme dieses Kompromissvorschlags entschieden haben. Zu Kapitel II, Erlass Steuergesetz vom 21. Mai 2000 (StG), werde ich mich nach erfolgtem Eintreten zu einem späteren Zeitpunkt kurz äussern. Wie bereits gesagt: Die FiKo beantragt einstimmig Eintreten.

Präsident. Für die Kommissionsminderheit hat Grossrat Etter das Wort.

Jakob Etter, Treiten (BDP), Kommissionssprecher der FiKo-Minderheit. Eine Minderheit der FiKo hat sich ursprünglich für das geltende Recht ausgesprochen, so wie dies Fritz Wyss eben erläutert hat. Dann gab es auch noch den Antrag der Regierung, nicht einzutreten und das geltende Recht beizubehalten. Zu unserem Erstaunen hat die Regierung ihren gleichlautenden Antrag aufgrund des Entscheids der FiKo wieder zurückgezogen. Wir sind klar der Meinung, dass jede Senkung der SAK der künftigen Entwicklung der Landwirtschaft hinderlich ist. Diese Änderungen verhindern eine positive

Entwicklung der Landwirtschaft. Junge, innovative Landwirte haben Schwierigkeiten, sich zu entwickeln und sich marktwirtschaftlich zu verhalten. In der Zwischenzeit, und das haben Sie im landwirtschaftlichen Exkurs von Fritz Wyss gehört, haben sich gewisse Voraussetzungen geändert, sodass sich die Bemessung der SAK-Faktoren geändert hat. Das bedeutet, dass die bisherige Bemessung mit 1,0 SAK angeblich in der Zwischenzeit oder neu etwa einem SAK-Faktor von 0,85 entsprechen würde, also dem, was wir jetzt in der Gesetzesänderung haben. Aus diesen Überlegungen haben wir uns seitens der FiKo-Minderheit entschieden, unseren Minderheitsantrag zurückzuziehen. Dieser besteht also nicht mehr.

Präsident. Der Minderheitenantrag ist somit zurückgezogen. Ich erteile dem Antragsteller der BDP, Grossrat Leuenberger, das Wort.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Im Rahmen der Beratung zur Motion Graber hatten wir die Argumente für unsere kritische Einstellung gegenüber der Senkung der Gewerbegrenze, respektive der SAK-Grenze bereits vorgelegt. Mit der jetzt vorgeschlagenen Änderung wird die Anzahl der landwirtschaftlichen Gewerbe im Kanton Bern zunehmen. Das hat verschiedene Auswirkungen in verschiedenen Teilbereichen. Ich komme zum Raumplanungsrecht. Wie der Kommissionssprecher bereits gesagt hat, sieht das Raumplanungsgesetz Ausnahmen des Bauverbots ausserhalb der Bauzonen für Bauten und Anlagen von landwirtschaftlichen Gewerben vor. So können landwirtschaftliche Nebenbetriebe wie Handwerks- oder auch Gastrobetriebe in diesem Zusammenhang für ein landwirtschaftliches Gewerbe ausserhalb der Bauzone erstellt werden, sofern sie betriebsnotwenig sind. Die Senkung der Gewerbegrenze hätte auch zur Folge, dass mehr Betriebe neu in den Genuss dieser Bauerleichterungen ausserhalb der Bauzonen kämen. Davon würden aber nur die landwirtschaftlichen Gewerbe profitieren. All jene Grundeigentümerinnen und -eigentümer, die ausserhalb einer Bauzone ein Grundstück besitzen, kämen weiterhin nicht in den Genuss dieser Bauerleichterungen. Auch dort wird immer wieder gefordert, dass man Bausubstanz ausserhalb der Bauzone ausbauen und erhalten können müsse. Das wird bei allen Grundstücken, die nicht einem Gewerbe angehören, auch mit diesen Änderungen hier nicht der Fall sein. Wer das Gefühl hat, mit dieser Änderung könne man eine Lockerung von Bauten ausserhalb der Bauzone erreichen, liegt teilweise falsch. Die landwirtschaftlichen Nebenbetriebe können unter Umständen aber auch unser ganz normales Gewerbe innerhalb der Bauzonen konkurrenzieren. Die schon heute bestehenden Differenzen zwischen dem landwirtschaftlichen und den übrigen Gewerben in Bauzonen würden somit noch stärker akzentuiert. Ich erinnere an die Besenbeizen, die ausserhalb der Bauzonen für ein Gewerbe eingerichtet werden können. An diesen haben unsere Wirtinnen und Wirte auch nicht immer Freude. Aus Sicht der Berner KMU, des Gewerbes ist das sicher auch nicht sinnvoll. Im Vorfeld bin ich von sehr vielen von Ihnen angegangen worden. Sie sagten, diese Änderungen seien zugunsten der bäuerlichen Familien. Ich möchte an dieser Stelle kurz auf die verschiedenen Vorschriften des bäuerlichen Bodenrechts eingehen. Zuweisungsansprüche im Rahmen des bäuerlichen Erbrechts sowie die gesetzlichen Vorkaufsrechte des bäuerlichen Bodenrechts werden heutzutage praktisch nicht mehr ausgeübt. Die Übertragung landwirtschaftlicher Heimwesen geschieht meist zu Lebzeiten des Betriebsinhabers und in gegenseitigem Einverständnis innerhalb der Familie. Das ist auch aus diesem Grund sinnvoll, weil Direktzahlungen nach dem 65. Altersjahr nicht mehr ausbezahlt werden. Dabei sind die Parteien frei, welchen Verkaufspreis sie abmachen. Sie können das Grundeigentum sogar verschenken – ungeachtet der SAK-Grenze.
Zum Realteilungsverbot: Eine landwirtschaftliche Familie, die über ein Kleinheimwesen verfügt, ist irgendwann einmal gezwungen, das Schicksal ihres Heimwesens zu entscheiden und zu bestimmen. Wird ein Nachfolger gefunden, ist das toll. Findet sich – wie oft der Fall – kein Nachfolger, ist der Wunsch da, die Gebäude in der Familie zu behalten und den Rest aufzuteilen. Die Aufteilung geht so vor sich, dass die nichtlandwirtschaftlich genutzten Teile von den landwirtschaftlich genutzten Teilen abgetrennt werden. Der Wohnraum und die Gebäude, die nicht mehr landwirtschaftlich genutzt werden, kann man weiterhin in der Familie als Wohnraum an die nächsten Generationen übergeben. Der landwirtschaftlich nutzbare Teil kann an benachbarte Heimwesen zur Stärkung der landwirtschaftlichen Leistungsfähigkeit übergeben werden. Die Anpassung der Gewerbegrenze bedeutete in diesem Zusammenhang, dass viel mehr Kleinbetriebe dem Realteilungsverbot des bäuerlichen Bodenrechts unterlägen. Somit wäre eine Bereinigung, wie gerade skizziert, viel schwieriger oder gar nicht mehr machbar. Das wäre nicht im Sinne unserer bäuerlichen Familien, gerade von jenen mit Kleingewerbe.
Ich komme noch zu den Waldgrundstücken: Reine Waldgrundstücke unterliegen nicht dem bäuerlichen

Bodenrecht, sofern sie nicht zu einem landwirtschaftlichen Gewerbe gehören. Wenn sie aber Bestandteil eines Gewerbes sind, unterliegen sie dem bäuerlichen Bodenrecht und folgerichtig auch dem Realteilungsverbot. Die vorgeschlagenen Anpassungen haben zur Folge, dass vermehrt reine Waldgrundstücke dem Gewerbebegriff und folglich auch dem Realteilungsverbot nach bäuerlichem Bodenrecht unterliegen. Diese Waldgrundstücke könnten künftig nicht mehr frei gehandelt werden und unterlägen dem Realteilungsverbot. Das ist sicher auch nicht im Sinne der Waldbesitzerinnen und Waldbesitzer.
Gestützt auf eine umfassende Abwägung und all diese Argumente kommt eine Mehrheit der BDP-Fraktion zum Schluss, dass die negativen Folgen einer Senkung der Gewerbegrenze auf Bauernfamilien, auf Gewerbe, aber auch auf die Waldbesitzer überwiegen. Deshalb bitten wir Sie, das Gesetz im jetzigen Zustand zu belassen und auf die Gesetzesberatung nicht einzutreten.

Präsident. Je profite de l'occasion pour souhaiter la bienvenue aux membres du Conseil Municipal de la commune de Romont à la tribune du publique. Ils visitent l'Hôtel du gouvernement avec le vice-chancelier Michel Walthert. Je suis heureux de vous accueillir ici à Berne. *(Applaus)*
Wir fahren weiter mit den Fraktionssprechern. Als Erster spricht Grossrat Kipfer für die EVP-Fraktion.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Wenn wir jetzt nicht auf das Geschäft eintreten, bleibt die SAK-Grenze bei 1,0 für Talbetriebe und bei 0,75 für Bergbetriebe. Die EVP setzte sich bisher dafür ein, dass der bundesrätliche Spielraum im Kanton Bern genutzt und für unsere Situation im Kanton Bern eine geeignete Lösung erarbeitet wird. Der Bund erlaubt neu eine Einstufung als gewerblicher Bauernbetrieb ab einer SAK-Grenze von 0,6. Die EVP-Fraktion erachtet es deshalb als richtig und wichtig, nicht nur auf Grossbetriebe zu setzen, sondern vor allem auch den kleineren Betrieben eine faire Chance zur meist innerfamiliären Weiterentwicklung zu bieten. Deshalb ist es folgerichtig, dass wir auf diese Gesetzesänderung eintreten und die neuen Möglichkeiten diskutieren wollen.

Präsident. Als Nächste Sprecherin hat für die SP-JUSO-PSA-Fraktion Grossrätin Stucki das Wort.

Béatrice Stucki, Bern (SP). Ich danke Fritz Wyss für die ausführlichen Erläuterungen zum Thema SAK. Das bewies mir einmal mehr, dass der Grosse Rat eigentlich auch etwas wie einen Weiterbildungscharakter hat, denn es ist etwas, das ziemlich kompliziert ist mit diesen Berechnungen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion hatte die Motion Graber, die die Grundlage für diese Gesetzesrevision bildet, damals abgelehnt. Dem Kompromissvorschlag, wie ihn die FiKo jetzt unterbreitet und wie er von Fritz Wyss daherkommt, unterstützen wir allerdings, weil er moderater als die ursprüngliche Anlage ist. Wir werden auf das Gesetz eintreten und die Rückweisung nicht annehmen. Zu den jeweiligen Anträgen wird unsere bäuerliche Fachfrau, Regina Fuhrer, noch genauer Auskunft geben.

Adrian Haas, Bern (FDP). Auch wir sind für Eintreten. Seinerzeit hatten wir die Motion Graber zumindest teilweise mitunterstützt. Was hier vorliegt, vor allem aber der Antrag der FiKo, ist eine Art Kompromiss. Man will damit die bisherige Lösung vielleicht weiterführen, die bis Ende 2015 gegolten hat. Das erscheint uns als sinnvoll und machbar. Ich glaube, man sollte diese Geschichte auch nicht überbewerten. Es geht vor allem um das Erbrecht, wo es gewisse Vorteile gibt, wenn man es als landwirtschaftliches Gewerbe vererben kann. Der grösste Vorteil sind aus unserer Sicht die Nebenbetriebe, die ermöglicht werden. Auf Direktzahlungen und Investitionshilfen hat die Gesetzesänderung praktisch keine oder gar keine Auswirkungen. Bei den Steuern ist die FDP-Fraktion für eine Rückweisung an die FiKo, damit sie dies noch einmal anschaut. Ich bitte Sie, den Anträgen der FiKo zu folgen.

Kilian Baumann, Suberg (Grüne). Ich kann es vorwegnehmen: Die grüne Fraktion ist für das Eintreten. Wenn man am System der «Standardarbeitskraft» herumschraubt, geht es immer auch um die Existenz Hunderter Bauernbetriebe im Kanton Bern. Deshalb möchte ich noch etwas Grundsätzliches zu dieser Angelegenheit sagen. Wir von der grünen Fraktion sind weiterhin der Meinung, dass eine Steuerung der Strukturentwicklung nicht über ein System vorgenommen werden darf, das kleine und mittlere Bauernbetriebe diskriminiert, sondern, dass die Strukturentwicklung über den Wettbewerb und die Innovation geschehen muss, so wie dies beim übrigen Gewerbe auch der Fall ist. Wir haben in der Landwirtschaftspolitik das Instrument des Zollschutzes auf der einen Seite, und wir haben das System der Direktzahlungen auf der anderen Seite. Beides hemmt die Strukturentwicklung.
Auf der anderen Seite haben wir hier das System mit der «Standartarbeitskraft» beziehungsweise mit

der Gewerbegrenze, das genau das Gegenteil macht, nämlich den Strukturwandel beschleunigen will. Aus unserer Sicht ist diese Politik sehr widersprüchlich: Gleichzeitig zu bremsen und Gas zu geben, ist nie gut, es braucht nur viel Energie. Im Vortrag wird darüber geschrieben, dass Kleinbäuerinnen und Kleinbauern die Strukturentwicklung behindern. Früher sprach man noch von «Strukturbereinigung», als ob Kleinbäuerinnen und -bauern Dreck wären, den man wegputzen, reinigen müsste. Wir brauchen kein Gesetz, das darauf abzielt, Strukturen im ländlichen Raum zu bereinigen oder sogar zu zerstören. Um zu sehen, wohin dies führt, muss man nicht sehr weit gehen: Man kann beispielsweise nach Deutschland schauen, wo der Strukturwandel viel schneller vonstattenging. Es gibt dort Dörfer, in denen es vielleicht noch einen Bauer gibt. Er hat vielleicht eine grosse Biogasanlage, möglicherweise auch eine «Tierfabrik» und viel Mais, Mais, Mais. In solchen Dörfern hat es keine weiteren Strukturen. Da will niemand mehr wohnen, was irgendwie verständlich ist. Dann versucht man mit sehr viel öffentlichen Geldern für die ländliche Entwicklung Leute dazu zu bringen, wieder dort zu leben.
Ein weiteres Argument, das für Eintreten und anschliessend für die Senkung der Gewerbegrenze spricht, ist die Tatsache, dass es für junge Leute ausserhalb der Landwirtschaft in der Schweiz sehr schwierig geworden ist, einen Hof zu finden. Einen Landwirtschaftsbetrieb zu kaufen, ist ohne Lottogewinn oder Millionenerbschaft fast unmöglich geworden. Gerade Kleinbetriebe bieten die ideale und oft auch einzige Möglichkeit für junge Leute ohne Hof in der Familie, in die Landwirtschaft einzusteigen. Neueinsteiger sind in der Branche sehr wichtig, weil sie oft kreative und neue Ideen einbringen. Sie beleben zudem auch die Konkurrenzsituation unter den bestehenden Betrieben. Wir sind selbstverständlich für Eintreten. Dies, weil wir hier die Möglichkeit haben, ein aus unserer Sicht schlechtes System ein klein wenig zu verbessern.

Ueli Augstburger, Gerzensee (SVP). Vorweg geht ein Dank an den Regierungsrat, dafür, dass doch noch eine gemeinsame Lösung mit der Kommission gefunden worden ist und wir eine Vorlage haben, die auch die Regierung mitträgt. Der Sprecher der FiKo hat den Weg bis zu dieser Gesetzesanpassung, die die Regierung und ein Grossteil der FiKo jetzt vorschlagen, sehr gut aufgezeigt. Deshalb will ich das bereits Gesagte nicht noch einmal wiederholen. Die SVP ist einstimmig für Eintreten auf das Gesetz und weist auch den Rückweisungsantrag von Kollega Leuenberger von der BDP zurück.
Einige Bemerkungen zum Rückweisungsantrag: Die aufgeführten Gründe für den Rückweisungsantrag, die uns schriftlich vorliegen, erachten wir als etwas gesucht. Es sind zwei Gründe. Den ersten hat der FiKo-Sprecher bereits aufgezeigt, dass die Zahlen bereit vorhanden sind. Der zweite ist, dass die Regierung noch Stellung dazu nehmen solle, weshalb sie umgeschwenkt ist. Ich glaube, man kann das auch hier am Pult tun: Der Regierungsrat kann das dann entsprechend ausführen. Es ist nicht so, dass man deswegen eine zweite Lesung braucht. Weiter hatte ich den Eindruck, Kollega Leuenberger habe, was die Anzahl und die Veränderung der Anzahl von Betrieben betrifft, etwas dramatisiert. Ich habe Verständnis dafür. Es kann durchaus sein, dass man als Notar Klientel hat, die etwas aufmüpfig ist, sich Überlegungen in diese Richtung macht, und man dort auch andere Interessen hat. Aber auch bei diesem Gesetz gilt es, auch die anderen Interessen zu beachten. Wie gesagt, wollen wir auf das Gesetz eintreten. Wir lehnen den Rückweisungsantrag ab.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Ich muss Ihnen sagen: Ich stochere heute im Nebel. Das gebe ich ganz klar zu. Es ist dermassen komplex. In der FiKo haben wir das behandelt. Die Bauern schossen gegen Bauern. Wir sagten: «Das ist nicht gut und das könnte man eventuell verbessern.» Die Steuerthematik wurde im Vortrag überhaupt nicht angesprochen, wurde danach aber irgendwie aus dem Hut gezaubert. Ich muss Ihnen sagen, ich stochere im Nebel. Einerseits fänden wir gerne eine Lösung, mit der man die Entwicklung, den Wettbewerb und die Innovation fördern könnte. Andererseits kann man die Augen auch nicht vor dem Strukturwandel verschliessen. Dieser muss auch irgendwann einmal stattfinden. Aber wahrscheinlich ist das auch nicht das richtige Mittel. Ich weiss es nicht. Die glp hat entschieden, jetzt einzutreten. Alles Weitere werden wir dann sehen. Wir sind für Eintreten.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (EDU). Wir von der EDU-Fraktion hatten die Motion Graber mit den 0,6 unterstützt. Wir sind für die Erhaltung von Familienbetrieben. Bei der neuen Berechnung des Bundes würden sonst viele Betriebe herausfallen. Es ist nicht so, wie Grossrat Leuenberger gesagt hat, dass mehr Betriebe danach wieder unter das bäuerliche Bodenrecht fallen würden. Deshalb sind wir für Eintreten und weisen den Antrag Leuenberger zurück.

Präsident. Ich erteile dem Volkswirtschaftsdirektor das Wort.

Christoph Amman, Volkswirtschaftsdirektor. Der Sprecher der Kommissionsmehrheit hat klar und deutlich ausgeführt, wie die Geschichte dieser Gesetzesänderung anfing, nämlich mit der Motion Graber in der Junisession 2016, die das Parlament damals überwiesen hat. Wie bereits festgehalten, hatte die Regierung ursprünglich Nichteintreten beantragt. Aber nach den Beratungen in der FiKo ist es zu der Entscheidung gekommen, keine Differenz zu schaffen und auf eine Kompromisslösung einzulenken. Das ist eine Lösung, die die Regierung unterstützt.
Zu den Gründen, die ursprünglich gegen die Motion Graber ins Feld geführt worden waren: Die Regierung hat bei der Motion Graber diese Argumente auch angeschaut und gewichtet, wie sie hier in der Diskussion aufgeführt worden sind. Beim Thema Strukturentwicklung, bei dem man den Eindruck hatte, es könne zu einer Behinderung kommen, weil die Zahl der Betriebe mit Gewerbestatus, wenn man auf 0,6 SAK gegangen wäre, wäre dieser Gewerbestatus von rund 75 Prozent auf rund 85 Prozent angestiegen. Es wäre zu einer beträchtlichen Zunahme der Anzahl Betriebe gekommen, die von einem Bestandesschutz hätten profitieren können.
Dann hatte man auch die Sorge, dass in rund 150 Fällen die Belastungsgrenze zu einem Problem werden könnte. Das ist das Thema der Hypothekarbelastung, deren Grundlage der Ertragswert bildet. Und dieser Ertragswert ist je nachdem, ob ein Wohngebäude zu einem landwirtschaftlichen Gewerbe gehört oder nicht, ein anderer. Die Frage nachher: Gibt es Umfinanzierungsprobleme? Ein Blick in die anderen Kantone hat gezeigt: In keinem anderen Kanton war festzustellen, dass die Gewerbegrenze in allen Produktionszonen auf 0,6 SAK senken möchte. Das war die Optik, die damals zu dieser Regierungshaltung geführt hatte. Danach hat man aber gesehen, dass es tatsächlich in einzelnen, auch grösseren, mit Bern vergleichbaren Kantonen ähnliche Bestrebungen auf dem politischen Weg gegeben hat. Danach stellte man in der Kommissionsdebatte fest, dass für diesen Kompromiss, der damals übrigens von Grossrat Fritz Wyss eingebracht wurde, der heute als Kommissionssprecher auftritt, gewisse stichhaltige Argumente sprechen. Wenn man die Gewerbegrenze neu, wie in diesem Kompromiss vorgesehen, auf 0,85 SAK in Talzonen und auf 0,6 SAK im Berg- und Hügelgebiet festlegt, dann würde man in beiden Produktionsregionen eine Senkung um 0,15 SAK beschliessen. Das ist das eine Element dieses Kompromisses. Zum zweiten Element: Diesbezüglich hat die FiKo auch grossmehrheitlich einen Antrag von Grossrat Kipfer angenommen. Dieser forderte, dass man die Gewerbegrenze, wo es eine Differenz zwischen dem BPG und dem StG gibt – im StG haben wir generell 0,5 SAK für alle Betriebe – diese Differenz fallen lässt. Die Definition im StG hatte man damals eingeführt – das war im Jahr 2016 –, um nachteilige Folgen der bundesrechtlichen Senkung der Berechnungs-SAK-Faktoren abzufedern.
Mit dem Antrag, den die Regierung und die Kommissionsmehrheit heute vorschlagen, würde man erreichen, dass man in allen Produktionsregionen ungefähr wieder gleichviel landwirtschaftliche Gewerbe hätte wie vor der Änderung dieser Berechnungsfaktoren im Jahr 2016. Ich habe bereits davon gesprochen, dass man 2016 die Berechnungsfaktoren abgeändert hatte und es durch diese Abänderung zu einer Verschiebung der landwirtschaftlichen Betriebe kam. Der andere Vorschlag, die Änderung des StG, hätte den Vorteil, dass wir keine zusätzlichen spezialgesetzlichen SAK-Grenzen mehr hätten. Im Steuervollzug käme es dadurch zu einer spürbaren Vereinfachung. Die Regierung ist der Ansicht, dass dieser Kompromissvorschlag den Strukturveränderungsprozess – ich hüte mich davor und würde niemals von mir aus ein Wort wie «Bereinigung» in den Mund nehmen – im Kanton Bern nicht übermässig behindert. Die Regierung beantragt Ihnen deshalb, dieser Lösung zuzustimmen, auch im Sinne einer Planungssicherheit für unsere landwirtschaftlichen Betriebe.
Ich gehe noch kurz auf den Punkt der Rebgrundstücke ein, und damit ist dann mein Eintretensvotum auch schon abgehalten. Auch bei den Rebgründstücken sieht das BPG eine Änderung vor. Wir machen das also sozusagen «en passant»: Wir setzen den Grenzwert vom landwirtschaftlichen Pachtrecht für Rebgrundstücke von bisher 9 auf den bundesrechtlichen Höchstwert von 15 Aren heraufsetzen. Der Grund liegt darin, dass sich die Betriebsstrukturen im Rebbau verändert haben. Es gibt weniger, aber dafür grössere Rebparzellen. Und die Unterstellung unter das landwirtschaftliche Pachtrecht schränkt die Verfügbarkeit kleiner Parzellen unnötig ein. Mit der Heraufsetzung sind kleinere Parzellen besser verfügbar. Das ist eine Änderung, die in der Vernehmlassung unbestritten blieb und die Ihnen der Regierungsrat sowie die Kommissionsmehrheit ebenfalls zur Zustimmung beantragen.
Ich komme zum Nichteintretensantrag von Grossrat Leuenberger, BDP. Die Gründe für das Eintreten sollten aufgrund meiner Ausführungen klar geworden sein. Die Regierung unterstützt zusammen mit der Mehrheit der FiKo das Eintreten auf die Beratung dieses Gesetzes.

Präsident. Wir befinden über den Antrag Nichteintreten. Wer den Antrag BDP Leuenberger auf Nichteintreten annehmen will, stimmt Ja, wer eintreten will, stimmt Nein.

Abstimmung (Nichteintretensantrag BDP [Leuenberger, Trubschachen])

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	9
Nein	129
Enthalten	2

Präsident. Sie haben den Antrag BDP/Leuenberger auf Nichteintreten abgelehnt mit 129 gegen 9 Stimmen bei 2 Enthaltungen. Somit ist das Eintreten beschlossen. Wir treten auf das Gesetz ein und kommen zu einem Antrag BDP/Leuenberger auf Rückweisung. Grossrat Leuenberger hat das Wort, sobald er sich angemeldet hat.

Antrag BDP (Leuenberger, Trubschachen)
Rückweisung

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Der Mist ist offensichtlich geführt und die Gespräche sind hintenrum schon bereits so gelaufen, dass alle zusammen haargenau wissen, wie sie sich verhalten. Dann ist es auch sinnlos, diesen Rückweisungsantrag im Saal intensiv zu diskutieren. Ich ziehe diesen zurück.

Präsident. Der Antrag ist zurückgezogen worden. Es liegt ein Antrag auf Durchführung von nur einer Lesung vor. Ist dieser bestritten? – Er ist bestritten. Ich erteile dem Sprecher der FiKo, Grossrat Wyss, das Wort.

Fritz Wyss, Wengi (SVP), Kommissionssprecher der FiKo. Ich gebe bekannt, dass keine FiKo-Abstimmung durchgeführt worden ist. Doch das Verhalten bei einer anderen Abstimmung der FiKo hat gezeigt, dass wir nicht nur eine Lesung abhalten können. Der nachher zu anstehende Antrag auf Rückweisung in die Kommission bedeutet nämlich, dass man den zweiten Teil über die Steuern, zu dem ich später noch Ausführungen machen werde, in die Kommission zurücknehmen will. Das bedeutet, dass wir dadurch eine zweite Lesung beantragen. Ich muss vielleicht noch sagen, weshalb sich die FiKo nicht zur Frage, nur eine Lesung durchzuführen, äussern konnte. Aufgrund des wiederum speziellen Daherkommen des Gesetzes, weil die Regierung Nichteintreten beschlossen hatte, enthielt Fahne, die uns zur Lesung vorlag, natürlich keinen entsprechend Antrag, weder auf die Durchführung von nur einer Lesung noch auf die Durchführung von zwei Lesungen.
Nach unserer FiKo-Sitzung entschied sich die Regierung, auf unseren Vorschlag für Eintreten und beantragte danach ohne unser Wissen selber als Regierungsantrag II die Durchführung von nur einer Lesung. Aber darauf konnten wir natürlich nicht mehr reagieren, weshalb es auch keine FiKo-Meinung dazu gibt. Wie gesagt, hat sich die FiKo-Meinung indirekt im Antrag auf Rückweisung des Teils zum Steuererlass geäussert, auf den ich später werde zu sprechen kommen.

Präsident. Wir befinden darüber. Wer dem Antrag der Regierung auf die Durchführung von einer einzigen Lesung zustimmen will, stimmt Ja, wer zwei Lesungen will, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag Regierungsrat II; Durchführung einer einzigen Lesung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	2
Nein	138
Enthalten	0

Präsident. Mit 138 gegen 2 Stimmen haben Sie beschlossen, dieses Gesetz im ordentlichen Rahmen von zwei Lesungen zu beraten. Wir treten auf die Gesetzesberatung in erster Lesung ein.

Detailberatung

I.
Art. 1
Angenommen

Art. 9
Angenommen

II.
Änderung des Erlasses 661.11, Steuergesetz vom 21.05.2000 [StG], Stand 01.01.2018
Art. 25 Abs. 3, Art. 56 Abs. 2 StG

Antrag BDP (Leuenberger, Trubschachen)
Eventualantrag für Detailberatung:
Rückweisung der Art. 25 Abs. 3 StG und 56 Abs. 2 StG in die Kommission mit der Auflage zu prüfen, ob der Streichungsantrag wirklich so gewollt ist.

Antrag Fuhrer-Wyss (Burgistein, SP) /Augstburger (Gerzensee, SVP) / Leuenberger (Trubschachen, BDP) / Gerber (Reconvilier, EVP) / Haas (Bern, FDP) / Grädel (Huttwil/Schwarzenbach, EDU) / Baumann (Suberg, Grüne) / Schöni-Affolter (Bremgarten, glp)
Rückweisung der Art. 25 Abs. 3 und Art. 56 Abs. 2 StG zwecks Abklärungen der Auswirkungen einer Aufhebung.

Präsident. Zu Kapitel II besteht ein Antrag BDP Leuenberger. Haben Sie diesen zurückgezogen? – Richtig, das war der Eventualantrag, richtig. Ich erteile dem Sprecher der FiKo, Grossrat Wyss, das Wort.

Fritz Wyss, Wengi (SVP), Kommissionssprecher der FiKo. Ich möchte Ihnen gerne kurz erklären, wie es zu diesem Ad-Hoc-Entscheid in der FiKo gekommen ist. Man darf ihn wohl so nennen. Er entstand aus einem kleinen Missverständnis heraus. Doch der Antrag war danach so gestellt und kam auch so durch. Damit Sie verstehen, weshalb man in den Fraktionen nochmals darauf zu sprechen kam, erläutere ich Ihnen kurz, wie der Text damals lautete. Das Ganze hatte seinen Ursprung in der Motion Graber. Mit dieser versuchte der Motionär, über den gesamten Kanton 0,6 SAK einzuführen. Der Gewerbestatus habe keinen Einfluss auf die Steuern, schreibt die Regierung. Im Vortrag auf Seite 3 können Sie unter «Steuern» lesen – ich zitiere: «Sollten zukünftig alle Landwirtschaftsbetriebe ab einer Betriebsgrösse von 0,6 SAK als landwirtschaftliches Gewerbe gelten, wären demnach die steuerlichen Bestimmungen nur noch für Landwirtschaftsbetriebe mit einer Betriebsgrösse von 0,5 bis 0,6 SAK bedeutsam. Die per 1. Januar 2014 erfolgte Änderung des Steuergesetzes vom 21. Mai 2000 (StG […]; Art. 25 Abs. 3 und 56 Abs. 2) könnte wieder rückgängig gemacht werden. Die steuerliche Behandlung sollte sich – sachlich richtig – wieder nach dem Gewerbebegriff des BPG richten.» – Ende Zitat. So ist das entstanden.
Grundsätzlich war es wie folgt angedacht: Samuel Graber hatte nach Rücksprache mit der Steuerverwaltung angeboten, wenn tatsächlich im ganzen Kanton eine Gewerbegrenze von 0,6 SAK eingeführt würde, wäre er bereit, auf die kleine Differenz von 0,1 zu verzichten, die er 2012 ins StG eingebracht hatte. So hätte es im StG per Definition diese Differenz nicht mehr gegeben. Aufgrund dieser Tatsache nahm die FiKo diesen Gedanken wieder auf, wie bereits gesagt. Wir wussten, dass der Text noch vorhanden ist. Mir erging es beispielsweise auch so, dass ich dem Antrag in der Meinung zugestimmt habe, man gehe danach natürlich von einer Gewerbegrenze von 0,6 SAK aus. Anhand dieses Entscheides reichte die Regierung ihre Version ein. In dieser haben wir gesehen, dass die Regierung mit der Änderung des Erlasses des StG diese Sache aufhebt. Das bedeutet: Neu gälten 0,6 und 0,85 SAK als Gewerbegrenze. Das hätte selbstverständlich für sehr viele Betriebe steuerliche Folgen, weil man die Differenz, die quasi landwirtschaftlich geschätzt werden darf, im Talgebiet von 0,5 auf 0,85 SAK korrigieren würde. Wie gesagt, ist das nur die fachliche Darlegung. In der FiKo führten

wir auch im Rahmen der Wandelhallensitzung eine Abstimmung über von allen Parteien getragenen Antrag durch, wonach diese Artikel in die Kommission zurückzunehmen sind. Dies für eine nachmalige Klärung und Erklärung. Regina Fuhrer wird diesen Antrag noch erläutern. Es ist uns dabei, wie gesagt, ein kleiner fachlicher Lapsus geschehen, weil der Vorschlag der Regierung gar nicht in der Fahne stand. Die FiKo hat dem Antrag auf Rückweisung, den Regina Fuhrer gleich erläutern wird, mit 12 Ja bei 0 Nein und 4 Enthaltungen zugestimmt.

Präsident. Wir sind jetzt bei Kapitel II, Artikel 25 Absatz 3 und dem Antrag Fuhrer/SP und Mitantragsteller angelangt. Nur, damit alles klar ist. Ich gebe Grossrätin Fuhrer das Wort.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (SP). Nach dieser Eintretensdebatte sind wir sehr schnell schon zum StG gehüpft. Mir ist der Artikel davor etwas zu schnell nebenher beraten worden. Aber vielleicht werden wir ja nochmals darauf zurückkommen. Sie haben heute schon sehr viel gehört, sehr Komplexes, Kompliziertes und unterschiedliche Meinungen zu einem Thema. Wir haben hier jetzt aber die Ausnahmesituation, dass wir einen Rückweisungsantrag haben, den von sämtlichen Parteien durch eine Vertreterin oder einen Vertreter unterstützt wird. Wir sind also alle klar der Meinung, dass man die zwei Artikel des StG, nämlich Artikel 25 Absatz 3 und Artikel 56 Absatz 2, zu wenig abgeklärt und zu wenig im Kontext mit dem Kompromissvorschlag zum BPG angeschaut hat. Deshalb lautet der Rückweisungsantrag, die StG-Artikel seien an die Kommission zurückzuweisen. Vielen Dank, wenn nicht nur die Unterzeichner, sondern alle Parteien diesen Rückweisungsantrag unterstützen.

Präsident. Wird Grossrat Baumann als Mitantragssteller oder als Fraktionssprecher Stellung nehmen? *(Grossrat Baumann signalisiert, dass für die Fraktion sprechen möchte.)* Dann erteile ich Grossrat Kipfer das Wort für die EVP-Fraktion.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Es ist uns ein Anliegen, dass diese Rückweisung nicht einfach undiskutiert in die Kommission zurückgeht, sondern dass wir sie doch noch kurz andiskutieren. Wie bereits erwähnt, bin ich bis zu einem gewissen Grad der Verursacher der Frage, die sich hier stellt. In der vorberatenden Kommission hatte ich nach dem Vorliegen der Informationen der Verwaltung und nach dem Vorliegen des jetzt vorgeschlagenen Vorgehens mit den Einstufungen der SAK-Grenzen den Antrag in Kenntnis der damaligen Fakten gestellt. Es ist sicher so, dass wir es damals nicht ausführlich diskutierten und Zahlenmaterial hatten.
Aus unserer Sicht geht es hier auch um einen gewissen Grundsatz. Bei den steuerbaren Einkünften unter dem Stichwort «Eigenmietwert» und bei der Bewertung des amtlichen Werts werden nicht die Zuteilung des landwirtschaftlichen Gewerbes, sondern eigene Kriterien verwendet. Man könnte das auch als willkürlich bezeichnen. Fakt ist, dass Betriebe, die nicht als landwirtschaftliches Gewerbe eingestuft werden, von diesen steuertechnischen Entlastungen profitieren. Ich persönlich erachte es als formell richtig, wenn man für steuertechnische Fragen und für die Frage der Einstufung als landwirtschaftliches Gewerbe dieselben Kriterien verwenden würde. Deshalb hatte ich diesen Aufhebungsantrag gestellt. Er fand in der FiKo deutlichen Anklang.
Inzwischen hat sich eine weitere Frage gestellt. Mit den 0,5 SAK in der steuergesetzlichen Dimension wurde ein Wert gewählt, der unter dem bisher vom Bund erlaubten Wert liegt. Auf Bundesstufe galt bisher 0,75 SAK und neu 0,6 SAK. Wir machen also einen steuertechnischen Umweg, wenn wir für die Bewertung eines bäuerlichen Gewerbes einen tieferen Ansatz wählen. Diese offene Frage wäre auch noch zu klären. Wie Sie festgestellt haben, lobt die Mehrheit das Anliegen, den Artikel zur Abklärung in die Kommission zurückzunehmen. Ich halte es für richtig, dass wir dort gewisse Details noch anschauen können. Die EVP widersetzt sich diesem Anliegen nicht – ohne Präjudiz für eine künftige Ausgestaltung.

Kilian Baumann, Suberg (Grüne). Grossrätin Fuhrer, die Sprecherin vor Grossrat Kipfer, hat es gesagt: Die Eintretensdebatte ist relativ schnell gelaufen, und wir konnten gar nicht auf das Argument eingehen, das Antragssteller Leuenberger, eingebracht hatte. Das möchte ich jetzt kurz nachholen. Danach werde ich Ihnen erläutern, was unsere Fraktion zum Steuererlass sagt.
Der Antragssteller hat das Raumplanungsrecht thematisiert. Es war eigentlich auch das einzige Argument, das gegen eine Senkung der Gewerbegrenze gesprochen hätte. Wir Grünen hatten uns sehr intensiv mit diesem Anliegen auseinandergesetzt. Rein aus der Optik des Landschaftsschutzes könnte man natürlich sagen: Je weniger Bauern, desto weniger wird auch ausserhalb der Bauzone gebaut. Die Gesetzesänderung hätte zur Folge, dass im Kanton Bern mehr Bauernbetriebe neu als Gewerbe

gälten. So erhielten sie das Recht, wie alle anderen Bauern ausserhalb der Bauzonen Bauten zu erstellen. Es ist aber davon auszugehen, dass nur die wenigsten Betriebe neue Bauten in der Landwirtschaftszone errichten würden. Diese Betriebe waren ja bereits zuvor als Gewerbe eingestuft. Mit der Anhebung der Schwelle fielen sie aus dieser Kategorie heraus, in die sie dann wieder aufgenommen würden. Wenn Kulturland durch die Landwirtschaft zerstört wird, geschieht das weitaus grösstenteils durch Masthallen, Gewächshäuser, Fahrsilo, Reitplätze und Aussiedlungen von Bauernbetrieben, die weitaus mehr als eine Standartarbeitskraft erreichen. Weiter bekommen die Kleinbetriebe auch keine Investitionskredite. Diese Schwelle bleibt unverändert, wie Sie gehört haben. Der Kommissionssprecher hat es erwähnt, und es steht auch im Vortrag. An dieser Grenze wird nicht geschraubt. Zudem kann bei sämtlichen Bauvorhaben noch während der Auflagefrist Einsprache erhoben werden. Für uns ist es deshalb nicht haltbar, mit dem Argument des Kulturlandschutzes eine Diskriminierung der kleinen und mittleren Bauernbetriebe zu rechtfertigen.
Was man leider auch noch erwähnen muss: Sehr viele der betroffenen Bauernbetriebe werden in dreissig Jahren höchstwahrscheinlich leider nicht mehr existieren. Zum Schluss kann man noch erwähnen, dass die nationale Agrarpolitik ab 2022 das gesamte System vielleicht über den Haufen werfen wird. Denn nicht nur im Kanton Bern, sondern auch in anderen Kantonen und national ist diese sehr umstritten. Wir werden dieser Gesetzesänderung zustimmen und den Antrag der Kommissionsmehrheit und des Regierungsrats unterstützen. Auch dem überparteilichen Rückweisungsantrag zum StG werden wir zustimmen.

Präsident. Es haben sich keine weiteren Fraktionssprecher gemeldet. Ich erteile dem Regierungsrat das Wort. Wünscht er das Wort zur Rückweisung in die Kommission? – Das ist der Fall.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Der Rückweisungsantrag wurde in der Kommission klar und deutlich verabschiedet und angenommen. Vor diesem Hintergrund sah die Regierung keinen Anlass, eine zweite Lesung zu beantragen – dies als Erklärung für die erste Lesung. Jetzt hat das Parlament eine zweite Lesung beschlossen. Daher erscheint es mir folgerichtig, jetzt auch diesen Rückweisungsantrag zu überweisen.

Präsident. Wir befinden über den Rückweisungsantrag zu Artikel 25 Absatz 3 ab. Wer dem Rückweisungsantrag in die Kommission zustimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (II., Art. 25 Abs. 3 und Art. 56 Abs. 2 StG; Antrag Fuhrer-Wyss [Burgistein, SP] / Augstburger [Gerzensee, SVP] / Leuenberger [Trubschachen, BDP] / Gerber [Reconvilier, EVP] / Haas [Bern, FDP] / Grädel [Huttwil/Schwarzenbach, EDU] / Baumann [Suberg, Grüne] / Schöni-Affolter [Bremgarten, glp])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	134
Nein	1
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Rückweisungsantrag in die Kommission mit 134 Ja-Stimmen gegen 1 Nein-Stimme bei 0 Enthaltungen gutgeheissen. Es sind sowohl Artikel 25 Absatz 3 als auch Artikel 56 Absatz 2 in die Kommission zurückgewiesen.

III.
Angenommen

IV.
Angenommen

Titel und Ingress
Angenommen

Präsident. Gibt es ein Rückkommen in der ersten Lesung? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Wünscht jemand das Wort vor der Gesamtabstimmung zur ersten Lesung? – Der Sprecher der FiKo, Grossrat Wyss, hat das Wort.

Fritz Wyss, Wengi (SVP), Kommissionssprecher der FiKo. Mir bleibt nur zu danken. Der FiKo möchte ich für die sehr konstruktive Kommissionsarbeit danken. Bei einer schwierigen Ausgangslage haben wir es geschafft, ein nicht ganz einfaches Thema aufzuarbeiten. Das Verständnis für die Problematik war vorhanden. Wir haben eine Lösung gefunden, die in der Vernehmlassung nicht auf dem Tisch lag und nicht möglich war. Ich glaube, das spricht für die Arbeit in der FiKo, selbst wenn es dort nicht viele Spezialisten für diese Thematik gab. Weiter möchte ich der Verwaltung, dem LANAT, herzlich danken, das die entsprechenden Grundlagen im Hinblick auf den Antrag geliefert hat, die eine Beurteilung überhaupt ermöglichten. Selbstverständlich nicht zuletzt auch dem Regierungsrat, der bereit war, auf diesen Kommissionsantrag einzutreten und diesem Kompromissvortrag jetzt auch zuzustimmen. Das zeigt doch, dass eine solche Zusammenarbeit möglich ist mit einer Lösung aus der Kommission. Dafür war der Regierungsrat letztendlich sogar bereit, über den eigenen Schatten zu springen und darauf einzutreten. Vielen Dank dem Gesamtregierungsrat für diese Bereitschaft. Ich bin überzeugt, dass wir hier eine wichtige Gesetzesanpassung vornehmen. Wir müssen uns dessen bewusst sein. Die Diskussion ist in der ganzen Schweiz im Gange. Ich bin überzeugt, dass das Resultat, das wir mit der Schlussabstimmung in erster Lesung beschliessen werden, wovon das Schlussergebnis in zweiter Lesung vermutlich aber nicht weit abweichen wird, für die Schweiz auch einen gewissen Signalcharakter haben könnte.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht nun Grossrätin Fuhrer.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (SP). Es ist 18.20 Uhr, und ich bin mir bewusst, dass man nach einer langen Diskussion über Landwirtschaft, über SAK, über Gewerbe, über Details, die ein Grossteil von uns nicht versteht, etwas genug hat. Trotzdem erlaube ich mir, an dieser Stelle ganz kurz etwas zu sagen. Wir haben es am Montag gehört: 20 Prozent der Grossrätinnen und Grossräte kommen aus dem landwirtschaftlichen Sektor, 80 Prozent nicht. Trotzdem bin ich ganz klar der Meinung, dass die Frage, wie die Berner Landwirtschaft aussehen soll, gerade jene 80 Prozent der Grossrätinnen und Grossräte auch etwas angeht.
Bei der Frage, was denn diese unsägliche SAK nun sei, 0,6 oder 0,75 und so weiter, geht es um den Grundsatz, ab wann ein Bauernhof ein landwirtschaftliches Gewerbe ist. Es geht um die Grundsatzfragen: Sind die politischen Rahmenbedingungen so ausgestaltet, dass auch kleinere und mittlere Bauernhöfe eine Existenzberechtigung haben? Oder sind die politischen Rahmenbedingungen so ausgestaltet, dass das Bauernhofsterben weitergeht und nur noch Grossbetriebe gefördert werden? Der Bund gibt uns den Spielraum, den wir heute wahrnehmen. Agrarpolitisch ist es ganz klar gerechtfertigt, dass der Kanton Bern diesen Spielraum des Bundes ausnützt. Die Berner Landwirtschaft lebt von der Vielfalt der unterschiedlichen Grössen und Ausrichtungen ihrer Betriebe.
Die Vorstellung, wie wir sie auch im Vortrag hörten, dass die sogenannte Strukturentwicklung das Bauernhofsterben zu einer besseren Wettbewerbsfähigkeit, zu höheren Einkommen in der Landwirtschaft beitrage, ist meiner Meinung nach völlig veraltet. Die Grösse eines Betriebs sagt noch gar nichts über den wirtschaftlichen Erfolg und die Wertschöpfung aus. Die Zukunft der Landwirtschaft liegt in der Vielfalt, in der Wertschöpfung, in der Nähe zu den Konsumentinnen und Konsumenten, zur Ökologie und auch zu den sozialen Leistungen wie Schule auf dem Bauernhof oder Betreuungsleistungen. Ich bin froh, dass wir in dieser Frage einen Kompromiss gefunden haben. Ich hätte mir eine wortgetreue Umsetzung der Motion Graber gewünscht. So hätten wir eine Gleichbehandlung von Berg- und Talbetrieben erreicht. Ich bin mir bewusst, dass das hier im Saal nicht mehrheitsfähig wäre. Deshalb bin ich froh um diesen Kompromissvorschlag. Ich hoffe, er werde grossmehrheitlich unterstützt.

Präsident. Wir kommen zur Gesamtabstimmung über das BPG in erster Lesung. Wer diesem Gesetz in der vorliegenden Form zustimmen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Gesamtabstimmung 1. Lesung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	132
Nein	4
Enthalten	2

Präsident. Sie haben dem Gesetz mit 132 gegen 4 Stimmen bei 2 Enthaltungen zugestimmt.

Geschäft 2018.RRGR.285

Fischereigesetz (FiG) (Änderung)

1. Lesung

Eintretensdebatte

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 64, zum Fischereigesetz (FiG). Dieses ist von der FiKo vorberaten worden. Ich möchte kurz die Eintretensdebatte abhalten und erteile der Sprecherin der FiKo das Wort. Grossrätin Stucki, Sie haben das Wort.

Béatrice Stucki, Bern (SP), Kommissionssprecherin der FiKo. Bei dieser Gesetzesänderung handelt es sich um eine Massnahme zum sogenannten Entlastungspaket 2018 (EP 18), das wir im letzten November beraten und beschlossen hatten. Zu dieser Gesetzesänderung fand keine Vernehmlassung statt. Mit der Erwähnung der sogenannten Hegebeiträge soll klarer unterschieden werden zwischen den bereits existierenden Patentgebühren und den darin enthaltenen zweckgebundenen Mitteln für den Schutz und die Pflege von Gewässern sowie der Laichplätze von Fischen und für die Sensibilisierung der Öffentlichkeit für die Fischerei. Damit werden klarere rechtliche Verhältnisse darüber geschaffen, wofür diese Gelder verwendet werden.
Grundsätzlich soll die Patentabgabe, die man heute kennt, um 20 bis 25 Prozent erhöht werden. Die Gebühren im Kanton Bern sind tiefer als in anderen Kantonen. Weiter soll auch die Gebühr für die Jugendkarte für bis zu 16-Jährige angehoben werden. Damit die Fischerei auch für junge Menschen oder für jene in Ausbildung attraktiv gehalten werden kann, soll eine neue Alterskategorie geschaffen werden. So sollen Fischerinnen und Fischer ab dem 17. bis zum 25. Altersjahr eine reduzierte Patentgebühr zahlen, und zwar die Hälfte der Patentgebühr für die Erwachsenen.
Neu wird im Gesetz die Pflicht der Hege aufgenommen: Wer keinen Nachweis erbringen kann, dass er oder sie einen Beitrag zur Hege leistet, wird eine Gebühr bezahlen müssen. Die Höhe dieser Abgabe wird in einer Verordnung geregelt werden und kann von 20 bis 100 Franken betragen. Die Änderungen in diesem Gesetz wurden von der vorberatenden Kommission, der FiKo, diskussionslos genehmigt. Die FiKo beantragt Ihnen deshalb, diese Änderungen zu genehmigen und auch nur eine Lesung vorzunehmen.

Präsident. Ist das Eintreten bestritten? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Dann treten wir auf das Gesetz ein. Wir kommen zur Detailberatung.

Detailberatung

Präsident. Es gibt noch einen Antrag auf Durchführung einer einzigen Lesung. Ist dieser bestritten? Er ist nicht bestritten und damit genehmigt.

I.
Titel nach Art. 27 (geändert)
3 Fischereiregal und Hegebeitrag
Angenommen

Art. 34, Art. 37, Art. 38
Angenommen

Art. 43a (neu)
Angenommen

Art. 68
Angenommen

II.
Angenommen

III.
Angenommen

IV.
Angenommen

Titel und Ingress
Angenommen

Präsident. Gibt es ein Rückkommen? Gibt es Wortmeldungen vor der Schlussabstimmung? Wünscht der Regierungsrat das Wort? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Damit kommen wir zur Schlussabstimmung zum FiG. Wer dem Gesetz in der vorliegenden Form zustimmen kann, stimmt Ja, Wer es ablehnt, stimmt Nein.

Schlussabstimmung (1. und einzige Lesung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	130
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben diesem Gesetz einstimmig mit 130 Stimmen zugestimmt, ohne Nein-Stimmen und ohne Enthaltungen.

Geschäft 2017.RRGR.746

Postulat 283-2017 SP-JUSO-PSA (Gullotti, Tramelan)
Künstliche Intelligenz: Ist der Kanton Bern proaktiv?

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 65, einem Postulat der SP-JUSO-PSA-Fraktion und Grossrat Gullotti, «Künstliche Intelligenz: Ist der Kanton Bern proaktiv?». Der Regierungsrat will dieses annehmen. Ist das Postulat bestritten? – Es ist bestritten. Ich erteile dem Postulanten das Wort. Monsieur Gullotti, vous avez la parole.

Hervé Gullotti, Tramelan (SP). Je remercie le Conseil d'Etat pour sa réponse favorable au présent postulat. Si les termes de mon intervention sont peut-être évasifs, le gouvernement ne considère pas moins le sujet crucial. Il s'en soucie, et cela me convient naturellement. Le Conseil-exécutif se borne à donner des exemples en matière de formation et de gestion électronique des donnés, ou de cyberadministration. Ce sont certes deux aspects importants des profonds changements qui attendent notre société, et qui auront des impacts profonds sur notre mode de vie. Mais la révolution numérique touchera la globalité de notre quotidien, comme notre manière de nous former et nos rapports aux institutions. Cela a été dit dans le postulat. Elle aura aussi un impact sur la politique de l'emploi, sur la diversité des professions, sur nos rapports aux assurances sociales, et sur la protection des données. A ce titre, je vous conseille la lecture du livre de Klaus Schwab, directeur du WEF à Davos, qui n'est pas connu pour être un chantre du socialisme, et qui pourtant invite tous les acteurs de la société politique, économique et civile à anticiper les effets de celle-ci. En conclusion, je vous demande d'accepter ce postulat dans la mesure où le Conseil-exécutif envisage d'intégrer la réflexion du tout numérique dans son prochain programme de législature.

Präsident. Das Postulat ist vonseiten FDP/Haas zur Abschreibung beantragt. Dies ist vorliegend, es war bestritten, aber somit gut. Für die Fraktionen erteile ich Grossrat Müller für die SVP das Wort.

Mathias Müller, Orvin (SVP). Die digitale Revolution ist bereits in Gang. Wir gehen mit den Postulanten einig, wenn sie sagen, die Folgen der digitalen Revolution seien nicht abschätzbar. Das ist mitunter ein Grund, weshalb wir den Vorstoss ablehnen würden. Es ist nämlich gar nicht möglich, Rahmenbedingungen für die Wirtschaft zur Vorbereitung auf die Digitalisierung zu definieren, wenn keiner von uns weiss, wie sich unser Leben aufgrund der rasanten Entwicklung in den Bereichen Robotik, künstliche Intelligenz oder auch Neurowissenschaften verändern wird. Wenig zielführend ist auch die Forderung in der gewünschten Vision, der Regierungsrat solle Rahmenbedingungen zum Schutz der Arbeitswelt aufzeigen. Eine solche Forderung schränkt das Denken bereits ein, und es fokussiert vor allem auch auf Risiken und blendet mögliche Chancen bereits aus. Das hat weniger mit einer Vision zu tun als vielmehr mit einem vorauseilenden Protektionismus. Will man sich ernsthafte Gedanken über die Zukunft machen, sollte das losgelöst von jeglichen Ideologien getan werden. Es sind Wissenschafter, Unternehmer, Philosophen und nicht Regierungen, die in der Lage sind, das Unmögliche zu denken. Es wäre auch vermessen zu glauben, der Kanton Bern sei in der Lage, die digitale Revolution nachhaltig zu beeinflussen. Revolutionen nehmen in der Regel keine Rücksicht auf Regierungen oder etablierte Staatssysteme. Die digitale Revolution macht auch vor der Kantonsgrenze keinen Halt. Seitens der SVP sind wir überzeugt, dass das Erstellen einer Vision im Zusammenhang mit der künstlichen Intelligenz durch den Regierungsrat eine verlorene Liebensmühe wäre. Bei der Trägheit des Staats wäre die Vision bei ihrer Veröffentlichung von der Realität bereits wieder überholt. Wer weiss, vielleicht werden auch wir Politiker schon früher als Sie meinen, durch irgendwelche Algorithmen ersetzt. Dazu finden Sie übrigens im Internet ein spannendes Gedankenspiel des Schweizer Querdenkers Servan Grüninger mit dem Titel «Helvetia knows best». Er beschreibt darin einen Schweizer im Jahr 2068, der die Politiker mit einem künstlich intelligenten System namens «Helvetia» ersetzt hat. In diesem Sinn lehnt die SVP-Fraktion das Postulat grossmehrheitlich ab. Fertig.

Ulrich Stähli, Gasel (BDP). Wir wissen es alle: Die Digitalisierung geht mit Riesenschritten vorwärts. Für mich als bald 60-Jähriger ist es gewaltig, wenn ich bedenke, dass ich gut zwei Drittel meines Lebens ohne Internet, Smartphones, Tablets und so weiter verbracht habe. Es ist so, wie die Postulanten sagen: Es wird noch viel rasanter weitergehen. Wenn im Postulat nun gefragt und festgestellt wird, ob wir als Kanton und auch als Hoheitsbehörde für Bildung die nötigen Rahmenbedingungen immer wieder neu schaffen, dann ist das eine absolut berechtigte Frage oder Sorge. Die BDP-Fraktion ist der Meinung, dass wir auf gutem Weg sind. Wir anerkennen, dass all diese Neuerungen doch sehr wachsam verfolgt und auch Massnahmen getroffen werden. Es ist nicht so, lieber Grossrat Mathias Müller, dass der Kanton Bern die Digitalisierung beeinflussen könnte. Aber es geht darum, wachsam zu sein und damit nachzukommen, die richtigen Massnahmen zu treffen, insbesondere bei der Bildung. Als Mitglied der BiK kann ich sagen, dass gerade die ERZ grosse Anstrengungen unternimmt, um der absoluten Daueraufgabe gerecht zu werden, unsere Jugendlichen für diese gewaltige Veränderung fit zu machen. Wir empfehlen Annahme des Postulats. Auch wenn es abgeschrieben werden sollte, würde das nichts an der Tatsache ändern, dass es eine Daueraufgabe ist, als Kanton bei der Digitalisierung dranzubleiben. Deshalb ist abschreiben oder nichtabschreiben bei diesem Geschäft eigentlich nicht so relevant.

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). La numérisation est en cours. Elle semble inarrêtable. C'est vrai qu'on peut suivre conférences, workshops et présentations de toute sorte sur notre avenir numérique. Je n'aimerais ni en faire l'éloge ni la critique. Cependant, le parti évangélique est, et restera toujours, soucieux de la personne humaine dans un monde, et dans notre canton, qu'il soit plus ou moins numérique, avec plus ou moins d'intelligence artificielle. Nous pensons que c'est faire preuve de sagesse – pas du tout artificielle, celle-là – que d'essayer de répondre aux questions du postulat, et de réfléchir aux conséquences des transformations apportées par des technologies nouvelles. Le groupe évangélique va donc accepter ce postulat et refuser son classement.

Daniel Klauser, Bern (Grüne). Auch die grüne Fraktion unterstützt das Postulat. Über die Wichtigkeit der Digitalisierung und über deren Bedeutung für unsere Gesellschaft muss ich, wie ich glaube, nicht mehr viele Worte verlieren. Das haben meine Vorredner schon getan. Ich möchte zur beantragten Abschreibung des Postulats Stellung nehmen: Wir fanden es etwas ironisch, dass diese Partei, die im Wahlkampf ein Spin-off gründete und sich «digital-liberal.ch» nannte, jetzt die Abschreibung des Postulats zur Digitalisierung beantragt hat. Wir sind der Meinung, dass man es nicht abschreiben sollte, insbesondere auch deshalb, weil der Regierungsrat am Schluss seiner Antwort darlegt, er sei bereit, diesen Fall aufzunehmen und dieses Thema beispielsweise im Rahmen der Legislaturrichtlinien übergeordnet anzuschauen und zu prüfen, wo er dort Schwerpunkte setzen könne. In diesem Sinn bitten wir Sie, das Postulat nicht abzuschreiben.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Zryd das Wort.

Andrea Zryd, Magglingen (SP). Es erstaunt mich nun doch etwas, dass die SVP nicht fortschrittlich sein will. Die Digitalisierung trifft alle. Wenn ich denke, dass wegen der Digitalisierung ausgerechnet in der Landwirtschaft Berufe wegfallen könnten, frage ich mich, wo wir dann mit den Subventionen hinwollten – nur so als kleiner Hinweis. Ich traue dem Regierungsrat aber durchaus zu, dass er es so oder so tun wird. Er hat eine Vision, eine Mission und hoffentlich auch eine Strategie zu diesem Geschäft. Er kann es sich gar nicht erlauben, nicht darauf einzutreten. Ich kann es auch nicht verstehen, wenn ein Regierungsrat ein Postulat annehmen will, das er sowieso schon erfüllt – gezwungenermassen, beispielsweise auch gerade im Bildungsbereich. Wie will man ihm diese Aufgabe denn noch wegnehmen? – Das ist eigentlich gar nicht möglich. Für uns ist der Fall klar: Die SP-JUSO will das Postulat annehmen und sicher nicht abschreiben.

Adrian Haas, Bern (FDP). Klar, solche Vorstösse sind toll. Man kann sich damit auch als modern ausgeben und sagen, man habe es ja schon immer gesagt. Die Digitalisierung ist aber nicht so wahnsinnig neu. Sie ist ein Fakt und ein Prozess, der seit Jahren läuft, vor allem in der Wirtschaft: Automatisierung, Roboterisierung. Das ist nicht jetzt plötzlich auf einmal gekommen, sondern es war ein langjähriger Prozess, der im Gang ist. Deshalb ist es nicht so wahnsinnig viel Neues, selbst wenn viele Leute meinen, es sei etwas Neues. Im Kanton gilt es vor allem im Bildungsbereich, die nötigen Rahmenbedingungen zu setzen, damit man die Leute auch in die Lage versetzt, auch neuen Herausforderungen zu begegnen und sie meistern zu können, seien sie jetzt wirtschaftlicher oder gesellschaftlicher Natur.
Das war aber schon vor fünfzig Jahren so. Nur gab es damals andere Herausforderungen. Was will ich damit sagen? Es ist eine Daueraufgabe des Kantons, vor allem als Träger der Bildung, die Rahmenbedingungen für die Wirtschaft und die Gesellschaft so zu setzen, dass alle mithalten können. Insofern sind wir auch von der Antwort der Regierung befriedigt. Wir wissen auch, dass sie sich mit diesen Fragestellungen laufend auseinandersetzt – als Daueraufgabe. Wir sehen den Mehrwert auch nicht unbedingt, wenn man noch ein, zwei Sätze in die Regierungsrichtlinien schreibt. Wichtig ist, dass man die Augen offen hat, sieht, wie die Entwicklung stattfindet und rechtzeitig darauf reagiert. Deshalb sehen wir den Mehrwert nicht, wenn man das Postulat einfach laufen lässt. Man kann das meinetwegen tun, aber man kann es gerade so gut auch abschreiben.

Präsident. Es gibt keine Wortmeldungen mehr. Ich erteile das Wort dem Volkswirtschaftsdirektor.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Auf meinem Spickzettel, der mir seitens des Beco Berner Wirtschaft mitgegeben wurde, steht genau ein Satz. Ich lese diesen gerne vor: «Das Postulat ist unseres Erachtens unbestritten, sodass keine Diskussion stattfinden wird.» Ich werde nicht versuchen, mir ein paar Überlegungen aus den Fingern zu saugen, sondern ich werde klarstellen, was die

Regierung unter diesem Prüfauftrag verstanden hat. Zum Stichwort «Visionen» haben wir dargelegt, dass es darum geht, das Thema künstliche Intelligenz und Digitalisierung mit Augenmass anzugehen. Der Regierungsrat ist selbstverständlich bereit zu prüfen, wie wir die Digitalisierung stärker aus einer übergeordneten Sicht anschauen und dies auch festschreiben können. Wenn ich «Augenmass» sage, ist klar, dass wir dazu keine neuen Berichte schreiben werden, keine Visionen in Papieren, so dick wie Bücher, festlegen werden. Man kann das beispielsweise zielführend, einfach und auch zweckmässig über die Regierungsrichtlinien machen. Das zum Punkt «Vision darzulegen», wie im Postulat gefordert.
Das andere ist, was verschiedene Fraktionen aufgezeigt haben, und dies entspricht auch dem Verständnis der Regierung: Es ist eine Grundaufgabe und damit auch ein Dauerauftrag an die Regierung, insbesondere an die VOL, genauer hinzuschauen, was auf dem Gebiet der Digitalisierung abläuft. Ich nenne Ihnen zwei Beispiele, mit denen ich Ihnen aufzeigen will, dass wir uns nicht nur mit Rahmenbedingungen auseinandersetzen, sondern auf dem Boden arbeiten und beispielsweise entsprechende Bildungsangebote anpassen – damit blicke ich über die Grenzen des VOL hinaus zur ERZ. Aber über die Innovationsförderung ist die VOL selbstverständlich auch Treiber und steht auch in der politischen Verantwortung, dass der Kanton Bern bei diesem Thema nicht abgehängt wird. Ich habe zwei Beispiele angekündigt. Das erste ist der Innovationspark in Biel. Diesen beginnen wir gleich zu bauen. Das ist eine Erfolgsgeschichte, bei der wir das Digitalisierungsthema längst im praktischen Betrieb nicht nur ausprobieren, sondern Lösungen geschaffen haben. Ich lade Sie alle ein: Wenn Sie irgendwann einmal in der Gegend von Biel sind, gehen Sie nach Ipsach zur Smart Factory. Es ist die einzige und erste in der Schweiz. Gehen Sie und schauen Sie, welche Industrie-4.0-Lösungen dort, in einem Garagen-Obergeschoss, das früher als Lager benutzt wurde – Reifen und alles Mögliche; man riecht es zum Teil noch – für unsere KMU eingerichtet sind. Dort sind auch Besucherinnen und Besucher herzlich willkommen.
Das zweite Beispiel ist in Zollikofen auf der Rütti. Dort besuchte ich gestern eine Pflanzenschutz-Tagung. Dabei konnte ich mir ein Bild davon machen, wie das Inforama zusammen mit der Hochschule für Agrar-, Forst- und Lebensmittelwissenschaften (HAFL) eine Informationstagung auf die Beine gestellt hat. Ich konnte es fast nicht glauben, als ich sah, dass über 200 Bäuerinnen und Bauern gekommen waren, um sich auf dem Feld vorführen zu lassen, was heute mit neusten Technologien in der Landwirtschaft machbar ist – «Digitalisierung» als Stichwort, «auf dem Boden» als weiteres Stichwort: Drohnen über dem Feld, Roboter auf dem Feld, neue Technologien, die zu neuen Bewirtschaftungsmöglichkeiten führen. Das Ziel der Tagung war, aufzuzeigen, wie man mit neuen Technologien und der Digitalisierung unter Umständen auch jene Herausforderung anpacken kann, von der man nicht nur auf kantonaler, sondern auch auf Bundesebene stets spricht, nämlich wie man Pflanzenschutzmitteleinträge in den Boden und die Gewässer reduzieren kann. Ich werde nicht länger sprechen. Mit diesen Beispielen will ich Ihnen aufzeigen, dass die Regierung daran ist, praktische Lösungen über die Innovationsförderung unterstützen hilft. Die Regierung ist auch daran, Visionen in dieser Art zu entwickeln, sodass wir eine Gesamtbetrachtung haben und wir nicht nur bereit sind zu reagieren, sondern auch eine aktive Rolle übernehmen können.

Präsident. Wünscht der Antragssteller noch das Wort? – Nein. Dann kommen wir zur Abstimmung. Wer dem Postulat «Künstliche Intelligenz: Ist der Kanton Bern proaktiv?» zustimmen kann, stimmt Ja, wer dieses ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	79
Nein	41
Enthalten	5

Präsident. Sie haben das Postulat mit 79 Ja- bei 41 Nein-Stimmen und 5 Enthaltungen angenommen. Es ist die Abschreibung beantragt. Wer das Postulat abschreiben will, stimmt Ja, wer es nicht abschreiben will, stimmt Nein.

Abstimmung (Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	72
Nein	51
Enthalten	0

Präsident. Sie haben das Postulat abgeschrieben mit 72 Ja- bei 51 Nein-Stimmen und keiner Enthaltung.

Geschäft 2017.RRGR.449

Motion 170-2017 Berger (Aeschi, SVP)
Luchsbestand im Kanton Bern regulieren
Richtlinienmotion

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 66, eine Motion Berger, Aeschi (SVP), «Luchsbestand im Kanton Bern regulieren». Es handelt sich um eine Richtlinienmotion. Die Regierung beantragt, die Motion als Postulat anzunehmen. Da Grossrat Berger dem Rat nicht mehr angehört, übernimmt Grossrat Knutti die Motion. Sie haben das Wort, Grossrat Knutti.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Die neusten Bestandsaufnahmen haben ergeben, dass es im Berner Oberland 3,13 Luchse pro 100 Quadratkilometer gibt. Nach Vorgabe der Koordinationsstelle für Raubtierökologie und Wildtiermanagement (KORA) dürften es aber lediglich maximal 1,5 Luchse sein. Die für die Schalenwildarten noch erträgliche Anzahl von Luchsen wird damit um mehr als das Doppelte übertroffen. In der Folge sind die Bestände des Schalenwilds und insbesondere Gämsen in vielen Teilen des Berner Oberlands massiv eingebrochen. Die Forderung, flächendeckende, überlebensfähige Schalenwildbestände zu erhalten und damit eine angemessene Nutzung der Wildbestände durch die Jagd zu gewährleisten, ist momentan nicht mehr erfüllt. Wir verlangen jetzt in dieser Motion nicht die sofortige Regulierung, sondern lediglich, dass man beim Bundesamt für Umwelt (BAFU) ein Gesuch einreicht, um dort weiterzukommen.
Der Regierungsrat sagt selbst, dass die Rehe und Gämsen unter Druck stehen. Deshalb will er auch etwas unternehmen und glücklicherweise ein Postulat annehmen. Im Vordergrund steht ein hoher Luchsbestand. Er ist mithilfe von Fotofallen erhoben worden und konnte ausgewertet werden. Deshalb ist unsere Forderung unserer Auffassung nach auch berechtigt. Diese Methode erlaubt nun auch Rückschlüsse auf den Bestand. Wir haben jetzt ein Eingeständnis des Regierungsrats. Es gibt Jäger, die sagen, es müsse reguliert werden. Deshalb sind wir klar der Meinung, wir sollten eine Motion überweisen und dem BAFU Antrag stellen. Dass etwas geschehen muss, sagt ja auch das KORA. Deshalb bitte ich Sie, die Motion zu unterstützen.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die BDP spricht Grossrat Stähli.

Ulrich Stähli, Gasel (BDP). Die BDP-Fraktion ist mit sehr grossem Mehr einverstanden mit einem Postulat. Klar, muss man auch weiterhin aus der Situation im Bereich Wald, Wildschaden und Wildbestand die richtigen Schlüsse ziehen. Wir lehnen es aber ab, den Fachleuten mit dieser Motion in die Arbeit hineinzupfuschen und eine Dezimierung des Luchsbestands zu fordern, insbesondere wenn die Rechtslage sehr unsicher ist und auch ein Vollzug der Massnahmen sowieso verzögert würde. Aus Sicht der Waldbesitzer, und zu diesen gehöre ich auch und bin also direkt betroffen, hat eine gewisse Luchspopulation im Übrigen durchaus auch Vorteile. Gerade in Gebieten, in denen Wildbestände immer grösser werden und die natürliche Waldverjüngung verunmöglichen, kann ein natürlicher Jäger des Wildes, der Luchs eben, wertvoll sein. Im Gebiet Ulmizberg, aus dem ich herkomme

und das neben dem Jagdbann-Bezirk Gurten liegt, nehmen die Wildschäden massiv zu. Und Jäger habe ich vermutlich wegen des natürlichen und undurchdringlichen Dickichts im ökologischen Wald schon lange keine mehr gesehen. Sie gehen liebe dort jagen, wo es praktischer geht. Die BDP ist für ein Postulat. Die Motion lehnen wir ab. Ich selber lehne als Freund von naturverjüngtem Wald auch ein Postulat ab.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Rüfenacht das Wort.

Andrea Rüfenacht, Burgdorf (SP). Für unsere Haltung zu diesem Vorstoss haben wir uns am Inhalt der ersten zwei Zeilen der Motion orientiert. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist der Meinung, dass es nicht nötig ist, ein derartiges Gesuch einzureichen. Wir werden den Vorstoss deshalb sowohl als Motion als auch als Postulat ablehnen. Sollte doch eines von beiden überwiesen werden, stellen wir den Antrag auf Abschreibung. Wir erwarten allerdings trotzdem, dass die Regierung genau das tut, was sie in ihrer Antwort schreibt: ein runder Tisch zum Thema Luchs. Derzeit hat es im Kanton Bern gerade etwas mehr Luchse, als die Fachleute und Behörden gedacht haben. Vielleicht hat es sogar mehr Luchse, als die Luchse selbst gedacht haben. Offensichtlich gefällt es ihnen hier. Wenn es den Luchsen gut geht, geht es anderen Wild- und Nutztieren eher weniger gut. Luchse sind Katzen und daher Raubtiere. Sie sind nur etwas grösser und wilder als die «Büsi», die die meisten von uns kennen und sonst gerne haben. Die meisten von uns haben auch Schafe und Ziegen gerne, die einen mehr wegen der Wolle, die anderen eher wegen des Ragouts, die wenigsten, weil es ihr Gewerbe ist. Jene werden aber für ihre Verluste entschädigt. Ob es jetzt den Rehen und vor allem den Gämsen wegen der Luchse nicht so gut geht, ist hingegen eine komplizierte Frage. Sicher gut geht es dann handkehrum wieder den Bäumen, wenn es weniger Rehe gibt. Vielleicht, aber nur vielleicht, weil es mehr Luchse gibt. Damit es hier weniger Luchse gibt, kann man sie auch an einen anderen Ort umsiedeln. So müsste man nicht gleich ein Gesuch auf Abschiessen stellen. Ich weiss jetzt zwar auch nicht, ob es einem jurassischen Luchs in Österreich auch noch gut ginge, aber weg wäre er dann ja. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt den Vorstoss ab, wie bereits gesagt. Wir begrüssen das Vorgehen der Regierung und stellen Antrag auf Abschreibung.

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). C'est dans la nature un peu comme dans la politique: on peut être un peu plus à droite, ou un peu plus à gauche. Les extrêmes sont toujours dangereux, et puis les meilleures décisions sont les consensus au centre. Notre groupe est favorable au lynx. Toutefois, elle n'est pas seulement favorable à la faune sauvage, mais aussi favorable à l'agriculture, aux forêts et aux forestiers. Bref, concrètement: la protection à tout prix des uns par rapport aux autres n'est à nos yeux jamais un bon chemin. Dans ce sens, la protection du lynx à tout prix n'est pas justifiable non plus, raison pour laquelle notre groupe se montre ouvert à cette motion. Cependant, cela ne signifie pas qu'il s'agit au plus vite de délivrer un permis de tir. Vous aurez sans doute compris que nous partageons l'avis du gouvernement. Le groupe évangélique soutiendra donc majoritairement la proposition du Conseil-exécutif. On sera un peu plus partagé quant à l'adoption sous la forme de la motion.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Ich gebe erst meine Interessensbindung bekannt: Ich bin auch Waldbesitzer. Mich erstaunt, dass die Motion von unterschiedlichen Zahlen ausgeht: Gemäss Regierungsrat wird über das ganze Kantonsgebiet die Menge von 1,5 Luchsen pro Quadratkilometer eingehalten. Der Luchs ist ein harmloses Tier und muss jetzt als Sündenbock herhalten. Er ist ein geschütztes Tier. Mit grosser Anstrengung wurde er wieder angesiedelt. Als in vergangener Zeit das Schalenwild die aufgeforsteten Tannenzweige abgefressen hatte, war die Lösung jene höherer Abschussquoten für Schalenwild. Heute hilft der Luchs, die Bestände auf einem guten Niveau zu halten. Jetzt ist das aber auch wieder nicht recht. Durch die Verbreitung des Luchses kann sich das Schalenwild nicht mehr nur an einem Ort gemütlich tun, was zu weniger Abfrass und zu weniger toten Bäumen führt. Deshalb lehnt die grüne Fraktion die Motion und allenfalls auch das Postulat ab.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp). Wir haben das auch diskutiert und uns etwas über das relativ Technische aufgehalten: 3,13 Luchse pro 100 Quadratkilometer, geeignetes Habitat. Ich habe danach gefragt, weil wir einen Vertreter aus dem Oberland hatten, der das gerne unterstützen möchte, von wie vielen Luchsen wir denn sprechen würden. Man muss tatsächlich etwas danach suchen im Zusammenhang mit dem «geeigneten Habitat» und der Frage, wie gross denn das Oberland überhaupt sei. Wir sprechen von irgendwie um zwischen 28 und 32 Luchsen im ganzen Oberland. Und wir sprechen jetzt darüber, dass es dort vielleicht 10 Tiere zu viel hat. Also, wir sprechen über sehr, sehr

wenige. An anderen Orten würde es dann über den ganzen Kanton stimmen, wie bereits gesagt wurde. Deshalb hatten wir das Gefühl, das sei nicht unbedingt etwas, das man hier regeln müsste. Man konnte jetzt gerade lesen, dass der Ständerat das jetzt schon angepasst hat. Also ist das hier eigentlich völlig unnötig.
Und wenn wir noch gerade bei einer Zahl sind, noch ganz etwas anderes: Schauen Sie sich die Zahlen, die Fussnoten einmal an. Ich hoffe schwer, das sei ein Druckfehler. Dort steht nämlich, dies sei aus der «[…] Botschaft des Bundesrat[e]s zur Änderung des JGS […], S. 6097 ff.» Wenn man dort solche Unterlagen mit über 6000 Seiten für ein einziges Gesetz erhält, dann müssen wir uns nicht mehr beklagen, wenn wir vielleicht einmal ein paar Seiten zu viel bekommen. Wir lehnen es ab – bis auf eine oder zwei Stimmen, so glaube ich.

Präsident. Die Zeit ist reif. Ich wünsche Ihnen einen schönen Abend und eine angenehme Nachtruhe. Die Sitzung ist geschlossen.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 19.00 Uhr.

Die Redaktorinnen:
Nicole Aeby (d)
Sara Ferraro (f)

Donnerstag (Vormittag) 7. Juni 2018, 09.00–11.45 Uhr

Sechste Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 153 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Arn Daniel, Dunning Samantha, Graf-Rudolf Madeleine, Jordi Stefan, Kohli Vania, Linder Anna-Magdalena, Müller Moritz.

Geschäft 2017.RRGR.449

Motion 170-2017 Berger (Aeschi, SVP)
Luchsbestand im Kanton Bern regulieren
Richtlinienmotion

Fortsetzung

Präsident. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, ich begrüsse Sie zum letzten Tag der ersten Sessionswoche in der neuen Legislatur und hoffe, die Sonne werde heute noch scheinen. Ich begrüsse den Vizepräsidenten des Regierungsrats, Volkswirtschaftsdirektor Christoph Ammann. Wir sind bei den Traktanden der VOL angelangt. Ich sehe, dass sehr hitzige Diskussionen geführt werden, aber sie können diese auch in die Wandelhalle verlegen. Besten Dank.
Wir sind bei der Motion Berger, Aeschi: «Luchsbestand im Kanton Bern regulieren». Es ist eine Richtlinienmotion. Wir haben bis gestern Abend fünf Fraktionen zu diesem Geschäft angehört. Wir fahren weiter mit den Fraktionssprechern. Für die EDU-Fraktion spricht Grossrätin Baumann.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU). Wir haben gestern so viele spannende Geschichten zum Thema Bienen gehört, und ich dachte, zum Morgenanfang widmen wir uns noch ein bisschen ausführlicher dem Luchs. Als Kind durfte ich im Herbst immer Wanderferien im Goms verbringen. Im Verlauf der Jahre erzählten uns die Eltern, dass im Aletschgebiet Luchse angesiedelt wurden. Ich erinnere mich gut an unsere erste darauffolgende Wanderung durch den Aletschwald, geprägt von Spannung und etwas Angst. Werden wir dem Luchs begegnen? – Leider kam es auch in den darauffolgenden Jahren nie zu einer Begegnung. Der Luchs ist ein faszinierendes Raubtier, von Intelligenz, Kraft und Würde geprägt. So helfen die Haarpinsel bei der Ortung der Beute, und die mandelförmigen Augen sind etwa sechsmal so lichtempfindlich wie das menschliche Auge. Der Luchs ist faszinierend ausgestattet für seine Jagd. Jede Begegnung, wenn sie denn stattfindet, löst eine gewisse Achtung vor dem Tier aus.
Die Populationszahlen aus dem Luchskonzept des Bundesamts für Umwelt (BAFU) sind nicht einfach aus der Luft gegriffen. Der Wert von 1,5 Luchsen pro 100 Quadratkilometer basiert auf all den zu berücksichtigenden Faktoren, die in unserem Umfeld und unserer Lebensform dem Luchs als Raub- und Wildtier überhaupt eine Existenz ermöglichen. Im Gebiet der Nordwestalpen hat sich die Population gemessen am vorgesehenen Wert verdoppelt. Dies hat entsprechende Folgen. Es wären vermehrt Schäden an Nutztieren und ein Rückgang des Reh- und Gämsbestands festgestellt worden. Der Luchs erobert langsam, aber stetig auch bewohnte Gebiete zurück, die gar nicht mehr so weit von Bern entfernt liegen. Dass nur in den stark betroffenen Regionen die wachsende Population nach einer Regulierung verlangt, versteht die EDU-Fraktion. Wir unterstützen die Motion.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (SVP). Offensichtlich ist der Luchsbestand in einigen Teilen des Kantons Bern so hoch, dass viele jungen Rehe und Gämsen den ersten Sommer nicht überleben. Hinzu kommt, dass ein hoher Luchsbestand in diesen Gebieten automatisch auch mehr Ziegen- und Schaf-

risse zur Folge hat. Wenn der Luchsbestand nachweislich zu hoch ist, und die Rehe und Gämsen zu stark reduziert werden, muss es das Ziel sein, dass man den Luchsbestand auf einfache Weise reduzieren kann, sei dies durch Abschüsse oder durch Aussiedlung. Dabei verweise ich auf die Aussiedlung aus dem Jurabogen in den Pfälzerwald oder in den österreichischen Nationalpark. Den Wunsch des Grossratskollegen Stähli nach Ansiedlung von Luchsen im Mittelland teile ich als Waldbesitzer zwar auch, weise aber darauf hin, dass dies wegen der dichten Verkehrsnetze und der zu kleinen Waldgebiete fast unmöglich erscheint. Der Regierungsrat nimmt diese Motion als Postulat an, weil es aus seiner Sicht in sein Konzept passt. Das können Sie mit Sicherheit vorbehaltlos auch tun. Die SVP nimmt die Motion als Motion wie auch als Postulat an.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP). Der Luchs ist ein Wildtier, das sehr unterschiedliche und teilweise sehr intensive Emotionen auslöst. Die Gegner lasten ihm übermässige Risse an Rehen und Gämsen an; die Luchsfreunde ihrerseits erfreuen sich daran, dass der Luchs wieder durch unsere Wälder streift und unsere Fauna aufwertet. In dieser sehr kontroversen und teilweise hitzigen Diskussion ist es wichtig, einen kühlen Kopf zu bewahren, eine saubere Lagebeurteilung zu erstellen und dann gezielt zu entscheiden und zu handeln. Genau das will der Regierungsrat tun. Er will insbesondere die zurzeit noch nicht restlos geklärten Daten aufarbeiten, die laufende Revision der Jagdgesetzgebung auf Bundesebene analysieren und mit den interessierten Kreisen an einem offenen Tisch zusammensitzen. Die FDP-Fraktion begrüsst diese nüchterne Vorgehensweise des Regierungsrats und die damit verbundene Annahme des Vorstosses als Postulat. Eine Motion würde die FDP nicht unterstützen.

Präsident. Der Motionär wünscht noch einmal das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Besten Dank für die doch relativ positive Aufnahme dieser Forderung. Ich möchte noch rasch zwei, drei Dinge erwähnen, bin aber bereit, den Vorstoss in ein Postulat zu wandeln. Das Zusammenleben mit den Wildtieren und dem Luchs ist aus unserer Sicht nicht bestritten. Das möchte ich hier deutlich hervorstreichen. Das muss so sein und soll auch so sein. Wir haben einfach die Problematik, dass wir im Oberland einen zu hohen Bestand haben. Im Mittelland besteht dieses Problem nicht. Dort hat es nicht zu viele Luchse. Aber das Problem besteht tatsächlich im Oberland. Die letzte Jagdstatistik weist 48 Prozent der gesamten Jagdfläche im Kanton Bern im Oberland aus. Im Oberland werden nur noch 10 Prozent der Rehe und Gämsen geschossen. Das zeigt deutlich, dass der Luchs die Tiere dezimiert und für die Jagd in der Folge zu wenige Tiere verbleiben. In diesem Sinn halte ich das Vorgehen für richtig, das heisst, dass der Regierungsrat die Situation prüft und allenfalls zugunsten der Wildtierarten in unserer Region handelt. Ich bitte Sie, das Postulat zu unterstützen.

Präsident. Ich erteile das Wort dem Volkswirtschaftsdirektor Christoph Ammann.

Christoph Amman, Volkswirtschaftsdirektor. Ich danke dem Motionär, dass er den Vorstoss im Sinn der Regierung gewandelt hat. Somit kann ich mich kurzfassen. Ich stelle mehr oder weniger Einigkeit in diesem Saal fest. Es ist tatsächlich so, dass wir mindestens in zwei Regionen dieses Kantons die Entwicklung des Luchsbestands aufmerksam verfolgen müssen, weil es unter Umständen tatsächlich zu Interessenkonflikten kommen kann. Wir wollen dies aber nicht mit «einem Schuss aus der Hüfte» tun, sondern so, wie wir das aufgezeigt haben. Ein «Schuss aus der Hüfte» würde bedeuten, jetzt und sofort beim Bund ein Gesuch für einen Abschuss einzureichen. Meine Leute beim Jagdinspektorat haben diese Möglichkeit geprüft. Nach dem heutigen Stand der Beurteilung hätte ein solches Gesuch ohnehin kaum Aussichten auf eine Gutheissung. Es macht auch keinen Sinn, ein Gesuch in einer Zeit einzureichen, in der – es wurde darauf hingewiesen – auf Bundesebene Anpassungen diskutiert werden. Wir wollen uns die Zeit geben, bis Bundesentscheide vorliegen und allenfalls auch die Kompetenzen in Richtung der Kantone verschoben werden. Jedenfalls müssen die Kompetenzen und auch die Kriterien klar sein. Daher schlägt die Regierung die Annahme des Vorstosses als Postulat vor. Wir werden auf der einen Seite die Entwicklung auf Bundesebene aufmerksam verfolgen und auf der anderen Seite, auf Ebene des Kantons, das Thema seriös und sorgfältig angehen. Darunter verstehe ich, dass wir das Gespräch mit Luchsforscherinnen und Luchsforschern suchen – das habe ich bereits gemacht –, damit wir auch wissenschaftliche Lösungsansätze zur Kenntnis nehmen können. Sorgfältig und seriös heisst für mich und die Regierung auch, dass wir die Umwelt- und Tierschutzorganisationen in die Diskussion einbeziehen. Selbstverständlich gilt das auch

für die Vertreter der Jagd und weitere Interessengruppen. Wir wollen nach einer Lösung suchen, die sowohl einer gesunden Entwicklung der Luchspopulation dient, als auch die Interessen der Jagd berücksichtigt. Auf dieser Linie arbeiten wir, und auf dieser Linie möchten wir weiterarbeiten. Daher beantrage ich im Namen der Regierung diesen Vorstoss als Postulat anzunehmen.

Präsident. Wir stimmen über ein Postulat ab. Wer dem Postulat «Luchsbestand im Kanton Bern regulieren» zustimmt, stimmt Ja, wer dieses Postulat ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	84
Nein	49
Enthalten	1

Präsident. Sie haben dem Postulat mit 84 Ja- gegen 49 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung zugestimmt.

Die Abstimmung über die Abschreibung wurde im weiteren Verlauf der Vormittagssitzung vom 7. Juni 2018 durchgeführt; siehe Geschäft 2017.RRGR.523.

Geschäft 2017.RRGR.523

Motion 180-2017 Grüne (Boss, Saxeten)
Nachhaltiger Tourismus im Zeichen des Klimawandels

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 67, einer Motion Grüne/Boss: «Nachhaltiger Tourismus im Zeichen des Klimawandels». Die Regierung will die Motion annehmen und gleichzeitig abschreiben. Der Motionär hat das Wort. *(Grossrat Boss setzt zu seinem Votum an und wird vom Präsidenten unterbrochen.)* Entschuldigung, mir ist ein Fehler unterlaufen. Gestern wurde von der SP-JUSO-PSA-Fraktion der Antrag auf Abschreibung gestellt. Ich habe den Sitzungsablauf aus der alten Version notiert und heute Morgen die neue zur Hand genommen. Ich entschuldige mich. Wir gehen zurück zu Traktandum 66 und stimmen über die Abschreibung des Postulats ab. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat gestern Abend den Antrag gestellt, das Postulat Berger *(M 170-2017)* bei Annahme abzuschreiben. Wer das Postulat abschreiben will, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2017.RRGR.449; Abschreibung als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	66
Nein	71
Enthalten	1

Präsident. Sie haben das Postulat nicht abgeschrieben bei 71 Nein- zu 66 Ja-Stimmen und 1 Enthaltung.
Wir fahren weiter mit dem Traktandum 67. Grossrat Boss hat das Wort.

Martin Boss, Saxeten (Grüne). Die Sorge um einen auch in Zukunft gut positionierten Tourismus im Kanton Bern im Zeichen des Klimawandels hat mich zu dieser Motion veranlasst. «Snowfarming»: Der Begriff meint das Lagern von Schnee im Sommer für den Wintersport, anstatt das Ernten von

Heu im Sommer für den Wintervorrat der Kühe, oder die Versuche, Gletscher mit Kunstschnee oder Folien zur Erhaltung des Gletschereises abzudecken, oder die nun fast überall beschneiten Talabfahrten in unseren Skiregionen. Die drei Beispiele zeigen bereits heute ergriffene Massnahmen beziehungsweise Antworten auf den fortschreitenden Klimawandel. Welches sind dann die mittel- oder langfristigen Massnahmen? – Die Motion verlangt eine proaktive Haltung des Kantons bezüglich künftiger Auswirkungen des Klimawandels auf den Tourismus und nicht ein Reagieren, wie ich es zuvor beschrieben habe.
Wie in der Motion erwähnt, ist die Tourismusbranche Verursacherin von Treibhausgasen. Das hat sie veranlasst, selber eine Nachhaltigkeitscharta auszuarbeiten und Massnahmen dazu umzusetzen. Genau da will die Motion ansetzen. Der Kanton soll mit einem Impulsprogramm Anreize zu einer nachhaltigen und zukünftigen Tourismusentwicklung im Hinblick auf künftige Auswirkungen des Klimawandels ausarbeiten, er soll umsetzen und finanziell absichern. Ich kann Ihnen an dieser Stelle keine Lösungen anbieten, sondern diese wären die Inhalte des gesamten Pakets mit Ideen und Möglichkeiten eines von Fachleuten ausgearbeiteten Impulsprogramms.
Ich kann mir vorstellen, dass es verschiedene Lösungsansätze geben könnte: Sensibilisierung der Gäste vor Ort für die wertvolle Landschaft und den sorgfältigen Umgang, Sensibilisierung der Leistungsträger als Vorzeigebeispiele für «Brands» und Vermarktung, positive Anreize für die Gäste in Form eines Belohnungssystems, kluge Verkehrsleitsysteme zur Steigerung der Attraktivität wie zum Beispiel das Anbieten von Elektromobilen für den Individualverkehr, den Ausbau der Gästekarten und zum Beispiel ein Landschaftsrappen für Landschaftspflegeprojekte.
Ich danke dem Regierungsrat für seine ausführliche Antwort und die Begründungen. Er zeigt auf, dass der Kanton Bern bereits eine nachhaltige Tourismusentwicklung aktiv betreibt und Projekte über Gelder der Neuen Regionalpolitik (NRP) mitfinanziert. In der Motion wollte ich aber ausdrücklich die Führung durch den Kanton, sozusagen als Chefsache, bei der Initiierung eines Impulsprogramms für einen nachhaltigen Tourismus. Damit meinte ich nicht, wie im Vortrag genannt, die Initiativen von Projektträgern wie Unternehmen und Gemeinden für eine erfolgreiche touristische Zukunft. Die Forderungen der Motion sind nicht allzu hoch angesetzt. Ein Impulsprogramm soll den Tourismus und die Destinationen im Zeichen des Klimawandels stärken und für die Zukunft rüsten. Ich verlange ziffernweise Abstimmung und bitte Sie, die Ziffern 1 und 2 anzunehmen und nicht abzuschreiben. Die Ziffer 3 der Motion kann angenommen und abgeschrieben werden. Ich danke Ihnen für die Unterstützung.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die SVP-Fraktion spricht Grossrätin Amstutz.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (SVP). Nachhaltiger Tourismus im Zeichen des Klimawandels tönt gut. Was bringt die Motion Neues? – Die Motion kommt viel zu spät. Diesbezüglich hat der Kanton Bern bereits eine Pionierrolle wahrgenommen, wie sie von der Regierung beschrieben worden ist. Bereits 2007 hat die VOL mit den Destinationen im Berner Oberland eine Studie erarbeitet. Der Vorschlag auf eine Erhöhung der Kurtaxen ist diesbezüglich nicht sinnvoll. Die Regierung erklärt, weshalb die Forderungen der Motion bereits seit Längerem erfüllt sind. Die SVP-Fraktion unterstützt die Antwort der Regierung. Nach den Ausführungen des Motionärs wird die SVP die Ziffern 1 und 2 ablehnen. Die Ziffer 3 werden wir annehmen und abschreiben.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Stucki das Wort.

Béatrice Stucki, Bern (SP). Nachhaltigkeit und Tourismus, geht das überhaupt? – Ja, wenn wir uns alle – ich betone: uns alle – sehr einschränken würden. Denn eine nachhaltige Touristin würde am besten nur zu Fuss reisen, das heisst wandern. Denn der Zug braucht Strom, und vom Fliegen reden wir schon gar nicht. Unterwegs und vor Ort würden wir picknicken, aus Tupperware essen und aus der Feldflasche trinken. Ich weiss, dass wir alle nur ausnahmsweise so reisen.
Der Kanton Bern als Tourismuskanton hat das Thema des nachhaltigen Tourismus längst erkannt und sogar eine Vorbildrolle in der Schweiz übernommen. Die Forderungen der Motionäre rennen offene Türen ein. Der Bezug von ökologisch produziertem Strom – Fahrzeuge mit Elektromotoren, E-Bikes –, richtigem Geschirr oder Mehrweggeschirr anstatt Plastik und biologisch produzierten Lebensmitteln aus der Region sind einige Stichworte, wie der Tourismus sein Gewerbe umweltbewusst und ressourcenschonend betreiben kann. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt diese Motion ganz klar. Wir weisen aber darauf hin, dass der nachhaltige Tourismus auch in den Städten wichtig ist und gelebt werden soll. Bei der Abschreibung schliessen wir uns dem Motionär beziehungsweise der Motionärin an und möchten die Ziffern 1 und 2 noch nicht abschreiben.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Im Rahmen der Regierungsratswahlen hatte ich verschiedentlich die Gelegenheit, mein Bild eines zukunftsträchtigen bernischen Tourismus zu skizzieren. Es ist ein Tourismus mit Ursprungsgarantie, ein AOC-Tourismus, um für einmal einen welschen Begriff zu benutzen. «Appellation d'origine contrôlée» bezeichnet einen Tourismus mit kontrolliertem Ursprung. Ein Berner Tourismus mit Ursprungsgarantie arbeitet mit hiesigen Produkten, verarbeitet, was vor der Haustüre wächst, und pflegt eine enge Zusammenarbeit mit der örtlichen und regionalen Produktionskette. Ein Berner AOC-Tourismus arbeitet eng mit der einheimischen Bevölkerung zusammen. Er nutzt die Eigenart und die Eigenschaften der Ortsbewohner und bezieht diese bei der Angebotsgestaltung und bei der Dienstleistungserbringung mit ein. Womöglich wird sowohl bei Produktion als auch bei Mitarbeitenden auf Importe verzichtet. Ein Berner Tourismus mit Ursprungsgarantie pflegt und bewahrt Traditionen, Kultur und Geschichte, Essen und Trinken. Wie die alten Rezepte sind unsere Traditionen durch die Region und ihre Natur geprägt. Das ist mein Bild eines Berner Tourismus mit Ursprungsgarantie. Was gibt es Nachhaltigeres? Braucht es dazu besondere Massnahmen, damit ein solches Bild realisiert werden kann? Reichen die Grundlagen im Tourismusentwicklungsgesetz vom 20. Juni 2005 (TEG) nicht aus? In diesem haben wir einen Zweckartikel, demgemäss der Kanton eine nachhaltige Entwicklung in den Regionen anstrebt. Ich bin überzeugt, dass es Impulse braucht, damit unser Tourismus noch nachhaltiger wird, damit nicht nur die Wirtschaftlichkeit verbessert, sondern die gesamtregionale Qualität gesteigert wird.
Aktuell, insbesondere am nächsten Wochenende, sprechen alle von Olympia. In ehrenwerter Haltung werden nachhaltige Spiele propagiert. Auch meine Branchenverbände GastroSuisse, Hotelleriesuisse und Agro-Marketing Suisse wollen die Olympiade nutzen, um noch nachhaltiger zu werden und die regionale Zusammenarbeit, insbesondere mit der Landwirtschaft, zu fördern. Da wird jedoch das Pferd am Schwanz aufgezäumt: Wir müssen zuerst nachhaltig werden und dann können beweisen, ob wir auch einen Anlass in dieser Grössenordnung nachhaltig durchführen können – und nicht umgekehrt. Ein weiteres Beispiel, wie Gelder bisher nicht nachhaltig eingesetzt wurden: Wir haben kürzlich zugestimmt – ich war auch dabei –, den Flughafen Belp mit NRP-Geldern zu optimieren. Der vorliegende Vorstoss fordert einen neuen Fokus bei der Verwendung von Geldern. Die EVP wünscht sich einen stärkeren Fokus auf die Nachhaltigkeit im Tourismus. Sie stimmt daher diesem Vorstoss zu und bestreitet die Abschreibung.

Martin Egger, Frutigen (glp). Auch für die glp ist es wichtig, dass wir im Oberland einen gut funktionierenden Tourismus haben. Die Tourismusbranche hat schweizweit und vor allem im Kanton Bern einen sehr schwierigen Stand. Die Forderungen dieser Motion mit all den verschiedenen Anliegen sind etwas zu breit gefächert. Das Wichtigste für den Tourismus ist die Wettbewerbsfähigkeit. Dafür ist jede Tourismusdestination in erster Linie selber verantwortlich. Das soll auch so bleiben. Wir sind der Meinung, dass mit den verschiedenen Fördergeldern und den Beiträgen von Bund und Kanton die meisten Forderungen der Motion, die erfüllt werden können, erfüllt sind. Deshalb folgen wir der Regierung und nehmen die Motion an, schreiben sie aber ab.

Ueli Frutiger, Oberhofen (BDP). Auch die BDP ist sich bewusst, dass es in unserem Kanton einen nachhaltigen Tourismus braucht. Die wirtschaftliche Bedeutung ist gross, und wir müssen alles daransetzen, damit die Mittel weiterhin zur Verfügung stehen. Die BDP-Fraktion anerkennt die Bemühungen der Regierung, die bereits heute in diesem Bereich unternommen werden. Es wird auch dargelegt, dass zurzeit gar nicht alles Geld abgeholt wird, das zur Verfügung steht. Aus diesem Grund folgt die BDP den Empfehlungen der Regierung. Wir nehmen die Motion an, werden aber alle Ziffern abschreiben.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Ich gebe der Sprecherin der SVP recht: Die Pionierzeiten im nachhaltigen Tourismus sind vorbei. Der Kanton Bern war teilweise daran beteiligt. Aber ich denke, dass uns andere vorgemacht haben, wie man es besser und erfolgreicher hätte tun können. Die ersten Konzepte des nachhaltigen Tourismus wurden vor rund zwanzig Jahren umgesetzt. Ich verfolgte damals aus beruflichen Gründen die Anstrengungen im Entlebuch sehr nah. Ich lade Sie ein, sich kurz zu erinnern: Damals wurde die «Rothenthurm-Initiative» angenommen. Überall, wo es grössere Moorgebiete gab, versuchte man sich auf die neue Gesetzgebung einzustellen. Meines Erachtens hat das die Region Entlebuch mit dem Label «Biosphäre» vorbildlich getan. Heute können Sie vom Käse über die Wellness-Angebote bis zum kompletten Urlaub alles unter dem Label «Biosphäre» buchen. Die Probleme wurden damals nicht vollumfänglich gelöst. Aber es gab eine gemeinsame Strategie, die bis heute sehr erfolgreich ist. Übrigens ist es ein Gebiet, das grösstenteils vom Kanton Bern umgeben

ist. Auf der Seite zu den Bergen hin befindet sich das Brienzer Rothorn, das gemeinsam erschlossen ist. Ich erinnere daran, dass wir im November einen Kredit von 5 Mio. Franken zur Unterstützung dieser Bahn gesprochen haben. Auf der Seite des Entlebuchs setzt man vollumfänglich auf nachhaltigen Tourismus, der auch zukunftsweisend ist.
Ein jüngeres Beispiel: Ich war kürzlich in der Region Baden im Urlaub. Dort können Sie als Gast während Ihres Aufenthalts gratis und franko die öffentlichen Verkehrsmittel benutzen. Das sind für mich spannende Ansätze eines nachhaltigen Tourismus. Im Kanton Bern kommt mir vergleichbar nur gerade die Gantrisch-Region in den Sinn, in der unter diesem Label intensiv Tourismus betrieben wird. *(Der Präsident unterbricht den Redner infolge einer technischen Störung.)*

Präsident. Bitte entschuldigen Sie, Grossrat Grupp. Irgendjemand hat wieder einen Kopfhörer dort eingesteckt, wo dieser nicht hingehört. Bitte stecken Sie keine Kopfhörer an Plätzen ein, die nicht angemeldet sind. Die Übersetzerinnen hören sonst nichts. Ich muss den Ton aus- und wieder einschalten. *(Kurzer Unterbruch)* Jetzt sollte es klappen.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Wir sprechen über nachhaltigen Tourismus in Zeiten des Klimawandels. Das ist wiederum eine riesige Herausforderung. Ich bin überzeugt, dass diese Herausforderung nicht nur den Tourismus, aber auch diesen, völlig umwälzen wird. Was heute noch möglich ist, wird in dieser Form wahrscheinlich in zehn oder zwanzig Jahren so nicht mehr möglich sein. Es ist daher sinnvoll, wenn der Kanton Bern eine Strategie entwickelt und diese mit Fachleuten, Touristikern und der Bevölkerung vor Ort weiterentwickelt und prüft, was man tun kann. In diesem Sinn unterstützen die Grünen diese Motion in allen Ziffern. Wir laden Sie ein, wie es der Motionär gesagt hat, die Ziffer 3 abzuschreiben. Vielen Dank, wenn Sie dieser Forderung folgen.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Ich erteile das Wort Regierungsrat Ammann.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Die Regierung ist bereit, diesen Vorstoss anzunehmen, ihn aber gleichzeitig abzuschreiben. Weshalb? – Die Tourismuspolitik des Kantons Bern basiert seit 2001 auf dem Prinzip der nachhaltigen Entwicklung. Seit 2005 ist dieses Prinzip auch im TEG verankert. Das Parlament hat diesen Grundsatz bei der Revision in der letzten Märzsession bestätigt. Das ist der erste Punkt.
Der zweite Punkt betrifft den Einbezug des Klimawandels. Der Kanton Bern hat in der Tat eine Vorreiterrolle eingenommen, indem er 2007 gemeinsam mit den Destinationen im Berner Oberland eine Studie zu den Auswirkungen des Klimawandels auf den Tourismus in Auftrag gegeben hat. Das Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) hat auf dieser Grundlage im Jahr 2011 eine nationale Studie vorgelegt.
Drittens legt der Kanton in der Tourismusstrategie und im Umsetzungsprogramm zur NRP das Prinzip der Nachhaltigkeit fest. Wir arbeiten derzeit an der Ausgestaltung des Arbeitspapiers «Tourismus BE 2025». Wir bauen auf einer Strategie auf, die wir weiterführen, wobei wir auf neue Akzente setzen, etwa bei der Kultur, bei der Digitalisierung und bei Grossanlässen. In der Konsultation wurde dieses Papier sehr gut aufgenommen. Wir werden demnächst darüber kommunizieren.
Ein vierter Punkt: Wir prüfen eingereichte Projekte und bieten im Rahmen der gesetzlichen Vorgaben die finanzielle Unterstützung. Ein Beurteilungskriterium ist immer die langfristige Sicherung der Wettbewerbsfähigkeit. Ein anderes Kriterium ist die Wertschöpfung in der Tourismusbrache im Kanton Bern, und ein drittes Kriterium ist eben auch die Nachhaltigkeit. Die Grundlagen und Instrumente sind somit vorhanden. Wir verfügen über die Voraussetzungen zur Umsetzung konkreter Projekte in jeder Tourismusdestination, aber – und darauf haben wir hingewiesen – es braucht immer auch die Initiative eines Projektträgers. Das können Gemeinden, Regionen und Destinationen oder Unternehmungen und private Trägerschaften sein. Ich spreche aus der fast zwanzigjähriger Erfahrung eines Regional- und Kommunalpolitikers. Ich habe in dieser Zeit immer wieder festgestellt, dass Projekte nur dann «zum Fliegen» kommen, wenn in den Regionen Initiative gezeigt wird und Einsicht bezüglich einer bestimmten Form der Weiterentwicklung besteht.
Ich könnte Ihnen unzählige Projekte vorstellen, die zu Erfolgen wurden, aber ebenfalls unzählige, die zu Misserfolgen wurden. Ich nenne Ihnen zwei Beispiele. Ich war vor rund fünfzehn Jahren in verschiedenen Rahmen stark engagiert bei der Errichtung des Weltnaturerbes der UNESCO im Gebiet Jungfrau-Aletsch-Bietschorn. Das Projekt gilt bis heute als Erfolgsgeschichte. Es wurde nur deshalb zur Erfolgsgeschichte, weil wir in den Regionen die Interessengruppen der Politik, der Landwirtschaft und des Tourismus und die Gesellschaft insgesamt mitnehmen konnten.

An die Adresse von Grossrat Grupp: Es gibt im Oberland eben auch dieses Beispiel. Das zweite Beispiel wurde bereits angesprochen: der Naturpark Gantrisch. Das ist ebenfalls eine Erfolgsgeschichte. Es gibt auch noch andere Projekte, die unter dem Titel «Naturpark» initiiert wurden, aber in der Region nicht auf die entsprechende Aufnahme zählen konnten. Ich denke etwa an den Beatenberg und die angrenzenden Gemeinden. Da gab es die Initiative nicht, die sich stark hätte entwickeln können, und deshalb gibt es keinen weiteren Naturpark.
Noch einmal: Aus diesen Erfahrungen heraus – und die Regierung teilt diese Einschätzung – sind wir überzeugt, dass sich der Erfolg dann einstellt, wenn es in den Regionen eine Initiative gibt – und diese fördern und unterstützen wir vonseiten des Kantons. Das haben wir bisher getan, und das werden wir auch weiterhin tun. Daher empfehle ich die Annahme und gleichzeitige Abschreibung.

Präsident. Der Motionär wünscht noch einmal das Wort.

Martin Boss, Saxeten (Grüne). Vielen Dank für die Debatte. Dass wir nicht alle derselben Meinung sind, habe ich mir so gedacht. Ich möchte noch darauf hinweisen, dass die Motion keine Folgen hinsichtlich einer Erhöhung der Kurtaxe oder etwas anderem in dieser Art hätte. Gerade mit diesem Impulsprogramm könnte die Wettbewerbsfähigkeit in den Orten und Destinationen gestärkt werden. Ich danke Herrn Regierungsrat Ammann für die sorgfältigen Ausführungen betreffend «Tourismus BE 2025» und die Hinweise auf erfolgreich umgesetzte Projekte.
Ich denke grundsätzlich, dass Impulse nicht schaden. Diese tun nicht weh. Sie beleben, regen an, animieren, führen zur Reflexion, und sie stossen an. Genau das ist der Inhalt der Motion. Ich bitte Sie, den Vorstoss anzunehmen und nicht abzuschreiben.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung und stimmen ziffernweise ab. Wer die Ziffer 1 der Motion annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	107
Nein	36
Enthalten	0

Präsident. Sie haben die Ziffer 1 der Motion angenommen mit 107 Ja- gegen 36 Nein-Stimmen bei keiner Enthaltung.
Wir kommen zur Abschreibung. Wer die Ziffer 1 abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	86
Nein	57
Enthalten	0

Präsident. Sie haben die Ziffer 1 abgeschrieben mit 86 Ja- gegen 57 Nein-Stimmen bei keiner Enthaltung.
Wir kommen zur Ziffer 2 der Motion. Wer diese annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	103
Nein	39
Enthalten	2

Präsident. Sie haben die Ziffer 2 angenommen mit 103 Ja- gegen 39 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen. Wir kommen zur Abschreibung von Ziffer 2. Wer die Ziffer 2 abschreiben will, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	86
Nein	57
Enthalten	1

Präsident. Sie haben die Ziffer 2 abgeschrieben mit 86 Ja- gegen 57 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung. Wir kommen zur Ziffer 3. Deren Abschreibung bei Annahme ist nicht bestritten. Somit benötigen wir nur eine Abstimmung. Wer die Ziffer 3 annehmen und abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3; gleichzeitige Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	143
Nein	1
Enthalten	0

Präsident. Sie haben die Ziffer 3 angenommen und abgeschrieben mit 143 Ja-Stimmen gegen 1 Nein-Stimme bei keiner Enthaltung.

Geschäft 2017.RRGR.545

Motion 202-2017 Linder (Bern, Grüne)
Mehrweggeschirr an bewilligungspflichtigen Grossveranstaltungen auf öffentlichem Grund im ganzen Kanton Bern
Richtlinienmotion

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 68, der Motion Linder, Bern, Grüne. Die Motion wurde zurückgezogen. Grossrätin Imboden gibt eine Erklärung ab, weil Grossrätin Linder nicht anwesend ist.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich begründe, wie gesagt, stellvertretend für meine Kollegin Anna Linder den Rückzug des vorliegenden Vorstosses «Mehrweggeschirr an bewilligungspflichtigen Grossveranstaltungen auf öffentlichem Grund im ganzen Kanton Bern». Wir wissen alle, dass wir zu

viel Siedlungsabfall produzieren. Hält man sich die Zahlen vor Augen, produziert jeder von uns jährlich 700 Kilogramm Siedlungsabfall. Würde man diese Menge in Kehrichtsäcke à 35 Liter verpacken, ergäbe dies 140 Kehrichtsäcke respektive einen beachtlichen Berg hier vor mir. Ein Teil davon wird an grossen Veranstaltungen produziert. In diesem Bereich hat der Kanton Bern auch Pioniercharakter, nicht nur in der nachhaltigen Tourismusförderung. Es gibt Pioniertätigkeiten in diesem Bereich. So wurde bereits 2004 am ersten grossen Musikfestival auf dem Berner Gurten Mehrweggeschirr eingeführt. Bereits seit 14 Jahren wird das dort gemacht, und es hat sich bewährt, nachdem es einer Angewöhnungsphase bedurfte.
Weshalb ziehen wir den Vorstoss trotzdem zurück? – Die Antwort der Regierung gibt uns dazu Anlass. In der Antwort steht, dass wir bei der VOL offene Türen einrennen. Wir danken der Regierung und dem Volkswirtschaftsdirektor für die Antwort. Am Schluss der Beantwortung wird klar gesagt, dass man bereits auf dem Weg ist, eine sehr gute Lösung zu finden, die dem Ermessensspielraum und den Besonderheiten des Einzelfalls Rechnung trägt. Man versuche, möglichst mit den Veranstalterinnen und Veranstaltern nach guten Lösungen zu suchen, die ökologisch sinnvoll und praktikabel seien. Wir haben Vertrauen in die Regierung, dass diese eine gute Lösung erarbeitet und auf die praktischen Erfahrungen aus den besagten Pionierarbeiten zurückgreift.
Zum Schluss: Mehrweggeschirr hat eben einen Mehrwert, nicht nur ökologisch, sondern auch volkswirtschaftlich, weil eingesparte Ressourcen auch ökonomisch sinnvoller und kostengünstiger sind. Daher dient diese Win-win-Situation allen. Wir sind gespannt auf die Umsetzung und ziehen die Motion zurück.

Geschäft 2017.RRGR.553

Motion 208-2017 Hebeisen-Christen (Münchenbuchsee, SVP)
Kein Freihandel für Palmöl aus Malaysia

Präsident. Ich habe Ihnen noch eine Mitteilung zu machen. Wir haben auch heute ein Geburtstagskind unter uns. Grossrätin Virginie Heyer feiert heute ihren Geburtstag. Ich wünsche ihr alles Gute und hoffe, dass sie diesen Tag auch im erlauchten Kreis des Grossen Rats geniessen kann. Herzliche Gratulation! *(Applaus)*
Wir gehen weiter in der Traktandenliste und kommen zum Traktandum 69, einer Motion von Grossrätin Hebeisen, SVP: «Kein Freihandel für Palmöl aus Malaysia». Die Regierung lehnt die Motion ab. Die Motionärin, Grossrätin Hebeisen, hat das Wort.

Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee (SVP). Kein Freihandel für Palmöl aus Malaysia: Das ist ein hochpolitisches Thema, das seit Längerem in aller Leute Mund und fast täglich in den Medien anzutreffen ist. Die Politik befasst sich schon länger mit dem Thema. So reichten im März 2016 Grossrat Jobin im Grossen Rat des Kantons Waadt und im Juni 2016 Kantonsrat Vetterli im Kanton Thurgau eine Motion mit demselben Ziel ein. Beide Motionen wurden von den Kantonsparlamenten sehr deutlich überwiesen.
Worum geht es genau? – Seit Jahren verhandelt die Schweiz mit Malaysia und Indonesien über ein Freihandelsabkommen. Die malaysischen und indonesischen Regierungen pochen auf einen verbesserten Marktzugang für Palmöl in die Schweiz. Das heisst: Abbau der Zölle und Erhöhung der Kontingente. Die Palmölprodukte gehören zu den wichtigsten Exportgütern dieser Länder. Auf der anderen Seite erhofft sich die Schweiz den Abbau von Zöllen und die Eliminierung anderer Handelshemmnisse, insbesondere in Indonesien, um den Zugang zu einem Markt mit 250 Mio. Einwohnern und einem grossen Absatzpotenzial für die Schweizer Industrie zu erhalten.
Es ist vollkommen nachvollziehbar, dass die Schweizer Wirtschaft an diesem Abkommen interessiert ist. Wir alle wissen – das schleckt keine Geiss weg –, dass Handel Wohlstand erzeugt. Unsere Industrie ist auf den Export ihrer Güter angewiesen. Wir haben dem Export beziehungsweise dem Handel einen grossen Teil unseres Wohlstands in der Schweiz zu verdanken. Das ist Fakt. Die Frage ist nur: zu welchem Preis? Fakt ist aber auch, dass wir in der Schweiz sehr hohe Standards haben, was die Produktion von Nahrungsmitteln betrifft, und diese auch entsprechend verteuert. Ebenso sind unseren Konsumenten und unserem Staat Ethik, Menschenrechte, eine möglichst nachhaltige

Produktion, Tierschutz, Ökologie und so weiter sehr, sehr wichtig. Uns Landwirten wird sehr genau und kritisch auf die Finger geschaut, was und wie wir produzieren. Eben plötzlich haben diese Standards keine Gültigkeit mehr, wenn es um ein Freihandelsabkommen mit Malaysia oder Indonesien geht. Offenbar machen Ethik und Ökologie an der Schweizer Grenze Halt. Für mich sind diesbezüglich die Spiesse definitiv nicht gleich lang. Jetzt sollen wir Schweizer Landwirte auch noch den Anbau von Ölsaaten, im Besonderen von gesundem Rapsöl, dem Freihandelsabkommen opfern. Das ist definitiv ein No-Go! Ich betreibe keine Schwarzmalerei, aber das wäre die Konsequenz, sollte Palmöl nicht aus den Abkommen ausgeschlossen werden.
Vor allem die Produktionsformen sind sehr umstritten. Die Plantagen werden von Grosskonzernen betrieben; die Produktion von Palmöl ist alles andere als nachhaltig. Damit die riesigen Palmölplantagen angelegt werden können, werden unglaublich grosse Flächen von Regenwald abgeholzt. Tiere und Menschen werden vertrieben, Tiere und Pflanzen vernichtet. Es ist eine Katastrophe für Flora und Fauna und eine Tragödie für die einheimische Landbevölkerung, die diesen Machenschaften ausgeliefert ist. Oft werden lokalen Bevölkerungen die Lebensgrundlage sowie die Rechte auf ihr Land entzogen. Aber eben: Ölpalmen sind äusserst ertragreich. So können auf einer Hektare jährlich 3,3 Tonnen Palmöl produziert werden, hingegen nur 700 Kilogramm Sonnenblumen- oder Rapsöl. Das ist mitunter ein Grund, weshalb Palmöl auf dem Weltmarkt so konkurrenzlos billig ist. Das Argument, dass durch den Export von Palmöl in den Produktionsländern wichtige Einkommen generiert werden, ist ebenfalls eher Theorie. Der Hauptertrag aus der Palmölproduktion wird durch multinationale Grosskonzerne und Rohstoffhändler eingestrichen und oft nicht einmal vor Ort versteuert. Palmöl ist aber auch wegen der gesundheitlichen Nachteile beziehungsweise wegen dem hohen Anteil an gesättigten Fettsäuren umstritten. Palmöl müsse aus dem Freihandelsabkommen zwischen der Schweiz und Indonesien ausgeschlossen werden. Dies forderten Schweizer Umwelt-, Menschenrechts- und Konsumentenorganisationen zusammen mit dem Schweizer Bauernverband Anfang Februar 2018 in einem offenen Brief an Bundesrat Johann Schneider-Ammann.
Ich komme zur Antwort des Regierungsrats auf meine Motion. In seiner Antwort verweist er auf die Motion Grin *(Curia Vista, Motion 16.3332)*, die die gleichen Anliegen beinhalte. Er schreibt weiterhin, dass der Bundesrat die Motion ablehne. Leider ist das nur die halbe Wahrheit. Die Motion Grin: «Négociations avec la Malaisie, sans l'huile de palme!» wurde am 28. Februar 2018 im Nationalrat behandelt. Die Motion wurde auch mit 140 Stimmen überwiesen, und das hat der Regierungsrat in seiner Antwort leider nicht vermerkt. Dazu würde ich gerne noch eine Stellungnahme erhalten. *(Der Präsident bittet die Rednerin, zum Schluss zu kommen.)* Das mache ich gleich. Wir müssen doch als Kanton Bern und notabene als grösster Agrarkanton der Schweiz ein klares… *(An dieser Stelle schaltet der Präsident das Mikrofon der Rednerin aus.)*

Präsident. Wir kommen zu den weiteren Erklärungen. Gibt es Mitmotionäre oder Fraktionen, die sich melden? Grossrat Baumann hat das Wort als Mitmotionär. Zur Erinnerung: Sie haben drei Minuten.

Kilian Baumann, Suberg (Grüne). Ich kann mir etwas mehr Zeit lassen. Ich habe mich im Wissen darum vorbereitet, dass der Präsident sehr rasch am Drücker ist und es keine Zeitüberschreitungen verträgt. Gleichlautende Motionen wurden in mehreren Kantonen bereits überwiesen. Mittlerweile hat auch der Nationalrat eine Motion mit demselben Titel deutlich angenommen. Sie haben es gehört. Jetzt ist das Anliegen beim Ständerat hängig. Der Ständerat wird möglicherweise zu einem anderen Schluss kommen als der Nationalrat. Die katastrophalen Folgen, die die Palmölproduktion für den Urwald, das Klima, die Ökologie und die indigene Bevölkerung haben kann, sind bekannt und vielfach auch belegt. Ich bin der Meinung, dass sämtliche Anstrengungen, die darauf abzielen, die Produktion von Palmöl umwelt- und sozialverträglicher zu machen, unterstützt werden müssen. Im Herbst werden Sie die Gelegenheit haben, auf nationaler Ebene über die «Fair-Food-Initiative» abzustimmen – eine Initiative, die verlangt, dass der Bundesrat beim Aushandeln von ebensolchen Freihandelsverträgen dem Anliegen, dass Produkte ressourcen- und umweltschonender hergestellt werden, mehr Beachtung schenkt. Es ist eine Initiative, die auch verlangt, dass Produkte aus bäuerlicher Landwirtschaft und fairem Handel einen Marktvorteil erhalten. Freihandel darf nicht auf Kosten von Umwelt- und Menschenrechten stattfinden. Ich bitte Sie deshalb, diese Motion im Sinn eines Zeichens dafür zu unterstützen, dass auch der Kanton Bern der Meinung ist, es sei dringend nötig, den Anbau von Ölpflanzen umwelt- und sozialverträglicher zu gestalten.

Präsident. Gibt es noch Mitmotionäre, die sprechen möchten? Ich bitte diese, nach vorne zu kommen. – Grossrätin Grogg, Sie haben das Wort.

Christine Grogg-Meyer, Thunstetten (EVP). Ich spreche hier als Mitunterzeichnerin und zugleich als Fraktionssprecherin. Es ist allgemein bekannt, dass sich unterdessen in circa zwei Dritteln der Nahrungsmittel Palmöl befindet, dafür im grossen Stil Regenwald abgeholzt wird, Menschen dadurch ihre Lebensgrundlage verlieren und die Welt einen Teil ihrer Lunge und dass einige riesige Handelsgesellschaften und einige mächtige Plantagenbesitzer häufen dabei Wohlstand für sich an. Dies gehört zur negativen Seite der Palmölproduktion. Es ist aber auch richtig, dass Palmöl auf der gleichen Fläche drei- bis viermal so ertragreich ist wie Raps, dass es sich im Bereich der Ernährung eignet, dass es als wichtiger Bestandteil von Wasch- und Reinigungsmitteln schwierig durch europäische Öle zu ersetzen ist, und dass es ein nachwachsender Rohstoff ist, der sich für die Herstellung von Treibstoff eignet. Palmöl ist wertvoll.
Der Bundesrat möchte nun mit dem vorgesehenen Freihandelsabkommen die Einfuhrmenge steigern, um mit Malaysia den Handel auszubauen. Im Gegenzug hat er die Erwartung, dass die Schweiz noch mehr Produkte nach Malaysia ausführen kann, zum Beispiel Uhren. In Verhandlungen soll sichergestellt werden, dass die Arbeitssituation der Arbeitnehmenden verbessert, eine unkontrollierte Abholzung vermieden und eine nachhaltige Produktion unterstützt und gefördert werden kann. Das ist ein Spagat, der unserer Ansicht nach nicht machbar ist, ohne faule Kompromisse einzugehen. Für die Fraktion der EVP überwiegen klar die negativen Aspekte einer Erhöhung des Freihandels. Das bedeutet nicht, dass wir grundsätzlich gegen die Verwendung von Palmöl sind. Aber wir sind gegen einen Ausbau des Importes, gegen eine Bereicherung auf Kosten der Einwohner, gegen eine Förderung der Abholzung von kostbarem Regenwald und gegen eine Produktionsart, die ganz sicher nicht den uns bekannten Standards in der Produktion von landwirtschaftlichen Produkten entspricht. Die Standards für die Lebensmittelproduktion in der Schweiz sind sehr hoch, richtig und wichtig. Diese Standards erfassen die ganze Produktionskette von der Bodenbewirtschaftung über die Düngung und die Spritzmittel bis zur Lagerung und zum Verkauf. Und sie werden auch kontrolliert. Als grösster Agrarkanton der Schweiz ist es mehr als nötig, dass wir uns hier zu dieser Problematik äussern.
Die EVP findet es sehr blauäugig zu glauben, dass der Bundesrat mit Verhandlungen und Abmachungen einen wesentlichen Einfluss auf die Situation der Einwohner und Arbeitnehmenden und auch auf die Abholzung sowie Produktionsart nehmen kann. Die EVP findet es auch fast ein wenig zynisch, wenn der Regierungsrat in seiner Antwort unter anderem sagt, dass mit der vermehrten Produktion von Palmöl die Armut bekämpft werden könne und Arbeitsplätze geschaffen werden könnten. Auch als Nicht-Gewerkschafterin bin ich überzeugt, dass ich diese Arbeitsbedingungen nicht gutheissen könnte und mir als Bäuerin wegen der Art und Weise der Produktion die Haare zu Berge stehen würden. Ob das erwünschte Armutsbekämpfung ist, stellen wir infrage. Es ist uns bewusst, dass mit dem Ansinnen, eine Standesinitiative einzureichen, die Palmöl von einem Freihandelsabkommen mit Malaysia ausnehmen will, die Welt nicht gerettet werden kann. Aber wir können jetzt und hier damit beginnen, gegen Ungerechtigkeiten aufzustehen. Wachsender Wohlstand auf Kosten der Ärmsten, eine Bereicherung der Reichen, eine Abholzung von essenziellem Regenwald und ein Ausblenden von ausbeuterischen Machenschaften zugunsten eines Freihandelsabkommens: Dazu kann die EVP nicht Ja sagen. Die EVP unterstützt geschlossen diese Motion.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrätin Marti.

Ursula Marti, Bern (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt selbstverständlich diese Motion. Auch wir sind der Meinung, dass Palmölprodukte vom geplanten Freihandelsabkommen mit Malaysia und natürlich von jeglichen Freihandelsabkommen auszuschliessen sind. Wir danken der Motionärin, Annegret Hebeisen, dass sie die Initiative ergriffen und diese parteienübergreifende Standesinitiative lanciert hat. Die Standesinitiative ist ein Beitrag oder vielleicht auch ein Resultat der sehr breit getragenen Kampagne gegen das unheimlich schädliche Palmöl. Der Palmölanbau zerstört den Regenwald und hat verheerende ökologische und soziale Auswirkungen. Wir haben von Grossrätin Annegret Hebeisen auch gehört, dass Palmöl gar nicht so gesund sei.
Für uns steht dieses Anliegen auch sehr stark im Zeichen der «Konzernverantwortungsinitiative», die zum Ziel hat, dass bei jedem Geschäft die Menschenrechte respektiert und Umweltstandards eingehalten werden müssen. Diese Initiative richtet sich an die Konzerne, die weltweit Geschäfte tätigen. Genauso wichtig ist es aber, dass mit den entsprechenden Gesetzen und mit internationalen Verträgen wie zum Beispiel Handelsverträgen darauf hingewirkt wird, Menschenrechtsverletzungen und Umweltzerstörung zu verhindern. Wir in der reichen Schweiz mit unserem hohen Lebensstandard tragen diesbezüglich eine grosse Verantwortung. Es ist erfreulich, dass die Sensibilisierung eben gerade

auch wegen der sehr breit getragenen «Konzernverantwortungsinitiative» Wirkung zeigt. Ich denke, das Anliegen der Motion ist dank dieser Sensibilisierung auch bereits auf nationaler Ebene angekommen, zwar leider nicht – oder noch nicht – beim Bundesrat, aber beim Nationalrat. Das ist sehr erfreulich und lässt hoffen. Damit eilt unsere Standesinitiative eigentlich voraus. Der Nationalrat hat diesem Anliegen in der Märzsession zugestimmt, sogar überraschend deutlich. Helfen wir also mit einem klaren Ja mit, diesem Anliegen zum Durchbruch zu verhelfen.

Michael Köpfli, Bern (glp). Wir anerkennen, dass es bei der Produktion von Palmöl weltweit aber auch in Malaysia teilweise zu sehr problematischen Auswirkungen für die Umwelt und die lokale Bevölkerung kommt. Es sind teilweise inakzeptable Zustände. Auch ist nicht von der Hand zu weisen, dass für Schweizer Landwirte durch ein Freihandelsabkommen zum Teil ungleich lange Spiesse entstehen können. Gleichzeitig gibt es auf der anderen Seite natürlich Subventionen. Diese müsste man dann gegenüberstellen. Aber es ist nicht von der Hand zu weisen, dass das keine ideale Situation ist. Insofern haben wir sowohl aus ökologischen als auch aus wettbewerbspolitischen Überlegungen ein gewisses Verständnis für die Motionärin und ihre Mitstreiterinnen. Ich habe schon im Vorfeld der Motion gehört, dass sie von uns – oder besonders von mir – enttäuscht seien, dass wir diesen Vorstoss trotzdem ablehnen. Aber so ist es. Wir tun dies aus zwei Gründen: Wir finden den Vorstoss zu absolut formuliert, und wir finden ihn vor allem nicht stufengerecht.
Ich beginne mit dem zweiten Grund. Ich weiss persönlich nicht, ob es auch Bonsai-Palmen gibt, aber es ist auf jeden Fall so, dass das wieder ein klassischer Vorstoss ist, bei dem wir Bonsai-Nationalräte spielen. Es wurde auch schon angesprochen, dass dieser Vorstoss bereits im Parlament überwiesen wurde. Es ist so, dass meines Wissens die Partei der Motionärin relativ viele Vertreter im Bundeshaus hat, darunter relativ viele Landwirtschaftsvertreter aus unserem Kanton, die dieses Anliegen direkt einbringen können. Es ist nicht unbedingt nötig, dass wir dazu auch noch eine Standesinitiative überweisen. Wir finden – um ein bisschen ernster zu werden – den Vorstoss auch inhaltlich falsch. Für uns ist ein derart konsequenter Ausschluss des Palmöls aus einem Freihandelsabkommen viel zu pauschal. Wenn wir von Beginn weg solche Vorgaben machen, wird es extrem schwierig, weitere Freihandelsabkommen abzuschliessen. Diese sind sehr wohl im Interesse unseres Landes und unserer Wirtschaft. Zudem bin ich wirklich überzeugt, dass Freihandelsabkommen auch eine Chance sind, um in den Bereichen Ökologie und Menschenrechte Fortschritte zu erzielen. Ich mache mir keine Illusionen: Wir werden es nicht schaffen, in einem Freihandelsabkommen mit Malaysia oder auch den Mercosur-Staaten unsere Standards auf einen Schlag dort durchzusetzen. Das ist eine Illusion, das wird uns nicht gelingen. Ich glaube aber, dass wir unsere Haltung in die Verhandlungen einbringen können. Das wird auch vom Regierungsrat ausgeführt und war ebenfalls ein grosses Thema bei den Reisen des Bundesrats, damit wir die Bedingungen in diesen Ländern schrittweise verbessern können. Das haben auch frühere Freihandelsabkommen gezeigt. Das ist aber zweifelsohne ein sehr langer Prozess und wird nicht schnell gehen. Es bedingt regelmässige Nachverhandlungen und Kontrollen. Ich bin aber überzeugt, dass die Schweiz mit einer globalen Perspektive mehr erreichen kann, indem wir uns einbringen und schrittweise Verbesserungen bewirken können und dabei erst noch Freihandel für unsere Wirtschaft ermöglichen, anstatt uns abzuschotten, selbst zu sagen, wir seien hier sauber und korrekt, und gleichzeitig die Augen vor der weltweiten Entwicklung verschliessen. Diese Entwicklung ist globalisiert und untersteht dem freien Handel. Wir sollten als kleines Land, das eine starke Position in solchen Verhandlungen einnehmen kann, unsere Anliegen einbringen. Aus diesem Grund lehnen wir den Vorstoss klar ab.

Beatrice Eichenberger, Biglen (BDP). Die BDP-Fraktion hat sich sehr ausdauernd und differenziert mit der Motion «Kein Freihandel für Palmöl aus Malaysia» auseinandergesetzt. Wir haben uns von einem Kenner dieser Region informieren lassen. Er lebte in den 1990er-Jahren mit seiner Familie in Borneo und bereiste dieses Gebiet erneut im vergangenen und in diesem Jahr für längere Zeit. Gemäss seinen Ausführungen bietet die Palmölproduktion der einheimischen Bevölkerung überhaupt eine Einnahmequelle. Demgegenüber – das wurde bereits gesagt – steht die Tatsache, dass das sehr billige Palmöl in der Schweiz qualitativ hochstehende Produkte aus Raps- und Sonnenblumenöl konkurrenziert.
Nach kontroversen Diskussionen wird eine Mehrheit der BDP-Fraktion aus nachfolgenden Gründen die Motion ablehnen: Die Agrarpolitik ist eine nationale Angelegenheit. Die Fraktion steht Standesinitiativen eher zurückhaltend gegenüber. Das Thema wird in der aktuellen Debatte bereits diskutiert. Eine Minderheit der Fraktion unterstützt das Anliegen, weil sie direkt von den Auswirkungen des Freihandels betroffen wäre.

Markus Aebi, Hellsau (SVP). Ich bin immer wieder über die Doppelbödigkeit erstaunt, wenn ich die Voten von Grossrat Köpfli zu landwirtschaftlichen Fragestellungen höre. Die Diskussion zu Importen von Palmöl ist nicht neu und wurde von den Medien vielfach kritisch begleitet. Die SVP-Fraktion befürwortet ein Handelsabkommen mit Malaysia, Indonesien und weiteren Staaten Südostasiens. Die Region zählt zu den weltgrössten Volkswirtschaften. Die aufstrebenden Länder bieten für die Schweizer Wirtschaft den Zugang zu attraktiven Märkten. Den Einbezug von Palmöl in die Gespräche über ein Freihandels- oder Handelsabkommen lehnt die SVP jedoch kategorisch ab. Die umweltzerstörerische Art, wie internationale Grosskonzerne die Gewinnung von Palmöl und Kernpalmöl vorantreiben, ist für schweizerische Verhältnismässigkeiten nicht akzeptabel. Die Enteignung von Bauernfamilien und die Zerstörung von sozialen Gefügen in ländlichen Gebieten ist das eine und die nachhaltige Zerstörung von Natur, Umwelt und Regenwäldern das andere. Wenn ich mir als Betreiber eines Familienbetriebs vorstelle, wie dort mit landwirtschaftlichen Familien umgegangen wird, schaudert es mich ein wenig. Wir tragen Mitverantwortung, geschätzte Damen und Herren, Mitverantwortung als Politiker, aber auch als Konsument. Weiter ist für uns die Konkurrenzierung von einheimischen Ölprodukten wie Raps- und Sonnenblumenöl ebenso wichtig. Diese Länder in Südostasien haben sowohl politisch als auch wirtschaftlich die Möglichkeit, die katastrophalen Situationen und Umstände zu korrigieren. Deswegen unterstützt die SVP gesamtheitlich diese Standesinitiative im Sinn einer nachhaltigen Lebensmittelproduktion und der Schweizer Wirtschaft. Ich danke für Ihre Zustimmung.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Palmöl hat ein vielseitiges Verwendungsspektrum. Man findet es in Kosmetika, Putzmitteln und Reinigungsmitteln. Praktisch in jedem sechsten Produkt befindet sich Palmöl. 20 Prozent des Palmöls wird nachhaltig nach den Standards von Round table of sustainable palm oil (RSPO) produziert. RSPO hat den Hauptsitz in der Stadt Zürich. Diese Organisation wird zurzeit verklagt, weil sie ihre eigenen Standards nicht umsetzt. Das heisst, dass es kein nachhaltiges Palmöl gibt. Um die steigende Nachfrage von Palmöl zu decken, zerstört die Palmölindustrie Regenwaldgebiete, Buschland und Dorfmoore – stündlich eine Fläche von circa dreihundert Fussballfeldern. Pro Tag entspricht das einer Fläche von 4800 Hektaren, und dies noch gut abgerundet. Den Kleinbauern bringt eine Palmölproduktion nichts, da eine Fläche von mindestens 1,5 Hektaren benötigt wird, um die Produktion überhaupt rentabel zu betreiben. 1,5 Hektaren entsprechen etwa der Landfläche, die ein Kleinbauer durchschnittlich besitzt. Wo soll er dann noch seine Lebensmittel produzieren? Die Profiteure sind die Grosskonzerne. Genau diese Grosskonzerne sind mitverantwortlich für die Armut in diesen Ländern, denn sie bringen die Kleinbauern um ihr Land.
In einem Freihandelsabkommen sollen auch Produkte ausgeschlossen werden können, welche die Umwelt stark belasten oder durch Kinderarbeit hergestellt werden. Wollen wir dieser massiven Umweltzerstörung wirklich zustimmen, damit wir etwas mehr exportieren können? Die Profiteure sind die Grosskonzerne und die Grossgrundbesitzer, die hemmungslos roden und Landenteignungen vornehmen. Dem kann ich nicht zustimmen. Deshalb stimmt die grüne Fraktion der Motion zu.

Adrian Haas, Bern (FDP). Es ist unbestritten und auch erkannt, dass Palmöl sehr oft nicht nachhaltig produziert wird. Die Diskussion auf Bundesebene ist allerdings in Gang, und wir brauchen uns hier nicht unbedingt als Bundesparlamentarier zu profilieren. Es ist kaum stufengerecht, wenn der Kanton Bern auch noch beginnt, sich in Freihandelsabkommen einzumischen und die Weltlage vor dem Rat in extenso zu beurteilen.
Es gilt den Aspekt zu berücksichtigen – Grossrat Michael Köpfli hat das gut gesagt –, dass Handelsbeziehungen und Handelsabkommen auch immer eine Chance sind, um zu einer Verbesserung der Lage der betroffenen Bevölkerung beizutragen. Vielleicht noch ein Punkt: Ich bin etwas erstaunt, dass dieser Vorstoss überhaupt auf der Traktandenliste steht. Er ist uns wahrscheinlich im Büro durchgerutscht. Denn in Artikel 116 Absatz 3 der Geschäftsordnung des Grossen Rats (GO) wird festgehalten, dass Standesinitiativen «in der Form eines Vorentwurfs eines Erlasses einzureichen» sind. Das ist hier nicht der Fall. Der Vorstoss erfüllt die Formvorschriften dieses Parlaments nicht. Wir lehnen ihn auch deshalb ab.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (EDU). Als Mitmotionär und Fraktionssprecher der EDU zitiere ich aus der Motion und der Antwort des Regierungsrats: «Die Produktion von Palmöl und Palmkernöl in Malaysia und Indonesien hat in den vergangenen Jahren massiv zugenommen. Bei einer Erhöhung des Freihandels würde diese weiter ansteigen und zusätzliche Flächen benötigen. Die Auswirkungen auf die Umwelt und die lokale Bevölkerung sind katastrophal. Um den Anbau von Palmöl zu ermöglichen, wird der Regenwald zunehmend abgeholzt, wodurch der Lebensraum von

Tier- und Pflanzenarten vernichtet wird. Viele Einwohner werden ihrer Lebensgrundlage beraubt, gewaltsam enteignet oder ungenügend entschädigt. «Eine Lockerung der Zollgrenze beim Palmöl bedeutet, die Anbaumethoden und Arbeitsbedingungen in Malaysia gutzuheissen. […] Der Regierungsrat ist sich der ökologischen und sozialen Probleme im Zusammenhang mit der Palmölproduktion bewusst. Er unterstützt deshalb alle Bestrebungen für einen nachhaltigen Anbau und eine ökologische Produktion von Palmöl. […] Was die Auswirkungen auf die Schweizer Wirtschaft betrifft, weist der Regierungsrat auf die bereits bestehenden Handelsbeziehungen mit Malaysia und Indonesien hin. 2017 betrugen die Exporte der Schweiz nach Malaysia und Indonesien 1,2 Milliarden Franken, davon 86 Millionen Franken aus dem Kanton Bern. Berner Unternehmungen haben beispielsweise Uhren im Wert von 33 Millionen Franken nach Malaysia exportiert.» Das heisst, wenn die Kasse stimmt, geht uns die Vernichtung von Lebensraum in Malaysia nichts an. Wir von der EDU sehen das nicht so und stimmen der Motion zu.

Präsident. Als Einzelsprecherin spricht Grossrätin Zybach.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Erlauben Sie mir als Lebensmittelingenieurin kurz etwas zu diesem Thema zu sagen. Ich habe mich sehr gefreut über die verschiedenen Voten, die aufgezeigt haben, wie detailliert das Thema wahrgenommen wird, und wie wichtig es ist. Ich werde selbstverständlich gerne diese Standesinitiative unterstützen, möchte aber die Gelegenheit zu einem Aufruf nutzen, einem Aufruf an die Firmen, sei es im Kanton Bern oder sei es in der Schweiz, weniger Palmfett einzusetzen. Ich weiss, dass Palmfett technologisch ein Superprodukt ist, weil man es wunderbar verändern kann. Je nach Temperatur hat es eine andere Stabilität und wird von Fett zu Öl. Aber es liegt auch in der Verantwortung der Firmen, dass sie weniger Palmfett einsetzen. Denselben Aufruf richte ich auch an uns als Konsumentinnen und Konsumenten. Sehen Sie sich einmal das Kleingedruckte in Schriftgrösse Arial 4 oder 6 auf den Packungen an, und achten Sie sich, wo es überall Palmöl drin hat. Setzen Sie vermehrt auf Produkte, die mit Schweizer Butter, Rapsöl oder Sonnenblumenöl hergestellt wurden. Wir können das und haben es auch in den Händen, weil diese Standesinitiative – das wissen wir – vielleicht internationale Auswirkungen hat. Wir wissen auch, dass das Thema sehr kritisch betrachtet wird. Schauen wir doch in die Nähe, und schauen wir, was wir als Konsumentinnen und Konsumenten oder Produzenten im Kanton Bern verantwortungsvoll beim Einsatz des Fetts in der Schweiz tun können.

Martin Schlup, Schüpfen (SVP). Den Globalisierungsturbos in diesem Saal möchte ich doch zwei, drei Dinge sagen. Ich denke, die Globalisierung können wir nicht mehr aufhalten. Sie findet einfach statt. Aber es kann doch nicht sein, dass mit komplett unterschiedlichen Standards gehandelt wird und auf der ganzen Welt Material und Sachen verschoben werden. So schadet die Globalisierung der Gesellschaft eigentlich viel mehr, als dass sie Nutzen und Wohlstand bringt. Es ist doch scheinheilig, wenn wir hier von Pestizidverbot, immer mehr Vorschriften betreffend Raumplanung, Arbeitsgesetz, Tierschutz, Baugesetz und täglich mehr Umweltvorschriften fordern. Nicht nur in der Landwirtschaft ist es so. Auch im Gewerbe und in der Industrie ist es das Gleiche. Und dann will man möglichst billig Produkte ohne Standards importieren. Die Lebensmittelindustrie ist es sich heute gewöhnt, viele solche Produkte in den immer mehr geforderten Fertigprodukten zu verstecken. Das sieht kaum jemand mehr, und im Kleingeschriebenen – es wurde vorhin gesagt – findet man die Angaben überhaupt nicht mehr. Auch die Firma von Johann Schneider-Ammann wird selber darunter leiden. Er produziert selber immer mehr Maschinen im Osten. Wahrscheinlich handelt er hier nur noch. Die Arbeitsplätze sind dann auch weg. Und auf der anderen Seite fordern wir immer wieder mehr Vorschriften. Das geht einfach nicht.
Ein gutes Beispiel aus der Futtermühlenindustrie: Dort haben die Mühlen freiwillig auf den Einsatz von Palmöl verzichtet. Somit können wenigstens unsere Tiere ihr Futter ohne Palmöl geniessen.

Präsident. Es haben sich keine weiteren Einzelsprecher mehr gemeldet. Somit erteile ich das Wort dem Volkswirtschaftsdirektor. Regierungsrat Ammann, Sie haben das Wort.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Die Motionärin hat in ihrem Einleitungsvotum bereits darauf hingewiesen, dass auf Bundesebene ein Vorstoss für das mit dem gleichen Anliegen bereits durch Nationalrat Grin eingereicht wurde. Der Nationalrat hat diesen Vorstoss angenommen; die Debatte im Ständerat steht kurz bevor. Das ist das formelle Argument der Regierung für die Ablehnung. Inhaltlich stützt sich die Regierung auf die Stellungnahme des Bundesrats zu diesem Vorstoss

Grin. Ich erwähne drei Punkte: Damit ein Freihandelsabkommen zustande kommt, haben die Schweiz und die Partner der Europäischen Freihandelsassoziation (EFTA) dem Verhandlungspartner Malaysia Bestimmungen zur Förderung eines nachhaltigen Handels zwischen den Parteien unterbreitet. Das heisst konkret, dass zum Beispiel die Einhaltung und die wirksame Umsetzung der multilateralen Umweltabkommen und die Grundrechte der Arbeitnehmenden garantiert werden müssen. Ausserdem wurden Vorschläge zur Förderung einer nachhaltigen Bewirtschaftung der Waldressourcen unterbreitet, die zum Beispiel die Bekämpfung des illegalen Holzschlags betreffen.
Ein zweiter Punkt aus der Beurteilung des Bundesrats: Das SECO unterstützt im Bereich der Entwicklungszusammenarbeit in Malaysia, aber auch in Indonesien bereits heute diverse Massnahmen zur Unterstützung einer nachhaltigen Produktion und einer besseren Rückverfolgbarkeit der Produkte.
Der dritte und letzte Punkt: Die vom Bund erarbeiteten Konzessionen tragen den möglichen Auswirkungen auf den Binnenmarkt Rechnung und sind mit der Agrarpolitik vereinbar. Das ist die Einschätzung des Bundesrats. Selbstverständlich sind dem Regierungsrat die ökologischen und sozialen Probleme im Zusammenhang mit der Palmölproduktion bewusst. Aber nach Einschätzung der Regierung bieten eben gerade Verhandlungen im Rahmen eines Freihandelsabkommens eine gute Gelegenheit, die Anbaumethoden und Arbeitsbedingungen gezielt und nachhaltig zu verbessern, zwar mit dem Tempo beziehungsweise der Langsamkeit, auf welche verschiedene Sprecher hingewiesen haben. Aber man kann eine Verbesserung erzielen. Wir müssen uns auch bewusst sein, dass Palmölprodukte zu den wichtigsten Exportprodukten dieser Länder gehören und damit auch einen Beitrag zur Beschäftigung und zur Armutsbekämpfung leisten. Nach Einschätzung des Bundesrats wäre ein generelles Einfuhrverbot von Palmöl ein No-Go für den Abschluss eines Abkommens. Ein generelles Verbot bedeutet in der Beurteilung des Bundesrats, dass ein Abkommen nicht möglich ist. Auch die Schweiz hat ein Interesse an einem solchen Abkommen. Die Zahlen wurden hier bereits genannt. 2017 betrugen die Exporte der Schweiz nach Malaysia und Indonesien 1,2 Mrd. Franken. Davon kamen Exporte im Betrag von 86 Mio. Franken aus dem Kanton Bern. Da in diesen bevölkerungsreichen Ländern der Wohlstand zunimmt, werden wahrscheinlich auch in Zukunft gerade diese Länder zu wichtigen Absatzmärkten für Schweizer und Berner Unternehmen. Ein Freihandelsabkommen mit Malaysia muss daher nach Beurteilung der Regierung aus einer gesamtwirtschaftlichen Sicht betrachtet werden. Aus diesen zwei Gründen, einem formellen und einem inhaltlichen, lehnen wir den Vorstoss ab.

Präsident. Die Motionärin wünscht noch einmal das Wort.

Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee (SVP). Es freut mich doch sehr, dass die Motion relativ breit getragen wird und auch, dass das Problem der nicht unumstrittenen Produktion von Palmöl nicht verkannt wird. Aber lassen Sie uns doch für einmal Bonsai-Nationalräte sein. Setzen wir ein klares Zeichen und drücken den grünen Knopf, damit der Regierungsrat des Kantons Bern beim Bund ebenfalls eine Standesinitiative «Kein Freihandel für Palmöl aus Malaysia» einreichen muss. Danke für Ihre Unterstützung.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer die Motion unterstützt, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	105
Nein	35
Enthalten	4

Präsident. Sie haben die Motion angenommen mit 105 Ja- gegen 35 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen.

Geschäft 2017.RRGR.559

Motion 214-2017 Rudin (Lyss, glp)
Schaffung eines digitalen Dorfes im Berner Oberland

Präsident. Die Motion unter Traktandum 70 wurde Anfang Session per Ordnungsantrag in die Septembersession verschoben.

Geschäft 2017.RRGR.570

Motion 218-2017 Graf (Interlaken, SP)
Gleich lange Spiesse für die Hotellerie in den Ferienregionen des Kantons Bern gegenüber der Hotellerie in anderen Tourismuskantonen

Vizepräsident Hannes Zaugg-Graf übernimmt den Vorsitz.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 71, und ich erlaube mir, ganz kurz eine persönliche Erklärung abzugeben. Ich wurde darauf angesprochen, dass mein Deutsch nicht so gut ankomme; es sei zu geschliffen und wirke künstlich. Ich muss dazu erklären, dass ich diese Sprechweise vor Jahrzehnten gelernt habe. Ich war einmal drei Jahre an einer Schauspielschule, und ich möchte Sie bitten, das einfach hinzunehmen. Ich kann nicht anders. Ich müsste mich wirklich extrem konzentrieren, wenn ich dann «so hochdeutsch sprechen soll». *(spricht mit Schweizer Akzent)* Ich kann das auch, aber es ist schwierig. Es ist etwa das Gleiche, wie wenn Sie von den Landwirten verlangten, nicht mehr gerade zu pflügen, oder von den Ärzten, nicht mehr alle Symptome zu beachten, oder von Grossrätin Sabina Geissbühler, falsch Blockflöte zu spielen. Oder am schlimmsten wäre es, wenn Sie von Grossrat Mathias Müller verlangten, seine Voten nicht mehr mit «fertig» abzuschliessen. Das hat er auch verinnerlicht. Ich danke für die Kenntnisnahme.
Wir kommen zum Traktandum 71, der Motion Graf. Es geht um die gleich langen Spiesse. Grossrat Graf hat das Wort.

Urs Graf, Interlaken (SP). Zu meiner Interessenbindung: Ich bin weder an einem Hotel beteiligt, noch bin ich in einem Verwaltungsrat. Doch mein Konsumverhalten bezüglich Hotels ist so, dass wenn der eidgenössische Durchschnitt diesem entspräche, meine Motion nicht notwendig wäre. Als Gemeindepräsident von Interlaken und als Mitglied eines Regionalbank-Verwaltungsrats, der viel mit Hotelfinanzierungen zu tun hat, ist mir das Problem sehr geläufig.
Ich wende mich im Folgenden speziell an die bürgerlichen Kolleginnen und Kollegen. Dieses Problem ist kein Links-rechts-Thema. Wenn aus ordnungspolitischen Gründen das Problem nicht analysiert wird, dann ist das eine verpasste Chance, meine Damen und Herren. Alle Parlamente im zentralen und östlichen Alpenraum, in denen der Tourismus bewirtschaftet wird, haben sich mit diesem Thema auseinandergesetzt. Das sind die Kantone Wallis, Graubünden und Tessin, die Bundesländer Vorarlberg und Tirol und die Provinz Südtirol. Nirgends hat es eine linke oder rote Mehrheit. Überall sind diese Parlamente bürgerlich dominiert, und alle kamen sie zur Auffassung, dass der Staat etwas tun muss. Nur der Kanton Bern macht das bis jetzt nicht. Erlauben Sie mir, drei grundsätzliche Punkte des Problems zu schildern, um anschliessend das Problem zu analysieren.
Erstens: Eine gesunde Hotellerie ist für die Volkswirtschaft systemrelevant. Nur 16 Prozent der Wertschöpfung fällt in den Hotels an; der Rest geschieht ausserhalb. Heute und morgen findet das Swiss Economic Forum (SEF) in Interlaken statt. Wenn wir keine gesunde Hotellerie haben, wird dieses Forum nicht mehr bei uns stattfinden.
Zweitens: Umsatz ist nicht gleich Gewinn. Wir hatten zwar in den letzten Jahren viele und immer mehr Übernachtungen, aber der Bruttogewinn stimmt nicht. Das führt dazu, dass die notwendigen Investitionen nicht getätigt werden können.
Drittens komme ich auf die internationale Konkurrenzsituation im Alpenraum zu sprechen: Nach Ihren Ferien im Südtirol schwärmen Sie vielleicht von der wunderbaren Hotellerie und der wunderbaren

Infrastruktur. Aber im Tirol und im Südtirol betragen die Personalkosten 50 Prozent der hiesigen, und die Waren kosten 49 Prozent unserer Preise. Wir haben nicht schlechtere Hoteliers bei uns, aber wir haben viel schwierigere Rahmenbedingungen. Was ist die Grundproblematik? – Der Substanzwert in der Hotellerie ist nicht gleich dem Ertragswert. Und der Ertragswert wird finanziert, nicht der Substanzwert. Ich nenne Ihnen ein konkretes Beispiel: Ein kleiner Dreisterne-Familienbetrieb will zur Erhöhung der Übernachtungszahlen, der Verlängerung der Saison und der Erhöhung des Kundenfrankens eine kleine, bescheidene Wellnessanlage bauen. Diese Wellnessanlage kostet 1 Mio. Franken, steigert aber den Ertragswert nur um 500 000 bis 700 000 Franken. Es entsteht eine Finanzierungslücke. Diese Finanzierungslücke muss gedeckt werden. Ist das Eigenkapital nicht vorhanden, hat dieses Hotel keine Chance, sich zu verbessern und wird mit der Zeit vom Markt verschwinden. Die Schweizerische Gesellschaft für Hotelkredite (SGH) kann einen Teil lösen, aber nicht alles. Was ist die Folge? – Die Folge ist Investitionsstau, die Erben übernehmen das Hotel nicht, die Qualität sinkt. Das führt dazu – und das können Sie im Oberland überall beobachten –, dass Ausländer die Hotels kaufen. Bei uns sind dies Chinesen, Inder, Araber und Russen. Eine Mitarbeiterin eines Büros, das diese Hotels verkauft, konnte das anhand der Firmendaten in einer Diplomarbeit aufzeigen. Ausländer haben vor allem die Motivation, Grund und Boden in der Schweiz zu kaufen, und nicht ein Hotel zu bewirtschaften.
Ich komme zum Schluss: Es braucht eine aktuelle Analyse der Branche und zielgerichtete Hilfeleistungen. Der Kanton Bern ist zwar kein Tourismuskanton, aber er hat Verantwortung im Tourismus zu übernehmen. Es ist aus volkswirtschaftlichen und regionalpolitischen Gründen entscheidend, dass wir gleich lange Spiesse wie unsere Konkurrenten haben.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Als Mitmotionärin spricht Anita Luginbühl. Wir haben noch andere Mitmotionäre. Möchten diese auch sprechen? Grossrat Flück? – Nein. Grossrat Wenger? – Als Fraktionssprecher? – Ja. Grossrat Mentha? – Auch nicht. Grossrätin Luginbühl, Sie haben das Wort.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Ich danke Grossrat Urs Graf für sein engagiertes Votum. Ich kann alles unterstützen, was er gesagt hat, und möchte einfach einige Ergänzungen anbringen. Österreich, Deutschland und Südtirol haben ganz andere Finanzierungsmodelle. Diese kennen wir. Die Branche selber – wir haben uns erkundigt – will keine Finanzierung in diese Richtung. Aber folgendes Anliegen ist nicht unerheblich; ich greife nur ein Beispiel heraus, das die Nachfolgeregelung betrifft: Bei der Nachfolgeregelung können für junge Hoteliers finanzielle Engpässe entstehen. Das nötige Eigenkapital fehlt gerade bei jungen Familien, um Bankkredite zu erhalten. Ein Hotel in Schuss und à jour zu halten, ist sehr kostenintensiv. Es geht um grosse Liegenschaften mit teilweise grossem Investitionsbedarf. Das Ranking bei den Banken ist gleich wie bei den KMU-Betrieben, nämlich höher als beim Wohnungsbau. Wir haben es schon gehört: Mit der SGH besteht eine schweizerische Institution zur Finanzierung, aber die Gelder werden auf die ganze Schweiz verteilt. Der Kuchen wird in kleinen Stücken verteilt. Diese Gelder werden zudem bei Kreditanträgen miteinbezogen, wenn bereits SGH-Gelder genehmigt wurden. Ich bin selber auch im Verwaltungsrat einer Regionalbank. Diese Gelder alleine reichen eben manchmal nicht aus, um einen Kredit zu erhalten.
Wie könnte also die Umsetzung von Ziffer 2 der Motion aussehen? – Ich öffne ein neues Fenster: Als die Langzeitpflegeinstitutionen vom Kanton Bern weg in den Besitz von Vereinen, Gemeinden oder von wem auch immer übergingen, fehlte zum Beispiel im Solina in Spiez – Sie kennen das Solina mittlerweile gut – das nötige Eigenkapital, um bei den Banken für einen Bau- und Ausführungskredit vorzusprechen. Bei Gesprächen mit dem Kanton wurden wir uns einig und erhielten vom Kanton ein Darlehen gewährt, selbstverständlich zu leicht höheren Zinsen als diese bei Banken üblich sind. Wir konnten das Darlehen einsetzen, um bei den Banken in die Verhandlungen über Kredite einsteigen zu können. Am Schluss haben wir das Darlehen nicht verwendet, weil wir die Finanzierung selber organisieren konnten, inklusive Abschreibungen und allem. Es war wie eine Bürgschaft des Kantons, damit wir Gelder der Banken erhielten. Diesen Funktionsmechanismus könnte man sich unter Ziffer 2 so vorstellen: Ganz klar müssen Bedingungen geklärt und erfüllt werden, wann überhaupt ein solches Darlehen gegeben werden kann.
Wir sind uns alle einig: Solange ausländische Investoren aus ihren Portokassen Hotels aufkaufen und diese nicht weiterbetreiben, lösen wir das generelle Problem nicht. Vielleicht zum Schluss noch eine Bemerkung: Sehen Sie einmal in die Runde. Es sitzt kein einziger Hotelier in diesem Saal. Einen Gastronomen haben wir mit Grossrat Egger, glp, aber einen Hotelier haben wir nicht, weil die Hoteliers vermutlich einfach andere Probleme haben.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zu den Fraktionen. Für die SVP-Fraktion spricht Grossrätin Graber.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (SVP). La motion dont nous débattons demande d'une part un rapport, et d'autre part des mesures de soutien supplémentaires en faveur du secteur de l'hôtellerie. En préambule, je tiens à rappeler que l'UDC soutient l'économie en général, et la branche de l'hôtellerie en particulier. Toutefois, nous estimons, à l'instar du Conseil-exécutif, que l'environnement concurrentiel de l'hôtellerie ainsi que les défis auxquels elle doit faire face, sont déjà clairement identifiés et connus aujourd'hui. Un rapport supplémentaire n'est absolument pas nécessaire.
S'agissant du point 2, nous considérons que les mesures de soutien de l'hôtellerie actuelles, dispensées en particulier par la Société Suisse de Crédit Hôtelier (SCH), sont non seulement suffisantes, mais en plus très bien définies. En effet, pour notre groupe, en la matière, il est important de respecter le principe de la compatibilité des mesures de soutien étatique avec les exigences du marché, notamment s'agissant de la viabilité et de la durabilité des projets bénéficiant d'une aide de l'Etat. Pour ces raisons, le groupe UDC rejette la motion à l'unanimité dans ses points 1 et 2. Si cette dernière devait être transformée en postulat, notre groupe rejetterait également ces propositions à une très large majorité.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Die EDU-Fraktion hat zu dieser Motion eine kontroverse Diskussion geführt. Unbestritten ist auch für uns, dass eine gute Hotellerie für die Tourismusregionen sehr wichtig ist. Auch bei uns führen die zahlreichen Übernahmen von Hotels durch ausländische Investoren zu Unbehagen. Ein Teil der Fraktion hat die Motion jedoch kritisch beurteilt, weil sie eine direkte staatliche Unterstützung von einzelnen Betrieben aus ordnungspolitischen Gründen ablehnt. Ein anderer Teil der Fraktion begrüsst es, wenn der Kanton genauer hinsieht, einen Bericht erstellt, Unterstützungsmassnahmen prüft und vorschlägt.
Investitionen, seien es Übernahmen oder Sanierungen, werden durch die Banken kaum mehr finanziert. Der Kollege Graf hat es ausgeführt: Touristische Betriebe, insbesondere Hotels, sind für die Banken Hochrisikogeschäfte und werden entsprechend behandelt. Auch die vom Regierungsrat propagierte Förderung via SGH scheint in der Praxis nicht so gut zu funktionieren, wie wir aus Rückmeldungen von Betroffenen schliessen müssen.
Nachdem der Kollege Graf die Situation in der Hotellerie beschrieben hat, erlaube ich mir ein paar Gedanken zur finanziellen Unterstützung im Bereich der Bergbahnen. Dieser wird hier nicht direkt angesprochen, ist aber im Tourismus auch wichtig. Seit Jahren ist bekannt, dass sich andere Länder wie Österreich in der touristischen Industrie wie auch in der Hotellerie sehr massiv mit öffentlichen Geldern engagieren und sich damit einen grossen Wettbewerbsvorteil verschaffen. In den letzten Jahren sind es zunehmend die Tourismuskantone Graubünden und Wallis, die öffentliche Gelder zugunsten der touristischen Infrastruktur einsetzen. Das betrifft zum Bespiel die Investition grosser Summen in Beschneiungsanlagen und Speicherseen bei Bergbahnen. Neustes Beispiel im Wallis: Vor einer Woche wurde vom Walliser Kantonsparlament mit einer grossen Mehrheit von 104 Ja- gegen 25 Nein-Stimmen ein Fonds zur Förderung der Bergbahnen geschaffen, dotiert mit 270 Mio. Franken. Das können wir gut finden oder nicht, aber es ist eine Tatsache, dass die Spiesse im Tourismus damit nicht mehr gleich lang sind. Es zeigt auch den Stellenwert des Tourismus in diesen Kantonen. Wir können das im Kanton Bern auch bleiben lassen und sagen, dass wir das nicht machen. Aber als Touristiker tut es dann schon weh, wenn sich ein bekannter bernischer Politiker damit brüstet, vom Dumpingangebot der Bergbahnen in Saas Fee zu profitieren und ein nicht nachhaltig finanziertes Angebot sogar noch als innovativ bezeichnet. Bis heute Morgen bin ich davon ausgegangen, dass unsere Fraktion abstimmen wird wie ein bunter Blumenstrauss. Welche Farben in welcher Anzahl vertreten sein werden, wusste ich nicht genau. Mittlerweile ist es so, dass die EDU-Fraktion den Vorstoss einstimmig unterstützen wird. Ich danke Ihnen, wenn Sie das auch tun.

Martin Boss, Saxeten (Grüne). Ohne eine gut funktionierende Hotellerie verliert eine touristische Region stark an Attraktivität und Erfolg. Dies erwähne ich als zentralen Satz zu Beginn meines Votums und auch als Einstieg zu den Motionsforderungen. Die Hotellerie ist seit Längerem einem Strukturwandel unterworfen. Gründe dafür wurden in der Motion aufgeführt: der starke Schweizer Franken, sinkende Margen und Erträge, Verlagerungen und Verdrängungen durch andere Anbieter im gleichen Segment; Hotels sind in andere Nutzungen überführt worden; ausländische Investoren sind nicht immer am Betrieb des Hotels interessiert, was zu Hotelleichen ohne Nutzung führt; fehlende Investitionsmittel und ungenügende Bankenfinanzierungen. Insbesondere die letztgenannten Punkte der

Finanzierung und der Investitionen schaffen ungleich lange Spiesse und bedeuten für die Hotellerie eine Wettbewerbsverzerrung, da andere Kantone und Länder mit grosszügigen Finanzhilfen Unterstützung bieten.
Der Regierungsrat umschreibt in seiner Antwort, dass die Hotellerie Unterstützung durch die SGH in Form von Darlehen, Beratungen und Wissenstransfer erhalte. Diese Leistungen durch die SGH führen immer zu zusätzlichen Kosten für den Beherbergungsbetrieb. Darlehen werden nur finanziert, wenn marktgerechte und genügende Erträge erzielt werden können, um Zinsen und Amortisationen zu finanzieren. Die Praxis zeigt aber, dass die SGH zur Deckung des Risikokapitals auch hohe Zinsen verlangt. Genau zu diesem Zeitpunkt einer Investition sollte der Betrieb genügend Schnauf für sein Geschäft erhalten. Eine weitergehende staatliche Förderung und Unterstützung von Beherbergungsbetrieben analog zu den Kantonen Graubünden, Tessin und Wallis widerspreche dem Grundsatz der selbstständigen Marktregelung und einer Bereinigung durch den Strukturwandel, schreibt der Regierungsrat in seiner Antwort. Dies kann man als Widerspruch sehen. Aber die Folgen sind für die Berner Hotellerie eben ungleich lange Spiesse. Das ist auch eine Wettbewerbsverzerrung.
Übrigens wäre es interessant zu wissen, ob die vorhin genannten Kantone mit ihren Möglichkeiten der Vergabe von Darlehen, A-fonds-perdu-Beiträgen, Dienstleistungen und so weiter Erfolge nachweisen können. Diese Frage wird vom Regierungsrat nicht schlüssig beantwortet. Ich hoffe diesbezüglich noch auf eine Stellungnahme. Die grüne Fraktion ist sich einig, dass keine künstliche Strukturerhaltung der Hotellerie angestrebt werden soll. Auch der Einsatz von möglichen Investitionshilfen durch den Kanton in die Hotellerie als notabene eine von vielen Branchen kann hinterfragt werden. Dennoch scheint es wichtig, dass die Hotellerie im Kanton Bern gute Instrumente und eine Chance erhält, damit wir auch in Zukunft ein vielfältiges, qualitativ gutes bis sehr gutes Hotelbettenangebot haben. Wie ich bereits zu Beginn gesagt habe: Ohne eine gut funktionierende Hotellerie verliert eine touristische Region stark an Attraktivität und Erfolg. Die grüne Fraktion wird die Motion grossmehrheitlich annehmen. Sollte die Motion in ein Postulat gewandelt werden, werden wir dieses einstimmig annehmen.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP). Die FDP-Fraktion äussert sich zu den zwei Ziffern der Motion wie folgt: Erstens, die Erarbeitung eines Berichts über die Situation der Hotellerie: In seiner Antwort listet der Regierungsrat die wesentlichen Gründe auf, die zum laufendenden, tiefgreifenden Strukturwandel in der Hotellerie führen, seien das teilweise unterdurchschnittliche Betriebsgrössen, vorhandene Überkapazitäten, höheres inländisches Preis- und Lohnniveau oder seien es neue Beherbergungsangebote in der Parahotellerie. Diese Gründe und der damit verbundene Strukturwandel gelten nicht nur für den Kanton Bern, sondern für die ganze Schweiz. Es steht ausser Zweifel, dass der laufende Strukturwandel im Einzelfall schmerzhaft ist. Diese Entwicklung kann aber nicht aufgehalten werden. Es ist klar festzuhalten, dass der Strukturwandel im Interesse eines langfristig rentablen und nachhaltigen Betriebs der verbleibenden Hotels erwünscht ist. Die Erarbeitung eines zusätzlichen Berichts durch den Regierungsrat beziehungsweise die VOL wird keine neuen Erkenntnisse liefern und ist deshalb abzulehnen.
Ich komme zu Ziffer 2 der Motion. Gemäss dieser Forderung sollen Massnahmen definiert werden, mit denen die Hotellerie finanziell unterstützt werden kann. Die FDP lehnt auch diese Ziffer ab. Es ist aus unserer Sicht richtig, dass sich der Kanton auf indirekte Massnahmen der Hotelförderung konzentriert, das heisst auf Marketing, die Förderung touristischer Infrastrukturen wie zum Beispiel Bahnen und auf Weiterbildungen zur Verbesserung der Qualität des Angebots. Die einzelbetriebliche Förderung durch den Kanton stellt einen sehr heiklen Eingriff in den Markt dar. Der Kanton Bern hat das im Übrigen früher getan. Im Jahr 2005 hat er diese Praxis aber aufgrund von unbefriedigenden Ergebnissen aufgegeben. Es ist zudem nicht einzusehen, weshalb der Kanton Bern nur Hotels finanziell unterstützen sollte. Es gibt auch in anderen Wirtschaftsbereichen wichtige Unternehmen, die mit ähnlichen Schwierigkeiten kämpfen und auch eine finanzielle Unterstützung des Kantons einfordern könnten, dies aber nicht tun. Zudem – und dieser Punkt ist sehr wichtig – gibt es mit der SGH eine öffentlich-rechtliche Genossenschaft, an der der Kanton Bern massgeblich beteiligt ist. Diese Gesellschaft wurde explizit gegründet, um die Gewährung von Darlehen an einzelne Hotelbetriebe vorzunehmen, die ein überzeugendes Geschäftsmodell und echte Chancen vorweisen, auch längerfristig zu bestehen. Die SGH hat in den letzten zehn Jahren Investitionen in der Hotellerie von insgesamt 1,7 Mrd. Franken mitfinanziert. Im Übrigen ist auch festzuhalten, dass diese Darlehen zu günstigen Konditionen angeboten werden. Aktuell kosten Darlehen bis zu fünf Jahren 1,0 bis 1,15 Prozent. Für Laufzeiten bis zu zehn Jahren werden Zinsen von 1,5 bis 2,0 Prozent verlangt. Die FDP lehnt den Vorstoss in beiden Ziffern ab.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Avant de donner la parole à Monsieur Köpfli, je dois annoncer quelque chose: Je souhaite la bienvenue à la délégation de «Moutier-Résiste» et «Moutier-Prévôté» sur la tribune. Le bureau du Grand Conseil a permis une manifestation après la séance, et à midi, un apéro sera servi aux députés dans le hall de l'Hôtel du gouvernement. Bienvenue chez nous à Berne! *(Applaus)*

Michael Köpfli, Bern (glp). Ich befürchte, dass ich mir heute nicht viele neue Freunde unter den ländlichen Grossratsmitgliedern mache. Ich erlaube mir aber auch zu diesem Vorstoss wieder, das liberale Fähnchen hochzuhalten und dem Volkswirtschaftsdirektor etwas Rückendeckung zu geben, auch wenn es absehbar ist, dass wir in der Abstimmung wieder untergehen werden.
Die glp hat als einzige Fraktion diesen Vorstoss nicht mit eingereicht und wird ihn auch geschlossen ablehnen. Weshalb? – Wir anerkennen absolut, dass der Strukturwandel eine grosse Herausforderung für die Hotellerie ist, aber das gilt auch für viele andere Wirtschaftszweige. Wir verstehen auch, dass die Situation in den letzten Jahren mit dem starken Franken sicher noch verschärft wurde. Das hat sich mit dem aktuellen Wechselkurs etwas entspannt, aber die Unsicherheit bleibt hoch, und die Kosten im Vergleich zur ausländischen Konkurrenz sind es auch. Dennoch sind wir überzeugt, dass man diesen Strukturwandel nicht mit zusätzlichen Subventionen aufhalten kann. Es ist wahrscheinlich einfach so, dass es zu viele Hotelbetten gibt – das zeigt die Auslastung –, und dass dies zu betriebswirtschaftlichen Problemen für die Hotels führt. Hinzu kommen diverse neue Angebote, gerade digitale. Ich denke dabei an Plattformen wie Airbnb. Jetzt kann man diese Angebote gut finden oder nicht, die Realität ist, dass sie kommen. Sie werden den Markt erobern, und es ist unmöglich, dass wir als Kanton Bern sagen, wir würden hier nicht mitmachen. Wir können nicht isoliert sagen, die Digitalisierung gehe an uns vorbei. Wir versuchen es auch in anderen Bereichen. Ich denke dabei an die Taxi-/Uber-Diskussion. Aber mittelfristig ist das keine Strategie, die aufgehen wird. Wir glauben auch, dass wir mit zusätzlichen Subventionen einfach die bestehenden Strukturen zementieren. Das wird wahrscheinlich einigen Hotels ermöglichen, noch etwas länger am Markt zu bleiben. Schlussendlich führt das aber dazu, dass alle Hotels unter der tiefen Auslastung leiden. Dies, wenn wir mehr Hotels unter schlechten Bedingungen am Leben erhalten, anstatt den Strukturwandel zuzulassen und innovativen und qualitativ hochstehenden Angeboten eine tatsächlich nötige Wertschöpfung zu ermöglichen, die sie am Markt stärkt.
Es wurde bereits von Kollege Saxer gesagt, dass es verschiedene andere Bereiche gibt, die man auch unterstützen könnte, und für die der Strukturwandel ebenfalls schwierig ist. Ich denke an exportorientierte Industriebetriebe, Firmen, die auch unter dem starken Franken gelitten haben. Dort spricht man auch keine Subventionen. Hinzu kommt, dass der Tourismus im Vergleich zu anderen Branchen schon heute stark durch verschiedene Massnahmen unterstützt wird. Diese wurden auch bereits ausgeführt und stehen im Vortrag des Regierungsrats. Wir sind auch der Überzeugung, dass es wie in anderen Wirtschaftszweigen nicht möglich sein wird, mit den günstigsten Angeboten im Ausland mitzuhalten. Das wird am Standort Schweiz wahrscheinlich einfach nicht möglich sein. Wir müssen auch hier auf Qualität und Innovation setzen. Dann gibt es die Möglichkeit, dass wir auch für ausländische Touristen attraktiv bleiben und für die Schweizer Touristen, die in der Schweiz Ferien machen. Ein reiner Preiswettbewerb wird nicht zum Ziel führen. Aus diesem Grund sagen wir klar Nein zu diesem Vorstoss und bitten doch, sollte ziffernweise abgestimmt werden, dass wenigstens nur Ziffer 1 von den Befürwortern überwiesen wird. Ich denke auch, dass es im Zusammenhang mit dem Sparpaket seriös wäre, zuerst einen Bericht zu machen, und nicht jetzt schon finanzielle Massnahmen sprich Subventionen zu sprechen. Sonst widersprechen wir unserer Finanzstrategie vehement. Wir werden beide Ziffern ablehnen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrätin Rüfenacht.

Andrea Rüfenacht, Burgdorf (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt diese Motion, und ich bitte Sie, dies ebenfalls zu tun. In der Antwort der Regierung werden einige generelle Aussagen gemacht, die erklären sollen, weshalb die Hotellerie bestimmte Schwierigkeiten hat. Darunter finden sich auch ein paar Tipps: Die Hotellerie soll innovativ sein, sie soll hohe Qualität bieten, und sie soll die Betriebsgrösse steigern, insbesondere auch, um die positive Wirkung der Hotellerie für die Volkswirtschaft zu sichern. Bereits hier vermisse ich weitere Informationen. Innovation und Qualität sind sicher gut. Betriebsgrösse hingegen ist nicht zwingend mit Qualität verknüpft. Grosse Betriebe können auch so funktionieren, dass mit möglichst wenig Personal möglichst grosse Reisegruppen für ein

bis maximal zwei Nächte versorgt werden. Eine derart industrialisierte Hotellerie ist nicht unbedingt innovativ, vielleicht aber recht einträglich. Wer lieber in einem ruhigeren Ambiente logiert, kann sich ja eine Ferienwohnung mieten, beispielsweise über Internet. Wer sich dazu noch etwas Service wünscht, stellt dann fest, dass dieses Angebot schrumpft und damit die ganze Angebotspalette dünner wird. Es stellt sich die nächste Frage, nämlich ob sich diese Entwicklung wirklich nur kurzfristig auf die Arbeitsplätze auswirkt. Zu diesen und weiteren Punkten, die Urs Graf und meine Vorredner und Vorrednerinnen schon ausgeführt haben, möchten wir gerne eine weiterführende Analyse. Diese Analyse soll die Situation im Vergleich mit anderen Regionen zeigen, Regionen, die genauso stark vom Tourismus abhängig sind. Wir wollen einen Vergleich mit denjenigen Kantonen, die ihre Hotellerie jetzt schon unterstützen, und nicht einfach einen Vergleich mit dem Rest der Schweiz. Wir bitten Sie, diese Motion zu unterstützen.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Die EVP-Fraktion wird diesen Vorstoss in beiden Ziffern unterstützen. Gerne werde ich im Zusammenhang mit der geführten Diskussion zwei Punkte hervorheben. Wir haben von der FDP und der glp gehört, dass sie vermuten, dieser Vorstoss diene dazu, den Strukturwandel aufzuheben. Liebe Kolleginnen und Kollegen, das darf nicht das Ziel sein. Wir können in keiner Branche den Strukturwandel aufheben, aber wir können ein besonderes Problem, das wir bei den Hotels insbesondere im Berner Oberland, im Emmental und im Jura haben, analysieren und womöglich bekämpfen. Es ist bezeichnend, dass vier der Mitmotionäre in einem Verwaltungsrat einer Bank sitzen und somit Zugang haben und sehen, wo die Probleme bei der Finanzierung von Familienhotels liegen. Im Unterschied zu allen anderen Wirtschaftsbereichen ist es einfach so, dass zu einem Hotel ein Stück Land gehört. Das erhöht den Preis für diese Liegenschaft. Das ist bei einer Schreinerei oder einer mechanischen Werkstätte viel weniger problematisch als bei einem Hotel.
Ein Beispiel in Gunten: Dort wurde ein Hotel an einen ausländischen Investor verkauft, und seit diesem Zeitpunkt ist das Hotel geschlossen. Der Investor hat kein Interesse am Betrieb dieses Hotels, sondern er muss sein Geld parkieren. Diesbezüglich richte ich mich besonders an die Vertreter und Vertreterinnen der SVP: Kann es tatsächlich unser Ziel sein, dass die Hotels an Investoren oder Hotelketten ins Ausland verkauft werden, weil diese mehr bieten können als die Familienbetriebe in unseren Regionen mit ihren schmaleren Budgets? Müssten wir nicht wirklich hinsehen und sagen, das könne nicht die Zukunft sein? Auch wenn die Finanzierung schwieriger ist, wird eine Hotelierfamilie mit viel Herzblut in unseren wunderbaren Feriendestinationen etwas hinkriegen, das wir von den Ausländern nicht erwarten können. Ich bitte Sie mitzuhelfen, damit dieser Bericht gemacht wird. Wir geben damit kein Geld aus, sondern untersuchen, welche Möglichkeiten überhaupt infrage kämen. Ich will keine Subventionen; ich will Rahmenbedingungen, die es der Hotellerie ermöglichen, sinnvoll zu überleben.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (BDP). Die Motionäre kümmern sich mit dem Vorstoss um einen wichtigen wirtschaftlichen Bereich des Kantons Bern. Der Kanton Bern ist auch ein wichtiger Tourismuskanton in unserem Land. Die Herausforderungen besonders in der Hotellerie und in der Beherbergungsbranche sind tatsächlich gross und speziell. Die Strukturen sind seit Jahren im Wandel, und dies wird sich in nächster Zeit sicher nicht ändern. Wir haben dies heute bereits viele Male zur Kenntnis nehmen können. Wir konnten alle die ausführliche und schlüssige Antwort der Regierung lesen. Wir haben viele positive und negative Argumente von den Fraktionen zur Kenntnis nehmen können. Das Problem wurde umfangreich beleuchtet, und ich verzichte auf Wiederholungen. Wir haben in der BDP-Fraktion lange das Für und Wider diskutiert. Die Wichtigkeit der Tourismusbranche in den verschiedenen Regionen wird von der BDP in keiner Weise bestritten. Wir haben aber bei dieser Motion keine einheitliche Haltung gefunden. Es wird Zustimmungen und Ablehnungen geben.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zu den Einzelsprecherinnen und Einzelsprechern. Wer sich noch eintragen möchte, soll das jetzt tun. Ich werde anschliessend die Rednerliste schliessen.

Sandra Hess, Nidau (FDP). Wir alle wissen, wie wichtig der Tourismus für die Schweiz und insbesondere für den Kanton Bern ist. Die Hotellerie ist ein wichtiger Faktor in diesem Wirtschaftszweig. Wir haben es gehört: Sie ist systemrelevant für den Tourismus und damit für die Schweiz. Wie die meisten anderen Branchen erlebt auch sie zurzeit einen Strukturwandel. Aber nicht nur: Sie erlebt auch einen Wandel der Kundenbedürfnisse und der Ansprüche und zwar der einheimischen wie auch der ausländischen Gäste. Sie alle erwarten Qualität, Service und innovative Dienstleistungen auf

höchstem Niveau in allen Preissegmenten. Viele Betriebe haben diese vielseitigen Kundenbedürfnisse erkannt und ihre Chancen gepackt. Sie haben den Wandel bereits vollzogen, andere sind noch dabei. Es ist keinesfalls so, dass die Branche nicht fähig ist, selber darauf zu reagieren. Im Gegenteil: Es gibt viele Hotels, die das bereits geschafft haben und zwar nicht nur mit ausländischer Hilfe, wie das heute Morgen auch schon suggeriert wurde.
Einen Bericht über den Zustand der Hotellerie braucht es nicht. Und Unterstützungsmassnahmen braucht die Hotellerie auch nicht. Neben der Tatsache, dass Sie der Hotellerie durchaus zutrauen dürfen und auch müssen, dass sie den Wandel selber bewältigen kann, kann es keinesfalls sein, dass wir anfangen, Branchen, die sich im Strukturwandel und im Transformationsprozess befinden, gezielt zu unterstützen. Das fehlende Kapital bei Nachfolgeregelungen ist bei Weitem kein Problem, das nur die Hotellerie betrifft. Das gilt auch für andere Branchen. Auch besitzt praktisch jedes KMU noch ein Stück Land, das dann ebenfalls zur Wertsteigerung des Betriebs beiträgt. Auch diesbezüglich handelt es sich nicht um ein branchenspezifisches Problem. Meine Damen und Herren, es ist doch eine Stärke der Schweizer KMU immer wieder auf neue Herausforderungen rasch und mit innovativen Produkten und Dienstleistungen zu reagieren. Ein Eingreifen des Staats ist unnötig, es ist sogar kontraproduktiv. Auch das haben wir bereits gehört, und ich kann das nur noch einmal wiederholen: Es darf nicht dazu führen, dass ein nicht mehr wettbewerbsfähiger Ist-Zustand erhalten und ein nötiger Transformationsprozess verzögert wird. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss in beiden Ziffern abzulehnen.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Viele von Ihnen wissen, dass wir vonseiten des bernischen Grossen Rats eine Freundschaft mit dem Sächsischen Landtag pflegen. Wir haben diesen vor ungefähr einem Monat besucht und verschiedene Themen diskutiert, unter anderem den Tourismus. Ich werde diese Sitzung wahrscheinlich noch lange nicht vergessen. Wir sassen «aufgereiht» in einem grossen Sitzungszimmer. Überraschend viele Kolleginnen und Kollegen aus Dresden waren zugegen und erzählten uns, wo sie im Moment in Tourismusthemen in der Sächsischen Schweiz unterwegs seien. Wir sassen so da und hatten bei manchen Fragen und Diskussionspunkten den Eindruck: Da waren wir auch mal, das waren auch mal unsere Themen. Wir haben ihnen zu sagen versucht: «Airbnb, da müssen Sie jetzt handeln! Sie müssen jetzt diese Punkte angehen. Jetzt ist der Moment!». Sie haben dann im Stil von «Ja, ja, wir haben das im Griff» reagiert.
Ich finde, genau an diesem Punkt stehen wir mit dieser Motion. Es gilt zu realisieren, dass ein Strukturwandel im Gang ist und zwar ein dramatischer. Ich erwähne das Beispiel von Oberhofen noch einmal: An wunderbarer Lage liegt ein Hotel, das nicht mehr betrieben werden kann, weil ein ausländischer Besitzer einfach kein Interesse daran hat. Sie sehen auch in der Begründung, wie viele Hotels an ausländische Investoren verkauft wurden. In dieser Motion geht es darum, einen Bericht zu schreiben, damit wir klare Zahlen haben und wissen, worüber wir diskutieren. Es gibt einige Ansatzpunkte in der Antwort, die aber viel zu wenig detailliert sind.
In Ziffer 2 geht es darum, Massnahmen zu definieren und zu überlegen, in welche Richtung es geht. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, machen wir nicht dieselben Fehler, die wir bei unseren Kollegen in Deutschland gesehen haben, sondern seien wir wirklich fortschrittlich. Wir müssen realisieren, dass der Strukturwandel kommt und uns Probleme in der Wirtschaft, in der Hotellerie und in anderen Branchen bereiten wird. Aber seien wir einen Schritt voraus, und sehen wir genau hin im Sinn des englischen Sprichworts «What gets measured gets done!». Schaffen wir Fakten, aufgrund derer wir handeln können. Ich bitte Sie, beide Ziffern klar zu überweisen.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Ich möchte mich dem Votum des Fraktionssprechers anschliessen. Selbstverständlich lehne auch ich die Motion in beiden Ziffern ab. Ich wünsche explizit, dass ziffernweise abgestimmt wird. Weshalb? – Ziffer 1 lehne ich ab; Ziffer 2 lehne ich sehr dezidiert ab. Für Ziffer 1 kann man eine gewisse Sympathie haben, damit wir einen Bericht erstellen lassen und prüfen können, was Sache ist. Gemäss Ziffer 2 jetzt schon Massnahmen zu definieren, wäre ordnungspolitisch in keiner Art und Weise zu vertreten. Wenn es zu einem Bericht käme und dieser überwiesen würde, möchte ich im Sinn eines Eventualwunsches noch etwas anregen: Ich fände es gut, nicht nur den Einfluss ausländischer Investoren auf die Hotellerie im Berner Oberland zu prüfen, sondern auch zu prüfen, wie es dazu kommt, dass diese ausländischen Investoren bei uns Fuss fassen. Welches sind die Gründe? Warum verkaufen heimische Hoteliers ihre Hotels an ausländische Investoren? Was springt dabei raus und was nicht? Ich wäre dankbar für die Prüfung dieses Aspekts, sofern ein Bericht erstellt wird.

Präsident. Das Wort hat der langjährige Hotelier und Branchenkenner Hans Kipfer.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Vielen Dank für den Hinweis. Das ist auch ein Punkt, den ich noch erwähnen werde. Aber ich steige trotzdem mit der Gastronomie ein. Dort bin ich zurzeit tätig. Es wurde viel von gleich langen Spiessen gesprochen. Ich kann Sie beruhigen: Es ist kein Problem, wenn Sie mal kurze Spiesse haben. Für den Grill ist das manchmal besser. Es kommt sehr darauf an, was und welche Qualität am Spiess steckt. Darum geht es hier: Was stecken wir an den Spiess? – Die Qualität muss stimmen. Wie gesagt worden ist, habe ich auch Hotellerieerfahrung. Ich führte während mehrerer Jahre ein grosses Hotel mit rund 200 Betten. Ich war Vizepräsident eines nationalen Hotelverbands mit ungefähr fünfzig Hotels. Zu meiner Erfahrung: Der erste Anlauf in die Selbstständigkeit vor ungefähr zwanzig Jahren scheiterte genau aus den Gründen, die wir hier diskutieren. Es gelang mir nicht, einen Hotelbetrieb zu übernehmen, weil die Finanzierung nicht möglich war. Wir führten den Betrieb gut, aber die Rechnung ging nicht auf.
Das Hauptthema, das wir diskutieren, möchte ich nicht zu konkret auf die Hotellerie beziehen, denn es geht um eine volkswirtschaftliche Frage. Urs Graf hat es einleitend sehr gut gesagt: Eine gesunde Hotellerie ist systemrelevant. Darum geht es. Wenn wir eine Branche links liegen lassen, dann produzieren wir ein Problem in weiten Regionen des Kantons Bern. Wir sind bereit, Clusterpolitik im Umkreis der Hauptstadt zu machen und in gewissen Gebieten sehr viel Geld zu investieren. Es macht Sinn, in den Regionen die Hotellerie und ihr Branchennetzwerk genau zu untersuchen, damit wir den volkswirtschaftlichen Nutzen in diesen Regionen aufrechterhalten können. Deshalb unterstütze ich sehr klar diesen Vorstoss.

David Stampfli, Bern (SP). Ich erlaube mir, als Städter auch noch etwas zu diesem eher ländlichen Thema zu sagen. Verschiedene Kolleginnen und Kollegen haben angesprochen, dass dieser Vorstoss ordnungspolitisch nicht ganz über alle Zweifel erhaben sei. Das mag durchaus stimmen. Ich denke aber, dass es um eine staatspolitische Frage geht. Der Kanton Bern wird immer wieder kritisiert, wie schwach er sei und wie er sparen und den Strukturwandel vorantreiben müsse. Es wird erwartet, dass der Strukturwandel vorangetrieben wird. Ich bin der Meinung, der Kanton Bern müsse sich je nach Region auf seine Stärken besinnen, und diese Stärken müssen gefördert werden. Eine der grossen Stärken gerade des Oberlands ist der Tourismus. Das sage ich als Städter. Auch in den urbanen Zentren sind wir im Grossen Rat jedes Mal froh, wenn Infrastrukturprojekte gefördert werden, zum letzten Mal beim Tram Region Bern. Deshalb bin ich der Überzeugung, dass es umgekehrt wichtig ist, die Stärken des Oberlands, den Tourismus, ebenfalls zu fördern. Es geht nicht darum, dass bei Überweisung dieses Vorstosses am nächsten Tag Geld für die Hotellerie im Berner Oberland fliessen würde. Aber es geht darum, zu prüfen, wie wir diese Branche unterstützen können. Wie können wir ihr helfen, damit der Tourismus weiterhin floriert? Ich bin überzeugt, dass das für das Oberland wichtig ist, und deshalb werde ich diesem Vorstoss aus staatspolitischer Sicht zustimmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Der Motionär wünscht nach dem Regierungsrat noch einmal das Wort. Deshalb erteile ich jetzt dem Volkswirtschaftsdirektor das Wort.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. In der Beherbergungsbranche ist seit Jahren ein tiefgreifender Strukturwandel im Gang. Dieser ist nicht absehbar in Zukunft auf dem Radar, sondern er ist im Gang. Die Gründe dafür sind vielfältig. Einige sind neu wie beispielsweise Online-Plattformen à la Airbnb, andere liegen tief in der Vergangenheit wie etwa kleine oder zu kleine Betriebsgrössen. Wieder andere Gründe ergeben sich aus den Antworten zu Fragen wie beispielsweise, was die Gäste wollen, welches ihre Bedürfnisse sind, wie die Gästestruktur aussieht, wie stark der Schweizer Franken ist und so weiter. Die Branche ist in einem Strukturwandel, und dieser Strukturwandel – verschiedene Fraktionssprecher und -sprecherinnen haben darauf hingewiesen – lässt sich nicht aufhalten, weder durch Berichte noch durch staatliche Massnahmen. Er lässt sich allenfalls etwas bremsen. Das gilt auch für die Hotellerie. Schlussendlich führt eine Veränderung dazu, dass Überkapazitäten abgebaut und überhaupt erst rentable Strukturen aufgebaut werden. Dass dabei auch ausländische Investoren aktiv werden, ist in einer stark international ausgerichteten Branche kaum auszuschliessen. Es ist auch nicht auszuschliessen, dass es bei einer Hotelübernahme zu einer anderen Nachnutzung kommt.
Für die Regierung muss eine Hotelförderung nachhaltig sein. Unter diesem Blickwinkel wurde – Grossrat Saxer hat es erwähnt – im Jahr 2005 die damalige Hotelförderung durch das Tourismusentwicklungsgesetz vom 1. Januar 2006 (TEG) abgelöst, weil man mit dieser kantonalen Hotelförderung keine Wirkung in der Hotellerie entfalten konnte. Mit dem TEG verfolgt der Kanton eine umfassende Tourismuspolitik und fördert die Hotellerie mit indirekten Massnahmen wie zum Beispiel der Förderung

der Infrastruktur, von Marketing oder Weiterbildung. Für die finanzielle Unterstützung im Einzelfall – auch das wurde bereits angesprochen – stehen die Angebote der SGH zur Verfügung. Diese prüft jedes Gesuch und gewährt nur ein Darlehen, wenn ein nachhaltiger Betrieb sichergestellt werden kann. Andere Kantone wie Graubünden, Wallis oder das Tessin wenden teilweise einige Franken pro Jahr zur Förderung einzelner Beherbergungsbetriebe auf. Über die Wirkung der Förderbeiträge gibt es keine gesicherten Aussagen.
Interessant, geschätzte Grossrätinnen und Grossräte, ist aber der Blick auf die Entwicklung der Logiernachtzahlen. Grossrat Graf hat infrage gestellt, ob der Kanton Bern ein Tourismuskanton sei. Natürlich ist er das. Er ist bezogen auf die Logiernachtzahlen hinter Zürich der Zweitgrösste. Beide Kantone kennen keine Fördermittel für Einzelbetriebe in der Hotellerie. Der Regierungsrat ist also skeptisch bezüglich der nachhaltigen Wirkung kantonaler Unterstützung. Würden Beiträge zusätzlich zu denen der SGH gewährt, gibt es auch die Gefahr von sogenannten Mitnahmeeffekten. Unter Mitnahmeeffekten verstehen wir, wenn Betriebe Investitionen tätigen und gleichzeitig Staatsmittel in Anspruch nehmen, die sie nicht unbedingt bräuchten. Diese Gefahr gibt es. Weiter gilt es, das Ausfallrisiko als Thema im Auge zu behalten. Würden Beiträge an Betriebe ausgerichtet, die nicht von der SGH unterstützt werden, dann ist das Ausfallrisiko entsprechend gross. Ich war auch einmal Verwaltungsratspräsident einer Regionalbank und kenne Ausfallrisiken aus dieser Perspektive. Hinzu kommt das Argument der Wettbewerbsverzerrung einerseits zwischen geförderten und nicht geförderten Betrieben und andererseits zwischen der Beherbergungsbranche und anderen Branchen. Der Regierungsrat erachtet die vorhandenen Grundlagen und Instrumente als ausreichend.
Zum Schluss erinnere ich, dass eine Annahme gerade von Ziffer 2 auch finanzielle Auswirkungen hätte. Ich erinnere die bisherigen und auch die neuen Grossratsmitglieder in diesem Zusammenhang an die stundenlangen Spardebatten in der Novembersession und an schmerzhafte Sparentscheide. Auch aus der finanzpolitischen Perspektive lehnt der Regierungsrat diesen Vorstoss ab, auch wenn er in ein Postulat gewandelt würde.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Der Motionär Urs Graf hat nochmals das Wort.

Urs Graf, Interlaken (SP). Besten Dank für die lebhafte Debatte. Ich habe sieben Punkte, die ich noch einmal ansprechen möchte. Erstens: Ein Bericht ist notwendig, weil in den letzten zehn Jahren ein enormer Wandel stattgefunden hat. Zweitens, zu Kollege Saxer: SGH-Darlehen gibt es. Es gibt sie aber auch im Tessin, im Graubünden und im Wallis. Dort wurden sie als nicht genügend erachtet. Wenn Sie mit Zinssätzen von 1 bis 2 Prozent kommen, dann ist das richtig als Basiszinssatz. Aber den Risikozuschlag haben Sie unterschlagen. Zu Kollege Köpfli: Natürlich gibt es Überkapazität in der Nebensaison, aber in der Hauptsaison eben gerade nicht. Wenn wir zusätzlich Hotelbetten abbauen, werden Orte wie Zweisimmen von der Hotellandschaft verschwinden, und das ist eine tragische Situation. Zu den anderen Branchen, Kollegin Hess: Das grosse Problem bei der Hotellerie ist die internationale Wettbewerbsfähigkeit betreffend den Euro, 50 Prozent Personalkosten und so weiter. In der Hotellerie können Sie das nicht via Produktivitätsgewinn lösen. In vielen Produktionsbetrieben wurde das Problem der Wettbewerbsfähigkeit via Produktivitätsgewinn gelöst. Das ist hier nicht möglich. Zur Situation im Kanton Bern: Es ist meinetwegen richtig, dass wir die Achse Biel-Bern-Thun stärken. Aber wir haben oberhalb von Thun eine Fläche, die so gross ist wie ein ganzer Kanton. Und das ist ein reiner Tourismuskanton, der gleichbehandelt werden muss wie Wallis, Tessin und Graubünden. Zum Regierungsrat: Logiernächte allein sind nicht entscheidend. Entscheidend ist der Bruttogewinn, damit man investieren kann. Zürich ist der grösste Tourismuskanton, aber das ist Stadttourismus, der eine völlig andere Wertschöpfung hat.
Ich möchte noch kurz den Tourismusverantwortlichen des Kantons Tessin, Elia Frapolli, Direktor des kantonalen Destinationsmangements zitieren. Er antwortete auf die Frage, ob A-fonds-perdu-Beiträge nicht Strukturerhaltung seien: «Keineswegs, die Vorgaben sind streng. Die Beiträge, die bis zu 15 Prozent der Projektsummen abdecken, füllen letztlich gerade jene Lücken beim Eigenkapital, in welche die Schweizerische Gesellschaft für Hotelkredite nicht springen kann. Genau die sind entscheidend.» Nicht alles ist Wirtschaft, Kolleginnen und Kollegen. Das ist so. Ich finde es tragisch, wenn das Parlament sehr engagiert und beseelt über Bären, Wölfe und Luchse diskutiert und die zentrale Wirtschaft beiseitelässt. Schweren Herzens wandle ich in ein Postulat.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben es gehört, die Motion ist in ein Postulat gewandelt worden. Wir kommen zur Abstimmung. Wer das Postulat «Gleich lange Spiesse für die Hotellerie in den Ferienregionen […]» annimmt, stimmt Ja, wer dieses ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	79
Nein	67
Enthalten	4

Präsident. Sie haben das Postulat angenommen mit 79 Ja-Stimmen gegen 67 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen.

Geschäft 2017.RRGR.572

Motion 220-2017 Köpfli (Bern, glp)
Bürokratie ohne Mehrwert: Gastgewerblicher Fähigkeitsausweis (Wirtepatent) abschaffen

Der Präsident, Jürg Iseli, übernimmt wieder den Vorsitz.

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 72, der Motion Köpfli «Bürokratie ohne Mehrwert: Gastgewerblicher Fähigkeitsausweis (Wirtepatent) abschaffen». Der Motionär ist mit der Antwort der Regierung einverstanden. Wünscht der Motionär das Wort? – Nein. Er wandelt in ein Postulat. Ist das Postulat im Rat bestritten? – Es ist nicht bestritten. Dann kommen wir direkt zur Abstimmung. Wer das Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dieses ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	123
Nein	20
Enthalten	3

Präsident. Sie haben das Postulat angenommen mit 123 Ja-Stimmen gegen 20 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen.

Geschäft 2017.RRGR.579

Motion 227-2017 Gabi Schönenberger (Schwarzenburg, SP)
Konkrete Massnahmen einleiten, um der Problematik der langzeitarbeitslosen und ausgesteuerten Personen entgegenzuwirken und eine Verlagerung in die Sozialhilfe zu verhindern

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 73, der Motion Gabi Schönenberger: «Konkrete Massnahmen einleiten, um der Problematik der langzeitarbeitslosen und ausgesteuerten Personen entgegenzuwirken und eine Verlagerung in die Sozialhilfe zu verhindern». Die Regierung hat ziffernweise argumentiert. Die Motionärin hat das Wort.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Entschuldigen Sie den langen Titel der Motion. Wie schon in der Märzsession erwähnt, ist es etwas unglücklich und wirklich unverständlich, dass diese Motion nicht von der gleichen Direktion und gleichzeitig behandelt wird, wie der Vorstoss, der die Kennzahlen für die Langzeitarbeitslosen und Ausgesteuerten forderte. Denn beide Vorstösse wurden miteinander eingereicht, und sie sind inhaltlich sehr eng verknüpft. In der Regierungsratsantwort steht zu Beginn, dass diese Kennzahlen aufgrund fehlender Datengrundlagen fehlen. Eben diese forderte der Vorstoss vom März 2018. Ich hoffe, dass dies endlich geändert wird; der Vorstoss konnte nämlich im März deutlich überwiesen werden.
Es ist nicht nur wichtig, die Kennzahlen zu kennen, sondern auch gezielt Massnahmen gegen diese zunehmende Problematik zu ergreifen. Der Regierungsrat teilt die Ansicht, dass die berufliche Wiedereingliederung von Personen, die ihre Stelle verloren haben, hohe Priorität hat, und dass dafür geeignete Massnahmen nötig sind. Es freut mich, dass der Regierungsrat die Aktualität und Dringlichkeit auch zu sehen scheint. Allerdings ist er gemäss seiner Antwort aber wenig ambitiös, diese Situation nachhaltig zu verbessern. Das sieht man auch daran, dass er die Ziffern 1 und 3 nur als Postulat annehmen und Ziffer 2 ablehnen will. Die Sachlage ist klar: Es geht jetzt darum zu handeln. Es leuchtet nicht ein, weshalb Ziffer 2 gemäss Regierungsrat nicht realisierbar sein soll. Ein konkreter Zeitplan mit klar formulierten Zielen für die berufliche Wiedereingliederung von langzeitarbeitslosen Personen wäre sehr sinnvoll und notwendig. Denn sonst besteht die grosse Gefahr, dass entweder gar nichts oder zu wenig geschieht, oder aber es dauert viel zu lange.
An und für sich war es der Plan der Regierung im Zusammenhang mit der Revision des Gesetzes über die öffentliche Sozialhilfe vom 11. Juni 2001 (Sozialhilfegesetz, SHG) Begleitmassnahmen zur Integration zu entwickeln. Ein Teil des beim gekürzten Grundbedarf eingesparten Betrags hätte wieder investiert werden sollen. Es zeigt sich jetzt leider im Nachhinein, dass dies in einem viel kleineren Rahmen geschehen soll, als es vorgesehen war. Auf einzelne Gruppen, die besonders von Langzeitarbeitslosigkeit betroffen sind, nimmt der Regierungsrat in seiner Antwort leider keinen Bezug, obwohl die Erfahrungen der letzten Jahre zeigen, dass verschiedene Gruppen von Arbeitssuchenden besondere Schwierigkeiten bei der Stellensuche haben. Zu diesen Gruppen gehören insbesondere ältere Arbeitslose, Personen ohne berufliche oder ungenügende Qualifizierung, Personen auch mit gesundheitlichen Problemen und – auch ein wichtiger Personenkreis – Personen aus dem Asyl- und Flüchtlingsbereich. Wer jetzt sagt, wir hätten ja eine so tiefe Arbeitslosenquote – wie man das zu hören scheint –, den täuscht die tiefe Arbeitslosenquote darüber hinweg, dass Arbeitslose der genannten Personengruppen oft längerfristig keine Stelle finden und aufgrund dessen vielfach mittel- und längerfristig von der Sozialhilfe abhängig werden. Weil die Langzeitarbeitslosen und Ausgesteuerten statistisch nicht erfasst werden, zählen sie bei der Erhebung der Arbeitslosenquote nicht mit.
Ein Thema ist auch, wie wir diese Ressource besser nutzen können. Wir sollten dieses Potenzial nutzbar machen, statt zuzulassen, dass diese Menschen vom Stellenmarkt ausgeschlossen werden. Dies steht auch im Kontext des viel genannten Fachkräftemangels. Denn die Situation ist unbefriedigend. Es sind jetzt praktikable und pragmatische Massnahmen gefragt. Auch der Mitte 2018 in Kraft tretende Inländervorrang kann eine wichtige Rolle spielen. Diesen hat der Regierungsrat leider gar nicht erwähnt. Der Inländervorrang bietet zusätzliche Chancen für die berufliche Integration von stellenlosen Personen. Das gilt ebenfalls für die erhöhte Integrationspauschale bei den Asylsuchenden, die verdreifacht wurde. Dazu komme ich später noch.
Es gibt Möglichkeiten und sinnvolle Programme für eine bessere Arbeitsintegration, weil Stellenvermittlung alleine oft nicht in allen Fällen zielführend ist. In einigen Fällen sind zusätzlich Qualifizierungsmassnahmen und zielgerichtetes Jobcoaching notwendig, um eine nachhaltige Arbeitsintegration zu erreichen, beispielsweise durch das Lancieren von Qualifizierungsprogrammen. Es ist sehr wichtig, noch enger mit der Wirtschaft zusammenzuarbeiten. Ich sehe, dass die Lampe der Redezeitbegrenzung blinkt. Ich trete später noch ein zweites Mal ans Rednerpult.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionserklärungen. Für die glp-Fraktion spricht Grossrätin Mühlheim.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Ja, wenn die Welt immer so einfach wäre, wie die Motionäre sich dies vorstellen, dann wären wir auch im Bereich der Arbeitsbeschaffungsmassnahmen in einem Berner Paradies. Kolleginnen und Kollegen, wer sich beruflich etwas näher mit der Problematik der Regionalen Arbeitsvermittlungszentren (RAV) und der Leute, die beim RAV gemeldet sind, befasst, der kennt die Schwierigkeiten. Auch die Antwort der Regierung zeigt, wo die Hauptprobleme liegen, insbesondere im Segment der älteren Bevölkerung mit mehr Langzeitarbeitslosen. Es gibt tendenziell

relativ viele Ausländerinnen und Ausländer mit schlechter Qualifizierung, und es sind auch viele Leute mit gesundheitlichen Problemen. Drückt man es etwas weniger diplomatisch aus, dann haben wir in diesem Segment auch viele Leute, die bereits seit längerer Zeit eine Suchtproblematik haben. Diese Leute konnten sich durchschlängeln und plötzlich, wenn die Wirtschaft anzieht, fallen sie raus. Was geschieht beim RAV? – Das ist ein Problem. Wir haben Arbeitsgruppen gemacht. Die Leute sind immer wieder innerhalb von drei Monaten arbeitslos, weil nicht bekannt ist, dass sie eine Suchtproblematik haben. Es gibt Lösungsansätze. Man hat neue Projekte mit der Klinik Südhang lanciert, damit diese Leute, wenn sie den Entzug machen, zum Beispiel noch Arbeitslosentaggelder kriegen. Das sind pragmatische Ansätze, wie wir Probleme lösen. Wir versuchen zuerst, den gesundheitlichen Zustand anzugehen, die Leute gesundheitlich fit zu machen, und sie anschliessend weiterzuvermitteln.
Betreffend das zweite Hauptproblem richte ich mich an die SP: Liebe Leute, so lange jeder Arbeitgeber gezwungen ist, den Gesamtarbeitsvertrag (GAV) mit Mindestlohnansätzen einzuhalten, kriegen wir einen grossen Anteil der Leute, die arbeitslos und über 55-jährig sind, nicht mehr in den ersten Arbeitsmarkt. Leute mit Gesundheitsproblemen werden bei diesen Lohnsätzen nicht mehr angestellt. Dort erwarte ich ganz konkret, dass Sie in ihren eigenen Reihen die Energie aufbringen, und Ihren Gewerkschaften in diesem Bereich mehr Spielraum lassen, sei es im Asylbereich, oder dass neue Möglichkeiten geschaffen werden, und der GAV im Bereich der Mindestlohnansätze nicht sakrosankt ist. Dann haben wir einen ersten Schritt gemacht, der viel realistischer ist, als diese Motion als Motion zu überweisen. Wir halten es gleich wie die Regierung: Wir werden die Ziffern 1 und 3 als Postulate überweisen und Ziffer 2 annehmen, weil man zum Zeitpunkt X einfach nicht mit klaren Terminierungen weiterkommt. Dafür ist das Problem viel zu komplex, so wie ich es geschildert habe. Ich bitte Sie, analog zur Regierung diese Motion als Postulat zu überweisen.

Haşim Sancar, Bern (Grüne). Ja, die Welt ist nicht einfach, aber leider machen sie manche komplizierter. Wir diskutieren seit drei Sessionen heftig über Sozialhilfe, Kürzungen in der Sozialhilfe und die Problematik der Aussteuerung. Arbeitslosigkeit ist für alle Menschen schwierig. Abgesehen von einigen Ausnahmen ist niemand gerne erwerbslos. Erwerbslose haben nicht nur weniger Einkommen; sie verlieren auch ihre sozialen Kontakte und sind der Gefahr ausgesetzt, in der Isolation zu landen. Deshalb ist es auch die Aufgabe des Staats, sich darum zu kümmern und die erwerbslose aktive Bevölkerung in den Arbeitsprozess zu integrieren. Ein möglicher Ansatz ist bestimmt das Recht auf Arbeit. Für Menschen, die immer erwerbstätig waren, ist es besonders bitter, wenn sie in vorgeschrittenem Alter oder kurz vor der Pensionierung erwerbslos werden, bitterer als für junge Menschen. Das Gefühl, überflüssig oder «aufgebraucht» zu sein, ist schmerzhaft. Umso wichtiger ist es, dass Wirtschaft und Staat erwerbslosen, über fünfzigjährigen Menschen besondere Beachtung schenken mit dem Ziel, sie möglichst schnell in den Arbeitsmarkt zu integrieren.
Leider weist die Antwort des Regierungsrats in die gegenteilige Richtung. Er beruft sich auf die sogenannten Daueraufgaben, anstatt jetzt konkrete Schritte zu unternehmen. Diese Untätigkeit irritiert. Denn wenn diese Menschen ausgesteuert sind, landen sie in der Sozialhilfe, in der sie mit Kürzungen konfrontiert werden, für die vom gleichen Gesamtregierungsrat plädiert wird. Hier stimmt etwas nicht; das ist etwas wirklich verkehrt herum gedacht!
Wir verlangen vom Regierungsrat, dass er besondere Massnahmen ergreift, um Menschen über fünfzig Jahre in den Arbeitsmarkt zu integrieren. Eine Zusammenarbeit mit den Gemeinden wäre diesbezüglich sehr nützlich. Die Grünen unterstützen die Motion.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (BDP). Die Forderung dieser Motion ist für die BDP ein Thema, das omnipräsent thematisiert wurde und wird. Langzeitarbeitslose und Ausgesteuerte haben verschiedene Geschichten und Schicksale. Man kann dieses Thema emotional diskutieren; es kann jeden treffen. Wir gehen mit der Motionärin einig, dass diese Schwierigkeiten bestehen. Für uns ist jedoch die Antwort des Regierungsrats schlüssig, und wir werden nur die Ziffern 1 und 3 als Postulat unterstützen. Weshalb? – Zu Ziffer 1: Wie vom Regierungsrat ausgeführt, ist die Forderung eine Daueraufgabe, die immer weiterentwickelt werden muss. Es braucht nicht einfach die Massnahme X. Ein Postulat lässt viel Spielraum offen, und es ist bestimmt das Richtige.
Zu Ziffer 2: Da das Resultat noch nicht klar ist, wäre ein Zeitplan etwas, wie den Finger in die Luft zu halten, und würde der Sache nicht gerecht. Deshalb lehnen wir Ziffer 2 ab.
Zu Ziffer 3: Die Zusammenarbeit mit der Wirtschaft und deren Einbindung geschieht bereits heute und muss sicher noch ausgebaut werden. Gerne bringe ich aber ein, dass wir bei dieser Thematik auch über Löhne, Mindestlöhne und Speziallösungen für Teillöhne in Härtefällen sprechen müssen. Oft scheitern diesbezüglich Lösungsansätze bereits im Ansatz, da sie nicht finanzierbar sind. Diesbezüglich

erwartet die BDP Offenheit für weitere Wege. Sollte die Motionärin nicht in ein Postulat wandeln, wird die Motion einstimmig abgelehnt. Ich wiederhole das Stimmverhalten der BDP: Als Postulat stimmt die Mehrheit der Fraktion den Ziffern 1 und 3 zu. Die Ziffer 2 wird abgelehnt, wie auch eine Motion einstimmig abgelehnt wird.

Stefan Hofer, Bern (SVP). Die SVP-Fraktion ist der Meinung, dass der Kanton sich der Problematik angenommen hat, die Aufgabe mit hoher Priorität behandelt und mit vielen kostenlosen Massnahmen wie Kursen oder persönlichen Coachings Langzeitarbeitslosen und ausgesteuerten Personen die Möglichkeit gibt, in den Arbeitsmarkt zurückzufinden. Da ziffernweise Abstimmung beschlossen worden ist, nehme ich kurz zu jeder Ziffer Stellung.
Zu Ziffer 1: Dieser Personengruppe werden sehr viele kostenlose Möglichkeiten geboten, obschon die Arbeitslosenversicherung nicht mehr verantwortlich wäre. Wir müssen an die Eigenverantwortung und Vernunft dieser Personen appellieren, damit sie von den offerierten, bereits vorhandenen Möglichkeiten auch Gebrauch machen und sich für den Arbeitsmarkt empfehlen.
Zu Ziffer 2: Der Kanton kann aus meiner Sicht keinen Zeitplan erstellen, da der Arbeitsmarkt einer gewissen Volatilität unterliegt und somit auch keine verbindlichen Angaben liefern kann, wann welche Ziele erreicht werden könnten.
Zu Ziffer 3: Der Kanton steht bereits jetzt mit Vertretern aus der Wirtschaft in engem Kontakt, um Verbesserungen im Arbeitsmarkt zu schaffen, und nimmt diese Aufgabe auch stetig wahr. Bei dieser übermotivierten Motion beschleicht uns das Gefühl, dass diese an die GEF gerichtet hätte sein sollen, da im Motionstext Regierungsrat Pierre Alain Schnegg beschuldigt wird, seinen Aufgaben nicht nachgekommen zu sein oder diese gar verschleppt zu haben. Anstelle einer Motion mit vielen Fragen wäre hier eine Interpellation wohl sinnvoller und lösungsorientierter gewesen. Die SVP-Fraktion lehnt wenig überraschend alle Ziffern als Motion sowie als Postulat ab, sollte die Motion gewandelt werden.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Stucki das Wort.

Béatrice Stucki, Bern (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt selbstverständlich alle drei Ziffern der Motion und zwar mit Überzeugung. Arbeitslos werden ist nichts Erstrebenswertes. Die Wenigsten suchen das. Besonders schlimm ist die Arbeitslosigkeit im Alter von über 55 Jahren. Das ist psychisch sehr belastend und die Chancen, eine gleichwertige Anstellung zu bekommen, wie man sie zuvor hatte, sind gering, trotz der Massnahmen der RAV. Bei diesen geben sich die Mitarbeitenden in der Regel leider nicht immer mit der gleichen Qualität Mühe – mit Umschulungen, Weiterbildungen und so weiter –, den betroffenen Personen einen Wiedereinstieg ins Berufsleben zu ermöglichen. Fakt ist aber, dass auch bei superguter Qualifikation viele Arbeitgeber die Kosten für die Löhne und die Sozialleistungen über die Einigung auf einen neuen Job oder die lange Berufs- und Lebenserfahrung stellen. Eher wird eine günstige, neue Person im Betrieb angestellt als eine mit langer Berufs- und Lebenserfahrung.
So ist es nicht verwunderlich, dass rund ein Drittel der ausgesteuerten arbeitslosen Personen über 55 Jahre alt sind. Die Hälfte aller arbeitslosen Personen über 55 Jahren riskieren, ausgesteuert zu werden. Viele von ihnen sind gut und sogar hochqualifiziert – nicht alle, ich weiss –, und deshalb ist es sehr unverständlich, wenn auf der anderen Seite von Fachkräftemangel gesprochen wird. Aber Jammern ist halt einfacher, als die Hand zu reichen und einer älteren Person eine Stelle zu geben. Aus unserer Sicht ist der Regierungsrat deshalb in der Pflicht, gemeinsam mit Arbeitgebern eine Lösung zu finden, insbesondere für diese Gruppe von arbeitslosen Personen. Massnahmen sind auch für alle diejenigen Personen notwendig, die für die heutigen Anforderungen nicht qualifiziert sind – aus welchen Gründen auch immer. Der Kanton hat im Bildungsbereich Massnahmen getroffen, damit Personen mit schlechten Deutschkenntnissen die Grundkompetenzen erreichen können. Im Bereich der beruflichen Integration müssen deshalb anschliessend die Förder- und Unterstützungsmassnahmen bereitgestellt werden – auch über das hinaus, was heute schon gemacht wird. Niemand soll arbeitslos sein. Natürlich haben auch ausgesteuerte Personen das Recht auf Sozialhilfe. Und natürlich führen die Sozialdienste die Integrationsmassnahmen weiter. Aber für viele arbeitslose Personen ist der Gang auf das Sozialamt eine zu hohe Hürde, und sie mogeln sich dank der Hilfe von Angehörigen irgendwie durch. Oder sie sind gezwungen, Gelder ihrer Pensionskasse zu beziehen, weil sie ein gewisses Alter erreicht haben. Das führt dann zu Armut im Alter.
Barbara Mühlheim: GAV sind da, um die Personen und die Löhne zu schützen. Sie sind eine Errungenschaft, um die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer vor Missbrauch zu schützen. Wir bitten Sie, alle drei Ziffern der Motion zu überweisen. Fördern ist besser, als «Pflästerli» zu verteilen. Das mit

diesen Massnahmen investierte Geld wird bei den Sozialdiensten eingespart und dient der Gesundheit aller betroffenen Menschen. Denn Arbeitslosigkeit macht psychisch und physisch krank. Es geht letztlich auch um Gesundheitsprävention und somit um eine Kostenersparnis. Wir bitten Sie, alle drei Motionsziffern zu unterstützen.

Präsident. Ich wünsche allen einen guten Appetit. Wir fahren pünktlich um 13.30 Uhr weiter.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 11.45 Uhr.

Der Redaktor:
André Zurbuchen (d)
Die Redaktorin:
Sara Ferraro (f)

Donnerstag (Nachmittag) 7. Juni 2018, 13.30–15.00 Uhr

Siebte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 146 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aebi Markus, Aeschlimann Martin, Arn Daniel, Boss Martin, de Meuron Andrea, Funiciello Tamara, Graf Urs, Graf-Rudolf Madeleine, Imboden Natalie, Jordi Stefan, Kohli Vania, Linder Anna-Magdalena, Müller Moritz, Schmidhauser Corinne.

Geschäft 2017.RRGR.579

Motion 227-2017 Gabi Schönenberger (Schwarzenburg, SP)
Konkrete Massnahmen einleiten, um der Problematik der langzeitarbeitslosen und ausgesteuerten Personen entgegenzuwirken und eine Verlagerung in die Sozialhilfe zu verhindern

Fortsetzung

Präsident. Wir fahren mit dem Traktandum 73 weiter. Wir hören die Fraktionssprecher. Ich erteile für die EVP-Fraktion Grossrat Gerber das Wort. Wir sprechen weiterhin Mundart.

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). Nous parlons de cette motion pour prendre des mesures concrètes contre le chômage de longue durée. J'aimerais revenir sur ce que j'ai dit ici-même lors des débats sur la loi sur l'aide sociale (LASoc). J'ai dit, je cite: «Je pense que nous devons faire preuve de créativité pour ouvrir de nouvelles perspectives.» Et quand j'ai dit cela, je l'ai dit notamment pour les personnes qui sont visées par la présente motion. Il n'y a pas lieu de faire le procès de tout ce qui se fait actuellement, d'ailleurs, cela a été énuméré en partie dans la réponse du Conseil d'Etat. Mais force est de constater que ces mesures ne sont plus suffisantes, il est temps de faire un pas de plus. Je crois que sur un point, tout le monde devrait être d'accord ici dans cette salle: je crois que tout le monde ici aimerait faire diminuer les dépenses d'aide sociale. Eh bien, je vous laisse calculer combien coûte à l'Etat une personne qui tombe à l'aide sociale à 55 ans, et qui y restera jusqu'à l'âge de la retraite, soit 63 à 65 ans, et cela, sans prendre compte des coûts de santé et de la situation, qui est terrible, et que doit endurer la personne qui aimerait bien travailler et son entourage pendant ces années. Potentiellement, il s'agit de plusieurs centaines de milliers de francs. A mon avis, c'est vers ces coûts que doivent s'orienter les mesures à mettre en place. Aujourd'hui, les partenariats public-privés se font régulièrement dans la recherche et dans d'autres domaines. Pourquoi est-ce que cela ne serait pas possible dans la réintégration sur le marché du travail? Pourquoi, par exemple – es ist nur ein Denkanstoss – l'Etat ne pourrait pas prendre en charge les surcoûts de cotisations selon la Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) liés à l'âge, qui souvent péjorent les personnes de plus de 50 ans sur le marché du travail? Est-ce que les mesures, elles doivent forcément coûter? Je ne crois pas! Je pense que c'est là qu'on a un problème. Ich muss nun noch ein paar Worte auf Deutsch sagen. Ich bin schon ein wenig erstaunt über die bürgerliche Seite, die diese Motion verwerfen will, die eigentlich genau das bezweckt, was Sie möchten, nämlich Sozialhilfegelder sparen. *(Der Präsident unterbricht den Redner infolge einer technischen Störung.)*

Präsident. Entschuldigung, Tom Gerber, wir haben wieder einmal das Problem, dass die Dolmetscherinnen nichts mehr hören. Ich sage es nochmals: Sie dürfen Ihre Kopfhörer nur dort einstecken,

wo Sie angemeldet sind. Wenn Sie dies nicht befolgen, hören die Dolmetscherinnen nichts mehr, und der Übersetzungsdienst kann nicht mehr arbeiten. Ich melde Grossrat Gerber ab und melde ihn über das ordentliche Mikrofon an, dann sollte es funktionieren.

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). Danke. Ich sage es nochmals: Verwerfen Sie doch nicht eine Motion, die genau das bezweckt, was Sie erreichen wollen, nämlich Sozialhilfegelder einsparen! Cette motion, elle a quelque chose d'extrêmement positif: enfin elle ne demande pas un rapport ou une étude de plus, mais des mesures concrètes. Konkrete Massnahmen! Des mesures concrètes, un timing concret, pour arriver à quelque chose. Peut-être qu'on arrive à des mesures qui ne vont pas plaire au groupe socialiste, cela ne fait rien, mais donnez au moins ce mandat d'essayer d'élaborer des mesures concrètes. Donc, s'il vous plaît, n'en faites pas un postulat, mais acceptez cette motion sur tous ses points, parce-qu'à mon avis, c'est exactement par ce genre de mesures que passe une diminution des dépenses de l'aide sociale. Dans tous les cas, le parti évangélique acceptera cette motion sur tous ses points.

Präsident. Ich habe zwei Sticks erhalten. Der eine blieb hinten im Arbeitsraum liegen, der andere wurde unten in der Rathaushalle gefunden. Der eine trägt «Tête de moine» als Logo *(Heiterkeit),* und der andere ist ein ganz normaler Stick. Wenn irgendjemand hier im Ratssaal einen Stick vermisst, kann er ihn hier beim Präsidenten abholen. Sonst geben wir sie ins Fundbüro des Rathauses. Für die FDP-Fraktion hat Grossrat Saxer das Wort.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP). In diesem Saal gibt es sicher niemanden, der die Wichtigkeit des Anliegens grundsätzlich bestreiten würde, dass man alles unternimmt, um der Problematik der langzeitarbeitslosen und ausgesteuerten Personen entgegenzuwirken und eine Verlagerung in die Sozialhilfe zu verhindern. Das Anliegen ist grundsätzlich nicht bestritten, namentlich auch nicht von der FDP. Wir sind aber klar der Auffassung, dass wir den Anträgen des Regierungsrates folgen werden, dass wir also die Punkte 1 und 3 als Postulat annehmen, Punkt 2 ablehnen. Wir haben weder in der Antwort der Regierung noch irgendwo sonst Signale gefunden, die uns daran zweifeln liessen, dass die Regierung die Aufgabe nicht nur anpacken will, sondern dass sie schon dabei ist; dass es eben auch Daueraufgaben sind. Deshalb scheinen uns die vom Regierungsrat gestellten Anträge absolut zweckmässig, und wir schliessen uns ihnen an.

Präsident. Es gibt keine weiteren Redner. Ich erteile dem Volkswirtschaftsdirektor das Wort.

Christoph Amman, Volkswirtschaftsdirektor. Es ist tatsächlich so, wie gerade festgestellt wurde. Es gibt niemanden hier im Saal… Auf jeden Fall sieht es der Vertreter der Regierung, der für die Gesamtregierung spricht, auch so. Es ist der Regierung ein grosses Anliegen, dass Personen, welche die Stelle verloren haben, so schnell wie möglich wieder in das Berufsleben integriert werden können. Wenn ich sage, alle Personen, meine ich ausdrücklich alle Personen, unabhängig vom Alter, von der Qualifikation und davon, ob sie Anspruch auf Arbeitslosenentschädigung haben, ob sie Sozialhilfe beziehen oder ob sie ihren Lebensunterhalt mit anderen Mitteln bestreiten. Die Motion verlangt spezielle Massnahmen für Personen, die ausgesteuert sind, das heisst, für solche, die keinen Anspruch mehr haben auf Taggelder der Arbeitslosenversicherung und die auch keine Sozialhilfe beziehen. Bei dieser Personengruppe – das hat die Motionärin richtig festgehalten – besteht im Moment die Schwierigkeit, dass wir eben die entsprechende Datengrundlage nicht haben und wir damit auch nicht wissen, wie viele denn genau ausgesteuert sind. Aber, Massnahmen für diese Leute, Massnahmen für die berufliche Integration, die gibt es, wenn sie selber aktiv werden, nicht wahr? Sie müssen auf die entsprechenden Fachstellen zugehen, die entsprechenden Angebote auch wahrnehmen. Das ist selbstverständlich möglich. Gemäss Arbeitsmarktgesetz vom 23. Juni 2003 (AMG) können ausgesteuerte Personen, die arbeitsmarktfähig sind, weiterhin Dienstleistungen der regionalen Arbeitsvermittlungszentren (RAV) in Anspruch nehmen. Sie haben auch die Möglichkeit, an arbeitsmarktlichen Massnahmen teilzunehmen, wenn sie die nötigen Voraussetzungen erfüllen. Und dann gibt es auch noch die Angebote der Berufsberatungs- und Informationszentren (BIZ). Diese bieten Standortbestimmungen und Laufbahnberatungen an. Personalberaterinnen und -berater der RAV informieren Personen, die kurz vor der Aussteuerung stehen, über solche Angebote. Also könnte man eigentlich zu diesen Informationen kommen. Die kantonalen Dienstleistungen sind entsprechend ausgerichtet.
Ich komme zu Punkt 1 der Motion und halte gestützt auf meine bisherigen Ausführungen fest, dass

die Massnahmen, die gefordert werden, bereits bestehen und dass es tatsächlich eine Daueraufgabe ist, diese ständig weiterzuentwickeln und den Bedürfnissen der betroffenen Personen anzupassen. Das wird gemacht. Das geschieht beispielsweise im Rahmen der interinstitutionellen Zusammenarbeit (IIZ). Das ist eine Arbeitsgruppe, in der nebst der VOL auch Leute der ERZ, der GEF, der POM, aber auch der Stadt Bern Einsitz haben. Aus diesem Grund, respektive gestützt auf diese Ausführungen, beantragt Ihnen der Regierungsrat für Punkt 1 Annahme als Postulat.
Das in Punkt 2 der Motion formulierte Anliegen lehnt der Regierungsrat ab, weil ein fixer Zeitplan mit konkreten Schritten und Zielen nicht realitätsnah ist. Wenn man Leute erfolgreich in den Arbeitsmarkt eingliedern will, gibt es verschiedenste Faktoren, die dabei eine Rolle spielen. Es braucht zum Beispiel die Bereitschaft der betroffenen Personen. Es braucht die Bereitschaft der Unternehmungen. Bei den Unternehmungen spielen insbesondere auch die allgemeine Wirtschaftslage eine Rolle und die Besonderheiten des regionalen Arbeitsmarktes. Es gibt regionale Differenzen. Das spielt eine Rolle. Es sind solche Faktoren, die wir nicht mit einem Zeitplan abbilden und auch nicht beeinflussen können.
Zu Ziffer 3: Dort ist die Regierung bereit, das Anliegen als Postulat anzunehmen, weil die Zusammenarbeit mit der Wirtschaft eine Daueraufgabe ist und wir dort weiteren Handlungsbedarf sehen und entsprechende Schritte auch bereits eingeleitet haben.

Präsident. Ich erteile der Motionärin Grossrätin Gabi das Wort.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Ich danke als Erstes Tom Gerber von der EVP sehr herzlich für seine Worte. Er hat mir aus dem Herzen gesprochen und das sehr gut zusammengefasst. Wir brauchen jetzt zielführende Massnahmen zur Verbesserung der Situation der Langzeitarbeitslosen. Wir dürfen dies eben nicht einfach nur so – Klammer auf: als Daueraufgabe, Klammer geschlossen – vor uns herschieben. Eine engere Einbindung der Wirtschaft ist hierfür unabdingbar, gerade auch, was die älteren Stellensuchenden anbelangt. Es ist klar, dass die Wirtschaft hierfür auch eine Mitverantwortung trägt. Vergessen wir auch nicht, dass eine bessere Partizipation aller Personengruppen am Arbeitsmarkt uns allen zugutekommt. Bei der Reintegration, gerade von älteren Arbeitslosen, die oft sehr berufserfahren und bestens ausgebildet sind, sind Qualifizierungsmassnahmen meist nicht wirklich notwendig. Dort ist eben vor allem der Miteinbezug der Wirtschaft gefragt, sodass diese mehr und echte Bereitschaft zeigt, ältere Personen bei der Stellenbesetzung wieder vermehrt zu berücksichtigen. Da kann man Druck machen. Dies insbesondere im Wissen darum, dass eben, wer einmal ausgesteuert ist, nur noch äusserst geringe Chancen auf eine Stelle hat, mit der ein existenzsicherndes Einkommen erzielt werden kann. Und mehr als die Hälfte der über 55-jährigen Arbeitslosen werden leider langzeitarbeitslos, obwohl die meisten unter ihnen, wie gesagt, top erfahren und motiviert sind. Es ist meiner Meinung nach auch vor allem eine Frage des Respekts gegenüber diesen Menschen, die jahrelang gearbeitet haben, die man plötzlich nicht mehr zu schätzen weiss, weil es den Anschein macht, sie seien zu teuer, zu unflexibel und zu alt. Und das geht einfach nicht.
Was Personen aus dem Asyl- und Flüchtlingsbereich anbelangt, so kann ich mich nur wiederholen: Es ist enorm wichtig, dass man die zusätzlichen Mittel des Bundes zur Integration – jetzt stattliche 18 000 Franken statt 6000 Franken – unbedingt zielgerichtet, weitsichtig einsetzt und nutzt und ein wirksames Controlling über erfolgte Massnahmen hat. Es lohnt sich immer, denn die Sozialhilfekosten steigen gerade in diesem Bereich an. Sie sehen: Es besteht Handlungsbedarf. Aber es gibt eben auch viel Potenzial, vergessen wir das nicht. Beispielsweise das Potenzial, dem Fachkräftemangel eben etwas entgegenhalten zu können, indem man mit einer besseren Arbeitsintegration reüssiert, und das Potenzial bei der Einsparung von Sozialhilfekosten, wie bereits angesprochen. Es wurde auch gesagt, es müsse jetzt ein weiterer Schritt getan werden. Ja! Handeln wir jetzt, mit klaren Zielen und Massnahmen vor Augen, und überweisen wir den Vorschlag in allen Punkten, um vorwärts zu kommen. Ich bin schweren Herzens, der wichtigen Sache zuliebe, dazu bereit, in ein Postulat zu wandeln. Ich danke Ihnen allen fürs Zuhören, für die Berücksichtigung der vorgebrachten Argumente und hoffe auf Ihre tatkräftige Unterstützung für diesen Vorstoss, auch wenn er vielleicht nicht von der richtigen Seite herkommt. Denn unsere Maxime muss sein, Lösungen und gute Massnahmen zu finden und auf Grabenkämpfe zu verzichten.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Die Motion ist in ein Postulat gewandelt worden. Wir stimmen punktweise ab. Wer den Punkt 1 dieses Postulats annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme

Ja	102
Nein	42
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 1 als Postulat angenommen, mit 102 Ja-Stimmen bei 42 Gegenstimmen und keiner Enthaltung.
Wir kommen zum Punkt 2 des Postulats. Wer den Punkt 2 annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	53
Nein	89
Enthalten	2

Präsident. Sie haben den Punkt 2 abgelehnt, mit 89 Nein- gegen 53 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen.
Wir kommen zum Punkt 3. Wer diesen als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme

Ja	104
Nein	39
Enthalten	1

Präsident. Sie haben den Punkt 3 des Postulats angenommen, mit 104 Ja-, 39 Nein-Stimmen und 1 Enthaltung.

Geschäft 2017.RRGR.747

Postulat 284-2017 Machado Rebmann (Bern, GaP)
«Industrie 4.0»: Was kommt auf den Kanton Bern zu?

Präsident. Das Traktandum 74 ist ohne Erklärung zurückgezogen worden. Hiermit bedanke ich mich beim Volkswirtschaftsdirektor und wünsche ihm einen schönen Nachmittag. Wir sehen uns!

Geschäft 2018.RRGR.188

Finanzmotion 054-2018 Imboden (Bern, Grüne)
Mit Rechnungsüberschüssen und Nationalbankzusatzeinnahmen soll Leistungsabbau (Entlastungsprogramm 2018) im Voranschlag 2019 gemildert werden!

Präsident. Wir kommen zu den Geschäften der FIN. Wir warten auf die Finanzdirektorin. *(Kurze Pause)* Ich begrüsse die Finanzdirektorin hier im Ratssaal. Wir kommen zu Traktandum 75, einer Finanzmotion. Finanzmotionen werden so beraten, dass zuerst die vorberatende Kommission das Wort hat, dann der Urheber, und danach kommen die Fraktionssprecher zu Wort. Finanzmotionen werden von der FiKo vorberaten. Wir haben einen Mehrheitssprecher und einen Minderheitssprecher. Ich gebe das Wort zuerst dem Sprecher der Mehrheit, Grossrat Saxer.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP), Kommissionssprecher der FiKo-Mehrheit. Die FiKo lehnt die Finanzmotion mit einem Stimmenverhältnis von 10 zu 5 Stimmen ab. All jene 126 Grossrätinnen und Grossräte, die schon während der letzten Legislaturperiode im Grossen Rat mitgearbeitet haben, können sich noch sehr gut an die Novembersession 2017 erinnern. Während mehr als einer Woche haben wir unter Ächzen und Stöhnen ein Entlastungspaket (EP) beschlossen, das geeignet ist, den Finanzhaushalt für die nächsten Jahre ausgeglichen zu gestalten. Die Mehrheit der FiKo ist deshalb der Meinung, es sei aus finanzpolitischer Sicht nicht zu verantworten, das Paket jetzt wieder aufzuschnüren. Sollten wir das beschliessen, wäre absehbar, dass wir wieder epische Diskussionen führen würden, insbesondere zur Frage, welches denn die umstrittensten Massnahmen des EP 2018 gewesen seien und auf welche man verzichten solle. Eine solche Diskussion würde sehr viel Zeit und Energie in Anspruch nehmen und würde kaum zu brauchbaren Ergebnissen führen. Ganz abgesehen davon, dass es sich der Kanton Bern aus finanzpolitischen Gründen schlicht nicht leisten kann, auf die Ergebnisverbesserungen zu verzichten, die wir im EP 2018 erzielt haben. Es handelt sich dabei um jährlich wiederkehrende Entlastungen des Finanzhaushalts. Die erhöhte Ausschüttung der Schweizerischen Nationalbank (SNB), die gemäss Finanzmotion der Kompensation dienen soll, ist ein Einmaleffekt, der diese Kompensation eben nicht sicherstellen kann.
Ich komme zu einem weiteren Punkt: Die Umsetzung all dieser Massnahmen, die wir vor sechs Monaten beschlossen haben, ist in vollem Gange. Es würde ein heilloser Wirrwarr entstehen, wenn wir jetzt sagen würden, wir wollen das Paket noch einmal diskutieren, und es würde eine grosse Rechtsunsicherheit bewirken. Das hätte insbesondere auch gravierende Auswirkungen auf den Zeitplan zur Umsetzung all dieser Massnahmen.
Als letztes Element möchte ich noch das Stichwort Glaubwürdigkeit in die Debatte einbringen. Wenn wir heute, nur sechs Monate, nachdem wir dieses Entlastungsprogramm verabschiedet haben, auf den damaligen Entscheid zurückkommen würden, würden wir die Glaubwürdigkeit des Grossen Rates massgeblich in Zweifel ziehen und infrage stellen. Ich muss hier wohl keine weiteren Ausführungen dazu machen, dass die Glaubwürdigkeit das wichtigste Gut ist, das eine politische Behörde haben kann. Deshalb beantrage ich Ihnen im Namen der Mehrheit der FiKo, diese Finanzmotion abzulehnen.

Präsident. Wünscht die Minderheit das Wort? Ich gebe für die Minderheit der FiKo Grossrätin Marti das Wort.

Ursula Marti, Bern (SP), Kommissionssprecherin der FiKo-Minderheit. Eine Minderheit der FiKo ist für die Motion. Der Grosse Rat hat im November 2017 auf Antrag der Regierung ein schmerzhaftes Abbauprogramm beschlossen. Behinderte, alte Menschen, kranke Menschen, Armutsbetroffene, Bezügerinnen von Prämienverbilligungen, besonders viele Kinder und Jugendliche sind die Leidtragenden. Sie verlieren viele wichtige Hilfsangebote oder müssen für diese mehr bezahlen, auch wenn ihr Portemonnaie längst leer ist. Kurz darauf, im Januar 2018, wurde bekannt, dass der Kanton Bern eine doppelte Gewinnausschüttung der SNB erhält, also 80 Mio. Franken zusätzliche Einnahmen. Davon wandern 25 Mio. Franken in den Gewinnverstetigungsfonds. 55 Mio. Franken bleiben übrig. Die FiKo-Minderheit empfindet es als stossend, dass einerseits die Sparschraube dermassen angezogen wird und andererseits grosse Zusatzeinnahmen erzielt werden. Wir unterstützen deshalb die Forderung der Motion, wonach im Voranschlag 2019 auf die härtesten Abbaumassnahmen, welche Bürgerinnen und Bürger direkt betreffen, zu verzichten ist.

Die Minderheit wehrt sich gegen das Argument, man könne mit einer einmaligen Einnahme nicht mehrjährige Ausgaben kompensieren. Wenn das gefordert würde, wäre es richtig. Aber die Forderung lautet gar nicht so. Die Forderung lautet, diese Entlastungen für das Budget 2019 vorzunehmen. Das ist nicht automatisch ein Präjudiz für weitere Jahre. Es ist aber sehr hilfreich. Unter den Abbaumassnahmen sind viele Etappierungen. Es kann schon eine grosse Entlastung darstellen, wenn man besonders einschneidende, schwierig umzusetzende Massnahmen stärker etappieren kann. Diese Verschnaufpause bietet die Möglichkeit, nach besseren Lösungen zu suchen. Die Regierung schreibt zudem selbst, dass auch in den nächsten Jahren, insbesondere auch in diesem Jahr, die Chancen gut stehen, dass es erneut Zusatzeinnahmen von der SNB gibt. So könnten möglicherweise auch im nächsten Jahr harte Abbaumassnahmen verhindert werden. Darüber kann aber Jahr für Jahr neu entschieden werden.
Hans-Rudolf Saxer sprach von Glaubwürdigkeit. Wir denken, es ist nicht glaubwürdig, wenn man so massiv abbaut und dann solche Zusatzeinnahmen hat, diese aber nicht verwenden will. Die Regierung schreibt in ihrer Antwort auf die Finanzmotion von ihren Plänen, mit den SNB-Geldern einen neuen Fonds zu äufnen, um nötige Investitionen tätigen zu können. Die FiKo-Minderheit äussert sich dazu nicht, denn dieser Fonds ist in keiner Art und Weise Teil der Motionsforderung. Wir entscheiden hier allein über die Forderung der Motion, welche die FiKo-Minderheit gut findet und welcher sie zustimmen möchte. Das Thema Fonds werden die Fraktionen beim nächsten Traktandum ausführlich diskutieren.

Präsident. Jetzt hat der Urheber beziehungsweise die Urheberin der Motion das Wort. Sie wird durch Grossrat Vanoni vertreten.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Ich vertrete die Motionärin, die heute aus beruflichen Gründen am frühen Nachmittag verhindert ist. Man hat nicht damit rechnen können, dass wir mit den Geschäften nun doch so schnell vorwärtskommen. Der Sprecher und die Sprecherin der Kommission haben an den Ausgangspunkt der Motion erinnert: an die Debatte von letztem November und Dezember zum EP, das zu schmerzlichen Sparmassnahmen geführt hat. Ich wage zu behaupten, dass vielleicht der eine oder andere Entscheid anders ausgefallen wäre, wenn man damals bereits gewusst hätte, dass eine zusätzliche Geldspritze der SNB in Aussicht steht. Es wurde aber eben erst im Januar dieses Jahres bekannt, dass dem Kanton Bern von der SNB doppelt so viel Gewinn ausgeschüttet wird als geplant, als budgetiert war. Dies ist aus der Sicht des Kantons sicher erfreulich.
Für den Fall solcher Schwankungen gibt es eigentlich einen Ausgleichsfonds, den SNB-Gewinnausschüttungsfonds. Aber leider wurde dieser Fonds gedeckelt. Die Einlage ist von der bürgerlichen Mehrheit auf maximal 250 Mio. Franken plafoniert worden. Als man diesen Entscheid fällte, war das wahrscheinlich nicht sehr weitsichtig. Jetzt sind nämlich von diesem zusätzlichen Geldsegen der SNB 55 Mio. Franken übrig, die im SNB-Gewinnausschüttungsfonds keinen Platz mehr haben. Deshalb sollen sie in den Abbau von Schulden fliessen. Aber das ist angesichts des Leistungsabbaus, angesichts der Einschnitte, die wir mit dem EP, das unter anderen Voraussetzungen beschlossen wurde, eine unerfreuliche Geschichte. Es ist vor allem für die Leute nicht verständlich, die von den Abbaumassnahmen direkt betroffen sind. Aus ihrer Sicht haben wir damals ohne Not zu viel gespart. Ich möchte Kommissionssprecher Hans-Rudolf Saxer entgegnen: Wenn er hier jetzt gross die Glaubwürdigkeit des Rats als Argument ins Feld führt – ich glaube, die Glaubwürdigkeit des Rats hat wegen anderen Entscheiden, die hier gefällt wurden, schon mehr gelitten und wird auch wegen anderen Entscheiden noch mehr leiden. Wir möchten mit dieser Finanzmotion dem Regierungsrat die Gelegenheit geben, mit den überzähligen 55 Mio. Franken im Voranschlag 2019 ganz gezielt die schlimmsten Härten aus dem EP zu mildern. Die Motion macht bewusst keine konkreten Vorgaben. Der Regierungsrat soll über den Spielraum verfügen, um selber entscheiden zu können, wozu genau die 55 Mio. Franken im Budget des nächsten Jahres eingesetzt werden. Er könnte beispielsweise den Leistungsabbau bei den…

(Die Redaktorin und die Dolmetscherinnen signalisieren dem Präsidenten, dass das Votum von Grossrat Vanoni nicht übersetzt werden kann, weil der Ton auf dem entsprechenden Kanal der Saalanlage ausgefallen ist.)

Präsident. Grossrat Vanoni, entschuldigen Sie bitte. Wir haben schon wieder das Problem, dass die Dolmetscherinnen nichts hören. Kann die Verwaltung etwas dagegen tun*? (Dies wird seitens der Rathausverwerwaltung verneint.)* Momentan kann nichts unternommen werden. Wir schauen, was wir tun können. Wir stellen auf einen anderen Kanal um. Jetzt sollte es wieder klappen.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Vielen Dank, wer auch immer mir diese kleine Verschnaufpause am Rednerpult verschafft hat. Ich habe soeben erwähnt, dass eine Möglichkeit wäre, den Abbau bei den Prämienverbilligungen auszusetzen oder mindestens teilweise auszusetzen. Eine andere Möglichkeit wäre, das Geld dafür einzusetzen, dass der Kanton beim Bund die Fördergelder abrufen kann, die den Kantonen für den Ausbau der familienergänzenden Kinderbetreuung in Aussicht gestellt wurden. Bis jetzt hiess es, der Kanton Bern habe, im Unterschied zu anderen Kantonen, kein Geld, um solche Fördergelder abzuholen, kein Geld, um den sinnvollen Ausbau selber mitzufinanzieren. Aber auch das ist nur ein Beispiel. Es geht, wie gesagt, darum, mit diesen 55 Mio. Franken den Spielraum für sinnvolle Korrekturen an der bisherigen Spar- und Abbaupolitik zu schaffen. Es sind Korrekturen, über die der Regierungsrat selber bestimmen kann und die er uns dann hier im Rat beim Voranschlag 2019 zum definitiven Entscheid vorlegen kann.
Wir haben in der Stellungnahme des Regierungsrats auch gelesen, dass er eigentlich eine andere Idee hat, was er mit diesem unerwarteten Geld aus SNB-Gewinnen machen will. Er möchte zur Mitfinanzierung der Bugwelle an Investitionen, die in den Jahren 2022–2027 auf uns zukommt, das Geld der SNB in einen neuen Fonds einlegen. Die Grünen haben sinnvolle Fondslösungen bisher immer unterstützt und sie werden auch das neue Fondsprojekt konstruktiv prüfen. Es ist an den bürgerlichen Parteien, ihre Haltung in dieser Sache zu klären, um ein ständiges Stop-and-go in dieser Angelegenheit zu vermieden. In der Antwort der FiKo ist leider bereits zu lesen, dass die bürgerliche Mehrheit der Schaffung eines solchen neuen Fonds gegenüber eher kritisch eingestellt ist. Aber ich möchte betonen, dass es hier nicht um die Frage geht, ob das Geld in einen neuen Fonds eingelegt wird oder es für den Zweck eingesetzt wird, den wir vorsehen. Es geht nicht um ein Entweder-oder, sondern es geht nur darum, dem Regierungsrat den nötigen finanziellen Spielraum zu geben, um mit dem Voranschlag 2019 auf den dringendsten sozial- und familienpolitischen Handlungsbedarf einzugehen. Ich danke für die Zustimmung.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die EVP-Fraktion hat Grossrat Kipfer das Wort.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Die Motionärin rechnet mit einem Überschuss im Jahr 2018 und mit SNB-Geldern von etwa 50 Mio. Franken. Und verwenden möchte sie diese für das einmalige Rückgängigmachen von EP-2018-Massnahmen, die wir beschlossen haben. Auch die EVP hat damals und auch seither schädliche Massnahmen beim EP identifiziert. Wir haben diese mit etwa 40 Mio. Franken beziffert. Deshalb ist die Versuchung gross hier zu sagen: Doch, diese Massnahmen möchten wir rückgängig machen. Aber dann müssten wir uns zuerst noch einig werden, welche Massnahmen es denn genau sind, die es rückgängig zu machen gilt. Deshalb haben wir uns für einen anderen Weg entschieden. Die EVP ist für eine umsichtige Umsetzung der Beschlüsse, die wir letzten November gefällt haben. Wir sind dafür, dass wir keine neuen Sparmassnahmen beschliessen und dass man die Massnahmen, die man beschlossen hat, eben sorgfältig umsetzt und vielleicht weniger schnell umsetzt, wenn der finanzielle Druck nicht so stark ist. Der Finanzierungssaldo ist aber weiterhin negativ. Wir brauchen also noch Finanzen, damit wir in den nächsten Planjahren richtig dastehen. Deshalb ist es für uns folgerichtig, dass die Gelder, die jetzt von der SNB kommen, wirklich in die laufende Rechnung einfliessen. Dann kann man sie umsichtig weiterverwenden. Es werden hier auch Prämienverbilligungen angesprochen. Das klammere ich bewusst aus. Es liegt uns dazu in dieser Session ein Vorstoss vor, bei dem wir das Thema ausführlich diskutieren werden können.
Für die EVP ist es wichtig festzuhalten, dass es nicht automatisch eine Zustimmung zur Antwort der Regierung ist, wenn wir den Vorstoss jetzt ablehnen. Für uns sind die SNB-Gelder wirklich ordentliche Einnahmen. Das heisst, sie gehören in die ordentliche Rechnung und dienen damit auch der Finanzierung der ordentlichen Aufgaben, die wir im Kanton haben. Wenn es darum geht, Lösungen für zukünftige Investitionen zu finden, dann müssen wir das separat machen. Wir können das nicht in der Antwort auf einen Vorstoss tun, bei dem es um ein anderes Thema geht. Deshalb lehnt die EVP die Motionsforderung ab und bittet Sie, dasselbe zu tun.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Die glp lehnt die Forderung der Finanzmotion ab. Diese ist aus drei Gründen gefährlich. Denken Sie daran: Wenn wir es jetzt einmal im Jahr 2019 wie vorgeschlagen machen, indem wir wiederkehrende Massnahmen einmal finanzieren, dann kommen diese wieder, und wir werden sie wieder irgendwie finanzieren müssen. Es ist keine nachhaltige Politik.
Zweitens: Es ist nicht definiert, nicht klar definiert, wofür man dies brauchen will. Klar: Sozial, und weiss ich nicht was. Aber es ist nicht klar definiert. Für uns ist das zu wenig klar. Und wir haben mit dem EP 2018 einen Richtungsentscheid für gewisse Bereiche getroffen. Ich möchte Ihnen in Erinnerung

rufen, dass man zum Beispiel bei der Spitex hinschauen muss. Wenn man plötzlich sagt, «Okay, Sie haben jetzt wieder 7 oder 8 Mio. Franken zugute, wir können es uns ja leisten.», dann sind das keine nachhaltigen Entscheide.
Des Weiteren müssen wir auch – und da bitte ich Sie, den Gesamtblick nicht zu verlieren – den Finanzhaushalt stabilisieren. Wir haben das EP 2018 nicht einfach freiwillig verabschiedet. Es gab die Angebots- und Strukturprüfung 2014 (ASP 2014), und dann das EP 2018. Wir müssen die Finanzen des Kantons in den Griff bekommen. Es ist unserer Meinung nach eine nachhaltige Stabilisierung, die mit dem EP 2018 beschlossen wurde. Klar hat es irgendwo wehgetan. Aber wir dürfen jetzt nicht, weil es kurzfristig irgendetwas vom Himmel herunter geschneit hat, von diesem Weg abkommen. Wir haben eine langfristige Verpflichtung, die Finanzen des Kantons in den Griff zu bekommen. Das geht nicht mit solchen kurzfristigen Aktionen, weil jetzt gerade ein wenig Geld da ist. Die glp lehnt die Finanzmotion aus diesen drei Gründen ab.

Raphael Lanz, Thun (SVP). Ich darf Ihnen namens der SVP-Fraktion mitteilen, dass auch wir diese Finanzmotion ablehnen. Ich kann mich meinen beiden Vorrednerinnen, Vorrednern anschliessen, und auch dem Sprecher der Mehrheit der FiKo. Der Vorstoss ist finanzpolitisch unklug. Es ist unklug, wenn man einmalige Mehreinnahmen brauchen will, um damit wiederkehrende Ausgaben zu kompensieren. Das würden wir wohl alle zu Hause nicht mit gutem Gewissen tun. Wir sollten das auch mit dem Staatshaushalt nicht machen. Das ist aus unserer Sicht finanzpolitisch der falsche Weg und diese Haltung ist für uns auch ein unverantwortliches Wagnis. Denn dann laufen wir gerade wieder in die Probleme hinein, die wir mit diesem schmerzhaften EP zu entschärfen versuchten. Ich darf hier vielleicht auch noch sagen, dass auch für uns dieses EP und diese Debatte und auch diese Entscheide nicht einfach waren. Die waren nicht einfach. Aber wir wollen eben gerade nicht, wie es die Sprecherin der Minderheit der FiKo gesagt hat, Jahr für Jahr diese Diskussion wieder führen und dann schauen, ob es vielleicht irgendwo wieder ein wenig etwas hat, mit dem man wiederkehrende Ausgaben kompensieren kann. Das möchten wir nicht, sondern wir stehen für eine verlässliche, langfristige Finanzpolitik ein, die unseren Finanzhaushalt stabilisiert und die uns ermöglicht, die notwendigen Leistungen zu erbringen, bei einer vertretbaren Steuerbelastung. Denn wir dürfen auch darauf hinweisen, dass irgendjemand zahlt, was der Staat ausgibt. Wir wissen alle, dass wir hier im Kanton Bern nicht die vorteilhaftesten Bedingungen haben – mit all den Nachteilen, die damit verbunden sind. Ich denke, wir sollten deshalb die Finanzmotion ablehnen und nicht solche Experimente machen. In unserer Fraktion wurde auch die Fondslösung diskutiert, die vom Regierungsrat in seiner Antwort angesprochen wurde. Wir sind durchaus kritisch gegenüber solchen Lösungen. Aber wir warten selbstverständlich auf die Vorschläge, welche die Regierung uns unterbreiten wird. Ich kann aber hier sagen, dass so etwas kritisch betrachten würden.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Mit dieser Motion soll eine ganze Reihe von Sparmassnahmen aus dem EP 2018, das wir letzten November mit Mehrheiten verabschiedet haben, wieder rückgängig gemacht werden. Nach dem Motto, «eine Schwalbe macht noch keinen Frühling», wissen wir, vor was für Herausforderungen wir stehen. Die BDP ist nicht für eine Slalom-Politik, bei der man einmal Ja sagt, dann wieder Nein und dann wieder Ja. Wir wollen vorwärts gehen, wir wollen geradeaus marschieren. Geradeaus heisst, wir müssen vorsichtig sein mit unseren Finanzen, nach dem Motto: «Spare in der Zeit, so hast du in der Not.». Die Finanzpläne der nächsten Jahre zeichnen ein düsteres Bild, auch mit den Entlastungsmassnahmen. Wenn wir dort die Schraube jetzt wieder lockern, müssen wir früher wieder über ein EP diskutieren. Die Finanzierungssaldi der nächsten Jahre sind wahrscheinlich noch knapp positiv oder zum Teil bereits im roten Bereich. Aber wenn wir dort die Schleusen jetzt wieder öffnen, fallen wir bald wieder in die Schuldenfalle. Ich denke, das ist keine nachhaltige Finanzpolitik.
Wir wurden in der FiKo über die längerfristige Investitionsplanung informiert. Auch mit restriktiver Ausgabendisziplin kann der Kanton in Zukunft nicht mehr alle Aufgaben erfüllen. Zudem müssen wir befürchten, dass eine neue Verteilung aus dem Nationalen Finanzausgleich (NFA) für den Kanton Bern erhebliche Restriktionen zur Folge haben wird. Ob ein neuer Investitionsfonds angelegt werden kann, das entscheiden wir später. Das entscheiden wir nicht auch noch gerade zusammen mit dieser Motion. Die BDP-Fraktion unterstützt einstimmig die Haltung des Regierungsrats und der FiKo-Mehrheit und lehnt die Motion einstimmig ab.

Adrian Haas, Bern (FDP). Auch wir lehnen diese Motion einstimmig ab. Es kann nicht sein, dass man bei einer nachhaltigen Finanzpolitik immer wieder hüst und hott macht. Einsparungen, die man mit diesem EP 2018 machen konnte, führen mindestens teilweise auch zu Strukturveränderungen,

die sinnvoll sind. Wenn man diese jetzt quasi wieder rückgängig macht, wird man eben auch zukünftige Finanzprobleme nicht lösen können. Ungeplante Überschüsse oder ausserordentliche Erträge fallen eben zufällig an und entlasten den Staatshaushalt nicht nachhaltig. Deshalb darf man das Ruder nicht plötzlich herumreissen und das Schiff Kanton Bern in die andere Richtung steuern. Ausserdem geht es dem Kanton Bern denn ganz klar darum, Handlungsspielraum für die Zukunft zu schaffen. Das würde man mit dieser Motion verunmöglichen. Ich erinnere auch daran, dass das EP nicht etwa zu einer insgesamt rückläufigen Aufwandentwicklung geführt hat. Sondern man hat einfach das Wachstum des Staatsaufwands ein wenig reduziert. Insofern sind wir auch vom eigentlichen Begriff des Sparens noch ein wenig weit entfernt. Die Finanzpolitik hat sich an den verfügbaren Mitteln zu orientieren, die eben stets verfügbar und stetig verfügbar sind und nicht quasi zufällig hereinkommen.
Ich empfehle auch für die Frage der Investitionen: Wenn man jeweils Überschüsse produziert und diese für den Schuldenabbau verwendet, dann kann man die Schuldenquote reduzieren. Einmal ist sie dann unter 12 Prozent, sodass die Schuldenbremse der Investitionsrechnung nicht mehr wirkt. Wir wehren uns zudem gegen solche Fonds. Das haben wir schon immer gemacht, und dort bleiben wir hart. Wir wissen natürlich, dass das immer der Weg des kleinsten Widerstandes ist und dass das für die Regierung politisch bequem ist. Aber das Volk hat einmal über eine Schuldenbremse entschieden. Wir sind nicht bereit Instrumente, die einmal so beschlossen wurden, ausgerechnet dann zu umgehen, wenn sie wirken, wenn sie eben ein wenig wehtun. Wenn sie nie wehtun, dann wirken sie ja nicht. Im Übrigen ist es auch eine Frage der Vereinbarkeit mit den neuen Regeln des Harmonisierten Rechnungslegungsmodells 2 (HRM2). Dies ist immer noch nicht geklärt. Deshalb lehnen wir diese Motion ab – und auch gerade die nächste. *(Heiterkeit)*

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Stucki das Wort.

Béatrice Stucki, Bern (SP). Es ist bereits verschiedentlich gesagt worden, dass wir hier im November 2017 lange und kontrovers über das Abbaupaket der Regierung, EP genannt, diskutiert haben. Nun staune ich doch ein wenig, wenn jetzt gesagt wird, wie schmerzhaft das gewesen sei. Das habe man alles nicht freiwillig gemacht, sondern man sei gezwungen gewesen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, diese Steuersenkungen haben wir hier drinnen respektive die Mehrheit hier drinnen freiwillig beschlossen! Es war eine Vorlage der Regierung, und es wäre uns freigestanden, diese abzulehnen. Steuersenkungen, finanziert durch Abbau im Sozial- und Gesundheitsbereich sowie im Bildungsbereich; diese Gesetzesvorlagen hat die SP-JUSO-PSA-Fraktion schon in der Novembersession abgelehnt, und aus Konsequenz auch die meisten Abbaumassnahmen, welche die Regierung vorgelegt hat. Die Steuereinnahmen sind jetzt höher als prognostiziert und die Ausschüttung der SNB doppelt so hoch wie budgetiert: 160 Mio. Franken statt 80 Mio. Franken – ein ganz schöner Extrabatzen für den Kanton Bern. Diesem stehen Abbaumassnahmen gegenüber, die viele Bürgerinnen und Bürger dieses Kantons direkt und eben schmerzhaft treffen werden, ebenso Massnahmen, die Programme wie Suchtprävention, beispielsweise an den Schulen streichen. Das ist ein Spiel mit dem Feuer. Es ist stossend, dass jetzt Schuldenabbau auf dem Buckel von Steuerzahlerinnen und Steuerzahlern betrieben werden soll, seien es Kranke oder Arbeitslose oder Alte.
Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt die Finanzmotion der Grünen ganz klar, auch wenn wir die Umsetzung dieses Anliegens nicht als einfach erachten. Denn, wer entscheidet, welche Massnahme nicht oder nur abgeschwächt umgesetzt werden sollen? Trotzdem werden wir, wie gesagt, die Motion annehmen. Es ist die einzig richtige Konsequenz aus unserer ablehnenden Haltung gegenüber falschen Steuersenkungen, unsozialen und gefährlichen Abbaumassnahmen, und es ist ein Zeichen gegen den stossenden Abbau der Sozialhilfe.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (EDU). Mit Rechnungsüberschüssen und SNB-Zusatzeinnahmen soll Leistungsabbau im Voranschlag 2019 gemildert werden. Die EDU lehnt die Finanzmotion ab. Wir brauchen die Einnahmen für die laufende Rechnung. Wir wissen noch nicht, ob wir im Jahr 2018 Überschüsse erzielen werden. Deshalb lehnt die EDU die Finanzmotion ab. Andernfalls müssen wir später wieder ein EP schnüren.

Präsident. Es haben sich keine weiteren Sprecher angemeldet. Somit erteile ich der Finanzdirektorin das Wort.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Ich verzichte an dieser Stelle darauf, noch einmal alle Argumente bezüglich des einmaligen Effekts der 55 Mio. Franken vorzutragen. Dies wurde ausführlich getan. Ich

nehme es vorweg: Für den Regierungsrat ist ganz klar, dass sich der Ertrag aus einem einmaligen Effekt nicht dafür eignet, wiederkehrende staatliche Ausgaben zu finanzieren. Deshalb lehnen wir diese Finanzmotion auch ab.
Eine Bemerkung möchte ich mir dennoch erlauben, zuhanden von Grossrätin Stucki: Ein EP – ich sage es immer wieder, und ich habe es auch letzten November gesagt – hat es sowieso gebraucht, egal, ob man eine Revision des Steuergesetzes vom 21. Mai 2000 (StG) beschliesst oder nicht. Voilà. Jetzt könnte ich eigentlich aufhören. Die Situation ist geklärt. Aber ich möchte diese Gelegenheit doch nutzen, um Ihnen auch ein wenig die finanzielle Ausgangslage des Kantons Bern zu erläutern. Ich werde mich deshalb bei der nächsten Motion wesentlich kürzer fassen. Denn in einem Punkt geht der Regierungsrat mit der Motionärin einig. Auch der Regierungsrat will nämlich den Betrag von 55 Mio. Franken nicht einfach nur als Ertrag verbuchen, sondern der Regierungsrat hat sich entschieden, die 55 Mio. Franken sozusagen zur Seite zu legen.
Wir wollen einen Investitionsfonds kreieren, weil wir in den Jahren 2022–2027 ein unglaublich hohes Investitionsbedürfnis haben. Jetzt werden sich wohl vor allem die neuen Grossrätinnen und Grossräte die Frage stellen: Ja, weshalb hat denn der Kanton Bern plötzlich ein so grosses Investitionsbedürfnis? Denn man gibt jährlich schon über 400 Mio. Franken aus. Tatsache ist, dass in den kommenden Jahren ausserordentlich viele, und für die Weiterentwicklung des Kantons Bern sehr wichtige Investitionsvorhaben anstehen. Es geht primär um Bauvorhaben, wie zum Beispiel die Standortkonzentration Berner Fachhochschule (BFH), die Verkehrssanierung Emmental und Oberaargau, das Polizeizentrum Niederwangen, welches hier auch schon thematisiert wurde, die erste Etappe «Uni Muesmatt», den Bildungscampus Burgdorf, den Ausbau des Bahnhofs Bern sowie diverse geplante Bauten in Zusammenhang mit der Stärkung des Medizinalstandorts Bern. Dies sind nur einige wenige; es gibt noch viel mehr. Es gibt auch noch die Verlegung des Strassenverkehrs- und Schifffahrtsamts, das nach Münchenbuchsee umziehen soll, dann diverse Investitionsvorhaben in Zusammenhang mit der Umsetzung der Justizvollzugstrategie, die Sanierung von Gymnasien und, und, und. Dies sind alles sehr, sehr wichtige Investitionsvorhaben für unseren Kanton. Aber mir ist schon klar, dass noch viel Wasser die Aare hinunterfliesst, bis das realistischerweise umgesetzt werden muss. Es wird auch diverse Verzögerungen geben, und vielleicht wird das eine oder andere Projekt auch ein wenig abgespeckt. Aber, und das ist eben schon ganz zentral, diese Projekte sind nicht irgendwelche Luftschlösser, sondern sie sind real.
Wenn ich mir den aktuellen Planungsstand in der gesamtkantonalen Investitionsplanung anschaue, sehe ich, dass er für das Jahr 2024 neu eine Sachplanung von über 900 Mio. Franken ausweist. Das ist gegenüber der Grafik, die Ihnen in der Vorstossantwort vorliegt, eine weitere massive Steigerung. Zum Vergleich: Aktuell beträgt die Nettoinvestitionshöhe rund 425 Mio. Franken pro Jahr. Damit öffnet sich eine massive Lücke zwischen Sachplanung und Finanzierungsmöglichkeit. Wir haben eine Lücke, die wir nicht einfach mit dem Verschieben des einen oder anderen Projekts schliessen können. Es braucht dringend zusätzliche Mittel – Mittel, damit wir all diese Investitionen finanzieren können. Ja, liebe Grossrätinnen und Grossräte, ich glaube, wir sind uns hier im Saal einig: Wir haben ein gemeinsames Interesse, wir wollen nämlich diesen Kanton vorwärtsbringen. Aber für dieses Vorwärts, dafür muss man auch etwas tun. Man muss nämlich in dieses Vorwärts investieren. Dazu braucht man Geld – Geld, das im Kanton Bern nicht einfach auf der Strasse liegt. Jetzt haben wir mit diesen 55 Mio. Franken die einmalige Gelegenheit des «Vorsparens». Eigentlich müsste man diese auch nutzen. Die FiKo schreibt in ihrer Stellungnahme zu dieser Motion, sie sei, ich zitiere, «[…] [mehrheitlich] eher kritisch [gegenüber] […] Fonds […] eingestellt.», also die FiKo. «[Sie will deshalb lieber über die] Erhöhung der ordentlichen Mittel oder eine Anpassung der Schuldenbremse [diskutieren] […]». Also, mit dem Regierungsrat kann man grundsätzlich über alles diskutieren. Aber vergessen Sie nicht: Die Mehrheit der FiKo will auch tiefere Steuern. Das möchte der Regierungsrat übrigens auch. Aber in finanzieller Hinsicht vertragen sich tiefere Steuern, also weniger Einnahmen, nur bedingt mit mehr Ausgaben.
Es gibt eine weitere Herausforderung in Zusammenhang mit den Berner Finanzen, nämlich die drohende Reduktion der Einnahmen aus dem NFA ab 2020. Da wird der Kanton Bern massiv weniger Geld bekommen. Deshalb muss ich schon die Frage stellen: Ja, wie wollen wir denn das alles eigentlich finanzieren? Tiefere Steuern, höhere Investitionen, weniger Geld aus dem NFA… Und ob sich die Konjunktur so positiv weiterentwickelt, wie es gerade aktuell der Fall ist, ob das auch in Zukunft so sein wird, das wissen wir nicht. Also, liebe Grossrätinnen und Grossräte, es ist eine riesengrosse Herausforderung, wenn wir alle diese Bedürfnisse unter einen Hut bringen wollen. Jetzt bietet sich eine Gelegenheit. Manchmal muss man Chancen beim Schopf packen. Wir könnten so diverse Entwicklungen im Kanton Bern anstossen. Es kommt in einem Fussballspiel nicht oft vor, dass der

Schiedsrichter auf den Penalty-Punkt zeigt. Aber wenn er dann einen Penalty vergibt, dann sollte der entsprechende Spieler auch das Goal schiessen. Genau eine solche Penalty-Chance stellen die für das Jahr 2018 nicht budgetierten 55 Mio. Franken dar. Der Regierungsrat will deshalb die 55 Mio. Franken in einen Fonds einlegen, um später die stark angestiegenen Investitionen finanzieren zu können. Letztlich läuft es beim Kanton wie bei jedem zu Hause: Wenn man ein Haus bauen will, muss man auch zuerst sparen, damit man es nachher bezahlen kann. Nur so kann man die eigenen vier Wände finanzieren. Übrigens ist dies nichts, das schweizweit einzigartig wäre. Erst im März hat der Kanton Wallis beschlossen, 100 Mio. Franken in einen Investitionsfonds einzuzahlen, weil auch dort ein grosses Bedürfnis besteht.
Von Fonds kann man halten, was man will. Aber denken Sie daran: Bei uns wären ohne den Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen, der bereits existiert, die Verkehrssanierungsprojekte im Emmental und Oberaargau kaum möglich. Fonds sind nicht irgendwelche «Kässeli». Fonds sind, soweit sie wie vorgesehen Investitionen betreffen, wichtige Finanzierungsinstrumente, mit denen Zukunftsvorhaben realisiert werden können. Wichtig ist, dass die gesetzlichen Rahmenbedingungen der Fonds klar festgeschrieben sind. Um diese festzulegen sind bekanntlich Sie seitens des Grossen Rats zuständig, und übrigens auch für die Ausgaben. Also, wenn man etwas aus dem Fonds nehmen will, dann beschliessen *Sie* das und nicht irgendjemand.
Ich fasse zusammen: Der Regierungsrat lehnt die Finanzmotion ab. Er will keine Entlastungsmassnahmen aus dem EP 2018 mit den einmaligen Effekten aus der Gewinnausschüttung der SNB rückgängig machen. Aber wir planen einen Fonds, und wir möchten die 55 Mio. Franken in diesen einzahlen. Dieses Geschäft wird natürlich zu gegebenem Zeitpunkt hier im Grossen Rat diskutiert. Vielen Dank, dass ich heute einmal ein wenig ausführlicher werden durfte. Es musste einfach sein.

Präsident. Wünscht der Vertreter der Motionärin noch einmal das Wort? – Dies scheint nicht der Fall zu sein. Wünscht die Kommissionsmehrheit noch einmal das Wort? Oder die Kommissionsminderheit? – Dies ist auch nicht der Fall.
Dann kommen wir zu Abstimmung. Wer die Finanzmotion annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	46
Nein	97
Enthalten	1

Präsident. Sie haben die Finanzmotion abgelehnt mit 97 Nein- zu 46 Ja-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Geschäft 2018.RRGR.34

Motion 006-2018 SP-JUSO-PSA (Näf, Muri)
Zukunftsfonds – Für einen innovativen Kanton Bern

Präsident. Wir kommen zu Traktandum 76, einer Motion SP-JUSO-PSA, Näf: «Zukunftsfonds – Für einen innovativen Kanton Bern». Die Regierung will die Motion als Postulat annehmen. Ich erteile dem Motionär, Grossrat Näf, das Wort.

Roland Näf, Muri (SP). Ich nehme natürlich die Stichworte Penalty und Chance der Finanzdirektorin sehr gerne auf. Jetzt stellt sich einfach die Frage: Wie schiessen wir diesen Penalty? Ich denke, wenn wir uns im europäischen Umfeld umschauen, sind wir eigentlich ein glücklicher Kanton, weil wir hier in

diesem Saal überhaupt über so etwas diskutieren können. Ich spüre auch – und das freut mich natürlich ausserordentlich –, dass eine gewisse Einigkeit zwischen der Finanzdirektorin und der SP-JUSO-PSA-Fraktion besteht. Ich habe mit Freude vernommen, was die Finanzdirektorin in Bezug auf Fonds gesagt hat. Was mich noch mehr freut ist, dass man – ich nehme die Worte der Finanzdirektorin wieder auf – den Kanton weiterentwickeln will. Wir alle hier im Saal wollen wohl den Kanton vorwärtsbringen. Für uns stellt sich einfach die Frage – und ich glaube, das ist der Unterschied, den wir diskutieren müssen –, wofür wir dieses einmalige Geld einsetzen wollen, das uns zur Verfügung steht. Es ist ein wenig wie bei einem Zahlenlotto. Wollen wir dies wirklich für Investitionen verwenden? Für mich persönlich sind Investitionen ein Pfad, der schon ziemlich ausgetreten ist, den wir schon oft gegangen sind. Deshalb frage ich mich, ob wir nicht einmal etwas Neues versuchen wollen, wenn wir einmal so einen Penalty, so eine Chance haben. Was heisst das, etwas Neues ausprobieren? Diesbezüglich möchten wir von der SP-JUSO-PSA in eine andere Richtung gehen. Wir möchten schauen, ob jetzt der Zeitpunkt gekommen ist, die Herausforderungen anzugehen, die auf diesen Kanton warten und die einiges durcheinanderbringen werden. Darüber haben wir diese Woche bereits mehrfach gesprochen: Digitalisierung, Leute, die deshalb wahrscheinlich in Zukunft keinen Arbeitsplatz mehr haben werden, oder Leute, die ausgesteuert werden. Auch dies haben wir heute schon gehört. Ich denke, es wäre gut, wir würden etwas Neues probieren und nicht, wie immer, einfach etwas mehr investieren. Wir wissen alle, was investieren heisst. Das wirkt sich mit den Abschreibungen auf die laufende Rechnung aus. Deshalb, liebe Kolleginnen und Kollegen, machen Sie mit bei der SP! Sie sehen konkret unter Punkt 2 unsere Vorschläge, wie dieser Penalty zu schiessen, wie dieses Geld zu verwenden ist. Zu den Punkten 1 und 3 möchte ich bemerken, dass es genau das ist, was die Regierung in Bezug auf Investitionsfonds will. Deshalb bitten wir Sie, unsere Motion zu unterstützen.

Präsident. Ich erteile dem Mitmotionär, Grossrat Gullotti, das Wort.

Hervé Gullotti, Tramelan (SP). Je remercie le gouvernement pour sa réponse. Celle-ci ne va toutefois pas tout-à-fait dans le sens envisagé, mais je laisse pour le moment au Conseil-exécutif le bénéfice du doute et le soin de convaincre que son option est satisfaisante. La motion telle qu'elle est formulée ne demande pas la création d'un fonds d'investissement pour les routes et les bâtiments sur la période de 2022 à 2027. Elle vise bel et bien la création d'un fonds pour la formation et l'insertion professionnelle des bénéficiaires de l'aide sociale et des réfugiés et les permis F reconnus. Elle a un caractère purement social et elle invite le canton à redonner l'espoir à ses habitants dans un contexte politique de restriction financière vis-à-vis des plus faibles. Le jeu de la démocratie permet au Conseil-exécutif de solliciter l'appui à sa politique d'investissement par le biais d'une telle réponse. D'une empreinte sociale, la motion a pris une teinte financière et est traitée par la direction des finances, dont acte! Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, je suis satisfait de dire que dans les investissements prévus, le Conseil-exécutif laisse la porte ouverte à des investissements dans le domaine de la formation et de la recherche médicale. Mais pour l'heure, en attendant les débats, mais sans grand espoir sur leur issue, je vous invite à soutenir néanmoins la motion PS-JS-PSA et le fonds innovateur pour l'avenir qu'elle promeut.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Ich erteile Grossrat Grupp für die grüne Fraktion das Wort.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Ich habe kürzlich in einem kleinen Verein festgestellt, was dem grossen Kanton Bern offenbar auch Schwierigkeiten bereitet: Es ist manchmal schwierig, mit einem unerwarteten Geldsegen umzugehen, wenn man sich gewohnt ist, immer mit einem knappen Budget unterwegs zu sein. Wenn wir schon beim Sprüche-Klopfen sind, nehme ich den mit dem Penalty natürlich gerne auf und sage: Lieber oben links ein Goal schiessen als unten rechts. *(Heiterkeit)*
In der vorliegenden Motion geht es um die Verwendung dieser quasi überzähligen 55 Mio. Franken aus der SNB-Ausschüttung. Da wir das Geld im bestehenden SNB-Fonds nicht mehr einlagern oder unterbringen dürfen, und nachdem die vorhergehende Motion abgelehnt wurde, ist klar, dass wir das Geld anderweitig verwenden müssen. Die vorliegende Motion schlägt die Schaffung eines Fonds vor. Die Motion nennt unter Punkt 2 klar den Verwendungszweck: Bildungsangebote, Projekte zur beruflichen Integration und Frühförderung. Die grüne Fraktion anerkennt den Bedarf an Investitionen im erwähnten Bereich. Jede Investition in die Bildung stärkt Menschen und damit auch den ganzen Kanton Bern. Bei diesen Aufgaben handelt es sich eigentlich um notwendige Ausgaben, die normalerweise

auch in einem ordentlichen Budget Platz haben sollten. Dass dies nicht oder nicht immer der Fall ist, wissen wir. Durch die 55 Mio. Franken ergäbe sich die Möglichkeit, gezielt in Projekte und Menschen zu investieren. Die grüne Fraktion unterstützt die Motion grossmehrheitlich.
Jetzt zur Antwort des Regierungsrats. Diese ist eher zweischneidig, ambivalent. Auch er schlägt die Gründung eines Fonds vor, aber mit einem anderen Verwendungszweck, nämlich für Infrastruktur, Hardware sozusagen. Es stehen sich also gegenüber: eher in Software, also in Menschen, in Ausbildung zu investieren oder eben in Beton.
Generell ein Wort zu Fondslösungen: Die Grünen unterstützen dies gerne. Es hat aber einen Haken, wie wir beim SNB-Fonds sehen. Dieser ist gedeckelt und ist deshalb hier nicht mehr nutzbar. Der Fonds für Investitionsspitzen wurde wieder abgeschafft. Diesen kann man im Moment also auch nicht nutzen. Fonds haben im Kanton Bern immer wieder politische Kontroversen ausgelöst. Manchmal hört man auch das finanzordnungspolitische Argument, man solle nicht Steuer- und Investitionsausgaben vermischen, respektive man solle Steuer- und Fonds-finanzierte Investitionen nicht vermischen. Dies seien zwei verschiedene Paar Schuhe, und dadurch werde die Intransparenz gefördert. Trotzdem würde es vielleicht helfen, wenn man die bestehenden Fonds nicht so eng fassen würde, wie das zum Beispiel beim SNB-Fonds der Fall ist. Wenn man diese ein wenig freier fassen würden, hätten wir diese Deckelung nicht und müssten uns jetzt nicht den Kopf darüber zerbrechen. Fazit: Die Grünen sind dafür, in Bildung zu investieren und damit Menschen zu stärken. Wir stehen der Fondslösung, welche die Motion vorsieht, offen gegenüber. Ich danke Ihnen, wenn Sie dem folgen.

Barbara Streit-Stettler, Bern (EVP). Zukunftsfonds, das tönt sehr gut in den Ohren der EVP. Wir sind damit einverstanden, dass wir als Kanton Bern in unsere Zukunft investieren müssen. Dazu gehört als Schwerpunkt die Bildung, und zwar die lebenslange Bildung, die Förderung im Vorschulalter, die Volksschule, aber auch die sekundäre Bildung, die Berufsbildung und die Weiterbildung. Es tönt schon fast ein wenig abgedroschen, wenn ich sage: Die Bildung ist ein wichtiges Kapital – auch für den Kanton Bern, wenn wir den wirtschaftlichen Anschluss nicht verpassen wollen. Soweit unterstützen wir die Ziele der Motionäre und zeigen dies als EVP auch in unserem politischen Alltag hier im Grossen Rat.
Jetzt wird es aber kompliziert. Trotz allem werden wir nicht nur die Motion, sondern auch das Postulat ablehnen. Weshalb dies? Der Regierungsrat will bekanntlich den Vorstoss als Postulat annehmen. Wenn man aber die Antwort liest, merkt man, dass er dies nicht will, um Geld für die Bildung freizuschaufeln, sondern weil er sich von uns einen Freipass für einen weiteren Fonds ausstellen lassen will. Dies ist es, was wir ablehnen. Für uns sind Fonds keine Allerheilmittel gegen alle Finanzsorgen. Wir sind der Meinung, dass Fonds auch gewichtige Nachteile mit sich bringen. Die Schuldenbremse wird umgangen. Damit beschneidet sich das Parlament selbst. Das Geld ist in den Fonds bekanntlich gebunden und damit aus dem Verkehr gezogen, es kann also nur für bestimmte Zwecke verwendet werden.
Anstatt SNB-Gelder in einem Fonds zu deponieren, erachten wir es in der heutigen Situation als zielführender, mit diesem Geld weitere Sparrunden zu verhindern. Wir als EVP werden uns dafür einsetzen, dass nicht noch weiter auf dem Buckel der Schwachen gespart wird und dass zum Beispiel auch ein weiterer Abbau bei der Volksschule verhindert wird. Hans Kipfer hat in seinem Votum zum letzten Traktandum bereits Ähnliches gesagt. Im Moment sind in Zusammenhang mit HRM2 auch Fragen offen, wie die Gelder aus den Fonds abgeschrieben werden sollen. Auch dies zeigt, dass Fonds nicht unproblematisch sind. Zudem ist es aus unserer Sicht durchaus möglich, das Investitionsvolumen auch ohne Fonds für eine begrenzte Zeit zu erhöhen. Uns ist völlig klar, dass es in den nächsten Jahren verschiedene Grossprojekte geben wird, die wir finanzieren müssen. Das ist für uns unbestritten. Wir lehnen deshalb vor allem aus finanzpolitischen Überlegungen, und nicht aus bildungspolitischen Gründen, auch das Postulat ab.

Peter Gerber, Schüpfen (BDP). Ich bin neu in diesem Rat. Aber als amtierender Gemeindepräsident ist es mir nicht neu, dass bei einem voraussehbaren Überschuss viele gute Ideen auf den Tisch kommen. Der Vorschlag der Regierung, die zusätzliche Gewinnausschüttung der SNB zur Finanzierung der Investitionsspitzen der Jahre 2022–2027 einzusetzen, finden wir richtig und wichtig. Wenn wir über alle Punkte zusammen abstimmen, wird die Fraktion der BDP mehrheitlich die Annahme als Postulat unterstützen, als politisches Signal für die Fondslösung. Bei einer punktweisen Abstimmung hat die BDP eine differenzierte Haltung.

Präsident. Ich erteile Grossrätin Marti für die SP-JUSO-PSA-Fraktion das Wort.

Ursula Marti, Bern (SP). Wenn man sich als Kanton für die Zukunft gut aufstellen will, muss man in die Bildung und in die Innovation investieren. Und dies ist nicht gratis zu haben, dies kostet etwas. Alle hier im Saal behaupten von sich, dass sie den Kanton Bern voranbringen wollen. Jetzt haben Sie die Gelegenheit dazu, indem Sie diesem Zukunftsfonds für einen innovativen Kanton Bern zustimmen, und zwar mit Geldern, die unplanmässig in unsere Kasse gekommen sind. Gelder, die man also nirgendwo abzwacken muss und die dann nicht an einem anderen Ort fehlen. Gelder, die man nutzen kann, um damit den Kanton und die Menschen, die in diesem Kanton leben, zu stärken. Die Massnahmen, die wir uns vorstellen, sind äusserst aktuell und sie sind auch gezielt. Es ist genau das, was es aktuell braucht. Es sind in erster Linie Bildungsangebote für Arbeitnehmende, die sie fit machen, damit sie in der zunehmend digitalisierten Arbeitswelt ihren Platz finden und ihren Platz auch behalten können. Es geht auch darum, ältere Arbeitnehmende zu unterstützen, damit sie im Arbeitsmarkt bestehen können. Sozialhilfebeziehende und geflüchtete Menschen sollen beruflich integriert werden. Die Frühförderung, die absolut entscheidend ist für den späteren beruflichen Weg, soll ausgebaut werden, ebenso Bildungsangebote, die das volkswirtschaftliche Potenzial eben ganz gezielt verbessern. Das ist es, was wir wollen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist felsenfest davon überzeugt, dass es für die Zukunft des Kantons Bern enorm viel mehr bringt, die Gelder für solche Vorhaben zu nutzen, anstatt sie einfach in der Staatsrechnung versickern zu lassen oder noch mehr Schuldenabbau zu betreiben. Zum Schuldenabbau: Die Zinsen sind im Moment tief, wenn nicht sogar negativ. Wir bauen bereits jährlich Schulden ab. Es reicht. Es ist nicht nötig, dass wir noch mehr abbauen. Es bringt dem Kanton viel, viel mehr, wenn wir in die wichtigste Ressource – auch wenn es jetzt vielleicht abgedroschen tönt, aber es ist einfach so, dass Bildung und Innovation die wichtigste Ressource ist – investieren, in gut ausgebildete Fachkräfte.
Zur Antwort der Regierung: Die Regierung empfiehlt, den Vorstoss als Postulat anzunehmen und beschreibt gleichzeitig, dass sie den Fonds, der gebildet werden soll, den wir vorschlagen, auf eine ganz andere Art nutzen will: nämlich für Bau- und Verkehrsprojekte. Ja *(Grossrätin Ursula Marti lacht verhalten),* da haben wir schon leer schlucken müssen. Es ist aber trotzdem so, dass sich unsere Fraktion eine gewisse Ausweitung der Verwendung durchaus vorstellen kann. Aber für uns gilt auch, dass die Gelder weiterhin im Bereich der Bildung und Innovation eingesetzt werden müssen. Das heisst, wir können uns vorstellen, dass man diese Gelder auch für einen Campus Fachhochschule oder für das Ausbildungs- und Forschungszentrum Medizin einsetzt. Was wir aber nicht akzeptieren können, und das werden wir auch nicht akzeptieren, das sind mehr Investitionen in Strassenbau. Wir werden in dieser Session auch Kreditvorlagen behandeln, und dazu werden wir uns genauso, wie ich es jetzt gesagt habe, positionieren und entsprechend entscheiden.

Adrian Haas, Bern (FDP). Wenn plötzlich Geld vorhanden ist, dann werden die Fantasien angeregt. Bildung ist zwar gut. Wir finden es auch wichtig, dass man in die Bildung investiert, aber man könnte genauso gut in die Veloförderung oder die Biodiversität oder vielleicht auch in die Startup-Förderung investieren. Dann hätten wir noch mehr Fonds. Aber was tun Sie, wenn das Geld dann weg ist? Ein Teil dieser Angebote bleibt und muss weiter finanziert werden. Dies wird dann aus den allgemeinen Mitteln finanziert. Das wollen wir eben gerade nicht. Wir wollen eine nachhaltige Finanzpolitik und kein hüst und hott. Aus diesem Grund lehnen wir den Vorstoss ab, auch als Postulat. Wir wollen solche Fonds grundsätzlich nicht. Sie sind finanzpolitisch verpönt.
Die Nebenfrage, welche die Regierung zusätzlich eingebaut hat, und die eigentlich nicht direkt mit diesem Vorstoss zu tun hat, hat mich ein wenig erstaunt. Aber man kann alles in ein Postulat packen, wenn man möchte, dass man hier darüber diskutiert. Wir sind auch da nicht glücklich über einen solchen Fonds. Dies habe ich bereits ausgeführt, und ich muss nicht länger darauf eingehen: Wir lehnen auch das Postulat ab.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Diese Fondsgeschichte kommt in regelmässigen Abständen immer wieder aufs Tapet. Wir haben gehört: Hardware ein Problem, Software ein Problem. Die glp würde natürlich lieber in Bildung und so weiter investieren. Aber es schleckt keine Geiss weg, dass wir in den nächsten fünf, sechs Jahren Investitionsbedarf haben. Für das Jahr2023 ist ein doppelter Investitionsbedarf vorgesehen. Das ist eine Tatsache. Mit Blick auf diese Ausgangslage würde ich als Privatperson wahrscheinlich auch etwas auf die hohe Kante legen, damit ich mich später nicht verschulden muss. Die glp ist aber der Meinung, dass solche Fonds nicht wieder zu einem Selbstbedienungsladen werden sollen, wie das beim Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen der Fall war. Wenn es nicht mehr gereicht hat, hat man etwas herausgenommen, sonst hat man nichts genommen. So darf es unserer Meinung nach nicht sein.

Wir haben ganz klare Anforderungen, wenn es irgendwie zu einer Fondslösung kommen sollte, wenn die Regierung uns eine plausible Erklärung geben könnte für eine gute Fondslösung. Es müssten langfristige Generationenprojekte ins Auge gefasst werden, die wir aus dem Stand heraus nicht finanzieren können. Es müsste etwas Nachhaltiges sein. Sonst ist die glp gegen eine Fondslösung. Es wäre für die Regierung natürlich bequem, immer wieder ein bisschen aus dem «Kässeli» heraus zu nehmen. Wir sind diesbezüglich kritischer. Für uns gäbe es für solche Generationenprojekte auch die Möglichkeit, dass man kurzfristig, und nur für ein solches Projekt, die Schuldenbremse aushebeln würde – nicht aushebeln, aber einmal stilllegen, wenn es wirklich darauf ankommt. Oder dass man eben Mittel aus der laufenden Kasse nehmen würde. Das wäre für uns lege artis. Die Mehrheit der glp-Fraktion könnte sich für eine Fondslösung erwärmen, wenn klar definiert wäre wozu. Also, kein Selbstbedienungsladen. Die Punkte 1 und 3 könnte die Mehrheit der Fraktion als Postulat eventuell annehmen. Punkt 2 kommt auch als Postulat nicht infrage.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Ich kann mich kurzfassen. Ich könnte das Votum von Adrian Haas hervornehmen und einfach sagen: dito. Ich glaube, das würde die Meinung der SVP am besten widerspiegeln. Ich mache es trotzdem nicht ganz so einfach. Es ist doch unglaublich, wenn für einen Teil dieses Rats zusätzliche, nicht budgetierte Einnahmen ein so grosses Problem darstellen. Weil wir schon seit Beginn des Traktandums Sprüche klopfen, setze ich noch einen oben drauf, frei nach dem Motto von Gölä: Ich hätte noch viel mehr ausgegeben, wenn ich damals schon gewusst hätte, wie viel Geld ich verjubeln kann. *(Heiterkeit)*
Geschätzter Roland Näf, wir würden im Ernst niemals behaupten, dass die Sachen, die Sie aufgeführt haben, schlechte Ideen wären, ganz und gar nicht. Es ist einfach so, dass wir alles, was Sie aufgeführt haben, eigentlich jetzt schon machen und die Mittel in der laufenden Rechnung haben. Mir ist klar, was Sie möchten. Sie möchten zum Teil diese Dinge verstärken. Das verstehe ich. Aber es ist nicht so, dass wir diese Sachen nicht machen könnten. Unser Ansatz ist einfach ein anderer.
Unser Ansatz ist Folgender: Die beste Art, zukünftige Sparpakete zu verhindern und zusätzliche Mittel für solche Möglichkeiten tatsächlich irgendeinmal beschliessen und ausgeben zu können, ist über die laufende Rechnung – ganz klar, über die laufende Rechnung. Das bedeutet, wenn wir zusätzliche Einnahmen haben, wie jetzt, dann lassen wir diese in die laufende Rechnung einfliessen. Irgendeinmal werden wir es schaffen, die Schuldenquote tief genug zu haben. Ich bin überzeugt, dass das schneller der Fall sein wird, als wir vielleicht meinen. Ich glaube, gerade bei der ganzen Pensionskassengeschichte werden wir in den nächsten zwei, drei Jahren noch einiges anschauen müssen. Dann braucht es eindeutig keine Fondsfinanzierungen. Fondsfinanzierungen sind nicht nachhaltig. So lange das Abschreibungssystem nicht geregelt ist und, wie momentan, eine unklare Situation besteht, sind Fondsfinanzierungen zwar gut, um Investitionen zu tätigen. Aber damit ist nichts bezahlt, nichts. Das ist das Problem.
Und glauben Sie mir eins: Über Fonds zu investieren – wie es schon Peter Moser gesagt hat, ich verwende den Ausdruck noch einmal – das ist sexy. Das ist cool. Aber die Grossräte, die dann in 10, 15, 20 Jahren hier sitzen, hier die laufenden Rechnungen mit den Abschreibungen, die Budgets beziehungsweise die Rechnungen abnehmen sollen, die werden sagen: Das waren lustige Kerle damals – sie haben ab 2018 investiert, und bezahlen müssen wir jetzt.
Es ist klar, die SVP lehnt diesen Vorstoss, egal ob als Motion oder nicht, in allen Punkten ab. Aber ich sage noch einmal: Es geht nicht darum, dass wir denken, all diese Sachen seien unnötig, sondern darum, dass wir die meisten Dinge in der laufenden Rechnung bereits machen.

Präsident. Der Motionär, Grossrat Näf, wünscht vor der Regierungsrätin noch einmal das Wort.

Roland Näf, Muri (SP). Vielen Dank für die vielen spannenden Argumente. Es war wirklich einmal spannend zuzuhören. Ich möchte zuerst auf das Votum von Fritz Wyss eingehen. Ich denke, das war eine sehr differenzierte Argumentation. Ich bin aber wirklich überzeugt, dass wir etwas Neues ausprobieren müssen, vor allem in Zusammenhang mit der Digitalisierung. Ich glaube nicht, dass wir das im normalen Rahmen, mit dem laufenden Budget, schaffen werden. Das ist meine Überzeugung. Dort bestehen unterschiedliche Auffassungen. Adrian Haas hat mich überrascht. Ich war erstaunt, dass für den Handels- und Industrieverein (HIV) Veloförderung, Biodiversität und Bildung in Bezug auf die Bedeutung für die Volkswirtschaft auf demselben Niveau sind. Das hat mich erstaunt. Auch zur Argumentation der EVP muss ich etwas sagen. Es wurde gesagt, das Parlament beschränke sich selber. Liebe Kolleginnen und Kollegen, lesen Sie Punkt 3: Es ist das Parlament, also wir, die sagen,

was mit dem Geld konkret geschieht. Wir werden mehr Möglichkeiten haben als bisher. Die EVP hat weiter argumentiert, man wolle keine weiteren Sparmassnahmen. Liebe Kolleginnen und Kollegen der EVP – wenn ich jetzt falsch liege, bin ich froh, wenn die Finanzdirektorin mich korrigiert. Wenn wir Ende Jahr 55 Mio. Franken, vielleicht etwas weniger oder etwas mehr, im Plus sind, dann hat das keine Bedeutung in Bezug auf zukünftige Sparmassnahmen. Das geht Ende Jahr schlicht und einfach in den Schuldenabbau. Bitte korrigieren Sie mich, wenn ich da falsch liege.
Von den Grünliberalen haben wir gehört: Schuldenbremse aushebeln. Liebe Franziska Schöni, wir wissen, wie eng die Schuldenbremse im Kanton Bern ist, auch im Vergleich mit der nationalen Schuldenbremse. Das braucht auf Gesetzesebene einen derartigen Anlauf und derart viele Änderungen, dass man irgendwann einmal, vielleicht im Jahr 2022 etwas ändern könnte, wenn der Wille hier im Rat überhaupt vorhanden ist. Und zum Schluss noch: Es ist klar, ich meine, wir haben von der Frau Finanzdirektorin den Penalty auf dem Tisch. Also, ich glaube, der Investitionsfonds ist dann immer noch besser beim Penaltyschiessen als gar nichts, wie wir es hier auch gehört haben. Vor diesem Hintergrund ist klar: Ich muss wandeln.

Präsident. Der Motionär hat in ein Postulat gewandelt. Ich erteile der Finanzdirektorin das Wort.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Ich habe Sie vorhin im Detail über die Absichten des Regierungsrats informiert. Deshalb kann ich mich nun kurzfassen.
Ich möchte noch einmal festhalten: Der Regierungsrat will die 55 Mio. Franken aus der Gewinnausschüttung ebenfalls einem Fonds zuweisen. Er will dies, ebenso wie Grossrat Näf, zukunftsgerichtet tun. Aber – und das ist die Differenz zwischen und beiden – der Regierungsrat will die 55 Mio. Franken dort einsetzen, wo es aus finanzpolitischer Sicht dringender ist. Wir sehen eben, dass es in Bezug auf die Investitionen dringender ist. Das Anliegen als solches ästimieren wir, es ist gerechtfertigt, aber nicht so, wie es Grossrat Näf will. Deshalb empfehlen wir, das Postulat anzunehmen.

Präsident. Hat irgendjemand punktweise Abstimmung verlangt? – Die glp hat punktweise Abstimmung verlangt. Wir stimmen punktweise ab über ein Postulat. Zu Punkt 1: Wer dem Postulat zustimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	65
Nein	73
Enthalten	1

Präsident. Sie haben dieses Postulat in Punkt 1 abgelehnt mit 73 Nein- zu 65 Ja-Stimmen bei 1 Enthaltung. Wir kommen zu Punkt 2. Wer Punkt 2 dieses Postulats annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	42
Nein	96
Enthalten	0

Präsident. Sie haben Punkt 2 mit 96 Nein- zu 42 Ja-Stimmen bei keiner Enthaltung abgelehnt.
Somit kommen wir noch zu Punkt 3, damit wir auch diesen geregelt haben. Wer Punkt 3 als Postulat überweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	58
Nein	77
Enthalten	3

Präsident. Sie haben auch Punkt 3 abgelehnt, mit 77 Nein- zu 58 Ja-Stimmen bei 3 Enthaltungen. Damit sind wir am Ende der ersten Sessionswoche der neuen Legislaturperiode angelangt. Ich bitte Sie, sämtliches Material wegzuräumen. Morgen Freitag tagt die Synode. Diese kann das Material des Grossen Rats nicht gebrauchen. In rund einer Viertelstunde bis zwanzig Minuten fährt vor dem Rathaus der Bus in Richtung Zwieselberg ab. Wer nicht weiss, wo der Zwieselberg liegt, findet ihn auf diese Weise. Wer mit dem Auto hinfährt, soll die Koordinaten ins Navigationsgerät eingeben. Jenen, die nicht mitkommen, wünsche ich ein schönes Wochenende und hoffe, sie am Montagnachmittag gesund und munter wiederzusehen. Die Sessionssitzung ist geschlossen.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 15.00 Uhr.

Die Redaktorinnen:
Corinne Zalka Schweizer (d)
Sara Ferraro (f)

Montag (Nachmittag) 11. Juni 2018, 13.30–16.30 Uhr

Achte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 156 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Dumermuth Marianne, Grogg-Meyer Christine, Hässig Vinzens Kornelia, Tobler Marc.

Geschäft 2018.RRGR.270

Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Kommission für Staatspolitik und Aussenbeziehungen (SAK)

Präsident. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, ich begrüsse Sie zur zweiten Woche der Junisession. Ich hoffe, dass Sie ein schönes Wochenende mit vielen grossartigen Begegnungen hatten und nun wieder voller Tatendrang sind, um hier weiter zu debattieren. Wir fahren mit den Geschäften weiter. Als Erstes werden wir die Wahl des SAK-Präsidiums behandeln, die wir letzten Mittwoch auf heute Nachmittag verschoben haben. Grossrätin Schöni-Affolter hat dazu die persönliche Erklärung abgegeben; sie hat gesagt, die glp verzichte zugunsten der EVP auf das ihr zustehende Präsidium. Damit öffne ich die Sprecherliste und erteile der EVP-Fraktionspräsidentin, Grossrätin Schnegg, das Wort.

Christine Schnegg, Lyss (EVP). Auch ich wünsche Ihnen eine gute zweite Sessionswoche. Das Resultat der Wahlen für die Kommissionspräsidien von letzter Woche erfordert, heute noch das SAK-Präsidium zu wählen. Nachdem die vier grössten Parteien bereits Anspruch auf vier Präsidien hatten, steht das SAK-Präsidium den sogenannten «übrigen» zu, wie Grossrätin Schöni-Affolter letzte Woche bereits erläuterte. Nach Absprache zwischen der EVP und der glp kann ich Ihnen heute Marc Jost als Kandidaten für das Präsidium der SAK wärmstens zur Wahl empfehlen.
Marc Jost ist seit 2010 im Parlament. Er war Mitglieder der JuKo, präsidierte deren Ausschuss IV, und 2015 – das wissen zumindest alle bisherigen Kolleginnen und Kollegen – war er Grossratspräsident. Marc Jost weiss, worauf es ankommt, wenn es darum geht, Sitzungen vorzubereiten, strukturiert zu führen und klare Abläufe zu gewährleisten.
Ich danke Ihnen, wenn Sie Marc Jost für das SAK-Präsidium auf Ihren Zettel schreiben – respektive wenn Sie ihm Ihr Vertrauen aussprechen, denn der Zettel ist vorgedruckt.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp). Nein, ich werde nicht auch noch Fraktionspräsident! Damit können wir dieses Gerücht in der Waschküche des Grossen Rats auch noch zerstreuen. Ich äussere mich an dieser Stelle nur ganz kurz. In der Waschküche hat es nämlich bereits das Gerücht gegeben, und man fragte sich, weshalb sich ein Vizepräsident in eine Kommission wählen lasse. Dies sei schon mal unüblich und merkwürdig. Man fragte sich, weshalb ich noch Vollmitglied der SAK sei. Das hat einen ganz bestimmten Grund: Ich bin im Moment Leiter des Ausschusses Abstimmungserläuterungen, und ich war es während den letzten vier Jahren. Wir mussten dies neu organisieren. Dies hat mit 800 000 gedruckten Abstimmungsbüchlein eine Aussenwirkung. Wenn ein Fehler enthalten ist, entsteht eine gerichtliche Sache daraus. Es kommt zu Beschwerden und so weiter.
Uns war bewusst, dass es in der SAK einen relativ grossen Wechsel geben wird. Wir haben es schlichtweg nicht geschafft, die Übergabe dieses Ausschusses schon vor dem Wechsel abzuwickeln.
Die erste Idee war, dass ich nur als Ersatzmitglied dabei wäre und den Ausschuss so leiten würde. Dies ist vom Gesetz her nicht möglich. Ich muss Vollmitglied sein. Deswegen habe ich mich wählen lassen müssen. Dies, weil wir wissen, dass dieses Jahr eventuell fünf beziehungsweise mindestens

vier Vorlagen – bis gestern waren es noch sechs – im Kanton zur Abstimmung kommen werden. Eine saubere Übergabe des Ausschusses erschien uns daher wichtig. Wir mussten also etwas organisieren, damit ich die Übergabe noch vollziehen kann.
Zum zweiten Gerücht: Die Lösung, die wir mit Marc Jost als SAK-Präsident haben, ist keine «Lex Zaugg», wie gemunkelt wird. Sie wählen nicht mich! Letzte Woche wurde gemutmasst, ich wolle nach dem Vizepräsidium des Grossen Rats dann gleich das SAK-Präsidium übernehmen. Ich werde Ende des ersten Jahres der Legislatur aus der SAK zurücktreten! Weil wir nur ein Mitglied in der SAK haben, mit dem wir eine Nachfolge hätten aufbauen können, war kein anderes Vorgehen möglich. Deshalb nun diese Lösung. Wir sind auch seitens der glp sehr froh, dass die EVP mithilft. Mit Marc Jost kann sie uns einen sehr, sehr versierten und ausgewiesenen Menschen für die Leitung dieser Kommission zur Verfügung stellen.
Um noch das letzte Gerücht zu negieren: Sie werden ihn nicht nur für zwei, sondern für vier Jahre wählen. Er sagte zwar, er wolle nach zwei Jahren zurücktreten. Ob er es dann wirklich tun wird, wissen wir nicht. Wir nehmen es aber an, weil wir es so vereinbart haben. Wenn er es nicht tun werde, sagte ich der EVP, kämen sie alle in die Hölle. (*Heiterkeit*) Also wird es dann wahrscheinlich so sein. Sie werden Marc Jost also für vier Jahre wählen, und wir bitten Sie, diese Wahl zu unterstützen. Wir danken der EVP an dieser Stelle nochmals ganz herzlich für ihr Entgegenkommen und ihre Mithilfe. Insbesondere danken wir auch Marc Jost.

Präsident. Da es keine weiteren Fraktionssprecherinnen und -sprecher gibt… Doch, Grossrat Haas hat das Wort für die FDP-Fraktion.

Adrian Haas, Bern (FDP). Grossrat Zaugg hat ja nicht als Fraktionssprecher gesprochen.
Selbstverständlich wählen wir Marc Jost. Es ist uns auch klar, dass man ihn grundsätzlich für vier Jahre wählt – auch wenn Sie einen Wechsel nach zwei Jahren intern vereinbart haben. Grundsätzlich ist es möglich, jederzeit aus einer Kommission auszutreten. Deshalb ist das kein Problem. Wenn ein Pfarrer etwas verspricht, dann gehen wir sogar davon aus, dass es so sein wird. On verra.
Zum Grossratsvizepräsidenten: Wir haben ihn ja gewählt. Deshalb steht er auch nicht wirklich in der Kritik. Grundsätzlich sehen wir es aber tatsächlich nicht so gerne, wenn Leute aus dem Grossratspräsidium nach wie vor Kommissionen besetzen. Deshalb haben wir unseren Vizepräsidenten gebeten, nicht noch für eine Kommission zu kandidieren. Das hat er denn auch getan.

Präsident. Gut, es gibt keine weiteren Fraktionssprecher. Dann bitte ich die Stimmenzähler, die Wahlkuverts zu verteilen.

Die Wahlkuverts werden ausgeteilt. Die Sitzung wird kurz unterbrochen, bis die Wahlkuverts wieder eingesammelt sind und ausgezählt werden können.

Wahlresultat siehe Geschäft 2018.RRGR.180, Sitzung vom 11. Juni 2018, 13.30 Uhr.

Geschäft 2018.RRGR.148

Motion 033-2018 Mühlheim (Bern, glp)
Mehr finanzielle Transparenz bei Betrieben mit Staatsbeiträgen

Geschäft 2018.RRGR.180

Motion 046-2018 SP-JUSO-PSA (Marti, Bern)
Restriktivere Offenlegungspflicht der Vergütungen von subventionierten Betrieben

Gemeinsame Beratung der Geschäfte 2018.RRGR.148 (Motion 033-2018) und 2018.RRGR.180 (Motion 046-2018).

Präsident. Wir fahren fort mit den Geschäften der FIN. Ich begrüsse die Finanzdirektorin bei uns. Herzlich willkommen, Beatrice Simon. Wir kommen zu den Traktanden 77 und 78. Die beiden Motionen

sind in gemeinsamer Beratung vorgesehen. «Mehr finanzielle Transparenz bei Staatsbeiträgen» ist die Motion Mühlheim, Bern (glp). «Restriktivere Offenlegungspflicht der Vergütungen von subventionierten Betrieben» von der SP-JUSO-PSA-Fraktion ist die zweite Motion. Ich erteile den Motionärinnen das Wort.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Mit meiner Motion strebe ich mehr Transparenz in der Offenlegungspflicht von Institutionen an, die über das Staatsbeitragsgesetz (StBG) zu 50 Prozent oder mit 1 Mio. Franken vom Kanton unterstützt werden. Es geht also um jene Institutionen, die klar die Hand für kantonale Gelder aufhalten. Kolleginnen und Kollegen, Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser! Am Fall der Spitex, der letzten Februar publik geworden ist, sieht man klar: Einzelne Institutionen haben das Mass dessen, was normalerweise bezahlt wird, massiv überschritten – sei es auf der obersten operativen Ebene oder sei es auf der obersten strategischen Ebene von Betrieben im Non-Profit-Bereich. Es gibt weder fachliche noch inhaltliche Gründe, solche Saläre zu bezahlen. Nicht nur ich, sondern alle, die die Richtlinien im Kanton für diese Institutionen kennen, schütteln den Kopf. Das zeigt uns vor allem eins: Es besteht Handlungsbedarf. Es darf nicht sein, dass wir Institutionen haben, die so massiv über die Stränge schlagen, weil wir es nicht wissen.
Was unseren kantonalen Spitälern und auch Privatspitälern billig ist, muss uns recht sein. Wir haben entsprechende Artikel für mehr Transparenz ins Spitalversorgungsgesetz (SpVG) aufgenommen. Auch in den anderen Bereichen, in denen der Kanton bezahlt, wäre es sinnvoll, hinzuschauen und mehr Transparenz zu ermöglichen. Weshalb? – Als Grossrätin kann ich hinschauen. Als solche kann ich die Regierungsrätin fragen, weshalb die Bedag Informatik AG eine dreimal so hohe Verwaltungsratshonorierung hat wie die grossen Universitären Psychiatrischen Dienste Bern (UPD) – was ich mit einer Anfrage auch getan habe. Die Regierungsrätin muss mir Rede und Antwort stehen, denn hier haben wir die Möglichkeiten, diese Institutionen zu beleuchten, deren Auszahlungen zu prüfen und die entsprechenden Fragen zu stellen.
Damit ist auch die mögliche Frage der Finanzdirektorin beantwortet, was man denn mit diesen Zahlen tun solle, man habe ja keine Kompetenz in der Öffentlichkeit. Das stimmt zwar, aber wir haben die Möglichkeit, hinzuschauen und die entsprechenden politischen Fragen zu stellen. Das ist relevant, und man nennt es soziale Kontrolle, finanzpolitische Kontrolle oder wie auch immer. Diese ist heute nicht gegeben. Eine gute Corporate Governance fordert dies längst für grosse Betriebe und für den Bund – wie auch aus der Antwort hervorgeht. Weshalb wird dies nicht auch für die grösseren Institutionen im Kanton Bern verlangt?
Ich fordere diese Kontrolle nicht für Kleinbetriebe. Deshalb habe ich Punkt 1 als Motion de facto öffentlich gemacht, weil dies einer breiteren Öffentlichkeit zugänglich gemacht werden soll. Ich bin bereit, Punkt 1 anstelle einer Motion als Postulat überweisen zu lassen. Dies aus dem Grund, dass ich der Finanzdirektorin Spielraum geben möchte, damit sie prüfen kann, was sinnvoll und nötig ist.
Punkt 2 wird bekanntlich als Motion angenommen, worüber ich froh bin. Es geht um genau jene Problemfelder, die bei der Spitex zutage getreten sind. Da realisiert man auf einmal, dass Doppelmandate formiert werden, die allein schon aus fachlicher Sicht unsinnig sind und in finanzpolitischer Hinsicht nochmals verschiedene Fragen aufwerfen.
Punkt 3 wäre mir auch wichtig gewesen. Aufgrund der Antwort sehe ich aber ein: Die Normkosten sollten den Vergleich eigentlich bereits so anstellen, dass überbordende strategische Zahlungen aufgehoben werden. Deshalb bin ich bereit, Punkt 3 zurückzuziehen.
Ich wäre aber sehr froh, wenn Sie Punkt 1 als Postulat überweisen könnten als klares Zeichen dafür, dass wir im Kanton vermehrt hinschauen und entsprechend auch überprüfen müssen, ob die vollumfänglich vom Kanton finanzierten Institutionen auch im obersten operativen und strategischen Bereich mehr Transparenz zeigen müssten.

Präsident. Für die zweite Motion spricht Grossrätin Marti, SP-JUSO-PSA-Fraktion.

Ursula Marti, Bern (SP). Ja, ich spreche zur zweiten Motion. Weshalb fordern wir nicht nur eine strengere Offenlegungspflicht, sondern auch, diese in die Hand des Grossen Rats zu legen? Es ist noch nicht so lange her, es war im Jahr 2015, als der Grosse Rat letztmals das StBG beraten hat. Damals überwies der Grosse Rat eine Planungserklärung, die in Alters- und Behindertenheimen mehr Lohntransparenz verlangte. Allerdings hat der Regierungsrat diesen Willen nicht respektiert und dies nicht umgesetzt. Für die Institutionen im Alters- und Behindertenbereich gilt – nebst den Heimen auch für die Spitex – nach wie vor eine Ausnahme. Sie müssen die Löhne nicht transparent machen – für mich aus nicht wirklich erklärbaren Gründen. Es geht um die Löhne des strategischen Führungsorgans

sowie jene der Mitglieder der Geschäftsleitung. Wie stossend, auch gefährlich und schädlich das ist, hat sich deutlich gezeigt, als Anfang Jahr der hohe Lohn der Präsidentin der Spitex Bern bekannt wurde. Alle rieben sich verwundert die Augen. Damit dergleichen nicht mehr vorkommen kann, haben wir diese Motion eingereicht. Man soll gute Löhne bezahlen; das ist wichtig. Aber sie müssen gerechtfertigt und vor allem transparent sein; man muss zu ihnen stehen können.
Zuvor habe ich die Spitex erwähnt. Bei diesem Beispiel möchte ich es aber nicht belassen. Denn ich denke, dass es sich bei der Spitex Bern um einen Einzelfall handelte und die öffentliche Spitex nicht das grosse Problem war. Noch viel wichtiger ist Transparenz im Heimbereich. Dem Vernehmen nach soll es zwischen den verschiedenen Heimen sehr grosse Lohnunterschiede und auch heftige Ausreisser gegen oben geben. Genau dort wollen wir unbedingt Transparenz herstellen. Weil die Regierung bisher kein Musikgehör zeigte und zu grosszügig Ausnahmen gewährte, haben wir die Formulierung gewählt, wonach Ausnahmen künftig per Gesetz und somit durch den Grossen Rat definiert werden sollen. Das sind die Punkte 1 und 2 der Motion. Ich möchte aber betonen, dass wir nicht grundsätzlich gegen Ausnahmen sind. Es kann sinnvolle Ausnahmen geben. Wir wollen deshalb am Grundsatz festhalten, wonach die Offenlegungspflicht nur für Betriebe gilt, die mehr als 1 Mio. Franken jährlich erhalten oder die mit mehr als 50 Prozent der Gesamtkosten subventioniert werden.
Zur Antwort der Regierung: Es freut uns, dass ein Wandel stattgefunden hat und man jetzt bereit ist, diese Ausnahme aufzuheben. Dies betrifft den Punkt 3. Die Regierung empfiehlt ihn zur Annahme. Das ist gut so, und wir begrüssen es sehr. Es sieht ganz danach aus, als würde dieser Punkt auch klar vom Grossen Rat überwiesen. Von der Regierung erwarten wir dann aber auch, dass es dann ohne Wenn und Aber geschieht und umgesetzt wird; ein weiteres Mal darf der Grossratsentscheid nicht ausgehebelt werden!
Was die Punkte 1 und 2 anbelangt: Sollte Punkt 3 tatsächlich angenommen werden, wären die beiden anderen Punkte nicht mehr gleichermassen relevant. Trotzdem halten wir weiterhin an ihnen fest – sozusagen als Rückversicherung. Wir bitten die Fraktionen, insbesondere Punkt 2 zu unterstützen; er ist uns wirklich wichtig. Jenen, die uns auch bei den anderen beiden Punkten folgen wollen, danken wir ebenso für die Unterstützung.

Präsident. Als Nächstes erteile ich Grossrat Löffel als Fraktionssprecher und Mitmotionär das Wort.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Ich spreche als Mitmotionär und auch für die Fraktion der EVP. Transparenz schafft und stärkt das Vertrauen. Diese alte Weisheit passt wieder einmal bestens zu unserem Thema. Die Vorkommnisse bei der Spitex Bern haben in den letzten Monaten so viel Geschirr zerschlagen, dass das Vertrauen wieder neu aufgebaut werden muss. Unser Vorstoss will einen Beitrag dazu leisten. Es stärkt das Vertrauen der Öffentlichkeit, wenn sie in einem Vergütungsbericht nachschauen kann, wie viel Geld in die operative und strategische Führung fliesst. Die Regierung hat recht, wenn sie in ihrer Antwort schreibt, das Publikum habe keine Aufsichtsfunktion. Aber gerade für Organisationen, die auch Spenden sammeln, ist das Offenlegen sicher eine vertrauensbildende Massnahme. Das ist Punkt 1 unserer Motion, die jetzt ein Postulat ist.
Eine vertrauensbildende Massnahme ist das in Punkt 2 geforderte Offenlegen von Doppelmandatsentgelten. Es ist gut und erfreulich, dass die Regierung diesen Vorstoss annehmen will und dass er sogar ohne Gesetzesänderung umgesetzt werden kann. Die EVP unterstützt beide Forderungen.
Die EVP unterstützt auch den zweiten Vorstoss, bei dem es um die Ausnahmeregelungen von Artikel 8 StBG geht. Leider waren sie bisher scheinbar allzu grosszügig definiert, was zu gewissen Problemen sowie zu Intransparenz führte. Deshalb ist die EVP froh, dass die Regierung bereit ist, den dritten Punkt ebenfalls ohne Gesetzesänderung anzunehmen und umzusetzen.
Ich persönlich finde es sehr positiv, wenn wesentliche Verbesserungen, wie in diesen beiden Vorstössen gefordert, ohne aufwändige Gesetzesänderungen umgesetzt werden können. Wer weiss, wenn wir Punkt 1 der ersten Motion als Postulat überweisen, findet der Regierungsrat vielleicht auch noch einen Weg, diesen Beitrag zu mehr Transparenz ohne Gesetzesänderung umzusetzen.

Präsident. Für die SVP-Fraktion hat Grossrätin Amstutz das Wort.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (SVP). Wir haben die zwei Motionen zur Offenlegungspflicht ebenfalls besprochen und folgen den Begründungen der Regierung. Punkt 1 der Motion Mühlheim hätte definitiv eine Gesetzesänderung zur Folge. Deshalb lehnen wir Punkt 1 als Motion ab. Als Postulat wäre er zwar weniger verbindlich, aber ich gehe davon aus, dass wir diesen auch als Postulat

mehrheitlich ablehnen werden. Punkt 2 werden wir annehmen. Bei der Motion der SP-JUSO-PSA-Fraktion/Marti werden wir wie die Regierung in Punkt 1 und 2 ablehnen und Punkt 3 annehmen.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Einmal mehr rufen überrissene Honorare zu politischem Handeln auf. Ich persönlich wünschte mir – wahrscheinlich bin ich hier im Saal nicht allein damit –, dass gerechtere Entlöhnungen unabhängig von der Branche und über alle Stufen hinweg Realität würden. Cheflöhne und Verwaltungsratshonorare sind immer wieder ein Thema. In jenen Bereichen, in denen öffentliche Gelder fliessen, hat der Kanton Bern seine Verantwortung und seine Vorbildfunktion ganz klar wahrzunehmen. Deshalb verlangt das StBG von allen Betrieben, bei denen der Kanton mehr als die Hälfte der Gesamtkosten subventioniert oder bei denen mehr als 1 Mio. Franken fliessen, einen Vergütungsbericht – wir haben es bereits gehört. Auch wir finden, es soll Transparenz darüber herrschen, wie viele Gelder an die Mitglieder der strategischen Führungsorgane und der Geschäftsleitung ausgerichtet werden.
Diese Transparenz verlangen wir Grünen auch bei Heimen oder bei der Spitex – gerade vor dem Hintergrund, dass vom Kanton jährlich über 700 Mio. Franken in den Alters- und Behindertenbereich fliessen. Es gibt keinen Grund für Ausnahmen. Wie auch in anderen staatsnahen Betrieben sind überrissene Honorare dort nicht angebracht – schon gar nicht, wenn in denselben Betrieben die Mehrheit der Mitarbeitenden für wenig Geld eine Riesenleistung erbringt. Das passt irgendwie nicht.
Der Wunsch nach Transparenz bei den Vergütungen ist im StBG in Artikel 8 geregelt, wie wir gehört haben. Die Ausnahmen will man in der Verordnung regeln. Wir hätten es für wichtig gehalten, diese auch im Gesetz zu verankern, weshalb wir die Ziffern 1 und 2 annehmen wollten. Aber wir schliessen uns der Haltung der Motionärin an, wonach eigentlich die Ziffer 3 am entscheidendsten ist. Deshalb ist uns wichtig, dass die Ziffer 3 angenommen wird. Gerade in diesem sensiblen Bereich gibt es keinen Grund für Ausnahmen. Die Ziffer 3 ist uns also sehr wichtig.
Die Motion Mühlheim stösst in dieselbe Richtung und verlangt auch die nötige Transparenz. Wir Grüne unterstützen die Ziffern 1 und 2; bei beiden hätten wir das auch in Motionsform getan. Wir sind aber froh über den Rückzug von Ziffer 3, für die es von uns wohl keine Unterstützung gegeben hätte.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Die Aufdeckung und Bekanntmachung des Falls Spitex Bern zeigt: Die Gier kann überall lauern. Wir von der BDP sind erschrocken, dass es ausgerechnet in der Spitex Bern geschah. Doch es ist nun mal geschehen. So gesehen behandeln wir hier eine gewisse «Lex Spitex». Wenn wir damit Transparenz schaffen können, ist das umso besser. Unschön war die Situation auch deshalb, weil... (*Der Präsident unterbricht die Rednerin, weil das Mikrofon nicht mehr funktioniert*)

Präsident. Entschuldigung, Grossrätin Luginbühl. Wir haben wieder das bekannte Problem mit der Übersetzung. Wir spielen unsere Routine durch. (*Kurze Pause*) Sie haben wieder das Wort.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Funktioniert es wieder? Unschön war diese Situation auch deshalb, weil der Grosse Rat sowohl beim grossen Sparpaket 2014 als auch beim Entlastungspaket 2018 (EP 18) Gelder im Kerngeschäft gekürzt hatte, obwohl man sich einig gewesen war, dass dort nichts eingespart werden soll. Wir erinnern uns alle an die lautstarken Proteste Hunderter von Betroffenen vor dem Rathaus. Trotzdem wurden Gelder gekürzt. Im EP 18 konnten wir dann punktuell Korrekturen anbringen.
Die Bekanntgabe des Lohns der obersten Leitung und auch die brisanten Anstellungsverhältnisse sowie die personelle Situation im Nachgang der Debatte sind aus unserer Sicht ein Hohn. Der Ruf der Spitex hat gelitten, nicht nur im operativen Bereich, sondern auch in Bezug auf die Führung. Die Wogen scheinen sich inzwischen geglättet zu haben; das ist auch gut so.
Wir konnten es lesen: Es gibt Personen, die aufräumen helfen und sich dieser Sache annehmen wollen. Der Regierungsrat erläutert in der Antwort zu beiden Vorstössen sachlich und fachlich richtig und schlägt, um Wiederholungsfälle auszuschliessen, Verbesserungen vor.
Die BDP kann sich den Antworten des Regierungsrats anschliessen. Bei der ersten Motion, die in Punkt 1 eine Offenlegung der Gelder für die breite Öffentlichkeit fordert, fragten wir uns, was mit diesen Informationen denn geschehen solle. Trotzdem werden einige von uns das Postulat unterstützen. Punkt 2 werden wir sowieso zustimmen. Punkt 3 ist eigentlich das Kernstück des Vorstosses, doch er ist zurückgezogen worden. Er fordert, dass das öffentliche Geld für das Kerngeschäft verwendet werden muss. Genau darum ginge es eigentlich, aber ein Controlling wäre dann wohl schwieriger.
Wie die Regierung werden wir bei der zweiten Motion Punkt 3 annehmen. Dazu vielleicht noch eine

kleiner Link: Es gibt sehr wohl schon einen Benchmark für Löhne, und zwar bei den Dedica-Betrieben, den ehemaligen Asylen Gottesgnad, die jetzt mit den Dedica-Betrieben zusammengeschlossen sind. Umso besser ist es, wenn dies nun auch auf die anderen Betriebe ausgedehnt wird. Wie gesagt, werden wir uns bei diesen Vorstössen so wie die Regierung verhalten.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrätin Zryd.

Andrea Zryd, Magglingen (SP). Ich werde mich kurzfassen, denn das meiste ist bereits gesagt worden. Ich erkläre vorweg, dass wir Barbara Mühlheim folgen werden. Wir hätten Punkt 3 angenommen, so ist es für uns aber auch in Ordnung. Wir werden sicher so vorgehen.
Bei unserem Vorstoss wären wir froh, wenn zumindest Punkt 2 angenommen würde. Schön wäre es natürlich, wenn das auch bei Punkt 1 der Fall wäre. Wir sind nicht dagegen, dass für Posten mit viel Verantwortung grosse Löhne gesprochen werden; das ist absolut in Ordnung, aber wir wollen gerne Transparenz. Wie Grossrat Löffel bereits gesagt hat, ist Lohntransparenz sehr wichtig und auch fair gegenüber den anderen Institutionen. So würden dann allenfalls auch die grossen Wogen etwas geglättet, und es ist viel ehrlicher. Ich danke Ihnen für die Unterstützung.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP). Ich komme zuerst zur Motion Mühlheim. Punkt 1 des Vorstosses, der die Entgelte der operativen und strategischen Ebenen von Staatsbeitragsempfängern einer breiteren Öffentlichkeit zugänglich machen will, lehnt die FDP-Fraktion im Einklang mit dem Regierungsrat ab. Ich unterstreiche aber ausdrücklich: Die FDP unterstützt selbstverständlich, dass diese Entgelte gegenüber den Subventionsbehörden gemäss den StBG-Bestimmungen offengelegt werden müssen. Eine zusätzliche Information an weitere Kreise lehnen wir dagegen ab. Dazu kann ich auf die Argumentation des Regierungsrats verweisen. Wir haben erfahren, dass Punkt 1 des Vorstosses in ein Postulat umgewandelt wurde. Ich kann mir vorstellen, dass ein Teil der Fraktion einem Postulat zustimmen könnte.
Punkt 2 der Motion verlangt die Offenlegung von Doppelmandatsentgelten. Die Regierung will ihn annehmen. Auf den ersten Blick ist das absolut logisch. Dass auch in diesem Punkt Transparenz geschaffen werden soll, ist für die FDP unbestritten. Das Problem ist aber hier, dass die Meinungen im Punkt auseinander gehen, an wen diese Informationen gehen sollen. Der Wortlaut der Motion ist klar: Auch die Entgelte aus Doppelmandaten sollen einer breiteren Öffentlichkeit zugänglich gemacht werden. Die Regierung nimmt diesen Punkt 2 zwar an, zugleich hält sie aber fest, auch diese Information solle ausschliesslich an die zuständigen Behörden fliessen. Damit entsteht ein offensichtlicher Widerspruch zwischen der Motionsforderung und der Interpretation des Regierungsrats.
Der Regierungsrat darf den Wortlaut der Motion selbstverständlich nicht uminterpretieren. Laut seiner Begründung zu Ziffer 1 müsste er folgerichtig auch Ziffer 2 ablehnen – alles andere würde keinen Sinn ergeben und wäre nicht konsequent. Die FDP setzt sich für eine klare, konsequente und kohärente Haltung ein und lehnt Punkt 2 der Motion deshalb ab. Sollte dieser auch in ein Postulat umgewandelt werden, gäbe es aus wohl die eine oder andere Zustimmung.
Ich komme zur zweiten Motion, SP-JUSO-PSA, zu der ich mich sehr kurzfassen kann. Die FDP ist ebenfalls einverstanden, Punkt 3 dieser Motion zu überweisen und damit die Ausnahme im Alters- und Behindertenbereich aus der Welt zu schaffen. Bei den Ziffern 1 und 2 schliessen wir uns der Haltung der Regierung an, wonach dort nichts geändert werden soll. Insbesondere haben wir in der Motionsantwort auch die Zusicherung der Regierung, sie werde von ihrer Ausnahmekompetenz nur zurückhaltend Gebrauch machen, zur Kenntnis genommen.

Präsident. Ich erteile der Finanzdirektorin das Wort.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Der Regierungsrat hat in seiner Antwort zu den beiden Motionen sehr ausführlich dargelegt, weshalb er die einen Punkte annimmt und die anderen ablehnt. Ich verzichte darauf, alles noch einmal zu erzählen, denn wir haben schon sehr viel darüber gehört. Ich möchte es aber noch einmal zusammenfassen.
Bei der Motion Mühlheim sind wir bereit, Punkt 2 anzunehmen. Die Punkte 1 und 3 lehnten wir ab, wobei Punkt 3 inzwischen zurückgezogen worden ist. Punkt 1 ist neu ein Postulat, worüber ich mit der Regierung noch nicht sprechen konnte. Ich könnte mir aber vorstellen, dass wohl auch ein Postulat abgelehnt würde, denn es ist ein Prüfungsauftrag, bei dem nicht klar ist, was wir denn genau prüfen sollen. So gesehen halte ich es für etwas fragwürdig, dies in ein Postulat umzuwandeln.

Der Regierungsrat geht aber ganz klar mit den Motionären einig, dass die zuständige Behörde die Frage nach der angemessenen Vergütung immer wieder kontrollieren muss. Das ist ein Dauerauftrag. Uns scheint, diesem sei mit den geltenden Vorschriften im StBG genügend Rechnung getragen. Wir sind wirklich der Ansicht, dass es in diesem Bereich keine Verschärfung braucht. Ganz klar wollen wir diese Transparenz auch dort erreichen. Diese Aufgabe können wir aber mit den bereits bestehenden rechtlichen Möglichkeiten wahrnehmen.
Ich komme zur Motion von Grossrätin Marti. Auch dazu haben wir ausführlich dargelegt, weshalb wir die entsprechenden Punkte annehmen oder ablehnen. Wenn Punkt 3, den wir vonseiten der Regierung gerne annähmen, auch vom Grossen Rat angenommen würde, wären wir bereit, die Staatsbeitragsverordnung sofort zu korrigieren, sodass Institutionen im Alters- und Behindertenbereich künftig nicht mehr als Ausnahme gälten.
Zudem möchte ich festhalten: Aktuell ist nicht geplant, irgendwelche weitere Ausnahmen zu definieren. Wenn es denn so wäre, dass es wieder Ausnahmen gäbe, müssten die Kommissionen gemäss Artikel 41 Absatz 2 des Gesetzes über den Grossen Rat (Grossratsgesetz, GRG) in die Konsultationen einbezogen werden. Das Recht dazu hätten Sie ja, und so könnten Sie allenfalls auch mitreden. Aber das ist ja gar nicht geplant.

Präsident. Die Motionärinnen wünschen das Wort nicht mehr. Wir kommen direkt zur Abstimmung. Zuerst zu Traktandum 77. Ziffer 1 ist in ein Postulat umgewandelt worden, Ziffer 2 wird als Motion aufrechterhalten und Ziffer 3 ist zurückgezogen worden. Möchte Grossrätin Kohli etwas sagen? (*Heiterkeit*) – Entschuldigung. Es hat mich gerade etwas irritiert, dass sie auf der Rednerliste steht.
Gut. Wir kommen zur Abstimmung. Wer Punkt 1 von Traktandum 77 als Postulat überweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2018.RRGR.148; Ziff. 1 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	90
Nein	60
Enthalten	1

Präsident. Sie haben Punkt 1 als Postulat angenommen, mit 90 Ja- gegen 60 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung.
Wir kommen zu Punkt 2: Wer diesen als Motion überweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2018.RRGR.148; Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	145
Nein	4
Enthalten	0

Präsident. Sie haben Punkt 2 als Motion überwiesen, mit 145 Ja- bei 4 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen.
Wir kommen zu Traktandum 78. Diese Motion ist in allen Punkten aufrechterhalten worden. Wir stimmen auch hier punktweise ab. Wer Punkt 1 als Motion überweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2018.RRGR.180; Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	70
Nein	79
Enthalten	1

Präsident. Sie haben Punkt 1 als Motion abgelehnt mit 79 Nein- gegen 70 Ja-Stimmen bei 1 Enthaltung.
Wir kommen zu Punkt 2. Wer diesen als Motion überweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2018.RRGR.180; Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	71
Nein	78
Enthalten	1

Präsident. Sie haben auch Punkt 2 als Motion abgelehnt, mit 78 Nein- gegen 71 Ja-Stimmen bei 1 Enthaltung. Wir kommen zu Punkt 3. Wer diesen als Motion überweisen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2018.RRGR.180; Ziff. 3)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme

Ja	150
Nein	0
Enthalten	1

Präsident. Sie haben Punkt 3 als Motion angenommen, mit 150 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 1 Enthaltung.
Ich gebe Ihnen das Wahlresultat der Wahl des SAK-Präsidiums bekannt:

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.270 – Wahl der Präsidentin oder des Präsidenten der Kommission für Staatspolitik und Aussenbeziehungen (SAK)

Bei 151 ausgeteilten Wahlzetteln und 151 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 2 und ungültig 2, in Betracht fallend 149, wird bei einem absoluten Mehr von 75 gewählt:

Marc Jost mit 148 Stimmen

(*Applaus*)

Präsident. Ich gratuliere Marc Jost zu seiner Wahl und wünsche ihm alles Gute in seinem Amt.

Geschäft 2017.RRGR.669

Motion 244-2017 SP-JUSO-PSA (Näf, Muri)
«Paradise Papers» – Berner Steuerverwaltung wird aktiv!
Richtlinienmotion

Präsident. Wir gehen weiter in der Traktandenliste: Traktandum 79, «‹Paradise Papers› – Berner Steuerverwaltung wird aktiv!». Es handelt sich um eine Richtlinienmotion. Ich gebe das Wort dem Motionär, Grossrat Näf.

Roland Näf, Muri (SP). Wir kommen zu den «Paradise Papers». Ich glaube, es hat keinen Sinn, und ich habe auch nicht die Zeit, noch einmal zu erklären, worum es sich dabei handelt. 2016 waren die «Paradise Papers» in den Medien ein Thema. Bundesrat Ueli Maurer sagte damals, es sei ein Medien-Hype. Spannend ist, zu schauen, wie es zwei Jahre später aussah. Stillschweigend hat man eine neue Gesetzesvorlage ausgearbeitet, und zwar in Bezug auf das Bundesgesetz über die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung (Geldwäschereigesetz, GwG). Man hat also realisiert, dass es nicht nur ein Medien-Hype war, sondern dass es dabei um mehr geht, nämlich um Geldwäscherei und um Steuerbetrug. Zu erläutern, wie eine solche Geld-Waschmaschine funktioniert, überlasse ich meiner Kollegin, der SP-Fraktionssprecherin. Sie wird dies erläutern.
Ich möchte einfach mal schauen, was eigentlich die Forderung dieser Motion war. Sie war so formuliert: überprüfen von Firmen und Personen. Spannend ist, wenn Sie die Antwort des Regierungsrats lesen; er schreibt dort, der Motionär – also ich – fordere dort die Überprüfung von Personen. Von Firmen ist dort plötzlich nicht mehr die Rede. Vielleicht kann mir dann die Finanzdirektorin noch erklären, weshalb die Firmen plötzlich verschwunden sind.
Jetzt, was hat die Berner Steuerverwaltung gemacht? Sie hat drei Personen geprüft – drei Personen bei 2,6 Terabyte Daten. Jene, die auch nur etwas von Informatik verstehen, können sich wohl auch nicht vorstellen, wie viele Daten das sind. Und wenn man nachher noch sieht, wie viele Dokumente – es geht um mehr als 1 Mio. Dokumente. Wenn wir diese alle fleissig lesen würden, kämen wir auch bis zur Pensionierung nicht durch. Es ist eine irrsinnige Menge. Jetzt ist einfach die Frage... *(Der Redner fragt den Präsidenten aufgrund des blinkenden Lämpchens, ob seine Redezeit bereits überschritten sei, was der Präsident bejaht.)* Nun gut. Jetzt stellt sich effektiv die Frage, weshalb die Berner Steuerverwaltung nicht mehr unternehmen will. Das ist meine grosse Frage an die Finanzdirektorin: Warum will man nicht genauer hinschauen? Hat man zu wenig Geld für Angestellte? Oder will man das im Sinne eines Standortvorteils nicht anschauen? Ich bin einfach gespannt auf die Antwort. Sie alle bitte ich wirklich, helfen Sie mit, damit man nicht nur bei Sozialhilfebezügern bei einem BMW hinschaut, sondern vielleicht auch bei einer Yacht.

Präsident. Gibt es Fraktionssprecher? Ja, es gibt Fraktionssprecher. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion erteile ich Grossrätin Zybach das Wort.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Im «Bund», im «Tages-Anzeiger» und auch in der «SonntagsZeitung» war im April 2016 klar geworden, was diese Briefkastenfirmen tun. Diese Zeitungen hatten breit darüber berichtet. Ein kleines Beispiel ist, wie via eine Zürcher Anwaltskanzlei Vermögenswerte von 800 000 Mio. Dollar verschoben wurden. Die Bankenaufsicht hat sie wegen schwerer Verstösse gegen das GwG verurteilt. Die Anwälte selbst aber hatten Scheindirektoren und damit ihre Sorgfaltspflicht nicht verletzt. Wenn man Gelder verstecken will, sucht man sich einen Anwalt. Er konstruiert komplizierte Gebilde, wie verschachtelte Besitzverhältnisse. Die Anwälte sind nicht verpflichtet, nachzuprüfen, aus welchen Quellen die Gelder stammen, geschweige denn, ob die Gelder versteuert werden.
Bei der vorliegenden Motion geht es nicht darum, herauszufinden, aus welchen Quellen die Gelder stammen, sondern es geht darum, aufzuklären, dass sie korrekt versteuert werden. Wie sollen Gelder von Besitzern, die ihr Vermögen zu verschleiern versuchen, denn eigentlich versteuert werden? Wie Sie vorhin gehört haben, geht es um 2,6 Terabyte Akten, 13,4 Mio. Dokumente von Briefkastenfirmen, Strohmännern und Zombies. Laut den Recherchen gibt es in der Schweiz 2363 Verbindungen zu Firmen und Personen. 2363! Mir scheint, der Kanton Bern sei ein grosser Kanton, aber in der Antwort der Regierung heisst es, sie hätten *drei* Personen angeschaut. Vielleicht sind wir doch nicht so gross, wie wir meinen. Nach der Lektüre der Antwort der Regierung bin ich jedenfalls nicht sicher, ob

der Motionär und die Regierung vom selben Thema sprechen. Aus der Antwort wird aber klar, dass sich die Steuerverwaltung nicht dafür einsetzen möchte, alles zu unternehmen, damit der Kanton Bern zu den ihm rechtmässig zustehenden Steuereinnahmen kommt. Es handelt sich um grosse Beiträge. Detektivarbeit lohnt sich hier.
Die SP-JUSO-PSA-Fraktion erwartet, dass man hier hinschaut, für Gleichbehandlung sorgt und von den Firmen und Privatpersonen aus den «Paradise Papers» dasselbe fordert, wie bei all jenen, die ihr sauer erspartes Geld auf einem Bankkonto haben und es jährlich bis zum letzten Rappen korrekt versteuern müssen.

Peter Gerber, Schüpfen (BDP). Es ist völlig klar: Steuerhinterziehung werden wir alle zusammen miteinander bekämpfen. Hier geht es aber nicht um Steuerhinterziehung, sondern um den Prozess der Überprüfung bei Verdachtsmomenten. Schon bei den «Panama Papers» war die Steuerverwaltung aktiv geworden. Unsere Steuerverwaltung hatte bekanntlich drei Personen vertieft überprüft. Bei den «Paradise Papers» hat sie die genannten Dossiers ebenfalls bearbeitet. Lassen wir unsere Steuerverwaltung doch einfach arbeiten und auch nur dort Berichte zu erstellen, wo es notwendig ist. Die BDP stimmt einstimmig wie der Regierungsrat: Ziffer 1 Annahme und gleichzeitig Abschreibung. Ziffer 2 Ablehnung.

Barbara Streit-Stettler, Bern (EVP). Wir werden auch so abstimmen, wie der Regierungsrat vorschlägt. Damit wollen wir signalisieren, dass wir der Berner Steuerverwaltung grundsätzlich vertrauen. Wir nehmen dem Regierungsrat ab, dass die Steuerverwaltung den aufgrund der «Panama Papers» und der «Paradise Papers» erhaltenen Hinweisen seriös nachgegangen ist.
Das heisst aber nicht, dass wir das Grundanliegen der Motion nicht unterstützen. Diese legt den Fokus auf die Steuerverwaltung des Kantons Bern. Aber eigentlich haben wir ja ein Problem, das mit einer Gesetzesänderung auf Bundesebene gelöst werden müsste. Derzeit läuft die Vernehmlassung für ein neues GwG, das solche Lücken schliessen soll. Wenn die Steuerverwaltung im Moment nur sehr wenige Personen im Kanton Bern überprüfen muss, heisst das nicht, dass die Steuerzahlerinnen und Steuerzahler aus dem Kanton Bern besonders seriös und brav sind. Höchstwahrscheinlich liegt es daran, dass das bisherige GwG zu wenig Biss hatte und viele der Steuerzahlerinnen und Steuerzahler, die Geld ins Ausland verschieben, im Moment noch durchschlüpfen können. Wir erwarten vom Regierungsrat, dass er sich in seiner Vernehmlassungsantwort, die er zuhanden des Bundes verfassen wird, für das neue GwG einsetzt und so mithilft, diese Gesetzeslücke zu eliminieren. Das hälfe dann wiederum dem Kanton Bern, denn ihm geht sehr viel Steuersubstrat verloren. Das ist sicher nicht im Sinn der EVP und sicher auch nicht im Sinn des Kantons Bern.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Auch die glp-Fraktion ist selbstverständlich für die Bekämpfung jeder Form von Steuerhinterziehung und Steuerbetrug. Grundsätzlich haben wir Vertrauen, dass unsere Steuerbehörden das auch angemessen tun. Wir sind der Meinung, dass alle so viel Steuern bezahlen sollen, wie sie müssen – dafür dann vielleicht einmal etwas weniger.
Die Antwort des Regierungsrats ist für uns überzeugend und stimmig. Wir werden dem Regierungsrat folgen. Allerdings sind wir davon ausgegangen, dass der Ausdruck «Personen» in der Antwort sowohl für natürliche als auch für juristische Personen gilt. Offensichtlich sind die Motionäre anderer Meinung. Deshalb bitten wir die Frau Regierungsrätin, das klarzustellen. Wenn mit «Personen» nur natürliche Personen gemeint wären, würde sich die Fraktion wahrscheinlich aufspalten.

Raphael Lanz, Thun (SVP). Auch die SVP-Fraktion ist für korrekte Steuerveranlagungsverfahren. Auch wir sind der Meinung, man müsse Verdachtsmomenten nachgehen. Wir wollen nicht, dass die einen bescheissen und sie deswegen die Steuern, die sie bezahlen müssten, eben nicht entrichten. Wenn wir die Antwort des Regierungsrats lesen, kommen wir zur Überzeugung, dass die Steuerverwaltung genau das getan hat. Dort, wo sie einen Bezug zum Kanton Bern sah, ging sie dem nach. Die Steuerverwaltung hat das geprüft. Das entspricht dem, was wir auch von der Steuerverwaltung erwarten. So hat man gehandelt, weshalb wir der Auffassung sind, dass man dem Antrag des Regierungsrats folgen und Ziffer 1 annehmen und abschreiben sowie Ziffer 2 ablehnen kann.

Adrian Haas, Bern (FDP). Roland Näf und die SP hatten jetzt einmal Pech, denn es kam nichts heraus. Dazu müsste man eigentlich stehen. Man kann aber auch die Hintertür nehmen und noch die Steuerverwaltung dafür kritisieren, dass sie nichts herausgefunden hat, so wie es Frau Zybach getan hat. Das halte ich für etwas billig.

Die FDP steht hinter der Steuerverwaltung. Sie macht einen sauberen Job. Dass hier nicht viel herausgekommen ist, ist nicht das Problem der Steuerverwaltung. Eigentlich ist es überhaupt kein Problem, sondern es ist eine Tatsache, dass der Kanton Bern von dieser Übung halt nur wenig betroffen ist. Lassen Sie uns das zur Kenntnis nehmen und der Regierung folgen.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Alle Vorrednerinnen und Vorredner haben erklärt, sie seien gegen Geldwäscherei und klar gegen Steuerhinterziehung. Die grüne Fraktion ist dies klar auch. Die Frage ist nur, ob man den Worten auch Taten folgen lässt. Mein Vorredner hat gesagt, man habe nur drei «erwischt» oder gefunden, die man überprüfen wolle. Ja, liebe Kolleginnen und Kollegen, wenn man drei Personen – wir wissen ja nicht, ob es Firmen oder Personen sind –, also sage ich jetzt mal drei Steuersubjekte mit Problemen identifiziert hat, bereitet mir das schon Sorgen genug. Dass der Kanton Bern wahrscheinlich nicht der Kanton ist, der am allermeisten solche Steuersubjekte hat, haben wir schon gewusst. Aber jeder ist einer zu viel. Ich bin auch froh, dass die Steuerverwaltung das nun kontrolliert hat.
Warum ist die grüne Fraktion trotzdem der Meinung, man könne das jetzt nicht einfach ad acta legen. Sie unterstützt deshalb sowohl Ziffer 1 als auch Ziffer 2. Wie die Motion ganz klar fordert, will man, dass auch die FiKo über die Ergebnisse informiert wird. Selbst wenn es jetzt so ist – ich will nichts unterstellen –, dass man die drei jetzt untersucht und dabei nichts herausgefunden hat, wäre ich froh, wenn man die FiKo informieren könnte: Was waren das für Fälle? Weshalb hat man nichts gefunden? Warum waren sie denn im Bericht erwähnt? Auch das ist Teil der Transparenz, um das Vertrauen in die Aufgabe der Finanzverwaltung und der Steuerverwaltung zu stärken, dass man das auch transparent kommuniziert. Ohne den Vorstoss hätte man das hier ja wahrscheinlich nicht der Öffentlichkeit mitteilen können. Die grüne Fraktion ist deshalb der Meinung, man solle beides als Motion überweisen.
Noch ein Satz: Das GwG ist jetzt in der Vernehmlassung, und wir hoffen, dass sich der Kanton Bern dann für Verschärfungen in diesem Gesetz einsetzen wird. Wir werden die Vernehmlassungsantwort des Kantons Bern jedenfalls genau lesen und hoffen, dass man hier eine Verbesserung unterstützt.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Wir sind dankbar, dass Roland Näf das Thema in Form dieses Vorstosses aufgegriffen hat. Es hatte zuvor auch einmal eine Interpellation dazu gegeben. Es ist wichtig, dass man darüber spricht. Es sind nicht nur die «Paradise Papers». Ein, zwei Jahre zuvor waren die «Panama Papers» in den Medien, in Deutschland war der Cum-Ex-Steuerskandal in den Medien. Viele Milliarden waren dem Steuerzahler abhandengekommen wegen sehr, sehr dreckiger Geschäfte, die laufen. Wenn man auch etwas schaut, was im globalen Finanzsystem geschieht und dort teils gang und gäbe ist, kann es einen schon schaudern. Deshalb ist es wichtig, dass das Thema aufs Tapet gekommen ist.
Als wir die Antwort der Regierung gelesen haben, waren wir zuerst erleichtert, dass es im Kanton Bern anscheinend so wenige Fälle gibt. Sollte es wirklich so sein, wäre das natürlich erfreulich. Es sind hier aber noch ein paar gute Fragen gestellt worden. Wir werden den Ausführungen der Finanzdirektorin deshalb sicher gut zuhören. Die EDU-Fraktion tendiert aber eher dazu, mehrheitlich wie die Regierung abzustimmen.

Präsident. Ich gebe der Finanzdirektorin das Wort.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Ich kann Ihnen versichern: Der Regierungsrat ist fest entschlossen, jede Art von Steuerhinterziehung zu bekämpfen. Bereits heute bestehen für die kantonale Steuerverwaltung genügend gesetzliche Grundlagen und Möglichkeiten, um tätig zu werden, wenn es nötig ist. Wir haben diese Instrumente also. Wenn Verdachtsmomente auftauchen und die Steuerverwaltung Kenntnis davon hat, sei es aus Medienberichten oder aus anderen Quellen, wird sie von sich aus aktiv. Dazu braucht es definitiv keinen Vorstoss.
Im Zusammenhang mit den «Panama Papers» und auch den «Paradise Papers» sind je drei Personen mit einem Bezug zum Kanton Bern bekannt geworden. Zu der zuvor gestellten Frage: Diese Personen sind im Bereich der natürlichen und juristischen Personen, es ist also das Total aus beiden Bereichen. Die Steuerverwaltung hat die Veranlagung dieser Personen bereits überprüft und dabei absolut keine Hinweise auf Unregelmässigkeiten gefunden. Bei Bekanntwerden weiterer Personen würden wir das selbstverständlich sofort überprüfen; das tun wir schon allein von Amtes wegen. Dazu braucht es keinen weiteren Anstoss aus dem Parlament. Wir haben das Gefühl, Ziffer 1 sei eigentlich erfüllt und schlagen Annahme und gleichzeitig auch Abschreibung der Motion vor.

Die Motionäre fordern aber zusätzlich noch einen Bericht, der zuhanden der FiKo zu erstellen und ihr zu präsentieren sei. Aber liebe Grossrätinnen und Grossräte, die Untersuchungsergebnisse sind jetzt bereits bekannt. Und es hat keinen Hinweis auf Unregelmässigkeiten gegeben. Was sollen wir in diesem Bericht denn noch festhalten? Die Verwaltung hat definitiv wichtigere Aufgaben zu erfüllen, als Berichte zu verfassen, deren Inhalte und Resultat man bereits kennt. Einfach noch Papier zu beschreiben, das tun wir nicht. Deshalb schlagen wir seitens der Regierung vor, Ziffer 2 abzulehnen. Ich bin dankbar, wenn Sie das auch tun. Wir sprechen ja immer wieder davon, dass die Verwaltung teilweise entlastet werden können sollte. Ein solcher Bericht wäre definitiv keine Entlastung.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung, bei der wir punktweise vorgehen. Wer Punkt 1 dieser Motion annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	147
Nein	3
Enthalten	0

Präsident. Sie haben Punkt 1 dieser Motion mit 147 Ja- bei 3 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen angenommen.
Wir kommen zur Abschreibung von Punkt 1. Wer diesen abschreibt, stimmt Ja, wer die Abschreibung ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	95
Nein	53
Enthalten	1

Präsident. Sie haben Punkt 1 abgeschrieben mit 95 Ja- bei 53 Nein-Stimmen und 1 Enthaltung.
Wir kommen zu Punkt 2. Wer diesen annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	53
Nein	97
Enthalten	0

Präsident. Sie haben Punkt 2 mit 97 Nein- bei 53 Ja-Stimmen und 0 Enthaltungen abgelehnt.

Geschäft 2017.RRGR.715

Motion 270-2017 Mentha (Liebefeld, SP)
Steuererlassverfahren von EL-Bezügern vereinfachen und administrative Leerläufe vermeiden

Präsident. Wir kommen zu Traktandum 80, «Steuererlassverfahren von EL-Bezügern vereinfachen und administrative Leerläufe vermeiden». Die Motion ist zurückgezogen worden. Der Motionär gibt eine Erklärung ab. Grossrat Mentha hat das Wort.

Luc Mentha, Liebefeld (SP). Ich ziehe diese Motion zurück, da ich gemerkt habe, dass die Chancen schlecht stehen, dass sie angenommen würde, selbst wenn ich sie in ein Postulat umwandeln würde. Ich möchte kein negatives Präjudiz. Offensichtlich konnte ich den Kern meines Anliegens nur ungenügend erklären. Die FIN und die Steuerverwaltung bitte ich aber, die Praxis zu überdenken. AHV-, IV- und EL-Renten darf man nicht pfänden. Das ist ein Privileg, das ist richtig, das in einem Bundesgesetz, nämlich im Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG) vorgesehen ist. Und Seniorinnen und Senioren, und das ist meine Meinung, die nur von AHV und EL leben, die keine Nebeneinkünfte und auch kein Vermögen haben, das man als wesentlich bezeichnen könnte, diese sollte man Betreibungs- und Pfändungsverfahren verschonen. Denn ein Teil dieser Seniorinnen und Senioren wird sich dagegen wehren, indem sie Rechtsvorschlag machen und ihre Rechte wahrnehmen. Sie werden sich zu Recht wehren. Die anderen werden es als Schande empfinden, wenn sie betrieben werden, und werden die Steuerrechnung bezahlen, selbst wenn sie aus AHV, IV und EL bezahlt werden müsste. Und das ist meinem Empfinden nach stossend. Der Kanton Bern sollte keine Betreibungen durchführen, die gegen das Bundesrecht verstossen. Mich dünkt, im Rahmen einer differenzierten Praxis zu Artikel 41 sollte es möglich sein, Fälle, wie ich sie hier erwähnt habe, bereits im Veranlagungsverfahren zu identifizieren und bei ihnen auf eine Betreibung und eine Pfändung zu verzichten.

Geschäft 2017.RRGR.721

Motion 275-2017 Pfister (Zweisimmen, FDP)
Bitte keine Steuergeschenke!
Richtlinienmotion

Präsident. Wir kommen zu Traktandum 81, «Bitte keine Steuergeschenke!». Es ist eine Richtlinienmotion. Der Motionär ist mit der Antwort der Regierung einverstanden: Annahme und gleichzeitige Abschreibung. *(Mitmotionär Grossrat Knutti wendet mit einem Zwischenruf ein, er sei nicht mit der Abschreibung einverstanden.)* Ach so, nicht abschreiben! Dann hat sich das geändert. Gut, dann kommt der Motionär zu Wort. Grossrat Knutti anstelle des Motionärs Pfister.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Ich habe hier ein weiteres Erbe eines Kollegen anzutreten, der nicht mehr hier ist. Er hat den Wunsch geäussert, diese Motion sei nicht abzuschreiben. Ich erläutere Ihnen hier kurz weshalb. Wir haben bei den regionalen Spitalzentren (RSZ) eine Differenz bei der Steuerpflicht, oder eben nicht. Gemäss Leistungsvereinbarung sind die RSZ bei den versorgungsnotwendigen Leistungen teilweise von der Steuerpflicht befreit. Laut Aussage der Steuerverwaltung sind bei den RSZ bis heute nicht alle Steuern erhoben worden. Das hat der Motionär bei einem Besuch bei der FIN ausfindig gemacht. Für uns stellt sich natürlich die Frage, wo denn die Gleichbehandlung bleibt. Für uns Motionäre ist unverständlich, dass Regierungsrat, Steuerverwaltung und FIN über zehn Jahre lang auf die Steuererträge der RSZ verzichtet haben. Seit ihrer Kantonalisierung in den Jahren 2007 und 2012 besteht ein einheitliches Finanzierungsmodell.
Weshalb wollen wir die Motion nicht abschreiben? Ein Prüfungsbericht kommt zum Schluss und in diesem steht, dass nach wie vor «eine Unsicherheit hinsichtlich der Höhe allfälliger Steuerzahlungen besteht». Das ist der Grund, weshalb wir die Motion nicht abschreiben wollen. Auch um gegenüber Privatspitälern Gerechtigkeit walten zu lassen, bitten wir Sie, diese Abschreibung nicht vorzunehmen.

Präsident. Wie ich sehe, gibt es keine weiteren Fraktionssprecherinnen und -sprecher. Wünscht die Regierung das Wort? – Frau Finanzdirektorin, Sie haben das Wort.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Ich bin etwas erstaunt, dass gar niemand etwas sagen will. Die Abschreibung ist nämlich schon wichtig. Wenn man die Abschreibung bestreiten will, liebe Grossrätinnen, Grossräte, Herr Grossratspräsident, dann ändert sich genau gar nichts. In einem sehr ausführlichen Papier konnten Sie lesen, was der Grund für diese Sache war und weshalb man diese Veranlagungen nicht eher vornehmen konnte. Das hatte alles gute Gründe. Wir haben überhaupt nicht auf irgendetwas verzichtet, das wir seitens des Kantons zugut haben. Deshalb bitte ich Sie, diesen Vorstoss wirklich abzuschreiben. Wie gesagt, würde sich damit überhaupt nichts ändern.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer die Motion Pfister, Traktandum 81, als Motion annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	116
Nein	30
Enthalten	5

Präsident. Sie haben die Motion angenommen mit 116 Ja- bei 30 Nein-Stimmen und 5 Enthaltungen. Wir kommen zur Abschreibung dieser Motion. Wer diese abschreiben will, stimmt Ja, wer diese nicht abschreiben will, stimmt Nein.

Abstimmung (Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	128
Nein	20
Enthalten	2

Präsident. Sie haben die Motion abgeschrieben mit 128 Ja-Stimmen bei 20 Nein-Stimmen und 2 Enthaltungen.
Ich danke der Finanzdirektorin für ihre Anwesenheit und wünsche ihr einen schönen Sommer. (*Heiterkeit)*

Geschäft 2017.RRGR.525

Motion 182-2017 glp (Schöni-Affolter, Bremgarten)
Anpassung der Anzahl Sitze der Deputation des Berner Juras an die Realität

Präsident. Wir erwarten den Gesundheitsdirektor. Er sollte hier sein. (*Kurze Pause*) Ich begrüsse den Gesundheitsdirektor bei uns. Wir kommen zu den Geschäften der Juradelegation, zuerst zum Traktandum 82, der Motion «Anpassung der Anzahl Sitze der Deputation des Berner Juras an die Realität». Ich erteile das Wort der Motionärin, Grossrätin Schöni, glp.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). In dieser Motion geht es eher um eine Minderheit von 4,5 Prozent der Berner Bevölkerung. Es geht um die Bernjurassier und nicht um die französisch-

sprechende Bevölkerung im Kanton, die übrigens rund 11 Prozent der Berner Bevölkerung ausmacht. Ich möchte auch vorausschicken, dass ich durchaus für eine Sonderregelung zugunsten dieser Minderheit bin. Immerhin hat die Verfassung des Kantons Bern (KV) einmal gesagt: «Sonderstellungen für Erhalt der Sprache und sonstigen Eigenarten». Aber schon dort beginnt es zu holpern, denn die Sprache ist nicht alleine für die Bernjurassier repräsentativ; es hat im gesamten Kanton Französischsprechende. Es ist offenbar ein «Noli me tangere». Man kann gar nicht mehr darüber sprechen. Es ist jetzt einfach so, wie es ist.
Es gibt auch noch andere Indizien, die gegen diese Motion sprechen – immerhin gibt es dort noch ein Wählerpotenzial. Sie sehen also, hier und dort geht es nicht um die Sprache und die Eigenheiten, sondern es geht um anderes. Die Zeit der 1970er- und 1980er-Jahre scheint stehen geblieben, als der Kanton Bern noch ein Augenmerk auf die ganz spezielle Bevölkerung des Süd-Juras halten musste. Zwischenzeitlich hat sich die Welt nämlich bewegt: Wir hatten Wahlkreisreformen und eine Reduktion der Sitze im Grossen Rat von 200 auf 160. Die Wohnbevölkerung des Berner Juras hat sich extrem schlecht entwickelt, im Gegensatz zur Gesamtbevölkerung des Kantons, nämlich nur 5 Prozent gegenüber einer Zunahme von 8 Prozent im gesamten Kanton. Zum Schluss will nun auch noch Moutier den Kanton verlassen und in den Kanton Jura ziehen.
Sie sehen, es hat verschiedene Dinge, die gegen eine solche Über-Repräsentativität des Berner Juras sprechen. Hinzu kommt: ein Teilgehalt des Wahlrechts Gleichheit ist Stimmkraft und Stimmgewichtsgleichgewicht. Daraus lässt sich schliessen, dass wir als Grossräte eine gewisse Bevölkerungsgruppe repräsentieren. Die Rechnung ist schnell gemacht: Die Bernjurassier repräsentieren 6300 Leute aus der Kantonsbevölkerung. Bisher habe ich und wir übrigen 4600 Leute aus der Bevölkerung repräsentiert. Nein! Es ist umgekehrt, sorry. Ohne Moutier sind es noch 3800. Irgendwann einmal, liebe Kolleginnen und Kollegen, muss man «der Mähre zum Auge schauen». Mein Vorstoss will keine Abschaffung dieser 100 000 Sonderregelungen, wie bereits gesagt. Sondern er fordert schlicht und ergreifend eine Anpassung der Repräsentativität, und zwar mit Augenmass. Wenn man rechnet, und das kann ich zufällig, würden noch 7 Leute aus dem Berner Jura hier bei uns im Grossen Rat sitzen. Das wäre fair. Ich komme aber entgegen, weil es ja immerhin ein Sonderstatus ist, und sage: 10 statt 12 würden auch reichen. Ich reduziere also nur um zwei. Und dann kann man immer noch den Artikel 5 KV ins Auge fassen und sagen, es sei wegen der Sprache und sonstiger Eigenheiten okay.
Was wir von der Regierung als Antwort erhalten haben, ist auch ein Nicht-Hinschauen. Ich bin etwas enttäuscht, weil alle, alle Argumente, die sie bringt, sprechen eigentlich dafür, dass man einmal einen Schritt machen sollte. Nur, oh je! – auch hier ein «Noli me tangere». Liebe Kolleginnen und Kollegen, auch wenn ich mich bei dem einen oder anderen Grossrat umhöre, wird gesagt: «Schau, du hast zwar schon recht. Ich halte das für sympathisch. Sie sind überrepräsentiert, aber im Moment können wir nichts tun.» Wann aber ist denn eigentlich der richtige Zeitpunkt, um die Gleichgewichte im Kanton wieder etwas herzustellen? Denken Sie nicht daran, diese Grossräte, die dem Berner Jura zugesprochen sind, würden auch auf andere Gebiete von uns fallen. Und das finde ich schade. Ich bin auf die Diskussion gespannt – eine Diskussion mehr, wie die Geschichte zeigt.

Präsident. Pour la Députation, je donne la parole au député Gasser.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). Au nom de la Députation francophone, je vous invite à rejeter la motion de notre collègue Franziska Schöni Affolter. Cette opinion ne vous surprendra pas, puisqu'il serait pour le moins surprenant de voir notre groupe accepter de voir notre représentativité diminuer. Oui, chers collègues, ainsi que le mentionne la motion, le Jura bernois est à l'heure actuelle surreprésenté dans cet hémicycle, avec nos 12 sièges depuis la révision constitutionnelle de 2006. Comme le mentionne le gouvernement dans sa réponse, ce privilège résulte d'une part de l'article 5 de la Constitution cantonale qui reconnait un statut particulier au Jura bernois, mais aussi de la constatation, oh, combien éclairée d'alors, qui estimait que ce chiffre pertinent a pour fin de permettre que notre région soit également représentée dans sa diversité politique. Cette analyse conserve tout son sens aujourd'hui. Si vous me permettez de faire un peu de politique-fiction, il est quasi certain qu'avec la réduction proposée par la motionnaire, notre Députation n'aurait plus de représentants ni du parti évangélique ni des verts. Vous aurez donc à choisir entre deux options: une représentation purement mathématique qui a l'apparence de l'équité, ou le paradigme actuel qui octroie quelques sièges supplémentaires. Le Conseil fédéral lui-même, approuve cette disposition visant à protéger la minorité régionale et linguistique, puisqu'il affirmait que cette règlementation peut malgré tout être considérée comme un avantage mesuré en faveur d'une minorité. Il est vrai qu'il mentionnait également que cette exception

pouvait être revue en cas de forte diminution de la population. Dans cette optique, la question soulevée par la présente motion est compréhensible. Il reste dès lors à faire une analyse politique d'une éventuelle adaptation.
Lors des dernières votations en lien avec l'appartenance cantonale, le discours de la Berne cantonale a été de proposer comme alternative à l'éventuel départ de Moutier, un Statu quo + pour le Jura bernois et sa minorité francophone. La grande majorité de la population a choisi de demeurer dans ce canton, sachant que bien que très minoritaires, ses spécificités et sa culture seraient préservés dans le cadre de ce fameux Statu quo +. Vouloir donc aujourd'hui remettre en cause cette disposition protectrice et respectueuse de sa minorité est pour le moins maladroite, alors que les contours du Statu quo + eux-mêmes ne sont pas encore totalement définis. D'autre part, j'ai aussi de la peine à comprendre l'étrange remerciement que vous faites ainsi aux habitants du Jura bernois d'avoir opté pour le maintien de l'appartenance cantonale. Il est certain que l'adoption de la présente motion ne pourrait être considéré que très négativement dans notre magnifique région, et qu'il susciterait une profonde incompréhension. Les effets néfastes de cette proposition étant ainsi clairement posés, quels avantages le canton pourrait-il retirer d'une telle adaptation? Le groupe des verts-libéraux est pour le moins discret à cet égard dans son développement: Avoir un plaisir platonique d'avoir une représentation mathématiquement plus équilibrée au Grand Conseil? Obtenir pour la partie germanophone deux sièges supplémentaires? Au moment de soupeser les avantages et les inconvénients de ce changement de paradigme, il est évident que les conséquences négatives sont largement supérieures.
Chers collègues, notre système politique suscite un intérêt croissant de la part de toutes les minorités essaimées de par l'Europe. A l'opposé de l'Espagne ou de la Belgique, nos responsables politiques ont compris qu'une importante majorité ne doit pas craindre de ses minorités, bien au contraire: Il faut chercher à les intégrer au mieux, en préservant des droits spécifiques. Au nom de la Députation francophone, je vous invite à refuser cette motion, à l'instar de ce que le parlement bernois a déjà fait en 2001. J'ai la prétention de penser qu'il s'agit de la voix de la sagesse.

Präsident. Für die BDP-Fraktion hat Grossrat Gnägi das Wort.

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). Der Wahlkreis Berner Jura hat eine Garantie für 12 Sitze im 160-köpfigen Grossen Rat. Es ist der einzige Wahlkreis, der eine solche Garantie geniesst. Es ist auch der Fall, dass der Berner Jura mit seinen 12 Sitzen rein rechnerisch übervertreten ist. Die BDP-Fraktion gehört nicht zu den grossen Fans einer solchen Sitzgarantie. Weder das Oberland noch das Emmental oder das Seeland können auf ähnliche Privilegien zurückgreifen. Historisch gesehen, mag das sinnvoll sein. Der heutigen Realpolitik entspricht das aber nicht mehr unbedingt. Waren es doch vor allem auch gerade die anderen Regionen, die in den letzten Jahren ein Interesse an einer starken Vertretung im Grossen Rat haben mussten, weil sie sich für etwas wehren mussten, sei es beispielsweise das Emmental bei den Standorten der Berner Fachhochschule (BFH), oder weil sie sich gegen etwas wehren mussten, beispielsweise das Seeland gegen ein zweites Bundesasylzentrum. So gesehen, wären wir versucht, der Motion der glp zuzustimmen.
Aber jetzt kommt die andere Seite. Zu ihr gehört, dass ich das aus einer Position der Mehrheit sagen kann: Ich und die gesamte BDP-Fraktion gehören zu einer starken deutschsprachigen und altkantonsteiligen Mehrheit, die letztendlich über diese Motion entscheiden wird. Für uns ist wichtig, wie eine Mehrheit mit der Minderheit umgeht. Die BDP-Fraktion hat keinen Vertreter des Berner Juras. Wenn ich ehrlich bin, sieht es auch nicht gerade danach aus, als hätten wir demnächst einen Vertreter von dort. Wir haben also keinen Druck von der Basis, dass wir diese Motion ablehnen müssten, wir tun es aber trotzdem. Zu den genannten Gründen vom Umgang mit einer Minderheit kommt für uns hinzu, dass das Thema zum jetzigen Zeitpunkt zu früh kommt. Je nachdem, wie sich die Bevölkerungszahl des Berner Juras entwickeln wird, werden wir uns wieder über diese Sitzzahl unterhalten müssen. Das dürfte auch dem Berner Jura klar sein. Wir hoffen, dass wir das in einer sinnvollen Art und Weise tun kann und dann auch zu einer ausgewogenen Lösung finden wird. Diese Motion lehnen wir allerdings ab.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrätin Bauer.

Tanja Bauer, Wabern (SP). «Diese Frage hat die Menschheit zutiefst in ihrem Herzen bewegt». Das hat Dick Marty, Präsident der Interjurassischen Versammlung, zur Abstimmung von Moutier im letzten Jahr gesagt. Die starken Emotionen kann nur verstehen, wer in irgendeiner Art und Weise von diesem Konflikt betroffen ist und die Geschichte der Jurafrage kennt. Der Kanton Bern ist von dieser

Frage betroffen, er ist es insbesondere durch seine politischen Institutionen, vor allem durch den Regierungsrat und durch uns, den Grossen Rat. Deshalb sollten wir uns auch aktiv mit der Geschichte des Berner Juras auseinandersetzen und staatspolitisches Bewusstsein zeigen.
Die Jurafrage ist von den Kantonen Bern und Jura in einem beispielhaften demokratischen Prozess angegangen worden. Auf diesen Prozess kann der Kanton Bern stolz sein. Er findet auch weitherum Beachtung. Er bietet eine friedliche Lösung für einen hochemotionalen Konflikt. Andere Weltregionen mit ähnlichen Herausforderungen schauen mit Interesse auf den Berner Jura. Ein Konflikt wird mit demokratischen Instrumenten entschärft. Das ist eine Visitenkarte für den Kanton Bern. Ein solcher Prozess benötigt aber Zeit, viel Zeit, Geduld und vor allem Vertrauen. Dazu gehört auch, dass man die Spielregeln nicht mitten im Spiel ändert. Das ist aber genau das, was die Motion fordert. Sie will nämlich die Regeln ändern und das Versprechen brechen, das der Kanton Bern der Bevölkerung des Berner Juras gegeben hat. Während der Abstimmung über die politische Zukunft des Berner Juras im November 2013 wurde in der Abstimmungsbotschaft ausdrücklich versprochen, dass der Berner Jura in den politischen Organen weiterhin angemessen vertreten sein werde. Dort wurde die überproportionale Vertretung des Berner Juras ganz klar genannt. Die Verschlechterung dieser Situation, also die Verringerung von 12 auf 10 Sitze, wie die Motion vorschlägt, wäre ein Affront gegenüber der Bevölkerung des Berner Juras. Es ist mehrfach festgehalten und klar worden, dass 12 Sitze notwendig seien, um die Vielfalt dieser Minderheit zu vertreten.
Meine Damen und Herren, dieser Konflikt oder diese Situation ist und bleibt hochemotional, wie die Abstimmung von Moutier gezeigt hat. Es kann nicht sein, dass der bernische Grosse Rat ausgerechnet zu jenem Zeitpunkt, wo eine Lösung in Sicht ist, Öl ins Feuer giesst oder «glp-sche» Rechnungskünste über den Berner Jura schüttet. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt die Begründung des Regierungsrats. Eine Sitzreduktion hätte für den Berner Jura sehr grosse politische Auswirkungen. Ein Versprechen würde damit gebrochen, und der Kanton würde dadurch gesamthaft verlieren. Die beiden zusätzlichen Sitze, die der Kanton dadurch gewänne, würden kaum ins Gewicht fallen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird die Motion ablehnen. Ich bitte Sie, das auch zu tun.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (FDP). La motion a l'odeur du déjà-vu, du déjà entendu pour moi qui suis depuis plus de dix ans dans cet hémicycle. Lors de la réduction du nombre des membres de 200 à 160, on a garanti 12 sièges au cercle électoral du Jura bernois. Une modification de la Constitution garantit et reconnaît un statut particulier pour préserver et soutenir son identité, conserver sa particularité linguistique et culturelle et pour donner la possibilité de participer à la vie politique cantonale.
En 2001, lors du débat sur les réformes des cercles électoraux, quelques critiques furent émises sur le même sujet. Un amendement avait été déposé et proposé, et rejeté avec 95 voix contre 11 et 2 abstentions. Le peuple bernois a, quant à lui, clairement approuvé cette réforme. En 2010, lors d'une nouvelle réforme, les cercles électoraux ont été redéfinis: Aucune modification pour le Jura bernois. Et voilà que le 18 juin 2017, la ville de Moutier s'est décidée en faveur d'un changement de canton. Et voilà que l'on remet la compresse.
Avec le départ de Moutier, moins 7700 habitants à peu près, soit 4,4 pourcent de la population bernoise, la motionnaire désire corriger de suite le nombre de sièges de la Députation en la réduisant de 12 à 10 sièges. Sur le fond, on peut comprendre cette idée, puisque la Constitution stipule que les sièges sont attribués proportionnellement au nombre d'habitants. D'ailleurs, si on voulait faire le calcul, on n'arriverait, soyons honnêtes, pas à 10, mais à 8, voir même 7 sièges, donc une surreprésentation.
Mais voilà: A. Le transfert de Moutier n'est pas encore avalisé, et cela pourrait encore durer longtemps. Des recours sont en cours, et je peux vous garantir, ou voir même vous promettre, que ce transfert ne se fera certainement pas durant cette législature. Moutier, jusqu'à nouvel avis, est encore bernoise. B. Cette différence entre le pur calcul des sièges et la situation de la Députation est dû à la protection du statut de cette région minoritaire de langue française. C. Définitivement, ce n'est pas le bon moment pour présenter une telle motion. Attendez donc, retirez votre motion, et revenez lorsque tout sera réglé! Nous ne sommes pas à ce point-là bornés, nous serons prêts à rediscuter lorsque les choses seront apaisées. Pour information: si vous calculez que ces sièges éventuels reviendront chez vous, je vous dirais comme francophone, que dans Bienne-Seeland, nous sommes en augmentation. Le groupe PLR rejette à l'unanimité cette motion. Merci de votre soutien.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Grüne). La question posée est d'adapter le nombre de sièges de la Députation du Jura bernois à la réalité. La réalité, c'est quoi? La nôtre en tant qu'habitants du Jura bernois… *(Der Präsident unterbricht die Rednerin wegen eines technischen Problems.)*

Präsident. Entschuldigung, wir haben wieder ein Problem mit der Übersetzung. Einen Moment bitte. Jetzt sollte es wieder gehen.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Grüne). La mienne, en tant que députée verte du Jura bernois, ou la vôtre en tant qu'habitants d'une autre région du canton de Berne, chacun a sa spécificité, et chacun a sa réalité. Et la réalité actuelle du Jura bernois, c'est que nous vivons une situation de doute… (Die Sitzung wird wegen eines technischen *Problems erneut für einige Sekunden unterbrochen.)* Alors, cela casse mon élan. C'est bon maintenant? – C'est bon. Nous sommes dans une situation de doute et d'attente concernant en particulier la situation de Moutier. La motionnaire demande de passer de 12 à 10 sièges. Mais surtout, on doit se poser les questions suivantes: Peter Gasser l'a déjà dit, quel est le message qu'on envoie ainsi à la population du Jura bernois? Certains ont peut-être été dans le doute, mais font confiance aux décisions qui se passent à Berne.
A mon avis, dans notre réalité actuelle, on va plutôt voir ceci comme une action punitive plutôt qu'un soutien dans l'évolution de la situation, d'autant plus que le statu quo est en cours de discussion et d'élaboration. Il y a bien sûr aussi l'effet sur la représentativité des partis politiques du Jura bernois. La question principale de l'avis de verts, c'est de voir ce que cela apporte au canton de Berne dans sa globalité. Il y a certes l'aspect arithmétique, qui se doit d'être respecté. Avec ces particularités de minorités, on peut demander une certaine solidarité et se référer à ce qui a déjà été décidé dans la Constitution. Il nous semble aux verts que dans ce cas, d'accepter cette motion ne renforcerait en tout cas pas le canton de Berne. Pour cela, les verts vous demandent de refuser la motion, car la suppression de ces deux sièges aurait à notre avis trop d'effets négatifs sur notre réalité.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (SVP). Le canton de Berne a neuf cercles électoraux, dont chacun a ses spécificités régionales. Celles-ci méritent d'être protégées. Le cercle électoral du Jura bernois est le plus faible au niveau de la population. En plus d'être une région décentralisée, elle a encore d'autres spécificités particulières, dont la langue. C'est la seule région entièrement francophone. Le canton de Berne est un canton bilingue, qui a un rôle important à jouer entre les deux régions linguistiques les plus importantes de notre pays. La culture et la mentalité du Jura bernois sont aussi très différentes.
Les 12 sièges de députés du Jura bernois sont inscrits dans la Constitution du canton de Berne. En juin et novembre 2001, le Grand Conseil a accepté massivement les 12 députés du Jura bernois, et le 22 septembre 2002, le peuple bernois a clairement approuvé la réforme des cercles électoraux. En 2010, une réforme des cercles électoraux a été redéfinie. Cette réforme n'a pas touché le Jura bernois et les 12 sièges qui lui sont garantis. Les modifications de la Constitution cantonale ont été approuvées par l'Assemblée fédérale en 2002. Dans son message, le Conseil fédéral a notamment relevé qu'un avantage mesuré en faveur des petits cercles électoraux et de minorités régionales est considéré comme un avantage mesuré en faveur d'une minorité régionale et linguistique, à moins qu'il y ait une modification sensible de la population.
La motionnaire se réfère à la votation du 18 juin 2017 de Moutier, avec le départ de 7700 habitants. Pour le moment, on ne connaît pas encore l'issue des recours et le départ de Moutier. Le 24 novembre 2013, près de 70 pourcent des citoyens du Jura bernois ont manifesté leur volonté de rester dans le canton de Berne avec une participation de plus de 72 pourcent. De plus, pour changer la répartition des sièges au Grand Conseil dans le Jura bernois, il faut changer la Constitution cantonale, ce qui signifie une décision populaire. Pour toutes ces raisons, le groupe UDC refuse unanimement cette motion.

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). Cette motion qui, à première vue, paraît mathématiquement et techniquement juste et correcte, manque clairement de sensibilité politique, et je pense qu'il faudrait en avoir un peu. Je pense que son auteur ferait peut-être bien d'étudier un peu plus en détail les raisons qui ont conduit à la Question jurassienne. Et puis, il y a eu beaucoup d'heures de débat et de problèmes. Bref, pour nous du Jura bernois – et cela a été dit par mon prédécesseur – plus de 70 pourcent de la population du Jura bernois se sont clairement exprimés pour rester dans le canton de Berne. Bernois de langue française, nous n'avons pas à nous plaindre. Nous avons un statut particulier qui nous confère certes, en réalité, pas beaucoup de droits réels, mais qui nous reconnaît en tant que minorité. Nous avons, c'est vrai, une légère surreprésentation ici au parlement. Pour nous, je pense qu'on peut le dire que nous le vivons bien. Je crois aussi qu'on puisse dire que quand on s'exprime en langue française ici, on a assez rarement le sentiment d'être surreprésenté, n'est pas? Même si le groupe évangélique admet, comme le Conseil-exécutif, que cette question peut être

discutée, la sensibilité politique demande qu'il serait au minimum utile de savoir si Moutier s'en va vraiment ou pas, et peut-être d'attendre qu'une certaine sérénité soit retrouvée. Le groupe évangélique dira donc majoritairement Non à la présente motion.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Die EDU-Fraktion hat keinen Vertreter der Députation in ihren Reihen. Bei uns werden solche Themen eigentlich auch nicht so emotional diskutiert. Deshalb von der sachlichen Ebene her betrachtet, darf die Höhe des überproportionalen Anspruchs, der ja gewollt ist, durchaus diskutiert werden. Aber es ist so, dass die Politik zugegebenermassen vielfach zu spät ist. Aber manchmal ist sie oder kann sie auch zu früh sein. Und hier ist sie effektiv zu früh. Über diesen Anspruch zu diskutieren, bevor überhaupt klar ist, ob die Abstimmung in Moutier gültig ist, welche Auswirkungen sie hat und wie lange der ganze Prozess eines allfälligen Austritts von Moutier aus dem Kanton Bern dauern wird, ist effektiv zu früh. Wie Kollege Gasser gesagt hat, wäre es auch in unseren Augen eigentlich ungeschickt, jetzt über diese Frage zu diskutieren. Aus diesem Grund wirrd die EDU-Fraktion der Motion nicht zustimmen. Wenn sie gewandelt würde, könnte es eventuell etwas an Unterstützung geben.

Präsident. Und noch für die glp-Fraktion Grossrat Brönnimann. (*Grossrätin Roulet Romy schreitet zum Rednerpult und wird darauf hingewiesen, dass noch nicht alle Fraktionen gesprochen haben.*) Excusez-moi Madame, vous pouvez parler après le député Brönnimann. Grossrat Brönnimann, Sie haben das Wort.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Es sieht fast wie die «glp gegen alle» aus. Jedenfalls wird es von den Vorrednern so dargestellt – zwar schön auf Französisch, das klingt immer etwas schöner –, aber auf den Punkt gebracht wird gesagt, wir seien fast minderheitenfeindlich. Das sind wir absolut nicht! Schauen Sie sich die nächste Motion an, die wir hier verhandeln werden: Wir setzen uns für die Minderheiten ein! Pierre-Yves Grivel hat es im Übrigen gesagt: Wenn wir die Anzahl der Sitze des Berner Juras im arithmetischen Sinn anpassen wollten, sprächen wir von 8 Sitzen. Wir sprechen aber nur von 10 Sitzen. Das heisst, die frankofone Minderheit im Berner Jura wäre immer noch überproportional repräsentiert.
Uns geht es hier nur um eine Frage – eine Frage, die wir hier oft diskutieren müssen, nämlich die Frage der Verhältnismässigkeit. Was ist im Bereich Minderheitenschutz verhältnismässig? Im Zusammenhang mit Fahrenden haben wir es hier bereits diskutiert. Heute tun wir es halt einmal im Zusammenhang mit dem Berner Jura. Wir finden, der heutige Zustand sei nach dem Weggang von Moutier nicht mehr verhältnismässig. Der «statut particulier», wie er heute heisst, würde zu einem «statut pour les privilegiés». Und das will die glp nicht. Dabei geht es um urdemokratische Anliegen. Wenn man in andere zweisprachige Kantone schaut, wie beispielsweise Freiburg und Wallis, stellt man fest, dass diese ihre deutschsprachigen Minderheiten auch nicht mit so merkwürdigen Regeln schützen und überrepräsentieren. Dort läuft es sogar noch viel subtiler, beispielweise haben die deutschsprachigen Minderheiten zwei Regierungsräte – ohne Regelung, einfach weil man sich respektiert.
Wir haben uns hier gefragt, ob es zu früh oder zu spät sei. So ist es immer ein wenig. Im Kanton Bern ist es hier sowohl zu früh als auch zu spät – sprich, der Status quo ist das Einzige: Man tut einfach nichts. Mich dünkt, wir bauen hier gerade wieder ein neues Tabu auf. Darin sind wir spitze, wir Berner: Tabus aufbauen, nicht ansprechen. Wir sprechen es an. Wir sind der Meinung, es sei der richtige Zeitpunkt dafür. Weshalb? Für uns ist die institutionelle Frage seit der Moutier-Abstimmung geregelt. Damit ist für uns auch die Jura-Frage geregelt.
Der glp ist natürlich nicht entgangen, dass es noch die einen oder anderen praktischen Probleme gibt, so laufen etwa noch Rechtsverfahren. Aber politisch ist diese Frage für uns entschieden. Deshalb ist jetzt der richtige Zeitpunkt, diese Frage zu stellen und den langen, langen, langen Prozess einer Verfassungsänderung anzugehen. Dieser dauert dann nämlich noch Jahre. Ich bin wirklich sehr, sehr gespannt, wie unsere «Francophones» bei der nächsten Motion argumentieren werden.
Noch ein Schlusswort: Moussia von Wattenwyl hat gesagt: «s'adapter à la réalité». Mais bien sûr, c'est ça le but de notre motion. Aber welche «réalité»? Sie hat von einer «action punitive» gesprochen. Ja, zum Donnerwetter! Wir wollen die Verhältnismässigkeit wahren. Das ist «une action démocratique». Jemand, der hier im Saal sagt, eine Anpassung von 12 auf 10, was immer noch einer Überrepräsentation gleichkommt, einer «action punitive» gleiche, hat für mich ein Problem mit der Demokratie.

Präsident. Als Einzelsprecherin hat Grossrätin Roulet das Wort.

Sandra Roulet Romy, Malleray (SP). Je souhaite brièvement m'arrêter sur la notion d'arithmétique en lien avec le nombre proportionnel de sièges accordés au Jura bernois. Notre sujet est émotionnel, et il est plus profond qu'une simple analyse intellectuelle. Le calcul arithmétique ne traduit pas toujours l'égalité, l'équité et la justice. Pour imager ceci, j'aimerais prendre l'exemple d'une famille avec plusieurs enfants. Chacun est particulier et a des besoins spécifiques, selon sa condition physique, intellectuelle, émotionnelle ou financière. Le parent est à l'écoute des besoins de chacun de ses enfants et y répond spécifiquement. Le parent, doit-il calculer le temps, l'attention, le soin qu'il accorde à ses enfants d'une manière arithmétique, c'est-à-dire en donnant à tous la même chose, et dans la même proportion? Ou ne doit-il pas l'adapter aux besoins de ceux-ci? Celui qui reçoit moins doit aussi faire le choix de renoncer. Renoncer à un droit, parfois pour la paix, et pour participer à renforcer le lien de confiance, de solidarité et d'unité. Comparer notre canton à une famille est certes osé et idéologique, mais je le fais tout de même aujourd'hui.
Je vous invite à avoir un regard plus ouvert sur cette problématique qui dépasse l'arithmétique d'un calcul proportionnel, mais qui considère les besoins spécifiques de la région du Jura bernois. C'est toute une région, plus de 50 000 personnes habitants de notre canton qui sont marqués d'une histoire, d'un passé, d'un présent encore mouvementé qui touche à son identité. C'est une région qui est aujourd'hui fragilisée et qui a besoin de toute la force du canton. Il s'agit dans ce débat de soutenir, et je souligne le mot «soutenir», une minorité. C'est dans cet esprit qu'a été instauré l'article 5 de la Constitution cantonale à travers le Statu quo +. Soyons fiers de ce qui a été réalisé pour soutenir la minorité, et ne faisons pas un retour en arrière. Pour cela, je vous encourage donc à rejeter cette motion.

Maurane Riesen, Sonceboz-Sombeval (PSA). Je vais être brève, lorsque beaucoup de choses ont déjà été dites. La motionnaire mentionne à plusieurs reprises les 4,4 pourcent que représente la population du Jura bernois sans Moutier. Mais elle ne mentionne jamais que même incluant Moutier, le Jura bernois ne représente que 5,2 pourcent de la population du canton de Berne. Le fait que nous sommes une petite minorité, nous le savons. Mais nous sommes le seul territoire entièrement francophone de ce canton. C'est justement notre minorité qui nécessite des moyens spécifiques afin de lui permettre l'intégration dans ce canton. Le nombre de sièges de la Députation en est un. Il permet une meilleure représentativité de notre paysage politique au sein de ce Conseil. Le canton de Berne a promis au Jura bernois un statut particulier renforcé. Cette motion va dans la direction inverse et elle remettrait en cause des années de discussions et négociations entre le Jura bernois et Berne. C'est un équilibre fragile qui a su se créer au fil du temps. Je vous appelle à ne pas prendre le risque de déséquilibrer la situation et à refuser cette motion.

Haşim Sancar, Bern (Grüne). Die Motionärin verlangt, dass die Anzahl der Deputation aus dem Berner Jura reduziert werden soll, weil sich die Gemeinde Moutier per Abstimmung für den Anschluss an den Kanton Jura entschieden hat. Sie stützt sich dabei auf arithmetische Zahlen und Rechnungen. Liebe Anwesende, die 12 gewählten Ratsmitglieder aus dem Berner Jura vertreten eine Minderheit im Grossen Rat. Auch wenn diese Zahl nicht proportional der Bevölkerungszahl des Berner Juras entspricht, ist das eine wichtige Anerkennung der Rechte von Minderheiten. Die Zahl der Vertretung des Berner Juras war auch vor der Abstimmung nicht proportional zur Bevölkerung. Diese Tatsache kennen wir auch in anderen Zusammenhängen. Wie wir alle wissen, ist jeder Kanton im Ständerat mit zwei Personen vertreten. Das heisst also, dass der Kanton Uri mit 35 000 Einwohnern gleich stark vertreten ist wie der Kanton Zürich mit 1,3 Mio. Einwohnern. Abgesehen davon, dass 20 Prozent der Wohnbevölkerung gar nicht vertreten ist, was wirklich dann ein Skandal ist!
Donc, en politique, il faut traiter les minorités avec du respect. Ce n'est certainement pas juste de punir les minorités, seulement parce qu'ils ont utilisé leur droit démocratique avec un résultat qui correspond à leur volonté, même si c'est contre les idées et les ambitions de la majorité du canton. En déplaçant deux sièges, on ne change rien dans la politique du canton de Berne. Par contre, on détruit beaucoup.

Julien Stocker, Biel/Bienne (glp). Die Schweiz ist ein Erfolgsmodell, das darauf beruht, dass die Minderheiten ein Mitspracherecht haben. Als Einwohner der zweisprachigen Stadt Biel, stelle ich fest, dass diese Zweisprachigkeit ein Gewinn ist. Pour cette raison, le fait que Moutier quittera définitivement notre canton pour se rattacher au canton du Jura constitue une grande perte. Non seulement pour le Jura bernois, mais pour l'ensemble de notre canton qui deviendra un peu moins bilingue. Pour ne pas risquer de perdre plus de communes, il faudra montrer à la population francophone qu'elle nous tient à cœur. Mais cela ne se fait pas en réduisant les sièges réservés au Jura bernois. Cela explique pourquoi je voterai contre la motion de mon parti.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (SVP). Es ist schon viel gesagt worden, vor allem die drei wichtigsten Aspekte. Es geht hier nicht um eine rein mathematische, quantitative Frage, sondern um die qualitative Behandlung einer Minderheit: die parteipolitische Breite, die durch die 12 Sitze gewährleistet werden muss, und dass wir zeitlich zu früh dran sind. Es gibt aber drei Aspekte, die hier meines Erachtens noch zu wenig vertieft angeschaut worden sind. Zum einen wäre es politisch ein sehr grosser Fehler, wenn man diese Regelung von oben gegen unten – also sozusagen «top down» – erzwingen würde. Es ist möglich, dort Anpassungen vorzunehmen. Aber das geht nur unter Einbezug und unter Ergreifung der Initiative durch den Berner Jura selbst. Es ist vielleicht ähnlich wie bei einer Gemeindefusion, die vom Kleinen ausgehen soll, der sich mit dem Grossen zusammenschliessen will. Hier müsste die Initiative ganz klar vom Berner Jura selbst kommen.
Weiter stünde der Schaden, den wir mit einer Reduktion auf 10 anrichteten, in keinem Verhältnis zum Nutzen, den andere Verwaltungskreise daraus ziehen würden, indem sie einen zusätzlichen Sitz erhalten würden. Wenn man nämlich die Bevölkerungsentwicklung bis ins Jahr 2045 anschaut, stellt man fest, dass von den zwei Sitzen langfristig zumindest einer ans Mittelland und einer ans Seeland gingen. Das Seeland hätte dann 27 statt 26, das Mittelland 63 statt 62 Sitze im Grossen Rat. Es würde keine einzige Entscheidung hier in diesem Rat, anders ausfallen, wie ich zu behaupten wage. Die entsprechenden Verwaltungskreise würden einen derart kleinen Nutzen daraus ziehen, und der Schaden für den Berner Jura wäre sehr gross.
Zu guter Letzt: Im Jahr 2013 haben 72 Prozent der Stimmbevölkerung des Berner Juras einem Verbleib im Kanton Bern zugestimmt. 72 Prozent! Und sie haben das sicher auch im Vertrauen darauf getan, diese Sonderrechte hier geniessen zu können, und zwar in dem Ausmass, wie sie derzeit bestehen – also auch mit diesen 12 Sitzen im Grossen Rat. Es wäre ein grosser Vertrauensbruch und auch eine Art Missbrauch und es wäre alles andere als eine Anerkennung, Respekt und ein Willkommen des Berner Juras in unserem Kanton. Die 72 Prozent würden vor den Kopf gestossen. Ich bitte Sie, diese Motion klar abzulehnen.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Bevor die Debatte bald zu Ende geht, erlaube ich mir, als Politologe ein paar Randbemerkungen anzubringen. Das Timing war wohl nicht so geplant, aber vielleicht haben Sie es auch mitbekommen: Heute Morgen hat unser Regierungsrat eine Delegation aus Kamerun in Empfang nehmen dürfen. Sie hat sich hier nach der Zweisprachigkeit erkundigt. Man konnte ihnen sicher sehr viele wertvolle Dinge mitgeben. Ich bin schon sehr dankbar, dass es hier etwas anders läuft als in Kamerun. Dort hat letztes Jahr die eine Landeshälfte der anderen für ein paar Wochen das Internet abgestellt. Ich denke, wir sind alle dankbar, dass wir hier keine solchen Zustände haben.
Das Eine ist vielleicht noch eine sachliche Korrektur: Es ist angemerkt worden, dass die EVP und die Grünen bei einer Sitzreduktion auf 10 keine Vertretung mehr hätten. Das stimmt so nicht ganz. EVP und Grüne wären dank Listenverbindungen immer noch vertreten. Dank Listenverbindungen haben sie auch jetzt, 2018, einen Sitz gewinnen. Als ich die Motion gelesen habe, dachte ich, okay, es wäre danach schon eine gewisse Übervertretung, wenn das eigentliche Anrecht bei 7 Mandaten liegt, die effektive Sitzzahl aber 12 ist. Zu Beginn erschien mir das schon als viel. Dann schaute ich mich etwas um: Haşim Sancar hat Uri erwähnt, wo, wie ich glaube, 32 Zürcher eine Urner Stimme im Ständerat aufheben. Dort hat man also ganz andere Verhältnisse. Das ist auch im Europaparlament der Fall, wo in Frankreich auf 870 000 Einwohner ein Abgeordneter und in Malta auf 67 000 kommen – also ein Verhältnis von eins zu 13. Das ist weit von einem annähernden Verhältnis von eins zu zwei entfernt. Daher kann man mit dieser Übervertretung – gerade einer sprachlichen Minderheit, wo dies historisch gewachsen ist – so verfahren. Unser Fraktionspräsident hat es erwähnt, der Zeitpunkt ist einerseits falsch. Aber gerade um jetzt so darüber zu sprechen: Ich werde diese Motion ablehnen.

Präsident. Ich schliesse die Rednerliste und gebe Grossrat Benoit von der SVP zuletzt das Wort.

Roland Benoit, Corgémont (SVP). Si je viens à la tribune, ce n'est pas pour répéter ce qui a déjà été dit. J'aimerais juste répondre à Monsieur Brönnimann. Monsieur Brönnimann, vous avez parlé du statut particulier. Vous avez dit que ce n'était pas un statut particulier dont bénéficie le Jura bernois, mais un statut pour privilégier. Je ne sais pas si c'est une attaque contre les romands, ou si vous comprenez ce que cela veut dire, un statut pour les privilégiés. Si la région du Jura bernois a un statut particulier, c'est pour défendre les particularités de la seule région romande, inscrites dans la Constitution du canton de Berne. C'est pour cela, Mesdames et Messieurs, que je vous invite à refuser une telle motion.

Präsident. Das Wort hat Regierungsrat Schnegg.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Cette motion demande de réduire à 10 le nombre de sièges garantis au cercle électoral du Jura bernois au Grand Conseil, suite à la votation du 18 juin 2017. Comme le fait remarquer le Conseil-exécutif, même si la votation du 18 juin 2017 est derrière nous, certaines incertitudes n'ont pas encore été levées, et comme le rappelait un député, le transfert de Moutier n'est pas encore réalisé. A de nombreuses reprises dans le cadre de ce cercle du Grand Conseil, ce genre de discussion a déjà été mené, et les décisions ont été toutes les fois prises dans la même direction. Permettez-moi de vous rappeler que si le canton de Berne est aujourd'hui considéré comme un canton bilingue, cela est dû au fait que ce canton est constitué de deux régions: une francophone et une germanophone, avec, entre ces deux régions, la région de Bienne, connue pour son bilinguisme. Si tel n'était pas le cas, de nombreux autres cantons suisses seraient également des cantons bilingues. Il suffit de regarder le nombre d'habitants à Zurich parlant français ou italien. Même le Tribunal fédéral et les autorités fédérales jugent ce léger avantage donné à la minorité francophone comme tout-à-fait acceptable. Le statut particulier accordé au Jura bernois dans la Constitution cantonale justifie encore que la région soit surreprésentée.
Du point de vue du Conseil-exécutif, la question de savoir si un nombre de 12 sièges peut encore être considéré comme un avantage mesuré en faveur d'une minorité régionale et linguistique ne se juge toutefois pas uniquement au moyen de l'arithmétique. Le positionnement de la minorité et le contexte politique global de son intégration dans le canton jouent également un rôle très important. L'affaiblissement de la position du Jura bernois dans le canton de Berne qui résulterait d'une déduction de 12 à 10 sièges, serait sans comparaison avec le renforcement proportionnellement plus que mineur dont bénéficierait le reste du canton. Le moment pour une éventuelle réduction et en outre prématuré, comme cela a déjà été mentionné. Pour le bilinguisme et la cohésion du canton de Berne, il est important que le Jura bernois puisse bénéficier d'une représentation efficace au sein du parlement cantonal, une représentation qui reflète également sa diversité politique. Ces différentes raisons amènent le Conseil-exécutif à vous inviter à refuser cette motion.

Präsident. Jetzt gebe ich das Wort nochmals der Motionärin, Grossrätin Schöni.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Ich danke Ihnen für die sehr angeregte Diskussion. Ich möchte nur noch einmal festhalten: Ich will Verhältnismässigkeit, und keine Abstrafung, wie mir unterstellt worden ist. Und ich möchte eine Reduktion, und keinen Verzicht. Für einen Sonderstatus bin ich immer noch zu haben, aber einfach im richtigen Verhältnis. Es ist, wie ich gelernt habe, immer zu früh für solche Vorstösse. Augenmass ist Auslegungssache, je nachdem von welcher Seite man es betrachtet; auch das habe ich gelernt. Etwas in der KV zu ändern, ist ein längerer Prozess. Auch da bin ich dabei.
Ich halte es aber für wichtig, dass man das gerade im jetzigen Moment, jetzt, da im Berner Jura ein Wandel stattfindet, mit allen anderen anstehenden Problemen – es ist nicht das einzige – sicher ins Auge fasst, und nicht darüber hinwegschaut. Diese Überrepräsentativität existiert in Gottes Namen existiert, was verschiedene Redner auch gesagt haben. Ich wandle die Motion in ein Postulat. Mir ist wichtig, dass das in dem gesamten Prozess angeschaut wird. Vielleicht kann der eine oder andere, dem diese Frage im Geheimen auch unter den Nägeln brennt, einem Postulat zustimmen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Die Motion ist in ein Postulat gewandelt worden. Wir stimmen über das Postulat ab. Wer es annimmt, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	15
Nein	132
Enthalten	6

Präsident. Sie haben das Postulat mit 132 Nein- bei 15 Ja-Stimmen und 6 Enthaltungen abgelehnt.

Geschäft 2017.RRGR.696

Motion 265-2017 Güntensperger (Biel/Bienne, glp)
Garantierter Regierungsratssitz für die frankophone Bevölkerung

Der Vizepräsident Hannes Zaugg-Graf übernimmt den Vorsitz.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 83, zu einer Motion von Grossrat Güntensperger, die von Grossrat Brönnimann übernommen worden ist. Grossrat Brönnimann, Sie haben das Wort.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Als Erstes möchte Ihnen die Grüsse von Nathan Güntensperger aus der zweisprachigen Stadt Biel überbringen. Es ist natürlich kein Zufall, dass er diese Motion eingereicht hat. Denn er kommt aus Biel, und dort wird das Problem, das wir mit diesem Vorstoss thematisieren, besonders manifest. Wie Sie gesehen haben, habe ich ihn, primär aus staatsrechtlicher Überzeugung bei diesem Vorstoss unterstützt. Bei diesem Vorstoss – es ist mir wichtig, dass er nicht in denselben Topf geworfen wird wie der vorangehende – geht es grundsätzlich um etwas Ähnliches wie bei dem zuvor behandelten Vorstoss, aber nicht um dasselbe. Wiederum geht es hier um die Frage der Verhältnismässigkeit. Zuvor wollten wir im Namen der Verhältnismässigkeit etwas herunterfahren, nämlich von 12 auf 10. Und jetzt wollen wir im Namen der Verhältnismässigkeit den Adressatenkreis dieses Minderheitenschutzes in der Regierung ausweiten, damit dieser repräsentativer wird. Ich glaube, damit werde ich ein paar Stimmen mehr machen als zuvor. Ich habe gehört, wie Haşim Sancars vorrechnete, um zu zeigen, dass das nicht wichtig sei im Sinne von: diese beiden «Sitzli», einer hat einen mehr, es komme im Seeland nicht darauf an. Ich glaube, wir sind uns einig, dass es bei dem garantierten Regierungssitz um etwas mehr geht.
Wie wir alle wissen, ist es im Kanton Bern – aus meiner Sicht leider – ein wenig zum Usus geworden, die sieben Regierungssitze mehr oder weniger zwischen den zwei grossen Blöcken aufzuteilen. Die einen stellen vier Regierungsräte, die anderen stellen vier Regierungsräte. Sieben von ihnen dürfen schon als gewählt bezeichnet werden, noch bevor die Wahlen stattfinden. Der Achte ist dann meist ein Bernjurassier, und der geht leer aus, weil – Sie erinnern sich, denn es ist noch nicht so lange her – man eigentlich nur um diesen Sitz des Berner Juras kämpft. Das macht ihn zu einem ziemlich wichtigen Sitz, da gehen Sie wohl mit mir einig. Er entscheidet nämlich nicht nur, wer eine wichtige Direktion erhält, wie beispielsweise Regierungsrat Pierre Alain Schnegg mit der GEF, sondern dieser Sitz entscheidet dann meistens auch gerade über die Mehrheit in der Regierung.
Wir sind deshalb der Meinung, dass man den Adressatenkreis ausweiten müsste. Wie gehört, ist den meisten Leuten gar nicht bewusst, dass es im Kanton Bern über 100 000 Frankofone gibt. Wir haben 11 Prozent Frankofone. In der Realität können zwei Drittel von ihnen gar nie gewählt werden. Ich zum Beispiel würde gerne Grossrat Grivel in die Regierung wählen. Er würde das sicher gut machen. Jetzt sagen Sie mir vielleicht: Ja, gut, dieser kann natürlich von der FDP auch nominiert und im deutschsprachigen Kantonsteil gewählt werden. Hast du nicht gelesen, was Herr Christoph Auer geschrieben hat. Natürlich habe ich es gelesen! Aber Sie und ich, wir wissen, es wird im deutschsprachigen Kantonsteil nie ein Frankofoner gewählt. Für die frankofonen Bernjurassier ist dieser garantierte Sitz.
Peter Gasser hat eben sehr, sehr schön begrüsst: «au nom de la Députation francophone». Ich bin dann sehr gespannt, welche Begrüssung er jetzt wählt. Denn das wäre dann etwas schwierig, «au nom de la Députation francophone» zu sprechen, und vier seiner Kollegen abzusprechen, dass sie als französischsprachige Regierungsräte gewählt werden dürfen. Sie gehören doch zu einer Minderheit und wenn man sie aufteilt, sind sie noch mehr als die französischsprachigen Bernjurassier. Ich spreche hier also «au nom de la population francophone du canton de Berne». All jenen, die zuvor das Hohelied des Brückenbauer-Kantons gesungen haben, möchte ich sagen: Jetzt müssen Sie «Lei halten». Ich kann Ihnen hier eine persönliche Bemerkung anfügen: Ich hätte null Probleme damit, dass die Frankofonen sogar zwei Sitze hätten. Même en français, pour que cela passe. Moi, personnellement, je n'aurais aucun problème si les francophones avaient 2 sièges dans le gouvernement. Mir wäre aber dann wichtig, dass es ein Wahlkreis wäre, der nicht ein faktischer Einerwahlkreis wäre, der dann über die Regierungsmehrheit entscheiden würde. Das fände ich dann nicht so demokratisch.
Was fordert die Motion? Sie fordert nichts anderes als eine angemessene Vertretung. Sie bleibt sehr offen. Hinterher wird uns dann gerade wieder vorgeworfen, wir seien nicht konkret. Wenn es denn einmal so wichtig wird, dass wir eine Volksinitiative lancieren, dann ist diese dann schnell gemacht. In

der Antwort des Regierungsrats heisst es: Mit der Verfassungsänderung 1950 habe es geheissen, «dem Landesteil Jura sind im Regierungsrat zwei Sitze einzuräumen.» Wir würden dann schreiben, «der frankofonen Bevölkerung sind zwei Sitze einzuräumen». «That's it». Wir haben es bewusst offengelassen. Das wäre es vorläufig, was ich als Motionär zu sagen hatte.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Pour la Députation, le député Etienne Klopfenstein a la parole.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (SVP). Lors de sa séance, la Députation francophone du Jura bernois et de la Bienne romande, cher ami Brönnimann, a débattu de cette motion. Les motionnaires demandent simplement de clarifier et de faire un rapport au sujet du siège garanti du Conseil-exécutif au Jura bernois. Il ne demande même pas expressément que l'ouverture soit faite, mais de faire un rapport. Ils sont d'avis que ce ne soit pas uniquement un représentant du Jura bernois qui puisse occuper ce siège de Conseiller d'Etat, actuellement attribué au Jura bernois, mais toute personne francophone du canton de Berne.
Cette proposition pose plusieurs problèmes. Premièrement, la personne représentant les francophones pourrait venir de n'importe quelle région du canton, de l'Oberland, de l'Emmental, de la ville de Berne ou de Bienne, et certainement, elle aurait beaucoup de peine à s'identifier à la région ou les francophones sont les plus nombreux. Deuxièmement, il serait impossible d'organiser l'élection d'un francophone sans avoir deux urnes bien distinctes dans tous les bureaux de vote du canton, une pour les francophones, et une pour les germanophones. Le canton de Berne a deux importantes régions linguistiques, on l'a déjà entendu à plusieurs reprises ici aujourd'hui. Elles doivent être représentées équitablement. Ce n'est possible qu'avec le système actuel. Et comme l'a déjà dit mon prédécesseur, pourquoi ne pas nommer un deuxième francophone? La possibilité est là: Si un candidat qui a la mesure de le faire se met à disposition, il n'est pas impossible qu'un deuxième francophone d'ailleurs que du Jura bernois puisse être élu. Merci de soutenir le rejet de cette motion.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Pour le groupe UDC, Madame la députée Anne-Caroline Graber a la parole.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (SVP). Cette motion présente le seul mérite de nous faire débattre d'un thème politique fondamental, à savoir la protection institutionnelle qu'un canton bilingue doit conférer à sa minorité pour maintenir sa cohésion. Le groupe UDC refusera à l'unanimité la proposition contenue dans la motion Güntensperger, cela même sous la forme atténuée d'un postulat. Nous adhérons pleinement aux arguments qui incitent le Conseil-exécutif à recommander le rejet de cette motion. Pour nous, cette dernière doit être rejetée pour les raisons suivantes: premièrement, il est difficile, pour ne pas dire impossible dans certains cas, de déterminer avec certitude la langue maternelle d'une personne candidate au Conseil-exécutif. Que pensez, par exemple, d'un Vaudois d'origine dont les parents sont francophones, qui a fréquenté l'école primaire à Yverdon, mais qui ensuite a suivi en allemand les cours de l'école secondaire de Langnau, puis ceux d'une école professionnelle, et finalement ceux de la Haute école spécialisée bernoise? Que dire, à contrario, d'une candidate au Conseil-exécutif native d'Interlaken, qui a suivi toute sa scolarité jusqu'à la fin du gymnase chez elle, mais qui ensuite a effectué toutes ses études universitaires à Genève et à Paris?
Dans le monde actuel, caractérisé par une mobilité géographique bien plus ample qu'autrefois, de tels cas ne sont pas rares. Il est vrai que cette origine linguistique ambigüe peut également apparaître pour des candidats et des candidates du Jura bernois. Reconnaissons toutefois qu'en cas de doute, les électrices et les électeurs d'une petite région, comme celle du Jura bernois, pourraient bien plus facilement que ceux d'un canton aussi peuplé et aussi grand que celui de Berne, trancher cette question par leur vote. La proximité entre les candidats présentant cette ambiguïté linguistique et la population joue ici un rôle très facilitateur.
Deuxièmement, les francophones de l'ensemble du canton de Berne jouissent certes de droits constitutionnels très étendus, mais ces droits ne leur sont reconnus qu'à titre individuel, et non en tant que minorité homogène, politiquement définie. Rien de tel avec le Jura bernois, qui en tant que territoire abritant une population linguistiquement substantiellement homogène, bénéficie de privilèges institutionnels garantis par la Constitution et les lois cantonales. On citera ainsi l'article 5 alinéa 1 de la Constitution bernoise qui dit ceci: «Un statut particulier est reconnu au Jura bernois que constitue la région administrative du Jura bernois. Ce statut doit lui permettre de préserver son identité, de conserver sa particularité linguistique et culturelle et de participer activement à la vie politique cantonale.» On se

réfèrera à l'article 73 de notre Constitution, qui précise, en son alinéa 3, que 12 mandats de députés sont garantis au cercle électoral du Jura bernois. Citons encore l'article 73 de la loi sur le Grand Conseil, qui, en son alinéa 3, stipule que la Députation a le droit de demander le vote séparé au sujet des affaires qui concernent spécifiquement le Jura bernois ou la population francophone du cercle électoral de Bienne-Seeland.
Troisièmement, la probabilité est bien plus grande qu'un membre francophone jurassien-bernois du Conseil-exécutif soit sensible aux besoins de l'ensemble des francophones de notre canton, que celle de voir une conseillère d'Etat de Thoune, d'origine valaisanne, être particulièrement sensible aux intérêts légitimes et aux spécificités du Jura bernois. Le membre jurassien bernois du Conseil-exécutif doit absolument s'identifier au Jura bernois, tout en s'engageant pour tout le canton. L'absence de cette identification serait catastrophique pour le Jura bernois et pour notre canton.
Quatrièmement, il serait politiquement suicidaire, particulièrement dans le contexte politique qui voit le canton du Jura revendiquer sempiternellement et en recourant à la méthode gradualiste, des portions de notre territoire cantonal, de ne plus garantir au Jura bernois d'être directement représenté au sein du gouvernement cantonal. Chers et chères collègues, ne jouons pas avec le feu! Pensons aux intérêts politiques supérieurs de notre canton, refusons nettement la motion Güntensperger!

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Pour le groupe PS-JS-PSA, Monsieur le député Gullotti a la parole.

Hervé Gullotti, Tramelan (SP). Le groupe PS-JS-PSA s'oppose au contenu de la présente motion. Il s'oppose à ses aspirations à étendre aux francophones vivant en dehors du Jura bernois la garantie constitutionnelle accordée aux francophones du Jura bernois. Elle vous invite à la rejeter aussi. Il s'agit d'une opposition de principe. Pour nous, le moment n'est absolument pas le bon de remettre en question ce siège au gouvernement. Il s'agit aussi d'une opposition relative à la clarté de l'objectif du motionnaire. Entre le titre de la motion, qui veut garantir ce siège à la «population francophone», et le paragraphe introductif qui invite à «préserver la situation actuelle du statut particulier du Jura bernois avec le siège qui lui est garanti au Conseil-exécutif», nous ne voyons pas vraiment où son auteur veut en venir. Nous sommes conscients que les francophones domiciliés dans ce canton vivent une réalité politique et institutionnelle variée en fonction de l'endroit où ils sont domiciliés. Nous pensons néanmoins que cette réalité n'a pas pour but de créer de l'ostracisme. Elle reflète la perception que le législateur a eue à un moment donné, et qu'il a formulée en termes légaux. Notre opposition à la motion Güntensperger n'est pas dirigée contre les francophones n'habitant pas le Jura bernois, encore moins celles et ceux de Bienne qui jouissent aussi d'un statut particulier. Dans le contexte actuel que traverse le Jura bernois, nous devons investir notre énergie non pas dans la remise en cause de l'acquis institutionnel et insinuer le doute sur la présence d'un représentant du Jura bernois dans le Conseil-exécutif, mais nous devons au contraire saluer l'inventivité législative de ce parlement qui a échafaudé cette garantie constitutionnelle, travailler à valoriser les richesses culturelles que possède ce canton et stimuler encore davantage la cohésion cantonale.
Au nom du groupe PS-JS-PSA, je vous demande donc de clairement rejeter la motion, y compris sa transformation éventuelle en postulat.

Julien Stocker, Biel/Bienne (glp). Actuellement, le Jura bernois a droit à un siège au Conseil-exécutif. Mais il ne suffit pas que la personne qui occupe ce siège habite dans le Jura bernois. Il faut encore que cette personne soit francophone. Ceci montre clairement que c'est une mesure qui permet à la population francophone de défendre ses intérêts. Mais il n'y a pas seulement des francophones dans le Jura bernois. A la ville de Bienne, par exemple, environ 40 pour cent sont des personnes francophones, et la population du Jura bernois constitue moins que la moitié des francophones du canton de Berne. Toutefois, le siège francophone au Conseil-exécutif est sensé à représenter la population francophone. Il n'est pas du tout compréhensible qu'une personne domicilié à Bienne ne puisse pas être elue.

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). Die BDP kann die glp leider auch diesen Vorstoss nicht unterstützen. Es sind zwei wesentliche Punkte, die gegen die Motion sprechen. Der Regierungsrat hat sie gut dargelegt. Erstens geben wir dem Berner Jura keinen garantierten Sitz, weil man im Berner Jura französisch spricht, sondern aufgrund eines territorialen und sprachlichen Kriteriums, das historische Gründe hat. Zweitens – und das ist auch bereits erwähnt worden – ist es nicht so einfach zu sagen, wer welsch- und wer deutschsprachig ist. Das wäre eine Entscheidung, die zwingend gemacht werden

müsste, wenn man den Französischsprachigen einen Sitz geben möchte. Gerade in der Stadt Biel, wo ich herkomme, kennt man den Bilinguismus. Genau dort ist das nicht einfach zu definieren. Zu welchen gehört einer, der beide Sprachen spricht? Zugegeben, ich gehe da vielleicht zu stark auf ein Detail ein. Eigentlich müssten wir eine vertiefte Debatte über unser Verhältnis zum Berner Jura und zu unseren Frankofonen im Allgemeinen führen.
Für die BDP ist wichtig, wie eine Mehrheit mit der Minderheit umgeht, wie ich bereits bei der vorangegangenen Motion kurz dargelegt habe. Allerdings ist es doch schwierig, aufgrund dieser Motion eine allgemeine Debatte zu führen. Ja, der Sitz der Bernjurassier ist ein Politikum. Ja, ab und an ist es auch mühsam mit diesem geometrischen Mittel, wenn dann das geschieht, was Grossrat Brönnimann eingangs erwähnt hat. Und ja, ich würde auch gerne einmal einen Frankofonen aus Biel wählen. Selbstverständlich würde ich auch Pierre-Yves Grivel, der jetzt gerade nicht im Saal ist, meine Stimme geben.
Aber so, wie die Motion es möchte, geht es einfach nicht. Lassen Sie uns mal weiterdenken: Woher käme diese Person dann plötzlich, wenn man die Garantie dieses Sitzes ausweiten würde? In den meisten Fällen wäre es wohl eine Person aus der Stadt Biel. Der Berner Jura wäre wieder draussen, und damit hätten wir unser nächstes staatspolitisches Problem. Ich glaube, wir werden irgendwann einmal über diesen Regierungsratssitz sprechen müssen. Für die BDP-Fraktion führt der Weg dahin nicht über diesen Vorstoss, unabhängig von der Notwendigkeit dieser Debatte. Wir lehnen ihn einstimmig ab.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (FDP). Cette motion, comme celle d'avant, une fois de plus, sent le déjà-vu, le réchauffé. Il n'y a pas si longtemps, mon collègue Hamdaoui de la Députation avait déposé et puis retiré sa motion intitulé «Une voix pour les francophones de Bienne». Je le cite: «Je reviendrai à la charge, car la cause est juste.» Un peu d'histoire, chers collègues: le principe de la garantie d'un siège au gouvernement à la minorité linguistique remonte à 1893. En 1950, on a complété la législation cantonale qui comptait alors 9 membres à l'exécutif, et on en a donné 2 au Jura bernois. Avec la création du canton du Jura, la Constitution a été revue, et c'est logique que le chiffre a été revu à la baisse d'une unité.
D'ailleurs, chers collègues, une seule fois, en 1992, une députée de mon parti avait essayé de déplacer le siège garanti au Jura bernois aux francophones de Bienne. Ce fut un échec. Et voilà, rebelote! Cette fois-ci, ce n'est pas mon collègue Hamdaoui, mais c'est un ancien collègue des verts-libéraux de Nidau qui revient à la charge en précisant que ce siège reviendrait à un francophone «du canton de Berne»; cela veut dire pour moi «de Seehof au Col de Grimsel». Je vous laisse le droit de définir les critères d'élection et les compétences de ce francophone. J'ai des doutes. Pour toutes ces raisons, le groupe PLR vous propose de rejeter la motion, et de rejeter le postulat.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Grüne). Comme on le voit ici, on a de nouveau affaire à une sensibilité régionale. Le système politique et l'histoire accordent des sièges aux représentants des régions. Chacun de nous ici représente une région, avec son identité, son histoire, ses racines, sa sensibilité, son sentiment d'appartenance à cette région, sa langue, son dialecte, ses habitudes, son mode de vie, etc. La proposition, ici, de la langue comme critère, en est une parmi d'autres. Ce critère, comme vient de le dire Pierre-Yves Grivel, est difficile à appliquer. qu'est-ce qu'un francophone dans le canton de Berne? Le canton de Berne, comme on l'a déjà dit, est un canton reconnu bilingue, parce qu'il y a deux régions avec deux langues, et surtout deux territoires distincts dont l'un est très petit.
A notre avis, cette motion n'est pas une bonne solution. C'est clair qu'il faut renforcer la voix des romands dans le canton de Berne. Mais plutôt que de donner cette mission à un seul élu ou une seule élue, il nous paraîtrait plus positif de renforcer des instances comme par exemple le Conseil des affaires francophones (CAF) ou le Conseil du Jura bernois (CJB), ou de faire évoluer la Délégation des affaires jurassiennes en Délégation des affaires francophones. Cette manière de faire nous apparaît un meilleur moyen pour renforcer la voix de tous les francophones du canton de Berne, et c'est pour cela que les verts vous recommandent de refuser cette motion.

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). L'intitulé de la motion paraît positif pour les francophones. Cependant, quand on lit la première phrase du développement, cela donne un autre ton: dire que le siège garanti au Jura bernois est «[…] un vestige de l'époque où les six districts du Jura appartenaient encore tous au canton de Berne [...]» est non seulement faux, mais cela pourrait montrer que la sensibilité manque définitivement à certains. Voilà pour mon petit coup de gueule.

Bref, je peux mettre cela sur une formulation un peu gauche, même si elle vient des verts-libéraux. Une majorité de notre groupe est sensible aux arguments du Conseil-exécutif, et notamment au fait que le bilinguisme cantonal repose sur deux régions linguistiques distinctes, disposant chacune d'une homogénéité linguistique élevée, comme il le dit si bien, mais dont l'une est très minoritaire par rapport à l'autre. Mais, voilà, là au milieu, il y a Bienne, et c'est là qu'il y a un peu le problème. Dans ce sens-là, une minorité de notre groupe est sensible aux arguments des motionnaires, et justement au fait que dans l'état actuel, la Bienne romande n'est pas particulièrement bien représentée, pour ne pas dire le contraire. Dans ce sens-là, une partie de notre groupe serait prête à accepter le présent texte sous forme d'un postulat.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Alors, nous continuons avec les intervenants à titre personnel. Madame la députée Dunning, vous avez la parole.

Samantha Dunning, Biel/Bienne (SP). Nous venons de largement refuser la réduction du nombre de sièges accordés au Jura bernois au Grand Conseil, motion à laquelle nous, francophones biennois, étions clairement opposés. Nous ne voulons pas nous opposer au statut particulier du Jura bernois, et nous respectons l'histoire liée à cette région. Néanmoins, il réside un certain malaise pour les francophones de Bienne, mais aussi de Berne, de Thoune et d'autres communes bernoises. Nous nous sentons inexistants. Als nicht Bernjurassierinnen und -jurassier haben wir das Gefühl, dass wir nicht existieren. D'ailleurs, la réponse du Conseil-exécutif montre bien que le Conseil-exécutif a peu de considération pour cette population qui représente tout de même plus de la moitié de la minorité francophone dans l'ensemble du canton, Moutier y compris.
J'en viens maintenant concrètement à la motion présente. Il est vrai que le moment de s'interroger sur le siège du Jura bernois au Conseil-exécutif n'est pas le bon. Bien que le vote de Moutier soit derrière nous, le transfert n'est pas encore réglé, le Jura bernois doit se redéfinir, et le canton de Berne doit tenir ses promesses envers le Jura bernois. Cependant, la motion demande de clarifier et de décrire dans un rapport sur comment garantir une représentation équitable de l'ensemble de la population francophone au gouvernement. En bref, les motionnaires demandent une étude afin de rétablir une égalité de traitement entre les francophones du canton. Il existe un double statut de francophones dans le canton de Berne: les francophones du Jura bernois et les francophones hors Jura bernois, dont les droits politiques sont davantage restreints. Ils sont restreints, puisqu'il est quasiment impossible d'accéder au Conseil-exécutif en tant que francophone hors Jura bernois, si on ne fait pas partie d'un grand parti, si on n'a pas les moyens de se faire connaître dans l'ensemble du canton, et si on n'est pas parfaitement bilingue.
J'espérais que le Conseil-exécutif reconnaisse la problématique à laquelle sont confrontés les francophones hors Jura bernois, et soit prêt à tenter de trouver une solution. Je suis extrêmement déçue de sa réponse, car elle soulève uniquement les problèmes inhérents à l'ouverture du siège du Jura bernois à l'ensemble des francophones, sans même relever que la situation actuelle est problématique pour les francophones hors Jura bernois. Bien sûr que cette ouverture pose quelques problèmes en termes de mise en application. Mais c'est justement la raison pour laquelle il convient d'étudier scrupuleusement cette question. Bien que le moment ne soit vraiment pas idéal, je voterai Oui à cette motion, car elle demande simplement d'étudier un éventuel élargissement du siège à l'ensemble des francophones, et je vous recommande d'en faire de même, comme signe de reconnaissance de la problématique à laquelle les francophones hors Jura bernois sont confrontés.

Mohamed Hamdaoui, Biel/Bienne (SP). Il va de soi que je vais soutenir cette proposition, vu qu'elle n'est pas tellement éloignée de celle que j'avais eu l'outrecuidance de déposer durant la précédente législature. J'aimerais venir sur trois arguments qui ne me semblent pas totalement superfétatoires. Le premier, on nous dit qu'il faut respecter le principe, la logique de la territorialité. Mais nous sommes un peu comme Monsieur Jourdain dans «Le bourgeois gentilhomme»: Nous sommes déjà sortis de la logique de territorialité sans nous en rendre compte, ou sans l'admettre. Un exemple: la Députation. Qui est membre de la Députation? Il y a bien sûr les élus du Jura bernois selon le principe de territorialité, mais pas tous les élus du Jura bernois. Parce que vous, Mathias Müller, vous habitez dans le Jura bernois, cela fait des années que vous êtes bien intégré dans le Jura bernois et que vous connaissez bien cette région, mais vous n'avez pas le droit d'être dans la Députation. Pourquoi? Parce que vous n'êtes pas jugé francophone, même si vous êtes parfaitement bilingue. Et dans la Députation, il y a aussi des élus de l'arrondissement de Bienne. On sort déjà de la logique de territorialité. Mais ce ne sont pas tous les députés de l'arrondissement de Bienne, parce que Christoph Grupp, Julien Stocker,

Sandra Schneider et Peter Moser, sans parler de ceux de Nidau, n'ont pas le droit d'être membres de la Députation. Pourquoi? Parce qu'ils ne sont pas francophones. Mais le plus cocasse c'est que l'ex-présidente du Grand Conseil, Béatrice Struchen, était membre de la Députation, alors qu'elle habitait dans le Seeland et qu'elle parlait pratiquement toujours en allemand. Cherchez l'erreur!
Un deuxième argument nous dit: «Oui, mais si on accepte cette proposition-là, peut-être que demain, les francophones sont représentés au gouvernement par quelqu'un de Bienne – cela serait l'horreur absolue – ou bien de Berne.» Eh, il est où, le problème? Moi, je connais quelques personnes – je ne parle pas de moi, naturellement – qui sont des francophones qui habitent à Berne, qui auraient la compétence, et qui ne se lancent pas. Pourquoi? Pourtant, la plupart d'entre eux sont des natifs du Jura bernois. Ils ont déménagé à Berne pour des raisons professionnelles, mais ils connaissent parfaitement la région à laquelle ils sont parfaitement attachés, et à mon avis, ils pourraient aussi parfaitement la représenter. Je ne vois pas où est véritablement le problème. Et puis un dernier argument qui m'exaspère: On dit: «Mais comment fera-t-on la différence entre un francophone et un alémanique?» Il ne faut pas prendre les gens pour des idiots! Rappelez-vous lorsque Pascal Couchepin avait annoncé sa démission du Conseil fédéral. Il y avait deux favorits, c'étaient Didier Burkhalter et Urs Schwaller. Urs Schwaller avait fait toute sa carrière dans un canton francophone. Il avait une carrière politique pour qu'on puisse dire qu'il était compétent. Il était parfaitement bilingue, et il paraît qu'il rêvait même parfois en français la nuit. Mais sa candidature a été plombée. Pourquoi? Parce que tout le monde savait qu'il n'était pas francophone. Il n'y a pas besoin de présenter un certificat ethnique pour montrer qu'on est francophone ou alémanique. C'est une question de bon sens. Les électeurs ne sont pas des idiots.
Bref, je ne me fais pas d'illusions, mais je vous rappelle que si par miracle, cette proposition était acceptée, il faudrait des années pour qu'elle soit réalisée, et peut-être que d'ici-là un autre miracle sera réalisé, et que le cas de Moutier soit réglé, même si pour moi, il l'est depuis une année.

Maurane Riesen, Sonceboz-Sombeval (PSA). Vous avez dans le canton de Berne 3,2 pour cent d'italophones. Pourtant, on ne va pas parler d'un canton trilingue, ou d'un conseiller d'Etat italophone. C'est le principe de territoire linguistique qui détermine le bilinguisme institutionnel, que ce soit au niveau fédéral ou cantonal. Parce que le siège réservé au Jura bernois n'est pas celui d'une langue, il est celui d'une minorité culturelle et d'un territoire entièrement francophone. Qu'importe qu'un Thounois francophone occupe un poste de Conseiller d'Etat. Dans les faits, nous serions en droit d'attendre que tous les membres de l'exécutif soient à l'aise dans les deux langues. Jamais ce siège n'a été calculé en fonction du poids démographique. Les moyens de protection d'une minorité ne doivent pas être proportionnels à la taille de la minorité, bien au contraire. Plus la minorité est menacée, plus elle devrait être protégée. Avec ce débat aujourd'hui, nous confondons deux thèmes: comment défendre les francophones et comment protéger le Jura bernois?
Je suis évidemment extrêmement sensible aux difficultés des francophones de Bienne dans leur quotidien et à leur besoin de reconnaissance accrue de la part des autorités. Mais si nous ne défendons plus les Jurassiens du canton de Berne, mais élargissons ce droit à tous les francophones, voilà ce qui nous arrivera concrètement: tout d'abord, c'est quoi un francophone? Cette option ouvre la possibilité à un alémanique maniant très bien le français de se présenter pour le siège romand. Ce serait en totale contradiction avec le principe de défense de la minorité. La situation décentralisée et l'environnement politique et médiatique spécifique au Jura bernois réduirait fortement les chances d'une personne du Jura bernois d'aspirer à ce siège. Un habitant ou une habitante francophone émanant d'une région centre telle que Bienne ou Berne serait systématiquement favorisée, ce qui porterait un grand coup sur la représentation du Jura bernois au sein de ce canton.
En 2013, ma région disait qu'elle souhaitait rester bernoise. Si elle l'a fait, c'est parce que le canton de Berne a fait certaines promesses à l'égard de la population. En premier lieu, le gouvernement et vous, vous êtes engagés à renforcer le statut particulier. Et à peine quatre ans après, vous reviendriez en arrière? Est-ce qu'affaiblir le Jura bernois maintenant ne risquerait pas de relancer la Question jurassienne, dont la résolution est tant souhaitée et se terminera avec le départ de Moutier?
L'ambition de certaines personnalités politiques ne doit pas remettre en question le statut accordé au Jura bernois. Les francophones du canton de Berne et les jurassiens bernois devraient se soutenir mutuellement pour faire entendre leur voix plutôt que de s'attaquer aux acquis de l'autre. C'est en étant solidaires que nous nous renforcerons l'un l'autre. Le siège réservé au Jura bernois est l'un des acquis les plus importants pour ma région. Il montre l'esprit de consensus et d'ouverture qu'ont su, parfois, montrer les Bernois dans le cadre de la Question jurassienne. Je vous invite donc à refuser cette motion.

Haşim Sancar, Bern (SP). Chez moi, cela va avancer un peu doucement, pas si vite comme chez ma collègue qui vient de parler, pour vous faciliter à comprendre. Diese Motion möchte den garantierten Regierungsratssitz für den Berner Jura nicht mehr sprach- und ortsgebunden definieren, sondern auf die Französisch sprechende Bevölkerung des Kantons ausweiten.
Die Abstimmung in den Teilen des Berner Juras, die sich für den Anschluss an den Kanton Jura entschieden haben, spielt sicher eine Rolle. Einerseits ist eine nur sprachgebundene Abstimmung nicht realistisch, wenn nicht sogar unmöglich, da es sich um ein Merkmal handelt, dass nicht ausschliessend und kaum, wenn überhaupt definiert werden kann. Andererseits ist der Zeitpunkt für eine solche Diskussion für die Stimmung der Bevölkerung im Berner Jura nicht gerade förderlich. Der Vorstoss riecht nach Rache und Bestrafung, beides sind schlechte Voraussetzungen für eine Politik, die integrativ wirken sollte. Solche Massnahmen würden schlechte Signale aussenden und das sollte vermieden werden.
Der garantierte Regierungsratssitz für den Berner Jura ist für die frankophone Minderheit des Kantons in dieser Region bestimmt und sollte so bleiben. Der Kanton tut gut daran, den Minderheiten Sorge zu tragen, sie nicht auszuschliessen, sondern zu integrieren – zum Nutzen der ganzen Bevölkerung im Kanton Bern.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). Rassurez-vous, je ne vais pas prolonger. Je voulais quand-même juste faire le plaisir à Thomas Brönnimann d'entendre une fois encore ma voix, puisque auparavant il se languissait d'entendre ce fameux «au nom de la Députation». Cette fois-ci, c'est en mon nom personnel. Mais, rassurez-vous, Monsieur Brönnimann, lorsque je dis «au nom de la Députation», eh bien, je suis également le porte-parole, je suis le porte-voix de tous les francophones de ce canton. Et pourquoi puis-je être le porte-voix de tous les francophones? C'est parce-que nous avons ce statut particulier qui permet d'avoir *un* francophone. Chers biennois, si vous n'aviez pas ce statut particulier, il n'y aurait aucun francophone. Grâce à nous, vous êtes représentés, et je sais que vous allez me remercier pour cela. *(Heiterkeit)*

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Das Wort hat der Motionär Thomas Brönnimann.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Ja, lieber Grossrat Gasser, dass Sie ein «porte parole» sind, davon haben Sie mich überzeugt. Aber ob Sie wirklich «*le* porte parole de tous les francophones» sind? Eher nicht. Jedenfalls haben mich viele Ihrer Kollegen aus der Jura-Delegation nicht wirklich überzeugen können. Von der staatsrechtlichen Ebene nun zur praktischen Ebene des Anliegens: Etienne Klopfenstein hält es für ein Problem, dass man zwei Urnen aufstellen müsste. Du meine Güte! Excusez, Etienne Klopfenstein, dieses Argument kann ich nicht ernst nehmen. Pierre-Yves Grivel hat einen Bezug zur Motion Hamdaoui *(M 024-2017).* Das ist nicht dasselbe! Cette motion touche tous les francophones. Das ist ein wichtiger, kleiner Unterschied. Ein grosses «Unterschiedli».
Für viele Sprecher ist es ein grosses Thema gewesen, wie man herausfinden solle, wer bilingue sei. Also das kann ich Ihnen sagen: Ich habe herausgefunden, dass Anne Speiser bilingue ist. Kollega Müller da vorne ist es, glaube ich, auch. Ob er seinen Namen dann mit Ü-Pünktchen schreibt, oder nur mit «ue», ist für mich nicht entscheidend. Sprechen Sie mir Ihren Kollegen, dann finden Sie es sofort heraus, wer bilingue ist. Ich sehe ohnehin absolut kein Problem darin, wenn wir plötzlich noch einen Regierungsrat hätten, der bilingue ist. Das wäre für mich super!
Im Bereich der «détection de la langue française» habe ich auch die Argumentation des Regierungsrats sehr, sehr abenteuerlich gefunden. Er hat überhaupt kein Problem, innerhalb des Berner Juras herauszufinden, wer ein deutschsprachiger Bernjurassier ist und deswegen nicht gewählt werden kann. Für mich ist das der Widerspruch der Widersprüche. Ce sont plutôt des prétextes que des arguments, Anne-Caroline Graber. Das möchte ich Ihnen noch mitgeben.
Ich weiss nicht, was Sie für ein Problem damit haben, wenn ein Neuchâtelois, ein Vaudois oder ein Romand, der in Bern arbeitet, vielleicht beim Bund oder weiss nicht wo, plötzlich kandidieren könnte. Maurane Riesen, ich glaube auch nicht, dass die Kandidaten des Berner Juras dann «systématiquement discriminés» wären. Bei Ihnen hatte ich schon fast das Gefühl, Sie dächten an die nächste eigene Kandidatur. Pierre Alain Schnegg wird sicher die nächsten zehn Jahre immer wieder gewählt, wenn er wieder kandidiert. Das ist nämlich eine Folge dieses Einerwahlkreis-Systems. Jemand Neues hat gar nie eine Chance gegen einen Bisherigen. Sie haben es bemerkt: Ich rege mich fast ein wenig auf. Aber ich rege mich wieder ab, denn die Jurafrage, die in diesen beiden Vorstössen hochgewallt ist, ist für mich nicht mehr so heiss, wie sie hier im Ratssaal manchmal gekocht wird.

Ich erinnere Sie an ein praktisches Beispiel. Das ist für mich wichtig als Brückenbauer-Kanton, gemeinsame Institutionen, wie zum Beispiel die pädagogische Hochschule BEJUNE (La Haute Ecole Pédagogique BEJUNE [Berne, Jura, Neuchâtel]). Sie wissen, wer dort Rektor geworden ist, «un ex-autonomiste», nämlich Maxime Zuber. Darüber gab es hier überhaupt keine politischen Diskussionen. Er wurde gewählt, weil er der Bestqualifizierte war. Das Lämpchen blinkt, trotzdem erlaube ich mir noch un grand merci pour Samantha Dunning. Ce n'est jamais le bon moment, mais quand-même, vous soutenez ma motion und jene von Nathan Güntensperger. Et un très, très grand merci à Mohamed Hamdaoui. Er hat mir auf Französisch aus dem Herzen gesprochen – ich hätte es nicht gekonnt. Et maintenant je laisse le dernier mot au conseiller d'État représentant des jurassiens bernois.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Dann muss ich ja nichts mehr sagen. Monsieur le conseiller d'État Schnegg a la parole.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. J'aimerais tout d'abord réconforter Thomas Brönnimann: dans dix ans, l'heure de la retraite, aura très certainement sonné en ce qui me concerne. Cette motion demande à ce que le siège garanti au Jura bernois puisse l'être pour la population francophone du canton. Les origines de ce siège garanti au Jura bernois remontent à la Constitution cantonale du 4 juin 1893, et à son article 33. Lors de la révision totale de la Constitution cantonale, l'extension de cette garantie au district de Bienne a été discutée au sein de la Commission de la révision constitutionnelle et au Grand Conseil, et a été rejetée par le gouvernement, ladite commission, la Députation du Jura bernois et de Bienne romande, et finalement par le Grand Conseil. Les raisons qui ont motivé cette décision sont valables aussi, et aujourd'hui encore, pour son extension à tous les francophones domiciliés dans le canton. Il faut faire la distinction entre les critères applicables aux électeurs et électrices bénéficiant de la protection de la minorité, et qui participent à l'élection du candidat ou de la candidate qui occupera le siège garanti au Jura bernois, et les critères applicables au candidat ou à la candidate qui peut prétendre à ce siège garanti. La garantie accordée au Jura bernois est basée sur un critère territorial et linguistique. C'est un point particulièrement important: Berne est un canton bilingue, parce qu'il possède une région francophone et une région germanophone. Ainsi, le cercle des personnes bénéficiant du statut particulier est clairement identifiable et selon un critère dont l'application est simple et fiable. La garantie d'un siège au Conseil-exécutif aux francophones du canton de Berne présupposerait d'abord l'existence d'un statut particulier pour les francophones du canton.
Le Conseil-exécutif estime que l'ancrage dans la Constitution cantonale d'un tel statut particulier ne serait pas approprié. Le critère de la langue est peu fiable et difficilement applicable, déjà aujourd'hui dans l'arrondissement administratif bilingue de Bienne. La définition de ce qui est un ou une francophone n'est pas aisée. Un ou une ayant droit au vote ne doit pas indiquer s'il ou elle est francophone, germanophone ou italophone. Les registres électoraux retiennent uniquement la langue de correspondance, qui fixe la langue dans laquelle la commune correspond avec le citoyen ou la citoyenne. Cette donnée n'est pas suffisamment fiable pour servir de critère de distinction entre francophones ou germanophones, distinction qui aurait des incidences juridiques sur les élections. La langue de correspondance n'est actuellement déjà pas définie selon les mêmes critères dans toutes les communes germanophones de l'arrondissement administratif de Bienne. Dans la détermination du nombre de mandats au Grand Conseil garantis à la minorité francophone du cercle électoral de Bienne-Seeland, le Conseil-exécutif se base sur les données de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Ces critères ne permettent pas un recensement individuel des ayants droit au vote. Si le système actuel était transposé à l'échelle cantonale, le comptage séparé des suffrages des francophones ne se ferait pas sur la base d'un critère territorial uniquement, comme c'est le cas pour les siège garanti au Jura bernois. Tous les ayants droit au vote d'une même commune n'auraient donc pas la même force électorale. La voix d'un ou d'une francophone ou d'une personne bilingue qui choisit son matériel de vote en français vaudrait plus que celle d'un ou d'une germanophone habitant la même commune. Pratiquement, la tenue des élections s'en trouverait encore notablement complexifiée. Il faudrait compter séparément les voix des francophones et des germanophones. Quant à l'argument selon lequel la règlementation actuelle créerait deux catégories de jurassiens bernois, il n'est pas pertinent, car les germanophones habitant le Jura bernois ne constituent pas une minorité linguistique au sens de la Constitution cantonale. Le bilinguisme du canton de Berne n'est pas lié à la seule présence d'une minorité francophone sur son sol. Je me répète: il est fondé sur la présence de deux régions linguistiques distinctes, disposant chacune d'une homogénéité linguistique élevée, mais dont l'une est très minoritaire par rapport à l'autre. Selon le droit en vigueur, un ou une francophone qui n'est pas domicilié

dans le Jura bernois est d'ores et déjà éligible et pourrait occuper un des six autres sièges au Conseil-exécutif. Toutes ces raisons font que le Conseil-exécutif vous invite à rejeter cette motion.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer diese Motion annimmt, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	15
Nein	125
Enthalten	6

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben die Motion mit 125 Nein-Stimmen abgelehnt, gegen 15 Ja-Stimmen und 6 Enthaltungen.

Geschäft 2017.RRGR.694

Postulat 263-2017 SP-JUSO-PSA (Gullotti, Tramelan)
Wie sieht die Zukunft der regierungsrätlichen Juradelegation aus?

Der Präsident Jürg Iseli übernimmt wieder den Vorsitz.

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 84, dem Postulat SP-JUSO-PSA/Gullotti: «Wie sieht die Zukunft der regierungsrätlichen Juradelegation aus?». Das Postulat ist zurückgezogen worden. Grossrat Gullotti gibt eine Erklärung ab. Bitte melden Sie sich noch für die Rednerliste an, danke.

Hervé Gullotti, Tramelan (SP). La réponse du Conseil-exécutif à mon postulat m'a surprise par son caractère frileux, je dois bien l'admettre. Pourquoi cela? Mon postulat ne visait pas à dicter une quelconque conduite cloisonnée, «fix und fertig», au gouvernement. Il ouvrait des pistes et invitait celui-ci à entamer une réflexion sur l'avenir de la Délégation du Conseil-exécutif pour les affaires jurassiennes, et sur la manière dont le gouvernement allait régler structurellement la présence des francophones dans les limites cantonales. En ce sens, il s'inscrivait pleinement, à mon sens, dans ce que le gouvernement a commencé à poser comme jalon pour l'avenir, à savoir une réflexion sur la répartition de l'administration décentralisée dans le Jura bernois, avec le départ de Moutier, et une réflexion sur l'avenir du bilinguisme dans notre canton. Rien de plus.
Nous venons de traiter deux motions qui questionnent les acquis institutionnels des francophones du Jura bernois, et invitent le Grand Conseil à prendre en considération l'existence des 113 000 francophones domiciliés dans les frontières de ce canton. Avec ou sans la question de Moutier, nous avons maintenant le temps d'aborder ces questions sereinement. Nous avons le temps de réfléchir à la manière dont nous voulons convertir en termes légaux le concept complexe de «francophone», qui convoque des notions culturelles, identitaires et géographiques notamment. Le moment est mal venu, dit le gouvernement, dans le contexte politique actuel. Je partage son avis dans le sens où il serait incompréhensible de remettre en question les acquis institutionnels que la législation garantit au Jura bernois et aux Biennois. Mais il ne faut pas craindre d'envisager une vision à long terme. Je retire donc ce postulat pour laisser la porte ouverte à d'autres interventions sur cet objet durant la législature qui s'ouvre.

Geschäft 2016.GEF.2317

Radikale Reduzierung professionell verordneter und verabreichter Gewalt. Bericht des Regierungsrates zur Motion 162-2015, Seiler (Trubschachen, Grüne)

Präsident. Wir kommen zu den Geschäften der GEF, zuerst zum Traktandum 85: «Radikale Reduzierung professionell verordneter und verabreichter Gewalt». Das ist ein Bericht des Regierungsrats zur Motion Seiler Trubschachen, Grüne, die von der GSoK vorberaten worden ist. Wir führen eine reduzierte Debatte. Ich erteile dem Kommissionssprecher der GSoK, Grossrat Schlup, das Wort.

Planungserklärung SP-JUSO-PSA (Gabi Schönenberger, Schwarzenburg / Jordi, Bern)
Für Kinder mit ADHS sind praktikable, pädagogisch sinnvolle Massnahmen und Möglichkeiten im Schulalltag weiterhin sicherzustellen oder wo sie fehlen, rasch umzusetzen. Dazu sind ausreichende Ressourcen zur Verfügung zu stellen, so dass der Leidensdruck der Betroffenen auch auf diese Weise reduziert werden kann.

Martin Schlup, Schüpfen (SVP), Kommissionssprecher der GSoK. Jetzt kommen wir etwas vom Französisch zur Chemie. Es ist fast wie früher in der Schule. Spass beiseite! Mit der Motion «Radikale Reduzierung professionell verordneter und verabreichter Gewalt» und der Annahme von Ziffer 1 als Postulat ist der Regierungsrat beauftragt worden, das Nötige zu unternehmen, um die Verabreichung von Psychopharmaka an Kinder und Jugendliche drastisch zu reduzieren. Daher liess der Regierungsrat diesen Bericht ausarbeiten.
Ich möchte mich an dieser Stelle auch bedanken für den sachlichen und guten Bericht. Es ist richtig, dass die Verschreibung von Methylphenidat weltweit, und auch in der Schweiz, zwischen 1999 und 2011 stark zugenommen hatte. Ich hatte aber selber auch den Eindruck, der Titel der Motion «von physischer zu kalter Gewalt» war ein wenig zu populistisch. Aufgrund von Vorstössen im Nationalrat und im Zürcher Kantonsrat haben das Bundesamt für Gesundheit (BAG) sowie der Kanton Zürich in Zusammenarbeit mit Experten verschiedene Berichte erarbeitet. Laut denen wird Methylphenidat vermehrt verschrieben, aber nur sofern andere Massnahmen nicht zum Erfolg führen. Das Medikament wird nur in Begleitung mit anderen therapeutischen Massnahmen abgegeben. Weniger als die Hälfte der von einer Aufmerksamkeitsdefizit-/Hyperaktivitätsstörung (ADHS) betroffenen Kinder im Schulalter nehmen Medikamente ein, aber vor allem dann, wenn ein grosser Leidensdruck für das Kind besteht. Schwierigkeiten zeigen sich vor allem in der Schule. Die Zunahme der medikamentösen Therapie bis ins Jahr 2011 ist vor allem auf die steigende Bekanntheit und die Akzeptanz der Behandlung zurückzuführen. Zuvor gab es noch gar keine solchen Behandlungsmöglichkeiten. Seither gibt es keine Anzeichen mehr für eine weitere Zunahme. Das zeigt auch der Medikamentenverbrauch der Statistik, die beigelegt war. Sorgfältig gestellte Diagnosen und das Evaluieren von Behandlungsmöglichkeiten sind wichtige Faktoren, um medikamentöse Behandlungen stabil zu halten oder gar reduzieren zu können. Das Fachwissen ist vor allem bei Fachärzten für Kinder- und Jugendpsychiatrie oder bei verschiedenen Anlaufstellen vorhanden und kann von betroffenen Personen dort abgeholt werden. Die Schule ist ein zusätzliches wichtiges Handlungsfeld. Die Ausbildung spezifisch geschulter Lehrkräfte und Heilpädagogen, die für die Ausbildung von ADHS-Kindern gewappnet sind, sind ein wichtiger Erfolgsfaktor. Die Haltung, dass ADHS und die Zunahme der Therapien mit Methylphenidat durch die Entwicklung unserer Leistungsgesellschaft verschärft worden sind, ist nachvollziehbar, führt ab und an auch zur Stigmatisierung und ist nicht ideal für eine Abhilfe. Die Frage stellt sich, ob es besser ist, einem Kind oder einem Jugendlichen zusammen mit therapeutischen Massnahmen und durch die Verabreichung von Medikamenten, eben diesem Methylphenidat, eine Schulbildung überhaupt zu ermöglichen, damit es sein Leben später einmal selbst in den Griff bekommt. Oder gehe ich das Risiko ein, indem ich zwar auf ein Medikament verzichte, aber das betroffene Kind keine erfolgreiche Schulbildung absolvieren kann und vielleicht ein Leben lang auf Hilfe angewiesen sein wird? Dies zu entscheiden, überlasse ich jedem selbst.
Zur Planungserklärung der SP-JUSO-PSA-Fraktion «für Kinder mit ADHS praktikable und pädagogisch sinnvolle Massnahmen im Schulalltag weiterhin sicherzustellen, oder wo sie fehlen, rasch umzusetzen und dafür Ressourcen zur Verfügung zu stellen». Diese konnten wir in der GSoK nicht besprechen. Im Bericht ist allerdings erwähnt, dass in der Schule oft schon kleine Massnahmen wie ein geeigneter Sitzplatz, mehr Pausen und körperlich Aktivität, mehr Zeit für Prüfungen, den Leidensdruck

stark vermindern können. Hilft das zu wenig, helfen schulische Heilpädagoginnen und Heilpädagogen, die Schwierigkeiten zu kompensieren. Sie beraten auch Lehrpersonen und die Eltern in ihren Aufgaben. In speziellen Fällen kann die GEF bereits zusätzlich Logopädie sowie andere Therapien bewilligen und finanzieren. Wer mehr will, kann das vielleicht mit einer entsprechenden Motion bei der ERZ bewirken. Daher beantragen der Regierungsrat und die GSoK einstimmig, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen und gleichzeitig den Vorstoss «Radikale Reduzierung professionell verordneter und verabreichter Gewalt» abzuschreiben.

Präsident. Ich erteile das Wort der Antragstellerin der Planungserklärung für die SP-JUSO-PSA-Fraktion, Grossrätin Gabi.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Wie Sie dem Bericht des Regierungsrats entnehmen konnten, spielen neben den verschiedenen Komponenten der Therapie und Medikation auch schulische Fördermassnahmen und vor allem auch eine geeignete Strukturierung des pädagogischen Umfelds eine sehr wichtige Rolle. Für Kinder mit ADHS sind deshalb praktikable, pädagogisch sinnvolle Massnahmen und Möglichkeiten im Schulalltag weiterhin sicherzustellen und wo sie noch fehlen, umzusetzen. Ressourcen, die dafür zur Verfügung gestanden sind und stehen, sollen ausreichend sein und nicht plötzlich wegfallen, sodass der Leidensdruck der Betroffenen auch auf diese Weise spürbar reduziert werden kann. Dadurch könnte man etwas erreichen, und zwar mit wenig Aufwand. Neben Medikation und Therapie ist es eine gut umsetzbare Möglichkeit, den Leidensdruck von allen Betroffenen spürbar zu reduzieren. Deshalb bitte ich Sie mitzuhelfen, diese Planungserklärung zu überweisen.

Präsident. Die Zeit ist so weit fortgeschritten, dass wir die Fraktionen nicht mehr an die Reihe nehmen. Wir fahren morgen mit den Fraktionssprechern weiter. Ich wünsche Ihnen einen schönen Abend. Die Sitzung ist geschlossen.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 16.30 Uhr.

Die Redaktorinnen:
Nicole Aeby (d)
Sara Ferraro (f)

Dienstag (Vormittag) 12. Juni 2018, 09.05–11.45 Uhr

Neunte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 155 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aeschlimann Martin, Boss Martin, Dumermuth Marianne, Müller Moritz, Tobler Marc.

Geschäft 2016.GEF.2317

Radikale Reduzierung professionell verordneter und verabreichter Gewalt. Bericht des Regierungsrates zur Motion 162-2015, Seiler (Trubschachen, Grüne)

Fortsetzung

Präsident. *(Der Präsident läutet die Glocke.)* Ich hoffe, dass Sie fit für diesen langen Tag sind. Wir fahren weiter mit den Geschäften der GEF. Ich begrüsse Herrn Regierungsrat Schnegg. Wir behandeln das Traktandum Nummer 85 mit dem Titel «Radikale Reduzierung professionell verordneter und verabreichter Gewalt. Bericht des Regierungsrates zur Motion […] Seiler (Trubschachen, Grüne)». Wir sind bei den Fraktionssprechern angelangt. Ich gebe für die FDP-Fraktion Grossrat Kohler das Wort.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (FDP). Der Einsatz von Psychopharmaka bei Kindern ist zweifellos seit Jahren ein wichtiges, emotionales und durchaus auch sehr komplexes Thema mit entsprechender Berichterstattung in der Presse und am Fernsehen. Das Medikament Ritalin wurde dadurch auch in der Öffentlichkeit bekannt. Sonst würde man diese Substanz ja nicht kennen. Dies gilt auch für den Begriff «Aufmerksamkeitsdefizit-/Hyperaktivitätsstörung (ADHS)». Der Einsatz dieser Substanz soll genau abgewogen und sie soll nur durch wirklich gut ausgebildete Fachärzte verschrieben werden. Dies soll nur dann geschehen, wenn es unbedingt nötig ist. Hier beginnt die Schwierigkeit in der Medizin: Bei allen Erkrankungen ist die genaue Diagnosestellung sicher das Wichtigste, aber nicht immer das Einfachste. Bei psychischen Auffälligkeiten ist diese noch schwieriger. Die Diagnose und Therapie einer Lungenentzündung zum Beispiel ist einfacher als die Einordnung einer psychischen Auffälligkeit und die Verordnung der richtigen Therapie.
Ich persönlich stand dem Ritalin immer etwas kritisch gegenüber und denke auch, dass die Einsatzrate wohl zu hoch ist. Doch vielen Kindern wird es durch dieses Medikament erst ermöglicht, zur Schule zu gehen. Dies ist wohl der zentrale Punkt: Ohne dieses Medikament wären einige Kinder nicht in der Schule. Dies ist das Positive. Der Bericht, über den wir heute sprechen, bietet eine gute Übersicht über den Umgang mit dieser Thematik im Kanton sowie in anderen Kantonen, aber auch auf Bundesebene. Wir haben durch diesen Bericht eine gute Übersicht erhalten. Die FDP-Fraktion ist mit dem Bericht zufrieden und empfiehlt die Kenntnisnahme. Es sind weniger die Politiker gefragt als vielmehr die Gesundheitsfachpersonen, die Ärzte, die diese Substanz verschreiben und dies hoffentlich nur dann tun, wenn es absolut nötig ist. Die Planungserklärung lehnen wir ab. Sie ist nicht nötig und gehörte eigentlich eher in die ERZ als im Zusammenhang mit diesem Bericht in die GEF. Es wird an den Schulen bereits sehr viel getan. Wir sehen keinen Nachholbedarf.

Präsident. An alle Ratsmitglieder, die in diesem Saal sind: Wir hätten eigentlich mit der Sitzung begonnen. Ihre Gespräche können Sie in der Wandelhalle führen. Wir kommen zur Fraktionssprecherin der Grünen.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Grüne). Der Bericht beschreibt den Ist-Zustand. Wir Grünen wünschen uns jedoch, dass sich die GEF grundsätzlich mit diesem Thema auseinandersetzt. Es wäre auch wichtig, dass sich Herr Regierungsrat Schnegg und Frau Regierungsrätin Häsler gemeinsam mit diesem Thema auseinandersetzen, denn es braucht in der Schule ausreichende Ressourcen, um pädagogisch sinnvolle Massnahmen und Möglichkeiten sicherzustellen.
Den Grünen fehlt im Bericht das Aufzeigen und Einleiten konkreter Massnahmen, die zu einer weiteren Reduktion des Ritalinkonsums führen. Solange die Kinder in der Schule wie Fischstäbchen der Norm zu entsprechen haben, weil es an Lehrkräften mangelt oder weil es die Bildungslandschaft so verlangt, sind weitere Bestrebungen nötig. Die Neigung zu ADHS ist stark genetisch und biologisch bestimmt. Aber es muss nicht immer Ritalin sein. Kinder mit ADHS haben, wie andere Kinder, individuelle Stärken und Schwächen. Wie bei anderen Kindern sollte man darauf achten, die Stärken ins Zentrum zu setzen. Es gibt gewisse Punkte, die man beachten muss. Im Unterricht gibt es kleine Hilfestellungen mit grosser Wirkung. Es gibt Merkmale eines Unterrichts, von dem Schülerinnen und Schüler mit ADHS besonders profitieren. Jede Unterrichtsform kann geeignet sein, wenn man ein paar Punkte beachtet. Ich empfehle Ihnen, den Schlussbericht der Interkantonalen Hochschule für Heilpädagogik (HfH) in Zürich mit dem Titel «Förderliche Unterrichtsbedingungen für Schulkinder mit einer ADHS» zu lesen. Der Planungserklärung der SP-JUSO-PSA-Fraktion stimmen wir zu. Mit deutlicher Mehrheit nehmen wir Grünen den Bericht nicht zur Kenntnis.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (SVP). Der Bericht, den wir vom Regierungsrat erhalten haben, wurde nicht zuletzt aufgrund der Motion Seiler verfasst, wovon die Ziffer 1 als Postulat angenommen wurde. Die medikamentöse Therapie mit Methylphenidaten wie Ritalin, welches bestens bekannt ist, ist heute leider zum Teil salonfähig geworden. Die unnötige Verabreichung von Ritalin soll untersagt werden. Kinder, die unter einer ADHS leiden, sind da besonders betroffen. Es sind aber auch die Eltern, die Lehrpersonen und so weiter, die Druck ausüben, damit solche Kinder einen sogenannt «normalen» Umgang mit den anderen Mitgliedern der Gesellschaft pflegen können. Der Regierungsrat erklärt im Bericht, es werde alles unternommen, um unnötige Verabreichungen zu verhindern. Gewisse Aussagen werden jedoch mit Zusätzen wie «in der Regel» oder «Somit ist eine medikamentöse Behandlung immer zweite Wahl.» versehen, und es wird gesagt, dass die Anzahl Diagnosen zugenommen habe. ADHS liegt im Trend, und es wird versucht, die Störung mit medizinischen oder psychologischen Mitteln zu korrigieren. Es wird lediglich empfohlen, den Trend in Sachen Arzneimittelabgabe weiterhin zu verfolgen und bei Bedarf frühzeitig Massnahmen zu treffen. Wir haben festgestellt, dass es nicht ganz klar ist, welche Massnahmen dies sein sollen. Über die Vertrauenswürdigkeit betreffend die Effizienz der Umsetzung dieses Postulats haben wir diskutiert. Ich möchte zum Beispiel auf die Tatsache hinweisen, dass Jungen von solchen Störungen viel stärker betroffen sind als Mädchen. Die SVP-Fraktion nimmt diesen Bericht mit grossem Mehr zur Kenntnis. Wenige Mitglieder lehnen die Kenntnisnahme ab. Die Planungserklärung lehnen wir ab.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (EVP). Um es vorwegzunehmen: Die EVP-Fraktion nimmt Kenntnis von diesem Bericht und findet es in Ordnung, den Vorstoss jetzt abzuschreiben. Aus EVP-Sicht ist es ein interessantes Faktum, dass uns als Politikerinnen und Politikern in diesem Bericht eigentlich über ein gesellschaftspolitisches Problem Auskunft gegeben wurde. Was die Abgabe verschreibungspflichtiger Medikamente angeht, stehen uns hingegen keine Instrumente zur Verfügung. Deshalb konzentriere ich mich als EVP-Sprecherin auch auf die erwähnte gesellschaftspolitische Realität und auf die im Bericht erwähnten Massnahmen zur Verbesserung der Situation von ADHS-Betroffenen.
Erstens ist es beruhigend zu wissen, dass die Fachleute in den medizinischen Praxen, in den Anlaufstellen und in den Schulen gute, sorgfältige und zielführende Arbeit leisten. Herzlichen Dank dafür. Wir sind auch froh darüber, dass medikamentöse Therapien laut Bericht immer in Begleitung oder im Nachgang zu anderen therapeutischen Massnahmen vorgenommen werden. Zweitens ist es für die EVP-Fraktion mit ihrem Menschenbild wichtig, dass Kinder in ihrer Originalität und in ihrer Einzigartigkeit wahrgenommen und akzeptiert werden, sowohl zu Hause als auch in der Schule, und nicht a priori korrigiert oder normiert werden. Doch nun kommt das «Sowohl-als-auch» ins Spiel: Dort, wo Leidensdruck besteht, wollen wir uns als EVP-Fraktion dafür einsetzen, dass die erwähnten pädagogischen Massnahmen aus dem Bericht umgesetzt werden können. Ein solcher Leidensdruck ist durchaus vorhanden, sei es bei Lehrpersonen, bei den Eltern oder bei den betroffenen Kindern. Es ist unbestritten, dass zum Beispiel kleinere Klassen, Teamteaching oder Bewegungsangebote, um nur ein paar Beispiele zu nennen, Ressourcen benötigen. Dort wollen wir als Politikerinnen und Politiker

ansetzen und für gute Rahmenbedingungen sorgen. In diesem Sinn unterstützt die EVP-Fraktion auch die Planungserklärung der SP-JUSO-PSA-Fraktion, die ein funktionierendes und unterstützendes Schulumfeld für alle Kinder fordert, nicht nur für die ADHS-Betroffenen.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrat Jordi.

Stefan Jordi, Bern (SP). Es geht hier um den Bericht, den der Regierungsrat vorgestellt hat. Ich denke, das Fazit des Berichts ist wichtig, nämlich, dass im Kanton Bern die Anzahl Fälle und die Verschreibungen von medikamentösen Therapien im Vergleich zu anderen Kantonen, aber auch zum Ausland normal sind. Wie meine Vorrednerin gesagt hat, sind die parallel zur medikamentösen Therapie stattfindenden Angebote und insbesondere das schulische Arrangement für die betroffenen Kinder wichtig. Dort setzt die SP-JUSO-PSA-Fraktion an. Wir gehen mit dem Regierungsrat darin einig, dass die Entwicklung und Sicherstellung eines guten pädagogischen Umfelds am sinnvollsten ist, um möglichst wenige Medikamente zu verschreiben und die betroffenen Kinder zu begleiten. Wenn man eine solche integrative Schule will, braucht es eben auch entsprechende Massnahmen sowie die Sicherstellung dieser Massnahmen. Dazu gehören beispielsweise Bewegungsangebote, die Möglichkeit der Reizabschirmung und so weiter. Grossrätin Gabi hat es gestern gesagt, als sie unsere Planungserklärung vorgestellt hat. Aber dies gibt es nicht umsonst. Dazu braucht es die nötigen Ressourcen. Gerade wenn man an den Spardruck denkt, der in diesem Umfeld im Kanton herrscht, ist es wichtig, dass die GEF hier mit der ERZ zusammenarbeitet und solche Angebote sicherstellt. Dies wird bereits getan, das ist gut, es findet bereits eine gute Zusammenarbeit statt. Aber es gibt Defizite, etwa bei der Anzahl Heilpädagoginnen und Heilpädagogen. Deshalb erstaunt es ein wenig, dass es hier drin Leute beziehungsweise Fraktionen gibt, die diese Planungserklärung ablehnen, die – wie es der Regierungsrat empfiehlt – Massnahmen in diesem pädagogischen Bereich umsetzen will. Ich danke allen, die unsere Planungserklärung unterstützen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion nimmt den Bericht zur Kenntnis.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Um es vorwegzunehmen: Wir nehmen den Umfassenden Bericht dankend zur Kenntnis. Zuerst ein paar Zahlen, die ich aus dem Bericht herausgegriffen habe. Wir sprechen von maximal 4 Prozent aller Kinder, die eine ADHS-Diagnose haben. Davon wird weniger als die Hälfte mit Ritalin behandelt, und diese Behandlung erfolgt zumeist vorübergehend. Es sind somit kleine Zahlen. Ritalin wird im Kanton Bern und in der ganzen Schweiz, aber auch im internationalen Vergleich in einem vergleichbaren Umfang abgegeben. Seit 2011 sind die Verkaufszahlen stabil. Das Bundesamt für Gesundheit (BAG) monitorisiert diese, denn bei der Abgabe solcher Medikamente handelt es sich um einen einschneidenden Eingriff, den man auf dem Radar behalten muss. Es gibt andere Therapieangebote und alternative Arrangements sowie Fach- und Beratungsstellen und Fachpersonen, die konsultiert werden können.
Das Wichtigste ist Folgendes: Das kantonale strategische «Konzept Sonderschulbildung» soll das Angebot und die Organisation der schulischen Fördermassnahmen noch verbessern. Wir sind hier dran. Es ist etwas sehr Wertvolles. Es geht um schulische Angebote, die nicht nur für Kinder mit ADHS da sind, sondern für alle Kinder, die eine Sonderschulbildung benötigen.
Nun zur Planungserklärung von Grossrätin Gabi. Aus unserer Sicht sieht es so aus, als würde man aus einem Gesamtkonzept etwas herauspicken, indem man nur die ADHS-Kinder vermehrt anschaut. Nein, wir wollen, dass das Gesamtkonzept angeschaut wird. Deshalb lehnen wir die Planungserklärung ab.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Die EDU-Fraktion ist dankbar für den aufschlussreichen Bericht der Regierung, der die verschiedenen Herausforderungen gut darstellt. Wir sind erleichtert darüber, dass sich die Zahlen seit 2011 stabilisiert zu haben scheinen, wenn auch auf einem doch relativ hohen Niveau. Eine Mehrheit der EDU-Fraktion lehnt die vorliegende Planungserklärung ab, weil sie uns zu offen formuliert ist.
Abschliessend möchte ich noch auf eine Problematik hinweisen, die aus meiner Sicht im Bericht vernachlässigt wurde. Es geht um das Problem der möglichen Fehldiagnosen. Verschiedene Fachpersonen, die sich intensiv mit Autismus-Spektrum-Störungen beschäftigen und mit denen ich in Kontakt stehe, sind der Ansicht, dass es oft auch zu falsch-positiven ADHS-Diagnosen kommt, und dass Jugendliche mit Autismus-Spektrum-Störungen zu selten erkannt werden. Einen weiteren Bereich möglicher Fehldiagnosen führt Bruce D. Perry auf, ein führender Kindertraumaspezialist aus den USA. Gemäss ihm können Traumafolgestörungen Dissoziationen oder Übererregungsreaktionen verursachen

und damit zu Symptomen führen, die mit jenen des ADHS in Verbindung gebracht werden. Ich schliesse mit einem Zitat aus seinem Buch «Der Junge, der wie ein Hund gehalten wurde»: «Wir sind zu der Auffassung gelangt, dass viele posttraumatische psychiatrische Symptome in Wirklichkeit mit Dissoziations- oder Übererregungsreaktionen in Verbindung stehen, die bei der Erinnerung an das Trauma auftreten. Diese Reaktionen können Menschen helfen, das unmittelbare Trauma zu überleben; wenn sie jedoch bestehen bleiben, können sie schwerwiegende Probleme in anderen Bereichen des Lebens verursachen.» Nochmals ein Danke an die Regierung. Ich denke, wir werden dieses Thema ein andermal wieder genauer anschauen.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (BDP). Der Bericht sollte uns aufzeigen, ob die Abgabe von Methylphenidat an Kinder und Jugendliche im Kanton Bern ein zunehmendes Problem sei. Das Resultat zeigt zwar einen starken Anstieg bis zum Jahr 2011, aber danach blieb die Abgabe stabil. Es wird dargelegt, dass die Zahlen des Kantons Bern mit denjenigen anderer Kantone vergleichbar sind, und dass bereits andere Therapieangebote bestehen. Der Regierungsrat bestätigt uns mit diesem Bericht, dass viel getan wird und eine Weiterentwicklung permanent stattfindet. Wir nehmen den Bericht deshalb so zur Kenntnis und stimmen auch der Abschreibung des Postulats zu.
Zur Planungserklärung SP-JUSO-PSA, Gabi und Jordi: Den ersten Satz könnte man annehmen, weil wir dies bereits tun. Aber für uns ist es nicht angezeigt, spezielle Massnahmen mit Planungserklärungen in den Vordergrund zu rücken. Der zweite Satz verlangt mehr Ressourcen. Der BDP reichen jedoch die Bemühungen und Anpassungen, die gemäss Bericht vorgesehen sind. Mehr Ressourcen will die BDP nicht sprechen. Deshalb lehnt die Fraktion der BDP diese Planungserklärung ab.

Präsident. Ich gebe dem Motionär das Wort. Seine Motion hat zu diesem Bericht geführt. Grossrat Seiler hat das Wort.

Michel Seiler, Trubschachen (Grüne). Dies ist ein «Kreativitätsarmuts-Bericht». Stimmen Sie gegen diese Abschreibung! Kinder kommen mit ureigenen, einzigartigen inneren Fähigkeiten, mit einer eigenen Botschaft und mit viel Vertrauen auf die Welt. In familiärer, wärmender und freudiger Umgebung gedeihen sie prächtig und entwickeln selbstständig ihren Urgrund für das Menschsein, frei und ohne Anweisungen. Dann kommt, viel zu früh und jedes Jahr stärker, das Eingespannt-Sein in die Futterkrippe der Schule. Wenn dieses Futter Übelkeit verursacht, wird das Kind dem Psychiater vorgeführt. Wenn die Krankheit ADHS festgestellt wird, bekommt der Schüler Psychopharmaka, damit der Schulstoff dem Schüler bekömmlich werden soll.
Viele Ärzte und Hirnforscher, wie zum Beispiel Remo Largo und Gerald Hüther, haben eine radikal andere Sichtweise. Diese entspricht auch meiner fünfzigjährigen Erfahrung mit Kindern. ADHS ist keine Krankheit, es ist eine Besonderheit. Diese Kinder können sich mit diesem Schul-Einheitsbrei nicht gesund ernähren. Sie können ihre ureigenen Fähigkeiten nicht entwickeln und sie der Welt nicht zeigen. Ihre Fähigkeiten werden immer mehr mit Müll zugeschüttet. Dies sind traumatische Erfahrungen, die die Kinder blockieren und hemmen. Verzweifelte Enthemmungsausbrüche dieser Gehemmten werden so zu Amoktaten. Wir stehen hier vor der Grundsatzfrage: Wollen wir weiterhin Kinder für diese sieche Welt in der Reparaturschule zurechtbiegen und zwangsumerziehen und Ja zu diesem Bericht und dem Antrag der Schule sagen? Oder sagen wir hier und jetzt Nein für einen Neuanfang für diese unerkannten Kinder, die sich in dieser Welt als Fremde fühlen? Ich helfe gerne mit, neue Ideen zu entwickeln.

Präsident. Ich gebe dem Gesundheitsdirektor das Wort.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Le rapport qui vous est soumis vous donne un bon aperçu de la situation. En résumé, je relèverai les points suivants: la prescription de méthylphénidate s'est accrue jusqu'en 2011. Depuis lors, aucun signe d'augmentation n'a été constaté. Le méthylphénidate est prescrit uniquement si une grande souffrance a été mise en évidence, et si d'autres mesures thérapeutiques sont conjointement mises en œuvre. Les diagnostics établis soigneusement avec le concours de spécialistes, permettent d'éviter les faux positifs conduisant à des thérapies inutiles. En recourant à des méthodes adaptées, et en mettant en place des formations spécifiques destinées aux enseignants, spécialisés ou non, il est possible de limiter les besoins en traitement médicamenteux des enfants atteints du trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH). A l'instar de la Confédération, le canton de Berne n'a donc aucune raison de restreindre l'utilisation de ce médicament déjà soumis à la surveillance des autorités sanitaires. C'est

pourquoi le gouvernement vous invite donc à prendre connaissance de ce rapport. Pour ce qui est de la déclaration de planification, aujourd'hui déjà de nombreuses mesures ont été prises. Cette année, je suis venu devant vous, vous demander une rallonge budgétaire exactement par rapport à cette thématique. Pourquoi? Parce que nous avions autorisé plus de classes que prévu, parce que nous avions autorisé un suivi «1:1» pour des enfants le nécessitant. Nous sommes bien entendu en contact avec la Direction de l'instruction publique, tout particulièrement dans le cadre de la stratégie pour la pédagogie spécialisée, qui rejoindra cette direction dans peu de temps, raison pour laquelle je vous invite à rejeter cette déclaration de planification.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Zuerst stimmen wir über die Planungserklärung ab. Wer die Planungserklärung der SP-JUSO-PSA, Gabi und Jordi, annimmt, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung SP-JUSO-PSA [Gabi Schönenberger, Schwarzenburg / Jordi, Bern])

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	61
Nein	88
Enthalten	1

Präsident. Sie haben die Planungserklärung abgelehnt mit 61 Ja- zu 88 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung. Wir kommen zur Kenntnisnahme des Berichts. Wer den Bericht zur Kenntnis nehmen will, stimmt Ja, wer die Kenntnisnahme ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme

Ja	139
Nein	8
Enthalten	3

Präsident. Sie haben den Bericht zur Kenntnis genommen mit 139 Ja- zu 8 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen.

Geschäft 2017.RRGR.544

Motion 201-2017 Sancar (Bern, Grüne)
Die Gesundheitsversorgung von asylsuchenden Frauen verbessern

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 86, einer Motion Sancar, Grüne: «Die Gesundheitsversorgung von asylsuchenden Frauen verbessern». Die Regierung lehnt diese Motion ab. Ich gebe dem Motionär das Wort.

Haşim Sancar, Bern (Grüne). Mit der Motion, die wir in ein Postulat umwandeln, möchten wir erreichen, dass die Gesundheitsversorgung von asylsuchenden Frauen in den Asylzentren besser organisiert wird. Die schwangeren Frauen und jungen Mütter, die hier in Flüchtlingsunterkünften wohnen, tragen einschneidende Erlebnisse der Flucht mit sich. Viele unter ihnen haben Gewalt erfahren und sind traumatisiert. Mütter mit kleinen Kindern und schwangere Frauen, die hier gebären,

brauchen besondere Aufmerksamkeit, damit ihr Grundrecht auf Gesundheit gewährleistet ist. Eine adäquate Behandlung und Gesundheitsversorgung ist also absolut notwendig. Diese Frauen brauchen Unterstützung, ihrer Gesundheit und ihren Kindern zuliebe. Dieser Aufwand hat auch eine präventive Wirkung. So können Folgekosten durch ungenügende oder falsche Behandlung vermieden werden. Eine gute und frühe Gesundheitsversorgung verbessert die Befindlichkeit der betroffenen Frauen. Sie lohnt sich aber auch finanziell und entlastet das Gesundheitssystem. Mit dem Vorstoss, den wir in ein Postulat umwandeln, verlangen wir nicht eine spezielle Behandlung aller Frauen. Vielmehr geht es darum, dass die Organisation der Betreuung von schwangeren Frauen und jungen Müttern in Bezug auf ihre sexuelle und reproduktive Gesundheit während ihres Aufenthalts in den Asylzentren im Kanton Bern verbessert wird. Hier geht es also um eine Gruppe besonders verletzlicher Frauen, denen wenige Möglichkeiten und Ressourcen zur Verfügung stehen, um sich selber zu schützen. Zudem fehlen ihnen die nötigen Informationen über die Organisation der sexuellen und reproduktiven Gesundheit. Diese Lücke kann geschlossen werden, wenn gut ausgebildete Fachpersonen und Übersetzungsfachleute zur Verfügung stehen, um mit diesen Frauen Gespräche zu führen. Nur so ist es möglich, ihre Anliegen in Erfahrung zu bringen und entsprechende Massnahmen einzuleiten.
Eine Studie des Departements Gesundheit der Berner Fachhochschule (BFH) hat gezeigt, dass die Organisation der Betreuung dieser Zielgruppe im Kanton Bern Mängel aufweist, die eigentlich nicht sein müssten. Es wäre gut, es würden zum Beispiel früh genug Hebammen für die Geburtsvorbereitung beigezogen und bei Sprachschwierigkeiten wären Übersetzungsfachleute dabei. In Bern sind die schwangeren Frauen und jungen Mütter leider oft sich selbst überlassen. Ohne Übersetzung ist eine minimale Verständigung vielfach kaum möglich. Missverständnisse können indes erhebliche Kostenfolgen verursachen, die mit einer guten Kommunikation und fachgerechten Betreuung vermieden werden können. Der Regierungsrat nennt in seiner Antwort auf die Motion, die wir in ein Postulat umgewandelt haben, einige statistische Zahlen. Dafür möchte ich herzlich danken. Wir wissen jetzt, dass in den Asylzentren jährlich 200 Kinder zur Welt kommen. 200 Geburten pro Jahr sind nicht wenig. Es ist klar, dass jede Verbesserung der Betreuung eine gute Wirkung erzielt – für die Frauen, für die Kinder und auch für den Kanton selbst. Der Handlungsbedarf ist gross und dringlich. Der Regierungsrat schreibt selber in seiner Antwort: «Er ist sich bewusst, dass Handlungsbedarf im Bereich der Gesundheitsversorgung insbesondere von asylsuchenden Frauen besteht.» Nichtsdestotrotz lehnt er den Vorstoss ab. Wie soll ich diesen Widerspruch einordnen? Die einzigen Begründungen des Regierungsrats sind finanzielle Überlegungen. Doch diese Überlegungen sind leider falsch. Ich habe es am Anfang gesagt: Eine frühzeitige und fachgerechte Gesundheitsversorgung hat eine präventive Wirkung und ist langfristig die günstigere Variante. *(Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen.)* Ich komme zum Schluss und danke vielmals für die Aufmerksamkeit.

Präsident. Spricht Grossrätin Imboden für die Fraktion der Grünen oder als Mitmotionärin? – Sie spricht für die Fraktion. Gut, dann hat zuerst Grossrätin Riesen für die SP-JUSO-PSA-Fraktion das Wort.

Maurane Riesen, Sonceboz-Sombeval (PSA). Au nom du groupe PS-JS-PSA nous vous invitons à accepter cette motion transformée en postulat. Le canton de Berne a des responsabilités auprès de la population qui vient chercher l'asile en Suisse. Une couverture de soins adéquate en est une. Dans sa réponse, le Conseil-exécutif reconnaît que l'accès aux soins des requérantes et requérants d'asile dans le canton de Berne devrait être amélioré. Les femmes migrantes sont un groupe de personnes particulièrement vulnérables: un grand nombre de ces femmes ont vécu des traumatismes et elles proviennent de contextes culturels très divers et différents de chez nous, spécialement en ce qui concerne la sexualité. Il est nécessaire que des personnes qualifiées, qui sont formées à l'encadrement de personnes issues de l'immigration, les prennent en charge. Il faut qu'il y ait un suivi entre le personnel qui s'occupe des requérantes au quotidien et le personnel de santé. Le système vaudois propose une alternative cohérente. Le système de soins est organisé en réseau de prise en charge, coordonné par des centres de santé. Ce réseau assure une gestion des cas avec des personnes qualifiées et habituées aux situations spécifiques de ces femmes. Le système bernois est complétement décentralisé et cela pose problème. Le Conseil-exécutif mentionne à juste titre l'exemple de l'association «Mamamundo», qui propose aux migrantes des cours de préparation à la naissance. Mais ces cours ont lieu en ville de Berne. Pour les femmes enceintes qui sont logées dans des régions rurales, les trajets peuvent être compliqués à faire, et beaucoup de femmes doivent y renoncer. Des services similaires régionaux seraient nécessaires.

Avec le transfert de l'asile sous la responsabilité de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, ce serait l'occasion de repenser le système de soins des requérantes et requérants d'asile qui présente actuellement d'importantes lacunes. Les deux premiers points de la motion permettent de combler en partie ces lacunes, c'est pourquoi nous vous invitons à les approuver.
Concernant le troisième point: lorsqu'on parle de santé sexuelle et reproductive, cela inclut la maternité, la contraception, les maladies sexuellement transmissibles, mais aussi les viols, les mutilations et d'autres violences. Ces thèmes sont très sensibles et déjà difficiles à aborder dans un contexte «normal» avec des femmes suisses, lors d'une visite médicale dans leur langue et dans un cadre connu. Imaginez-vous être un médecin gynécologue, devoir demander à une femme le nombre de partenaires sexuels qu'elle a eus, comprendre quelle violence physique elle a subi. Ceci, dans un mélange de langue et de mimes parce que la personne ne comprend pas l'allemand ou le français. Peut-être qu'elle est accompagnée de son enfant qui se débrouille en anglais et qui se charge de faire la traduction, et par la même occasion est confronté à l'histoire intime de sa mère.
Le groupe PS-JS-PSA considère qu'il est absolument nécessaire que le canton de Berne assure un interprétariat. Les questions de santé sont délicates et ne doivent pas être prises à la légère: il faut des personnes aptes à traduire correctement le ressenti des patientes et patients, ainsi que les diagnostics et consignes du médecin. Recourir à des informations illustrées n'est de loin pas suffisant. Vous pensez vraiment qu'un dessin de papillomavirus humain suffira à faire comprendre à une patiente qu'elle risque peut-être d'avoir bientôt un cancer du col de l'utérus?
Le gouvernement reconnaît que la barrière linguistique constitue un obstacle à la prise en charge des requérants et requérantes. Nous ne pouvons pas, pour des raisons financières, mettre en péril la santé et l'honneur de ces femmes et avons la responsabilité de les prendre en charge de manière correcte. Il est primordial que le canton assume les frais de traduction et se donne les moyens pour assurer la compréhension dans le domaine de la santé. Le groupe socialiste considère donc le troisième point comme un service primordial et recommande de l'accepter.
Le postulat dans son ensemble soulève un problème important et apporte des solutions cohérentes et nécessaires. Le groupe PS-JS-PSA vous recommande donc vivement d'accepter ce postulat.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Ich nehme es vorweg: Die glp-Fraktion wird auch einem Postulat nicht zustimmen, sondern dieses ablehnen. Ich versuche nun kurz, Ihnen die Problematik dieses Vorstosses zu erläutern. Der Kanton Waadt hat ein Modell, bei dem die gesamte Gesundheitsversorgung im Asylbereich von aussen gesteuert und behandelt wird. Der Kanton Bern hat seit Jahren ein anderes Modell, welches derselben Logik folgt wie der gesamte Bereich: Er hat ein integriertes Modell in den Asylzentren, bei welchem es darum geht, dass die Krankenschwestern mit den Ärzten und den anderen Anbietern der Region die Gesundheitsversorgung bewerkstelligen. Dieses Modell hat Vor- und Nachteile. Einer der Hauptkritikpunkte – übrigens in ähnlicher Form auch des Waadtländer Modells – besteht darin, dass die Versorgung und der Datenaustausch mit den zuständigen Ärzten in den Regionen, also mit dem Gesundheitssystem ausserhalb der Zentren, zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht optimal laufen. Das ist so. Dies kann man innerhalb des bestehenden Modells verändern. Auch das Waadtländer Modell weist hier Probleme auf. So sind zum Beispiel die Gynäkologen nicht ins Gesundheitssystem integriert. Dort findet auch kein Datenaustausch statt, was im Bericht kritisiert wird.
Welche Vorteile hat das Berner Modell auch in Zukunft für die medizinische Versorgung im Asylbereich? Wenn wir mit dem Projekt «Neustrukturierung des Asylbereichs im Kanton Bern (NA-BE)» ein Fünf-Regionen-Modell anwenden, was bereits beschlossen ist, dann ist es unabdingbar, dass wir auch die gesamte Gesundheitsversorgung der Asylzentren als erste Stufe mit den Regionen vernetzen können. Das heisst, alle integrierten Modelle haben einen Vorteil, denn je nach Asylzentrum sind die ganz normalen Versorger der jeweiligen Umgebung zuständig für die Behandlung und Betreuung. Nicht zuletzt sieht NA-BE auch vor, diese Personen in einem zweiten Schritt in Wohnungen zu platzieren, wenn sie die Kriterien erfüllen. Auch dort ist es sinnvoll, dass man die Behandlung mit jenen Ärzten, die man unter Umständen schon im Zentrum kennenlernen konnte, weiterführen kann. Damit ist eine Kontinuität in der Betreuung möglich. Ich habe es schon gesagt: Die jetzt bestehenden Mängel bestreitet auch die glp nicht. Man kann diese jedoch mit klaren, verbindlichen Regelungen in den Leistungsverträgen beheben. Man kann dort explizit einen Schwerpunkt setzen, wenn man will. Das gewählte Modell ist aus meiner Sicht in dieser Hinsicht für den Kanton Bern die sicherere und zukunftsträchtigere Variante.
Zu Punkt 3: Bei jeder Betreuung soll ein Dolmetscher dabei sein. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wenn wir dies einführen, dann können wir das Asylwesen irgendwann nicht mehr finanzieren. Dies ist nur ein Punkt. Ich habe zudem im Rahmen meiner Erfahrung mit der Betreuung von Asylsuchenden

immer Folgendes erlebt: Sobald grosse Sprachprobleme vorliegen, holt man eine gut ausgebildete Person aus diesem Kulturkreis, die den Besuch bei den Ärzten begleitet. Dies ist überhaupt kein Problem. Dort, wo es Probleme gab, konnten wir diese recht schnell lösen. Aus diesen Gründen ist auch der Punkt 3 für uns als Postulat nicht sinnvoll. Ich weiss es aus Erfahrung: Wenn es um ganz heikle Situationen und um schwere Krankheiten geht, wird je nachdem eine Dolmetscherin oder ein Dolmetscher beigezogen. Nicht zuletzt ist es in einer solchen Situation viel wichtiger, eine Frau dabeizuhaben, wenn es um Frauenthemen geht, weil die Schamgrenze so hoch ist, dass ein Mann das Vertrauen dieser Frauen nicht hat, auch wenn er ein ausgezeichneter Dolmetscher ist. Es gibt somit viele Aspekte, die noch relevanter sind. Der Punkt 1 verlangt klar, dass ein Modell ausgearbeitet werden soll, das sich am Kanton Waadt orientiert. Dies ist für uns keine valable Variante. Aus diesem Grund werden wir auch ein Postulat ablehnen.

Stefan Hofer, Bern (SVP). Das einzige Gute an diesem Vorstoss ist, dass wir von der SVP einmal festhalten können, dass wir hinter einer gezielten humanitären Unterstützung stehen und Asylbewerberinnen und Asylbewerbern, die an Leib und Leben bedroht sind, Schutz bieten wollen. Aber dies ist ja bekanntlich eine Bundesaufgabe. Das vorliegende Postulat verlangt, dass gebärfähige Asylbewerberinnen eine bessere Versorgung erhalten als die ständige Wohnbevölkerung, welche Prämien bezahlt. Grundsätzlich haben die asylsuchenden Personen im Kanton Bern die genau gleiche gesundheitliche Betreuung wie wir alle und sind via Kanton obligatorisch bei einer Krankenkasse versichert. Bei ihrer Ankunft wird im Erstaufnahmezentrum ein Gesundheitscheck gemacht. Danach werden die Asylbewerberinnen und Asylbewerber von Hausärzten und Spitälern versorgt. Neben allen üblichen vorgeburtlichen Untersuchungen durch Gynäkologen werden bereits für schwangere Asylbewerberinnen und Flüchtlingsfrauen von der GEF finanzierte Geburtsvorbereitungskurse in der jeweiligen Landessprache angeboten. Die Forderung, dass Übersetzer bei Arztbesuchen zur Verfügung gestellt werden sollen, ist absurd. Es würden riesige zusätzliche Kosten entstehen, die wiederum von der Allgemeinheit getragen werden müssten.
Im Kanton Bern sind circa 500 gebärfähige Asylbewerberinnen in Asylzentren untergebracht. Sie gebären jährlich 200 Kinder. Es ist unverständlich, dass man, wenn man auf der Flucht ist und in Anspruch nimmt, Schutz zu erhalten, so unverantwortlich handelt und neues Leben in die Welt setzt, und dies auch noch in einer so hohen Kadenz. Die Forderung dieses Postulats ist ein Affront, ja sogar ein Hohn gegenüber allen, die ordentlich Prämien bezahlen, da Asylbewerberinnen bessergestellt werden sollen als die zahlenden Versicherten. Die SVP lehnt auch das Postulat mit zusätzlichem Kopfschütteln sehr deutlich ab.

Beatrice Eichenberger, Biglen (BDP). In der Schweiz steht allen Asylsuchenden, weiblichen wie männlichen, dieselbe medizinische Grundversorgung zu wie der Wohnbevölkerung. Nach dem Gesundheitscheck in den Bundesasylzentren liegt die Zuständigkeit beim Hausarzt. Beim Übertritt in eine kantonale Asylunterkunft erhält die zuständige Behörde das medizinische Dossier des Bundesasylzentrums. Die meisten kantonalen Kollektivunterkünfte verfügen über Betreuerinnen und Betreuer mit Kompetenzen im Gesundheitsbereich. Wir sind uns bewusst, dass vermutlich jede asylsuchende Frau Dinge erlebt hat, die für uns unvorstellbar sind. In ihrem Herkunftsland hat sie jedoch bestimmt keine so hoch qualifizierte Gesundheitsversorgung erhalten, wie sie sie hier in der Schweiz erhält. Die BDP-Fraktion ist der Meinung, dass mit dem bestehenden Angebot eine gute und umfassende Grundversorgung bereits gewährleistet ist. Sie lehnt diese Motion deshalb ab. Über die Haltung gegenüber einem Postulat haben wir nicht diskutiert.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Wir haben es bereits von den Vorrednerinnen gehört: In den Berner Asylzentren leben 100 Säuglinge und 200 Kinder, und es gibt jährlich 200 Geburten. Ich danke der Vorrednerin, Beatrice Eichenberger, dass sie für die schwierige Situation der Betroffenen etwas mehr Empathie aufgebracht hat als der Vorredner von der SVP. Ich denke, dass all jene, die selber Kinder haben oder in deren Umfeld Kinder sind, wissen, dass es ein spezieller Moment ist, wenn man ein Kind bekommt. All jene, die schon Fluchterfahrung haben, können sich in die Situation einer geflüchteten Person hineinversetzen. Das werden die wenigsten in diesem Saal sein; auch ich habe diese Erfahrung nicht gemacht. Es ist sehr speziell, wenn man sich in einem anderen Land in einem Asylverfahren befindet und dann noch Kinder bekommt. Dies ist eine Ausnahmesituation, und es ist eine sehr heikle Situation. ie grüne Fraktion ist froh, dass dieses Thema auf der Traktandenliste steht. Wir haben den Bericht des Departements Gesundheit der BFH. Diese führt mit dem Lindenhofspital und mit der Universität Basel diesen Freitag eine Tagung durch, um dieses Thema zu diskutieren. Zurück

zum Vorstoss. Wir danken der Regierung, dass sie den Handlungsbedarf anerkennt. Sie schreibt, dass es tatsächlich gewisse Probleme gebe. Es steht: «Der Regierungsrat ist sich bewusst, dass Handlungsbedarf im Bereich der Gesundheitsversorgung insbesondere von asylsuchenden Frauen besteht.» Er schreibt auch selber, wo es diesen Bedarf gibt. Einerseits sind die Asylzentren heute sehr dezentral organisiert. Sie werden über Aufträge der POM gesteuert. Hier braucht es eine bessere Vernetzung der verschiedenen Akteurinnen und Akteure. Ja, es ist so, dass der Zugang zum Gesundheitssystem gewährleistet ist. Dies ist eine wichtige Errungenschaft, welche von den Grünen auch unterstützt wird. Andererseits gibt es ein Problem bei der Vernetzung der verschiedenen Akteurinnen und Akteure. Gerade im Bereich der Geburtshilfe und der vorgeburtlichen Untersuchungen braucht es eben nicht nur Gynäkologinnen und Gynäkologen, Ärztinnen und Ärzte, sondern es braucht auch nichtuniversitär ausgebildetes Personal wie etwa Hebammen und Mütterberaterinnen. All diese verschiedenen Akteurinnen sollen unterstützt werden. Die grüne Fraktion unterstützt den vorliegenden Vorstoss in der Form eines Postulats.
Ich möchte nochmals an das erinnern, was der Punkt 1 des Postulats fordert: Er sagt, es brauche eine integrierte Gesundheitsversorgung, die den Gesundheitsbedürfnissen der asylsuchenden Frauen entspricht. Ich denke, die wenigsten in diesem Saal können etwas dagegen haben, dass man die verschiedenen Akteurinnen und Akteure aus dem Gesundheitswesen miteinander vernetzt. Nicht von ungefähr wird denn auch diese Fachtagung von den verschiedensten Fachorganisationen aus dem Gesundheitswesen mitunterstützt. Ich bitte all jene, die sich dafür interessieren, sich das Ganze auf der Website der Abteilung Gesundheit der BFH anzuschauen. Dies betrifft sowohl die Ärztinnen und Ärzte als auch das übrige medizinische Personal. Es betrifft auch die Fachgesellschaft der Gynäkologinnen und Gynäkologen und überhaupt all jene Personen, die sich dieser Frage annehmen. Wir täten gut daran, diesen Vorstoss als Postulat zu unterstützen. Die grüne Fraktion wird dies tun und hofft, dass Sie dem folgen.

Christine Schnegg, Lyss (EVP). Einerseits sehen wir die nicht immer optimale Versorgungssituation der asylsuchenden Frauen in den Zentren. Andererseits sind wir wie der Regierungsrat der Meinung, dass diese Frauen genau dieselbe medizinische Versorgung in Anspruch nehmen können wie die ständige Wohnbevölkerung, und dass sie im Prinzip gut versorgt sind. Ich sage: im Prinzip. Wir sehen auch, dass die Unwissenheit über unser Gesundheitssystem sowie Sprachbarrieren ein Hindernis für eine angemessene medizinische Versorgung dieser Frauen in den Zentren sein können. Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, dass die Organisation der Gesundheitsversorgung von den Zentrumsbetreibenden abhängt. Hier nehmen wir den Regierungsrat beim Wort und hoffen, dass er auf kantonaler Ebene den Betreiberinnen und Betreibern von Unterkünften konkrete Vorgaben zu den Angeboten und zur Organisation der Gesundheitsversorgung machen wird. Wir hoffen, dass diese Vorgaben eine bessere Koordination, eine bessere Information und damit eine bessere Nutzung der vorhandenen Ressourcen – sprich Hausärzte, Gynäkologen, Hebammen und so weiter – bringen werden. Wir hoffen aber auch, dass nicht unbedingt eine neue Organisation aufgebaut werden muss, sondern dass die klaren Vorgaben schon eine grosse Verbesserung bringen. Wir sehen das Problem der Übersetzung, das auch eine finanzielle Herausforderung darstellt. Ein Teil der EVP unterstützt deshalb das Postulat. Vielleicht wäre eine Art «Gesundheitskonzept light» möglich. Wir bitten den Regierungsrat, nochmals genau hinzuschauen und zu prüfen, ob man noch etwas weitergehen könnte als nur bis zur Information der Zentren. Deshalb unterstützt ein Teil der EVP das Postulat.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Die EDU anerkennt, dass es im Bereich der Gesundheit von asylsuchenden Frauen durchaus Handlungsbedarf gibt. Grösstenteils dürfte dieser auch auf die schwache Stellung der Frauen in bestimmten Kulturen zurückzuführen sein, sowie auf eine geringere Gesundheitskompetenz aufgrund eines tieferen Bildungsniveaus. Es ist natürlich schwierig, das alles wettzumachen und aufzuholen. In der Schweiz können Asylsuchende von einem der besten Gesundheitssysteme der Welt profitieren und dieses nutzen. Der Bund, die Kantone und die Gemeinden geben jährlich mehrere Milliarden Franken für den Asylbereich aus. Wir sind daher der Ansicht, dass es nicht Aufgabe des Kantons ist, alle bestehenden Defizite und Mängel aufzufangen. In diesem Sinne schliessen wir uns der Antwort des Regierungsrats an und möchten in diesem Bereich zurzeit keine höheren Ausgaben tätigen. Hilfreich wären sicher ein stärkerer Einbezug der Zivilgesellschaft und die Ausschöpfung der Freiwilligenarbeit in diesem Bereich, um das bestehende Problem anzugehen.

Marianne Teuscher-Abts, Roggwil (FDP). Vieles wurde schon gesagt. Der Regierungsrat wird beauftragt, ein Konzept zur integrierten Gesundheitsversorgung für die Gesundheitsbedürfnisse von

asylsuchenden Frauen zu erarbeiten. Es soll ein System erarbeitet werden, welches das Wohlbefinden der Bewohnerinnen in den Unterkünften misst. Der Kanton Bern soll zudem Übersetzungsdienste für die Gesundheitsversorgung, für Arzttermine und Therapien von Asylsuchenden zur Verfügung stellen. Diese Motion ist wohl sehr gut gemeint, lieber Grossrat Sancar und liebe Grossrätin Imboden, aber für uns geht sie zu weit. Zu den Ziffern 1 und 2: Für die Gesundheitsversorgung von Asylsuchenden besteht in der Schweiz der Grundsatz, dass Asylsuchende das Recht auf dieselbe medizinische Versorgung haben wie die ständige Wohnbevölkerung. Asylsuchende werden vom Kanton zudem auch noch bei der obligatorischen Krankenkasse versichert. Nach dem Gesundheitscheck in den Bundeszentren werden sie einem Hausarzt als Erstversorger zugeteilt. Bei Bedarf werden diese Patienten dann an Spezialisten oder an andere Gesundheitsfachpersonen weitergeleitet. Zur Geburtsvorbereitung für Migrantinnen gibt es bereits das Angebot «Mamamundo» in der jeweiligen Muttersprache. Dieses wird ebenfalls von der GEF finanziert. Es ist für uns nachvollziehbar, dass der Regierungsrat kein neues zentralisiertes Gesundheitsversorgungssystem im Asylwesen aufbauen will.
Zu Ziffer 3: Der Regierungsrat stellt eine erschwerte Versorgung von Asylsuchenden durch sprachliche Barrieren fest. Allerdings ist er der Auffassung, dass sich die Betreiber der Durchgangszentren vermehrt fachlich zu Gesundheitsfragen austauschen und bewährte Praktiken fördern und verbreiten sollen. Die FDP-Fraktion empfiehlt Ihnen, diese Motion im Sinne der Regierung abzulehnen, auch als Postulat, weil der Vorstoss schlichtweg nicht nötig ist.

Präsident. Als Einzelsprecherin spricht Grossrätin Hässig.

Kornelia Hässig Vinzens, Zollikofen (SP). Eigentlich wollte ich nichts sagen, aber ich stehe jetzt trotzdem am Rednerpult. Ich fasse mich kurz. Frauen und Kinder auf der Flucht sind eine wirklich verletzliche Gruppe. Die meisten begeben sich auch nicht freiwillig auf die Flucht. Frauen werden missbraucht und als Ware behandelt. Es ist nicht mehr als recht, dass man ihnen hier wieder Respekt und Menschenwürde zurückgibt. Die Kinder und die Frauen sind traumatisiert. Es ist unanständig, in diesem Saal solch abschätzige Bemerkungen zu machen. Deshalb bin ich ans Rednerpult getreten. Ich bitte darum, solche abschätzigen und peinlichen Bemerkungen in Zukunft bleiben zu lassen, wie sie vorhin aus einem männlichen Mund geäussert wurden, dessen Besitzer jetzt gerade aufs Handy schaut. Mit der Überweisung dieses Postulats können Sie beweisen, dass Sie keine solch abschätzige und peinliche Haltung einnehmen.

Präsident. Der Gesundheitsdirektor hat das Wort.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Cette motion demande d'améliorer les soins de santé fournis aux requérantes d'asile. Notre système de santé est d'ores et déjà très performant et offre toutes les prestations nécessaires à l'ensemble de la population, y compris à celle issue de la migration. Les offres disponibles sont diversifiées et accessibles à tout un chacun. Les requérants et requérantes d'asile sont soignés dans les structures ordinaires et accèdent ainsi à l'ensemble des prestations nécessaires. Je crois que le canton de Berne peut être fier des soins qu'il peut mettre à disposition de l'ensemble de ses habitants et habitantes. Le canton contribue d'ores et déjà à améliorer les soins médicaux, par exemple, au travers de son soutien au programme d'assistanat au cabinet médical, devant renforcer la médecine de premier recours, ou via l'association «Mamamundo» qui propose aux migrantes des cours de préparation à la naissance dans leur langue.
L'organisation des soins de santé primaires dans les centres d'hébergement collectif dépend des exploitants. Le canton leur impose peu de prescriptions concrètes. Il prévoit toutefois de préciser les directives et les conditions à remplir. L'appel systématique à des interprètes lors des visites médicales épuiserait très rapidement les montants à disposition et dépasserait largement les capacités disponibles. Il me semble également important de rappeler ici que l'apprentissage de la langue doit être une des principales priorités de toute personne arrivant dans notre pays. Et cet apprentissage est de sa responsabilité, le canton mettant à leur disposition de nombreuses offres adaptées. La communication peut certes être améliorée, sans restructuration ni services d'interprétariat, en recourant à l'information illustrée et en optimisant les échanges entre les centres, le secteur des soins, le personnel d'encadrement et les requérants et requérantes d'asile. C'est pourquoi le gouvernement vous invite à rejeter cette motion, y compris sous la forme d'un postulat.

Präsident. Der Motionär wünscht nochmals das Wort.

Haşim Sancar, Bern (Grüne). Vielen Dank für diese grösstenteils sachliche Diskussion, mit einer einzigen Ausnahme. Allgemein empfand ich die Diskussion als sachlich. Vielen Dank. Der Regierungsrat anerkennt die Mängel im Kanton Bern. Herr Regierungsrat Schnegg hat ganz am Schluss erwähnt, dass die Übersetzungskosten nicht übernommen werden können. Er hat auch die Eigenverantwortung der Betroffenen erwähnt. Man darf nicht vergessen: Es geht um die erste Phase und um komplexe Dinge. Von den Asylsuchenden, die seit ein paar Monaten hier sind, kann man nicht erwarten, dass sie die Sprache soweit gelernt haben, dass sie über die Gesundheitsversorgung, die Sexualität, die Geburtshilfe und so weiter in ausreichendem Mass sprechen können. Für mich ist dieses Argument deshalb nicht stichhaltig.
Kollege Kullmann hat erwähnt, dass die Gesundheitsversorgung eine nationale Aufgabe sei. Dies stimmt teilweise. Wenn die Leute in den Bundeszentren leben, ist es eine Aufgabe des Bundes. Aber in den kantonalen Zentren ist die Gesundheitsversorgung eine kantonale Aufgabe. Deshalb diskutieren wir auch darüber. Sonst würden wir dies nicht tun. Wir diskutieren nicht über die Zuständigkeiten des Bundes. Vielen Dank für Ihre Unterstützung. Ich wäre froh, wenn das Postulat durchkommen würde.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Ich habe nichts von einer punktweisen Abstimmung gehört. Somit stimmen wir über alles zusammen ab. Der Motionär hat in ein Postulat gewandelt. Wer dieses Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	60
Nein	87
Enthalten	0

Präsident. Sie haben das Postulat abgelehnt mit 87 Nein- zu 60 Ja-Stimmen bei 0 Enthaltungen.
Ich habe noch zwei Mitteilungen zu machen. Zum einen haben wir zwei Geburtstagskinder unter uns: Tanja Bauer und Ueli Frutiger. Herzliche Gratulation zum Geburtstag! Ich wünsche Ihnen alles Gute und einen schönen Tag. *(Applaus)*
Dann habe ich noch eine Mitteilung unserer Verantwortlichen für den Sport, Grossrätin Andrea Zryd. Am 17. und 18. August findet das Parlamentarier-Fussballturnier statt. Für die neuen Mitglieder des Grossen Rats: Wir haben eine Sportgruppe und eine Fussballmannschaft. Leider ist der momentane Anmeldestand für das Parlamentarier-Fussballturnier so, dass noch ein paar Leute fehlen. Andrea Zryd hofft, dass sich doch noch ein paar Leute dazu durchringen können, sich anzumelden. Der Austragungsort sei in Schaffhausen, das heisst, Schaffhausen in der Nähe des Bodensees, nicht Schafhausen im Emmental. Alle, die Interesse haben, sollen sich bitte bei Andrea Zryd melden. Es wäre sicher cool, wenn der Kanton Bern eine Mannschaft stellen könnte. Sie wissen ja, dass es für eine Fussballmannschaft mindestens elf Leute braucht. *(Heiterkeit)*

Geschäft 2017.RRGR.675

Motion 247-2017 Zybach (Spiez, SP)
Zukunft Gesundheit: Massnahmen für eine bessere Gesundheitskompetenz der Bevölkerung im Kanton Bern

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 87, einer Motion von Grossrätin Zybach, Spiez, SP: «Zukunft Gesundheit: Massnahmen für eine bessere Gesundheitskompetenz der Bevölkerung im Kanton Bern». Die Regierung will den Vorstoss als Postulat annehmen. Die Motionärin hat das Wort.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Was geschieht, wenn die Patientinnen und Patienten die Informationen der Ärzte und der Pflegenden nicht richtig verstehen? Was geschieht mit Menschen, die schlecht lesen können, in schwierigen Situationen gleichwohl etwas verstehen und informierte Entscheide fällen sollen? – Die Gesundheitskompetenz ist der entscheidende Faktor für eine selbstbestimmte medizinische Behandlung. Um ein Gesamtbild der Gesundheitskompetenz der Schweizer Wohnbevölkerung zu erhalten, hat man im Jahr 2015 die Erhebung «Gesundheitskompetenz 2015» durchgeführt. Daran beteiligt waren das Bundesamt für Gesundheit (BAG) sowie das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) sowie die Stiftung Gesundheitsförderung Schweiz. Die Resultate waren wie erwartet schlecht. Nur jede zehnte Person in der Schweiz verfügt über eine ausgezeichnete Gesundheitskompetenz, das heisst, jeder Zehnte von uns verfügt darüber. Etwa ein Drittel der Bevölkerung erreicht einen ausreichenden Wert. Bei rund 45 Prozent ist der Wert problematisch, und bei 9 Prozent ist die Kompetenz unzureichend. Das heisst, von 100 Personen haben 54 Personen ein Problem mit der Gesundheitskompetenz.
Die Regierung schreibt in ihrer Antwort, dass ihr die Zusammenhänge zwischen dem Gesundheitszustand, der Gesundheitskompetenz und der Nutzung medizinischer Leistungen und Informationen bekannt seien, und dass die Gesundheitskompetenz ein wesentlicher Einflussfaktor sei. Es freut mich, dass die Regierung dies so beurteilt. Die Gesundheitskompetenz ist die Fähigkeit, gesundheitsrelevante Informationen zu finden, zu verstehen, zu bewerten und auch zu nutzen. Weiter gefasste Definitionen berücksichtigen auch Problemlösungsansätze oder Interaktionskompetenzen. Salopp gesagt, geht es darum, dass man etwas lesen kann, dass man es versteht, und dass man das Gelesene danach auch anwenden kann. Die Gesundheitskompetenz ist eine wichtige Voraussetzung, um lange gesund zu leben und um die Angebote des Gesundheitswesens, oder besser gesagt des Krankenwesens, gut nutzen zu können
Wir haben vorhin das Beispiel «Mamamundo» gehört. Dies ist sein sehr wichtiges Angebot, welches übrigens auch mit einem Gesundheitskompetenzpreis ausgezeichnet wurde, weil es genau um dieses Thema geht. Um die Gesundheitskompetenz zu verbessern, kann man verschiedene Dinge tun. Man kann in der obligatorischen Schulzeit anfangen oder sie in die Aus- und Weiterbildungen einbeziehen, insbesondere bei den Gesundheitsberufen. Natürlich kann man diesen Punkt auch bei der Betreuung der Patientinnen und Patienten berücksichtigen. Wenn man etwas zur Förderung der Gesundheitskompetenz tun will, scheint es mir wichtig, bei den Projekten, die der Kanton Bern unterstützt, gut hinzuschauen. Dazu gehört das genannte Projekt «Mamamundo». Ich nenne Ihnen zwei konkrete Beispiele für die Gesundheitskompetenz. Das eine ist das Erstellen von Gesundheitsinformationen. Wir kennen alle die verschiedenen Flyer und Prospekte zu Gesundheitsthemen. Diese müssten so einfach wie möglich geschrieben werden. Es gibt eine Internetseite mit dem Namen «leichtlesbar.ch». Man kann dort Texte eingeben und sieht dann, wie leicht oder wie schwer lesbar sie sind. Es ist sehr spannend, sich dies einmal anzuschauen. Die Resultate liegen auf einer Skala zwischen -20 und 100. Mein eingegebener Motionstext erreicht einen Wert von -3, das heisst, er gehört zu den schweren Texten. Aber schauen Sie einmal, was Sie für Texte schreiben. Dann kann man auch die Gesprächsführung im Spital oder beim Patienten zu Hause anschauen. Man kann Vorwissen abfragen und langsam und deutlich sprechen. Weiter kann man alltagssprachliche Begriffe verwenden, Informationen wiederholen und zurückfragen, um zu sehen, ob man richtig verstanden wurde. Zudem ist es wichtig, die Patienten dazu zu ermuntern, Fragen zu stellen. Die Dinge, die ich erwähnt habe, sind einfach zu realisieren. Sie sind auch nicht unglaublich teuer. Man müsste es einfach tun. Es braucht einen Aktionsplan, der Massnahmen und konkrete Vorschläge enthält.
Diese Motion betrifft auch die Zukunft. Es geht darum, weiterzudenken und eine grössere Migrationsbevölkerung im Auge zu haben, das heisst, es wird mehr Personen geben, die die Sprache schlecht verstehen. Die Motion verlangt, im Rahmen eines Aktionsplans die nötigen Massnahmen festzulegen, damit man die Gesundheitskompetenz der Bevölkerung im Kanton Bern wirklich erhöhen kann. Die Regierung ist bereit, diese Motion als Postulat anzunehmen. Ein Postulat bedeutet, dass man etwas prüft. Das heisst, eigentlich müsste die Regierung prüfen, ob sie einen Aktionsplan mit Massnahmen verfassen will. Wenn Sie jedoch die Antwort aufmerksam gelesen haben, dann sehen Sie, dass sich die Regierung nur überlegt, ob sie diesen Punkt allenfalls in die Strategie zur Gesundheit, die im Moment erarbeitet wird, einbauen möchte. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, ich weiss, dass eine Mehrheit in diesem Saal dazu bereit wäre, ein Postulat anzunehmen. Aber, liebe Kolleginnen und Kollegen, die Zahlen sind so klar! Es braucht wirklich eine Motion. Es braucht ein aktives Handeln und konkrete Massnahmen, es reicht nicht, einfach im Rahmen einer Strategie darüber nachzudenken, was man tun könnte. Ich werde nicht in ein Postulat wandeln.

Präsident. Es wird nicht in ein Postulat gewandelt. Grossrätin Striffeler, sprechen Sie als Mitmotionärin, oder sprechen Sie für die Fraktion? – Sie sprechen als Mitmotionärin. Grossrätin Striffeler hat das Wort für die SP-JUSO-PSA-Fraktion.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (SP). Ein nachhaltiges Gesundheitssystem ist auf gesundheitskompetente Bürgerinnen und Bürger angewiesen. Wer in der heutigen Zeit nicht lesen oder schreiben kann, findet sich in unserer Gesellschaft nur mit Mühe oder gar nicht zurecht. Dass Phänomen wird als funktionaler Analpha… – *(Die Rednerin stolpert über das Wort «Analphabetismus)* – bezeichnet, Sie wissen, was ich meine. *(Heiterkeit)* Trotz des Besuchs der obligatorischen Schule sollen gemäss Schätzungen in Europa etwa 10 Prozent der Bevölkerung davon betroffen sein. Noch grösser ist wahrscheinlich der Prozentsatz der Menschen mit einer fehlenden Gesundheitskompetenz. Damit sind diejenigen Leute gemeint, die Mühe haben, sich im Gesundheitssystem zu orientieren, ihren Arzt zu verstehen oder ihre Krankheitssymptome einzuordnen. Dies ist umso gravierender, als die Gesundheit gemeinhin als zentraler Bestandteil des heutigen Lebens betrachtet wird. Die Erhebung der Gesundheitskompetenz aus dem Jahr 2015 zeigt, dass gut ausgebildete und finanziell bessergestellte Personen eine höhere Gesundheitskompetenz aufweisen. Je tiefer das Einkommen, desto geringer ist in der Regel die Gesundheitskompetenz. Frauen haben eine leicht höhere Kompetenz als Männer. Mit zunehmendem Alter ist tendenziell eine tiefere Gesundheitskompetenz festzustellen. Der Anteil der Personen mit unzureichender Gesundheitskompetenz ist bei der ältesten Bevölkerungsgruppe am höchsten. Die zusätzlich durchgeführte Befragung bei Personen mit Migrationshintergrund aus der Türkei und aus Portugal zeigt, dass die Gesundheitskompetenz nur teilweise durch den Migrationshintergrund beeinflusst wird. Die Studie liefert auch Informationen dazu, inwiefern sich die Gesundheitskompetenz auf den Gesundheitszustand auswirkt und das Nutzen medizinischer Leistungen beeinflusst.
Ein paar Beispiele zur Gesundheitskompetenz haben Sie schon gehört. Gerne möchte ich zwei konkrete Beispiele herausgreifen. Einerseits ist dies das Strassentanz-Netzwerk für Mädchen und junge Frauen des Blauen Kreuzes. Die regelmässige sportliche Aktivität und die sozialen Kontakte stärken das Körperbewusstsein, die soziale Integration und das Selbstwertgefühl der Teilnehmerinnen, was sich wiederum positiv auf das Gesundheitsverhalten auswirkt. Ein anderes Beispiel ist das Gesundheitscoaching. Der Patient und der Arzt sehen sich als Partner durch Förderung der Gesundheitskompetenz und der gesundheitsrelevanten Verhaltensweisen aus der Arztpraxis vom Kollegium Hausarzt. Das Gesundheitswesen wird immer komplexer, und die Patienten und Patientinnen stehen vor schwierigen Fragen. Ein neues, wichtiges Thema ist der Umgang mit den elektronischen Patientendossiers, aber auch die Frage, wohin man gehen soll, wenn man Schmerzen hat: in die Apotheke, zum Hausarzt oder in die Notaufnahme? Es ist wichtig, diese Entscheidung zu treffen. Vor allem braucht man dazu Gesundheitskompetenz. Dies wirkt sich auch auf die Kosten im Gesundheitswesen aus. In der Motionsantwort steht, dass der Regierungsrat die Gesundheitskompetenz als wesentlichen Einflussfaktor betrachtet. Ja, es ist ein wesentlicher Einflussfaktor. Es ist auch ein Einflussfaktor, weil es ganz klar… *(Der Präsident bittet die Rednerin, zum Schluss zu kommen.)* Ich bin gleich fertig – …weil es mithilft, die finanziellen Mittel gezielter und sparsamer für die Gesundheit einzusetzen. Deshalb brauchen wir die Motion. *(Der Präsident schaltet der Rednerin das Mikrofon ab.)*

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Grossrat Gerber spricht für die BDP-Fraktion.

Peter Gerber, Schüpfen (BDP). Seit 18 Jahren bin ich in leitender Funktion im Gesundheitswesen unseres Kantons tätig. Eine Gesundheitsstrategie mit einer sauberen Ist-Analyse, mit Vision, Mission und strategischen Zielen wird von allen Mitarbeitenden und von den Kadern seit Jahren gewünscht. Wir müssen nun aufpassen, dass wir uns nicht verzetteln. Diese Strategie ist ja in Ausarbeitung. Die Anliegen der Motionärinnen können hier gut aufgenommen werden. Die Motion wird daher von der BDP-Fraktion abgelehnt. Ein Postulat würden wir einstimmig annehmen.

Martin Schlup, Schüpfen (SVP). Der Regierungsrat wird beauftragt, die nötigen Massnahmen festzulegen, um die Gesundheitskompetenz der Bevölkerung im Kanton Bern zu verbessern. Das haben wir vorhin gehört. Ich möchte es nicht nochmals wiederholen. Auch unsere Fraktion ist davon überzeugt, dass mit einer verbesserten Gesundheitskompetenz sogar Kosten gespart werden können. Aber etwas darf auch sein: Die Gesundheit betrifft einen selbst. Man kann nirgends mehr für sich selbst tun als bei der Gesundheit. Dies kann einem niemand wegnehmen, und man kann nur selber dazu etwas beitragen. Für uns gehört hier auch ein wenig Selbstverantwortung oder Eigeninitiative

dazu. Vor allem Randgruppen und Ausländer, die unser Gesundheitssystem nicht kennen und auch nicht kennen können und sehr oft ins Spital gehen, kommen uns teuer zu stehen. Daher kann es sicher auch nützlich sein, hier aufzuklären. Gesundheitsrelevantes Wissen kann zu einer gesundheitsfördernden Lebensführung beitragen. Es hilft auch zu verstehen und zu beurteilen und sich mit anderen auszutauschen sowie optimale Entscheide zu treffen. Aber mir hat der Arzt auch schon gesagt, die schwierigsten Kunden seien jene, die sich im Internet während eines halben Tages eine Meinung bildeten, ihm dann Fragen stellten und anschliessend zum nächsten Arzt gingen. Wir müssten wohl auch einmal anschauen, was diese Leute kosten. Es kann auch zu viel des Guten sein. Im Moment ist der Regierungsrat dabei, eine Gesundheitsstrategie auszuarbeiten. Es geht darum, wohin es mit dem Gesundheitswesen gehen soll, welche Massnahmen man ergreifen muss, und welche Ziele man damit verfolgen will. Im Sinne einer ganzheitlichen Lösung empfiehlt die SVP-Fraktion ein Postulat zur Annahme.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (FDP). Das Thema «Gesundheitskompetenz» ist zweifellos von Bedeutung, auch für uns von der FDP, weil man durch eine erhöhte Gesundheitskompetenz direkt und indirekt einen wichtigen Beitrag zur Prävention von vermeidbaren Erkrankungen leistet, die zulasten der Allgemeinheit viele Millionen bis Milliarden Franken an Gesundheitskosten verursachen. Um Kompetenz zu erlangen, braucht es immer beide Seiten. Es braucht ein Angebot, welches die Politik, also der Staat, macht, aber auch das Interesse und den Willen und eine Einsicht. Dies darf man nicht vergessen. Es braucht die Einsicht, dass man eine grössere Gesundheitskompetenz erlangen soll. Dies ist nicht immer ganz einfach. Auch einzelne von uns hier im Rathaus haben das eine oder andere Laster. Ich gehöre ebenfalls zu dieser Gruppe. Ich habe am Wochenende eine kubanische Zigarre geraucht. Vielleicht bringt dies die linke Ratsseite ein wenig durcheinander, weil diese Zigarre aus Kuba kam, aber auch wir haben unsere Laster. Man muss diese Kompetenz somit auch erlangen wollen.
Den Inhalt des Vorstosses erachtet die FDP-Fraktion als sinnvoll. Die Motionärin wie auch der Regierungsrat verweisen auf die Motion Zumstein/Kohler *(M 034-2015)*. Ich bin also auch ein wenig mitschuldig. Der Grosse Rat hat diese Motion überwiesen. Es ist jetzt wirklich sinnvoll, die Forderungen der vorliegenden Motion dort einzubauen und die Elemente, die sinnvoll sind, in die Gesundheitsstrategie aufzunehmen. Vielleicht sind es dann nicht ganz alle Elemente der Motion. Die FDP-Fraktion lehnt deshalb eine Motion ab, stimmt jedoch einem Postulat zu. Die entsprechenden Arbeiten sind am Laufen. Wie ich bereits erwähnt habe, ist ein Prüfauftrag sinnvoll.
Ich habe nun noch eine Frage an Grossrätin Zybach beziehungsweise an beide Motionärinnen: Der letzte Punkt des Vorstosses verlangt, dass die Gesundheitskompetenz auf das europäische Niveau angehoben werden soll. Ich war in den letzten dreissig Jahren viel unterwegs im Zusammenhang mit der Medizin. Mich würde dieser Punkt interessieren. Ich habe die Schweiz in diesem Bereich immer weit oben gesehen. Wo sind die europäischen Länder, die es besser machen als wir? Ich habe bis jetzt keines kennengelernt. Vielleicht liegen sie in Skandinavien. Ich denke, dies könnte auch noch andere Grossrätinnen und Grossräte interessieren. Die FDP stimmt somit einem Postulat zu, aber nicht einer Motion.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (EVP). Das Votum von Grossrätin Striffeler hätte wohl vom Webtool leichtlesbar.ch auch eine Beurteilung im negativen Bereich erhalten. Alleine das Wort «funktionaler Analphabetismus» hätte wohl eine -20 erreicht! Zum Vorstoss: Die EVP-Fraktion findet den Ansatz der Motionärinnen gut. Die Gesundheitskompetenz der Bevölkerung ist zu stärken. Dies sehen wir auch so. Es sind Möglichkeiten zu schaffen, damit bisher nicht optimal erreichte Zielgruppen in ihrer Gesundheitskompetenz gefördert werden können. Dies geht aus EVP-Sicht in die richtige Richtung und ist ähnlich wie die Prävention eigentlich ein vorgelagerter Prozess, der stattfinden soll, bevor die Menschen sich mit gesundheitlichen Problemen konfrontiert sehen. Je nach Massnahme ist es auch ein Begleitprozess während einer eingetretenen Krankheit. In beiden Fällen sind die Betroffenen darauf angewiesen, dass sie sich sicher durch das komplexe Gesundheitssystem navigieren können. Allerdings erschliesst es sich uns nicht ganz, weshalb dies nicht, wie in der Antwort des Regierungsrats vorgeschlagen, im Rahmen der Erarbeitung dieser Gesundheitsstrategie erfolgen kann. Als EVP-Fraktion scheint es uns nämlich zielführend, wenn von einer breiten Auslegeordnung aller vorhandenen Angebote im Gesundheitswesen profitiert werden kann. Genau dies wäre ja das Ziel der Ist-Analyse der Gesundheitsstrategie. Diese Analyse sollte erfolgen, bevor man das Anliegen einer besseren Gesundheitskompetenz in die strategischen Ziele einbettet und nachher auch zielführende Massnahmen zur Stärkung derselben definiert. Es braucht aus Sicht der EVP zum jetzigen

Zeitpunkt keinen besonderen Fahrplan und keinen separaten Aktionsplan. Wir nehmen den Vorstoss als Postulat an.
Eine kleine Anmerkung, ohne in den operativen Bereich hineinreden zu wollen: Wir möchten beliebt machen, gerade bei der älteren Bevölkerung oder auch bei den Migrantinnen und Migranten, bei denen ja laut Umfrage der Anteil Personen mit unzureichender Gesundheitskompetenz am höchsten ist, nicht mit Flyern und nicht mit Papier zu arbeiten, sondern mit Fachpersonal, mit dem direkten Kontakt. Das Lesen, Verstehen und Verarbeiten von schriftlichen Informationen ist irgendwann nicht mehr möglich, und dann wird das Geld aus unserer Sicht besser in zwischenmenschliche Kontakte investiert.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Grossrat Kohler hat gesagt, Gesundheitskompetenz könne man mit Prävention gleichsetzen. Wir Grünen haben hier eigentlich dieselbe Haltung. Auch ein Rauchmelder, ein SMS-Unwetteralarm oder eine Ölwarnlampe im Auto sind Präventionsmassnahmen, von denen wir alle wissen, dass sie definitiv weniger kosten als der mögliche Schaden, den sie verhindern können. In der Technik ist dies viel einfacher als im Gesundheitsbereich, also beim Verhalten der Menschen. Darin sind wir uns wohl auch einig. Ich hoffe zumindest, dass hier im Saal alle wissen, dass mehr Alltagsbewegung und eine ausgewogene Ernährung dabei helfen, gesund zu bleiben. Über das Zigarrenrauchen müsste ich mich noch unterhalten. Wenn unsere Bevölkerung also weiss, was ihr gut tut, und die Gesundheitskompetenz steigt, wird das Gesundheitswesen weniger beansprucht, und dies verursacht nachweislich geringere Gesundheitskosten. Dies ist eine einfache Rechnung.
Dieser Vorstoss ist somit eine Investition, die sich aus Sicht der Grünen auszahlt und uns alle unter dem Strich weniger kostet. Was die Präventionsmassnahmen anbelangt, zeigen die erwähnten Zahlen aus der Studie des BAG auf, dass im Kanton Bern Handlungsbedarf besteht. Wenn Grossrat Schlup sagt, es brauche auch Eigenverantwortung, dann stimme ich dem zu. Ich frage mich aber, wie es diejenigen Länder handhaben, deren Bevölkerung eine grössere Gesundheitskompetenz aufweist. Sind die Leute dort eigenverantwortlicher? In diesem Fall müssten wir gleichwohl handeln in unserem Kanton. Ich denke, es gibt ein schlechtes Bild ab, wenn wir im Kanton Bern auf einem hinteren Rang liegen. Wir haben Handlungsbedarf. Die Fraktion der Grünen begrüsst deshalb die Absicht des Regierungsrats, dieses Anliegen im Rahmen der Arbeiten an der Gesundheitsstrategie zu prüfen. Dies scheint uns richtig und wichtig, weshalb wir diesen Auftrag auch verbindlich erteilen wollen. Wir würden auch die Motion unterstützen.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Die EDU-Fraktion dankt den Motionärinnen für das Thematisieren der Gesundheitskompetenz der Bevölkerung. Angesichts der stark wachsenden Gesundheitskosten ist es notwendig, auch bei der Gesundheitskompetenz anzusetzen. Wir gehen davon aus, dass bereits eine geringe Erhöhung der Gesundheitskompetenz positive Auswirkungen auf die Höhe der Gesundheitskosten hat und kostendämpfend wirkt. Obwohl wir dieses Thema als wichtig erachten, würden wir andere Massnahmen zur Förderung der Gesundheit stärker bevorzugen. In der Politikforschung werden drei verschiedene politische Instrumente unterschieden, mit denen man ein Ziel erreichen kann. Das erste Instrument sind Informations- und Aufklärungskampagnen. Ein weiteres ist das Setzen konkreter Anreize, zum Beispiel über die Infrastruktur oder über die Finanzen. Dann gibt es noch Gebote und Verbote. Man kann als Staat zum Beispiel eine grosse Aufklärungskampagne durchführen und die Leute auffordern, beim Einkauf weniger Plastiksäcke zu verwenden. Man kann für mehrere Millionen Franken Plakate aufhängen und an das Gewissen der Bevölkerung appellieren. Dies kann man tun. Man kann auch mit den Detailhändlern schauen, dass zum Beispiel eine Gebühr von 5 Rappen auf Plastiksäcken erhoben wird. Diese letztgenannte Massnahme hat zu einer Nachfragereduktion von 85 Prozent geführt. Manchmal ist der finanzielle Anreiz viel effektiver und dazu auch kostengünstiger als teure Strategiepapiere und Aktionspläne. Deshalb würden wir eher eine gezielte Korrektur finanzieller Fehlanreize, gerade was das Gesundheitsverhalten der Bürgerinnen und Bürger anbelangt, bevorzugen. In Form eines Postulats hätten wir diese Forderung auf jeden Fall unterstützt. Bei einer Motion wird das Ergebnis nicht ganz klar sein. Wir werden auch noch den Ausführungen des Gesundheitsdirektors zuhören.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Diese Gesundheitsstrategie ist ein bunter Blumenstrauss. Ich kann auch noch einen Beitrag leisten: Bei der Prävention unterscheiden wir zwischen der Primärprävention, was so viel wie «gesund bleiben» bedeutet, der Sekundärprävention, die das «gesund werden» umfasst, und der Tertiärprävention. Bei der Tertiärprävention geht es darum, bei Leuten, die nicht mehr ganz gesund werden können, das Leid möglichst zu reduzieren. Dies ist für

mich Gesundheitskompetenz. Man kann nicht verhindern, dass man irgendeinmal krank wird. Die einen werden wieder gesund, die anderen nicht. Es ist komplex. Aber wir haben in diesem Bereich schon verschiedene Anstrengungen unternommen. Die Motion Zumstein *(M 034-2015)* will, dass eine kantonale Gesundheitsstrategie verfasst wird. Diese Strategie ist jetzt am Entstehen. Die Ist-Analyse gehört ebenso dazu wie die Vision, wo der Kanton Bern hingehen will. Ich finde dies eine gute Sache, insbesondere weil der Bund mit der Strategie zu den nicht übertragbaren Krankheiten, der Demenzstrategie und der Suchtstrategie eine Basis geschaffen hat. Jetzt gilt es, im Kanton weiter daran zu arbeiten. Hinzu kommt der Informationsfluss aus dem Big-Data-Pool. Die einen kommen mit falschen Vorstellungen zum Arzt und wollen eine bestimmte Behandlung, obwohl diese nicht indiziert ist. Dann gibt es das Gesetz über das elektronische Patientendossier (Bundesgesetz über das elektronische Patientendossier, EPDG), sowie e-Health und mHealth. Dies sind Apps, die man auf das Smartphone herunterladen kann. Auch sie gehören in die Gesamtstrategie. Die glp könnte sich für ein Postulat erwärmen, findet es aber unnötig, noch weitere Anstrengungen zu unternehmen, wenn der Kanton schon dabei ist, eine Gesundheitsstrategie zu erarbeiten. Wir würden somit ein Postulat unterstützen, aber eine Motion ganz sicher nicht.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrat Jordi.

Stefan Jordi, Bern (SP). Manchmal ist es ein bisschen schwierig hier. Jetzt ist dies gerade der Fall. Fast alle sagen, dies sei gut und es brauche eine Förderung der Gesundheitskompetenz. Die Gesundheitsexpertinnen und -experten sagen es, der Regierungsrat sagt es. Sie sagen, es brauche Massnahmen im Bereich der Gesundheitskompetenz, aber niemand will einen Schritt vorwärtsgehen. Nein, man will lieber vorwärtskriechen und warten und zuerst eine Strategie erarbeiten und so weiter, dabei liegt eigentlich alles auf dem Tisch, was es braucht.
Ich kann gerne eine kleine Umschreibung eines solchen Projekts liefern. Ich bin kein Gesundheitsexperte, aber ich verstehe nicht ganz, warum man jetzt derart langsam vorwärtsgehen will, obschon man die Problemlage erkennt und weiss, dass es eine Massnahme im Gesundheitsbereich ist, die sehr wichtig wäre, auch wenn sie natürlich nicht allein seligmachend ist. Deshalb denken wir von der SP-JUSO-PSA-Fraktion, dass es jetzt wichtig ist, nicht noch unzählige Berichte und Papiere zu verfassen, sondern vorwärtszugehen und die Gesundheitskompetenz im Kanton Bern wirksam zu fördern. Was ist das Ziel? – Das Ziel ist die Stärkung der Gesundheitskompetenz und der Selbstverantwortung der Bevölkerung. Eine Klammerbemerkung: Um Selbstverantwortung wahrnehmen zu können, braucht es eine gewisse Kompetenz. Man kann nicht selbstverantwortlich handeln, wenn man nicht weiss, welche Folgen es hat, wenn man zum Beispiel eine kubanische Zigarre raucht oder ein Bier trinkt. Es geht darum, zu wissen, was mit dem Körper geschieht, wenn man ihm solche Stoffe zuführt. Dies wäre das Ziel. Weiter geht es darum, wo diese Wissensvermittlung stattfinden soll. Die obligatorische Schule wurde genannt. Anschliessend folgt die Aus- und Weiterbildung, also zum Beispiel die Berufsschulen oder die weiterführenden Schulen. Das einzige, was ich während meiner Schulzeit, zu der auch der Besuch des Lehrerseminars gehörte, in Sachen Förderung der Gesundheitskompetenz mitbekommen habe, war der Besuch der Dentalhygienikerin, bekannt unter dem Namen «Zahntante». Aber ich lebe ja immer noch. Wie soll man nun vorgehen? Wie niederschwellig und verständlich muss die Aufklärung sein, und wer soll sie übernehmen? – Der Kanton soll dies in Zusammenarbeit mit anderen Organisationen tun. Soviel ganz kurz zur Frage, wie ein solches Projekt aussehen könnte, damit wir mutig mit einem Aktionsplan vorwärtsgehen können. Deshalb halten wir an der Motion fest. Es braucht nicht noch weitere Abklärungen, man kann vielmehr in einen Aktionsplan einsteigen. Länger zu warten, bringt nicht viel mehr.

Präsident. Als Einzelsprecherin spricht Grossrätin Geissbühler, SVP.

Sabine Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (SVP). Wie Sie wissen, bin ich seit Jahren Präsidentin der «Schweizerischen Vereinigung Eltern gegen Drogen». Wir haben uns auf die Fahne geschrieben, die Gesundheitskompetenz der Kinder und Jugendlichen zu verbessern. Deshalb erhalten auch Sie viermal pro Jahr das Infobulletin «Eltern gegen Drogen». Wir arbeiten alle ehrenamtlich und verdienen keinen Rappen. Trotzdem kommt von der linken Seite ein riesiger Widerspruch. Sie torpedieren unsere Aufklärungsarbeit. Sie wollen immer die Freigabe aller Drogen, und jetzt plädieren Sie für Massnahmen zur Gesundheitsförderung. Ich staune über die Verharmlosung der Drogen, die von der linken Seite kommt. Nun wird von derselben Seite diese Motion vorgebracht, und es wird für mehr Gesundheitsförderung plädiert. Jetzt muss wieder der Staat einschreiten, aber unser Engagement

wird torpediert. Sie verharmlosen all diese Substanzen. Dabei wirken diese Substanzen nicht nur auf den Körper, sondern auch auf die Psyche. Dies ist fast noch schlimmer. Ich erwähne nur Cannabis. Cannabis macht gleichgültig. Dies ist allgemein bekannt. Es ist eigentlich das Schlimmste für einen Jugendlichen, wenn ihm alles egal ist und er nicht mehr motiviert ist. Wenn er in einem solchen Zustand ist, kann er sich im Beruf oder in der Beziehung nicht mehr einsetzen. Es ist ihm alles egal. Nun treten Sie ans Rednerpult und erzählen, wie wichtig diese Strategie sei. «Zukunft Gesundheit» steht im Titel des Vorstosses. Aber überall, auch im Nationalrat und bei jeder Abstimmung hier drin, verharmlosen Sie die Drogen. Dort spielt dann die Gesundheit keine Rolle mehr. Dies ist ein Riesenwiderspruch. Ich möchte Sie bitten, sich dies einmal zu überlegen.

Meret Schindler, Bern (SP). Sabina Geissbühler, es geht nicht um die Gesundheitsförderung, sondern um die Förderung der Gesundheitskompetenz der einzelnen Leute. Es geht um die Frage, ob ich es mir leisten kann, ein Bier zu trinken, eine Zigarre aus Kuba oder – auch wenn es illegal ist – einen Joint zu rauchen, und mich danach wieder für die Gesundheit einzusetzen, sodass diese nicht negativ beeinflusst wird. Vielleicht kann man die Folgen selber einschätzen, weil man sich sicher ist, dass es gut ist, oder man kommt zum Schluss, dass es nicht gut ist. Ich gebe Grossrätin Geissbühler recht, dass man das Kiffen nicht einfach herunterspielen und als völlig unproblematisch bezeichnen kann. Es geht aber darum, dass die Leute selber einschätzen können, was sie tun können, und dadurch die Verantwortung für ihre eigene Gesundheit übernehmen. Ich bitte Sie natürlich, den Vorstoss zu unterstützen.

Präsident. Ich gebe Herrn Regierungsrat Schnegg das Wort.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Cette motion demande d'améliorer les compétences en matière de santé de la population bernoise. Le Conseil-exécutif connaît les corrélations entre les compétences en matière de santé et l'état de santé d'une part, et l'utilisation d'informations et de prestations médicales d'autre part. Il considère lui aussi que les compétences en matière de santé sont un facteur d'influence déterminant. Avec l'adoption de la motion Zumstein/Kohler, le Grand Conseil a chargé le Conseil-exécutif d'élaborer une stratégie cantonale de la santé. Les travaux sont actuellement en cours. Cette stratégie doit permettre de faire un état des lieux complet de la santé publique dans le canton et d'exposer les orientations souhaités et les domaines de compétence du canton ainsi que les mesures à prendre afin d'atteindre les objectifs fixés. Les travaux sur la stratégie de la santé permettront d'évaluer à quel point les mesures présentées dans cette motion peuvent contribuer à la réalisation des objectifs qui seront fixés. Mesdames et Messieurs, le gouvernement est prêt à définir des mesures éventuellement nécessaires dans le cadre de la stratégie de la santé en cours d'élaboration. Se disperser n'apportera rien de constructif, et surtout, une vision intégrée de l'ensemble de la problématique peut nous apporter de réelles réponses à notre situation. Aujourd'hui, le monde de la santé est particulièrement divisé. Seule une vision globale peut nous aider à améliorer cette situation. C'est pourquoi le gouvernement vous invite à accepter cette motion sous la forme d'un postulat. Sous la forme d'une motion, je vous invite à la rejeter.

Präsident. Die Motionärin, Grossrätin Zybach, wünscht nochmals das Wort.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Ich bedanke mich herzlich für die verschiedenen Voten. Ich beginne mit dem, was Grossrat Jordi gesagt hat. Es ist spannend, dass alle sagen, es sei ein wichtiges Thema, und man müsse hier etwas ändern. Es geht um die Gesundheitskompetenz. Es geht nicht um die Gesundheitsförderung oder um die Prävention, sondern es geht um die ganze Gesundheit. Es geht darum, wie man Krankheiten verhindern kann. Wie kann man sich so ernähren oder rauchen, dass man sich damit wohlfühlt, und wie nutzt man das Gesundheitswesen? Hier beziehe ich mich auf Grossrat Kullmann. Das Gesundheitswesen wird heute sehr schlecht genutzt in dem Sinne, dass man ein «Doctor-Hopping» praktiziert, wie Grossrat Schlup gesagt hat. Genau dazu braucht es Gesundheitskompetenz. Man muss einschätzen können, wann man gehen muss, und zu wem, und welches die Eintrittspforten sind. Wenn wir dies nicht wissen, gehen wir an den falschen Ort und verursachen viel zu viele Kosten. Grossrat Kohler hatte den Eindruck, wir seien in der Schweiz in dieser Hinsicht gut unterwegs. Ich kann leider keine grosse Leinwand herunterlassen, um Ihnen die entsprechende Grafik zu zeigen, aber unsere Situation ist nicht glorios. 10 Prozent der Bevölkerung verfügen in der Schweiz über eine gute Gesundheitskompetenz. Dies sind gleich viele wie in Österreich. Aber Polen erreicht zum Beispiel einen Wert von 19,5 Prozent, und in den Niederlanden verfügen 25,1 Prozent

über eine sehr gute Gesundheitskompetenz. Länder wie Bulgarien oder Griechenland erreichen hingegen schlechte Werte. Wir liegen jedoch nicht im Schnitt, sondern schneiden unterdurchschnittlich ab. Ich möchte Sie dazu ermuntern, das eine zu tun und das andere nicht zu lassen. Alle haben gesagt, dieses Anliegen habe Platz in dieser Strategie. Ich bin eine grosse Verfechterin von Strategien, ich finde es wichtig, dass man Dinge global denkt, wie es auch der Regierungsrat gesagt hat. Seien wir doch mutig. Wir haben alle gesagt, dass es Massnahmen braucht. Drücken Sie einfach bei der Motion auf den Knopf. Dann haben wir jetzt konkrete Massnahmen. Es ist auch nicht gesagt, wieviel man tun muss. Man kann vielleicht das eine oder andere auch ausprobieren, einmal anfangen und das Ganze parallel dazu in die Strategie aufnehmen. Die Gesundheitskompetenz ist ein wichtiges Mittel, um selbstbestimmt im Gesundheitswesen des Kantons Bern unterwegs zu sein, mit einer guten Lebensqualität und zu möglichst minimalen Kosten. Ich danke Ihnen, wenn Sie mutig sind und der Motion zustimmen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über die Motion «Zukunft Gesundheit – Massnahmen für eine bessere Gesundheitskompetenz der Bevölkerung im Kanton Bern». Diese ist nicht gewandelt worden. Wer diese Motion annimmt, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst
Ablehnung

Ja	54
Nein	93
Enthalten	3

Präsident. Sie haben diese Motion abgelehnt mit 93 Nein- gegen 54 Ja Stimmen bei 3 Enthaltungen. Ich habe noch eine Mitteilung anzubringen. Pour la Députation francophone: à 11 heures 30 la Députation francophone se réunit dans la salle des pas perdus.

Geschäft 2018.RRGR.58

Motion 018-2018 Mühlheim (Bern, glp)
Ausschluss eines Doppelmandats auf strategischer und operativer Ebene in unseren Spitälern

Vizepräsident Hannes Zaugg-Graf übernimmt den Vorsitz.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 88: «Ausschluss eines Doppelmandats auf strategischer und operativer Ebene in unseren Spitälern». Es ist eine Motion von Grossrätin Mühlheim. Die Motionärin hat das Wort.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Manchmal überholen die aktuellen Ereignisse die Motionen. In der heutigen «Berner Zeitung (BZ)» steht: «Ruoffs Rücktritt war erzwungen». Wer den Artikel liest, stellt fest, dass die Fragestellung unserer Motion hochaktuell ist. Stellen Sie sich vor, die Postauto AG würde ein Doppelmandat erlauben, und Frau Ruoff wäre gleichzeitig Verwaltungsrätin. Stellen Sie sich vor, Frau Ruoff hätte letzten Mittwoch über den Antrag, ihr selbst das Vertrauen zu entziehen, diskutieren dürfen. Stellen Sie sich vor, bei der ganzen Aufarbeitung dieses Desasters wäre eine der Hauptmitverantwortlichen auch dabei gewesen und hätte zu jedem Zeitpunkt gewusst, worum es geht. Dies zeigt anschaulich, dass die Frage der Doppelmandate nicht nebensächlich und die Frage der Good Corporate Governance ein relevanter Faktor ist, der für alle grossen Aktiengesellschaften gilt. Er gilt für alle börsenkotierten Unternehmen, und er muss auch für alle grossen Unternehmungen gelten, die der Kanton Bern mitfinanziert. Es geht um eine klare Signalwirkung, und es geht um eine

klare Trennung der Unternehmensführung auf der strategischen und auf der operativen Ebene. Jede Regelung ist nur so gut oder so schlecht, wie sie im Krisenfall funktioniert. In guten Zeiten ist es kein Problem, Doppelmandate zu haben. Aber der vorliegende Fall der Postauto AG zeigt klar, dass die Krisensituationen relevant sind. Wir müssen in Konfliktfällen Ruhe, Sicherheit und Kontrolle bewahren. Jederzeit muss jedes Organ genau wissen, wofür es zuständig ist und wen man korrigieren oder kontrollieren muss.
Nun zu unserem Antrag: Wir sehen es ein, es gibt ganz spezielle Gründe, um kurzzeitig von dieser Regel abzuweichen. Es handelt sich um jene Situationen, die in den grossen Regelwerken genannt werden. In Ausnahmefällen und in Krisensituationen kann es sinnvoll sein, einen Chief Executive Officer (CEO) auch in den Verwaltungsrat zu beordern und ihm dort das Stimmrecht zu geben. Aber Kolleginnen und Kollegen: Die Antwort auf meine Motion beschreibt den Regelfall. In der Regel hat jeder CEO aus Prinzip einen Informationsvorteil, wenn er der obersten Ebene der Verwaltung angehört. Dann weiss er alles. Er bereitet mit dem Verwaltungsratspräsidenten die Sitzungen vor, er hat informell die Macht, die ein CEO braucht, um ein Unternehmen erfolgreich mitzugestalten. Es braucht per se kein zusätzliches Mandat auf der strategischen Ebene. Ja, ich gehe so weit, zu sagen, dass dies jeden CEO schwächen würde. Ich spreche hier nicht von einem kleinen Gewerbe, sondern von den Grossunternehmen. Jedem CEO, der ein Doppelmandat hat, werden von aussen viele Dinge zugeschrieben. Diesen Zuschreibungen kann er sich nicht entziehen. Wenn ein Mitglied der Geschäftsleitung (GL) zusätzlich im Verwaltungsrat sitzt, lebt es jeden Tag mit Zuschreibungen, die vielleicht gar nicht stimmen. Aber man hat immer den Eindruck, dass diese Person einen Informationsvorsprung hat. Dies kann nicht gerecht sein. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich weiss nach zwölf Jahren im Grossen Rat, was geschieht, wenn man eine Motion überweist, die der Gesundheitsdirektor oder auch ein anderer Direktor nicht haben will. Man kann sie trotzdem überweisen, aber dann gehört dieser Vorstoss zu denjenigen Motionen, die alle zwei Jahre nochmals diskutiert werden und wo man sich fragt, ob man sie nun abschreiben soll oder nicht.
Ich habe mit der GEF Kontakt aufgenommen, weil ich ein politisches Signal aussenden will, aber es mir auch wichtig ist, dass der Gesundheits- und Fürsorgedirektor weiterhin im Spitalbereich stark und klar führen kann. Es sind Spitäler, die eine Zukunft brauchen und zu denen wir auch als Grosser Rat noch ein paar unangenehme Entscheide werden fällen müssen. Aus diesem Grund bin ich bereit, dem Gesundheitsdirektor einen Spielraum zu gewähren. Es ist auch klar, dass er die Möglichkeit haben muss, in ganz speziellen Fällen zeitlich befristete Ausnahmen von diesem Regelfall zu machen. Dies entspricht auch den Vorgaben der Corporate Governance. Ich habe nun lieber ein gut überwiesenes Postulat, welches auch für die relevanten Entscheide des Inselspital-Verwaltungsrats, die in den nächsten Monaten anstehen, klare politische Signale aussendet. Deshalb bin ich bereit, in ein Postulat zu wandeln und in diesem Sinne dem Gesundheits- und Fürsorgedirektor einen gewissen Spielraum bei der Umsetzung dieses Anliegens zu gewähren. Ich hoffe, dass dieses Postulat von Ihnen breit unterstützt werden kann, damit wir weiterhin eine klare Trennung zwischen den verschiedenen Verwaltungsratsbereichen haben. So senden wir auch ein klares Signal dafür aus, dass der Kanton Bern nicht von einer eindeutigen Trennung zwischen strategischer und operativer Ebene abweichen will.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Die Motionärin hat in ein Postulat gewandelt. Ist dieses Postulat bestritten? *(Mehrere Grossrätinnen und Grossräte signalisieren, dass sie das Postulat bestreiten).* Dann melden Sie sich doch bitte an, wenn Sie es bestreiten! Bitte tun Sie dies noch heute. Patrick Freudiger hat das Wort.

Patrick Freudiger, Langenthal (SVP). Ich spreche nicht als Einzelsprecher, sondern für die SVP-Fraktion. *(Der Vizepräsident unterbricht den Redner infolge eines technischen Problems und erteilt ihm das Wort erneut.)* Vielen Dank für diese Verlängerung der Redezeit. Daran bin ich diesmal unschuldig. Die Postauto AG wurde genannt. Diese ist durchaus ein gutes Beispiel, welches zeigt, dass es einerseits zu Fehleranfälligkeiten kommen kann, typischerweise bei staatsnahen Betrieben. Es zeigt aber auch, dass eine gute Good-Governance-Regelung möglicherweise im Krisenfall nicht greifen kann, und dass eine Trennung von GL- und Verwaltungsratsmandaten im Krisenfall vielleicht etwas Gutes ist, aber noch nicht die einzige Lösung. Auch eine gute Good-Governance-Regelung ist kein absoluter Schutz. Wichtig sind die Personen, wichtig sind gute Führungskräfte. Weniger wichtig ist hingegen das «soft law», die sogenannten «Swiss Code of Best Practice for Corporate Governance»-Richtlinien, umso mehr, als diese auch eine gewisse Flexibilität erlauben und Ausnahmeregelungen vorsehen. In der Antwort der Regierung werden einige davon erwähnt.

Im Grundsatz hat es durchaus etwas für sich, wenn Grossrätin Mühlheim sagt, dass die strategische und die operative Ebene getrennt sein müssten. Dass der Chef der GL gleichzeitig im Verwaltungsrat sitzt, sollte auch nach Meinung der SVP nicht der Regelfall sein. Es kann jedoch durchaus sein, dass es Fälle gibt, wo ein solches Doppelmandat sinnvoll ist. Einen davon hat auch Grossrätin Mühlheim erwähnt: Es handelt sich um zeitlich befristete Konstellationen. Ich erinnere auch daran, dass nicht jedes Spital die Grösse des Inselspitals hat. Wir haben auch kleinere Spitäler. Gerade hier kann es zeitliche Überschneidungen geben. Dann kann es wertvoll sein, wenn man nicht allzu starre Regelungen hat. Man fände aber auch noch weitere Beispiele, würde man diesen Gedanken etwas weiterspinnen. Ein GL-Vorsitzender im Verwaltungsrat ist nicht zuletzt auch dann sinnvoll, wenn man eine neue Strategie in einem bisher kriselnden Betrieb etablieren will und die neue Strategie sehr rasch umgesetzt werden muss. Auch hier ist vielleicht die Postauto AG gar kein so schlechtes Beispiel. Wenn man gesehen hat, dass es mit der bisherigen Strategie nicht funktioniert und die GL das Vertrauen verspielt hat, und wenn man eine neue Strategie mit einem neuen Vorsitzenden der GL durchsetzen will, dann könnte es vielleicht sogar in einem solchen Betrieb sinnvoll sein, wenn dieser während einer gewissen Zeit im Verwaltungsrat sitzt. Selbstverständlich sollte es keiner von denen sein, die zum jetzigen Zeitpunkt im Verwaltungsrat sitzen, denn diese haben meiner Auffassung nach auch nicht die beste Figur gemacht. Aber es zeigt das Problem der starren Regelungen im Spitalversorgungsgesetz (SpVG) auf. Man sollte sich hüten, hier starre Regelungen festzuhalten.
Wir sprechen über ein unternehmenspolitisches Problem, bei dem der Einzelfall massgebend ist. Vielleicht ist auch die Eigentümerstrategie massgebend. Die SVP-Fraktion hat Vertrauen in den Eigner und vertraut darauf, dass man im Einzelfall die richtigen Lösungen findet. Sie wird deshalb ein Postulat mehrheitlich ablehnen. Es gibt jedoch auch Stimmen in der SVP-Fraktion, die einem Postulat zustimmen werden. Auch der Sprechende gehört dazu. Dahinter steht der Gedanke, dass es im Grundsatz wichtig ist, diese Trennung vorzunehmen, aber dass auch hier klar der Einzelfall massgebend ist. Die SVP-Fraktion lehnt die Motion einstimmig ab.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Das Aktienrecht sieht in einem Doppelmandat «Verwaltungsrat beziehungsweise Verwaltungsratspräsident und Geschäftsführung» kein Problem. Gerade in kleineren und mittelgrossen Unternehmen (KMU) ist es oftmals so geregelt, dass der Verwaltungsratspräsident oder der Verwaltungsrat gleichzeitig der Geschäftsführer ist. In KMU ist dies praktisch und durchaus sinnvoll. Der vorliegende Vorstoss will jedoch, wie wir verschiedentlich gehört haben, dass die gesetzlichen Vorgaben des SpVG angepasst werden sollen. Dies betrifft somit explizit die öffentlichen Spitäler, also die Universitätskliniken und die Regionalspitäler. Im Gegensatz zum Aktienrecht übernimmt der Kanton im Fall von Misswirtschaft die Kosten, wofür dann Steuergelder eingesetzt werden.
Bei Aktiengesellschaften übernehmen die Aktionäre, die bei KMU-Betrieben meistens gleichzeitig die GL sind, die finanzielle Verantwortung, wenn etwas schiefläuft. Bei börsenkotierten Unternehmen schaut die Stiftung Ethos immer wieder genau hin. Weil es tatsächlich nicht immer einfach ist, ist sogar Ethos unlängst über dieses Problem gestolpert. Man hat sich den Fauxpas geleistet, innerhalb des operativen und strategischen Teils zu wenige Abgrenzungen vorgenommen zu haben. Genau dies ist das Anliegen der Motion oder des Postulats: Es geht um klare Abgrenzungen des Tätigkeitsfelds. Verwaltungsräte und CEOs von Regionalspitälern und Unikliniken müssen hohe Anforderungen erfüllen, um in diese Positionen zu gelangen und gewählt zu werden. Nehmen wir das Inselspital als Beispiel: Es sind alles hervorragende Leute mit einem grossen Know-how und Top-Anstellungen. Jeder wäre in einer Übergangszeit fähig, von der operativen vorübergehend zur strategischen Ebene zu wechseln und ein Doppelmandat zu übernehmen. Aktuell ist ja dieses Vorgehen angedacht. Die Frage stellt sich einfach, ob wir dies wollen oder nicht. Aus Sicht der BDP sollte ein Doppelmandat nach Möglichkeit nicht zum Standard werden. Dies sollte möglichst vermieden werden können. Die BDP sieht jedoch auch, dass in einer ausserordentlichen Lage als Übergang eine Lösung angestrebt werden könnte, die ein Doppelmandat zulässt. Diese Übergangslösung ist jedoch ganz klar zu definieren. Die Kriterien, wann ein Doppelmandat für eine gewisse Zeit möglich sein soll, sind zu nennen und in der Gesetzgebung festzuhalten. Es geht genau darum, dass keine Rollenkonflikte auftreten sollten, oder dass Rollenkonflikte vermieden werden. Klar ist zum Beispiel, wer die Löhne bestimmt. Weiter soll klar sein, wer Kontrollen vornimmt.
Die BDP wird diesen Vorstoss aus den genannten Gründen als Postulat überweisen. Es geht bei den Spitälern um 55 Prozent der Kosten, die der Kanton Bern mittels Leistungsvereinbarungen und Verträgen mitfinanziert. Im Schadensfall haftet er zu diesem Anteil. Da aber neben den erwähnten Regionalspitälern und Universitätskliniken auch Privatspitäler von einem möglichen und vorüber-

gehenden Doppelmandat betroffen sein könnten, sind wir überzeugt, dass das berechtigte Anliegen des Vorstosses als Prüfauftrag an die Regierung überwiesen werden sollte. Somit sind dann auch die vom Regierungsrat befürchteten Wettbewerbsverzerrungen ausgeschlossen. Da der Kanton Bern, wie es scheint, der einzige Kanton ist, der ein Doppelmandat vorsieht, sollten wir jetzt hier drin erst recht die Spielregeln klar definieren. Analog zur gestrigen Diskussion über die Spitex gilt auch hier: «Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser.»

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (EVP). Die Forderung nach einer Trennung der operativen und der strategischen Ebene bei Unternehmen wie zum Beispiel Spitälern, die dem Kanton Bern gehören, rennt bei der EVP offene Türen ein. Dies gilt sowohl für eine Motion als auch für ein Postulat. Uns scheint es, dass ein Spital, insbesondere unser Leuchtturm, das Universitätsspital, um welches es bei diesem Vorstoss implizit geht, ein gutes Beispiel ist, um Good Governance respektive Corporate Governance zu demonstrieren. Es gilt, die vielen negativen Konsequenzen, die ein solches Doppelmandat laut eidgenössischer Finanzverwaltung oder auch gemäss Stiftung Ethos mit sich bringen kann, zu verunmöglichen.
Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, dass eine Ämterkumulation auf strategischer und operativer Ebene im Aktienrecht explizit nicht verboten sei. Die EVP-Fraktion empfindet dies als schwaches Argument. Uns, die wir in diesem Saal sitzen, ist klar, dass in vielen Schweizer KMU die Personaldecke zu dünn wäre, um solche Doppelfunktionen per Aktienrecht zu verbieten. Dies gilt insbesondere für Familienunternehmen. Dadurch wird es aber nicht akzeptabler, solche Doppelfunktionen zuzulassen und das gesamte System der Checks and Balances ausser Kraft zu setzen, insbesondere nicht im heiklen Umfeld des Gesundheitswesens, wo der Patient oder die Patientin über die Prämien und die Steuern doppelt mitbezahlt. Ein solches Doppelmandat kann allerdings auch Vorteile haben. Der Regierungsrat hebt einen dieser Vorteile in seiner Antwort hervor, nämlich die bessere Informationsqualität und Effizienz im Verwaltungsrat, wenn der CEO direkt in diesem Gremium berichten und sogar mitdiskutieren kann. Dieser Vorteil kann auch mit der blossen Einsitznahme des CEO erreicht werden. Der CEO muss nicht gleichzeitig Mitglied des Verwaltungsrats sein. Was die Ungleichbehandlung von öffentlich getragenen versus privat getragenen Listenspitälern anbelangt, sehen wir eigentlich kein gravierendes Problem. Uns als EVP-Fraktion ist es klar, dass von der vorgeschlagenen Lösung im SpVG nur eine Mehrheit der Listenspitäler betroffen gewesen wäre, aber nicht deren Gesamtheit. Wir sind jedoch zuversichtlich, dass die Aktionäre der privaten Listenspitäler ein ebenso vitales Interesse an einem korrekt funktionierenden Aufsichts- und Kontrollsystem haben wie wir und darum nicht unbedingt freiwillig, oder zumindest nicht langfristig, auf solche Doppelmandate setzen würden.
Nun kommen wir zu einem reellen Problem, und wir sind dankbar, dass dieses dank einem Postulat angeschaut werden kann. Ein reelles Problem sieht die EVP-Fraktion in den angesprochenen Übergangs- und Ausnahmesituationen bei einem gesetzlich geregelten absoluten Verbot solcher Doppelmandate. Deshalb scheint es uns opportun, zu prüfen, wie man gesetzgeberisch oder auf Verordnungsebene eine zeitlich klar begrenzte Möglichkeit schaffen kann, solche Doppelmandate in Ausnahmefällen zuzulassen. Fazit: Die EVP-Fraktion nimmt diesen Vorstoss einstimmig als Postulat an und schlägt natürlich vor, dass man den Faktor Zeit besonders prüft.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Aus Sicht der grünen Fraktion ist ein Doppelmandat, vor allem auch in Form einer Doppelspitze, inakzeptabel und widerspricht, wie wir schon gehört haben, den gängigen Good-Governance-Regeln. Es kann sinnvoll oder nachvollziehbar sein, dass der CEO an der Verwaltungsratssitzung dabei ist. Er kennt das operative Geschäft. Dies hat auch Kollegin Luginbühl gesagt. Man kann dies nachvollziehen. Doch gleichzeitig Verwaltungsratspräsident zu sein, ist mehr als fragwürdig. Wenn dies ein privatwirtschaftlicher Betrieb so handhabt, ist es das eine. Doch wir Grünen beurteilen es definitiv anders, wenn es um öffentliche Spitäler geht, allen voran das Inselspital, der grösste Arbeitgeber im Kanton. Die öffentlichen Spitäler haben eine klare Vorbildfunktion. Allein die Tatsache, dass die Berner Steuerzahler 55 Prozent der Kosten des stationären Bereichs übernehmen, verlangt nach Vorsicht und Voraussicht. Es geht hier um viel Geld. Die nötige Kontrolle ist gefordert, und wir verlangen, dass gehandelt wird. Es ist definitiv besser, wenn die strategische Leitung und die Kontrolle über das operative Geschäft personell getrennt sind, damit es nicht zu Konflikten kommt. Ich habe von Grossrat Freudiger etwas gehört, das mir gefallen hat. Er hat gesagt, es gebe auch Einzelfälle, wo man dies verstehen könne, aber es gehe hier um ein Gesetz. Es stellt sich die Frage, ob man ein Gesetz für Einzelfälle macht, oder ob man Gesetze für das macht, was im Grundsatz gelten soll. Im Grundsatz muss man diese Bereiche eben klar trennen. Deshalb verlangen

wir Grünen auch eine Anpassung des SpVG. Wir hätten den Vorstoss als Motion unterstützt und werden ihn selbstverständlich auch als Postulat unterstützen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Für die Fraktion SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrätin Gabi Schönenberger.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Die überparteiliche Motion, die jetzt ein Postulat ist, möchte ein Doppelmandat auf strategischer und operativer Ebene in unseren öffentlichen Spitälern via SpVG-Änderung ausschliessen. Der Regierungsrat sagt selbst, dass er für die kritische Sicht auf ein solches Doppelmandat durchaus Verständnis habe und dieses insbesondere in langfristigen Situationen grundsätzlich ablehne. Es stimmt, dass Doppelmandate in kleineren Unternehmen zum Teil üblich sind, was dort auch sinnvoll erscheinen kann, gerade bei sehr kleinen Unternehmen. Aber hier geht es um ein öffentliches Spital, nicht um ein kleines Unternehmen. Der Regierungsrat weist selber darauf hin, dass in der Tat das Risiko besteht, dass der Informationsvorsprung sowie die Machtkonzentration das System der Checks and Balances ausser Kraft setzen kann. Er argumentiert weiter, dass es nur in ausserordentlichen Fällen vorkommen solle, dass die Spitze der Geschäftsleitung und das Präsidium des Verwaltungsrats derselben Person anvertraut würden. Dies soll höchstens in Übergangs- und Ausnahmesituationen der Fall sein, wenn es zweckdienlich ist. Es soll keine definitive Lösung darstellen, wie es sich beim Inselspital abzeichnen könnte. Es spricht somit nichts wirklich dagegen, diesen Vorstoss jetzt zu überweisen. Wir würden ihn sowohl in Form einer Motion überweisen als auch als Postulat. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt dieses Vorhaben und erachtet es als sinnvoll, bei öffentlichen Spitälern solche Doppelmandate aus den genannten Gründen zukünftig auszuschliessen.

Marianne Teuscher-Abts, Roggwil (FDP). Der Regierungsrat wird beauftragt, die gesetzliche Vorgabe im SpVG so zu ändern, dass die Funktion des Verwaltungsrats und jene der Geschäftsleitung in Spitälern klar getrennt sind. Die Regierung will diese Motion ablehnen. Sie lehnt zwar Doppelmandate in langfristigen Konstellationen ab, aber in Übergangs- und Ausnahmesituationen wäre es für sie sinnvoll, damit man in wichtigen strategischen Fragen rasch und zielgerecht vorwärtskommt.
Aber wo fängt die Ausnahme an, und wie wird sie definiert? – Die FDP-Fraktion lehnt diese Doppelmandate in Spitälern strikte ab, auch wenn es um ein normales Verwaltungsratsmandat geht. Ein solches Doppelmandat ist ein Verstoss gegen die Corporate Governance. Die FDP-Fraktion will keine Ausnahmefälle schaffen, weil so etwas noch nie an der Universitätsklinik oder an einem Regionalspital im Kanton Bern vorgekommen ist. Es sollte nicht schwierig sein, ein Mitglied für den Verwaltungsrat zu finden. Die Suche nach einem Verwaltungsratspräsidenten bleibt sicher eine gewisse Herausforderung. Eine Gesetzesänderung wäre nicht in unserem Sinn. Man hat schon früher immer wieder von den Problemen betreffend die Doppelmandate gehört. Die Regierung hat bis heute nichts dagegen unternommen, sonst hätte man diese Motion verhindern können. Die FDP-Fraktion stimmt dieser Motion zu und nimmt auch das Postulat an.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Das Doppelmandat scheint bei KMU und mittelgrossen Vereinen gang und gäbe zu sein und dürfte meistens auch unproblematisch sein, besonders angesichts der Tatsache, dass die Inhaber und Aktionäre einen allfälligen Schaden selber tragen müssen. Bei systemrelevanten Geschäftsbanken ist dies natürlich anders, sobald sie «too big to fail» sind, aber darauf möchte ich jetzt nicht weiter eingehen. Sinnvolle Checks and Balances sind die Grundlage jeder modernen Demokratie und ein grundlegendes Prinzip von Good Governance. Bereits James Madison hat in den «Federalist Papers» festgehalten, dass die Begierden eines Menschen den Begierden eines anderen Menschen entgegengesetzt wirken sollen, damit sich die Begierden gegenseitig unter Kontrolle halten. Als Menschen haben wir die Tendenz, nach immer mehr Macht und Einfluss zu streben, genau wie ein Drogensüchtiger für das High eine immer stärkere Dosis braucht. Die Ausübung von Macht darf jedoch kein Selbstzweck sein, sondern soll der Allgemeinheit dienen. Soweit die grundsätzlichen Gedanken.
Nun zur entscheidenden Frage: Darf es bei regionalen Spitalzentren und Universitätskliniken Ausnahmen bei der Trennung zwischen strategischer und operativer Ebene geben? – Wir trauen es dem Regierungsrat zu, in den erforderlichen Situationen umsichtige Ausnahmeentscheide zu treffen. Daher wird die EDU-Fraktion diese Forderung in Form eines Postulats annehmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum letzten Fraktionssprecher. Thomas Brönnimann spricht für die glp.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Es freut die glp, dass dieser Vorstoss so breite Zustimmung geniesst. Wir haben es gehört: Barbara Mühlheim hat gewandelt. Ich hoffe, dass mit dieser Wandlung vielleicht sogar in der SVP eine oder zwei zusätzliche Stimmen zu gewinnen sind. Wir sind durchaus kritikfähig. Wir sehen, dass ein Gesetz vielleicht zu rigide wäre und man bei einem Gesetz Probleme bekäme in Bezug auf die Regelung der Ausnahmesituationen. Verschiedene Sprecher haben gesagt, es herrsche Einigkeit, dass es Ausnahmesituationen geben könne, die ein Doppelmandat nötig machen würden, aber diese seien sehr, sehr selten. Noch ein Bezug auf die Antwort der Regierung, die sich natürlich zu einer Motion geäussert hat: Es schien uns nicht ganz richtig, dass hier das Obligationenrecht (OR) zitiert wird und man nicht berücksichtigt, dass das OR auch für kleine Unternehmen sowie für Familienunternehmen gilt, wo die Eignerinteressen mit denjenigen der Geschäftsführung identisch sind. Der «Swiss Code of Conduct» richtet sich auch an die Kleinunternehmer. Aber wenn wir ehrlich sein wollen: Bei den Grossunternehmen hat es sich durchgesetzt und entspricht heute dem Standard, dass der CEO und der Verwaltungsratspräsident nicht mehr in Personalunion auftreten. Weshalb? – Vielleicht muss man dies einmal selber in einem Verwaltungsrat erlebt haben. Es fängt schon bei kleinen Unternehmen an. Der Geschäftsführer hat einen derart grossen Informationsvorsprung gegenüber dem Verwaltungsrat, dass im Sinne der Checks and Balances die Balances aus dem Gleichgewicht geraten würden, wenn der CEO auch noch der Verwaltungsratspräsident wäre. Es spricht nichts dagegen, dass dieser an den Sitzungen teilnimmt, von mir aus sogar noch mit dem Stimmrecht eines gewöhnlichen Mitglieds des Verwaltungsrats, aber Verwaltungsratspräsident sollte er nicht werden. Hierin herrscht Konsens.
Es war interessant zu hören, was bei der Diskussion herausgekommen ist, die wir hier drin geführt haben. Man könnte fast meinen, es ginge hier um eine «Lex Jocham». Dies ist nicht der Fall. Es wäre auch schlecht, ein Gesetz zu schreiben, um ein einzelnes Problem zu lösen. Aber wir müssen ehrlich sein: Die Situation im Inselspital mit dem Doppelmandat von Uwe Jocham hat zu diesem Vorstoss geführt. Ich bin nun sehr gespannt darauf, zu hören, was der Gesundheitsdirektor sagt. Dass das Inselspital kein Familienunternehmen ist, wissen wir. Wir hoffen auch, dass es nicht in einer grossen Krise steckt. Wir hoffen, dass die entstandene Übergangssituation bald zu Ende ist. Wenn die Regierung und der Gesundheitsdirektor nun argumentieren, es brauche kein Gesetz, dann sind wir sehr gespannt auf die Worte des Gesundheitsdirektors. Vielleicht sagt er uns ja, was er beziehungsweise die Regierung zu tun beabsichtigen. Es war zu hören, man solle das Verwaltungsratspräsidium nur noch für ein Jahr wählen, damit man nötigenfalls reagieren könne. Dies sind alles offene Fragen. Vielleicht hören wir noch etwas. Sonst hoffen wir einfach, dass diesem Postulat grossmehrheitlich gefolgt wird.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Es haben sich keine Einzelsprecher eingetragen. Wünscht die Motionärin nochmals das Wort? – Dies ist nicht der Fall. Somit erteile ich Regierungsrat Schnegg das Wort.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Cette motion demande de modifier la Loi sur les soins hospitaliers, afin qu'une personne ne puisse pas cumuler un mandat au Conseil d'administration et la Direction des hôpitaux publics du canton. Bien souvent, le Grand Conseil est appelé à se prononcer sur des mesures devant permettre d'alléger le poids législatif et d'augmenter l'efficacité des procédures administratives. Ici, la demande est de l'alourdir. Cette motion fait suite, très certainement, aux changements qui ont eu lieu à l'Insel.
Tout d'abord, je tiens à souligner qu'à l'exception de la période transitoire avec l'Insel, le gouvernement a toujours respecté les aspects d'une bonne gouvernance, soit la séparation des pouvoirs. Mais force est également de constater que le respect de ces méthodes n'est de loin pas une garantie de succès. Les modalités de gestion des sociétés anonymes de droit privé sont définies en grande partie par le droit suisse des obligations du 1er avril 2017 (Loi fédérale complétant le Code civil suisse [Livre cinquième: Droit des obligations]). Or, celui-ci ne contient aucune disposition interdisant les doubles mandats. Selon le droit des obligations, les membres du Conseil d'administration et de la direction doivent exercer leurs attributions avec toute la diligence nécessaire et veiller fidèlement aux intérêts de la société. De nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) connaissent le cumul des fonctions, et bien souvent avec un certain succès. Le Code suisse de bonne pratique pour la gouvernance d'entreprises recommande uniquement que la majorité des membres du conseil d'administration n'assume pas de tâche de direction opérationnelle, et c'est très bien ainsi. De plus, il est bien entendu possible de restreindre les compétences des personnes exerçant un double mandat dans le cadre du règlement d'organisation. Les personnes exerçant un double mandat sont à même de fournir une information globale et précise et de faire bénéficier les discussions de leurs connaissances

approfondies. La possibilité d'exercer un double mandat au sein d'institutions publiques et privées doit être réservée à des situations exceptionnelles et transitoires. Le Conseil-exécutif y est en principe opposé dans les configurations à long terme. Lorsque c'est possible, il convient d'éviter un cumul des fonctions de directeur général et de président du Conseil d'administration. Toutefois, le cumul des fonctions peut améliorer la qualité et l'efficacité des décisions du conseil d'administration et raccourcir les délais de traitement, autant de conséquences appréciables en situations exceptionnelles ou transitoires. En cas de double mandat, le Conseil-exécutif doit renforcer son activité de surveillance, en utilisant les instruments éprouvés à sa disposition.
Dans des situations exceptionnelles et transitoires, il encadre étroitement l'hôpital. L'ajout d'une disposition dans la Loi sur les soins hospitaliers du 1er janvier 2017 (LSH) n'est pas du tout une solution appropriée pour écarter le risque de mauvaise gestion lié à l'exercice de double mandat et prive ainsi le canton d'une solution qui pourrait parfois être la solution idéale pour sortir d'une situation de crise. Pour terminer, j'ajouterai que les hôpitaux publics et privés doivent bénéficier d'une égalité de traitement en la matière, car ils sont financés de la même manière dès lors qu'ils figurent sur la liste des hôpitaux. N'allons pas créer des inégalités qui pourraient en fonction de certains événements s'avérer très contreproductifs. Je comprends fort bien la volonté de nombreux députés de pouvoir compter sur des structures cohérentes dans les différents hôpitaux publics du canton. Le cumul des mandats doit rester l'exception dans des situations particulières. Elle ne doit pas être la règle et, dans tous les cas, pas à long terme. Sur cette base, je peux apporter mon soutien au postulat.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben es gehört: Auch der Regierungsrat würde ein Postulat unterstützen. Wir kommen zur Abstimmung. Wer dieses Postulat annimmt, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst
Annahme

Ja	132
Nein	14
Enthalten	2

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben das Postulat angenommen mit 132 Ja- zu 14 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Geschäft 2017.RRGR.677

Motion 248-2017 SP-JUSO-PSA (Jordi, Bern)
Zukunft Gesundheit: Innovationen in der Gesundheitsversorgung fördern

Der Präsident, Jürg Iseli, übernimmt wieder den Vorsitz.

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 89. Es ist eine Motion der SP-JUSO-PSA-Fraktion mit dem Titel «Zukunft Gesundheit: Innovationen in der Gesundheitsversorgung fördern». Die Regierung lehnt diese Motion ab. Ich erteile dem Motionär, Grossrat Jordi, das Wort.

Stefan Jordi, Bern (SP). Wir haben vorhin über die Förderung der Gesundheitskompetenz gesprochen. Dies ist nun eine weitere Massnahme, die wir Ihnen zur Verbesserung des Gesundheitswesens vorschlagen. Man weiss auch in Bezug auf das Thema, welches diese Motion behandelt, dass die Kooperation zwischen den verschiedenen Anbietenden in der Gesundheitsversorgung und den Fachleuten sehr wichtig ist. Leider werden solche Innovationen durch die Tarife nicht abgegolten. Hinzu kommt, dass die Anbieter angesichts des Spardrucks der öffentlichen Hand damit beschäftigt sind, ihre bestehenden Strukturen zu sichern. Aus diesen Gründen stehen ihnen keine Ressourcen für die

gemeinsame Entwicklung innovativer Versorgungsmodelle zur Verfügung. Durch den Spardruck und den Druck auf die Tarife kommen beispielsweise zukunftsträchtige Care-Management- oder integrative Versorgungsmodelle nicht vom Fleck. Das heutige Gesundheitssystem setzt auf diese Weise negative Anreize für die Innovation. So stagniert auch im Kanton Bern das Gesundheitswesen und verharrt in veralteten Strukturen.
Was sieht diese Motion vor? – Einerseits sieht sie die Schaffung eines solchen Fonds vor, und andererseits fordert sie die Förderung von Projekten, die innovative Versorgungsmodelle mit mehreren Anbietern implementieren. Diese können durch einen solchen Fonds alimentiert werden. Selbstverständlich müssen die Projekte, die diesen Anforderungen entsprechen, für eine breite Anwendung geeignet sein. Weshalb? Ich habe vorhin erwähnt, dass solche innovativen Projekte, die eine Anschubfinanzierung benötigen, nicht abgegolten werden. Es geht somit um eine intensivere Zusammenarbeit zwischen verschiedenen Gesundheitsinstitutionen und Fachpersonen. Diese ist heute mangelhaft. Langfristig gesehen können damit ohne Qualitätsverlust Kosten gesenkt werden. Auch dies ist ein Ziel der vorliegenden Motion. Was hält der Regierungsrat von dieser Idee? – Ähnlich wie bei der Gesundheitskompetenz erachtet er auch diese Idee für unterstützungswürdig. Er argumentiert aber, dass schon heute die Möglichkeit bestehe, solche Modellversuche zu beantragen, und dass der Kanton diese mittels Förderbeiträgen unterstützen könne. Deshalb lehnt er diese Motion ab. So weit, so gut.
Ist diese Motion nun überflüssig?– Nein, das ist sie nicht. Wir haben beim letzten Sparpaket gesehen, dass gerade solche medizinischen Innovationen gestrichen wurden. Es wurde ein Beitrag von rund 3 Mio. Franken gestrichen. Der Kanton hat diese Möglichkeiten nicht mehr in demselben Ausmass wie früher. Unser Vorstoss will, dass solche Innovationen wieder gefördert werden können, indem man im Rahmen einer Spezialfinanzierung einen Fonds äufnet. Dies ist unsere Idee. Wir denken, dass es wichtig ist, diese Motion einzureichen, damit wirklich etwas geschieht. Die Argumentation des Regierungsrats ist ebenfalls interessant. Dieser sagt, es sei alles gut und die Mittel könnten schon heute beantragt werden. Es bestünden schon heute Möglichkeiten, die Unterstützung solcher Projekte beim Regierungsrat zu beantragen. Aber wenn ich in dieser Situation wäre und wüsste, dass ich zwar ein solches Projekt eingeben könnte, aber gleichzeitig wüsste, dass es sehr wahrscheinlich nicht finanziert wird, weil die Finanzierungsmöglichkeiten des Kantons beschränkt sind, dann gäbe ich ein solches Projekt gar nicht ein. Ich würde mir den Aufwand sparen, einen solchen Projektantrag zu verfassen, wenn ich davon ausgehen müsste, dass die Mittel nicht gesprochen werden. Hier beisst sich die Argumentation des Regierungsrats in den Schwanz, wenn er sagt, es seien gar keine Anträge zur Förderung innovativer Modelle eingegangen. Ich bitte Sie, die Motion für ein zukunftsfähiges Gesundheitswesen im Kanton Bern in der vorliegenden Form zu unterstützen. Wir wollen mit dieser Massnahme einen Schritt weiterkommen und nicht in unseren alten, eingewachsenen Strukturen verharren.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die grüne Fraktion spricht Grossrätin Graf.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Grüne). Ich wiederhole gerne, was der Motionär gesagt hat. Der Regierungsrat wird beauftragt, einen Fonds von jährlich 2 Mio. Franken für die Gesundheitsversorgung zu schaffen. Das Fondsgeld soll für Projekte für innovative Versorgungsmodelle eingesetzt werden. Dabei sollen neue Organisationsmethoden in der Notfallversorgung und in der regionalen Grundversorgung sowie integrierte und interprofessionelle Angebote im Fokus stehen. Bei der Auswahl der Projekte ist darauf zu achten, dass sie für eine breite Anwendung geeignet sind. Ich finde dies sehr gut. Es ist sinnvoll, dass innovative Versorgungsmodelle mit mehreren Anbietern gefördert werden. Eine intensive Zusammenarbeit verschiedener Gesundheitsinstitutionen und Fachpersonen verbessert nicht nur die Versorgung von Patientinnen und Patienten, sondern baut auch Doppelspurigkeiten ab. Die Kooperation zwischen den verschiedenen Anbietern und Fachleuten wird überall gefordert. Durch den Spardruck stagniert auch im Kanton Bern das Gesundheitswesen. Wir sind für eine bedarfsgerechte Versorgung, die sich weiterentwickelt. Wir Grünen unterstützen diese Motion sehr gerne.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (EVP). Zu Ziffer 1: Wir haben in der laufenden Session schon über Fondslösungen debattiert, und die Haltung der EVP ist nach wie vor dieselbe. Wir sind nicht a priori dagegen. Fondslösungen sollen jedoch die Ausnahme sein. Ausgaben im Gesundheitswesen sollen über die reguläre Rechnung finanziert werden und damit bei der Priorisierung in einem Wettbewerb mit anderen Ausgaben stehen. Sie sollen nicht aus lauter blockierten Spezialkassen alimentiert werden. Im Lichte dieser Argumentation hat sich die EVP-Fraktion letzte Woche beim Traktandum 76 auch gegen den geforderten Zukunftsfonds entschieden. Im Sinne einer Ausnahme hatten wir uns aber früher für den Investitionsspitzenfonds ausgesprochen.

Betreffend das hier vorliegende Anliegen, bei dem es um Innovationen in der Gesundheitsversorgung geht, wohnen allerdings zwei Seelen, ach, in unserer Brust, um es mit Goethes Worten zu sagen. Einerseits haben wir als EVP in der damaligen Debatte um das Spitalversorgungsgesetz (SpVG) eine Fondslösung unterstützt. Ich bin nicht mehr sicher, aber ich denke, es ging damals um eine zehnprozentige Gewinnabschöpfung aus dem Privatversicherungsbereich. Damit wollte man Innovationen, Modellvorhaben und so weiter oder allgemein die Gesundheitsversorgung in der Peripherie unterstützen. Andererseits scheint es uns im hier vorliegenden Vorstoss erstens um einen recht hohen Betrag zu gehen. 2 Mio. Franken im Jahr sind 8 Mio. Franken in vier Jahren, die es abzusondern gilt.
Zweitens scheint es hier auch um eine Lösung zu gehen, die eine Art Scheinproblem beheben soll, wenn ich dies so nennen darf. Laut Antwort des Regierungsrats gibt es schon heute drei verschiedene rechtliche Grundlagen, um mit den vorhandenen Mitteln, so sie denn vorhanden sind, solche innovative Versorgungsmodelle zu fördern. Der Regierungsrat hat es in seiner Antwort genannt: Es sind dies das SpVG, das Gesundheitsgesetz (GesG) oder sogar das Gesetz über die öffentliche Sozialhilfe (Sozialhilfegesetz, SHG), je nach Modellvorhaben. Zudem – und hier appelliere ich an uns – haben wir als Grossrätinnen und Grossräte die Möglichkeit, über den Rahmenkredit, der im Artikel 139 SpVG geregelt ist, alle vier Jahre Einfluss zu nehmen und zu zeigen, wie viel uns die medizinische Innovation, die Modellversuche oder die integrierte Versorgung, um nur ein paar Punkte zu nennen, wert sind. Den Punkt 1 können wir als EVP-Fraktion nicht mittragen. Wir lehnen ihn ab.
Betreffend die Ziffern 2 und 3 haben wir keine Differenzen zu den Motionsforderungen, natürlich mit Ausnahme der Finanzierungsform, da diese unseres Erachtens mit den formulierten Kriterien in den gesetzlichen Bestimmungen im Einklang stehen muss. Dies sieht auch der Regierungsrat so. Wir gehen davon aus, dass die in den Ziffern 2 und 3 genannten Kriterien und Vorschläge auch für die herkömmlich bewilligten Mittel als Grundlage dienen können. Wir rechnen nun also mit dem Goodwill des Parlaments, uns betreffend Finanzierung, also betreffend Rahmenkredit, zu unterstützen. Weiter rechnen wir mit dem Entgegenkommen der GEF bei der Prüfung und Auswahl, aber eventuell auch bei der Verringerung der administrativen Hürden, um die genannten Innovationen im Gesundheitswesen zu ermöglichen und zu stärken.
Ich habe die administrativen Hürden genannt. Es scheint uns einfach ein wenig suspekt zu sein, dass im Moment kein konkretes Gesuch um die Finanzierung eines solchen Modellversuchs vorliegt. Wir fragen uns, woran dies liegen kann. Deshalb haben wir die administrativen Hürden genannt. Wir appellieren gleichzeitig auch an mögliche Gesuchstellerinnen und Gesuchsteller, ihre Gesuche einzureichen und einen wesentlichen Beitrag an die Verbesserung und an die Weiterentwicklung unseres Gesundheitswesens zu ermöglichen. Die EVP-Fraktion lehnt somit den Vorstoss in der vorliegenden Form der Motion ab, steht aber ideell hinter den Punkten 2 und 3.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrätin Kocher.

Manuela Kocher Hirt, Worben (SP). Zur Einführung in die Thematik nehme ich Sie gerne mit auf eine Tour d'Horizon durch die Bundesebene, zu den aktuellen Entwicklungen im Bereich der Gesundheitspolitik, um Ihnen aufzuzeigen, warum Innovationen im Gesundheitswesen auch auf kantonaler Ebene gefördert werden sollen. Ende 2016 hat das Eidgenössische Departement des Inneren (EDI) eine Expertengruppe beauftragt, nationale und internationale Erfahrungen zur Steuerung des Mengenwachstums auszuwerten und rasch umsetzbare kostendämpfende Massnahmen zur Entlastung der obligatorischen Krankenpflegeversicherung vorzuschlagen. Das Hauptziel der Strategie «Gesundheit2020» des Bundes besteht darin, ein qualitativ hochstehendes und für alle zugängliches, finanzierbares und tragbares Gesundheitswesen zu schaffen. Um die Kostenentwicklung zu dämpfen, sind griffige Massnahmen nötig. Mit der Einführung des «Experimentier-Artikels» im Bundesgesetz über die Krankenversicherung (KVG) soll eine klare rechtliche Grundlage für die Durchführung innovativer Pilotprojekte geschaffen werden. Mit dem «Experimentier-Artikel» können somit Massnahmen zur Eindämmung des Kostenwachstums in den Kantonen geprüft werden.
Es braucht neue Projekte in der Gesundheitsversorgung, um die Herausforderungen im Gesundheitswesen zu bewältigen. Die Zunahme der Pflegebedürftigkeit, gekoppelt mit Mehrfacherkrankungen, erhöht die Komplexität der Behandlung und Betreuung. Im Gesundheitswesen gibt es Fehlanreize, die zu Mengenausweitungen führen. Daneben gibt es andere Bereiche, die unterfinanziert sind. Es braucht somit Lösungen für finanziell tragbare Gesundheitskosten und für bessere Versorgungsmodelle, um den zunehmenden Pflegebedarf zu sichern und den Personalmangel zu stoppen. Ich nenne Ihnen ein Beispiel dafür, wie ein neues Versorgungsmodell aussehen könnte: Die Spitex AareGürbetal setzt im Moment ein holländisches Modell um. Dieses basiert auf kleinen Pflegeteams mit einem

Coach, flachen Hierarchien sowie mehr Kompetenzen und Verantwortung im Team. Es basiert auf der Bezugspflege nahe am Patienten. Damit konnte die Mitarbeiterzufriedenheit gesteigert werden. Auch die Produktivität ist gestiegen. Die administrativen Kosten konnten reduziert werden, die Fluktuation ist gesunken und die Betreuungskontinuität beim Patienten ist gestiegen. Mittels eines Fonds soll der Kanton Bern die Grundlagen schaffen, um solche Projekte zu fördern und Lösungen für die Herausforderungen zu erproben. Es braucht einen Fonds, denn die bestehenden Möglichkeiten, die im Gesetz stehen, sind zu verzettelt, und die Mittel werden jeweils nur im Rahmen der finanziellen Möglichkeiten gewährt.
In den Regionen besteht das Bedürfnis nach einer besseren integrierten Versorgung, vor allem dort, wo es schon seit Längerem keinen Dorfarzt mehr gibt. Wir wissen, dass in den nächsten Jahren eine Pensionierungswelle bei den Hausärzten bevorsteht. Um die Versorgung auch in der Agglomeration und in den ländlichen Gebieten des Kantons zu sichern, braucht es jetzt ein klares Bekenntnis des Kantons dazu, die Entwicklung neuer Versorgungsmodelle fördern und fordern zu wollen. Es reicht nicht, auf Projekteingaben zu warten. Wir müssen mit der Gesundheitsstrategie klare Ziele setzen und mit dem Fonds die Grundlagen für deren Finanzierung sichern. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion empfiehlt Ihnen die Annahme der Motion.

Carlo Schlatter, Thun (SVP). Die Motion fordert vom Regierungsrat die Einrichtung eines Fonds mit einem konkreten Verwendungszweck. Gefordert wird eine Spezialfinanzierung zur Förderung verschiedener Projekte im Gesundheitswesen wie etwa Organisationsmodelle in der Notfallversorgung oder in der Grundversorgung. Dazu gibt es Folgendes zu sagen: Erstens, nachdem es uns im letzten Jahr zum Teil nach epischen Diskussionen gelungen ist, ein Sparpaket zu schnüren, erscheint uns die Einrichtung einer Spezialfinanzierung aufgrund der aktuellen finanziellen Situation des Kantons sowie aus finanzpolitischen Überlegungen nicht opportun.
Zweitens: In seiner Antwort schreibt der Regierungsrat richtigerweise, dass der Kanton schon jetzt Modellversuche unterstützen kann und auch unterstützt, sofern sie den gesetzlichen Vorgaben entsprechen. Im Übrigen finden schon jetzt dort, wo es sinnvoll ist, Kooperationen und Vernetzungen statt, ohne dass diese vom Staat besonders gefördert werden. Diese entstehen häufig durch Eigeninitiative und werden selber organisiert.
Drittens liegt aktuell gar kein Gesuch vor. Schon vor der Spardebatte hat kein Gesuch vorgelegen. Gesuche, die der Motionsforderung entsprechen würden, haben wir im Moment gar keine. Aufgrund einer Gesamtbeurteilung kann die SVP beim besten Willen keinen Mehrwert in dieser Motion erkennen. Die SVP erachtet es nicht als sinnvoll, zweckgebundene Mittel für Projekte bereitzustellen, ohne dass dafür ein Bedarfsnachweis vorhanden ist. Wir sind jedoch sicher und wissen, dass das Geld, welches man einmal bereitgestellt hat, ob sinnvoll oder nicht, früher oder später garantiert ausgegeben wird. Die SVP lehnt die Motion einstimmig ab.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (FDP). Die Förderung der Innovation in der Gesundheitsversorgung ist etwas Sinnvolles. Es sollte auch die Möglichkeit bestehen, beim Vorliegen guter Projekte bei der Finanzierung mitzuhelfen, denn solche Projekte kann man nicht einfach so über die laufende Rechnung in Hausarztpraxen, Medizentren und so weiter finanzieren. Dies kann teilweise sehr teuer werden, und Abgeltungen sind nicht dafür vorgesehen.
Ich möchte noch an einen eigenen Vorstoss erinnern, der in der Novembersession beraten wurde. Er ging in dieselbe Richtung wie die Forderung von Grossrat Jordi. Es hiess «Unterstützung ambulanter interprofessioneller Versorgungsmodelle zum Erhalt und zur Stärkung der medizinischen Grundversorgung mittels SpVG-Rahmenkredit» *(M 126-2017)*. Grossrätin Schindler hat ebenfalls vom Rahmenkredit gesprochen. Ich wollte damals den Regierungsrat beauftragen, im nächsten Rahmenkredit zur Abgeltung weiterer Beiträge im Rahmen des SpVG entsprechende Mittel explizit für innovative und nachhaltige Versorgungsmodelle und Pilotversuche in der Grundversorgung einzustellen und in eigener Kompetenz während vier Jahren zu entscheiden, ob man solche Projekte finanzieren will. In der Vergangenheit, unter dem früheren Gesundheitsdirektor, war es nicht immer klar, dass man Mittel zur Verfügung hatte. Es hiess schon damals, es sei keine Kasse vorhanden. Ich verstehe das Anliegen von Grossrat Jordi. Es war in der Vergangenheit nicht ganz klar. Der Rahmenkredit wäre eine Möglichkeit gewesen, doch leider hat der Grosse Rat diesen abgelehnt. Inhaltlich sind wir somit sehr nahe bei der Forderung des Motionärs Jordi und der Motionärin Schindler. Schon damals hat der Regierungsrat geschrieben, die Möglichkeiten bestünden und es bereits jetzt möglich sei, innovative Modelle zu finanzieren. Wir nehmen den Regierungsrat natürlich beim Wort, wenn er sagt, dass dies bereits möglich sei, auch wenn es mir noch nicht hundertprozentig klar ist, wo man dieses Geld holen

könnte, falls gute Studien und Konzepte vorlägen.
Es ist bekannt, dass die FDP Fondsbildungen sowie Fonds im Allgemeinen gar nicht mag. Deshalb lehnt die FDP-Fraktion diesen Vorstoss ab und erinnert daran, dass es diese Möglichkeiten offenbar gibt. Wir hoffen natürlich, dass eine solche Teilfinanzierung effektiv möglich ist, wenn ein gutes Projekt vorliegt, sei es via Rahmenkredit oder sei es aus einer anderen Kasse.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Um mich kurz zu fassen: Die EDU steht Innovationen sehr offen, der Schaffung eines weiteren Fonds jedoch skeptisch gegenüber. Einerseits verdient es ein wahrhaft innovatives Projekt im Gesundheitswesen, auch einmal mit einem Betrag über 2 Mio. Franken unterstützt zu werden. Andererseits ist es aus unserer Sicht nur begrenzt sinnvoll, jährlich fix 2 Mio. Franken auszugeben, unabhängig von der Innovationskraft eines bestimmten Projekts, einfach weil dieses Geld zur Verfügung steht. Wie der Regierungsrat darlegt, gibt es bereits verschiedene Möglichkeiten, um Modellversuche und Pilotprojekte zu finanzieren. Die EDU-Fraktion schliesst sich deshalb der Empfehlung der Regierung an und wird diese Motion ablehnen.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (BDP). Für die BDP-Fraktion sind Innovationen in der Gesundheitsversorgung wichtig und richtig. Wir lehnen jedoch einen Gesundheits-Investitionsfonds ab. Wie in der Antwort des Regierungsrats dargelegt wird, haben solche Anträge in den vorhandenen Gefässen Platz. Deshalb folgen wir der Antwort des Regierungsrats. Ein Fonds bringt wohl nicht mehr Sicherheit bei Sparmassnahmen, sonst hätte man doppelt gemoppelt. Die Finanzierung durch den Rahmenkredit ist gesetzlich möglich. Deshalb lehnt die BDP-Fraktion die Motion ab und würde auch, falls gewandelt würde, ein Postulat ablehnen.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Ich nehme es vorweg: Auch die glp stimmt der Motion nicht zu. Erstens wollen wir keinen Fonds, und zweitens sehen wir den Handlungsbedarf nicht gleich wie die Motionäre. Es wurde schon gesagt: Der Artikel 139 SpVG gibt uns genau diese Möglichkeit, die hier verlangt wird, aber innerhalb des Kredits, den wir im Januar 2016 gesprochen haben und der noch während zwei Jahren läuft. Es waren damals 73 Mio. Franken. Wo wir Handlungsbedarf sehen, ist primär im Bereich der gesamtschweizerischen Tarifstruktur für die stationäre Psychiatrie (TARPSY). Die Antwort zeigt dies klar. Mit TARPSY werden wir eine neue Herausforderung für innovative Projekte haben. Eines läuft schon, nämlich jenes betreffend die ambulante Psychiatrie. Es wird sich dort vermehrt die Frage stellen, wie man Leute auf innovative Weise beraten und betreuen kann, die nach einem Klinikaufenthalt noch nicht in einem ambulanten Setting betreuungsfähig sind. Dort werden bereits Fragen gestellt und Projekte diskutiert, auch ohne Fonds.
Ein wesentlicher Punkt, den diese Motion nicht berücksichtigt, ist die Langzeitpflege. Dort ist primär nicht das Spitalwesen gefragt, sondern die Alters- und Pflegeheime. Ich gehöre selber der Jury eines Systems an, welches heute in Alters- und Pflegeheimen innovative, nachhaltige Projekte fördert und honoriert. Ich kann Ihnen sagen, dass hier auch ohne Fonds sehr spannende Dinge geplant sind. Die Heime wissen, dass sie die Zeichen der Zeit erkennen müssen. In der Langzeitpflege müssen sie angesichts der demografischen Entwicklung im Kanton Bern neue innovative Projekte starten. Dies wird jedoch in dieser Motion nicht gesagt. Es ist auch ohne diesen Fonds möglich, denn dabei geht es um ganz andere Bereiche. Dort gibt es ganz andere finanzielle Möglichkeiten. Die GEF beschreibt, wie man Mittel freischaufeln kann, wenn man hier Projekte einbringt. Aus all diesen Punkten folgt: Ja, es ist zwar nett und sinnvoll, was diese Motion will, aber man soll bitte keinen Fonds schaffen. Wir haben schon längstens dafür legiferiert, diesen Spielraum zu erhalten. Zudem kommen wir alle vier Jahre im Grossen Rat dazu, über die Gewichtung eines Fonds versus Innovation versus Assistenzärzte-Unterstützung und so weiter zu diskutieren. In zwei Jahren sind wir wieder so weit und können diesen Kredit höher bestücken.

Präsident. Der Regierungsrat braucht für sein Votum mehr als drei Minuten. Deshalb gehen wir jetzt in die Mittagspause. Danach wird der Herr Regierungsrat sprechen. Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 11.45 Uhr.

Die Redaktorin:
Sara Ferraro (d/f)

Dienstag (Nachmittag) 12. Juni 2018, 13.30–16.30 Uhr

Zehnte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 158 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Boss Martin, Tobler Marc.

Geschäft 2017.RRGR.677

Motion 248-2017 SP-JUSO-PSA (Jordi, Bern)
Zukunft Gesundheit: Innovationen in der Gesundheitsversorgung fördern

Fortsetzung

Präsident. Ich hoffe, Sie hatten einen guten Mittag und sind für die intensive Nachmittagssitzung bereit, damit wir auch noch ein wenig vorwärtskommen. Wir sind beim Traktandum 89 verblieben, und ich gebe an dieser Stelle Gesundheitsdirektor Schnegg das Wort. Vous avez la parole. Ich nehme an, Grossrat Buri will nichts sagen. *(Grossrat Buri wird noch auf der Rednerliste angezeigt.)* – Das ist der Fall. Danke.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Cette motion demande d'encourager des innovations dans le domaine des soins, avec un montant annuel de deux millions de francs suisses. Cette thématique a d'ores et déjà fait l'objet de longs et très intenses débats lors de la session de l'année dernière, ayant traité le programme d'allègement. Comme je l'avais alors mentionné, je me permets à nouveau de relever quelques points. Premièrement, si une institution développe une réelle innovation, elle n'aura aucun problème de trouver un financement sur le marché des capitaux et de valoriser ces investissements. Deuxièmement, avec deux millions de francs par année, il est absolument impossible de mener une stratégie d'innovation cohérente et sensée. Il s'agirait uniquement d'une distribution opportuniste de montants dans un système de santé d'ores et déjà très coûteux. Nous aurons tous l'occasion de l'entendre à nouveau cet automne lors de l'annonce des nouvelles primes maladie. D'ores et déjà, les institutions ont la possibilité de développer des projets et leurs ressources les y autorisent également. L'économie est responsable de l'innovation, et non l'Etat, qui lui, doit mettre à disposition les conditions cadre, mais pas nécessairement son financement. Sinon, il est également important de relever que le Conseil-exécutif soutient en principe l'idée de promouvoir des modèles de soins innovateurs impliquant plusieurs prestataires pour autant que ceci soit également financièrement supportable et autorisé par la législation. Attention, il doit s'agir de modèles, permettant une augmentation de la qualité ou de l'efficacité, et non pas de la protection de lobbies quelconques, comme c'est malheureusement bien trop souvent le cas dans le domaine de la santé. Nous avons entendu que les institutions sont actuellement sous-financées par les tarifs. Oui, c'est peut-être le cas si les structures ne sont pas adaptées aux besoins. Il est urgent, pour ces dernières, de se remettre en question et de s'adapter à la réalité du monde de la santé d'aujourd'hui. Voulez-vous simplement financer deux millions de francs de plus dans notre système de santé? Pourquoi pas? Mais alors, augmentons le budget, et définissons la clé de répartition plutôt que d'utiliser l'argument de l'innovation.
Il existe d'ores et déjà des bases légales qui autorisent la direction de la santé publique et de la prévoyance sociale à réaliser des essais pilotes. Dès lors, il n'est pas nécessaire d'instaurer un financement supplémentaire. Actuellement, le canton de Berne mène, par exemple, un essai pilote visant à mettre en place des équipes mobiles de soins palliatifs dans le canton de Berne, et un essai pilote

dans le domaine des traitements psychiatriques aigus à domicile, conçu comme une alternative au séjour en clinique psychiatrique, deux projets soutenus par notre direction, avec la promesse qu'ils permettront de réduire les coûts de la santé. L'avenir nous le dira. Aujourd'hui, il n'existe aucune demande concrète portant sur les modèles revendiqués par les motionnaires. Mais nous évaluerons bien entendu avec soin les éventuels projets qui pourraient nous être soumis. De nombreux prestataires et des spécialistes travaillent déjà en réseau ou développent leur collaboration et des projets sans pour autant bénéficier d'un soutien des pouvoirs publiques, et c'est très bien ainsi. C'est, je le répète encore une fois, aux entreprises elles-mêmes de lancer des innovations dans leurs domaines d'activité, et de conclure des alliances. Le monde de la santé est actuellement une activité qui, globalement, n'est pas sous-financée. N'alourdissons pas inutilement la facture de la santé! Mesdames et Messieurs, croyez-vous que ces deux millions de francs ne seront pas utilisés si nous n'avons pas de bons projets? Au contraire. Le Conseil-exécutif vous invite donc à rejeter cette motion, comme vous l'avez d'ailleurs fait dans le passé.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über diese Motion. Wer die Motion annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	50
Nein	101
Enthalten	0

Präsident. Sie haben die Motion mit 101 Nein- gegen 50 Ja-Stimmen bei 0 Enthaltungen abgelehnt.

Geschäft 2017.RRGR.679

Motion 249-2017 SP-JUSO-PSA (Schindler, Bern)
Zukunft Gesundheit: Fehlanreize im Gesundheitswesen beseitigen

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 90, «Zukunft Gesundheit: Fehlanreize im Gesundheitswesen beseitigen». Es ist eine Motion der SP-JUSO-PSA-Fraktion. Grossrätin Schindler vertritt sie. Die Regierung will sie als Postulat annehmen und gleichzeitig abschreiben. Ich gebe der Motionärin das Wort, Grossrätin Schindler.

Meret Schindler, Bern (SP). Dass die Regierung erkennt, dass im Gesundheitswesen nicht alles rund läuft, finde ich natürlich sehr schön, und im vorliegenden Vorstoss wird eben ein Bericht über mögliche Massnahmen gefordert, welche die Fehlanreize im Gesundheitswesen untergraben. Die Regierung will aber diesen Bericht nicht erstellen und versucht, in der Antwort zur Motion kurz abzuhandeln, was sie bereits tut und wo sie Probleme sieht. Weil sie eben schon etwas tut, wird die Motion – die eben diesen Bericht fordert, und ein Bericht impliziert ja eigentlich eine Motion – als Postulat angenommen und zur Abschreibung empfohlen.
Werte Anwesende, es gibt im Gesundheitswesen Doppelspurigkeiten, Preisoptimierungen und Überversorgung. Die Regierung anerkennt dies in ihrer Antwort, und für einige Probleme bietet sie auch Lösungen. Das ist auch sehr gut. Vielen Dank! Einen relevanten Aspekt gibt sie aber nicht an, und das sind vor allem die Kaderlöhne. Die Regierung schreibt zur Frage des Bonussystems in Spitälern, dass sie keinen Einblick hat und verweist gleichzeitig auf zwei Interpellationen, die gerade das Gegenteil darstellen. In der Interpellation 202-2016 von Alt-Grossrat Güntensperger steht explizit, dass im Kaderlohnsystem Fehlanreize vorstellbar sind. Leider bringt die Regierung hier, bei diesem Vorstoss, keine Lösung, und deshalb bestreite ich die Abschreibung vehement. Ich wandle aber in ein

Postulat, damit das Anliegen eine Chance hat, im Rat durchzukommen, und weil eben gerade auch auf der Honorarebene gewisse Fragen und auch Baustellen offen sind, bitte ich Sie, die Abschreibung nicht zu unterstützen, aber natürlich das Postulat, um dem Regierungsrat die Möglichkeit zu geben, hier aktiv zu bleiben.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern. Für die glp-Fraktion hat Grossrätin Schöni das Wort.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Ich habe gedacht, nun melde ich mich einmal ganz am Anfang. Ich bin froh, dass die SP-JUSO-PSA-Fraktion auch langsam merkt, dass es Fehlanreize im Gesundheitswesen gibt und solche Vorstösse macht. Ich muss Ihnen leider sagen: Ich habe dies schon lange gemerkt. Ich habe schon vor zwei Jahren einen Vorstoss eingereicht, der mehr als einfach durchgewinkt wurde. Herr Regierungsrat Schnegg hat diese Problematik auch gesehen und gesagt: Jawohl, das wäre ein Vorgehen, mit dem man etwas mehr Transparenz in die ganzen verworrenen Geschichten im Gesundheitswesen bringen könnte. Ich spreche dabei von angebotsinduzierten Fehlanreizen, nachfrageinduzierten Fehlanreizen, davon spricht gegenwärtig gar niemand: Mengenausweitung mit der Tarifstruktur TARMED, Einzelleistungsvergütungen, die es verunmöglichen, einen ganzen Pfad von Versorgung heranzubringen. Ich möchte hier beispielsweise den grauen Star nennen, der zu hoch vergütet wird. Heute kann er durch technische Fortschritte viel schneller abgehandelt werden und sollte nicht mehr den hohen Ansatz haben. Der Bund ist daran, das TARMED-System anzupassen, Swiss Diagnosis Related Groups (SwissDRG) für die stationäre Versorgung: Auch dort gibt es Probleme.
Wie kann man das angehen? – Sicher nicht mit einem Bericht. Wir wissen schon mehr als ein Bericht zu Tage bringen würde. Ich habe in dieser Motion klar aufgezeigt, wie man dort das Problem der Mengenausweitung, der Fehlanreize angehen kann. Man muss mehr Transparenz schaffen. Ich habe vorgeschlagen, dass man einen Versorgungsatlas macht, und das führt die GEF jetzt aus; ich bin dort nahe dran. Man zeigt, welche Spitäler Mengenausweitung machen, welche Fehlanreize unterstützen. Das ist retrospektiv. Prospektiv habe ich gesagt: Man muss die Indikationsqualität der vorgenommenen Operationen prüfen. Es interessiert vor allem, ob man mit einem solchen Eingriff nach zwei Jahren nicht wieder am gleichen Ort ist und man ihn erneut machen muss, damit es wirklich zu einer Verbesserung der Gesundheit kommt. Also auch dort: Die GEF ist dran.
Ich finde es schade, wenn die SP-JUSO-PSA-Fraktion das nun mit einem Bericht noch einmal auffrischen will. Es ist von gestern. Die glp-Fraktion wird dieses Postulat annehmen, aber ganz, ganz sicher auch abschreiben. Wie gesagt: Lesen Sie in meiner Motion nach. Dort sind die Lösungsvorschläge vorhanden.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Junker das Wort.

Margrit Junker Burkhard, Lyss (SP). Die Fraktion SP-JUSO-PSA unterstützt das Anliegen in allen Punkten. Wir hätten es selbstverständlich auch als Motion unterstützt. Die Motionärin hat nun in ein Postulat gewandelt; dahinter stehen wir. Aber wie sie dies auch sagt, werden wir die Abschreibung bestreiten. Wir hoffen doch sehr, dass der Rat dies auch tut.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (FDP). Die Motion von Grossrätin Schindler nimmt einen wichtigen Punkt auf: eben die Fehlanreize im Gesundheitswesen. Ich denke, von links nach rechts sehen wir dies gleich: Durch falsche Anreize werden unnötige und somit gegebenenfalls medizinisch nicht notwendige Behandlungen durchgeführt, oder medizinisch notwendige Behandlungen werden zu teuer durchgeführt. Die FDP-Fraktion kann dieser Motion aber nicht zustimmen, denn die Forderungen betreffend Tarifsystem inklusive Zusatzversicherungen sind halt effektiv auf Bundesebene zu lösen, ausser den Verlagerungen der stationären operativen Eingriffe in den ambulanten Bereich. Daran arbeitet die GEF ja. Der Kanton Luzern hat es vorgezeigt. Das ist alles am Laufen; dieser Prozess ist am Rollen.
Grossrätin Schöni hat es richtig gesagt: Wir haben im November 2016 hier im Grossen Rat bereits einen Vorstoss zum Thema Indikationsqualität überwiesen: «Stationäre Gesundheitsversorgungsqualität im Kanton Bern [...]» *(M 155-2016)*. Dieser wurde hier überwiesen, und es ist immer wieder gut, wenn man schaut, was bereits eigegeben wurde und was bereits im Rollen ist. Zudem ist die Tarifstruktur TARMED aktuell auch auf Bundesebene am Laufen. Klar, Fehlanreize kann man natürlich alleine via TARMED nicht ganz, aber zumindest partiell lösen.

Aufgrund der bereits laufenden und umgesetzten Massnahmen und auch aufgrund des Vorstosses zur Indikationsqualität, den der Grosse Rat hier schon überwiesen hat, kann die FDP-Fraktion nur einem Postulat zustimmen. Aber das Postulat muss unbedingt auch gleich abgeschrieben werden.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Die Fraktion der Grünen unterstützt das Anliegen der Motionärin. Unser Gesundheitssystem soll man auf mögliche Fehlanreize prüfen, und man soll die nötigen Massnahmen ableiten. Aber wir haben es nun auch von den Vorrednern gehört: Einige dieser Fehlanreize sind bereits bekannt, und der Grosse Rat hat bereits Vorstösse überwiesen, nicht nur denjenigen von Kollegin Schöni, sondern wir haben in der letzten Legislatur auch Vorstösse von uns Grünen überwiesen. Ich erinnere daran, dass man die Liste mit den Behandlungen prüft, die nur noch ambulant durchgeführt werden sollen oder dass sich der Regierungsrat auf Bundesebene für die «Einheitliche Finanzierung von ambulanten und stationären Leistungen (EFAS)» einsetzen soll.
Wir merken es ja: Die Schwierigkeiten unseres Gesundheitssystems liegen eben auch dort, dass die massgeblichen finanziellen Spielregeln – und gerade die von der Motionärin aufgeführten mutmasslichen Fehlanreize, namentlich TARMED oder SwissDRG – auf Bundesebene gemacht werden. Wir befürworten nichtsdestotrotz, dass sich der Regierungsrat in den entsprechenden Gremien auf Bundesebene für die nötigen Anpassungen einsetzt. Wir helfen also bei der Überweisung.
Den Prüfauftrag finden wir richtig, und wir begrüssen, dass er jetzt in Form eines Postulats gewandelt wurde, weil die Aufgabe eigentlich schon erteilt ist. Jetzt wissen wir nicht, ob dies einfach im Sinne von «doppelt genäht, hält besser» geschehen soll. Wir helfen bei der Überweisung und dabei, dass man den Bericht verlangt. Ob dieser dann wirklich dazu führt, dass die nötigen Aufgaben erledigt werden, wissen wir nicht. Aber ich denke, ein Teil unserer Fraktion könnte dann auch dabei helfen, nicht abzuschreiben.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (BDP). Die BDP-Fraktion nimmt unter dem Motto «Taten statt Worte» zu diesem Vorstoss Stellung. Dieser Vorstoss verlangt einen Bericht und Worte; und Worte sind eigentlich – wir haben es vorhin schon gehört – genug gesprochen worden. Wir wollen nicht mehr. Die Antwort zu diesem Vorstoss ist sehr ausführlich, sehr logisch und erklärend. Wir wollen nicht mehr. Wir unterstützen es nicht, dass wir die Verwaltung noch mehr beanspruchen. Deshalb können wir diesem Postulat nur unter gleichzeitiger Abschreibung zustimmen.
Es passt dazu: Wir wollen der Verwaltung nicht mehr Arbeit aufbürden als nötig. Deshalb: Das Postulat annehmen und abschreiben. Dies vonseiten der BDP-Fraktion.

Carlo Schlatter, Thun (SVP). Unbestritten kostet das Gesundheitswesen immer mehr, und die Prämien werden immer teurer. In diesem Umfeld tauchen natürlich immer wieder Forderungen nach Kostensenkungen auf, und immer wieder werden mehr oder weniger untaugliche Rezepte vorgeschlagen, ohne dass sich viele der Komplexität unseres Tarifsystems im Gesundheitswesen überhaupt bewusst sind und es auch nur ein bisschen verstehen. Wir alle möchten Kosten senken – aber wie? – Die Motion fordert den Regierungsrat auf, über Fehlanreize im Gesundheitswesen Bericht zu erstatten, und wenn man die Begründung liest, hat man natürlich wieder einmal mehr die Ärzte und Spitäler im Visier. Darüber, dass eventuelle Fehlanreize systemimmanent sind und möglicherweise auch die Kundschaft, sprich die Patienten betreffen, sagt die Motion leider nichts.
Wie der Regierungsrat richtig festhält, sind eben auch die Ansprüche im Gesundheitswesen massiv gestiegen. Der in der Motion geforderte Bericht über Anreize im Tarifsystem und Tariffragen liegt aber nicht in der Kompetenz des Regierungsrats und ist durch das Bundesgesetz über die Krankenversicherung (KVG) und das Bundesgesetz über den Versicherungsvertrag (VVG) vorgegeben und reglementiert. Daran kann auch ein Bericht nichts ändern und beitragen. Das ist einfach die falsche Flughöhe. Sinnvoll erachte ich aber hingegen – in Übereinstimmung mit den Ärzteverbänden – eine Änderung im KVG in Richtung monistischer Finanzierung. Das heisst, dass eine einheitliche Abgeltung von stationären und ambulanten Leistungen mal in Betracht gezogen wird.
Auch die Frage nach den Verträgen zwischen den Kaderärzten und den Spitälern liegt nicht in der Kompetenz des Regierungsrats. Es tut mir leid, das ist halt einfach so. Wenn man das genau anschaut, gibt es aber keine Evidenz, dass Abgeltungen in den Berner Spitälern nicht den Richtlinien der Verbindung der Schweizer Ärztinnen und Ärzte (FMH) und des Vereins der Leitenden Spitalärzte der Schweiz (VLSS) entsprechen oder auch nicht eingehalten würden.
Zusammenfassend muss man sagen, dass ein Bericht nichts zur geforderten Beseitigung des Anreizsystems beitragen würde. Die dem Regierungsrat zur Verfügung stehenden Mittel und Instrumente sind jetzt schon bekannt und werden von ihm auch sinnvoll genutzt und eingesetzt. Die SVP-

Fraktion folgt dem Regierungsrat. Sie wird den Vorstoss als Postulat mehrheitlich annehmen und abschreiben.

Präsident. Noch kurz eine Information: Der Präsident der SiK wünscht seine Kommission um 14.00 Uhr in der Wandelhalle zu treffen. Wir kommen zur EVP-Fraktion. Grossrätin Beutler hat das Wort.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (EVP). Die EVP-Fraktion unterstützt den Vorstoss «[...] Fehlanreize im Gesundheitswesen beseitigen» als Postulat: so viel vorweg. Wir gehen mit der Motionärin und dem Motionär einig, dass Missstände, sprich Fehlanreize, dort wo vorhanden und eben auch auf kantonaler Ebene zu beseitigen, zu beheben und natürlich auch dringlich zu beseitigen sind. Wir sehen diesen Prozess aber – wie es der Regierungsrat sagt oder etwas aufzeigt – als ein laufendes Optimieren und zwar auf allen Ebenen, um der Mengenausweitung, dem Kostenwachstum oder eben auch der Fehlversorgung zu begegnen.
Ich kann es jedoch auch nicht sein lassen, hier einen kleinen Rückblick zu machen. Ich möchte uns einfach noch einmal daran erinnern, dass wir als Parlament im Rahmen der Debatte zum Spitalversorgungsgesetz (SpVG) die Möglichkeit gehabt hätten, ein kantonales Instrument gegen die überproportionale Mengenausweitung einzubauen und auch noch andere Instrumente. Wir haben es aber mehrheitlich verworfen. Gleiches gilt an und für sich auch für die Versorgungsplanung 2011–2014. Auch dort waren wir als EVP-Fraktion damals offenbar in der Minderheit.
Jetzt zur Praxis von Kickbacks: Da haben wir als EVP-Fraktion gewisse Fragezeichen. Uns ist auch klar, dass dieses Thema nicht im kantonalen gesetzgeberischen Bereich liegt. Doch es ist einfach stossend, dass diese Praxis allgemein bekannt ist, sich aber weder der Bund – das KVG ist da angesprochen – noch die FMH dazu durchringen könnten, entweder ein verstärktes Controlling anzuwenden und auszuüben, sodass eben dort ausbezahlte Vergünstigungen dann auch an den Patienten weitergegeben werden oder man dann auch Sanktionen ausspricht, wo dies nicht geschieht. Ob die Abschreibung dieser Motion oder dieses Postulats unter diesen Umständen gerechtfertigt ist, scheint uns in diesem Punkt jetzt zumindest fraglich. Gleiches gilt eigentlich auch für Bonuszahlungen in Spitälern. Aber aus diesem unguten Bauchgefühl heraus können wir nun einfach nicht einen falschen Auftrag an die Regierung überweisen.
Uns überzeugen hingegen die aufgezeigten Ansätze zur Problembehandlung, die der Regierungsrat betreffend Fehlanreize aufgrund von SwissDRG oder TARMED aufführt. Genau da sind Lösungen auf allen Ebenen gefragt, und wir als EVP-Fraktion sind für nachhaltige Lösungen, die dem Patienten, der Patientin zugutekommen und auch das System vereinfachen. Aber Achtung: Es darf nicht sein, dass die Finanzierungslast über eine Verlagerung von stationären Leistungen in den ambulanten Bereich ohne Angleichung eben der Finanzierung dann plötzlich über einen noch steileren Prämienanstieg auf die Buckel der einzelnen Prämienzahler übertragen wird. Also dort muss man wirklich vorwärts machen: EFAS wurde genannt. Um es zusammenzufassen: Die EVP-Fraktion sieht die Probleme betreffend Fehlanreize, ist aber froh, dass die meisten schon erkannt worden sind und vor allem in den jeweiligen Gremien und Ebenen auch angegangen werden. Hier ist kein Bericht mehr nötig. Deshalb sind wir einverstanden, das Postulat anzunehmen und abzuschreiben.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Ich glaube, wir sind uns alle bewusst, wie komplex der Gesundheitsmarkt ist. Gut, vielleicht sind wir es uns gar nicht bewusst, weil es schwierig ist, sich bewusst zu sein, wie komplex es tatsächlich ist. Jedenfalls stelle ich fest, dass man Fehlanreize hüben wie drüben hat. Dort wo der Markt spielt, hat man Marktversagen; dort wo der Staat eingreift, gibt es auch Staatsversagen, gibt es Sachen, die man schwerlich irgendwie regulieren kann und dann klappt es am Ende super. Es ist eben immer wieder wichtig, dass diese Fehlanreize auch von politischer Seite ständig thematisiert werden, gerade weil die Politik in diesem Bereich relativ viel reguliert. Insofern sind wir für die Antwort der Regierung dankbar und stellen fest, dass viele der Probleme, derer wir uns eigentlich bewusst sind, erwähnt und aufgezeigt worden sind. Ich denke aber nicht, dass ein weiterer ausführlicherer Bericht hier noch viel mehr zur Lösung des Problems beitragen würde. Aber ich denke, es braucht konkrete Lösungsvorschläge aus unserer Mitte, die man dann auch einzeln oder in einer Gesamtschau debattieren müsste. Die EDU-Fraktion nimmt das Postulat so weit an, betrachtet es aber als abgeschrieben.

Präsident. Ich gebe dem Gesundheitsdirektor das Wort. Regierungsrat Schnegg, vous avez la parole.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Cette motion demande d'éliminer les incitations négatives dans le domaine de la santé. Dans la Confédération, les cantons déploient des efforts pour lutter contre ces incitations négatives. Une des principales fonctions de la Conférence suisse des directrices et des directeurs cantonaux de la santé (CDS) est justement de s'impliquer dans ce processus pour essayer de supprimer les faux incitatifs et de veiller de ne pas en créer de nouveaux. Comme vous l'avez précédemment justement décidé, il est important de ne pas déployer de nouveaux mécanismes qui feraient uniquement augmenter les coûts totaux. La révision partielle de TARMED a permis d'adapter les rémunérations surévaluées à la situation actuelle, de manière à tenir compte de l'évolution des coûts fondée sur le progrès médico-technique. Chacune de ces révisions a des impacts pour certains groupes de prestataires qui ne sont pas négligeables, mais très souvent nécessaires. Le tout générant passablement de frustrations dans les cercles touchés par une révision.
Un grand trend actuel, «ambulant vor stationär», vise à transférer des interventions du secteur stationnaire au secteur ambulatoire, plus avantageux en termes de coûts pour l'ensemble des partenaires payeurs, personnes physiques, canton et caisse-maladie. Toutefois, un tel transfert devrait se faire avec de réels outils de contrôle, ce que nous n'avons pas, et qui pourraient bien mener, comme beaucoup de réformes précédentes dans le secteur de la santé, à une nouvelle augmentation des volumes. C'est d'ailleurs bien dommage. La Confédération a calculé que le potentiel de transfert se montait à 360 000 opérations pour notre pays, soit plus de 40 000 pour le canton de Berne. Mesurez-vous l'impact que cela aura sur les hôpitaux bernois, et tout particulièrement dans les zones géographiques présentant d'ores et déjà une surcapacité? Nous ne tarderons certainement pas à en reparler lorsque certains prestataires se verront obligés à prendre des décisions parfois fort difficiles.
Vendredi dernier dans le cadre d'une rencontre avec l'ensemble des hôpitaux listés dans le canton de Berne, une étude menée par deux professeurs de l'Insel, et soutenue par le Fonds national, a été présentée. Cette étude montre des dissonances énormes en termes de volume réalisé en fonction des différentes zones médicales. Mesdames et Messieurs, je suis convaincu que la publication de telles informations à un rythme régulier aurait un impact bien plus important que toutes les mesures que nous pourrions être amenés à prendre au niveau étatique. Nous avons entendu parler d'EFAS, également un terme à la mode actuellement (financement uniforme des prestations ambulatoires et stationnaires). Même si je suis ouvert à la discussion, et fais partie de la minorité des directeurs de la santé à ce sujet, soyons clairs qu'un changement de mode de financement n'aura aucune influence sur les coûts totaux de la santé. Qu'une facture de 100 francs soit payée par Monsieur, ou qu'elle soit payée par Madame, ou qu'elle soit partagée entre Monsieur et Madame, reste une facture de 100 francs. La stratégie bernoise de gestion de la qualité a pour objectif de pouvoir contrôler la qualité de l'indication d'un traitement. C'est-à-dire, de pouvoir, à terme, lutter contre l'inadéquation des soins fournis aux patients. Mais attention: actuellement, uniquement pour les soins stationnaires, domaine où le canton possède un certain nombre de compétences. Une attribution plus restrictive des mandats de prestations sur la liste hospitalière peut également permettre de limiter l'augmentation du volume des prestations de soins induite par l'offre. Pour terminer, j'aimerais encore une fois rappeler un des fondamentaux de notre système de santé aujourd'hui: Ce système est dépendant de l'offre, et non pas de la demande. Il est piloté par l'offre, et pas par la demande. Sur cette base, le gouvernement vous invite à accepter cette motion sous la forme d'un postulat, et de la classer.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über dieses Postulat. Die Motionärin hat in ein Postulat gewandelt. Wer dieses Postulat annimmt, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	149
Nein	4
Enthalten	0

Präsident. Sie haben das Postulat mit 149 Ja- gegen 4 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen angenommen. Wir kommen zur Abschreibung des Postulats. Wer das Postulat abschreiben will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	100
Nein	49
Enthalten	2

Präsident. Sie haben das Postulat mit 100 Ja- gegen 49 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen abgeschrieben.

Geschäft 2017.RRGR.537

Postulat 194-2017 SP-JUSO-PSA (Dunning, Biel/Bienne)
Krankenkassenprämienerhöhung: Kanton soll zugunsten seiner Bevölkerung handeln!.

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 91, einem Postulat der SP-JUSO-PSA-Fraktion, Dunning, «Krankenkassenprämienerhöhung: Kanton soll zugunsten seiner Bevölkerung handeln!». Ich gebe das Wort der Postulantin, Grossrätin Dunning.

Samantha Dunning, Biel/Bienne (SP). Je souhaite maintenir l'ensemble des points de mon postulat et refuse de classer le deuxième point. L'augmentation continuelle des primes d'assurance maladie est un sujet qui inquiète beaucoup la population, et pour cause. Il y a eu en Suisse une augmentation moyenne des primes d'assurance maladie de 150 pourcent en 20 ans. Ce n'est pas rien, quand on sait que les assurances de base les plus basses dans notre canton, coûtent environ 200 francs par personne âgée de 40 ans. Imaginez ce que cela coûte pour une famille de 4 personnes. Bien sûr, me direz-vous, notre canton octroie des subventions aux personnes ayant des revenus moyens et modestes, ce qui allège la facture. Mais voilà que par une «merveilleuse» manipulation dans l'ordonnance, le Conseil-exécutif a réduit le montant alloué à ces personnes. Résultat final: Les personnes à revenu moyen et modeste se retrouvent doublement pénalisées, car les primes continuent à augmenter, et le canton réduit son aide. La colère gronde au sein de la population, et le Conseil-exécutif, qui, rappelons-le, est au service de la population, devrait s'en inquiéter. Il est temps d'être proactif dans cette question, et de mettre les intérêts de la population, d'êtres humains, devant ceux des caisses d'assurance maladie. Sans oublier que le canton de Berne, qui contribue lui aussi aux primes d'assurance, par le biais des subventions envers 25 pourcent de population, et qui a l'obligation de payer les créances arriérées de ces citoyens lorsque ceux-ci ne payent pas, aurait un intérêt financier à voir stabiliser, même réduire, le montant des primes d'assurances maladie de ces habitantes et habitants.
Mon postulat souhaite justement que le Conseil-exécutif étudie des alternatives au système d'assurance maladie qui est aujourd'hui remis en question de toute part. Le premier point du postulat demande au Conseil-exécutif d'étudier des alternatives à cette fâcheuse situation qui met les personnes à petit et moyen revenu, surtout des familles, dans une situation financière critique. Je vois bien que l'augmentation des primes d'assurance maladie est en partie liée aux coûts de la santé. Il n'empêche qu'il faut agir pour que ce cercle vicieux cesse. J'en viens donc au deuxième point de ma motion: examiner des mesures communes avec les autres cantons pour éviter de nouvelles hausses des assurances maladie. Je suis heureuse d'apprendre que notre conseiller d'Etat s'entretient régulièrement avec ses homologues de la CDS et s'engage comme membre de la Conférence latine des affaires sanitaires et sociales (CLASS). Mais je préfèrerais que le canton de Berne prenne activement part aux réflexions et nous annonce des mesures concrètes, des actions communes avec les autres cantons.
En bref, j'aimerais que le canton soit un leader en la matière, et non pas un suiveur. Quant au troisième point, je veux bien qu'on n'ait pas les mêmes visions politiques, mais la mise en place d'une caisse maladie publique devrait être examinée d'une manière plus précise. La population qui subit

chaque année les pressions financières de ce système malade a droit à des arguments un peu plus solides. Au nom de la concurrence, il y a une augmentation de 150 pourcent des primes d'assurance maladie en 20 ans. Si la concurrence était vraiment bénéfique, l'augmentation de l'assurance ne serait pas telle. Il est temps d'examiner toute alternative à notre système actuel en pesant scrupuleusement les conséquences négatives et positives. Nous sommes au service de la population, non pas des caisses maladie! Enfin, pour le quatrième point: bien que le plafonnement des primes d'assurance maladie à 10 pourcent du revenu des ménages puisse entraîner des coûts supplémentaires, il vaudrait la peine d'étudier dans sa globalité non seulement l'impact financier, mais aussi humain, d'autant plus que le PS va très prochainement lancer une initiative au niveau national pour plafonner les primes d'assurance maladie à 10 pourcent du revenu, et amènera une proposition de financement qui devra éviter une charge financière trop élevée pour les cantons. Il est absolument nécessaire que le canton s'implique activement dans la recherche d'alternatives afin d'éviter que les primes d'assurance maladie augmentent. La santé est un droit. Chacune et chacun à un droit à de bons prestations abordables! L'Etat, le canton de Berne, doit prendre ces responsabilités. C'est pourquoi je vous invite à accepter mon postulat.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die BDP-Fraktion hat Grossrat Leuenberger das Wort.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Die Motionärin legt zu Recht den Finger auf die hohen Krankenkassenprämien, versucht aber jetzt zu Unrecht zu fordern, dass der Kanton Bern dies in Eigenregie auf kantonaler Stufe regeln soll. Die BDP-Fraktion geht mit der Motionärin einig, dass die hohen Krankenkassenprämien ein grosses Problem sind und dass unser Gesundheitswesen grundlegend überdacht werden muss. Wir müssen uns aber auch immer die Frage stellen: Weshalb werden die Krankenkassenprämien immer höher? Vielleicht könnte es ja auch sein, dass wir alle zusammen immer die volle Dienstleistung des Gesundheitswesens wollen und dass wir alle zusammen überhaupt nicht zurückschrecken, gerade in die Notfallstation des Inselspitals zu rennen und dort nach Hilfe zu schreien, wenn wir uns in den Finger geschnitten haben. Das mag zwar im Einzelfall sicher richtig sein, ist aber für das globale Budget und schlussendlich auch für die Krankenkassenprämie der Öffentlichkeit nicht sinnvoll.
Die BDP-Fraktion ist entgegen der Motionärin nicht der Auffassung, dass der Kanton Bern das Problem der hohen Krankenkassenprämien hier in Eigenregie lösen kann. Wir stellen fest, dass auf Bundesebene seit Jahren untaugliche Versuche unternommen werden, um die Krankenkassenprämien und die Kosten des Gesundheitssystems generell in den Griff zu bekommen. Ich gehe davon aus, dass man dieses Problem gesamtschweizerisch angehen und lösen muss und dass wir im Kanton Bern mit zusätzlichen Prüfungen oder Überprüfungen vom Regierungsrat oder vonseiten der Verwaltung nicht mehr irgendwelche Probleme lösen können. Deshalb erachten wir die Forderung, die dieses Postulat an uns stellt – nämlich zu prüfen, wie man die Krankenkassenprämie im Kanton Bern senken oder die Steigung verhindern kann –, als untauglichen Versuch für die ganze Schweiz.
Wir machen auch darauf aufmerksam, dass insbesondere die Punkte 3 und 4 vom Schweizer Volk vehement abgelehnt worden sind. Im Punkt 4 wird nämlich eine einkommensabhängige Krankenkassenprämie gefordert, und das will das Schweizer Volk so nicht. Wir erachten die Lösung des Problems «hohe Krankenkassenprämie» als Bundesaufgabe und lehnen dieses Postulat deshalb ab.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat nun Grossrätin Gabi das Wort.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Es ist ein wenig befremdlich und bequem, dass der Regierungsrat in seiner Beantwortung zu diesem Vorstoss ständig auf eine andere Motion verweist. Das habe ich nicht ganz verstanden. Liebe Bernerinnen und Berner, liebe Grossrätinnen und Grossräte, wir haben ein echtes Problem. Wir stehen vor einem Berg. Die «NZZ» hat im Februar geschrieben: «Die steigenden Krankenkassenprämien bringen immer mehr Menschen in wirtschaftliche Nöte. Im neusten Sorgenbarometer der Credit Suisse ist das Gesundheitswesen schon auf Rang vier vorgestossen – und eine Trendwende ist nicht in Sicht.» Ja, es ist ein Fakt und ein Problem, dass wir im Kanton Bern besonders hohe, überdurchschnittlich hohe Krankenkassenprämien haben, was wiederum zu einer tieferen Wirksamkeit der Prämienverbilligungen führt. Es ist aber leider auch ein Fakt, dass wir hier im Kanton Bern unterdurchschnittliche Löhne haben und weiterhin keine Familienergänzungsleistungen. Der Grosse Rat ist auf die bereits ausgearbeitete Vorlage zu den Familienergänzungsleistungen 2014 nicht einmal eingetreten – wer sich noch erinnern kann.

Auch der Regierungsrat anerkennt die Problematik, dass die finanzielle Belastung durch diesen Prämienanstieg in den Haushalten von Jahr zu Jahr zunimmt. Der Regierungsrat ist sich auch bewusst, dass die sozialpolitische Wirksamkeit der Prämienverbilligung des Kantons Bern im interkantonalen Vergleich eher tief ist. Es braucht zum Teil einfach mehr öffentliche Kontrolle. Der Bundesrat macht es beim TARMED-Tarif-Eingriff vor. Es besteht dringlicher Handlungsbedarf, damit die Krankenkassenprämien überhaupt bezahlbar bleiben. Es nimmt ein Ausmass an. Wir müssen einen Riegel schieben und endlich handeln: So kann es nicht weitergehen!
Hier setzt die Postulantin an. Sie will vom Regierungsrat prüfen und Alternativen suchen lassen, wie man den Anstieg der Krankenkassenprämie zukünftig eindämmen kann. Die jährlich steigenden Krankenkassenprämien können wir nicht einfach wegzaubern. Wir können sie auch nicht ignorieren, vor allem auch nicht, wenn wir Punkt 1 einfach ablehnen, wie es der Regierungsrat hier vorschlägt. Das bringt uns nicht weiter.
Punkt 2 ist nicht abschreibungsreif. Wir haben weiterhin mit den anderen Kantonen zusammen keine griffige Massnahme ausgearbeitet. Für neue griffige Lösungsansätze müssen wir konkreter werden.
Zu Punkt 3: Der Regierungsrat vertritt die Meinung, dass gerade der Wettbewerb der Kassen die Kassen unter Druck setzt, kostengünstig und effizient zu arbeiten. Aber das ist ein Irrglaube, weil die Kritik nicht von der Hand zu weisen ist, dass in der Grundversicherung heute sowieso nur ein Pseudowettbewerb besteht, weil die Kassen alle die gleichen staatlich vorgeschriebenen Leistungen bezahlen. Unterscheiden tun sie sich eigentlich nur darin, dass die einen Patienten das Geld für ihre Behandlungen schneller und unkomplizierter erhalten. Eine Reform könnte hier einen Beitrag zu einem schlankeren Gesundheitswesen bewirken, weil es keinen teuren Kassenwechsel und keine sinnlose Jagd der Versicherer nach guten Risiken mehr gäbe. Wir haben ja ohnehin den Risikoausgleich unter den Kassen.
Zu Punkt 4: Die Möglichkeit, zu prüfen, wie die Prämienbelastung der Haushalte auf nicht mehr als 10 Prozent des relevanten Einkommens begrenzt werden könnte, würde im Wissen darum Sinn machen, dass unter anderem gerade auch der Mittelstand und viele Familien unter der Krankenkassenprämienlast ächzen – und das von Jahr zu Jahr mehr. Aber zugegeben: Selbstverständlich müssen wir dieses Problem auch an der Wurzel packen. Wir müssen schauen, wie wir die Gesundheitsindustrie und das Geschäft mit der Gesundheit auf Kosten der Prämienzahlenden sinnvoll und praktikabel eindämmen können, und: Ja, das ist kein leichtes Unterfangen.
Nicht die richtigen Lösungsansätze wären allerdings unrealistische Einschränkungen und Rationierungen bei Gesundheitsleistungen, beispielsweise mit dem Kriterium einer Altersgrenze; vielleicht haben Sie die Sendung im Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) gesehen. Das wäre völlig undifferenziert, und auch eine Zweiklassenmedizin ist sicher nicht erstrebenswert.
Dieser Vorstoss hier will, dass wir nach gangbaren Lösungen suchen und solche finden. Bei diesem Vorstoss handelt es sich zudem nur um ein Postulat. Die Ablehnung bringt uns nicht weiter. Nach dem Motto «Augen zu und durch» kann das Problem nicht gelöst werden. Ich bitte Sie mitzuhelfen, diesen Vorstoss zu überweisen und diese Problematik anzugehen; die SP macht das auch mit der «Prämien-Entlastungs-Initiative» auf nationaler Ebene. Danke fürs Zuhören.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Die EVP-Fraktion hilft bei diesem Postulat, weil es endlich Zeit ist, die Baustelle bei den Prämienverbilligungen aufzuräumen. Das ist hier bei diesem Vorstoss unser Fokus. Das ist der kantonale Teil, über den wir hier handeln können: der Teil der Prämienverbilligungen. Wir wollen auch die Chance des Direktionswechsels zur Klärung der verschiedenen Aufträge und Fragestellungen nutzen, die rund um die Prämienverbilligungen schon erteilt worden sind. Wir verbinden damit auch die Hoffnung zu etwas mehr Sensibilität für dieses Thema. Es ist für uns in diesem Sinn auch nicht ganz verständlich, dass dieser Vorstoss, bei dem es ja vor allem auch um Prämienverbilligungen geht, nun vonseiten der GEF beantwortet wurde. Ich bitte ausdrücklich darum, diese Voten hier auch der neuen zuständigen Direktorin zu präsentieren.
Ich komme zu Ziffer 1: Die EVP hat sich wiederholt für eine Systemverbesserung bei der Anspruchsberechtigung für Prämienverbilligungen ausgesprochen. Anstelle einer punktuellen Optimierung haben wir aber in den letzten Jahren bei den Eintrittsschwellen ein Auf und Ab erlebt, und das kann nicht Zukunft sein. Wir fordern einen gezielten Einsatz der klar definierten Budgetmittel. Prämienverbilligungen sollen diejenigen erhalten, die sie wirklich auch nötig haben. Mit der Annahme von Punkt 1 als Postulat verbinden wir die Erwartung, dass das System von der neuen zuständigen Direktorin geprüft wird. Wir verbinden auch die Erwartung damit, dass dies ohne Scheuklappen, gerade auch bei prozentualen Sozialzielen der Anspruchsberechtigten, getan wird.
Ich komme zu Ziffer 2: Diese muss – wie schon erwähnt – auf anderer Ebene weiterverfolgt werden.

Deshalb können wir dort auch mit einer Abschreibung leben.
Zu Ziffer 3 halten wir fest, dass eine Einheitskasse im Kanton Bern grundsätzlich möglich ist. Grundsätzlich zeigt sich aber auch im Gesundheitswesen, dass der Markt nicht alles regeln kann. Das gilt auch für den Markt der Krankenkassen. Eine Einheitskasse kann günstiger produzieren; deshalb lohnt sich hier auch für den Kanton Bern eine Prüfung.
Zu Ziffer 4: Das bernische System der Prämienverbilligungen hat sich bisher jeglicher Anbindung entzogen und ist deshalb auch der Willkür ausgesetzt. Wir haben das in den letzten paar Jahren mit dem Auf und Ab der Entscheide erlebt. Sowohl eine Anbindung an den Bundesbeitrag wie eine Anbindung an die Prämienhöhe wurden verworfen. Wir erachten die Anbindung an das Haushaltbudget, wie es hier vorgeschlagen ist, eben als prüfenswert – deshalb auch hier ein Ja der EVP-Fraktion zum Postulat. Wir sind also bereit, alle vier Punkte als Postulat anzunehmen. Der Abschreibung von Punkt 2 widersetzen wir uns nicht.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Vor zwei Sekunden stand auf dem SMS-Ticker des «Blick» eine neue Meldung: «Zum Krankwerden. Gesundheitsausgaben pro Kopf steigen erstmals über 10 000 Franken». Eine neue Studie der Konjunkturforschungsstelle (KOF) und der ETH Zürich beweist dies, zeigt dies auf, und sie schreiben, für das Jahr 2018 dürften die Gesundheitskosten laut dieser heute publizierten Zahlen um 2,8 Prozent steigen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, der vorliegende Vorstoss trifft genau ins Blaue, genau dort, wo es weh tut, und die steigenden Krankenkassenprämien tun weitgehend einem Teil der Bevölkerung weh. Es tut nicht allen weh, aber es tut denen weh, die wenig Einkommen haben. Deshalb unterstützt die grüne Fraktion denn auch den vorliegenden Vorstoss in allen vier Punkten. Ich komme noch bei Punkt 3 dazu: dort ist es nur grossmehrheitlich so. Ich war auch erstaunt, als ich sah, dass die Antwort zu diesem Vorstoss vom Gesundheitsdirektor erteilt wurde. Ja, wahrscheinlich ist die öffentliche Gesundheitskasse eine Aufgabe für die GEF; ja, wahrscheinlich ist die Frage der interkantonalen Koordination eine Aufgabe der GEF. Aber die Krankenkassenprämien wurden bisher eigentlich von der JGK bearbeitet. Ich bin gespannt, ob es ein Präjudiz ist, sodass man innerhalb der Regierungsreform Dossiers neu verteilt. Ich will bewusst sagen: Ja, es macht durchaus Sinn, dass man die Frage der Kosten und der Prämienverbilligungen zusammen diskutiert, weil diese natürlich einen Zusammenhang haben. Es ist auch nicht so, wie die BDP-Fraktion sagt, dass das alles nur auf übergeordneter Ebene ist. Wir haben in der Spitalplanung natürlich auch hier im Kanton Bern durchaus Möglichkeiten Einfluss zu nehmen – auch im Rahmen des übergeordneten KVG.
Liebe Kolleginnen und Kollegen, hausgemacht ist das Problem aber darum – das haben auch Herr Kipfer und Vertreterinnen der SP-JUSO-PSA-Fraktion gesagt –, weil mit den Prämienverbilligungen im Kanton Bern eine Hott-und-Hüst-Politik gemacht und gespart wird. Ich erinnere daran: Wir hier – also die Mehrheit, nicht die Minderheit – haben im Rahmen des Entlastungspakets auf den 1. Januar 2018 wieder eine Senkung, eine Korrektur beschlossen. Ich muss sagen, ich habe in den letzten Wochen mehrmals Zuschriften von Bürgerinnen und Bürgern erhalten. Ein Familienvater von vier Kindern schreibt mir Mails und sagt: «Nun habe ich wieder 10 Franken pro Leistungskategorie weniger. Was macht denn der Grosse Rat hier?» Und auf der Homepage der JGK, wo die Prämienverbilligungen administriert werden, sehe, dass dort steht: «Wartezeit bis fünf Monate». Also, liebe Kolleginnen und Kollegen, irgendwie haben wir hier ein Problem, wenn die Bürgerinnen und Bürger, die ein Recht auf Prämienverbilligungen haben, bis zu fünf Monaten warten müssen, bis ihr Thema hier beantwortet wird. Das sind genau jene, die nicht so viel Geld haben und das Geld im Portemonnaie nicht einfach umschaufeln können, sondern dort ist es am Ende des Monats knapp.
Ich komme zu den vier Punkten: Zu Punkt 1, wonach man Vorschläge überprüft, um mehr Geld zu investieren: Ja, dies soll man prüfen. Wir haben ja hier verschiedentlich – auch seitens der grünen Fraktion – Vorschläge gemacht, wie man hier im Rahmen des Budgets, im Rahmen des Voranschlags wieder Gelder erhöht. Wir werden über kurz oder lang wieder mehr Geld in diesen Bereich investieren müssen, sonst ist die Belastungsgrenze für sehr viele Leute zu gross.
Zu Punkt 2, es seien mit den anderen Kantonen Massnahmen zu prüfen: Ja, das ist sicher sinnvoll. Wir hoffen auch, dass der Gesundheitsdirektor dies im Rahmen seiner Kontakte macht. Aber die Abschreibung ist nicht möglich, weil wir hier noch keine Antwort sehen, und ich würde auch davor warnen, zu meinen, das könne man dann allein über diesen Weg machen. Hier ist natürlich das nationale Parlament ebenso gefragt.
Zu Punkt 3, die öffentliche Krankenkasse: Man kann sagen: Das Volk hat schon einmal abgestimmt. Aber wir haben in diesem Land schon über andere Themen mehrmals abgestimmt und sind manchmal gescheiter geworden. Daher ist eine Einheitskasse – wenn man dem so sagen will – durchaus denkbar. Von meinem Vorredner wurde auch gesagt: In der Westschweiz hat dies eine grosse Akzeptanz; und

ich würde mir eigentlich wünschen, dass unser Gesundheitsdirektor, der unseren Kanton ja auch genau an der Schnittstelle zur Romandie vertritt, hier auch ein wenig mehr Ohr hat und sich auch mit den welschen Kolleginnen und Kollegen austauscht. Die welschen Gesundheitsdirektorinnen und Gesundheitsdirektoren sind für eine Einheitskasse in der Westschweiz. Also, da gibt es durchaus auch auf Regierungsebene relativ viel Einsicht. Deshalb finden wir diesen Punkt wichtig.
Zum letzten Punkt, Punkt 4 betreffend die Frage der Plafonierung auf 10 Prozent: In der Antwort wird geschrieben, dass wir hier bereits in der vorletzten Session einen Vorstoss der grünen Fraktion diskutiert haben, der genau diese Forderung enthält: «Wirksamkeit der Prämienverbilligungen beim Berner Mittelstand verbessern» *(M 113-2017)*. Wir unterstützen diese natürlich selbstverständlich weiterhin. Bei Punkt 3 gibt es eine, vielleicht nicht vollständige, Zustimmung.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (FDP). Auch hier hat man mit diesem Vorstoss teilweise eben die falsche Flughöhe erreicht, besonders bei Punkt 1. Die Antwort des Regierungsrats zu Punkt 1 zeigt dies deutlich auf. Die Forderung nach einer öffentlichen Krankenkasse ist halt der erste Schritt zur Einheitskasse, die wir von linker Seite schon seit langer Zeit immer wieder hören, und dies wird immer wieder gefordert – nicht nur im Kanton Bern. Das ist nun einfach definitiv nicht die Lösung, um die Kosten herunterzubringen. Im Gegenteil: Mit planwirtschaftlichen Ideen und Methoden kann man die Steigerung der Gesundheitskosten definitiv nicht beeinflussen, oder jemand hätte dann gleichzeitig auch gerade noch den Mut, Gesundheitsleistungen einzuschränken: Hüfttotalprothesen beispielsweise bis 70, Herzklappenersatz bis 75, Chemotherapie bietet man im fortgeschrittenen Alter nicht mehr an. Ja, dann würden die Kosten sinken!
Aber da würde auch die Einheitskasse nichts nützen. Es ist keine Lösung für die Schweiz. Die medizinische Entwicklung geht weiter. Teure Medikamente kommen auf den Markt und der Konsum der Medizin wurde auch angetönt – ich glaube, Grossrat Leuenberger hat das schon gesagt –, und wir sind nämlich wieder beim Thema der Indikationsqualität. Das sind Lösungsansätze sowie teilweise auch die Steuerung mittels Tarifen und eben die Eigenverantwortung. Wir sprechen zu wenig darüber. Schauen Sie in den Notfallstationen in der ganzen Schweiz, mit welchen Problemchen – Es ist nun einfach so! – man dort Leistung bezieht: bis zur MRI-Computertomografie um 02.00 Uhr am Morgen, die man gerne noch vor den Ferien hätte. Wir dürfen einfach nicht ganz vergessen, dass auch sehr viel konsumiert wird.
Der Vorschlag zur Plafonierung der Krankenkassenprämie auf 10 Prozent des Haushaltsbudgets ist natürlich auch absolut keine Lösung für die FDP-Fraktion; dieser würde am falschen Ort greifen. Also: Die FDP-Fraktion lehnt die unrealistische Forderungen aus den genannten Gründen ab und damit die Ziffern 1, 3 und 4. Punkt 2: Klar, diesem kann man zustimmen, der Regierungsrat tut es auch, aber man kann problemlos abschreiben. Dies will auch die Fraktion, weil der Prozess zwischen den Kantonen bereits läuft.

Michael Köpfli, Bern (glp). Ich kann mich grundsätzlich in weiten Teilen meinem Vorredner anschliessen. Die Problemanalysen ergeben – da sind wir uns wohl auch alle einig, auch mit der Postulantin –, dass die Gesundheitskosten ein Problem sind, gerade für Familien oder Personen mit tieferem Einkommen. Aber die Lösung, die wir dafür sehen, ist einfach eine andere. Wir sind der Überzeugung, dass man die Gesundheitskosten nur senken kann, indem man tatsächlich die Kosten herunterbringt, die heute im Gesundheitswesen anfallen. Da gibt es auf nationaler Ebene grosse Debatten. Der Vorredner hat auch angesprochen, dass wir teilweise auch unpopuläre Entscheide werden treffen müssen. Aber indem wir einfach mehr Krankenkassenverbilligungen verteilen oder die Kosten plafonieren, sparen wir im Gesundheitswesen keinen einzigen Franken. Wir finanzieren es einfach anders: über Steuern. Das heisst, es zahlen einfach andere Leute diese Gesundheitskosten. Aber insgesamt bleiben die Gesundheitskosten für die Bevölkerung gleich. Es wird einfach eine zusätzliche Umverteilung beschlossen, neben all den Bereichen Sozialwerk oder auch Steuersystem, wo wir heute schon umverteilen. Wir finden nicht, dass das Gesundheitswesen ein Bereich sein sollte, bei dem man auch noch Sozial- oder eben Umverteilungspolitik zu betreiben beginnt.
Zu den einzelnen Punkten: Zum ersten Punkt hat es der Regierungsrat klar gesagt. Er verweist auch auf andere Vorstösse, und dort bin ich nicht immer mit dem Regierungsrat einig, aber ich finde es eigentlich durchaus effizient: Wenn immer wieder Vorstösse zum gleichen Thema eingereicht werden, darf man aus Effizienzgründen auch einmal auf die Antworten auf andere Vorstösse verweisen, wie er das hier mehrfach tut. Ich finde dies ein legitimes Vorgehen.
Punkt 2 wurde angesprochen. Diesen kann man problemlos annehmen; das ist ein Dauerauftrag, der auch wahrgenommen wird. Entsprechend kann man ihn auch abschreiben.

Punkt 3, die öffentliche Krankenkasse, muss man nicht mehr prüfen. Das hat die Berner Stimmbevölkerung gerade erst getan. Vor weniger als vier Jahren hat sie dies geprüft und mit 61,4 Prozent abgelehnt, verworfen. Deshalb braucht es keine neue Prüfung.
Zu Punkt 4: Das ist eine Volksinitiative, welche die SP lancieren will. Sie wurde von Kollegin Dunning, aber auch von Sarah Gabi Schönenberger angesprochen. Weil sie ja als nationale Initiative lanciert ist, wird sie dann auf Bundesebene ausführlich geprüft werden. Wir sehen deshalb keinen Grund, weshalb im Kanton Bern der Regierungsrat die Volksinitiative jetzt prüfen sollte. Man stelle sich vor, die SVP würde jede ihrer nationalen Volksinitiativen hier noch als Postulat zur Prüfung einreichen. Dann hätte der Regierungsrat viel zu prüfen. Wir finden es kein zielführendes Vorgehen, dass der kantonale Regierungsrat Volksinitiativen vorab prüfen muss. Deshalb lehnen wir auch diesen Punkt ab.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Wieder einmal haben wir Gelegenheit, über die Quadratur des Kreises in der Gesundheitsversorgung zu debattieren. Grundsätzlich einmal stellt die EDU-Fraktion fest, dass der Kanton bereits heute im Gesundheitsbereich enorme Ausgaben mit Steuergeldern tätigt, auch für die Verbilligung von Krankenkassenprämien. Und diese Prämien decken übrigens nur 37 Prozent der gesamten Gesundheitskosten. Für diese Prämienverbilligung gibt der Kanton dieses Jahr eine Rekordsumme aus. Wir sind der Meinung, dass die Solidarität dementsprechend sehr weit ausgebaut ist, und regen deshalb an, die Eigenverantwortung der Bevölkerung in diesem Bereich weiter zu stärken. Höhere Franchisen dürfen auch hier kein Tabu sein.
Ebenfalls müssen wir als Gesellschaft wagen, gewisse gesundheitsschädliche Verhaltensweisen stärker zu thematisieren. Ein Beispiel: So lange wir durchschnittlich doppelt bis dreimal so viel Zucker konsumieren wie von der Weltgesundheitsorganisation (WHO) empfohlen, müssen wir uns nicht über zahlreich auftretende Volkskrankheiten wundern. In diesem Bereich sehe ich auch die Politik gefordert, die der Lebensmittelindustrie sinnvolle Leitplanken geben könnte.
Leider ist in unserer Gesellschaft auch viel Wissen über natürliche und pflanzliche Heilmethoden verloren gegangen, und allzu oft zieht man auch eine Symptombekämpfung mit teuren Medikamenten vor, anstatt tiefer liegende Ursachen für Krankheiten zu ergründen. Hier ein kurzes Beispiel aus meinem persönlichen Verwandtschaftsumfeld: Jemand, den ich kenne, war im Alter zwischen 0- und 5-jährig wegen schlimmsten Schmerzen während zweieinhalb Jahren im Spital: Arthritis. Die Eltern haben nachher ein wenig geforscht und die Ernährung auf basisch, also stark basisch gewichtet umgestellt, und die Schmerzen gingen weg. Also: Ich denke, da gibt es auch noch viel Wissen, das zum Teil noch nicht ausgeschöpft ist, und das zum Teil auch sehr günstig sein kann. Soweit mal einige Grundsatzgedanken.
Die EDU-Fraktion schliesst sich weitgehend den Empfehlungen der Regierung an. Nur bei Punkt 3 wird es eine Stimme für das Prüfen einer öffentlichen Krankenkasse geben, zumal auch alle Krankenkassen das gleiche Produkt für die obligatorische Grundversicherung in einer ein wenig anderen Verpackung anbieten.

Martin Schlup, Schüpfen (SVP). «Krankenkassenprämienerhöhung: Der Kanton soll zugunsten seiner Bevölkerung handeln!» Das tönt sehr schön und ist auch ein wichtiges Anliegen, weil dies – es ist bereits gesagt worden – unser Haushaltsbudget recht hoch belastet. Aber es ist vor allem auch ein nationales Anliegen.
Zu Punkt 1: Die gesetzlichen Grundlagen sind gegeben, dass mindestens 25 Prozent der Bevölkerung eine Verbilligung erhalten muss. 2016/17 wurde das Budget um 28 Mio. Franken respektive um 24 Mio. Franken überschritten. Das ist also keine Kürzung. «[...] die gesetzlichen Mittel untersuchen, um weitere Prämienerhöhungen zu begrenzen»: Das tönt wunderbar. Aber Hand aufs Herz. Wer von uns will nicht – oder besser gesagt, wir alle wollen – bei Unfall oder Krankheit während 365 Tagen im Jahr, 24 Stunden lang immer die beste gesundheitliche Versorgung haben, möglichst rasch und noch ganz in der Nähe? Das kostet einfach!
Ein weiterer Grund ist auch, dass heute sehr viel – auch weniger wichtige Behandlungen – über die Krankenkassen abgerechnet werden können. Wenn ich den richtigen Arzt wähle, noch ein wenig das richtige Verhalten aufzeige und begründe, ist fast alles möglich. Dann komme ich sogar zu kleinen blauen Pillen, die mir bezahlt werden. Wir müssen beim Angebot ansetzen. Leistungen zu beziehen und nachher zu jammern, nützt nichts. Es wurde vorhin auch ein Beispiel erwähnt; ich kann von einem aktuellen Beispiel aus meiner Verwandtschaft erzählen: Krankheit seit etwa Januar und etwa siebenmal im Computertomografen gewesen. Vielleicht ist das nötig, vielleicht nicht; aber ich habe das Gefühl, die ältere Person kenne den Computertomografen beinahe besser als jeder Techniker. Wir lehnen diesen Punkt also klar ab.

Zu Punkt 2: Da schon ein regelmässiger Austausch mit den Gesundheitsdirektoren stattfindet, können wir diesen annehmen, aber natürlich auch abschreiben.
Zu Punkt 3: Eine öffentliche Krankenkasse hätte nicht den Vorteil, dass ich wechseln kann, wenn ich nicht mehr zufrieden bin. Der Wettbewerb fiele also weg. Bei Kundenunzufriedenheit könnte ich gar nichts tun. Daher betrachten wir eine Prüfung eigentlich als nicht sinnvoll, denn dies bringt nichts. Zudem müsste dies definitiv national und nicht kantonal gelöst werden.
Punkt 4 will die Krankenkassenprämien auf 10 Prozent plafonieren: Dies tönt gut, aber es ist nicht ganz realistisch. Die Prämien im Kanton Bern müssen kostendeckend sein. Eine bedarfsgerechte Versorgung und kostendeckende Tarife wirken sich natürlich auch wieder auf die Prämie aus. Mit der Plafonierung auf 10 Prozent können natürlich auch Anreize entstehen, sodass es dann einfach 10 Prozent ausmacht – ob man nun dort oben ist oder nicht. Und noch etwas: Wie ist es dann mit den verschiedenen Einkommen? – Ich glaube, nicht jeder hat das gleiche Einkommen, auch schon hier im Saal. Es ist dann relativ schwierig, das zu berechnen. Oder wer bezahlt den Fehlbetrag, wenn die Kosten höher sind? Sicher auch der Steuerzahler – eben wir alle. Dann kommt es eigentlich auf dasselbe heraus. Es ist viel sinnvoller, auf die Kosten zu achten. Dies ist mit klaren Spielregeln, mit Kontrollen, nicht überbordenden Gesundheitsangeboten, mehr Effizienz, Auslastung und sicher auch neuen Techniken möglich. Leider nehmen unseres Erachtens die Krankenkassen ihre Kontrollpflicht auch nicht immer – oder in meinen Augen eigentlich überhaupt nicht – wahr, denn mit den höheren Gesundheitskosten erhöhen sie einfach die Prämien. Aber damit steigt eigentlich auch ihr Ertrag, den sie für ihre Arbeit in Anspruch nehmen können. Also: Die Krankenkassen sind eigentlich – wenn man genau hinschaut – gar nicht so interessiert daran, dass die Prämien tief sind. Dort müsste man vielleicht auch einmal ansetzen, aber vor allem national. Die SVP-Fraktion lehnt auch Punkt 4 ab.

Präsident. Ich gebe dem Gesundheitsdirektor das Wort.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Cette motion demande que le canton de Berne agisse en faveur de sa population par rapport à la hausse des primes maladie. Tout d'abord, j'aimerais indiquer que la réponse qui a été formulée, l'a été en collaboration avec la Direction de la justice, qui est en charge de la réduction des primes maladie. Oui, les primes augmentent régulièrement. Mais, Mesdames et Messieurs, le montant des primes n'est rien d'autre qu'un reflet de l'augmentation de la consommation de prestations de santé, à bon ou mauvais escient. En février 2016, la population bernoise ne s'est pas prononcée sur le montant de la réduction des primes maladie. Elle s'est uniquement exprimée sur la possibilité qu'au moins 25 pourcent de la population continuent de bénéficier d'une réduction des primes. Il est donc inexact d'affirmer que le peuple bernois s'est prononcé contre le démantèlement de la réduction des primes maladie. De plus, les adaptations au 1er janvier 2018 des barèmes dans le domaine de la réduction des primes sont des corrections visant le respect du budget et du plan intégré mission financement du canton de Berne, et non une diminution. Le budget consacré à la réduction des primes était de 397 millions de francs suisses en 2016 et en 2017. En 2016, il a été dépassé de 28 millions, et en 2017 de 24 millions, ce qui a nécessité les corrections susmentionnées.
Les bases légales relatives à l'approbation des tarifs de primes maladie sont inscrites dans le droit fédéral. Chaque année, le canton de Berne prend position auprès de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) sur les coûts estimés et sur les primes qui en résultent. Le Conseil-exécutif s'entretient régulièrement avec les autres cantons. La hausse des primes maladie et un sujet bien connu, et il n'est pas nécessaire à l'heure actuelle de procéder à un nouvel examen. La CDS s'engage également fortement pour trouver des solutions à cette problématique. L'introduction d'une caisse publique d'assurance maladie marquerait la fin de la concurrence entre les assureurs. Elle marquerait également la fin de la recherche d'innovation et de nouveaux modèles permettant de mieux concilier les besoins de la population aux moyens financiers disponibles. Ce point-là me paraît extrêmement important: les différentes caisses maladie ont la possibilité de mettre à disposition de leurs assurés des nouveaux modèles, qui, pour certains, peuvent avoir beaucoup d'intérêt. Avec une caisse unique, il s'ensuivrait une baisse de l'efficacité, et les clients n'auraient plus la possibilité de changer de prestataire.
Aujourd'hui, les frais administratifs ne représentent qu'une très faible proportion de l'ensemble des coûts. La majeure partie de ces frais sont induits par le contrôle des prestations, absolument nécessaire, qu'il s'agisse d'une caisse publique ou privée, et l'encaissement, également à mon avis nécessaire, et continuerait, bien entendu, d'exister même en cas de caisse publique d'assurance maladie.

Une limitation à 10 pourcent du budget de la charge que représentent les primes d'assurances pour les ménages, accroîtrait certes l'efficacité de la mesure de la réduction des primes, mais aurait de très lourdes conséquences financières pour le canton de Berne. Par ailleurs, les ménages seraient encore moins incités à choisir un modèle d'assurance plus avantageux, et leur responsabilité individuelle serait ainsi affaiblie. Le système actuel, qui tient compte de la situation personnelle, familiale et financière de la personne concernée lors de la détermination de son droit à la réduction des primes, a fait ses preuves. C'est sur ces bases que le gouvernement vous invite à rejeter les points 1, 3 et 4, et à adopter le point 2 sous la forme d'un postulat, et de le classer.

Präsident. Die Postulantin wünscht noch einmal das Wort. Grossrätin Dunning, vous avez la parole.

Samantha Dunning, Biel/Bienne (SP). Je comprends bien que la question des primes d'assurance maladie soit un sujet qui est traité majoritairement au niveau fédéral. Cependant, il s'agit d'une question où la population bernoise est particulièrement touchée. Et nous sommes élus par cette population, le Conseil-exécutif également, et il est de notre devoir de défendre notre population par rapport au niveau national. C'est pourquoi je considère que le canton doit être plus proactif dans cette question. Ensuite, il y a plusieurs députés qui ont dit que certains patients devraient se responsabiliser en restreignant leurs visites chez le médecin. Mais que répondez-vous aux personnes qui ne consultent pas leur médecin parce que les coûts sont trop élevés? Trouvez-vous que c'est normal que des gens ne se soignent pas parce qu'ils n'ont pas les moyens de se soigner? Dans quel pays vivons-nous? Comme j'avais dit: pour moi, la santé est un droit, ce n'est pas un privilège. *(Die Rednerin wird infolge eines technischen Problems unterbrochen und kurz darauf vom Präsidenten gebeten, weiterzufahren.)* Mais j'avais fini. En bref, la santé est un droit et non pas un privilège. C'est pourquoi je vous demande d'accepter mon postulat.

Präsident. Damit hätten wir dies auch geschafft. *(Heiterkeit)* Wir kommen zur Abstimmung über das Postulat. Ist eine punktweise Abstimmung gewünscht? – Jawohl. Wir stimmen punktweise ab. Wer Punkt 1 dieses Postulats annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	63
Nein	86
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 1 dieses Postulats mit 86 Nein- gegen 63 Ja-Stimmen bei 0 Enthaltungen abgelehnt.
Wir kommen zu Punkt 2: Wer den Punkt 2 als Postulat annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	129
Nein	18
Enthalten	2

Präsident. Sie haben den Punkt 2 mit 129 Ja- gegen 18 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen angenommen.
Wir kommen zur Abschreibung: Wer den Punkt 2 abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme

Ja	91
Nein	53
Enthalten	3

Präsident. Sie haben den Punkt 2 mit 91 Ja- gegen 53 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen abgeschrieben.
Wer den Punkt 3 annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3)

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	64
Nein	87
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 3 mit 87 Nein- gegen 64 Ja-Stimmen bei 0 Enthaltungen abgelehnt.
Wir kommen zum Punkt 4 dieses Postulats. Wer den Punkt 4 annimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 4)

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	63
Nein	88
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 4 mit 88 Nein- gegen 63 Ja-Stimmen bei 0 Enthaltungen abgelehnt.

Geschäft 2018.RRGR.147

Motion 032-2018 Junker Burkhard (Lyss, SP)
Sparpotenzial in der Sozialhilfe nutzen und bisheriges Tarifsystem für Zahnarztkosten beibehalten

Präsident. Wir gehen weiter zum Traktandum 92, einer Motion von Junker Burkhard, Lyss, SP: «Sparpotenzial in der Sozialhilfe nutzen und bisheriges Tarifsystem für Zahnarztkosten beibehalten». Die Motionärin hat das Wort.

Margrit Junker Burkhard, Lyss (SP). Zuerst möchte ich mich für die Beantwortung unserer Motion bedanken, und es freut uns natürlich, dass die Ziffern 2 und 3 zur Annahme empfohlen werden.

Bei Ziffer 1 stelle ich fest, dass der Regierungsrat das neue Tarifsystem den Sozialdiensten vielleicht etwas voreilig zur vorläufigen Anwendung empfohlen hat. Ich finde es schade, dass die Sozialdienste nicht erst in die Pflicht genommen werden, wenn die Tarifverhandlungen geführt worden sind. Deshalb möchte ich Punkt 1 in ein Postulat wandeln und hoffe, dass der Regierungsrat prüft, ob die Empfehlung an die Sozialdienste allenfalls zurückgezogen werden kann und diese angewiesen werden können, vorläufig das alte System anzuwenden, bis dann die versprochenen Verhandlungen durchgeführt worden sind.
Ich möchte aber noch betonen, dass ich sehr wohl sehe, dass die Tarife lange nicht angepasst wurden. Ich weiss auch, dass zahnärztliche Behandlungen von Menschen in der Sozialhilfe mehr Aufwand generieren können. Aber von den Sparmassnahmen im letzten November und der Revision des Gesetzes über die öffentliche Sozialhilfe (Sozialhilfegesetz, SHG) sind gerade die Menschen in der Sozialhilfe besonders betroffen, und jetzt soll ausgerechnet in der Sozialhilfe wieder mehr Geld ausgegeben werden, ohne direkten Nutzen für diese Menschen. Das wird definitiv nicht verstanden.
Deshalb bin ich sehr froh, dass der Regierungsrat dies auch so sieht, und ich bitte Sie, Punkt 1 in als Postulat gewandelt und die Punkte 2 und 3 als Motion anzunehmen. Vielen Dank für die Unterstützung.

Präsident. Steht Grossrätin de Meuron als Mitmotionärin oder als Fraktionssprecherin auf der Rednerliste? – Als Fraktionssprecherin. Dann gebe ich das Wort der SP-JUSO-PSA-Fraktion, Grossrätin Schindler.

Meret Schindler, Bern (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion begrüsst natürlich, dass die Regierung dem vorliegenden Anliegen Rechnung trägt. Die Regierung äussert sich auch dahingehend, dass sie mit den involvierten Partnern derzeit ausarbeitet, wie man es zukünftig machen kann, und das ist sehr gut. Dass die Regierung Punkt 1 nicht direkt annehmen kann, weil sie die Einführung des neuen Systems schon gefordert hat, ist natürlich auch nachvollziehbar. Deshalb empfehlen wir nun, Punkt 1 als Postulat zu überweisen, weil es doch möglich sein sollte, dass die Regierung die Empfehlung allenfalls wieder zurücknimmt, beispielsweise indem sie sagt, per 1. Januar 2019 solle wieder die alte Variante angewendet werden, bis eben eine neue Regelung ausgearbeitet ist. Deshalb bittet Sie die SP-JUSO-PSA-Fraktion, alle drei Punkte zu übernehmen, so wie es die Motionärin vorhin gesagt hat.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Es ist, glaube ich, etwas vom Originellsten, was ich heute gehört habe: Man reicht am 9. März eine Motion ein und will etwas nicht in Kraft setzen, das am 1. Januar in Kraft getreten ist. Da wir noch nicht rückwirkend leben, sondern vorausschauend, gehe ich davon aus, dass dies erstens nicht geht und zweitens unsinnig ist. Nun verlangt man mit einem Postulat, dass etwas wieder nicht in Kraft treten soll, das auf den 1. Januar schon in Kraft getreten ist.
Kolleginnen und Kollegen, stellen Sie sich einmal vor, welches Durcheinander das bezüglich Rechtssicherheit und Rechtsklarheit gibt. Wir haben einen Entscheid einzuführen, wie alle anderen Kantone, die nicht vorher noch etwas anderes entschieden haben. Das ist das Prinzip von Recht, und es ist auch das Prinzip von Vertrauen und Klarheit. Wenn wir verhandeln wollen, dass wir unter Umständen zukünftig tiefere Tarife haben, brauchen wir sicher eine saubere Grundlage zum Verhandeln und nicht ein «Geschlängel», bei dem man vorher noch etwas nicht gibt, wofür wir eigentlich rechtlich gar nicht zuständig wären.
Daher bitte ich Sie wirklich, den Punkt 1 abzulehnen, wie die Regierung. Dies ist eingeführt, und man hätte diskutieren können, weshalb es eingeführt worden ist, und weshalb dieser Kanton diese Verhandlungen nicht schon früher geführt hat. Das sind die politischen Fragestellungen. Darüber weiss ich aber nichts. Dazu wird vielleicht der Herr Regierungsrat noch etwas sagen. Aber sicher sollten wir nicht rückwärts raus, wenn wir eigentlich vorwärts machen müssen, wenn wir auch in Zukunft Verhandlungen mit den zusprechenden Zahnarztvereinigungen führen wollen, um optimalere Bedingungen zu erhalten. Aus diesem Grund ist für uns klar: Wir unterstützen die Art und Weise, wie die Regierung mit dieser Motion umgehen will.

Christine Schnegg, Lyss (EVP). Das neue Tarifsystem Dentotar freut vor allem die einen, nämlich die Zahnärzte. Für alle anderen heisst es, für die gleichen Leistungen wie noch in den Jahren vorher tiefer in die Tasche zu greifen. Dass dies nun eine unerwünschte Nebenwirkung auf die Sozialdienste hat, bedauert auch die Fraktion EVP, und wir unterstützen deshalb die Motion in den Punkten 2 und 3 und danken dem Regierungsrat für die geplanten Verhandlungen mit der Zahnärzte-Gesellschaft.
Die Fraktion EVP regt nebenbei einfach noch an, dass man allenfalls auch das zahnärztliche Angebot für Sozialhilfeempfangende etwas straffen könnte. Dass eine Gemeinde mit knapp 16 000 Einwoh-

nern während eines Jahres Zahnarztkosten in der Sozialhilfe im Umfang von 170 000 Franken zu entrichten hat, lässt auch uns ein wenig aufhorchen. Wir hoffen einfach, dass hier nicht Fehlanreize bestehen und Zahnärzte bei Sozialhilfeempfangenden Zahnsanierungen mit Augenmass vornehmen. Zu überlegen wäre aus unserer Sicht auch eine Zusammenarbeit mit der Zahnärztlichen Poliklinik in Bern, wenn eine solche nicht schon besteht. Aber diese Bemerkung ist nur nebenbei.
Die Fraktion EVP unterstützt also die Motion in den Punkten 2 und 3, und bei Punkt 1 sehen wir es nicht ganz so dramatisch wie meine Vorrednerin. Wir könnten diesen auch als Postulat im Sinne der Erklärung der Motionärin unterstützen.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Die zu erwartenden Mehrkosten von rund 2 Mio. Franken, die mit diesem neuen Tarifsystem kommen sollen, dürften nicht im Interesse des Kantons und ganz sicher nicht im Interesse der betroffenen Menschen in der Sozialhilfe liegen. Wenn zudem der Kanton Genf und auch der Kanton Waadt, auch aufgrund dieser zu erwartenden finanziellen Auswirkungen, kostenneutrale Tarife mit der Schweizerischen Zahnärzte-Gesellschaft (SSO) ausgehandelt haben, dann sind wir Grünen der Meinung, dass der Kanton Bern dies auch mit einem entsprechend positiven Ergebnis können sollte. Deshalb sind wir auch froh, dass der Regierungsrat bereit ist, die Ziffern 1 und 2 anzunehmen. Sie verlangen, dass man das bisherige Tarifsystem der Zahnarztkosten beibehält.
Etwas war uns bei Ziffer 1 effektiv nicht ganz klar. Man kann nun zu Recht sagen: Wie kann man nach dem 1. Januar etwas verlangen, das bereits eingeführt ist? Wie würde man das dann in der Realität umsetzen? Ist der Tarif nachher noch gleich tief? Dann hätte man einfach sagen können, man passe ihn nicht an, solange nicht klar sei, ob man diesen beibehalten könne. Der langen Rede kurzer Sinn: Für uns ist es einfach wichtig, dass das hoffentlich positive Ergebnis dieser Verhandlungen raschestmöglich umgesetzt wird, damit man dann effektiv sparen kann. Weil zudem unklar ist, wie dies genau gemacht wird, macht es wohl Sinn, wenn man es zumindest in der Postulatsform überweist, damit dann das Einsparen möglich ist. Dann hat man auch genügend Zeit zu schauen, wie man das operativ umsetzen kann. Unsere Fraktion wird deshalb die Ziffer 1 ganz klar überweisen und selbstverständlich auch die Ziffern 2 und 3 in der Motionsform.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Die EDU-Fraktion dankt den Motionärinnen für den konstruktiven Sparvorschlag. Zwar sprechen wir hier am Ende von einem Nullsummenspiel, weil die Zahnärztinnen und Zahnärzte bei der Behandlung von Sozialhilfeempfängern auf einen seit Längerem fälligen Teuerungsausgleich verzichten müssten. Doch wenn die Bereitschaft dazu da ist und die Regierung dies aushandeln kann, sind wir natürlich gerne bereit, in diesem Bereich Mehrkosten zu vermeiden. Wir werden die Ziffern 2 und 3 dieser Motion annehmen.

Carlo Schlatter, Thun (SVP). Ich muss das Rednerpult etwas herunterlassen. – Im Wesentlichen verlangt die Motion vom Regierungsrat, ein vom Bund bereits eingeführtes und seit dem 1. Januar 2018 in Kraft getretenes Tarifsystem im Kanton Bern aufzuheben. Wie Kollegin Mühlheim richtig ausgeführt hat, ist dies einfach nicht möglich. Jeder, der eine Unternehmung hat oder sonst Geschäfte macht, weiss, dass man Verträge rückwirkend nicht einfach ändern kann. Dass das kurzfristig auch beim Kanton nicht möglich ist, wissen natürlich auch die Motionäre. Deswegen lehnt die SVP-Fraktion die Ziffer 1 einstimmig ab.
Zu den Ziffern 2 und 3 ist zu sagen, dass der Kanton Bern bereits heute ausserhalb des KVG-Bereichs den Tarif der Schweizerischen Unfallversicherungsanstalt (SUVA) anwendet. Weil aber im neuen Tarif die seit 1994 aufgelaufene Teuerung mitgerechnet wird, entstehen Zusatzkosten in der Höhe von circa 15–20 Prozent. Wie der Regierungsrat erläutert, möchte er mit der SSO einen kostenneutralen Tarif UV/MV/IV für die Sozialhilfe aushandeln. Für dieses Vorhaben wünsche ich unserem Regierungsrat viel Erfolg. Also: Ich persönlich möchte gerne wissen, ob die Motionäre auf einen solchen Deal eingehen, wenn man Ihnen den Teuerungsausgleich seit 1994 über 24 Jahre nicht zugesteht.
Die SVP-Fraktion nimmt im Wissen um den Sparwillen unseres Regierungsrats und im Vertrauen auf sein Verhandlungsgeschick die Ziffer 3 mehrheitlich an. Die Ziffer 2 lehnt die SVP-Fraktion knapp ab. Aber ich weiss nicht, wie es dann herauskommen wird.

Marianne Teuscher-Abts, Roggwil (FDP). Das neue Tarifsystem Dentotar vom Bund wurde schon per 1. Januar eingeführt – wir haben es gehört –, auch für die Zahnarzttarife. Der Kanton Bern hat den Sozialdiensten die Anwendung bereits empfohlen, unter Vorbehalt späterer Anpassungen. Darum kann dem Anliegen, das neue Tarifsystem nicht einzuführen, kurzfristig nicht entsprochen werden.
Zu den Ziffern 2 und 3: Die Regierung will die Ziffern 2 und 3 annehmen. Sie gehen in die richtige Rich-

tung. Es sollen nämlich bei den zahnärztlichen Behandlungen der Sozialhilfe keine Mehrkosten gegenüber dem Vorjahr entstehen. Der Regierungsrat ist deshalb zu unterstützen, wenn er Verhandlungen über Tarifanpassungen im Bereich der Zahnarztleistungen für Sozialhilfebeziehende führen will. Die Tarife sind seit 1994 immer gleich tief, und es könnte zu einer Unterversorgung kommen, wenn eine Mehrheit der Zahnärzte nicht mitmachen will. Daher unterstützt die FDP-Fraktion die Haltung der Regierung in allen drei Ziffern.

Präsident. Ich gebe dem Gesundheitsdirektor das Wort. Vous avez la parole.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Cette motion nous demande de mettre à profit le potentiel d'économie dans l'aide sociale et conserver la structure tarifaire actuelle pour les frais dentaires. Dès que l'information sur cette décision m'a été transmise, j'ai pris la décision de revoir cette situation, et ce avant l'arrivée de cette motion que je salue toutefois. Le Conseil-exécutif partage la vue des motionnaires. Les traitements dentaires dans le domaine de l'aide sociale ne devraient pas occasionner de frais supplémentaires par rapport aux années précédentes. Cette motion permet également de mettre en évidence un potentiel certain d'amélioration dans nos processus internes.
Concernant le point 1: cette demande ne peut malheureusement pas être mise en œuvre, étant donné que la nouvelle structure tarifaire fédérale Dentotar est entrée en vigueur le 1er janvier 2018. L'Office des affaires sociales a recommandé aux services sociaux d'appliquer le nouveau tarif Suva, conformément à la pratique des dernières années.
Pour les points 2 et 3, le Conseil-exécutif prévoit d'élaborer un système tarifaire sans incidence sur les coûts, qu'il négociera avec les partenaires concernés dans le domaine de l'aide sociale. Toutefois, il faut être conscient que l'introduction d'un tarif dérogeant à Dentotar ne sera peut-être pas acceptée par tous les médecins dentistes du canton de Berne, ce qui pourrait conduire à quelques lacunes dans l'offre de soins destinée aux bénéficiaires de l'aide sociale. Je parle ici de l'offre au niveau géographique. Des études et des négociations sont donc nécessaires afin de pouvoir procéder à une adaptation du tarif, ce qui nous prendra un certain temps. Sur cette base, le Conseil-exécutif vous invite à rejeter le point 1, mais à adopter les points 2 et 3.

Präsident. Wünscht Grossrätin Junker nochmals das Wort? – Das ist nicht der Fall. Damit kommen wir zur Abstimmung. Wer die Ziffer 1, die in ein Postulat gewandelt ist, annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	58
Nein	89
Enthalten	2

Präsident. Sie haben den Punkt 1 als Postulat mit 89 Nein- gegen 58 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen abgelehnt. Wir kommen zum Punkt 2: Wer den Punkt 2 annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme

Ja	147
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 2 mit 147 Ja- gegen 0 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen angenommen.
Wer den Punkt 3 annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	151
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 3 mit 151 Ja- gegen 0 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen angenommen.

Geschäft 2017.RRGR.610

Motion 234-2017 Sancar (Bern, Grüne)
Recht auf Bildung und Arbeit

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 93, der Motion Sancar, Grüne, Bern: «Recht auf Bildung und Arbeit». Ich gebe dem Motionär, Grossrat Sancar, das Wort.

Haşim Sancar, Bern (Grüne). Ich ziehe die Punkte 2 und 4 dieser Motion zurück – damit dies klar ist – und spreche zu den Punkten 1 und 3. Eigentlich gehört diese Motion in die VOL. Der Regierungsrat hat offenbar die Botschaft und den Inhalt der Motion verstanden und schiebt sie in die GEF ab. Ich habe keine Einwände. Es freut mich, dass der Regierungsrat die Idee des Rechts auf Bildung und Arbeit im Grundsatz teilt, obwohl er die Motion zur Ablehnung empfiehlt. Er erwähnt in seiner Antwort, dass gewisse Unterschiede in der Arbeitswelt immer bestehen werden. Damit bin ich einverstanden. Trotzdem können wir versuchen, diese Unterschiede möglichst zu vermeiden, sie zumindest aber auf ein Minimum zu reduzieren. Arbeit ist ein zentrales Wertekriterium unseres Lebens geworden. Deshalb sollte sie möglichst gerecht verteilt werden. Hier sind sowohl die Gesellschaft als auch die Behörden und die Wirtschaft verpflichtet, Initiative zu ergreifen und die entsprechenden Schritte zu tun.
Ja, tatsächlich ist es schon so, dass Menschen, die wegen Unterqualifikation, unzeitgemässer Qualifikation oder Rationalisierung erwerbslos geworden sind, eigentlich arbeiten möchten und auf Arbeit angewiesen sind. Sind sie erwerbslos und ausgesteuert, landen sie in der Sozialhilfe. Wenn aber der Regierungsrat diesen Menschen vorwirft, dass sie arbeitsunwillig sind und sie mit Kürzungen in der Sozialhilfe bestrafen möchte, stimmt hier etwas nicht. Ja, eigentlich muss der Regierungsrat diesen Menschen ein Recht auf Bildung und Arbeit einräumen und ihnen eine Arbeit geben. Erst wenn es ihr Gesundheitszustand erlaubt und sie die Arbeit dennoch nicht annehmen, sollten die Behörden Strafmassnahmen ergreifen.
Es muss auch einmal gesagt sein: Recht auf Bildung und Arbeit ist ein soziales Menschenrecht. Der Staat muss dafür sorgen, dass seine Bürgerinnen und Bürger eine Erwerbstätigkeit oder eine Arbeitsstelle haben und ihre Arbeit gerecht entschädigt wird. Was der Regierungsrat tut, ist für diese Leute total verkehrt. Obwohl er genau weiss, dass ein grosser Teil der Erwerbslosen keine Arbeit finden kann, wirft er ihnen vor, dass sie nicht arbeiten wollen – und dies ohne jegliche Grundlage.
Eine gerechte Gesellschaft besteht nicht nur aus hohen Leistungen und Gewinnmaximierung der Wirtschaft. Gemeinwesenarbeit und Care-Arbeit, die eigentlich geleistet werden, tragen auch zur gesellschaftlichen Entwicklung bei; ja, sie schaffen überhaupt erst die Grundlage des Lebens, nämlich die menschliche Arbeitskraft. Sozial gesehen sind sie manchmal sogar nützlicher als aufgeblasene Bankkonten, die jetzt mit Minuszinsen operieren müssen. Daher müssen diese Leistungen auch berücksichtigt werden, um die Existenz aller zu sichern.
Bildung und Arbeit für Sozialhilfeempfängerinnen und -empfänger kann der Regierungsrat mit einer starken Zusammenarbeit mit dem Privatsektor und den Gemeinden erreichen. Aber dafür ist der Wille

des Regierungsrats nötig. Diesen sehen wir im Moment leider nicht. Weshalb ist der Regierungsrat nicht auf das Angebot derjenigen Gemeinden eingestiegen, die wenigstens eine Idee der Integration eines Teils der Sozialhilfeempfängerinnen und -empfänger in den Arbeitsmarkt vorgeschlagen haben? – Bis heute bleibt uns der Regierungsrat eine Antwort schuldig. Ich bitte Sie, die Motion zu unterstützen, vielen Dank.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die BDP-Fraktion hat Grossrat Stähli das Wort.

Ulrich Stähli, Gasel (BDP). Lieber Haşim Sancar, wenn Sie ein Recht auf Bildung und Arbeit fordern, dann ist das zwar eine hehre Forderung, aber dieses Recht ist gerade in unserem Land bereits in hohem Mass gewährleistet ist. Diese Forderung ist mit Ihrem abgelehnten Vorstoss von heute Morgen zu vergleichen. Sie fordern Dinge, die hier im Kanton Bern eben einfach schon erfüllt sind. Wir sind ein Kanton und auch ein Land mit sehr gut ausgebauten sozialen Institutionen. Ein engmaschiges soziales Netz verhindert, dass jemand auf der Strasse leben muss, und auch in der Bildung gibt es unzählige Möglichkeiten und Angebote. Liebe Frau und Männer, Härtefälle gibt es überall. Das wissen auch wir. Es kann aber nicht sein, dass der Kanton Bern nun fernab von bestehenden Gesetzen, isoliert als Kanton, mit neuen Gesetzen allen Bürgern eine gute Ausbildung und einen Verdienst garantieren sollte. Das wäre ja beinahe eine kommunistische Forderung. Die BDP-Fraktion weist diesen Vorstoss einstimmig ab.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht nun Grossrat Jordi.

Stefan Jordi, Bern (SP). Zu meinem Vorredner: Es kann auch einmal etwas Gutes aus dem Kanton Bern heraus entstehen und nachher Breitenwirkung entfalten, wie beispielsweise der jetzt vorliegende Vorstoss. Der Motionär hat es gesagt: Wir haben in der Diskussion zum SHG gesehen – sprich: diejenigen, die zuhören und dort hinschauen wollten –, wie wichtig Arbeit für alle ist, wie zentral eine gut bezahlte, richtig bezahlte Arbeitsstelle in unserem Leben ist, und dass es für möglichst viele Leute möglich sein soll, sich auch zu betätigen.
Die SP ist eine Partei mit langer Tradition. Sie entstand Ende des 19. Jahrhunderts aus der Arbeiterbewegung. Sie setzt sich seit jeher für gute, faire Arbeitsbedingungen ein und auch dafür, dass diese in genügender Anzahl vorhanden sind. Vor diesem Hintergrund, denke ich, ist es für uns selbstverständlich, dass wir die vorliegende Motion – jetzt die Motionsforderungen 1 und 3 – unterstützen.
Weshalb ist es wichtig, existenzsichernde Löhne zu garantieren? Es kann aus unserer Warte nicht sein, dass jemand, der einer Arbeit nachgeht, seinen Lebensunterhalt nicht damit finanzieren kann und allenfalls nachher von staatlichen Zuschüssen abhängig wird, sodass es also auf den Staat überwälzt wird, wenn ein Arbeitgeber, eine Arbeitgeberin eine Arbeit nicht genügend entlöhnen will. Viel effizienter ist es aus unserer Sicht, dass der Kanton hier aktiv wird und Bedingungen dafür schafft, damit Menschen, die eben arbeitswillig sind, einer Arbeit nachgehen können und dass diese Arbeit auch richtig bezahlt wird oder sich ein Mensch qualifizieren kann, um einer Arbeit nachzugehen, beispielsweise mit einem Arbeitsintegrationsprogramm, mit einem Parallelprogramm oder mit einem Bildungsangebot. Ich glaube, es ist zentral, dass der Kanton Bern hier vorwärtsschreitet und wichtige Schritte in diese Richtung einleitet. Danke für die Unterstützung. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt diese Motion beziehungsweise die Punkte 1 und 3.

Christine Schnegg, Lyss (EVP). Bei dieser Motion sprechen wir nur noch über die Punkte 1 und 3; also beschränke ich mich darauf. Der Kanton Bern schafft bereits Rahmenbedingungen, dass sich Firmen und Dienstleister – von KMU bis Grossfirmen – erfolgreich ansiedeln, sich erfolgreich entwickeln und Arbeitsplätze für Arbeitnehmende schaffen können. Wir begrüssen im Übrigen die neue Arbeitsgruppe sehr, die der GEF-Direktor mit den Arbeitgebenden zur Abklärung lanciert hat, wo und wie die Wirtschaft unterstützt werden kann, damit sie auch Arbeitsplätze für geringer qualifizierte Menschen schaffen kann. Die Arbeitslosigkeit im Kanton Bern war im 2017 unterdurchschnittlich. Mit 2,6 Prozent im Kanton Bern lag sie unter dem Durchschnitt der Schweiz von 3,2 Prozent. Diese Zahl ist für uns eine positive Würdigung wert, und wir danken den Arbeitgebenden für ihr Engagement im Kanton Bern. Aber wir danken auch dem Kanton Bern, der seine Hausaufgaben sicher nicht nur schlecht gemacht hat. Die Forderung, wie sie in Punkt 1 gestellt wird, wonach nämlich der Kanton gesetzlich dafür verantwortlich ist, dass alle Einwohnerinnen und Einwohner eine existenzsichernde Arbeit haben, übersteigt für einen Teil der Fraktion EVP die Möglichkeiten des Kantons. Die Mehrheit

der EVP lehnt den Punkt 1 daher ab.
Zu Punkt 3: Der Kanton Bern bietet mit der Sozialhilfe den geforderten Ersatz bei einem Erwerbsausfall und berücksichtigt dabei bereits die familiäre und gesundheitliche Situation der betroffenen Personen. Allerdings haben wir die Gelder mit der letzten Revision des SHG schmerzlich gekürzt und bei den Rahmenbedingungen in der Sozialhilfe aus Sicht der EVP Rückschritte gemacht. Die EVP unterstützt aus diesem Grund das Referendum, das gegen diese Revision ergriffen wurde. Eine der Forderungen des Referendums betrifft die bedarfsgerechte Möglichkeit von Aus- und Weiterbildung für Erwerbslose. Aus- und Weiterbildungen und auch Umschulungen werden von den Sozialwerken wie auch von der Sozialhilfe zum Teil bereits unterstützt: dort wo es nötig, sinnvoll und möglich ist. Ein Teil der Fraktion EVP ist aber der Meinung, dass noch ein zusätzlicher Effort gemacht werden könnte, und deshalb unterstützt auch ein Teil der EVP-Fraktion diesen Punkt 3. Jeder investierte Franken hilft bei einer geglückten Reintegration in den Arbeitsmarkt, auch wieder Geld zu sparen. Also erhalten die Punkt 1 und 3 je eine Teilunterstützung der EVP-Fraktion.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach/Oberburg (SVP). Der Motionär verlangt in seinem Vorstoss ein Recht auf Arbeit für alle, oder sollte die Arbeit für alle nicht möglich sein, einen garantierten Verdienstersatz. Das verlangen die ersten beiden Punkte der Motion. Die Fraktion der SVP teilt die Auffassung des Motionärs, dass möglichst alle erwerbsfähigen Leute arbeiten sollten. So wie es aber der Regierungsrat in seiner Antwort bereits ausführt, ist es nicht die Aufgabe der öffentlichen Hand, Arbeit zu garantieren. Dies wäre ein staatlicher Eingriff in unser Wirtschaftssystem, der entschieden zu weit ginge und auch zu teuer wäre. Aufgabe des Staats ist es, gute Rahmenbedingungen für alle zu schaffen, natürlich auch für Unternehmen beispielsweise sowie durch die Gewährung von tiefen Steuern, Gebühren und Abgaben. Das sind Voraussetzungen für eine florierende Wirtschaft, die demzufolge in der Lage ist, Leute zu beschäftigen.
Im Übrigen besagen klassische und neoklassische makroökonomische Theorien, dass ein sogenanntes Vollbeschäftigungsgleichgewicht in einem sich selber regulierenden und völlig freien Markt entsteht. Staatliche Eingriffe in die Marktwirtschaft sind demnach genau kontraproduktiv. Es gilt zudem zu erwähnen, dass in der Schweiz gemäss Statistik des Staatssekretariats für Wirtschaft (SECO) die Arbeitslosenquote aktuell bei rund 3 Prozent liegt, und Ökonomen definieren eine Quote von zwischen 2 und 3 Prozent als Vollbeschäftigung. Dann ist halt auch noch zu erwähnen, dass arbeiten auch etwas mit Motivation zu tun hat, mit persönlichem Engagement, Willen und Eigenverantwortung. Es ist nicht von der Hand zu weisen, dass es einfach auch Leute gibt, die gar nicht arbeiten wollen. Zudem garantiert unser heutzutage sehr gut ausgebauter Sozialstaat bereits einen existenzsichernden Verdienstersatz, wenn man dem so sagen will.
Zu Punkt 3: Schon heute bestehen qualitativ sehr gute Bildungsangebote, die vom Staat unterstützt und gefördert werden. Diese zu nutzen, liegt auch da in der Eigenverantwortung jedes Einzelnen.
Abschliessend möchte ich noch sagen, dass die Allgemeine Erklärung der Menschenrechte keine verbindliche Rechtsquelle darstellt. Aus all diesen Gründen lehnt die Fraktion der SVP die vorliegende Motion in allen Punkten einstimmig ab.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). «Wie geht es dir?», «Wo arbeitest du?» Das schreibt der Motionär in seiner Erklärung zur Motion. Es ist doch sehr demütigend für Personen, die auf eine solche Frage nicht antworten können, weil sie keine Arbeit haben oder wenn eine Person zwar Arbeit hat, aber nicht davon leben kann und das nicht, weil er oder sie auf zu grossem Fuss lebt. Bei solchen Forderungen, wie sie der Motionär verlangt, kommt oft die Antwort, die Industrie werde es dann schon regeln, und das führe nur zu grossem Verwaltungsaufwand. Aber die Wirtschaft regelt es eben nicht in ausreichendem Mass.
Zu Punkt 3 der Motion: Ohne existenzsicherndes Einkommen sind die Menschen auch massivem psychischem Druck ausgesetzt, dem nicht alle standhalten können. Die Folgen davon sind Krankheit und unter Umständen Verlust der Arbeit, was wiederum bei den betroffenen Personen zu noch mehr Stress führt. Das führt zu Mehrkosten für den Kanton, da die Krankheits- und Sozialkosten steigen. Die grüne Fraktion unterstützt daher die Punkte 1 und 3 grossmehrheitlich.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Die EDU-Fraktion sieht eine Hauptaufgabe des Staats eben genau darin, ein möglichst ideales und gerechtes Umfeld zu schaffen, das sinnvolle wirtschaftliche Tätigkeiten und Erwerbsarbeit ermöglicht. Dabei muss stets sorgfältig abgewogen werden, ob in einem bestimmten Fall das Marktversagen oder bei einem allfälligen staatlichen Korrektureingriff das Staatsversagen grösser ist. Die sehr tiefe Arbeitslosigkeit in der Schweiz und im Kanton Bern im

Besonderen zeigt, dass das gegenwärtige System im Grossen und Ganzen gut funktioniert. Eine weitere Bekämpfung der Arbeitslosigkeit ist jedoch wichtig und möglich, und ich denke, es ist immer ein Ziel, dranzubleiben.
Ich möchte zum Beispiel die Frage in den Raum stellen, weshalb die sowieso schon hohen Löhne in der Schweiz durch zahlreiche Sozialabgaben weiter verteuert werden müssen. Ich sehe nämlich auch genügend andere Möglichkeiten, das Sozialsystem der Schweiz zu finanzieren, beispielsweise mit einer konsequenten «Tax Bads, not Goods»-Strategie, also Lenkungsabgaben auf eine Vielzahl unerwünschter wirtschaftlicher, gesellschaftlicher und ökologischer Schadensverursacher – einfach so als Anreiz. Während die EDU-Fraktion also durchaus sinnvolle Möglichkeiten sieht, die Erwerbstätigkeit der Bevölkerung weiter zu fördern, fallen die Vorschläge dieser Motion für uns nicht darunter. Wir werden sie deshalb geschlossen ablehnen.

Marianne Teuscher-Abts, Roggwil (FDP). Es gibt kein Recht auf Arbeit für alle. Die Bemühungen in unserem Kanton im Bildungs- und Arbeitsintegrationsbereich zielen darauf ab, die Chancengleichheit zumindest zu verbessern. Der Kanton Bern schafft sicher gute Rahmenbedingungen für Arbeit. Damit dies gelingt, bedarf es vor allem wesentlich der Eigenverantwortung und Motivation der Arbeitsuchenden. Sozialhilfeleistungen für Menschen ohne existenzsichernde Arbeit sind hier fair und gut ausgebaut. Die FDP-Fraktion unterstützt die Antwort der Regierung und lehnt diese Motion in allen Ziffern ab.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Als erste Einzelsprecherin hat Grossrätin Ammann von der AL das Wort.

Christa Ammann, Bern (AL). Bei jedem Gespräch, wo die Frage fällt, «Was machst du?», wissen alle aufgrund der Sozialisierung, dass eigentlich gemeint ist: «Was arbeitest du?». «Ich erwerbsarbeite, also bin ich.» Dies ist das gesellschaftliche Mantra, dem hier alle Leute ausgesetzt sind. Wer keine Arbeit findet, realisiert sehr schnell, dass er oder sie nicht mehr dazu gehört. Wer nicht in der Lage ist, selber ein existenzsicherndes Einkommen zu generieren, gilt als niemand, gilt relativ schnell als irrelevant. So lange an diesem Ideal festgehalten wird und nicht irgendwie ein Grundeinkommen oder etwas anderes geschaffen wird, ist es zentral, alles Mögliche zu tun, um die Rahmenbedingungen zu schaffen, um die Vision der existenzsichernden Vollbeschäftigung in der Gesellschaft umzusetzen. Genau das fordert der vorliegende Vorstoss mit den Punkten 1 und 3.
Unser Sozialversicherungssystem macht schon einiges. Das ist richtig, aber es ist nicht genug. Es braucht bessere Rahmenbedingungen, um eben das Ziel dieser Vollbeschäftigung erreichen zu können, und dass das die freie Marktwirtschaft regeln soll, dazu gibt es auch andere Bücher, die dem vehement widersprechen. Das neoliberale Mantra, das der Regierungsrat in seiner Antwort bemüht, das Mantra «Wer nur genügend Eigenverantwortung und Motivation mit sich bringt, findet dann schon etwas zum Arbeiten», verkennt sämtliche Erkenntnisse aus Studien über die Auswirkungen von Arbeitslosigkeit und insbesondere von Langzeitarbeitslosigkeit.
Wer mit dieser Aussage einen Vorstoss beantwortet, will nichts von den Realitäten der Menschen wissen, die eben keine Erwerbsarbeit finden, nichts von der Komplexität, von den Auswirkungen und den Langzeitfolgen wissen, wenn einem Menschen klargemacht wird, dass er keinen Zugang zu einer Tätigkeit hat, die – wie der Regierungsrat ja selber schreibt – identitätsstiftend ist und Selbstwert gibt.
Die AL ist nicht bereit, diese Erkenntnis aus zahlreichen Studien zu ignorieren und erachtet es deshalb als zentrale Aufgabe der Regierung, die notwendigen Massnahmen zu ergreifen, damit für erwerbsfähige Einwohnerinnen und Einwohner existenzsichernde Erwerbsarbeit vorhanden ist. Sie erachtet es auch als Aufgabe der Regierung, Aus-, Weiterbildungs- und Umschulungsangebote zu schaffen, weil sich der Arbeitsmarkt in den letzten paar Jahren ja auch sehr rasant verändert hat und dementsprechend auch insbesondere Umschulungen für ältere Personen wahnsinnig zentral sind. Die AL wird beiden Punkten der vorliegenden Motion zustimmen.

Willy Marti, Kallnach (SVP). Ich möchte auch noch einige Dinge zur Realität sagen. Ich beschränke mich auf den Punkt 1. Damit wird verlangt, dass jeder einen Job erhalten muss. Man muss natürlich auch sehen, dass irgendjemand diesen Job dann anbieten muss. Die Wirtschaft kann es dann wohl nicht; dann muss es der Kanton dann für alle tun. Ich will ein Beispiel nenne. Vor etwa dreissig Jahren war ich bei einem Kollegen in Venezuela. Dieser hatte dort eine Firma mit zwanzig bis dreissig Angestellten, und er hat mir gesagt: «Das nächste Mal sehen wir uns wohl in der Schweiz.» Auf die Frage, ob er für Ferien komme, sagte er, Nein, er müsse die Zelte abbrechen. Es gehe nicht mehr. Sie hatten einen derartigen Kündigungsschutz, dass er zwar den Leuten kündigen konnte, aber sie weiter-

hin beschäftigen musste. Dann hatte er einfach einen, der für zwei arbeiten musste. Damals standen die Leute aus Kolumbien Schlange, weil es so gefährlich war. Sie kamen im Konvoi nach Venezuela hinüber, um zu arbeiten. In Venezuela ist die Wirtschaft so weitergelaufen, wie sie dort angefangen hat, und heute sehen wir, wo Venezuela gelandet ist.
Nun wollen wir hier wahrscheinlich – wenn dann alle eine Beschäftigung erhalten sollen – der Privatwirtschaft sagen: Sie müssen diese Leute übernehmen, und dann müssen Sie halt mit einem, der bisher gearbeitet hat, auch einen zweiten bezahlen. Also ich habe keine Fragen mehr; ich habe höchstens Kopfschütteln übrig.

Präsident. Das Wort hat Regierungsrat Schnegg. Vous avez la parole.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Cette motion nous demande de créer les bases légales pour garantir un droit à la formation et au travail. Le travail revêt, il est vrai, une grande importance dans notre vie. Il nous confère une identité et renforce notre estime de soi. L'égalité des chances à tous les niveaux tient d'avantage de l'utopie que d'un but réaliste. Certains systèmes politiques de triste mémoire ont échoués, et le tout petit nombre de pays essayant encore sur cette voie ne nous font absolument pas envie. Toutefois, la politique menée par le Conseil-exécutif vise à favoriser cette égalité dans la mesure du possible. Pour que l'insertion dans le monde du travail soit couronnée de succès, il est primordial de tenir compte du sens des responsabilités de la personne à la recherche d'un emploi. Les pouvoirs publics proposent déjà de nombreux programmes de formation et des mesures de soutien adaptés aux besoins.
A l'heure actuelle, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale définit avec les représentantes et les représentants des milieux économiques les besoins à satisfaire afin que les entreprises créent davantage d'emplois pour des personnes peu qualifiées, par exemple. D'ores et déjà je me réjouis du fort soutien qui pourra être apporté à ces propositions émanant de l'économie, qui génère les places de travail. Il incombe à l'Etat de créer un cadre favorable, mais il n'appartient pas à l'Etat de garantir à toutes et à tous une activité lucrative couvrant le minimum vital. Invivable sur le plan financier, cette proposition aurait aussi des conséquences pernicieuses sur le plan social et provoquerait un effet d'aspiration indésirable si elle était mise en œuvre de façon isolée dans le canton de Berne. De plus, elle aurait également pour effet de déresponsabiliser les citoyennes et les citoyens. Aujourd'hui déjà, les personnes qui ne peuvent couvrir leurs besoins en travaillant, bénéficient de prestations sociales équitables et bien développées. L'article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ne crée pas de droit justiciable. Le principe de base est le suivant: les Etats doivent mener une politique susceptible de prévenir le chômage et de soutenir les personnes touchées par la pauvreté.
La politique menée par le Conseil-exécutif épouse cette thèse. Pour garantir un bon développement économique de notre canton, ce n'est pas d'une loi supplémentaire dont nous avons besoin. Mais nous avons besoin de conditions-cadre intéressantes pour notre économie, pour que les entreprises, qui sont celles qui mettent à disposition les places de travail que nous désirons, puissent se développer correctement. Pour cela, il est important de pouvoir mettre le plus rapidement possible en œuvre la révision fiscale prévue et validée par ce Conseil. Sur la base de ces raisons, le Conseil-exécutif vous invite à rejeter les deux points qui restent dans cette motion.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über diese Motion. Es geht noch um die Punkte 1 und 3. Wir stimmen punktweise ab. Wer den Punkt 1 dieser Motion überweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	56
Nein	97
Enthalten	1

Präsident. Sie haben den Punkt 1 abgelehnt mit 97 Nein- gegen 56 Ja-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Wir stimmen über den Punkt 3 dieser Motion ab. Wer den Punkt 3 annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	59
Nein	94
Enthalten	1

Präsident. Sie haben auch den Punkt 3 abgelehnt mit 94 Nein- gegen 59 Ja-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Geschäft 2017.RRGR.638

Motion 239-2017 Imboden (Bern, Grüne)
Armut trotz Arbeit verhindern: Einführung eines Mindestlohnes im Kanton Bern

Geschäft 2017.RRGR.736

Motion 276-2017 Wüthrich (Huttwil, SP)
Wer voll erwerbstätig ist, soll nicht von der Sozialhilfe unterstützt werden müssen (Mindestlohnbericht)

Gemeinsame Beratung der Geschäfte 2017.RRGR.638 (Motion 239-2017) und 2017.RRGR.736 (Motion 276-2017).

Präsident. Wir kommen zu den Traktanden 94 und 95, die wir gemeinsam beraten. Beim Traktandum 94 handelt es sich um die Motion Imboden, Bern, Grüne: «Armut trotz Arbeit verhindern: Einführung eines Mindestlohns im Kanton Bern». Beim Traktandum 95 handelt es sich um die Motion Wüthrich, Huttwil, SP: «Wer voll erwerbstätig ist, soll nicht von der Sozialhilfe unterstützt werden müssen (Mindestlohnbericht)». Ich gebe vorab den Motionärinnen das Wort, zuerst Grossrätin Imboden.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Was will die vorliegende Motion? Sie will Armut trotz Arbeit mit dem Einführen eines Mindestlohns verhindern, wie es der Titel ausdrückt. Dieser Hintergrund ist eine Tatsache, die wir im Kanton Bern, aber auch schweizweit beobachten können. Es gibt Menschen, die voll berufstätig sind und trotzdem ihre Lebensexistenz nicht decken können, weil ihr Lohn nicht zum Leben ausreicht. Das Wort dazu ist «Working Poor», das wir auch schon verschiedentlich gehört haben: arm, trotz Erwerbstätigkeit. Gemäss Bundesamt für Statistik (BFS) sind in der Privatwirtschaft etwa 7 Prozent der männlichen Beschäftigten und 16 Prozent der weiblichen Arbeitnehmenden in diesem Tieflohnsegment angestellt. Der Tieflohn ist also auch weiblich. Zahlen zum Kanton Bern gibt es leider keine, weil dazu keine statistischen Daten vorliegen, was sehr bedauerlich ist. Aber diese dürften nicht grundlegend anders sein. Es gibt Branchen, die von Tieflöhnen besonders betroffen sind. Das betrifft die Herstellung von Nahrungsmitteln, also die Lebensmittelindustrie, den Detailhandel, die Herstellung von Bekleidung, das Gastgewerbe, aber auch die Kategorie persönliche Dienstleistungen, die von den Coiffeusen bis zu den Fitnessinstruktorinnen reicht.
Ich habe im GEF-Bulletin aus dem Jahr 2015, das sich dieser Thematik der «Working Poor» gewidmet hat, nachgelesen: Wenn man im Kanton Bern die Lehrlinge wegrechnet und nur die volljährigen Leute betrachtet, findet man bei den arbeitenden Sozialhilfeabhängigen die Zahl 1400: 1400 erwachsene Personen im Kanton Bern sind vollzeiterwerbstätig; sie arbeiten 42 oder 43 Stunden, je nach Branche; sie haben aber einen Lohn, der nicht zum Leben ausreicht, und sind darauf angewiesen, dass sie in der Sozialhilfe ihren Lohn aufgestockt erhalten. Ja, man kann sagen, zum Glück haben wir die

Sozialhilfe! Das sind auch Zahlen mit bisherigen Grenzwerten. Zum Glück haben wir die Sozialhilfe, welche diese Löhne aufstockt. Aber, liebe Kolleginnen und Kollegen, es ist nicht richtig, dass hier die öffentliche Hand in der Wirtschaft diese Löhne erhöhen muss, und es ist auch nicht so, dass nur in Branchen Tieflöhne bezahlt werden, die selber ganz knapp an der Existenz sind. Manchmal staunt man nämlich: Man kann auch sehr teure Produkte herstellen, gewinnorientiert, mit hohen Profiten und immer noch tiefe Löhne verdienen. In der Antwort schreibt die Regierung selber – und zwar zur zweiten Motion betreffend den Mindestlohnbericht, die wir nachher behandeln: «In der Tat ist es störend, dass Vollzeit erwerbsstätige Personen teilweise ergänzend durch die Sozialhilfe unterstützt werden müssen.» Wir sind froh, dass die Regierung die gleiche Einschätzung hat wie wir oder wie die Motion, wonach es störend ist, dass der Kanton hier die Privatwirtschaft subventionieren muss. Das ist es nämlich.
Nun gibt es aber einen konkreten Vorschlag, was man anders machen kann, und zwar als Instrument der Sozialpolitik. Deshalb diskutieren wir ja auch hier im Rahmen mit der Sozialdirektion darüber. Der Kanton Neuenburg hat es vorgemacht: Ein kantonaler Mindestlohn wurde zur Bekämpfung von «Working Poor» eingeführt. Er würde für alle Wirtschaftsbranchen gelten, mit Ausnahme der Landwirtschaft. Ich glaube, das ist tatsächlich ein Spezialfall; das ist auch im Kanton Neuenburg so. Zudem würde er quasi wissenschaftlich berechnet. Im Kanton Neuenburg hat man das auf der Höhe der Ergänzungsleistungen (EL) gemacht und ist zum Schluss gekommen, dass er etwa bei 20 Franken liegen müsste. Vielleicht wären es im Kanton Bern 21 Franken. Im Kanton Neuenburg ist dies bereits seit letztem Jahr eingeführt. Die Einführung dieses kantonalen Mindestlohns wurde vom Gastgewerbe bekämpft, aber das Bundesgericht hat dann gesagt: Nein, es ist richtig, dass der Kanton so etwas einführen darf – und zwar als Instrument zur Armutsbekämpfung. Darum greift auch die Antwort der Regierung zu kurz, die schreibt, zur Bekämpfung der Armut solle man in erster Linie auf die Eigenverantwortung – das haben wir nun vorhin schon einige Male gehört – der betroffenen Personen setzen und quasi die Eingliederung in den Arbeitsmarkt favorisieren. Lieber Herr Sozialdirektor, das ist eine völlig falsche Aussage von Ihnen. Hier geht es um Leute, die im Arbeitsmarkt sind, und diesen zu sagen, sie sollen doch Eigeninitiative entwickeln, um in den Arbeitsmarkt zu kommen, ist wirklich zynisch. Diese Leute arbeiten 100 Prozent, und trotzdem reicht es nicht zum Leben. Ich komme zum Schluss: Ein Mindestlohn wäre ein gutes System. Es ist erprobt, es ist sachlich, und wir sind der Meinung, so könne man den 1400 Betroffenen im Kanton Bern eine bessere Existenz geben. Wir bitten deshalb um Unterstützung.

Präsident. Ich gebe Grossrätin Stucki als Mitmotionärin das Wort.

Béatrice Stucki, Bern (SP). Ich wiederhole nicht alle Fakten, die Natalie Imboden bereits erwähnt hat. Einige Bemerkungen kann ich mir aber nicht verkneifen, insbesondere zur Antwort der Regierung. Leider – muss ich hier sagen – haben wir in diesem Vorstoss den Begriff «Armutsbekämpfung» erwähnt. Obwohl es bei der Einführung von Mindestlöhnen auch darum geht, hätte dieser Vorstoss aus meiner Sicht ganz klar von der VOL beantwortet werden müssen. Wahrscheinlich wäre dann die Antwort auch ausführlicher und differenzierter ausgefallen als die vorliegende Pflichtübungsantwort der GEF. Das einzig Positive an dieser Antwort ist für mich, dass die GEF die Sozialpartnerschaft anerkennt sowie ihre Aussage, dass sich diese bewähre. Dass aber Mindestlöhne zu einer Nivellierung nach unten führten, bestreite ich vor allem auch, weil Mindestlöhne eine Basis für alle brächten. Ebenso bestreite ich, dass Mindestlöhne kein Mittel zur Verhinderung der Armut seien.
Gesamt- oder Normarbeitsverträge gibt es tatsächlich bereits etliche. In vielen Branchen gibt es aber eben gerade noch kein kollektives Regulativ: im Taxigewerbe beispielsweise, in den Bäckereien oder bei den Coiffeuren. Das sind drei Branchen, wo der Missbrauch und der Menschenhandel in der heutigen Zeit zu ganz schlimmen Auswüchsen führen. Mindestlöhne würden diese ausbeuterischen Arbeitsbedingungen verhindern und die Arbeitgeber in die Schranken weisen.

Präsident. Für die zweite Motion gebe ich Grossrätin Striffeler als Vertreterin von Grossrat Wüthrich das Wort.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (SP). Wenn der Anstieg der Sozialhilfekosten bekämpft werden soll, darf nicht vergessen werden, dass auch Personen Sozialhilfe beziehen, die voll erwerbstätig sind, deren Lohn aber nicht zur Existenzsicherung ausreicht. Ich spreche von «Working Poor».
Wir verlangen diesen Bericht, weil die letzten Entwicklungen im Arbeitsmarkt gezeigt haben, dass durch die Beschäftigungszunahme auch der Niedrigstlohnsektor gewachsen ist. Es ist stossend, dass der Lohn für ein existenzsicherndes Leben für Personen, die mehr als 90 Prozent arbeiten, nicht

reicht. Mit der Sozialhilfe werden Löhne subventioniert, die auf dem Arbeitsmarkt zu tief angesetzt sind. Man kann das auch als indirekte Unterstützung von denjenigen Unternehmen betrachten, die zu tiefe Löhne bezahlen. Arbeitslose Personen sind meistens nicht in der Lage zu verhandeln, und es ist für sie wichtiger, möglichst schnell eine neue Arbeitsstelle anzunehmen. 2013 haben im Kanton Bern laut GEF 1400 Personen trotz Vollbeschäftigung sowie 1000 Lehrlinge Sozialhilfe beziehen müssen. Die Dunkelziffer von Personen, die sich nicht bei der Sozialhilfe gemeldet haben, hat nicht erfasst werden können, sie scheint aber laut den Experten hoch zu sein.
Die Einführung des Mindestlohns wäre eine Massnahme, welche die Armutsgefährdung von Erwerbstätigen reduzieren würde. In den Kantonen Jura, Tessin und Neuenburg ist der kantonale Mindestlohn bereits eingeführt und das Bundesgericht hat sich dazu positiv geäussert. Der Regierungsrat soll das Modell Neuenburg für den von uns verlangten Bericht einbeziehen und die Auswirkungen darstellen. Bei diesem Modell geht es bei einer 42-Stunden-Woche mit 13. Monatslohn um einen monatlichen Lohn von 3400 Franken. Wenn nun die Sozialhilfe gekürzt werden soll, sollte der Kanton doch alles unternehmen, damit die Menschen, die 100 Prozent arbeiten, keine Sozialhilfe brauchen. Das muss untersucht werden, und die Zahlen sind seit 2013 vorhanden. Ich bitte Sie, diese Motion zu unterstützen.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionen. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Dunning das Wort.

Samantha Dunning, Biel/Bienne (SP). Le groupe socialiste PS-JS-PSA soutient les deux motions. En effet, nous considérons qu'il n'est pas normal que ce soit l'Etat, donc le canton de Berne, qui finance les manquements des patrons. Il n'est pas normal que des travailleurs à plein temps soient à l'aide sociale, car leur patron ne leur donne pas un salaire correct qui leur permet de vivre. *(Die Rednerin wird infolge eines technischen Problems kurz unterbrochen.)* C'est bon? – Il ne suffit pas de diaboliser les personnes bénéficiaires de l'aide sociale et leur couper le peu de moyens qu'ils ont à disposition pour vivre. Il faut aussi responsabiliser les entreprises. Alors, bien sûr, le Conseil-exécutif rétorque que le salaire minimum ne permettra pas de sortir l'ensemble des working poor de l'aide sociale. Mais au moins, la part de salaire qu'ils recevront en plus sera déduite de la contribution du canton via l'aide sociale. Mais le salaire minimum a aussi d'autres avantages: il permet d'assurer un salaire décent à tous les travailleurs, celles et ceux dont les partons ne sont pas soumis à une convention collective de travail (CCT) auront aussi droit à un revenu décent, car tous les employeurs y seront soumis, hormis quelques exceptions comme le domaine agricole. Et le dumping salarial pourra également être évité, puisque le salaire minimum sera attribué à tous les employés sans exception sur leur provenance.
La pauvreté en Suisse existe. C'est un fait. On en a déjà discuté dans d'autres débats au sein de cet hémicycle. Il est alors nécessaire d'agir. Le marché du travail libéral n'est pas une réussite. Oui, le taux de chômage est bas, mais de nombreuses personnes vivent avec des revenus trop bas pour vivre. Elles ne font que survivre. Des mesures doivent donc être prises, et le salaire minimum est une solution intéressante, même si des réflexions devront être menées pour envisager des exceptions en ce qui concerne le domaine d'emploi, mais aussi le type de travailleur, comme par exemple les personnes ayant une capacité de travail limitée qui pourraient bénéficier de mesures spécifiques. Mais c'est justement pourquoi les motionnaires Imboden et Stucki proposent la mise en place d'une commission de suivi tripartite dont les partenaires sociaux feraient partie. Ce n'est donc pas le rôle de l'Etat de prendre en charge les manquements des employeurs par le biais de l'aide sociale. Le groupe PS-JS-PSA vous invite donc à rejeter – *(Heiterkeit)* – pardon, à accepter l'ensemble de ces deux motions.

Daniel Trüssel, Trimstein (glp). Ich bin hier thematisch auf einer neuen Bühne. Ich muss meine Interessenbindung bekannt geben: Ich bin Unternehmer und in einer Branche tätig, wo wir das Glück haben, eine genügend hohe Gewinnspanne zu haben, sodass wir gute, sehr gute Löhne bezahlen können, weit weg von Mindestlöhnen. Die Unterstellung, dass die Unternehmungen einfach nicht wollen, nichts tun oder zurückhaltend sind, hat mich nun einfach dazu bewogen, hier ein paar Worte aus Sicht des Unternehmers, des Gewerblers, zu sagen. Wir wollen alle zusammen Wohlfahrt, soziale Wohlfahrt und dass es allen Leuten gut geht, und wir Unternehmer nehmen unsere Pflichten in Bezug auf sozialverträgliche Arbeitsplätze und gute Löhne sehr wohl wahr. Nun gibt es aber viele Branchen, die leider keine solch gute Gewinnspanne haben, bei denen der Markt nicht so viel hergibt, dass man dort entsprechend hohe Löhne bezahlen kann. Wenn wir wirklich gute Sozialpolitik machen wollen, müssen wir die Unternehmungen von Steuern, Abgaben und bürokratischen Monstern entlasten, da-

mit wir finanziellen Spielraum haben und gute Löhne bezahlen können.
Die Berner Bevölkerung hat den Mindestlohn bei der letzten Urnenabstimmung mit 76,2 Prozent abgelehnt. Ich glaube, dies spricht Bände über das, was wir hier diskutieren. Ich bitte Sie, diese Vorstösse integral abzulehnen. Es ist der völlig falsche Weg, wenn man immer mehr steuern und immer mehr korrigieren will. Ein grosser Teil dieser Betroffenen sind selber eigenständige Unternehmer, Kleinstunternehmungen, Ein-Mann-«Budeli», Zwei-Mann-«Budeli», die sich keinen Lohn geben können, so dass es sich lohnen würde. Das sind auch Unternehmer, und wenn man diesen endlich die Abgabenlast ein wenig wegnehmen würde, könnten sie vielleicht auch plötzlich wieder ganz gut vernünftig leben. Die beste Sozialpolitik ist die steuerliche Entlastung des Gewerbes, und genau deswegen haben wir hier in Bern ein Problem. Ich bitte Sie, diese beiden Vorstösse wuchtig abzulehnen.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Auch wenn diese Motion nicht so weit geht wie die vorhergehende, lehnt auch die EDU-Fraktion diesen Eingriff in den Markt ab. Ein kantonaler Mindestlohn birgt einerseits das Risiko von höherer Arbeitslosigkeit im Tieflohnsegment, andererseits sind die Lebenskosten in den verschiedenen Regionen unseres Kantons auch unterschiedlich hoch. Da diese Forderung in meiner relativ kurzen Zeit in diesem Rat bereits einmal ausführlich debattiert wurde, hatte ich eigentlich vor, mein Votum hier abzuschliessen. Schliesslich komme ich ja genügend zum Sprechen, dank dem, dass ich GEF-Themen für meine Fraktion behandeln darf. Aber ich habe dann doch gedacht, ich könnte noch schnell die aktuellen Zahlen der Arbeitslosigkeit beim BFS nachschlagen. Schliesslich sind wir von der EDU-Fraktion auch nicht faktenresistent: Wenn Neuenburg schon den Mindestlohn eingeführt hat, dann schauen wir doch einmal, ob es erste Zahlen gibt, die darüber ein wenig Aufschluss geben. Ich habe die Zahlen 2014–2017 angeschaut, und es ist so, dass die Arbeitslosigkeit im Kanton Neuenburg im langjährigen Durchschnitt etwa 2,2-mal höher ist als im Kanton Bern, sprich zwischen 5,0 und 5,6 Prozent, Kanton Bern zwischen 2,3 und 2,6 Prozent. In beiden Kantonen war die Arbeitslosigkeit rückläufig. Das ist wunderbar, aber der Faktor ist nun 2,65. Im Kanton Neuenburg gibt es also momentan eine 2,65-mal so hohe Arbeitslosigkeit wie im Kanton Bern, und das sind für mich jetzt noch nicht gerade Zahlen, bei denen ich sagen muss, wir müssten unsere Position nun aufgrund dieser Zahlen neu evaluieren. Sollte sich dies aber in den nächsten zwei bis drei Jahren ändern, nähme ich es persönlich sicher niemandem übel, wenn dieses Thema noch einmal lanciert würde. Darüber debattieren kann man immer, das stört mich nicht, aber momentan sehen wir hier noch zu wenig Evidenz, als dass wir dem zustimmen könnten.

Haşim Sancar, Bern (Grüne). Die Motion Imboden verlangt, dass auch im Kanton Bern Mindestlöhne von 20 Franken eingeführt werden wie im Kanton Neuenburg. Die Motion Wüthrich geht in die gleiche Richtung. Das Bundesgericht hat die Zulässigkeit eines solchen Mindestlohns bestätigt. Doch der Regierungsrat lehnt die Forderung mit Verweis auf «Eigenverantwortung» ab – leider, denn eigentlich hält er die Forderung für gerecht. Liebe Anwesende, wir diskutieren hier über die unteren Lohnsegmente. Was bedeutet hier Eigenverantwortung, wenn Menschen trotz Erfahrungen den Qualitätsansprüchen des Markts nicht oder nicht mehr entsprechen? – Der neoliberal organisierte Kapitalismus kennt ein Wirtschaftssystem, das gerade an solchen Menschen kein Interesse hat. Umso wichtiger ist es doch, dass der Staat einschreitende Massnahmen einleitet!
Die Feststellung des Regierungsrats, wonach die EL nicht fixiert sind, ist nur die halbe Wahrheit. Die EL sind für Einzelpersonen und Familiengrössen festgelegt. Die Einführung von Mindestlöhnen würde viele Menschen von der Sozialhilfe befreien, und wenn wir von einer inklusiven Gesellschaft sprechen, meinen wir ja eigentlich genau das: Jede Person ist ein Gewinn. Natürlich können sich grösste Haushalte nicht bereits mit Mindestlöhnen von 20 Franken von der Sozialhilfe befreien. Dies auch deshalb, weil die Löhne an die Angestellten ausgerichtet werden. Dafür kommen aber Kinderzulagen hinzu. Was sicher ist: Ein Mindestlohn würde die Last der Sozialhilfe erheblich reduzieren und den unsinnigen und für den gesellschaftlichen Zusammenhalt schädlichen Dauerangriff auf die Sozialhilfe versachlichen. Auch die Feststellung des Regierungsrats, dass wir eine niedrige Arbeitslosenquote haben, ist zu relativieren, denn hier geht es vor allem um die «Working Poor», welche Sozialhilfe erhalten und in der Arbeitslosenstatistik gar nicht erscheinen. Ich möchte hier nicht über die Statistiken der Arbeitslosigkeit unterrichten.
Die Einführung von Mindestlöhnen führt zum Verlust der Arbeitsstellen, wird vom Regierungsrat behauptet. Es ist wohl eher eine Ausrede, um die betroffene Branche zu schonen. Was der Regierungsrat betreffend Menschen mit reduzierter Leistungsfähigkeit meint, kann ebenfalls nicht stimmen. Diese Gruppe von Menschen ist nur ein Teil der Bevölkerungsgruppe, für welche wir bereits heute zum

Beispiel via Leistungen der Invalidenversicherung (IV) geeignete Massnahmen kennen. Die Entschädigung vieler IV-Teilrentnerinnen und -rentner liegt tiefer als ihre Präsenzzeit. So erhalten manche Menschen beispielsweise für eine 60-Prozent-Anstellung nur 40 Prozent Lohn. Die grüne Fraktion unterstützt beide Motionen. Wir bitten Sie um eine gerechte Entlöhnung zum Schutz unserer Sozialhilfe und vor allem für die Stärkung der Betroffenen sowie um die Unterstützung der Motionen.

Präsident. Die Übersetzung hatte wieder einmal keinen Ton. Wenn wir jedes Mal unterbrechen und neu beginnen wollen, gibt es zu viel Unruhe. Sprechen Sie ganz ruhig weiter, auch wenn mal der Ton weg ist. Wir versuchen, das Problem in den Griff zu bekommen, aber ich möchte nicht jedes Mal unterbrechen.
Für die SVP-Fraktion hat Grossrat Freudiger das Wort.

Patrick Freudiger, Langenthal (SVP). Ich nehme es gerade vorweg: Die SVP-Fraktion hat überhaupt kein Verständnis für diesen Griff in den roten Giftschrank. Wir lehnen beide Vorstösse dezidiert und einstimmig ab. Es sind hier Misserfolgsrezepte aus dem Ausland, die man jetzt auch in der Schweiz anwenden will, nicht zuletzt zum Schaden der Angestellten. Dass der Regierungsrat hier nicht eine ethische Antwort gibt, dafür haben wir ebenfalls Verständnis. Es ist ein paar Wochen her, vielleicht ein paar Monate, als wir hier drin bereits einmal über den Mindestlohn diskutiert haben, nämlich im Rahmen der Revision des SHG. Bereits damals hat die Mehrheit gesagt: Das wollen wir nicht. Offenbar versucht man es nun wieder: neue Legislatur – neues Glück. Ich hoffe, die Mehrheit des Grossen Rats bleibe standhaft.
Der Mindestlohn ist kontraproduktiv, namentlich eben für die Angestellten, und das in mehrerlei Hinsicht. Wenn es plötzlich attraktiver ist, in das Erwerbsleben zu gehen als eine Ausbildung zu machen, dann macht der Mindestlohn mehr kaputt als er nützt. Dann investieren die jungen Leute nicht in eine Lehre, dann investieren die Leute nicht in eine Ausbildung, sondern sie wollen schnell den höheren Lohn, den höheren Mindestlohn. Sie sind danach nicht ausreichend ausgebildet, und in Zeiten der Informationsgesellschaft, denke ich, muss es ein Anliegen sein, möglichst viele Leute zu einer Lehre anzuhalten, möglichst viele Leute zu einer Weiterbildung anzuhalten. Es ist wichtig, dass man in der Welt, in der Arbeitswelt, die immer höhere Anforderungen stellt, auf der Höhe der Zeit ist und nicht alles so schnell auf einen Mindestlohn abstellt, statt in Ausbildungen zu investieren, wo der Lohn dann halt während der Ausbildung vielleicht etwas tiefer ist. Hier ist dies ein völlig falscher Anreiz.
Der zweite falsche Anreiz ist, dass man offenbar davon ausgeht, es würden dann einfach alle Unternehmen die höheren Mindestlöhne bezahlen, wenn man einen Mindestlohn einführt. Die Praxis zeigt einfach, dass es nicht so funktioniert. Die Praxis ist, dass diese Stellen immer weniger rentabel werden und dass damit Erscheinungen wie Technisierung und Rationalisierung beschleunigt werden. Es wird attraktiver, mehr in Maschinen zu investieren und weniger Arbeitskräfte anzustellen, die vorher vielleicht noch knapp rentiert haben. Wenn man aber den Mindestlohn einführt, rentiert es nicht mehr, dann technisiert man halt oder man outsourct die Arbeit gerade ganz ins Ausland. Also: Das Ausland wird vielleicht applaudieren, wenn wir hier einen Mindestlohn einführen. Aber im Sinne der hiesigen, inländischen und ausländischen Arbeitnehmer ist es ganz sicher nicht, wenn man hier das Outsourcing mit falschen Mindestlohnanreizen zu fördern beginnt.
Der Vorstoss, vor allem der erste, hat im Übrigen auch handwerkliche Fehler. Die epischen Verweise auf Neuenburg ignorieren einfach, dass es gewisse Unterschiede gibt. Der Kanton Neuenburg hat eine verfassungsmässige Grundlage. Zweitens: Die neuenburgische Ausführungsgesetzgebung – die zwar einen Mindestlohn vorsieht, was ich auch nicht gut finde – ist aber doch noch ein My differenzierter als der Vorstoss, über den wir hier sprechen. In dieser Ausführungsgesetzgebung im neuenburgischen Recht sind – Irrtum vorbehalten – Ausnahmen für geringfügige Löhne vorgesehen, für solche unter der AHV-Freigrenze, für Ausbildungsverhältnisse sind Ausnahmen vorgesehen. Der Vorstoss Imboden sieht als einzige Ausnahme die Landwirtschaft vor, und sonst will er eine starre Regelung. Die neuenburgische Regelung ist dann doch noch ein wenig flexibler. Hinzu kommt noch, dass die Anknüpfung an die EL zu Fehlschlüssen führen kann. Hier ist die Antwort des Regierungsrats sehr überzeugend, weil das EL-System mit dem Delta zwischen Ausgaben und Einnahmen eben nicht so funktioniert wie die Idee, hier mit der Giesskanne Mindestlöhne zu verteilen.
Zusammengefasst: Die SVP-Fraktion verkennt nicht, dass das heutige System im Einzelfall zu gewissen unbefriedigenden Ergebnissen führen kann, und «Working Poor» gibt es. Das ist ein bedauernswerter Zustand, aber die Lösung ist ganz sicher nicht, dass man hier mit der Giesskanne Schaden anrichtet und dann erst noch Fehlanreize zulasten der Arbeitnehmer schafft. Wir empfehlen Ihnen die einstimmige Ablehnung dieser Vorstösse.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Die BDP-Fraktion lehnt beide Vorstösse ebenfalls ab. Vor allem der Sprecher der grünliberalen Fraktion hat eigentlich gesagt, weshalb wir das ebenfalls tun. Er hat uns die Argumente schon vorweggenommen. Wir gehen auch mit der Argumentation des Regierungsrats einig, wonach der Mindestlohn eigentlich nicht das Goldene vom Ei sein kann, um die Probleme lösen, die hier in den beiden Vorstössen aufgezeigt sind. Wenn wir den Vergleich mit Neuenburg betrachten, hat Grossrat Kullmann bereits erwähnt, dass Neuenburg eine massiv höhere Arbeitslosenquote hat als wir im Kanton Bern haben. Das zeigt auch, dass wir im Kanton Bern vielleicht auch einiges richtiger machen als die Neuenburgerinnen und Neuenburger. Der Mindestlohn ist vom Berner Volk denn auch bereits abgelehnt worden, und es gibt eigentlich keinen Grund, hier noch einmal darüber zu diskutieren. Auch das Urteil des Bundesgerichts sagt nicht, dass wir Bernerinnen und Berner einen Mindestlohn einführen müssen. Insbesondere haben wir auch Respekt vor der Tatsache, dass die Einführung eines Mindestlohns dazu führen kann, dass Arbeitsplätze im Tieflohnbereich für Unausgebildete wegfallen könnten, weil dann die Unternehmerinnen und Unternehmer sich diese nicht mehr leisten können. Wir hatten auch solche Signale im Rahmen von Gesamtarbeitsverträgen, wo Mindestlöhne eingeführt worden und nachher die Arbeitsplätze mit sehr kleinen Anforderungen weggefallen sind, weil die Unternehmerinnen und Unternehmer gesagt haben: Das können wir uns in dieser Wirtschaftssituation nicht leisten. Wir sind dafür, dass die Arbeitsplätze weiterhin angeboten werden können, und möchten diesen Eingriff in unsere Arbeitsmarktsituation eigentlich nicht zulassen.
Noch einen Hinweis zur Bemerkung von Frau Grossrätin Stucki: Sie hat erwähnt, dass die Einführung eines Mindestlohns eigentlich da sein soll, um die Arbeitgeber in die Schranken zu weisen. Kolleginnen und Kollegen, die BDP ist eigentlich froh, wenn wir Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber, Unternehmerinnen und Unternehmer im Kanton Bern haben, die Arbeitsplätze anbieten. Wir sind nicht der Meinung, dass wir die Leute, welche die wirtschaftliche Verantwortung übernehmen, die das Risiko übernehmen, die Arbeitsplätze in unserem Kanton anbieten, noch in die Schranken weisen müssen. Deshalb bitte ich Sie, die beiden Vorstösse integral abzulehnen.

Marianne Teuscher-Abts, Roggwil (FDP). Ich schliesse mich ganz stark den Worten von Patrick Freudiger und Samuel Leuenberger an. Ich spreche nicht so lange und mache es ganz kurz. Der liberale schweizerische Arbeitsmarkt und die funktionierende Sozialpartnerschaft sind ein Erfolgsmodell. Die Schweiz hat im internationalen Vergleich seit Jahren eine der tiefsten Arbeitslosenquoten. Für schlecht qualifizierte Beschäftigte in Tieflohnbranchen könnte die Einführung von Mindestlöhnen zum Verlust der Arbeitsstelle führen. Zur Bekämpfung der Armut gilt in erster Linie auch hier wieder Eigenverantwortung der betroffenen Personen. Diese muss gefördert werden, und für die Eingliederung in den Arbeitsmarkt müssen effiziente Massnahmen getroffen werden. Im Bedarfsfall profitieren Armutsbetroffene von einem fairen und gut ausgebauten Sozialhilfesystem, und notabene ist es genauso wie Patrick Freudiger gesagt hat: In der letzten Session wurde der Antrag auf einen Mindestlohn in der zweiten Lesung des SHG bereits abgelehnt.
Zu zweiten Motion: Es geht darum, einen Bericht vorzulegen. Für die FDP-Fraktion stellt sich die Frage, was der Nutzen eines solchen Berichts ist. Was haben die Betroffenen konkret von diesem Bericht? Und welches sind die konkreten Massnahmen aus den Empfehlungen des Berichts? – Die Regierung meint, man könnte die Mittel einsetzen: Statt für den Bericht sollten sie für Massnahmen eingesetzt werden, die den Betroffenen direkt zugutekommen. Die FDP-Fraktion lehnt beide Motionen ganz bestimmt ab.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Das Verlangen nach einem Mindestlohn ist nicht neu. Man kann dies also sicher nicht als Innovation bezeichnen. Im Gegenteil: In meiner rund vierzigjährigen Tätigkeit als Unternehmer ist mir dieses Thema immer wieder begegnet, und ich vermute fast, dass dies im Blickfeld der Gewerkschafterinnen und Gewerkschafter ein wenig wie ein grauer Fleck ist: Man lässt nicht davon ab, auch wenn man eigentlich längstens sehen müsste, dass es für die Arbeitnehmerschaft mehr Nachteile als Vorteile hat. Deshalb öffne ich das Thema gerne auf drei Gruppen, welche diese Massnahme treffen würde.
Bei der ersten Gruppe geht es um die Integration von Schwächeren, und das pflegen wir in unserem Betrieb jetzt seit zwei Generationen immer wieder. Mit einem Mindestlohn würde man die Integration erschweren. Diese wäre nicht mehr möglich, mit Ausnahme von Leuten mit einer IV-Anerkennung; dort wäre es weiterhin möglich. Diese laufen auf einer anderen Schiene. Aber bei den anderen wird es enorm erschwert, und das haben wir auch gerade jetzt mit dem Gesamtarbeitsvertrag der Schreiner, der leider einen solchen Mindestlohn kennt, eins zu eins erlebt. Zu integrieren, ist enorm schwierig,

wenn man heute einen schulisch Schwachen hat, jemanden, der keine Lehre machen kann oder jemand mit einem Migrationshintergrund, wo es eben nicht um eine Lehre geht.
Beim zweiten Punkt, wo wir ebenfalls nur Verlierer haben, geht es um eine Branche mit einem hohen Kostendruck. Wenn man dort einen Mindestlohn einführt, dann werden wir einfach die Arbeitsplätze in diesem Bereich ausdünnen oder ins Ausland verlagern, und deshalb müssen Sie, glaube ich, mit mir einverstanden sein, dass diese Übung auch dort keinen Sinn macht. Klar: Sie haben auch recht. Es gibt Branchen, wo es anders ist, beispielsweise werden in Coiffeurgeschäften sehr kleine Löhne bezahlt. Um meine flotte Frisur immer wieder auf Vordermann zu bringen, wäre ich also absolut bereit, einen Zehner mehr zu bezahlen, und dann könnte man auch dort die Löhne etwas erhöhen. Ich ginge trotzdem nicht ins Ausland; das würde ich natürlich nach wie vor in Spiez machen. Sie sehen also, es kann keinen Sinn machen, da eine Hürde einzubauen, die schlussendlich kontraproduktiv ist, besonders dann, wenn man nachher noch die Lehrlinge in die Betrachtung eines Mindestlohns einbezieht. Denn gerade für uns Unternehmer sind die Kosten für die Ausbildung der Lehrlinge in den letzten Jahren gestiegen. Weil es weniger Lehrlinge gibt, müssen wir immer mehr für die beruflichen Kurse bezahlen, die sie ausserhalb des Betriebs machen. Die EVP-Fraktion bittet Sie, die beiden Vorstösse abzulehnen. Wir sind der Überzeugung, dass wir damit etwas für eine soziale Gerechtigkeit tun, um auch Schwächeren eine Chance zu geben.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern, zuerst Grossrätin Mühlheim, glp.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Es hat mich kurz gefuchst, als die linke Seite behauptet hat, wir hätten im Kanton Bern keine sauberen Zahlen und keine statistischen Berechnungen zum Thema «Working Poor». Es gibt ein grosses Steckenpferd des früheren Gesundheits- und Fürsorgedirektors Philippe Perrenoud: Das ist die Bekämpfung der Armut. Es gibt einen Bericht, der über 200 000 Franken gekostet hat – einen der spannendsten, weil er nicht zuletzt genau dieser Fragestellung nachgegangen ist und sich einer profunden, sehr breiten Befragung des Steuerbereichs im untersten Segment angenommen hat. Er hat ausgerechnet, wie viele Leute mit unter 3500 Franken bei einer 100-Prozent-Stelle im Kanton Bern eigentlich präsent sind. Lesen Sie bitte noch einmal die Statistik auf Seite 53; auch wenn sie Ihnen nicht passt. Von dieser gesamten Population sind 72 Prozent der selbstständigerwerbenden Gewerbler in diesem Segment, und es sind 35 Prozent der Arbeitsnehmenden in diesem Segment. Und jetzt hören Sie auf, immer nur die eine Seite zu skandalisieren! Wir haben eine gemeinsame Thematik; aber eine Stärkung des Gewerbes ist genau gleich relevant. Ich finde es wichtig, dass wir wieder einmal von der sauberen Statistik und den sauberen Daten sprechen, und ich muss hier sagen, hier hat Ihr ehemaliger Fürsorgedirektor saubere Arbeit geleistet und klare Statements abgegeben, nämlich dort, wo wir eigentlich auch Handlungsbedarf haben. Vergessen Sie die Kleingewerbler nicht. Das sind diejenigen, die in diesem Segment im Vergleich zu den anderen überdurchschnittlich vorkommen.

Präsident. Ich gebe der Motionärin noch einmal das Wort. Grossrätin Imboden, bitte.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Liebe Barbara Mühlheim, ich habe in meinem Votum gesagt: «Es gibt 1400 Vollzeiterwerbstätige und ‹Working Poor›». Das ist aus der Statistik der GEF. Ich habe sie sehr genau gelesen. Meine Aussage, dass es keine Statistik gibt, bezieht sich auf die Frage der Mindestlöhne. Es gibt keine Zahlen im Kanton Bern über Lohnstatistiken, wer wie viel verdient. Dies wurde leider im Rahmen einer Sparrunde abgeschafft. Es wäre gut, man würde dies wieder einführen.
Ich möchte doch noch gerne einige Worte zum Abschluss dieser Debatte sagen, für die ich mich herzlich bedanke. Ich bin froh, wird eigentlich quer durch alle Parteien anerkannt, dass «Working Poor» ein Problem ist. Sogar der Sprecher der SVP-Fraktion hat gesagt, es sei bedauernswert. Er kommt dann zwar nicht zum selben Schluss, dass man etwas machen muss, sondern will einfach bedauernswerte Tatsachen akzeptieren. Das ist nicht unsere Politik. Wir wollen handeln. Ich möchte aber trotzdem noch zwei Punkte aufgreifen. Die Frage von Herrn Kullmann zur Arbeitslosigkeit im Kanton Neuenburg: Ja, es ist so: Der Kanton Neuenburg hat eine höhere Arbeitslosenquote. Diese hatte er schon vor zehn und vor zwanzig Jahren. Er wird sie – hoffentlich nicht, aber vielleicht trotzdem – auch in Zukunft noch haben. Das hat aber nichts mit dem Mindestlohn zu tun. Sie steigt auch nicht wegen dem Mindestlohn, sondern sie hat strukturelle Gründe, zum Teil wegen der Uhrenindustrie, welche Schwierigkeiten hat. Aber das hat keinen Zusammenhang mit dem Mindestlohn.
An die Adresse von Kollege Wenger von der EVP-Fraktion: Ja, diese Frage ist zentral – Integration in

den Arbeitsmarkt. Aber es geht hier um Leute, die vollständig berufstätig sind, zu 100 Prozent arbeiten, die zum Teil auch Ausbildungen gemacht haben, liebe Kolleginnen und Kollegen. Wir sprechen hier nicht von Produktionsarbeitsplätzen. Im Tieflohnbereich sind es grossmehrheitlich Dienstleistungsbereiche. Diese gehen auch nicht ins Ausland; Coiffeure oder Coiffeusen gehen nicht ins Ausland. Vielleicht zwei Beispiele, damit man sich das vorstellen kann: Eines sind die Drogistinnen, Drogisten. Diese machen eine vierjährige Ausbildung. Vier Jahre: Das ist eine sehr qualifizierte Ausbildung. Wenn man als Drogistin abgeschlossen hat, verdient man im Monat 3600 Franken mal 13. Das ist einfach nichts, und nachher steigt es auch nicht wahnsinnig viel an. Ein wenig steigt es; aber das sind einfach Löhne, mit denen man nicht leben kann. Über die Pharmabranche haben wir heute im Gesundheitsbereich auch schon diskutiert. Dort werden Gewinne gemacht und Gewinne gemacht. Da muss mir niemand sagen, dass die grossen Drogerieketten nicht bessere Löhne bezahlen können, liebe Kolleginnen und Kollegen. Ein anderes Beispiel ist eine Verkäuferin in einem Tankstellenshop: Tankstellenshops werden häufig von Ölfirmen geführt. Sie wissen, dieses Geld fliesst nach Saudi-Arabien. Das ist Geld, das gemacht wird. Da wird sehr viel Gewinn umgesetzt, aber die Verkäuferin in einem Tankstellenshop verdient wenig. Sie verdient 19 Franken, 19.50 Franken, 19.90 Franken. Inzwischen ist es ein klein wenig gestiegen. Aber 20 Franken, das ist doch nicht zu viel! Es geht hier um 20 oder um 21 Franken Minimallohn. Man kann es ja dann berechnen.
Ich komme zum Schluss. Dies noch einmal an die Adresse der SVP: Man kann Neuenburg auch anders umsetzen. Wir würden ja nur einen Gesetzgebungsprozess in Gang setzen. An die bürgerliche Seite: Arbeit soll sich lohnen. Das haben Sie immer gesagt. Jetzt zeigen Sie, dass Sie auch Wort halten. Mit der Unterstützung der Motion können Sie dies tun.

Präsident. Ich gebe das Wort an Regierungsrat Schnegg; vous avez la parole.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Ces deux motions nous demandent d'introduire un salaire minimum dans le canton de Berne. La Direction de l'économie a bien entendu été impliquée dans ces réponses. Même si une telle idée pourrait paraître séduisante dans un premier temps, force est de constater qu'elle s'accompagne de nombreux aspects négatifs. Il faut aussi le rappeler, l'économie doit aussi prendre ses responsabilités et offrir des rémunérations cohérentes avec les prestations fournies. D'ores et déjà, c'est le cas de la majorité des entreprises. Le Conseil-exécutif s'oppose à l'introduction de salaires minimum pour plusieurs raisons: la pauvreté connaît plusieurs causes et n'est pas uniquement due à des salaires trop bas. La responsabilité individuelle des personnes concernées ainsi que des mesures efficaces de formation et, si nécessaire, d'insertion sur le marché du travail, sont primordiales. La Suisse est un modèle de réussite, ne l'oublions pas. Si nous connaissons un taux de chômage très faible, c'est bel et bien en raison d'un marché du travail libéral et d'un partenariat social qui fonctionne bien. N'allons pas mettre en danger cette magnifique réussite.
Les salaires minimum entraînent en règle générale la suppression de places de travail dans les secteurs à faible valeur ajouté et pénalisent encore plus lourdement les personnes que nous aimerions soutenir par cette demande. Les salaires minimums peuvent être judicieux lorsqu'ils ont été négociés entre les partenaires sociaux dans le cadre de CCT. C'est déjà le cas aujourd'hui dans de nombreux secteurs. Ces conventions, elles, tiennent compte des réalités des secteurs économiques concernés. Il est important également de souligner que les salaires minimums ne suffisent souvent pas pour sortir un ménage de sa dépendance à l'aide sociale. Des aides complémentaires resteraient nécessaires, et tout cela en prenant le risque de faire disparaître des emplois. Sommes-nous conscients qu'un des problèmes principaux de l'intégration dans le monde du travail des migrants se trouve justement dans ce point des salaires minimums? Pour terminer, les salaires minimums entraînent en règle générale un nivellement des salaires par le bas. Nous pouvons le constater dans les pays qui nous entourent, ce qui n'est, bien entendu, pas notre volonté. Voulons-nous vraiment un monde du travail inspiré de certains pays qui nous entourent? Ankylosés, lourds, voir inefficaces? Je ne connais personnellement aucun pays connaissant un salaire minimum qui a un taux de chômage inférieur et des salaires supérieurs à ceux que nous connaissons dans le canton de Berne. Pourquoi donc vouloir s'inspirer ou reprendre des recettes qui n'ont pas apporté le succès ailleurs? Encore une fois: si nous voulons des salaires et des places de travail, soutenons l'amélioration des conditions-cadre pour notre économie, comme je l'ai déjà mentionné pour la motion précédente. Le Conseil-exécutif vous invite donc à refuser ces deux motions.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung zur Motion Imboden, Traktandum 94: Wer diese Motion annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2017.RRGR.638; Motion 239-2017)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	52
Nein	97
Enthalten	2

Präsident. Sie haben diese Motion mit 97 Nein- gegen 52 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen abgelehnt. Wir kommen zum Traktandum 95, Motion Wüthrich: Wer diese Motion annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2017.RRGR.736; Motion 276-2017)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	50
Nein	97
Enthalten	2

Präsident. Sie haben auch diese Motion mit 97 Nein- gegen 50 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen abgelehnt.

Geschäft 2018.RRGR.185

Motion 051-2018 Striffeler-Mürset (Münsingen, SP)
Zukunft Gesundheit: Förderung einer starken ambulanten Versorgung

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 96, der Motion Striffeler, SP, Münsingen: «Zukunft Gesundheit: Förderung einer starken ambulanten Versorgung». Ich gebe der Motionärin das Wort. Könnte Sie noch jemand anmelden? – Frau Grossrätin Striffeler, Sie haben das Wort.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (SP). Unsere Gesellschaft steht vor einer grossen Herausforderung. Noch nie hat es so viele alte und hochaltrige Menschen gegeben. Gleichzeitig wird der Pflegefachkräftemangel in nächster Zukunft durch die Pensionierung der Babyboomer noch verstärkt, und die Bereitschaft, Angehörige zu pflegen, reduziert sich laut verschiedenen Studien weiterhin. Weil die Menschen möglichst lange zu Hause wohnen sollen und dies auch wollen, wird die Bedeutung der nachhaltigen ambulanten Pflege und Betreuung weiter zunehmen. Seit der Einführung des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung (KVG) hat der Kanton Bern 2012 die Restfinanzierung der Spitex-Leistungen übernommen. Mit den im letzten Herbst beschlossenen Abbaumassnahmen hat sich die Gefahr stark vergrössert, dass die Leistungsfähigkeit der ambulanten Pflege weiter geschwächt wird, wenn bestehende Mängel in der bisherigen Ausgestaltung der Leistungsverträge zwischen der GEF und den Leistungserbringern nicht behoben werden. Die heutige Regelung der Restfinanzierung und andere Abgeltungen in der Spitex führen zu unerwünschten Wirkungen. Gewinnorientierte Anbieter und freiberufliche Fachpersonen erhalten die gleichen Abgeltungen wie die öffentliche Spitex, mit Ausnahme der Versorgungspflicht, ohne dabei Auflagen zum Leistungsspektrum zu erfüllen. Das führt zu Fehlanreizen: Private Spitex-Organisationen bieten diejenigen Dienstleistungen

an, die für sie am rentabelsten sind. Die Grundpflege kann von minimal ausgebildetem Personal geleistet werden. Komplexere Situationen und Behandlungspflege werden häufig nicht angenommen, weil das diplomierte Personal fehlt. Ebenso werden Kurzeinsätze oder weite Wege zu den Einsätzen abgelehnt. Nicht rentable Einsätze müssen von der öffentlichen Spitex mit Versorgungspflicht übernommen werden. Dieses System ermöglicht es den privaten Spitex-Organisationen, sich vorwiegend den wirtschaftlich interessanten Einsätzen anzunehmen. So entsteht der Fehlanreiz für private Spitex-Organisationen. Durch den Fokus auf die Grundpflege wird eine eigentliche Abschöpfungsstrategie unter Verwendung der öffentlichen Gelder ermöglicht. Es ist wohl kaum anzunehmen, dass sich ausländische Konzerne aus lauter Nächstenliebe bei der privaten Spitex beteiligen.
Mit der Berufsausübungsbewilligung erhalten freiberufliche Pflegefachpersonen das Recht, mit dem Kanton Bern einen Leistungsvertrag abzuschliessen. Dieser gibt ihnen den gleichen Zugang zu den exakt gleichen Abgeltungen, wie sie private Spitex-Organisationen erhalten. Insbesondere dürfen Freiberuflerinnen auch die Restfinanzierung abrechnen, ohne dass bei ihnen Kosten in diesem Bereich anfallen. Organisationen erhalten diese Restfinanzierung zur Deckung von strukturellen Kosten wie Mietkosten des Stützpunkts, Rekrutierung von Mitarbeitenden und das Bezahlen der Buchhaltung. Die Wirkung ist, dass es für diplomierte Pflegepersonen übermässig attraktiv ist, sich selbstständig zu machen. Diese Fehlanreize führen dazu, dass die Rekrutierung von qualifiziertem Personal für die Spitex-Organisationen zusätzlich erschwert wird.
Unsere Motion will, dass gemäss Punkt 1 alle Organisationen auch alle Dienstleistungen anbieten müssen. Das heisst, dass kleinste Spitex-Organisationen, die bis jetzt nur Grundpflege angeboten haben, sich mit grösseren Organisationen vernetzen und zusammenarbeiten müssen. Zu Punkt 2: Alle Spitex-Organisationen müssen in einem zu bestimmenden Perimeter eine Aufnahmepflicht für neue Kunden einhalten und Kleinsteinsätze sowie Einsätze mit längerem Anfahrtsweg übernehmen. Zu Punkt 3: Die Angestellten sollen gemäss kantonalen Richtlinien bezahlt und angestellt werden. Es darf nicht sein, dass die Anfahrtszeit zu den Klienten den Mitarbeitenden nicht bezahlt wird. Zu Punkt 4: Analog zur Langzeitpflege muss auch bei der Spitex die Berufs- und Weiterbildungspflicht eingeführt werden. Ein Freikaufen von dieser Verpflichtung soll nicht mehr möglich sein. Zu Punkt 5: Dass die betroffenen Berufsverbände auf diesen Punkt, den Wegfall der Kantonsbeiträge für freiberufliche Pflegefachpersonen, harsch reagieren, kann ich nachvollziehen. Es ist auch ihre Arbeit. *(Die Rednerin fragt den Präsidenten, ob sie 5 Minuten Redezeit habe. Dieser bestätigt dies.)*
Die Finanzierung der ambulanten Pflege ist komplex und kompliziert. Neben der Restfinanzierung durch den Kanton Bern gibt es noch Leistungen aus der Verordnung des EDI über Leistungen in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (Krankenpflege-Leistungsverordnung, KLV), die in A-Leistungen Bedarfsabklärung, B-Leistungen Behandlungspflege und C-Leistungen Grundpflege eingeteilt werden. Für jede Organisation wird eine Statistik über die verrechneten Leistungen geführt. Die öffentliche Spitex hat 7 Prozent A-Leistungen, sehr viel an B- und wenig an C-Leistungen. Die private Spitex hat 4 Prozent A-Leistungen, wenig an B- und viel an C-Leistungen. *(Der Präsident bittet die Rednerin, zum Schluss zu kommen.)* Die Freischaffenden haben 2017 alleine über 40 Prozent A-Leistungen verrechnet. Meine Nachforschungen bei den Brancheninsidern haben ergeben, dass ein solcher Wert schlicht nicht möglich ist. *(Der Präsident schaltet der Rednerin das Mikrofon ab.)*

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die grüne Fraktion hat Grossrätin Graf das Wort.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Grüne). Ambulante Versorgung: Der Regierungsrat wird beauftragt, bei der Neugestaltung im Spitex-Bereich Fehlanreize zu beheben und die öffentliche Spitex nicht weiter zu schwächen. Grundsatz: Gleichbehandlung muss bei allen Spitex-Organisationen durchgesetzt werden. Punkt 1: Alle Spitex-Organisationen müssen ein Komplettangebot an Pflegedienstleistungen anbieten. Das unterstützen wir Grünen nicht. Die kleinen Spitex-Organisationen können nicht alles abdecken: Kind, Palliativ Care, Psychiatrie, Wundversorgung und so weiter.
Punkt 2: Für alle Spitex-Organisationen gilt die Aufnahmepflicht für neue Kunden. Auch das lehnen wir ab. Wenn alle Anbieter jederzeit den Vollbetrieb gewährleisten müssen, um allfällige Zuweisungen zu übernehmen, würden Blasen geschaffen, die letztlich nicht zu finanzieren sind. Das würde auch bedeuten, dass die Versorgungspflicht nicht mehr speziell abgegolten würde. Es müssen auch personelle Ressourcen vorhanden sein.
Punkt 3: Die Spitex-Organisationen stellen ihr Personal gemäss kantonalen Richtlinien ein. Das unterstützen wir sehr gerne. Es ist wichtig, dass Frauen und Männer die gleichen Löhne haben. Am besten erscheint uns ein Gesamtarbeitsvertrag.

Punkt 4: Für alle Spitex-Organisationen gilt Aus- und Weiterbildungspflicht. Das unterstützen wir auch. Es ist sinnvoll, dass es eine Aus- und Weiterbildungspflicht gibt, denn wir wollen, wie alle, eine fachkundige Pflege.
Punkt 5: Kantonsbeiträge für freiberufliche Pflegepersonen entfallen. Dies lehnen wir ab. Mit dieser Forderung würden nicht nur 260 Existenzen im Kanton gefährdet, sondern auch 260 top ausgebildete Fachkräfte. Von den 260 Personen wären etwa 160 Psychiatrie-Fachkräfte.

Präsident. Reicht es Grossrat Kohler in drei Minuten? – Das ist der Fall; dann gebe ich das Wort an Grossrat Kohler, FDP-Fraktion.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (FDP). Vielleicht brauche ich dreieinhalb Minuten, aber ich bemühe mich. Ich möchte zuerst einige generelle Dinge zur Spitex-Diskussion einbringen. Es ist nun wirklich an der Zeit, dass wir aufhören, über öffentliche, über gemeinnützige, über gewinnorientierte, über private, über freiberufliche Spitex oder freiberufliche Pflegefachpersonen zu sprechen. Denn sonst spielt man die einzelnen Gruppen gegeneinander aus – das tut dieser Vorstoss zum Teil auch –, und die Pflegefachpersonen desselben Berufsstands, schiessen sich sonst nämlich so ins eigene Bein. Das ist wirklich nicht zielführend. Ich möchte dies fast mit der früheren Spitaldiskussion vergleichen, als wir öffentliche Spitäler und private Spitäler hatten und man nachher zu den Listenspitälern überging, die gleichwertig abgegolten werden.
Zurück zum Spitex-Bereich: Wir brauchen nämlich alle Anbieter, und dem steigenden Bedarf haben wir gerecht zu werden. Jeder Tag, an dem ein Patient, eine Patientin länger zu Hause ist, erspart sehr viel teurere stationäre Betreuungsformen. Gleiche Leistung soll aber gleich abgegolten werden. Wer Vorhalteleistungen erbringt – diese sind kostenintensiv –, soll auch besser abgegolten werden. Ich spreche von Aufnahmepflicht und Leistungen, die wegen abgelegen wohnenden Patientinnen und Patienten oder durch die Betreuung sehr komplexer Fälle nicht lukrativ sind und im jetzigen System von einzelnen Anbietern abgelehnt werden. Es wird auch weiterhin der Fall sein, dass nicht alle Anbieter alles anbieten oder anbieten können. Das macht aber nichts. Leistungen kann man bei der Organisation X oder bei der Organisation Y einkaufen. Es steht und fällt also mit der Abgeltung. Reformen sind nötig. Die GEF ist daran, ein neues Abgeltungssystem aufzugleisen. Dies bietet die Chancen, alle Anbieter mittels gerechter Abgeltung in den Prozess einzubinden.
Ziffer 1 lehnt die FDP-Fraktion ab. Diese Forderung ist unmöglich. Nicht jede Spitex kann und soll alles anbieten, und den Zusammenschluss von kleinen Gruppen zu grösseren kriegt man nicht einfach so hin; das macht auch nicht wirklich Sinn.
Zu Ziffer 2: Die Aufnahmepflicht kann geprüft werden, also Annahme als Postulat. Zu den Ziffern 3 und 4: annehmen und gleich abschreiben. Das ist bereits Praxis. Zu Ziffer 5: Da müssen wir aufpassen. Den Wegfall von Kantonsbeiträgen kann man prüfen, aber Vorsicht: Auch freiberufliche Pflegefachpersonen leisten einen sehr wichtigen Beitrag. Die gleiche Leistung soll einfach gleich abgegolten werden. Dort müssen wir hinschauen. Aber man kann das prüfen, wenn man jetzt das Ganze, die Abgeltungen im ganzen Rahmen, prüft.

Präsident. Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit. Um Punkt 17.00 Uhr fahren wir weiter.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 16.30 Uhr.

Die Redaktorinnen:
Sonja Riser (d)
Sara Ferraro (f)

Dienstag (Abend) 12. Juni 2018, 17.05–18.55 Uhr

Elfte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 150 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aeschlimann Martin, Boss Martin, Gasser Peter, Hamdaoui Mohamed, Hess Sandra, Köpfli Michael, Mentha Luc, Tobler Marc, Veglio Mirjam, Zimmerli Christoph.

Geschäft 2018.RRGR.185

Motion 051-2018 Striffeler-Mürset (Münsingen, SP)
Zukunft Gesundheit: Förderung einer starken ambulanten Versorgung

Fortsetzung

Präsident. Ich begrüsse Sie zu dieser Abendsitzung. Es ist schön, dass wir nun das Quorum von 81 Anwesenden erreicht haben, denn wenn weniger Personen da sind, können wir nicht anfangen. Soviel zur Orientierung. Es ist jetzt 17.03 Uhr. Für den Fall, dass es 19.03 Uhr werden sollte, bis wir fertig sind, möchte ich keine E-Mails erhalten, weil ich angeblich überzogen habe. Ich überziehe nicht, wenn wir pünktlich anfangen können. *(Heiterkeit)* Spass beiseite: Es ist jetzt 17.04 Uhr. Wir beraten das Traktandum 96 und sind bei den Fraktionssprechern angelangt. Für die SVP hat Grossrat Schlatter das Wort.

Carlo Schlatter, Thun (SVP). Selbstverständlich kann niemand gegen eine starke ambulante Versorgung sein. Wen man jedoch mit diesem Vorstoss fördern will, erfährt man erst unterhalb des Titels: Es sind explizit die öffentlichen Spitex-Organisationen. Bei den privaten Organisationen hingegen sollen Kürzungen vorgenommen werden. Hier scheiden sich natürlich die Geister. Wieder einmal sind die öffentlichen Institutionen über jeden Verdacht erhaben, und die privaten stehen einmal mehr unter Generalverdacht. Wie die Erfahrung jedoch zeigt, sind Missbrauch und Misswirtschaft an keine Organisationsform gebunden. Ein Frontalangriff auf selbstständige, ambulant tätige Pflegefachpersonen ist undifferenziert und schadet der Sache mehr als er ihr nützt. Selbstverständlich befürwortet die SVP eine differenzierte Betrachtung der einzelnen Anbieter und unterstützt Korrekturen, allerdings nur dort, wo sie gerechtfertigt und nötig sind.
Zu Ziffer 1 muss man sagen, dass die Forderung nicht umsetzbar und auch nicht sinnvoll ist. Vielmehr sollten sich die verschiedenen Anbieter vernetzen und zusammenarbeiten. Die SVP lehnt die Ziffer 1 einstimmig ab. Die Ziffer 2 fordert eine Aufnahmepflicht für alle. Soweit dies möglich ist, ist diese Forderung auch sinnvoll. Wie der Regierungsrat erläutert, ist er bereit, zusammen mit den diversen Anbietern verschiedene Varianten zur Ausdehnung der Versorgungspflicht zu erarbeiten. Die SVP unterstützt dieses Vorgehen und stimmt dem Postulat denn auch einstimmig zu. Die Ziffern 3 und 4 sind für die SVP selbstverständlich. Sie nimmt die Ziffern 3 und 4 einstimmig als Postulat an und unterstützt auch einstimmig deren Abschreibung. Die Ziffer 5 verlangt die Streichung der Kantonsbeiträge an freiberuflich tätige Pflegefachpersonen. In dieser radikalen Form ist diese Forderung undifferenziert und auch kurzsichtig. Ein solcher Frontalangriff würde zu einem Versorgungsengpass führen, vor allem in ländlichen Gebieten. Es ist blauäugig zu glauben, dass sich bis anhin selbstständige Pflegefachpersonen anstellen liessen. Diese würden sich vielmehr anderweitig orientieren. Auch hier befürwortet die SVP eine differenzierte Betrachtung der einzelnen Anbieter und ihrer Abgeltungen. Tatsächlich ist der Aufwand der verschiedenen Leistungserbringer sehr

unterschiedlich und heterogen. Hier sind sicher Korrekturen angebracht, ohne jedoch die einzelnen Leistungserbringer gegeneinander auszuspielen. Sie SVP nimmt die Ziffer 5 als Postulat einstimmig an.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrätin Junker.

Margrit Junker-Burkhard, Lyss (SP). Ich gebe als Erstes meine Interessenbindung bekannt: Ich bin Präsidentin des Vereins «Spitex Seeland». Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt diese Motion grossmehrheitlich in allen Punkten. Zu Punkt 1: Wir unterstützen es, dass alle Organisationen das volle Programm an Pflegedienstleistungen anbieten müssen. Eine vernetzte Zusammenarbeit verschiedener Spitex-Organisationen ist unerlässlich und erwünscht. Zu Punkt 2: Wir verlangen für alle Spitex-Organisationen eine allgemeine Aufnahmepflicht, selbstverständlich innerhalb eines bestimmten Perimeters. Nur so ist gewährleistet, dass auch die finanziell unattraktiven Einsätze von allen übernommen werden. Zu Punkt 3: Es muss eine Selbstverständlichkeit sein, dass die kantonalen Richtlinien für das Personal bei Betrieben, die subventioniert werden, angewandt und eingehalten werden. Zu Punkt 4: Es ist wichtig, dass sich das Personal der Spitex-Organisationen regelmässig weiterbilden kann. Der Mangel an Pflegefachpersonen kann nur durch genügend Ausbildungsplätze verringert werden. Also müssen die Organisationen dazu verpflichtet werden, und es darf nicht möglich sein, dass sie sich von dieser Verpflichtung freikaufen können.
Der Punkt 5 wurde in unserer Fraktion kontrovers diskutiert, doch es hat sich eine Mehrheit gefunden, die diesen Punkt als Motion unterstützt. Weder die Restfinanzierung noch die Spezialfinanzierungsbeiträge sind für Einzelpersonen gerechtfertigt. Einerseits erfüllen diese die in der Motion formulierten Anforderungen nicht, und andererseits tragen sie keine massgeblichen strukturellen Organisationskosten. Die bestehenden Tarife der Verordnung des EDI über Leistungen in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (Krankenpflege-Leistungsverordnung, KLV) bilden eine ausreichende wirtschaftliche Grundlage für freiberufliche Einzelpersonen. Nachforschungen haben ergeben, dass offenbar A-Leistungen bei Freischaffenden rund 40 Prozent betragen, bei der öffentlichen Spitex rund 7 Prozent und bei den privaten Spitex-Organisationen rund 4 Prozent. Werte über 10 Prozent sind gemäss Informationen von Insidern nicht möglich. Ich danke Ihnen, wenn Sie unsere Motion in diesen Punkten unterstützen.

Peter Gerber, Schüpfen (BDP). Die BDP hat Verständnis für gewisse Eingaben. Die Ziffer 1 geht jedoch in die falsche Richtung. Jede Spitex soll sämtliche Leistungen anbieten, inklusive aller Spezialleistungen. Die Spezialistinnen und Spezialisten sind jedoch kaum zu finden und aufwendig auszubilden. Es ist wichtig, dass die Fachleute nach der Ausbildung ihr Wissen einsetzen können und dieses damit weiter festigen. Mit dieser Motion ist dies nicht möglich, weil viel zu wenige Spezialfälle pro Organisation übernommen werden. Eine enge Zusammenarbeit zwischen den Organisationen und die Nutzung von Synergien bei den Fachkräften ist der bessere Weg. Als ehemaliger Direktor des Tiefenauspitals habe ich zusammen mit dem ehemaligen Chefarzt, Hans-Peter Kohler, gute Erfahrungen gemacht. Fachleute des Tiefenauspitals fuhren nach Riggisberg und Münsingen und leisteten dort Hervorragendes für die Patientinnen und Patienten. Gleichzeitig konnten sie ihr Wissen vertiefen. Die BDP-Fraktion stimmt deshalb einstimmig so, wie es der Regierungsrat empfiehlt.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Was das Ziel betrifft, sind wir uns wahrscheinlich alle einig, aber es stellt sich die Frage, wie wir eine starke ambulante Versorgung tatsächlich erreichen können. Welche Anreize sind richtig? Wie fast überall im Gesundheitswesen sind auch hier die Zusammenhänge und Finanzierungsströme ziemlich komplex. Zu Punkt 1: Private Spitex-Anbieter sind sicherlich in der Lage, eine gewisse Rosinenpickerei zu betreiben. Dies ist ein Punkt, den man durchaus kritisieren kann. Wir sehen die Lösung jedoch nicht darin, dass jede Spitex-Organisation sich breit ausrichten muss. Wir folgen den überzeugend dargelegten Empfehlungen des Regierungsrats. Zu den Punkten 2 und 4: Wir sind bereit, diese als Postulat anzunehmen. Bei den Forderungen 3 und 4 sind wir mit der Abschreibung einverstanden. Zu Punkt 5: Die EDU-Fraktion erachtet die hohe Anzahl an freiberuflich tätigen Pflegefachpersonen nicht als negativ. Werden die Kantonsbeiträge an diese Personen komplett gestrichen, müssten sich wohl die meisten gezwungenermassen einer bestehenden Spitex-Organisation anschliessen. Aus unserer Sicht sollten freiberuflich tätige Personen jedoch nicht mit negativen finanziellen Anreizen dazu gedrängt werden. Wir werden deshalb den Punkt 5 auch als Postulat ablehnen.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Hans-Peter Kohler hat es schon gesagt. Als ich diese Motion gelesen habe, habe ich mir gedacht, wir führten nun dieselbe Diskussion wie 2008, als es um die Spitäler ging und man auch den Eindruck hatte, man könne eine Entwicklung blockieren, wenn man den Privatspitälern einen negativen Touch gebe und sie nur als gewinnorientierte Kleinkapitalisten betrachte, während man die anderen in den Himmel lobe und dies als alleinseligmachende Interventionsstrategie anschaue. Nicht zuletzt haben uns die Vorkommnisse des vergangenen Februars etwas anderes gelehrt. Es ist nicht abhängig von der Organisationsform, ob jemand sauber und gut arbeitet. Wir haben im November dem Regierungsrat den Auftrag gegeben, im Rahmen des Sparprogramms auf der Grundlage einer sauberen Diskussion mit allen Akteuren ein optimaleres Modell für die Versorgungssicherheit zu erarbeiten. Das andere war ungerecht. Es ist, denke ich, nicht sinnvoll, jetzt dazwischen zu pfuschen und zu denken, wir wüssten besser, welche Variante am sinnvollsten sei. Lassen wir diejenigen arbeiten, die es angeht. Wir vertrauen der GEF, dass dabei Lösungen herauskommen, die Hand und Fuss haben. Aus diesem Grund werden wir diese Motion genauso behandeln, wie es der Regierungsrat empfiehlt. Wir werden absolut unsinnige Varianten ablehnen. Dies ist bei Punkt 1 der Fall.
Alle anderen Punkte werden wir als Postulat annehmen und gegebenenfalls abschreiben und damit signalisieren, dass man in diese Richtung gehen soll. Wir gehen davon aus, dass sie schon selber auf diese Ideen gekommen sind. Wir lassen ihnen jedoch Spielräume bei den Verhandlungen offen und machen ihnen keine Vorgaben. Sonst würden wir das Kind mit dem Bade ausschütten. Es ist nicht unsere Aufgabe, solche restriktiven Vorgaben zu machen, weil uns die Informationen fehlen, die nötig sind, um auf einer sauberen Grundlage gute Entscheide zu fällen. In diesem Sinn bitte ich Sie, den Vorstoss so zu unterstützen, wie es die Regierung empfiehlt.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (EVP). Die Spitex hat in den letzten Monaten im Rat, in den Medien und auch bei den betroffenen Organisationen sowie bei den Patientinnen und Patienten viel zu reden gegeben. Im Rat ging es um potenzielle beziehungsweise einzuleitende Sparmassnahmen. In verschiedenen Medien ging es unter anderem um den Fall Spitex Bern. Bei den betroffenen Organisationen und bei den Patientinnen und Patienten ging es darum, beides zu verdauen respektive umzusetzen. Als EVP-Fraktion stehen wir voll hinter der ambulanten Pflege in all ihren Formen. Wir sehen die Notwendigkeit sich ergänzender Leistungen. Dazu gehören etwa die hauswirtschaftliche Unterstützung oder der Mahlzeitendienst. Nur dank diesem Dienstleistungspaket können vor allem ältere Menschen ihre Selbstständigkeit möglichst lange wahren und zu Hause wohnen.
Trotzdem haben wir betreffend den vorliegenden Vorstoss gewisse Bedenken. Besonders die Ziffern 1 und 2 scheinen uns nicht zielführend zu sein. Aus Sicht der EVP sind alle Akteure notwendig, um den Bedarf an qualitativ hochstehender ambulanter Pflege zu decken. Uns scheint es nicht notwendig, ein bisher gut funktionierendes System zu übersteuern und ein teures Nebeneinander zu schaffen, notabene ohne einen Mehrwert für die Patientinnen und Patienten zu erzielen. Wir sähen auch keinen systemischen oder ökonomischen Gewinn, wenn die Versorgungspflicht neu auf alle Spitex-Organisationen ausgedehnt würde, im Gegenteil: Vorhalteleistungen kosten, das wissen wir alle. Das ganze System würde somit finanziell belastet und verteuert. Wir lehnen deshalb die Ziffern 1 und 2 ab. Wir nähmen höchstens die Ziffer 2 als Postulat an, falls sie gewandelt würde, sodass die GEF ihre Arbeit mit den verschiedenen Leistungserbringern für eine bedarfsgerechtere und leistungsbezogene Abgeltung offen weiterführen könnte, wie sie dies wünschte.
Die Ziffern 3 und 4 scheinen für uns als EVP-Fraktion auf gutem Weg zu sein, sowohl was die Forderung als auch deren Umsetzung anbelangt. Für die EVP-Fraktion reichen die heutigen Vorgaben betreffend Arbeitsbedingungen und Löhne aus. Wir wissen auch um den ausgetrockneten Arbeitsmarkt im Bereich der Pflege und bei anderen spezialisierten medizinischen Dienstleistungen. Wir denken, dass unzufriedene Arbeitnehmerinnen relativ rasch eine neue äquivalente Arbeitsstelle finden würden. Dies wurde uns auch so von Betroffenen zurückgemeldet. Betreffend Aus- und Weiterbildung erachten wir den eingeschlagenen Weg als zielführend, aber auch höchst notwendig, um die nötigen Arbeitskräfte in diesem Bereich in Zukunft bereitstellen zu können. Die Zusammenarbeit und die Abmachungen zwischen den einzelnen Spitex-Organisationen sowie auch den freiberuflich Tätigen funktionieren. Dies hat sich unter anderem auch in den übertroffenen Ausbildungsquoten im Jahr 2015 gezeigt, wobei die Zahlen aus dem Jahr 2015 vielleicht nicht mehr ganz aktuell sind. Deshalb nehmen wir die beiden Ziffern wie vom Regierungsrat beantragt als Postulat an und unterstützen dessen Abschreibung.
Die Ziffer 5 mit der Forderung nach einer Streichung von Kantonsbeiträgen für freiberuflich tätige Pflegefachpersonen lehnen wir eindeutig ab, eigentlich mit derselben Argumentation wie die Ziffer 2.

Wir sind jedoch bereit, sie im Sinne des Regierungsrats als Postulat anzunehmen, um der Prüfung der verschiedenen Varianten nicht im Weg zu stehen.
Noch ein Wort zum Schluss: Als EVP-Fraktion verstehen wir nicht ganz, warum hier so vehement gegen private respektive gewinnorientierte Leistungserbringer geschossen wird. Wir sind davon überzeugt, dass wir als Gesellschaft die anstehenden Herausforderungen im ambulanten Bereich, die die Motionärinnen auch benennen, nur gemeinsam bewältigen können. Wir wünschen uns hier ein fruchtbares Miteinander und kein Gegeneinander.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprecherinnen und Einzelsprechern.

Manuela Kocher Hirt, Worben (SP). Ich nehme nun als Pflegefachfrau zu einzelnen Punkten der Motion Stellung und gebe gleichzeitig meine Interessenbindung als Mitglied des Zentralvorstands des Berufsverbands der Pflegefachfrauen und Pflegefachmänner (SBK) bekannt. Ich schätze die Intention der Motion, sich für eine starke ambulante Versorgung einzusetzen, sehr. Ich teile dieses Ziel vollumfänglich. Allerdings erachte ich die unter den Ziffern 1, 2 und 5 gestellten Forderungen als kostentreibend und als schädlich für die Versorgung der Bevölkerung und lehne sie ab.
Zu den Punkten 1 und 2: Die gemeinwirtschaftlichen Spitex-Organisationen haben einen zugewiesenen Perimeter. Dass dieser Perimeter auf die Privaten ausgedehnt werden soll, damit diese ebenfalls eine Versorgungspflicht wahrnehmen müssen, erachte ich nicht als zielführend. Wir würden uns noch stärker in eine Konkurrenzsituation begeben, weil die privaten Organisationen neues Fachpersonal anstellen müssten, um diese Aufgabe zu erfüllen. Dies würde den Kampf um gut qualifiziertes Personal noch verschärfen und zu unnötigen Überkapazitäten führen. Ich kann mir auch nicht genau vorstellen, wie der Perimeter zugeteilt und die Versorgungspflicht abgegolten werden soll. Dass die Rechnung für die gemeinwirtschaftlich orientierten Spitex-Organisationen nicht aufgeht, weil diese mehr komplexe Fälle übernehmen und die privatwirtschaftlichen Organisationen mehr einfache Fälle, kann ich nachvollziehen. Hier zeigt sich jedoch eines der Grundprobleme der Pflegefinanzierung: Komplexe und aufwendige Pflege wird nicht kostendeckend abgegolten. Ebenfalls fehlen Beiträge der obligatorischen Krankenpflegeversicherung an die Pflegekosten, denn seit 2004 sind die Tarife eingefroren, was zu einem Fehlbetrag von mindestens 6 Prozent führt, und dies allein durch die Teuerung. Es braucht somit auch bei der Pflegefinanzierung eine Nachbesserung, wenn wir im ambulanten Bereich bessere Bedingungen schaffen wollen. Die 260 freiberuflichen Pflegefachfrauen und Pflegefachmänner, von denen 160 in der Psychiatrie tätig sind, erbringen sehr wichtige Pflegeleistungen. Chronisch kranke Patienten verlören ihre langjährigen Bezugspersonen, Fachwissen ginge verloren und der Versorgungsmangel würde sich verschärfen. Ebenfalls stellen wir uns die Frage, ob es überhaupt möglich ist, einer Ungleichbehandlung eines Anbieters im Pflegebereich stattzugeben. Es wäre für die Pflegefachpersonen ein schlechtes Zeichen, wenn wir Entscheidungen gegen sie träfen und nicht der Versorgungssicherheit und einer guten Versorgungsqualität den Vorrang gäben. Ich bitte Sie um die Ablehnung der Ziffern 1, 2 und 5.

Sandra Roulet Romy, Malleray (SP). Le programme d'allègement 2018 prévoit une suppression supplémentaire de six millions de francs en 2019, qui entraînera un déficit encore plus élevé en ce qui concerne la fourniture de cette prestation des institutions qui ont l'obligation de prise en charge. Cette rémunération est inférieure à la moyenne des autres cantons et il est nécessaire de revoir les conditions – *(Die Rednerin wird infolge eines technischen Problems kurz unterbrochen.)* Geht es wieder? – Cette rémunération est inférieure à la moyenne des autres cantons et il est nécessaire de revoir les conditions-cadre pour éviter le fossé du déficit des soins à domicile. Dans ce domaine en pleine mutation, je soutiens que tous les prestataires de soins ambulatoires ont leur place: les Spitex privés, publics, les indépendants et les centres médico-sociaux (CMS) qui offrent des logements avec prestations. Une rémunération correcte des prestations est la base de soins ambulatoires de qualité, ainsi que d'une concurrence loyale et d'un marché transparent. D'autre part, il importe de garantir que toutes les personnes résidentes dans le canton aient accès aux soins ambulatoires. Je déplore toutefois le développement d'une certaine concurrence entre ces partenaires au lieu d'axer sur l'interprofessionnalité, la coordination des soins, et une véritable collaboration entre prestataires. Par rapport au point 1 de la motion, je suis opposée à la proposition que tous les services d'aide proposent la gamme complète de prestations, y compris les prestations spéciales, pour les raisons suivantes: il y a des services d'aide et de soins à domicile qui n'ont pas la taille critique pour engager le personnel spécialisé et qualifié pour proposer toutes les prestations de soins, particulièrement dans les régions périphériques. Pour plusieurs d'entre eux, devoir engager du personnel spécialisé couvrant toutes les

prestations serait trop onéreux et non rentable. Cette mesure contraignante pourrait être contre-productive et engendrer plus de coûts, et en finalité une baisse de qualité des soins.
Sur le point 5, j'aimerais manifester mon soutien aux infirmières spécialisées indépendantes, parce que je pense que supprimer les subventions cantonales à ce corps de métier serait un risque, celui qu'elles ne puissent plus pratiquer dans le domaine des soins ambulatoires, car elles seront également déficitaires. Pour obtenir les subventions et l'autorisation de pratiquer, les infirmières doivent obtenir un CAS dans leur spécificité, et sont soumises à des exigences cantonales en matière de formation et de contrôle. Elles assument également les frais d'infrastructure. Les infirmières indépendantes ont des compétences nécessaires dans le domaine des soins ambulatoires et sont complémentaires aux institutions de Spitex. Dans le domaine de la psychiatrie, par exemple, il est nécessaire d'avoir un suivi spécifique continu et personnalisé. Donc, je soutiens les points 1 et 5, pardon, mis à part les points 1 et 5, je soutiens cette motion, qui ouvre la discussion et le débat sur une problématique qui nécessite encore des analyses et des nouvelles solutions urgentes, pour pérenniser l'existence même de plusieurs Spitex, et par conséquent d'assurer des soins ambulatoires de qualité.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Ich gebe als Erstes meine Interessenbindung bekannt: Ich bin gewählte Präsidentin der Spitex des Kantons Bern. Aus meiner Sicht und aus Sicht der Spitex braucht es möglichst viele Akteure, die mithelfen, damit die Spitex überhaupt funktioniert. Damit die ambulante Pflege funktionieren kann, braucht es die öffentliche Spitex, die private Spitex und die freiberuflich tätigen Pflegefachpersonen sowie Heime, die Wohnen mit Dienstleistungen anbieten. Es gibt immer mehr Personen, die dies benötigen und solche Dienstleistungen wünschen. Ein lebendiger Markt ist deshalb etwas vom Wichtigsten. Ich bin sehr dankbar für die beiden Motionen, die eingereicht wurden. Die Motion von Grossrat Müller et al. *(M 241-2017)* wurde zurückgezogen, weshalb wir nur über die andere Motion sprechen.
Das Ganze hat im Vorfeld viele Diskussionen ausgelöst. Ich denke, die einzelnen Punkte, die besprochen wurden, haben aufgezeigt, dass man unterschiedliche Meinungen vertreten kann. Das Rosinenpicken wurde wieder einmal thematisiert, und man überlegt sich, ob es sinnvoll ist, wenn die einen nur dies und die anderen nur jenes anbieten. Die leistungsgerechte Abgeltung bildet die Basis für eine gute Versorgung und einen fairen Wettbewerb sowie für Markttransparenz. Gleichzeitig ist zu gewährleisten, dass alle Personen im Kanton Bern Zugang zu diesen Dienstleistungen haben. Einer der ganz heiklen Punkte wurde in dieser Motion nicht gross angeschnitten. Es geht um die exklusive Abgeltung der Versorgungspflicht, das heisst die Pflicht der öffentlichen Spitex, sämtliche Bewohnerinnen und Bewohner im Kanton Bern unabhängig von ihrem Wohnort zu bedienen.
Wir haben im Rahmen des Entlastungsprogramms 2018 (EP 18) einen grossen Betrag gekürzt. Es wird nun eine grosse Herausforderung sein, zu klären, wie wir diese Pflicht weiterhin abgelten. Die Gewinne werden mit der sogenannten Restfinanzierung erzielt. Dies sind die Abgeltungen, die alle Anbieter erhalten. Hier muss man sich bewusst sein, dass es einen Unterschied macht, ob man ein öffentlicher oder ein privater Anbieter ist. Ein privater Anbieter hat eher das Interesse, die Gewinne in etwas anderes zu investieren und aus dem System herauszunehmen. Der öffentliche Anbieter hingegen wird sie im System belassen und vielleicht auch etwas quersubventionieren, zum Beispiel die Pflicht zur Versorgung der Bewohnerinnen und Bewohner des gesamten Kantons Bern mit Spitex-Leistungen. Mir ist es sehr wichtig, dass man diese Themen hier anspricht. Ich bin auch froh, dass man mit der GEF darüber diskutiert. Ich bin der Meinung, man solle einige Punkte dieser Motion wirklich überweisen. Wie schon mehrere Personen gesagt haben, wäre es wohl zu umständlich und aufwendig, wenn alle Spitex-Organisationen alles anbieten müssten.

Präsident. Die Motionärin, Grossrätin Striffeler, hat das Wort.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (SP). Ich danke für diese Diskussion. Ich sehe, dass man die Spitex-Problematik beziehungsweise die Herausforderung in Sachen Spitex aus vielen verschiedenen Blickwinkeln anschauen kann. Die ambulante Pflege muss gefördert und Fehlanreize müssen behoben werden. Davon bin ich nach wie vor überzeugt. Wenn dies nicht geschieht, müssen die öffentlichen Spitex-Organisationen für die unrentablen Einsätze so entschädigt werden, dass sie nicht weiter geschwächt werden. Es geht nicht ohne die öffentliche Spitex, insbesondere in den Randregionen. In keinem anderen Kanton wird die private Spitex so grosszügig entschädigt wie im Kanton Bern. In Solothurn werden die Freischaffenden vom Kanton nicht unterstützt. Dort bilden die KLV-Tarife eine ausreichende wirtschaftliche Grundlage. Im Gegensatz dazu wird die Versorgungspflicht in anderen Kantonen höher entschädigt als bei uns. Die öffentliche Spitex muss die Leistungen im

Rahmen der Versorgungspflicht quersubventionieren. Dazu werden bei der öffentlichen Spitex mögliche Gewinne wieder in den Betrieb investiert. Bei privaten Anbietern hingegen fliessen die Gewinne teilweise ins Ausland.
Ich komme noch auf die einzelnen Voten zu sprechen: Ich möchte eine gerechte Abgeltung aller Leistungen. Hans-Peter Kohler, Sie sprechen mir aus dem Herzen. Aber ich möchte, dass gleiche Leistungen gleich abgegolten werden. Ich möchte kein Gegeneinander-Ausspielen, sondern eine vernetzte Zusammenarbeit. Deshalb ist es wichtig, dass die kleineren und die grösseren Spitex-Organisationen zusammenarbeiten, auch beim spezialisierten Personal. An den SVP-Sprecher: Ich kürze nicht bei den privaten Anbietern. Nein, es soll von allen die gleiche Leistung angeboten werden. Es geht um gleiche Leistungen und gleiche Abgeltungen. Die BDP will eine vernetzte Zusammenarbeit. Genau dies will ich auch, deshalb darf es nicht sein, dass Kleinstorganisationen nur die Grundpflege anbieten, ohne sich auf Kurzeinsätze einzulassen oder weite Wege auf sich zu nehmen. Ich möchte gerne ein gemeinsames und fruchtbares Miteinander haben. Aber es muss wirklich fruchtbar und gemeinsam sein. Bis jetzt ist dies jedoch nicht der Fall. Ich denke nicht, dass es kostentreibend ist, wenn die Spitex-Organisationen zusammenarbeiten und die spezialisierten Fachleute sich untereinander austauschen. Der Versorgungsmangel wird sowieso eintreffen. Deshalb ist die Zusammenarbeit umso wichtiger, und es ist zu vermeiden, dass man gegeneinander arbeitet. Wie gesagt möchte ich eine vernetzte Zusammenarbeit. *(Die Motionärin teilt dem Präsidenten im Anschluss an ihr Votum mit, dass sie in ein Postulat wandelt.)*

Präsident. Die Motionärin hat den ganzen Vorstoss in ein Postulat gewandelt. Ich gebe nun dem Herrn Gesundheitsdirektor das Wort. Monsieur Schnegg, vous avez la parole.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Permettez-moi tout d'abord de vous donner quelques informations d'une portée un peu plus générale. On a beaucoup entendu parler des déficits que font les services Spitex publics. J'ai eu l'occasion de voir beaucoup de bouclements de l'année précédente. J'ai pris le dernier que j'ai reçu avec moi, un service Spitex d'une bonne taille, pas le plus grand du canton, qui boucle l'exercice en constituant des provisions pour 750 000 francs, soit plus de 10 pourcent de la totalité des montants que le canton lui a versé, c'est-à-dire 6 millions de prestations payées par le canton, et 857 000 pour des prestations spécialisées. Lorsqu'une entreprise fait des provisions, c'est qu'elle a déjà épuisé toutes les autres possibilités d'épurer son bénéfice. D'ailleurs, les comptes le démontrent, pour tous les actifs immobilisés, comprenant machines, mobiliers, infrastructure, informatique, véhicules et transformations bâtimentières, le tout est encore comptabilisé pour la somme de 6 francs.
Pour continuer dans les chiffres, qui me paraissent aussi être une donnée importante, nous avons beaucoup entendu parler des montants qui sont touchés par ces différents services Spitex. Il est vrai que le mode de rémunération de ces heures est quelque chose d'extrêmement compliqué. Là aussi, je pense que nous pourrions beaucoup le simplifier. Mais prenons le résultat final de l'année 2017, si je ne me trompe. Pour les Spitex publics, le canton a financé par heure de prestations facturées 50,79 francs. Les patients eux-mêmes ont payé la somme de 2,25 francs par heure de prestation, et les caisses maladie ont financé 60,44 francs par heure de prestation, c'est-à-dire un montant par heure prestée dans un service d'aide et soins à domicile publique, de 113,48 francs. Sont exclues de ces chiffres, les prestations ménagères et les prestations spécialisés, style «Kinder-Spitex» qui sont elles, financées différemment. Pour les services privés, on a entendu qu'ils ne prenaient que les bons clients et ceux qui laissaient passablement d'argent. Les chiffres sont les suivants: le canton finance par heure de prestation 35,13 francs, les patients payent 3 francs, et les caisses maladie 58,02 francs, soit un total par heure prestée de 96,14 francs, passablement en-dessous du montant touché par les services Spitex publics. Pour les infirmières indépendantes, «Freischaffende», le canton verse par heure prestée 40,41 francs, le patient 98 centimes, les caisses maladie 68,98 francs, soit un total par heure prestée de 110,37 francs. Et pour la dernière catégorie de Spitex, ceux qui donnent leur prestation dans des logements avec prestations (Wohnen mit Dienstleistungen) le canton finance par heure de prestations 31,40 francs, le patient 6,56 francs, et les caisses maladie 60,23, soit un total de 98,20 francs. L'obligation de prise en charge pour les services de soins à domicile, garantit à toutes les habitantes et tous les habitants du canton de Berne l'accès à des soins ambulatoires, indépendamment de leur domicile ou de leurs besoins. Ce type de prestations va devenir de plus en plus nécessaire avec le vieillissement de la population.
Pour en venir maintenant à la motion et au point 1: la demande que tous les services de soins à domicile offrent la gamme complète de prestations, y compris toutes les prestations spéciales, c'est-à-

dire Kinder-Spitex, soins palliatifs, oncologiques, etc., contribuerait à une accentuation notoire de la pénurie de personnel, au développement d'une offre inutile et donc, si l'offre augmente, la consommation augmentera, et les coûts avec. Au vu du nombre de services de soins à domicile dans notre canton, il est bien plus préférable d'avoir une certaine spécialisation. N'oublions pas également que dans la santé, je l'ai déjà dit, c'est bien souvent l'offre qui génère la demande. Une telle décision amènerait à des coûts supplémentaires, des problèmes de recrutement, et en finalité, des problèmes de qualité. Il s'agit des raisons principales pour lesquels le Conseil-exécutif vous invite à rejeter ce point, y compris sous la forme d'un postulat.
Pour le point 2: actuellement, seuls les services publics ont une obligation de prise en charge, prestation pour laquelle ces services sont rétribués par un supplément horaire, aujourd'hui 3,90 francs par heure, et par un montant par personne habitant dans la zone à desservir d'environ 15 francs. Actuellement, un groupe de travail est à l'œuvre pour que cette rétribution soit dépendante des prestations et plus du nombre d'habitantes et d'habitants dans une région donnée, mais qu'elle tienne également compte d'un critère de densité de population par rapport à la surface à couvrir par le service concerné. La SAP évalue également les avantages et inconvénients d'étendre cette obligation de prise en charge aux services privés. Comme bien souvent, certains avantages d'une solution sont les inconvénients de l'autre. Une analyse approfondie est donc nécessaire, raison pour laquelle proposition vous est faite d'accepter ce point sous la forme d'un postulat.
Troisième point: Tous les services de soins à domicile ayant conclu un contrat de prestations avec la SAP, cela veut dire tous les services qui touchent des montants de notre direction, sont tenus de respecter les conditions de travail usuelles du lieu et de la branche, ainsi que les conventions collectives applicables. Ces services doivent aussi garantir l'égalité salariale. Le Conseil-exécutif estime donc que les directives en vigueur sont suffisantes, raison pour laquelle il vous invite à accepter ce point sous la forme d'un postulat et de le classer.
Quatrième point: depuis 2014, les services d'aide et de soins à domicile, qu'ils soient d'utilité publique ou à but lucratif, cela veut dire toutes les entreprises actives dans cette branche, sont soumises à l'obligation de former. Pour garantir la qualité de la formation, il peut parfois être plus indiqué de pouvoir confier cette tâche à d'autres services ayant une structure permettant d'offrir une formation cohérente. Dans un tel cas, le service qui délègue sa formation à un autre, va bien entendu financer une partie des coûts de cette formation. Cette réglementation en matière d'obligation de formation a fait ses preuves jusqu'ici. C'est pourquoi le Conseil-exécutif vous invite à accepter ce point sous la forme d'un postulat, et de le classer.
Concernant le point 5: dans le canton de Berne, les soins ambulatoires sont organisés de manière beaucoup plus hétérogène qu'ailleurs. Cela peut être une qualité, mais également un défaut. Les discussions menées dans le cadre de l'examen de l'obligation de prise en charge portent également sur l'égalité de traitement existant en matière de rémunération des heures de soins prodiguées par les services d'aide et de soins à domicile et les infirmières ou infirmiers indépendants. Nous l'avons vu dans les chiffres que je vous ai donnés précédemment: la différence de taux horaire entre une indépendante et un service public est nettement plus faible qu'entre un service public et un service privé. Cette différence, très faible, est, il est vrai, interpellante. Supprimer tout montant payé par l'Etat à ces infirmières indépendantes, nous conduirait très certainement à des problèmes dans certaines régions ou dans certaines spécialités. Donc, avant de prendre une décision, nous sommes de l'avis qu'il vaut la peine d'analyser ce point avec soin, pour en tirer les conclusions qui seront nécessaires. C'est la raison pour laquelle le Conseil-exécutif vous invite à accepter ce point sous la forme d'un postulat.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Die Motionärin hat in ein Postulat gewandelt. Wir stimmen in allen Punkten über ein Postulat ab. Wer den Punkt 1 als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	25
Nein	123
Enthalten	1

Präsident. Sie haben den Punkt 1 als Postulat abgelehnt mit 123 Nein- gegen 25 Ja-Stimmen bei 1 Enthaltung.
Wir kommen zum Punkt 2. Wer den Punkt 2 als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme

Ja	134
Nein	13
Enthalten	2

Präsident. Sie haben den Punkt 2 als Postulat angenommen mit 134 Ja- gegen 13 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen.
Wir kommen zum Punkt 3. Wer den Punkt 3 als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme

Ja	146
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 3 mit 146 Ja-Stimmen einstimmig als Postulat angenommen.
Wer Punkt 3 als Postulat abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3 als Postulat; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme

Ja	104
Nein	43
Enthalten	1

Präsident. Sie haben den Punkt 3 abgeschrieben mit 104 Ja- gegen 43 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung.
Wir kommen zum Punkt 4. Wer den Punkt 4 als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 4 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme

Ja	149
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 4 als Postulat einstimmig mit 149 Ja-Stimmen angenommen.
Wir befinden nun über dessen Abschreibung. Wer den Punkt 4 abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 4 als Postulat; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	102
Nein	43
Enthalten	4

Präsident. Sie haben den Punkt 4 abgeschrieben mit 102 Ja- gegen 43 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen.
Wir kommen noch zum Punkt 5. Wer den Punkt 5 als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 5 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	112
Nein	33
Enthalten	4

Präsident. Sie haben die Ziffer 5 als Postulat angenommen mit 112 Ja- gegen 33 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen.

Geschäft 2017.RRGR.666

Motion 241-2017 Müller (Bowil, SVP)
Gemeinnützige Spitex-Organisationen – Inhaltliche Klärung des staatlichen Versorgungsauftrags und wirtschaftliche Sicherung des ambulanten Pflegemodells

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 97, der Motion Müller. Die Motion Müller wurde zurückgezogen. Der Motionär gibt eine Erklärung ab. Grossrat Müller soll sich bitte anmelden.

Moritz Müller, Bowil (SVP). Erlauben Sie mir kurz, auf unsere Motion einzugehen, obwohl wir sie zurückgezogen haben. Schauen Sie, wann sie eingereicht wurde: Dies geschah elf Tage vor der Novembersession, zu der auch eine Spardebatte gehörte. In der Zwischenzeit sowie bereits während der Spardebatte hat sich viel getan. Bei allen Spitex-Organisationen muss man etwas tun. Für uns Motionäre, Werner Moser und mich, ist es zentral, dass die Umsetzung des Leitsatzes «ambulant vor stationär» auch in Zukunft finanzierbar ist. Es muss etwas getan werden. Klar gibt es Unterschiede, auch bei den öffentlichen Spitex-Organisationen, aber alle öffentlichen Spitex-Organisationen mit Versorgungspflicht müssen auch in Zukunft finanziell überleben können. Schon aus diesem Grund muss man bei der Finanzierung Anpassungen vornehmen. Wir wollen nicht zurück auf Feld eins gehen. Die Einsparungen im Umfang von 6 Mio. Franken müssen gemacht werden können, ohne dass die Versorgungspflicht dadurch gefährdet wird. Auch dies zielt auf eine Neuorganisation hin.

Für uns ist Folgendes absolut zentral: Für alle Spitex-Organisationen sollen gleich lange Spiesse bestehen. Dies soll endlich angegangen werden. Während Jahren hat man dies vernachlässigt. Das ist schlecht. Nun ist es eine Forderung an den neuen GEF-Direktor, dies anzugehen. Grossrat Moser und ich haben vor der Session mit Pierre Alain Schnegg ein sehr gutes Gespräch geführt. Regierungsrat Schnegg hat uns aufgezeigt, was er schon geplant und angedacht hat. Dazu gehören etwa ein neues Modell für die Finanzierung sowie Anpassungen betreffend die Gebiete. Regierungsrat Schnegg hat bereits Gespräche mit den Spitex-Organisationen geführt. Wir bitten ihn, Ihnen dies im Anschluss an mein Votum aufzuzeigen, damit Sie auf demselben Stand sind wie Werner Moser und ich. Er soll es Ihnen, liebe Kolleginnen und Kollegen, auch noch kurz darlegen, so wie er es uns anlässlich des erwähnten Gesprächs aufgezeigt hat.
Nun erlauben Sie mir noch eine persönliche Anmerkung. Für mich ist es sehr störend, wenn ein sogenannter Lobbyist mit einem Beratungsbüro, das sich aus meiner Sicht jedem, der dies will, verkauft, per E-Mail versucht, Einfluss auf irgendwelche politischen Entscheide zu nehmen und dabei keine Rücksicht darauf nimmt, ob diese in Zukunft überhaupt finanzierbar sind. Solche Lobbyarbeiten stören mich sehr stark. Nun wäre ich froh, wenn uns Regierungsrat Schnegg kurz erläutern könnte, was er uns gesagt hat.

Präsident. Normalerweise gibt es keine regierungsrätliche Erklärung mehr, wenn ein Vorstoss zurückgezogen wurde. Dies ist der Usus. Wie lange bräuchte Herr Regierungsrat Schnegg? Deux minutes? – C'est bon. *(Heiterkeit)*

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Ich fasse mich kurz. Wie schon erwähnt, werden wir versuchen, die Versorgungspflicht anders zu finanzieren, und wir werden dies von einem Densitätskoeffizienten abhängig machen. Das heisst, wir werden einen Koeffizienten berechnen, der die Anzahl Bewohnerinnen und Bewohner einer Region und die Länge des Strassennetzes berücksichtigt. Dies wird uns die Möglichkeit geben, die verschiedenen Gemeinden zu kategorisieren. Mit diesen Kategorien werden wir den Betrag pro Stunde, den wir zusätzlich für die Versorgungspflicht bezahlen, festlegen können. Damit haben wir die Absicht, die Einsätze zu unterstützen, die im Moment nicht unbedingt rentabel sind, weil der Weg überall mit einer Pauschale von sieben Franken abgegolten wird. Man hätte den Weg auch anders vergüten können, aber ich habe den Eindruck, dass man dadurch möglicherweise einen falschen Anreiz setzen würde. Mein Ziel ist nicht, dass die Leute Wege zurücklegen oder dass sie den längsten Weg zu einem Patienten wählen. Das Ziel besteht darin, dass Patienten gepflegt und Dienstleistungsstunden erbracht werden. Deshalb werden wir in diese Richtung gehen. Im Jahr 2019 wird die Versorgungspflicht nur für öffentliche Spitex-Organisationen gelten. Für die anderen wird es keine Änderung geben. Aber wir wollen die nötigen Grundlagen sofort erarbeiten, um entscheiden zu können, ob die Versorgungspflicht in Zukunft für öffentliche und private Anbieter oder nur für öffentliche Anbieter gelten soll. Es ist klar, dass betreffend die Freischaffenden sowie das Wohnen mit Dienstleistungen ein Handlungsbedarf besteht und meiner Meinung nach die Abgeltungen ein bisschen zu hoch sind. Aber diese Arbeiten liegen vor uns, und wir werden sicherlich mit Vorschlägen für das Jahr 2020 auf Sie zukommen. Soviel in aller Kürze. Bitte entschuldigen Sie, normalerweise hätte ich nicht das Recht gehabt, an dieser Stelle zu sprechen. Ich wünsche Ihnen noch einen schönen Abend.

Geschäft 2017.RRGR.684

Motion 254-2017 Schöni-Affolter (Bremgarten, glp)
Transparenz in der institutionellen Alterspflege

Präsident. Sie dürfen noch kurz bleiben, Herr Regierungsrat. Wir haben noch die Motion Schöni-Affolter auf der Traktandenliste. Diese wird mit einer Erklärung zurückgezogen. Grossrätin Schöni hat das Wort.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Herr Regierungsrat Schnegg, Sie können gleich gehen, ich möchte nur noch eine kurze Erklärung abgeben. Das Thema «institutionelle Alterspflege»

brennt der Bevölkerung offensichtlich unter den Nägeln. Dies musste ich feststellen. Ich habe letzten Herbst eine Motion eingereicht, und der «Beobachter» hat einen Artikel geschrieben. Auch die «Sonntagszeitung» hat verschiedene Beiträge veröffentlicht. In diesem Bereich ist Feuer im Dach. Ich habe verschiedene Gespräche mit Angehörigen von Betroffenen sowie mit Freiwilligen und Pflegenden geführt. Hier muss etwas gehen. Der Herr Gesundheitsdirektor appelliert an die Eigenverantwortung. Ich habe grundsätzlich nichts gegen Eigenverantwortung, aber in diesem sensiblen Bereich reicht dies nicht, wie ich feststellen musste. In diesen Institutionen leben meist wehrlose Leute, die dem Gewinnstreben der Altersheime ausgeliefert sind und die sich zu wenig wehren können. Wenn sich jemand beschwert, wird ihm gewissermassen das «Gütesiegel» der GEF vorgehalten und gesagt, es sei alles im grünen Bereich, es bestehe kein Problem und man solle bitte schweigen. Dies war die Ausgangslage.
Ich hätte eigentlich gewollt, dass etwas mehr Transparenz in dieses Geschehen hineinkommt. Ich möchte wissen, wo etwas nicht rund läuft. Deshalb habe ich diese Motion eingereicht. Nun habe ich von der Regierung erfahren, dass Transparenz in diesem Bereich nicht unbedingt gefragt ist. Ich ziehe diesen Vorstoss zurück. Doch hier muss etwas getan werden. Ich werde dranbleiben und einen neuen Vorstoss einreichen. Es besteht Handlungsbedarf. Denken Sie daran: Der Bedarf wird zunehmen. Es wird mehr alte Leute geben, die auf eine institutionelle Alterspflege angewiesen sind. Deshalb muss man dort ganz genau hinschauen. Eigenverantwortung reicht definitiv nicht aus.

Präsident. Damit sind wir am Ende der Geschäfte der GEF angelangt. Ich wünsche Herrn Regierungsrat Schnegg einen schönen Abend und einen guten Sommer.

Geschäft 2018.RRGR.160

Kulturförderungsfonds. Jahresrechnung 2017

Präsident. Wir kommen zu den Geschäften der ERZ. Ich begrüsse die neue Erziehungsdirektorin, Regierungsrätin Häsler. Wir sind beim Traktandum 99: «Kulturförderungsfonds. Jahresrechnung 2017». Das Geschäft wurde in der BiK vorbesprochen. Ich erteile der Kommissionssprecherin, Grossrätin von Greyerz, das Wort.

Nicola von Greyerz, Bern (SP), Kommissionssprecherin der BiK. Ich freue mich sehr, an dieser Stelle das erste Geschäft unserer neuen Erziehungsdirektorin vorzustellen. Ich denke, dass es ein einfaches Geschäft sein wird, oder hoffe es zumindest. Auf jeden Fall ist es ein sehr erfolgreiches Geschäft. Es geht um die Jahresrechnung des Kulturförderungsfonds. Seit dem 1.1.2013 verfügen wir mit dem Kulturförderungsfonds über ein einheitliches Finanzierungsmodell für Beiträge an kulturelle Projekte, die gemäss dem Kantonalen Kulturförderungsgesetz (KKFG) keinen Rechtsanspruch auf Unterstützung haben. Der Kulturförderungsfonds wird aus Mitteln des Lotteriefonds gespeist. Wir wissen seit dem letzten Wochenende, das heisst seit der Annahme des Spielbankengesetzes, dass die Höhe so bleiben wird. Es werden keine Betriebsbeiträge gesprochen, dafür aber Beiträge für Preise und Stipendien. Im Jahr 2017 hat Swisslos dem Kanton Bern 60 Mio. Franken überwiesen. Davon gingen 12 Mio. Franken an den Kulturförderungsfonds. Die Aufteilung zwischen Kultur und Sport ist ein Entscheid des Regierungsrats. Der Fonds für Schlechtwetter-Defizitgarantien, der ebenfalls aus diesen Mitteln gespeist wurde, wurde aufgelöst und in den Kulturförderungsfonds integriert. Mittlerweile werden solche Schlechtwetterentschädigungen direkt über den Kulturförderungsfonds gesprochen. Am 31.12.2017 belief sich der Kontostand des Fonds auf 18 Mio. Franken. Davon waren 6 Mio. Franken offene Verpflichtungen. Das sind Gelder, die noch nicht abgerufen wurden, oder Projekte, die zwar beantragt wurden, aber vielleicht noch nicht zustande kamen. Es ist ganz normal, dass noch eine solche Summe offen ist. Der Nettobestand beträgt somit 12 Mio. Franken. Dieser Betrag ist eine vertretbare Reserve im Umfang einer Jahresspeisung. Das heisst, der Fonds ist gesund und stabil. Im Jahr 2017 gingen etwa gleich viele Gesuche ein wie in den vorangehenden Jahren. Es wurden 1,5 Mio. Franken weniger gesprochen als früher.
Insgesamt konnte man 14 Mio. Franken an kulturelle Projekte ausschütten. Es hat keinen Sinn, alle kulturellen Projekte, die gefördert wurden, aufzuzählen. Schauen Sie sich die eindrückliche Liste im

Netz an uns sehen Sie, wer alles Geld erhalten hat. Es zeigt sich, dass es sich um einen Fonds handelt, welcher im ganzen Kanton, in den ländlichen Gebieten ebenso wie in den Städten, wichtige und spannende Kulturprojekte unterstützt. Es können in der Regel auch nur Beiträge gesprochen werden, wenn die Standortgemeinden ebenfalls Mittel sprechen. Dem bernjurassischen Rat werden zudem fix 3 Mio. Franken zugesprochen, über welche er selber verfügen kann. Die Finanzkontrolle hat die Jahresrechnung geprüft und empfiehlt sie dem Grossen Rat zur Annahme. Die BiK tut dies auch. Wir haben die Rechnung in der BiK diskutiert. Sie gab zu wenigen Diskussionen Anlass. Es gab ein paar Fragen zu den Gehältern beziehungsweise zu den Beiträgen an die Mitglieder der Kommissionen. Ansonsten haben wir diese Jahresrechnung mit grossem Wohlwollen zur Kenntnis genommen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion bittet Sie, dies ebenfalls zu tun. Wir danken der Verwaltung für das Erstellen der Jahresrechnung und empfehlen sie Ihnen alle zur Annahme.

Präsident. Es gibt keine Fraktionsmeinungen. Wünscht die Frau Regierungsrätin das Wort? – Die Regierungsrätin wünscht das Wort.

Christine Häsler, Erziehungsdirektorin. Wenn sie schon zum ersten Mal sprechen darf, dann will sie auch bei ihrem ersten Geschäft das Wort ergreifen. Frau Grossrätin von Greyerz hat es gesagt: Aus dem Kulturförderungsfonds werden Beiträge an Projekte aus allen Kultursparten und Regionen ausbezahlt. Es werden Auszeichnungen und Stipendien vergeben und kulturelle Organisationen unterstützt, die keinen Rechtsanspruch auf Subventionen haben. Damit wird ein regional und kulturell breit gestreutes Engagement unterstützt. Ich muss dies nicht weiter vertiefen, Frau Grossrätin von Greyerz hat sehr vieles schon gesagt.
Ich möchte noch anfügen, dass die Beiträge sehr unterschiedlich sein können. Es gibt Beiträge von wenigen Hundert Franken, zum Beispiel für eine Lesung oder den Druck einer kleinen Schrift, aber auch sechsstellige Zahlungen, etwa für Filme oder Ausstellungen von internationaler Bedeutung. Im Jahr 2017 wurden 2346 Gesuche bearbeitet. 1848 davon wurden bewilligt. Es kommt nicht vor, dass den Kulturschaffenden einfach Geld zugesprochen wird für etwas, das vielleicht doch nicht gemacht wird. Die Kulturschaffenden haben fünf Jahre Zeit, um den Nachweis zu erbringen, dass das Projekt durchgeführt wurde. Falls es nicht durchgeführt wurde, bleibt das Geld im Fonds. Per Ende 2017 hat der Fonds mit einem Bestand von rund 18 Mio. Franken abgeschlossen. Nach Abzug der offenen Verpflichtungen resultiert ein Nettobestand von 12 Mio. Franken. Im vergangenen Jahr wurden 14,31 Mio. Franken aus dem Fonds für Kulturförderung bezahlt. Ich beantrage Ihnen, der Jahresrechnung des Kulturförderungsfonds zuzustimmen.

Präsident. Wer die Jahresrechnung des Kulturförderungsfonds genehmigen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Genehmigung	
Ja	143
Nein	2
Enthalten	0

Präsident. Sie haben die Rechnung mit 143 Ja- gegen 2 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen genehmigt.

Geschäft 2018.RRGR.43

Motion 014-2018 Dunning (Biel/Bienne, SP)
Schweizerdeutsch-Unterricht an den französischsprachigen Schulen

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 100, einer Motion Dunning: «Schweizerdeutsch-Unterricht an den französischsprachigen Schulen».

Samantha Dunning, Biel/Bienne (SP). Tout d'abord, je souhaite la bienvenue à Madame Häsler dans sa nouvelle fonction et lui souhaite tout de bon et plein de succès. Lorsque j'ai déposé ma motion pour des cours de suisse-allemand à l'école, c'était dans l'idée de promouvoir la communication entre les deux communautés linguistiques. Je pars en effet du postulat que la situation actuelle est problématique. Les élèves francophones apprennent le Schriftdeutsch à l'école, mais n'ont aucune notion de Berndeutsch, ce qui implique que les élèves des deux communautés linguistiques communiquent difficilement, ce qui est dommage pour la cohésion de notre canton. J'en suis d'ailleurs l'exemple concret: Lorsque j'avais neuf ans, j'apprenais l'allemand à l'école, et toute contente de pouvoir mettre en application mes nouvelles connaissances, je me suis adressée à mes collègues de natation en allemand, et, patatras, ces derniers ont éclaté de rire… «Eh oui!», vous me direz, «les enfants sont cruels.».
Cependant, cette histoire reflète bien ce que nous vivons au quotidien. Nous apprenons une langue qui, bien qu'officielle, n'est pas celle utilisée. Et bien que mon histoire soit anecdotique, la non-maîtrise du suisse-allemand, et en particulier du Berndeutsch, devient souvent problématique dans le milieu professionnel. En effet, il est totalement compréhensible qu'un employeur préfère engager quelqu'un avec qui il peut communiquer librement en Berndeutsch, plutôt qu'une personne avec qui il doit parler l'allemand standard. L'accès à l'emploi se complexifie donc pour les francophones. D'ailleurs, lors du dépôt de ma motion, j'ai reçu de nombreux témoignages comme quoi les Romands ressentent le besoin d'apprendre le Berndeutsch. Mon intention était donc de donner des outils supplémentaires aux élèves francophones afin qu'ils puissent communiquer «en live» et aussi se préparer à la concurrence du marché du travail.
Concernant le premier point de ma motion, je suis donc d'accord de le classer, même si la réponse écrite du Conseil-exécutif ne me paraît pas des plus convaincantes. En effet, je ne pense pas qu'il suffise de simplement informer les écoles via une newsletter qu'ils ont la possibilité de proposer des cours facultatifs de dialecte; le canton de Berne pourrait par exemple inciter les directions d'école de plusieurs communes de se mettre ensemble afin d'avoir les effectifs minimaux pour proposer des cours facultatifs, ou bien, ils pourraient rassembler un pool d'enseignants alémaniques prêts à offrir des cours de Berndeutsch. Cependant, suite à différentes discussions effectuées avec des collaborateurs de la Direction de l'instruction publique, je remarque qu'une réflexion est en cours et suis donc prête à accepter le classement.
Concernant le deuxième point, j'ai décidé de le retirer. En effet, je reconnais que ma proposition serait difficile à mettre en application, et je n'ai surtout pas l'intention de mettre en concurrence le Schriftdeutsch avec le Berndeutsch. A mon avis, les deux sont importants. Cependant, je reste d'avis que le Berndeutsch est important et qu'il serait nécessaire de l'enseigner à l'école. La question, c'est: comment? Pour moi, il est clair que l'apprentissage du Berndeutsch devrait se faire de manière vivante et par des Alémaniques. Une des solutions serait éventuellement de renforcer les échanges linguistiques réguliers, ou de permettre à des élèves de suivre une année ou deux de leur scolarité dans la langue partenaire, ou même de proposer certaines leçons, comme le sport ou la géographie, dans la langue partenaire. Vous comprendrez bien que même si je retire ce point, je reste très attentive à cette question, et n'hésiterais pas à déposer une proposition ou une intervention plus ouverte. En résumé, je vous prie d'adopter le premier point de ma motion, et de le classer, et je retire le deuxième point.

Präsident. Die Motionärin ist betreffend Punkt 1 mit dem Antrag des Regierungsrats auf Annahme und gleichzeitige Abschreibung einverstanden. Der Punkt 2 ist zurückgezogen worden. Ist dies aus den Reihen des Rats bestritten? – Es ist nicht bestritten. Somit können wir gleich darüber abstimmen. *(Heiterkeit) (Der Präsident löscht die Rednerliste).* Wer den Punkt 1 der Motion annehmen und gleichzeitig abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme und gleichzeitige Abschreibung

Ja	136
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Punkt 1 einstimmig mit 136 Ja-Stimmen angenommen und abgeschrieben. Ich habe es natürlich unterlassen, die Frau Regierungsrätin zu fragen, ob sie etwas dazu sagen wolle.

Geschäft 2017.RRGR.718

Motion 273-2017 Aebischer (Riffenmatt, SVP)
Totenruhe muss gewahrt bleiben!

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 101, einer Motion von Grossrätin Aebischer. Diese Motion wurde zurückgezogen. Grossrätin Aebischer gibt eine Erklärung ab. – Nein, sie ist nicht anwesend. Somit gehen wir weiter zum Traktandum 102.

Geschäft 2018.RRGR.10

Postulat 001-2018 Krähenbühl (Unterlangenegg, SVP)
Fachhochschule muss wieder wirtschafts- und praxisnäher werden!

Präsident. Wir kommen somit zum Postulat Krähenbühl: «Fachhochschule muss wieder wirtschafts- und praxisnäher werden!». Die Regierung nimmt das Postulat an und will es gleichzeitig abschreiben. Der Postulant hat das Wort.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (SVP). Von meinem früheren Chef an meinem ehemaligen Arbeitsort habe ich etwas gelernt. Dieser hatte einen guten Spruch auf Lager: «Der Köder muss dem Fisch schmecken, nicht dem Fischer.» Dies kann man auch auf die Sache anwenden, über die wir hier sprechen. Zuerst etwas zu den Fachhochschulen (FH): Die FH sind etwas enorm Wichtiges. Sie sind ein wichtiges Bindeglied zwischen der Berufsbildung, der Berufsmaturität und der Universität, welche quasi die Spitze der Hochschulbildung darstellt. Die FH sind praxisnäher oder sie sollten dies zumindest sein. Sie sind für die Wirtschaft sehr wichtig. Leider war es in den letzten Jahren so, dass sich namentlich die technischen Ausbildungen an den FH mehr und mehr in Richtung der universitären Bildung bewegten. Man hat sich von der Praxis entfernt und hat Nebenthemen und Studienrichtungen aufgenommen, die vielleicht nicht so wirtschaftsnahe sind. Hier hat es zunehmend Kritik gegeben, insbesondere bei den Ingenieurausbildungen. Viele praktisch tätige Ingenieure und Unternehmer sagen, man erhalte nicht mehr so gut ausgebildete Leute. Doch die Regierung stellt dies ein wenig in Abrede. Man sagt, die Forderungen seien erfüllt und die Ausbildungen seien praxisnah. Hier kommt ins Spiel, was ich mit dem Köder gesagt habe. Man kann auch ein anderes Bild verwenden. Man könnte ein Restaurant als Beispiel nehmen, welches nicht die Gäste fragt, ob das Essen gut gewesen sei, sondern den Koch. Genauso verhält sich die FH. Auch die Regierung verhält sich in ihrer Antwort so.
Tatsache ist, dass die FH-Ausbildung der Ingenieure ein Thema ist. Es gab einen Aufruf, dem über 100 Ingenieure und Wirtschaftsvertreter gefolgt sind, die sagten, dass sich etwas ändern muss. Sie konnten dies auch den Medien entnehmen. Dies betrifft explizit nicht nur die Berner Fachhochschule

(BFH). Nationalrätin Andrea Gmür hat ein ähnliches Postulat im Nationalrat eingereicht, welches leider noch nicht behandelt wurde. Sie ist unverdächtig, ist nicht einmal in derselben Partei wie ich und stösst eigentlich in dieselbe Richtung. Aber es betrifft auch die BFH, die sich ebenfalls von der Praxis entfernt hat. Deshalb fordern wir im ersten Punkt, die Bachelor-Ausbildungen zu priorisieren und nicht irgendwelche Master- und andere Studiengänge. Zweitens fordern wir einen stärkeren Praxisbezug, und drittens eine engere Zusammenarbeit auf nationaler Ebene, zum Beispiel im Bereich Technik, Bau und Life Science, im engen Austausch mit der Industrie. Dies sind die drei konkreten Forderungen, die Sie im Vorstosstext finden.
Fazit: Ich verlange nicht einen Bericht oder etwas Ähnliches. Es ist mir auch klar, dass wir hier nicht viel mehr als einen Fingerzeig geben. Trotzdem finde ich es wichtig, ein klares Signal zu auszusenden und das Postulat nicht nur anzunehmen, sondern auch die Abschreibung abzulehnen und damit einen gewissen Druck auszuüben. Ich hoffe, dass Sie sich so verhalten wie die schlauen Fischer und einen Köder befestigen, der dem Fisch schmeckt.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionen. Für die BDP-Fraktion spricht Grossrat Stähli.

Ulrich Stähli, Gasel (BDP). Samuel Krähenbühl, Sie rennen mit Ihrem Postulat offene Türen ein. Die BDP-Fraktion begrüsst dieses Postulat und ist auch nicht bereit, es abzuschreiben. Wir sind ebenfalls der Meinung, dass sich die FH an der Praxis, am zukünftigen Berufsalltag orientieren müssen und insbesondere die Dozenten praxisnäher sein sollten. Nur so stehen der Wirtschaft, der Industrie und den KMU die dringend benötigten Fachkräfte auch in Zukunft in hoher Qualität zur Verfügung. Man muss hier dranbleiben. Es besteht durchaus noch Handlungsbedarf. Deshalb schreiben Sie bitte dieses Postulat nicht ab. Ein Nachsatz: Wir sind uns bewusst, dass es in der gegenwärtigen Situation auf dem Arbeitsmarkt nicht einfach ist, die geeigneten praxisnahen Dozenten zu finden. Die guten Leute sind auch in den Betrieben sehr gefragt.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Die glp hegt dieselben Erwartungen wie die Postulanten. Die BFH muss unbedingt eine praxisrelevante Grundlagenausbildung anbieten und die Kernthemen gegenüber den Nebenthemen stärken. Darin sind wir uns absolut einig. Die BFH steht im direkten Wettbewerb mit den übrigen Schweizer FH. Früher haben sich die Studierenden hauptsächlich aufgrund der geografischen Nähe zum Standort für eine bestimmte FH entschieden. Heute hingegen stehen Qualität und Ruf sowie Praxisnähe im Zentrum. Bei den riesigen Investitionen, die der Kanton Bern in den nächsten Jahren in die BFH tätigt, erwarten wir wohl alle die grösstmögliche Praxistauglichkeit, sprich, wir erwarten, dass sich die Studiengänge an der Praxis orientieren und für die Praxis sind.
Die Antwort der Regierung beinhaltet viele nachvollziehbare Argumente für die Überweisung, aber auch für die Abschreibung des Postulats. Die glp möchte die Schulleitung eigentlich nicht zusätzlich bemühen. Die Schulleitung hat einen klar definierten Auftrag. Doch es gibt gewisse Stimmen, die dies nicht so sehen. In der letzten Zeit wurde lobbyiert. Wir haben wohl alle elektronische Post erhalten, der zu entnehmen war, wie schlecht der Zustand sei. Wir haben es vorhin gehört. Grossrat Krähenbühl hat den Köder erwähnt, der dem Fisch schmecken müsse. Es hiess, dass es in diese Richtung gehen müsse. Es wurde stark lobbyiert. Nun steht Aussage gegen Aussage. Die glp will dieses Postulat überweisen. Die Mehrheit wird es gleich abschreiben wollen, und eine Minderheit wird die Abschreibung bestreiten, weil wir der BFH als Dauerauftrag mitgeben möchten, dass sie am Ball und bei der Praxis bleiben soll. Danke, wenn Sie die Regierungsmeinung unterstützen.

Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee (SVP). Seit Längerem werden Stimmen laut, die sagen, die FH seien allgemein zu wenig praxisorientiert unterwegs und die Studiengänge würden akademisiert. Deshalb auch die drei zu prüfenden Massnahmen des hier vorliegenden Postulats. Die Antwort des Regierungsrats ist sehr umfassend. Zusammenfassend kann man sagen, dass die BFH alle beantragten Massnahmen bereits vollumfänglich umsetze beziehungsweise dem Geforderten nachlebe und somit kein Handlungsbedarf bestehe. Weiter ist zu vernehmen, dass die geforderten Massnahmen bereits heute Bestandteil des Leistungsauftrags des Regierungsrats an die BFH seien. Die Umsetzung werde durch die ERZ systematisch begleitet. Deshalb der Antrag des Regierungsrats auf Annahme und gleichzeitige Abschreibung des Postulats. Trotzdem ist vonseiten der Wirtschaft immer wieder zu hören, dass den FH-Abgängern die Praxisnähe fehle. Das Studium gehe anstatt in die Tiefe in die Breite. Statt Handwerk zu lehren, werde geforscht. Das Selbstverständnis für das Handwerk fehle. Zudem würden Dozierende beschäftigt, denen jegliche Praxiserfahrung fehle, weil es sich um Absolventen der Universität handle.

Um dem Fachkräftemangel entgegenzuwirken, haben die Wirtschaftsverbände ein grosses Interesse daran, dass die FH wirtschaftsnäher werden. Deshalb haben, wie wir gehört haben, 100 Ingenieure und Wirtschaftsvertreter aus der ganzen Schweiz einen Aufruf zur Stärkung der Ausbildung an den Technischen Fachschulen (TF) unterzeichnet. Es wird auf nationaler wie auf kantonaler Ebene gefordert, die Abgrenzung der FH zu stärken und den Praxisbezug zu intensivieren. Die FH und die Universitäten sollten sich nicht weiter angleichen. Die schleichende Verwischung der Unterschiede zwischen den beiden Hochschultypen wird von breiten Kreisen als weitere Ursache für den abnehmenden Praxisbezug der FH gesehen. Die Hochschulen sehen dies jedoch nicht gleich: Das Alleinstellungsmerkmal der wissenschaftsbasierten Praxisorientierung der FH sei keine Naturkonstante. Vielmehr müsse die Praxisorientierung ständig reflektiert und aktualisiert werden, so der Präsident des Vereins Swissuniversities, Crispino Bergamaschi. Die Anforderungen an die Ingenieure seien nicht mehr gleich wie vor dreissig Jahren. Neben dem aktuellen Fachwissen sei es wichtig, mit digitalem Werkzeug souverän umzugehen und auch in der Lage zu sein, die Resultate in einem internationalen Umfeld zu präsentieren. Die Ausbildung sei nicht schlechter geworden, aber anders. Es gelte, die Praxisorientierung an den FH im Auge zu behalten. Dafür müssten sich alle anstrengen, auch die FH und ihre Träger, also die Kantone. Dies sagte Herr Bergamaschi in einem Interview des Radios SRF zu Beginn des Jahres.
Fazit: Die FH und die Praxis sind sich uneins. Man bedenke Folgendes: Eine stark praxisorientierte FH-Bildung ist ein zentraler und unverzichtbarer Erfolgsfaktor für den Industriestandort Schweiz. Deshalb wird die SVP-Fraktion die Abschreibung des Postulats ablehnen. Wir erwarten, dass die ERZ wieder genauer hinschaut, damit sich das FH-Studium nicht noch weiter von der Praxis entfernt, sondern wieder praxisnäher wird.

Präsident. Für die grüne Fraktion spricht Grossrätin Linder.

Anna-Magdalena Linder, Bern (Grüne). Die BFH ist als Bildungsinstitution eine wichtige Lieferantin von Fachleuten für unterschiedliche Bereiche. Wie die Postulanten sind wir der Meinung, dass es wichtig ist, dass die BFH möglichst praxisorientiert und wirtschaftsnah ist. Schliesslich ist dies auch ein zentrales Merkmal dieser Bildungsinstitution. Wir nehmen dieses Postulat an, sind aber gleichzeitig für die Abschreibung, und zwar aus folgenden Gründen: Erstens heben die Postulanten hervor, dass eine einzelne Fachrichtung, die Ingenieurwissenschaften, stärker praxisorientiert und wirtschaftsnäher sein soll. Der Titel des Vorstosses schliesst jedoch die FH als Ganzes ein. Dies ist nicht sehr differenziert. Zweitens ist die Antwort der Regierung auf die drei Forderungen sehr ausführlich und zeigt auf, dass verschiedene Massnahmen, und nicht zuletzt auch gesetzliche Vorgaben, bereitstehen, um sicherzustellen, dass die FH ihren Auftrag wahrnimmt. Drittens finden wir Grünen es eher schwierig, wenn wir als politisches Gremium versuchen, Einfluss auf den operativen Bereich unserer Bildungsinstitutionen zu nehmen. Die Diskussion soll natürlich stattfinden, wenn Bedarf besteht. Wir bezweifeln jedoch, dass der Grosse Rat hier die richtige Flughöhe hat. Dafür haben wir beispielsweise in der BiK die Möglichkeit, im Rahmen der alljährlichen Besprechungen der Geschäftsberichte hinzuschauen, und wenn es sein muss, auch kritische Fragen zu stellen. Zudem kann auch der Schulrat der BFH mit seinen wirtschaftsnahen Mitgliedern für die Nähe zur Wirtschaft sorgen. Es bleibt somit zu fragen, was man mit einem nicht abgeschriebenen Postulat zusätzlich erreichen kann. Deshalb finden wir eine Abschreibung sinnvoll. Nutzen wir lieber die vorhandenen Mittel, anstatt ein Postulat für die Schublade zu überweisen.

Christine Grogg-Meyer, Thunstetten (EVP). Die EVP-Fraktion unterstützt das Anliegen der Postulanten und ist ebenfalls der Meinung, dass die Ausrichtung der FH unbedingt wirtschafts- und praxisnahe sein muss. Auch bei uns werden, um Grossrat Stähli zu zitieren, offene Türen eingerannt. Stimmen aus der Wirtschaft, die sagen, dass die Hochschulabsolventen das nötige Rüstzeug nicht mehr mitbrächten, lassen uns aufhorchen. Wir brauchen fundiert praktisch ausgebildete Fachleute, die in einem Studium ihr berufliches Know-how auf praktischer und theoretischer Ebene vertiefen und weiterentwickeln können. Dies soll die Hauptaufgabe der FH sein. Es ist jedoch auch bekannt, dass das Anliegen, welches zu diesem Vorstoss geführt hat, besonders die Fachrichtung der Ingenieurwissenschaft betrifft und deshalb nicht einfach auf alle anderen FH-Departemente übertragen werden kann. Weiter ist der Regierungsrat nach Ansicht der EVP-Fraktion in seiner ausführlichen Antwort bereits auf die Fragen der Postulanten eingegangen. Er hat das Postulat eigentlich schon beantwortet. In diesem Sinne möchten wir das Postulat abschreiben.
Welche Massnahmen fordern nun die Postulanten vom Regierungsrat? – Die Intensivierung der praxisrelevanten Ausbildung durch geeignete Unterrichtsformen sei zu überprüfen, bei der Verteilung der

Mittel seien die Bachelor-Ausbildungen zu bevorzugen und es sei zu prüfen, ob der Praxisbezug konsequent auf die realen Bedürfnisse der Industrie ausgerichtet sei und Dozierende mit Praxiserfahrung eingesetzt würden. Weiter sei zu prüfen, inwiefern eine landesweite enge Zusammenarbeit mit anderen FH und der Industrie stattfinde. Die erste Forderung greift doch recht stark in die operative Tätigkeit der FH ein. Wie sich eine FH entwickelt, wird in regelmässigen Controlling-Gesprächen der ERZ mit der BFH beobachtet. Die Erreichung der definierten Ziele aus dem Leistungsvertrag wird überprüft. Ein weitergehendes Eingreifen in die Autonomie der BFH lehnen wir ab. Jedes Jahr haben die Mitglieder der BiK auch die Möglichkeit, den Geschäftsbericht mit dem Direktor der BFH zu besprechen. Man kann dabei kritische Fragen stellen. Bei den weiteren Forderungen überzeugt uns die Antwort des Regierungsrats. Wir denken, dass die Stossrichtung der BFH mit der heutigen Zusammensetzung des Schulrats klar sein sollte, und dass sie sich noch weiter in die richtige Richtung einer anwendungsorientierten Hochschule entwickelt. Für uns sind auch die Aussagen der Regierung schlüssig und zufriedenstellend, was den Praxisbezug der Dozierenden betrifft sowie den Einsatz der Gelder zugunsten der Bachelor-Ausbildung und die Zusammenarbeit mit anderen FH.
Mit dem Fachhochschulgesetz Gesetz über die Berner Fachhochschule, FaG) haben wir die Autonomie der FH gefördert. Mit diesem Vorstoss drohen wir ein wenig zu einer Steuerung durch den Staat zurückzugehen, die wir in dieser Form ablehnen. Trotz der Annahme und Abschreibung dieses Postulats durch die EVP weise ich gerne nochmals darauf hin, dass es uns wichtig ist, dass die FH eine Hochschule mit hohem Praxisbezug bleibt und sich ihr Profil klar von der Universität abgrenzt. Es ist uns wichtig, dass die Forschung und Entwicklung in Zusammenarbeit mit entsprechenden Partnern aus der Wirtschaft, aber auch aus Institutionen und Organisationen geschieht, und dass Dozierende einen echten Praxisbezug aufweisen. Zum Schluss eine Bitte an die Leitung der BFH: Bitte nehmen Sie das Anliegen dieses Postulats auf und geben Sie uns in Ihrem Geschäftsbericht 2018 eine Antwort darauf.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU). Ich kann von unserer Seite nicht viel Neues sagen, aber das Thema von einer etwas anderen Seite beleuchten. Die EDU-Fraktion unterstützt alle drei Anliegen dieses Postulats. Auch wenn wir die regierungsrätlichen Argumente und die bereits erfolgten Schritte der FH in die richtige Richtung anerkennen, möchten wir nicht abschreiben. Eine praxisnahe Grundlagenausbildung soll nicht stehenbleiben und darf auch durch ein überwiesenes Postulat ruhig nochmals unterstrichen werden.

Peter Sommer, Wynigen (FDP). Um es vorwegzunehmen: Die FDP-Fraktion nimmt dieses Postulat in allen Punkten an und lehnt dessen Abschreibung ab. Dieser Vorstoss verlangt, dass geprüft wird, wie die praxisrelevante Grundausbildung gegenüber den Nebenthemen priorisiert und damit die Bachelor-Ausbildung gestärkt werden kann. Es geht insbesondere darum, wie ein stärkerer Praxisbezug mit Dozierenden aus der Wirtschaft, die eine solide Praxiserfahrung mitbringen, wieder erreicht werden kann. Dies ist genau in unserem Sinn. Wie die Verfasser dieses Vorstosses sehen wir bei der BFH Handlungsbedarf in diesem Bereich. Wir sind ebenfalls der Meinung, dass sich die BFH wieder vermehrt auf ihre Kernkompetenzen konzentrieren sollte. Diese liegen vor allem in der Praxisnähe ihrer Ausbildungen. Genau dies zeichnet ja eine FH aus, auch die BFH. Die Forderung nach mehr Praxisbezug ist auch nicht neu, was bereits gesagt wurde. In der Wirtschaft existiert sie schon seit Längerem. Dabei wird sehr oft der Vergleich mit den früheren «Höheren Technischen Lehranstalten (HTL)», wie sie damals hiessen, gemacht. Damals war der Praxisbezug zweifellos vorhanden. Wir wollen nicht, dass sich die BFH zu einer Pseudo-Universität entwickelt und es zu einer zunehmenden Verwischung der universitären und der FH-Ausbildung kommt. Uns stört die Tendenz zur zunehmenden Akademisierung. Es ist aus unserer Sicht dringend notwendig, dass die Diskussion über die Strategie und die Ausrichtung der BFH endlich ernsthaft aufgenommen wird. Sonst laufen wir Gefahr, dass unsere BFH gegenüber den anderen FH zunehmend ins Hintertreffen gerät. In ihrer Antwort macht es sich die Regierung nach unserer Auffassung etwas einfach, indem sie auf die kantonale oder auf die interkantonale Gesetzgebung hinweist. Wir erwarten seitens der Regierung und der BFH etwas mehr Initiative. Die FDP-Fraktion wird das Postulat wie gesagt in allen drei Punkten annehmen und die Abschreibung bestreiten.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrat Näf.

Roland Näf, Muri (SP). Ich habe der Diskussion aufmerksam zugehört. Es ist schön, dass wir zwischen allen Fraktionen, die sich hier vorne geäussert haben, eine Übereinstimmung haben. Wir sind

uns in diesem Saal darin einig, dass wir Wirtschafts- und Praxisnähe haben wollen. Ich möchte nun noch auf ein paar Punkte eingehen, bei denen ich den Eindruck habe, dass sie hier vorne noch nicht genannt worden sind. Ich möchte an Folgendes erinnern: Bei der BFH ist es schon aufgrund des Systems vorgesehen, dass sie wirtschafts- und praxisnah sein muss. Der Schulrat, der die Strategie bestimmt, besteht vorwiegend aus Leuten aus der Praxis und aus der Wirtschaft. Wir haben der Hochschule viele Möglichkeiten gegeben, selber zu bestimmen, sich selber zu organisieren und die Vorgaben der Praxis- und Wirtschaftsnähe umzusetzen. Nun sollten wir als Grosser Rat diese Verantwortung abgeben. Dies ist eine strategische Überlegung. Aber ich denke, ein Fingerzeig, wie es der Postulant genannt hat, kann durchaus sinnvoll sein.
Der Auslöser für diesen Vorstoss war ein Aufruf, den man teilweise auch per E-Mail erhalten hat. Wenn man nun die Qualität anzweifelt, was teilweise gemacht wurde, und gleichzeitig sagt, es fehle an Praxisnähe, dann müsste es Indikatoren geben, anhand derer man messen und feststellen könnte, ob die Qualität abgenommen hat. Dies könnten die ERZ und die BHF leisten: Sie könnten versuchen, uns Zahlen dazu zu liefern. Wenn wir diese Frage hier kritisch diskutieren, dürfen wir jedoch nicht vergessen, dass an der BFH viel gute Arbeit geleistet wird. Im Vergleich zu anderen Hochschulen im Kanton Bern haben wir bei der BFH eine grosse Mitfinanzierung durch die Wirtschaft. Man kann diese nicht mit der Finanzierung der Universität Bern vergleichen. Wir stellen fest, dass die Wirtschaft sehr stark Einfluss nehmen kann: Es gibt schlicht und einfach weniger Geld für die einzelnen Projekte, wenn die Praxisnähe nicht vorhanden ist.
Welches sind nun die Gründe dafür, dass es offenbar nicht immer geklappt hat? Grossrat Stähli hat einen wichtigen Hinweis gegeben: Für die FH ist es schwierig, gute Fachleute zu finden, gerade im Bereich Mathematik, Informatik und Naturwissenschaften (MINT). Hier bietet die Privatwirtschaft attraktivere Arbeitsbedingungen und bessere Löhne. Vielleicht müsste man auch in dieser Hinsicht etwas tun. Ich will jedoch nicht verlängern. Zu den möglichen Rezepten: Diese würden wir beispielsweise sehr gerne in der BiK diskutieren. Eine Mehrheit der SP-JUSO-PSA-Fraktion möchte das Postulat überweisen und es nicht abschreiben. Wenn wir dann in der BiK den Jahresbericht der BFH lesen, sollten wir darüber diskutieren, was man tun könnte, damit die BFH wieder näher an die Praxis und an die Wirtschaft heranrückt.

Präsident. Als Einzelsprecher hat Grossrat Graf das Wort.

Urs Graf, Interlaken (SP). Als Erstes gebe ich meine Interessenbindung bekannt: Ich habe während Jahrzehnten an der BFH gearbeitet und bin jetzt noch zu 10 Prozent im Nachdiplomstudienbereich tätig. Zuerst eine augenzwinkernde Frage an den Postulanten Krähenbühl: Sie schrieben gestern in einem Leserbrief, Irren sei menschlich, und immer zu irren, sei sozialdemokratisch. Nun bin ich hier mit Ihnen einig. Da ich jedoch Sozialdemokrat bin, irre ich mich immer. Es stellt sich für mich die Frage, ob wir uns nun beide irren. Oder irrt sich etwa Franz Josef Strauss, von dem das Zitat stammt? Vielleicht haben Sie ihn auch irrtümlicherweise zitiert, was auch menschlich wäre? *(Heiterkeit)* Nun komme ich zur Sache, da man ja immer zur Sache gehen soll. Am Swiss Economic Forum (SEF) habe ich gehört, das duale Berufsbildungssystem der Schweiz sei ein Merkmal, welches die Schweiz qualifiziere. Dies ist richtig. Das duale Bildungssystem fusst auf den beiden Institutionen FH und Universität, die sich sauber voneinander abgrenzen müssen bei gleichzeitig hoher Durchlässigkeit. Die Universität bietet definitionsgemäss in erster Linie wissenschaftliche Ausbildungen an mit Schwerpunkt theoretische Auseinandersetzung und verfügt über Studiengänge, die nicht direkt zu einem Berufsabschluss führen. Übrigens haben die Studiengänge das Ziel, Menschen auszubilden und nicht Köder heranzuzüchten. Es geht hier um Studentinnen und Studenten, also um Menschen. Die FH hat den Auftrag, Ausbildungen mit hohem Praxisbezug und angewandter Forschung anzubieten. Einzelne Studiengänge sind durchaus auch Berufsausbildungen. Die Realität ist jedoch so, wie es der Postulant geschildert hat: Man geht immer weiter weg von der Praxis, und die FH entwickeln sich zu Schmalspur-Universitäten, anstatt eine reflektierte Praxis anzubieten und die Praxis zu hinterfragen, selbstverständlich mit Evidenz. Welches sind die entsprechenden Symptome? – Die Stundentafeln haben sich in den letzten Jahren völlig gewandelt: Es geht um wissenschaftliches Arbeiten, und es gibt Semesterarbeiten anstelle von Fertigkeiten, die die jungen Leute erwerben sollten. Die Dozierenden haben immer noch Mischprofile. Früher waren es Mischprofile aus Praxis und Lehre. Damals hat man auch gute Leute aus der Praxis gefunden. Heute sind es Mischprofile aus Forschung und Lehre. Nun habe ich noch ein paar sehr wichtige Dinge zu sagen. Die Zahlen sagen auch einiges aus. 62 Prozent der Mittel würden für den Lehrkörper eingesetzt, entnehmen wir der Antwort des Regierungsrats. Wenn Sie nun den «NZZ»-Artikel vom 13.02.2018 lesen… *(Der Präsident bittet den Redner,*

zum Schluss zu kommen.) Das möchte ich aber noch schnell sagen. Wenn Sie dies lesen, sehen Sie, dass der Kanton Bern für die Lehre nur 41 Prozent ausgibt, während der schweizerische Durchschnitt 49 Prozent beträgt – *(Der Präsident schaltet das Mikrofon des Rednerpults ab. Grossrat Graf spricht ohne Mikrofon weiter).*

Präsident. Ich gebe der Frau Regierungsrätin Häsler das Wort.

Christine Häsler, Erziehungsdirektorin. Der Regierungsrat ist mit den Forderungen einverstanden. Deshalb beantragt er auch, das Postulat anzunehmen. Alle drei von den Postulanten geforderten Massnahmen entsprechen dem aktuellen Profil und dem gültigen Leistungsauftrag der BFH. Dieser Leistungsauftrag wird von der ERZ immer wieder überwacht. Aber selbstverständlich ist es richtig, dass Sie uns hier den Spiegel vorhalten und sagen, wie dies bei Ihnen ankommt. Wie in der ersten Forderung festgehalten, ist das Kerngeschäft der BFH die Grundausbildung, also die genannten Bachelor-Studiengänge. Dies ist das Kerngeschäft. Der weitaus grösste Teil des Budgets der BFH wird genau dafür eingesetzt. Nur eine kleine Minderheit der Studierenden, in den meisten Fächern weniger als 15 Prozent, sind Masterstudierende. Auch die zweite Forderung des Postulats, jene nach einem starken Praxisbezug, ist aus unserer Sicht zu einem grossen Teil erfüllt. Am Departement Technik und Informatik der BFH waren je nach Disziplin zwischen 73 und 100 Prozent der Dozierenden vorher in der Praxis tätig. Diese Leute kommen aus der Praxis. Hinzu kommen zahlreiche Lehrbeauftragte, die mehrheitlich immer noch in der Wirtschaft, in einem Praxisfeld, arbeiten und daneben Teilzeit an der BFH unterrichten.
Auch der dritten Forderung des Postulats nach einer landesweiten Zusammenarbeit mit anderen FH und nach einem Austausch mit der Industrie entspricht die BFH gemäss unserer Einschätzung bereits. Die Schweizer FH koordinieren sich national in einer Rektorenkonferenz sowie pro Disziplin in Fachkonferenzen. Zusätzlich steht die BFH in vielen Bereichen in ständigem Kontakt mit der Industrie und der Wirtschaft und den anderen Praxisfeldern. Der Motionär hat gesagt, man solle die Gäste fragen und nicht den Koch, ob das Essen schmecke. Die BFH tut genau dies: Sie fragt die Gäste, also die Wirtschaft. Diese ist zum Beispiel im Schulrat vertreten. Wenn Sie den Schulrat der BFH anschauen, sehen Sie, dass vier von sieben Mitgliedern, darunter der Präsident, Führungskräfte aus der Berner Wirtschaft sind. Auch in den Beiräten der einzelnen Departemente sind diese stark vertreten. Die BFH hat über zahlreiche Forschungs- und Entwicklungsprojekte sowie über viele Bachelorarbeiten von Studierenden, welche diese mit Partnern aus der Industrie verfassen, einen engen Bezug zur Wirtschaft. Wir sehen es somit gerade andersherum: Was Sie hier fordern, wird schon gemacht. Sie haben völlig recht, dass ein enger Bezug und eine enge Zusammenarbeit nötig sind. Wir haben jedoch den Eindruck, dass wir auf dem richtigen Weg sind. Wir sind mit Ihnen einig, Sie haben recht mit den Punkten, die Sie fordern. Wir arbeiten kontinuierlich genau an diesem Ziel, an einem engen Bezug der BFH zur Wirtschaft. Aus unserer Sicht werden die geforderten Punkte erfüllt. Sie sollen allerdings weiter im Auge behalten werden. Man darf sich nicht auf dem Erreichten ausruhen. In diesem Sinn ist es auch richtig, dass Sie genau diese Forderungen und Fragen stellen, und es ist gut, wenn Sie uns den Spiegel vorhalten und darauf hinweisen, dass vielleicht am einen oder anderen Ort tatsächlich etwas verbessert werden kann. Dagegen wollen wir uns sicher nicht wehren. Ich bitte Sie, das Postulat anzunehmen, weil diese Forderungen absolut richtig sind. Ich bitte Sie ebenfalls, das Postulat abzuschreiben, da man bereits auf dem richtigen Weg ist und schon sehr vieles getan wurde.

Präsident. Ich gebe dem Postulanten nochmals das Wort.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (SVP). Der erste Vizepräsident hat mich gebeten, mich kurz zu fassen, weil heute Abend auch der neue Polizeidirektor seinen ersten Auftritt hat. Ich stelle fest, dass Sie, Grossrat Graf, meine Leserbriefe lesen. Sie haben mich richtig zitiert: Irren ist menschlich. Ich irre mich manchmal auch. Sie haben auch richtig festgestellt, dass der einzige Ausweg aus diesem Dilemma darin bestünde, dass wir beide das Postulat ablehnen müssten. Doch ich denke, wir machen hier eine Ausnahme; wir wissen ja, wie es in der Politik läuft.
Noch etwas zu Grossrätin Linder: Sie haben selbstverständlich recht: Die BFH umfasst mehr als nur den Bereich Technik. Ich habe den stärksten Bezug zur Hochschule für Agrar- Forst- und Lebensmittelwissenschaften (BFH-HAFL) in Zollikofen. Ich habe sogar auch einige Jahre dort im Nebenamt doziert. Das gilt auch hier: Meine Unternehmung arbeitet stark mit der BFH-HAFL zusammen. Da ich keinen Bericht fordere, hoffe ich, dass Sie nun – wie eine Mehrheit der Sprecher gesagt hat – das Postulat im Sinne eines Dauerauftrags nicht abschreiben. Roland Näf hat es erwähnt: Ich denke, es

wäre gut, wenn wir dies allenfalls auch mit Personen, die mitgemacht und diesen Aufruf unterzeichnet haben, in der BiK diskutieren könnten. Besten Dank – und irren Sie sich nicht zu sehr! *(Heiterkeit)*

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer das Postulat Krähenbühl annehmen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme

Ja	140
Nein	0
Enthalten	2

Präsident. Sie haben dieses Postulat angenommen mit 140 Ja- gegen 0 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen.
Wir befinden nun über die Abschreibung. Wer dieses Postulat abschreiben will, stimmt Ja, wer es nicht abschreiben will, stimmt Nein.

Abstimmung (Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	42
Nein	98
Enthalten	1

Präsident. Sie haben die Abschreibung dieses Postulats abgelehnt mit 42 Ja- gegen 98 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung.
Damit sind wir am Ende der Geschäfte der ERZ angelangt. Ich danke Regierungsrätin Häsler für ihre Anwesenheit und wünsche ihr einen schönen Abend.

Geschäft 2017.POM.593

Gesetz über das Erbringen von Sicherheitsdienstleistungen durch Private (SDPG)

1. Lesung

Eintretensdebatte

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 103: «Gesetz über das Erbringen von Sicherheitsdienstleistungen durch Private […]». Ich erwarte den neuen Polizeidirektor. *(kurze Pause)* Ich begrüsse den neuen Polizeidirektor. Das Geschäft wurde von der SiK vorberaten. Für die Eintretensdebatte hat als Kommissionssprecher Grossrat Wenger das Wort. Kann ihn bitte noch jemand anmelden?

Markus Wenger, Spiez (EVP), Kommissionssprecher der SiK. Wir haben das Gesetz betreffend die privaten Sicherheitsdienste, Gesetz über das Erbringen von Sicherheitsdienstleistungen durch Private (SDPG), in der SiK behandelt. Es hat eine spezielle Bedeutung in dem Sinn, als es ursprünglich lediglich ein Kapitel innerhalb des Polizeigesetzes (PolG) hätte werden sollen. Man hat das PolG dann

auseinandergenommen und zwei Gesetze daraus gemacht. Sie werden sehen, dass das Ganze in der vorliegenden Konstellation sinnvoll ist. Warum macht man ein Gesetz für private Sicherheitsanbieter? – Dies hat im Wesentlichen drei Gründe. Zum ersten Punkt gab es bereits zwei Motionen im Grossen Rat, die vonseiten der Polizei angeregt wurden, weil man klare Verhältnisse und Abgrenzungen wünschte. Man wollte definiert haben, was die privaten Sicherheitsanbieter können und dürfen. Der zweite Punkt ist die Rechtsgrundlage. Mit diesem Gesetz erhalten wir eine Rechtsgrundlage für die Gemeinden und andere Auftraggeber, die eine nichtpolizeiliche Sicherheitsdienstleistung in Anspruch nehmen.
Der dritte Punkt ist die Wirtschaft. Bevor wir auf dieses Gesetz eintraten, waren Vertreter des Verbands dieser Sicherheitsunternehmen bei uns. Diese haben ihre Anliegen vorgebracht und gesagt, dass sie möchten, dass der Kanton Bern ein solches Gesetz verfasse. Noch lieber wäre ihnen ein eidgenössisches Gesetz. Weil jedoch das Ganze auf eidgenössischer Ebene schon sehr lange pendent ist, fand man es sinnvoll, als Kanton einen Schritt vorwärtszugehen; es ist ungewiss, wann auf Bundesebene ein solches Gesetz vorliegen wird. Im Moment sind im Nationalrat zwei Vorstösse hängig, die genau ein solches Gesetz verlangen. Unter dem Text steht jedoch «nicht behandelt». Es ist auch nicht klar, wann sie behandelt werden und auf welche Weise es vorwärtsgeht. Hingegen ist es klar, dass das Berner Gesetz obsolet wird, sobald es ein Bundesgesetz gibt. Das Ziel ist natürlich, dass man in der ganzen Schweiz dieselben Regeln hat, zumindest in der Deutschschweiz. Es gibt ja zwei Konkordate. Man konnte sich nicht an etwas anlehnen.
Die Kommission hat diesem sehr schlanken, nur die wesentlichen Punkte regelnden Gesetz zugestimmt. Wir haben dem Eintreten mit 13 Ja zu 0 Nein bei 2 Enthaltungen zugestimmt und sind der Meinung, dass eine gesetzliche Grundlage in dieser Form sinnvoll ist. Sie ist sinnvoll, weil sie wichtige Punkte, wie etwa die Bewaffnung privater Sicherheitsleute, regelt. Sie regelt zudem die Weiterbildung der Mitarbeitenden und die Verhaltensvorschriften, die für die Wahrnehmung dieses Auftrags gelten. Ich denke, dass dies wichtige Punkte sind, die wir in das Gesetz aufnehmen mussten. Der Verband der Sicherheitsunternehmen wäre gerne weitergegangen. Die Unternehmen hätten gewünscht, dass der Kanton Bern auch das Personal prüft und sie nicht mehr die Verantwortung tragen, wenn sie Leute anstellen, sondern dass der Kanton den Kandidierenden eine Art Zertifikat ausstellt. Dies lehnten wir in der Kommission aus zwei Gründen ab. Der erste Grund sind die finanziellen Aufwendungen, die sehr gross wären. Es ist auch so, dass diese Prüfungen in unterschiedlicher Menge nötig würden und für uns nicht unbedingt steuerbar wären. Wir haben klar gesagt, dass wir in diesem Punkt nicht die Verantwortung übernehmen wollen. Die Arbeitgeber sollen hinstehen und bei der Anstellung die zukünftigen Mitarbeitenden prüfen. Die Kommission beantragt Ihnen einstimmig, nur eine Lesung durchzuführen, da die Konfliktpunkte und die offenen Fragen sehr klein sind und wir das Gesetz sicher in einer einzigen Lesung beraten können. Wie gesagt empfehlen wir Ihnen mit 13 Ja bei 2 Enthaltungen, auf dieses Gesetz einzutreten und es in einer einzigen Lesung zu beraten.

Präsident. Wir haben einen Antrag BDP auf Nichteintreten.

Antrag BDP (Leuenberger, Trubschachen)
Nichteintreten

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Meine Fraktion bittet Sie, auf die Beratung dieses Gesetzes nicht einzutreten. Es gibt für uns im Wesentlichen drei Gründe für einen solchen Entscheid. Einerseits stellen wir uns die Frage nach dem Sinn eines solchen Gesetzes, und andererseits fragen wir uns, ob die kantonale Ebene die richtige Stufe ist. Schliesslich haben wir auch eine wirtschaftspolitische Sichtweise. Ich komme zur Sinnfrage. Wenn ein Problem auftritt oder ein schwarzes Schaf auftaucht, neigen wir in diesem Parlament vielfach dazu, diesem Problem mit einem Gesetz für die gesamte Branche zu begegnen und die ganze Branche in denselben Topf zu werfen. Es wird politisch versucht, mittels Geboten, Verboten und Bewilligungspflichten ein Partikularproblem in den Griff zu bekommen. Die BDP ist der Meinung, dass die heutigen Regelungen, die in diesem Land sowie in diesem Kanton gelten, ausreichen, um seriösen Sicherheitsunternehmen den nötigen Schutz zu gewähren. Ein Anbieter hat bereits heute Rechte und Pflichten, die er einhalten muss. Diese Vorschriften sind grundsätzlich auf Bundesebene geregelt, hauptsächlich im Schweizerischen Zivilgesetzbuch (ZGB), im Obligationenrecht (OR) und im Strafrecht. Für die privaten Sicherheitsdienstleistungen sind auch alle Interventionsrechte bundesrechtlich geregelt. Private Sicherheitsdienstleister dürfen nämlich nicht mehr und nicht weniger tun als wir, die wir hier drin sitzen. Es handelt sich um Privatpersonen,

denen dieselben Möglichkeiten zustehen wie jedermann. Im Strafrecht ist klar geregelt, wer wann was tun darf. Es bedarf hier keiner Wiederholung des Schweizerischen Strafgesetzbuchs (StGB) in einem kantonalen Erlass.
Das vorliegende Gesetz ist aus Sicht der BDP ein Bürokratiemonster. Es zwingt den Kanton dazu, einen teuren und umfassenden Kontrollapparat aufzubauen. Gerade im Zeitalter von Sparbemühungen ist dies sicher nicht das Richtige. Ich komme zur Frage der Stufe. Selbst wenn wir uns hier drin darüber einig würden, dass Regelungen für private Sicherheitsdienstleistungen aufgestellt werden müssten, ist es nicht Aufgabe des Kantons Bern, einseitig solche Regelungen festzulegen. Die angestrebten Konkordatslösungen sind leider gescheitert. Sofern ein breites Bedürfnis nach einer Regelung besteht, ist der Bund dafür zuständig, für die gesamte Schweiz griffige Lösungen einzuführen. Diese Bestrebungen sind bereits im Gang. Die Justizministerin ist gefordert, endlich auch auf Bundesebene die nötigen einheitlichen Lösungen voranzutreiben. Sollte der Kanton eine eigene Lösung anstreben und umsetzen, würde dies den aktuellen Druck auf den Bund, eine Bundeslösung zu finden, markant verringern. Anstatt eine kantonale Insellösung zu beschliessen, würde es dem Kanton Bern besser anstehen, beim Bund den Druck hinsichtlich einer einheitlichen Lösung zu verstärken.
Ich komme zur wirtschaftspolitischen Sicht. Bei den Sicherheitsdienstleistern wird dieses Gesetz zu einer markanten Steigerung des bürokratischen Aufwands führen. Für die grossen Anbieter ist dies noch zu bewältigen. Es ist für sie besser zu bewältigen als für die kleinen Unternehmen. Deshalb erstaunt es auch nicht, dass die Vertreter der Sicherheitsunternehmen, die alle grosse Unternehmen sind, diesem Gesetz zustimmen. Es hat auch keinen Sinn, im Kanton Bern Vorschriften zu erlassen, die in anderen Kantonen nicht gelten. Gemäss der Binnenmarktgesetzgebung kann eine Sicherheitsunternehmung, die in einem bestimmten Kanton tätig ist, in der ganzen Schweiz tätig sein. Da kann der Kanton Bern noch lange eigene Vorschriften aufstellen. Wenn ein Anbieter aus einem anderen Kanton in unserem Kanton tätig werden will, darf er dies tun. Gemäss Wettbewerbskommission (WEKO) kann der Kanton Bern für allfällig erforderliche Bewilligungen nicht einmal eine Gebühr verlangen. Also schaffen wir mit diesem Gesetz ungleich lange Spiesse zuungunsten der im Kanton Bern ansässigen Unternehmen. Dass dies höchst wirtschaftsfeindlich ist, versteht sich von selbst. Liebe Kolleginnen und Kollegen, es ist noch nicht lange her, da haben einige von Ihnen im Rahmen des Wahlkampfs den Abbau der Bürokratie verlangt. Mit grossen Worten haben Kandidatinnen und Kandidaten für den Grossen Rat des Kantons Bern eine Verschlankung der Verwaltung gefordert. Wenn Sie nun auf dieses Gesetz eintreten, dann tun Sie das genaue Gegenteil: Sie bauen die Bürokratie aus und schaffen wirtschaftsfeindliche Vorschriften im Kanton Bern und tun etwas, das dem Kanton Bern am Ende überhaupt nicht dient.

Präsident. Wir beginnen morgen früh um 9.00 Uhr mit den Fraktionserklärungen betreffend das Eintreten. Ich wünsche Ihnen einen schönen Abend. Die Sitzung ist geschlossen.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 18.55 Uhr.

Die Redaktorin:
Sara Ferraro (d/f)

Mittwoch (Vormittag) 13. Juni 2018, 09.05–11.45 Uhr

Zwölfte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 153 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Funiciello Tamara, Graf Urs, Hess Sandra, Josi Barbara, Linder Anna-Magdalena, Schindler Meret, Vanoni Bruno.

Geschäft 2017.POM.593

Gesetz über das Erbringen von Sicherheitsdienstleistungen durch Private (SDPG)

1. Lesung

Eintretensdebatte

Fortsetzung

Präsident. Guten Morgen miteinander. Wir sind bei den Geschäften der POM angelangt. Gestern haben wir mit der ersten Lesung zum Gesetz über das Erbringen von Sicherheitsdienstleistungen durch Private (SDPG) begonnen. Wir haben das Eintretensvotum des Kommissionspräsidenten und den Antrag der BDP-Fraktion auf Nichteintreten gehört. Ich möchte es nicht unterlassen, den Polizeidirektor und seine Mitarbeiter zu begrüssen. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Fuhrer das Wort.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (SP). Wir sprechen heute über das SDPG. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist sehr froh, dass dieser Gesetzesentwurf heute vorliegt und wir über diesen diskutieren können. Bis zum Vorliegen dieses Gesetzesentwurfs hat es sehr lange gedauert. Bereits im Jahr 2006 wurde in einer Motion *(M 126-2006)* die gesetzliche Regelung einer Bewilligungspflicht für private Sicherheitsfirmen verlangt. Weil die Motion nicht umgesetzt wurde, wurde 2015 eine weitere Motion *(M 102-2015)* mit der Forderung eingereicht, diese Regelung endlich in Angriff zu nehmen und umzusetzen. Heute liegt das wichtige und sinnvolle Gesetz vor. In diesem Gesetz wird festgehalten, welche Bedingungen erfüllt sein müssen, damit eine Firma eine Betriebsbewilligung erhält. Es ist aber auch ein Gesetz, das die Aufgaben, Pflichten und Verbote für diese Firmen festlegt. Wir begrüssen auch, dass die Ausübung jeglicher hoheitlicher Tätigkeiten, namentlich das Ergreifen polizeilicher Massnahmen und das Ausüben polizeilichen Zwangs, ausdrücklich durch dieses Gesetz verboten werden. Die Leistungen der privaten Sicherheitsunternehmen werden in unserer Gesellschaft immer wichtiger und werden zunehmend nachgefragt. Die Branche ist in den letzten Jahren enorm gewachsen. Im Kanton Bern gibt es schätzungsweise 120 bis 150 derartige Firmen. «Schätzungsweise»: Genau dies ist das Problem. Die Firmen benötigen bis jetzt keine Bewilligung. Man weiss deshalb nicht genau, wie viele Unternehmen in diesem Bereich tätig sind. Die grösseren Firmen sind im Verband Schweizer Sicherheitsdienstleistungs-Unternehmen (VSSU) organisiert. Das Problem der Branche und des Verbands ist aber auch, dass sehr viele Klein- und Kleinstunternehmen gerade nicht im Verband und nicht registriert sind und sich häufig in einer Grauzone bewegen. Mit dem vorliegenden Gesetz wird diese Situation endlich geregelt und eine Bewilligungspflicht eingeführt. Wir begrüssen dies ausdrücklich. Wir haben daher absolut kein Verständnis für den Antrag der BDP auf Nichteintreten. Die von Grossrat Leuenberger aufgeführten Argumente sind für uns nicht nachvollziehbar. Der Kanton Bern wird mit diesem Gesetz keine Insellösung schaffen. Viele andere Kantone kennen auch Regelungen,

seien dies eigene Regelungen oder Konkordatslösungen. Selbstverständlich wird sich der Kanton Bern nach dem Inkrafttreten eines entsprechenden Bundesgesetzes nach diesem richten. Wann aber dieses Bundesgesetz in Kraft treten soll, ist noch nicht klar. Bis dahin braucht der Kanton Bern dieses Gesetz. Wir sind für das Eintreten. Zu unserem Antrag zu Artikel 8 werde ich mich später noch äussern.

Marc Jost, Thun (EVP). Für die EVP-Fraktion ist es wichtig, dass gerade auch der private Sicherheitsdienst klar geregelt und grundsätzlich bewilligungspflichtig ist. Die Umstände erfordern, dass wir ein separates Gesetz verabschieden. Manchmal muss man auch als Berner schneller Nägel mit Köpfen machen, wenn sich andere Lösungswege als langsam oder langwierig erweisen. Wichtig ist für die EVP-Fraktion, wie schon verschiedentlich betont wurde, dass das Gewaltmonopol grundsätzlich beim Staat bleibt – also bei der Polizei – und Ausnahmen klar geregelt werden, wie dies zum Beispiel im Justizvollzug beim Transport von Gefangenen der Fall ist. So ist es wichtig, dass genau geklärt wird, wann Waffen getragen werden dürfen. In Artikel 11 wird dies erläutert. Schusswaffen dürfen nur von Schutzdiensten – also beim Personenschutz – und bei Sicherheitstransporten getragen und nur in Notwehr- und Notstandssituationen eingesetzt werden. Für uns ist dies keine Überregulierung, wie wir beim Antrag auf Nichteintreten gehört haben, sondern eine wichtige Sicherheitsfrage. Ganz generell begrüssen wir, dass die Bewilligung entzogen werden kann, wenn sich Sicherheitsdienste nicht an die Vorschriften halten, die in Artikel 5 aufgeführt sind.
Für die EVP-Fraktion ist das vorliegende Gesetz verhältnismässig. So ist die Betriebsbewilligung einmalig und muss nicht immer wieder beantragt werden. Sie ist auf das Unternehmen und nicht auf den einzelnen Mitarbeiter oder die einzelne Mitarbeiterin bezogen. Für die Mitarbeitenden gelten Mindestanforderungen, deren Sicherstellung der Betrieb verantworten muss. Zudem ist das Gesetz auch deshalb verhältnismässig, weil es sinnvolle Ausnahmen erlaubt. So braucht beispielsweise ein Unternehmen keine Bewilligung, das Sicherheitspersonal im eigenen Ladengeschäft einstellt oder auf ausschliesslich privatem Grund zum Zweck des Werkschutzes Patrouillen einsetzt. Dies finden wir verhältnismässig. Darum sind wir klar für das Eintreten auf das Gesetz. Es geht um wichtige Sicherheitsfragen, auf deren Beantwortung man nicht einfach warten kann.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Wir, die wir als liberale Partei auftreten, können den Argumenten des Kollegen Leuenberger folgen. Wir stehen für weniger Vorschriften, weniger Abgaben und weniger Gesetze ein. Das Gesetz ist aus Sicht der Mehrheit der SVP-Fraktion unnötig, weil bereits auf Bundesebene eine Lösung gesucht wird, wie schon erwähnt wurde. Aus unserer Sicht hat es bis jetzt keine Probleme gegeben, obschon ein Westschweizer Konkordat besteht *(Westschweizer Konkordat über die privaten Sicherheitsunternehmen [KSU])*. Aber wir sehen nicht, dass dadurch ein wesentlicher Mehrwert entstanden wäre. Das Deutschschweizer Konkordat *(Konkordat über private Sicherheitsdienstleistungen [KÜPS]),* das seit 2010 besteht, trat bis jetzt nicht in Kraft. Einzelne Kantone haben sogar den Austritt beschlossen. Weiter gibt es Kantone, die eine eigene Regelung gesucht haben. Deshalb ist dieses Gesetz für uns absolut nicht zielführend. Es hat auch keinen Sinn, wenn in der derzeitigen Situation jeder Kanton für sich selber irgendetwas tut. Die Betroffenen wissen dann nicht, was rechtens ist und was nicht. Aus diesem Grund stimmt eine grosse Mehrheit der SVP-Fraktion dem Nichteintretensantrag des Kollegen Leuenberger zu.
Es gibt aber auch eine Minderheit in der SVP, die das Eintreten befürwortet. Es wurde ja in der Kommission fast ein einstimmiger Beschluss gefasst, wie der Kommissionssprecher ausführte. Warum stimmt nun eine Minderheit der SVP dem Eintreten zu? – Es ist wohl tatsächlich so, dass gewisse Regelungen für diese Branche sinnvoll sein können. Gerade in dieser Branche gibt es zum Teil viele schwarze Schafe, vielleicht auch wegen des sehr hohen Ausländeranteils. Die Bundeslösung steht wahrscheinlich noch lange aus. Es kann noch länger als fünf Jahre dauern. Deshalb ist eine Minderheit der Meinung, man sollte jetzt gleichwohl auf das Gesetz eintreten und eine Regelung festlegen. Den rund 800 Unternehmen, die in dieser Branche tätig sind, kann es sicher nicht schaden, wenn man etwas tut. Gerade weil wir für die Sicherheit in unserem Kanton einstehen, wird eine Minderheit der Fraktion den Antrag Leuenberger ablehnen.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Die grüne Fraktion unterstützt das Gesetz, weil es verhältnismässig ist. Wir unterstützen sehr, dass diese Branche endlich reguliert wird. Die Branche selber wünscht dies auch, weil es um heikle Bereiche geht, die auch Grundrechte betreffen, wie etwa die Zutrittskontrolle zu Lokalen oder genauer gesagt die Wegweisung von Personen, die ein Lokal nicht betreten dürfen. Ein anderes Beispiel ist der bewaffnete oder unbewaffnete Begleitschutz von Personen. Aus diesen Gründen unterstützen wir das Gesetz und stimmen diesem zu.

Zum Antrag Leuenberger: Die grüne Fraktion befürwortet das Eintreten, denn es liegt ein sehr gutes Gesetz vor. Es regelt eine Branche, die gesamtschweizerisch über 1 Mrd. Franken Umsatz macht, Tendenz steigend. Wir können nicht auf ein Gesetz verzichten, weil zufälligerweise gerade ein Nachbarkanton wie Luzern noch kein eigenes Gesetz ausgearbeitet hat. Was wäre, wenn zum Beispiel dieser Kanton in nächster Zeit ein Gesetz ausarbeiten und einführen würde? Oder wenn der Kanton Solothurn sich dem Nordostschweizer Konkordat anschliessen würde? Deshalb lehnen wir den Antrag Leuenberger ab.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Für die glp ist es wichtig, dass wir das Gesetz über die Sicherheitsdienste im Grossen Rat beraten. Dabei stehen für uns folgende Punkte im Vordergrund: Das Gewaltmonopol und jegliche hoheitlichen Tätigkeiten, namentlich polizeiliche Massnahmen, sollen der Kantonspolizei Bern (Kapo Bern) vorbehalten bleiben. Ich glaube, diesbezüglich sind wir uns alle einig. Die Gewerbefreiheit soll bestmöglich gewährleistet sein. Die Bewilligungsvoraussetzungen regelt das Gesetz in Artikel 5. Die Verordnung regelt die Details sowie die Anerkennung.
Zu den persönlichen Voraussetzungen: Es ist für uns wichtig, dass wir Klarheit betreffend die Voraussetzungen schaffen, die Mitarbeitende mitbringen müssen, um in diesen Diensten zu arbeiten. Dies betrifft ebenfalls die Aus- und Weiterbildungen, die in diesem Gesetz geregelt werden. Wir befürworten dies. Wir möchten aber nicht, dass ein grosser Zusatzaufwand seitens des Kantons heraufbeschworen wird, indem jedes Detail und jede Person legitimiert werden müssen. Wir möchten keine oder nur eine sehr kleine Aufstockung von Stellen in diesem Bereich. Das vorliegende Gesetz ist schlank, und die Details werden wie gesagt in der Verordnung geregelt. Dies ist sicher richtig so. Wir haben gehört, dass dem KÜPS 10 Kantone beigetreten sind. Die Kantonale Konferenz der Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD) hat das Konkordat ins Leben gerufen, aber es konnte nicht in Kraft gesetzt werden. Dies ist für uns ein Grund, weshalb wir der Meinung sind, dass der Kanton Bern das vorliegende Gesetz beschliessen sollte. Für uns ist es selbstverständlich, dass das Gesetz wieder ausser Kraft gesetzt würde, wenn der Bund irgendwann doch noch eine nationale Gesetzgebung erliesse. Deshalb ist der Antrag der Grossräte Knutti, Tanner und Schär an und für sich überflüssig. Es braucht diesen nicht, weil es klar ist, dass wir in dieser Situation das Gesetz wieder ausser Kraft setzen und uns der Gesetzgebung des Bundes anschliessen würden. In der Westschweiz besteht eine alte Regelung, aber wie gesagt wurde, haben die Kantone – wie zum Beispiel Aargau und Zürich – alle etwas andere Regelungen. Es ist also völlig uneinheitlich. Die glp möchte eine schlanke Berner Lösung als Überbrückung, bis eine Bundesgesetzgebung in Kraft ist. Wir werden auf das Gesetz eintreten und lehnen den Antrag Leuenberger ab. Ebenfalls lehnen wir den Antrag der Grünen ab. Ich denke, es gibt keinen Grund, eine zweite Lesung zu inszenieren, wenn wir uns heute einig werden.

Hans Schär, Schönried (FDP). Die gestrigen Voten von Markus Wenger sind Ihnen sicher noch präsent. Die SiK stimmt dem Gesetz zu und will darauf eintreten. Auch in der FDP-Fraktion haben wir intensiv über die Eintretensfrage diskutiert und Vor- und Nachteile sorgfältig abgewogen. Grundsätzlich wollen wir keine neue Bürokratie schaffen und die Verwaltung zusätzlich beschäftigen. Wir sehen aber die Vorteile bei einer neuen Regelung mit diesem schlanken Gesetz. Deshalb stimmen wir dem Nichteintretensantrag nicht zu.

Ernst Tanner, Ranflüh (EDU). Die EDU-Fraktion ist für das Eintreten auf diese Gesetzesberatung. Bei der Ausarbeitung des Polizeigesetzes (PolG) haben wir entschieden, ein eigenes Gesetz für die privaten Sicherheitsdienste zu schaffen. Dieses liegt uns hier vor. Wir lehnen den Antrag der BDP auf Nichteintreten ab.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Ich erteile dem Regierungsrat das Wort.

Philippe Müller, Polizei- und Militärdirektor. Ich danke Ihnen für die interessante Diskussion und insbesondere dem Kommissionssprecher für die gute Darstellung des Themas. Zum Nichteintretensantrag mache ich eine Vorbemerkung: Der Gesetzesentwurf wurde erarbeitet, weil Sie als Grosser Rat dies verlangt haben. Ich selber stimmte seinerzeit als Grossrat der Motion Zryd nicht zu. Sie können dies im Protokoll nachlesen. Ich sage das, damit Sie wissen, dass ich keine unglaublich grosse emotionale Bindung zu diesem Geschäft habe.
Ich bitte Sie aber, bei Ihrem Entscheid zu diesem Nichteintretensantrag Folgendes zu bedenken: Erstens setzt die Regierung mit diesem Gesetz einen überwiesenen Vorstoss aus dem Grossen Rat um.

Zweitens hat die SiK die zeitnahe Erarbeitung des Gesetzes explizit gefordert. Drittens ist das Gesetz eine schlanke Lösung. Verlangt wird nur die Bewilligungspflicht für die Unternehmen, aber nicht für die einzelnen Mitarbeitenden. Wir wählten bewusst eine niederschwellige Regulierung, um unsere Berner Unternehmungen nicht zu benachteiligen. Das KSU und das KÜPS gehen bei der Regulierung deutlich weiter. Deshalb war ich gestern erstaunt, als der Antragsteller des Nichteintretensantrags, Grossrat Leuenberger, sagte, das Konkordat sei leider gescheitert. Dann hätten wir eine deutlich stärkere Regulierung gehabt. Auch der Einfluss des Kantons Bern und des Grossen Rats wäre bei einer Konkordatslösung deutlich geringer. Viertens gibt es möglicherweise in ein paar Jahren eine Regelung auf Bundesebene. Im Hinblick darauf ist es sicher nicht schlecht, wenn einige Kantone – auch der Kanton Bern – aufzeigen können, dass es auch mit einer schlanken, einfachen Regelung geht. Fünftens begrüssen die Branche respektive die Unternehmen diese Regelung. Sie wollen nämlich dieses Gütesiegel auch als Schutz vor schwarzen Schafen, die es in geringer Zahl in dieser Branche gibt. Zu den Anträgen werde ich mich später äussern, falls das Eintreten beschlossen wird.

Präsident. Der Antragsteller wünscht nochmals das Wort.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Ich danke Ihnen für die Diskussion und erlaube mir zwei, drei Bemerkungen zu den Voten, die ich gehört habe. Der EVP-Sprecher sowie der Sprecher der Grünen sagten, wir bräuchten eine Regelung, wann man Waffen tragen dürfe. Kolleginnen und Kollegen, dafür brauchen wir keine kantonale Regelung! Es ist auf Bundesebene rechtlich klar geregelt, wer wann weshalb Waffen tragen darf. Der Sprecher der Grünen sagte, wir bräuchten eine Regelung zur Klärung von Fragen der Zutrittskontrollen und der Ausübung des Hausrechts. Wir brauchen dies nicht auf kantonaler Ebene. Diese Fragen sind klar auf Bundesstufe, im Schweizerischen Strafgesetzbuch (StGB) und den Ausführungserlassen geregelt.
Der Sprecher der glp sagte, wir bräuchten das Gesetz zur Sicherung des Gewaltmonopols und zur Abgrenzung der Befugnisse gegenüber den Kompetenzen der Police Bern. Dies haben wir mit dem PolG geregelt, Christoph Grimm! Dafür brauchen wir kein zusätzliches Gesetz. Der Sprecher der glp sagte ebenfalls, die glp wünsche in diesem Bereich eine sehr schlanke Regelung. Wenn Sie Artikel 8 des Vorentwurfs lesen, dann sehen Sie darin die Voraussetzungen aufgeführt, die Angestellte dieser Sicherheitsunternehmen erfüllen müssen. Ich kann mir nicht vorstellen, wie man Voraussetzungen ins Gesetz schreiben will, die man anschliessend nicht kontrollieren kann. Dazu müsste bei jedem einzelnen Angestellten überprüft werden, ob er die Anforderungen erfüllt. Sollten diese die Voraussetzungen nicht mehr erfüllen, müsste man dem Unternehmen die Bewilligung entziehen. Dies bringt einen riesigen bürokratischen Aufwand mit sich. Am Schluss wird der Aufwand der Sicherheitsunternehmungen für Dienstleistungen wie Türkontrollen, Eintrittskontrollen, Verkehrsdienste und so weiter zu höheren Kosten führen. Ich bitte Sie, diesen Überlegungen Rechnung zu tragen. Die BDP ist deshalb noch immer der Meinung, dass wir keine zusätzlichen Regelungen auf kantonaler Ebene brauchen. Wenn wir etwas brauchen, dann ist es eine einheitliche Lösung auf eidgenössischer Ebene, nicht aber einen zusätzlichen bürokratischen Aufwand auf kantonaler Ebene.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über das Eintreten oder Nichteintreten. Wer auf die Gesetzesvorlage eintreten will, stimmt Ja, wer nicht eintreten will, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag Regierungsrat/SiK auf Eintreten gegen Antrag BDP [Leuenberger, Trubschachen] auf Nichteintreten)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Antrag Regierungsrat/SiK	
Ja	94
Nein	48
Enthalten	3

Präsident. Sie haben das Eintreten beschlossen mit 94 Ja- gegen 48 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen. Wir beschliessen nun, ob es eine oder zwei Lesungen geben soll. Es liegen ein Antrag der Regierung/Kommission auf eine Lesung und ein Antrag Gerber/Grüne auf zwei Lesungen vor.

Antrag Gerber, Hinterkappelen (Grüne)
Antrag auf zwei Lesungen

Präsident. Ich weiss nicht, ob es nötig ist, den Antrag zu begründen? – Grossrat Gerber hat das Wort, wenn er es wünscht.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Die grüne Fraktion ist klar für eine zweite Lesung. Eine einzige Lesung sollte nur in Ausnahmefällen bewilligt werden. In letzter Zeit stellen wir fest, dass Gesetze immer wieder in nur einer Lesung behandelt werden. Beim vorliegenden Gesetz liegt mittlerweile die fünfte Version eines Antrags vor. Dies zeigt eine gewisse Unsicherheit. Ich finde, ein Gesetz sollte nach der ersten Lesung zurück in die Kommission genommen und dort beraten werden, damit wir anschliessend in einer zweiten Lesung sorgfältig über die Vorlage entscheiden können. Deshalb bitte ich Sie, dem Antrag auf eine zweite Lesung zuzustimmen.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Der Regierungsrat verzichtet auf ein Votum. Dann stimmen wir direkt ab. Wer den Antrag auf eine Lesung unterstützt, stimmt Ja, wer den Antrag auf zwei Lesungen unterstützt, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag Regierungsrat/SiK; Durchführung einer einzigen Lesung gegen Antrag Gerber [Hinterkappelen, Grüne]; Durchführung von zwei Lesungen)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Antrag Regierungsrat/SiK	
Ja	113
Nein	31
Enthalten	5

Präsident. Sie haben den Antrag auf nur eine Lesung unterstützt mit 113 Ja- gegen 31 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen.
Es ist allen Grossrätinnen und Grossräten klar: Wenn zu irgendeinem Artikel ein Antrag gutgeheissen wird und der Artikel nicht abschliessend beschlossen werden kann, gibt es automatisch eine zweite Lesung. Wir fahren weiter mit der Detailberatung.

Detailberatung

I.
1 Allgemeine Bestimmung
Art. 1
Angenommen

2 Bewilligung und Anerkennung
Art. 2 Abs. 1
Angenommen

Art. 2 Abs. 2 (neu)

Antrag Knutti, Weissenburg (SVP)
Keiner Bewilligung bedürfen die Verkehrskadetten.

Präsident. Zu Artikel 2 Absatz 2 (neu) haben wir einen Antrag. Grossrat Knutti hat das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Der Verein Verkehrskadetten (VK-BE) wurde im Jahr 1973 als gemeinnütziger Jugendverein von den aktiven Kaderangehörigen der Kapo Bern gegründet. Das Ziel

des VK-BE besteht seither darin, den jugendlichen Mitgliedern eine sinnvolle und abwechslungsreiche Freizeitbeschäftigung anzubieten. Der Verein stellt in erste Linie den Jugendlichen ein Gefäss zur Verfügung, in dem diese Verantwortung übernehmen und sich zunehmend Wissen und Erfahrung in den Bereichen Organisation und Führung aneignen können. Die Verkehrskadetten werden mit 12 Franken pro Stunde für ihren aktiven Dienst zugunsten der Verkehrsteilnehmerinnen und Verkehrsteilnehmer entschädigt. Die restlichen 13 Franken, die den Auftraggebern pro Verkehrskadett und Einsatzstunde verrechnet werden, dienen der Deckung von Fixkosten wie etwa der Miete von Vereinslokalen und Kleinbussen zum Personentransport oder dem Kauf von Uniformen und Signalisationsmaterial. Verkehrskadetten können für Klein- und auch für Grossanlässe engagiert werden. Ich möchte hier nicht als Lobbyist der Verkehrskadetten auftreten. Es ist bekannt, dass die Kommission einen Brief der Geschäftsleitung des VK-BE erhalten hat. Ich nahm Kontakt mit der Geschäftsleitung auf. Mir wurde ans Herz gelegt, der Gesetzesartikel, so wie er jetzt formuliert ist, solle einen relativ grossen Interpretationsspielraum offenlassen. Die Geschäftsleitung sagt, bei grossen Einsätzen sei es durchaus möglich, dass es sich um kommerzielle Anlässe handle. Deshalb besteht ein gewisser Vorbehalt seitens des VK-BE. Wollen wir auf Nummer sicher gehen, so können wir den vorgeschlagenen Artikel ins Gesetz schreiben. Dann ist der Sachverhalt deutlich geregelt und im Gesetz verankert. Darum bitte ich Sie, dem Antrag zuzustimmen.

Präsident. Ich erteile das Wort dem Kommissionspräsidenten, Grossrat Wenger.

Markus Wenger, Spiez (EVP), Kommissionssprecher der SiK. In der Kommission konnten wir den Antrag, wie ihn Thomas Knutti jetzt gestellt hat, nicht beraten. Wir haben das Thema in dieser Form nicht diskutiert. Ich sage aber bei dieser Gelegenheit gerne etwas zur Systematik des Gesetzes, damit wir die Einbettung einzelner Bestimmungen in das Gesetz besser verstehen. Wir haben den Artikel 2, der die Bewilligungspflicht als Grundsatz in den Raum stellt. Auf Artikel 2 folgt Artikel 3, der die Meldepflicht und die Anerkennung regelt. Artikel 4 geht anschliessend auf spezielle Sachverhalte ein. In Artikel 4 wird im Speziellen geregelt, wer wann wie und wo dem Ganzen unterstellt ist. Ich bitte Sie zu beachten, was unter Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe c festgehalten wird: «Verkehrsdienste, namentlich die Verkehrsregelung auf Strassen und Plätzen sowie die Kontrolle des ruhenden Verkehrs, unter Vorbehalt von Artikel 67 Absatz 3 der eidgenössischen Signalisationsverordnung […] (SSV) […]». Alle Sicherheitsdiensterbringer, die den Verkehr regeln oder beim ruhenden Verkehr eine Aufgabe übernehmen, unterstehen diesem Gesetz ausser denjenigen, die gemäss Artikel 67 Absatz 3 eine Bewilligung haben. Die Verkehrskadetten sind eine Organisation, die eine derartige Bewilligung hat und somit ganz klar nicht diesem Gesetz unterstellt ist. Es ist kein Gummiartikel, sondern es ist klar festgehalten, wer dem Artikel 67 unterstellt ist. Wer eine Bewilligung hat, für den stehen die anderen Fragen nicht mehr im Raum. Ich glaube, es ist niemandes Anliegen in diesem Saal, dass die Verkehrskadetten wie eine normale Sicherheitsfirma diesem Gesetz unterstellt werden sollten. Deshalb habe ich auch keine Angst, dass sich etwas in diese Richtung bewegen könnte. Es ist nicht nötig, beim vorangehenden Artikel zur allgemeinen Gültigkeit einen entsprechenden Zusatz anzubringen.

Präsident. Die Fraktionen haben das Wort. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrätin Fuhrer-Wyss.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (SP). In diesem Gesetz legen wir die Bedingungen für die Bewilligung von gewerbsmässigen Sicherheitsdienstleistungen für Unternehmen fest. Unserer Meinung nach fallen die Verkehrskadetten nicht unter dieses Gesetz. Diese sind als gemeinnütziger Verein definiert. Ich kann mich den Ausführungen von Markus Wenger anschliessen. Für uns ist es nicht nötig, dass die Verkehrskadetten speziell in Artikel 2 aufgenommen werden. Wir lehnen diesen Antrag ab.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Wir sehen gerade das erste Problem, das entsteht, wenn man nur eine Lesung beschliesst. Wir haben nämlich eine inhaltliche oder materiell-rechtliche Frage, die wir in diesem Parlament nicht klären können. Wir haben den Antrag Knutti, der davon ausgeht, dass die Verkehrskadetten unter Umständen als gewerbsmässige Sicherheitsdienstleister angesehen werden könnten. Wir haben den Kommissionspräsidenten und die Sprecherin der SP-JUSO-PSA-Fraktion, die davon ausgehen, dass dies nicht so ist. Wir haben den Kommissionspräsidenten, der sagt, dass die Verkehrskadetten und sämtliche ihrer Dienstleistungen unter die Bewilligungspflicht nach Bundesrecht fallen und somit von diesem Gesetz nicht betroffen sein werden. Es kann aber durchaus sein, dass die Verkehrskadetten auch Dienstleistungen anbieten, die eben nicht unter die

Bundesbewilligungspflicht fallen, wie beispielsweise die Verkehrsregelung oder -kontrolle auf privatem Grund und Boden. Somit haben wir ein Problem, das wir nicht direkt lösen können. Zwar tun hier alle ihre Meinung kund, aber man weiss nicht genau, wie der Sachverhalt ist. Deshalb würde es am meisten Sinn machen, wenn man den Antrag zurück in die Kommission nähme, was eine zweite Lesung zur Folge hätte. Man würde noch einmal die genauen Abklärungen zu den Auswirkungen des Antrags vornehmen und prüfen, wie die Verkehrskadetten in diesem Gesetz behandelt werden könnten. In diesem Saal sind wir uns wahrscheinlich alle darin einig, dass wir die Verkehrskadetten und ihre Dienstleistungen nicht der Bewilligungspflicht im Sinne dieses Gesetzes unterstellen wollen. Deshalb bitte ich Sie im Namen der BDP, über Ihren Schatten zu springen und zur genauen Abklärung der Auswirkungen den Antrag in die Kommission zurückzunehmen, was eine zweite Lesung zur Folge hat.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Herr Jurist Leuenberger, dieser Fall wurde abgeklärt. Die entsprechenden Gremien wurden informiert, und der Kommissionssprecher hat den Befund zuvor dargelegt. Betreffend diese Frage brauchen wir sicher keine zweite Lesung. Es ist unnötig, dass wir die Forderung dieses Antrags ins Gesetz schreiben. Die Verkehrskadetten haben ihre Bewilligung, und somit sind sie nicht jedes Mal bewilligungspflichtig. Die glp lehnt diesen Antrag ab.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Auch die grüne Fraktion lehnt diesen Antrag ab. Die Verkehrskadetten sind keine gewerbsmässigen Anbieter von Dienstleistungen. Es handelt sich um Jugendliche, die einer sinnvollen Freizeitbeschäftigung nachgehen. Bei einer Entschädigung von 12 Franken pro Stunde kann nicht von einem Lohn gesprochen werden. Vielmehr ist es eine Entschädigung. Deshalb fallen die Verkehrskadetten nicht unter dieses Gesetz, wie dies Markus Wenger bereits ausgeführt hat. Aus diesem Grund lehnt die grüne Fraktion den Antrag ab.

Präsident. Für die SVP-Fraktion spricht Grossrat Freudiger. *(Grossrat Freudiger teilt von seinem Platz aus mit, er habe sich als Einzelsprecher in die Rednerliste eingetragen.)* Entschuldigung, Grossrat Schär hat das Wort für die FDP-Fraktion.

Hans Schär, Schönried (FDP). Auch wenn die Verkehrskadetten nicht explizit im Gesetz erwähnt werden, benötigen sie keine Bewilligung. Wenn man damit anfängt, Gruppierungen namentlich ins Gesetz zu schreiben, hat man plötzlich das Problem, dass man jemanden vergisst, oder es gründet jemand zusätzlich einen Klub, der diese Bewilligung dann auch noch hat oder nicht hat. Aus diesem Grund möchten wir das Gesetz nicht aufblasen und es schlank halten. Wir lehnen deshalb den Antrag ab.

Präsident. Als Einzelsprecher spricht Grossrat Freudiger.

Patrick Freudiger, Langenthal (SVP). Anhand der Fraktionsvoten sieht es eher so aus, als käme dieser Antrag nicht durch. Umso wichtiger wäre für mich eine Aussage des Polizeidirektors betreffend zwei Sachverhalte, von denen ich denke, dass die Sachlage trotz des Verweises auf Artikel 67 nicht ganz klar ist. Kann man auch davon ausgehen, dass eine Gewerbsmässigkeit nicht vorliegt, wenn man zum Beispiel eine Dienstleistung mit mehr als 25 Franken pro Stunde verrechnet?
Was mich fast noch mehr interessiert: Das Entgelt könnte bei besonders fleissigen ehrenamtlichen Mitgliedern während eines Jahres sogar die AHV-Freigrenze überschreiten. Solche Einzelfälle sind durchaus denkbar, wenn sich jemand besonders stark in einem Verein engagiert und an besonders viele Anlässe geht. Wenn es Kadettenvereine gibt, bei denen die Entschädigungen für die aktivsten Mitglieder die AHV-Freifreigrenze überschreiten, wäre es für mich wichtig, klarzustellen, dass aus diesem Grund noch keine Gewerbsmässigkeit vorliegt und Vereine nicht aus diesem Grund der Bewilligungspflicht unterstellt werden. Ich danke dem Polizeidirektor für klarstellende Voten.

Präsident. Ich erteile dem Polizeidirektor das Wort.

Philippe Müller, Polizei- und Militärdirektor. Es ist tatsächlich so: Das Hauptargument ist die SSV. Gemäss dieser Verordnung brauchen die Verkehrskadetten keine Bewilligung. Dies ist das erste Argument. Das zweite betrifft die Gewerbsmässigkeit. Auch dort ist es so, wie es bereits angetönt wurde. Ich sage dies auch zuhanden der Materialen. Die Verkehrskadetten sind im Handelsregister als Vereine eingetragen. Somit sind ihre Dienstleistungen per se nicht gewerbsmässig. Erreicht die Höhe des Entgelts die AHV-Grenze, bedeutet dies nicht automatisch, dass daraus eine Gewerbsmässigkeit abgeleitet werden kann. Das heisst, dass die Verkehrskadetten gemäss diesem Gesetz keine zusätz-

liche Bewilligung brauchen.
Vielleicht kommt noch das Argument hinzu, dass es auch keine Anpassung im Gesetz braucht. Wenn man damit Ausnahmeregelungen ins Gesetz zu schreiben beginnt, kann es sein, dass jemand vergessen wird. Dies wurde ja bereits erwähnt. Dies ist der erste Punkt. Zweitens besteht vielleicht sogar die Gefahr von Schlupflöchern: Gewisse gewerbsmässige Betriebe könnten versuchen, unter dem Deckmantel des Begriffs «Verkehrskadetten» ihre Dienstleistungen als «nicht gewerbsmässig» zu verkaufen.

Präsident. Der Antragsteller wünscht nochmals das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Ich bin dem Polizeidirektor dankbar für seine Ausführungen. Das Ganze klingt recht gut. Die Krux liegt bei den 25 Franken. Man ist sich nicht hundertprozentig sicher, ob die Entschädigung bei Grossanlässen auch so gehandhabt wird. Von einem Aufblasen des Gesetzes kann man in diesem Fall nicht sprechen. Ich bin der Meinung, dass das Parlament entscheiden soll, ob man diesen Artikel noch ergänzt. Es würde nichts geschehen, wenn man den Zusatz «Keiner Bewilligung bedürfen die Verkehrskadetten» ins Gesetz schriebe. Dies wäre ein klares und deutliches Signal, dass wir die Verkehrskadetten in jedem Fall von der Bewilligungspflicht ausschliessen wollen. Deshalb bitte ich Sie, dem Antrag zuzustimmen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer den Antrag Knutti annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 2 Abs. 2 [neu]; Antrag Knutti [Weissenburg, SVP])

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	56
Nein	91
Enthalten	3

Präsident. Sie haben den Antrag abgelehnt mit 91 Nein- gegen 56 Ja-Stimmen bei 3 Enthaltungen.
Wir fahren weiter mit der Detailberatung der Artikel 3–6. *(Unruhe)* Entschuldigung, ich habe etwas vergessen. Der Antrag BDP, Leuenberger hätte vor dem Antrag Knutti beschlossen werden müssen. Ich entschuldige mich bei Grossrat Leuenberger. Wir stimmen über den Rückweisungsantrag ab. Wer den Artikel zurück in die Kommission schicken will, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 2 Abs. 2 (neu); Antrag BDP [Leuenberger, Trubschachen]; Rückweisung an Kommission)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	17
Nein	126
Enthalten	5

Präsident. Sie haben mit 126 Nein- gegen 17 Ja-Stimmen bei 5 Enthaltungen beschlossen, diesen Artikel nicht in die Kommission zurückzuschicken. Wir fahren weiter mit den Artikeln 3 bis 6.

Art. 3–6
Angenommen

3 Verbote und Pflichten
Art. 7, Art. 8 Abs. 1 Bst. a–c
Angenommen

Art. 8 Abs. 1 Bst. d (neu)

Antrag SP-JUSO-PSA (Fuhrer-Wyss, Burgistein)
Die einzelnen Mitarbeitenden müssen in geeigneter Form den Nachweis ihrer Eignung erbringen.

Präsident. Wir haben einen Antrag der SP-JUSO-PSA-Fraktion zu Artikel 8 Absatz 1 Buchstabe d (neu). Grossrätin Fuhrer-Wyss hat das Wort.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (SP). Ich habe es heute Morgen klar gesagt: Wir erachten das Gesetz als wichtig und richtig. Es ist uns ein Anliegen, dass wir klare Rahmenbedingungen und gesetzliche Grundlagen für die Unternehmen haben, die Sicherheitsdienstleistungen erbringen. Wir befürworten ein schlankes Gesetz. Wir sind der Meinung, dass uns ein schlankes und sinnvolles Gesetz vorliegt. Trotzdem beantragen wir einen weiteren Artikel, den Artikel 8 Absatz 1 Buchstabe d (neu). Gemäss dem vorliegenden Gesetzesentwurf wird einem Sicherheitsunternehmen die Bewilligung erteilt, wenn die geschäftsführende Person den Nachweis über ihre Eignung und das Erfüllen bestimmter Voraussetzungen erbringt. Die Prüfung einzelner Mitarbeitenden wird an die geschäftsführende Person delegiert. Dies reicht für uns nicht. Wir sind klar der Meinung, dass die Überprüfung der einzelnen Mitarbeitenden nicht pauschal an die geschäftsführende Person des Unternehmens delegiert werden kann. In Artikel 8 sind die Voraussetzungen aufgeführt, die die Angestellten einer Unternehmung, die im Sicherheitsbereich tätig ist, erfüllen müssen. Wir beantragen, dass in diesem Artikel neu auch die Aufnahme des Nachweises der Eignung für die einzelnen Mitarbeitenden aufgenommen wird. Wir haben bewusst eine offene Formulierung gewählt. Bewusst haben wir gesagt: «[…] in geeigneter Form den Nachweis [ihrer Eignung] erbringen [sollen].» Für uns ist wichtig, dass im Gesetz der Grundsatz festgeschrieben und die Umsetzung mit dieser Formulierung bewusst ein wenig offen gelassen wird. Übrigens befürwortet der VSSU eine Überprüfung der einzelnen Mitarbeitenden durch die Behörden. Auch andere Kantone und Konkordate kennen die Überprüfung der einzelnen Mitarbeitenden durch die Behörden. Ich hoffe, Sie können unseren Antrag unterstützen.

Präsident. Ich erteile dem Kommissionssprecher das Wort.

Markus Wenger, Spiez (EVP), Kommissionssprecher der SiK. Mit dem Antrag der SP-JUSO-PSA-Fraktion zu Artikel 8 sind wir bei einem zentralen Punkt dieses Gesetzes angelangt. Wir haben in der Kommission intensiv darüber diskutiert, wie diese Überprüfung geregelt werden soll. Gibt es eine Art Zertifikat für jemanden, der in dieser Branche arbeitet? Gibt es einen Eignungstest? Oder gibt es, wie in Artikel 8 formuliert, Rahmenbedingungen, die darlegen, welche Anforderung eine Person erfüllen muss? Diese sind höher als bei jemandem, der in einem normalen Gewerbebetrieb angestellt wird. Die Kommission hat sich klar für die Lösung entschieden, dass der Arbeitgeber die alleinige Verantwortung für die Personen trägt, die er anstellt. Somit muss man die Situation erst im Schadenfall oder bei Nichteinhaltung von Bestimmungen genauer untersuchen. Aber es gibt keine systematische Prüfung durch die Behörden. Ich bitte Sie, der Variante der Kommission zuzustimmen, gemäss der die Rahmenbedingungen definiert werden, aber die Verantwortung für die Anstellung von Personal dem Arbeitgeber übertragen wird.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die BDP-Fraktion spricht Grossrat Leuenberger.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Der Kommissionspräsident hat es gesagt: Das Gesetz, das Sie jetzt beschliessen wollen, geht grundsätzlich von der Verantwortlichkeit des Geschäftsführers aus, also von der obersten Führungshierarchie eines Sicherheitsdienstleistungsunternehmens. Dies ist auch die Basis der Verantwortlichkeit gegenüber dem Staat. Der Staat prüft die Angaben, die das oberste Führungsgremium liefert. Er prüft selbstverständlich auch, ob alle dort gemachten Angaben, auch über die einzelnen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, stimmen. Der Antrag der SP-JUSO-PSA-Fraktion hätte zur Folge, dass die gesetzlich verankerte Verantwortlichkeit noch weiter nach unten auf die Stufe des einzelnen Mitarbeiters delegiert würde. Somit geht die Verantwortlichkeit für die Angaben, die der einzelne Mitarbeiter gemäss dem Antrag der SP-JUSO-PSA-Fraktion machen muss, von der Geschäftsführung weg nach unten. Dadurch wird dem Führungsorgan die Verantwortlichkeit für die Angaben der einzelnen Mitarbeiter entzogen. Ich bin ehrlicherweise erstaunt,

dass dieser Antrag aus der «Küche» der SP stammt. Ich hätte ihn von einer anderen Seite erwartet, aber «tant pis», man kann das so diskutieren. Der Antrag widerspricht eigentlich dem Grundsatz dieser Gesetzesvorlage und der Verantwortlichkeit, die die Gesetzesvorlage vorschreibt. Ein Beispiel: Wenn Verurteilungen im Ausland vorliegen, können Sie nicht überprüfen, ob diese stimmen. Nähme man den Antrag der SP-JUSO-PSA-Fraktion an, dann hätte dies folgendes zur Folge: Nehmen wir an, ein Mitarbeiter sagt, er habe keine Verurteilungen. doch man kann im Nachhinein beweisen, dass er verurteilt wurde. Dieser Mitarbeiter wäre selber verantwortlich, und nicht das Unternehmen oder dessen Geschäftsführer. Dann könnten Sie dem Unternehmen die Bewilligung oder die Konzession nicht entziehen, weil das Unternehmen nichts falsch gemacht hätte und für falsche Angaben des Mitarbeiters nicht verantwortlich wäre. Aus dieser Optik gehe ich davon aus, dass dieser Antrag vielleicht nicht im Hinblick auf alle Konsequenzen durchdacht wurde. Ich bitte Sie, den Antrag abzulehnen.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Auch die glp lehnt den Antrag ab. Ich möchte eine andere Facette beleuchten. Wir müssen über Anforderungen und Eignungen reden. Ich glaube, es gibt relativ viele Leute, die sich nicht für ihren Beruf eignen, aber die Anforderungen erfüllt haben. Ich denke, dass dieser Unterschied entscheidend ist. Im Vortrag des Regierungsrats werden auf Seite 7 die Anforderungen, die erfüllt werden müssen, klar beschrieben. Die glp möchte nicht über Eignungen sprechen, weil dies sehr aufwändig, kostspielig und langwierig wäre. Es besteht eine Selbstdeklarationspflicht der Inhaber von Sicherheitsdienstleistungsunternehmen. Diese stehen in der Verantwortung. Samuel Leuenberger hat die juristische Sicht aufgezeigt. Die glp lehnt den Antrag ab.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Der Herr Kollege Grimm hat gerade etwas gesagt, was ich mir auch notiert habe. Ich glaube, es ist alles geregelt. Die SVP-Fraktion lehnt diesen Antrag ebenfalls ab. Geregelt ist die Situation bei schweizerischer und bei ausländischer Staatsangehörigkeit und betreffend die Handlungsfähigkeit. Im Strafregisterauszug für Privatpersonen dürfen keine Verurteilungen wegen eines Verbrechens oder Vergehens eingetragen sein. Ich denke, damit sind die wichtigen Punkte ausreichend geregelt, und die Unternehmungen werden mit der sogenannten Selbstdeklaration in die Pflicht genommen. Es stand ja sogar im Raum, dass der Kanton diese Aufgabe übernehmen soll. Dies würde definitiv zu weit führen. Ich bin der Meinung, dass der vorliegende Artikel, wie er von der Kommission vorgeschlagen wurde, in diesem Sinn ausreicht. Ich bitte Sie daher, den Antrag der SP abzulehnen.

Präsident. Der Regierungsrat hat das Wort.

Philippe Müller, Polizei- und Militärdirektor. Es ist so, dass dieser Antrag am Gesamtsystem des Gesetzesentwurfs nichts ändern würde. Insbesondere würde keine Bewilligungspflicht für die einzelnen Mitarbeitenden eingeführt. Artikel 8 Absatz 1 führt drei persönliche Voraussetzungen für Mitarbeitende privater Sicherheitsunternehmen auf: erstens die Aufenthaltsregelung, zweitens die Handlungsfähigkeit und drittens keine relevanten Einträge im Privatauszug des Strafregisters. Aus der Sicht des Regierungsrats ist es selbstverständlich, dass diese Kriterien anhand der folgenden Dokumente geprüft werden: Heimatausweis oder Ausländerbewilligung, Handlungsfähigkeitszeugnis sowie Privatauszug aus dem Strafregister. Diese Unterlagen müssen von der Geschäftsführung geprüft werden. So ist es auch in der Verordnung vorgesehen. Dieser Antrag nützt nichts und ist unnötig.

Präsident. Die Antragstellerin wünscht das Wort nicht mehr. Wir kommen zur Abstimmung. Wer Artikel 8 Absatz 1 Buchstabe d (neu) annehmen will, stimmt Ja, wer das nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 8 Abs. 1 Bst. d [neu]; Antrag SP-JUSO-PSA [Fuhrer-Wyss, Burgistein])

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	44
Nein	102
Enthalten	3

Präsident. Sie haben den Antrag abgelehnt mit 102 Nein- gegen 44 Ja-Stimmen bei 3 Enthaltungen.

Art. 8 Abs. 2, Art. 9–11
Angenommen

4 Behördliche Befugnisse
Art. 12–15
Angenommen

5 Privatdetektivinnen und Privatdetektive
Art. 16
Angenommen

6 Vollzug, Rechtspflege und Strafbestimmungen
Art. 17–19
Angenommen

7 Übergangs- und Schlussbestimmungen
Art. 20–22
Angenommen

Neuer Artikel

Antrag SVP (Knutti, Weissenburg) / EDU (Tanner, Ranflüh) / FDP (Schär, Schönried)
Das Gesetz ist bis zum Zeitpunkt des Inkrafttretens eines entsprechenden Bundesgesetzes zu befristen.

Präsident. Wir haben einen Antrag für einen neuen Artikel. Für die Antragsteller von SVP, EDU und FDP erteile ich Grossrat Knutti das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Wie bereits im Eingangsvotum erwähnt, waren wir nicht unglaublich begeistert von diesem Gesetz. Wir möchten natürlich alles daransetzen, dass das Gesetz ausser Kraft tritt, falls später einmal eine Bundeslösung gefunden wird und es die kantonale Lösung nicht mehr braucht. Mit «Inkrafttreten» sagen wir eindeutig, dass zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der Bundeslösung das Gesetz des Kantons Bern aufgelöst werden muss. Wir möchten dies unbedingt ins Gesetz schreiben, damit keine Doppelspurigkeiten entstehen und schweizweit einheitliche Vorschriften für die genannten Unternehmungen gelten. Deshalb bitte ich Sie, diesen Artikel am Schluss noch ins Gesetz zu schreiben.

Markus Wenger, Spiez (EVP), Kommissionssprecher der SiK. Auch diesen Antrag haben wir in der Kommission so nicht behandelt. Es war aber zu Beginn der Beratungen des Gesetzes allen Beteiligten klar, dass wir ein Gesetz als Übergangslösung möchten. Ich sagte dies bereits bei meinem Eintretensvotum. Das Gesetz hat die Aufgabe, für den Kanton Bern wichtige Details im Zusammenhang mit Sicherheitsdienstleistungen so lange zu regeln, bis eine eidgenössische Regelung gefunden wird. Wenn die eidgenössische Regelung in Kraft tritt, wird man das Gesetz entweder durch einen Beschluss des Grossen Rats aufheben, oder das Bundesgesetz, das heute noch niemand kennt, könnte gewisse flankierende Massnahmen erfordern. Das SDPG ist sehr nahe an den Regeln des PolG. Es ist durchaus möglich, dass die eidgenössische Regelung zu diesem Zeitpunkt auch im PolG gewisse flankierende Anpassungen nötig machen könnte. Deshalb entsteht kein Mehrwert, wenn wir jetzt einen solchen Artikel ins Gesetz schreiben. Es ist auch kein Schaden, denn es entspricht tatsächlich unserem Willen: Wir wollen, dass dieses Gesetz eine Übergangslösung ist. Es ist allerdings nicht nötig, dass wir diesen Artikel ins Gesetz schreiben, weil man schon nur aufgrund der Hierarchie der Gesetzgebung über die Bücher gehen müsste. Deshalb hat es keinen Sinn, einen zusätzlichen Artikel ins Gesetz zu schreiben.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die grüne Fraktion hat Grossrat Gerber das Wort.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Wir brauchen keinen Blindflug. Zuerst müssen wir doch wissen, was im Bundesgesetz stehen wird. Sobald wir dies wissen, können wir entscheiden, ob das kantonale Gesetz überarbeitet werden muss oder aufgehoben werden kann. Deshalb lehnt die grüne Fraktion den Antrag Knutti/Tanner/Schär ab.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrätin Fuhrer-Wyss.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (SP). Wir sind betreffend diesen Artikel der gleichen Meinung wie die Grünen. Wir wissen heute noch nicht, wie das Bundesgesetz aussehen wird. Wir müssen deshalb heute noch nicht entscheiden, ob man das kantonale Gesetz auf diesen Zeitpunkt hin befristet. Für uns ist es selbstverständlich, dass ein Bundesgesetz unter Umständen Anpassungen in der kantonalen Gesetzgebung nötig machen wird. Aber wir sind der Meinung, dass der vorgeschlagene Artikel heute für dieses Gesetz in dieser Form nicht nötig ist. Deshalb lehnen wir den Antrag ab.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Betrachten wir den Antrag aus Sicht der Normenhierarchie, wird eine Bundeslösung in allen Teilen, in denen der Bund eine Lösung präsentiert, die kantonale Lösung überstimmen. Das Bundesrecht hat eine überstimmende Kraft und gilt automatisch ab Inkrafttreten gegenüber anderslautenden kantonalen Lösungen, die strenger sind… Pardon: Für alle Lösungen, die der Kanton normiert und die strenger sind als das Bundesrecht, würde in diesem Fall das kantonale Recht weiterhin gelten, sofern der Bund zulässt, dass der Kanton in diesen Bereichen legiferiert. Wir wissen definitiv noch nicht, was für ein Gesetz der Bund verabschieden wird. Es kann durchaus sein, dass mit dem Inkrafttreten des Bundesrechts gewisse Teile der kantonalen Regelung überstimmt werden und andere Teile nicht. Deshalb hat die BDP aus Sicht des Parlaments, das hier eine Regelungsdichte normieren will, Verständnis für die Anträge der Grünen und der SP. Da wir aber grundsätzlich keine zusätzliche Regelungsdichte in diesem Bereich haben wollen, sind wir auch der Meinung, dass dieses Gesetz, wie es in der Eintretensdebatte von allen Seiten gesagt wurde, als Übergangslösung betrachtet werden soll. Somit muss man konsequent sein und sagen, dass das kantonale Gesetz wegfällt, sobald der Bund eine Lösung präsentiert und in Kraft setzt. Deshalb bitten wir Sie, dem Antrag zuzustimmen.

Hans Schär, Schönried (FDP). Wir haben darüber diskutiert, ob das Gesetz auf zwei, drei oder sogar vier Jahre befristet werden soll. Mit der Befristung bis zu dem Zeitpunkt, an dem das Bundesgesetz in Kraft tritt, haben wir in den nächsten Jahren keinen Handlungsbedarf mehr. Wir stimmen diesem Antrag mehrheitlich zu.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Die glp sagt Ihnen einfach: Machen Sie, was Sie wollen. *(Heiterkeit)* Es spielt überhaupt keine Rolle, ob wir den Antrag annehmen oder nicht. Vielleicht werden wir den einen oder anderen Artikel anpassen müssen, vielleicht behalten wir dann unser Gesetz, und vielleicht werden wir es ausser Kraft setzen. Vorgesehen ist, dass wir das Gesetz ausser Kraft setzen, sobald eine Bundeslösung besteht. Deshalb: Machen Sie, was Sie wollen.

Präsident. Ich erteile dem Polizeidirektor das Wort.

Philippe Müller, Polizei- und Militärdirektor. Es ist selbstverständlich, dass das Gesetz bei Inkrafttreten einer Bundeslösung ausser Kraft gesetzt werden müsste. Der Grosse Rat kann dies zu gegebener Zeit ohne Weiteres beschliessen. Es wurde auch gesagt, dass Bundesrecht kantonales Recht bricht. Weil wir eine relativ schlanke Lösung haben, ist eher zu befürchten, dass das Bundesrecht möglicherweise weitergehen wird. Vielleicht braucht es dann ein kantonales Einführungsgesetz. Der Grosse Rat hätte auch darüber zu befinden und könnte gleichzeitig die Ausserkraftsetzung dieses Gesetzes beschliessen. Der Antrag ist eigentlich nicht nötig, aber er schadet auch nicht.

Präsident. Der Antragsteller wünscht nochmals das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Mich haben die Voten darin bestärkt, dass dieser Antrag wichtig ist, weil es auf der linken Seite absolut nicht klar ist, dass das Gesetz dann obsolet wird. Deshalb ist es sinnvoll, den Artikel jetzt aufzunehmen, um bei Inkrafttreten der Bundeslösung nicht von Neuem mit der Diskussion darüber zu beginnen, welche Lösung wir wollten, und was nun gelte. Deshalb bitte ich Sie, den Antrag zu unterstützen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer den Antrag annehmen will, stimmt Ja, wer ihn ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Neuer Artikel; Antrag SVP [Knutti, Weissenburg] / EDU [Tanner, Ranflüh] / FDP [Schär, Schönried])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	79
Nein	56
Enthalten	12

Präsident. Sie haben den Antrag angenommen mit 79 Ja- gegen 56 Nein-Stimmen bei 12 Enthaltungen. Wir kommen zu Kapitel II.

II.
Art. 21a (neu)
Angenommen

Titel nach Art. 58 (neu)
T1 Übergangsbestimmung der Änderung vom 13.06.2018
Art. T1-1 (neu)
Angenommen

III.
Angenommen

IV.
Angenommen

Titel und Ingress
Angenommen

Präsident. Gibt es ein Rückkommen? – Dies scheint nicht der Fall zu sein. Somit ist die Rednerliste vor der Schlussabstimmung eröffnet. Wünscht der Kommissionssprecher das Wort? – Er wünscht es. Grossrat Wenger, Sie haben das Wort.

Markus Wenger, Spiez (EVP), Kommissionssprecher der SiK. Ich will die Gelegenheit wahrnehmen, zu danken. Ich danke vorab den Mitarbeitern der POM, insbesondere Herrn Hirte, der uns auch bei diesem Geschäft in der Kommission sehr kompetent beraten hat und Fragen, die im Raum standen, in der Regel aus dem Stand heraus beantworten konnte. Wenn nicht, erhielten wir ein paar Tage später die Rechtslage per E-Mail erklärt. Herzlichen Dank Ihnen, Herr Hirte, und Ihrem Team. Danken möchte ich auch der Kommission. Wir haben eine sehr konstruktive Diskussion geführt. Wir haben einen guten Dialog geführt, indem wir die Fragen betreffend die Zuständigkeiten gut und fundiert lösen konnten. Dies hat sicher dazu beigetragen, dass am Schluss relativ wenige Änderungsanträge vorlagen und wir mit einer Lesung des Gesetzes durchgekommen sind.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Wir kommen zur Schlussabstimmung über das neue Gesetz über das Erbringen von Sicherheitsdienstleistungen durch Private. Wer das Gesetz in der vorliegenden Form annimmt, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Schlussabstimmung (1. und einzige Lesung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	134
Nein	14
Enthalten	1

Präsident. Sie haben das Gesetz mit 134 Ja- gegen 14 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung angenommen.

Geschäft 2016.RRGR.945

Gesetz über Handel und Gewerbe (HGG) (Änderung)

1. Lesung

Eintretensdebatte

Präsident. Wir kommen zu Traktandum 104: Gesetz über Handel und Gewerbe (HGG). Dieses Gesetz wurde von der FiKo vorberaten. Ich erteile das Wort dem Kommissionssprecher, Grossrat Wyrsch.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (SP), Kommissionssprecher der FiKo. Es ist eine der Massnahmen aus dem Entlastungspaket 2018 (EP 18). Es geht um den Fonds für Suchtprobleme mit jährlichen Einnahmen zwischen 6 und 7 Mio. Franken. Der Fonds für Suchtprobleme wird aus verschiedenen Kassen gespeist: Die eine ist das Gastgewerbegesetz vom 11 November 1993 (GGG), die andere ist der Alkoholzehntel, und die dritte ist die Spielbankenabgabe. Durch die Spielbankenabgabe werden jährlich etwa 285 000 Franken eingespeist. Das entspricht circa 4 Prozent des Fonds.
Im Rahmen des EP 18 will man weniger Geld zuhanden des Fonds für Suchtprobleme aus der Spielbankenabgabe abzweigen. Man will insgesamt 280 000 Franken pro Jahr sparen. Das heisst, man weist dem Fonds weniger Geld zu, und somit bleibt dem Kanton mehr Geld. Diese Massnahmen sind unbestritten, weil der Fonds momentan ein Guthaben von 2,7 Mio. Franken aufweist. Man kann bei gleicher Leistung noch gut zehn Jahre von den Geldern leben, die der Fonds noch beinhaltet. Deshalb hat die FiKo den Antrag auf Änderung des Gesetzes mit grosser Mehrheit angenommen. Man muss das Gesetz ändern, wenn man dem Fonds weniger Geld zuweisen will. Bis anhin betrug die Zuweisung 10 bis 20 Prozent. Weil man nun die 10 Prozent unterschreiten will, lautet die neue Formulierung «maximal 20 Prozent». Wenn Sie wollen, dass dem Kanton im Sinn des EP 18 mehr Geld bleibt, müssen Sie diesem Antrag zustimmen. Ich vermute, auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat den Beschluss gefällt, diesem Antrag zuzustimmen.

Präsident. Wir befinden uns in der Eintretensdebatte. Wollen sich die eingetragenen Fraktionssprecher zum Eintreten äussern oder zur Detailberatung? – Zum Eintreten? – Gut. Ich erteile für die Eintretensdebatte dem Fraktionssprecher der EVP, Grossrat Löffel, das Wort.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Die Änderung, die wir hier besprechen, ist eine kleine, unscheinbare und die Folge einer kleinen, unscheinbaren Entlastungsmassnahme, die in der Novembersession in einem sehr grossen Paket irgendwo durchgerutscht ist. Die POM hatte damals der GEF etwas eingebrockt und damit in einem eleganten Schwung ihren Anteil am EP 18 erhöht. Für den Fonds ist die GEF zuständig. Aus dem Fonds für Suchtprobleme werden sehr wichtige Angebote in den Bereichen Suchtberatung, Therapie und Prävention mitfinanziert. 240 000 Franken sollen eingespart werden. Dazu müssen wir das Gesetz ändern, weil im Gesetz bis jetzt festgehalten ist, dass aus der Spielbankenabgabe mindestens 10 Prozent in diesen Fonds eingespeist werden müssen.

Ich bitte Sie, die beantragte Änderung abzulehnen. Ich bin sehr dezidiert der Meinung, dass eine Minderspeisung des Fonds – also einer Kürzung der Mittel für Suchtberatung, Suchttherapie und auch für Prävention – unter dem Strich sicher keine Einsparung bringt, sondern kontraproduktiv sein wird. Ich denke bei dieser Gesamtthematik nicht nur an die Alkoholprobleme, sondern auch an die Entwicklungen beim Cannabis, die uns in Zukunft noch stark herausfordern werden. Dieses Geld wird ausserdem nicht gespart, wenn die Speisung nicht gemacht wird, sondern die 240 000 Franken sind einfach bei den allgemeinen Staatsmitteln anfallen. In diesem Saal wurden auch schon Bedenken geäussert, was dann mit diesem Geld geschehe. Gespart wird das Geld also nicht; es wird einfach nicht in den Fonds eingespeist und abgebucht.
Ausserdem ist es sehr wichtig festzuhalten, dass die genannte Zahl des Betrags von 2,7 Mio. Franken Fondsbestand, der noch lange für die Zahlungen aus diesem Fonds ausreichen soll, aus dem Jahr 2015 stammt. Ich staune ein bisschen, dass man mit derart alten Zahlen argumentiert. 2016 erhielt der Fonds eine Sonderspeisung von rund 350 000 Franken, und seither können Sie die Zahlen dem Voranschlag 2018 (VA 18) und dem Aufgaben- und Finanzplan (AFP) 2018–2022 entnehmen. Ich habe die Zahlen mitgebracht: Seither fliessen nur noch rund 6 Mio. Franken in diesen Fonds und nicht zwischen 6 und 7 Mio. Franken. Der Betrag liegt zwar schon zwischen 6 und 7 Mio. Franken, aber er liegt sehr nahe bei 6 Mio. Franken.
Durch die Änderungen bei der Alkoholgesetzgebung auf nationaler Ebene wird der Anteil aus dem Alkoholzehntel wahrscheinlich signifikant sinken. Sie sehen im AFP, dass der Fonds auch ohne die vorgeschlagene Minderspeisung massiv abnehmen, deutlich früher keinen Reservebestand mehr haben und somit in eine problematische Situation geraten wird, um die wichtigen Aufgaben im Suchtbereich zu finanzieren. Ich bitte Sie sehr, diese Änderung nicht zu beschliessen, die 10 Prozent als minimale Speisung im Gesetz zu belassen und somit diese «Sparmassnahme» nicht umsetzen, die im November so nebenher durchgerutscht ist. Ich deklariere diesen Appell, ohne einen Antrag gestellt zu haben. Aber ich werde im Hinblick auf die zweite Lesung noch auf einige von Ihnen zugehen und bis dahin versuchen, von der GEF genauere Informationen zu erhalten, die ich bis anhin leider nicht habe. Dabei geht es um die Minderspeisung im AFP und deren Folgen. Ich danke Ihnen, wenn Sie der Änderung von Artikel 24a nicht zustimmen.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich fasse mich kurz: Wie von die beiden Vorredner dargelegt, sind wir am Abarbeiten von Sparbeschlüssen, die wir in der Novembersession gefällt haben. Die grüne Fraktion war schon damals der Meinung, dass es nicht sinnvoll ist, bei der Suchthilfe Mittel zu reduzieren. Wir sind klar der Meinung, dass es im Bereich der Suchthilfe langfristig besser ist, präventiv zu wirken. Wir profitieren auch finanzpolitisch und gesellschaftlich, wenn wir in diesem Bereich genügend Ressourcen zur Verfügung haben. Wir haben diese Massnahme damals kritisiert und unterstützen sie auch heute nicht. Es wurde zuvor gesagt: Es handelt sich zwar um einen kleinen Betrag, aber in der Prävention entfalten kleine Beträge manchmal eine grosse Wirkung. «Klein» bedeutet relativ klein; es geht um einige 100 000 Franken. Wir sind nicht für diese Gesetzesänderung und werden den Antrag ablehnen.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Es stellt sich eine neue Situation: Wir gingen bei den Informationen im November 2017 davon aus, dass wir den Stand der neusten Zahlen vorliegend hätten, die uns auch heute Morgen präsentiert wurden. Ich sprach damals persönlich mit dem Generalsekretär, Herrn Michel. Aufgrund des Gesprächs mit Ruedi Löffel sehe ich, dass die Zahlen nicht mehr stimmen. Wir sind nicht mehr im Jahr 2015, der Fonds enthält nicht 2,7 Mio. Franken, und das Geld wird nicht zehn Jahre ausreichen. Erstens muss man die Zahlen dringend überprüfen und an die aktuelle Situation anpassen. Zweitens haben wir vor ein paar Tagen das neue Spielbankengesetz angenommen. Auch dort gilt es eine neue Hochrechnung anzustellen und zu beurteilen, ob diese Mittel für den Fonds etwas bringen oder nicht.
Ich denke, die FiKo wäre gut beraten, für eine zweite Lesung auf der Basis sauberer Grundlagen zu beurteilen, wie lange die Gelder in diesem Fonds noch ausreichen werden. Oder ist es einfach eine Kürzung im Rahmen des Sparprogramms der GEF, mit der Konsequenz, dass nachher wesentliche Fondsgelder fehlen? Man kann es klar und deutlich sagen: Zum Beispiel werden die Beratungsstellen des Blauen Kreuzes, das wir alle als wichtig ansehen, fast hauptsächlich aus diesem Fonds gespeist. Ruedi Löffel konnte das wahrscheinlich aus lobby-taktischen Gründen nicht sagen. Aber wesentliche Projekte, die den Kanton Bern seit Jahren massiv unterstützen, geraten in Bedrängnis, wenn wir den Fonds dermassen kürzen, sodass er innerhalb von sechs Jahren aufgebraucht sein wird. Auf dieser neuen Grundlage formuliere ich jetzt keinen Antrag, aber ich bitte Sie, den Antrag zurückzunehmen.

Schaffen Sie eine klare Grundlage, und zeigen Sie auf, wie lange die Fondsgelder noch reichen werden, damit wir in der nächsten Session einen neuen Entscheid aufgrund sauberer Grundlagen und nicht falscher Annahmen fällen können.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Die BDP-Fraktion ist für das Eintreten auf dieses Geschäft. Sie nimmt die Änderung dieses Gesetzes an. Es ist ein relativ geringer Betrag; wir haben es bereits gehört. Diejenigen, die im November dabei waren, wissen: Wir haben über viele geringe Beträge diskutiert, gerungen und gefeilscht. Schlussendlich kam das EP 18 als Gesamtpaket nach dem Motto «Kleinvieh produziert auch Mist» zustande. Schlussendlich kam ein Sparbetrag von ungefähr 165 Mio. Franken zusammen. Wir wollen deshalb diesen Betrag nicht verringern. Hinzu kommt – wir haben es verschiedentlich gehört –, dass uns zwar nicht ganz die neusten Zahlen vorliegen, aber dieser Fonds hat einen Bestand, der garantiert, dass in den nächsten Jahren die Suchtprävention weitergeführt werden kann und nicht gekürzt wird. Aus unserer Sicht ist die Änderung verantwortbar. Deshalb bitte ich Sie, auf das Geschäft einzutreten und einer Änderung des Gesetzes zuzustimmen.

Raphael Lanz, Thun (SVP). Die SVP-Fraktion hat den Antrag gestützt auf die Zahlen, die uns vorlagen, diskutiert. Wir sind für das Eintreten. Bereits beim EP mussten wir dieser Massnahme zustimmen. Selbstverständlich ist es keine einfache Massnahme, aber wir sind der Meinung, sie sei vertretbar, gestützt auf die Informationen, die uns vorlagen. Ich kann auf den Sprecher der FiKo verweisen. Wir schliessen uns seiner Darlegung an, treten ein und stimmen zu.

Präsident. Gibt es noch weitere Fraktionssprecher? – Nein. Als Einzelsprecherin spricht Grossrätin Geissbühler.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (SVP). Gegen Suchtprävention hat in diesem Saal niemand etwas einzuwenden. Aber die Suchtprävention ist schon lange nicht mehr, was sie zu sein vorgibt. Sollten zum Beispiel diese Experimentierversuche mit Cannabis durchkommen, bei denen gesunde Leute ein Suchtmittel konsumieren, dann fällt das auch in diesen Bereich. Diese Projekte versuchen auch, Gelder zu bekommen. Es besteht schon lange der Wunsch, dass man einmal die Wirkungsziele dieser Beratungen untersucht. Es heisst nämlich in verschiedenen Studien, viele Süchtige seien beratungsresistent. Und wir geben Millionen von Franken aus und meinen, mit ein bisschen Führen von Gesprächen könnten wir die Leute von der Sucht wegbringen. Bevor man weiterhin Millionen von Franken spricht, möchten wir einmal eine Auflistung der Wirkungsziele haben. Und vor allem möchten wir eine Bestandsaufnahme der Projekte, die unter den Begriff «Prävention» fallen und aus meiner Sicht nichts mit Prävention zu tun haben.

Präsident. Der Kommissionssprecher hat nochmals das Wort.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (SP), Kommissionssprecher der FiKo. Wir haben Verständnis, dass man nicht unbedingt beim Fonds für Suchtprobleme sparen will. Das ist auch das Thema, das momentan auf dem Tisch ist. Ich habe gesagt, dass man Ende 2015 ein Vermögen von 2,7 Mio. Franken hatte. Ich habe vom Kommissionspräsidenten die neusten Zahlen erhalten. Jetzt müssen Sie gut zuhören: Ende 2016 waren es 3,1 Mio. Franken, also etwa 330 000 Franken mehr, und 2017 kamen nochmals 833 000 Franken hinzu. Der Fondsbestand liegt momentan bei 3,9 Mio. Franken. Der Bestand ist also zunehmend. Innerhalb von zwei Jahren hat der Fondsbestand seit 2015 um 1,2 Mio. Franken zugenommen. Wenn man schon gegen Kürzungen ist, sollte man zusehen, dass man das Geld auch braucht. Offensichtlich brauchte man über die letzten zwei Jahre hinweg durchschnittlich 600 000 Franken jährlich nicht.

(Grossrat Löffel tritt ans Rednerpult.)

Präsident. Grossrat Löffel, möchten Sie ein Votum halten? Wir beschliessen zuerst über das Eintreten. Ist das in Ordnung? (*Grossrat Löffel signalisiert sein Einverständnis.)* Der Regierungsrat hat das Wort.

Philippe Müller, Polizei- und Militärdirektor. Der Kanton erhebt die Abgabe auf dem Bruttospielertrag der Glücksspiele und Glücksspielautomaten. Je 10 bis 20 Prozent werden der Standortgemeinde und dem Fonds für Suchtprobleme zugewiesen. Aus dieser Spielbankenabgabe wurden bis jetzt

15 Prozent oder ungefähr 285 000 Franken an den Fonds für Suchtprobleme überwiesen. Der Gesamtregierungsrat sieht im Rahmen des EP 18 eine gestaffelte Kürzung der Gelder aus der Spielbankenabgabe für den Fonds für Suchtprobleme vor. Vorgesehen ist für das Jahr 2019 eine Reduktion von 15 auf 10 Prozent, und ab 2020 soll eine weitere Reduktion in der Höhe von 140 000 Franken erfolgen. Dafür ist eine Flexibilisierung in diesem Gesetz nötig. Die Anpassungen selber erfolgen in der Spielapparateverordnung vom 20. Dezember 1995 (SpV) und werden vom Gesamtregierungsrat vorgenommen.

Präsident. Ist das Eintreten auf dieses Gesetz bestritten? – Nein.
Somit kommen wir zur Beratung. Es liegt ein Antrag auf Durchführung von nur einer Lesung vor. Zuvor ist das Votum gefallen, dass eine zweite Lesung stattfinden soll. Somit stimmen wir über den Antrag ab. Wer dem Antrag von Regierung und Kommission auf nur eine Lesung zustimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt und somit eine zweite Lesung befürwortet, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag Regierungsrat/FiKo; Durchführung einer einzigen Lesung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	83
Nein	51
Enthalten	2

Präsident. Sie haben dem Antrag auf Durchführung von nur einer Lesung zugestimmt mit 83 Ja- gegen 51 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen. Wir kommen zur Detailberatung.

Detailberatung

I.
Art. 24a Abs. 5

Präsident. Der Artikel 24a Absatz 5 ist bestritten. Grossrat Löffel, EVP, hat das Wort.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Das Meiste habe ich zuvor bereits gesagt. Ich bin zwar nicht mehr in der FiKo. Die Zahlen, die mir vorliegen, stammen aus dem VA 18 und dem AFP. Das sind die Zahlen, die ich erwähnt habe. Ich habe den Vorabdruck des Geschäftsberichts als Nicht-FiKo-Mitglied nicht. Ich kenne die definitiven Zahlen des Jahres 2017 noch nicht. Daher rührt der Unterschied zwischen den Zahlen des Sprechers der FiKo und meinen Zahlen. Tatsache ist aber so oder so, dass durch die Änderung der Alkoholgesetzgebung auf nationaler Ebene der Alkoholzehntel kleiner wird. Der Fonds wird mehr Geld benötigen, als er in Zukunft ohne die vorgeschlagene Sparmassnahme einnehmen wird. Ich bitte Sie deshalb, die beantragte Änderung abzulehnen. Die vorgeschlagene Änderung ist sehr elegant. Bis anhin stand im Gesetz, dass 10 bis 20 Prozent aus der Spielbankenabgabe in den Fonds für Suchtprobleme fliessen sollen. Der Änderungsvorschlag spricht nun von «maximal 20 Prozent». Das ist verführerisch und klingt gut. Für mich als Suchtfachmann klingt das auch sehr gut. Es wäre mehr als bis jetzt. Tatsache ist, dass anschliessend auf Verordnungsstufe die Sparmassnahme umgesetzt und der Fonds nicht gespeist wird. Es ist eigentlich eine Mogelpackung, wenn wir jetzt «maximal 20 Prozent» ins Gesetz schreiben und eigentlich wissen, dass es viel weniger sein wird.
Ich möchte noch auf das Votum von Sabina Geissbühler reagieren. Es geht in dieser Sache nicht primär um Präventionsprojekte bei irgendwelchen Versuchen, sondern es geht um Beratungsstellen, therapeutische Angebote und Gesundheitsförderungsangebote. Es geht nicht nur um das Blaue Kreuz, sondern auch um andere Angebote. Es tut mir leid, dass ich das zuvor nicht deklariert habe, aber es ist so: Das Blaue Kreuz wird zu einem grossen Teil aus diesen Fondsgeldern finanziert.
Zusammengefasst: Es ist eine verführerische Gesetzesänderung, aber per saldo wird diese für den Fonds und die Angebote im therapeutischen, beraterischen und präventiven Bereich zu Suchtfragen ein Problem schaffen. Deshalb bitte ich Sie, diese Änderung zu verwerfen und die alte Formulierung

im Gesetz zu belassen, damit die Speisung weiterhin wie bisher aus der Spielbankenabgabe erfolgen kann.

Präsident. Ich gebe dem Kommissionssprecher das Wort.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (SP), Kommissionssprecher der FiKo. Wir sprechen nur noch über Prozente der Spielbankenabgabe. Momentan sind es 15 Prozent. In der ersten Phase ab 2019 will man 10 Prozent abzweigen und ab 2020 unter diese 10 Prozent gehen. Deshalb muss man von der Bandbreite von 10 bis 20 Prozent wegkommen. Damit man diese Grenze auch unterschreiten kann, heisst es neu «maximal 20 Prozent». Das bedeutet auch, dass man später die Abgabe wieder erhöhen kann, ohne dafür das Gesetz zu ändern.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Wünscht der Regierungsrat das Wort? – Nein. Dann kommen wir zur Abstimmung über Artikel 24 Absatz 5, der wie in der Fahne vorliegend geändert werden soll. Wer dieser Änderung zustimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 24 Abs. 5; Antrag Regierungsrat/FiKo)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	83
Nein	58
Enthalten	2

Präsident. Sie haben dem Antrag in der vorliegenden Form zugestimmt mit 83 Ja- gegen 58 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen.

II.
Angenommen

III.
Angenommen

IV.
Angenommen

Titel und Ingress
Angenommen

Präsident. Gibt es ein Rückkommen? – Nein. Wünscht jemand das Wort vor der Schlussabstimmung? – Das ist nicht der Fall. Somit kommen wir zur Schlussabstimmung über das HGG. Wer diesem Gesetz zustimmen will, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Schlussabstimmung (1. und einzige Lesung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	109
Nein	35
Enthalten	2

Präsident. Sie haben dem Gesetz zugestimmt mit 109 Ja- gegen 35 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Geschäft 2018.POM.66

Kantonspolizei Bern; Betrieb, Wartung, Beratung und Weiterentwicklung der ICT-Grundversorgung und ICT-Fachapplikationen der Kantonspolizei Bern. Ausgabenbewilligung, Verpflichtungskredit 2019–2020 (Rahmenkredit)

Präsident. Wir fahren weiter mit dem Traktandum 105: «Kantonspolizei Bern, Betrieb, Wartung, Beratung und Weiterentwicklung der ICT-Grundversorgung […]». Es ist ein Kreditgeschäft, das von der FiKo vorberaten wurde. Es untersteht dem fakultativen Finanzreferendum. Ich erteile das Wort dem Kommissionssprecher, Grossrat Wyrsch.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (SP), Kommissionssprecher der FiKo. Ich mache es kurz. Bei diesem Kredit geht es um 32,9 Mio. Franken. Der Kredit ist für zwei Jahre veranschlagt. Bisher wurden ICT-Kredite immer für drei Jahre gesprochen. Jetzt sind es zwei Jahre. Wir wollen, dass man in Zukunft alle Kredite miteinander abhandeln kann.
Man muss wissen, dass die Kantonspolizei (Kapo) im Gegensatz zu den anderen Informatikprojekten von der Zentralisierung ausgenommen ist. Ansonsten werden Informatikprojekte beim Kantonalen Amt für Informatik und Organisation (KAIO) zentralisiert. Aber man hat strategisch festgelegt, dies im Fall der Kapo nicht zu tun. Das ist eine alte Geschichte. Sie haben auch gesehen, dass nicht so genau zwischen der Fachapplikation und der Grundversorgung unterschieden wird wie bei anderen Direktionen. Wir haben seitens des Ausschusses nachgefragt, und die Kapo konnte die Gründe dafür erklären. Wir sagten der Kapo aber auch, dass wir erwarten, dass gewisse Synergien mit dem KAIO genutzt werden, und die Kapo hat uns das versprochen. Wir haben den Kredit in der FiKo einstimmig genehmigt. Ich bitte Sie, dies auch zu tun.

Präsident. Es gibt keine Wortmeldungen. Wünscht der Regierungsrat das Wort? – Das ist nicht der Fall. Somit kommen wir zur Abstimmung. Wer diesem Kreditgeschäft zustimmen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	133
Nein	3
Enthalten	2

Präsident. Sie haben dem Kreditgeschäft zugestimmt mit 133 Ja- gegen 3 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Geschäft 2018.POM.88

Kantonspolizei Bern; Betrieb und Unterhalt Sicherheitsfunknetz POLYCOM. Ausgabenbewilligung, Verpflichtungskredit 2019–2023 (Objektkredit)

Der Vizepräsident, Hannes Zaugg-Graf, übernimmt den Vorsitz.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 106. Es geht um ein Kreditgeschäft. Ich erteile das Wort dem Kommissionssprecher, Markus Wenger.

Markus Wenger, Spiez (EVP), Kommissionssprecher der SiK. Bei diesem Traktandum geht es um die Bewilligung eines Kredits von jährlich maximal 5,3 Mio. Franken über die nächsten fünf Jahre von

2019 bis 2023. Die Belastungen pro Jahr sind unterschiedlich. Die Gesamtsumme wird circa 22,3 Mio. Franken betragen. Das POLYCOM-Geschäft ist ein Projekt, das in der Hand des Bundes liegt. Der Bund stellt die Funkversorgung sicher; der Kanton Bern partizipiert daran. Wir haben das Geschäft in der Kommission intensiv beraten und stimmen dem Kredit mit 11 Ja-Stimmen gegen 1 Nein-Stimme bei 5 Enthaltungen zu. Das Abstimmungsresultat in der Kommission zeigt eindrücklich die Stimmung auf. Man ist mit diesem Geschäft nicht in allen Punkten glücklich, insofern als der Auftragnehmer, der die ganze Infrastruktur sicherstellt, die Hand gewechselt hat und mittlerweile ein ausländisches Unternehmen ist. Das hat in der Kommission nicht für gute Stimmung gesorgt. Wir sind aber, wie gesagt, bei diesem Projekt ein Teil des Ganzen. Der Bund ist federführend, und wir haben deshalb keine andere Möglichkeit, als für die nächsten Jahre die nötigen Mittel für die Funkverbindungen der Blaulicht-Organisationen zur Verfügung zu stellen und die Verbindungen sicherzustellen. Man kann dazu schon sagen, dass man mangels Alternativen mit einem gewissen Unmut dem Kredit zustimmt. Die Kommission bittet Sie, trotz der nicht ganz glücklichen Rahmenbedingungen dem Geschäft zuzustimmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Es haben sich keine Rednerinnen oder Redner eingetragen. Wünscht der Polizeidirektor das Wort? – Das ist nicht der Fall. Somit kommen wir zur Abstimmung. Wer den Kreditantrag annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	123
Nein	3
Enthalten	7

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben diesem Kreditantrag zugestimmt mit 123 Ja- gegen 3 Nein-Stimmen bei 7 Enthaltungen.

Geschäft 2018.POM.25

Lotteriefonds Genehmigung der Jahresrechnung 2017

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 107: «Lotteriefonds Genehmigung der Jahresrechnung 2017». In Vertretung der Kommissionssprecherin Schindler erteile ich das Wort der Sprecherin Regina Fuhrer.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (SP), Kommissionssprecherin der SiK. Ich spreche für die Mehrheit der SiK, und ich spreche für Meret Schindler. Sie wäre eigentlich Kommissionssprecherin, ist aber heute Vormittag leider beruflich verhindert.
Im Jahr 2017 haben die Bernerinnen und Berner gespielt und glücklicherweise auch gewonnen, und zwar so viel, dass insgesamt 60 176 605 Franken in den Lotteriefonds geflossen sind. Ich richte meinen Dank an die mehr und weniger glücklichen Spielenden. Der Lotteriefonds hat rund 52 Mio. Franken ausgegeben. Es besteht ein Restbestand von 43 736 520 Franken. Wie im Kulturfonds vorgesehen, verbleibt ein durchschnittlicher Jahresbetrag als Reserve im Fonds. Dafür müssen aber deutlich über 50 Mio. Franken im Fonds sein. Deshalb, lieber Bernerinnen und Berner: Sie dürfen gerne weiterhin spielen respektive gewinnen.
Es sind total 702 Gesuche eingegangen. Davon wurden 661 bearbeitet. Das ist etwa die gleiche Menge wie im Vorjahr. Nur 7 Prozent der Gesuche mussten abgelehnt werden. 2016 betrug dieser Anteil 9 Prozent. Prozentual hätte der Bernjurassische Rat 9 Mio. Franken erhalten. Über dieses Geld bestimmt der Bernjurassische Rat selbstständig. Der Restbestand beträgt 3,5 Mio. Franken. Deshalb, liebe Kollegen und Kollegen aus dem Jura: Es hat Geld in diesem Fonds. Wenn Sie Projekte haben, Restaurationen oder etwas Ähnliches, dann stellen Sie doch einen Antrag zuhanden des Fonds. Die

Verwaltungskosten für den Lotteriefonds sind leicht höher als 2016 und betragen 460 000 Franken. Sie befinden sich im langjährigen Mittel. Zuerst mussten Abgrenzungen betreffend das Harmonisierte Rechnungslegungsmodell 2 (HRM2) getätigt werden. 20 Prozent gingen an den Kulturförderungsfonds, wie Grossrätin von Greyerz gestern bereits erklärte. 15 Prozent respektive 9 Mio. Franken gingen an den Sportfonds. Von diesen 9 Mio. Franken wurden 1 Mio. Franken für die Planung der Olympischen Spiele 2026 in Sion zurückgestellt. Der Regierungsrat hat dies in Eigenregie getan. Das entspricht dem maximalen Betrag, über den der Regierungsrat frei entscheiden kann. Es wäre nun interessant, vom Regierungsrat zu erfahren, was mit diesem Geld nach der Abstimmung vom letzten Sonntag im Wallis geschieht, wie viel davon ausgegeben wurde, und welche Beiträge noch in andere Sportprojekte fliessen könnten. Die SiK hat mit 17 zu 0 Stimmen die Jahresrechnung zur Genehmigung empfohlen.
Zum Sportfonds: Dem Sportfonds wurden 15 Prozent der Gelder des Lotteriefonds zugesprochen. Das entspricht auch der regierungsrätlichen Kompetenz. Das hat nicht mit der Knausrigkeit des Regierungsrats zu tun, aber bei einem Nettobestand von mehr als 33 Mio. Franken ist das sicher die richtige Grössenordnung. Es wurden Gesuche für nur 11 800 592 Franken bewilligt. Dem Bernjurassischen Rat wurden 560 000 Franken zugesprochen. Der Bernjurassische Rat hat nun einen Fondsbestand von 2 818 637 Franken. Die Verwaltungskosten des Sportfonds sind ein bisschen höher, obwohl etwas weniger Geld als im Lotteriefonds ausgegeben wurde. Dem ist so, weil es über den Sportfonds sehr viele kleinere Gesuche gibt. Aber auch diese müssen gleichermassen geprüft werden wie die grossen Gesuche, welche hohe Beträge umfassen. Es gibt zum Teil auch Gesuche für Beiträge von wenigen Hundert Franken an den Sportfonds. Zuhanden des Sportfonds gingen 2038 Gesuche ein. Das entspricht einer leichten Zunahme gegenüber dem Vorjahr. 1959 Gesuche wurden bearbeitet. Vor allem wurden mehr Gesuche in der Kategorie «Nachwuchsförderung Breitensport» eingereicht. Es mussten deutlich weniger Gesuche abgelehnt werden als noch im Vorjahr. In beiden Fonds hat es nun also Geld. Die SiK hat dies thematisiert und die Frage gestellt, ob allfällige Projekte gerade auch im Zusammenhang mit der Sportstrategie unterstützt werden könnten. Die SiK beantragt dem Grossen Rat einstimmig mit 17 zu 0 Stimmen, die Rechnung des Sportfonds zu genehmigen. Auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird beiden Krediten zustimmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Die Rednerliste ist offen. Für die grüne Fraktion spricht Grossrat Thomas Gerber.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Wie wir alle gehört haben, hat der Kanton Wallis am letzten Wochenende den Kredit für die Olympischen Spiele abgelehnt. Wir gehen davon aus, dass die 1 Mio. Franken nicht gebraucht werden, die für die Olympischen Winterspiele und die Paralympics 2026 vorgesehen waren. Unter diesen Umständen kann die Rückstellung dem Reingewinn zugeführt werden. Die grüne Fraktion genehmigt einstimmig die Jahresrechnung.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Es haben sich keine weiteren Sprechenden gemeldet. Der Regierungsrat hat das Wort.

Philippe Müller, Polizei- und Militärdirektor. Es wurde die Frage gestellt, was mit den 1 Mio. Franken geschehe, welche für die Olympischen Spiele vorgesehen war. Dieser Betrag geht zurück in den Fonds und steht diesem zur Verfügung. Noch nicht beantwortet ist die Frage der Kosten, die durch diese Kandidatur entstanden sind, und wo diese belastet werden. Möglicherweise wird es dazu einen Antrag geben. Aber die Regierung hat darüber noch nicht entschieden.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Damit kommen wir zur Abstimmung über das Traktandum 107: «Lotteriefonds Genehmigung der Jahresrechnung 2017». Wer die Jahresrechnung genehmigt, stimmt Ja, wer dies nicht tut, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Genehmigung	
Ja	132
Nein	0
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben die Jahresrechnung einstimmig bei 132 Anwesenden genehmigt.

Geschäft 2018.POM.26

Sportfonds Genehmigung der Jahresrechnung 2017

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 108: «Sportfonds Genehmigung der Jahresrechnung 2017». Wir können direkt darüber abstimmen. Wer die Jahresrechnung des Sportfonds genehmigen will, stimmt Ja, wer diese nicht genehmigen möchte, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Genehmigung	
Ja	130
Nein	0
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben die Jahresrechnung des Sportfonds genehmigt mit 130 Ja-Stimmen gegen 0 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Geschäft 2017.RRGR.743

Motion 280-2017 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, SVP)
Kosten sparen – Hafterstehungsfähigkeit sofort abklären

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 109. Es geht um eine Motion von Grossrätin Geissbühler. Ich erteile ihr das Wort, sobald sie jemand angemeldet hat.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (SVP). Alle SiK-Mitglieder wurden letztes Jahr von Juristen und Vertretern der Polizei über die heutige, problematische Situation bei der Beurteilung der Hafterstehungsfähigkeit informiert. Vor allem sagten diese, dass sie eigentlich von der Politik eine Lösung erwarten würden, eine Lösung im Sinn der vorliegenden Motion.
Die Polizei erhielt von uns den Auftrag, berauschte oder wegen kriminellen Taten ausgeschriebene Personen aufzugreifen oder zu verhaften. Weil bei dieser Klientel gesundheitliche Schwierigkeiten auftreten können und Straftäter bei der Verhaftung nicht selten medizinische Probleme vorgeben, müssen Polizistinnen und Polizisten bestimmen, ob diese Personen überhaupt hafterstehungsfähig sind. Wenn sie bei der Beurteilung unsicher sind, können sie einen Arzt hinzuziehen. Weil die Fälle der Berauschten und der Straftäter vor allem an den Wochenenden abgeklärt werden müssen und die Ärzte am Wochenende nicht erreichbar sind, werden circa 800 Fälle pro Jahr direkt in eine Notfallstation eingeliefert, was grosse Kosten verursacht, nämlich circa 1200 Franken pro Fall. Das heisst, dass wir ungefähr 1 Mio. Franken für Kriminelle oder Berauschte ausgeben. Weil im Kanton Zürich an den Wochenenden Medizinstudierende die Polizei begleiten und mit dem Vier-Augen-Prinzip eine befriedigende Lösung gefunden wurde, entstand diese Motion. Auch für die Steuerzahlenden ist diese Lösung attraktiv, weil sie nämlich viel günstiger ist. Natürlich war ich enttäuscht, dass die POM nur ein Postulat annehmen will. Das hat natürlich auch in den Fraktionen zu Unsicherheiten geführt. Weil mir aber vom Polizeidirektor versprochen worden ist, dass er das Problem endlich angehen und lösen will, wandle ich die Motion in ein Postulat um und hoffe, dass Sie wenigstens einstimmig das Postulat durchwinken.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben es gehört: Die Motion ist in ein Postulat gewandelt worden. Damit entspricht der Antrag demjenigen der Regierung. Ist dieses Postulat bestritten? – Ist es bestritten? – Sind Sie sich sicher? Gemäss den dem Präsidium gemeldeten Angaben ist es nicht bestritten. Können Sie sich innerhalb der Fraktion einigen? – Es ist nicht bestritten. Dann stimmen wir direkt darüber ab. Wir warten noch kurz. – Wer dem Vorstoss als Postulat zustimmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	90
Nein	31
Enthalten	2

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben dem Postulat zugestimmt mit 90 Ja- gegen 31 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.64

Motion 020-2018 Rüegsegger (Riggisberg, SVP)
Wird das Berner Oberland Ost für Schwertransporte abgeschnitten? A8 am Thuner- und Brienzersee weiterhin als Zubringer für künftige Grossprojekte nutzen

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 110. Es ist eine Motion von Grossrat Rüegsegger. Der Motionär hat das Wort.

Hans Jörg Rüegsegger, Riggisberg (SVP). Die V-Bahn in Grindelwald, das Trift-Projekt der Kraftwerke Oberhasli (KWO), die Umfahrung Wilderswil: Dies sind die drei wichtigsten Bauprojekte, die in den nächsten Jahren im Berner Oberland zur Ausführung kommen werden. Sie konnten zudem lesen, wie der Zustand unserer Strassen ist. Nicht wirtschaftlich tauglich und unprofessionell ist die Informationspolitik seitens des Bundesamts für Strassen (ASTRA) gegenüber unseren Bauunternehmungen. Das ist ein unhaltbarer Zustand für die Bau- und Transportunternehmer nicht nur, aber vor allem im Berner Oberland. Deshalb war ich auch ein bisschen überrascht und ein Stück weit enttäuscht über die Antwort des Regierungsrats. Dies im Wissen darum, dass der Regierungsrat, der hier sitzt, sicher nicht an der Antwort beteiligt war. Aus meiner Sicht wurde zum Zeitpunkt der Beantwortung keine der Forderungen vollumfänglich erfüllt.
Aber der Reihe nach: Worum geht es? – Bis Ende 2017 wurden Transporte über 44 Tonnen für Ausnahme- und Schwertransporte via A8 entlang dem Thuner- und Brienzersee durch das ASTRA genehmigt beziehungsweise vom Strassenverkehrs- und Schifffahrtsamt des Kantons Bern (SVSA) «dauerbewilligt». Bis Ende 2016 war das sogar für Transporte bis zu 72 Tonnen problemlos möglich. Die Dauer- oder Jahresbewilligungen für 2018 wurden bis Ende 2017 ausgestellt. Entsprechende Sonderbewilligungen, die es jetzt im Jahr 2018 gebraucht hätte, wurden vom ASTRA nicht erteilt beziehungsweise konnten vom SVSA nicht bewilligt werden. Das Vorgehen ist für die Betroffenen schlicht schikanös und diskriminierend. Das soll an dieser Stelle ins Protokoll kommen.
Zu Ziffer 1: Der Regierungsrat wird aufgefordert zu intervenieren, damit Lösungen gefunden und Ausnahme- und Schwertransporte via A8 wieder möglich werden, wie sie bis Ende 2017 möglich waren. Schön und gut: In der Antwort heisst es, die Forderung sei erledigt, und die Sperrung hätte nur 14 Tage gedauert. Aber wie lange die statischen Berechnungen durch die Ingenieure des ASTRA dauern, und wann die allfälligen Sanierungs- und Instandstellungsarbeiten ausgeführt werden, darüber hat man unsere Unternehmer und auch den Kanton Bern nicht informiert. Da läuft etwas ganz klar falsch. Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, dass die Einschränkung nur vom 1. bis am 14. Februar gedauert hat. Mein Vorstoss erfolgte in dieser Zeit. Die Verantwortlichen beim SVSA

wurden vom ASTRA nicht und nie darüber informiert, dass es sich um eine temporäre Einschränkung respektive Sperrung handelt. Diesbezüglich habe ich beim SVSA nachgefragt. Entsprechend konnte das SVSA logischerweise seine Kundschaft vor allem auch im Berner Oberland nicht informieren. Der Zustand war, wie erwähnt, bis Ende 2016 noch besser gelöst, und Fahrten konnten mit einer Bewilligung für ein Betriebsgewicht von 72 Tonnen mit einer Jahresbewilligung unseres Amts unkompliziert und praxistauglich gelöst werden. Davon sind wir jetzt weit entfernt. Es steht klar in der Antwort der Regierung, dass die Sicherheit an erster Stelle steht. Aber was folgt danach? – Ganz klar die wirtschaftliche Komponente. Ich erwarte, dass das ASTRA alles unternimmt, damit unsere Transportunternehmungen das Berner Oberland künftig ohne schikaniert zu werden und ohne Behinderung wieder anfahren können, damit gleich lange Spiesse herrschen. Deshalb ist Ziffer 1 der Motion nicht erfüllt. Ich bitte um die Annahme von Ziffer 1.
Zu Ziffer 2 sieht der Regierungsrat keinen Handlungsbedarf. Durch die kurzzeitigen Einschränkungen bestünden keine Wettbewerbsnachteile mehr. Somit stelle ich fest, dass der Regierungsrat die Praktiken des ASTRA weiterhin duldet. Es ist für mich kein Zustand, dass der Schwerverkehr vermehrt durch die Dörfer am rechten Thuner- und Brienzerseeufers umgeleitet wird oder auf die Kantonsstrasse, für die wir dann verantwortlich sind. Das betrifft nicht nur den Unterhalt und die Instandstellung, sondern auch die Emissionen. Alles geht zulasten des Kantons. Dass dies zu einer nicht unwesentlichen Mehrarbeit für unsere Verantwortlichen beim SVSA führt, ist auch klar. Entsprechend sollte man handeln, indem man Ziffer 2 annimmt und dem Regierungsrat die Kompetenz erteilt, diesbezüglich beim Bund vorzusprechen. Das zweite Beispiel zu dieser Ziffer ist die A1. Dieses hat nicht direkt mit diesem Vorstoss zu tun. Es ist nicht lange her, als am 18. Mai 2018 ohne zu informieren gesperrt wurde. Deshalb bitte ich Sie, Ziffer 2 anzunehmen.
Zu Ziffer 3: Ich stelle fest, dass die nötigen Kompetenzen bei unserem Amt vorhanden sind. Entsprechend kann ich auch mit einer Abschreibung leben. Aber bitte nehmen Sie Ziffer 1 und Ziffer 2 an. Ziffer 3 bitte ich Sie anzunehmen und allenfalls abzuschreiben.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die SVP spricht Thomas Knutti.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Die SVP-Fraktion unterstützt selbstverständlich vorbehaltlos und vollumfänglich alle Ziffern dieser Motion. Ich komme selber aus dieser Branche und habe eine gewisse Erfahrung. Ich musste schon ein paarmal feststellen, dass es tatsächlich gewisse Probleme mit den Bewilligungspraxen gibt. Ich möchte mich zuerst vor allem zu Ziffer 1 äussern. Letzten Herbst war ich in einen Fall involviert war, bei dem drei Lastwagen mit je 50 Tonnen beladen am Freitagmittag unterwegs waren, um im Bahnhof Spiez abzuladen. Bekanntlich kann man von der Autobahnausfahrt in Spiez bis zum Bahnhof nicht mit 50 Tonnen Last fahren. Dies erfordert eine Ausnahmebewilligung. Das ASTRA hatte sich an besagtem Freitag geweigert, die Ausnahmebewilligung zu erteilen. Man diskutierte eine ganze Woche lang. Ich bin schon froh, dass ich diese Situation der POM schildern kann. Diese Bewilligung kam an jenem Freitag nicht mehr zustande, und die Lastwagen blieben stehen. Erst als man über den damals zuständigen Regierungsrat Käser am Freitagabend intervenierte, konnte dieser die Bewilligung erwirken, sodass man am folgenden Montagmorgen die Lastwagen am Bahnhof entladen konnte. Das kann es nicht sein, geschätzte Anwesende.
Deshalb bin ich froh, wenn man das Anliegen aufnimmt und mit dem ASTRA das Gespräch sucht, damit diese Bewilligungspraxis besser funktioniert. Denn unsere Wirtschaft muss funktionieren. Im ganzen Kantonsgebiet sind wir darauf angewiesen, dass man rasch Bewilligungen erhält. Wir wollen keine Wettbewerbsverzerrungen. In diesem Sinn bitte ich sie, die Motion zu unterstützen. Zu Ziffer 3: Ich denke, wir haben keine grosse Differenz. Die Kompetenzregelung – vom ASTRA zum SVSA – ist gut und funktioniert eigentlich nicht schlecht. Die Bewilligungen erhält man relativ schnell. Wenn jemand Probleme macht, dann ist es das ASTRA. Aber vonseiten des SVSA funktioniert es gut. Deshalb bitte ich Sie, die Motion zu unterstützen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Das Wort hat Ueli Egger für die SP-JUSO-PSA-Fraktion.

Ulrich Egger, Hünibach (SP). Im Namen der SP-JUSO-PSA-Fraktion möchte ich die Motionäre unterstützen. Aber wir sind natürlich im Gegensatz zur SVP mit der Antwort des Regierungsrats zufrieden. Wir sind sicher, dass er, wie er schreibt, auch in Zukunft dafür sorgen wird, dass das Oberland im östlichen Teil nicht für die Schwersttransporte abgeschnitten wird, sodass diese nicht über den Brünig

oder das rechte Thunerseeufer geführt werden müssen. Deshalb bitte ich Sie im Sinn des Regierungsrats, die Ziffern 1 und 3 anzunehmen, und die Ziffer 2 muss nicht angenommen werden.

Hans Schär, Schönried (FDP). Wir unterstützen die Motion. Wir stimmen der Annahme von Ziffer 1 zu, möchten diese aber nicht abschreiben. Die Antwort des Regierungsrats erachten wir als zu gering. Es hat zu wenig «Fleisch am Knochen». Dieses Strassenstück muss man im Auge behalten und mögliche Sanierungen angehen. Es darf vorweg auch keine temporären Einschränkungen geben. Dementsprechend möchten wir auch Ziffer 2 annehmen. Der Regierungsrat darf beim Bundesrat vorsprechen und auf Wettbewerbsverzerrungen hinweisen. Auch Ziffer 3 nehmen wir an, bestreiten aber deren Abschreibung. Der Regierungsrat muss die nötigen Rahmenbedingen schaffen, damit Bewilligungen für Schwertransporte rasch und unkompliziert ausgestellt werden können.

Martin Boss, Saxeten (Grüne). In drei Punkten verlangt der Motionär keine Benachteiligungen der Schwertransporte ins Berner Oberland. Zu Ziffer 1: Gemäss dem Regierungsrat handelt es sich um eine inzwischen aufgehobene temporäre Einschränkung im Februar 2018 zur Prüfung der baulichen Substanz einer Strassenabsenkung. Die Bewilligungspraxis ist wieder die alte. Das heisst, es gilt eine Bewilligungspflicht durch das SVSA für Transporte über 44 respektive 50 Tonnen.
Zu Ziffer 2: Die Wettbewerbsnachteile sind nach der zweiwöchigen Prüfung der Bausubstanz wieder aufgehoben. Das heisst, es ist eigentlich kein Handlungsbedarf mehr gegeben.
Zu Ziffer 3: Die Kompetenzregelung beziehungsweise die Aufteilung der Kompetenzen ist für den Regierungsrat genügend und hat sich bewährt. Änderungen müssen innerhalb der eidgenössischen Gesetzgebung erfolgen. Grundsätzlich ist zur Motion zu sagen, dass Schwertransporte nicht täglich anstehen, um eine gute Versorgung zum Beispiel bei Grossbaustellen zu gewährleisten. Es macht Sinn, wenn das SVSA oder das ASTRA den Bauherren jeweils proaktiv – ich sage das absichtlich so – frühzeitig Informationen zukommen lassen, falls es wieder zu Abweichungen von der geltenden Praxis kommen sollte. So ist die Planungssicherheit gewährleistet, und die Durchführung der Schwertransporte ist plan- und realisierbar. Die grüne Fraktion folgt der Argumentation des Regierungsrats. Deshalb stimmen wir gemäss dem Antrag der Regierung.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Für uns ist der Vorstoss effektiv schwierig zu beurteilen. Es ist aber sicher wichtig, dass die Kommunikation stimmt. Da kann man sich immer verbessern. Thomas Knutti hat das Anliegen deponiert. Ich hoffe, es sei bei der Regierung angekommen, damit diesbezüglich interveniert wird. Es ist wichtig, dass diese Fahrten durchgeführt werden können. Das ist für uns völlig klar. Wir haben auf der einen Seite die Aussagen des Motionärs und auf der anderen Seite diejenigen der Regierung. Es ist wirklich schwierig, die Situation zu beurteilen. Die Motion ist aus unserer Sicht aber nicht stufengerecht. Die Anliegen werden in der Motion eigentlich klar dargelegt. Die Einschränkungen bestehen nicht mehr. Ich glaube, diesbezüglich geht der Motionär mit der Regierung einig. Die Anpassung der Rechtsgrundlage ist unseres Erachtens ebenfalls nicht nötig. Wir stellen uns hinter die Anträge der Regierung: Ziffern 1 und 3 annehmen und abschreiben, und Ziffer 2 ablehnen. Wir hören aber sehr gerne noch vom Regierungsrat, was er uns dazu sagen wird.

Markus Wenger, Spiez (EVP). In der Lagebeurteilung geht die EVP von der gleichen Sicht wie die glp aus. Wir sind auch der Meinung, dass die Faktenlage relativ undurchsichtig ist. Es ist nicht klar, was wirklich wo drückt. Wir kommen aber mehrheitlich zu einem etwas anderen Schluss, weil die Überweisung der Ziffern, so wie vom Motionär dargestellt, uns nicht schadet. Sie kostet auch nicht viel, kann aber dazu beitragen, dass die Erschliessung verbessert und vor allem die Kommunikation besser wird. Es gibt Situationen, in denen Einschränkungen unumgänglich sind, aber dann ist eine zeitgerechte, langfristige Information als Voraussetzung wichtig. Deshalb wird die Mehrheit der EVP-Fraktion Ziffer 1 annehmen und nicht abschreiben, Ziffer 2 annehmen und Ziffer 3 annehmen und abschreiben. Im Moment gibt es verschiedene Baustellen, und man hat ein gewisses Verständnis. Wie Christoph Grimm richtig gesagt hat, ist das Anliegen eigentlich ein nationales Anliegen. Das ASTRA müsste sich entsprechend bewegen. Unsere nationalen Politiker müssten sich dementsprechend um das Problem kümmern. Da aber im Moment ein grosser Teil der Berner Nationalräte mit den «fremden Richtern» absorbiert ist, macht es wahrscheinlich Sinn, dass wir als Kantonalparteien ein bisschen nachstossen.

Ueli Frutiger, Oberhofen (BDP). Auch die BDP-Fraktion unterstützt die Motion grossmehrheitlich. Es mag sein, dass das aktuelle Problem, das zu dieser Motion geführt hat, in der Zwischenzeit behoben

wurde. Es ist aber sinnvoll, dass die Absprachen zwischen dem ASTRA und dem SVSA intensiviert und verbessert werden. Weiter ist es zwingend notwendig, dass die Sanierungsarbeiten, die zu diesen Auflagen geführt haben, so geplant und terminiert werden, dass nicht ein ganzes Gebiet von Schwertransporten abgeschnitten wird. Diese Situation hat zu dieser Motion geführt. Es ist klar: Die Unternehmen brauchen die Möglichkeit, ihre Schwertransporte planbar durchzuführen. Deshalb muss die Information verbessert werden. Temporäre Beschränkungen wird es immer geben, aber diese müssen offen und frühzeitig kommuniziert werden, damit die Durchführung der Schwertransporte planbar wird. Die BDP-Fraktion ist der Meinung, dass wir gemäss dem Antrag des Antragstellers abstimmen werden: Ziffer 1 annehmen und nicht abschreiben, Ziffer 2 annehmen und Ziffer 3 annehmen und abschreiben.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir haben noch einen Einzelsprecher. Ich erteile das Wort Martin Schlup.

Martin Schlup, Schüpfen (SVP). Ich fahre zwischendurch Schwertransporte im Rahmen meines Nebenerwerbs. Ich kann Ihnen nur sagen, dass solche Einschränkungen die Fahrten manchmal relativ schwierig machen. Sofort ergeben sich Umwege von 100 bis 150 Kilometern. Manchmal lassen sich diese vermeiden, aber manchmal hat man doch das Gefühl, diese wären nicht nötig. Was sind eigentlich diese Schwertransporte? – Es geht nicht darum, dass man weniger Lastwagen braucht und ein bisschen mehr aufladen kann. Es geht um unteilbare Güter, die man nicht auseinandernehmen kann. Das können Bagger, grosse Turbinen oder Elektrogeneratoren sein. Pneukrane zum Beispiel sind sehr oft unterwegs. Diese wiegen schnell einmal zwischen 60 und 100 Tonnen. Um solche Fahrzeuge geht es unter anderem.
Natürlich müssen zum Beispiel Sanierungen von Brücken gemacht werden. Das ist ganz klar. Aber wir haben oft das Gefühl, das ASTRA entscheide relativ schnell von einem Bürotisch aus und mache es sich ein bisschen einfach. Manchmal gäbe es vielleicht auch Lösungen, um Sanierungen etappiert oder mit einspuriger Einschränkung vorzunehmen. Das würde sofort zu einer Erleichterung führen. Aus diesen Gründen bitte ich Sie, die Motion anzunehmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich erteile das Wort Herrn Regierungsrat Müller.

Philippe Müller, Polizei- und Militärdirektor. Ich bestätige selbstverständlich die vorliegenden Antworten der Regierung. Die Regierung beantragt die Annahme von Ziffer 1 und deren gleichzeitige Abschreibung, die Ablehnung von Ziffer 2 sowie die Annahme und gleichzeitige Abschreibung von Ziffer 3. Es ist aber auch so, dass wir mindestens zeitweise eine unbefriedigende Situation hatten. Ich bin offen dafür, zusammen mit der Leitung des SVSA mit dem ASTRA das Gespräch zu suchen und die Anliegen, die hier zur Diskussion stehen, dort auch zu deponieren. Ein solches Gespräch könnte auch für die POM und das SVSA wertvoll sein, um das Anliegen zusammen mit anderen Bedürfnissen einzubringen. Die Praxis des ASTRA ist gemäss der Einschätzung vonseiten der POM und des SVSA nicht immer so kundenfreundlich, wie sie vielleicht sein könnte. Die Kommunikation hat nicht immer funktioniert. Auch wenn man Ziffer 2 der Motion ablehnt, die eine Intervention beim Bundesrat verlangt und vielleicht schon ein bisschen hoch greift, weil im Moment kein Handlungsbedarf besteht, so kann man trotzdem das Gespräch mit dem ASTRA suchen, aber stattdessen die Kontaktnahme mit dem Bundesrat bleiben lassen. Das kann ich Ihnen als Zusatzinformation mitgeben.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Der Motionär wünscht nochmals das Wort.

Hans-Jörg Rüegsegger, Riggisberg (SVP). Ich möchte allen im Saal, die sich an der Diskussion beteiligt haben, und dem Regierungsrat für die zusätzlichen Informationen aus seiner Sicht danken. Ich möchte an dieser Stelle noch einmal erwähnen, dass unsere Leute im SVSA gute Arbeit leisten und sich für die Sache einsetzen. Aber dennoch habe ich festgestellt, dass eine bessere Informations- und Koordinationspolitik seitens des ASTRA gewünscht ist. Deshalb bin ich etwas erstaunt über den Sprecher der Grünen, weil wir im Moment vom ASTRA dominiert werden. Unsere Leute müssen einfach ausführen, was vorgegeben wird. Man hat keine Vorinformation. Die glp sagt, die Forderung sei nicht stufengerecht. Aber man verlangt eigentlich nur, dass die gängige Praxis, die eigentlich bis Ende 2017 oder sogar Ende 2016 gut funktioniert hat, weitergeführt wird. Wenn es Probleme gibt, dann sollte man diese angehen und uns nicht einfach nur über beschlossene Tatsachen informieren.

Es ist auch erwähnt worden, die nationalen Politiker seien vielleicht anderweitig engagiert. Das ist richtig. Aber wenn diese vonseiten des Kantons nichts hören, dann werden sie auch nicht aktiv. Deshalb möchte man sie aktivieren, inklusive des Regierungsrats, damit sie vorstellig werden. Jetzt besteht genau die Chance, sodass der neue Regierungsrat vielleicht beim Antrittsbesuch stufengerecht vorstellig werden kann. Entsprechend können diese Korrekturen wirken. Die Situation ist völlig unbefriedigend. Im Merkblatt des ASTRA, das im Internet aufgeschaltet ist, gilt die Strecke immer noch als gesperrt. Deshalb sollte man mindestens die ersten beiden Ziffern überweisen. Bezüglich Ziffer 3 werden wir über die Abschreibung diskutieren und danach abstimmen. Ich wäre froh, wenn wir so vorgehen könnten: Ziffer 1 und Ziffer 2 überweisen ohne Abschreibung, und zu Ziffer 3 wird es über die Abschreibung eine separate Abstimmung geben.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Damit kommen wir zur Abstimmung. Wir stimmen ziffernweise ab. Wer die Ziffer 1 der Motion annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	147
Nein	0
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben die Ziffer 1 angenommen mit 147 Ja- gegen 0 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.
Wir kommen zur Abschreibung. Wer die Ziffer 1 abschreiben will, stimmt Ja, was dies nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	49
Nein	98
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben die Ziffer 1 nicht abgeschrieben mit 98 Nein- gegen 49 Ja-Stimmen.
Wer die Ziffer 2 der Motion annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	91
Nein	52
Enthalten	4

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben die Ziffer 2 angenommen mit 91 Ja- gegen 52 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen.
Wer die Ziffer 3 annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	146
Nein	0
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Auch hier liegt wieder ein einstimmiger Entscheid vor. Sie haben die Ziffer 3 mit 146 Ja-Stimmen angenommen.
Wir kommen noch zur Abschreibung der Ziffer 3. Wer der Abschreibung zustimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	123
Nein	24
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben die Ziffer 3 abgeschrieben mit 123 Ja- gegen 24 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Geschäft 2017.RRGR.681

Motion 251-2017 Fuchs (Bern, SVP)
Entlastung der Motorfahrzeugkontrolle: Reparaturbestätigung statt Nachprüfung

Der Präsident übernimmt wieder den Vorsitz.

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 111, der Motion Fuchs (SVP): «Entlastung der Motorfahrzeugkontrolle: Reparaturbestätigung statt Nachprüfung». Ich erteile dem Motionär das Wort, der die Vertretung der Motion von alt Grossrat Fuchs übernommen hat.

Stefan Hofer, Bern (SVP). Wie der Titel unserer Motion besagt, wollen wir eine Entlastung der Motorfahrzeugkontrolle. Wir möchten den Regierungsrat beauftragen, eine Vereinbarung mit dem Strassenverkehrs- und Schifffahrtsamt (SVSA) und dem Berner Autogewerbeverband auszuarbeiten, um die circa 35 000 Nachkontrollen, die weder ökonomisch noch ökologisch Sinn machen, in einem vereinfachten Verfahren mittels einer Reparaturbestätigung zu erledigen. Die Vorteile dieser Motion liegen auf der Hand: Es ist für alle Beteiligten wie Fahrzeughalter, Garagisten und auch das SVSA eine Entlastung. Bei sehr schwerwiegenden Mängeln soll immer noch eine Nachprüfung vom SVSA vorgenommen werden können. Diese Praxis wird bereits heute in diversen Kantonen erfolgreich angewendet. Der

Regierungsrat hält in seiner Antwort fest, er befürchte, die Werkstattbetriebe könnten die Arbeit schludrig ausführen. Deshalb müsse zwingend noch eine Aufsichtsperson, sprich, eine Verkehrsexpertin oder ein Verkehrsexperte, die Arbeiten kontrollieren. Das Autogewerbe scheint beim Regierungsrat nicht allzu viel Vertrauen zu geniessen. Wir teilen diese Bedenken nicht und sind der Überzeugung, dass es zu keinen Interessenkollisionen kommen würde. Eine Befürchtung teilen wir allerdings, dort bedürfte es sicher einer Regelung: Es ist so, dass ein Werkstattbetrieb, der Besitzer eines Fahrzeugs ist, für dieses nicht selber eine Reparaturbestätigung ausstellen darf.
In der Antwort des Regierungsrats kann man sehr viele Gründe lesen, warum und weshalb dies nicht möglich sein soll. Ich verzichte hier darauf, diese alle zu wiederholen. Aber ich werde das Gefühl nicht ganz los, es fehle ein wenig am Willen, in diesem Bereich eine Effizienzsteigerung zu erzielen, weil man sich selber – das heisst das SVSA – als höchst effizient bezeichnet und für keine Vereinfachungen offen ist. Mit Ausflüchten wie beispielsweise «IT-Lösungsproblemen» will man dem Vorstoss keine Chance geben. Wir als Motionäre verstehen die Antwort des Regierungsrats bereits als ausformulierten Prüfauftrag und verzichten deshalb darauf, die Motion in ein Postulat zu wandeln, und halten an der Motion fest. Ich würde Ihnen danken, wenn Sie uns unterstützten.

Präsident. Bevor ich zu den Fraktionssprechern komme, habe ich einen Geburtstag bekannt zu geben. Heute feiert Carlo Schlatter seinen Geburtstag. Ich wünsche ihm alles Gute und gute Gesundheit, die er ja manchmal auch selber in der Hand hat. *(Applaus)*
Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die BDP-Fraktion spricht Grossrat Leuenberger.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Die BDP hat grundsätzlich Verständnis für die Forderung, die gewisse Aufgaben der staatlichen Seite wegnehmen und den Privaten übergeben möchte. Hingegen haben wir auch Vorbehalte. Ich nehme vorweg, dass wir den Vorstoss als Motion ablehnen werden. Es gibt verschiedene Teilbereiche staatlicher Kontrolle, die wir an Private delegieren können und die durchaus funktionieren. Ich erinnere an die Führungskontrolle, die zeitweise den Kaminfegern übergeben wird; ich erinnere aber auch an die Sicherheitskontrollen nach Niederspannungs-Installationsverordnung (NIV); ich erinnere auch an die Fahrzeugkontrollen, die teilweise an den Touring Club der Schweiz (TCS) delegiert werden.
Jetzt kommen wir bereits zum Vorstoss. Aber bei all den staatlichen Kontrollpflichten, die im Sinne der Sicherheit und der Betriebssicherheit stattfinden, können wir eine Gemeinsamkeit beobachten. Derjenige, der repariert und installiert, kontrolliert sich nicht selber. Das ist das grosse Manko dieses Vorstosses. Der Vorstoss führt dazu, dass jemand, der repariert oder installiert, sich gleichzeitig auch gerade selber darin kontrollieren könnte, ob er die entsprechenden Arbeiten richtig ausgeführt hat. Das ist aus Sicht der BDP höchst problematisch. Aus Sicht der Sicherheit des Strassenverkehrs ist das ebenfalls höchst problematisch. Die Betriebssicherheit der Fahrzeuge ist ein sehr wichtiger Grundsatz in unserem Strassenverkehr. Wir stellen immer wieder fest, dass Transitfahrzeuge im Bereich des Gotthard nicht der Betriebssicherheit entsprechen, wie wir sie in der Schweiz verlangen. Das kann zu grossen Problemen führen. Wir möchten diesbezüglich keine Einschränkungen machen. Wir gehen auch davon aus, dass der grösste Teil der Fahrzeughalterinnen und Fahrzeughalter vor der Motorfahrzeugkontrolle ihr Fahrzeug bei einem Garagisten ihres Vertrauens vorbeibringen mit dem Auftrag, das Fahrzeug prüfungstauglich zu machen. Wenn das Fahrzeug anschliessend nicht durch die Prüfung kommt, dann hat dieser «Garagist des Vertrauens» wahrscheinlich seinen Auftrag nicht ganz erfüllt. Es ist aus Sicht der BDP nicht sinnvoll, diesem Garagisten dann auch die Kompetenz zuzusprechen, im Nachhinein eine Reparaturbescheinigung auszustellen, die belegt, dass er im Nachhinein den Auftrag noch richtig erfüllt hat. Wir gehen davon aus, dass das schlussendlich zu mangelnder Sicherheit und Betriebssicherheit von Fahrzeugen führen kann. Ausgehend vom Grundsatz, dass wer repariert und installiert nicht selber kontrolliert, müssen wir diesen Vorstoss ablehnen und bitten Sie, dies auch zu tun.

Andreas Hegg, Lyss (FDP). Auf den ersten Blick ist die Forderung der Motion verlockend. Betrachtet und analysiert man aber das Ganze, überwiegen aus unserer Sicht die Argumente für eine Ablehnung. Weshalb? – Es geht grundsätzlich um die Sicherheit von Fahrzeugen. Aktuell haben wir drei Player im Ganzen: Wir haben den Kunden, die Werkstatt und das Prüfzentrum. Wenn ein Garagist gleichzeitig Nachprüfungen an Fahrzeugen durchführen kann, beinhaltet das aus unserer Sicht gewisse Gefahren. Der Kunde ist relativ nahe beim Garagisten. Diese Nähe hat ein Vertrauen zur Folge, aber gleichzeitig hat der Kunde natürlich die Erwartung, dass sein Fahrzeug eine Nachprüfung besteht, und das auch noch möglichst günstig.

Ich will die Branche nicht schlechtmachen; es gibt sehr viele gute Betriebe, aber es gibt auch unseriöse Betriebe. Man kann etwas flicken und flicken. Man kann eine «Bauernblende» montieren, oder man kann etwas so flicken, dass es für eine gewisse Zeit hält, aber die längerfristige Sicherheit nicht gewährleistet ist. Hinzu kommt, dass wir bei Annahme der Motion das System wechseln würden. Wir müssten die Betriebe auch kontrollieren, und der Kanton müsste die Funktionsweise überprüfen. Zusammenfassend ist die Antwort des Regierungsrats aus Sicht der FDP sehr gut begründet. Das aktuelle System hat sich bewährt und ist gut eingespielt. Aus unserer Sicht muss man reparierende und kontrollierende Player klar trennen, damit die Unabhängigkeit gewahrt bleibt. Aus dieser Sicht überwiegen die Argumente für eine Ablehnung. Die FDP wird die Motion ablehnen.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU). Die zwei Vorredner haben es bereits klar und deutlich gesagt: Auf den ersten Blick haben wir alle Sympathie für eine Vereinfachung der Motorfahrzeugkontrolle. Wer hat nicht schon die Erfahrung gemacht, dass ein Prüftermin ausserordentlich mühsam sein kann, wenn man nur eine beanstandete Kleinigkeit noch in Ordnung bringen muss und dadurch ein weiterer Kontrolltermin nötig wird? – Auf den zweiten Blick zweifelt aber auch die EDU an der Umsetzung einer solchen Handhabung. Die Frage lautet, wer wofür zuständig ist. Wer kontrolliert wen? – Wir möchten nicht den Raum bieten für ein gewisses rechtsfreies Eldorado. Hingegen schätzen wir sehr, dass wirklich kleine Mängel durch eine Behebungsbestätigung erledigt werden können und in den Prüfzentren mit einem objektiven Augenmass gehandelt wird. Die EDU kann die Motion in dieser Form nicht unterstützen.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Das Anliegen der Motion tönt sehr verlockend und könnte eventuell sogar sinnvoll sein. Verlockend deshalb, weil man Kosten und Zeit sparen will, und sinnvoll, weil man keine oder weniger Nachkontrollen machen müsste. Aber die glp ist der Meinung, da sei ein «Bubentrickli» im Gang, das man aufzugleisen versucht. Wer repariert, prüft nicht; wer prüft, repariert nicht. Das ist ganz klar und wurde bereits gesagt. Nach diesem Prinzip möchten wir weiterfahren. Alles andere wurde bereits gesagt. Wenn ich meine Karre prüfen muss, bringe ich sie zuerst zu einem Fachmann. Dieser macht das Fahrzeug prüfungsreif. Danach kann ich innerhalb von zehn Tagen mit einer Unterschrift bestätigen, dass der Mangel behoben wurde. Das kann man bereits heute, und man muss gar nichts mehr ändern. Wer aber seine Karre einfach hinstellt und zusieht, was beanstandet wird, soll auch noch einmal antraben müssen. Die glp ist der Meinung, es brauche diesen Vorstoss nicht und lehnt die Motion einstimmig ab.

Daniel Klauser, Bern (Grüne). Es wurde bereits vieles gesagt. Ich kann mich den Voten meiner Vorredner anschliessen. Der Grundkonflikt, dass derjenige, der repariert, nicht kontrollieren soll, lässt sich nicht aus dem Weg räumen. Ich denke, das müssten auch die Motionäre eingestehen. Es geht in dieser Sache nicht einfach um eine simple Prüfung, sondern es geht auch um die Verkehrssicherheit. In diesem Sinn ist für die Grünen klar, dass wir diesen Vorstoss ablehnen.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Auch die EVP wird die Motion ablehnen. Wir haben jedoch grosse Sympathien dafür, dass man in diesem Bereich neue Ideen einfliessen lassen könnte. Wir begrüssen, dass man Kleinstreparaturen mit einer Unterschrift bestätigen kann. Ich könnte mir aber auch vorstellen, dass man kleinere Sachen, die nicht sehr sicherheitsrelevant sind, durch eine Bestätigung des Garagisten auslagern könnte. Aber es kann nicht grundsätzlich so sein, dass man eine Nachkontrolle nur noch über eine Bestätigung erledigen kann. Deshalb werden wir die Motion ablehnen.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrätin Roulet.

Sandra Roulet Romy, Malleray (SP). Je m'exprime au nom du groupe PS-JS-PSA, et je vous fais part de sa position. Elle rejette cette motion pour les raisons suivantes: le premier argument principal est aussi celui d'éviter les conflits d'intérêt. Beaucoup de choses ont déjà été dites à ce sujet, je ne vais pas répéter tout ce qui a été dit. Mais pour nous, il s'agit de souligner l'importance de séparer ces rôles-clés, celui de l'expert qui est vérificateur et contrôleur, dans le respect des exigences techniques requises. Il est nécessaire de séparer ces deux fonctions pour pouvoir opérer ces devoirs respectifs en toute neutralité et sans intérêt. Le système actuel, avec le contrôle effectué par des experts, est approprié et a fait ses preuves. Il garantit la sécurité, la qualité et le respect des conditions-cadre des ordonnances. Concernant les certifications de réparation, nous considérons également que

la procédure actuellement appliquée, ainsi que les méthodes de travail des centres d'expertise et d'examen en matière informatique sont efficaces. Nous craignons que le transfert des tâches envisagé par la motion n'engendre des coûts supplémentaires et une baisse de qualité en matière de politique des transports, de sécurité et de l'environnement. De ce fait, nous soutenons donc le Conseil-exécutif dans sa réponse et rejetons la motion.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach/Oberburg (SVP). Motorfahrzeugkontrollen sind sicher ein wichtiges Instrument zur Gewährleistung der Verkehrssicherheit auf unseren Strassen. Allerdings gilt es aufzupassen, dass die Motorfahrzeugkontrollen nicht am Ziel vorbeischiessen und zu einer Schikane für Motorfahrzeughalter verkommen, die nichts mehr mit Sicherheit zu tun hat. Wer sich die Mühe genommen hat, die unmöglich lange, fünfseitige Antwort des Regierungsrats zu lesen, konnte feststellen, dass in dieser Antwort sehr viele, zwar interessante, aber eher allgemein gehaltene Informationen zur Motorfahrzeugprüfung beschrieben werden. Ich musste ziemlich lange lesen und suchen, bis ich auf Textpassagen stiess, die man einigermassen als Argumente gegen das Anliegen der Motionäre gelten lassen könnte. Vielleicht zeigt dies gerade auf, dass die Idee der Motionäre keine schlechte ist. So würde es zum Beispiel der Umwelt sehr zugutekommen, wenn nicht Zehntausende von Fahrzeugen jährlich noch einmal nach Bern, Orpund oder Bützberg zu einer Nachkontrolle fahren müssten. Natürlich – und diesbezüglich bin ich mit dem Regierungsrat einig – lässt man nach Erhalt eines Prüfaufgebots sein Auto bei seinem Garagisten prüfbereit instand setzen. Aber auch dann kann es vorkommen, dass das Fahrzeug aus irgendeinem Grund die Prüfung nicht besteht. Es wäre doch extrem umweltschonend und sparte massiv Ressourcen und Finanzen ein, wenn man die Nachkontrolle mittels eines Reparaturbestätigungsverfahrens erledigen könnte.
In Punkt 4 seiner Antwort, zweifelt der Regierungsrat ein wenig ketzerisch die Qualität und Konformität von Reparaturen an. Die Motionäre verlangen aber im Motionstext, dass Reparaturbestätigungen von qualifizierten Betrieben des Autogewerbes ausgestellt werden. Das sind qualifizierte Betriebe mit fachmännisch ausgebildeten Leuten, die sich tagtäglich mit der Sicherheit und Fahrtauglichkeit von Motorfahrzeugen auseinandersetzen. Wir möchten, dass unsere Autos immer sicher sind, und nicht nur, wenn eine Prüfung ansteht. Die Zahlen, die man im Fazit der Antwort lesen kann, sind in meinen Augen nicht ganz schlüssig. Nach so viel «Um-sich-Werfen» mit Worten und Zahlen beschleicht einen der Verdacht, der Regierungsrat lehne die Forderung der Motionäre einfach nur deshalb ab, weil dadurch das SVSA weniger Einnahmen hätte und der Kanton dies gar nicht will. Unter der Voraussetzung der Gewährung der Sicherheit und mit Blick auf das Sparpotenzial, die Kapazitätseinsparung und den Umweltschutz unterstützt die Fraktion der SVP diesen Vorstoss grossmehrheitlich.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Das Wort hat Grossrat Benoit.

Roland Benoit, Corgémont (SVP). Tout d'abord, j'aimerais vous dire que je ne suis pas d'accord avec mon groupe et ici, je vais plutôt parler en mon nom personnel. J'ai un tout autre avis, et je me permets de vous le donner, puisque j'ai passé pratiquement vingt ans au service des voitures, c'est-à-dire à l'Office de la circulation routière. C'est clair qu'il faut essayer de faire des propositions qui vont dans le sens d'éviter toute procédure administrative supplémentaire. Ici, dans cette question-là, on charge le bateau et on augmente les procédures administratives. Je sais que mon parti lutte contre les procédures administratives, mais ici ce n'est pas le cas. Je vous cite un exemple, je ne vais pas revenir sur tout ce qui a été dit. L'Office de la circulation routière du canton de Berne expertise 230 000 véhicules par année. Sur ces 230 000 expertises, il y a un gros 30 pourcent de véhicules qui sont contestés après cette expertise. Sur ces 30 pourcent, plus de 15 pourcent, c'est-à-dire plus que la moitié, l'expert peut décider avec le détenteur ou le garagiste, «vous me signez comme quoi vous engagez à faire les réparations, et nous vous faisons le timbre dans le permis de circulation, ainsi, l'expertise est terminée». Il n'y a pas de frais supplémentaires. Automatiquement, l'expertise est mutée dans le système de l'ordinateur central.
Avec la proposition de notre ancien collègue Fuchs, alors on ouvre un créneau. Il y a en gros 30 000 véhicules qui doivent être représentés aux contrôles subséquents. Actuellement, ils ont la possibilité de revenir sans rendez-vous entre 11 heures et 11 heures 45. Donc, c'est vraiment très facile à faire, cela coûte 30 francs, et là, l'expert contrôle uniquement les points qui ont été contestés. Lorsque c'est terminé, il met le timbre sur le permis de circulation. Dans votre procédure, si le garagiste est mandaté pour faire ce travail, il doit envoyer à l'Office de la circulation routière une attestation de conformité,

il doit joindre le permis de circulation, puisque celui-ci doit suivre le véhicule, ensuite, l'office doit muter la date et renvoyer le tout au propriétaire du véhicule, donc, c'est beaucoup plus compliqué. Nous avons la possibilité déjà aussi de faire ce genre d'expertise auprès du TCS pour les gens qui sont membres, donc je vous invite, chers collègues, à refuser cette motion et de suivre l'avis du Conseil d'Etat.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Ich habe selbstverständlich grosse Sympathie für den Vorstoss. Ich denke nicht, dass es etwas wahnsinnig Schlimmes wäre, wie dies manche Redner am Rednerpult gesagt haben. Gerade für den ländlichen Raum wäre dieser Vorstoss wichtig. Denken Sie einmal an Regionen wie jene, aus der ich komme, an Garagisten aus Lenk, Lauenen oder Gsteig. Ich konnte zufälligerweise am Montagabend mit verschiedenen Garagisten sprechen und fragte sie nach ihrer Meinung betreffend die Forderung dieses Vorstosses. Sie sprachen von einer grossen Entlastung, wenn sie in ihren Werkstätten kleine Reparaturen durchführen und zuhanden des SVSA bestätigen könnten, dass die Reparatur stattgefunden habe. Ich frage mich, was daran schlimm sein soll. Es wäre nichts als natürlich und auch noch ökologisch. Es wäre sehr ökologisch, müsste man diese Fahrzeuge nicht über eine Strecke von 50 Kilometern nach Thun schicken, um eine Nachkontrolle durchzuführen. Das ergibt absolut keinen Sinn.
Wir müssen jedes Jahr unsere Lastwagen prüfen lassen. Und die Lastwagen sind heutzutage in einem so guten Zustand, dass innerhalb eines Jahres praktisch nichts kaputtgeht. Die Lastwagen können Sie nur ein wenig putzen und vorzeigen. Aber es muss nur ein kleiner Fehler vorliegen, und schon benötigen Sie einen zweiten Termin. Wie hilfreich wäre es für die Branche, wenn man eine Bestätigung der Behebung eines Mangels an das SVSA schicken könnte, und die Sache wäre erledigt? Es wäre absolute Sicherheit gewährleistet. Eine Motion geht wahrscheinlich ein bisschen zu weit. Aber weshalb kann man das Anliegen der Motion nicht einmal prüfen? – Im Kanton Bern mit grossen ländlichen Räumen wäre es doch zielführend, man könnte eine Regelung finden, um Kleinigkeiten direkt beim Garagisten nachprüfen zu lassen.

Präsident. Der Polizeidirektor hat das Wort.

Philippe Müller, Polizei- und Militärdirektor. Die Regierung lehnt die Motion ab. Die Gründe sind die Folgenden: Thomas Knutti, es ist bereits heute möglich, kleine, nicht sicherheitsrelevante Mängel unkompliziert durch Garagisten erledigen zu lassen. In diesen Fällen muss man das Fahrzeug nicht vorzeigen. Die Unterschrift des Garagisten reicht aus. Das ist unkompliziert und kundenfreundlich. Anders verhält es sich allerdings bei sicherheitsrelevanten Mängeln und Reparaturen. Wenn sich der Bremssattel gelöst hat, das Bremsen nicht mehr möglich ist, dann muss man ein Fahrzeug aus dem Verkehr ziehen, und die Reparatur muss kontrolliert werden. Gibt es Risse im Bremsschlauch, die ebenfalls das Bremsen verunmöglichen, sollte der Bremsschlauch platzen, dann muss man das kontrollieren lassen. Oder wenn Sie eine Lenkung haben, die viel Spielraum infolge defekter Manschetten hat, dann ist das sicherheitsrelevant und muss ebenfalls kontrolliert werden. In diesen Fällen ist die Reparaturarbeit von der Kontrolle der Reparatur zu trennen. Bei der Nachkontrolle geht es darum, die Qualität der ausgeführten Arbeiten zu prüfen. Wenn dieselbe Stelle oder dieselbe Person die Qualität der eigenen Reparaturarbeit prüft, dann ist sie befangen. Es gibt Interessenkonflikte. Deshalb gibt es den Grundsatz, dass wer repariert nicht prüft, und wer prüft nicht repariert.
Würden wir die Kontrolle auslagern, müssten wir ein umfassendes Zertifizierungs- und Aufsichtssystem einrichten, um die Werkstätten zu prüfen. Die Kosten für die Kunden würden steigen. Es gäbe auch Medienbrüche, weil die Werkstätten zum Teil nicht über kompatible Informations- und Kommunikationstechnologie-Systeme (ICT-Systeme) verfügen. Das würde zu unnötigen manuellen Arbeiten führen, es wäre ineffizient und widerspräche auch der E-Government-Strategie des SVSA. Schliesslich wird in der Motion das SVSA beauftragt, mit dem Autogewerbeverband (AGVS) ein entsprechendes Angebot auszuarbeiten. Gemäss vorliegenden Informationen ist aber der AGVS nicht auf das Angebot erpicht und hat auch kein entsprechendes Zertifizierungsverfahren. Ich bitte Sie deshalb im Namen der Regierung, die Motion abzulehnen.

Präsident. Der Motionär hat das Wort.

Stefan Hofer, Bern (SVP). Besten Dank für die Diskussion. Wer repariert, kontrolliert nicht. Dieses Argument lasse ich so nicht gelten, weil zuerst vom SVSA kontrolliert wird. Dieses erteilt quasi den

Auftrag, dass die Fahrzeuge geflickt werden, und die Werkstätten bestätigen die Reparatur. Aber ich danke für die dem Anliegen entgegengebrachten Sympathien, auch wenn jetzt viele von Ihnen den roten Knopf drücken werden.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über diese Motion. Wer die Motion annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	33
Nein	105
Enthalten	6

Präsident. Sie haben die Motion abgelehnt mit 105 Nein- gegen 33 Ja- bei 6 Enthaltungen.
Es ist Mittwochmittag, 11.42 Uhr. Unser Programm ist bis morgen Mittag vorgesehen, und wir haben einen schönen Vorsprung erarbeitet. Wenn wir heute Abend fertig werden wollen, braucht es Disziplin Ihrerseits. Wenn Sie das Gefühl haben, Sie müssten alles noch in aller Breite diskutieren, so wird morgen noch eine Vormittagssitzung dieser Session stattfinden. Wenn Sie sich auf das Wesentliche konzentrieren, wobei es Ihnen überlassen ist, was wesentlich ist, werden wir heute Abend fertig werden. Wir haben noch eine Motion der POM und anschliessend die Geschäfte der JGK zu beraten. Wir fahren pünktlich um 13.30 Uhr weiter. Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 11.45 Uhr.

Der Redaktor:
André Zurbuchen (d)
Die Redaktorin:
Sara Ferraro (f)

Mittwoch (Nachmittag) 13. Juni 2018, 13.30–15.20 Uhr

Dreizehnte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 144 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aeschlimann Martin, Baumgartner Lydia, Burkhard Marianne, Dumermuth Marianne, Funiciello Tamara, Gerber Peter, Grädel Johann Ulrich, Hess Sandra, Josi Barbara, Krähenbühl Samuel, Linder Anna-Magdalena, Müller Reto, Müller Moritz, Schnegg Christine, Siegenthaler Peter, Vanoni Bruno.

Geschäft 2017.RRGR.576

Motion 224-2017 Hügli (Biel/Bienne, SP)
Errungenschaften dank Landesstreik 1918 – Streikende jetzt rehabilitieren

Präsident. Guten Nachmittag zusammen. Wir sind beim letzten Geschäft der POM angelangt. Es handelt sich um eine Motion Hügli, Biel, SP: «Errungenschaften dank des Landesstreiks von 1918 – Streikende jetzt rehabilitieren». Es handelt sich um das Traktandum 112. Grossrätin Stucki hat dieses Geschäft von alt Grossrat Hügli übernommen. Grossrätin Stucki, Sie haben das Wort.

Béatrice Stucki, Bern (SP). Wir linken Grossrätinnen und Grossräte erwarten sicher keine Wunder. Aber ein wenig mehr Willen, Licht in den für die Schweiz wichtigen Kampf um die Arbeiterrechte und die Folgen des Landesstreiks zu bringen, das wäre doch zu erwarten gewesen, und es wäre auch schön gewesen. Es gibt bestimmt noch etliche Angehörige von verurteilten Streikenden aus der Zeit von vor hundert Jahren. Egal ob Ihre Grossmutter, ein Grossvater, ein Grossonkel oder eine Grosstante eine reine Dienstverletzung beging, indem eine Handlung für die Organisation des Streiks getätigt wurde: Sie alle waren keine Landesverräter und Landesverräterinnen. Nein, sie hatten um das Überleben ihrer Familie gekämpft. Sie kämpften für ein menschliches Dasein und um nichts anderes. Angesichts aller Errungenschaften, welche in den Jahren danach aus den Forderungen der Streikenden umgesetzt wurden – ich erwähne die AHV als wohl wichtigstes Werk –, bestünde eine Absichtserklärung darin, sich auf Bundesebene für die Aufarbeitung dieser Geschichte, mit der Möglichkeit auf eine Rehabilitierung aller Verurteilten einzusetzen. Dies wäre ein tolles Zeichen des Regierungsrats im Jahr dieses hundertjährigen Jubiläums gewesen. Das wäre ein Zeichen der Bereitschaft, die eigene Geschichte anzuschauen und aufzuarbeiten. Es wäre auch ein Zeichen an die Angehörigen, welche heute noch da sind. Wir bitten Sie darum, über Ihren eigenen Schatten zu springen und diese Motion in Sinne der Angehörigen anzunehmen.

Präsident. Die Fraktionen haben das Wort, für die SP-JUSO-PSA-Fraktion Grossrätin Riesen.

Maurane Riesen, Sonceboz-Sombeval (PSA). Au nom du groupe PS-JS-PSA je vous invite à soutenir cette motion. La grève nationale de 1918 a fortement marqué le paysage politique suisse. D'aucuns la qualifient comme «événement fondateur du XX siècle en Suisse, marquant l'entrée de la Suisse dans le siècle européen», pour reprendre les termes de l'historien Marc Perrenoud dans «Le Temps». La majorité des revendications de la grève ont été adoptées par la suite. Certaines, telles que le scrutin féminin, l'AVS, l'impôt sur la fortune, l'élection du Conseil National d'après la proportionnelle, la semaine de 48 heures font sans nulle doute l'unanimité parmi nous aujourd'hui. Le signal politique de cette grève et la pertinence de ces revendications ont une influence majeure et ont été le pilier de la Suisse moderne et consensuelle que l'on connaît aujourd'hui. Or, vous le savez, les

grévistes ont été réprimés par l'armée sur ordre du Conseil fédéral. Des milliers de procédures ont été engagées contre les grévistes et des centaines ont été condamnés. La motion demande au canton de Berne de reconnaître l'importance majeure de la grève nationale et de réhabiliter les grévistes victimes de la justice militaire.
La réponse du Conseil-exécutif appelant au rejet de la motion comporte plusieurs contradictions. Il dit reconnaître les acquis du mouvement, qu'il sait apprécier le travail fourni par la population à sa juste valeur et qu'il reconnaît l'importance de la culture de la mémoire pour la société. C'est pourquoi l'Office de la culture du canton de Berne soutient l'organisation du projet à l'échelle nationale, qui aura lieu à Olten durant l'été 2018. La première partie de la réponse approuve la première demande de la motion, qui demande de reconnaître l'importance majeure de l'événement, et laisse ouverte la possibilité d'un geste public et concret de la part du Conseil-exécutif en ce sens. La deuxième contradiction réside dans la suite de la réponse. Le Conseil-exécutif dit d'abord ne pas avoir les compétences pour réhabiliter les personnes victimes de la justice militaire, avant d'écrire que des recherches historiques approfondies et fastidieuses seraient nécessaires pour déterminer si une grâce ou une amnistie peut être accordée. N'a-t-il pas les compétences, ou n'a-t-il pas la volonté de faire les recherches? La réponse du gouvernement bernois à cette motion n'est pas satisfaisante et ne donne pas d'éléments solides permettant de justifier un refus à cette motion. Au nom du groupe PS-JS-PSA je vous invite donc à accepter cette motion.

Werner Moser, Landiswil (SVP). Streikende des Landesstreiks von 1918 rehabilitieren, so die Forderung dieses Vorstosses. Für die SVP stellt sich hier die Frage, ob diese Forderung an die falsche Adresse gerichtet wird. Wie im Titel erwähnt, geht es um den Landesstreik und nicht um einen Streik der Berner Bevölkerung. Also ist dies eigentlich die falsche Adresse. Für mich stellt sich auch die Frage, ob wir heute, hundert Jahre später, genau feststellen können, wer zu Recht verurteilt wurde und wer nicht. Hier, in diesem Saal, ändern wir laufend Gesetze, und wir erwarten dann, dass anschliessend auch nach diesen Beschlüssen gelebt und geurteilt wird. Wovon wir heute der festen Überzeugung sind, es sei richtig, dies ist in hundert Jahren möglicherweise total anders. Ich glaube, es wäre total daneben, wenn wir Urteile darüber fällten, was vor hundert Jahren richtig war. Wir müssen auch festhalten, dass von jenen, die es betrifft, wahrscheinlich niemand mehr hier ist. Deshalb ist es nicht unbedingt richtig, den Nachfolgern, welche eigentlich gar nichts damit zu haben, Danke sagen zu sagen. Diese haben keinen Verdienst daran. Sie haben zwar Vorfahren, die etwas geleistet haben, sie selber jedoch nicht. Aus all diesen Gründen wird die SVP diesen Vorstoss einstimmig ablehnen.

Präsident. Es gibt keine weiteren Fraktionssprecher mehr. Doch, es gibt noch welche. Ich bitte Sie doch, sich einzuloggen, wenn Sie sprechen wollen. Wenn nicht, fahren wir weiter. Für die grüne Fraktion hat Grossrat Sancar das Wort.

Haşim Sancar, Bern (Grüne). Wir alle profitieren heute von den Errungenschaften des Landesstreiks von 1918. Sie kämpften für die 48-Stunden-Woche sowie für das Frauenstimm- und -wahlrecht – heute eine Selbstverständlichkeit für die Einrichtung unserer sozialen Werke wie die AHV, IV und vieles mehr. Bezogen auf das politische System setzten sie sich sogar für ein Proporzwahlrecht ein. Leider mussten die Streikenden damals dafür büssen. Bis heute sind sie nie rehabilitiert worden, obschon wir ihre Forderungen heute als wichtige Errungenschaften unserer Gesellschaft anerkennen.
Der Regierungsrat meint in seiner Antwort, es wäre zu kompliziert, die Betroffenen durch eine historische Recherche ausfindig zu machen. Um eine Rehabilitation zu umgehen, versteckt sich der Regierungsrat hinter dem Militärgericht, und er schiebt die Verantwortung ab; zuständig sei der Bundesrat. Hier geht es primär um eine politische Rehabilitierung des Bundeshauptkantons. Natürlich ist eine historische Aufarbeitung nach hundert Jahren aufwendig. Umso notwendiger ist nun hundert Jahre später eine vollumgängliche Rehabilitierung. Das wäre ein Signal der Stärke sowie eine Verpflichtung gegenüber den bereits verstorbenen Betroffenen und ihren Nachkommen.
Ja, liebe Leute, wir haben einen Vorstoss für die Aufarbeitung der Geschichte eingereicht. Leider hat der Regierungsrat diesen Vorstoss – ich glaube das war in der letzten Session – abgelehnt. Das zeigt eigentlich die Haltung des Regierungsrats gegenüber geschichtlichen Aufarbeitungen. Wie wichtig diese Rehabilitierung für die Hinterbliebenen ist, sollte uns allen aus der Geschichte bekannt sein. Solche Rehabilitierungen kennen wir in der Schweiz, und wir haben gute Erfahrungen damit gemacht. Ein Beispiel ist der Polizeikommandant Paul Ernst Grüninger, der in den Jahren 1938 und 1939 als leitender Grenzbeamter mehrere Hunderte jüdische und andere Flüchtlinge vor der nationalsozialistischen Verfolgung und Vernichtung rettete. Leider verlor er damals seine Stelle wegen seiner humanitären und

menschenrechtlich richtigen Haltung und musste sein Leben in Armut verbringen. Ich zitiere aus Wikipedia, wie ich es damals in den Medien verfolgte: «1993 wurde Grüninger durch die St. Galler Regierung politisch rehabilitiert und 1994 veröffentlichte der Schweizer Bundesrat eine Ehrenerklärung für ihn. 1995, und damit 23 Jahre nach seinem Tod, hob das Bezirksgericht St. Gallen das Urteil in der Sache Paul Grüninger auf und sprach ihn frei. Nach der politischen Rehabilitation folgte damit auch [die] juristische […]» – Zitat Ende. Das heisst also, dass es zuerst die politische Rehabilitation braucht. Darauf folgte die juristische Rehabilitation. Es gehört zu den Prinzipien eines Rechtsstaats, dass eine Rehabilitation aufgrund des Unrechts in der Vergangenheit erfolgt, auch wenn hundert Jahre vergangen sind. Es ist nie zu spät. Die Grünen unterstützen die Motion.

Präsident. Es gibt keine weiteren Fraktionserklärungen. Der Regierungsrat verzichtet auf ein Votum. Wünscht die Motionärin erneut das Wort? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Wir kommen zur Abstimmung. Wer diese Motion annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	41
Nein	96
Enthalten	0

Präsident. Sie haben die Motion abgelehnt mit 96 Nein- gegen 41 Ja-Stimmen bei 0 Enthaltungen.
Ich danke dem Polizei- und Militärdirektor für seine Anwesenheit und wünsche ihm einen schönen Sommer. Wir erwarten nun die Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektorin. Sie ist bereits hier. Herzlich willkommen, Regierungsrätin Allemann.

Geschäft 2018.RRGR.284

Gesetz über die Familienzulagen (KFamZG) (Änderung)

1. Lesung

Eintretensdebatte

Präsident. Wir kommen nun zum Traktandum 113, dem Gesetz über die Familienzulagen (KFamZG). Das Gesetz wurde von der FiKo vorberaten. Wir kommen zur Eintretensdebatte. Für die Kommissionsmehrheit gebe ich das Wort Grossrätin Schöni.

Antrag Saxer, Gümligen (FDP) / Wyss, Wengi (SVP)
Nichteintreten.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp), Kommissionssprecherin der FiKo-Mehrheit. Liebe neue JGK-Direktorin, herzlich willkommen in unseren Hallen! Ich spreche als Sprecherin der FiKo-Mehrheit zu dieser weiteren Sparmassnahme aus dem Entlastungspaket 2018 (EP 18), dem vorgesehenen Lastenausgleich zwischen den Familienkassen im Kanton. Es handelt sich um eine Sparmassnahme von 4,6 Mio. Franken, welche durch den Ausgleich zwischen den verschiedenen Familienausgleichskassen des Kantons erzielt werden könnte. Ich möchte in Erinnerung rufen, dass es bereits 16 Kantone gibt, die diesen Lastenausgleich vollziehen. Zürich und Tessin sind die nächsten, die diesen 16 Kantonen folgen werden, Bern je nach dem vielleicht auch. Ich möchte zuerst etwas über die Strukturen dieser

Kassen sagen. Es gibt Verbandskassen, Branchenkassen und die kantonale Familienausgleichskasse. Letztere ist gleichzeitig eine Auffangkasse. Wir haben in der FiKo im Gegensatz zur Novembersession nun das erste Mal auch die Chance erhalten, Fragen an einen Spezialisten zu stellen, der dafür extra in die Kommission kam. Dieser konnte gewisse Dinge bezüglich Argumenten, welche in der Luft lagen, richtigstellen. Er sagte beispielsweise – und das möchte ich hier klar festhalten –, dass die Beitragssätze über zwei Variablen berechnet werden. Das hat er uns bestätigt. Es handelt sich um die Durchschnittslöhne von den einzelnen Kassen und die Anzahl der Zulagen. Die Berechnung ist extrem einfach, gerecht, und es ist kein grosser Aufwand. Zu den guten Risiken gehören jene, welche hohe Löhne haben und wenige Zulagen ausbezahlt erhalten. Die Konkurrenz zwischen den Kassen geschieht jedoch alleine über die Höhe der Beitragssätze und nicht, wie argumentiert wurde, über Verwaltungskosten, Effizienz oder Kapitalerträge. Mit dem vorgesehenen Lastenausgleich sollen diese Risiken, welche relativ schlecht beeinflussbar sind – die Familienzulagen können von den Lohnnehmenden schlecht beeinflusst werden –, ausgeglichen werden. Die verschiedenen Kassen können auf ein vergleichbares Niveau gehoben oder gesenkt werden, und man kann die Branchen somit mit gleichen Spiessen vergleichen. Der Spezialist hat auch etwas zu den Reserven gesagt. Diese betragen zwischen 20 und 100 Prozent und sind da, um die Schwankungen zwischen den verschiedenen Kassen auszugleichen. Es stand im Raum, ob der Bund mit der Steuervorlage 2017 (SV17) eventuell die Familienzulagen auf Bundeseben anheben würde. Das ist nun jedoch vom Tisch. Das musste Herr Maurer zurücknehmen. In einem solchen Fall müsste der Kanton Bern nachziehen, da er sich per Gesetz auf einem höheren Niveau befindet. Das würde für gewisse Kassen eine Herausforderung bedeuten. Diese berühmten Schwankungen könnten nun mit dem Lastenausgleich ausnivelliert werden. Der Spezialist hat uns zudem von einem eindrücklichen Beispiel erzählt. Nehmen Sie an, ein gut situierter Architekt aus Ostermundigen möchte in die Ärztekasse. Das ist offenbar eine gute Kasse mit günstigem Beitragssatz. Das ist jedoch nicht möglich. Das ist wichtig: Jede Familienkasse muss jemanden aufnehmen, es gibt jedoch auch Bedingungen. Wenn jemand in die Ärztekasse aufgenommen werden will, muss er als Mitglied eintreten. Das ist für einen Architekt relativ schwierig. Es ist also nicht gratis, wenn man in diese Verbandskassen eintreten will. Dort besteht eine gewisse Wettbewerbsverzerrung, welche nicht gut ist. Das könnte mittels eines Ausgleichs gut nivelliert werden. Interessant ist auch, dass vor allem grosse Kassen in den Ausgleich einzahlen müssen, wenn wir uns für einen Ausgleich entscheiden. Ich war auch erstaunt darüber, dass es sich dabei um die Post, die RUAG, die Postfinance oder auch die gesamte Bundesverwaltung handelt, welche der eidgenössischen Ausgleichskasse angegliedert sind. Das wären zahlende Kassen, dabei handelt es sich nämlich um grosse Kassen. Diese haben meistens einen tieferen Satz.
Die FiKo ist nach allen diesen Ausführungen des Spezialisten, für welche wir sehr dankbar sind, auf die Gesetzesänderung eingetreten. In der Detailberatung standen Artikel 14 Absatz 3 Buchstabe b–d sowie Artikel 16 a–g zur Diskussion. Die FiKo empfiehlt mit 9 zu 6 Stimmen ohne Enthaltungen die Annahme dieser Änderung zugunsten des Ausgleichs im KFamZG. Dies ist auch zugunsten dieser 4,6 Mio. Franken, welche so eingespart werden können.
Die Minderheit war gegen das Eintreten. Der Minderheitenantrag liegt nun auch auf dem Tisch. Über diesen werden wir abstimmen müssen. Der Eventualantrag der Grossräte Saxer und Wyss, welcher die Rückweisung an die FiKo will mit der Auflage, eine Vorlage mit Teilausgleichen nach dem St.-Galler-Modell vorzulegen, wurde erst später eingereicht und konnte von der FiKo nicht diskutiert werden.

Präsident. Für die Kommissionsminderheit hat Grossrat Haas das Wort.

Adrian Haas, Bern (FDP), Kommissionssprecher der FiKo-Minderheit. Die FiKo-Minderheit hat Ihnen ursprünglich die Ablehnung beantragt. Weshalb beantragen wir Ihnen nun Nichteintreten? – Damals handelte es sich um einen Gesamterlass mit den drei Teilforderungen Suchtmittel, Gesetz über Handel und Gewerbe (HGG) und Familienausgleichskassen. Anschliessend hat die Regierung die Vorlagen getrennt. Deshalb macht es nun Sinn, über ein Nichteintreten bezüglich dieser einen Teilfrage zu beschliessen. Die FiKo-Minderheit ist der Auffassung, dass sich das bisherige System der Familienausgleichskassen bewährt hat. Es gibt keinen Grund, etwas daran zu ändern. Auch die Sozialpartner lehnen die Revision unisono ab. Der Grosse Rat hatte sie auch im Jahr 2008 abgelehnt. Die Familienzulagen sind Lohnnebenkosten, und es besteht keine Notwendigkeit, Löhne und Nebenleistungen über einen Lastenausgleich zu nivellieren. Das Beispiel des Architekten ist ein gutes Beispiel. Dieser könnte sich bei der Familienausgleichskasse Berner Arbeitgeber anschliessen. Er müsste nicht zu den Ärzten, er müsste lediglich Mitglied eines dieser verschiedenen Trägerverbände werden. Das kostet nicht viel. Insofern ist das möglich. Es gibt übrigens auch Architekten in der Ausgleichskasse

der Berner Arbeitgeber. Er könnte sich also dort anschliessen, wenn er das will. Es gibt keine Risikoselektion. Man muss jeden nehmen, der sich dort anschliessen will. Ein Lastenausgleich würde den Wettbewerb um tiefere Beiträge reduzieren und stellt grundsätzlich auch das System der autonomen Kassen infrage. Bereits heute sind kantonale Familienausgleichskassen, welche nicht Bestandteil der Staatsrechnung sind, in der Lage, gewisse tiefere Beiträge zu erheben, wenn sie das wollen.
Wenn Sie die Vorlage lesen, ist auch unklar, wie genau die Auswirkungen dieses Finanzausgleichs auf die einzelnen Kassen sein sollen. Man hat darauf verzichtet, eine Vernehmlassung durchzuführen. Das wäre eigentlich anständig gewesen. So hätten sich die einzelnen Kassen auch zu dieser Vorlage äussern können. Die FiKo-Minderheit beantragt, auf diese Vorlage nicht einzutreten.

Präsident. Es liegt ein Antrag der Grossräte Saxer, FDP, und Wyss, SVP, auf Nichteintreten vor. Für die Antragsstellenden hat Grossrat Saxer das Wort.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP). Wir alle kennen den Begriff «management by team» – «Toll, ein anderer macht es!». Die Vorlage, welche wir heute beraten, geht einen Schritt weiter. Sie ist geprägt vom Grundsatz «management by ‹TEAZ›» – «Toll, ein anderer zahlt!». Damit ist auch ein Hauptkritikpunkt an dieser Vorlage angesprochen. Mit diesem Gesetz wird kein Rappen gespart, im Gegenteil. Es entstünden administrative Zusatzkosten, damit dieser angestrebte Lastenausgleich überhaupt durchgeführt werden kann. Das vorliegende Gesetz ist keine Sparvorlage, sondern eine Kostenverlagerungsvorlage. Die Kosten von 4,7 Mio. Franken, welche der Kanton sparen will, müssen nämlich zu 100 Prozent von anderen Arbeitgebern übernommen werden. Es folgt ein wichtiger Punkt: Das KFamZG ist ein Bestandteil des EP 18, welches wir im letzten November debattierten. Die vorberatende FiKo hatte dem Grossen Rat damals beantragt, diese Massnahme abzulehnen. Ein Hauptgrund der FiKo für diese ablehnende Haltung im November 2017 war insbesondere der Umstand, dass mit dieser Vorlage keine Einsparungen erfolgen, sondern lediglich Kosten auf andere Träger überwälzt werden, namentlich auch auf die Privatwirtschaft. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, der Grosse Rat hat im Rahmen des EP 18 konsequent Massnahmen abgelehnt, welche zwar für den Kanton zu Einsparungen geführt, jedoch auf der anderen Seite die Gemeinden entsprechend zusätzlich belastet hätten. Ein Beispiel dafür sind die berühmten Schülertransportkosten. Bleiben wir nun konsequent auf der Linie vom November 2017 und lehnen eine Vorlage ab, welche lediglich Kosten verlagert und nicht einspart. Zudem greift die vorliegende Gesetzesänderung klar in die Strukturen des heute gut funktionierenden Systems ein. Träger und Hauptbetroffene dieses Systems sind die Arbeitgeber und die Arbeitnehmer.
Es ist sehr bemerkenswert, dass sowohl die Arbeitgeber- als auch die Arbeitnehmerverbände dezidiert die heute diskutierte Vorlage ablehnen. Ich erlaube mir zwei Aussagen zu zitieren, welche in der «Berner Zeitung» vom 5. Juni abgedruckt waren. Die erste Aussage ist von Claude Thomann, er ist Präsident der Familienausgleichskassen der Berner Arbeitgeber: «Ich verstehe nicht, warum alle Ausgleichskassen zu einer Zwangssolidarität verknurrt werden sollen.»; das zweite Zitat stammt von Corrado Pardini, er ist Präsident des Gewerkschaftsbundes des Kantons Bern: «Ein Lastenausgleich zwischen verschiedenen Kassen wäre ein schwerer Eingriff in die Finanzhoheit dieser Einrichtungen.». Das sagt Corrado Pardini als Präsident des Gewerkschaftsbundes des Kantons Bern und SP-Nationalrat. Die Auswirkungen auf die 50 Familienausgleichskassen seien ungenügend abgeklärt worden, sagt Pardini. Ausserdem sei derzeit auf Bundesebene eine Motion pendent, die auf Bundesebene die Kantone zu einem vollen Lastenausgleich zwischen den Familienausgleichskassen verpflichten wolle. Es bringe nichts, wenn der Kanton Bern vorpresche, solange die Situation auf Bundesebene unklar sei. Weshalb verabschieden wir ein gut funktionierendes System gegen den Widerstand der Direktbetroffenen ohne Vernehmlassung und saubere Abklärungen?
Ein letzter Hinweis: Wenn es darum geht, die 4,7 Mio. Franken einzusparen, dürfen wir feststellen, dass die Familienausgleichskasse des Kantons Bern heute über sehr üppige Reserven verfügt, sodass es ohne Weiteres möglich wäre, in den nächsten Jahren diesbezüglich entsprechend etwas abzubauen. Ich danke Ihnen, wenn Sie nicht auf das Gesetz eintreten.

Präsident. Als Mitantragssteller erhält Grossrat Wyss das Wort.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Ich spreche auch gleichzeitig als Fraktionssprecher der SVP zum Nichteintreten. Ich verzichte auf fachliche Wiederholungen, welche vom FiKo-Minderheitensprecher Adrian Haas und jetzt von Hans-Rudolf Saxer sehr gut ausgeführt worden sind. Ich möchte jedoch bei den für uns entscheidenden Punkten nachdoppeln und erklären, weshalb wir der Meinung sind, dass

zuerst eine Abstimmung über das Nichteintreten durchgeführt werden soll. Grossrat Saxer hat es gut ausgeführt: In der FiKo war unbestritten, dass die Massnahme abzulehnen ist. Es handelt sich nicht um eine echte Sparmassnahme, sondern um eine reine Kostenverlagerung. Wir hatten in der FiKo im Rahmen des EP 18 eine klare Meinung dazu. Es geht in erster Linie darum, dass der Kanton beim Beschliessen von Sparmassnahmen tatsächlich auch bei sich selber Einsparungen vornimmt. Wenn Sie sich an die EP-Diskussion zurückerinnern – es handelte sich um die Massnahme 7.3 – und das Abstimmungsprotokoll betrachten, sehen Sie, dass es sich um ein Zufallsmehr handelt. Ich wage es, dies so zu bezeichnen. Es kam eine gewisse Diffusion auf. Einige haben behauptet – das werden wir heute sehen, und Sie haben die Möglichkeit, dies mit dem Nichteintreten zu korrigieren –, es sei falsch «gedrückt» worden. Es waren damals 63 Ja- bei 69 Nein-Stimmen und immerhin 13 Enthaltungen. Wir werden heute sehen, ob dieses Abstimmungsresultat bestätigt wird. Mir ist klar, dass die Ratszusammensetzung nicht mehr gleich ist. Die politische Gesinnung ist jedoch praktisch unverändert geblieben. Als SVP-Sprecher ist es mir wichtig, Ihnen mitzuteilen, dass die SVP ganz klar zum verabschiedeten Paket EP 18 steht. Bei dieser Massnahme waren wir jedoch grossmehrheitlich dagegen. Wir werden nichts anderes tun, als uns wieder gleich zu verhalten wie damals. Wenn eine Mehrheit dieses Rats der Meinung ist, dass wir das wollen und sich auch entsprechend verhält, sind nicht wir diejenigen, welche die EP-Massnahme kippen. Wir waren damals klar der Meinung, man sollte bezüglich Kostenverlagerung auch aufgrund des Vorstosses auf Bundesebene nicht vorpreschen, sondern auf die Bundeslösung warten. Ich als Antragssteller und die Fraktion der SVP beantragen Ihnen grossmehrheitlich, nicht einstimmig, das Nichteintreten auf diese EP-18-Massnahme.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion erhält Grossrätin Marti das Wort.

Ursula Marti, Bern (SP). Die SP-Fraktion hat sich nochmals vertieft mit der Frage auseinander gesetzt, ob bei den Familienausgleichskassen ein Lastenausgleich eingeführt werden soll. Wir sind klar zum Schluss gekommen – klarer noch als bei der letzten Debatte –, dass dies angezeigt ist und wir das grossmehrheitlich unterstützen. Wir treten auf diese Vorlage ein. Welches sind unsere Argumente? – Erstens ist es für uns eine Frage der Solidarität und der Gerechtigkeit. Die verschiedenen Familienausgleichskassen tragen unterschiedliche Lasten und auch unterschiedliche Risiken. Zwischen den einzelnen Branchen gibt es grosse Lohnunterschiede, und auch die Anzahl der Versicherten mit Kindern kann sehr unterschiedlich sein. Um diese ungleichen Voraussetzungen, für welche niemand etwas kann, zwischen den Tieflohn- und den Hochlohnbranchen auszugleichen, macht es in unseren Augen absolut Sinn, einen Lastenausgleich einzurichten. Das ist genau das richtige Mittel in dieser Situation. Es ist auch kein Zufall, dass mittlerweile fast alle Kantone einen solchen Lastenausgleich eingeführt haben oder es demnächst tun werden. Dabei sollte auch der Kanton Bern nicht abseits stehen. Es ist auch kein Zufall, dass der Ständerat kürzlich einer Motion zugestimmt hat, welche diesen Lastenausgleich für alle Kantone obligatorisch fordert. Oberster Gewerkschafter der Schweiz ist Paul Rechsteiner, er ist Präsident des Schweizerischen Gewerkschaftsbunds und SP-Ständerat. Er ist übrigens der Chef von Corrado Pardini; seine Aussagen sind noch etwas höher zu werten als die von Grossrat Saxer zitierten. Er hat sich aus sozialpolitischen Gründen stark für dieses Anliegen eingesetzt, einerseits als Ständerat und andererseits als oberster Gewerkschafter. Es ist widersprüchlich, wenn sich nun die Berner Gewerkschaften dagegen aussprechen. Dass sich die Arbeitgeberverbände so vehement wehren, geschieht auch aus sehr durchsichtigen Gründen. Es sind hauptsächlich Ihre Verbände, welche vom heutigen System profitieren.
Zweitens: Der Kanton Bern ist knapp bei Kasse. Es wird bei der Gesundheit, beim Sozialen und bei der Bildung abgebaut. Die SP hat sich sehr klar gegen diesen Leistungsabbau gewehrt. Bei der vorliegenden Sparmassnahme ist es jedoch ganz anders, diese ist anders gelagert. Mit dieser Massnahme kann der Kanton jährlich 4,7 Mio. Franken ohne Leistungsabbau einsparen. Ich möchte an Rechts und Links in diesem Saal appellieren. Diese Sparmassnahme macht wirklich Sinn. Wir möchten auch keinesfalls, dass diese 4,7 Mio. Franken an einem anderen Ort in der JGK wie beispielsweise den Prämienverbilligungen oder dem Jugendamt eingespart werden müssten. Nochmals: Die Kantonsfinanzen sind knapp. Es ist eine sehr willkommene Entlastung des Kantons, wenn er 4,7 Mio. Franken weniger in die kantonale AHV-Kasse einzahlen muss, da diese dank dem Lastenausgleich den Beitragssatz von 1,8 auf 1,6 wird senken können. Weshalb hat die kantonale AHV-Kasse überhaupt einen derart hohen Beitragssatz? – Weil sie die Rolle einer Auffangkasse hat, von welcher alle Arbeitgeber und Selbstständigen aufgenommen werden. Es werden auch die aufgenommen, welche von anderen Kassen nicht aufgenommen werden.

Ich komme zum dritten Argument: Auch die Gemeinden werden durch den Lastenausgleich entlastet. Beispielsweise könnte die Stadt Bern durch den Lastenausgleich jährlich 450 000 Franken sparen. Analog würden auch viele andere Gemeinden entlastet. Das ist bei den häufig sehr knappen Gemeindekassen auch sehr willkommen.
Unsere Fraktion spricht sich aus allen diesen Gründen – zwar nicht einstimmig, aber grossmehrheitlich – für die Einführung dieses Lastenausgleichs aus. Einzelne von uns werden sich aus verschiedenen Gründen enthalten oder das Anliegen ablehnen. Ein Grund, weshalb einige nicht einverstanden sind, ist das Fehlen einer Vernehmlassung für dieses Gesetz. Das bemängeln wir. Wir wollen jedoch nun über das Gesetz sprechen, das ist für uns wichtiger. Diesbezüglich haben wir uns nun klar positioniert.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Wir haben es einmal mehr mit einer Massnahme des EP 18 zu tun. Diese Massnahme wurde im November mit 69 zu 63 Stimmen angenommen. Die Kassen für Familienzulagen sind Sozialwerke wie die AHV, die Krankenkasse oder die Unfallversicherung. Wie bei allen solchen Werken gibt es gute und schlechte Risiken. Das heisst, es gibt einerseits Kassen mit höheren und solche mit tieferen Kosten. Es gibt einzelne Familienausgleichskassen, welche mehrheitlich jüngere Versicherte mit tieferen Einkommen und jüngeren Kindern haben. Das ist beispielsweise in der Industrie, bei Handwerkern oder im Gewerbe der Fall. Andererseits gibt es Kassen mit mehrheitlich älteren, gutverdienenden Mitgliedern mit erwachsenen Kindern. Daraus ergibt sich die Tatsache, dass unterschiedliche Beiträge ausbezahlt werden müssen. Die Unterschiede können gemäss der Gesetzesvorlage teilweise ausgeglichen werden. Aus dieser Sicht ist es verständlich, das wir alle eine E-Mail der Ärztegesellschaft erhalten haben, welche natürlich beim bisherigen System bleiben will. Das ist eine typische Kasse, welche gutverdienende Mitglieder hat und zugunsten anderer Kassen wahrscheinlich etwas mehr bezahlen müsste. Mitarbeitende in sozialen Berufen, wie beispielsweise Ärzte, sollten auch sozial eingestellt sein und dementsprechend eine gewisse Solidarität an den Tag legen. Aus unserer Sicht ist es nicht einzusehen, weshalb Mitglieder bei einer Kasse mit jüngeren Versicherten höhere Beiträge zahlen als andere mit höheren Einkommen. Deshalb stimmt die BDP-Fraktion der Gesetzesänderung zu.
Bereits letzte Woche haben wir über zwei Motionen diskutiert, bei welchen es ebenfalls um Entlastungsmassnahmen aus dem EP 18 ging. Vor allem von den bürgerlichen Kolleginnen und Kollegen wurde diesbezüglich gesagt, dass solche Pakete und solche Massnahmen nicht aus dem beschlossenen EP herausgebrochen werden dürfen. Deshalb ist es inkonsequent, jetzt davon zu sprechen, genau diese Massnahme, welche dem Kanton 4,7 Mio. Franken an Einsparungen bringt, herauszubrechen. Das ist nicht konsequent, wie Grossrat Saxer gesagt hat. Auch wenn gewisse Leute im November dagegen waren, stimmte eine Mehrheit zu und beschloss dies.
Zu den Worten von Grossrat Saxer, wonach man nicht vorpreschen und nicht Massnahmen einleiten solle, welche auf Bundesebene vorgesehen sind: Es ist erstaunlich, wie schnell Grossräte vergessen. Vor dem Mittag haben wir mit dem Gesetz über das Erbringen von Sicherheitsdienstleistungen durch Private (SDPG) genau dasselbe gemacht. Dieses wurde mit grosser Mehrheit verabschiedet. Wenn eine Mehrheit der Kantone – es sind derzeit 16 – ein solches System bereits praktiziert, kann es nicht so schlecht sein. Die BDP-Fraktion hat dieser Vorlage bereits im November zugestimmt. Sie ist somit auch konsequent, tritt auf das Gesetz ein und wird der Gesetzesänderung auch zustimmen. Zum Abänderungsantrag kommen wir ja noch, wenn das Eintreten beschlossen ist.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Die EDU-Fraktion wird sowohl den Nichteintretensantrag als auch den Eventualantrag ablehnen. Unsere Gründe sind die Folgenden: Erstens ist diese Massnahme Teil des EP 18, welches beschlossen wurde. Diese Massnahme stellt mit 4,7 Mio. Franken eine der grösseren Einzelmassnahmen zur Entlastung des Kantonshaushaltes dar. Die EDU-Fraktion will den Betrag nicht an einem anderen Ort zusätzlich einsparen.
Zweitens: Der Lastenausgleich gleicht strukturelle Ungleichheiten aus. Familienausgleichskassen mit tiefen Beitragssätzen haben diese nicht unbedingt, weil sie besonders effizient arbeiten, sondern aufgrund der Zusammensetzung der Beitragszahlenden. Entsprechend setzt der Lastenausgleich keine negativen finanziellen Anreize für effizient arbeitende Ausgleichskassen.
Drittens: Diese Sparmassnahme ist gesetzlich explizit als Möglichkeit vorgesehen. Die meisten Kantone haben bereits etwas Ähnliches eingeführt. Daher gibt es für uns keine zwingenden Gründe, weswegen dieser Ausgleich nicht eingeführt werden sollte.
Viertens: Ausgleichskassen mit tieferen Löhnen und Arbeitnehmenden mit vielen Kindern würden entlastet werden. Ausgleichskassen mit höheren Löhnen und mit Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern mit weniger Kindern würden einen höheren Beitrag bezahlen. Angesichts der Tatsache, dass in

der Schweiz und beinahe weltweit die hohen Reallöhne stark wachsen und die tiefen Reallöhne eher sinken und als Fraktion mit einer durchschnittlichen Kinderzahl zwischen 2,6 und 5, je nach Zusammensetzung, stimmt für uns die Richtung dieses Ausgleichstransfers.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich gebe zuerst eine Interessenbindung bekannt. Ich war bis vor Kurzem bei dieser Familienausgleichskasse angemeldet und habe auch die Kinderzulagen für meinen Sohn über diese Kasse erhalten, welche vorher von Arbeitgeberseite und von bürgerlicher Seite erwähnt wurde. Es handelt sich um die Kasse des kantonalen Gewerkschaftsbundes, an welche die verschiedenen Gewerkschaften angeschlossen sind. Jetzt bin ich nicht mehr bei dieser Kasse. Bis vor Kurzem war das meine Familienausgleichskasse. Trotzdem bin ich für den Ausgleich. Weshalb? – Es wurde gesagt, dass es im Kanton 50 Ausgleichskassen gibt, wovon eine gewerkschaftlich ist, während 49 Verbandsausgleichskassen der Arbeitgeber sind. Es ist wichtig, diesen Zusammenhang zu sehen. Die grüne Fraktion hat sich bereits im Zusammenhang mit dem EP im letzten November klar und deutlich für den Lastenausgleich ausgesprochen. An dieser Meinung hat sich bis heute nichts geändert. Wir haben damals viele Massnahmen bekämpft, da wir der Überzeugung waren, dass damit existenzielle Leistungen der Bevölkerung betroffen werden. Hier ist das nicht der Fall. Ich werde das kurz ausführen.
Es handelt sich um eine Ausgleichsvorlage bei den Ausgleichskassen. Der Ausgleich ist sozialpolitisch sinnvoll. Eigentlich ist es bedauerlich, dass der Kanton Bern diesen Ausgleich nicht bereits vor Jahren getätigt hat. Es wäre eigentlich bereits vor Jahren sinnvoll gewesen. Nun haben wir die Gelegenheit dazu. Deshalb wird die grüne Fraktion weder dem Nichteintreten noch der Rückweisung zustimmen. Wir sind der Meinung, dies sei nun auch inhaltlich spruchreif. Es wurde von Vorrednern gesagt, Familienzulagen seien ein wichtiger Bestandteil der sozialpolitischen Absicherung. Es handelt sich um eine Sozialversicherung, welche jedoch speziell auf die Arbeitgeber ausgerichtet ist, in der Bundesgesetzgebung reguliert und dann kantonal umgesetzt wird. Wie gesagt gibt es heute 50 Familienausgleichskassen. Während die Leistung, welche die Zulage pro Kind kantonal regelt, im kantonalen Gesetz festgelegt ist, besteht in der Organisation eine hohe Autonomie. Das ist uns wichtig: Die Autonomie der Verbandskassen bleibt weiterhin bestehen. Die Verbandskassensystematik wird nicht tangiert. Diese können weiterhin effizient arbeiten, wie dies gewünscht wurde. Sie können ihren Mitgliedern auch überobligatorische oder zusätzliche Leistungen anbieten. Auch das ist weiterhin möglich. Der Lastenausgleich ist richtig und notwendig, da die Branchen heute unterschiedlich betroffen sind. Wir haben es vorhin gehört: Es gibt Branchen mit vielen Kindern mit tiefen Löhnen, bei welchen es pro Kopf mehr ausmacht als bei andern Kassen.
Ich bekam beinahe Krokodilstränen, als ich das Schreiben der Ärztevereinigung las. Diese macht sich für die Interessen der KMU stark. Liebe Kolleginnen und Kollegen, die Ärztegesellschaft ist kaum dafür bekannt, zur Tieflohnbranche zu gehören. Wir wissen, dass es sich um durchschnittlich hohe Löhne handelt. Es ist richtig, dass Branchen wie beispielsweise die Banken, welche nicht die tiefen Löhne vertreten, einen Beitrag an diesen Ausgleich leisten. Das ist ein wichtiger Grund, weshalb wir der Meinung sind, dieser Ausgleich sei wichtig. Zudem ist er praktikabel und moderat. Es handelt sich nicht um einen Totalausgleich, das steht nicht zur Diskussion. Es geht nur um einen kleinen Ausgleich. Es ist zuvor von Grossrätin Marti angetönt worden: Heute findet eine Rosinenpickerei statt. Die Branchen, welche keine Ausgleichskasse machen wollen, gehen zur öffentlichen Kasse. Das ist eine Auffangkasse, welche alle übernehmen muss. Wenn man schlechte Risiken hat, geht man zum Staat. Wenn man gute Risiken hat, das heisst hohe Löhne und wenige Kinder, will man profitieren. Das ist nicht die Politik, welche die Grünen unterstützen wollen. Wir unterstützen die Vorlage.
Und nun noch ein letzte Bemerkung. Alle, welche sagen, wir hätten nicht diskutieren können: Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich habe im Vorfeld erfahren, dass es sogar bevor diese Vorlage im Rat war bereits in den Kommissionen Arbeiten gab, bei welchen man über eine Revision diskutierte. Man hätte auch die Gelegenheit gehabt, Anträge zu stellen. Es ist nicht so, dass dieses Geschäft heute neu auf der Traktandenliste erschienen ist. Den Umstand mit der Vernehmlassung haben die Grünen auch kritisiert. Es wäre besser gewesen, man hätte eine Vernehmlassung durchgeführt. Hätte man jedoch Vorschläge einbringen wollen, hätte man das tun können. Die Meinungsbildung war trotzdem gewährleistet. Fazit: Die grüne Fraktion hält die Ausgleichsvorlage für wichtig und sinnvoll, wird diese deshalb unterstützen und das Nichteintreten nicht akzeptieren.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Die EVP-Fraktion steht für Gerechtigkeit. Es ist uns wichtig, dass Modelle, welche wir installieren – insbesondere in den Sozialversicherungen –, gerecht sind. Das heisst, dass für alle in etwa die gleichen Rahmenbedingungen gelten. Das ist im heutigen System nicht der

Fall. Deshalb braucht es zwingend diesen Lastenausgleich. Wir haben es von meinen Vorrednern gehört, es stand auch im Brief der Ärzte: Das bisherige System habe sich bewährt. Als Nutzer eines Systemfehlers ist es einfach, zu sagen, das System habe sich bewährt. Das ist sehr einfach. Es ist tatsächlich so, dass die kleinen und vor allem die Kleinstbetriebe von diesem System benachteiligt werden. Es sind vor allem die kleinen KMU mit 50 und weniger Mitarbeitenden, welche in der Regel über die allgemeine kantonale Ausgleichskasse abrechnen. Es ist nicht so einfach, die Kasse zu wechseln. Als unser Betrieb mit 120 Leuten wechseln wollte, wechselten wir zum Arbeitgeberverband, bei welchem wir Mitglied sind. Da wir nicht alles wechseln konnten, war es damals nicht möglich, heute vielleicht schon. Grundsätzlich spielt das keine Rolle. Für mich stellt sich auch nicht vordergründig die Frage, ob wir 4,7 Mio. Franken sparen. Das ist ein positiver Nebeneffekt. Der Grundsatz der Gerechtigkeit, dass ein Ausgleich geschaffen wird, ist wichtig. Grossrätin Schöni-Affolter hat es gesagt. Die Rechnung lautet: Das durchschnittliche Einkommen wird geteilt durch die durchschnittliche Anzahl Kinder. Dafür muss man nicht eine Hochschule besuchen, das kann jeder einigermassen errechnen. Dieser Ausgleich muss stattfinden. Allfällige Verwaltungskosten stellen «Peanuts» in dieser Rechnung dar. Deshalb bitte ich eindringlich, gerade auch Vertretungen von KMU – ich denke dabei insbesondere an die SVP: Denken Sie an das Klientel, welches heute massiv höhere Prämien zahlt, als dies beispielsweise die Ärzte tun. Denken Sie an dieses und stimmen Sie dem Systemwechsel zu.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Wir haben heute darüber zu diskutieren, ob Brecht mit seiner Aussage, «Das Fressen kommt vor der Moral», Recht hat, oder ob wir hier diskutieren, ob die eigene Brieftasche einzelner Kassen soweit geht, dass die Prinzipien von Solidarität, Fairness und Ausgleich hinten angestellt werden. Um nicht mehr und nicht weniger geht es. Würde man auf dieser Ebene sauber diskutieren, müssten alle Vorwände beiseite gelegt werden, und es müsste diskutiert werden, ob man Einzelne aufgrund grösserer Interessen zur Kasse bitten will oder nicht. Es ist vieles gesagt worden. Zur Information: Ich bin Mitglied des Aufsichtsrats der Familienausgleichskasse im Kanton Bern. Ich wiederhole das, ich habe das bereits letzten November gesagt.
Nun komme ich zu den wesentlichen Argumenten meiner Kontrahenten. Was hat sich seit 2008 verändert? Gehen Sie in den Protokollen zurück. 2008 wurde in diesen Saal bestätigt, dass es kein aktives Abwerben von Grossarbeitnehmern gibt, welche in der Kantonskasse sind. Zweites soll die Solidarität immer eine Rolle spielen. Das ist gut und recht. Tatsache ist, dass sich die grossen Arbeitgeber im Kanton Bern wie das Inselspital, die Universitären Psychiatrischen Dienste Bern (UPD) sowie die Berner Kantonalbank (BEKB) von der kantonalen Kasse verabschiedet haben. Diese sind mit ihren Tausenden von Arbeitgebern den billigen Kassen beigetreten. Das ist nicht Solidarität. Die Kassen sind lohnmässig relativ hoch. Sie haben tendenziell nicht viele Familien, da es viele junge Mitarbeitende hat. Es stellt sich die Frage, ob man, wie Corrado Pardini sagt, auf die Regelung auf Bundesebene warten soll. Nein, Kolleginnen und Kollegen, inzwischen ist klar: Der Ständerat hat zugesagt, während der Nationalrat eher Nein sagen wird. Der Bund wird höchstens eine Regelung machen, mit welcher das Prinzip der Pflicht eingeführt wird. Er wird den einzelnen Kantonen jedoch nicht vorschreiben, wie diese den einzelnen Lastenausgleich vornehmen müssen. Weshalb? – Weil die 16 Kantone unterschiedliche Regelungen haben. Diese wird der Kanton aufgrund des Prinzips der Kantonshoheit nicht verändern. Wir hören dazu später noch ein Thema aus St. Gallen. Es gibt keinen Grund für den Kanton Bern, diesbezüglich zu warten. Er hat jetzt genau analog der anderen Kantone die Möglichkeit, endlich eine eigene Gesetzgebung zu machen. In den zwölf Jahren, während derer ich in diesem Saal bin, war es, so glaube ich, noch nie der Fall, dass die Gewerkschaften zusammen mit den Arbeitgebern ein Bündnis eingingen. Das ist klar, es geht hier um Partikularinteressen. Es ist keine Vorlage von links und rechts. Es ist eine Vorlage, bei welcher es um Fairness geht. Um bei den Worten von Grossrat Saxer zu bleiben: Ja, es geht darum, ob wir uns für ein «management by fairness» entscheiden, oder ob wir weiterhin einigen den Vorrang gewähren und den anderen keine Möglichkeit geben, nachzuziehen.
Von der SVP kam das Argument, es handle sich nicht um eine richtige Sparmassnahme. Kolleginnen und Kollegen, wir haben schon einige Male Geld zu den Gemeinden verschoben. Ich erinnere Sie an die Spitex. Wir haben dem Einzelbetrag von über 15 Franken pro Patient und Tageseinheit, welchen der Kanton neu verlangt, zugestimmt. Wir haben keine Kosten eingespart, sondern diese rein vom Kanton zu den einzelnen Spitex-Patienten verschoben. Kommen Sie nicht mit dem Argument, das wir im letzten November bei den Sparmassnahmen sehr wohl tangiert haben! Nach diesem Prinzip hätten wir nicht ganze Kosten zu den Gemeinden verschieben dürfen. Das haben wir jedoch gemacht.
Ich komme zum Schluss. Ich hoffe, dass die Mehrheit weiterhin Fairness vor die Interessen der Arbeitgeber stellt. Ich hoffe damit, dass wir weiterhin auch im Kanton Bern ein klares Signal aussenden,

sodass jene, die bereit sind, Auffangkasse zu sein, auch mit gleich langen Spiessen rechnen dürfen wie alle anderen Kassen.

Präsident. Als Einzelsprecher hat Grossrat Löffel das Wort.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Mit ein wenig Wehmut und auch ein wenig Erstaunen denke ich an die Diskussion von heute Morgen zum HGG zurück. Es ist vonseiten der Mehrheit argumentiert worden – das kann ich verstehen, das ist auch konsequent –, dass die Sparmassnahme, welche in meinen Augen nur in Anführungszeichen eine Sparmassnahme ist, beschlossen worden sei und die Gesetzesänderung nun entsprechend gemacht werde. Heute Morgen ging es um einen relativ geringen Betrag bei der Speisung des Fonds. Es erstaunt mich, wenn nun dieselben Personen aus der SVP und der FDP das genaue Gegenteil dessen machen, was sie heute Morgen als konsequent vorgegeben haben. Diese Art von Politik ist für mich schwer verdaulich und schwer nachvollziehbar. Sie ist in der öffentlichen Wahrnehmung wahrscheinlich auch nicht sehr hilfreich. Ich möchte mich hier explizit bei der BDP bedanken, dass sie mit demselben Argument hilft, diese Sparmassnahme, bei welcher es um einen viel grösseren Betrag geht und die auch im EP beschlossen wurde, zu unterstützen. Ich hoffe sehr, es gebe bei der SVP doch noch einige, die sich daran zurückerinnern, dass es sich beim Eintreten auf das HGG heute Morgen genau um dieses Argument gehandelt hat. Konsequente Politik würde dies bedingen.

Präsident. Ich gebe das Wort Regierungsrätin Allemann.

Evi Allemann, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektorin. Es wurde bereits vieles gesagt. Ich möchte nicht auf die philosophische Frage eingehen, ob es sich um eine echte, unechte, direkte oder eine indirekte Sparmassnahme handelt. Fakt ist, Sie haben dies im Rahmen des EP 18 beschlossen. Entsprechend wurde nun auch diese Vorlage ausgearbeitet. Sie wurde von der FiKo vorberaten. In der Schlussabstimmung wurde die Vorlage grossmehrheitlich angenommen. Dieser Lastenausgleich kann tatsächlich kontrovers diskutiert werden. Es wurde mehrfach betont: 16 Kantone haben diesen Lastenausgleich bei den Familienausgleichskassen heute bereits. Es handelt sich um einen Lastenausgleich, welcher im System der Sozialversicherungen üblich ist. Wir kennen dies bei der AHV seit 1948. Dort gibt es einen Lastenausgleich, welcher nicht bestritten wird. Dieser könnte mit denselben Argumenten auch infrage gestellt werden. Zwei weitere Kantone sind aktuell damit beschäftigt, den Lastenausgleich bei den Familienausgleichskassen einzuführen. Es handelt sich um die Kantone Tessin und Zürich. In Basel-Stadt wird es überprüft.
Auf Bundesebene wurde im Ständerat in der Frühlingssession eine Motion überwiesen, welche den Kantonen zwingend vorschreiben will, bei den Familienausgleichskassen den vollen Lastenausgleich vorzunehmen. Wenn dieses Anliegen auf Bundesebene auch im Nationalrat auf Unterstützung stösst – Prognosen sind stets schwierig –, würden wir uns mit einem Teilausgleich nicht «retten». Dann müssten wir einen vollen Lastenausgleich machen, da es sich um eine zwingende Bestimmung im Bundesgesetz über die Familienzulagen vom 24. März 2006 (Familienzulagengesetz, FamZG) handelt. Diese Gewissheit haben wir heute nicht. Deshalb kann ich zum Eventualantrag nur so viel sagen: Alle, die gegen den Lastenantrag sind, haben den Antrag auf Nichteintreten gestellt. Dann ist man besser ehrlich und tritt nicht auf das Gesetz ein. Die andere Variante wäre eine halbpatzige Lösung. Wenn man schliesslich vom Bund gezwungen wird, muss trotzdem der volle Lastenausgleich vorgenommen werden. Das ist eigentlich nicht angebracht.
Seit dem 1. Januar 2019 ist die Situation bei den Familienzulagen etwas anders als vorher. Es wurde bereits gesagt, dass diese Familienzulagen als Lohnnebenleistung betrachtet werden. Das war bis Ende 2008 richtig. Die Arbeitgeber haben diese Familienzulagen teilweise auch selber bezahlt. Andere haben diese über eine Familienausgleichskasse ausgerichtet. So konnten die Beiträge als Lohnnebenleistungen betrachtet werden. Inzwischen stellen diese jedoch einen Teil unseres Sozialversicherungssystems dar. Deshalb hat sich die Ausgangslage etwas geändert. Es gibt auf Bundesebene ein Rahmengesetz, welches zwar noch nichts vorschreibt, jedoch infolge der Motion von Isidor Baumann *(Curia Vista, Motion 17.386)* angepasst werden könnte. Es handelt sich um eine Sparmassnahme, wenn man dies aus Sicht des EP 18 betrachtet, da die Kantonsfinanzen entlastet werden. Es werden jedoch keine Dienstleistungen abgebaut, und die Bürgerinnen und Bürger merken von dieser Sparmassnahme nichts. Alle, die argumentieren, es handle sich nicht um eine richtige Sparmassnahme, sagen das mit gewisser Berechtigung. Nach einer Analyse dieses Sparprogramms könnte man dies jedoch wahrscheinlich über die eine oder andere weitere Massnahme auch sagen. Es wurden teilweise

Kosten auf Gemeindeebene oder Institutionen verlagert. Hier ist der Lastenausgleich ein Element, welches ausserhalb eines Sparpakets ebenfalls nicht als Sparmassnahme diskutiert werden könnte. Ebenso sinnvoll wäre es bei einer Massnahme, bei welcher es um einen Solidaritätsbeitrag geht, den die Arbeitgebenden zwischen den verschiedenen Branchen leisten. Die heutige Situation zeigt 50 verschiedene Familienausgleichskassen. Gewisse Branchen sind etwas privilegierter, da sie viele Arbeitnehmende mit hohen Löhnen und wenigen Kindern haben. Diese können ihre Familienausgleichskassen heute zu sehr guten Konditionen betreiben, und sie haben einen tiefen Beitragssatz. Bei anderen Branchen ist genau das Gegenteil der Fall. Beispielsweise in der Gastronomiebranche ist man sehr an einem Lastenausgleich interessiert. Diese könnte von einem Lastenausgleich profitieren. In anderen Branchen wie beispielsweise der Bankenbranche sieht es etwas anders aus. Somit handelt es sich einerseits um einen Solidaritätsbeitrag zwischen den verschiedenen Branchen. Andererseits, wenn man in diesem Kanton sparen will, müssen viele einen Beitrag leisten. Dann ist es der Kanton selbst, der Dienstleistungen abbaut. Es sind aber auch die Bürgerinnen und Bürger, welche direkt oder indirekt einen Beitrag an das gesunde Vorankommen des Kantons Bern leisten müssen. Wir verlangen auch von den Gemeinden einen Beitrag. Somit können es auch die Arbeitgeber und Arbeitgeberinnen sein. Deshalb ist es ein zweifacher Solidaritätsbeitrag. Man hilft einander, ein EP mit unterschiedlichsten Massnahmen umzusetzen, welche einzeln betrachtet auch ausserhalb eines Sparpaket sinnvoll wären. Im Namen des Regierungsrats mache ich Ihnen beliebt, auf die Vorlage einzutreten und diese schliesslich gutzuheissen.
Den Eventualantrag konnte die Regierung nicht diskutieren. In Klammern wird das Modell aus St. Gallen angetönt. Dieses Modell gilt als sehr kompliziert. Abgesehen vom möglichen vollen Lastenausgleich auf Bundesebene kommt hinzu, dass dieses Modell aus St. Gallen kompliziert ist. Es wurden durchaus im Vorfeld Gespräche mit Befürwortern sowie auch mit Gegnern des Lastenausgleichs geführt und Abklärungen getroffen. In einem Punkt war man sich einig: Es muss ein einfaches, unkompliziertes, unbürokratisches und mit kleinem Aufwand umsetzbares Modell sein. Deshalb ist man zu diesem Modell gekommen. Wenn Sie nun nicht eintreten würden und der Bund anschliessend mit einer Regelung käme, welche es den Kantonen vorschreibt, sähe die Vorlage wieder gleich aus. Deshalb macht ein Schritt via Teilausgleich hin zu einem vollen Lastenausgleich wenig Sinn.
Es hat Kritik zur Vernehmlassung und den Abklärungen gegeben. Ich habe mich als Quereinsteigerin in dieses Dossier einarbeiten dürfen oder müssen. Ich habe jedoch festgestellt, dass während Jahren Abklärungen getroffen wurden. Es handelt sich um die Frage, ob man dafür oder dagegen ist. Alle, welche die Vorlage nicht toll finden, sagen gerne, es sei zu wenig abgeklärt worden. Es kann immer noch mehr abgeklärt werden. Ich glaube aber, dass dies hier nicht der Punkt ist. Es wurde eine Studie bei Ecoplan in Auftrag gegeben. Man hat seit Jahren in verschiedensten Gremien über diesen Lastenausgleich gesprochen. Diesbezüglich würde auch aufgrund zusätzlicher Abklärungen am Schluss keine andere Meinung resultieren.
Noch eine Bemerkung zur Vernehmlassung: Unser Kanton hat das System, bei welchem entweder eine dreimonatige Vernehmlassung oder eine konferenzielle Anhörung durchgeführt wird. Man hat nicht einfach nichts von beidem gemacht, sondern es wurde eine konferenzielle Anhörung durchgeführt. Einige von Ihnen in diesem Saal haben an dieser Anhörung teilgenommen und konnten sich dort vernehmen lassen. Es wurde zudem eine Frist gesetzt, damit nachträglich zu diesem Termin schriftliche Meinungen kundgetan werden konnten. Insofern nehme ich das als Kritik entgegen. Es muss stets gut überlegt sein, wenn abgekürzte Verfahren gemacht werden. In diesem Fall konnten sich alle, die wollten, dazu äussern. Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über den Nichteintretensantrag. Wer auf die Vorlage eintreten will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag FiKo/Regierungsrat [Eintreten] gegen Nichteintretensantrag Saxer, Gümligen [FDP] / Fritz Wyss, Wengi [SVP])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Antrag FiKo/Regierungsrat	
Ja	79
Nein	60
Enthalten	3

Präsident. Sie haben dem Eintreten mit 79 Ja- und 60 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen zugestimmt.

Antrag Saxer, Gümligen (FDP) / Wyss, Wengi (SVP)
Eventualiter
Rückweisung an die FIKO mit folgender Auflage:
Dem Grossen Rat ist in Anlehnung an bestehende Modelle anderer Kantone (z. B. SG) eine Vorlage mit einem Teilausgleich (das heisst Plafonierung der Ausgleichszahlungen) vorzulegen.

Präsident. Wir kommen zur Beratung. Es liegt ein Rückweisungsantrag vor. Ich gebe das Wort dem Antragsteller Grossrat Saxer.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP). Es liegt mir daran, diesen Rückweisungsantrag zu präzisieren. Wir haben uns bei dessen Formulierung einiges überlegt. Es steht nirgends im Antrag, dass wir die Evaluation des Modells von St. Gallen verlangen. Wir haben geschrieben, dem Grossen Rat sei in Anlehnung an bestehende Modelle anderer Kantone, zum Beispiel St. Gallen, eine Vorlage mit einem Teilausgleich vorzulegen. Wir haben klar verlangt, dass der Fächer geöffnet wird. Es besteht nun das Problem, dass bei der Vorbereitung dieses Gesetzesentwurfs gewisse verfahrenstechnische Abkürzungen gemacht wurden. Es konnte nicht zwischen verschiedenen Varianten abgewogen werden. So konnte auch nicht diskutiert werden, welches die optimale Variante für den Kanton Bern ist. Das ist sehr bedauerlich, das wurde bereits festgehalten. Dieser Rückweisungsantrag versucht nun zu retten, was zu retten ist. Es soll wenigstens jetzt, bevor das Gesetz definitiv verabschiedet wird, der Fächer etwas geöffnet werden. Es sollen andere, ebenfalls sehr prüfenswerte Modelle angeschaut werden. Danke, wenn Sie dem Rückweisungsantrag zustimmen.

Präsident. Mitantragssteller Grossrat Wyss erhält das Wort.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Ich kann es kurz machen. Gorssrat Saxer hat sehr gut dargelegt, worum es geht. Die SVP unterstützt den Antrag auf Rückweisung an die FiKo mit entsprechenden Auflagen einstimmig.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionsvoten. Für die glp-Fraktion hat Grossrätin Mühlheim das Wort.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Das ist nun die dritte Variante, wie man etwas ändern könnte, was man nicht will. Kolleginnen und Kollegen, ich spreche nicht zu den Problematiken des Modells aus St. Gallen. Ich stelle fest, dass vor einer halben Stunde gesagt worden ist, man wolle ein Modell, welches administrativ einfach zu handhaben sei und keinen immensen Aufwand generiere. Dies ist dauernd in den Argumentationen der Arbeitgebenden vorgekommen. Ich weiss nicht, wie stark Sie sich mit dem St. Galler Modell auseinandergesetzt haben. Es handelt sich um ein Modell, welches auf vier Stufen funktioniert. Das ist das einzige Modell, bei welchem sobald ein Teilausgleich stattfindet, ein Fonds eingerichtet werden muss. Für diesen Fonds muss eine Verwaltungsstruktur eingerichtet werden, um sicherzustellen, dass dieser Fonds sauber geäufnet und verteilt wird. Die Teilausgleiche finden auch erst ab 100 Prozent statt. Es geht nur ein Peak bei den Kassen weg, welche massiv tief sind. Es findet nur eine Teilverlagerung zu den anderen Kassen statt. Man will eine unkomplizierte Situation, wobei ein konkreter Geldbetrag vorhanden ist und die Kriterien an Familienzulagen gelten. Das kann eins zu eins ausgetauscht werden. Das wurde abgeklärt. Die Variante mit den Stundeneinheiten, welche man im Kanton Bern wählt, entspricht dem Prinzip von Baselland. Verglichen zu den Stundeneinheiten sind die anderen Ausgleiche alle viel komplexer, teurer und aufwendiger. Bitte entscheiden Sie sich nur schon aufgrund der Kosten nicht für ein Teilmodell. Es ist auch nicht fair. Es ist bezüglich der Sparmassnahmen nicht gleich stark. Bitte verzichten Sie darauf, damit wir anschliessend zur Endabstimmung gelangen können.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich kann es sehr kurz machen, ich kann mich eins zu eins dem Votum meiner Vorrednerin, Grossrätin Mühlheim, anschliessen. Es ist gesagt worden, dass wir im Kanton Bern ein einfaches Modell wollen. Wir wollen nicht die Verwaltung bemühen. Das Modell soll für die Verwaltung und die Betroffenen wie Arbeitgebende und Ausgleichskassen administrativ einfach sein. Daher macht es keinen Sinn, nun auf ein kompliziertes Modell auszuweichen. An alle, die für das Nichteintreten waren und noch eine weitere Schlaufe im Prozess machen wollen: Es wäre ehrlicher,

einfach dagegen zu sein. Die Studie von Ecoplan hat aufgezeigt, welche Vor- und Nachteile die verschiedenen Modelle haben. Diese Informationen liegen vor. Die grüne Fraktion wird dieser Rückweisung nicht zustimmen und bittet auch Sie, diesen Antrag abzulehnen.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Es freut mich, dass ich bei der ersten Vorlage der neuen Regierungsrätin einig mit ihr bin. Das wird in Zukunft vielleicht nicht immer der Fall sein. Möglicherweise sind wir dann bereits heute Nachmittag noch anderer Meinung. Ich spreche nun zum Rückweisungsantrag. Dieser riecht ein wenig nach Verzögerungstaktik. Eine zusätzliche Schlaufe ist hier unnötig. Der Kanton Bern ist selber in der Lage zu entscheiden und kann in eigener Verantwortung umsetzten. Die Fakten liegen auf dem Tisch, die Argumente sprechen für einen Ausgleich bei den Familienausgleichskassen. Es macht keinen Sinn, einen minimalen Ausgleich erneut zu halbieren oder zu kürzen. Dann bringt es schliesslich nichts mehr. Die BDP-Fraktion lehnt den Rückweisungsantrag einstimmig ab. Ich bitte Sie, den Antrag auch abzulehnen.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Marti das Wort.

Ursula Marti, Bern (SP). Ich kann es ebenfalls kurz machen. Wir lehnen den Antrag ab. Wir wollen diesen Ausgleich. Die grosse Chance ist, dies nun wettbewerbsneutral auszugestalten. Das geht nur, wenn wir es ganz machen. Wir können nun nicht auf halbem Weg stehen bleiben. Wir wollen Nägel mit Köpfen. Wenn wir nur einen Teilausgleich machen, haben wir diesen Vorteil nicht oder nur ein wenig und nicht so, wie wir es wollen. Das ist das eine. Das andere ist bereits genannt worden: Die Vorlage würde unnötig verkompliziert werden. Niemand von uns will unnötigen Bürokratismus. Diesen würden wir mit einer Teilvorlage jedoch schaffen. Das wollen wir nicht. Drittens habe auch ich den Eindruck, dass die Gegner des Lastenausgleichs nochmals versuchen, aus ihrer Sicht zu retten, was noch zu retten ist. Dabei helfen wir nicht mit. Wir lehnen diesen Teilausgleich ab.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Grossrat Saxer hat vorhin gesagt, es sei zu retten, was es noch zu retten gibt. Genau darum geht es nun beim vorliegenden Rückweisungsantrag. Wir wollen nun möglichst viele der Privilegien, welche durch den Systemfehler des Ausgleichskassenmodells aufgetaucht sind, retten. Das macht keinen Sinn. Wenn wir das Geschäft nun zurückweisen und ein Zwischenmodell installieren, entsteht eine Baustelle, welche langfristig niemandem dient und nur Aufwand generiert, da eine zweite Umstellung hoffentlich sowieso einmal gemacht werden müsste. Zudem würde eine komplizierte Rechnung mit maximalen Limits entstehen. Ich bin froh, dass wir auf das Geschäft haben eintreten können. Ich bin jedoch enttäuscht – und das möchte ich nochmals betonen –, dass die SVP-Fraktion einstimmig gegen das Gewerbe gestimmt hat. Die KMU haben hier ganz andere Interessen, als Sie diese momentan vertreten. Die Grossfirmen sowie die Ärztegesellschaft profitieren davon. Sobald ein überdurchschnittlicher Lohn vorhanden ist, wird profitiert. Das betrifft genau uns Gewerbeleute nicht. Das muss ich Ihnen deshalb erneut in aller Deutlichkeit sagen: Versuchen Sie in Zukunft auch auf uns KMU Rücksicht zu nehmen.

Präsident. Die Regierungsrätin verzichtet auf ein weiteres Votum. Wir kommen zur Abstimmung. Wer dem Rückweisungsantrag zustimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Rückweisungsantrag Saxer, Gümligen [FDP] / Wyss, Wengi [SVP])

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	57
Nein	76
Enthalten	3

Präsident. Sie haben den Rückweisungsantrag mit 57 Ja- und 76 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen abgelehnt.
Wir kommen zur Detailberatung. Es liegt ein Antrag auf Durchführung von nur einer Lesung vor. Ist dieser bestritten? – Dieser ist bestritten, wir stimmen darüber ab. Wer der Meinung ist, das Gesetz könne in einer Lesung beraten werden, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Durchführung von nur einer Lesung)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme

Ja	125
Nein	1
Enthalten	10

Präsident. Das Gesetz wird in einer Lesung behandelt. Wir kommen zur Detailberatung.

Detailberatung

I.
Art. 14 Abs. 3
Angenommen

2.3a Lastenausgleich (neu)
Art. 16 a–g (neu)
Angenommen

Präsident. In Kapitel II. gibt es keine Änderungen und in Kapitel III. keine Aufhebungen.

II., III.
Angenommen

IV.
Angenommen

Titel und Ingress
Angenommen

Präsident. Wünscht jemand ein Rückkommen? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Wünscht jemand das Wort vor der Schlussabstimmung? – Das scheint auch nicht der Fall zu sein. Somit kommen wir zur Schlussabstimmung dieses Gesetzes. Wer dem Gesetz zustimmt, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Schlussabstimmung (1. und einzige Lesung)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme

Ja	79
Nein	50
Enthalten	7

Präsident. Sie haben dem Gesetz mit 79 Ja- zu 50 Nein-Stimmen bei 7 Enthaltungen zugestimmt.

Geschäft 2017.RRGR.148

Personalgesetz (PG) (Änderung)

1. Lesung

Eintretens- und Grundsatzdebatte

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 114, der Änderung des Personalgesetzes vom 16. September 2004 (PG). Das Gesetz wurde von der JuKo vorberaten. Grossrätin Gygax erhält als Kommissionssprecherin das Wort.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (BDP), Kommissionspräsidentin der JuKo. Es geht um die Revision des PG und um das Staatshaftungsverfahren. Das Eintreten wurde von der JuKo einstimmig nicht bestritten. Mit dieser Gesetzesänderung sollen die Bestimmungen über die Staatshaftung geändert werden. Diese waren bisher im PG geregelt. Das materielle Recht ändert mit der vorliegenden Revision hingegen nicht. Es ändert nur die Art und Weise der Geltendmachung. Konkret handelt es sich hier um eine Änderung der öffentlich-rechtlichen Verfahren in Bezug auf die Ansprüche gegen Spitäler, Geburtshäuser oder Rettungsdienste. Die vorgeschlagenen Änderungen des PG und des Spitalversorgungsgesetzes vom 13. Juni 2013 (SpVG) bezwecken, anders gesagt, eine Vereinheitlichung der Verfahren.
Für die Spitalhaftung bestehen bisher unterschiedliche Zuständigkeiten und Verfahrensvorschriften. Mit dieser Vorlage wird für die Dienstleistungen im Rahmen der öffentlich-rechtlichen Aufgabenerfüllung der im Kanton Bern gelegenen Listenspitäler und Listengeburtshäuser sowie der im Kanton Bern zugelassenen Rettungsdienste sowohl das Verfahren der Haftung nach PG als auch das Verfahren zur Durchsetzung von Ansprüchen aus dem öffentlich-rechtlichen Vertrag nach SpVG neu geregelt. Das heisst, dass die Unterstellung aller öffentlicher-rechtlichen Spitalhaftungsfälle und der Einbezug der Ansprüche aus öffentlich-rechtlichem Vertrag zwischen Leistungserbringern und Patientinnen und Patienten unter die Zivilgerichtsbarkeit die Hauptabsicht dieser Vorlage bilden. So sollen die Ansprüche gleich wie jene aus medizinischen Behandlungen im Rahmen der privatrechtlichen Vertragsverhältnisse zwischen Spitälern und Geburtshäusern, welche nicht als Listenspitäler beziehungsweise Listengeburtshäuser geführt werden, und zwischen ausserkantonalen Rettungsdiensten und Patientinnen und Patienten mittels Klage beim Regionalgericht geltend gemacht werden können. Dieses Verfahren richtet sich künftig einheitlich nach der Schweizerischen Zivilprozessordnung (Zivilprozessordnung, ZPO). Sehr oft war die Abgrenzung im Einzelfall zwischen öffentlich-rechtlich und privatrechtlich bisher sehr schwierig und damit auch der entsprechende Verfahrensweg.
Mit dieser Änderung wird zudem auch der zweistufige Instanzenzug umgesetzt. Die wenigen geänderten Gesetzesartikel haben in der JuKo keine gegensätzlichen Diskussionen ausgelöst. Vielmehr unterstützt die JuKo die Vereinheitlichung der Verfahren einstimmig und deshalb auch die Änderung im PG und im SpVG wie vorliegend. Ich vermute, dass ich nicht ein zweites Mal ans Mikrofon kommen werde. Deshalb bedanke ich mich als Präsidentin und im Namen der JuKo an dieser Stelle einerseits bei der Regierung und andererseits natürlich speziell bei der Verwaltung für die Unterstützung und Beratung bei der Erarbeitung dieser Gesetzesänderung. Die JuKo beantragt Ihnen einstimmig die Annahme dieser geänderten Artikel, wie diese in den Unterlagen vorliegen. Zudem beantragt die JuKo ebenfalls einstimmig, auf eine zweite Lesung zu verzichten. Das konnten Sie bereits lesen.

Präsident. Es haben sich keine Fraktionssprechenden zum Eintreten gemeldet. Regierungsrätin Allemann wünscht das Wort.

Evi Allemann, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektorin. Ich erwarte, dass sich noch einige Fraktionen dazu äussern werden. Ich sage jedoch jetzt, was ich dazu zu sagen habe und nicht erst kurz vor der Schlussabstimmung. Ich gehe davon aus, dass es anschliessend auch nicht eine Detailberatung mit Wortmeldungen geben wird. Es geht hier, wie bereits gesagt worden ist, nur um die Änderung des Verfahrens und nicht um eine materielle Änderung des Rechts. Es geht nur um die Art und Weise der Geltendmachung des Anspruchs. Das Ziel ist eine Vereinfachung, sodass es vor allem für

die Konsumentinnen und Konsumenten sowie die Anwenderinnen und Anwender einfacher wird und somit weniger Auseinandersetzungen darüber entstehen, welches Verfahren bei den Streitigkeiten genau angewendet werden soll. Man hat festgestellt, dass die verschiedenen Verfahrenswege für die Bürgerinnen und Bürger heute verwirrend sind. Zudem ist oft nicht klar, um welche Ansprüche es sich genau handelt. Aus öffentlich-rechtlicher Staatshaftung können Ansprüche geltend gemacht werden. Es können auch Ansprüche aus Streitigkeiten aus einem öffentlich-rechtlichen Vertrag geltend gemacht werden. Es gibt auch privatrechtliche Ansprüche. Diese Abgrenzungsschwierigkeiten – teilweise fallen auch verschiedene Ansprüche zusammen – sollen eliminiert werden, sodass in Zukunft *ein* Weg vorgeschrieben ist. Diese Vereinheitlichung führt dazu, dass im Einzelfall schwierige Abgrenzungsfragen zwischen öffentlich-rechtlichen und privatrechtlichen Spitalhaftungen bestehen.
Ich weiss, dass im Rahmen der Diskussion in der Kommission insbesondere die Frage von Grossrat Freudiger auftauchte, wie das schliesslich genau vonstattengehen werde. Es ist so, dass das Verfahren nach den Bedingungen der ZPO mit einem Schlichtungsgesuch eingeleitet wird. Sollten die Schlichtungsverhandlungen scheitern, würde eine Klagebewilligung erteilt. Das sage ich gerne zur Klarstellung, damit es auch in den Materialien vorhanden ist.
Ich glaube, ich muss nicht mehr viel zu den Einzelheiten sagen. Das PG wird einerseits geändert, da dort das Verfahren für die öffentlich-rechtliche Staatshaftung geregelt wird. Andererseits wird das SpVG geändert, da in diesem Gesetz die Erledigung von Streitigkeiten aus dem öffentlich-rechtlichen Vertrag zwischen Patient und Spital geregelt ist. Ich überspringe auch die Auswertung der Vernehmlassung. Diese haben Sie in der Kommission bereits ausführlich diskutiert. An diesem Punkt können wir ein wenig abkürzen. Ich möchte darauf verweisen, dass Ihre JuKo diese Vorlage einstimmig angenommen hat. Der Regierungsrat macht Ihnen beliebt, dies auch seitens des Rats zu tun. Der Regierungsrat wurde ersucht, in diesem Votum nochmals klarzustellen, ob ein Schlichtungsverfahren durchzuführen sei. Das habe ich vorhin betont: Der Verweis auf die ZPO bedeutet, dass ein Schlichtungsverfahren durchzuführen ist, sofern ein solches vorgesehen ist, bevor geklagt werden kann. Schliesslich möchte ich Sie noch darauf hinweisen, dass die Regierung Ihnen nur eine Lesung beantragt. Ich bitte Sie, dem Antrag der JuKo zuzustimmen.

Präsident. Ist das Eintreten bestritten? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Es wurde Antrag auf die Durchführung von nur einer Lesung gestellt. Ist dieser bestritten? – Das scheint ebenfalls nicht der Fall zu sein. Somit kommen wir zur Detailberatung.

Detailberatung

I.
Art. 104a Abs. 3 (neu)
Angenommen

Titel T2 nach Art. T1-1 (neu)
Angenommen

Art. T2-1 (neu)
Angenommen

II.
Art. 117 und 137
Angenommen

Präsident. In Kapitel III. gibt es keine Aufhebungen.

III.
Angenommen

IV.
Angenommen

Titel und Ingress
Angenommen

Präsident. Wünscht jemand ein Rückkommen? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Wünscht jemand das Wort vor der Schlussabstimmung? – Das ist auch nicht der Fall. Wir kommen zur Schlussabstimmung. Wer das Gesetz annimmt, stimmt Ja, wer dieses ablehnt, stimmt Nein.

Schlussabstimmung (1. und einzige Lesung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	132
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben das Gesetz mit 132 Stimmen einstimmig angenommen.

Geschäft 2015.RRGR.614

Leistungen des Kantons an Massnahmen und Entschädigungen im Interesse der Raumplanung; Staatsbeiträge. Rahmenkredit 2016–2019. Zusatzkredit

Präsident. Wir stehen vor dem letzten Traktandum. Nach diesem gibt es noch eine Verabschiedung. Ich bitte die Ratsmitglieder doch: Bleiben Sie sitzen! Aus zeitlicher Sicht müssen wir uns überhaupt nicht beeilen, denn die Sitzung dauert bis um 16.30 Uhr.
Zum Traktandum 115: «Leistungen des Kantons an Massnahmen und Entschädigungen im Interesse der Raumplanung; Staatsbeiträge. Rahmenkredit 2016–2019 […]». Es handelt sich um einen Zusatzkredit. Dieses Kreditgeschäft wurde von der BaK vorberaten. Ich gebe das Wort Grossrat Mentha.

Luc Mentha, Liebefeld (SP), Kommissionssprecher der BaK. Es geht um Leistungen des Kantons an Massnahmen und Entschädigungen im Interesse der Raumplanung. Es geht um einen Zusatzkredit. Mit diesem Zusatzkredit will man den Kredit, welcher im September 2015 bewilligt wurde, um 2 Mio. Franken aufstocken. Dieses Geld wird insbesondere benötigt, um zusätzliche Mittel für die Einführung des bundesrechtlich vorgeschriebenen Katasters der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen (ÖREB-Kataster) zu erhalten. Das müssen die Gemeinden machen. Diese erhalten vom Kanton durch diesen Rahmenkredit Beiträge dafür. Dieser Nachkredit respektive dieser Zusatzkredit kam in der BaK mit 10 Ja-Stimmen zu 0 Gegenstimmen bei 6 Enthaltungen durch. Die Empfehlung lautet somit, diesem Zusatzkredit zuzustimmen. Es ist kein einstimmiger Beschluss. Wie gesagt, gab es Enthaltungen. Diese sind darauf zurückzuführen, dass dieser Nachkredit eigentlich einen Sparauftrag aus dem Entlastungsprogramm rückgängig macht. Dies, weil man seitens der JGK zu besseren Erkenntnissen gelangte, als man sie damals hatte, als dieser Sparvorschlag ins Entlastungspaket (EP) aufgenommen und letztlich von uns genehmigt wurde. Das hat in der BaK doch zu einigen Diskussionen geführt. Es hat auch dazu geführt, dass sich die FiKo mit diesem Zusatzkredit befasste. Diese hat uns, das heisst der BaK, in einem Schreiben ihre Auffassung mitgeteilt. Ich kann diese hier wiedergeben. Die FiKo war der Auffassung, man müsse aufpassen, dass solche Entlastungsprogramme, wenn man sie beschliesst, tatsächlich standhalten, und es solle kein Präjudiz geschaffen werden, welches zusätzlich Entlastungsprogramme infrage stelle.
Auf der anderen Seite haben sowohl die BaK als auch die FiKo festgehalten, dass es, würde man den Zusatzkredit nicht genehmigen, zu Ungleichbehandlungen unter den Gemeinden käme. Bei der Einführung des ÖREB-Katasters war der Ablauf mit den Gemeinden so geplant, dass eine Gemeinde nach der anderen diese Einführung machen würde. Es gab eine Art Fahrplan, wobei die einen Gemeinden

früher und die anderen später an der Reihe waren. Die Konsequenz, wenn wir den Zusatzkredit nicht bewilligen, wäre, dass die ersten Gemeinden den Beitrag des Kantons erhalten hätten, und die anderen, welche gemäss Fahrplan am Schluss an der Reihe sind, nicht. Das ist eine Ungleichbehandlung und wäre sehr willkürlich. Aus diesem Grund ist sowohl die BaK als auch die FiKo der Auffassung, man solle diesen Zusatzkredit bewilligen.
Die 6 Enthaltungen müssen so interpretiert werden, dass man unzufrieden ist, dass es zum Zeitpunkt, als das Entlastungsprogramm zusammengestellt wurde, zu einer Fehleinschätzung kam. Damit wollte man signalisieren: Bitte in Zukunft keine solchen Fehleinschätzungen mehr! Ich kann noch sagen, dass sich Herr Regierungsrat Neuhaus für die dadurch entstandene Situation entschuldigt hat. Ich persönlich halte es für eine saubere Haltung des früheren Justizdirektors, dass er seiner Nachfolgerin nicht ein unbereinigtes Dossier übergeben, sondern mit diesem Zusatzkredit dafür gesorgt hat, dass diese Geschichte noch in Ordnung gebracht werden kann. Wie gesagt, empfiehlt Ihnen die BaK mit Zustimmung der FiKo mit 10 zu 0 Stimmen bei 6 Enthaltungen, diesem Zusatzkredit die Zustimmung zu geben.

Präsident. Es gibt Fraktionssprecher zu diesem Geschäft. Für die SVP-Fraktion erhält Grossrat Rüegsegger das Wort.

Hans Jörg Rüegsegger, Riggisberg (SVP). Man könnte dies als unendliche Geschichte bezeichnen. Das ist eines der ersten Geschäfte, welches uns nach vier Jahren wieder über den Weg läuft. Wir haben bereits vor vier Jahren ein wenig daran gekaut. Es gab ein Hin und Her. Wir haben es vom Kommissionssprecher gehört: Es gab ein Hin und Her bezüglich der Summen, dahingehend, wie viel mit diesem Rahmenkredit 2016–2019 genehmigt werden soll, was mit dem EP gestrichen wurde. Unsere Fraktion hat dies ähnlich wie die BaK diskutiert, es gab ein Hin und Her. Die Raumplanung ist sehr wichtig für den Kanton Bern. Es ist auch wichtig, dass die Gemeinden diesbezüglich weiterhin unterstützt werden. Es ist aber auch wichtig, das hat der Kommissionssprecher zum Glück bereits erwähnt, dass es sechs Enthaltungen gab. Genau gleich war es in unserer Fraktion. Die Regierungsrätin sowie die verantwortliche Verwaltung sollen bei solchen Krediten künftig besser darauf schauen, damit diese am Schluss nicht gestraft sind. Es soll vor allem darauf geachtet werden, dass mit dem Regionalen Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzept (RGSK) nur das geplant wird, was notwendig ist. Es sollen nicht zusätzliche Dinge geplant werden, welche entsprechend auch Kosten verursachen. Ich möchte bekannt geben, dass es aus unserer Fraktion die eine oder andere Enthaltung oder Gegenstimme geben wird. Grossmehrheitlich nehme ich jedoch an, dass man hier zustimmen wird.

Ueli Frutiger, Oberhofen (BDP). Der Zusatzkredit für die Bedürfnisse der Raumplanung ist einer der unerfreulichen Art. Die meisten von unserer Fraktion haben Mühe, diese Kröte zu schlucken. Der BDP-Fraktion ist auch klar, dass bei einer Ablehnung des Zusatzkredits wahrscheinlich die Falschen die Leidtragenden sind. Das wären nämlich die Gemeinden und Bauherren, welche Entscheidungen in Raumplanungsverfahren abwarten. Es ist auch klar, dass es mit den Subventionen des Bundes vielleicht nicht gut kommt, wenn diese Planung nicht fertig gemacht werden kann. Aus Sicht der BDP-Fraktion kann das Sparpaket, welches wir im November letzten Jahres schnürten, nicht aufgeschnürt werden. Wir haben 700 000 Franken pro Jahr eingespart. Nun werden pro Jahr 700 000 Franken gespart, und gefordert wird 1 Mio. Franken. Wir fordern nun 300 000 Franken mehr, als wir sparen wollten. Wenn das zur Normalität wird, funktionieren solche Bemühungen für Sparpakete nicht. Aus diesem Grund lehnt eine grosse Mehrheit unserer Fraktion diesen Zusatzkredit ab.

Kilian Baumann, Suberg (Grüne). Es handelt sich um ein exemplarisches Beispiel für eine absurde Übung, wie wir sie teilweise beim Sparpaket im November 2017 durchführten. Es wurde versucht, in einem Bereich 700 000 Franken einzusparen. Man wusste jedoch, dass genau im Bereich der Planung zukünftig eher mehr als weniger Mittel gebraucht werden. Unsere Partei hat bereits früh vor Einsparungen in diesem Bereich gewarnt. Wir haben gesagt, es werde eher mehr Geld gebraucht. Trotzdem hat man versucht, zu sparen. Sehr rasch danach wurde wenige Monate später festgestellt, dass die gewünschten Leistungen nicht erbracht werden können. Mit diesem Nachkredit haben wir jetzt die Quittung erhalten. Uns wäre es lieber gewesen, wenn man vorgängig etwas weitsichtiger agiert hätte. Dies vielleicht als kleine Kritik. Doch diese Kritik gilt dem Vorgänger der Frau Regierungsrätin. Der Kommissionssprecher hat gesagt, dass sich der Vorgänger auch bereits entschuldigt hat. Nichtsdestotrotz wird die grüne Fraktion diesem Nachkredit zustimmen.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Mentha das Wort.

Luc Mentha, Liebefeld (SP). Wir werden diesen Zusatzkredit – eigentlich aus zwei Gründen – bewilligen: Erstens ist es das, was ich als BaK-Sprecher bereits erwähnt habe. Es würde in der Konsequenz zu Ungleichbehandlungen zwischen den Gemeinden führen. Das wollen wir nicht. Zweitens muss man sagen, dass das ÖREB-Kataster nun wirklich ein Kataster ist, welches im Interesse einer entschlackten und schlanken Bürokratie liegt. Dies, weil man sich damit als Bauwilliger oder als Planungsbehörde auf viel einfachere Art als bisher Einblick verschaffen kann, welche öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen wie beispielsweise Baulinien für Stassen und so weiter vorliegen. Das ist eigentlich das, was wir wollen: einen effizienten Staat und ein Staat, welcher mit guten Mitteln den Bürgerinnen und Bürgern Transparenz verschafft. Daher sind wir der Meinung, in der Dynamik der Entstehung dieses Entlastungsprogramms, welches sehr viele Massnahmen enthielt und wobei man nur beschränkte Zeitressourcen zur Erreichung des Ziels zur Verfügung hatte, sei ein Fehler passiert. Es war noch nie falsch – im Gegenteil, es ist eher falsch, auf Prinzipien zu beharren – im Nachhinein einen Fehlentscheid zu korrigieren. Das ist mit Blick auf das ganze Entlastungsprogramm eine sehr kleine Korrektur, welche wir nachträglich vornehmen. Das ist nach unserer Auffassung zu verantworten.

Peter Flück, Interlaken (FDP). Auch die FDP-Fraktion hat natürlich im Grundsatz keine Freude an diesem Nachkredit. Das ist klar, es ist keine so schöne Sache. Auf der anderen Seite stellen wir fest, dass auch einmal etwas unterschätzt werden kann und man sich dafür entschuldigen kann. Das ist geschehen. Wir sind der Meinung, dass die Raumplanung für unseren Kanton dermassen wichtig ist. Insbesondere dürfen wir die RGSK, an welchen schliesslich auch die Agglomerationsprogramme hängen, nicht infrage stellen. Die Planung muss vor diesem Hintergrund gemacht werden. Wenn wir diese Agglomerationsprogramme nicht umsetzten könnten, weil wir nicht planen können, hat dies vor allem einen Einfluss auf die grossen Zentren. Das wollen wir nicht eingehen. Deshalb stimmt die FDP-Fraktion diesem Nachkredit einstimmig zu.

Präsident. Wünscht die Regierungsrätin das Wort? – Regierungsrätin Allemann, Sie haben das Wort.

Evi Allemann, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektorin. Es ist tatsächlich immer sehr undankbar, über Zusatzkredite diskutieren zu müssen. Ich kenne dies aus Sicht einer Parlamentarierin. Dies empfand ich stets als sehr mühsam. Ich finde es auch als Regierungsrätin sehr undankbar, Zusatzkredite zu vertreten, welche letztlich gesprochen werden müssen, weil man negativ überrascht wurde. Hier ist es nicht negativ in der Sache, sondern es wurden viel mehr Gesuche eingereicht. Teilweise waren die Gesuche auch höher. Im Bereich der Raumplanung und der Planungsaufgaben nehmen die Herausforderungen zu. Wir haben die bundesrechtliche Vorgabe, das ÖREB-Kataster einzuführen. Wir wollen die Gemeinden diesbezüglich nicht allein lassen. Wir wollen allen Gemeinden, welche diese Gesuche stellen, finanziell unter die Arme greifen. Es kann nicht sein, dass statt der abgemachten Art und Weise, wie man zur Einführung des ÖREB-Katasters kommt, im Nachhinein neue Spielregeln eingeführt werden. Das Amt für Geoinformation (AGI) hat mit den Gemeinden Vereinbarungen abgeschlossen. Man hat diese Vereinbarungen auch zeitlich gestaffelt abgeschlossen. Man hat bewusst die einen Gemeinden zuerst unterstützt, im Wissen darum, dass die Umsetzung nicht gleichzeitig stattfinden kann, und hat deshalb mit den anderen Gemeinden die Vereinbarungen später abgeschlossen beziehungsweise einen späteren Einführungszeitpunkt festgelegt. Damals ging man davon aus, dass die Gesuche der Gemeinden, welche später kommen, denjenigen Gemeinden, welche am Schluss an der Reihe sind, auch bewilligt werden können. Das wäre zurzeit finanziell nicht möglich, wenn der Zusatzkredit nicht genehmigt würde. Deshalb ist es richtig, was gesagt wurde: Wir haben ein Interesse daran, dass die Gemeinden gleichbehandelt werden. Deswegen muss man diesen Zusatzkredit sprechen. Eine Sparmassnahme, von welcher man damals dachte, sie sei möglich, weil man den Spielraum hatte, muss rückgängig gemacht werden. Ich glaube es ist klüger, ehrlich zu sein und einzugestehen, dass man von einem falschen Spielraum ausging.
Jahre vorher wurden diese Rahmenkredite jeweils nicht ausgeschöpft. Der Rahmenkredit 2004–2007 war höher, wurde jedoch nicht ausgeschöpft. Dieser Kredit betrug 13 Mio. Franken, wurde aber nicht ausgeschöpft. Im nächsten Jahr betrug er auch noch 10 Mio. Franken. Weil man die Kredite jeweils nicht ausschöpfte, senkte man den Betrag ebenfalls im Rahmen einer Sparmassnahme auf 7 Mio. Franken. Weil man den Eindruck hatte, es würde sich ungefähr in dieser Art und Weise fortsetzen, legte man den Rahmenkredit auf 9 Mio. Franken fest. Anschliessend wurde die Sparmassnahme

beschlossen. Jetzt haben wir folgende Situation, wenn wir all diese planerischen Vorhaben unterstützen wollen: Es geht nicht nur um das ÖREB-Kataster, sondern auch um die Erarbeitung obligatorischer Energierichtpläne, um die Überarbeitung der RGSK bei den Agglomerationsprogrammen Siedlung und Verkehr sowie um die jährlichen Kantonsbeiträge an Geschäftsstellen der Planungsregionen und Regionalkonferenzen. Es geht also nicht nur um das ÖREB-Kataster; dieses war wahrscheinlich der Auslöser oder der Hauptharst, der so finanziert werden kann. Letztlich besteht eine grosse Summe an Planungsvorhaben, welche finanziert werden müssen und womit wir die Gemeinden auch nicht allein lassen wollen. Deshalb bitte ich Sie im Namen des Regierungsrats, diesem Zusatzkredit zuzustimmen. Ich habe den Hinweis beziehungsweise das Anliegen von Grossrat Rüegsegger durchaus zur Kenntnis genommen. Ja, wir werden in Zukunft versuchen, so exakt wie möglich, nicht nur in raumplanerischer, sondern auch in finanzieller Hinsicht zu planen. Sie wissen, wie schwierig das manchmal ist. Ich glaube aber, dass wir daran sind, und ich habe den Hinweis zur Kenntnis genommen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer dem vorliegenden Kredit zustimmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	112
Nein	17
Enthalten	7

Präsident. Sie haben diesem Kredit mit 112 Ja- zu 17 Nein-Stimmen bei 7 Enthaltungen zugestimmt. Somit sind wir am Schluss der Geschäfte der JGK angelangt. Ich bedanke mich bei Regierungsrätin Allemann recht herzlich für ihren ersten Einsatz und wünsche ihr einen schönen Sommer.
Sie dürfen sitzen bleiben, weil wir noch eine Verabschiedung vor uns haben. Heute oder bald verlässt unser Vizestaatsschreiber Michel Walthert die Parlamentsdienste. Lieber Michel Walthert, ich hoffe Sie verzeihen mir, dass ich Sie hier und heute auf Deutsch verabschiede, denn meine französischen Äusserungen sind nicht immer so zielführend, sodass alle begreifen würden, was ich sagen will. *(Heiterkeit)* Michel Walthert, Sie sind seit dem 1. Januar 2012 als französischsprachiger Vizestaatsschreiber des Kantons Bern unterwegs. Zu Ihren Hauptaufgaben gehörten die Leitung des Amts für Zweisprachigkeit, Gesetzgebung und Ressourcen, Stabsfunktionen im Dienst des Regierungsrats und dessen Juradelegation, die Betreuung und Begleitung der Jurapolitik sowie die Unterstützung der französischsprachigen Députation hier im Grossen Rat. Ihre beruflichen Interessen galten den Projekten «Parc Chasseral», «Ausbildung der Gemeindeschreiber», «CineCivic» sowie der Zweisprachigkeit im Kanton Bern und der Vertretung der Französischsprachigen in der Kantonsverwaltung. Ich habe mir sagen lassen, dass Ihre persönlichen Interessen bei Ihrer Familie, Ihren Tieren – Hunde, Katzen und Fische – sowie bei der Natur und der Umgebung liegen. *(Heiterkeit)* Sie waren auch als engagierter Sportler unterwegs und sind es immer noch. Ich habe mir sagen lassen, Sie seien Marathonläufer, was sicher Ihre Ausdauer mit all den Grossräten hier beweist. Dass Sie Ihren Kopf aber in den Bergen auch auslüften konnten, beweist, dass Sie gerne Ski fahren und wandern gehen. Ihr soziales Engagement in den verschiedenen Bereichen, aber insbesondere zugunsten der betagten Menschen, ist ein Merkmal Ihrer persönlichen Interessen. Ebenfalls sind Sie ein Mensch, der gerne reist. Als Bernjurassier und wohnhaft im Berner Jura hatten Sie den Mut, aber auch das Interesse, hier in Bern zu arbeiten. Das ist sicher sehr lobenswert. Michel Walthert, ich habe Sie vor allem an den Bürositzungen kennen und schätzen gelernt. Mit Ihrer ruhigen und besonnenen Art haben Sie mich immer wieder beeindruckt. Im Namen des Grossen Rats danke ich Ihnen für Ihr grosses Engagement zugunsten unseres schönen Kantons und unserer Zweisprachigkeit. Ich wünsche Ihnen für den Ruhestand alles Gute, Gesundheit und Wohlergehen! Michel Walthert, herzlichen Dank! *(Die Anwesenden erheben sich zu anhaltendem Applaus.)*
Liebe Grossrätinnen und Grossräte, somit haben wir die erste Session der neuen Legislatur hinter uns. Sie sehen, dass wir es mit Ihren Voten, welche lediglich das Wesentliche umfassten, geschafft

haben, noch am heutigen Tag fertig zu werden. Ich wünsche Ihnen eine gute Sommerzeit. Die meisten werden schöne Ferien verbringen können, hoffentlich mit etwas mehr Sonnenschein als während der letzten beiden Tage und möglichst ohne Hochwasser. Ich wünsche Ihnen alles Gute und erkläre die erste Session für geschlossen. *(Applaus)*

Schluss der Sitzung und der Session um 15.20 Uhr.

Die Redaktorinnen:
Céline Gasser (d)
Sara Ferraro (f)

Beilagen der Junisession 2018

Die Geschäftsunterlagen sind wie folgt im Internet publiziert:

www.gr.be.ch > Sessionen & Protokolle > Sessionen 2018 > Junisession 2018